Histoire de la social-démocratie allemande

En couverture, (de gauche à droite et de haut en bas) : Ferdinand Lassalle, Friedrich Engels, August Bebel, Karl Marx, Wilhelm Liebknecht, Karl Kautsky, Rosa Luxemburg

© Les bons caractères 2013
ISBN : 978-2-915727-34-0
Dépôt légal : 2e trimestre 2013

Franz Mehring

Histoire de la social-démocratie allemande
(1863-1891)

Traduit de l'allemand par

Monique Tesseyre et Dominique Petitjean

Introduction d'Anne Deffarges

Les bons caractères

6, rue Florian - 93500 Pantin

Introduction

L'Histoire de la social-démocratie allemande n'avait jamais été traduite en français : cette édition la rend enfin accessible aux lecteurs francophones, ce qui est d'autant plus important que très peu d'écrits sont disponibles en France sur l'histoire si riche de ce grand parti. Écrit à la toute fin du 19e siècle par Franz Mehring, un historien reconnu qui avait lui-même rejoint la social-démocratie quelques années plus tôt, cet ouvrage fit date en Allemagne[1]. Le présent volume est consacré à la jeunesse du mouvement, entre 1863 et 1891, période pendant laquelle le parti socialiste devint rapidement un parti de masse[2]. 1863 voit la création du premier groupement se réclamant explicitement de la classe ouvrière, l'ADAV de Ferdinand Lassalle[3] qui regroupe environ 3 000 adhérents et insiste dès son nom sur son caractère général « allemand » (et non pas, par exemple, saxon ou prussien), à un moment où l'Allemagne n'a pas encore d'existence nationale. Les décennies 1870 et 1880 sont celles d'un fort développement du mouvement socialiste malgré la répression. L'année 1890 marque successivement une importante radicalisation ouvrière, un raz-de-marée socialiste aux élections malgré les lois antisocialistes (20 % des voix), l'éviction du chancelier Bismarck et la fin des lois d'exception contre les socialistes. Une page d'histoire se tourne alors, et en 1891 le parti revenu à la légalité peut se donner un nouveau nom (c'est alors qu'il prend celui de SPD, Parti social-démocrate d'Allemagne[4]) et adopter un programme plus clairement marxiste.

Dans son *Histoire*, Mehring passe continuellement et sans transition de l'histoire événementielle du parti avec ses débats et tâtonnements théoriques, programmatiques, organisationnels, à des allusions à l'histoire générale. Non seulement il était un érudit, mais il s'adressait à des lecteurs qui connaissaient, pour la vivre, la situation politique et sociale allemande, une situation compliquée à bien des égards, et mouvante. Autour de 1900, tout dans leur quotidien rappelait aux lecteurs qu'il n'y a

1 En 1922, on en était déjà à la douzième réédition.

2 L'ouvrage de Franz Mehring comprend deux tomes, dont seul le second est traduit ici. Le tome 1, également inédit donc, comprend les livres 1 et 2, qui concernent les années 1830 à 1863. Le deuxième tome, qui fait l'objet de ce volume, comprend les livres 3 à 6, qui couvrent les années 1863 à 1891.

3 ADAV pour *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*, Association générale des travailleurs allemands.

4 SPD pour *Sozialdemokratische Partei Deutschlands.*

pas si longtemps le pays était morcelé, à commencer par les cérémonies nationalistes tous les 2 septembre pour fêter la victoire de Sedan, lorsque dans les logements ouvriers beaucoup choisissaient d'accrocher, plutôt que le portrait de l'empereur comme on l'attendait d'eux, un portrait de Lassalle (mort un 31 août). Plus d'un siècle plus tard et *a fortiori* de ce côté-ci du Rhin, il n'est pas si facile de s'y retrouver. C'est pourquoi nous souhaitions dans cette introduction commencer par donner quelques repères historiques et évoquer en particulier les principales étapes qui, au 19e siècle, jalonnent la longue marche vers l'unité allemande.

En Allemagne aussi, le « long 19e siècle » commence avec la Révolution française, qui a bouleversé le pays. En 1789, l'Allemagne est une mosaïque d'États très disparates, par endroits il s'agit même plutôt d'une poussière d'États : elle est découpée alors en 360 territoires souverains. Royaumes, principautés, duchés, diocèses ou villes libres, ces États sont en majorité minuscules. La Révolution y déclenche un vibrant enthousiasme ; beaucoup y voient l'événement inaugurant un nouvel avenir de l'humanité. Cette sympathie va se reporter sur Napoléon Bonaparte considéré comme l'héritier de la Révolution, ce qui explique que ses armées y soient accueillies d'abord avec plus de liesse que d'inquiétude : si seulement il pouvait chasser ces petits rois et princes, tous les oppresseurs et les despotes ! De fait, les guerres révolutionnaires permettent des changements profonds, et parfois elles les initient, lorsque certains souverains préfèrent céder des réformes à titre préventif plutôt que de risquer de tout perdre. Surtout, c'est Napoléon qui commence à balayer le féodalisme du sol allemand et à supprimer le servage, ce qui explique qu'il ait joui outre-Rhin d'un grand prestige.

En quelques années, entre 1803 et 1809, il fait disparaître bon nombre de principautés ecclésiastiques et d'enclaves, qui sont absorbées par les États limitrophes. Des centaines de petites principautés catholiques sont purement supprimées, arrachées à la tutelle (lointaine) de l'empereur d'Autriche et rattachées aux grands États voisins, la plupart protestants. Inutile de dire que les princes protestants ne sont pas fâchés de cet agrandissement de leur territoire, ni même de le devoir à un général étranger venu chasser les souverains de ces mini-États. Le coup est dirigé d'abord contre l'Autriche des Habsbourg, qui est ici la grande perdante.

En réduisant de manière drastique le nombre d'États, Napoléon a simplifié énormément la carte d'Allemagne ; cela a constitué un premier pas décisif vers l'unité. Le pays comprend désormais des territoires politiquement viables, tout en restant morcelé, et donc incapable de constituer une menace pour la France. En 1806, il crée la Confédération du Rhin (*Rheinbund*), qui comprend à l'origine seize États ou principautés du sud

et de l'ouest de l'Allemagne : vingt millions d'Allemands se trouvent alors unis et placés directement sous protectorat français. Ce grand territoire est radicalement modernisé : la féodalité y est entièrement supprimée, le Code civil introduit, les changements touchent tous les domaines de la vie publique[1].

C'est vers cette époque, autour de 1806, que l'opinion allemande commence à changer d'opinion sur Napoléon. Si au départ il n'a pas été mal accueilli, la population ayant tendance à voir en lui le représentant de « la Grande Révolution »[2], il y a peu à peu un revirement de l'opinion. L'hostilité nouvelle n'a rien à voir avec les réformes, elle est liée à l'occupation militaire et aux guerres incessantes. En quelques années, l'ensemble de la population a pu se convaincre que ses armées se comportent comme n'importe quelle autre force d'occupation, qui domine, pille et pressure le peuple, et les sentiments se font progressivement moins positifs. Les armées napoléoniennes n'apparaissent plus comme des armées de libération, mais comme un instrument d'oppression.

Ludwig van Beethoven, qui adhéra avec enthousiasme à la Révolution française[3], vit d'abord en Napoléon le héros de la République et écrivit en son honneur sa *Symphonie Bonaparte*. Mais, en 1804, quand il apprit qu'il s'était fait couronner empereur, l'anecdote veut que, profondément déçu, il ait déchiré la feuille du titre primitif et rebaptisé son œuvre *Symphonie héroïque*. Le grand compositeur resta toute sa vie fidèle à la Révolution, et il comprit vite que Napoléon empereur n'en était pas le représentant, qu'il ne pourrait agir qu'en tyran. Et en réalité les sentiments d'une grande partie des Allemands envers Napoléon vont évoluer dans le même sens que chez Beethoven, avec quelques années de retard et parfois moins de clairvoyance, mais dans le même sens.

Lorsque Napoléon enrôle massivement les jeunes gens dans sa Grande Armée, que parmi les Bavarois envoyés en Espagne 20 000 ne reviendront jamais, que des dizaines de milliers d'autres ont pour cimetière les neiges russes, beaucoup d'Allemands se mettent à ne plus supporter cette tyrannie. Les différentes populations allemandes, victimes du même envahisseur, s'unissent pour le chasser ; en Allemagne on considère souvent que le sentiment national est né dans ces « guerres de libération ».

---

1 Changements dans l'administration, la Constitution, en matière de droit, de législation, réformes concernant la police, la censure, le commerce, l'agriculture, l'éducation.

2 C'est en Allemagne l'expression consacrée : *die große Revolution*.

3 Né en 1770, Beethoven a alors une vingtaine d'années.

Reste, sans taire la tyrannie de Napoléon, que son action a porté un coup sérieux à la féodalité : dans les régions où les mesures étaient appliquées le plus rigoureusement, comme en Westphalie, il a aboli les fiefs, le servage, les corvées, promu l'égalité civile, supprimé les privilèges des nobles et des seigneurs. Il a imposé des choix administratifs et financiers plus rationnels, a modernisé l'Allemagne qui a subi plus que tout autre en Europe le poids de la domination française, mais bénéficié aussi plus que tout autre de ses bienfaits. Elle en est sortie une fois de plus dépouillée, mais la simplification décisive de son territoire était un gage pour l'avenir.

En 1815, avec la défaite de Napoléon à Waterloo, tout ce que l'Europe compte de réactionnaires se sent pousser des ailes. Lors du congrès de Vienne, les puissances victorieuses partagent et découpent l'Europe en essayant de remettre en selle un peu partout le féodalisme. L'Italie se trouve partagée en plusieurs États, la Pologne une fois de plus découpée en morceaux. L'Allemagne est de nouveau démembrée, déchirée en trente-neuf États souverains qui formellement appartiennent à la nouvelle Confédération germanique (Deutscher Bund), en réalité sont vaguement liés uniquement pour certaines affaires extérieures, avec une grande disparité de régimes politiques. La Saxe, qui a choisi de rester fidèle à Napoléon, est punie pour cela et dépecée. La Prusse par contre s'en tire très bien. Pour la récompenser d'avoir combattu Napoléon, elle se voit offrir la Rhénanie, un cadeau royal, qui déplace son centre de gravité vers l'ouest et va changer son destin.

En bref, la question allemande est réglée sans prendre en compte le moins du monde le désir d'unité. Si la guerre des peuples européens contre Napoléon a été la riposte de ceux qu'il a écrasés, les princes et diplomates du congrès de Vienne ne font qu'étouffer et piétiner à leur tour le sentiment national. Pour ceux qui rêvaient de modernisation démocratique et libérale, la déception est amère et l'enjeu reste le même : l'unité dans la liberté.

L'Allemagne entre 1815 et 1848, c'est donc trente-neuf États souverains, dirigés qui par un roi, qui par un prince ou un duc, des États hétérogènes en tout, par le degré d'arbitraire de leur souverain, par la taille, le niveau de développement économique et culturel, par le mode de vie. Presque tous sont des régimes féodaux : la féodalité n'a entièrement disparu que sur la rive gauche du Rhin. La noblesse féodale est extrêmement nombreuse et en partie fort riche, les seigneurs terriens ont presque entièrement maintenu, depuis le Moyen Âge, leur pouvoir sur les paysans, avec son lot d'humiliations et de corvées. La bourgeoisie quant à elle est beaucoup moins puissante, moins riche qu'en France, moins consciente de ses intérêts et moins centralisée aussi.

Essayons d'imaginer quelles réalités se cachent derrière le terme de « morcellement », à ce moment où les prémices de l'unification sont en train de se réaliser, où l'émiettement de l'Allemagne est beaucoup moins terrible qu'il ne l'a été dans le passé.

Parmi les trente-neuf États, il y a en quelque sorte les deux « superpuissances » de l'Allemagne : l'Autriche et la Prusse. L'Autriche est la puissance « historique » et parmi les premières puissances du continent par son étendue, par son rôle en Europe, par la mosaïque de peuples qui la composent. Régime autoritaire, policier, c'est en même temps un ensemble cosmopolite[1]. Elle regroupe une dizaine de peuples : Slaves (parmi lesquels, notamment, Tchèques, Slovaques, Polonais, Serbes, Croates), Allemands, Hongrois, Roumains, Italiens... Du coup, de multiples langues y coexistent. L'Autriche tire sa puissance de ces nombreux territoires satellites, mais tenter de les retenir dans son giron, de gré ou de force, absorbe une grande partie de son énergie.

En tout cas, elle paraît alors bien plus destinée à unifier l'Allemagne que la Prusse, historiquement région essentiellement agricole au nord-est de l'Allemagne, qui n'a ni le passé prestigieux, ni une capitale comparable à Vienne la flamboyante, ni le rôle international de l'Autriche, puisque son rôle se borne souvent à celui de bras armé de la réaction venue de l'Empire russe, quand elle ne se contente pas de grappiller pour son compte des morceaux choisis d'autres États, allemands ou non.

Mais chacun des deux États cherche à accroître sa puissance au détriment de l'autre, et le dualisme entre la Prusse et l'Autriche est une première entrave à l'unification de la nation allemande : deux « géants », c'est au moins un de trop... L'antagonisme entre eux se fera toujours plus rude.

Une autre entrave est celle des particularismes : la plupart des princes ou ducs à la tête d'un État allemand préfèrent être maître chez soi – même si le chez soi est de la taille d'un mouchoir de poche –, plutôt que subordonnés dans un territoire plus important. La somme de tous ces autres États forme ce qu'on appelle la Troisième Allemagne, avec une trentaine d'États minuscules, quelques États relativement importants (royaumes de Bavière, de Saxe et de Hanovre) et des villes libres. Collection hétérogène, ils défendent des intérêts trop différents ou particuliers pour s'associer face aux deux géants. Et pourtant, c'est surtout dans les petits États que l'idée de l'unité allemande est répandue.

Dans la population, le mécontentement est général ; on réclame la réunion des membres éparpillés du corps allemand. Il faut savoir que la

1 On parle pour l'Autriche de *Vielvölkerstaat*, c'est-à-dire littéralement « État composé de nombreux peuples ».

misère est grande : la majorité de la population se nourrit exclusivement de pommes de terre et, plus l'État est minuscule, plus les dépenses de la cour, de l'administration, de l'armée, bref tout le poids des impositions est lourd à porter.

La dispersion politique est évidemment un sérieux obstacle au développement économique, et l'Allemagne est très en retard aussi de ce point de vue. Dans les divers États, l'écrasante majorité de la population vit du travail de la terre, une minorité est composée d'ouvriers à domicile. Isolées les unes des autres, des familles entières d'ouvriers sont obligées de travailler jusqu'aux limites de la résistance humaine pour des salaires de misère. Les tisserands silésiens, plumés à la fois par le féodalisme et par le capitalisme, ont eu longtemps la réputation d'être les habitants les plus pauvres d'Europe.

Chaque État a sa propre législation économique, le droit commercial change tous les quelques kilomètres, à chaque pas les entrepreneurs tombent dans d'autres pièges bureaucratiques ou fiscaux. Ils s'arrachent les cheveux. Les routes et les fleuves sont tronçonnés par d'innombrables barrières douanières et péages, y compris pour les simples voyageurs. Même quand des marchandises ne font que transiter, il faut acquitter des droits de douane. Un Français écrivait que les Allemands lui faisaient l'effet de prisonniers qui ne pouvaient se fréquenter qu'à travers des barreaux. Chaque État frappe sa propre monnaie, quand ce ne sont pas deux ou trois monnaies, chacun a son propre système de poids et mesures. À quelques kilomètres de distance, il faut parfois en changer plusieurs fois, ce qui ne facilite pas les échanges. Comment de grandes banques pourraient-elles naître lorsque chaque petit État a sa monnaie, qui n'a plus de valeur d'échange sitôt franchi les limites du territoire ? Les négociants et industriels utilisent, en plus des innombrables monnaies, poids et mesures de leur pays, ceux des puissances étrangères.

Surtout, chaque État a mis des entraves à la circulation des personnes, et au total une foule de mesures limitent le droit au séjour. Tandis que les ouvriers allemands s'habituent à rechercher du travail là où il y en a, c'est-à-dire à quitter leur région natale, il arrive que certains industriels ne parviennent pas à rassembler suffisamment de main-d'œuvre. Car dans les années 1840, lorsqu'un patron s'efforce de réunir des travailleurs venus de différents États, même voisins, il n'est pas rare de voir la police s'opposer à l'installation de ces « migrants », venus parfois du village d'à côté, mais néanmoins étrangers ! Pour permettre le développement de l'industrie, il faut une même législation pour l'ensemble de l'Allemagne, d'un bout à l'autre, sans tracasseries

policières, il faut la libre circulation des marchandises, mais aussi celle des personnes.

L'absence d'unité signifie enfin l'impossibilité d'avoir un grand marché intérieur, donc l'absence de débouchés pour les marchandises produites. Un marché intérieur assez important, c'est la possibilité pour les produits de trouver acquéreur. Rien d'étonnant donc à ce qu'une partie des classes possédantes aspire ardemment à « une patrie unifiée » : ce désir est né de nécessités très concrètes. À ce stade, vers le milieu du siècle, le libre développement des échanges et de la production, donc l'unification nationale, sont devenus des nécessités économiques criantes. La bourgeoisie ne veut pas continuer à subir le despotisme féodal.

En juillet 1830, la nouvelle des événements révolutionnaires parisiens déclenche une certaine effervescence ; surtout dans les petits États, la bourgeoisie allemande se met à revendiquer la suppression des charges féodales et la liberté de la presse. Le mouvement, minoritaire, est réprimé, mais dans quelques États (Hesse, Saxe, Hanovre) les révoltés parviennent à arracher des constitutions. Deux ou trois années plus tard, l'agitation est domptée, de nouveau il règne en Allemagne un calme de plomb. Les princes ne se doutent pas que leur règne de droit divin est pourtant en train d'être sapé, et sapé plus fondamentalement que par la fronde de 1830. Deux grands pas sont en effet réalisés en direction de l'unité, au travers de l'économie : c'est l'Union douanière (Zollverein) et la construction des premiers chemins de fer.

L'Union douanière est mise en place à l'initiative de la Prusse. En effet, son propre territoire est morcelé, coupé en deux parties nettement distinctes. À l'est, englobant Berlin et une partie de ce qui est aujourd'hui la Pologne, les terres traditionnelles prussiennes, avec de gigantesques domaines agricoles appartenant à des junkers (hobereaux). De l'autre côté, à l'ouest (séparée de la Prusse en particulier par le royaume de Hanovre), la Rhénanie, offerte à la Prusse par le congrès de Vienne en 1815, région qui, servie par le Rhin et la proximité de la mer, est au contraire particulièrement en avance. Toutes les branches d'industrie sont présentes dans des villes comme Aix-la-Chapelle, Düsseldorf et Cologne : cette région[1] se caractérise par le plus grand nombre de villes et aussi le

1 Chez Mehring, la région de Düsseldorf est appelée Grand-duché de Berg (région avec d'importantes mines de charbon qui englobe ce qui deviendra la région de la Ruhr).

plus haut degré de développement industriel, politique, culturel[1]. Elle est la seule région dans laquelle toute trace de féodalité a été balayée depuis son passage sous protectorat français. Les Rhénans sont traités par l'Est un peu comme les rebelles qu'il faut se soumettre...

La Prusse est donc après 1815 un drôle d'État comprenant deux territoires que tout oppose, la géographie, l'histoire, le niveau d'industrialisation, le mode de vie des habitants, le niveau de culture et jusqu'aux classes dominantes, bourgeoisie industrielle d'un côté, grands propriétaires fonciers de l'autre, ces derniers franchement conservateurs. Il n'y a rien de très confortable pour la Prusse dans cette dichotomie, sans compter qu'elle doit passer des frontières et acquitter des droits de douane pour échanger à l'intérieur même de son État : chaque fois que des produits agricoles sont expédiés de Prusse vers la Rhénanie, ou des produits manufacturés dans l'autre sens !

Elle se trouve ainsi à l'origine de la création de l'Union douanière (Zollverein), qui entre en vigueur en 1834 sur un territoire d'environ 30 millions d'habitants au départ, où il règne désormais la libre circulation des marchandises. Elle se renforce et s'agrandit rapidement, de sorte qu'au milieu du 19e siècle elle couvre la quasi-totalité de l'Allemagne. Cela donne lieu aux premiers progrès de l'industrie. Le rayonnement économique de la Prusse sur l'ensemble allemand devient significatif et du même coup, souvent à leur corps défendant, les bourgeoisies des petits et moyens États apprennent à voir dans la Prusse leur dirigeant, y compris en matière politique, ce qui n'avait jamais été le cas jusque-là, le Sud et l'Ouest de l'Allemagne étant de ce point de vue en avance sur elle.

Et, complémentaire au Zollverein et presque contemporain, à partir de 1835 un autre catalyseur essentiel de l'évolution économique fait son apparition : le chemin de fer. Tous deux ont un effet double : ils accélèrent le développement industriel et en même temps font progresser l'unité. Dans ce pays pauvre en voies de circulation, les « îlots d'industrie », principalement en Rhénanie et en Saxe, sont éloignés les uns des autres, les principales villes commerçantes isolées. L'arrivée du chemin de fer bouleverse l'économie et modifie les habitudes de vie. Les richesses minières deviennent immédiatement accessibles ; l'expansion du chemin de fer

1 Dès les années 1830, l'industrie textile (coton, laine, soie) est présente en Rhénanie, de même que toutes les industries qui en dérivent (blanchiment, impression, teinture, construction de machines textiles...). Bénéficiant de la présence de mines exploitant le charbon et le fer, la métallurgie (dont des fabriques d'armes) se développe.

nécessite et permet le développement des activités minières et sidérurgiques. Il se crée enfin un marché suprarégional (pas encore national)[1].

Avec le chemin de fer, les déplacements sont devenus non seulement infiniment plus rapides, mais beaucoup moins onéreux, donc accessibles à une partie de la population qui en était jusque-là exclue. La circulation des idées a accompagné celle des marchandises et des personnes ; les échanges d'opinion se sont trouvés facilités, et la petite vie locale particulariste, isolée, en a été bouleversée. Au bout du compte, le chemin de fer a ouvert la première grande brèche dans le carcan des particularismes. Rien d'étonnant à ce qu'une partie de la noblesse ait tenté de s'y opposer, comme le prince de Hesse-Kassel (Frédéric Guillaume Ier), qui a promulgué encore en 1850 l'interdiction de faire passer ou de laisser s'installer dans son minuscule État « *chemins de fer, usines, et toutes ces bêtises à la mode actuellement* »[2]. Le roi du Hanovre, un État important, expliqua publiquement : « *Je ne veux pas de chemin de fer dans mon pays. Je ne veux pas que le moindre cordonnier, le premier tailleur venu puisse voyager aussi vite que moi !*[3] »

Leur colère ne pesa pas lourd face au besoin d'expansion de l'économie. La consolidation du Zollverein, le développement du réseau ferroviaire et du télégraphe, la création d'une monnaie unique rapprochent de plus en plus les provinces allemandes, favorisent le recul des particularismes et renforcent chez les Allemands le sentiment d'appartenir à un même ensemble. L'unité, nécessaire au développement du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, est aussi une nécessité humaine et, au plus tard à partir de 1848, il y a dans le peuple un désir profond d'unité et de liberté. C'est l'espoir de mettre fin à l'arbitraire et au règne de tous ces princes, ducs et comtes d'opérette ; c'est l'idéal porté par les révolutionnaires de 1848-1849, qui en Allemagne luttent à la fois pour l'unité de la nation et pour les droits démocratiques : liberté de réunion, liberté de la presse, obtention d'une constitution qui leur est toujours refusée... Et l'unité, c'est du même coup, par exemple, la liberté de se déplacer, de chercher du travail ailleurs. Les deux aspirations, unité nationale et liberté, restent indissociables en Allemagne jusqu'à la fin du siècle.

---

1 Un tableau de l'époque, dont l'idée s'est révélée prophétique, montre des rails qui forment les anneaux de mariage des différents États allemands entre eux.

2 Dans Bernt Engelmann, *Wir Untertanen,* Steidl Verlag, Göttingen, 1998, p. 249.

3 *150 Jahre deutsche Eisenbahnen*, Eisenbahn-Lehrbuch Verlagsgesellschaft, Köln, 1985, p. 15.

Après des années de crise économique, de mauvaises récoltes et de famine, c'est dans cette situation politique qu'éclate la vague révolutionnaire de 1848-1849[1]. Elle déferle sur l'Europe continentale, revendique le progrès social et pose partout le problème du pouvoir politique. En quelques semaines, pratiquement tous les gouvernements européens sont fortement fragilisés ou renversés. Mais un an plus tard, à l'exception de la France, tous les régimes renversés sont restaurés (parfois avec encore plus de pouvoir qu'avant, comme l'Empire des Habsbourg). À part en France encore, la révolution s'oriente tout autant vers la satisfaction des exigences nationales que vers l'obtention des droits démocratiques : pour les peuples opprimés par des nations étrangères, en particulier Hongrois et peuples slaves, il s'agit de se débarrasser de cette mainmise et d'obtenir l'égalité de traitement ; concrètement, pour les Tchèques et les Hongrois cela signifie en 1848 revendiquer l'égalité de traitement avec les Allemands d'Autriche en une « Fédération de peuples égaux » ; pour les pays comme l'Italie ou l'Allemagne, le but est de réaliser l'unité. En Allemagne, les révolutionnaires tentent de créer un pays unifié et démocratique comprenant à la fois la Prusse et l'Autriche, et formellement un premier Reich allemand a effectivement existé pendant près d'une année, de l'été 1848 au printemps 1849, avec un pré-parlement à Francfort-sur-le-Main chargé de rédiger une constitution pour l'ensemble de l'Allemagne. Mais comme ce Parlement refusa de gouverner, c'est-à-dire de diriger la révolution, il n'entreprit rien contre le pouvoir des princes et rois et refusa par là même d'unifier l'Allemagne, se condamnant lui-même à l'impuissance et à l'échec.

Pratiquement tout de suite, la bourgeoisie vit en effet arriver avec angoisse travailleurs et petits-bourgeois. La révolution de février venait de renverser en France le type de gouvernement que la bourgeoisie prussienne en était seulement à souhaiter instaurer, une monarchie constitutionnelle, et il avait été renversé par le petit peuple, par des individus qu'elle considérait comme ennemis de toutes ses valeurs. Son élan révolutionnaire fut stoppé net. La grande bourgeoisie, qui en Allemagne s'était faite porte-parole de la révolution, montra rapidement qu'elle craignait davantage les ouvriers que les gouvernants, au point de chercher refuge dans les bras de la monarchie. Non seulement la république encore à naître mais même l'unité allemande et la Constitution y furent perdues pour de longues décennies. Les occasions manquées ne se retrouvent pas facilement.

1 « Printemps des peuples », *Völkerfrühling* en allemand.

Revenons sur le déroulement des événements de 1848-49 en Allemagne. Dès mars 1848, de Paris la révolution gagne l'Autriche, l'Allemagne du Sud et Berlin ; partout l'insurrection est facilement victorieuse. Vienne jouera un rôle déterminant dans la révolution et, ce qui est frappant là-bas, c'est la quasi-unanimité de la population pour la révolution, étudiants, bourgeois et ouvriers unis. La bourgeoisie y a été tellement maintenue dans l'ignorance politique par le pouvoir qu'elle reste imperturbable quand on essaie de lui faire peur en lui parlant de la menace du communisme, du socialisme ; elle n'imagine pas un instant les ouvriers se dresser contre elle. Dès le 13 mars, le prince Metternich, chancelier d'Autriche et héraut de la réaction européenne depuis 1815, détesté pour avoir systématiquement fait réprimer les forces libérales et démocratiques, quitte Vienne sous un déguisement et s'enfuit pour Londres. Le peuple de Vienne obtient une constitution en avril, il continue à lutter et arrache le suffrage universel en mai. Et, partout dans les capitales des petits États allemands, la révolte connaît le même succès. Mais c'est aussi l'une des difficultés de la révolution en Allemagne : le pays ne possédant aucun centre comme Londres ou Paris qui pourrait emporter la décision, la population doit recommencer la même lutte dans chaque localité, le conflit se décompose en une foule de luttes isolées, ce qui représente une énorme perte d'énergie et rend la victoire plus difficile. Sans compter que dans chaque province, dans chaque région, la situation politique est différente. La dispersion de l'Allemagne, son hétérogénéité expliquent en partie le caractère incohérent, disparate de la révolution.

Une question importante en 1848 est celle du territoire que doit recouvrir l'Allemagne, autrement dit celle de la place de l'Autriche dans l'ensemble national à naître. Avec sa situation géographique à la fois centrale et accessible en Europe, « l'Allemagne » a vu dans le passé ses frontières se déplacer sans cesse et son territoire évoluer. En conséquence et en raison aussi de son émiettement, la question s'est posée de savoir ce que signifiait être allemand et, depuis le début du siècle, la langue et la culture allemandes sont considérées comme les deux éléments propres à définir l'identité de ce peuple, indépendamment du territoire. En 1848, sans remettre en cause cette définition, la question se pose désormais aussi en fonction du territoire, et il y a deux grands courants, aux débats serrés. D'une part, les tenants d'une « Grande-Allemagne » : les parties allemandes de l'Empire d'Autriche doivent faire partie du pays dont elles partagent langue, culture et traditions. Mais pour l'Autriche, cela signifie se couper en deux, renoncer à ses terres non allemandes, ce qui est difficilement acceptable. D'un autre côté, la solution d'une « Très Grande-Allemagne » comprenant l'ensemble de l'Autriche trouve peu de parti-

sans, tant il paraît insensé de chercher à maintenir Magyars, Roumains, Polonais, Italiens... dans le giron de l'Allemagne, au moment où leurs revendications nationales se font entendre. L'autre solution est celle de la « Petite-Allemagne » dont l'Empire d'Autriche serait totalement exclu, solution qui n'enthousiasme guère les démocrates car la domination prussienne serait alors sans partage.

Avec l'écrasement en juin du prolétariat parisien, la réaction relève la tête. La monarchie autrichienne, après avoir étouffé dans le sang à l'automne 1848 les insurrections de Vienne et des terres non-allemandes (Prague, Budapest, l'Italie...), met en place une constitution centralisatrice pour l'ensemble du pays. Le projet d'un État unifié « grand-allemand » est anéanti et la contre-révolution vient de gagner encore beaucoup de terrain. En 1849, l'Assemblée de Francfort, dont l'aile majoritaire, timorée, est pour une monarchie constitutionnelle, offre alors au roi de Prusse (Frédéric-Guillaume IV) le titre d'empereur d'une « Petite-Allemagne ». Le roi leur jette au visage cette couronne « *ramassée dans la boue* » (selon son expression) – pour qu'il l'accepte, il faudrait qu'elle lui soit octroyée par ses pairs –, et il refuse de ratifier la Constitution, elle aussi née par des voies révolutionnaires, qui est pourtant d'ores et déjà ratifiée par la majorité des gouvernements allemands.

Au printemps 1849, des soulèvements populaires révolutionnaires qui tentent d'imposer quand même la Constitution, par en bas, sont noyés dans le sang. Une fois encore, la bourgeoisie n'a pas fait un geste pour sauver cette constitution timorée qu'elle a elle-même élaborée. La tentative de réaliser un État constitutionnel national, libéral et démocratique, a échoué.

La Confédération germanique est rétablie. En 1851, la réaction a presque reconquis sa situation d'avant 1848 ; tout de même, les droits féodaux sont abrogés, et la bourgeoisie réussit à conserver une participation, même très modeste, au pouvoir politique, avancée qui lui permettra d'initier les premiers progrès industriels significatifs.

Karl Marx et Friedrich Engels ont activement pris part à la révolution, Ferdinand Lassalle et Wilhelm Liebknecht également. En fait, bon nombre des militants qui créeront avec eux les deux partis ouvriers dans les années 1860 ont fait leurs premières armes en 1848. Début avril 1848, Marx et Engels quittent Paris pour la Rhénanie. C'est à Cologne qu'ils créent la *Nouvelle Gazette Rhénane*, qui commence à paraître en juin, au moment où la révolution est sans doute perdue pour le prolétariat et commence à l'être pour la bourgeoisie. Dans ce journal étiqueté démocratique, ils mènent leur politique d'abord en commun avec la bourgeoisie révolutionnaire, avec pour ligne de conduite de continuer la révolution

aux côtés du prolétariat le plus loin possible ; ils perdent rapidement le soutien des démocrates bourgeois. Parallèlement, ils font de la propagande communiste, Engels met en route des associations ouvrières communistes. Ils côtoient Lassalle, orateur brillant qui défend dans la révolution les mêmes vues qu'eux. En août 1848, Marx se rend à Vienne pour tenter de convaincre les révolutionnaires bourgeois et les ouvriers de faire bloc contre la réaction qui se prépare à frapper, mais il n'est pas entendu, pas plus qu'ensuite à Berlin. Vienne se défendra héroïquement, mais sera bombardée, canonnée, pendant quatre semaines en octobre. Au printemps 1849, des soulèvements républicains en Allemagne du Sud laissent espérer que la révolution peut encore être sauvée. C'est dans le pays de Bade que le mouvement est le plus décidé, le plus résolu, et c'est là qu'Engels et Liebknecht participent jusqu'aux derniers combats, en juillet. Ils sont parmi les rescapés qui trouvent refuge en Suisse, avant de subir de longues années d'exil comme tant de révolutionnaires. Pour eux ce sera l'Angleterre, seule en Europe à leur ouvrir ses frontières. Le jeune Liebknecht y vit treize ans avant de pouvoir retourner en Allemagne à la faveur d'une amnistie. Pour Marx et Engels, l'exil devint définitif. Mais, parmi les habitants du pays de Bade, 80 000 personnes, 5 % de la population, choisissent volontairement l'exil après la chute de la République.

Après 1848, l'idée s'impose que l'unité signifiera l'éviction de l'un au moins des deux « grands ». Pendant les années 1850, période de noire réaction politique, l'industrie fait de grands progrès, la construction de voies ferrées s'accélère. Au début des années 1860, la vie politique se réveille doucement, et la question se pose à nouveau de la manière dont peut se réaliser l'unification. Une solution, celle qu'espèrent les socialistes, serait, comme en 1848 mais avec plus de détermination, de mener une politique ouvertement révolutionnaire, où l'unité serait réalisée en supprimant par la force les États particuliers. Ou bien l'Allemagne peut-elle encore se construire sous la direction de l'Autriche ? Mais l'Autriche s'est isolée toujours plus du reste de l'Allemagne, et la frontière entre elles est restée la seule frontière intérieure de ce genre dans le pays : les produits allemands en destination de l'Autriche sont arrêtés par les douanes, les écrits par la censure... La troisième méthode pour unifier l'Allemagne, qui va effectivement se réaliser, sera mise en œuvre sous la direction de la Prusse.

Le processus s'accélère dans la décennie 1860, jusqu'à la fondation de l'Empire allemand en 1871. L'unité ne se fait pas par un soulèvement révolutionnaire des masses, mais « par en haut » : par la diplomatie, par des négociations entre États allemands, et surtout au travers de trois guerres. Ce n'est pas la bourgeoisie qui réalise l'unité, elle qui y aurait

tout intérêt, mais, bizarrement, un propriétaire terrien appartenant à la noblesse, un représentant des hobereaux prussiens, Otto von Bismarck. En « révolutionnaire blanc », il va permettre à la bourgeoisie de développer l'industrie, à défaut de la laisser diriger les affaires politiques du pays.

En 1862, pour résoudre un désaccord entre le roi et le Parlement sur la question militaire, conflit qui s'enlise et finit par menacer la couronne, le roi de Prusse, Guillaume I^er^, a en effet appelé au pouvoir l'homme le plus inflexible, le plus dur qu'il puisse trouver : Otto von Bismarck, qu'il nomme ministre-président. C'est le début de ce qu'on appelle l'ère Bismarck (1862-1890), tant le chancelier prit d'influence sur l'Allemagne en devenir (cette période recouvre presque exactement le présent ouvrage de Mehring). Le conflit ne fait que s'aggraver, dégénérant bientôt en conflit constitutionnel, et Bismarck agit à la hauteur de sa réputation. Dès septembre 1862, il horrifie la bourgeoisie libérale par un discours demeuré célèbre et qui lui vaut un autre de ses surnoms, celui de « chancelier de fer ». Il y explique sans détours, à sa manière quelque peu provocatrice, que « *les grandes questions de l'heure* » ne seront réglées « *ni par des discours, ni par des résolutions majoritaires, mais par le fer et le sang* ».

Il ne va pas tarder à passer des paroles aux actes. La première des guerres d'unification, en 1864, est encore menée en commun par la Prusse et l'Autriche contre le Danemark au sujet de deux duchés que se disputent le Danemark et l'Allemagne, le Schleswig et le Holstein. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette guerre, au sujet de laquelle un homme politique écrivait : « *Trois personnes seulement l'ont comprise : le prince Albert qui est mort, un homme d'État danois qui est devenu fou et moi, qui l'ai oubliée.* » Disons seulement qu'elle est une répétition générale pour la Prusse, l'occasion de tester ses armes récentes et de montrer les dents aux puissances européennes, qui ne bronchent pas.

Deux ans plus tard déjà, c'est la guerre dite « fratricide ». Dix-huit États, surtout du nord de l'Allemagne, se battent dans le camp de la Prusse, tandis que treize autres, du sud, sont avec l'Autriche, parmi lesquels la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg. Car le morcellement, c'est aussi cela : des États allemands qui depuis des siècles, du fait d'alliances entre États doublées de tensions internationales, s'entre-déchirent en cas de guerre. En 1866, il s'agit de décider une fois pour toutes laquelle des deux puissances, Autriche ou Prusse, dirigera l'unification, tandis que l'autre sera jetée hors de l'État allemand. À la surprise générale, il ne faut que sept petites semaines à la Prusse pour écraser sans appel les armées autrichiennes. Du jour au lendemain, la Prusse est devenue une puissance de premier plan en Europe.

Après la défaite de l'Autriche, la situation internationale est profondément modifiée. Pour la première fois en mille ans d'histoire, l'Autriche n'a plus aucun lien étatique avec le reste de l'Allemagne, la solution de la « Petite-Allemagne » vient de triompher. La « question allemande », comme on dit, est pour ainsi dire réglée. Un certain nombre de petits États reconnaissent la puissance de la Prusse et acceptent de se soumettre. Cette victoire marque surtout la création en 1867 de la Confédération de l'Allemagne du Nord [1], le premier État fédéral allemand (avant, il n'y avait qu'une fédération lâche d'États différents), pierre angulaire du futur Empire allemand. Cette Confédération de 23 États membres est très déséquilibrée : sur un total de 30 millions d'habitants, 24 millions, soit 80 % de la population, sont prussiens !

Bismarck, ministre-président de Prusse, est nommé chancelier de la Confédération. Ce qui est intéressant, c'est que Bismarck ne souhaitait pas vraiment l'unité ; depuis 1848, il a la phobie des révolutions et sa grande crainte est que les masses s'emparent des idées d'unité et de liberté. D'autre part, il est Prussien avant tout, et son « métier », c'est de défendre les intérêts de la Prusse. La Confédération, c'est le prix à payer au mouvement national allemand, qui l'a suivi dans cette guerre pour réaliser enfin l'unité. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles il dote immédiatement la Confédération d'un Parlement, le Reichstag, élu au suffrage universel, direct et secret, un mode de scrutin très progressiste pour l'époque. Bismarck, parti en guerre pour accroître la puissance prussienne, se trouve emporté par une logique de situation, car ses efforts coïncident avec ceux du mouvement national, mais s'il se trouve un beau matin fondateur du nouvel Empire allemand, ce n'est pas ce qu'il cherchait au départ. C'est aussi pour cela que, lorsqu'après la défaite de l'Autriche Napoléon III réclame à la Prusse le prix de sa neutralité, il est éconduit. En admettant même que Bismarck ait voulu céder des territoires allemands à la France, il n'aurait plus été en situation de le faire. Au moment où, pour la première fois de son histoire, la Prusse, au lieu de dépecer l'Allemagne et d'en piller des morceaux choisis, gagne des guerres avec éclat et semble défendre les intérêts de l'ensemble du pays, cela lui donne d'autres devoirs, d'autres responsabilités.

La Prusse pense que la France ne la laissera pas procéder à la dernière étape de l'unification allemande, et il lui faut cette ultime victoire pour décider les quatre grands États du Sud qui rechignent encore. Quels que soient les mensonges diplomatiques qui semblent avoir déclenché la guerre de 1870, en réalité on s'y préparait activement des deux côtés du

1 *Norddeutscher Bund.*

Rhin. Mais quand Napoléon III déclare la guerre à la Prusse, cette fois c'est la déclarer à la Confédération de l'Allemagne du Nord. Et il se rend compte trop tard que cela signifie la déclarer aussi à l'ensemble de l'Allemagne, puisque les États du Sud, dont la Bavière, cette fois liés à la Prusse par des accords militaires secrets, entrent immédiatement en guerre. La guerre franco-prussienne est aussitôt une guerre franco-allemande ; c'est la première fois que les armées de tous les États allemands se battent ensemble. Le sentiment général est qu'il ne s'agit plus seulement de la rive gauche du Rhin, mais du droit à une existence nationale : il faut que les Allemands puissent enfin décider eux-mêmes de leur destin, sans intervention de l'étranger.

Être nationaliste allemand, c'est alors travailler pour la suppression de frontières, pour le développement libéral des institutions contre les résidus féodaux, c'est en un mot aller vers l'avenir et lutter contre le passé. Ces sentiments sont une des causes de la victoire de l'Allemagne et, après cette victoire, les États du Sud acceptent enfin l'unification. Le nouvel Empire comprend encore 25 États, en effet l'État allemand se superpose aux États particuliers : il ne les supprime pas. Le roi de Prusse, Guillaume I^{er}, choisit le château de Versailles pour être couronné, le 18 janvier 1871, empereur allemand. Son chancelier devient le chancelier du nouvel Empire : tout souligne qu'il ne s'agit pas d'une Allemagne unie démocratiquement, mais bien d'une Allemagne sous hégémonie prussienne. En l'absence de révolution aboutie, l'unification de 1871 oppose un démenti à la conviction si longtemps partagée selon laquelle l'unité se ferait nécessairement dans la liberté. 1871, c'est finalement une unité (relative) sans la liberté. Le dirigeant socialiste Wilhelm Liebknecht l'appelait *« l'unité dans la caserne prussienne »* – ce qui lui valut de goûter un peu à la prison prussienne.

L'Allemagne de 1871 est une monarchie constitutionnelle. La bourgeoisie n'a pas triomphé de l'ancien régime et il y a de forts résidus féodaux. Les terres prussiennes en particulier demeurent les asiles de privilèges économiques et politiques d'un autre temps. Le *Reichstag* (Parlement) a un rôle politique en tant que plus haute instance élue du pays, mais ne possède aucun pouvoir ; il n'a par exemple aucune influence sur le choix du chancelier ni aucun moyen de contrôler le gouvernement. Son droit de veto se réduit à pouvoir refuser les crédits demandés. Le *Bundesrat* (Conseil fédéral) représente les gouvernements des divers États de l'empire. Le pouvoir exécutif appartient à l'empereur, qui a pour représentant direct le chancelier. Il gouverne donc à peu près de façon absolue : le régime parlementaire d'Allemagne n'a pas grand-chose à voir

avec celui de la France (et jusqu'en 1918 les institutions ne connaîtront plus de grand changement).

Du point de vue économique par contre, l'histoire s'accélère après 1871 : dès que l'unité est réalisée, c'est comme si toutes les barrières qui entravaient le développement économique se levaient, et ces années de profonde mutation érigent l'Allemagne en grand pays industriel. Un seul chiffre en dit déjà long : en trois ans, entre 1871 et 1874, on crée autant d'usines sidérurgiques, de hauts-fourneaux et d'ateliers de construction mécanique qu'entre 1800 et 1870[1], pendant les soixante-dix ans qui ont précédé ! Les grandes banques qui accompagnent ce développement économique, celles que l'on connaît encore aujourd'hui, naissent alors, au début de la décennie 1870[2]. Dès les années 1880, l'industrie lourde, la construction mécanique, la chimie puis les inventions liées à l'électricité vont progressivement supplanter les branches traditionnelles liées au textile et au rail. C'est la naissance de véritables empires industriels : ainsi, pour la métallurgie, les géants Hoesch, Thyssen, RWE, Krupp, et pour la chimie BASF, Bayer, Höchst, AGFA... sont tous créés dans le dernier tiers du 19e siècle. Toute l'industrie est très fortement concentrée, et la Rhénanie est la région de la plus grosse concentration d'usines chimiques au monde. Krupp compte déjà 20 000 salariés en 1887 et 70 000 en 1912 : c'est la plus grande entreprise sidérurgique européenne. L'électricité est dominée par Siemens et AEG, Siemens qui passe de 500 salariés vers 1840 à 4 000 en 1895 et 80 000 en 1914[3]. En quelques décennies, l'Allemagne comble son retard pour devenir la première puissance industrielle du continent, ce qu'elle est restée depuis.

Le jeune pays connaît un développement économique, industriel et urbain sans comparaison. Les villes semblent surgir du néant tandis que les campagnes se vident. Jusqu'en 1871, l'agriculture était prépondérante, les deux tiers de la population étaient des ruraux. Mais à partir de là l'exode rural s'intensifie considérablement et alimente un courant continu de l'est vers l'ouest. Une grande partie de la population change radicalement de mode de vie et migre vers l'ouest industriel, en particu-

---

1 Richard Hamann, Jost Hermand, *Naturalismus (Epochen deutscher Kultur von 1870 bis zur Gegenwart),* 3e éd., Nymphenburger Verlag, München, t. 2, 1976, p. 144.

2 Vingt-trois grandes banques d'affaires ont eu le temps de se créer avant le krach boursier international de 1873, dit « krach des fondateurs », qui clôt la première grande période de spéculation. Parmi elles, la Deutsche Bank et la Commerzbank sont créées en 1870, et la Dresdner Bank en 1872.

3 Données chiffrées dans : Annie Lacroix-Riz, *Industrialisation et sociétés (1880-1970), L'Allemagne,* Ellipses, 1997, p. 12-14.

lier vers Berlin, la Rhénanie-Westphalie, les grandes villes portuaires. À Berlin, l'afflux de main-d'œuvre[1] est tel qu'il est impossible de loger tous les arrivants. Dès 1872, 200 000 Berlinois sont forcés d'abandonner leur logement à cause des augmentations de loyer. C'est la première crise du logement, dramatique. Beaucoup de familles ouvrières vivent alors dans les caves, certaines s'installent dans des wagons désaffectés, d'autres dans des baraquements, régulièrement détruits par la police. Temporairement, les autorités font même ouvrir les portes de prisons, pour y loger des travailleurs[2]. La condition d'ouvrière et ses salaires de misère signifient souvent aussi la prostitution. Pour survivre, nombre de femmes et de jeunes filles doivent s'y livrer[3]. Toutes les grandes villes présentent le spectacle d'une misère terrible. C'est dans ce contexte que le mouvement ouvrier va prendre son envol.

L'ouvrage qui suit, le tome 2 de l'*Histoire de la social-démocratie allemande* de Franz Mehring, s'intéresse donc à la naissance et au développement du mouvement ouvrier socialiste, entre les années 1863 et 1891. On l'a dit, cette période recouvre à peu de chose près ce qu'on appelle l'ère Bismarck. Au sortir de la noire période de réaction des années 1850, la vie politique renaît, et la bourgeoisie libérale fonde dès les années 1860 des sociétés d'éducation ouvrière qui deviendront le berceau du parti socialiste. L'espoir de la bourgeoisie était de garder, par ces sociétés, une tutelle sur les ouvriers, mais une fraction d'entre eux s'en détache rapidement pour créer ses propres partis, indépendants de la bourgeoisie. C'est la naissance, dans les années 1860, de deux organisations distinctes, l'ADAV de Lassalle (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein, Association générale des travailleurs allemands) puis le parti dit « d'Eisenach » ou des « Internationaux », comme ils préféraient s'appeler eux-mêmes en raison de leur adhésion à l'Internationale, autour de Bebel et Liebknecht. Les deux groupements fusionnent en 1875 pour former le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, SAPD).

L'une des principales faiblesses, sans doute, de l'analyse de Mehring concerne l'action de Lassalle : il a tendance lui aussi à idolâtrer quelque peu Ferdinand Lassalle. Dans les chapitres qui lui sont consacrés, il fait le choix politique de minimiser les différences idéologiques entre Marx

1 Avant l'unification, le pays n'avait pas de capitale, ni économique, ni politique, ni culturelle. En quelques années, Berlin se métamorphose (la croissance de la population berlinoise est due, pour l'essentiel, aux flux migratoires provenant des provinces orientales de la Prusse).

2 Parfois des détenus continuaient à y être enfermés, comme à Ochsenkopf.

3 On comptait à Berlin une prostituée pour cinquante habitants.

et Engels d'une part et Lassalle de l'autre, puis estime que les dirigeants d'obédience marxiste ont jugé trop sévèrement les successeurs de Lassalle à la tête de l'ADAV. Il écrit pourtant à une époque où la sévère *Critique du Programme de Gotha* de Marx et Engels était connue des militants, sans compter que le programme adopté par le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) en 1891 se démarquait nettement des conceptions réformistes, et lassalliennes en particulier.

Ce qui est sûr, c'est que dès avant la fusion de 1875, les militants ouvriers ont en permanence à faire face aux mesures conjointes du gouvernement et de nombre d'industriels visant à entraver leur action par l'intimidation, le licenciement, l'expulsion du territoire, la calomnie et jusqu'aux fameuses lois d'exception contre les socialistes. Mehring en donne une description détaillée, il montre comment le SAPD se développe malgré la répression.

Pour cela, le mouvement emprunte différentes voies, parmi lesquelles bien sûr la propagande, l'agitation politique et le travail parlementaire, puisque malgré l'interdiction les socialistes conservent le droit de se présenter aux élections (et de les gagner !) ; le parti existe également au travers de ses énormes syndicats, de ses coopératives, caisses d'entraide et de secours, comme aussi au travers d'autres structures, apparemment non politiques, dont bon nombre jouent le rôle de couvertures pour des activités illégales. Parmi elles, les associations culturelles et sportives du SPD, ses théâtres, bibliothèques, chorales ou clubs de gymnastique, qui forment des réseaux bientôt incontournables dans la plupart des villes allemandes. En termes d'implantation, cela signifie une présence militante dans toute la société, jusque dans les couches les plus pauvres de la population ouvrière, et la capacité d'influencer par ses mots d'ordre l'ensemble de la vie politique.

Franz Mehring était en Allemagne un intellectuel de premier plan lorsqu'il finit par rejoindre le SPD en 1891 au terme d'un parcours politique original. Né en 1846, il fut journaliste, historien et essayiste. Il appartenait à l'aile radicale de la démocratie bourgeoise, et fut pendant de longues années un adversaire virulent des socialistes. L'État, pour obtenir une loi d'exception contre eux, dut s'y reprendre à plusieurs fois et finalement instrumentalisa l'émotion soulevée par deux attentats contre l'empereur Guillaume I^{er} en 1878, orchestrant une campagne de diffamation pour en rendre responsables les socialistes. Mehring, croyant au départ que les attentats étaient sinon le fait, du moins l'émanation du parti socialiste et qu'il fallait empêcher de nuire cet « ennemi de la culture et de la civilisation » (comme l'appelaient ses adversaires), ne trouva rien à redire à la mise en place de la loi antisocialiste. Un peu plus tard, il prit

position pour des réformes sociales, et son idée était autant de couper l'herbe sous le pied de la social-démocratie que d'améliorer le sort des ouvriers. Comme un certain nombre d'autres démocrates sincères, c'est alors d'abord la ténacité des ouvriers socialistes, leur manière de ne pas renoncer à leur idéal malgré la répression, qui força son admiration. Ils se comportaient bien mieux qu'il ne s'y attendait. Indigné ensuite par la violence et en partie l'arbitraire avec lesquels était appliquée la loi, et impressionné par le courage et l'optimisme de ces militants et sympathisants, il engagea d'abord la lutte non pas pour le parti, mais contre la « loi infâme ». Mehring consacra finalement de très nombreux éditoriaux de la *Volkszeitung* (Le Journal du Peuple) de Berlin, organe démocrate, à revendiquer la suppression de la loi et à prendre la défense de ses victimes. Ce faisant, il apprit à les connaître, commença à se rapprocher du parti, étudia les idées socialistes et adhéra en 1891.

Rosa Luxemburg écrivit qu'avec cette recrue, le parti avait enlevé à la bourgeoisie allemande « *le meilleur morceau de ce qu'il lui restait encore d'esprit, de talent et de force de caractère*[1] ». Cet adepte des idées libérales qui avait évolué vers le marxisme ne devait plus jamais y renoncer ensuite, restant révolutionnaire et internationaliste pendant la Première Guerre mondiale, jusqu'à contribuer avec Rosa Luxemburg à la création du KPD (Parti communiste d'Allemagne), peu avant sa mort en 1919. Les exemples sont nombreux de dirigeants passés du marxisme au révisionnisme ou au réformisme, parfois à la négation pure et simple de tout ce qu'ils avaient défendu auparavant, mais quelques autres suivirent comme Mehring l'évolution inverse.

Pour revenir à notre ouvrage, l'adhésion tardive de Mehring signifie qu'il ne vécut pas de l'intérieur les événements qu'il décrit. Mais ce livre édité pour la première fois en 1897-1898 était une commande du SPD, et certains des protagonistes étaient en situation de répondre à ses questions, de préciser faits ou anecdotes, de lui confier lettres et archives. Toute cette période précoce est relativement la plus mal connue de l'histoire du parti, en partie sans doute en raison de l'illégalité et du danger de garder des documents compromettants, mais c'est aussi ce qui fait l'intérêt de cet ouvrage extrêmement précis et documenté. Nous aimerions conclure par une citation d'Edgard Milhaud, un socialiste suisse qui a pu rencontrer Franz Mehring, puisque de 1896 à 1897 il passa près d'une année avec les militants de différentes villes allemandes pour apprendre

1 Lettre datée de 1916, citation dans : F. Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, *op. cit.*, t. 1, p. 6.

à connaître de l'intérieur la fameuse social-démocratie. Voici comment il fait l'éloge de ses militants :

« Dans ces coopératives, dans ces syndicats, comme dans le parti, comme dans tous les corps électifs où il a conquis sa place, le prolétariat socialiste d'Allemagne met en œuvre de remarquables qualités d'esprit pratique, de conscience, de constance, de suite dans les idées, de précision, de sérieux scientifique. Nous voudrions insister surtout sur le goût ardent de la vérité, le dédain de l'exagération, l'horreur du leurre, la passion de la science que traduit tout ce qui émane de lui. [1] »

Mehring n'utilise pas les mêmes termes, son ton est mesuré et plus neutre, mais les centaines de pages qu'il leur consacre sont une autre manière de rendre hommage aux qualités de ces militants : fiabilité, audace, ténacité... C'est aussi pourquoi sa lecture continue à être utile, en particulier pour tous ceux qui n'ont pas abandonné l'espoir de voir s'améliorer notre vieux monde.

Anne Deffarges

1 Edgard Milhaud, *La Démocratie socialiste, op. cit.*, p. 584.

Biographie de Franz Mehring

Franz Mehring est né le 27 février 1846 à Slawe (Slawno) en Poméranie orientale, province alors prussienne, aujourd'hui polonaise. Le père de Mehring, ancien officier prussien, était haut fonctionnaire dans l'administration, sa mère descendait d'une famille de vieille noblesse prussienne. Parmi ses ancêtres, il y avait de nombreux pasteurs et lui-même passa une partie de son enfance dans des presbytères ruraux et caressa plus tard l'idée de faire des études de théologie. Mais, comme il le raconte avec beaucoup d'humour, il y renonça quand il crut reconnaître « *qu'approfondir tous les secrets d'une science qui repose sur ce fait fondamental : 3 fois 1 = 1 devait provoquer une luxation incurable du cerveau susceptible de m'interdire à jamais l'usage ou même la compréhension de la simple logique sensible de la vie profane qui est celle d'un cocher. Et je ne voulais pas renoncer à ce simple plaisir.* » En dehors de la religion, ce fils d'officier eut à se débarrasser aussi d'une fidélité inconditionnelle à la Prusse, ce qu'il fit au fur et à mesure de son évolution.

Mehring étudia d'abord à Leipzig puis à Berlin. C'est là qu'il rencontra Johann Jacoby et Guido Weiss, directeurs du journal *Die Zukunft* (L'Avenir) qu'ils avaient fondé en 1867, auquel il ne tarda pas à collaborer. Ces deux représentants d'un courant démocrate radical prussien étaient en liaison étroite avec Wilhem Liebknecht et Bebel qui fondèrent en 1969 le parti d'Eisenach.

À partir de 1871, Mehring collabora à divers journaux, notamment la *Waage* (la *Balance*), hebdomadaire politique et littéraire fondé par Guido Weiss, et au quotidien *Frankfurter Zeitung und Handelsblatt* (Gazette et journal du commerce de Francfort) fondé en 1856 par le banquier, journaliste et politicien démocrate Léopold Sonnemann qui, sur le terrain politique, soutenait le courant démocrate radical d'Allemagne du Sud, très particulariste, et portait d'autre part un grand intérêt au mouvement ouvrier. En même temps il commença une activité de critique littéraire et d'historien de la littérature et, parallèlement, des travaux d'historien. À cette époque, Mehring était influencé par l'école démocratique prussienne de Jacoby et Franz Ziegler et sa vision ne dépassait pas l'horizon idéaliste d'une Histoire faite par les grands hommes. Il ne connaissait le socialisme que par un certain nombre de textes de Lassalle et n'avait lu ni Marx ni Engels. Doté d'un grand sens de la justice qu'il conserva intact

toute sa vie, il était indigné par le sort réservé à la classe ouvrière et cela détermina son intérêt pour le mouvement ouvrier.

En 1875, Mehring était en contact avec Wilhelm Liebknecht et Bebel et, au moment de la fusion des lassalliens et des eisenachiens, accepta l'offre de diriger un hebdomadaire littéraire que le parti unifié se proposait de créer.

Mais ce rapprochement de Mehring avec la social-démocratie s'arrêta là. À la suite d'une violente polémique et d'une bataille juridique qui opposa Mehring et Sonnemann, et où il se sentit lâché par ses amis démocrates et sociaux-démocrates, Mehring devint ouvertement hostile à la social-démocratie et se rallia à Bismarck, à sa conception de l'unité de l'Allemagne « par en haut ». S'il restait convaincu qu'il fallait améliorer la situation de la classe ouvrière, il défendait les promesses démagogiques de législation sociale bismarckienne et soutint en 1878 la loi d'exception contre les socialistes. Cependant il ne vendit pas sa plume à la réaction et ne tarda pas à reconnaître ses erreurs. En 1879, il dénonça le protectionnisme de Bismarck ; en 1881, il dénonçait les méthodes policières contre le mouvement ouvrier ; en 1882, il se prononçait pour l'abrogation des lois d'exception et prenait fait et cause pour les intérêts authentiques de la classe ouvrière.

Pendant sept ans, entre 1883 et 1890, il lutta contre la loi d'exception que le Reichstag reconduisait tous les deux ans. Il étudia de plus en plus profondément l'œuvre de Marx et Engels et la grande étude qu'il publia sur Karl Marx dans la *Weser Zeitung* témoignait d'une compréhension exceptionnelle de la place que Marx occupait : « *Nul homme du 19e siècle n'a, aussi profondément que Karl Marx, imprimé sa marque sur cette planète. (...) Nul n'a, avec plus d'acharnement, combattu la légende des grands hommes qui font l'histoire ; il était d'ailleurs lui-même trop grand pour vouloir jouer au grand homme. Quand il s'agissait de la victoire de sa cause, il était toujours terriblement sérieux ; il ne s'est jamais soucié de la gloire de sa personne. Même l'ambition la plus légitime du penseur ou du chercheur lui était étrangère. Il a publié en allemand, en français et en anglais, un nombre énorme d'écrits dont le moindre est toujours une mine de connaissances ; mais leur seule valeur était à ses yeux de servir d'armes dans le plus grand combat de sa vie. Une fois atteint leur but, celui de favoriser le mouvement du prolétariat, il n'y faisait plus attention ; ils paraissaient à Berlin, à Hambourg, à Brunswick et Leipzig, à Bâle et Genève, à Bruxelles et Paris, à Londres et Manchester, à Boston et New York. (...) Nous autres Allemands sommes habitués à considérer Lassalle et Marx comme des Dioscures du prolétariat, mais ce n'est pas tout à fait juste. Seul Friedrich Engels a le droit de marcher à côté de Marx comme son pair : à côté de ces étoiles*

fixes, Lassalle traverse le ciel de la révolution comme une comète brillante. Qu'il conquière et attache tout d'abord plus que Marx, cela se comprend : l'éloquence enflammée dont il fait preuve dans ses écrits politiques émeut malgré eux jusqu'à ses adversaires ; par contre un air glacé qui fige le lecteur souffle des écrits politiques de Marx. Mais cette première impression ne dure pas ; lorsqu'on pénètre plus profondément dans la vie et l'œuvre des deux hommes, on voit pâlir le brillant Lassalle, qui joue au héros, tandis que la forme indistincte de Marx grandit jusqu'à prendre des proportions gigantesques. Tout en lui est plus profond, plus authentique, plus vrai. »

En 1887-1888, Mehring noua des contacts personnels avec les dirigeants socialistes, Bebel, Singer, Liebknecht. En 1891 Kautsky, dirigeant de la *Neue Zeit*, demanda à Mehring de collaborer à ce journal. En 1892 Mehring commença la rédaction de son *Histoire de la social-démocratie allemande* qu'il termina un peu plus de cinq ans plus tard.

La prospérité de l'industrie qui se manifesta tout au long des années 1890 alla de pair, après l'abrogation de la loi contre les socialistes, avec un développement relativement pacifique du mouvement ouvrier et avec la tactique légaliste et parlementariste de la social-démocratie allemande. Dès 1896, Édouard Bernstein avait commencé sa campagne pour la « révision du marxisme », remettant en cause l'appréciation du Parti social-démocrate sur l'évolution du capitalisme, sur l'impérialisme et la politique coloniale ainsi que sur le but final de la lutte historique de la classe ouvrière. Mais, à la fin des années 1890, le passé du parti, la base prolétarienne et l'autorité des vieux dirigeants furent suffisants pour barrer la route à ce courant qui prônait la transformation graduelle de la société capitaliste en société socialiste. À côté de Bebel et de tous les vieux dirigeants, Rosa Luxemburg, Kautsky et Mehring faisaient partie du « bloc marxiste » qui s'opposait au révisionnisme.

À partir de cette date, et jusqu'à sa mort en 1919, Mehring fut de ceux qui ne cessèrent de combattre le révisionnisme, le crétinisme parlementaire, l'indifférence à l'égard de la théorie. Il soutint la révolution russe de 1905 et douze ans plus tard la révolution d'Octobre.

En 1905-1906 Mehring dirigea l'école du Parti social-démocrate et fit partie de la commission centrale des bibliothèques et de la formation. Il était chargé de l'enseignement de l'histoire du mouvement ouvrier, ce qui lui valut les attaques de Bernstein, qui l'accusa en 1909 d'incarner les « *monstruosités de la scolastique marxiste* ». C'est également dans ces années que s'affirmèrent les trois tendances au sein du Parti social-démocrate : les révisionnistes, la gauche révolutionnaire et entre les deux un centre majoritaire, révisionniste inavoué, composé de parlementaires et de permanents du parti et des syndicats, dont Kautsky faisait partie.

En 1910, Rosa Luxemburg rompit avec Kautsky. Mehring la rejoignit un an plus tard. Kautsky, qui avait déjà calomnié Mehring en utilisant son passé antisocialiste, eut recours à diverses manœuvres pour se débarrasser de lui, rappelant les critiques de Mehring contre l'attitude de Marx envers Lassalle et se donnant ainsi l'image d'intransigeant défenseur du marxisme.

En 1913, Mehring et Rosa Luxemburg fondèrent le *Sozialdemokratische Correspondenz*, le premier journal de la gauche révolutionnaire. Le 4 août 1914, les sociaux-démocrates votaient les crédits de guerre au gouvernement. Le soir même Rosa Luxemburg réunissait quelques opposants, dont Mehring. En décembre 1914, Karl Liebknecht vota contre les crédits de guerre. Au printemps de 1915, Rosa Luxemburg et Mehring lancèrent la revue *Die Internationale*, qui dénonçait l'hypocrisie du centre kautskyste ainsi que la trahison de la majorité. Cette même année, Mehring, Karl Liebknecht et H. Duncker furent à l'initiative d'une déclaration contre la politique de la direction social-démocrate signée par un millier de permanents du parti et des syndicats.

En août 1916, après la déclaration de Liebknecht contre la guerre, Mehring fut arrêté et libéré en décembre 1916. À sa sortie de prison, il collabora aux *Lettres de Spartacus*. Les sièges de Karl Liebknecht au Reichstag et au parlement provincial de Prusse étant devenus vacants après sa condamnation à quatre ans de prison, Mehring se porta candidat à ces deux élections. Il fut battu au Reichstag mais élu en Prusse. En 1918, à la Chambre des députés prussienne il intervint avec l'un des discours les plus courageux qu'un Parlement ait entendus pendant la guerre.

Les deux dernières années de la vie de Mehring se déroulèrent entièrement sous le signe du soutien sans réserve à la révolution d'Octobre et au bolchevisme. Il ne cessa de souligner la responsabilité écrasante du prolétariat allemand et de la social-démocratie allemande à l'égard de la Révolution russe. Il répondit aux calomnies de Kautsky contre le pouvoir des soviets.

Après la révolution allemande de novembre 1918, il publia quelques articles dans le nouveau quotidien spartakiste *Die Rote Fahne* (Le Drapeau rouge), mais la maladie l'empêcha de participer au congrès de fondation du nouveau Parti communiste. Il mourut le 29 janvier 1919, quinze jours après l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Institutions et partis en Allemagne

Pour faciliter la lecture de cet ouvrage, nous présentons ici quelques éléments de vocabulaire inscrits dans la réalité allemande de l'époque et la liste des partis politiques constitués ou apparus dans la période décrite par Mehring dans son *Histoire de la social-démocratie allemande.*

Les institutions

Reich : ce mot allemand n'a pas d'équivalent exact en français. Si le Troisième Reich hitlérien a fait passer ce terme dans la langue courante, la signification de ce mot a recouvert des sens différents, en particulier au 19e siècle.

Au 10e siècle, Othon Ier fonde le premier Reich ; à vocation universelle, il devait être l'héritier de l'empire de Charlemagne. Réduit au fil des siècles aux seuls territoires allemands, il prit au 15e siècle le nom de **Saint-Empire romain germanique.** La couronne impériale était désormais entre les mains des Habsbourg. Les efforts pour créer un État allemand centralisé échouèrent au 16e siècle, après que Luther et avec lui la Réforme institutionnalisée furent passés du côté des princes contre la révolte des paysans. Après les ravages de la guerre de Trente ans, la Contre-Réforme catholique et le traité de Westphalie en 1648, l'Allemagne du 17e siècle était un pays profondément morcelé et abaissé. L'aspiration à l'unité s'exprima désormais, et jusqu'au 19e siècle inclus, au travers du terme *Reich*, et cela d'autant plus qu'en 1806 Napoléon Ier met officiellement fin au premier Reich, confinant l'empire des Habsbourg à l'Autriche. La réaction aussi bien féodale que bourgeoise a su exploiter l'ambiguïté du mot Reich ; après la guerre franco-prussienne et la défaite de Napoléon III fait prisonnier à Sedan, le deuxième Reich, proclamé solennellement à Versailles en 1871, fut fondé par Bismarck. Mais si les ennemis du Reich mettaient l'accent sur le sens « empire » du mot Reich, il signifiait à cette époque avant tout pouvoir central représentant de l'unité nationale, qui correspondait à l'aspiration profonde de la bourgeoisie montante.

Deuxième Reich : structure fédérale comprenant vingt-cinq États d'importance très inégale. À la tête de l'exécutif, il y avait l'empereur allemand, roi de Prusse, et donc héréditaire. Deux chambres se partageaient le pouvoir législatif : le Bundesrat et le Reichstag**.**

Bundesrat : organe législatif des États fédérés, composés de représentants désignés par les différents États en fonction de leur importance. La Prusse y était majoritaire.

Reichstag : assemblée législative élue au suffrage universel direct et secret. Ne dispose que d'un pouvoir extrêmement limité.
Landtag : assemblée législative dans chacun des différents États. Élu selon des systèmes très variés. En Prusse par exemple, selon un système censitaire, appelé système électoral des trois classes.
Système électoral des trois classes : en vigueur en Prusse, où il subsista jusqu'en 1918, et aussi au royaume de Saxe. Ce système censitaire avait été octroyé par le roi de Prusse en 1849, après l'échec de la révolution qui avait mis à l'ordre du jour le suffrage universel direct et secret. Ce système était inégal, public (le vote était oral), indirect. Seuls les hommes majeurs de 24 ans pouvaient voter. Trois classes inégales d'électeurs, regroupés selon le montant de leurs impôts, devaient élire le même nombre de grands électeurs. En 1849 par exemple, en Prusse, la première classe représentait 4,7 % de la population, la deuxième, 12,7 %, la troisième 82,6 % de la population. Les électeurs de la première classe, qui payaient le plus d'impôts et étaient les plus riches, étaient surreprésentés en regard de leur nombre. Exemple extrême mais édifiant de ce déséquilibre entre classes : l'industriel Afred Krupp, à des élections locales à Essen, fut le seul électeur de la première classe.
État ouvrier / classe ouvrière : la Révolution française avait forgé le terme de *tiers état*, troisième état, pour désigner la classe bourgeoise, à côté du clergé et de la noblesse. En Allemagne apparaît un quatrième état, *l'état ouvrier* (*Arbeiterstand*), pour désigner la classe laborieuse. Lassalle utilise constamment ce terme du vocabulaire romantique politique du début du 19e siècle.

Dans la partie de cet ouvrage consacrée à Lassalle et à la naissance du mouvement ouvrier indépendant, Mehring reprend l'expression qu'utilise Lassalle. Avec la montée du mouvement ouvrier, son apparition sur la scène politique au travers de luttes politiques et syndicales qui forgent sa conscience de classe, la construction d'organisations propres à la classe ouvrière, et la progression des idées marxistes dans le mouvement ouvrier, le terme état ouvrier disparaît au profit de classe ouvrière. La classe ouvrière inscrit la conscience de ses intérêts dans le vocabulaire.

Les partis

C'est dans le bouillonnement de la révolution de 1848-1849 en Allemagne que se constituèrent les partis politiques au sens moderne du terme. La suppression de la censure et l'entrée en vigueur du droit d'association et de réunion favorisèrent l'éclosion d'organisations sur tout le spectre politique : les libéraux, les démocrates, les conservateurs, le catholicisme politique et les organisations du mouvement ouvrier. Avec

l'échec de la révolution, libertés et droits furent à nouveau supprimés ou restreints.

Dans les années 1850, c'est-à-dire dans les années de la réaction la plus noire, toute vie politique disparut quasiment. Les rares associations ouvrières ou professionnelles qui regroupaient des compagnons et des apprentis dans les différents États furent interdites en 1856. Elles étaient accusées par le pouvoir de vouloir répandre les idées socialistes et communistes, bien qu'à cette époque ces idées fussent encore totalement étrangères en Allemagne. Seuls quelques rares ouvriers avaient entendu parler du communisme utopique de Weitling, et ceux qui avaient lu ses écrits étaient plus rares encore. L'éducation politique des ouvriers étaient quasiment nulle.

Mais les années 1850 furent aussi celles de la révolution industrielle ; avec elle le paysage social changea du tout au tout. La bourgeoisie voulut sa part de pouvoir politique. Dès 1859 et dans les années 1860 se constituèrent les partis qui exprimaient son programme et ses objectifs politiques dans toutes ses tendances. Et les années 1860 virent la naissance des partis ouvriers avec leurs objectifs propres.

Les partis bourgeois libéraux et démocrates

Union nationale (*der Nationalverein*) : se constitua en 1859. Le programme de ce parti revendiquait l'unité nationale au sens bourgeois du terme. Il défendait les intérêts matériels de la bourgeoisie. L'important était à ses yeux un pouvoir central fort et un Parlement allemand, mais à l'initiative de la Prusse monarchiste.

Parti du Progrès : fondé en 1861. Scission de l'Union nationale, même s'il partageait les principes de ce parti limités au libéralisme bourgeois : fidélité au roi et à la Constitution, unification de l'Allemagne qui était impensable sans un fort pouvoir centralisé dans les mains de la Prusse et sans une représentation commune du peuple allemand. Comme dit Mehring : « *Tous ces points étaient des revendications unilatérales de la bourgeoisie qui dirigeait ses flèches contre la bureaucratie et le féodalisme. Même les revendications les plus modestes de la classe laborieuse furent ignorées sèchement et sans vergogne.* » Le Parti du Progrès joua un rôle majeur dans le conflit constitutionnel prussien dont il est question ici.

Parti populaire allemand : scission de l'aile gauche du Parti du Progrès. Fondé en 1866 dans le Wurtemberg, il s'est étendu ensuite dans tout le sud-ouest de l'Allemagne. C'était un parti démocrate bourgeois qui tentait de rassembler les démocrates issus aussi bien de la bourgeoisie que du monde ouvrier.

Parti populaire saxon : fondé également en 1866. Branche du Parti populaire allemand au royaume de Saxe. L'opposition à l'unification allemande sous la direction de la Prusse réactionnaire et militaire amena Wilhelm Liebknecht et August Bebel à militer dans les rangs du progressisme démocratique, partisan en Saxe de la Grande-Allemagne. Ils participèrent à la fondation du Parti populaire saxon, dont ils étaient tous deux députés en 1867. Ils se séparèrent de ce courant en 1868.

Le parti catholique et les conservateurs

Zentrum : parti catholique fondé en 1870. Le catholicisme politique se sentit menacé par la fondation du deuxième Reich. La prépondérance protestante dans l'État national le poussait dans l'opposition. Bismarck le déclara « ennemi du Reich » au cours de la lutte qu'il mena contre ces ultramontains (aux ordres du pape). Cet épisode est connu sous le nom de **Kulturkampf :** combat pour la civilisation.

Les conservateurs : liés historiquement au système dynastique, ils combattaient le libéralisme. Ils défendaient les intérêts de la grande propriété foncière et agraire et la caste des junkers.

Les **vieux conservateurs,** adversaires de Bismarck, et les **nouveaux conservateurs** se regroupèrent en 1876 pour constituer le **Parti conservateur allemand.** Ils publiaient la *Kreuzzeitung* (Journal de la Croix).

Les **libres conservateurs,** qui rassemblaient les industriels conservateurs et les propriétaires des grands domaines, soutinrent la politique de Bismarck. Ils approuvaient la Constitution de Bismarck et ses éléments unitaires mais refusaient tout pas fait en direction d'un régime parlementaire.

Les partis ouvriers

Association générale des travailleurs allemands : fondée en 1863 par Ferdinand Lassalle. Premier parti ouvrier qui se détacha de la démocratie bourgeoise et forgea une conscience de classe. Ses mots d'ordre étaient le suffrage universel et direct, et les associations productives avec l'aide de l'État. Il représentait le courant « lassallien ». Après la mort de Lassalle, Johann Baptist Schweitzer dirigea l'Association.

Parti social-démocrate des travailleurs allemands : fondé en 1869 à Eisenach par Wilhelm Liebknecht et August Bebel. En Saxe, Bebel milita d'abord activement dans les associations d'éducation ouvrières qu'il contribua à rassembler en une Fédération des associations allemandes. Il amena ces associations vers le socialisme et vers la conscience de la nécessité d'une organisation défendant les intérêts propres des travail-

leurs. C'est ainsi que naquit le Parti social-démocrate des travailleurs allemands, appelé aussi Parti d'Eisenach, courant eisenachien.

Les luttes entre courant lassalien et courant eisenachien furent souvent féroces.

Parti ouvrier socialiste d'Allemagne : lassaliens et eisenachiens fusionnèrent en 1875 au congrès de Gotha pour donner naissance au Parti ouvrier socialiste d'Allemagne. En 1891, au congrès d'Erfurt, il prit le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne, le SPD.

Troisième livre

L’agitation de Lassalle

Chapitre Ier

Lassalle et le comité central de Leipzig

1. Le prolétariat allemand autour de 1863

Sous l'effet de l'avance rapide accomplie par l'industrie allemande depuis la révolution de mars 1848, de grands changements avaient eu lieu dans les classes laborieuses.

Bien sûr, le prolétariat agricole était toujours nettement supérieur en nombre au prolétariat industriel. Face aux 3,5 millions de personnes actives dans l'agriculture prussienne, on n'en comptait que 750 000 dans l'industrie. Mais, au sein de la population ouvrière, l'atelier de l'artisan l'emportait sur la fabrique. En Prusse, plus d'un million de personnes étaient recensées dans l'artisanat. Dans les États allemands de Prusse, Saxe, Hesse, Bavière, Wurtemberg et Bade, les statistiques montraient plus de 2 millions d'artisans et moins d'un million et demi d'ouvriers d'industrie. Mais nous ne devons pas perdre de vue que, de même que ces chiffres en général n'ont qu'une valeur approximative, de même en particulier une masse de prétendus artisans étaient dans la réalité économique des petits entrepreneurs à domicile exploités sur le mode capitaliste.

Ce qui est certain en tout cas c'est que, dans la majeure partie de l'Allemagne, l'artisanat l'emportait sur l'industrie, et l'agriculture l'emportait sur les deux réunis. L'inverse n'était vrai que dans un seul État allemand, le royaume de Saxe, qui se transformait à vive allure en une immense ville entourée d'un territoire rural relativement réduit s'adonnant à l'agriculture. Düsseldorf, district prussien, se trouvait à un degré de développement industriel analogue. À part cela, les statistiques du début des années 1860, avec toute l'imperfection qu'elles avaient à l'époque, étaient de nature à consoler les partisans du bon vieux temps : il y avait encore un bon bout de chemin à faire avant que l'Allemagne devienne un grand pays industrialisé.

Mais, en fait, c'était aussi consolant que si, au lendemain de la bataille d'Iéna, un sage béotien avait affirmé que la Prusse de Frédéric II était toujours debout, puisqu'aucun soldat français n'avait encore posé le pied sur la rive droite de l'Elbe. En réalité, les dés étaient jetés. Aucune force au monde ne pouvait plus entraver le développement rapide de la grande industrie. Des victimes humaines sacrifiées en masse marquaient

sa route victorieuse. Les 84 286 fileurs à la main qu'il y avait encore en 1849, rescapés des centaines de milliers de fileurs d'autrefois, n'étaient plus que 14 557 en 1861. Là où la grande industrie avait solidement pris pied, l'accumulation et la concentration du capital, en accroissant l'intensité du travail, eurent tôt fait de manifester leurs effets dévastateurs. De 1846 à 1861, dans la seule branche du tissage de coton prussienne, l'introduction des métiers mécaniques réduisit les métiers manuels de 75 666 à 4 777 et les ouvriers de 82 193 à 12 541. Et ce ne sont là que quelques chiffres tirés des bulletins de victoire de la grande industrie.

Mort et désolation la suivaient, la terreur blême la précédait. L'artisanat craquait de partout. Dans les branches où il n'était pas encore directement menacé par la grande industrie, il pressentait avec angoisse que son heure avait sonné, que la grande industrie, en révolutionnant tous les rapports de production et de circulation, lui dérobait le sol sous les pieds. Bon nombre de rapports de conseillers d'État, publiés de 1858 à 1866 dans un bulletin officiel prussien, sont pleins de doléances sur l'irrésistible déclin de l'artisanat, même dans des régions, comme la Posnanie, qui pour l'instant étaient à mille lieues de ce danger.

Dans les rangs de la petite bourgeoisie, la banqueroute s'installa en hôte permanent. Incapable de s'arracher à la société bourgeoise, dont les soubresauts convulsifs ne lui laissaient pourtant pas un moment de repos, cette classe menait une politique qui était aussi contradictoire que sa position sociale. Les philistins endurcis s'accrochaient comme toujours à des chimères moyenâgeuses. En 1862, ils fondèrent à Weimar une fédération d'artisans avec pour programme la défense des corporations, au moment même où le développement économique faisait voler en éclats les ultimes restes des règlements corporatifs en Bade, dans le Wurtemberg et en Saxe, et où on touchait du doigt les graves dommages provoqués dans l'artisanat prussien par une modification réactionnaire de la réglementation professionnelle. Ce courant de la petite bourgeoisie allemande trouva son chef de file dans le maître cordonnier Panse et sa sainte patronne dans la réaction prussienne à l'est de l'Elbe. Frère junker enlaçait tendrement frère artisan, et frère curé expliquait, plein d'onction, que l'état d'artisan était une grâce, un état particulièrement chéri de Dieu. Avec un haussement d'épaule, Huber[1] stigmatisait ce défilé de fantômes en demandant avec la Bible : *« Un aveugle peut-il guider un autre aveugle ? »*

Huber lui-même était vivement favorable au système des coopératives, mais sans connotation politique ni non plus les illusions excessives que

1 Un des fondateurs du socialisme chrétien en Allemagne.

Schulze-Delitzsch entretenait, dans son agitation en faveur des coopératives. Celle-ci se propagea vite dans les années 1860, en particulier dans le petit commerce et dans cette petite bourgeoisie qui, aussi longtemps que la grande industrie ne fait que commencer à se développer, fleurit très vite dans son ombre et fane tout aussi rapidement. Les sociétés de crédit et d'achat de matières premières fondées par Schulze-Delitzsch permirent sans doute exceptionnellement à des artisans de transformer leur atelier en usine, mais à la classe des artisans en tant que telle elles ne pouvaient rien offrir d'autre qu'une prolongation de son agonie. Il était impossible de déceler le moindre principe de réforme sociale dans ces coopératives. Elles étaient des palliatifs purement capitalistes, auxquels il suffisait de se développer un tant soit peu pour succomber à l'esprit de spéculation capitaliste, malgré toutes les mises en garde de Schulze. Plus d'une fois, leur faillite a entraîné la ruine économique de petites villes entières. Mais pendant un certain temps, une partie notable de la petite bourgeoisie crut à ce remède et se rallia au Parti du Progrès qui l'avait inscrit sur sa bannière.

Comme les maîtres artisans, les compagnons artisans se trouvaient entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais ils se rapprochaient d'autant plus de ce dernier que se réduisaient leurs perspectives d'obtenir l'indépendance économique. Leurs chances de salut ici-bas ne cessant de se réduire, la réaction leur prodigua en abondance les consolations du Ciel. Certes, malgré le nombre relativement élevé des associations protestantes de jeunes gens et de jeunes filles, avec leurs tendances bigotes, les pasteurs ne réussirent à y rassembler qu'un troupeau maigre et instable comme sable mouvant ; mais les associations catholiques de compagnons que l'abbé Kolping, ancien compagnon cordonnier, avait créées en 1849, étaient bien plus visibles. Elles étaient surtout bien implantées en Allemagne du Sud et de l'Ouest. Dans ces associations, avec beaucoup de prudence, le clergé catholique se gardait bien de faire de la propagande religieuse. Bien au contraire, de jeunes aumôniers savaient parfaitement jouer et discuter avec les compagnons, sans se soucier de leur confession, si bien que de nombreux garçons artisans de confession protestante rejoignirent les associations catholiques de compagnons pour satisfaire, dans cette époque par ailleurs mortellement immobile, leur vif besoin d'échanges intellectuels.

Mais à vrai dire, pour les membres les plus éveillés du compagnonnage, ces associations ne pouvaient rien être d'autre qu'une poire pour la soif. Ce que les garçons artisans allemands, faisant preuve d'une perspicacité qui les honore, avaient découvert dans les années 1830-1840, s'imposa avec une force incomparablement plus grande encore dans les

années 1860 : ils comprirent qu'ils étaient une classe sociale condamnée et ils n'attendirent pas d'être précipités dans le prolétariat pour prendre conscience que leur seul salut était la lutte de classe prolétarienne. Le tour de compagnonnage auquel ils étaient astreints fut de plus en plus la Haute École dont ils surent tirer ample profit. Ils ramenèrent chez eux, dans leur tête, des trésors bien plus réels que le « bâton de patron de fabrique » qu'ils devaient porter dans leur giberne, à en croire les gracieuses assurances de leurs puissants protecteurs du Parti du Progrès.

L'espérance de cette confortable « terre promise » prenait encore moins dans le prolétariat industriel. Il s'entassait en masses beaucoup trop serrées pour ne pas comprendre enfin à quoi s'en tenir. Ses souffrances devenaient de plus en plus insupportables. Il n'est pas un seul aspect de la vie des ouvriers anglais, dans les années tumultueuses où la grande industrie s'est développée en Angleterre, dont nous ne trouvions la réplique dans l'industrie rhénane des années 1860. La chambre de commerce d'Aix-la-Chapelle, représentation officielle des patrons de fabrique, qualifia de tout simplement désespérée la situation des ouvriers du district d'Aix-la-Chapelle. Un haut fonctionnaire témoigne que, dans les filatures d'Elberfeld[1], dans des ateliers exigus et sans air, retentissant d'un vacarme véritablement infernal, on ne laissait même pas aux ouvriers hâves et décharnés la plus petite pause pour prendre quelque nourriture, au cours des quinze heures de travail journalier ; mais ils avaient, fixé autour du cou, un récipient en fer-blanc qui leur permettait d'avaler quelques bouchées dans les brèves secondes où un fil cassait. Le travail des femmes et des enfants augmenta dans des proportions gigantesques. Avec une franchise cynique, les rapports des chambres de commerce rhénanes élevaient leurs plaintes « légitimes » contre l'obligation scolaire, qui les gênait dans l'exploitation des jeunes générations.

En fait les trois heures de classe, que la loi des fabriques de 1853 prescrivait pour les enfants travaillant dans les fabriques, n'existaient que sur le papier, et même ce papier avait été maintes fois troué et rogné par les jurisprudences de la Haute cour. C'est ainsi que la Haute cour de Prusse à force d'arguties avait décrété que les coutelleries à vapeur de Solingen, qualifiées d'artisanat, ne relevaient pas de la loi des fabriques. Pour faire des économies sur le système de protection, on obligeait dans ces coutelleries les jeunes filles à ôter leurs robes amples et à travailler en habits de garçons, ce qui provoquait les situations les plus embarrassantes.

1 Cette ville, ainsi que Barmen dont il sera beaucoup question, avant de devenir prussienne en 1815 avait appartenu au grand-duché de Berg. En 1929, ces deux villes fusionnèrent pour donner naissance à la ville de Wuppertal.

Lorsque l'inspecteur des fabriques osa élever une timide protestation, le landrat[1] et toute la population bourgeoise s'insurgèrent vivement contre ce sentimentalisme rétrograde. Il fallut des années de lutte pour que ce scandale cessât. Par ailleurs, le ministère Bismarck se hâta de supprimer tout obstacle sur la route de l'exploitation capitaliste. Il commença son activité de réforme sociale et de sauvetage de l'État en effaçant les quelques traces de contrôle étatique sur les fabriques qui avaient encore subsisté sous son prédécesseur.

Égal en misère au prolétariat anglais des années 1840, le prolétariat allemand des années 1860 lui était encore inférieur du fait qu'il lui était presque impossible de se déplacer librement. Non seulement des lois politiques coercitives le ligotaient mais, sur le terrain économique aussi, il était paralysé à chaque pas par les vestiges de la société féodale corporatiste. La législation économique de l'Allemagne était encore plus disparate que sa géographie : c'était un vaste territoire empli de décombres où apparaissaient, çà et là, des surfaces déblayées sur lesquelles le prolétariat pouvait commencer son combat titanesque contre la bourgeoisie ; presque partout il était parsemé de rochers, grands et petits, qui barraient le chemin à la lutte autonome de la classe ouvrière. Bien sûr, le prolétariat industriel commençait à serrer les rangs mais, à l'intérieur de ces rangs, la conscience de classe naissante en était à des stades très divers. S'il était lui-même, dans une certaine mesure, l'avant-garde du prolétariat allemand, son premier détachement se déployait déjà certes sur les champs de bataille décisifs, mais sa masse n'en était encore qu'à se dégager plus ou moins vite des sentiers étroits du corporatisme féodal.

Même au sein du prolétariat rhénan, il y avait des différences très perceptibles. Dans le district d'Aix-la-Chapelle, les ouvriers se tenaient la casquette à la main devant Monsieur le Fabricant qui les domptait par la faim, comme devant Monsieur le Curé qui les tenait par la peur de l'enfer. Ce prolétariat s'était développé progressivement, lentement, sans sauts brusques, dans une atmosphère bigote. Il lui manquait toute compréhension des temps modernes. Brimé par un patronat arrogant, dans des moments de désarroi intense il brisait les fenêtres ou détruisait les machines de ses bourreaux, avant de sombrer à nouveau dans son ancienne torpeur. La crise commerciale de 1857 et la grande maladie du ver à soie de 1859 avaient brutalement tiré les tisserands de Krefeld de leurs rêves patriarcaux de devenir maîtres ; prisonniers des « chaînes dorées » d'un système de crédits oppressif, ils étaient livrés à toutes les exigences de leurs maîtres et se trouvaient dans un rapport de dépen-

1 Équivalent au sous-préfet.

dance qui, aux dires mêmes du gouvernement, valait le servage des siècles antérieurs. Mais ils ne pouvaient toujours pas comprendre qu'ils étaient des salariés à domicile et restaient une masse sans lien cohérent, incapable d'une quelconque résistance vigoureuse. La conscience de classe la plus forte se rencontrait dans le prolétariat du district industriel de la Marche-Berg, là où la tradition de la révolution de mars était encore très vivace. Bon nombre de dirigeants des soulèvements de mai 1849 y étaient actifs parmi les ouvriers : ainsi Hugo Hillmann à Elberfeld, qui, au retour de onze années d'exil, tenait un bistrot et Karl Wilhelm Tölcke à Iserlohn, petit fonctionnaire de justice avant la révolution de mars, que les jurés avaient déclaré non coupable pour sa participation aux barricades dans cette ville, mais qu'un tribunal aux ordres condamna à une amende et à la perte des droits civiques sous prétexte que, pendant qu'il était en détention préventive, un « trou » aurait été découvert dans une caisse qu'il administrait. Il menait à présent en tant que redoutable « avocat de l'ombre », c'est-à-dire en tant que véritable avocat des masses, une guérilla aussi amusante qu'efficace contre les autorités chicanières.

À l'est de l'Allemagne, le régime de Terreur blanche avait su étouffer toute tradition révolutionnaire. Tout au plus quelques petites flammes brûlaient-elles dans quelques grands centres industriels et commerciaux. À Hambourg, quelques faibles traces d'organisation ouvrière se maintenaient encore, sous le couvert d'inoffensifs cercles d'éducation ou de coopératives. Jakob Audorf, tout en menant un combat très dur pour l'existence, restait indéfectiblement fidèle au vieux drapeau et élevait ses fils dans le même esprit. Comme Audorf autrefois avait été converti au communisme par Weitling, de même les ouvriers et les apprentis de Leipzig se nourrissaient de ses écrits : l'ouvrier du tabac F.W. Fritzsche, ou le cordonnier Julius Vahlteich et d'autres. Ce n'était de toute façon qu'un petit nombre. Dans la masse des travailleurs de Hambourg et de Leipzig régnait la même confusion que partout ailleurs.

De plus, ce ne sont pas les souvenirs de la révolution de mars et encore moins le communisme de Weitling qui, dans les conditions entièrement nouvelles, pouvaient fournir les mots d'ordre d'un mouvement prolétarien de masse. D'autres leviers étaient nécessaires pour lancer les travailleurs dans l'activité politique, et ces leviers, c'est la bourgeoisie qui les fournit.

2. La politique ouvrière du Parti du Progrès

C'est toujours la bourgeoisie qui dresse les travailleurs à la lutte politique, lutte dans laquelle elle doit finalement s'incliner devant eux. Sans l'aide des masses, elle ne peut venir à bout de l'absolutisme et du féoda-

lisme, et il dépend de son intelligence de savoir combien de temps elle veut le prolétariat comme allié à côté d'elle, ou à partir de quand elle le veut comme adversaire en face d'elle.

Pour la bourgeoisie allemande, la situation au début des années soixante était extraordinairement favorable. Il y avait en Allemagne tellement de décombres anciens à déblayer qu'elle aurait pu s'assurer pour longtemps une alliance solide avec les ouvriers. Un combat énergique pour trancher le conflit constitutionnel prussien, l'adoption loyale du suffrage universel, de la liberté de la presse et du droit d'association, en un mot la construction franche de la société bourgeoise moderne, lui auraient épargné d'être inquiétée aussi vite par le spectre d'un quelconque « *État futur* » qui hantait sa mauvaise conscience. Elle était littéralement poussée à la bonne tactique par la réaction absolutiste et féodale qui commençait à faire les yeux doux aux ouvriers, aux tout débuts du conflit constitutionnel prussien. Non pas qu'il y eût le moindre risque que les ouvriers se laissent enjôler par ces tendres œillades de la réaction. Au contraire : c'est parce que ces derniers ne pensaient pas le moins du monde à abandonner la bourgeoisie dans son combat contre la réaction, que le Parti du Progrès devait se décider à faire son devoir historique avec un tant soit peu de panache et à payer ainsi le prix à la fois pour sa victoire sur la réaction et pour son alliance temporaire avec le prolétariat.

Mais le Parti du Progrès ne voulut pas payer ce prix et ce qu'il offrit aux ouvriers, au lieu de le retarder, accéléra le processus de séparation entre bourgeoisie et prolétariat. L'Union nationale veillait jalousement à rester une organisation purement bourgeoise. Elle exclut les ouvriers d'une manière blessante en n'autorisant pas à payer par mensualités la cotisation annuelle. Bennigsen et consorts ne voulaient pas voir leur activité diplomatique gênée par des majorités imprévisibles, qui auraient pu se constituer dans les assemblées générales s'il y avait eu des cotisations mensuelles. En compensation, l'Union nationale assumait sur les ouvriers un patronage bienveillant qui, justement parce qu'il était un patronage bienveillant, devait très vite heurter de front les prolétaires intègres.

Sur le terrain économique, à la suite de Schulze, la bourgeoisie prônait le système des coopératives comme remède universel à tous les maux du prolétariat. Elle prêchait « l'aide à soi-même » au sens personnel du terme – chaque ouvrier devait s'aider lui-même par l'épargne – tandis que « l'aide à soi-même » au sens politique du terme – la classe ouvrière devait s'aider elle-même – était accusée avec un haussement de sourcils d'être une erreur funeste. Toute tentative de mettre à l'épreuve dans la pratique cette théorie devait convaincre le prolétariat de son inconsistance et, malgré tout le bruit que la bourgeoisie fit autour de sa panacée,

les coopératives de Schulze n'ont jamais rencontré de faveur particulière parmi les ouvriers. Dans le cas des sociétés de crédit ou des associations pour l'achat de matières premières, les poches vides des ouvriers leur interdisaient d'elles-mêmes toute participation ; et les associations de consommation, qui leur étaient destinées au premier chef, restèrent toujours très loin derrière les autres associations. En 1863, Schulze lui-même n'avait pas connaissance de plus de 100 associations de consommation, contre 500 de crédit et 200 d'achat de matières premières. En 1864, il n'y en avait plus que 96, parmi lesquelles 38 seulement avaient fait leur rapport à Schulze. Et ces 38 associations comptaient 7 709 membres, c'est-à-dire 202 en moyenne par association. Or, les membres de ces associations de consommation étant loin d'être tous des ouvriers, il en résulte que les coopératives de Schulze se sont relativement peu répandues dans le prolétariat de l'époque. Les ouvriers nourrissaient une méfiance instinctive à l'égard des associations de consommation dirigées par des fabricants, tandis que les associations de consommation qu'ils fondèrent eux-mêmes étaient regardées de travers par les chefs « cultivés » du système coopératif.

Les associations d'éducation ouvrière créées par l'Union nationale à partir de 1860 environ poussèrent, elles, des racines incomparablement plus profondes dans le prolétariat. À vrai dire, leur nombre ne s'élevait qu'à 104 en 1863, alors que la réaction avait sous ses ordres bien plus de 368 associations de jeunesse protestantes et bien plus de 188 associations catholiques de compagnons. Cependant, elles se multiplièrent relativement vite dans toute l'Allemagne et elles devinrent chères aux couches ouvrières les plus éveillées, malgré toutes les absurdités que la bourgeoisie commit en leur sein. Pour les certifier enfants authentiques du capitalisme, elles furent baptisées *« coopératives pour l'acquisition et l'accroissement du capital intellectuel de ses membres »*. Il existe un formulaire, conçu par des spécialistes, pour établir une image statistique de ces associations, dans lequel figurent toutes sortes de questions : Les associations dispensent-elles des cours ? Possèdent-elles des bibliothèques ? Organisent-elles des soirées familiales, des randonnées, des concerts, des représentations théâtrales, des distributions de cadeaux de Noël ? Mais pas une seule question n'effleure, même de loin, une activité relative aux intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière. Bien souvent « l'éducation » débitée par les bourgeois qui patronnaient ces associations n'allait pas loin ; justement parce que l'école élémentaire allemande, qui avait atteint un certain niveau dans les années vingt et trente, avait été ruinée par la réaction dans les années quarante et cinquante, c'était pur mépris pour les ouvriers que de prétendre les « éduquer » au bon usage du suf-

frage universel par un bavardage superficiel sur Uhland et le romantisme allemand, sur Shakespeare, Lessing, ou même sur *« Samuel Johnson et son biographe Macaulay »*. Un patron de fabrique finit par s'élever contre ces pratiques dans un hebdomadaire de l'Union nationale. Il disait qu'avec cette vaine érudition qu'on leur faisait ingurgiter, les ouvriers ne reconnaissaient plus ni père ni mère, et ne se reconnaissaient pas eux-mêmes non plus ; on leur bourrait tellement la mémoire qu'ils en devenaient de plus en plus stupides et qu'ils ne savaient rien dire sur les choses les plus ordinaires, ou bien n'en disaient que des inepties.

Ce jugement abrupt était tout de même exagéré sous deux aspects. Certes, dans ces associations d'éducation ouvrière, la bourgeoisie tenait à faire des ouvriers des nigauds dans le domaine politique et social, mais elle ne tenait pas – ou du moins pas exclusivement – à en faire des crétins complets ; et en admettant qu'elle l'eût voulu, les ouvriers n'étaient absolument pas disposés à se laisser abêtir.

À l'exception des fabricants avides de chair enfantine, auxquels en vérité toute scolarité est odieuse, la bourgeoisie a besoin d'un encadrement nombreux d'ouvriers intelligents, que l'école élémentaire dominée par l'Église luthérienne ne leur fournissait plus. Aussi se préoccupait-elle de joindre autant que possible aux associations d'éducation ouvrière des écoles professionnelles et de perfectionnement qui pouvaient servir aux ouvriers, et qui leur ont effectivement servi. Si elle réussissait par ce biais à imbiber de son esprit une élite ouvrière – esprit que ces adjudants de la bourgeoisie transmettraient ensuite aux masses ouvrières – elle était doublement gagnante, et il est certain que cet objectif aussi jouait un rôle. Le maire de Leipzig le dit une fois en toute franchise dans un discours officiel : l'objectif des associations ouvrières était de former une aristocratie ouvrière. Et les autorités municipales de cette célèbre cité commerçante apportèrent leur soutien à l'association d'éducation locale en lui allouant une subvention annuelle importante, jusqu'à ce que celle-ci refuse poliment et renonce à tout caractère « aristocratique ». Mais il y avait aussi un nombre non négligeable d'idéologues bourgeois qui ne comprenaient pas cet antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, ou du moins qui croyaient à tort qu'il pouvait se résoudre par l'éducation des ouvriers, et qui travaillaient sincèrement à conserver un certain niveau à ces associations d'éducation et à ne pas les laisser dégénérer pour ne plus s'occuper que de bagatelles ou pire encore.

Des scientifiques de valeur notamment ont bien mérité la reconnaissance de ces associations : Theodor Müller à Francfort-sur-le-Main, Ludwig Büchner à Darmstadt, Rossmässler à Leipzig. Ils étaient tous aussi à des degrés divers des démocrates en politique, mais leur conception

étroitement naturaliste des choses leur interdisait une vision claire de la situation sociale. Rossmässler avait coutume de dire aux ouvriers : « *Les associations d'éducation vous permettent de regarder jusqu'au tréfonds de la nature. Vous pouvez tous ainsi devenir des découvreurs et vous aurez alors du pain en abondance.* » Un seul de ces hommes réunissait la profondeur de la formation dans les sciences de la nature et dans les sciences sociales. Il s'appelait Albert Lange.

Lange était de souche paysanne westphalienne. Son père, au départ valet de ferme et charretier, s'était hissé grâce à une énergie obstinée au rang de pasteur luthérien et professeur de théologie. Il enseigna un temps à l'université de Zurich et c'est en Suisse que Lange reçut les influences décisives qui modelèrent sa jeunesse. D'un œil libre et sans préjugés, il observa la vie allemande en exerçant son métier de pédagogue dans des villes rhénanes, à Cologne, Bonn, Duisburg, alternativement au lycée et à l'université. Ce fut un jeune homme puis un homme droit et entier, qui portait sur son visage l'honnêteté et la franchise. Il possédait cette générosité authentique, celle qui ne donne pas tout à tout le monde, mais qui donne à chacun ce qu'il mérite. C'était un pédagogue né, plein d'une puissance d'esprit fascinante, et en outre un maître dans tous les exercices corporels. C'était un scientifique de valeur, mais qui n'avait rien d'un rat de bibliothèque, dont les multiples talents embrassaient aussi bien la théorie scientifique que l'activité pratique. Il renvoyait l'image d'un homme harmonieusement équilibré, appelé à résoudre toutes les tâches que la vie voudrait bien lui soumettre.

Il les a toutes résolues avec énergie et courage. Il quitta son poste de professeur de lycée à Duisburg en claquant la porte au nez des bureaucrates de l'inspection scolaire de la province de Coblence, lorsque ceux-ci voulurent le « *rappeler à l'ordre de la façon la plus sévère* », parce qu'il ne s'était pas plié aux consignes électorales indignes du ministre von Müller. Il rompit tout aussi brutalement avec la bourgeoisie, lorsqu'il vit que pour elle la défense de ses intérêts matériels passait bien avant le combat politique pour les droits du peuple. Il ne craignit pas de se prononcer pour la cause ouvrière, alors qu'à cette époque un engagement aussi authentique exigeait encore de la part d'un membre de la classe bourgeoise des sacrifices extrêmement lourds. Mais pourtant Albert Lange n'a pas entièrement échappé au sort que l'épitaphe inscrite sur le tombeau du dernier pape allemand à Rome énonce avec tant de profondeur : *De quel poids pèse, même pour l'homme le meilleur, l'époque dans laquelle il tombe !*

Il manquait à son être harmonieux cette dureté unilatérale qui a le dernier mot dans des temps où seul importe d'être dans un camp ou dans l'autre. Dans son *Histoire du matérialisme,* Lange critiquait sévè-

rement le matérialisme naturaliste des années cinquante, dans lequel il voyait seulement « *un principe valable pour les sciences naturelles* », mais qu'il rejetait en revanche comme « *philosophie plate* ». Mais il n'avança pas jusqu'au matérialisme historique ; au contraire il revint à Kant, et toute cognition se dissolvait pour lui dans un « *doute suprême et ultime* ». Riche d'analyses pénétrantes, son œuvre maîtresse manquait pourtant son objectif final. Le philosophe en Lange concevait un doute ultime, le politique aussi. Plus tôt que n'importe quel autre représentant de l'intelligentsia allemande, il a compris l'importance de Lassalle, Marx et Engels. Il a parfois porté sur leur œuvre un jugement d'une finesse et d'une sûreté extrêmes, pour ensuite retomber tout de même dans des contresens incompréhensibles. Lange était exempt de tous les préjugés égoïstes de la bourgeoisie, mais sa formation et son éducation idéalistes dans un presbytère protestant ont quelque peu rétréci sa pensée. Bien qu'il n'eût rien d'un de ces intellectuels qui se contentent d'être des intermédiaires, il connut pourtant, jusqu'à un certain point, l'oubli rapide qui est leur destin, parce qu'il s'infligeait encore les tortures du doute, au moment où un grand tournant de l'Histoire exigeait un oui ou un non sans équivoque.

Si Rossmässler, Lange et d'autres de leur trempe s'impliquèrent dans les associations d'éducation ouvrière, c'est qu'ils étaient poussés par les idéaux de la bourgeoisie qui, pour le Parti du Progrès, étaient déjà en eux-mêmes éminemment suspects. Il n'y avait aucune sympathie de part et d'autre. Les chefs que le Parti du Progrès offrait aux ouvriers étaient d'une trempe bien différente. Malgré l'intérêt, sérieux dans un certain sens, que ce parti manifestait aux associations d'éducation ouvrière, il avait trop de morgue bourgeoise pour considérer que ses meilleurs éléments étaient justement les plus à même d'éduquer les ouvriers. À l'exception de Schulze-Delitzsch, dont la question sociale était chasse gardée, et peut-être aussi de Franz Duncker, qui s'était dévoué à l'enseignement dans l'association des artisans du Grand Berlin, les chefs du parti estimèrent qu'il était indigne d'eux de se consacrer aux ouvriers. Et cette part de leur politique fut abandonnée à des agitateurs de troisième ou quatrième ordre, et c'était un bien curieux mélange.

À Francfort-sur-le-Main, l'éducation populaire était à la charge de Sonnemann, banquier et propriétaire d'un journal qui, en Allemagne du Sud en particulier, avait une grande influence croissante. Dans cette ville, Max Wirth aussi savonnait les ouvriers d'une fine mousse de radotages manchestériens. Répétant les bavardages de Bastiat, il préparait à sa manière l'adhésion de la bourgeoisie allemande au bonapartisme, quand il présentait les conquêtes sanglantes d'un aventurier comme une œuvre glorieuse, particulièrement difficile mais, pour cette raison même, parti-

culièrement méritoire. À Magdeburg, les ouvriers recevaient les leçons du prédicateur des congrégationnalistes libres Uhlich[1], homme honorable et de tempérament mais conseiller politique plein de confusion, avec à ses côtés Max Hirsch, un homme jeune issu du grand commerce, bonne pâte mais sans talent réel, qui avait bien une ombre d'intérêt pour le prolétariat, ce que la bourgeoisie considéra toujours comme une légère tare. Mais il était bien trop vaniteux pour rejoindre les rangs de la classe ouvrière et manquait trop d'assurance pour ne pas claquer les talons au moindre froncement de sourcils du Parti du Progrès. Même l'association des artisans des faubourgs de Berlin, devant laquelle Lassalle avait présenté son *Programme ouvrier*, avait en la personne de Friedrich Stephany un président dont on n'avait pas à se vanter. N'ayant pas réussi à faire une carrière d'intellectuel, il flirta quelques années avec les ouvriers pour ensuite, au service de la presse capitaliste, en passer dix fois plus à dénigrer le mouvement ouvrier.

Mais que les intentions du Parti du Progrès à l'égard de ces associations d'éducation ouvrière aient été bonnes ou mauvaises, elles offrirent aux ouvriers eux-mêmes le premier terrain où s'entendre sur leurs intérêts. La législation réactionnaire de la Confédération germanique, comme d'à peu près tous les États pris à part, rendait l'organisation des ouvriers extraordinairement difficile, et leur organisation syndicale pratiquement impossible. C'est pourquoi ils utilisèrent le champ de manœuvre que le Parti du Progrès leur ouvrait. Les bons comme les mauvais côtés des associations d'éducation ouvrière servirent également à les éclairer. L'enseignement technique attisa l'appétit de connaissances qui sommeille dans le prolétariat moderne, tandis que, du fait de leurs progrès intellectuels, ils se sentaient très vite dégoûtés du battage à vide qui était si souvent courant dans les associations d'éducation ouvrière. Leur conscience de classe s'éveilla lentement mais inexorablement et dans sa poussée obscure elle savait bien quelle était la bonne route. Parmi les cadeaux du Parti du Progrès, les ouvriers prirent ce qui leur convenait, et ce qui ne leur convenait pas les rendit encore plus méfiants vis-à-vis des généreux donateurs. Le Parti du Progrès échoua dans la mission impossible d'organiser le prolétariat en une troupe politique auxiliaire, à la fois efficace mais sans volonté propre. Les canetons vont toujours à l'eau, alors que la poule qui les a couvés veut seulement les promener sur la rive.

1 Dissidents de l'Église protestante. Un certain nombre de ses prédicateurs étaient actifs dans les associations ouvrières.

3. Premiers mouvements indépendants du prolétariat

En 1862, un certain nombre d'événements, en eux-mêmes plutôt fortuits, déclenchèrent un mouvement autonome des ouvriers allemands.

Tout d'abord, pour la très modeste somme de 1 200 thalers[1] mais avec un déploiement de publicité d'autant plus grand, l'Union nationale avait envoyé à l'exposition universelle de Londres douze ouvriers, qui à leur retour avaient le devoir et l'intention de rapporter leurs observations à leurs camarades. Puis le congrès des maîtres de corporation à Weimar avait fait s'insurger les ouvriers les plus conscients, quand il retomba dans des revendications économiquement réactionnaires et en particulier exigea le rétablissement de l'organisation en corporations qui avait été supprimée dans la plus grande partie de l'Allemagne, tout au moins sous ses formes les plus grossières. En Bavière, où elle existait encore dans toute sa splendeur moyenâgeuse, un congrès ouvrier fut convoqué pour le 1er novembre à Nuremberg, pour protester contre le congrès des maîtres de corporation.

Les ouvriers berlinois se réunirent pour la première fois le 25 août pour entendre le compte rendu des ouvriers envoyés à l'exposition universelle de Londres. Déjà à cette réunion surgit la proposition de convoquer un congrès ouvrier panallemand. Dans une série de réunions ouvrières qui eurent lieu dans les différents quartiers de Berlin, les ouvriers se familiarisèrent avec cette idée et dans une assemblée de clôture, le 7 octobre, un comité de vingt-cinq personnes fut constitué pour préparer le congrès ouvrier. Le président de ce comité était le peintre Eichler, qui avait été embauché en qualité d'ouvrier dans la société par actions pour les fournitures au chemin de fer dirigée par le libéral von Unruh, pour la tâche bien précise de peindre les numéros sur les portes des wagons. Le 9 octobre Eichler, au nom du comité, envoya au ministère saxon une demande d'autorisation pour tenir le congrès en novembre à Leipzig. Le 28 octobre, il reçut une réponse positive, à la condition expresse que ce congrès fût appelé par des ressortissants saxons, et tenu par eux, conformément à la législation saxonne sur les associations.

Avant même cette réponse, le comité berlinois avait déjà lancé un appel au congrès pour le 18 novembre à Leipzig, qui parut dans la *Volks-Zeitung* de Berlin le 22 octobre. Le congrès devait durer six jours ; les points inscrits à l'ordre du jour étaient les suivants : liberté d'entreprise et liberté de circulation sur tout le territoire allemand, associations et caisses d'invalidité pour tous les ouvriers, projet d'une exposition universelle à Berlin et

1 Le thaler, pièce d'argent, a été l'unité monétaire des pays germaniques. Il fut remplacé en 1871-1873 par le mark.

enfin informations professionnelles données par les ouvriers qui avaient été envoyés à l'exposition de Londres. C'est précisément ces informations et le congrès des maîtres de corporation à Weimar que l'appel présentait comme les raisons premières du congrès ; à part cela, il disait seulement que le soleil d'une nouvelle vie, dont les rayons ardents avaient éveillé à de nouvelles entreprises toutes les classes de la population, devait aussi réveiller les ouvriers qui, dans leur conscience endormie, se laissaient bercer par l'idée qu'on s'occupait déjà d'eux et qu'il ne servait vraiment à rien qu'ils veuillent dire leur mot sur les questions qui étaient pour eux du plus haut intérêt. Il n'y avait pas la moindre pointe contre la bourgeoisie dans cet appel ; au contraire il prescrivait que les inscriptions au congrès devaient être envoyées aux rédactions des journaux libéraux de Berlin. Après réception de ces inscriptions, on informerait de l'endroit de Leipzig où se tiendrait le congrès, auquel seuls les délégués mandatés devaient être admis. Mais il n'y avait pas la moindre précision sur la manière de procéder à ce mandatement, pas plus que sur le choix des délégués, etc.

Bien que cet appel ne contînt vraiment rien qui pût heurter l'opposition bourgeoise, la *Volks-Zeitung* ne le publia que dans la partie réservée aux annonces, tandis qu'elle publiait dans la partie rédactionnelle de ce même numéro un article de Streckfuss[1] combattant le congrès ouvrier. Streckfuss disait que ce mouvement ouvrier, au milieu du combat d'idées pour la Constitution prussienne, n'avait absolument pas de sens. Certes, il ne servait peut-être pas consciemment la réaction, écrivait-il, mais il lui rendait inconsciemment service en lui offrant une bonne occasion d'épouvanter les partisans hésitants du parti fidèle à la Constitution, avec le spectre de la république rouge, et de les amener dans son camp à elle, la réaction. Et puis, que visait-on avec tout ce mouvement hors de saison ? Ces questions qui figuraient au programme du congrès ouvrier projeté étaient défendues par les hommes de science et d'action les plus éminents dans les congrès économiques et dans les Chambres des députés des différents États allemands. Soutenus par le peuple, ces hommes obtiendraient à coup sûr la victoire. Mais « *un congrès ouvrier insignifiant* » ne pouvait être d'aucune aide. Cet article, on le comprendra, contraria les cercles ouvriers de Berlin comme de Leipzig.

Car entre-temps, à Leipzig aussi, un mouvement ouvrier indépendant s'était éveillé. En février 1861, une association d'éducation ouvrière y avait été fondée, et cela sous la forme d'une « association d'éducation professionnelle » rattachée à la Société polytechnique composée de pro-

1 Écrivain bourgeois. Il participa à la révolution de 1848 dans le mouvement démocratique.

fessionnels indépendants. Comme raison ou comme prétexte à la forme adoptée, les fondateurs bourgeois de l'association avaient invoqué la loi confédérale réactionnaire de 1854 qui visait les associations ouvrières. Mais ils avaient immédiatement suscité les protestations violentes de Fritzsche et Vahlteich. Et si ces protestations restèrent tout d'abord sans effet, elles avaient pourtant fait grande impression sur les ouvriers présents, et en particulier elles marquèrent le jeune tourneur Bebel, qui assistait pour la première fois à une assemblée populaire.

Bebel est un enfant de soldat prussien. Son père, originaire d'Ostrowo, était arrivé simple soldat prussien dans la place forte confédérale de Mayence et, passé sous-officier, y avait épousé une jeune fille de Wetzlar. Il se fit ensuite muter à Cologne. C'est là qu'August Bebel naquit et que son père mourut deux ans plus tard. Sa mère se remaria avec le frère du défunt qui était gardien de prison et, quand il mourut lui aussi peu après, elle retourna vivre dans sa ville natale, Wetzlar. August Bebel suivit sa scolarité à l'école des pauvres de cette petite ville, en tant que boursier du fonds des orphelins, après avoir perdu sa mère alors qu'il n'avait pas encore 12 ans. À 14 ans, il entra en apprentissage chez un maître tourneur. D'esprit agile et de tempérament vif, il cherchait à poursuivre sa formation intellectuelle mais cela lui était absolument impossible dans ce triste nid de philistins, même si les quelque 20 groschen qu'il gagnait par semaine, en plus du gîte et du couvert chez son maître, lui auraient permis de se faire parfois plaisir.

De février 1858 à mars 1860, Bebel fit son tour de compagnon à travers l'Allemagne du Sud ainsi qu'à travers une partie de l'Autriche et de la Suisse. Il travailla assez longtemps à Fribourg-en-Brisgau, Ratisbonne et Salzbourg, toutes villes où les associations catholiques de compagnons lui offrirent des idées et une société stimulantes. Mais ses sentiments patriotiques n'avaient encore rien perdu de leur vigueur. Quand, pendant son séjour à Salzbourg, éclata la guerre de 1859[1], il se présenta pour s'enrôler dans un corps volontaire de chasseurs tyroliens. Mais il fut refusé parce qu'il n'était pas Tyrolien de naissance. Dès que la Prusse commença à mobiliser, Bebel se hâta de rentrer dans sa patrie pour s'enrôler comme volontaire ; cependant la conclusion rapide de la paix réduisit aussi ce projet à néant. L'année suivante, appelé devant le conseil de révision, il fut réformé pour « faiblesse physique générale », ce qui mit un point final

1 Guerre de la France et du Piémont contre l'Autriche. La Prusse, qui accompagna sa menace d'intervention par une concentration de troupes sur le Rhin, obligea Napoléon III à signer l'armistice de Villafranca.

à ses projets militaires. Il alla alors à Leipzig pour chercher du travail, et en trouver.

Dans l'association d'éducation professionnelle, ses aptitudes se développèrent rapidement. Les idées qui l'avaient marqué dès sa tendre enfance ainsi que sa soif insatiable de savoir expliquent qu'il se soit consacré avec un zèle particulier aux études qui étaient le but de l'association, et qu'il se soit tenu à l'écart de l'agitation que Fritzsche et Vahlteich entretenaient sans relâche contre la « viande douillette »[1] de l'opposition bourgeoise. Le discours de Vahlteich pour la fête anniversaire de l'inauguration de l'association, au début de l'année 1862, fit éclater au grand jour les contradictions existantes et, dans la direction nouvellement élue où Bebel était entré aussi, les deux parties opposées étaient déjà de force égale. Cependant, à une assemblée générale extraordinaire, Fritzsche et Vahlteich furent battus à une grande majorité et fondèrent alors l'association *Vorwärts* (*En Avant !*) qui renonça à l'objectif d'éducation et se lança tout entière dans la propagande. Elle convoqua en particulier des assemblées générales ouvrières, pour discuter des questions politiques et sociales du jour. De ces assemblées sortit ensuite, comme à Berlin, un comité ayant pour mission spécifique de convoquer un congrès ouvrier.

C'est à ce comité qu'Eichler s'adressa le 23 octobre, le lendemain du jour où le comité de Berlin avait rendu public son appel à envoyer des délégués au congrès ouvrier. Il se déplaça en personne à Leipzig pour développer devant les ouvriers de cette ville ses « principes ». Ceux-ci consistaient en l'étrange révélation que le ministère Bismarck, qui venait de prendre les commandes, avait une sympathie pour les ouvriers et qu'il s'occuperait de leurs affaires, dès qu'ils auraient tourné le dos au Parti du Progrès ; Bismarck était prêt à garantir, dans un premier temps aux ouvriers constructeurs de machines, d'importants subsides pour créer une association de production. Ces curieuses révélations furent commentées dans une assemblée générale tenue à Berlin au même moment par l'Association populaire prussienne, le pendant féodal de l'Union nationale bourgeoise. Blankenburg et Wagener, deux amis dévoués de Bismarck, y expliquèrent, le premier, que le mouvement ouvrier, en exigeant le suffrage universel, mettrait le Parti du Progrès au pied du mur, et le second, que « le sac d'argent » ne devait pas avoir voix prépondérante sur « l'impôt du sang » et que, pour créer une représentation populaire

1 Expression que Thomas Münzer, chef de la révolte des paysans au début du 16e siècle, employa dans le titre d'un de ses pamphlets contre Luther, rallié aux puissants dans leur lutte contre les paysans en révolte.

véritable, qui soit organisée par *états*[1], il fallait introduire le suffrage universel.

Mais les « principes » de Eichler déplurent tout à fait aux ouvriers de Leipzig et, après qu'ils eurent confirmé à la suite d'une assemblée générale, le 30 octobre, leur intention de convoquer un congrès ouvrier, ils envoyèrent Fritzsche et Vahlteich à Berlin pour contrecarrer le double jeu d'Eichler et s'entendre loyalement avec l'opposition bourgeoise.

Entre-temps, les réactions ouvrières à l'attaque balourde de Streckfuss avaient au moins appris à l'opposition bourgeoise qu'elle devrait s'y prendre avec plus de subtilité si elle voulait enlever tous ses piquants au mouvement ouvrier, ce qui restait son objectif permanent. Elle devait d'autant plus se conforter dans cette idée que les ouvriers de Leipzig avaient prouvé dans la pratique, en démasquant Eichler, qu'il n'était pas dans leur intention d'attaquer par-derrière le Parti du Progrès en lutte contre Bismarck. À vrai dire, lors d'une rencontre préparatoire dans la maison de Unruh, Fritzsche et Vahlteich trouvèrent les chefs du Parti du Progrès encore très fermés, mais on en vint tout de même à un compromis dont la teneur apparut lors de la grande assemblée générale qui eut lieu le 2 novembre. Fritzsche et Vahlteich déclarèrent qu'ils soutiendraient l'opposition bourgeoise dans son combat contre la réaction féodale et absolutiste. Dans cette assemblée également, ils firent grande impression et se montrèrent supérieurs aux ouvriers berlinois qui, quand il leur arrivait de prendre la parole, ou bien ne voulaient absolument pas entendre parler de politique ou bien voulaient tout simplement nager dans le sillage du Parti du Progrès. En sens inverse, Schulze-Delitzsch qualifia de phrase creuse toute démocratie qui n'était pas capable d'élever les bases matérielles de l'existence ouvrière, de telle sorte que la grande masse de la population ouvrière puisse entrer dans le mouvement politique comme agent actif. En réalité, il recommandait d'agir avec prudence ; ainsi, comme Steckfuss, il faisait penser aux esprits timorés au sein de la bourgeoisie, qui nourrissaient contre le mouvement ouvrier une aversion totalement infondée mais pour le moment insurmontable. Quoi qu'il en soit Schulze mit en garde contre toute précipitation en avançant encore une autre raison qui devait ouvrir les yeux aux ouvriers. Manifestement le comité berlinois avait lancé la convocation d'un congrès sans trop réfléchir. Or Schulze pensait que, si quelques centaines d'ouvriers se réunissaient et se hasardaient, sans préparation, dans des questions de cette

1 Aux trois états féodaux, clergé, noblesse, bourgeoisie ou tiers état, le vocabulaire romantique allemand ajoute le quatrième état, l'état ouvrier, pour désigner à cette époque la classe ouvrière.

importance, cela donnerait une drôle d'histoire, une confusion digne de la tour de Babel ; un congrès ouvrier, disait-il, nécessitait une solide préparation et les ouvriers n'avaient pas à avoir honte de recevoir là-dessus des leçons de gens compétents ; lui-même s'offrait à faire des conférences aux ouvriers sur le capital et le travail. L'assemblée du 2 novembre décida donc de maintenir certes le congrès avec le programme de Berlin, d'où avait été seulement retirée, par consentement mutuel, l'exposition universelle à Berlin, mais de le repousser à plus tard et de laisser au comité de Leipzig le soin de sa préparation, ce qui en fait était déjà imposé par la décision du ministère saxon ; et cela du reste rendait plus difficile à la réaction berlinoise de semer à nouveau la zizanie.

La *Volks-Zeitung* termina son compte rendu sur l'assemblée en laissant échapper dans un soupir que l'effort de la réaction pour attirer dans ses filets le quatrième état, celui des ouvriers, était donc vain. La réaction aussi était manifestement du même avis et sa déception explique sans doute qu'une plainte fut effectivement déposée deux jours plus tard, le 4 novembre, contre le *Programme ouvrier* de Lassalle, un peu plus de quatre mois après sa saisie. On comprend aussi la colère de Bismarck et de ses gens : les ouvriers ne voulaient plus rien savoir de son factotum. Eichler certes présida encore l'assemblée ouvrière du 2 novembre, seulement dès le 7 novembre il fut obligé de publier une déclaration alambiquée dans laquelle il se défendait du soupçon qui pesait sur lui et où il reprochait à *« ces messieurs les délégués de Leipzig »* d'avoir lancé des accusations dénuées de tout fondement. Même lorsque Eichler rappela la cruauté, bien superflue, avec laquelle le brave Unruh l'avait jeté à la rue, il ne parvint pas à se réhabiliter auprès des ouvriers.

4. Le comité central de Leipzig

Pendant ce temps-là, le comité central de Leipzig se hâtait de préparer le congrès ouvrier. Il se composait de dix ou douze personnes, dont il n'est plus possible de retrouver tous les noms. En dehors de Fritzsche et Vahlteich, en faisaient partie Otto Dammer, jeune scientifique originaire de Poméranie, qui avait donné des cours de chimie dans les associations d'éducation professionnelle, et le fabricant de pianos Dolge, un quarante-huitard qui, en raison de sa participation à l'insurrection de mai à Dresde, avait d'abord été condamné à mort et ensuite, vu que sa fermeté de caractère lui avait fait refuser toute demande de grâce, avait été condamné à une longue peine de réclusion, dont six années terribles purgées à Waldheim. Le propriétaire de fonderie Goetze, qui devint plus tard député national-libéral au Reichstag, est aussi cité parmi les membres du comité. Venaient encore s'y ajouter les hommes de confiance que le comité cooptait dans

l'esprit du compromis de Berlin : le professeur du secondaire Albrecht, l'avocat Winter et surtout le vieux Rossmässler, qui avait été membre du Parlement de Francfort en 1848 et, dans les années de la réaction, était resté aux côtés des ouvriers persécutés. C'était une âme foncièrement loyale, il avait des conceptions de l'éducation populaire beaucoup plus authentiques et profondes que la bourgeoisie dite cultivée ; il était aussi, politiquement, plus radical que n'importe quel banal progressiste, mais restait malgré tout empêtré dans les conceptions bourgeoises.

À la mi-novembre, le comité central publia son appel aux ouvriers allemands. S'appuyant sur les décisions des ouvriers de Leipzig du 30 octobre, sur celles des ouvriers de Berlin du 2 novembre ainsi que sur celles du congrès ouvrier de Nuremberg qui avait eu lieu le 1er novembre, il demandait de mandater des délégués pour un congrès ouvrier sur le programme berlinois et recommandait dans ce but la formation de comités locaux, l'organisation de conférences d'information et enfin aussi la constitution de caisses pour pouvoir faire face aux immenses préparatifs *« d'une manière suffisante et, selon le modèle anglais, sans demander un sacrifice personnel à ceux qui en avaient la charge »*. Les comités locaux devaient se mettre en liaison avec le comité central et envoyer à Leipzig d'ici la mi-février un rapport sur le résultat de leurs préparatifs. Ensuite, le congrès ouvrier devait être convoqué le plus rapidement possible. Par ailleurs, le 22 novembre, le comité central adressa au ministère saxon la requête que l'autorisation, accordée pour le congrès qui ne s'était pas tenu en novembre, soit prorogée pour un congrès qui serait convoqué au mois de mars ; il lui demanda aussi d'annuler le décret de 1855 interdisant au juge de district à la retraite Schulze, demeurant autrefois à Delitzsch et maintenant à Potsdam, de parler en public à Leipzig.

En même temps, le comité central diffusa une sorte de texte programmatique, un discours que Rossmässler avait prononcé à l'Odéon le 18 novembre devant une assemblée d'ouvriers et avait ensuite publié en brochure. Il commençait par constater « expressément » que le gouvernement royal de l'État de Saxe, par son décret du 28 octobre, avait autorisé « en principe » la tenue d'un congrès ouvrier : ce n'était certes pas réellement nécessaire, mais c'était cependant de la plus grande importance. Il recommandait ensuite aux ouvriers d'acquérir culture et savoir, dont ils avaient été privés à l'école élémentaire dirigée par l'Église luthérienne, mais il soulignait en même temps énergiquement que les ouvriers devaient aussi garder en main leurs propres affaires et ne devaient pas craindre d'avoir à en payer le coût. « *La direction du mouvement ouvrier doit rester entre vos propres mains ; seule, dans des cas particuliers, l'absence totale d'une personnalité issue de votre milieu peut autoriser une*

exception. Il ne faut compter que sur soi-même ! Si le mouvement ouvrier tout entier vous tient à cœur, ne reculez pas devant les dépenses qui vont avec ; sinon, il vaut mieux ne pas vous en mêler du tout. » En accord avec cette libre conception, Rossmässler voulait voir le centre de gravité du mouvement ouvrier transféré dans les *assemblées* ouvrières et non dans les *associations* ouvrières qui, en raison de la législation réactionnaire sur les associations, n'étaient pas autorisées à établir de liens entre elles.

Seulement, en même temps, Rossmässler mettait en garde les ouvriers contre les « dévoiements politiques » et reprenait donc à peu près la litanie de Streckfuss, se réclamant expressément de son article « bien connu mais fort méconnu ». En particulier, il ne voulait pas entendre parler d'une différence entre ouvriers et entrepreneurs. Juridiquement, disait-il, cette différence avait été supprimée par la Constitution du Reich et la loi électorale du Reich de 1849. En luttant pour le rétablissement de cette Constitution et de cette loi électorale, les ouvriers feraient tout ce qu'ils avaient à faire en politique, en dehors du fait qu'ils devaient encore imposer le suffrage universel dans chaque État allemand. À part cela, il n'y avait pas de distinction entre maîtres et assistants, entre travail subordonné et travail à son compte ; et même on trouvait chez les ouvriers beaucoup plus d'indépendance financière et de liberté d'existence que chez bien des maîtres. Mais les maîtres les plus grands eux aussi, Rossmässler l'espérait pour leur honneur, ne renonceraient pas au titre honorifique d'ouvrier, même si ce n'est pas au sens que le mouvement ouvrier était maintenant en voie de lui donner.

Ainsi ce texte, en dépit de toutes les bonnes intentions de l'auteur, aboutissait tout de même à la plus grande confusion. Mais en même temps, le comité central de Leipzig diffusait un autre texte, le *Programme ouvrier* de Lassalle, d'un tout autre contenu, qui, après avoir été saisi à Berlin, était réapparu à Zurich. Ludwig Loewe, le futur député progressiste, avait attiré l'attention de son ami Dammer sur ce texte de Lassalle ; cependant aucun contact personnel n'avait encore eu lieu entre Lassalle et le comité central. Quand Fritzsche et Vahlteich arrivèrent à Berlin, Lassalle justement était absent. Et même maintenant qu'il était diffusé par une organisation ouvrière, son texte recueillait encore des réactions très mitigées parmi les ouvriers. À Hambourg il avait été certes lu avec grand intérêt et avait été déclaré « *plus réussi et de loin* » que le texte de Rossmässler qui pourtant, en raison de son prix modique, était davantage acheté. Mais le 25 février 1863 le menuisier Theodor Yorck de Harburg, qui comptait parmi les prolétaires les plus conscients de cette époque, écrivait à Leipzig : « *En ce qui concerne les brochures, je dois avouer que celle de Rossmässler est infiniment plus populaire, et que nos efforts pour la*

diffuser rencontrent un succès beaucoup plus sûr que l'autre brochure, que beaucoup de gens ne comprennent pas du tout et qu'on ne peut encore pas aujourd'hui communiquer à la grande masse.» Et il faut noter que Yorck, qui avait fait partie de la délégation ouvrière à l'exposition universelle de Londres, avait été déjà là-bas en contact avec l'association d'éducation ouvrière communiste. Cependant on ne peut pas lui faire reproche de ce flottement, quand on songe que même le comité central de Leipzig diffusait en même temps les textes de Lassalle et de Rossmässler, bien que les deux textes fussent séparés par un abîme, aussi bien dans leurs prémisses que dans leurs conclusions.

Mais l'activité concrète remit bientôt en question le manque de clarté théorique. Pour tenir compte de la législation réactionnaire sur les associations, Rossmässler avait recommandé, à la suite du comité central, de placer le centre de gravité du mouvement, non pas dans les *associations* ouvrières mais dans les *assemblées* ouvrières, en d'autres termes dans les masses ouvrières. Mais alors surgissait immédiatement la question de savoir qui était ouvrier, et à cette question Rossmässler n'avait su répondre que par un verbiage creux, par un verbiage vague et nébuleux sous le couvert duquel le maître artisan des corporations et même le bourgeois capitaliste pouvaient se retrouver en compagnie du prolétaire moderne.

À Hambourg en particulier, ce point suscita de vives controverses. Dans cette ville, une petite fraction radicale s'était déjà détachée de l'association d'éducation ouvrière qui, sous la direction du prédicateur congrégationaliste libre Balzer, nageait toute dans le sillage de l'Union nationale. Ses membres les plus connus étaient August Perl, comptable dans l'une des deux grandes associations de consommation de Hambourg, les plus grandes qu'il y eût à cette époque-là en Allemagne, et le mécanicien Jacob Audorf, dont le père, lui aussi prénommé Jacob, avait déjà milité dans la Ligue des communistes. Cette fraction salua avec enthousiasme l'appel du comité central de Leipzig et, d'accord avec lui, convoqua aussitôt des assemblées ouvrières ouvertes, pour élire un comité local. Au contraire, l'association d'éducation ouvrière de Hambourg mit en place une commission qui, en liaison avec les associations de consommation de Hambourg, avec une caisse de vieillesse, une banque populaire et avec l'association ouvrière d'Altona, devait préparer l'envoi de délégués au congrès ouvrier. Dans l'intérêt de l'unité, Perl et ses amis tentèrent un rapprochement avec cette commission mais leur condition, à savoir qu'on ne devait envoyer à Leipzig que des délégués vivant de leur salaire, fut catégoriquement repoussée et ce projet d'unité fut l'origine d'une passe d'armes passionnée. Comme la fraction Perl s'était réclamée d'une note

de Dammer qui, au nom du comité central, aurait approuvé leur point de vue, Balzer se plaignit à Rossmässler, qui lui-même mobilisa aussitôt contre Dammer. Il exigea que la conception de Dammer soit déclarée affaire purement personnelle ; en approuvant le texte de Rossmässler, disait-il, le comité central en tant que tel avait tranché différemment la question de savoir qui était ouvrier. Le comité central se trouvait confronté là à une question décisive qui menaçait de le faire éclater. Provisoirement un compromis colmata à grand-peine la fissure dans l'édifice. Suivant un schéma esquissé de la main de Rossmässler, Vahlteich répondit à la lettre de Balzer que Dammer n'avait voulu soulever aucune question de principe, mais avait seulement voulu faire que, concrètement, les ouvriers salariés, en tant que classe du peuple la plus opprimée, soient représentés en nombre suffisant au congrès, ce qui ne contredisait d'aucune manière les idées de Rossmässler ; il fallait laisser aux ouvriers de chaque ville le soin de décider qui ils enverraient au congrès, là-dessus le comité central n'avait pas voix au chapitre. Mais il était parfaitement exact que Dammer avait approuvé la tactique de Perl et de ses amis ; Balzer devait se mettre le plus rapidement possible d'accord avec Perl pour convoquer une assemblée générale ouvrière qui devrait élire un comité local reconnu par tous.

À vrai dire, dans le manque de clarté latent du mouvement ouvrier de cette époque, la note prolétarienne ne se détacha nulle part ailleurs aussi nettement qu'à Hambourg, seulement ce manque de clarté même paralysait les efforts du comité central de Leipzig. Son appel trouva bien en maints endroits un écho, cependant cet écho resta plus ou moins une sympathie platonique. La réponse la plus chaleureuse vint peut-être du vieux démocrate Demmler à Schwerin, mais comment pouvait-il enrôler les ouvriers du Mecklembourg ? Même Nuremberg, d'où le mouvement était parti, en même temps que de Berlin et Leipzig, se déclara incapable d'agir, en partie à cause des difficultés faites par la police, en partie parce que les ouvriers de Nuremberg avaient épuisé leurs ressources dans leur congrès, qui avait coûté 120 thalers. Peut-être ici l'influence bourgeoise avait-elle joué elle aussi. En tout cas, l'association des artisans de Breslau se référait à Schulze-Delitzsch lorsqu'elle écrivit ironiquement le 5 décembre à Leipzig qu'on semblait là-bas être toujours très pressé ; que devaient donc faire au juste ces comités locaux : dresser des statistiques ou quoi d'autre ? La bourgeoisie saisit assez vite la situation et n'hésita pas à agir. Dès le début elle avait seulement fait contre mauvaise fortune bon cœur ; elle ne s'était ralliée à ce congrès que pour mieux le faire avorter. Elle avait l'avantage de voir clairement ses intérêts de classe, et elle exploitait à fond cet avantage.

Début décembre déjà, le loup s'introduisait dans la bergerie avec une naïve impudence. Schulze-Delitzsch écrivit à son *« très cher Monsieur Vahlteich »* : *« Suivant la date du congrès que vous aurez arrêtée, il me sera peut-être possible de vous faire moi-même une conférence sur cette question infiniment importante et difficile, de me présenter en quelque sorte comme votre rapporteur. »* À Berlin, Schulze commençait déjà ces conférences qui sont devenues tristement célèbres, grâce au pamphlet que Lassalle écrivit par la suite contre elles ; elles cherchaient, en les dupant par des sophismes creux, à détourner les ouvriers de leurs intérêts de classe. Puis une nouvelle association d'éducation ouvrière vit le jour à Cobourg, quartier général de l'Union nationale, et en ce même lieu parut, au tournant de l'année, le numéro d'essai d'un hebdomadaire, la *Allgemeine Deutsche Arbeiterzeitung (Le journal de l'ouvrier allemand),* qui était publiée et rédigée par l'avocat Streit, secrétaire général de l'Union nationale. Streit était un quarante-huitard proche du courant de Struve, plus radical donc que les progressistes de Berlin. Dans son nouveau journal, il adopta contre les hobereaux et les curés un ton plus virulent qu'il n'était habituel dans l'opposition bourgeoise ; il se montrait aussi bienveillant à l'égard du comité central de Leipzig, et sa correspondance avec Lassalle l'assurait de son *« amical dévouement »* ; mais tout cela seulement à condition que les ouvriers restent à la remorque politique de la bourgeoisie et se contentent, pour le social, des ordonnances que Schulze-Delitzsch leur prescrivait. Le journal avait à peine huit jours que l'association d'éducation ouvrière de Cobourg informait Leipzig, le 8 janvier 1863, que dans de multiples correspondances, provenant en particulier de l'Allemagne du Sud, s'élevaient des objections contre le congrès ouvrier, objections qui, à coup sûr, méritaient l'examen le plus sérieux et la discussion la plus soigneuse. Mais ensuite, le 30 janvier, le comité central des associations d'éducation ouvrière de Francfort-sur-le-Main, Offenbach, Flörsheim, Bornheim, réunies dans la région du Main en une fédération, et parlant aussi au nom des associations de Mayence et de Mannheim, annonça qu'il avait été décidé au cours d'une rencontre à Offenbach que : 1) le comité central de Leipzig devait ajourner le congrès ouvrier ; 2) il devait se joindre aux associations d'éducation ouvrière pour une conférence préparatoire, qui pourrait avoir lieu vers août 1863 dans un lieu central comme Eisenach, ou Gotha, ou Weimar, pour préparer un grand congrès ouvrier allemand. Ce mot d'ordre fut aussitôt vivement saisi au vol à Cobourg, par les associations locales comme par le journal local.

Avec tout cela, la bourgeoisie mettait cartes sur table. Elle voulait arracher au comité de Leipzig les leviers de commande et les faire tomber dans les mains des associations d'éducation ouvrière, encore entièrement

dépendantes d'elle. Si d'ailleurs le congrès ouvrier était déjà repoussé aux calendes grecques par les décisions d'Offenbach, la bourgeoisie n'avait rien à craindre non plus de la conférence préparatoire projetée à Eisenach, ou Gotha, ou Weimar. Au contraire ! Si les associations d'éducation ouvrière établissaient des liens les unes avec les autres, elles se trouveraient alors, en raison de la loi allemande sur les associations, en situation beaucoup plus difficile encore, leur existence tout entière dépendrait bien davantage des bonnes grâces des gouvernements, et la bourgeoisie pourrait alors, avec des plaintes amères sur cette maudite réaction, d'autant plus facilement protéger les ouvriers des *« dévoiements politiques »*.

Les décisions d'Offenbach furent connues à Leipzig précisément au moment où le conflit de Hambourg avait révélé un désaccord naissant au sein du comité central lui-même. Dans cette situation critique, Vahlteich ébaucha un appel pour dissiper *« les obscurités et doutes en tout genre »* que le premier appel du comité avait suscités. Il commença par déclarer catégoriquement qu'on n'avait pas le droit de faire des associations d'éducation ouvrière le point de jonction du mouvement ouvrier. *« Les organes du mouvement ouvrier sont uniquement et seulement les comités élus par des assemblées ouvrières ouvertes »*. De manière beaucoup moins déterminée, à la question de savoir qui était ouvrier, l'appel répondait en ces termes, foncièrement encore évasifs : *« Les membres du comité central sont en majeure partie des travailleurs dépendants, c'est-à-dire des travailleurs qui ne travaillent pas directement pour le public mais pour un employeur individuel et, pour une petite part, des travailleurs qui, à bien des égards, sont proches des premiers »*. C'est pourquoi, disait-il, le comité central s'était d'abord adressé à *ses* compagnons de travail.

Ensuite, l'appel reprenait cette objection : qu'est ce qu'un congrès ouvrier avait à faire d'un programme dont les revendications étaient défendues aussi par la bourgeoisie et étaient depuis longtemps satisfaites dans bon nombre de pays ? À cela Vahlteich répondait que les ouvriers voulaient dire leur mot sur ces questions, pour eux d'une haute importance. Ils le voulaient d'autant plus qu'on ne leur avait jusque-là absolument pas demandé leur avis ; ils voulaient démontrer qu'ils étaient majeurs, avec d'autant plus de force que personne n'y croyait. Dans cette grande entreprise, ils n'étaient guidés par aucune considération mesquine. Le congrès n'était nullement une démonstration contre le congrès des corporations de Weimar ; ce n'était pas à cet ennemi moribond que les ouvriers avaient affaire. Ce qu'ils exigeaient, c'était que leur *état* s'élève, au-dedans et en dehors. Ils voulaient pouvoir dire si *cette* libre circulation-*là* des personnes et *cette* liberté d'entreprise-*là*, qui étaient déjà accordées, suffisaient vraiment ; ils voulaient voir jusqu'à quel point les ouvriers étaient

mûrs pour le système des coopératives, et hâter cette maturité : « *Nous connaissons la misère matérielle et morale de nos compagnons de travail et nous sommes prêts à leur venir en aide ; nous voulons, amis, que vous disiez enfin combien cette misère vous oppresse et le congrès doit être votre voix. Il doit prouver que la classe ouvrière allemande est devenue majeure et qu'elle se sent appelée, sinon à parfaire, du moins à hâter et promouvoir la solution de l'importante question sociale, parce que cette classe réunit en elle clarté de la raison, richesse du sentiment, sang-froid et détermination dans l'action, parce qu'elle est aussi étrangère au matérialisme cupide des Anglais qu'à l'idéalisme utopiste des Français, parce que, construisant pas à pas, calmement, à partir de la situation existante, elle a la capacité et la volonté de conquérir dans l'effort sa propre émancipation matérielle et morale.* » Ce développement constituait le point capital de l'appel qui, pour le reste, exhortait une fois de plus avec feu à poursuivre énergiquement la préparation du congrès, à élire des comités locaux, et surtout à organiser des collectes. Il donnait également le conseil – à double tranchant dans les circonstances d'alors – d'y inviter des hommes de confiance. Ce fut au moins une chance que, de ce conseil, les conseillers surent trouver le bon tranchant.

Cet appel n'a pas été publié, et sa publication n'aurait sûrement pas non plus tiré le comité central de la situation difficile dans laquelle il était tombé, du fait de la politique déloyale de la bourgeoisie. Cet appel respirait déjà cette puissante conscience de classe du prolétariat moderne que la bourgeoisie redoutait avec raison, mais pas encore cette claire conscience de classe du prolétariat moderne, bien au-dessus de toutes les finasseries et ficelles de la bourgeoisie. À la cognée, il manquait encore le manche. Les travailleurs sentaient, avec amertume autant qu'avec raison, que la bourgeoisie refusait de les déclarer majeurs, comme ils le revendiquaient, mais ils ne savaient pas encore développer cette revendication en un programme social et politique. Il n'est plus possible d'établir avec exactitude si c'est seulement à cette époque, ou déjà à une époque antérieure, que fut adressée à l'Union nationale la demande formelle d'autoriser à payer par mois les cotisations annuelles, pour permettre aux ouvriers d'adhérer. Ce qu'on connaît, c'est la fin de non-recevoir, motivée par le fait que les ouvriers pouvaient se considérer « *moralement, comme membres d'honneur* » ou, dans les cas les plus favorables, que les associations ouvrières avaient la possibilité de payer la cotisation annuelle de leurs présidents, par lesquels elles se retrouvaient donc bien représentées dans l'Union nationale.

De la même manière, la bourgeoisie esquiva la revendication du suffrage universel. L'Union nationale alléguait qu'elle défendait ce droit,

puisqu'elle revendiquait la Constitution du Reich de 1849 qui l'incluait. Avancer encore en plus l'exigence particulière du suffrage universel, c'était absurde, comme l'avait déjà exposé Rossmässler dans son texte. Or, le Parti du Progrès prussien avait en vérité exclu délibérément de son programme le suffrage universel ; cependant, devant les ouvriers, il multipliait les formules évasives. Ainsi Schulze-Delitzsch pensait qu'*« en bonne justice »* il pouvait bien sûr être accordé, comme l'exigeait l'égalité des droits ; seulement il fallait d'abord que les masses ouvrières s'éduquent pour en faire bon usage. L'expérience du suffrage universel sous le Second Empire en France était là-dessus une référence extrêmement utile pour les progressistes, et même justement dans les rangs des ouvriers les plus éclairés. De même que Bebel en 1863 se prononça contre le suffrage universel, de même Yorck écrivait à cette même époque au comité central de Leipzig : *« Vouloir, dans les circonstances présentes, agir pour le suffrage universel serait plus que risqué : primo, parce qu'on n'y gagnerait rien pour l'instant ; mais secondo, parce qu'il me semble être une arme trop à double tranchant, qui ne peut que trop facilement être utilisée contre la liberté tant que, comme c'est encore le cas présentement, seule la minorité possède l'éducation. »* Dresser tout de go l'étendard du suffrage universel aurait plutôt aggravé que facilité la situation du comité central, et Vahlteich ne le mentionna pas une seule fois dans l'ébauche du nouvel appel.

Mais au lieu de publier ce projet, le comité central préféra se tourner vers le véritable homme de confiance, le seul homme dans toute l'Allemagne qui pouvait l'aider. Le *Programme ouvrier* de Lassalle avait tout de même peu à peu produit son effet. Dans les premiers jours de février 1863, Vahlteich et Dammer, les deux présidents du comité central, se rendirent à Berlin pour tenir conseil avec Lassalle. Cela se passa dans l'appartement de Lassalle, en présence de Ludwig Loewe. Ils eurent tôt fait de se mettre d'accord : on en voit le résultat dans les résolutions que le comité central prit le 10 février. Il fit paraître dans la *Koburger Arbeiterzeitung* (Journal ouvrier de Cobourg) un appel qui certes tenait bon sur le congrès, mais mettait en garde contre toute précipitation ; sa convocation ne serait envisageable que quand la grande majorité des ouvriers allemands seraient d'accord là-dessus, et l'exigeraient eux-mêmes. *« Nous souhaitons un congrès bien préparé, avec des représentants de la classe ouvrière qui aient les idées claires sur tout. »* Cet appel n'abordait aucune question principielle, toutefois le comité central demanda officiellement au même moment à Lassalle de donner, sous la forme la meilleure à ses yeux, ses idées sur le mouvement ouvrier et sur les moyens qu'il aurait à utiliser, et en particulier sur la valeur des associations pour la classe de la nation totalement dépourvue de moyens.

Lassalle répondit par sa *Lettre ouverte,* qui est datée du 1er mars et qui prit son envol dans le siècle à peu près au milieu de ce mois.

5. *Lettre ouverte* de Lassalle

La *Lettre ouverte* part de l'idée qu'il est faux de penser que les ouvriers ne doivent absolument pas se préoccuper de politique et qu'il est tout aussi faux de penser qu'ils doivent servir de chœur désintéressé et de caisse de résonance au Parti du Progrès. L'ouvrier ne pouvait attendre la réalisation de ses intérêts légitimes que de la liberté politique mais, par son attitude au cours du conflit constitutionnel prussien, le Parti du Progrès avait montré qu'il était totalement incapable d'amener même le plus petit développement réel des intérêts de la liberté. La classe ouvrière, poursuit la *Lettre ouverte*, devait se constituer en parti politique indépendant et faire du suffrage universel, égal et direct, le mot d'ordre principiel et la bannière de ce parti. La représentation de la classe ouvrière dans les corps législatifs de l'Allemagne sera seule capable de donner satisfaction, du point de vue politique, à ses intérêts légitimes. Engager dans ce but une agitation pacifique et légale avec tous les moyens légaux, c'était le programme politique du parti ouvrier. La tactique de ce parti vis-à-vis du Parti du Progrès s'éclairait d'elle-même ; il devra se présenter partout comme un parti indépendant, en même temps soutenir le Parti du Progrès dans les questions d'intérêt commun, mais lui tourner le dos résolument, et même se dresser contre lui, dès qu'il s'en écarte ; contraindre par cette attitude le Parti du Progrès, ou bien à aller de l'avant et à dépasser le niveau « progressiste », ou bien à s'enfoncer toujours plus profondément dans le marais de l'insignifiance et de l'impuissance, dans lequel il était déjà enfoncé jusqu'aux genoux.

Lassalle passe ensuite aux questions sociales que le comité de Leipzig lui avait soumises et lui répond. Il démontre que les débats sur la libre circulation des personnes et la liberté d'entreprise n'ont pas à figurer à l'ordre du jour d'un congrès ouvrier. Ils avaient au moins ce défaut d'arriver avec plus de cinquante ans de retard. La libre circulation des personnes et la liberté d'entreprise, on les décrétait sans mot dire dans un corps législatif, mais on ne les discutait plus. Les caisses d'épargne, d'invalidité, de secours et de maladie étaient sans doute susceptibles de rendre la misère plus supportable aux ouvriers individuellement, mais elles étaient tout à fait inefficaces pour améliorer la situation générale de la classe ouvrière elle-même. Lassalle se réclame de Huber, dont l'opinion était semblable à la sienne. Le témoignage de cet homme, dont les idées politiques étaient diamétralement opposées aux siennes et les idées économiques radicalement différentes, lui permettait d'écarter au plus vite

le soupçon que, s'il attribuait peu de valeur à ces caisses, ce n'était que la conséquence de ses partis pris politiques.

Et maintenant les associations de Schulze-Delitzsch ! Lassalle épargne, en le passant sous silence, le Schulze homme politique et théoricien de l'économie politique, pour tendre chaleureusement la main au « *père et fondateur du système des coopératives allemandes* ». Mais à la question : les associations de Schulze peuvent-elles améliorer la situation de la classe ouvrière ? il répond très résolument non. Les sociétés de crédit et les associations d'achat de matières premières pouvaient tout au plus mettre le maître artisan démuni au même niveau que le maître artisan aisé, qui lui-même ne pouvait plus soutenir la concurrence du grand capital et de la production de masse de la fabrique. Elles pouvaient prolonger l'agonie du petit artisan, augmenter de ce fait les souffrances de cette agonie et retarder inutilement le développement de notre civilisation : mais elles ne touchaient absolument pas la véritable classe ouvrière, celle occupée dans la grande industrie et dont le nombre croissait chaque jour.

Il est vrai qu'à l'inverse les associations de consommation de Schulze auraient pu englober l'ensemble de la classe ouvrière. Pourtant, elles aussi étaient complètement incapables d'améliorer sa situation. C'était déjà tout à fait faux de vouloir aider l'ouvrier en tant que consommateur, au lieu de l'aider en le secondant là où le bât le blesse vraiment : en tant que producteur. Certes, en tant que consommateur aussi, l'ouvrier souffrait d'un désavantage : il devait faire ses achats par petites quantités et fatalement payait les prix usuraires des petites boutiques et, contre cela, les associations de consommation aidaient jusqu'à un certain degré et pour un certain temps. Mais ce mal secondaire n'avait rien à voir avec le mal principal qui, vrai cancer, accablait l'ouvrier.

Puis Lassalle développe la « *loi d'airain de l'économie* » qui, dans la situation actuelle, sous le régime de l'offre et de la demande de travail, détermine le salaire, loi qui limite le salaire moyen à ce qui est ordinairement nécessaire, indispensable dans une nation donnée, pour la subsistance et la reproduction d'un ouvrier. « *Le salaire ne peut pas s'élever de façon durable* au-dessus *de cette moyenne ; en effet, la situation légèrement meilleure des ouvriers produirait un accroissement des mariages ouvriers et de la progéniture ouvrière, un accroissement de la population ouvrière et donc de l'offre de bras, lequel ramènerait le salaire à son ancien taux ou à un taux inférieur. Le salaire ne peut non plus tomber pendant longtemps très en dessous de ce minimum nécessaire à l'entretien de la vie, car alors se produirait émigration, célibat, abstention de la procréation et enfin, du fait de la misère, une diminution du nombre d'ouvriers qui, ainsi, réduit encore l'offre de bras ouvriers et en conséquence ramène le salaire à son niveau*

antérieur. Le salaire ouvrier moyen réel tourne donc constamment autour de son centre de gravité auquel il revient fatalement, tantôt s'élevant un peu au-dessus de lui (période de prospérité dans toutes les branches d'activité ou seulement dans quelques-unes), tantôt un peu au-dessous (période de misère plus ou moins générale et de crises). »

Lassalle dit que l'école économique libérale avait elle-même découvert et démontré cette loi, qu'il pouvait en citer autant de témoins qu'il y a de grands noms et de célébrités dans les sciences de l'économie politique. Il conseille aux ouvriers de demander, à quiconque voulait améliorer leur situation, s'il reconnaissait cette loi ou pas et, s'il ne la reconnaissait pas, ou ne savait pas combien sa suppression est nécessaire, de lui tourner le dos comme à un bavard creux. Et la conséquence de cette loi, il la résume ainsi : « *Du produit du travail (la production) on retire d'abord et on répartit entre les ouvriers autant qu'il est nécessaire pour l'entretien de leur vie (le salaire). Tout le surplus de la production – du produit du travail – échoit pour part à l'entrepreneur.* » Les ouvriers sont la classe des déshérités parce qu'ils sont nécessairement exclus même de l'accroissement de la productivité dû aux progrès de la civilisation, c'est-à-dire de l'accroissement du produit du travail, de la capacité d'accroissement de la productivité de leur propre travail. Pour eux, toujours le strict nécessaire à la vie ; pour la part de l'entrepreneur, toujours tout ce que le travail produit au-delà de ce qui est strictement nécessaire à la vie.

Lassalle admet que, quand de nombreux produits industriels, du fait des très grands progrès de la productivité, tombent à des prix extrêmement bas et qu'en même temps commence une période assez longue de demande croissante de bras ouvriers, le volume de ce qui habituellement, pour une nation donnée, est nécessaire à l'entretien de la vie *peut* être élargi ; il admet que, quand on compare entre elles des époques différentes, la situation de la classe ouvrière *peut* être à l'époque la plus récente un peu meilleure qu'auparavant. Il fait cette petite digression parce que cette éventuelle mince amélioration au cours des siècles a toujours été le point sur lequel revenaient, avec des déclamations aussi faciles que creuses, ceux qui voulaient jeter de la poudre aux yeux des ouvriers, à l'exemple de Bastiat. Est-ce que *réellement* la situation d'ensemble de la classe ouvrière s'est améliorée de manière continue dans les différents siècles – c'est une investigation très difficile, très compliquée et trop érudite pour qu'en soient capables, ne serait-ce que de façon approximative, ceux qui amusent sans cesse les ouvriers avec le prix de la toile au siècle dernier et le nombre de vêtements de toile qu'ils pourraient se payer de nos jours. Lui non plus ne pouvait pas engager cette investigation, car il devait donner aux ouvriers quelque chose non seulement d'absolument

solide, mais aussi de très facilement démontrable ; mais en admettant qu'une telle amélioration ait eu lieu, on ne faisait de toute façon par là que retourner la vraie question. On trompait, on dupait les ouvriers.

Quand les ouvriers parlaient de l'amélioration de leur situation, leur mesure, c'était les habitudes de vie de leur époque. Et on venait les amuser avec de prétendues comparaisons de leur situation avec la situation des travailleurs des siècles précédents ! Sans doute était-ce un fait établi que les travailleurs aujourd'hui vivent mieux que les Botocudos[1] et les anthropophages. Mais toute satisfaction humaine ne dépend jamais que du rapport entre les besoins vitaux habituellement exigés à une époque donnée et les moyens de les satisfaire, et lorsque les besoins vitaux les plus élémentaires voient leur minimum s'accroître, cela suscite aussi des souffrances et des privations que les époques précédentes n'avaient pas connues. « *Qu'est-ce qui manque à l'Indien botocudo, s'il ne peut pas acheter de savon ? Qu'est-ce qui manque au sauvage anthropophage, s'il ne peut porter un habit correct ? Qu'est-ce qui manquait à l'ouvrier, avant la découverte de l'Amérique, s'il ne pouvait pas fumer de tabac ? Qu'est-ce qui manquait à l'ouvrier avant la découverte de l'imprimerie, s'il ne pouvait pas se procurer un livre qui lui aurait été utile* ? » Donc, s'il était solidement établi que le niveau des besoins vitaux nécessaires s'était élevé aux différentes époques, la situation humaine des travailleurs à ces différentes époques était toujours restée la même, toujours celle-ci : osciller autour du niveau le plus bas du minimum vital habituellement exigé à chaque époque, et être tantôt un peu au-dessus de lui, tantôt un peu en dessous de lui.

Et maintenant Lassalle résume ainsi son jugement sur les associations de consommation : tant que seuls quelques cercles isolés d'ouvriers se regroupent en associations de consommation, tant que le salaire général n'en est pas affecté, pendant tout ce temps, grâce à elles, les ouvriers groupés en leur sein peuvent donc, en consommant moins cher, trouver en tant que consommateurs un soulagement accessoire à leur situation d'opprimés. Mais dès qu'elles commencent à se généraliser à l'ensemble de la classe ouvrière, la loi d'airain du salaire fait que le salaire chute nécessairement dans la même proportion que le coût de l'entretien de la vie, grâce aux associations de consommation ; si bien donc que même ce mince soulagement, que les associations de consommation ont garanti jusque-là à des cercles ouvriers isolés, tombe à zéro.

Ainsi, l'ensemble des organisations de Schulze ne pouvait pas aider la classe ouvrière en tant que telle. « *Comment alors ? Le principe de la*

1 Indiens du Brésil. Nomades, ils vivaient de la pêche, de la chasse et de la cueillette. Pratiquement disparus aujourd'hui.

libre association individuelle des ouvriers ne devrait-il pas être capable de provoquer l'amélioration de la situation de la classe ouvrière ? » À cela Lassalle répond : « *Bien sûr qu'il en est capable – mais seulement en l'appliquant et en l'étendant à la grande production de la fabrique. Faire de la classe ouvrière son propre employeur, voilà le moyen par lequel – et par lequel seul – sera abolie cette cruelle loi d'airain qui détermine le salaire ! Quand la classe ouvrière devient son propre employeur, alors tombe cette séparation entre salaire et bénéfice d'entrepreneur, et avec elle disparaît tout simplement le salaire du travail et se substitue à lui comme rétribution du travail : le produit du travail !* » L'abolition du bénéfice d'entrepreneur de la manière la plus pacifique, la plus légale et la plus simple, par le fait que la classe ouvrière, au moyen d'associations librement voulues, s'organise en tant que son propre employeur, cela était la seule amélioration véritable de la situation de la classe ouvrière, la seule qui réponde à ses justes prétentions, la seule qui ne soit pas illusoire.

Mais comment ? se demande à nouveau Lassalle. Un coup d'œil sur les chemins de fer, les fabriques de machines, les chantiers navals, les filatures de coton, les fabriques de toile, etc. et un coup d'œil sur les poches vides des ouvriers montraient que les ouvriers ne pourraient jamais faire fonctionner à leur propre compte la grande industrie, s'ils restaient limités exclusivement et uniquement et seulement à leurs efforts isolés en tant qu'individus. « *C'est justement pour cela que c'est l'affaire et le devoir de l'État de mettre cela à votre portée, de prendre dans ses mains, pour l'encourager et la développer, la grande affaire de la libre association individuelle de la classe ouvrière et de se fixer pour devoir le plus sacré de vous offrir les moyens et la possibilité de votre auto-organisation et auto-association.* »

Puis Lassalle démontre que c'est semer la confusion que de clamer que toute intervention étatique de ce genre supprime l'aide à soi-même sur le terrain social. L'État n'empêche pas la jeunesse de se former par ses propres forces quand il tient à sa disposition maîtres, écoles, bibliothèques. Il se peut que d'aucuns se soient formés sans maîtres, écoles, bibliothèques, il se peut que dans certaines conditions particulières, surtout en Angleterre, des cercles isolés d'ouvriers aient amélioré un peu leur sort, grâce à une association née uniquement de leurs propres efforts, et encore dans certaines branches secondaires de la grande production et dans un certain périmètre limité ; mais ces exceptions ne faisaient que confirmer la règle que, pour l'ensemble de la classe ouvrière, une véritable amélioration de sa situation ne peut être provoquée que par la puissance de l'aide étatique.

Les ouvriers ne devaient pas davantage se laisser tromper par des discours à quatre sous sur le socialisme et le communisme. « *Rien n'est plus*

éloigné du prétendu socialisme ou communisme que de revendiquer que les classes laborieuses conservent, tout comme aujourd'hui, leur liberté individuelle, leur mode de vie individuel et la rémunération individuelle de leur travail, et n'aient avec l'État aucune autre relation que celle d'obtenir par son entremise le capital et le crédit indispensables pour qu'elles s'associent. Mais c'est justement la mission, la destination de l'État que de rendre plus faciles, par sa médiation, les grands progrès de l'humanité. C'est cela sa vocation, c'est pour cela qu'il existe, il a toujours servi et devait nécessairement servir à cela. » Lassalle démontre cela – non avec des centaines d'exemples qu'il pourrait donner, tels que les canaux, les routes, les postes, les lignes maritimes, les télégraphes, les banques foncières, les perfectionnements agricoles et l'introduction de nouvelles branches de fabrication, etc. – mais en détaillant minutieusement la garantie d'intérêts accordée par l'État pour la construction de chemins de fer. Il y avait eu là une intervention extrêmement puissante de l'État, et cela en faveur des classes riches et possédantes, qui disposaient par ailleurs de tout le capital et de tout le crédit et qui, beaucoup plus facilement que les ouvriers, auraient pu se passer de l'intervention de l'État mais qui l'avaient toutefois réclamée. Là, la demande avait été tout à fait recevable ; mais quand il s'agissait d'une intervention de l'État en faveur des classes nécessiteuses, en faveur de l'immense majorité, là c'était du *« pur socialisme et du pur communisme »*. Et que représentait le progrès de civilisation résultant des chemins de fer, si grand fût-il, en comparaison de ce prodigieux progrès de civilisation qui serait accompli par l'association de la classe laborieuse !

Dans une note à ce sujet, Lassalle observe : à partir d'un examen financier théorique de la fonction sociale de l'argent et du crédit, on pourrait montrer avec quelle facilité on pourrait réunir le capital, ou plutôt le crédit indispensable à une association qui s'étendrait petit à petit, au cours du temps, à l'ensemble de la classe ouvrière. Concernant le mode d'exécution, tout examen de ce type serait par ailleurs tout à fait superflu et inopérant ; il n'aura de valeur pratique que quand on pourra penser à la réalisation de cette demande. Pour le moment, Lassalle se contente des indications suivantes : *« Ces associations évidemment n'embrasseraient l'ensemble de la classe ouvrière que petit à petit et au cours du temps. Elles devraient commencer dans ces branches d'industrie qui, par nature, parce qu'elles occupent le nombre d'ouvriers relativement le plus important, conviennent le mieux à l'association. Elles devraient commencer dans ces districts et ces localités qui, par le type de leur activité industrielle, par la densité de leur population et aussi par la volonté de cette dernière de s'associer – ces trois facteurs se combinant en règle générale – seraient avant les autres aptes à l'association. Dès qu'un certain nombre d'associations de ce genre seraient*

constituées, leur introduction devrait être de plus en plus facile, de plus en plus un jeu pour toutes les autres branches de l'industrie et les autres localités, étant donné évidemment que toutes les associations se constituant avec l'aide de l'État devraient entrer et entreraient dans une association de crédit. En plus de l'association de crédit, un groupement d'assurance pourrait embrasser les différentes associations, qui égaliserait les éventuels déficits et les répartirait jusqu'à les rendre imperceptibles. Enfin, l'État n'aurait nullement à jouer au dictateur auprès de ces associations, mais aurait seulement à fixer ou accepter leurs statuts et à exercer sur leur gestion un contrôle suffisant pour sauvegarder ses intérêts. Tout d'abord chaque semaine on devrait payer aux ouvriers le salaire en vigueur dans le lieu et la profession et, à la fin de l'année, on devrait répartir entre tous ses membres sous forme de dividende les bénéfices de l'association. » Pour confirmer que de telles associations sont réalisables dans la pratique et sont capables d'une existence hautement lucrative, Lassalle montre les associations ouvrières anglaises et françaises qui, nées dans les pires conditions et sans aide ni soutien d'aucune sorte, grâce uniquement aux efforts d'ouvriers isolés, parvinrent cependant à être hautement florissantes. Elles avaient été véritablement pionnières, toutes ces sociétés qui avaient ouvert la voie d'une main rude et qui, par les résultats pratiques frappants qu'elles avaient obtenus malgré les difficultés rencontrées, avaient montré quels résultats d'une tout autre ampleur on devait atteindre, si l'État prêtait la main pour surmonter ces difficultés.

Mais en fin de compte : qu'est-ce donc que l'État ? L'office de statistique du royaume de Prusse avait publié en 1851, en se basant sur les listes officielles des contribuables, une évaluation de la manière dont la population se répartit en fonction de ses revenus. Lassalle reproduit les résultats de cette évaluation, en respectant les termes et les chiffres, et résume ensuite : « *72,75 % de la population avec un revenu inférieur à 100 thalers, donc dans une situation d'extrême misère ! Encore 16,75 % de la population avec un revenu entre 100 et 200 thalers, donc dans une situation à peine meilleure mais toujours misérable ; encore 7,25 % de la population avec un revenu de 200 à 400 thalers, donc toujours dans une situation de gêne ; 3,25 % de la population avec un revenu entre 400 et 1 000 thalers, donc en partie dans une situation tout juste supportable et en partie dans une situation convenable ; et enfin 0,5 % de la population à tous les degrés possibles de la richesse. Les deux tranches les plus basses, celles qui se trouvent dans la situation de gêne la plus extrême, constituent donc à elles seules 89 % de la population ; et si on y ajoute – comme on le doit – les 7,25 % de la troisième catégorie, qui est toujours démunie et dans la gêne, vous obtenez alors 96 % de la population dans une situation de*

gêne et d'indigence. C'est donc à vous, classes nécessiteuses, qu'appartient l'État, et non à nous, classes supérieures, car c'est vous qui le constituez. Qu'est-ce donc que l'État ? Je pose la question, et ces quelques chiffres vous le montrent maintenant de manière plus saisissante que de gros volumes : votre grande association, celle des classes les plus pauvres, c'est cela l'État ! » Et pourquoi cette grande association des ouvriers ne devrait-elle donc pas exercer une influence favorable et féconde sur leurs cercles d'associations plus petits ?

Ensuite Lassalle donne encore une preuve exemplaire de l'impossibilité d'améliorer la situation de la classe ouvrière autrement qu'avec le soutien et l'encouragement de l'État, au moyen de la libre association, en jetant un œil sur les pionniers de Rochdale, la plus célèbre des associations ouvrières anglaises. Il relève qu'il était apparu parmi eux un mouvement pour exclure des bénéfices ceux des ouvriers qui n'étaient pas en même temps actionnaires : des ouvriers avec des moyens d'ouvriers et une mentalité d'entrepreneurs, voilà la répugnante caricature en laquelle s'étaient métamorphosés les pionniers de Rochdale. Par ailleurs, leur fabrique n'occupait que 500 ouvriers, face aux 1 600 actionnaires ouvriers ; à moins de se représenter d'emblée et carrément les ouvriers comme des gens riches, illusion qui résoudrait sans doute toutes les questions, le nombre d'ouvriers occupés dans une fabrique ne serait jamais suffisant pour tirer de leurs propres poches le capital de départ nécessaire à la fabrique ; pour cela, il faudrait au contraire toujours un nombre bien plus grand d'autres actionnaires ouvriers qui ne seraient pas occupés dans la fabrique. Le rapport un pour trois, celui qui existait chez les pionniers de Rochdale, était même étonnamment favorable et ne pouvait s'expliquer que par des conditions particulières exceptionnelles. En outre, avec le développement de l'industrie, ce rapport devrait encore augmenter considérablement, car les progrès de civilisation consistaient justement dans le fait que chaque jour davantage de force de travail morte, davantage de machines donc, remplace le travail humain, que donc chaque jour s'accroît le rapport entre la grandeur du capital de départ et la quantité de travail humain. Si l'association devait s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière, où prendrait-on alors les trois actionnaires ouvriers ou bien davantage encore qui, pour installer ces fabriques, devraient se tenir derrière les ouvriers occupés à travailler dans ces fabriques ?

C'est pourquoi, justement, il était mathématiquement impossible de libérer la classe ouvrière dans cette voie, par les efforts de ses membres comme simples individus isolés. La seule voie pour sortir de l'isolement était la libre association d'individus rendue possible par l'intervention et la main secourable de l'État. Mais comment amener l'État à cette inter-

vention ? Alors là, immédiatement, la réponse est évidente pour tous : cela ne sera possible que par le suffrage universel et direct. Si les corps législatifs de l'Allemagne procédaient de ce suffrage, alors et seulement alors les ouvriers pourraient déterminer l'État à assumer ce devoir qui est le sien. « *Alors cette revendication sera portée dans les corps législatifs, alors les limites et formes et moyens de cette intervention pourront être discutés au moyen de la raison et de la science, alors – comptez-y ! – les hommes qui comprennent votre situation et qui sont dévoués à votre cause, armés de l'acier brillant de la science, seront à vos côtés et sauront défendre vos intérêts. Et puis, vous, classes démunies de la société, vous n'aurez alors qu'à vous en prendre à vous-mêmes et à vos mauvais choix électoraux, au cas où et aussi longtemps que les représentants de votre cause restent minoritaires.* » Le suffrage universel n'était pas seulement le principe fondamental de la classe ouvrière en matière politique, il l'était encore en matière sociale : il était la condition fondamentale de toute mesure sociale.

Et maintenant, comment obtenir l'introduction du suffrage universel ? Lassalle rappelle l'agitation de plus de cinq ans en Angleterre contre les droits sur le blé, qui finalement devaient être supprimés par un gouvernement tory. « *Organisez-vous en association ouvrière panallemande, dans le but d'une agitation légale et pacifique, mais inlassable et incessante, pour introduire le suffrage universel direct dans tous les pays allemands. Dès l'instant où cette association comprendra ne serait-ce que 100 000 ouvriers allemands, elle sera déjà une force avec laquelle chacun devra compter.* » Les ouvriers devraient propager cet appel dans chaque atelier, chaque village, chaque chaumière. Les ouvriers des villes devraient transmettre leur compréhension et leur culture plus élevées aux travailleurs des campagnes, partout discuter et débattre de la nécessité du suffrage universel, tous les jours, inlassablement, continuellement. Les travailleurs devraient fonder des caisses qui, malgré la modicité des cotisations, constitueraient une puissante force financière pour les buts de l'agitation ; avec ces caisses, fonder des journaux publics, distribuer des tracts, envoyer des propagandistes. Ils devraient quotidiennement, infatigablement répéter la même chose, encore la même chose, toujours la même chose. « *Tout l'art des succès pratiques consiste à chaque instant à concentrer toutes les forces sur un seul point – sur le point le plus important – et à ne voir ni à droite ni à gauche. Ne regardez ni à droite ni à gauche, restez sourds à tout ce qui n'est pas le suffrage universel direct, ou qui n'a pas de rapport avec lui, ou qui ne peut pas y conduire.* » Si cet appel était réellement propagé – ce qui pourrait réussir en peu d'années – dans les 89 % à 96 % de la population qui constituent les classes pauvres et démunies de la société, alors on ne pourrait pas lui résister longtemps.

Les gouvernements pouvaient bien bouder et quereller la bourgeoisie à propos de droits politiques. Ils pouvaient bien eux-mêmes refuser aux ouvriers des droits politiques et par là aussi le suffrage universel, étant donné l'indifférence avec laquelle on considérait les droits politiques. « *Mais le suffrage universel conçu par 89 % à 96 % de la population comme une question d'estomac, et donc aussi propagé avec la chaleur de l'estomac à travers tout le corps de la nation, soyez vraiment sans crainte, Messieurs, il n'est pas de force qui s'y opposera longtemps. Voilà le signe que vous devez arborer sur vos bannières, voilà le signe par lequel vous vaincrez ! Pour vous, il n'y en a pas d'autre.* » Ainsi se termine la *Lettre ouverte*.

6. Le plan de bataille de Lassalle

Ce que la tactique est à la stratégie, le plan de bataille au plan de campagne, la *Lettre ouverte* l'est au *Programme ouvrier* de Lassalle. Elle est *l'ordre de bataille*[1] pour la première bataille dans la lutte d'émancipation du prolétariat allemand. Avec elle, Lassalle, agitateur ouvrier, ne disait pas son dernier mais son premier mot. Il savait que les masses qu'il voulait conduire sur le champ de bataille se composaient de recrues très inexpérimentées, qui devaient être d'abord exercées au feu, dont les conceptions et la compréhension étaient bien trop limitées. Lassalle devait aussi soigneusement tenir compte du terrain sur lequel il faisait avancer ses troupes, de la construction et de la situation des retranchements auxquels il donnait l'assaut, du calibre des canons avec lesquels les ennemis faisaient feu. Il lui fallait maintenant surmonter dans la pratique cette contradiction dialectique de toute action révolutionnaire, dont il avait fait l'idée tragique de son drame[2]. Il s'agissait de lier la logique, embrassant toutes les possibilités du principe, avec la politique, qui est nécessairement unilatérale.

Lassalle ne pouvait pas garder « *la liaison naturelle avec le mouvement ouvrier du passé* », tout au moins pas comme Marx le lui avait demandé. On a du mal à imaginer époques plus différentes que le temps du *Manifeste communiste* et le temps de la *Lettre ouverte*. Marx et Engels parlaient à une petite élite du prolétariat international qui depuis des années, et même des décennies, avait vécu dans les principaux centres intellectuels européens et qui s'était familiarisée avec les problèmes les plus ardus de la philosophie allemande aussi bien que du socialisme anglo-français, qui s'était réunie dans une société secrète de propagande et qui, à la veille d'une révolution, se préparait à recruter pour le communisme, parmi les

1 En français dans le texte.

2 *Franz von Sickingen.*

masses qui fermentaient dans toute l'Europe. À l'inverse, Lassalle parlait à la classe ouvrière d'un pays économiquement et politiquement encore très arriéré, à une classe qui était encore bien loin d'avoir secoué le cauchemar d'une réaction accablante et ne pouvait compter, dans un avenir proche, sur le développement rapide que le baptême du feu de la révolution donne à la conscience de classe prolétarienne : à une classe qui devait combattre, en tant que parti de masse, sur le terrain de la société bourgeoise moderne, alors que même ses membres les plus avancés avaient à peine une vague idée de sa nature. Et s'il subsistait encore un doute sur le fait que les travailleurs de l'époque ne pouvaient être mobilisés que sur leurs intérêts immédiats, Lassalle ne devait plus en avoir après l'accueil que rencontra son *Programme ouvrier*. Il n'avait éveillé aucun écho dans la classe ouvrière, bien qu'il eût cependant adapté les raisonnements du *Manifeste communiste* à la situation allemande.

Lassalle ne voulait pas prescrire sa marche au mouvement ouvrier allemand en utilisant une recette doctrinaire ; au contraire, tout à fait dans le sens de Marx, il prit pour base concrète de son agitation le mouvement de classe réel, au point où il en était en Allemagne. Il partit du suffrage universel et de l'aspiration à l'association, les deux idées qui commençaient à mettre en mouvement le prolétariat allemand. À la revendication du suffrage universel, il donna aussitôt la logique du principe embrassant toutes ses possibilités, en démontrant aux ouvriers allemands que c'était pour eux le seul moyen de conquérir le pouvoir, sans lequel ils ne pourraient jamais satisfaire leurs intérêts de classe. Quarante ans d'histoire allemande ont confirmé avec quelle justesse Lassalle avait sous ce rapport apprécié la situation allemande. Il a d'autant plus de mérite que le suffrage universel, à l'époque où il en fit le mot de passe du mouvement ouvrier allemand, ne jouissait pas de la meilleure réputation. Si la masse de la bourgeoisie le rejetait par instinct de classe ombrageux, d'autres gens, bien différents pourtant, le tenaient aussi en suspicion, après l'expérience qui avait été faite du suffrage universel sous le Second Empire français : non seulement Lange et Rodbertus, mais encore Marx et Engels.

Sans doute, Lassalle a surestimé le suffrage universel. Même s'il expliquait dès le départ que ce n'était pas une baguette magique, même s'il lui attribuait, non dans l'immédiat mais dans la durée seulement, une action pleinement efficace, il n'a pourtant pas mesuré cette durée à la longueur qu'elle a eue dans les faits. En cela, Lassalle succomba à cette illusion d'optique des penseurs qui jettent sur l'avenir un regard audacieux et visionnaire, illusion à laquelle Marx et Engels succombèrent aussi plus d'une fois. Mais cela ne change rien au fait lui-même que Lassalle discerna avec justesse que, dans les circonstances historiques données, le suffrage

universel était entre toutes l'arme au moyen de laquelle le prolétariat allemand devait nécessairement s'élever et s'élèverait à une puissance invincible. Quelle qu'ait été la violence, quelle qu'ait été l'influence de ceux qui ont parfois contesté cette idée, la puissance des faits a continuellement contraint la social-démocratie allemande à reprendre la voie que Lassalle lui avait tracée. Personne n'a exposé avec plus d'éloquence qu'Engels dans son dernier écrit combien elle est devenue grande précisément grâce au suffrage universel, son arme la plus adéquate et la plus efficace[1].

Ensuite Lassalle partit du système des coopératives. Il réduisit en poussière toutes les illusions sur cette prétendue panacée de la classe ouvrière, en utilisant la loi des salaires de l'économie bourgeoise. Il frappa avec leurs propres armes les oppresseurs du prolétariat. Dans ses derniers discours et écrits, Lassalle a démontré jusqu'à l'évidence que tous les représentants de renom de l'économie bourgeoise ont reconnu la loi des salaires de l'économie capitaliste développée par lui. Mais l'économie socialiste a démontré que c'est justement le caractère « d'airain » de cette loi sur lequel il mettait le plus l'accent qui était indéfendable, et c'est pourquoi il importe d'examiner si Lassalle y a cru, et avec quelle légitimité historique.

D'abord, ce que Marx a écrit plus tard, dans un accès de mauvaise humeur, est inexact : *« Si je prends (...) la loi avec l'estampille de Lassalle et, par conséquent, dans son sens, il faut aussi que je la prenne avec son fondement. Et quel fondement ! Comme Lange le montrait déjà peu après la mort de Lassalle : la théorie malthusienne de la population (prêchée par Lange lui-même). Mais si celle-ci est exacte, je ne peux* pas *abolir cette loi, même si j'abolis cent fois le salariat, parce qu'alors la loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais* tout *système social. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré, depuis cinquante ans et plus, que le socialisme ne peut pas supprimer la misère qui est* fondée dans la nature des choses*, mais peut seulement la* généraliser *et en même temps la répartir sur toute la surface de la société.* [2]» Mais Lassalle ne s'est jamais empêtré dans cette contradiction. À l'égard de la théorie de Malthus, son attitude n'était pas celle de Lange et des économistes bourgeois, mais celle de Marx et Engels, et il l'a caractérisée presque plus sévèrement qu'eux. Il rejeta comme une *« erreur depuis longtemps réfutée »* son noyau

1 Introduction de 1895 aux *Luttes de classe en France* de Marx, appelée aussi Testament d'Engels, mais dont Mehring ne connaissait que la version édulcorée publiée par les révisionnistes allemands chantant les louanges du parlementarisme. C'est Riazanov qui publia pour la première fois la version originale complète en 1925.

2 Karl Marx : *Critique du programme de Gotha.*

véritable, l'affirmation que les hommes tendraient à se multiplier plus vite que pouvaient se multiplier les moyens de subsistance, et il tourna en dérision comme puérile, immorale, inhumaine, monstrueuse, comme une « *saloperie à l'état pur* » la théorie de la « *limitation raisonnée* » des naissances découlant de cette erreur. À l'inverse de Malthus, Lassalle disait : « *Plus il y a de bras au travail, plus il y a de richesse ; s'il n'en est pas encore ainsi aujourd'hui, la faute en est à « l'antagonisme économique de la société capitaliste »* ». Dans ce sens, il met en évidence dans la *Lettre ouverte* que la loi des salaires de l'économie bourgeoise est valable « *dans les conditions d'aujourd'hui, sous la domination de la loi de l'offre et de la demande de travail* ». Il ne la conçoit pas, à l'instar des partisans de Malthus, comme une loi naturelle, mais comme une loi sociale, et c'est pourquoi il pouvait parfaitement dire, sans se contredire le moins du monde, qu'elle pouvait être abolie par une autre organisation de la société.

D'ailleurs, cette conception était en parfait accord avec la conception de la loi des salaires que Marx et Engels avaient exposée dans leurs premiers ouvrages, jusqu'au *Manifeste communiste* inclus. Engels avait démontré déjà dans les *Annales franco-allemandes* que, dans la nature, la quantité de population ne fait pas pression sur les *moyens de subsistance*, mais que dans la société capitaliste en revanche elle fait pression sur *l'emploi* ; dans cette société la production de la force de travail était régulée par la loi de la concurrence. Dans son ouvrage sur la situation des ouvriers anglais, Engels explique la loi du salaire à peu près dans les mêmes termes que Lassalle dans sa *Lettre ouverte,* et Engels a du reste aussi reconnu que Lassalle l'avait reprise comme Marx et lui-même l'avaient conçue dans les années 1840, c'est-à-dire comme une loi économique de la société bourgeoise, et non comme une loi de la nature au sens des partisans de Malthus. Soit dit en passant, Lange n'a pas dit non plus que Lassalle établissait la loi des salaires par la théorie de Malthus : mais il fait le reproche inverse que Lassalle a laissé de côté cette théorie et, comme Marx, a fait dériver sa loi du mode de production capitaliste.

Mais, même dans ce sens restreint, Marx a contesté le caractère « d'airain » de la loi des salaires, ou plutôt a démontré d'une manière scientifiquement irréfutable qu'il était indéfendable pour la société capitaliste développée. Marx montre dans le premier tome du *Capital* que, avec ses changements de conjoncture réguliers, l'industrie moderne ne régule pas sa demande de force de travail par le mouvement absolu de la population, mais par la surpopulation relative, par l'armée industrielle de réserve que le capital attire ou rejette en fonction de son expansion ou de sa contraction. « *Avant que la hausse des salaires eût entraîné la moindre augmentation positive de la population réellement en activité, le délai où*

il fallait mener la campagne industrielle, engager la lutte et décider de son issue, sera vingt fois passé. [1]» La loi d'airain qui régnait aux débuts du mode de production capitaliste s'est, à son apogée, transformée en une loi élastique des salaires. Vers le haut, elle trouve sa limite dans l'exigence de valorisation du capital, vers le bas, dans le degré de misère que l'ouvrier peut supporter sans tomber mort de faim à l'instant. À l'intérieur de ces limites, le niveau du salaire n'est pas déterminé par le mouvement naturel de la population, mais par la résistance que les ouvriers peuvent opposer à la tendance constante du capital à extraire de leur force de travail le plus possible de travail non payé. Si cette tendance ne trouve pas de résistance, alors elle s'épanouira jusqu'à imposer des salaires de famine qu'aucun jeu d'une loi d'airain ne fait remonter. Si elle trouve une résistance, alors elle sera annulée en proportion de la force et du degré de cette résistance ; et c'est la raison pour laquelle les lois de fabrique, les associations syndicales et tout ce qui peut par ailleurs renforcer la capacité de résistance des ouvriers ne sont en aucune façon ces réactions désespérées au coup d'aiguillon qu'elles devraient être, à en croire la théorie de la loi d'airain des salaires. Mais ce qu'aucune résistance des ouvriers n'est capable d'empêcher, c'est l'accumulation continue du capital, la hausse continue de l'armée industrielle de réserve et l'aggravation continue de la situation de classe prolétarienne. *« La loi (...), qui maintient toujours l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le volume et l'énergie de l'accumulation, rive le prolétaire au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivent Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation nécessaire entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère. L'accumulation de la richesse à un pôle, c'est donc en même temps accumulation de la misère, de la souffrance au travail, de l'esclavage, de l'ignorance, de l'abrutissement et de la dégradation morale au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe dont le produit propre est le capital même »* [2]. Voilà la véritable loi du salaire de la société capitaliste avancée, telle que l'a développée Marx dans le premier volume du *Capital*, c'est-à-dire trois ans après la mort de Lassalle.

Si donc Lassalle, à l'époque où il formula la loi d'airain du salaire, pouvait dire avec raison que c'était une loi scientifiquement irréfutable et s'il n'y a pas le moindre doute qu'il a cru à son exactitude, il faut tout de même ajouter que Marx et Engels, déjà dans les années 1840, se sont référés à l'armée de réserve industrielle et à la pression exercée par elle sur les salaires, qu'ils ont prédit l'irrésistible chute du prolétariat dans le

1 Karl Marx, *Le Capital.*

2 Ibidem.

paupérisme, et qu'ils en ont précisément conclu dans le *Manifeste communiste* que la bourgeoisie était incapable de régner en maître, parce qu'elle était incapable d'assurer à son esclave l'existence elle-même, dans le cadre de son esclavage. Cette incertitude de l'existence qui distingue, à son désavantage, la situation du prolétariat moderne de la situation de toutes les classes opprimées du passé, Lassalle l'a aussi débattue franchement dans ses derniers ouvrages, en particulier dans *Bastiat-Schulze*, son principal travail économique. S'il ne la met pas déjà en valeur dans sa *Lettre ouverte*, c'est pour la raison qu'il voulait ici donner seulement « *de l'absolument solide et du facilement démontrable* ». C'est pourquoi il laissa hors jeu la question de savoir si la situation des ouvriers s'améliorait ou se détériorait continuellement dans la société bourgeoise moderne, et se limita à l'évidence que la situation des ouvriers restait insupportable, même en prenant l'hypothèse la plus favorable au mode de production capitaliste.

Et *cette* évidence-*là,* la loi des salaires développée par Marx n'y change évidemment rien non plus. Au contraire ! Si nous prenons un exemple chiffré afin de rendre la chose plus claire, voici ce que dit la loi d'airain des salaires de Lassalle : la société capitaliste a envers le prolétariat une dette de 100 ; tandis que la loi élastique des salaires de Marx dit : non, elle a envers lui une dette de 1 000. La bourgeoisie n'a aucun titre à se plaindre que la social-démocratie allemande, pour avoir abandonné la loi d'airain des salaires, n'expie pas sous le sac et la cendre le « tort » qu'elle a si longtemps causé à la société capitaliste, en « se fourvoyant » sous l'autorité de Lassalle. Plus sérieux serait le reproche que Lassalle, gêné par les conséquences de la loi d'airain des salaires, a sous-estimé l'importance pour la classe ouvrière des lois sur la protection ouvrière et l'importance de l'organisation syndicale, s'il n'était pas dans la pratique sans objet. Une organisation syndicale était provisoirement impossible en Allemagne, non en raison des erreurs théoriques de Lassalle, mais parce que presque tous les gouvernements et Parlements allemands se cramponnaient obstinément à l'interdiction du droit de coalition. Implorer des lois de fabriques de ces instances supérieures, au lieu de les leur arracher par un mouvement de masse menaçant, c'est une naïveté dont Lassalle aurait été incapable, même s'il n'avait pas réellement sous-estimé l'importance de la protection ouvrière légale.

Pour l'activité pratique de cette époque, ce qui pouvait peser c'était d'abord les conséquences que Lassalle tirait de la loi d'airain des salaires pour les associations de consommation. À cet égard, il avait parfaitement raison de dire que vouloir aider les travailleurs en tant que consommateurs, cela signifiait mettre la charrue avant les bœufs ; mais aussi limitée

que puisse être cette aide, elle n'est toutefois pas aussi illusoire que l'affirmait Lassalle en se référant à la loi d'airain des salaires. Cependant, d'aucune manière non plus il ne détournait les travailleurs des associations de Schulze ; il leur disait plutôt qu'ils pouvaient toujours utiliser ce moyen dans la mesure où il pouvait procurer une certaine aide à des ouvriers ou à des cercles d'ouvriers isolés. Ce n'est pas contre l'association, pas contre la production et la consommation coopératives, qui depuis Saint-Simon avaient été au cœur du socialisme, que Lassalle se retournait, mais seulement contre la manière dont la bourgeoisie avait mutilé l'idée d'association pendant la réaction des années 1850. Dans l'appréciation de ce que cette idée avait tout de même su produire, Lassalle allait plutôt trop loin que pas assez loin, comme le montrent son jugement sur les associations ouvrières anglaises et françaises et la chaleur avec laquelle il serra la main au « *père et fondateur du système coopératif allemand* ».

Cette mutilation consistait à enlever tout l'aspect politique à l'idée d'association, à faire croire aux ouvriers, de bonne ou de mauvaise foi, qu'ils n'avaient pas besoin du pouvoir politique pour leur émancipation, mais qu'ils pouvaient s'aider eux-mêmes en tant qu'individus privés. À cette « aide à soi-même », Lassalle opposait « l'aide de l'État ». Il inculquait aux ouvriers que c'est seulement en tant que parti organisé politiquement qu'ils pourraient trouver par leur combat le chemin pour sortir du désert. Cela assurément n'était nullement un tournant original ; mais c'était seulement ranimer la lutte de classe prolétarienne, telle qu'elle s'était développée inconsciemment dans les années 1840 et dont ensuite le *Manifeste communiste* avait mis en lumière sous tous ses aspects l'importance historique mondiale. Mais c'est justement pour cela aussi que ce n'était pas un plagiat de Buchez ou de Louis Blanc ou de tout autre représentant du « *prétendu socialisme et communisme* », qui voulaient construire une société nouvelle selon quelque plan artificiel, au lieu de comprendre que la société humaine était un organisme vivant et qu'on devait comprendre la loi de chacun de ses mouvements pour pouvoir les maîtriser. Comme il ressort du contexte, par « *prétendu socialisme et communisme* » Lassalle entendait des utopies de ce genre.

Dans la question des associations, Lassalle se tenait sur le même terrain que Marx et Engels. Marx écrivait après la mort de Lassalle en 1864, dans *l'Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs : « *Les expériences de la période allant de 1848 à 1864 ont prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il puisse être dans le principe et si utile dans la pratique, le travail coopératif, tant qu'il reste limité à l'étroite sphère des essais occasionnels d'ouvriers particuliers, ne sera jamais en capacité d'arrêter la croissance, en proportion géométrique, du monopole*

ni d'affranchir les masses ou même d'alléger de manière sensible le fardeau de leur misère. (...) Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération devrait atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. » Dans le même sens, le congrès de l'Internationale de Genève en 1866 décida, sur une proposition vraisemblablement rédigée par Marx : « *Le mouvement coopératif, limité aux formes lilliputiennes de développement que peuvent lui donner des salariés individuels en se liant entre eux, n'est pas en état par lui-même de transformer la société capitaliste. Pour métamorphoser la production sociale en un système vaste et harmonieux de travail libre et coopératif, des transformations sociales générales sont nécessaires, transformations des conditions générales de la société qui ne peuvent jamais être réalisées sans les pouvoirs organisés de la société : le pouvoir d'État doit être pris des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers et être exercé par les travailleurs eux-mêmes.* » Et les associations de production bénéficiant de crédits d'État figurent déjà dans le *Manifeste communiste* où, parmi la multitude de mesures que le prolétariat organisé aura à prendre après la conquête du pouvoir politique, sont également cités la centralisation du crédit dans les mains de l'État et l'établissement de fabriques nationales.

Cependant, il y avait dans cette question un point où Lassalle abandonnait la conception du communisme scientifique moderne, retombait dans les positions du socialisme petit-bourgeois. Non pas que l'agitateur, le Lassalle « *exotérique* », comme disait Rodbertus, ait fait dérailler le théoricien, le Lassalle « *ésotérique* »[1], mais exactement l'inverse. Si c'est uniquement pour des considérations d'agitation que Lassalle, parmi les multiples tâches qui incombent historiquement à la dictature du prolétariat, avait précisément mis au premier plan les associations de production, alors, fondamentalement, il n'y aurait pas eu en soi d'objection à y faire. Comme Schulze-Delitzsch lui-même proclamait les associations de production « point culminant » de toutes les associations ouvrières, il était démenti de la façon la plus concluante par le simple constat que, malgré dix années d'efforts, il n'avait pu créer aucune association de production, ou tout au moins aucune association de production digne d'être mentionnée. Bien qu'il fût intellectuellement un nain, Schulze passait en Allemagne pour « *le roi du royaume social* » et il devait être détrôné si on voulait qu'un mouvement de classe autonome du prolétariat allemand soit appelé à la vie. Il est caractéristique de cette époque que Schulze fut

1 Distinction, jadis faite à propos d'Aristote et reprise par Rodbertus, opposant l'enseignement destiné au « vulgaire » (exotérique) et la pensée profonde du maître destinée au petit cercle « d'initiés » (ésotérique).

élevé à cette dignité royale dans la capitale de la province rhénane, et qui plus est par deux vieux compagnons de lutte de Marx : Georg Jung, qui avait collaboré à la *Gazette Rhénane*, et Heinrich Bürger qui, lui, avait en outre collaboré à la *Nouvelle Gazette Rhénane* et qui, dans le procès des communistes[1], avait été condamné à plusieurs années de forteresse.

Mais ce n'est pas, ou tout au moins pas seulement, pour des raisons d'agitation que Lassalle dirigeait l'attention des ouvriers avant tout sur les associations de production bénéficiant des crédits de l'État. Il voulait offrir aux ouvriers quelque chose de concret, de palpable et il ne pouvait pas inscrire sur sa bannière son but final, c'est-à-dire la dissolution de la propriété foncière et capitaliste, sans que la « canaille » de ses adversaires manchestériens et progressistes saisisse la possibilité si souhaitée de le démolir en un tournemain devant les masses encore totalement inéduquées, en le présentant comme un exalté sans cervelle. Comme Lassalle ne pouvait pas encore révéler son but, il choisit les associations de production bénéficiant des crédits de l'État comme un moyen entièrement pénétré par son but propre. Indirectement dans la *Lettre ouverte* et directement dans *Bastiat-Schulze,* il s'exprime là-dessus, disant qu'il était indispensable que le travail commun de la société se fasse avec les avances communes et que le produit de la production soit réparti entre tous ceux qui y ont contribué en proportion du travail fourni. « *Le moyen de transition vers cela, le moyen de transition le plus facile et le plus doux, ce sont les associations de production bénéficiant des crédits de l'État... Ce n'est nullement encore « la solution de la question sociale », qui réclamera des générations, mais c'est ici le grain de sénevé*[2] *organique, poussant irrésistiblement à tout le développement ultérieur et le déployant hors de soi.* » Et, dans une note sur ces propositions, Lassalle dit que c'est précisément parce que son moyen de transition était exécutable si doucement et si pratiquement, et parce qu'il contenait malgré cela en lui le germe organique

1 En 1851, des membres de la Ligue des communistes de Cologne furent arrêtés et accusés de haute trahison. Dans ces années de la contre-révolution le gouvernement prussien accusait les communistes de Cologne d'être à la tête d'une conspiration secrète. Bien que le procès eût permis de découvrir que les preuves étaient des faux fabriqués par les espions infiltrés dans les milieux révolutionnaires, neuf des dix accusés furent condamnés à de lourdes peines de prison. Ce procès marqua la fin de la Ligue des communiste, qui prononça sa dissolution en 1852.

2 Allusion à la parabole du grain de sénevé de l'Évangile sur le royaume de Dieu : « *Il est pareil à un grain de sénevé qu'un homme a pris et semé dans son jardin ; il croît et devient un arbre, et les oiseaux du ciel s'abritent dans ses branches.* »

de tout développement ultérieur, qu'il avait suscité ce hurlement de rage sans nom de la bourgeoisie, qui l'aurait tranquillement éliminé et passé sous silence comme sectaire inoffensif, s'il avait posé une quelconque revendication abstraite allant au-delà. Une production théorique et une agitation pratique telles qu'il les avait entamées dans sa *Lettre ouverte* obéissaient, d'un certain point de vue, à des règles tout à fait opposées. Une production théorique était d'autant meilleure qu'elle tirait plus complètement toutes les conséquences, même les dernières et les plus lointaines, du principe développé en elle. Inversement, une agitation pratique était d'autant plus puissante qu'elle se concentrait davantage sur le point initial d'où ensuite tout découlait. Seulement il fallait précisément un point tel que celui-là, qui portât déjà en lui toutes les conséquences ultérieures et à partir duquel elles puissent se développer par nécessité organique.

Lassalle s'exprimait exactement de la même façon dans ses lettres à Rodbertus. Il y dit expressément que les associations de production bénéficiant des crédits de l'État ne sont pour lui que des moyens menant au but, c'est-à-dire à la socialisation de la production, et qu'il reconnaîtrait volontiers son erreur, si Rodbertus connaissait un meilleur moyen en vue de ce but. Mais lui-même ne connaissait pas de meilleur moyen, il était convaincu que le crédit de l'État, pour les associations ouvrières, était le tout début qui, avec la logique du développement interne de la vie, petit à petit, bien entendu dans cent à deux cents ans, devrait nécessairement conduire à la dissolution de la propriété foncière et capitaliste.

Sur la sincérité et la probité des motifs qui guidèrent Lassalle à propos de la revendication des associations de production bénéficiant des crédits de l'État, il n'y a donc pas à gaspiller un mot de plus. Étant donné l'éclairage sous lequel il envisageait cette revendication, il était dans son bon droit de s'en faire d'abord exclusivement l'avocat. Mais ce faisant, il tombait dans une erreur théorique, il tombait dans l'erreur du socialisme petit-bourgeois qui est d'admettre que les lois de la production marchande peuvent être abolies sur le terrain de la production marchande. Si on présuppose la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, alors les associations de production bénéficiant des crédits de l'État font partie, comme le dit le *Manifeste communiste*, *« des mesures qui, économiquement, apparaissent insuffisantes et insoutenables mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes, et sont indispensables comme moyens de bouleverser le mode de production tout entier »*. Ce qui veut dire qu'elles ne peuvent pas par elles-mêmes assurer le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste. Elles produisent des marchandises et, laissées à la logique du développement interne de

la vie, elles doivent nécessairement succomber aux lois de la production marchande. Si Bucher avait dit qu'elles ne faisaient que créer de nouvelles propriétés, Rodbertus disait, lui, que cette nouvelle propriété coopérative serait même pour la socialisation de la production un obstacle encore bien plus difficile à surmonter que la propriété individuelle des capitalistes. Certes, Lassalle objectait qu'il ne voulait évidemment pas que sol, capital et produit du travail *appartiennent* aux ouvriers ; il voulait la production sociale dans le sens où le *« produit du travail »* de chacun soit sa quote-part à la production sociale d'ensemble, quote-part déterminée par le rapport entre la quantité de travail de l'individu et la quantité de travail de la société dans son ensemble. Son but dernier était bien cela, mais il ne voyait pas que son moyen ne convenait pas à ce but dernier. Le *« produit du travail »* des ouvriers qui, dans les associations de production bénéficiant des crédits de l'État laissées à leur propre développement, les aurait transformés en *« leurs propres entrepreneurs »*, serait, comme disait Rodbertus, la rente foncière + le gain du capital + le salaire du travail et par là, comme disait Bucher, ne changerait rien aux qualités chimiques de la propriété.

À présent, on pourrait penser que cette erreur théorique de Lassalle revient en fin de compte à discuter du sexe des anges. Si les ouvriers avaient d'abord conquis le pouvoir politique, comme le *Manifeste communiste* ou la *Lettre ouverte* le présupposent, ils auraient depuis longtemps si bien appris la logique, ou bien ils auraient été bien vite tellement poussés par la logique des faits, qu'ils auraient compris que les associations de production bénéficiant des crédits de l'État seraient un moyen pour l'émancipation de leur classe, seulement dans le sens du *Manifeste communiste,* et pas du tout dans le sens de la *Lettre ouverte*. En attendant, l'erreur de Lassalle eut tout de même aussi des conséquences pratiques. Si les associations de production bénéficiant des crédits de l'État étaient *« le germe organique de tout le développement à venir »*, peu importait finalement quel type d'État plantait ce germe et ainsi la porte était ouverte à toutes les manigances réactionnaires possibles. D'un autre côté, les opposants bourgeois de Lassalle connaissaient trop bien toutes les intrigues et les feintes de la société capitaliste pour ne pas voir tout de suite le défaut de sa cuirasse. À cet endroit, ils auraient même pu pousser l'épée bien plus méchamment qu'ils ne le firent en réalité, s'ils n'avaient pas eu eux-mêmes un boulet attaché à leurs grandes jambes de progressistes. Pour mettre à nu l'erreur de Lassalle aussi totalement qu'il leur aurait été possible aussi, à eux justement, ils auraient dû dévoiler les beautés du *« meilleur des mondes »* beaucoup plus franchement qu'il ne leur semblait opportun. Aussi se contentèrent-ils d'objections qui ne touchaient

absolument pas au noyau de la question, ou du moins qui y touchaient si peu qu'il fut pour Lassalle relativement facile de les confondre, ce qui évidemment, en retour, le conforta dans son erreur.

Mais par ailleurs, Lassalle était un penseur bien trop clair et bien trop pénétrant pour que son idée des associations de production bénéficiant des crédits de l'État lui ait été insufflée, comme ça, du dehors et qu'il ait pu, comme ça, l'abandonner sans plus de façons. Elle s'imbriquait au contraire dans toute sa pensée économique. Lassalle avait avec justesse reconnu la rente foncière et le profit du capital comme des parts soustraites du produit du travail, mais il n'y voyait qu'une *« escroquerie »* faite à la classe ouvrière ; il concevait la formation de la plus-value comme une question relevant de la philosophie du droit, et non pas, comme Marx, comme un fait économique qui offre les clés pour comprendre l'ensemble du mode de production capitaliste et est appelé à bouleverser toute l'économie. Pour autant que Lassalle se soit toujours tenu sur le terrain du *Manifeste communiste*, il n'avait pourtant pas complètement tranché le lien qui le reliait au socialisme d'avant 1848. Il est indéniable que, dans le *Programme ouvrier* mais aussi dans les écrits d'agitation ultérieurs, Lassalle a fait un certain nombre d'emprunts au socialisme français.

Emprunts qu'il n'est pas permis d'ignorer, sous prétexte qu'ils ont souvent été exagérés de la manière la plus excessive. Lassalle était totalement dans son droit en présumant que ses *« conceptions de l'économie politique et celles de Louis Blanc pouvaient très considérablement diverger »* ; ses associations de production bénéficiant des crédits de l'État se différencient à ce point des *ateliers* sociaux de Louis Blanc que seuls des universitaires allemands, décidément condamnés à voir l'arbre leur cacher la forêt, pouvaient mettre les deux modèles dans le même panier, erreur contre laquelle déjà Albert Lange en 1865 a mis en garde. Lassalle se rattachait à la démocratie sociale française des années 1840, sans renoncer au droit d'être critique par rapport à ses illusions, comme dit le *Manifeste communiste*. Et il a surmonté ses illusions lui aussi de manière critique, si on excepte un résidu de conceptions juridiques et philosophiques, en somme idéologiques, dont il déguisait les relations économiques. Considérée comme levier économique, la plus-value bouleverse la société capitaliste, mais considérée seulement comme une « escroquerie » faite aux ouvriers, elle ne peut être supprimée par l'État, aussi idéalisé soit-il. Dans ses représentations juridiques et philosophiques aussi, Lassalle partait de points de vue tout autres et arrivait à des résultats tout autres que les socialistes français ; il partait de Fichte et Hegel, comme Buchez partait de Saint-Simon et Louis Blanc de Fourier. Mais dans la défense des associations de production bénéficiant des crédits de l'État, Lassalle

s'est empêtré dans une série de contradictions qui rappellent parfois Buchez, parfois Blanc, non parce qu'il a copié l'un ou l'autre, mais parce que toutes les tentatives pour résoudre la même contradiction insoluble doivent forcément avoir une certaine ressemblance.

À la conception idéologico-schématique de la société et de l'État se rattachaient aussi les conclusions fausses que Lassalle tirait des statistiques prussiennes sur les revenus. Certes, ce que fondamentalement il voulait démontrer par là, il l'a démontré, malgré les innombrables critiques qui ont été faites à tort ou à raison, que ce soit contre ses commentaires subjectifs, que ce soit contre l'exactitude objective des chiffres qu'il avait avancés. Honnêtes ou malhonnêtes, tous les artifices comptables ont été incapables de détruire cette évidence que, dans les pays de mode de production capitaliste, la grande majorité de la population vit dans un état de plus ou moins grande misère, un nombre relativement plus petit dans un état de pauvreté plus ou moins supportable et un tout petit pourcentage, s'amenuisant absolument ou relativement, dans un état de plus ou moins grande richesse. Comme le dit Lassalle dans une de ses plaidoiries, toute statistique reflète le destin obscur de l'immense majorité : « *Hors de ses flots ténébreux n'émergent que les possédants, tels des piliers isolés, comme pour montrer combien obscurs sont ces flots, combien profond leur abîme.* » Mais Lassalle se trompait totalement quand, de ces chiffres, il concluait que 89 à 96 % de la population totale, ceux qui sont pauvres et démunis, se rassemblerait en l'espace de quelques années sous la bannière du combat d'émancipation prolétarien, et par cette erreur il s'est préparé les plus amères désillusions.

Il y a deux choses à ne pas confondre : le peuple que le socialisme français des années 1840 opposait à la bourgeoisie, et la classe ouvrière moderne que le *Manifeste communiste* lui opposait. Lassalle ne voyait pas la structure complexe de la société capitaliste. Il ne voyait pas que les ouvriers salariés de l'industrie moderne ne constituaient qu'une partie relativement minime des classes démunies et que, de cette partie relativement minime, seule à nouveau une partie relativement minime était éveillée à la conscience de classe prolétarienne ; que la grande majorité des classes qui composaient la masse pauvre de la population, le prolétariat agricole, les domestiques, les petits paysans, les petits fonctionnaires, les petits artisans, à l'exception d'une fraction des compagnons, étaient hostiles ou du moins indifférentes au combat de libération du salariat industriel ; que les conceptions et les modes de pensée de ces différentes classes étaient déterminés par leur position de classe particulière et que bien d'autres transformations du mode de production capitaliste seraient nécessaires pour leur fourrer dans la tête la dialectique économique, que

l'éloquence la plus convaincante ne pouvait pour l'heure leur insuffler. Lassalle voulait atteindre par la force motrice idéologique ce que seule la force motrice économique pouvait réaliser.

Ainsi, la *Lettre ouverte* n'est pas dépourvue d'étroitesses et de faiblesses et pourtant ces étroitesses et ces faiblesses précisément ont davantage renforcé qu'affaibli ses effets immédiats. La loi des salaires, la condamnation de la plus-value au nom de la morale et du droit, la statistique des revenus avec ses chiffres poignants ont enflammé des centaines de milliers de cœurs sincères et ont endurci des centaines de milliers de bras. Et cela doit être dit, non pour lui trouver des excuses, mais seulement pour donner une explication. Si Lassalle avait lancé dans les masses des thèses discutables, non parce qu'il les estimait justes mais parce qu'il les estimait efficaces, alors il serait inexcusable ; et comme il les estimait justes, il n'a pas besoin d'être excusé. Mais de même que les étroitesses et les faiblesses de la *Lettre ouverte* ont en fin de compte toutes la même origine, dans le fait que Lassalle ne comprenait pas encore dans le plein jeu de ses lois immanentes la société capitaliste développée, de même son effet considérable s'explique par le fait que la société capitaliste développée n'existait pas encore vraiment en Allemagne à cette époque-là. Il manquait l'aune à laquelle pouvait être mesuré dans la pratique ce qui était faux dans les thèses de Lassalle et, face aux mensonges que tissait la bourgeoisie pour prendre le prolétariat dans sa toile, il avait encore et toujours trois fois raison, même lorsque, selon les connaissances scientifiques actuelles, il avait tort une fois. Il était précisément le pionnier dont la classe ouvrière allemande avait besoin pour lui ouvrir la route, dans les conditions historiques de l'époque, et c'est pourquoi il était fort aussi de ses faiblesses.

Et puis, les points forts de la *Lettre ouverte* laissent loin, si loin derrière eux, ses points faibles ! Dès le premier plan de bataille, Lassalle disposa le mouvement ouvrier en formation si large et si profonde que toute déviation sectaire était d'emblée écartée. En vue du combat politique de classe, il l'organisa en une phalange si serrée que, sur le terrain aplani de la société bourgeoise moderne, il ne pouvait jamais que marcher à l'ennemi et frapper. L'heure devait venir où ses étroitesses théoriques se mettraient en travers de la route, entravant la marche en avant du prolétariat conscient, mais à la longue ces obstacles furent écrasés par l'avancée massive des bataillons que le grand penseur et lutteur avait organisés.

Lassalle faisait non pas trop, mais trop peu de cas de son agitation quand il comparait la *Lettre ouverte* aux thèses de Luther contre les indulgences. Les thèses mirent le feu aux poudres plus rapidement et plus immédiatement, mais seulement comme une étincelle qui tombait

dans un baril de poudre ouvert, précipitant par une explosion violente les masses allemandes du 16e siècle dans un mouvement chaotique. Comparée à elles, la *Lettre ouverte* de Lassalle était une torche qui pour des décennies montrait chemins et objectifs au mouvement de masse allemand du 19e siècle. Luther fut surpris par les effets de son acte, Lassalle savait parfaitement ce qu'il faisait. Il espérait par son manifeste avoir amené les ouvriers par eux-mêmes à la compréhension de leur situation économique et les avoir armés contre les mensonges, les illusions et les tromperies. « *L'ensemble se lit avec une telle facilité qu'il doit immédiatement sembler à l'ouvrier qu'il savait cela depuis longtemps, que personne ne pourra plus le lui enlever ni l'annihiler avec de fausses conclusions et des sophismes* », écrivait Lassalle à son ami Levy, commerçant à Düsseldorf. Mais il ajoutait aussi : « *La classe ouvrière dans son ensemble n'est peut-être pas encore mûre pour la claire compréhension et, si c'est le cas, alors je suis en vérité un homme mort et le Parti du Progrès peut se réjouir que je me sois moi-même précipité dans le vide.* » Lassalle osa, cependant il n'osa pas à la légère et inconsidérément, mais sous l'emprise d'un grand devoir historique.

Lorsque Bucher et Ziegler voulurent au dernier moment se jeter dans ses bras, il leur répondit : « *Une agitation ouvrière est là, il est nécessaire de lui donner la compréhension historique et les mots d'ordre pratiques, dût-je y laisser cent fois ma tête.* » Par ces mots, Lassalle assurait son bon droit dans le présent et sa gloire dans le futur.

7. Premiers succès et insuccès

Le 17 mars, le comité central de Leipzig discuta le texte programmatique de Lassalle et, par six voix contre quatre, l'adopta comme manifeste du mouvement ouvrier allemand, malgré la violente opposition qu'élevèrent contre lui Rossmässler, Dolge, et Streckfuss, présent en tant qu'invité. Parmi les minoritaires, deux voulaient seulement mettre des conditions à leur accord, et les deux autres simplement recommander le texte aux ouvriers. Ces deux derniers, dont Dolge, démissionnèrent ; Rossmässler et Winter également renoncèrent à leurs fonctions d'hommes de confiance. En adoptant le manifeste de Lassalle, la majorité du comité central renonçait au congrès ouvrier sur la base du programme de Berlin et se prononçait pour la fondation d'une grande association ouvrière sur la base du programme de Lassalle. Là-dessus le comité central se sépara. Arrivant clopin-clopant avec un jour de retard tout juste, le gouvernement saxon, muni du décret du 18 mars, déclara que les comités élus par les assemblées ouvrières devaient se considérer comme des associations

et respecter les dispositions de la loi sur les associations, qui leur interdisait d'établir des relations avec d'autres associations.

Le 24 mars, le comité central remit son mandat dans les mains d'une assemblée générale ouvrière qui se tint à l'Odéon. Dolge et Rossmässler réitérèrent leurs mises en garde et le progressiste Schildbach parla avec encore plus de violence qu'eux. Seulement, l'assemblée se prononça pour Lassalle par 1 350 voix contre 2 et mit en place un nouveau comité pour préparer la grande association ouvrière.

À part cela, la *Lettre ouverte* éclata comme une bombe, mais elle rencontra nettement moins d'approbation que d'opposition. Un flot de reproches se déversa sur Lassalle autant que sur le comité central de Leipzig. L'un et l'autre reçurent leurs premiers soutiens des vaillants Hambourgeois qui dès le 28 mars, lors d'une assemblée générale ouvrière, approuvèrent les résolutions de Leipzig. Au nom de cette assemblée, Perl et Audorf envoyèrent au *Koburger Arbeiterzeitung (Journal ouvrier de Cobourg)* une magnifique déclaration où ils dévoilaient sans ménagements le jeu hypocrite que la bourgeoisie avait joué vis-à-vis de la classe ouvrière : *« Par cette déclaration,* concluaient-ils*, nous vous tendons la main pour sceller alliance avec vous, braves de Leipzig, vous qui avez aussi inscrit à votre programme le suffrage universel et direct, vous qui avez fait tant d'efforts, même si c'est peut-être en vain, pour qu'un congrès ouvrier allemand puisse voir le jour, acceptez nos remerciements les plus chaleureux. Puisse cette reconnaissance de notre part compenser l'ingratitude que vous avez rencontrée de la part des autres. Même si, pour l'instant, l'on n'atteint pas ce que vous et nous aussi désirons, vous avez la gloire d'être les premiers à avoir donné l'impulsion au mouvement qui, nous l'espérons, ne s'éteindra pas une nouvelle fois mais au contraire, même si ce n'est peut-être que dans des jours lointains, engendrera de grandes choses. »* Le *Journal de Cobourg* fit au moins l'effort d'ouvrir sa « tribune libre » à cette déclaration longue de deux colonnes, mais en vérité seulement pour mieux l'ensevelir sous neuf colonnes de commentaires de la rédaction qui, dans un mélange de bienveillance apparente et de rage contenue, se terminaient par un rappel de la limite à ne pas franchir, en reproduisant textuellement la loi adoptée en 1854[1] par le Bundestag.

Puis, le 11 avril, une assemblée ouvrière à Düsseldorf se prononça pour Lassalle ; les soixante participants signèrent de leur propre main la résolution d'approbation qu'ils envoyèrent à Leipzig. Le même jour, l'association d'éducation ouvrière de Solingen se prononça dans le même sens. Le jour suivant, le 12 avril, se tint à Cologne un congrès provincial

1 Loi répressive qui avait suivi l'échec de la révolution de 1848.

d'ouvriers et d'artisans qui avait à l'ordre du jour la résolution de Leipzig. Étaient présents des délégués de Cologne, Düsseldorf, Solingen, Elberfeld et de quatre localités plus petites. Les délégués de Solingen avaient amené des pigeons voyageurs, pour pouvoir annoncer immédiatement au pays natal le résultat attendu avec la plus vive impatience. À ce congrès s'affrontèrent presque exclusivement des hommes qui avaient déjà participé au mouvement ouvrier des années révolutionnaires : Bürgers, Rittinghausen, le commerçant Levy de Düsseldorf, ami de Lassalle depuis quinze ans, et Hugo Hillmann. Bürgers, qui avait régressé entre-temps au rôle de doux progressiste, se déchaîna contre Lassalle, que Rittinghausen traita du haut de sa grandeur comme un homme qui croyait très bien faire, mais qui faisait du réchauffé avec des recettes dépassées et qui n'avait pas encore compris que la législation directe par le peuple était la panacée. Seuls Levy et Hillmann prirent énergiquement parti pour Lassalle et remportèrent finalement la victoire, de haute lutte à vrai dire, par 64 voix contre 57. Le 19 avril, à Elberfeld, l'association ouvrière de la vallée de la Wupper, sous la présidence de Hillmann, approuva la résolution de Leipzig.

Mais ce fut tout ; et bien plus nombreuses furent les prises de position contre. Le 20 mars, Ludwig Loewe fit savoir à ceux de Leipzig que Schulze-Delitzsch avait été mis au courant par Streckfuss de la décision prise le 17 mars et ajoutait : « *Schulze est furieux contre vous, il voudrait bien se débarrasser du comité central de Leipzig, espère des divisions entre nous et au sein même du comité central, et fera passer à Offenbach, Pforzheim et Nuremberg la consigne contre la brochure de Lassalle.* » L'association ouvrière de Nuremberg se mit aussi tout de suite à l'ouvrage et déclara, dès le 12 avril, que Lassalle était l'« *instrument stipendié de la réaction* », affirmation qui parut en vérité trop balourde aux fins matois de la bourgeoisie. Ils appréciaient bien davantage les résolutions indignées des associations d'éducation ouvrière qui, en avril 1863, par douzaines, de Stettin à Karlsruhe, tombaient comme grêle sur l'air de : la brochure de Lassalle est « un absurde torchon » qui n'aurait pas mérité la moindre considération si l'intervention irréfléchie du prétendu comité n'avait pas introduit dans le mouvement ouvrier des aspirations qui « *délibérément ou pas, étaient un service incomparable rendu aux ennemis de tout développement libre* ».

La bourgeoisie était trop consciente de ses intérêts de classe pour ne pas comprendre aussitôt ce qui était en jeu pour elle, et elle n'hésita pas un seul instant à mobiliser contre Lassalle sur toute la ligne de front. Commença une traque comme l'Allemagne n'en avait pas encore connu et la presse bourgeoise démontra avec grand succès qu'elle savait sur-

passer les méthodes indignes par lesquelles dix ans plus tôt ses propres héros avaient été persécutés par les délateurs de la presse féodale.

Vis-à-vis de Lassalle, Schulze-Delitzsch s'en tira de la manière relativement la plus convenable et la plus digne, même si Lassalle avait aussi toute raison de parler de la « réponse lamentable » de Schulze. Au refus courtois de Lassalle, Schulze répondit de manière très discourtoise. Il pesta contre le « bateleur de foire » avec ses « boniments et ses pilules miraculeuses » et dans son outrecuidance il dit qu'il fallait *« tout le culot, toute la demi-science de Monsieur Lassalle »* pour prétendre que toutes les autorités des sciences économiques avaient reconnu la loi d'airain des salaires. Mais Schulze eut tout de même assez de bonté pour admettre la possibilité que, si Lassalle servait la réaction, c'était en tant qu'instrument inconscient et il reprit à juste titre les conceptions de Lassalle au moins sur ce point, que la classe ouvrière devait d'abord avoir conquis le pouvoir avant que soient possibles de grandes réformes sociales. Cela ne l'empêcha pas en vérité de feindre de croire que Lassalle voulait précipiter cul par-dessus tête les ouvriers dans les associations de production bénéficiant de l'aide de l'État et anéantir leur dignité virile en les réduisant à la condition humiliante de serfs de l'État. Il est possible que Schulze, qui était bien incapable de jamais sortir de sa peau de petit-bourgeois, n'ait pas eu ici l'intention de déformer la pensée de Lassalle. De toute façon, par une grossière incompréhension, il priva sa polémique de sa pointe, là justement où elle aurait pu le plus vite blesser son adversaire. Mieux que Lassalle, il évalua les difficultés pratiques qui, dans l'état de développement de la classe ouvrière allemande à l'époque, s'opposaient à son organisation en coopératives et il aurait dû se limiter à ce point s'il avait vraiment voulu prouver quelque chose. Mais son idée que, pour éduquer la classe ouvrière, le minable affairisme petit-bourgeois des ouvriers individuels était un meilleur moyen que l'action politique collective, cette affirmation fondamentale était tout simplement comique. Et elle ne devint pas plus sérieuse du fait que Schulze feignit de croire que Lassalle conseillait aux ouvriers de croiser les bras et de mettre seulement de temps en temps un peu d'argent dans la caisse électorale ou un bulletin de vote dans l'urne, en échange de quoi les alouettes leur tomberaient toutes rôties dans la bouche.

De semblable manière, Schulze émoussa ses propres armes lors de ses attaques contre les associations de production bénéficiant des crédits de l'État. Avec sa connaissance pratique de la société capitaliste, il comprenait que, sur le terrain de cette société, de telles associations succomberaient fatalement aux lois de la concurrence, qu'elles courraient tous les risques du mode de production non planifié et exigeraient ainsi de leurs

membres des qualités que l'on trouve davantage chez les loups rusés de la Bourse que chez les prolétaires révolutionnaires. Mais comme il ne pouvait pas admettre que l'erreur de Lassalle consistait à ne pas avoir pris le mal assez profondément à la racine, il lui vint la brillante idée de proclamer le risque capitaliste quintessence de toute liberté humaine et de tout salut humain. Il pensait : puisque, dans les associations de production que préconisait Lassalle, le risque serait supprimé par l'État, cela aurait pour conséquence nécessaire le total abaissement moral des ouvriers qui s'y associaient et le total effondrement de la production générale des biens. Infligeant un soufflet à ce que son passé avait de meilleur, Schulze déclarait que « *la science ne connaissait pas un objet tel que le gain de l'entrepreneur* ». Ce que l'on désignait ainsi c'était premièrement le salaire de l'entrepreneur et deuxièmement la prime pour le risque. L'entrepreneur est celui des ouvriers qui travaille le plus et le plus dur, et il doit donc avoir aussi un salaire plus élevé, cependant qu'une prime lui revient pour avoir mis son capital, fruit de son travail passé, dans une nouvelle entreprise, au risque de le perdre. C'est avec ces pensées élevées que le « *prince du royaume social* » frappait Lassalle, le « *bateleur de foire* » social.

Tout aussi élevée était la polémique de Schulze contre le programme politique de Lassalle. Personne ne savait mieux que lui justement de quelle manière les ouvriers avaient d'abord été rabaissés au rang d'esclaves politiques par le Parti du Progrès et l'Union nationale, et à présent il avait l'audace de dire que Lassalle, par sa critique du Parti du Progrès, offensait les ouvriers qui, bien sûr, n'étaient pas « un appendice mais une part importante et essentielle » de ce parti. Mais d'autre part, il montrait que les mouvements indépendants du prolétariat en 1848 avaient poussé « les classes possédantes et cultivées, à tort ou à raison », dans le camp de la réaction. Cet argument subtil était généralement à cette époque l'atout maître du Parti du Progrès contre Lassalle, qu'il fût avancé sous forme de menace plus ou moins voilée ou sous forme de jérémiades larmoyantes. Ainsi Rossmässler de se lamenter : maintenant enfin on avait mis la bourgeoisie prussienne debout face à la royauté et aux junkers, mais dès que les ouvriers commenceraient une politique indépendante elle retomberait à nouveau immédiatement à terre. Les bonnes gens confirmaient ainsi ce que Lassalle avait écrit à Levy, lors de la publication de la *Lettre ouverte* : « *Croyez-moi, j'ai étudié ici minutieusement le Parti du Progrès. Son premier axiome est : surtout pas de révolution par en bas, plutôt un despotisme par en haut.* » Sur ce point, les deux parties étaient d'accord. Il s'agissait seulement de savoir si, comme le dit Lassalle dans un de ses plaidoyers, l'Allemagne était pendant des décennies tombée dans de graves convulsions à seule fin que ces messieurs von Unruh et

von Vincke puissent brailler avec le roi et les ministres et s'imaginer être des hommes de poids. À cette question, Lassalle répondit non avec autant de détermination que la bourgeoisie répondit oui.

Après de pareils exploits, il peut paraître étrange de dire que, parmi les adversaires de Lassalle, Schulze se distingua encore par sa courtoisie et sa retenue. Et pourtant, il en fut bien ainsi. Les journaux progressistes traitaient tout bonnement Lassalle de bon à rien, qui n'était même pas capable de lire des statistiques ; qui, ayant mis à l'envers les culottes du tailleur Weitling, voulait servir en réchauffé les ateliers sociaux de Louis Blanc, qui pourtant avaient déjà échoué en 1848 ; qui ressassait la loi de Ricardo sur le salaire, loi sans valeur et depuis longtemps réfutée, et n'avait aucune idée de l'économie politique. Ou bien, de manière encore plus sommaire, ils le dénonçaient comme un renégat, comme un transfuge qui voulait vendre la classe ouvrière au ministère Bismarck, comme un instrument stipendié de la réaction. En défigurant « *l'aide de l'État* » de Lassalle pour la réduire à un plat de lentilles, en échange duquel les ouvriers devaient se vendre à la monarchie et aux junkers, ils tentèrent d'exciter contre Lassalle le violent sentiment démocratique du prolétariat moderne, dont ils avaient eux-mêmes une sainte frousse, pour qu'il ne s'exerce pas contre eux-mêmes. Lassalle exprimait une indignation tout à fait légitime quand il disait que cent égouts déversaient tous les jours contre lui les mensonges, les déformations et les grossièretés les plus inouïs.

Heureusement, ni Lassalle ni le comité de Leipzig n'étaient gens à se laisser démonter par ce charivari. Ils travaillèrent contre le courant de toutes leurs forces mais, vu l'influence encore intacte de la presse libérale sur la population ouvrière, ils eurent du mal à avancer. Les fils qu'ils tendirent vers tous les points cardinaux n'accrochèrent presque nulle part, à l'exception de la demi-douzaine de villes où la *Lettre ouverte* avait aussitôt enflammé l'ouvrier. L'unique succès notable des premières semaines fut une *Lettre ouverte* que Rodbertus adressa au comité de Leipzig. Et Rodbertus confirmait certes tout ce que Lassalle avait dit pour critiquer l'économie bourgeoise, mais non seulement il rejetait les associations de production bénéficiant des crédits de l'État, mais surtout il mettait en garde avec insistance contre ce qui était aux yeux de Lassalle la question décisive : l'organisation politique de la classe ouvrière. Il n'avait rien à objecter fondamentalement contre le suffrage universel, mais il ne voulait pas le reconnaître comme « *présupposé incontournable pour résoudre la question sociale* », selon son expression. Rodbertus conseillait aux ouvriers de ne pas faire un détour par la politique, mais de se constituer directement comme parti social, de revendiquer sans ambages une meil-

leure place dans la société et de discuter dans leur nouvelle association comment ils pourraient parvenir à cette meilleure position. S'il est vrai que seule une loi générale du pouvoir d'État pouvait venir en aide aux ouvriers, il fallait pourtant de toute nécessité que cette loi fût faite dans l'esprit de paix le plus profond, avec l'assentiment de toutes les autres classes.

Il ne fait aucun doute que Rodbertus était sincère, que son conseil découlait des convictions qu'il avait professées depuis vingt ans. De plus sa *Lettre ouverte* était de toute façon un acte de courage, elle qui jetait à la face des progressistes la charlatanerie manchestérienne et la montrait péremptoirement pour ce qu'elle était. Toutefois, cet appui ne faisait que donner d'une main à l'agitation de Lassalle ce qu'il reprenait de l'autre. La correspondance intense que les deux hommes entretinrent pendant quelques mois ne les rapprocha pas d'un pouce, malgré toute la sympathie qu'ils avaient l'un pour l'autre. Comme Rodbertus gardait prudemment le silence sur son utopie socialiste d'État, Lassalle n'a jamais pleinement compris quelles profondes divergences les séparaient, combien la répugnance de l'utopiste Rodbertus envers la lutte de classe politique du prolétariat était insurmontable. Il crut longtemps que, grâce à ses assauts d'éloquence et d'amabilité, il pourrait gagner à lui ce « silencieux associé » et rompit ensuite avec lui, assez dépité, lorsque tout « l'effort de son amour » se révéla vain. Mais si Rodbertus avait apporté un témoignage sincère et clair, du moins à son sens, d'autre contacts pris par le comité de Leipzig rencontrèrent encore moins de succès : dans un premier temps, Bucher se tut complètement et Wuttke répondit par une déclaration générale de sympathie, qui certes était dépourvue des réserves que Rodbertus avait faites, mais était également dépourvue de la critique tranchante avec laquelle Rodbertus avait durement attaqué la politique progressiste libre-échangiste.

Lassalle lui-même répondit au souhait du comité qu'il rédige un projet de statuts pour l'association à créer bientôt et qu'il le remette personnellement aux ouvriers de Leipzig. Dans une grande assemblée qui se tint le 16 avril, il réfuta les critiques que ses adversaires avaient élevées contre sa *Lettre ouverte*. Au moyen de citations inattaquables de A. Smith, Ricardo, Stuart Mill, Say et Roscher, il démontra que l'économie bourgeoise, en la personne de ses représentants les plus éminents, avait reconnu la loi d'airain des salaires. Il dévoila le mensonge selon lequel les Ateliers nationaux établis par le gouvernement provisoire de la République française en 1848, dans un esprit antiouvrier, étaient de même nature que les ateliers sociaux de Louis Blanc ou que ses associations de production à lui. Il réduisit en charpie le dogme selon lequel l'État n'avait

pas à s'immiscer dans les affaires économiques et démontra son inanité, en se référant précisément à l'histoire anglaise, prétendu modèle dont les libre-échangistes allemands se réclamaient avec une prédilection particulière. À cette époque, la crise cotonnière suscitée par la guerre de Sécession américaine répandait la détresse dans les districts des tisserands anglais et aussi allemands, et Lassalle put montrer à partir de là que c'étaient précisément les manchestériens anglais qui réclamaient, avec des cris à déchirer les oreilles, l'intervention de l'État pour détourner de l'émigration les ouvriers réduits à la famine. S'appuyant sur Rodbertus, il souligna le caractère hautement civilisateur de son agitation qui, de façon totalement pacifiste, voulait ôter les fers des pieds des ouvriers ; il mit en garde contre la haine et le mépris envers la bourgeoisie qui était elle-même un produit docile des conditions économiques dominantes ; mais, autrement que Rodbertus, il s'avoua démocrate radical, qui n'attaquait le Parti du Progrès que parce qu'il s'était montré incapable d'en finir avec la réaction, mais qui soutenait le Parti du Progrès tant qu'il s'opposait à la réaction, qui voulait le faire sortir de son irrésolution pour aller de l'avant. Le discours fut d'une efficacité convaincante, 1 300 voix contre 7 se prononcèrent pour Lassalle. Son projet de statuts fut imprimé et diffusé avec autant d'ardeur que la *Lettre ouverte* ; comme date pour l'assemblée constituante de la nouvelle association on envisagea d'abord le mois de juin, puis on arrêta le 23 mai.

Mais trois jours à peine après l'assemblée de Leipzig, le 19 avril, se produisit un vigoureux choc en retour. Une assemblée ouvrière de Berlin se prononça contre Lassalle. Elle avait été convoquée par les dirigeants progressistes ; selon eux, mais cela est contesté par l'autre partie, 1 200 ouvriers y auraient assisté. Le typographe Dittmann assura la présidence, pendant qu'un dénommé Haase, employé chez Borsig, se chargea du rapport sur le conflit entre Lassalle et Schulze-Delitzsch. Il semble que les représentants plus connus du Parti du Progrès ont tout de même eu honte de se charger en personne du rôle dont ce Haase, par ailleurs inconnu, devait s'acquitter dans leur intérêt. Il traita « Monsieur Lassalle » de pauvre toqué, il expliqua que l'aide de l'État était un attentat contre la liberté individuelle et la moralité publique, ce qui ne manquait pas de sel de la part d'un employé des usines Borsig, qui avaient percé grâce à l'aide très généreuse de l'État, et réfuta la loi d'airain des salaires par ce cri d'indignation : un honnête allemand qui voudrait épouser une honnête jeune fille allemande se soucierait bien de savoir si son salaire journalier variera d'un groschen d'argent en plus ou en moins ! Ensuite, ce plaisant champion du Parti du Progrès dit que Lassalle certes avait été

absous par les jurés rhénans de l'accusation du vol de la cassette[1] mais on savait bien que même les hommes de loi les plus habiles n'auraient pas raison de « Monsieur Lassalle » ; et d'ailleurs on n'avait pas non plus tiré au clair jusqu'où Lassalle avait été mêlé au sort d'une femme que, dans son voisinage, on avait récemment assassinée pour lui voler 25 thalers. À tout cela, la foule fanatisée criait « Bravo ! » On pouvait certes comprendre que Eichler, qui voulut encore une fois saisir l'occasion de se réhabiliter, fût chassé par les huées de la tribune mais le démocrate Ludwig Loewe, lui aussi, qui ne pensait même pas à défendre les idées de Lassalle mais voulait seulement défendre l'intégrité personnelle de celui-ci face aux insinuations du rapporteur, fut réduit au silence par ces arguments percutants : « Cassez-lui la figure ! » et « Flanquez-le à la porte ! » Une résolution présentée par le médecin Eisner, un véritable partisan de Lassalle, qui demandait à l'assemblée de ne pas se prononcer, pour l'instant, sur la question sociale mais d'approuver au moins le suffrage universel, passa carrément sous la table. Le prétendu tribunal populaire préféra condamner le démagogue Lassalle, et les journaux berlinois annoncèrent au monde entier à coups de trompe retentissants ce haut fait de civilisation.

Cette odieuse mascarade fit sortir Bucher de sa peureuse réserve. S'y référant, il écrivait le jour suivant au comité de Leipzig que l'exemple donné par Berlin, consistant à terroriser les présents et à tromper les absents, imposait doublement de montrer la couleur. Il promit de tenir une conférence à Leipzig pour démontrer que la doctrine manchestérienne, à savoir que l'État avait uniquement à veiller sur la sécurité des personnes et à laisser aller tout le reste, ne tenait pas devant la science, devant l'Histoire et devant l'expérience pratique. Mais à peine sa lettre avait-elle paru que la bourgeoisie serra la corde qu'elle avait passée autour du cou de Bucher. Le 26 avril, Bucher écrivait à Lassalle que la lettre qu'il avait écrite au comité de Leipzig lui avait attiré de « très sérieux ennuis ». Il devait cesser toutes relations amicales avec Lassalle, vu que sinon elles pourraient aboutir à des ennuis, qui l'obligeraient à se précipiter lui-même dans des ennuis. Il promit de reconnaître simplement, là où cela était nécessaire, qu'il s'était retiré par conscience de sa propre faiblesse. Face au comité de Leipzig, il s'en tira en promettant à la place de la conférence, qui ne pourrait pas épuiser le sujet, de donner une petite brochure qu'il disait être en train d'écrire mais qu'il n'a jamais publiée. C'est ainsi que Bucher se retira complètement du mouvement. Plus tard, il renoua des relations personnelles avec Lassalle, mais jamais plus, comme

1 Péripétie scabreuse du procès en divorce de la comtesse Hatzfeldt ; défendue par Lassalle, elle obtint gain de cause.

le prouvent nombre de documents authentiques, il n'eut une influence quelconque sur les décisions politiques de Lassalle.

D'un point de vue purement humain, Lassalle semble être parti du principe que, dans la faute de Bucher, la part la plus lourde revenait au talent de tortionnaire de la bourgeoisie. Toujours ami très fidèle de ses amis et bien trop grand idéaliste pour être un bon connaisseur d'hommes, il a accordé jusqu'au bout à cet homme faible une grande confiance personnelle, hélas, assez mal payée de retour.

8. L'assemblée de Francfort

Le lendemain de l'assemblée de Berlin, Lassalle adressa un communiqué à la *Volks-Zeitung,* dans lequel il prenait acte que deux de ses amis – qui devaient déclarer en son nom qu'il était prêt à discuter de ses propositions avec les ouvriers de Berlin, si seulement ceux-ci le lui demandaient, en d'autres termes, s'ils voulaient l'écouter calmement – n'étaient pas parvenus à prendre la parole. En même temps, Lassalle renouvelait son offre de parler à Berlin, à condition que les ouvriers consentent à l'écouter. Mais les chefs progressistes redoutaient beaucoup trop cette dangereuse épreuve pour en courir le risque.

Toutefois, ce qui leur réussissait à Berlin échouait au même moment à Francfort-sur-le-Main. Le même 19 avril où l'assemblée ouvrière de Berlin portait le coup de grâce à la campagne d'agitation de Lassalle dans l'Allemagne orientale, une assemblée ouvrière à Rödelheim devait accomplir la même mission dans l'Allemagne occidentale. Certes, les associations d'éducation ouvrière de la Fédération de la région du Main s'étaient dans leur majorité déjà prononcées contre Lassalle, mais Sonnemann et Wirth jugèrent opportun de faire lancer une fois de plus les foudres de l'excommunication contre Lassalle, cette fois par la Fédération en tant que telle. En même temps, selon la motion présentée par eux, le comité de la région du Main devait frapper de paralysie le comité de Leipzig, en exécutant la décision antérieure, prise à Offenbach, et en centralisant autour de lui dans un esprit progressiste manchestérien les associations d'éducation ouvrière. C'est dans ce but que le congrès avait été convoqué à Rödelheim et l'assistance était assez nombreuse. Les associations d'éducation ouvrière de Hanau, Mayence, Offenbach, Francfort, Bockenheim, Rüsselsheim, Darmstadt et Osthofen étaient représentées par quelque 200 délégués.

Mais ce plan astucieusement manigancé avait une faille, et même deux. Premièrement, tous les présidents des associations d'éducation ouvrière unifiées à Rödelheim ne suivaient pas le rythme de ceux qui menaient la danse. Ludwig Büchner, qui dirigeait l'association d'éducation ouvrière

de Darmstadt, et Theodor Müller, celle de Francfort, n'étaient pas enclins à jurer les yeux fermés par Sonnemann et Max Wirth. Les deux hommes n'avaient qu'une compréhension très insuffisante de l'économiste et l'homme politique Lassalle, et ils se sentaient même plutôt repoussés qu'attirés par sa personnalité. Mais ils étaient bien trop cultivés et prenaient bien trop au sérieux les aspirations des ouvriers à l'éducation pour ne pas condamner la traque du Parti du Progrès contre Lassalle. Theodor Müller, qui mourut de phtisie deux ans plus tard, n'était pas un lutteur, plutôt une nature tendre et douce, mais qui en même temps ne transigeait pas sur l'honneur ; il avait empêché l'association qu'il dirigeait de se déchaîner contre Lassalle, et avait blâmé sans ménagement les tristes manœuvres destinées à liquider Lassalle. En tant que rapporteur à l'assemblée de Rödelheim, Ludwig Büchner se comporta de la même manière. Le timbre métallique du cri de guerre poussé par Lassalle le faisait reculer d'épouvante, il voyait les aspirations des ouvriers à s'éduquer gravement compromises par la rupture entre bourgeoisie et prolétariat et il avait avancé une longue liste d'objections, le plus souvent de profane, à opposer aux propositions de Lassalle. Mais il rendait tout de même compte de ces propositions avec objectivité, il conseillait aux ouvriers de ne pas se laisser intimider par les mots choc de « socialisme » et de « communisme » et leur recommandait de faire très sérieusement l'examen de la *Lettre ouverte.* Lassalle avait en tout cas montré de la sympathie pour le peuple et méritait une reconnaissance d'autant plus grande qu'il s'était exposé à tous les dangers et à tous les désagréments possibles dans l'intérêt d'une bonne cause. Sa faute était peut-être seulement dans le fait qu'il voulait atteindre d'emblée ce qui nécessiterait sans doute des siècles, et à coup sûr des décennies de préparation.

Mais, deuxièmement, il régnait parmi les ouvriers rassemblés à Rödelheim, une forte animosité à l'égard de l'Union nationale. Il s'agissait là encore d'une contradiction beaucoup plus vive que celle qui opposait en général les courants grands-allemands de l'Allemagne du Sud au programme petit-allemand[1] de l'Union nationale. L'industrie moderne dans la région du Main était loin d'être suffisamment développée pour éveiller dans les masses ouvrières une conscience de classe prolétarienne, de même que la ville de Francfort elle-même était une ville financière, pas industrielle. Pourtant, depuis 1848, elle passait pour la capitale intellec-

1 Les partisans de la « Petite-Allemagne » voulaient un État national sous la direction des Hohenzollern et une union fédérale avec l'Autriche, ceux de la « Grande-Allemagne » voulaient un État fédéral avec la totalité de l'Autriche sous la direction des Habsbourg.

tuelle de l'Allemagne. Elle était le théâtre préféré de toutes les fêtes et congrès possibles ; c'est là que la vie politique d'alors était la plus animée ou du moins faisait le plus de tapage. De même que, dans les régions où en 1848 le mouvement ouvrier avait atteint un certain niveau, au bord du Rhin, à Hambourg et à Leipzig, les traditions socialistes se ranimaient, de même se ranimaient en Allemagne du Sud-Ouest les traditions petites-bourgeoises de l'insurrection de Bade-Palatinat. L'Union nationale s'était d'abord imaginée qu'elle pouvait jouer avec ce feu. À l'assemblée générale qu'elle tint à Heidelberg en 1861, elle avait décidé de constituer des associations de défense en enrôlant des « spécialistes idoines » et en même temps de faire des collectes pour la construction d'une flotte de guerre allemande, dont le produit devait être transmis au gouvernement prussien pour, bon gré mal gré, enchaîner la couronne prussienne à la cause de l'unité allemande. Cette bourgeoisie téméraire jusqu'à la mort célébra ces décisions comme le « serment du Jeu de Paume allemand », naturellement avec la réserve tacite que M. de Bennigsen, en Mirabeau de la lande de Lunebourg, ne se mettrait jamais en situation d'imiter l'insolence de son modèle français.

Mais c'était une fois de plus l'histoire de la poule qui couve des œufs de canard. La décision de l'Union nationale suscita dans la jeunesse petite-bourgeoise de l'Allemagne du Sud-Ouest un grand nombre d'associations de tir, de gymnastique et de défense, qui en savaient beaucoup trop sur le « prince Mitraille »[1] pour s'imaginer qu'on pourrait, en l'amadouant avec des pourboires, transformer le gouvernement prussien en champion de l'unité allemande, mais qui par ailleurs prirent ce qui était bon là où elles le trouvaient et suivirent volontiers le conseil de l'Union nationale de recourir à des « spécialistes idoines » pour leur entraînement et leur équipement. Elles virent en Rüstow un spécialiste de ce genre, qui leur suggéra avec réalisme que des associations de défense devaient avant tout avoir des armes. Ce fut une révélation pour les associations de défense ; elles s'enhardirent toujours plus et, à la fête de tir de Francfort de 1862, quelques-unes d'entre elles prêtèrent le serment de porter contre l'oppresseur danois, l'année suivante, la bannière endeuillée de la « tribu sœur abandonnée ». Aussi puéril que fût ce serment et aussi erronée que fût l'opinion de Rüstow, que les mêmes moyens qui avaient servi, en Italie du Sud, à renverser les Bourbons et leur administration pourrie pouvaient et devaient servir, en Allemagne, à renverser le Bundestag et

1 Sobriquet donné au prince Guillaume de Prusse, le futur empereur Guillaume I[er], qui au cours de la Révolution de 1848 en Allemagne fit tirer à mitraille sur les foules désarmées,

son administration pourrie, le mouvement tout entier témoignait tout de même de la volonté louable de sortir une fois pour toutes du marais des bavardages creux. Lassalle aussi lui accorda un intérêt passager quand, dans l'été 1862, il donna un billet de recommandation pour Marx au capitaine Schweigert, qui avait servi sous les ordres de Garibaldi et de Rüstow et devait maintenant récolter des fonds en Angleterre pour se procurer quelques milliers de fusils pour les associations de défense.

Toutefois ce qui pouvait intéresser un tant soit peu des gens sérieux, dans ces associations de défense, fut ce qui remplit d'une peur panique les chefs de l'Union nationale. La totalité des organes de presse qui étaient sous leurs ordres reçurent la consigne de dénoncer violemment le fait que la « jeunesse immature » s'occupait de politique dans les associations de tir, de gymnastique et de défense ; ce qu'on devait leur permettre, c'était les exercices physiques et à la rigueur ces stupides traditions de beuverie qui abrutissent la « jeunesse cultivée » des universités. On en vint à la rupture ouverte en automne 1862, lors d'un congrès des délégués des associations de défense à Heidelberg, auquel assistaient Rüstow et quelques grands pontes de l'Union nationale. Rüstow voulait que les fonds rassemblés pour la construction d'une flotte de guerre allemande soient utilisés pour se procurer des armes ; livrer ces fonds au gouvernement prussien serait « trahir la raison ». Les hommes d'État de l'Union nationale présents exigèrent le retrait de ce mot « offensant » et comme Rüstow s'y refusait, ils déguerpirent en vitesse. Peu après, à son assemblée générale de Cobourg, l'Union nationale accorda certes encore ses sympathies platoniques aux « aspirations patriotiques » des associations de tir, de gymnastique et de défense, mais elle refusa « toute proposition allant plus loin », avec cette prudence qui était toujours pour elle la meilleure part de la bravoure.

Ces événements et d'autres semblables avaient engendré dans la « jeunesse immature » de la population de l'Allemagne du Sud-Ouest un état d'esprit qui s'exprima très clairement à l'assemblée de Rödelheim. Le discours de Büchner fut très applaudi et lorsqu'ensuite Sonnemann, Max Wirth et autres champions de l'Union nationale tirèrent à boulets rouges sur Lassalle, les ouvriers dirent très calmement que depuis longtemps on ne les prenait plus par surprise. Le menuisier Heymann de Francfort dit que ces messieurs feraient mieux de se modérer parce que, aussi malins qu'ils se croyaient, ils avaient tout de même encore beaucoup à apprendre de Lassalle ; et l'horloger Scheppler de Mayence ajouta que Lassalle avait au moins le mérite de secouer les Allemands de l'éternelle torpeur de l'Union nationale. Une vive discussion fit comprendre aux metteurs en scène du tribunal populaire projeté que, cette fois-ci, ils avaient levé

trop tôt le rideau. Ils s'empressèrent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Sonnemann retira ses demandes visant à anéantir Lassalle et demanda, avec une indignation bien simulée, si l'on pouvait attendre d'honnêtes gens aussi irréprochables que lui-même et ses pareils qu'ils prennent le monde par surprise. Sans trancher cette épineuse question, le congrès ouvrier décida d'inviter Lassalle et Schulze-Delitzsch à un nouveau congrès ouvrier, qui devait être convoqué pour le 17 mai à Francfort-sur-le-Main.

Schulze déclina l'invitation sous prétexte d'affaires parlementaires : probablement non parce qu'il estimait qu'il ne valait pas la peine de discuter avec Lassalle, mais plus vraisemblablement parce qu'il redoutait, à juste titre, d'avoir à approcher de trop près la lame de Lassalle. Lassalle à l'inverse accepta aussitôt, bien que tous ses amis lui aient déconseillé d'accepter le combat sur un terrain où il aurait d'entrée de jeu le soleil et le vent contre lui. Il apprécia la situation d'un œil sûr. Il savait très bien, écrivait-il à Rodbertus, que ce genre de duels oratoires ne tranchait rien mais, étant donné la manière dont la mascarade ouvrière de Berlin avait été exploitée contre lui, il avait besoin d'un coup d'éclat. Il voulait secouer sa vieille crinière révolutionnaire et risquer le tout pour le tout. Le terrain défavorable rehausserait son triomphe ou, dans le cas contraire, rendrait la défaite moins cuisante.

La raison, et pas la moindre, pour laquelle Lassalle accepta l'invitation, était que le demi-revirement en sa faveur, qui s'était produit à Rödelheim, avait des mobiles plus politiques qu'économiques. Les racontars sur ses arrière-pensées réactionnaires, cette calomnie venant des progressistes, étaient ce qui lui nuisait le plus auprès des ouvriers. Elle devenait d'autant plus dangereuse que la presse réactionnaire commençait maintenant à manifester un intérêt très suspect pour sa campagne d'agitation. Un combat dans lequel les ouvriers démocrates de la région du Main lui attribueraient la palme du vainqueur pouvait donner une vigoureuse impulsion au mouvement qui marquait le pas.

Mais par ailleurs Lassalle, à tous égards, avait aussi besoin d'un grand coup d'éclat. Ses discours sur la Constitution, la *Lettre ouverte*, le discours de Leipzig, ses plaidoiries dans le procès en instance suscité par le *Programme ouvrier* contenaient un abondant matériel d'agitation des plus instructifs et des plus saisissants. La moindre de ces déclarations ouvrait en tout cas sur la société et l'État des aperçus plus profonds que toute la sagesse du Parti du Progrès n'était capable d'en ouvrir. Cependant, même si Lassalle s'y entendait magistralement à traiter de manière aisément compréhensible les questions les plus difficiles, le combat à coup de brochures ou de discours était tout de même le combat d'un homme lour-

dement armé contre les essaims innombrables d'une racaille de lestes pandours[1] qui chaque jour fonçaient sur lui pour de nouveaux assauts. Malgré toute son inépuisable puissance de travail, ses coups de canon tonnaient seulement à intervalles comptés, et se perdaient ainsi dans le crépitement de la fusillade que la presse progressiste dirigeait quotidiennement contre lui.

Lassalle n'était pas équipé pour cette guerre de guérilla. Dans un ou deux cas, il réussit à contraindre la presse adverse à accepter son droit de réponse : dans la V*ossische Zeitung*, il riva son clou au vieux Rau à propos des « si » et des « mais » avec lesquels cette autorité universitaire voulait soi-disant réfuter la loi d'airain des salaires, mais en réalité la corroborait. La seule feuille libérale qui accepta d'assez bon gré des envois de Lassalle fut la *Deutsche Allgemeine Zeitung de* Leipzig, dont l'éditeur, Brockhaus, avait publié le *Système des droits acquis*. Lassalle utilisa cette tribune libre, qui lui était ouverte non par sympathie politique mais par complaisance personnelle, et donc très insuffisante, surtout pour établir la vérité sur les Ateliers nationaux français de 1848 que, par ignorance grossière ou par déformation perfide, on lui jetait sans cesse à la face comme modèle repoussant de ses associations productives bénéficiant des crédits de l'État. Sinon, Lassalle pouvait encore disposer de quelques petites feuilles locales peu lues qui, comme *L'Étoile du Nord* de Hambourg, *L'Esprit du temps* de Leipzig ou le *Journal populaire de Franconie* de Nuremberg, vivaient leurs derniers jours, ou bien ceux qui, comme *L'Ami du peuple* de Francfort, le *Journal du peuple souabe* de Stuttgart et le *Droit devant !* d'Esslingen, cherchaient à prolonger une existence chétive par une demi-amitié avec les ouvriers. Avec ces faibles appuis journalistiques, il n'était pas possible de rivaliser avec la clique de la presse libérale, à qui il importait peu que Lassalle tue moralement l'un ou l'autre de ces journalistes. La bourgeoisie ne manque jamais de nouveaux plumitifs à gages, qui sacrifient volontiers pour de lourds écus leur honneur bien léger. Lassalle devait d'autant plus tenir à un succès décisif qui, remporté en plein dans le camp des adversaires, ne pourrait être annulé en dépit de tous les mensonges.

Ainsi donc, comme le dit Büchner sans exagération particulière, les yeux de la moitié de l'Allemagne étaient dirigés vers le congrès ouvrier qui se tint le 17 mai à Francfort-sur-le-Main. Le comité de la région du Main avait pris toutes les mesures pour assurer de prime abord la défaite de Lassalle. Mais l'association d'éducation ouvrière de Francfort devenait

1 En Hongrie, troupes de soldats irréguliers et armés légèrement, devenus rapidement synonymes de féroces pillards.

de plus en plus récalcitrante ; son président, Theodor Müller, ne se laissait pas prendre et parmi ses membres Bernhard Becker, fugitif de 1848 qui venait juste de rentrer de son exil anglais, faisait par la parole et par l'écrit de la propagande en faveur de Lassalle. On avait donc, en contrepoids, rapidement constitué quelques nouvelles associations d'ouvriers soumis, qu'au jour décisif d'abondantes distributions de boisson excitaient au combat pour la cause sacrée du capital. L'espace inférieur de la salle, où l'on devait débattre, avait été réservé aux membres des associations d'éducation ouvrière, qui en grande partie déjà avaient voté contre Lassalle, et l'un des rédacteurs de Sonnemann, promu grand ordonnateur, veilla à ce qu'aucun bouc ne se mêlât aux brebis. Tous les ouvriers qui n'appartenaient à aucune association durent gagner les galeries, sans droit de vote mais avec l'obligation de verser six kreutzer par personne pour couvrir les frais du congrès. Puis quinze orateurs se firent inscrire, « déjà à l'avance » comme dit Büchner, sur la liste des orateurs pour, dès qu'il aurait terminé, renvoyer Lassalle à son néant, grâce aux tirades éprouvées du Parti du Progrès. Certes, le comité de la région du Main était formellement en droit d'organiser comme bon lui semblait l'assemblée qu'il avait convoquée, mais Lassalle était objectivement dans son droit, quand il estimait que les Sonnemann et Wirth auraient vraiment eu du mal à faire un usage plus déloyal de leur droit formel.

Bien entendu, il n'était pas aussi facile à duper. Il prit des garanties, autant qu'il le tint pour nécessaire, et se fit promettre par Büchner qu'il aurait le droit de parler aussi longtemps qu'il le voudrait, sans être interrompu. Il pouvait compter sur la parole de Büchner et il ne lui en fallait pas plus pour avoir confiance en sa cause et en son étoile. Son grand discours était admirablement adapté à la circonstance. Pauvre en idées nouvelles, en grande partie juste un développement et une argumentation plus amples de ce que Lassalle avait dit dans sa *Lettre ouverte* et dans son discours de Leipzig, il était riche en formules frappantes qui devaient conquérir les auditeurs abusés, et désarmer les ennemis perfides.

Dès le début, Lassalle stupéfia l'assemblée en prouvant que Max Wirth, ce digne homme qui depuis des semaines maudissait la loi d'airain des salaires, qualifiée de misérable supercherie, l'avait proclamée vérité incontestable, qui plus est dans un ouvrage prétendu « scientifique ». *« Voyez-vous, messieurs, un ouvrier à gages est pour moi quelqu'un de très honorable, mais un plumitif à gages, ça c'est une tout autre affaire. »* Avec une ironie mordante, Lassalle ajouta qu'il n'avait pas lu cet ouvrage de Max Wirth, mais qu'il l'avait jeté de côté, indigné, quand il l'avait feuilleté à sa parution et avait tout de suite vu qu'il avait affaire à *« un compilateur dépourvu de toute pensée »*. Mais un ami avait attiré son attention

sur le passage où Max Wirth reconnaissait la loi d'airain des salaires. Cet ami était Rodbertus, à qui Lassalle exprima ses remerciements sous une forme qui humilia d'autant plus profondément le malheureux Max Wirth. En vain ceux du comité qui tiraient les ficelles cherchèrent à venger leur compère présent dans la salle par un vacarme général appelant Lassalle à en finir. De l'assemblée s'éleva une protestation énergique contre les faiseurs de tapage ; elle voulait écouter encore cet orateur intéressant.

Lassalle défendit ensuite les chiffres statistiques de la *Lettre ouverte*, contre lesquels s'étaient élevés « un océan de doutes et une tempête de fureur », parce qu'on voulait cacher aux classes démunies le nombre qu'elles représentaient, afin de leur cacher leur force. Il éreinta surtout un certain Wackernagel, petit publiciste d'Elberfeld qui, ni avant ni après, n'avait produit grand-chose, mais qui était célébré à l'époque comme une lumière de la statistique parce que, à côté de quelques objections plus pertinentes sur la forme que sur le fond, il avait cherché à réduire à néant les chiffres de Lassalle en présentant impudemment un tableau idyllique de la société. Ensuite, Lassalle prouva à l'aide de nouveaux chiffres plus précis, tirés des statistiques officielles, que pour l'essentiel on en restait au résultat qui avait été établi dans la *Lettre ouverte* et, en utilisant les terribles chiffres de mortalité du prolétariat, il examina de près l'objection de Büchner, selon laquelle il était incompréhensible que la moitié de la population prussienne ne fût pas depuis longtemps morte de faim, si les chiffres de la statistique officielle devaient être exacts. À cela Lassalle ajouta en soupirant : « *Vous, ouvriers allemands, vous êtes des gens bien étranges ! Aux ouvriers français et anglais, il faudrait montrer la façon dont on pourrait remédier à leur triste situation ; mais à vous, il faut encore vous prouver d'abord que vous êtes dans une triste situation. Tant qu'il vous reste encore un bout de méchante saucisse et un verre de bière, vous ne remarquez absolument pas cette situation et vous ne savez absolument pas qu'il vous manque quelque chose. Mais cela provient de votre satanée habitude de vous contenter de rien.* » Au milieu des applaudissements de l'assemblée, qui n'étaient plus perturbés désormais, Lassalle expliqua que se contenter de rien était une vertu pour le stylite[1] hindou ou pour le moine chrétien, mais pas pour l'historien ou l'économiste, qui voient dans les besoins croissants d'un peuple l'aiguillon de son développement et de sa civilisation.

1 Solitaire qui vivait au sommet d'une colonne isolée pour se livrer plus librement à la méditation (stulos, en grec, signifie colonne). Saint Siméon adopta le premier cette manière de vivre. Il eut de nombreux imitateurs en Orient.

Sur le principe de l'aide de l'État, Lassalle s'exprima aussi amplement qu'à Leipzig, en montrant de manière encore plus précise et encore plus frappante l'indigence d'esprit qui alimentait les lieux communs manchestériens. À la question de savoir où l'État devrait prendre le capital ou le crédit pour les associations de production des ouvriers, il répondit en démontrant qu'il n'était pas nécessaire pour cela de « milliers de millions », comme l'affirmait Schulze, mais que dans un premier temps ce serait encore trop, beaucoup trop, de 100 millions de thalers, avec lesquels 400 000 ouvriers pourraient s'associer. Il donnait uniquement ce chiffre à titre d'exemple, ce qui n'a pas empêché désormais ses adversaires d'utiliser abusivement cet exemple pour ridiculiser l'idée même. Un jeune homme prometteur, qui commençait à cette époque à écrire en valet fidèle du capitalisme – il s'appelait Eugen Richter – écrivait peu après, pastichant un ouvrier : « *Donc, chacun des 400 000 ouvriers que les futurs ministres se choisiront touche un beau jour, pompés dans les 100 000 thalers, 200 thalers prêtés avec intérêt, avec lesquels il devra travailler sous l'œil de la police dans une coopérative de production ? Et c'est tout ? Merci bien !* » Le prétendu ouvrier faisait le calcul que, dans une association de consommation de Schulze, il pouvait économiser les 200 thalers en sept ans et quatre mois, et ensuite il les aurait en libre propriété, tandis que cet argent reçu sous forme d'aide de l'État, il ne le recevrait qu'en prêt d'un ministre social-démocrate, s'il avait de la chance et des copains bien placés. « *Et pour ça, il faut encore sacrifier sa liberté et travailler sous l'œil de la police ? Voilà qui est trop bête !* » En vérité, c'est l'attaque de Richter contre Lassalle qui était trop bête. Si, en dépit de leur manque de conscience, tous ces brillants escrimeurs avaient eu une once de bon sens, ils auraient plutôt porté l'attaque sur l'opération de crédit de Lassalle, qui souffrait du même défaut que son association de production en général : le défaut de vouloir donner vie à une société nouvelle grâce à des prêts d'État, comme on fait pour un nouveau chemin de fer. Mais le malheur de ces penseurs géniaux était toujours d'avoir eux-mêmes tort trois fois quand Lassalle n'avait tort qu'une fois. Aussi Lassalle put-il triompher de leurs arguments fantaisistes sur l'impossibilité d'aider la classe ouvrière par l'intervention de l'État, en disant : « *Imaginez donc l'affaire au moyen d'un exemple tout grossier et tout arbitraire : imaginez que l'État soit obligé de mettre 100 millions sur la table. Eh bien, messieurs, pas une guerre n'a encore été menée qui n'ait coûté plus du double de cette somme ; et au nom de quoi des guerres n'ont elles pas été menées ! Oui, au siècle dernier pour toute sorte de caprices de favorites, oui, dans ce siècle pour toute sorte de désirs de conquête des princes, ou pour procurer à la bourgeoisie quelque marché bien limité. La guerre de l'opium que l'Angleterre a menée contre*

la Chine dans les années 1840 a, à coup sûr, coûté au moins le double et elle n'a été menée que pour faire avaler de force de l'opium aux Chinois, donc pour procurer un marché tout à fait spécial à la bourgeoisie. Pour tout et n'importe quoi donc, ces 100 millions étaient là, multipliés par deux, pour procurer n'importe quel marché limité à la classe possédante aussi bien que pour n'importe quel caprice princier. Il n'y a que quand il s'agit de la rédemption de l'humanité qu'il serait soudain impossible de se procurer ces fonds ? »

Lassalle en était arrivé à ce point de son discours, sous des applaudissements croissants, quand ses adversaires comprirent qu'il y avait péril en la demeure, péril extrême. Dans l'assemblée, on était de plus en plus chaud pour Lassalle, alors que, après ses développements qui d'ores et déjà avaient duré quatre heures, l'espoir s'éloignait que d'autres orateurs puissent prendre la parole. Certes, Lassalle s'était déjà déclaré prêt, dans ce cas, à paraître dans une nouvelle assemblée et à répondre à ses contradicteurs, mais ceux-ci pouvaient non sans raison redouter d'avoir le dessous si le discours de Lassalle n'était pas perturbé et pouvait exercer son effet sur la salle. Aussi provoquèrent-ils un esclandre qui obligea Lassalle à s'interrompre. Après une brève concertation avec lui, Heymann déclara du haut de la tribune que Lassalle terminerait son discours deux jours plus tard, dans la salle de l'association d'éducation ouvrière.

Le jour suivant, les journaux de la bourgeoisie de Francfort affirmèrent que la « grande masse » des ouvriers avait quitté la salle en faisant une ovation à Schulze-Delitzsch, mais ce n'était pas là l'estimation de l'honnête Theodor Müller. Dans une déclaration publique, il dévoila quelques « mensonges sur les chiffres ». Il en résultait que le comité de la région du Main avait inscrit 1 300 membres de l'association d'éducation ouvrière sur le procès-verbal alors que, d'après un comptage exact, seulement 527 avaient été présents. De ceux-là, 250 à 300 étaient encore présents à la fin de l'assemblée, parmi lesquels une soixantaine tout au plus avaient quitté la salle en ovationnant Schulze. Lassalle pouvait à bon droit écrire à Rodbertus de ne pas se laisser abuser par les comptes rendus mensongers de la presse libérale : pas un mot n'en était vrai. Cela avait été plutôt une victoire décisive qui, à moins que les intrigues des adversaires ne réussissent au-delà de toute mesure probable, allait vers son couronnement.

Effectivement, la deuxième assemblée, le 19 mai, trancha en faveur de Lassalle par 400 voix contre 40. Dans le reste de son discours, il discuta essentiellement le côté politique de la question et on peut raisonnablement se fier à ce qu'en rapporte un témoin oculaire et auriculaire, à savoir que ce sont les membres des sociétés de gymnastique de Francfort qui, gui-

dés davantage par l'enthousiasme juvénile que par la conscience de classe prolétarienne, ont assuré son succès. Lassalle développa avec des paroles enflammées que ce qui devait engager les ouvriers à l'accueillir avec allégresse, c'était justement le côté politique de l'élévation qu'il proposait à la classe ouvrière : *« N'êtes vous pas des démocrates ? Pourquoi est-ce que je vous fais un discours ? Je n'ai ni l'envie ni la vocation de parler à d'autres qu'à des démocrates ! »* Le mouvement philistin progressiste, continua-t-il, ne pouvait donner de résultat, et même si on était prêt à en attendre pendant des siècles, pendant des ères géologiques entières. Depuis que les gouvernements avaient été suffisamment habiles pour satisfaire les intérêts matériels de la bourgeoisie, on ne pouvait plus envoyer cette classe au feu pour la liberté politique. Derrière la réaction, il y avait des classes dotées d'une extrême énergie, qui luttaient bec et ongles ; derrière la liberté politique, il n'y avait aucune classe, il n'y avait rien qu'une poignée d'idéologues et des hommes de cœur. La liberté politique avait le plus grand intérêt à mettre derrière elle un intérêt de classe, un intérêt social, à savoir justement l'intérêt des classes démunies en général, si infiniment supérieures en nombre et en force. Celui qui l'accusait de servir la réaction mentait en prenant sciemment et sans vergogne le contre-pied de la vérité. Ce n'était pas la réaction que la bourgeoisie libérale craignait de lui, comme elle le prétendait, mais l'inverse : elle craignait que cette agitation ne produise en l'espace de quelques années l'opposition de loin la plus sérieuse à la réaction. *« Donnez-moi 500 000 ouvriers allemands qui entrent dans mon association, et c'en est fini de notre réaction ! »* C'est sous ce signe que Lassalle sortit vainqueur du congrès de Francfort.

Et c'est sous ce même signe qu'il remporta la victoire le jour suivant à Mayence, où une assemblée de 700 ouvriers se déclara pour lui à l'unanimité.

9. L'Association générale des travailleurs allemands

Puis Lassalle se rendit en hâte à Leipzig où, le 23 mai 1863, fut fondée l'Association générale des travailleurs allemands. D'après ce qu'aurait dit Lassalle, sans les succès de Francfort et de Mayence, il aurait renoncé à son entreprise, mais il ne faut évidemment pas prendre cela tout à fait au pied de la lettre. Lassalle n'était pas homme à laisser tomber un drapeau si tôt après l'avoir levé : étant donné l'esprit révolutionnaire qui l'habitait tout entier, on n'accordera aucune importance à ce qu'il peut avoir dit, avant ou après, à sa manière passionnée et sous la pression des combats épuisants, sur ses emballements ou ses répulsions qui l'ont accompagné plutôt que guidé lors de l'acte décisif de sa vie. Même sans la victoire remportée à Francfort, il aurait sans doute avancé sur la voie qu'il avait

une fois prise et, si haut que ce succès l'eût placé, il ne méconnaissait pas pour autant les immenses difficultés qui le guettaient encore.

La fondation officielle de l'Association eut lieu au Panthéon. Onze villes étaient représentées par douze délégués : Leipzig par Vahlteich, Dammer et Fritzsche, Hambourg par Audorf et Perl, Harburg par Yorck, Cologne et Düsseldorf par Levy, Elberfeld, Barmen et Solingen par Hillmann, Francfort-sur-le-Main par Bernhard Becker et Heymann, Mayence par l'horloger Scheppler ; enfin pendant les débats arriva le cordonnier Lässig de Dresde, où la cause avait seulement quelques partisans. Par ailleurs, il y avait encore quelques centaines d'ouvriers de Leipzig, bien moins nombreux que ceux qui avaient afflué à l'Odéon dans les assemblées ouvrières qui s'étaient tenues dans l'hiver. Les journaux bourgeois firent là-dessus des plaisanteries faciles, de même que sur le choix du lieu, qu'ils baptisèrent « Pandemonium ». Pourtant la participation relativement moindre des ouvriers de Leipzig à cette assemblée s'expliquait amplement par le fait que les débats n'eurent pas lieu le soir, mais l'après-midi.

Le premier article des statuts fixait pour objectif à l'Association d'œuvrer, par des voies pacifiques et légales, en particulier en réussissant à convaincre l'opinion publique, à l'instauration du suffrage universel égal et direct, seul moyen pouvant amener une représentation satisfaisante des intérêts sociaux de la classe ouvrière allemande et à une suppression effective des antagonismes de classes dans la société.

Les dispositions organisationnelles des statuts firent plus de difficultés que la proclamation du principe. Lassalle avait discuté avec Ziegler, dont il prisait les talents d'organisateur, le plan d'une société générale d'assurance pour les ouvriers et puis, lorsque ce plan avait été abandonné, il avait, pour son association d'agitation politique et sociale, retenu l'idée fondamentale des statuts ébauchés par Ziegler : en particulier ne pas corseter d'emblée l'Association dans des articles trop restrictifs, plutôt laisser le plus possible les mains libres à sa direction et au moins assurer au président une position solide pour une assez longue série d'années. On ne peut pas non plus nier qu'il était dans la nature des choses de prévoir pour le premier président des pouvoirs les plus dictatoriaux possible, que cela correspondît ou non aux penchants personnels de Lassalle. Ce n'était même pas, en premier lieu, pour tenir compte des lois réactionnaires sur les associations en vigueur dans presque tous les États allemands, lois qui s'accordaient pour interdire toute relation entre associations politiques, même si cela poussait à une centralisation rigide, du fait que les associations ne pouvaient constituer aucune filiale et qu'ainsi tous les membres, quel que soit leur lieu de résidence, étaient obligés d'appartenir directement à l'Association domiciliée à Leipzig.

Indépendamment de tout cela, il ne s'agissait pas de fonder une société de propagande socialiste, comme l'avait été la défunte Ligue des communistes, mais de fonder un parti socialiste qui devait penser et frapper à l'unisson, qui devait aussi vite que possible lancer les masses de la classe ouvrière, en colonnes serrées, sur le champ de bataille politique. Dans les circonstances de cette époque, on ne pouvait pas y parvenir autrement que par la direction dictatoriale d'un homme qui, d'un œil souverain, saurait voir les intérêts prolétariens et les représenter. Les membres des associations d'éducation ouvrière étaient encore, en fait de recrues, le meilleur matériau sur lequel le nouveau mouvement pouvait compter, c'est-à-dire des ouvriers qui, habitués dans les associations depuis des années aux amusements les plus vains, devaient tout d'abord être éduqués à agir et à frapper. Lassalle était obligé de s'adapter aux conditions existantes et il s'agissait ici aussi, dans ces circonstances particulières, de satisfaire en même temps aux exigences du noyau permanent des choses, de cet esprit démocratique qui est inséparable de tout mouvement prolétarien, comme les poumons de la respiration. En organisant ainsi la lutte de classe prolétarienne, Lassalle lui donna la force de briser de façon relativement facile et rapide la forme transitoire qui était la seule dans laquelle elle pouvait s'organiser d'abord. Personne n'a su avec plus d'éloquence que Lassalle éveiller dans le prolétariat moderne la force d'autodiscipline qui sommeillait en lui. Son héritage, avant tout, c'est d'avoir fait passer dans la chair et le sang de la classe ouvrière allemande la nécessité d'une solide organisation ; c'est qu'une telle organisation a été capable de fonctionner sans appui extérieur aux époques les plus dures ; et un si précieux héritage n'a certainement pas été trop cher payé par les désordres temporaires, et en fin de compte très passagers, provoqués par l'attachement bien trop servile à la lettre des statuts de Lassalle.

Ces statuts établissaient à peu près ce qui suit : tout ouvrier peut devenir membre de l'Association avec droit de vote plein et égal, sur simple déclaration d'adhésion, et il peut la quitter à tout moment. En cas de doute, la direction décide si quelqu'un est un ouvrier au sens de l'Association ; de même, la direction a le droit d'admettre dans l'Association des membres qui ne sont pas des ouvriers, ou bien d'exclure des membres indésirables, sous réserve qu'ils ont le droit d'en appeler à l'assemblée générale. À son entrée, chaque membre doit s'acquitter d'un droit d'entrée de deux groschen d'argent et ensuite d'un demi-groschen par semaine. La direction est composée d'un président et de vingt-quatre membres, parmi lesquels un trésorier, et un secrétaire appointé à 400 thalers. Leur élection a lieu en assemblée générale ; pour le président, le premier mandat est de cinq ans, et ensuite d'un an à la majorité absolue. La direction gère les affaires de

l'Association et prend des décisions à la majorité simple ; toutefois le président peut prendre sur-le-champ des décisions urgentes, sous réserve de demander dans les trois mois l'approbation de la direction. Une assemblée générale doit obligatoirement se tenir une fois par an. Le lieu et la date sont du ressort du président ; toutefois, il est tenu à tout moment de convoquer une assemblée générale dans les six semaines si la majorité de la direction ou bien un sixième de l'ensemble des membres de l'Association lui en font la demande écrite. C'est lui également qui décide du lieu et de la date des séances de la direction, mais il doit en convoquer une dans un délai de quatre semaines, quand la majorité de la direction en fait la demande. Le trésorier est dans l'obligation de régler toutes les dépenses indiquées par le président, qui de son côté est exclu de tout contrôle sur la comptabilité. C'est le secrétaire de l'Association qui assure l'administration courante. À la tête des organisations locales se trouvent des fondés de pouvoir nommés par la direction. La direction est habilitée à les révoquer à tout moment, et le président à les suspendre provisoirement. Il leur incombe d'intégrer des membres, de faire parvenir à la trésorerie les droits d'adhésion ainsi que les cotisations, de faire des rapports au secrétaire, de convoquer et de diriger des assemblées publiques des membres de l'organisation locale. La durée de l'Association est fixée à trente ans, les modifications des statuts peuvent être recevables seulement après trois ans d'existence de l'association et doivent être ensuite décidées par une majorité d'au moins deux tiers de l'assemblée générale.

On voit clairement quels grands pouvoirs discrétionnaires ces dispositions mettaient dans les mains du président. L'éventuelle limitation de son pouvoir par les vingt-quatre autres membres de la direction était bien peu de chose. Ils étaient dispersés dans toute l'Allemagne et de ce fait fortement gênés dans leur capacité à agir. Aussi, dès le début, cela semblait aller de soi, le pouvoir considérable de nommer les fondés de pouvoir passait de la direction au président. Notons toutefois que, dès l'assemblée constituante, une opposition démocratique s'éleva contre le pouvoir présidentiel par trop illimité. Elle fut représentée en particulier par les délégués de Hambourg et de Harburg, qui ne connaissaient pas encore Lassalle personnellement. Audorf proposa de fixer la durée du premier mandat du président non pas à cinq mais à trois ans seulement et, après le rejet de cette proposition, Yorck protesta par un bulletin nul contre l'élection de Lassalle comme président, non par défiance personnelle à l'égard de Lassalle, mais parce qu'il avait été irrité par la remarque maladroite de Bernhard Becker déclarant qu'il allait de soi que Lassalle reçût la présidence.

Lassalle accepta son élection à deux conditions : premièrement, qu'elle fût confirmée, dans les villes représentées lors de la fondation de l'Association, par un vote direct des adhérents ; et deuxièmement, qu'on lui accordât le droit de se faire remplacer par un vice-président aussi souvent et aussi longtemps qu'il le voudrait. Levy fut élu trésorier et Vahlteich secrétaire. En dehors d'eux, la direction se composait de Dammer et Niederley à Leipzig, de Lässig à Dresde, de Perl et Audorf à Hambourg, de Yorck à Harburg, du marchand de cigares Strauss à Francfort-sur-le-Main, de Scheppler à Mayence, du typographe Kichniawy, un vieil ami de Lassalle, à Düsseldorf, de Hillmann à Elberfeld et enfin de Klings et Willms, deux ouvriers couteliers de Solingen, qui se trouvaient tous les deux à la tête d'une association d'éducation ouvrière ainsi que d'une association de consommation, et avaient poussé ces deux associations à se joindre à l'agitation de Lassalle. Les places restantes du comité directeur furent laissées ouvertes aux nouvelles villes qui se joindraient à l'Association, et il fut donné à la direction le droit de se compléter jusqu'à concurrence de vingt-cinq, à la majorité simple, avec ces villes. C'est de cette manière que furent encore admis par la suite à la direction l'avocat Martiny à Kaukehmen et le compagnon cordonnier Metzner à Berlin.

Une fois l'Association ainsi fondée, Lassalle à Berlin et Vahlteich à Leipzig déployèrent une activité intense pour son extension. D'abord, une fois de plus, avec un résultat en apparence tout à fait mince. Vahlteich envoya la *Lettre ouverte* partout où semblait s'offrir la plus mince perspective, mais la semence répandue à pleines mains tomba presque partout sur un sol aride. L'immaturité de la masse des ouvriers et la forte pression par laquelle les entrepreneurs les tenaient à l'écart de l'agitation de Lassalle firent que le prolétariat se montra très réticent. Le 19 juin, Lassalle nomma seize fondés de pouvoir. Aux onze villes représentées à la fondation de l'Association, parmi lesquelles Dresde ne comptait qu'une demi-douzaine de membres et Mayence commençait déjà à battre de l'aile, il fallait seulement en ajouter cinq nouvelles : Altena, Berlin, Breslau, Hildburghausen et Nuremberg. À Altena et Nuremberg, il y avait seulement un fondé de pouvoir mais pas de membres, de même qu'à Breslau où Nothjung, brisé par une longue réclusion en forteresse, avait accepté la charge de fondé de pouvoir. Hildburghausen comptait peut-être une douzaine de membres et, à Berlin, les cordonniers furent presque les seuls à montrer quelques sympathies. Tout comme Metzner, membre de la direction, Arndt, fondé de pouvoir de Berlin, était cordonnier.

Pour ce qui est des organes de presse, l'Association semblait aussi peu solidement équipée. Parmi les petits journaux luttant pour leur survie qui avaient offert leur aide, *L'Étoile du Nord* de Hambourg avait été choisie

comme organe provisoire de l'Association et avait été renflouée par un don en argent de Lassalle. Ce petit hebdomadaire avait été jusqu'ici sous l'influence intellectuelle d'émigrés hostiles au socialisme, Heinzen, Kinkel, Blind et d'autres ; il était rédigé, et très mal, par Bruhn, ce conspirateur des années 1830 et 1840 qui avait été exclu en son temps de la Ligue des communistes. *L'Étoile du Nord* ne s'améliora pas en devenant l'organe de l'Association générale des travailleurs allemands et l'orchestre tapageur de la presse bourgeoise couvrit totalement ce mince flûtiau qui ne jouait même pas en mesure !

Lassalle lui-même avait essentiellement en vue de gagner à son agitation le plus grand nombre possible d'hommes connus et cultivés. Il n'y fut pas très heureux et sans aucun doute il surestima quelque peu la valeur de telles recrues. Dès avant le congrès de Francfort, il avait tenté désespérément d'interpréter dans son sens une lettre de Huber rendue publique sur la crise du mouvement ouvrier ; et il avait ainsi donné au jugement de Huber une importance qui se retournait désormais contre lui, quand Huber publia un fascicule sur les ouvriers et leurs conseillers, qui s'en prenait bien plus âprement à Lassalle qu'à Schulze. Au demeurant, la polémique de Huber contre Lassalle était très superficielle et basée en partie sur des arguments dont la légèreté n'égalait que la présomption avec laquelle Huber se posait en arbitre au-dessus de Lassalle et de Schulze. Au fond, il aurait mérité d'être traité avec aussi peu de douceur que le malheureux Wackernagel, que Lassalle venait tout juste de remettre durement en place, parce qu'il avait réitéré ses critiques contre lui.

À Huber, toutefois, Lassalle écrivait qu'il aurait dû en vérité lui répondre « avec dureté », mais que, le ciel l'en préserve, il se garderait bien, pour une injustice qui lui était faite momentanément, d'user de dureté envers quelqu'un qu'il estimait et qu'il aimait depuis tant d'années et pour tant de ses écrits, quelqu'un qui était rempli de tant d'amour et de tant de bienveillance sincère pour les ouvriers, qui était autant que Huber désintéressé et capable de sacrifices. Lassalle tenta également de se mettre d'accord avec Huber, de lui faire voir que le fantôme de la royauté sociale était peut-être une chose magnifique en théorie, mais irréalisable dans la pratique, argumentation dénaturée plus tard par Hahn, grand-officieux de Bismarck dans la presse, ancien camarade de classe de Lassalle, qui affirma que ce dernier avait été partisan enthousiaste de la royauté sociale. Mais Huber était trop prisonnier de ses sentiments conservateurs pour se laisser convaincre par l'éloquence de Lassalle ; et si cette prévention était au moins honnête à sa manière, après la mort de Lassalle, Huber en rajouta encore et consacra une déplaisante nécrologie à sa « nature de Catilina », au « parvenu sectateur de Mammon ». Dans

ses relations avec Huber, personnellement Lassalle s'en sort tout à fait à son avantage, avec l'amabilité et la loyauté qui sont les siennes, mais politiquement il était vain de se mettre en peine pour blanchir un nègre chrétien-démocrate.

La cour faite par Lassalle aux vieux démocrates de 1848 pouvait paraître plus logique. Si seulement il n'avait pas fallu dire d'eux : *« Au diable est l'alcool, la lie est restée* [1] ». De plus, les rares qui furent gagnés par Lassalle ont déçu ses attentes. L'adhésion de Martiny lui semblait « un fait d'une extrême importance » ; non seulement il fit élire le nouvel adepte à la direction, mais il le nomma aussi fondé de pouvoir général pour la Prusse-Orientale. Mais Martiny resta un général sans troupes. De même Herwegh, que Lassalle nomma fondé de pouvoir général pour la Suisse, sans toutefois l'admettre à la direction. À grand-peine, après six mois de prières instantes, Lassalle soutira de Herwegh un hymne, le fameux *« Prie et travaille »*, une imitation certes talentueuse mais bien trop servile d'un poème connu de Shelley, qui n'est jamais devenu vraiment populaire dans les cercles ouvriers allemands, malgré quelques strophes très saisissantes. Une part de responsabilité en revient probablement aussi à la mélodie difficile à chanter que le futur musicien Hans von Bülow, ami personnel de Lassalle, composa sur le poème de Herwegh [2].

Malgré tout, les efforts de Lassalle pour attacher les éléments cultivés de la bourgeoisie à son agitation avaient un côté très positif. Quand Moses Hess se prononça en faveur du nouveau mouvement avec une conférence sur les droits du travail et assuma la charge de fondé de pouvoir pour la région de Cologne, Lassalle écrivit : *« Justement, il est très bon et très nécessaire que je ne sois pas le seul et unique porte-parole ; sinon, aux yeux des imbéciles, le mouvement ne prendra la forme que d'une seule personne. »* Et en dépit de toutes les défections, Lassalle a tout de même trouvé aussi l'homme qui, après sa mort soudaine, était capable de continuer son œuvre, et avec plus de bonheur peut-être qu'il aurait pu la poursuivre lui-même. C'était un avocat de Francfort-sur-le-Main, Jean-Baptiste von Schweitzer, un homme jeune encore, qui avait autour de 30 ans.

---

1 Deux vers d'un poème de jeunesse de Schiller : *Kastraten und Männer* (*Hommes et castrats*). La strophe d'où ce deux vers sont tirés dit en résumé ceci : une fois le vin chauffé, l'alcool s'évapore, ne reste plus alors que la lie. Ici image de la démoralisation qui suit l'enthousiasme suscité par la révolution de 1848, après son échec.

2 Herwegh (1817-1875) : poète et engagé politiquement. Expulsé de Prusse, il gagna Paris, puis la Suisse. En 1848, il retourna en Allemagne à la tête d'un corps franc pour aider le soulèvement de Bade. En 1864, il reprit le chemin de l'exil.

Schweitzer était issu d'une vieille lignée patricienne de Francfort. Il avait grandi sous l'influence spirituelle de Schopenhauer mais, déjà en 1861, il avait publié une vaste étude sur le concept schopenhauerien de « l'esprit du temps » et le christianisme, dans laquelle il se détachait du quiétisme ahistorique de Schopenhauer et se tournait vers les grandes questions du développement historique, pas encore dans un quelconque sens socialiste mais tout de même dans le sens idéologique-révolutionnaire d'un Danton et d'un Robespierre. Le livre est l'œuvre d'un jeune homme et comme tel important dans sa manière, confus encore dans ses buts et pour cette raison non exempt d'une certaine emphase, mais riche en observations pertinentes qui témoignent de la pénétration d'esprit de son auteur aussi bien que de ses connaissances. Schweitzer s'était en même temps tourné vers l'agitation de l'Union nationale, à l'occasion de la fête de tir de Francfort en 1862 il avait rédigé le journal officiel de la fête et par ailleurs s'était fait remarquer aussi comme aide de camp du duc de Cobourg qui à cette époque-là, posant pour la galerie, jouait le rôle comique de futur empereur d'Allemagne.

C'est déjà à cette activité de Schweitzer que se rattachait la rumeur louche qu'il aurait détourné des fonds de la fête. Cela, on ne l'a jamais démontré, et on n'a même pas essayé de le démontrer, à une époque où la bourgeoisie aurait mis le prix pour assassiner moralement Schweitzer s'il y avait eu la moindre possibilité de le faire. Il est donc permis de supposer que par cette rumeur on prenait acte seulement du fait que Schweitzer vit clair très tôt dans l'activité creuse de l'Union nationale. Sa réputation prit un coup plus dur quand, peu après les fêtes de tir de Mannheim, il fut condamné à deux semaines de prison pour avoir suscité un scandale public, parce qu'il avait débauché un jeune homme. La grande bourgeoisie l'excluait, ce qui légitime à nouveau l'hypothèse que Schweitzer a dû expier plus pour ses convictions démocratiques que pour ses déviations sexuelles : la grande bourgeoisie les couvre d'ordinaire d'un large manteau de tolérance, du moment que le pécheur a par ailleurs de saines opinions. Quant aux associations démocratiques de gymnastique et de défense, dans lesquelles Schweitzer avait eu jusque-là une grande influence, c'est pour des motifs davantage liés aux idées qu'elles aussi ne voulurent désormais plus entendre parler de lui ; aussi est-il très compréhensible que les ouvriers de Francfort ne l'aient pas accueilli à bras ouverts, quand il se joignit à Lassalle et sollicita son parrainage pour un roman social.

Lassalle n'hésita pas un instant à se prononcer pour Schweitzer et contre les ouvriers de Francfort. Autant il condamna ouvertement Schweitzer pour son « penchant regrettable et incompréhensible à son

goût », autant il concéda franchement aux ouvriers de Francfort que les inclinations sexuelles de Schweitzer étaient une « déviation contre nature », autant toutefois il affirma qu'elles n'avaient rien à voir avec la fidélité aux convictions et avec la droiture, avec le caractère politique d'un homme. L'Antiquité grecque n'avait pas été le moins du monde scandalisée par l'amour des garçons, et pourtant les grands penseurs grecs avaient bien su ce qu'était la moralité. L'opposition des ouvriers de Francfort à des relations politiques avec Schweitzer prouvait selon lui, de façon frappante et très navrante, combien l'Allemand était encore profondément engoncé dans le bonnet de nuit du philistin, et combien il savait encore peu séparer le politique du privé. Lassalle accepta sans hésiter la dédicace du roman de Schweitzer, *Luzinde ou le capital et le travail*, et fut très enchanté quand le premier volume parut dès l'été 1863. Une critique impartiale ne souscrira sûrement pas à son jugement enthousiaste. Sur le plan esthétique, le roman de Schweitzer est un assemblage disparate et informe, un mélange monstrueux d'aventures romantiques et de discussions socio-politiques sur la question ouvrière, de larges extraits des écrits d'agitation de Lassalle et de fresques historiques tirées des combats de la Révolution française. La partie la meilleure est la peinture satirique de la vie et des agissements de l'Union nationale, et c'est cela sans doute qui avait en premier chef suscité le jugement favorable de Lassalle. Quelques portraits d'après nature sont parfaitement réussis, ainsi le banquier libéral Itzinger pour lequel Sonnemann a servi de modèle ; cependant, en tant que composition littéraire, ce roman est raté.

Cependant approchait pour Lassalle le temps de son voyage d'été. Le 27 juin, par une notification publique, il désigna Dammer comme vice-président et lui transmit la direction de l'Association pour la durée de son absence. L'annonce suscita la raillerie des adversaires et provoqua aussi bien des hochements de tête parmi les partisans de Lassalle. Toutefois, l'erreur résidait davantage dans la forme du communiqué par lequel Lassalle annonçait « *aux ouvriers* » son départ pour « *les bains en Suisse* » que dans le voyage lui-même. La santé de Lassalle, chancelante depuis des années, avait été profondément ébranlée par les durs travaux et les combats intenses de l'année écoulée et il avait besoin de récupérer toutes ses forces pour les travaux et les combats plus durs de l'année à venir. Du reste, Lassalle ne pensait pas se croiser les bras pendant son loisir ; il emmena en voyage les conférences que Schulze avaient tenues devant les ouvriers berlinois, et qui constituaient désormais les chapitres d'un *Catéchisme pour l'ouvrier allemand* qu'il avait fait éditer ; Lassalle voulait les réfuter point par point pour constituer un abrégé théorique de son agitation.

D'abord Lassalle alla en Suisse, où l'attendait un revers non négligeable. Le Parti du Progrès avait mené à bien son plan d'unir plus étroitement entre elles les associations d'éducation ouvrière qui lui étaient restées fidèles ; en juin 1863 avait été fondée à Francfort-sur-le-Main la Fédération des associations ouvrières allemandes, avec la collaboration de Bebel, Rossmässler, Eugen Richter et Hermann Becker qui, comme Bürger, de communiste s'était transformé en partisan de l'inoffensive « aide à soi-même ». À ce congrès ouvrier, il apparut que la grande majorité des associations ouvrières allemandes nageaient encore dans le sillage du Parti du Progrès ; au comité directeur de la nouvelle fédération ne furent même pas élus des hommes comme Bebel et Rossmässler. Sonnemann et Max Hirsch y jouaient les premiers violons et l'Union nationale puisa généreusement dans sa caisse une contribution annuelle sonnante et trébuchante en faveur des objectifs de la Fédération. Or, trente-six associations ouvrières allemandes de Suisse organisèrent les 19 et 20 juillet une fête centrale à Zurich, au cours de laquelle on devait discuter aussi du mouvement ouvrier allemand. Des invitations avaient été envoyées à la Fédération des associations ouvrières allemandes comme à l'Association générale des travailleurs allemands. Herwegh venait d'être nommé fondé de pouvoir général pour la Suisse et il faisait partie de ses obligations de représenter l'Association à la fête centrale de Zurich, d'autant qu'il habitait Zurich. Mais ni la charge qu'il avait acceptée de son plein gré, ni les exhortations pressantes de Lassalle ne purent décider cet homme indolent à faire ce qui relevait de sa fonction. Il se retrancha derrière des scrupules étriqués et préféra prendre le risque de porter gravement atteinte à la cause plutôt que de voir sa sainte personne exposée peut-être à un rude courant d'air. « *Nous deux, nous ne sommes pas faits pour ces petites histoires et ces esclandres auxquels se réduit toute la cause ouvrière* », dit son ami Rüstow d'un ton supérieur autant que réjoui.

Plus vif fut Sonnemann, que la Fédération des associations ouvrières allemandes avait envoyé à Zurich. Par un discours haineux, il sut engager le congrès ouvrier suisse – qui, soit dit en passant, siégeait sous la présidence de Georg Fein, semblable désormais à une momie desséchée – à se déclarer de manière tranchée contre les théories économiques de Lassalle et cette déclaration fut ensuite reprise et exploitée par la presse bourgeoise allemande d'une manière haineuse contre le prétendu réactionnaire Lassalle. Il en fut au congrès de Zurich comme au congrès de Francfort : les conditions de la grande industrie étaient encore tellement éloignées des ouvriers suisses qu'ils n'auraient pu s'enflammer pour les visées sociales de Lassalle ; mais l'opposition politique de Lassalle à la mollesse de l'opposition bourgeoise avait leur entière sympathie. L'honnête Laden-

dorf, témoin oculaire et auriculaire, décrit l'entrée en scène de Sonnemann comme « absolument comique » et le comité de la fête centrale de Zurich fit paraître dans les journaux suisses une déclaration qui rejetait l'insinuation de Herwegh, selon laquelle on ne pouvait pas attendre de jugement impartial de la part des associations ouvrières suisses, aussi énergiquement que le prétendu accord total de ces associations avec Sonnemann. Les associations s'étaient seulement prononcées contre les théories économiques de Lassalle ; une motion de soutien au Parti du Progrès n'avait même pas été proposée et donc encore bien moins acceptée. Les adversaires de Lassalle n'avaient aucunement été épargnés pour le mal qu'ils lui avaient fait ; la prétention inouïe avec laquelle ils décriaient toute opinion divergente était seulement apte à détruire les derniers vestiges de sympathie, même chez ceux qui étaient encore indécis sur le fond même. Mais rien ne transpira de cette déclaration en Allemagne et il resta donc la fâcheuse impression que les ouvriers allemands en Suisse ne voulaient absolument pas entendre parler de Lassalle. Lui-même montra envers l'artisan de ce désastre cette indulgence qu'il avait toujours pour ses amis. Dans une note cordiale, il chercha seulement à secouer une fois de plus Herwegh de son inertie de rêveur inactif, mais sans aucun succès.

Peut-être Lassalle surmonta-t-il plus facilement cette mésaventure parce que l'unique question décisive était tout de même de savoir si, en Allemagne même, l'Association générale des travailleurs allemands deviendrait rapidement une grande force. Avant de quitter l'Allemagne, il avait écrit à Vahlteich : « *Nous ne pouvons aller de l'avant que grâce aux grandes masses. Un mouvement de masse qui en resterait aux chiffres de l'Union nationale serait ridicule. Nous devons donc être sept fois plus nombreux que les gens de l'Union nationale. Sinon, nous aurons fait un naufrage ridicule.* » Il lui écrivit ensuite à nouveau de l'Engadine, lorsque Vahlteich lui annonça que les affaires à l'extérieur allaient à merveille : « *Le problème, me semble-t-il, c'est qu'à l'intérieur – c'est-à-dire en ce qui concerne le nombre des adhérents – elles vont beaucoup moins bien. Et cela ce serait le pire ! (...) Si l'agitation ne s'empare pas des masses, de la classe ouvrière, alors en dépit de tout elle ne sert à rien. Si, au plus tard au terme d'une année, nous ne pouvons pas aligner des chiffres importants, alors nous serons totalement impuissants, quel que soit le nombre de victoires que nous puissions remporter dans le domaine des idées.* » Comme les adversaires surestimaient encore les succès de l'agitation et parlaient de 10 000 membres, Vahlteich voulut charger les fondés de pouvoir de s'en tenir à ce chiffre vis-à-vis de l'opinion publique. Ce à quoi Lassalle répliqua : « *Si les ouvriers sont tels que vous les décrivez, alors, malgré tous mes efforts, nous nous discréditerons. C'est certain. Nous ne pouvons pas laisser*

dire des mensonges à nos fondés de pouvoir. Nous n'avons pas le droit de parler de 10 000 hommes quand nous en avons peut-être 1 000. On peut se taire sur ce point, mais mentir, chez nous, ça ne se fait pas. » Mais ensuite, fin août, trois mois après la fondation de l'Association, Vahlteich tout découragé écrivit à Lassalle, qui entre-temps s'était installé à Ostende ; étant donné que l'Association ne comptait qu'autour de 1 000 membres, Vahlteich proposait donc de la dissoudre ou de lui donner d'autres bases.

Ce nombre de membres aurait été très imposant s'il s'était agi d'une société de propagande socialiste ; la Ligue des communistes n'avait jamais eu autant de membres. Mais pour un parti politique, il était très petit ; non seulement on n'avait pas multiplié par sept le nombre des membres de l'Union nationale, mais on n'en avait à peine atteint le vingtième. Assez amer, Lassalle répondit le 29 août : *« Donc environ 1 000 membres dans toute notre association ! Et ce sont là pour le moment les fruits de notre activité ! Ce sont là les succès que j'ai obtenus en écrivant à en avoir les doigts gourds et en m'époumonant à faire des discours ! N'est-ce pas, mon cher Vahlteich, cette apathie des masses est à désespérer. Une telle apathie face à un mouvement qui n'a lieu que pour elles, que dans leur intérêt, et face aux immenses moyens d'agitation, sur le plan intellectuel, qui ont déjà été mis en œuvre et qui, chez un peuple comme le peuple français, auraient déjà eu des résultats gigantesques ! Quand ce peuple obtus secouera-t-il enfin sa léthargie ?* » Mais Lassalle n'était toutefois pas découragé : *« Dissoudre l'association, comme vous dites ? Tout à fait impossible ! Pour cela, le temps qui s'est écoulé est bien trop court. L'hiver n'est même pas encore passé. Et puis la honte serait trop grande pour notre nation et pour notre parti. Ce serait à mourir de honte ! Enfin, dans les circonstances politiques actuelles, ce serait une faute immense ! Tant que les choses seront ce qu'elles sont actuellement, je ne jetterai pas l'épée. Bien sûr on peut dire qu'avec 1 000 membres seulement c'est une épée de bois. Mais peu importe, tant que l'épée est dans le fourreau, elle ressemble, grâce à sa poignée, à une épée et on a déjà intimidé ses ennemis avec moins que ça. Avant le printemps ou l'été prochain, il n'est pas question pour moi de dissoudre l'Association, quoi qu'il arrive maintenant.* » Lassalle réfléchit ensuite aux moyens de développer l'Association et surtout à son action d'agitation personnelle en Rhénanie et repoussa l'idée de rendre les armes d'un : *« Je vais m'y coller trois fois encore et examiner ça en long et en large, courage ! »*

Ce qui lui faisait garder courage c'était, à côté de la confiance en de nouveaux moyens d'agitation, le cours qu'avait pris la politique allemande dans l'été 1863.

Chapitre II

Tournant tactique de Lassalle

Le conflit entre Bismarck et le Parti du Progrès s'était traîné dans un pesant ennui de janvier à mai, à la Chambre des députés prussienne. Plus le discours parlementaire se révélait inefficace, plus nos héros libéraux en Chambre cherchaient à le dissimuler sous de grandes phrases trompeuses. Les plus dociles représentants du Parti de Gotha[1], les Gneist, Simson, Sybel, traitaient Bismarck de Don Quichotte, de funambule, de caricature d'un véritable homme d'État, et tout cela n'empêchait pas le ministre réactionnaire de faire, en politique extérieure et intérieure, ce que bon lui semblait. Finalement on s'enlisa dans un conflit d'étiquette parlementaire sur la question de savoir si les ministres relevaient du pouvoir disciplinaire du président de la Chambre, conflit auquel le gouvernement mit fin en avançant la clôture de la session parlementaire au 27 mai.

L'opposition organisa alors de grandes fêtes pour célébrer à nouveau, en discourant à perte de vue, l'héroïsme qu'elle avait montré en discourant à perte de vue. Bismarck à l'inverse porta un coup sévère à sa presse, en faisant paraître le 1er juin une ordonnance sur la presse qui donnait pouvoir aux autorités administratives, après deux avertissements préalables, d'interdire temporairement ou définitivement à des journaux nationaux de continuer à paraître, en raison d'une attitude permanente menaçant le bien public. Une instruction ministérielle explicitait ce pouvoir : à propos des mesures gouvernementales, les journaux n'étaient pas autorisés à publier quoi que ce soit qui les qualifie d'illégales ou d'anticonstitutionnelles. De façon générale, on ne devait pas tolérer des attaques contre la politique intérieure ou extérieure du gouvernement, et pas même un commentaire sur la situation extérieure, dès lors qu'il dissimulait une critique de la politique prussienne. Dans les cas de ce genre, les autorités administratives devraient intervenir sans hésiter et sans scrupules. Et effectivement le premier avertissement tomba immédiatement sur six journaux berlinois, qui protestèrent contre l'ordonnance sur la presse en la qualifiant de mesure anticonstitutionnelle.

Ainsi, le Parti du Progrès était à nouveau placé devant ce choix : voulait-il mener contre la réaction absolutiste et féodale une guerre véritable,

1 Ainsi nommé d'après le lieu où se réunit cette dissidence de l'opposition libérale bourgeoise dans les années 1860.

ou s'en tenir comme jusqu'ici à un vain simulacre de guerre ? Dans le premier cas, les perspectives lui étaient assez favorables. S'il contraignait son adversaire à appliquer rigoureusement cette ordonnance sur la presse, il pouvait le précipiter dans des embarras insupportables. Il n'y avait pas de meilleur moyen pour susciter dans le pays un immense émoi et engager dans la bataille les intérêts matériels de la bourgeoisie, qui sont liés par mille liens à la presse bourgeoise. Les journaux abattus aujourd'hui pouvaient ressusciter demain sous de nouveaux noms et poursuivre la guerre avec une force redoublée. Avec son ordonnance, Bismarck pouvait bien infliger des blessures à des capitalistes isolés, mais il devait être finalement vaincu par le capital, qui était décidé à venger l'atteinte sacrilège à la sacro-sainte propriété. Justement la prévision que Bismarck, une fois le Landtag à nouveau réuni, ne pourrait pas maintenir, et ne maintiendrait pas, l'ordonnance anticonstitutionnelle contre l'avis de la Chambre des députés, incitait d'autant plus à retourner cette arme à double tranchant contre son auteur. Pour le capital investi dans les journaux libéraux, le risque serait d'autant plus faible que l'opposition à l'ordonnance serait inflexible. Tout cela était parfaitement clair, à condition que le Parti du Progrès voulût une guerre véritable.

Si à l'inverse le conflit constitutionnel devait désormais, comme jusqu'ici, ne pas dépasser les limites d'une empoignade journalistico-parlementaire, alors, évidemment, il était dans l'intérêt du Parti du Progrès d'esquiver le coup porté par Bismarck à la presse d'opposition. Il s'agissait ensuite de faire le gros dos et de renoncer à l'opposition journalistique jusqu'à ce que le Landtag se réunisse à nouveau et que l'ordonnance sur la presse soit abrogée par la Chambre des députés. Le Parti du Progrès, en se décidant pour cette voie, restait conséquent dans sa méthode, sauf que cette méthode ne pouvait en aucun cas conduire à la victoire. En même temps, la justice exige de reconnaître qu'il avait encore plus de raisons de se méfier de ses forces dans ce cas-ci que dans d'autres. La presse bourgeoise est tout à fait incapable, à partir d'un certain degré de développement, de remporter des combats politiques à fleuret non moucheté. Sur le terrain de la concurrence capitaliste développée, aucun journal ne peut risquer une guerre où il y a des blessés, car il est sûr que s'il est blessé, il sera immédiatement dévoré par ses propres compagnons d'armes. Lorsque la *Volks-Zeitung* (Le Journal du Peuple), quelques décennies plus tard, fut frappée d'interdiction temporaire par la loi contre les socialistes, les feuilles libérales concurrentes, et en premier lieu celle du pape du Parti libéral, Eugen Richter, se jetèrent avidement sur leur confrère momentanément assommé pour le dépecer jusqu'à l'os, en versant bien entendu à flots des larmes de crocodile sur la violence

exercée contre lui. Et tel aurait été le destin de tout journal progressiste qui, dans l'été 1863, aurait osé passer outre et montrer les dents contre l'ordonnance sur la presse.

C'est une inquiétude aussi fondée qui explique également que la presse du Parti du Progrès se soit alors comportée encore plus indignement qu'on y était accoutumé de la part de sa représentation parlementaire. La *Rheinische Zeitung* demandait, indignée, comment on pouvait exiger d'un éditeur de presse qu'il risque son capital, tandis que la V*olks-Zeitung* éditait en volume à part tous les articles monarchistes et loyalistes publiés par elle depuis le début de « l'ère nouvelle », afin de démontrer noir sur blanc sa loyauté politique. Il est vrai que ce recueil parut en « tirage réservé », mais le fait que cet excès de loyalisme devait rester caché au cercle des lecteurs non initiés ne le rendait pas plus beau. Il était spécialement destiné au prince héritier et à la princesse héritière, qui étaient parmi les plus fervents lecteurs de la *Volks-Zeitung*. Le prince héritier s'était publiquement déclaré contre l'ordonnance sur la presse et les fidèles monarchistes de la bourgeoisie chantèrent avec fougue sur leurs harpes les louanges de la « dynastie tant de fois bénie par Dieu », qui promettait maintenant de donner un rejeton selon leur cœur. En plus des maladies dont il souffrait déjà, le Parti du Progrès contracta à cette époque celle de la marche en crabe devant le libéralisme du prince héritier, maladie qui dura un bon quart de siècle, jusqu'à ce que le cancer[1] apparût réellement et, juste au moment où on croyait le but atteint, transformât cette danse des fous en danse macabre.

Pendant que les députés progressistes faisaient du tapage dans leurs fêtes et que les journaux progressistes se taisaient sous la férule de l'ordonnance sur la presse, surgit soudain la question allemande. Le gouvernement autrichien crut que le conflit constitutionnel prussien était une bonne occasion de se débarrasser de la rivalité prussienne dans la direction des affaires allemandes. L'empereur d'Autriche convoqua un congrès des princes allemands à Francfort-sur-le-Main, pour discuter d'une réforme confédérale sur la base du principe fédératif qu'on célébrait à pleins poumons, principe qui aboutissait en réalité à la perpétuation du particularisme dynastique et à la suprématie des Habsbourg. L'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et trois princes d'États moyens ou petits, que l'Autriche avait déjà dans sa poche, devaient constituer un directoire confédéral prenant des décisions à la majorité simple ; une assemblée confédérale devait être élue par les représentations parlementaires des

1 Jeu de mot sur le vocable allemand qui a la double signification : crabe et cancer.

différents États. Il est inutile d'entrer dans le détail de cette grossière intrigue ; son but était d'une part de mettre en minorité l'État prussien et d'autre part de soumettre aux princes la nation allemande.

Bismarck n'eut pas de mal à parer ce coup maladroit. Il tint le roi de Prusse à l'écart du congrès des princes de Francfort et expliqua sèchement que les propositions autrichiennes représentaient les aspirations particularistes, et non les véritables intérêts de la nation. Seule une véritable représentation nationale, issue de la participation directe de la nation tout entière, pouvait garantir ces intérêts. Seule une telle représentation garantirait pour la Prusse l'assurance de n'avoir à faire aucun sacrifice qui ne fût fait au profit de l'ensemble de l'Allemagne. Aussi élaboré fût-il, aucun mécanisme d'autorités confédérales ne pourrait exclure le jeu contradictoire des intérêts dynastiques-particularistes, qui devrait trouver son contrepoids dans la représentation nationale. Le gouvernement autrichien, face à ce langage du cabinet prussien, fit certes la remarque perfide qu'après les expériences des années de révolution, c'était une « hypothèse audacieuse » d'affirmer que le point de vue spécifiquement prussien, dans une assemblée issue d'élections directes, s'identifierait au point de vue général allemand, mais cette flèche du Parthe était décochée pour couvrir la retraite ; avec toute « l'audace » de son argumentation, Bismarck avait mis la diplomatie autrichienne échec et mat et expédié le congrès des princes en même temps que la réforme confédérale fédérative dans les poubelles de l'Histoire où était leur place.

Le congrès des députés de Francfort, une assemblée à laquelle assistaient plus de 300 membres envoyés de chacun des Landtags allemands, se montra bien plus embarrassé que Bismarck face aux plans autrichiens. Il n'y mordit certes pas immédiatement, mais déclara qu'on ne pouvait espérer la pleine satisfaction de la nation que d'une unité d'États confédérés telle qu'elle avait trouvé son expression juridique dans la Constitution du Reich de 1849. Mais il ajouta que, face à la crise intérieure et face aux questions extérieures, il n'était pas en mesure d'avoir une attitude purement négative vis-à-vis des projets autrichiens. Par-dessus le marché, le congrès des députés commit l'absurdité de remettre cette résolution au congrès des princes ; les représentants allemands du peuple jouaient les solliciteurs importuns auprès de ce despotisme dynastique miniature qui, maudit depuis des siècles par le peuple allemand, s'était fait crêper le chignon par Bismarck. À coup sûr, ils ne croyaient pas sérieusement à cet hommage embarrassé et peu de temps après ils désavouèrent avec leur pathos habituel le plan de réforme confédéral de l'Autriche. Mais quelle diplomatie à courte vue que celle qui mettait dans sa poche ses propres principes pour faire enrager Bismarck, en faisant antichambre auprès

des potentats des États moyens et petits ! Bismarck était l'homme au monde le moins fait pour se préoccuper de ce genre de piqûre d'aiguille. Au contraire, il opposa pour la première fois la question allemande à la question constitutionnelle et le 3 septembre prononça la dissolution de la Chambre des députés, pour que les électeurs eux-mêmes rendent leur jugement sur l'attentat perpétré à Francfort par le congrès des princes contre la puissance, l'indépendance et la dignité de l'État prussien.

Voilà où en étaient arrivées les affaires allemandes dans l'été 1863. Le conflit constitutionnel prussien s'était totalement enlisé et l'incapacité du Parti du Progrès à conduire une quelconque question sérieuse à une conclusion sérieuse était évidente pour tout le monde. À l'inverse, la question allemande se mettait en marche et sa première apparition avait suffi à contraindre le réactionnaire ministère Bismarck à un point de vue pour ainsi dire démocratique. Non pas, certes, que Lassalle estimait le coup diplomatique de Bismarck plus haut qu'il ne le méritait ! Mais il croyait à l'irrésistible logique des faits et à sa propre capacité à faire triompher cette logique.

Déjà lors de la publication de sa *Lettre ouverte*, il avait intégré la révolution nationale dans ses calculs. Il écrivait alors à Levy : « *Il peut arriver qu'en raison d'un concours de circonstances extérieures, en raison d'une guerre par exemple, survienne une révolution politique nationale, et j'ai même beaucoup d'espoir en cette éventualité et crois en elle : tôt ou tard elle surviendra. Mais cette révolution ne deviendra ensuite véritable, énergique et raisonnable, que si le noyau d'un parti ouvrier conscient se tient derrière elle et la pousse. Sinon, sur le plan politique aussi, elle finira dans l'impuissance et la réaction. (...) Un noyau solide de parti ouvrier, d'un parti ouvrier conscient, révolutionnaire pour des raisons sociales, pressant et poussant en avant – il n'y a que cela qui peut assurer à une révolution qui survient en raison d'une guerre, etc., un déroulement énergique et fructueux, du point de vue de la politique nationale aussi. Faute de quoi, on aura à nouveau confusion, obscurité et réaction.* » Lassalle malgré tout avait créé ce noyau d'un parti ouvrier. Ne valait-il pas la peine maintenant, après que Bismarck, bon gré mal gré, avait été contraint de mettre au programme un Parlement issu d'élections directes populaires, de le pousser en avant, de lui arracher le suffrage universel qu'on n'obtiendrait jamais du Parti du Progrès, et de conquérir ainsi pour le prolétariat l'arme qui permettrait de satisfaire ses intérêts de classe ?

Lassalle effectua ce tournant tactique à l'automne 1863. En soi, du point de vue de la morale politique, sa justification ne souffre aucun doute. Aux temps de leur enfance, les partis ouvriers révolutionnaires en sont souvent réduits à exploiter pour leurs propres buts les divisions

internes des classes dominantes. Combien de fois les chartistes avaient-ils joué les tories contre les whigs et les whigs contre les tories ! Oui, la politique du Parti du Progrès rendait le tournant tactique de Lassalle absolument inéluctable. Ce parti n'avait cessé de dédaigner l'alliance de Lassalle et des ouvriers : il frappait à poings serrés sur les plus modestes revendications du prolétariat ; aux réclamations justifiées des ouvriers, il opposait la résistance entêtée et coriace qu'avec une inlassable patience il refusait aux prétentions les plus effrénées de la réaction. Il dépendait à tout moment du Parti du Progrès de regagner la sympathie des ouvriers par une politique énergique et circonspecte, même du seul point de vue bourgeois. Si, inversement, il préférait sombrer toujours plus profondément dans le marais de l'inconsistance politique, alors il n'avait aucun droit d'exiger que les ouvriers acceptent de se laisser entraîner avec lui dans ce marais.

Certes, le droit pour un parti ouvrier révolutionnaire d'utiliser la tactique adoptée par Lassalle est lié au fait qu'il utilise pour lui, avec une énergie supérieure, les dissensions internes des classes dominantes, qu'en d'autres termes il dupe ses oppresseurs mais ne se laisse pas duper par eux. Ainsi, la comtesse Hatzfeldt écrivait dans le sens où l'entendait Lassalle : « *Il y a littéralement un abîme entre ces deux attitudes : travailler pour ses adversaires, de manière dissimulée ou non dissimulée, ou bien, en grand politique, saisir l'instant pour profiter des fautes des adversaires, faire anéantir un ennemi par l'autre, les pousser vers une pente fatale et utiliser pour son dessein la conjoncture favorable, qui que ce soit qui l'ait amenée.* » Pareillement Johann Philipp Becker, qui a beaucoup été en relation avec Lassalle dans les derniers jours de sa vie et à qui, sur la question des principes, on ne faisait pas facilement prendre des vessies pour des lanternes, écrivait : « *Dans sa tactique, Lassalle était un acrobate audacieux, téméraire, qui, plein de confiance en sa propre force et en sa propre habileté, pouvait en toute sécurité risquer un saut jusqu'à l'extrême bord du précipice, car d'un bond il se retrouvait toujours au milieu de son camp retranché. Il savait jouer de surprise et prendre l'ascendant ; à la réaction, il jetait de temps à autre un vieil os à ronger pour, pendant qu'elle s'y cassait les dents, lui tanner d'autant plus sévèrement le cuir.* » Lassalle avait toujours tenu à placer la classe ouvrière révolutionnaire comme troisième puissance indépendante et supérieure, à côté et au-dessus des junkers aussi bien que de la bourgeoisie ; il veut contraindre rois et évêques à témoigner en faveur des principes de la classe ouvrière ; quand il voulut expliquer, dans le procès pour haute trahison qui vint ensuite, que si Bismarck octroyait le suffrage universel, c'est lui, Lassalle, qui en serait l'auteur intellectuel, il dédaigna le prudent conseil de Bucher, lui suggérant de remplacer

« auteur intellectuel » par « champion » ou « prophète », pour ne pas porter ombrage à Bismarck.

Ce n'est pas au tournant tactique de Lassalle, ni non plus à l'esprit dans lequel il l'effectua, qu'il y a bien des objections à faire, mais sûrement à son aptitude personnelle à mettre en pratique cette tactique. Lassalle était au sommet de sa perfection et de sa beauté, lorsqu'il se drapait hardiment des couleurs de sa propre bannière. Alors ses qualités éclataient et ses défauts s'estompaient. Lui-même définissait son être le plus intime lorsqu'il écrivait, à la veille de sa mort : « *Sans le pouvoir au plus haut niveau, on ne peut rien faire ; mais pour les jeux d'enfants, je suis trop vieux et trop grand. (...) Les événements, je le crains, vont se développer lentement, lentement, et mon âme ardente ne trouve aucun plaisir à ces maladies infantiles et à ces procès chroniques.* » À partir de l'automne 1863, Lassalle prit en compte la lenteur, les maladies infantiles, les longs processus du développement historique et il ne parvint pas toujours à dompter son âme ardente, ses passions profondes, pour les soumettre à la réflexion froide et calme que sa tactique exigeait en tout premier lieu. À cela s'ajoutait la surexcitation nerveuse, l'épuisement physique qui le saisissaient, dans cette lutte incessante et sans cesse croissante.

C'est ainsi que ses défauts s'accentuaient, que ses qualités s'atténuaient. La fin de sa campagne d'agitation n'avait plus la fraîcheur et la force primitives de ses débuts. Certes, parfois le feu de son esprit s'enflammait encore, plus rayonnant presque que dans les meilleurs jours de son passé, mais venaient ensuite des temps où il exhalait plus de fumée et de vapeurs que de lumière et de chaleur.

1. La revue des troupes en Rhénanie et l'assaut de Berlin

Le 20 septembre à Barmen, le 27 à Solingen et le 28 à Düsseldorf, Lassalle, comme projeté, passa en revue les troupes ouvrières de Rhénanie. Il avait conçu le discours qu'il leur adressait au cours de promenades solitaires au bord de la mer. Ce discours traitait des fêtes, de la presse et du congrès des députés de Francfort comme de trois indices de l'esprit public.

Lassalle y faisait le lien avec l'origine politique de son agitation, c'est-à-dire la rébellion contre l'inconsistance bourgeoise, que ces trois indices avaient à nouveau confirmée. Concernant les fêtes du Parti du Progrès et sa presse, il fallait reconnaître que, si la bourgeoisie voulait laver l'ours sans mouiller sa fourrure, la manière dont le Parti du Progrès célébrait ses fêtes et la manière dont sa presse courbait l'échine devant l'ordonnance sur la presse étaient en accord parfait avec toute la politique de

la bourgeoisie. Mais si Lassalle rejetait cette politique comme lâche et impuissante, alors lui aussi était logiquement dans son droit quand il se répandait en railleries mordantes sur les fêtes progressistes et sur la presse progressiste.

La justification des fêtes politiques de l'opposition dépend entièrement de la nature de l'opposition qui les organise. Si elles sont des manifestations secondaires d'une politique qui sait agir et frapper – dans le sens où le dit Goethe : « *Travail le jour, convives le soir, dures semaines, joyeuses fêtes* » – alors elles sont des moyens efficaces d'agitation, dont la justification est indiscutable. Mais si elles doivent remplacer le travail politique, si elles doivent dissimuler par des toasts bruyants le manque complet d'énergie, elles sont alors des moyens de corruption qu'on ne condamnera jamais assez sévèrement. La fête des députés de Cologne de 1865 devait confirmer que Lassalle n'avait pas eu un mot de trop sur la fête des députés de Cologne de 1863.

La polémique de Lassalle contre la presse progressiste et en général bourgeoise était, à certains égards, plus discutable. À vrai dire, ce serait « passer les moustiques au tamis et faire passer un chameau dans un trou d'aiguille »[1] que d'accorder une grande importance au tort pour ainsi dire tangible fait par Lassalle à cette presse dans son discours de revue des troupes, comme par exemple le jugement bien trop dur qu'il prononça sur un homme à bien des égards méritant, comme Bernstein, de la *Volks-Zeitung*. Si on réunit tous ces torts, on n'atteindra pas même le dixième des torts que Lassalle eut à subir de la part de la presse bourgeoise, et en particulier de Bernstein. Il ne prétendait aucunement faire partie des martyrs chrétiens, qui tendent la joue gauche quand ils ont été frappés sur la joue droite, et il n'aurait pas été un être de chair et de sang s'il avait dû toujours maintenir la limite objectivement juste, quand il se défendait d'insultes inouïes. En outre, il pouvait se prévaloir du fait que son jugement défavorable sur la presse bourgeoise n'avait pas été provoqué seulement par les offenses qu'il avait subies, mais que, dans son pamphlet contre Julian Schmidt, il avait déjà fustigé les maux qui la rongeaient comme un cancer.

Sans doute, mais il avait une conception trop unilatérale de ces maux, quand il stigmatisait la presse comme responsable unique de la dépravation intellectuelle inséparable de la société capitaliste. Certes, la presse bourgeoise est un « investissement industriel et un objet de spéculation », mais elle n'est pas le seul et de toute façon même pas le premier instrument de ruine de l'esprit national. La bourgeoisie, ce n'est pas seulement

1 Formule de Luther, d'après la Bible.

le rédacteur de journaux mais aussi, comme il est dit dans le *Manifeste communiste*, « *le médecin, l'homme de loi, le prêtre, le poète, l'homme de science, dont elle fait des salariés à ses gages* ». Les intellectuels que Lassalle, dans son discours de revue des troupes ou ailleurs aussi, oppose à la presse sont, comme classe, à condamner de la même manière, ou même encore plus sévèrement que le « prolétariat intellectuel » de la presse. Les temps devaient venir où des professeurs emperruqués, colportant à travers tout le pays les plans de Bismarck pour dévaliser les masses, voudraient mater la résistance relativement justifiée des journaux capitalistes industriels en utilisant les invectives de Lassalle contre la presse libérale.

Lassale se montrait aussi trop unilatéral quand il jugeait que les annonces étaient l'origine principale de la corruption de la presse. Une presse qui pousse ses racines dans le sol de la société capitaliste doit nécessairement subir la contamination capitaliste, peu importe qu'elle publie des annonces ou pas. Ici cependant, il s'agissait plutôt d'un unilatéralisme théorique. Pour la presse allemande, dont il était avant tout question, le système des annonces a été assurément le chemin vers le précipice. Ce sont les bureaux d'annonces qui, peu après la mort de Lassalle, commencèrent à fonder cette presse commerciale entièrement privée de convictions qui s'étalait comme une tache d'huile et avait un niveau bien inférieur à celui de la presse des années 1860 stigmatisée par Lassalle. Mais de plus, la proposition de Lassalle de faire prendre en charge par l'État le système des annonces, rendant ainsi la presse à sa véritable mission, est une idée de parfait bon sens, non certes pour l'État actuel, mais bien sûr pour l'État social-démocrate, le seul auquel Lassalle se référait pour l'époque où le prolétariat aura conquis le pouvoir politique et assuré la transition de la société capitaliste à la société socialiste.

Le point le plus important du discours de revue des troupes se trouvait dans sa troisième partie, dans la critique du congrès des députés de Francfort. Lassalle définissait la Constitution de 1849 comme une utopie réactionnaire qui ne pourrait jamais devenir l'étendard du prolétariat. Mais il ajoutait que les progressistes et les partisans de l'Union nationale, maintenant qu'ils avaient choisi cet étendard, n'avaient pas le droit de se rendre ridicules par leur inconséquence à considérer comme « pas entièrement négatif » le projet de réforme confédérale de l'Autriche. « *Les progressistes font les yeux doux aux princes pour... faire peur à M. de Bismarck. Ils espèrent l'intimider en aguichant les princes allemands. Les voilà, les moyens de ces pauvres misérables ! Même si nous échangions des coups de fusil avec M. de Bismarck, l'équité nous obligerait à avouer, même pendant les salves : c'est un homme, mais les autres sont... de vieilles femmes ! Et*

jamais encore de vieilles femmes n'ont intimidé un homme en faisant les yeux doux à d'autres. » Aussi Bismarck avait-il déjà répondu aux progressistes en dissolvant la Chambre des députés.

Lassalle précisa la position des ouvriers à l'égard des élections prochaines, en disant que leur issue n'avait pour les ouvriers aucun intérêt de principe. Le suffrage universel n'existait pas encore, ou n'existait plus, et la Constitution prussienne n'avait pas encore eu un seul jour d'existence juridique. Elle reposait sur une série de violations du droit, par lesquelles la couronne avait éliminé les lois d'avril 1848. Les engagements pris en l'invoquant n'avaient aucune valeur, comme un engagement pris devant l'autel était sans valeur si un quelconque motif juridique annule le serment nuptial. Depuis la Chambre de révision de 1849, il n'y avait eu en Prusse aucune représentation légale ; les Chambres prussiennes étaient des ramassis d'usurpateurs illégaux. Certes, les héros libéraux en Chambre auraient pu se réunir aussi dans des Chambres illégales pour se servir des droits que le peuple avait pu conserver comme d'armes pour récupérer des droits populaires plus larges. Mais alors, ils auraient dû ouvrir chaque session de la Chambre en faisant une déclaration pour constater en tout premier lieu l'illégalité de leur propre existence et pour évoquer les mânes du droit du peuple réclamant vengeance.

Ainsi l'objet du combat, la Constitution prussienne, n'avait pas pour les ouvriers d'intérêt de principe, pas plus que ceux-ci ne s'intéressaient aux combattants qui, réactionnaires comme progressistes, leur étaient pareillement étrangers. Certes, mais ils avaient un très grand intérêt tactique à ce que la lutte entre le Parti du Progrès et la réaction se prolonge, et pour cette raison ils devaient, partout où la victoire du Parti du Progrès n'était pas absolument certaine, donner leurs suffrages à ce parti, parce qu'il était le plus faible des deux adversaires. Les ouvriers avaient intérêt à ce que la lutte entre réaction et Parti du Progrès se prolonge, non pour que l'un dévore et anéantisse l'autre, mais plutôt pour qu'ils s'entre-dévorent et s'anéantissent réciproquement, comme le déclara Hutten[1] lorsque Luther se dressa contre le pape.

Puis, à partir des discours tenus par Bennigsen et Schulze-Delitzsch au congrès des députés de Francfort, Lassalle démontra encore que la bourgeoisie déclarait solennellement ne pas vouloir de révolution, qu'elle menaçait constamment de se retirer du champ de bataille si les ouvriers

1 Ulrich Hutten (1488-1523) : chevalier, humaniste et poète. Partisan d'Erasme, il exhortait à se débarraser de la tutelle de Rome et à réformer l'empire. Il se rallia à la Réforme. Il offrit à Luther le concours des chevaliers et participa à la révolte de la chevalerie. Après la défaite des chevaliers et leur soumission à Charles Quint, il s'exila et mourut dans la misère.

osaient mener une politique de classe indépendante, qu'elle n'accepterait jamais d'améliorer la situation sociale de la classe ouvrière et qu'elle préférerait encore renoncer à sa propre liberté politique plutôt que d'accorder aux ouvriers le suffrage universel. Et il exhorta les ouvriers, si jamais le revirement arrivait, « par tel chemin ou par tel autre », à bien rappeler aux progressistes et aux gens de l'Union nationale qu'ils avaient jusqu'au bout déclaré qu'ils ne *voulaient* pas de révolution.

Par ces paroles, Lassalle disait aux ouvriers que la bourgeoisie leur était aussi hostile que la réaction, qu'il était de leur intérêt qu'elles s'anéantissent l'une l'autre, et qu'ils utilisent tous les avantages qui pouvaient résulter pour eux du conflit entre les classes dominantes. Que vienne le revirement *« par tel chemin ou par tel autre »*, que les ouvriers conquièrent le suffrage universel par leur propre force ou que Bismarck le leur octroie par un coup d'État, en aucun cas les ouvriers n'avaient à se soucier des intérêts de clique d'une bourgeoisie qui, une fois pour toutes, ne voulait rien savoir du suffrage universel.

Avec les arguments dont il motivait son tournant tactique, Lassalle ne reniait aucune des positions de principe qu'il avait adoptées dans le passé. Dans son texte sur la guerre d'Italie, il avait déjà défini la Constitution de 1849 comme une utopie réactionnaire. Et déjà dans son essai sur le testament politique de Fichte, il avait écrit : *« À côté* de *la grande opposition entre fédération et unité nationale, même l'opposition entre monarchie et république s'effondre et devient relativement insignifiante et nous croyons très sérieusement que même ceux qui veulent un empire allemand un, héréditaire, monarchique, avec la complète abolition des trente-cinq États souverains qui en dépendaient, même avec toutes les fioritures, les enjolivements et le sentimentalisme du temps des corporations étudiantes, se situent tout de même à un degré beaucoup plus élevé d'intelligence et de vérité politique que nos républicains fédéralistes.»* Certes, en référence à Fichte, Lassalle concevait le fédéralisme comme un principe idéologique. Dans son discours de revue des troupes, il invoquait contre le fédéralisme la guerre de Sécession américaine et il lui échappait ainsi que les formes politiques de l'État sont déterminées en dernière analyse par les conditions économiques dont elles sont issues, et que donc le fédéralisme, selon l'état de ces conditions, peut être une forme d'État en accord avec la raison aussi bien qu'en désaccord avec elle. Mais une fois encore, c'était un unilatéralisme purement théorique. Justement en Allemagne, les besoins du développement économique faisaient barrière au fédéralisme, comme Marx l'avait déjà démontré dans la *Nouvelle Gazette Rhénane,* et Lassalle restait tout à fait fidèle à lui-même quand il fustigeait le flirt des gens de l'Union nationale avec la réforme confédérale particulariste et

autrichienne, comme un flirt avec la conception la plus réactionnaire et la plus pourrie concevable qui puisse exister sur la question nationale.

Le fait était que Bismarck avait bel et bien déjoué « l'intrigue fédérale » du congrès des princes à Francfort de façon plus habile et plus conséquente que le Parti du Progrès, et la comparaison vigoureuse que Lassalle fit entre l'homme et les vieilles femmes était objectivement tout à fait pertinente. D'un point de vue tactique, elle n'aurait été mal choisie que si le Parti du Progrès avait mené par ailleurs contre Bismarck une guerre sérieuse. Mais justement, il ne le faisait pas. Avec ses développements sur la valeur de la Constitution prussienne, Lassalle restait entièrement sur le terrain de ses conférences passées sur la Constitution. Maintenant non plus, il ne mâchait pas ses mots pour appeler par leur nom les violations du droit commises par la Couronne prussienne et ce qu'il disait au Parti du Progrès, celui-ci aurait dû se le dire à lui-même, s'il avait voulu mener victorieusement le combat pour le droit à voter le Budget.

Si donc le discours de revue des troupes se tenait dans les limites d'un tournant tactique, il conduisit tout de même à un incident au cours duquel Lassalle outrepassa les bornes du tact politique. Les ouvriers rhénans ne déçurent pas ses espoirs ; ils accueillirent par une grande ovation le vieux compagnon des années de la révolution et l'ami fidèle des années de la réaction. À Barmen, Lassalle parla devant 2 000 à 3 000 ouvriers. Des fabricants libéraux et leurs comparses échouèrent complètement dans leur tentative de perturber l'assemblée par un chahut. Les perturbateurs furent en un éclair flanqués dehors et durant cette opération, comme le rapporte Vahlteich, plusieurs lancers de chaises et des volées de bocks de bière accélérèrent leur retraite.

L'assemblée fit une profonde impression sur Albert Lange, qui en fit un compte rendu à la *Süddeutsche Zeitung* (Journal de l'Allemagne du Sud) à Francfort. Dans l'article, publié anonymement mais sans aucun doute possible rédigé par Lange, il était dit que la stupide affirmation selon laquelle Lassalle était un instrument, et même désormais un instrument aveugle de la réaction, n'avait même pas besoin d'être réfutée. C'est la réaction qui donnait un coup de main à Lassalle, et pas l'inverse. Le nombre de ses partisans était en augmentation constante, de même que leur fanatisme. Le style et la manière de ces disciples étaient d'une tout autre nature que le dévouement tranquille et inoffensif des membres des coopératives de Schutze-Delitzsch. Les bocks de bière lancés à Barmen sur les progressistes en train de décamper n'avaient pas traduit une brutalité habituelle et à Solingen, où la population laborieuse a eu de tout temps un caractère bouillonnant, on s'attendait à des choses tout à fait semblables. Ce n'était pas vaine présomption si Lassalle avait appelé

« revue des troupes » son entrée en scène. On pouvait se demander, disait-il, si une armée de tireurs à l'arc et de gymnastes entrerait jamais en campagne pour la Constitution, en revanche il était certain qu'une armée ouvrière lassallienne, si on laissait les choses aller jusque-là, ne laisserait rien subsister de la Constitution actuelle de l'Allemagne, et surtout pas sceptre, couronne, grand-croix et autres joujoux.

En attendant, se confirmait la prédiction de Lange, que les incidents de Barmen se répéteraient et s'aggraveraient encore à Solingen. Des milliers d'ouvriers rhénans affluèrent à Solingen pour écouter Lassalle. L'immense salle du Schützenburg était pleine à craquer et à ses portes se pressait encore une foule compacte. Les tentatives de progressistes d'interrompre Lassalle, à peine eût-il commencé à parler, furent à nouveau étouffées dans l'œuf. Cependant quelques ouvriers excédés se laissèrent aller à blesser à coup de couteau quelques perturbateurs qu'on avait sortis de la salle *manu militari*. Lassalle avait parlé une demi-heure, lorsque le maire de Solingen apparut avec une douzaine de policiers armés et prononça la dissolution de l'assemblée, en prenant pour motif les blessures des perturbateurs progressistes. Lassalle, encerclé par les policiers et entouré d'une masse de milliers d'ouvriers qui lançaient en son honneur vivats sur vivats, se hâta vers le bureau du télégraphe où il remit une dépêche pour Bismarck, dans laquelle il priait le ministre-président de lui donner *« satisfaction légale la plus sévère et la plus rapide »* contre *« le maire progressiste »* qui avait dissous l'assemblée sans aucun motif légal.

Ce télégramme fut une grave erreur de Lassalle : on ne va pas se plaindre du diable auprès de sa grand-mère. À un suppôt de la réaction féodale qui depuis plus de dix ans bafouait et continuait encore de bafouer de la manière la plus honteuse le droit de réunion et d'association, un révolutionnaire avait moins que quiconque le droit de réclamer une sanction pour violation de ce droit contre un progressiste ou n'importe qui d'autre. Bien entendu, Bismarck ne donna pas satisfaction à cette requête. Loin de renier un bureaucrate libéral qui se rend coupable d'arbitraire policier, la bureaucratie féodale souhaitera bien plutôt toujours trois fois la bienvenue au pécheur repenti. Et si on peut jusqu'à un certain degré excuser l'homme Lassalle d'avoir commis cet acte irréfléchi, échauffé jusqu'au sang par le Parti du Progrès, il était d'autant moins permis au politique Lassalle de faire la besogne de ses ennemis mortels. Le Parti du Progrès possédait enfin une feuille de papier avec laquelle il pouvait établir la preuve apparente de l'alliance de Lassalle avec Bismarck.

Lassalle lui-même devait éprouver suffisamment tôt les pénibles conséquences de son erreur. Après l'assemblée de Solingen, il parla encore à Düsseldorf sans être interrompu mais, à cause d'une extinction

de voix due au surmenage, il dut ensuite renoncer à son intention d'aller saluer aussi ses partisans de Hambourg. Le 7 octobre, il revint à Berlin et considéra désormais avec raison que sa tâche la plus importante était de conquérir cette ville. Il commença l'assaut de Berlin par un *Appel aux ouvriers berlinois* qu'il fit diffuser à 16 000 exemplaires.

Le Parti du Progrès avait d'abord eu l'intention de passer sous silence les succès rhénans de Lassalle. L'ancien communiste Becker travailla dans ce sens Wilhelm Hasenclever, un compagnon tanneur qui à force de travail avait réussi à devenir rédacteur d'une petite feuille démocrate bourgeoise à Hagen. Quand malgré tout la conspiration du silence ne marcha pas, les journaux progressistes, comme s'ils voulaient confirmer que ce qu'avait dit Lassalle à leur sujet dans son discours de revue des troupes n'était pas exagéré, avaient alors répandu le bruit que Lassalle, à Solingen, avait dû être protégé par la police contre la fureur des ouvriers indignés par sa démagogie. Le *Journal du Peuple* et la *Réforme de Berlin* en particulier, les journaux les plus lus dans les cercles ouvriers berlinois, se complurent dans ces mensonges. C'est là-dessus que s'appuya Lassalle pour montrer aux ouvriers berlinois de quelle manière inouïe ils étaient trompés par la presse progressiste. Il utilisa la lettre de Lange à la *Süddeutsche Zeitung* pour prouver que les progressistes, là où ils étaient entre eux, disaient la vérité et mettaient en lumière le caractère révolutionnaire de son agitation. Il expliqua à nouveau que les progressistes le haïssaient, parce qu'ils s'attendaient à ce qu'il amène non pas la réaction mais au contraire la révolution. Il qualifia de réactionnaire la défense de la Constitution prussienne et à l'inverse de révolutionnaire la défense du suffrage universel. Il tourna en dérision les girouettes progressistes qui entre-temps avaient reconnu l'erreur commise au congrès des députés de Francfort et désavouaient avec fanatisme la réforme confédérale particulariste et autrichienne. Lassalle demandait ce que les ouvriers pouvaient attendre d'hommes qui, en août, marchaient derrière le drapeau noir et or, et en octobre derrière le drapeau noir et blanc[1], qui dans les questions nationales les plus importantes ne savaient pas ce qu'ils voulaient, et qui étaient donc encore bien moins capables de dire aux ouvriers ce que ceux-ci devaient vouloir.

Lassalle protesta avec une particulière vigueur contre ceux qui l'accusaient d'exiger de l'État une aide d'État. Il condamna par anticipation la « réforme sociale » à venir de Bismarck et montra qu'il était loin de penser que les ouvriers devaient devenir des pensionnés de l'État et abandonner

1 Le noir et or, couleurs nationales allemandes, est mis en opposition avec le noir et blanc, couleurs de l'empire allemand.

pour une aumône leur autonomie et leur indépendance. Ce qu'il demandait c'était, ni plus ni moins, que le futur État démocratique, rappelé à la vie par l'introduction du suffrage universel direct, procure aux ouvriers, par une opération de crédit qui lui serait très facile, les avances de capital dont ils avaient besoin pour former leurs coopératives de production. Cette aide de l'État n'était pas l'opposé de l'aide à soi-même, elle était plutôt la plus parfaite *« aide à soi-même sociale »*, c'est elle qui donnait pour la première fois aux ouvriers la possibilité de l'aide à soi-même. Lassalle rappela aux ouvriers berlinois leurs morts glorieux de mars 1848 et les avertit de la responsabilité dont, avec leurs perpétuelles hésitations, ils se chargeraient devant eux-mêmes, devant leurs frères, devant l'Histoire tout entière. Les centres les plus importants de l'Allemagne étaient gagnés, la Rhénanie prussienne avançait au pas de charge et, avec Berlin, le mouvement deviendrait irrésistible.

L'allocution était rédigée très habilement, mais n'eut pour ainsi dire aucun effet. Le prolétariat berlinois se trouvait alors dans un état de fermentation chaotique, qui déjà l'année précédente l'avait distingué du prolétariat de Leipzig, et pas à son avantage. La capitale prussienne se développait sur une espèce de tempo fébrile, devenant un grand centre d'industrie et de commerce, grâce aussi et surtout à l'entrelacement toujours plus dense du réseau de chemin de fer qui rayonnait à partir d'elle. Elle attirait une main-d'œuvre massive qui arrivait des fins fonds des forêts prussiennes. Dans les années entre 1860 et 1867, le nombre d'habitants passa de près de 500 000 à plus de 700 000. La masse ouvrière déferlait précipitamment, ballottée en tous sens sous l'influence aussi forte de nouveaux éléments qui jusque-là en savaient sur la politique aussi peu que sur l'homme de la Lune[1], et qui maintenant croyaient d'abord avoir trouvé dans la grande ville un eldorado, qui ne succombaient aux premières désillusions que pour s'accrocher d'autant plus convulsivement aux dernières espérances. Avec cela, manquaient presque toutes les organisations capables de structurer la masse déboussolée.

À côté de la grande association des artisans, qui se consacrait exclusivement ou principalement à des objectifs d'éducation, et de l'association ouvrière berlinoise, bastion politique de Schulze, il y avait seulement trois organisations ouvrières au sens propre du terme : l'Association des vieux compagnons, à la tête de laquelle se trouvait un cordonnier, l'association des compagnons imprimeurs et cette association de constructeurs de machines du faubourg d'Oranienbourg qui s'appelait l'Association des

1 Croyance populaire, selon laquelle la silhouette humaine qui apparaît sur la Lune a des effets bienfaisants sur la vie de l'homme.

artisans du Faubourg. La participation de ces associations à l'agitation de Lassalle se présenta sous une forme surprenante au premier abord : parmi les cinq ou, si l'on inclut Vahlteich, six ouvriers qui, à la fin de l'allocution se déclarèrent prêts à s'inscrire sur les listes de l'Association générale des travailleurs allemands, se trouvaient quatre ou cinq cordonniers, un typographe mais aucun constructeur de machines. Or si on considère que la cordonnerie faisait partie de l'artisanat en déclin, l'imprimerie de la manufacture, et la construction de machines de la grande industrie moderne, les ouvriers berlinois semblent avoir eu une attitude de refus d'autant plus nette qu'était plus élevé le degré de développement industriel où ils se trouvaient.

Cependant la logique interne de ce curieux phénomène s'expliquait assez simplement. La cordonnerie, métier depuis toujours pléthorique parce que s'exerçant facilement et avec des moyens minimes, était devenue dès les années 1840 en grande partie une industrie à domicile exploitée sur le mode capitaliste ; à l'assistance publique de Berlin et d'autres grandes villes, le cordonnier famélique avec sa nombreuse marmaille jouait depuis lors un rôle de premier plan. Or, dans les années 1860, la mécanisation fit irruption dans ce métier. Le compte rendu sur l'exposition parisienne de 1867 expliquait triomphant : depuis plus de trois millénaires, depuis le temps des Pharaons, on a fabriqué les chaussures de la même manière, à la main, mais à présent on est parvenu à les fabriquer entièrement à la machine. Dans les cordonneries militaires prussiennes, on fabriquait les chaussures avec des machines qu'une fabrique berlinoise livrait pour 200 thalers pièce. Dans ce métier, on disait : Sauve qui peut ! Le chef du mouvement corporatif était un maître cordonnier. Sur les 200 coopératives de matières premières de Schulze, pas moins de 80 se composaient de maîtres cordonniers ; au nombre des premiers et des plus zélés partisans de Lassalle comptaient des compagnons cordonniers intelligents comme Vahlteich, Metzner, Arndt, Heuts et Vogt.

Les aides typographes étaient dans une autre situation. Une série de circonstances – l'essor rapide de la presse et son attachement forcé à une localité, la destruction de l'école par la réaction, qui réduisait la concurrence des ouvriers pour cette profession nécessitant un si haut degré de formation scolaire, l'assurance provisoire d'être à l'abri de la mécanisation, et d'autres choses encore – rendaient les aides typographes particulièrement favorables à une organisation syndicale qui leur permettrait, comme ils le pensaient avec raison, d'avoir une certaine influence sur le niveau des salaires. L'association berlinoise des aides typographes, qui comprenait 600 membres, soit la moitié environ de tous les ouvriers berlinois employés dans l'imprimerie et la typographie, avait déjà adressé

aux propriétaires d'imprimeries de Berlin la demande de réviser un tarif imposé aux aides typographes à l'époque de la réaction et qui se trouvait en disproportion insupportable avec les prix de l'alimentation qui entre-temps avaient beaucoup augmenté. L'association avait bien sûr été éconduite sans autre forme de procès et elle se convertit alors aux principes de Lassalle, en en prenant ce qui lui convenait. Elle revendiqua l'aide de l'État, en adressant une pétition au ministère d'État pour la levée de l'interdiction de coalition. Dans la motivation de cette pétition, elle se réclamait de la loi d'airain des salaires, mais avec cette restriction que, par la coalition des ouvriers, on pourrait atteindre « *un équilibre approximatif réduisant la suprématie de l'entrepreneur sur l'ouvrier privé de moyens* ». C'est seulement une demi-adhésion que Lassalle gagna dans l'association des aides typographes.

C'est une position de refus complet que les ouvriers constructeurs de machines eurent vis-à-vis de son agitation. Bien payés, car la fabrication de machines était alors florissante au plus haut point, couche de la classe ouvrière énergique, vive, authentiquement moderne, les constructeurs de machines étaient hostiles au plus profond de leur âme à toute réaction politique et économique. Ils voyaient à l'œuvre de très près les bureaucrates prussiens et les maîtres de corporation et ils étaient devenus très méfiants du fait que le chef du mouvement ouvrier de l'année précédente, de surcroît un homme de leur propre milieu, s'était révélé un instrument du gouvernement. Aussi la *Volks-Zeitung,* avec laquelle ils étaient étroitement liés depuis les années 1850, pouvait avec une relative facilité leur faire prendre en horreur « *l'aide de l'État* ». En outre, les fabricants de machines progressistes présentèrent au gouvernement une pétition pour la suppression de l'interdiction du droit de coalition, ce qui certes, comme l'attitude du Parti du Progrès allait bientôt le montrer, n'était qu'une feinte pour garder sous son aile la partie la plus décisive du prolétariat berlinois, mais qui pour l'instant ne manqua pas son effet. En plus de tout cela venait maintenant le malheureux télégramme de Lassalle à Bismarck. Les ouvriers de la construction de machines restèrent fidèles au Parti du Progrès et leur attitude fut décisive pour la masse du prolétariat berlinois.

Lassalle avait gagné quelques partisans dans la population bourgeoise de Berlin : les médecins Eisner et Neumann, le libraire Reinhold Schlingmann, le diplômé en début de carrière Alexi. Liebknecht aussi, rentré depuis un an de son exil anglais, se joignit à lui vers cette époque. Liebknecht avait travaillé une brève période à la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (Le Journal de l'Allemagne du Nord) fondée par Auguste Brass, un républicain rouge sang depuis 1848, comme organe démocratique et partisan de la Grande-Allemagne, mais très vite passé dans le camp

de Bismarck. Dès que Liebknecht avait découvert le pot aux roses, il démissionna, pour recommencer sur le pavé berlinois la dure lutte pour l'existence qu'il avait pendant une douzaine d'années menée sur le pavé londonien. Ce qui le détermina à adhérer à l'Association générale des travailleurs allemands fut, selon ses propres dires, l'accomplissement d'un devoir d'honneur, une manifestation de sympathie face aux attaques de la presse progressiste. Sinon, sur la campagne d'agitation de Lassalle, il pensait comme Marx, et il était assez compréhensible qu'avec la mauvaise expérience qu'il venait de faire avec Brass, le tournant tactique de Lassalle le prît à rebrousse-poil et éveillât même ses soupçons. D'un autre côté, la situation allemande lui était devenue étrangère et il nourrissait l'idée erronée que Lassalle, vieux communiste, s'était pourtant laissé entraîner dans le sillage démocratique et progressiste et dans le rêve napoléonien de 1859 d'une Grande-Prusse. Aussi leur antipathie était-elle réciproque, comme Liebknecht avec raison l'admettait volontiers.

Les faibles forces avec lesquelles Lassalle tenta l'assaut de Berlin se heurtèrent à une résistance bien supérieure. Le Parti du Progrès déclara que c'est à Berlin que le socialisme avait relevé la tête et que c'est à Berlin aussi qu'il faudrait à présent le frapper à la tête. Pour conquérir un si noble laurier, il ne dédaigna pas l'aide de la police ; il mit à nouveau son point d'honneur à avoir trois fois tort là où Lassalle, avec sa dépêche à Bismarck, avait eu tort une fois. Son premier moyen fut de faire évacuer les salles de réunion, ce à quoi la police donna un coup de main, son second moyen, de tenter de perturber les réunions par des chahuts, ce à quoi la police à nouveau donna un coup de main. Se souvenant de ses expériences rhénanes, Lassalle tint d'abord des séances non publiques de membres de l'Association, afin d'instruire un solide noyau de partisans. Mais dès la première de ces séances, le 22 octobre, on dut expulser onze progressistes qui s'étaient frauduleusement faufilés sur les listes de l'Association pour pouvoir faire du vacarme. À la deuxième séance, le 2 novembre, une bande vociférante fit irruption dans la salle, sur quoi le fonctionnaire de police préposé à la surveillance se hâta de dissoudre l'assemblée. Une troisième séance, le 10 novembre, se déroula relativement dans le calme ; on n'eut besoin de sortir que deux semeurs de raffut progressistes et la police refusa même l'aide qu'ils lui demandaient. Maintenant, Lassalle voulait prendre le taureau par les cornes et appela à une assemblée publique dans la grande salle de l'Eldorado. Mais une violente inflammation de la gorge l'empêcha d'apparaître en public et les progressistes, triomphants, répandirent le bruit que la peur l'avait fait se défiler. Mais quand ensuite Lassalle apparut le 22 novembre dans une nouvelle assemblée publique qu'il avait à nouveau convoquée à l'Eldo-

rado, une bande de fonctionnaires de police fit irruption dans la salle, dispersa violemment l'assistance et arrêta Lassalle sous l'accusation que, dans son allocution aux ouvriers de Berlin, il avait préparé une entreprise de haute trahison. Et à cela les progressistes présents et, hélas, aussi des ouvriers égarés par les progressistes, hurlèrent comme des possédés : *Bravo !*

Lassalle fut libéré de prison préventive trois jours après contre dépôt d'une caution, cependant il comprenait que son assaut de Berlin avait échoué. Le fait que les ouvriers aient applaudi à son arrestation lui prouvait qu'il ne pouvait encore éveiller de force suffisamment puissante pour briser la résistance du Parti du Progrès et de la police réunis. Pour l'honneur, il tint encore une ou deux assemblées qui ne furent plus troublées, soit parce qu'un reste de pudeur s'était éveillé dans le Parti du Progrès, soit parce que celui-ci était désormais sûr des ouvriers. Ensuite, Lassalle cessa l'agitation à Berlin. Le nombre des membres de l'association de Berlin était monté à 200, au cours de ces violentes batailles. Il retomba vite à trente ou quarante membres et il ne s'est jamais élevé plus haut, tant que Lassalle vécut.

2. Lassalle et Bismarck

En attendant, malgré les efforts désespérés, les pressions et les rappels à l'ordre de Bismarck, les nouvelles élections pour la Chambre des députés avaient donné une nouvelle victoire au Parti du Progrès. Certes, le nombre des députés conservateurs était aussi passé d'une à trois douzaines, mais ce n'avait pas été aux dépens du Parti du Progrès, mais des vieux libéraux et d'autres petits groupes du centre. La nouvelle Chambre supprima aussitôt l'ordonnance sur la presse et Bismarck y renonça. Son pari sur le sentiment national avait échoué provisoirement, cependant il se trouva qu'il put renouveler aussitôt ce pari, avec une chance plus grande de réussir.

Le 15 novembre, le roi du Danemark mourait sans héritier mâle et le 18 novembre était promulguée la Constitution commune danoise qui, contrairement au protocole de Londres, incorporait le duché du Schleswig au royaume du Danemark. Cela remettait à l'ordre du jour la question du Schleswig-Holstein, qui depuis une demi-génération incarnait en quelque sorte la honte allemande. Un mouvement incontestablement fort traversa la nation. Dans des centaines d'assemblées populaires, on promit de donner biens et sang pour libérer les duchés du joug danois, on décida de collecter de l'argent et d'enrôler dans ce but des troupes de volontaires. Ce mouvement se heurta à l'opposition intraitable des grandes puissances allemandes, Autriche et Prusse, car elles s'en tenaient fermement au pro-

tocole de Londres qui par un coup de force avait supprimé en faveur de l'héritier du trône danois le régime successoral du Schleswig-Holstein. Elles déclarèrent ne vouloir intervenir contre le Danemark que parce qu'il n'avait pas rempli à l'égard du Schleswig-Holstein les engagements pris dans le protocole de Londres, mais reconnaissaient par là justement la validité de ce document que le mouvement national exigeait avec fouge qu'on déchire. Ainsi étaient réunies les conditions d'une guerre populaire révolutionnaire pour le Schleswig-Holstein, que Marx avait souhaitée en 1848 et Lassalle en 1859.

Cependant la bourgeoisie allemande, en harmonieux accord avec la diplomatie des États allemands moyens et petits, réussit aussitôt à fourvoyer le mouvement national dans une impasse : celle du droit d'héritage des Augustenburg, un droit des princes dont la légitimité était écrite sur quelque peau de mouton moyenâgeuse, mais dont l'intégrité morale et la justification politique étaient une tout autre affaire. Le prétendant Augustenburg lui-même faisait partie de ces médiocrités princières, également nulles de caractère et d'intelligence, dont l'Allemagne regorgeait ; il commença le combat pour son prétendu droit par une supplique à Louis Bonaparte. En Allemagne, ses soutiens les plus zélés étaient le duc de Cobourg-Gotha, ce monsieur Je-fourre-mon-nez-partout qui était la risée de toute l'Europe, et le ministre saxon von Beust, dont les honteux exploits contre les combattants de mai 1848 à Dresde avaient choqué l'Europe.

En dépit de cette scabreuse confraternité, la bourgeoisie allemande se hâta de mettre toute l'influence qu'elle avait sur les masses allemandes au service de l'agitation en faveur des Augustenburg. Partisans de la Grande et de la Petite-Allemagne s'unirent pour cette noble mission et un nouveau congrès des députés à Francfort-sur-le-Main mit en place un comité des Trente-six qui entreprit, à coup de déclarations tonitruantes de nullité et d'invalidité, d'éliminer les baïonnettes autrichiennes et prussiennes. Cela alla bientôt si loin que les éléments radicaux de la bourgeoisie s'indignèrent de ce tapage écœurant. Lorsqu'il fut question de remettre au ministre « pur allemand » Beust une récompense de la nation pour les services rendus à la cause du Schleswig-Holstein, l'hebdomadaire de l'Union nationale empêcha cet excès de déshonneur, en révélant dans quelques articles les secrets effroyables du pénitencier de Waldheim. Et quand le Parti du Progrès prussien se hâta de s'engouffrer avec ivresse dans la farce augustenburgienne, son aile gauche ne marcha pas. Au contraire, Waldeck déclara que le Parlement prussien n'avait absolument aucune raison de s'enthousiasmer pour un prétendant de cet acabit ; que, plutôt que d'établir un État nain, impuissant, dans ces

marches du Schleswig-Holstein, il était encore plus raisonnable de les annexer à la Prusse. C'était justement là le but, provisoirement secret, que Bismarck poursuivait, en empruntant les voies tortueuses d'une politique de cabinet, réactionnaire d'un bout à l'autre, mais au demeurant avec une habileté qui surpassait les talents de tous les hommes d'État réunis de la diplomatie des États moyens et petits, ainsi que ceux de la bourgeoisie grande et petite-allemande.

Face au « vertige suscité par le Schleswig-Holstein », Lassalle opposa le même refus que Marx avait opposé en son temps à l'enthousiasme manifesté dans les brasseries par ceux qui buvaient aux « régions étreintes par la mer[1] ». Dans la mesure où le mouvement national avait un fondement authentique, il s'empara aussi des ouvriers ; en particulier les membres de l'Association générale des travailleurs allemands de Hambourg, qui vivaient si près des pays controversés, publièrent un appel pour collecter de l'argent et lever des troupes pour défendre le « bon droit allemand » ; ce en quoi au demeurant ils visaient, non pas une politique suiviste à la manière des progressistes, mais une action indépendante de la classe ouvrière. Il était clair qu'une telle action, dans les circonstances présentes, ne pouvait qu'offrir aux classes dominantes une occasion bienvenue d'étouffer le jeune mouvement ouvrier, aussi Lassalle se hâta-t-il de conjurer à temps le danger qui menaçait. Il rédigea une résolution dans laquelle il définissait le protocole de Londres comme un coup de force et le droit légitime des princes comme une fiction. Il était du devoir de tous les gouvernements allemands d'arracher les duchés au pouvoir de la couronne danoise, mais il fallait mettre en garde avec la dernière énergie contre l'envoi au Schleswig-Holstein de volontaires et des membres des sociétés de gymnastique. Le peuple y perdrait là son avant-garde la plus dévouée, dont l'étroite cohésion était plus impérieusement nécessaire que jamais. Vis-à-vis des vastes tâches décisives qui devaient être résolues en Allemagne même, il était d'un intérêt relativement très secondaire que, *« tant que régnaient en Allemagne trente et quelques princes, l'un d'entre eux fût un prince étranger »*. Les partisans du Parti du Progrès et de l'Union nationale, en s'enthousiasmant pour le droit légitime des princes, semblaient vouloir utiliser le Schleswig-Holstein comme une occasion de détourner l'attention de la situation intérieure et, sous couleur de patriotisme, de fuir un conflit qu'ils n'étaient pas de taille à résoudre. Le peuple, quant à lui, ne devait pas oublier que la question du Schleswig-Holstein

1 Allusion au poème *Le Schleswig-Holstein, étreint par la mer* de Karl Friedrich Strass (1842) qui exprimait l'enthousiasme chauvin pour le Schleswig-Holstein, partie intégrante de l'Allemagne.

se résoudrait d'elle-même par l'unité et la liberté de l'Allemagne, tandis qu'aucun succès dans le Schleswig-Hostein ne serait capable d'assurer l'unité et la liberté allemandes.

La résolution fut approuvée dans toute l'Association. Même les membres de Hambourg – dont Lassalle avait reconnu l'ardeur première comme tout à leur honneur – se calmèrent peu à peu. Des deux membres de la direction qui habitaient Hambourg, Audorf avait dès le début gardé la tête froide, alors que Perl recevait encore une communication écrite particulière de Lassalle lui enjoignant instamment de ne rien faire pour l'enrôlement des volontaires. Sans aucun doute, dans les circonstances d'alors, l'opinion de Lassalle sur la question du Schleswig-Holstein correspondait tout à fait aux intérêts du prolétariat, et cela est également valable pour la résolution que Lassalle fit adopter à peu près à la même époque sur la question polonaise.

Cette résolution reconnaissait à l'insurrection polonaise de 1863 le mérite pour l'Europe de détruire l'illusion du panslavisme et en même temps de rendre impossible ce que craignaient dans le passé de nombreux patriotes allemands : une alliance entre Napoléon et le tsar, sous couvert du principe des nationalités. Ainsi était créé le préalable le plus important pour une politique solidaire de la démocratie européenne. Vis-à-vis de l'Allemagne, l'insurrection polonaise avait eu le mérite spécifique d'éliminer l'un des plus graves obstacles extérieurs à l'établissement de l'unité allemande, si l'Allemagne utilisait cette insurrection polonaise pour sa réorganisation. Le rétablissement d'une Pologne indépendante sous la protection de l'Allemagne était le devoir de politique extérieure le plus glorieux et le plus légitime de celle-ci, la guerre dans ce but, l'intérêt le plus direct de l'Allemagne, la seule expiation de l'injustice commise par sa participation au démembrement de la Pologne et en même temps sa véritable émancipation de l'oppression pesant sur elle, de l'Est comme de l'Ouest. La seule restriction que faisait Lassalle avait trait à la germanisation pacifique de régions polonaises, à laquelle il attachait une valeur plus haute que Marx dans la *Nouvelle Gazette Rhénane,* et à peu près comme Marx l'avait appréciée dans le *New York Daily Tribune*. Lassalle y voyait une question bien réelle à soumettre à un examen spécifique. Le contenu principiel aussi bien de sa résolution polonaise que de sa résolution sur le Schleswig-Holstein était, d'un point de vue communiste révolutionnaire, inattaquable, et le fait est que les deux résolutions furent approuvées par l'Association d'éducation ouvrière communiste de Londres.

La situation politique dans l'hiver 1863-1864 était maintenant à grands traits la suivante. La Chambre des députés prussienne refusa un emprunt de 12 millions de thalers que Bismarck avait sollicité pour l'exé-

cution du plan contre le Danemark et une nouvelle fois elle raya dans le budget pour 1864 les dépenses de réorganisation de l'armée. Comme Bismarck avait déclaré par avance qu'il ne tiendrait pas compte de ces décisions, Jacoby proposa de refuser au gouvernement l'ensemble du budget ; on n'avait absolument pas le droit, disait-il, de confier la disposition des deniers publics à un ministère qui intentionnellement et délibérément violait la Constitution. C'était conséquent à sa manière. Mais la majorité du Parti du Progrès était conséquente à sa manière aussi, quand elle pensait qu'un refus de l'ensemble du budget était purement illusoire et qu'à l'inverse de l'effet escompté, il aggraverait encore la situation de l'opposition, à moins que les contribuables refusent de payer leurs impôts, et cela il ne fallait pas y songer. Aussi se contenta-t-on de soustraire au budget de 135 millions de thalers tout rond un peu moins de 6 millions de thalers, ce qui donnait tout de même gain de cause à Bismarck. Le 25 janvier 1864, avec un sermon très rogue à la Chambre des députés, il renvoya les députés à la maison et, comme il l'avait promis, prit l'argent où il le trouva. Pour les sommes relativement modiques dont il s'agissait, il avait provisoirement assez de ressources financières et il apaisa les créanciers de l'État en publiant le 12 janvier un décret du ministère d'État qui liait l'administration des finances à des normes précises, rigoureusement délimitées. Ces événements confirmèrent une nouvelle fois l'opinion de Lassalle, à savoir que l'arrêt total de la machinerie constitutionnelle serait le seul moyen pour l'opposition de paralyser le gouvernement. En poursuivant l'activité parlementaire, tout ce que la Chambre des députés avait réussi, c'était de ne plus compter du tout comme pouvoir politique.

Davantage même : elle devint directement un soutien de son adversaire. Avec le congrès des princes de Francfort et la crise du Schleswig-Hostein, Bismarck tombait sous un feu croisé de « frictions » avec les féodaux et avec la Cour, dont il savait très bien qu'elles se compliqueraient de plus en plus, au fur et à mesure que sa politique allemande se dévoilerait. La reine Augusta qui, en élève de Goethe, était une femme cultivée, n'avait jamais vu d'un bon œil ce hobereau de l'est de l'Elbe ; le couple héritier du trône était libéral et il était beaucoup plus favorable encore à Augustenburg ; l'influente reine mère craignait toute brouille avec l'Autriche et une très grande partie des hobereaux éprouvait la même crainte. Toutes ces influences assaillaient l'esprit irrésolu du roi. À cette époque-là on colporta beaucoup un mot attribué à Bismarck : à peine a-t-on poussé à coup d'éperons le vieux cheval jusqu'au bord du fossé qu'à chaque fois, épouvanté, il fait un violent bond en arrière. Ce qui maintint toutefois Bismarck dans la faveur du roi, ce fut le culot avec lequel il surcoupa l'atout de la Chambre des députés rebelle. Il savait très bien ce qu'il faisait

quand il évoquait devant le roi les fantômes du 18 mars, quand, d'après ce qu'il raconta lui-même, il comparait le roi à Charles I^er^ d'Angleterre, lui-même à Strafford, et les inoffensifs manchestériens, qui voulaient seulement rogner un peu les dépenses « improductives » de l'armée avec leurs ciseaux à détacher les coupons, à de vrais Cromwell sanguinaires.

Dans l'affaire du Schleswig-Holstein, Bismarck procéda sur la base du protocole de Londres, en commun avec l'Autriche qui se laissait maintenant volontiers guider par lui, préoccupée par le mouvement national et accessoirement, selon quelques allusions parlementaires de ministres autrichiens, sûrement aussi par secrète défiance à son égard. Quant à la majorité parlementaire et aux résolutions fracassantes des Trente-six, Bismarck ne s'en souciait plus. Il disait que les questions politiques étaient des questions de forces ; que les grandes puissances allemandes étaient la serre qui protégeait la Confédération germanique des courants d'air européens ; que la Prusse ne pouvait se laisser mettre en minorité par une majorité qui représentait 2 ou 3 millions de gens environ ; qu'il utilisait devant les puissances étrangères les résolutions pompeuses des Trente-six, de la même manière que, devant le roi, les discours pompeux des députés prussiens. Il fit comme si ces proclamations pouvaient déchaîner la révolution en Allemagne, si les grandes puissances allemandes n'intervenaient pas contre le Danemark, au moins sur la base du protocole de Londres. Le comique de cette mystification fut à vrai dire encore surpassé alors par les Trente-six, quand ils lancèrent à la mer une nouvelle proclamation dans laquelle ils se consolaient de leurs autres échecs en déclarant *« qu'ils avaient réussi à pousser vers le Schleswig l'Autriche et la Prusse, ces puissances hostiles à la noble cause nationale, et qui se flattaient de s'opposer aux idées du courant national »*.

En janvier 1864, l'Autriche et la Prusse sommèrent le Danemark de retirer la nouvelle Constitution commune, faute de quoi elles se verraient dans l'obligation d'intervenir ; si le Danemark opposait une résistance armée à leur intervention, la guerre romprait tous les traités et le protocole de Londres serait alors en tout état de cause à rediscuter. Le Danemark ne plia pas, et on en vint à la guerre. Le 18 avril, les régiments prussiens se lancèrent à l'assaut des lignes fortifiées de Düppel. À l'instigation de l'Angleterre, de nouvelles tentatives de conciliation furent faites ensuite dans une conférence internationale à Londres. Dès lors Bismarck renonça au protocole de Londres et au même moment, dans l'État prussien comme dans les duchés eux-mêmes, surgirent des adresses qui parvinrent au roi, revendiquant l'annexion par la Prusse, pour l'instant timidement et de manière voilée, et que celui-ci accueillit avec bienveillance. Bismarck écrivit à ce sujet à un de ses confidents qu'il semblait

approprié de « *lâcher tous les chiens qui voulaient aboyer* » ; les « *aboiements de toute la meute* » concourraient aux yeux de l'étranger à ce qu'il semblât impossible de soumettre les duchés aux Danois. On devrait habituer l'Augustenburg et « *tous les à-jamais-unis jusqu'à la Königsau* »[1] à réfléchir à des programmes que le gouvernement prussien ne pouvait pas leur apporter. Les adresses devaient faire perdre aux duchés l'habitude de « l'extravagance » de se considérer comme le fils choyé que l'on fête dans la famille allemande, et dont la Prusse, au péril de son existence, devait garantir les intérêts particuliers. Et pour « éclairer la situation », Bismarck ajoutait « en conclusion » que, pour lui, l'annexion par la Prusse certes n'était pas l'objectif suprême et nécessaire, mais assurément le résultat le plus agréable.

Pendant ces développements politiques, des pourparlers personnels ont eu lieu entre Lassalle et Bismarck. Ce qui nous en est connu repose sur les communications que la comtesse Hatzfeldt d'un côté et Bismarck de l'autre ont faites en 1878. En bien des points, elles divergent. Ainsi il y a d'emblée controverse sur celui qui a entamé les pourparlers : selon la comtesse Hatzfeldt, ce fut Bismarck, mais selon Bismarck lui-même ce fut Lassalle. Sur ce point, nous ne pouvons rien établir de sûr et ce n'est pas non plus d'une grande importance : Bismarck en effet admet qu'il s'était facilement laissé rencontrer, et il est peu probable que Lassalle, s'il tenait pour nécessaire et souhaitable d'entrer en pourparlers d'une façon générale avec Bismarck, ait attaché à une question formelle d'étiquette une valeur aussi grande que l'affirma plus tard la comtesse Hatzfeldt. Les pourparlers ont-ils eu lieu trois ou quatre fois comme le dit Bismarck, ou bien plus fréquemment comme le dit la comtesse Hatzfeldt : il est également impossible de trancher cette question, et cela n'a pas non plus grande importance. Sur un troisième point, la déclaration de Bismarck a pour elle une plus grande vraisemblance. Selon la comtesse Hatzfeldt, c'est Lassalle qui a rompu les relations parce que Bismarck refusait d'octroyer immédiatement le suffrage universel, tandis que, selon Bismarck, il ne s'en est pas suivi la moindre rupture, ce qui est rendu crédible par le fait que Lassalle, jusqu'à la fin de sa vie, veilla à faire parvenir à Bismarck l'ensemble de ses proclamations. En revanche, à la question incomparablement plus importante de savoir quelle avait été la teneur de ces entretiens, la comtesse Hatzfeldt a indubitablement raison quand elle répond : les affaires politiques. Quand Bismarck affirme qu'il a fait avec Lassalle

1 Cours d'eau qui constituait la frontière entre le Danemark et le Schleswig jusqu'en 1864. D'autre part, « À jamais unis » était le mot d'ordre du Schleswig-Holstein.

un agréable brin de causette, comme avec un spirituel châtelain du voisinage, on ne peut y voir qu'un plaisant faux-fuyant.

D'ailleurs, il n'y a rien de plus réjouissant que la tentative de Bismarck pour fonder son affirmation. En 1878, il déclara à ce sujet : *« Notre relation ne pouvait nullement avoir la nature d'une négociation politique. Qu'est-ce que Lassalle aurait pu m'offrir et me donner ! Il n'avait rien derrière lui. À l'arrière-plan de toute négociation politique, il y a le « donnant-donnant », même si par décence on n'en parle pas sur le moment. Mais si on doit se dire : que peux-tu donner, pauvre diable ? Il n'avait rien qu'il eût pu donner au ministre que j'étais. Ce qu'il avait, c'était quelque chose qui m'attirait extraordinairement comme homme privé : il était l'un des hommes les plus spirituels et les plus aimables qu'il m'ait été donné de rencontrer, c'était un ambitieux de grand style, pas du tout un républicain. Il avait des sentiments nationaux et monarchistes très prononcés. L'idée vers laquelle allaient ses aspirations était l'empire allemand et là-dessus, nous avions un point de contact. Lassalle était un ambitieux de haut style ; peut-être se demandait-il si l'empire allemand devait se faire précisément avec la dynastie Hohenzollern ou avec la dynastie Lassalle, mais ses sentiments étaient absolument monarchistes.* » Ces lignes montrent que, d'homme à homme, lors de ces entretiens c'est Bismarck qui a été le pauvre diable ; et sa tentative de manger des cerises avec le socialisme[1] s'est donc terminée par ceci : c'est lui qui eut les noyaux, comme on dit que Lassalle l'avait prédit.

Leurs pourparlers, comme le rapporte la comtesse Hatzfeldt et comme le reconnaît Bismarck, tournèrent autour du suffrage universel et des associations de production bénéficiant des crédits de l'État. Il est permis d'ajouter que pour Lassalle c'est le premier point qui primait et pour Bismarck le second. Un zélé professeur a célébré récemment Disraeli, Louis Bonaparte et Bismarck comme les trois représentants classiques du socialisme impérial, ce qui est une injustice imméritée vis-à-vis de Disraeli et même de Bonaparte. Si on veut absolument parler d'un socialisme de Bismarck, il faut le baptiser socialisme d'aumône, ou de laquais. On connaît suffisamment l'incorrigible obstination avec laquelle Bismarck s'opposa non seulement, comme de bien entendu, aux combats d'émancipation révolutionnaires du prolétariat, mais aussi à toutes

1 Allusion à une conversation entre Wilhelm Liebknecht et Lassalle, que rapporte August Bebel dans son *Autobiographie*. Alors que Liebknecht mettait en garde Lassalle contre Bismarck, celui-lui lui répondit : « Bah ! Je mange des cerises avec M. Bismarck, mais c'est lui qui aura les noyaux. » Mais ce jeu de dupes entre ces deux personnages est aussi une allusion à l'histoire de l'évêque Withego qui, au 17e siècle, se débarrassa du margrave de Meissen avec des cerises empoisonnées.

les réformes sociales qui étaient susceptibles d'élever la situation de la classe ouvrière sur le terrain de la société bourgeoise. Le siècle écoulé n'a vu aucun exploiteur capitaliste qui ait plus ouvertement que Bismarck qualifié de cadeau empoisonné le repos du dimanche pour les ouvriers, ou stigmatisé la réglementation légale du travail des enfants dans les fabriques comme une intrusion répréhensible dans le saint des saints de la famille. Le prétendu socialisme de Bismarck est tout entier contenu dans les paroles qu'il adressa un jour à un de ses gens, comme leitmotiv pour la liquidation officieuse de la question ouvrière : « *L'homme qui a la perspective de toucher une pension de vieillesse ou d'invalidité, aussi minime soit elle, se sent mieux et est plus satisfait de son sort, il sera beaucoup plus docile et plus facile à manier que celui qui voit devant lui un avenir incertain. Observez, par exemple, la différence entre un domestique privé et un domestique de la chancellerie ou un laquais de la Cour. Ces derniers supporteront bien davantage, parce qu'ils sont bien plus attachés à leur service que le premier, car ils ont une pension de retraite à en attendre.* » Le « socialisme » de Bismarck, si on veut encore une fois abuser ainsi de ce mot, a toujours consisté à aveugler les ouvriers avec des aumônes pour qu'ils acceptent, comme des laquais de Cour, d'être plus malléables et d'en supporter davantage.

C'est de ce génial point de vue aussi que Bismarck conçut les associations productives bénéficiant des crédits de l'État. Ses manœuvres bonapartistes avaient rencontré une certaine résistance au sein du ministère d'État ; les vieilles perruques de la bureaucratie ne se faisaient pas encore à cette nouvelle mode. Raison de plus pour que Bismarck cherchât ailleurs bon conseil. Son propre savoir économique consistait en un fumeux salmigondis de vestiges féodalo-moyenâgeux et de rudiments d'économie vulgaire, correspondant à la position d'un hobereau auquel il devient évident que le capitalisme fabrique du profit. Évidemment, sur les sentiments socialistes de Bismarck, Lassalle n'avait pas les mêmes illusions que Bismarck sur les sentiments monarchistes de Lassalle. L'horreur de Lassalle découvrant ce socialisme d'aumône et de laquais se reflète de manière assez manifeste dans les protestations énergiques qu'il éleva dès lors à plusieurs reprises contre toute expérience faite avec les associations productives qu'il proposait. Tout au plus exploita-t-il, pour ses objectifs à lui, la folie de Bismarck, comme au début de l'année 1864, quand une délégation de trois tisserands silésiens arriva à Berlin pour implorer l'aide du roi contre leurs exploiteurs capitalistes.

La misère chronique des tisserands silésiens avait tourné à cette époque-là à la catastrophe aiguë sous l'effet de la crise du coton. Déjà en août 1862, les fabricants du district de Reichenbach avaient attiré l'atten-

tion du landrat Olearius sur « la situation préoccupante » et demandé pour l'hiver des mesures contre la misère qui régnait parmi les tisserands. Olearius leur avait répondu que les fabricants, tous ensemble, mettraient sûrement eux-mêmes tout en œuvre pour remédier par leurs propres moyens à la détresse menaçante ; leur situation à eux s'était en général améliorée, tandis que la situation des ouvriers était restée dans le même état misérable. Quand ensuite les fabricants proposèrent la fondation d'un atelier de travail pour les tisserands inoccupés, Olearius leur avait rétorqué ironiquement que cette proposition attirerait « non sans raison » à ses auteurs la haine de la population ouvrière. Est-ce un atelier de travail qui devait protéger de la faim cette population nombreuse, tombée dans la misère sans qu'elle en soit responsable, qui n'avait guère été en situation de mettre un sou de côté pour les mauvais jours et grâce à l'activité de laquelle d'autres étaient devenus riches ? Ce landrat était un tout petit Bonaparte et c'est pourquoi il était un homme selon le cœur du petit Bonaparte, qui peu de temps après, en septembre 1862, devint ministre-président de Prusse. L'affaire avait eu un certain retentissement et provoqué aussi un débat parlementaire. Le district de Reichenbach, où étaient situés les grands villages de tisserands Langebielau et Peterswalden, était un terrain brûlant et, parmi les fabricants du lieu, se trouvait un chef du Parti du Progrès, Leonor Reichenheim, qui possédait à Wüste-Giersdorf une grande fabrique de filature et tissage, une de celles fondées dans les années 1840 par la Seehandlung[1] et que Hansemann en 1848 avait bradée à un prix dérisoire. Reichenheim était un fabricant capitaliste de modèle courant. Il n'insultait pas, à la manière des frères Zwanziger, les ouvriers qu'il exploitait mais il les consolait avec les recettes d'épargne données par Schulze, ce que les ingrats tisserands prenaient pour une cinglante insulte. Ils répondaient avec beaucoup de vérité : « *Sur quoi devons-nous faire des économies ? Devons-nous suspendre notre estomac à fumer dans la cheminée ?* » Or c'est de Wüste-Giersdorf qu'au début de l'année 1864 le tisserand Florian Paul se rendit à Berlin avec deux compagnons de travail, pour déposer leurs plaintes sur les marches du trône ; ils étaient mandatés par 300 tisserands qui pour la plupart étaient employés par Reichenheim. Vraisemblablement cette démarche leur avait été soufflée par le camp féodal. On voit mal en effet où ils auraient pu puiser leur confiance en une royauté qui, vingt ans plus tôt, avait réprimé leur révolte contre l'exploitation la plus inouïe avec la mitraille, avec le fouet, avec le bagne et les fers. En vérité le landrat Olearius déclara qu'il ne pouvait

1 Banque d'État de la Prusse spéculant et opérant pour le compte et au risque de l'État dont elle fut longtemps le grand fournisseur d'argent.

officiellement pas plus encourager qu'empêcher le projet des tisserands. Le cœur de ce brave était partagé, car son supérieur hiérarchique immédiat, le ministre de l'Intérieur, et aussi le ministre du Commerce, dont relevait la politique industrielle, ne voulaient rien savoir des manigances à la Bonaparte. Il fallut bien quatre semaines à Bismarck pour imposer sa volonté et obtenir à la députation des tisserands une audience auprès du roi.

Dans l'intervalle, les tisserands firent le tour des cercles ouvriers berlinois et tombèrent sur l'ouvrier Karl Preusse, très connu à cette époque, qui était membre à la fois de l'Association générale des travailleurs allemands de Lassalle et de l'association ouvrière berlinoise de Schulze. Les progressistes affirmaient que Preusse était un agent de Wagener et cherchaient aussi à en tirer parti contre Lassalle, dans la maison duquel il avait été vu. Autant qu'on puisse aujourd'hui encore vérifier cette affirmation, il n'y avait aucun fondement à ce soupçon. Les très nombreux discours de Preusse, qui figurent dans les comptes rendus de la presse de l'époque sur le mouvement ouvrier berlinois, laissent deviner en lui un de ces piliers d'associations, bavards mais bien intentionnés, qui se mettent partout en avant mais sont finalement partout tolérés avec une sorte de bonhomie ; quand, pour mieux renforcer leur affirmation, les progressistes voulurent le faire exclure de l'association ouvrière de Berlin, la grande majorité des membres empêcha ce tribunal de la Sainte-Vehme[1], en expliquant que Preusse était certes un drôle de pistolet, mais qu'il était un brave gars. Preusse dit aux tisserands de Silésie qui lui demandaient conseil et aide, qu'il n'était pas lui-même un docteur de la Loi mais qu'ils n'avaient qu'à s'adresser à Lassalle, Schulze-Delitzsch et Wagener, qui étaient les véritables docteurs de la Loi de la question ouvrière, et quand les tisserands lui dirent qu'ils en avaient assez pour le moment des recettes de Schulze, il leur recommanda, à la place de l'apôtre de l'épargne, le typographe Dittmann qui était président de l'association ouvrière de Berlin.

Les tisserands trouvèrent Lassalle beaucoup plus à leur goût que Dittmann et Wagener. Florian Paul devint le fondé de pouvoir de Wüste-Giersdorf et le district de Reichenbach fit bientôt partie des appuis les plus solides de l'Association générale des travailleurs allemands. Bismarck à l'inverse, quand il introduisit la députation de tisserands auprès du roi, joua vraiment le rôle du pauvre diable. La « royauté sociale » se

1 Tribunaux de la Sainte-Vehme : créés au 12e siècle en Westphalie, ces tribunaux, indépendants des princes et des empereurs, s'érigeaient en tribunaux secrets et devinrent des puissances redoutées. Ils ne connaissaient comme peine que la mort immédiate par pendaison à un arbre.

discrédita totalement quand le roi fit aux tisserands l'aumône d'une promesse jamais tenue « *de régler promptement la question par une loi et de remédier par là à leur misère* » ; une commission de bureaucrates, constituée pour examiner les plaintes émises par les tisserands, trouva que tout était pour le mieux et Leonor Reichenheim s'en sortit tout auréolé de la couronne du martyre. Il avait dans l'intervalle fait passer aux tisserands du lieu un effroyable conseil de révision et Bismarck avança aux ouvriers renvoyés en masse un petit capital puisé dans la cassette royale, pour fonder une association de production. Cependant il n'eut pas de chance avec elle car cet institut modèle, à la direction duquel le landrat Olearius devait montrer ses talents d'homme d'État, fit dans l'espace d'un an une glorieuse faillite. Le montant de l'aumône par laquelle Bismarck voulait transformer les tisserands silésiens en dociles laquais de cour a diversement été estimée, de 6 000 thalers au minimum à 12 000 au maximum.

Si Bismarck s'intéressait en démagogue aux associations de production bénéficiant de crédits de l'État, Lassalle s'intéressait en démocrate au droit de suffrage universel. C'est cette arme, avec laquelle il se faisait fort de battre aussi bien le Parti du Progrès que la réaction, qu'il avait en vue dans ses pourparlers avec Bismarck. Il avait justement prévu que Bismarck serait obligé tôt ou tard d'avoir recours au suffrage universel, mais il se trompait en espérant pouvoir par son éloquence personnelle accélérer ce mouvement. Bismarck se trompait sur Lassalle à la manière d'un commerçant roublard et borné, mais Lassalle se trompait sur Bismarck à la manière d'un idéaliste aux vues profondes et vastes, prêtant à son adversaire des idées qui lui étaient aussi étrangères que la philosophie de Hegel à un insulaire du Pacifique.

Ce que Lassalle a dit pour engager Bismarck à octroyer le suffrage universel peut être assez sûrement déduit de ses derniers discours. Partant de l'idée que la Constitution prussienne n'avait pas encore eu un seul jour d'existence légale, Lassalle voyait dans l'octroi du suffrage universel non une violation mais un rétablissement du droit, et c'était très plausible pour peu qu'on veuille bien avoir la bonté de parler en Prusse d'un droit, après les innombrables violations du droit sur lesquelles reposait cet « État de droit » béni. Cependant toute cette démonstration était peine perdue, dans la mesure où elle devait agir sur Bismarck et son roi. Tous deux avaient participé à tant de violations de droits qu'ils n'allaient pas attacher de l'importance à une de plus ou de moins et, comme un avenir proche devait le montrer, ils n'y attachèrent effectivement aucune importance. Ils furent tout aussi peu réceptifs à l'appel de Lassalle aux « élites de la culture et de l'intelligence » qui, dans leur querelle avec la bourgeoisie, reconnaîtraient dans le recours au peuple « une issue hautement consa-

crée par l'Histoire » ou bien à l'appel de Lassalle à la royauté qui, encore « pétrie dans sa pâte originelle », se tenait debout, appuyée sur le pommeau de son épée. Encore une fois c'était pour eux du sanscrit à l'état pur. À présent, ils connaissaient le peuple, que Frédéric-Guillaume IV n'avait pas encore connu à ses débuts, ce « *puer robustus sed malitiosus* », ce garnement robuste et mauvais qui en mars 1848 avait pétri de ses rudes poings la « pâte originelle » de la royauté légitime et avait brisé l'épée du prince de Prusse. Ils se gardaient très sagement de le faire monter prématurément sur la scène. En réalité Lassalle, en raisonnant ainsi, oubliait deux de ses maximes favorites : aussi bien la maxime « *les individus se laissent tromper, les classes jamais* » que cette autre maxime « *à la révolution d'en bas, le Parti du Progrès préfère encore le despotisme d'en haut* ». Bismarck était non seulement une personne mais aussi une classe, et il savait très bien qu'en cas de nécessité cela lui coûterait bien moins cher d'acheter la bourgeoisie que de faire une concession importante au prolétariat.

Il n'aimait pas du tout le système électoral des trois classes qui, ces dernières années, à côté de son caractère antidémocratique, avait aussi nettement révélé son caractère antiféodal et il devait bientôt le définir comme le système électoral « le plus pitoyable et le plus absurde ». Il ne méconnaissait pas non plus les côtés séduisants que le suffrage universel avait pour les junkers, tant que le prolétariat rural leur restait soumis. Mais sa conscience de classe était beaucoup trop fortement marquée pour faire prématurément l'expérience de cette hache à double tranchant. Pour l'heure, la manière agréablement indolente avec laquelle le Parti du Progrès menait le conflit constitutionnel faisait tout à fait son affaire ; non seulement il n'avait aucun motif urgent mais, dans un avenir proche, il n'avait aucun motif du tout d'octroyer le suffrage universel en Prusse. Personne plus clairement que Lassalle ne démontrait qu'il n'y avait rien à espérer de l'opposition progressiste.

C'est seulement dans la question allemande que Bismarck avait joué la carte du suffrage universel et cette question était encore enfouie dans les débuts embrouillés de sa politique réactionnaire de cabinet, à laquelle Lassalle ne pouvait insuffler aucun souffle capable de l'entraîner. Bismarck était foncièrement un diplomate de la vieille école, qui ne songeait pas et s'interdisait même de songer à jouer cette partie importante en mettant cartes sur table, comme Lassalle lui en prêtait l'intention. La franchise dont il faisait montre parfois, pour d'autant mieux dissimuler sa rouerie, ressemblait à cette « *diplomatie suprêmement forte qui n'a besoin d'entourer d'aucun mystère ses calculs, parce qu'ils sont fondés sur une nécessité de fer* », mais seulement comme un chameau ressemble à un cheval, ou

bien comme une révolution d'en haut ressemble à une révolution d'en bas. La Grande-Prusse à laquelle aspirait Bismarck n'avait absolument pas besoin de cette « *vie supérieure de l'âme* » et de cette « *immense force expansive* » de la nation que Lassalle promettait avec le suffrage universel.

Dans ses pourparlers avec Bismarck, Lassalle emprunta une fausse route sur laquelle l'entraîna un excès de confiance en soi, et une sous-estimation idéologique du poids que les luttes de classes modernes portent en elles. Certes, Lassalle sut garder les mains entièrement libres face à la réaction et il pouvait toujours se dire qu'il jouait avec elle, et non elle avec lui. Mais la tentative de pénétrer par la ruse dans une forteresse qu'on ne peut encore conquérir par la force l'a tout de même poussé à plus d'une déclaration prêtant à malentendus

3. Lassalle face à justice et police

Vu la rage avec laquelle les autorités prussiennes se jetèrent sur lui et sa campagne d'agitation, Lassalle aurait déjà pu en déduire combien il était difficile de jouer au plus rusé avec l'État vieux-prussien. Bismarck ne l'en protégea pas ; il est peu probable aussi qu'il l'aurait pu, même s'il l'avait voulu. L'État policier a sa propre logique ; il réagit instinctivement à toute tentative d'arracher les masses à sa férule et les braves policiers qui voulaient, par leurs tracasseries, éloigner le prolétariat de Lassalle et le ramener à Schulze-Delitzsch restaient parfaitement dans leur rôle.

Cependant la manière dont Lassalle mena le combat contre justice et police lui fait le plus grand honneur. Même si on ne peut faire que peu de chose, il faut absolument réagir, c'est l'honneur qui le commande : tel était son mot d'ordre dans ce combat et il disait souvent, ce que le libéralisme allemand n'a jamais compris, que l'État policier ne pourra être transformé en État de droit qu'une fois que chaque individu, à chaque violence arbitraire qui lui est faite, réagira de toutes ses forces, en ne se laissant arrêter par aucune considération et en avançant jusqu'à ce que ces faits soient le plus complètement publics, et en en appelant chaque fois à nouveau à la conscience que l'opinion publique du pays a de la justice. Même si cette idée peut paraître idéologique, elle est infiniment plus pratique que la conduite de ces gens pratiques qui s'accommodent de n'importe quel arbitraire policier, sous prétexte qu'il n'y a vraiment rien à faire contre. Si l'opposition bourgeoise avait fait sienne dès le début la maxime lassallienne, la liberté de presse et d'association auraient été en Prusse depuis longtemps autre chose qu'un paragraphe de papier dans la Constitution. Au lieu de cela, le libéralisme applaudissait bruyamment ou silencieusement à toutes les chicaneries policières par lesquelles on tentait d'étouffer le jeune mouvement ouvrier. Cela mérite d'autant plus

le respect que, jusqu'à épuisement de ses forces physiques et morales, Lassalle chercha à protéger la liberté, quitte à susciter contre lui une haine à laquelle, en tant qu'individu, il devait à la longue succomber.

La guerre de Lassalle contre l'arbitraire est exemplaire aujourd'hui encore. Malgré cela, il est impossible - ou justement c'est pourquoi il ne vaut pas la peine - de la suivre dans tous ses détails. Les tracasseries policières auxquelles Lassalle et ses partisans furent soumis sont aujourd'hui encore bien trop connues pour nécessiter une description détaillée ; quiconque a participé un jour au combat de classe prolétarien est déjà passé lui-même par ces épreuves. Perquisitions et arrestations, saisies et retraits de patente, dissolutions et interdictions, tout cela en vertu de lois qui laissaient déjà une grande latitude à l'arbitraire policier, mais qu'il transgressait sans hésiter lorsqu'elles lui mettaient une limite : tels étaient les nobles moyens par lesquels la Sainte-Hermandad[1] accomplissait son métier de défenseur de la société et de l'État, face à une agitation pacifique et légale pour introduire le suffrage universel dans l'intérêt des classes laborieuses.

La justice fut tout à fait à la hauteur de la police. Sans parler des procureurs, qui n'étaient que des instruments dociles de l'État policier, les juges aussi dépendaient à un haut degré de cet État. Ils se recrutaient dans les classes dominantes, étaient soumis à de dures lois disciplinaires et même les meilleurs d'entre eux étaient contraints, par les paragraphes élastiques du code pénal prussien, de faire de leurs préjugés de classe le fondement de leurs verdicts. La justice de classe n'avait besoin ni de se tromper ni de tromper les autres avec la fable que Lassalle était un réactionnaire. Elle lui confirmait volontiers qu'il était un homme bien différent des myrmidons de l'opposition libérale. Après que la contre-révolution se fut consolidée par une série de honteux meurtres judiciaires, elle n'était pas allée, vu le rythme endormi de la lutte de classe bourgeoise, au-delà d'une certaine limite dans le maniement de la justice qu'elle avait elle-même corrompue. Dans les années 1850, les accusations portées sur la base des paragraphes élastiques du code pénal furent relativement rares et les peines infligées relativement légères. Une peine de prison pour outrage, pour incitation à la haine et au mépris, pour injure aux institutions de l'État, etc. était à cette époque déjà un événement et, quand elle venait à être prononcée, sa durée se mesurait en jours ou tout au plus en quelques semaines. Cela changea d'un coup lorsque Lassalle, l'agitateur de la classe ouvrière,

1 Nom ironique donné à la police par allusion à la Sainte-Hermandad espagnole, association politico-policière qui, au 15e siècle, maintenait l'ordre en Aragon et en Castille par les procédés les plus cruels.

apparut sur la scène publique. Les procureurs se précipitèrent avec des accusations contre lui, dont il était difficile de dire ce qui en elles était le plus surprenant, la puérilité de l'exposé des motifs ou bien la hauteur prodigieuse des peines requises : neuf mois de prison, deux ans de prison, trois ans de forteresse ; cela alla ainsi en progression rapide en l'espace d'une année, et les juges n'étaient pas moins rapides à faire de la justice l'épée vengeresse des privilèges de classe menacés.

Dans le premier et aussi le plus important procès que Lassalle eut à mener, il était question du *Programme ouvrier*, qui était censé avoir incité les classes non possédantes à la haine et au mépris envers les classes possédantes. Les discours par lesquels Lassalle se défendit, d'abord devant le tribunal de la ville et ensuite devant la cour d'appel, étaient non seulement des chefs-d'œuvre d'éloquence judiciaire mais également des armes précieuses et efficaces pour l'arsenal de son agitation politico-sociale. Tout comme son discours d'assises de 1849, Lassalle les avait déjà fait imprimer avant même de les prononcer. Pour autant ils ne perdaient rien de leur fraîcheur combative, pas plus que leur préparation soignée ne nuisait à l'admirable vivacité de répartie avec laquelle Lassalle s'orientait dans tous les revirements des débats. En première instance, devant le tribunal de la ville, cela prit un tour très orageux et la manière dont Lassalle, magistral polémiste, sut constamment, malgré les interruptions incessantes du président, rester maître de la parole est aussi classique que le châtiment qu'il infligea au procureur von Schelling, en le faisant passer moralement sous les fourches caudines des citations tirées des œuvres de son père, le philosophe Schelling.

Le procureur comme les juges étaient évidemment incapables de se hausser à la hauteur scientifique du *Programme ouvrier*. Ils se tiraient d'embarras en utilisant un jargon dont Lassalle, dans son plaidoyer en appel, disait avec une ironie mordante qu'un mot dévorait l'autre. Comme les mouches à la glu, ils restaient collés au mot révolution qu'ils s'entendaient à interpréter seulement dans le sens des « fourches » de la jacquerie, à concevoir seulement comme meurtre et tuerie. Dans l'esprit de « l'État de droit » prussien, ils ne cachaient pas qu'on n'avait pas le droit de dire devant des ouvriers ce qu'ailleurs on pouvait dire impunément. Le seul point sur lequel ils s'élancèrent sur un terrain pour ainsi dire concret fut quand ils contestèrent l'évidence que les impôts indirects pesaient d'un poids disproportionné sur les classes laborieuses. Lassalle pouvait à bon droit dire plus tard devant la cour d'appel : *« C'est dur, c'est irritant d'être sanctionné pour un point précisément qui, depuis trois siècles déjà, est passé dans la science de livre en livre jusque dans le moindre manuel, d'être sanctionné simplement parce qu'un procureur et un tribunal n'ont*

jamais ouvert un abrégé d'économie politique. » Au compte de cette ignorance, Lassalle fut condamné à quatre mois de prison, après que le procureur en eut requis neuf. En vain Lassalle conjura les juges de l'acquitter en invoquant que l'Histoire retiendrait leurs noms. Ils préférèrent voir leurs noms – Pielchen, Kolk, von Wulffen – écrits sur le livre noir des juges iniques. Une brillante carrière en revanche consola le procureur von Schelling de s'être fait anéantir moralement ; il finit par devenir ministre de la Justice en Prusse et secrétaire d'État à la Justice en Allemagne

Lassalle intitula son plaidoyer de première instance : *La science et les ouvriers*. Il culmine dans cette profession de foi : *« Deux choses seulement sont restées grandes dans la décadence générale qui, aux yeux du connaisseur plus profond de l'Histoire, s'est emparée de tous les aspects de la vie publique, deux choses seulement sont restées fraîches et fécondes au milieu du dépérissement insidieux de l'égoïsme qui a pénétré toutes les veines de la vie européenne : la science et le peuple, la science et les ouvriers ! Seule l'union des deux peut féconder d'une vie nouvelle la situation européenne. L'alliance de la science et des ouvriers, ces deux pôles opposés de la société qui,* si un jour ils s'étreignent*, étoufferont dans leurs bras d'airain tous les obstacles à la civilisation – tel est le but auquel j'ai décidé de consacrer ma vie jusqu'à mon dernier souffle.* » Ce discours est tout à fait digne du *Programme ouvrier*, pour la défense duquel il fut prononcé, peu avant que Lassalle ne publie la *Lettre ouverte :* non exempt d'emphase idéologique, et en cela aussi justement authentiquement lassallien, mais encore exempt de sombre amertume, c'est l'image d'un guerrier dont les armes étincelantes renvoient encore une fois le flamboiement du soleil éclatant, avant que ne se lève en tourbillons la poussière du champ de bataille.

Un peu de cette poussière recouvre déjà le grand discours par lequel Lassalle contesta le verdict du tribunal de la ville devant la cour d'appel. Il traite de l'impôt indirect et de la situation de la classe laborieuse et apporte la preuve que les impôts indirects sont le moyen de décharger les classes possédantes du poids des impôts en le faisant supporter par les classes non possédantes, d'une manière si rigoureuse et si irréfutable que ni avant ni après il n'en a jamais été apporté de pareille. Sous ce rapport, il a une valeur permanente et il suffit déjà à lui seul à réfuter l'affirmation absurde que Lassalle aurait été un dilettante dans le domaine économique. Lassalle se dressa de façon non moins convaincante contre l'usage malveillant du mot révolution. Il définit encore une fois la révolution comme un principe nouveau qui prenait la place d'un état des choses existant, que ce soit avec ou sans violence, et ajouta ces paroles désormais célèbres : *« Dans ce sens, je peux dire que je suis de toute façon convaincu de l'avènement prochain d'une révolution. Elle arrivera, ou bien en toute*

légalité et avec toutes les bénédictions de la paix, si on a la sagesse de se décider à l'instaurer à temps et d'en haut ; ou bien alors elle fera irruption, à un moment donné, dans toutes les convulsions de la violence, ses boucles de cheveux se dressant sauvagement dans le vent, des sandales d'airain à ses pieds. De l'une ou l'autre manière, de toute façon, elle viendra et lorsque, m'abstrayant du vacarme du jour, je me plonge dans l'Histoire, alors j'entends son pas. » De son ironie mordante Lassalle fustigeait la justice de classe qui ne jugeait pas *ce* qui avait été dit, mais la personne *qui* l'avait dit et le lieu *où* cela avait été dit. Il pouvait alléguer le fait que le directeur de l'Office prussien des statistiques, le conseiller privé Engel, avait à l'époque du *Programme ouvrier* tenu devant le public bourgeois de l'académie de Chant une conférence au contenu tout à fait identique sans être inculpé, et il put donner lecture d'une lettre dans laquelle Engel était suffisamment courageux pour confirmer cette concordance de vue et pour ajouter avec un clin d'œil facile à comprendre que, dans tous les procès suscités par les sciences spécialisées, le centre de gravité devait être placé dans le rapport des experts, comme cela se fait dans les procès suscités par la technique et le commerce. Ainsi, dans ce discours de Lassalle, les aspects importants et forts l'emportaient de beaucoup mais, dans certains passages, on sent cependant qu'il l'a rédigé au printemps de 1863, sous l'impression toute fraîche des calomnies dont le Parti du Progrès l'accablait.

En particulier, partant de l'idée très juste que l'augmentation monstrueuse des impôts indirects était une marque distinctive de la période bourgeoise de l'Histoire – période qui englobe l'absolutisme moderne autant que la république bourgeoise – il poussa le raisonnement jusqu'à opposer à la bourgeoisie manchestérienne l'État devant les juges duquel il plaidait sa cause. Il leur disait qu'eux ne faisaient pas partie des manchestériens, de ces barbares modernes, qui haïssaient l'État, non pas tel ou tel État particulier, non pas telle ou telle *forme* d'État, mais *l'État en général* et qui, comme ils l'avaient admis clairement çà et là, auraient préféré supprimer tout État, auraient préféré brader justice et police, et faire faire la guerre par des sociétés par actions, de façon que nulle part dans l'univers il ne subsiste un point moral à partir duquel une résistance pût être opposée à l'exploitation rapace du capital. *« Quelles que soient les profondes différences qui nous séparent, vous et moi, Messieurs, face à cette dissolution de tout ce qui est moral nous sommes main dans la main. Le feu primitif de toute civilisation, ce feu de Vesta, l'État, je le défends avec vous contre ces barbares modernes ! »* C'était un raisonnement très dangereux, qu'une démagogie réactionnaire pouvait facilement exploiter dans son sens et qu'elle exploita réellement ; et cela quinze ans plus tard, quand l'État que la cour d'appel servait fit tomber sur la classe ouvrière qu'elle

avait bâillonnée par la force une nouvelle charge effroyable d'impôts indirects et que seuls les « *barbares modernes* », peu importe pour quels motifs, s'opposèrent à cette paupérisation des masses. Combien peu cet État-là méritait qu'on en fit état et étalage, Lassalle lui-même l'apprit bientôt avec le jugement de la cour d'appel. À vrai dire, la cour de justice supérieure redoutait à bon droit de se compromettre autant que la cour de justice inférieure et c'est pourquoi elle adoucit la peine, réduisant l'amende à 100 thalers, mais elle n'annula pas la monstruosité juridique du premier jugement et se prononça également pour la destruction du *Programme ouvrier.*

Le procureur von Schelling se vengea en intentant un procès en diffamation contre Lassalle, pour son discours de défense en première instance, procès qui conclut à la condamnation de celui-ci à un mois de prison, et lança par-dessus le marché une poursuite pour crime de haute trahison contre l'appel *Aux ouvriers de Berlin*. Lassalle accueillit cette accusation avec beaucoup de sang-froid : « Elle *est une imbécillité pure, elle a pour source unique la soif de vengeance personnelle du procureur von Schelling* », écrivait-il à Dammer. Le procès se déroula le 12 avril 1864 devant la cour de justice d'État et se termina de fait par l'acquittement de Lassalle, déclaré non coupable d'avoir préparé une entreprise visant à changer par la violence la Constitution prussienne. Par contre, deux autres accusations liées à cela, pour outrage aux institutions de l'État et offense au ministère d'État, furent transférées du tribunal d'exception au tribunal ordinaire, et en même temps une nouvelle plainte fut à nouveau déposée contre le discours de défense de Lassalle, en vertu d'un quelconque paragraphe élastique. On s'en tenait ainsi au beau principe : à partir de chaque accusation accablante il en surgissait deux ou trois nouvelles. Le discours de défense que fit Lassalle dans le procès pour haute trahison se débarrassa en se jouant, dans sa première partie, du manque complet de sens juridique du procureur général, Adelung, tandis que la deuxième partie mettait en lumière l'aspect politique de l'accusation et par là exposait tout ce qui, selon Lassalle, pouvait engager le roi et Bismarck à apporter un changement violent à la Constitution de l'État prussien par l'octroi du suffrage universel.

Là-dessus on peut dire la même chose qu'à propos des pourparlers de Lassalle avec Bismarck. Dans ce discours, Lassalle s'en prend au Parti du Progrès plus durement que jamais auparavant. Il le qualifie de clique qui veut étrangler la royauté avec un collier qu'il a tressé grâce à la faveur royale. Cependant il faut bien voir que cette opinion elle-même correspond tout à fait à la vérité historique et a été constamment soutenue par Lassalle ; ce à quoi on peut toujours objecter que c'est justement à

cette occasion que Lassalle l'exprima sous cette forme. Dans une formulation plus courtoise, le publiciste libéral H.B. Oppenheim disait la même chose quand il écrivait : « *La Constitution prussienne était venue au monde désarmée, les signes de son origine révolutionnaire étaient depuis longtemps effacés, et dans les années de réaction l'absolutisme royal avait imprimé sur elle le sceau de son approbation.* » Et c'est justement du fait que le Parti du Progrès limitait son prétendu combat pour la liberté et le droit du peuple au combat pour cet avorton de Constitution, qu'était née la brouille entre lui et Lassalle. Lassalle soulignait aussi constamment dans le discours devant la cour de justice d'État : *« C'est moi qui pousse mais c'est les hommes au gouvernement qui sont poussés »* ; il parlait sans se gêner de leur « *incapacité* » s'ils ne faisaient pas ce qu'il réclamait. De même qu'il avait dit « non » quand Bucher l'avait prié de s'exprimer de manière plus prudente, de même il répondit froidement : *« Ça ne se fait pas »* quand Bucher le pria de s'éloigner pendant les délibérations de la cour de justice, pour pouvoir fuir au cas où serait prononcée la peine de trois années de réclusion que l'avocat général avait requise.

Un troisième grand procès eut pour origine le discours de revue des troupes, qui avait été saisi à Düsseldorf. Il eut cela de particulièrement remarquable qu'il se déroula devant une cour de justice de la Rhénanie libérale et que le procureur d'État puisa ses tirades dans la presse progressiste. Cela mis à part, la conduite du procès ne fut pas différente de celle des procès que Lassalle avait eu à soutenir devant les cours de justice de l'est de l'Elbe, ni dans l'injustice de l'accusation et du jugement, ni dans la lourdeur de la peine réclamée et infligée. Elle entraîna pour Lassalle presque plus de tracas encore que n'importe quel autre de ses procès. Les audiences en première instance, par contumace, s'étaient conclues par la condamnation de Lassalle à un an de prison mais, en assurant lui-même sa propre défense devant l'instance d'appel, il fit réduire la peine de moitié ; toutefois là encore l'épilogue ne se fit pas attendre : une nouvelle accusation, en raison de sa plaidoirie de défense. Face à Lassalle, l'engeance des hommes de loi, libéraux comme conservateurs, formait réellement une « masse réactionnaire ».

La mort de Lassalle annula ensuite toute cette lamentable montagne de dossiers. Mais quand la part mortelle de son être lui eut échappé, la justice de classe continua à poursuivre encore sans se lasser sa part immortelle. Ainsi le 15 février 1865, le tribunal de ville de Berlin prononça la destruction du *Discours sur la science et les ouvriers* en invoquant le paragraphe sur l'incitation à la haine et au mépris. Justice et police continuèrent à frapper de leurs piques et de leurs épieux l'esprit de Lassalle, si bien que s'accomplissaient en lui et en eux les vers du poète :

Puis, fendant la foule des sbires,
Il ira, tel un être sublime.

4. *Bastiat-Schulze*

Au milieu de tous ces tracas, Lassalle eut la force et le temps d'écrire son pamphlet contre Schulze-Delitzsch, une œuvre théorique dans laquelle il dit son dernier mot en tant qu'agitateur ouvrier.

Dans la mesure où cet ouvrage paru en 1864 polémique contre Schulze, ce qui a été dit du pamphlet contre Julian Schmidt est valable pour celui-ci aussi : il fait parfois trop de cas de la personne de Schulze, parce que, pour lui, cette personne incarne une bien sale affaire. Certes, Schulze avait accepté avec grande vanité le rôle qu'on lui avait attribué de « *roi du royaume social* » et il était prêt à couvrir de son nom toute la corruption capitaliste, de sorte qu'en général tous les excès polémiques de Lassalle à cette époque peuvent bénéficier de l'excuse qu'au regard des fautes des adversaires, ils n'étaient que jeux d'enfant. Mais pour lui-même et pour sa cause, Lassalle aurait mieux fait de biffer la moitié de ses attaques personnelles contre Schulze, et d'atténuer l'autre moitié, en passant de l'accent de fougue passionnelle à un ton de mépris hautain. Les passages de son ouvrage – et ce sont les plus nombreux – dans lesquels toute la force triomphante de sa dialectique se déploie encore une fois, et parfois avec un élan plus convaincant que jamais auparavant, y auraient encore gagné. Ces passages sont à leur manière de véritables modèles de critique positive. C'était une mission presque impossible, à partir des chapitres de Schulze rassemblés en *Catéchisme ouvrier allemand,* qui édulcoraient encore une fois les bavardages déjà édulcorés de Bastiat, de parvenir à extraire les points de vue justes permettant de comprendre la société capitaliste. Mais Lassalle a su rendre possible ce qui était pratiquement impossible ; et on peut dire que l'espoir qu'il exprimait dans la préface s'est avéré juste : son étoile l'avait guidé plus favorablement, en l'obligeant à présenter les thèses fondamentales les plus importantes de l'économie politique scientifique sous une forme polémique, infiniment plus vivante et pénétrante que si elle lui avait permis de développer pas à pas les lignes fondamentales de l'économie politique scientifique dans une œuvre systématique. Lassalle était bien trop juriste et bien trop philosophe pour mener à bien cette tâche de manière exhaustive, et son œuvre économique, à côté de l'œuvre économique de Marx, aurait fait figure d'un vaisseau de ligne en bois à côté d'un cuirassé de haute mer, tandis que son *Bastiat-Schulze* précédait ce cuirassé comme un torpilleur agile qui, en attendant, causait de terribles dégâts parmi les vieux rafiots vermoulus de la flotte ennemie.

Dans *Bastiat-Schulze*, Lassalle déchira tous les voiles dont le manchestérianisme et, d'une manière différente, l'école historique avaient enveloppé la nature de la société capitaliste : la représentation étroite selon laquelle les conditions de cette société sont les conditions naturelles, éternelles de l'humanité ; l'illusion trompeuse de « l'aide à soi-même » qui fait de l'homme singulier, réduit à ne compter que sur lui-même, l'artisan de son propre bonheur ; la falsification systématique des catégories économiques pour la plus haute gloire de la bourgeoisie ; l'affirmation selon laquelle les capitaux ne pouvaient naître que par l'épargne, que le gain de l'entrepreneur était un salaire pour le travail intellectuel ou pour le sacrifice moral personnel, et une douzaine de semblables fables tendancieuses, qui à cette époque-là étaient proposées aux clients sur les marchés et dans les rues comme fruits les plus purs de la science. En les soumettant à l'analyse critique, Lassalle dégagea la vérité des faits ; il démontra que le mode de production capitaliste était une catégorie historique, une période déterminée de l'histoire dont il sut décrire la naissance aussi clairement que la disparition. Il exposa le processus historique par lequel le capital et l'ouvrier avaient interverti les rôles, rabaissé le travailleur vivant au rang d'instrument de travail mort, et par lequel lui-même, l'instrument de travail mort, s'était transformé en organe de production vivant ; et il montra comment les contradictions criantes de la société capitaliste faisaient pression dans ce sens et ne pouvaient être résolues que si la grande production de la société dans son ensemble rétrogradait à nouveau le capital au rang d'instrument de travail mort à son service et par là, en même temps, ouvrait de nouvelles sources vives de richesse sociale. La propriété bourgeoise précisément était un socialisme anarchique, une répartition de la propriété par la société elle-même, une méconnaissance des mécanismes sociaux qui, en forces brutes de la nature, se vengeaient de cette méconnaissance et faisaient du mode de production capitaliste un jeu de roulette et de hasard, où le dos de la classe ouvrière était le tapis vert sur lequel dans leurs combats spéculateurs et entrepreneurs jouaient jusqu'au bout leurs chances de gain et de perte. C'était la caractéristique propre de la société capitaliste que de supprimer, dans le domaine économique, la responsabilité personnelle des individus, et le socialisme précisément voulait, par la prise en compte rationnelle de la communauté et de la solidarité, rétablir dans la société humaine la liberté des hommes et leur capacité de discernement.

Dans le détail, *Bastiat-Schulze* contient bien des choses qui, du point de vue des connaissances scientifiques actuelles, apparaissent contestables ou indéfendables ; dans l'ensemble, à l'époque de sa parution, historiquement et théoriquement, il était un travail qu'à la seule exception

de Marx et Engels aucun contemporain n'aurait pu surpasser ou égaler. Rien de plus inconsistant que la tentative de Roscher, avec son fatras mortellement ennuyeux de considérations confuses et de notes arides, regardant de haut le « feuilletoniste » Lassalle. *Bastiat-Schulze* frappa trois fois toute la science bourgeoise. Celle-ci, en échange, s'en est dignement vengée, en essayant depuis trente ans de prouver que l'histoire de l'économie politique n'avait encore jamais vu de plagiaire aussi remarquable et aussi protéiforme que Lassalle.

Malheureusement, ce sont les amis les plus proches de Lassalle qui ont les premiers lancé cette vilaine rumeur. Ziegler affirma que Lassalle avait tiré toute sa théorie du fouriériste Toussenel ; Bucher, lui, prétendit avoir détruit et en réalité fit disparaître des écrits posthumes de Lassalle un plan d'agitation, parce que ce plan, selon une expertise de Rodbertus, était probablement un plagiat de Proudhon. Des gens de tous bords ont clamé à son de trompe au monde entier que Lassalle avait imité Rodbertus lui-même. D'autres dirent que Lassalle était du Buchez tout pur, et d'autres encore qu'il était du Bazard tout pur, mais un tas d'autres encore qu'il était du Louis Blanc tout pur. Qu'il ait, par-dessus le marché, pillé Marx aussi fait partie du bagage ordinaire des privat-dozents[1] prometteurs. Les esprits les plus hardis parmi eux comprennent aussi qu'il est temps enfin de mettre la vieille rengaine au goût du jour, ainsi s'y entendent-ils à raconter que Lassalle a pillé un article que Marx a publié plusieurs mois seulement après la mort de Lassalle. Étant donné le génie avec lequel Lassalle est supposé avoir su plagier les écrits des autres socialistes, pas seulement ceux qui étaient parus avant sa mort mais ceux aussi qui sont parus après sa mort ou sont encore à paraître, l'ambition de la recherche bourgeoise voit assurément s'ouvrir devant elle un champ infini de riches découvertes.

La méthode de cette recherche est aussi charmante que son résultat. Étant donné que le socialisme depuis Saint-Simon, et même déjà depuis Thomas More, est né des maux du mode de production capitaliste et qu'il veut supprimer ces maux, la communauté d'origine et de but donne à tous les socialistes de l'époque moderne une certaine direction commune de pensée. Au sein de cette communauté, l'être, l'agir et le vouloir d'un socialiste donné sont déterminés par ses dispositions naturelles, sa formation et son éducation, par le développement de la société capitaliste et de ses luttes de classes à ce moment-là, par le niveau de conviction socia-

1 Privat-dozent : typique des universités allemandes. C'est un enseignant du supérieur qui a un statut très particulier. Il n'est pas professeur et exerce un enseignement non rémunéré.

liste déjà atteint, bref par tout le milieu historique dans lequel il pense, agit et parle. Tout cela doit être examiné si on veut établir quelle position revient de droit à un socialiste donné dans l'histoire du socialisme. Le juger uniquement d'après les traits généraux qui sont communs au socialisme moderne est aussi sensé que si un naturaliste voulait soutenir que lion et mouton ou bien souris et baleine étaient des animaux identiques parce qu'ils ont en commun les caractéristiques des mammifères. Admettons toutefois que cette méthode insensée de critique historique possède un fondement sensé. Plus un socialiste donné soumet à une critique palpable et mordante une société déterminée, plus les panégyristes de cette société s'efforcent de le présenter comme un esprit chimérique qui s'est constitué une collection de slogans généraux pêchés dans les coins les plus invraisemblables. Aucun professeur d'université ou aucun privat-dozent allemands n'ont encore contesté l'originalité des œuvres théoriques et scientifiques de Lassalle qui n'ont pas pénétré dans les masses ; inversement, plus la grande œuvre théorique de Marx devient le bien commun des masses, plus fréquentes sont les publications universitaires qui font la preuve réconfortante que Marx également a été un aussi misérable plagiaire que Lassalle.

Lassalle lui-même ne s'est jamais fait passer pour un théoricien socialiste frayant de nouvelles voies. Il n'a même pas prétendu, en tant qu'agitateur socialiste, répandre dans les masses des idées nouvelles. Au contraire ! Il ne se lassait pas de répéter qu'il ne voulait donner aux ouvriers que ce qui était absolument établi et facilement démontrable, qu'il ne leur disait rien que la science n'eût établi solidement depuis longtemps, rien que les hommes de science ne connussent déjà depuis longtemps. Si Lassalle aimait dans ce domaine à se réclamer d'autorités bourgeoises, ce n'était pas parce qu'il voulait par là couvrir on ne sait quel vol à ses prédécesseurs socialistes, mais pour la raison qu'il avançait lui-même très ouvertement : parce que, avec de telles autorités, il pouvait frapper avec d'autant plus de force ses adversaires bourgeois. Le centre de gravité historique de son agitation ne réside pas dans le fait que certaines de ses revendications et de ses idées avaient déjà été exprimées par d'autres de manière plus ou moins semblable, mais dans le fait qu'il a apprécié comme il fallait le moment historique où la lutte de classe politique du prolétariat allemand devait être organisée et dans le fait qu'il sut organiser cette lutte comme il fallait. C'est seulement dans cette limite qu'il peut être question de savoir si, dans ses écrits d'agitation, Lassalle a toujours rendu justice aux représentants de la théorie et de la pratique socialistes dont il a été l'élève.

En réalité, Lassalle ne doit absolument rien au courant utopiste, peu de chose au socialisme petit-bourgeois mais d'autant plus au communisme scientifique moderne. Aurait-il dû donner chaque fois ses sources pour chacune des idées et aussi des formules qui le rattachaient à la démocratie sociale française d'avant la révolution de 1848 ? C'est une question qu'on ne peut trancher qu'au cas par cas. Vouloir la trancher honnêtement coûterait bien plus de travail et de peine qu'elle n'en mérite en fin de compte. Pour l'essentiel, la social-démocratie allemande que fonda Lassalle était radicalement différente de la démocratie sociale française de Louis Blanc et consorts ; ainsi Lassalle, qui devait à chaque pas se garder de donner à la perfidie de ses adversaires une nouvelle occasion de fausses interprétations, avait suffisamment de motifs solides de ne pas se réclamer du socialisme français ; il n'aurait justement pu le faire qu'en se limitant strictement aux aspects très extérieurs et très formels, et ne pas le faire était dans le pire des cas plus une impolitesse qu'une injustice.

Il en est tout autrement du rapport de Lassalle au communisme scientifique moderne. Son agitation et surtout *Bastiat-Schulze* sont impensables sans le travail intellectuel préalable de Marx. Or Lassalle dans son principal travail économique cite une fois l'ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique*, que Marx avait publié en 1859, et il ne se contente pas de le citer, mais le couvre des plus vives louanges, le qualifiant, tout d'une haleine, d'extraordinairement important, magistral, excellent, faisant époque, remarquable. Face à cet éloge, non pas exagéré mais excessif, Marx semble d'une rudesse désobligeante quand, dans l'introduction du tome I du *Capital,* il dit que Lassalle, en reproduisant ce qu'il avait pris dans son ouvrage de 1859 sur la grandeur de la valeur et la substance de la valeur, a commis « *d'importantes erreurs de compréhension* ». L'additif que Marx fait « en passant » sonne de manière encore plus désobligeante : « *Si Lassalle a pris l'ensemble des propositions théoriques générales de ses travaux économiques, par exemple sur le caractère historique du capital, sur le lien entre rapports de production et mode de production, etc. etc., presque mot pour mot dans mes écrits, et jusqu'à la terminologie créée par moi-même, et cela sans indiquer ses sources, ce procédé était sans doute déterminé par des considérations de propagande. Je ne parle évidemment pas des développements de détail et des applications pratiques, avec lesquelles je n'ai rien à voir.* » C'est sans doute à propos de ce passage qu'un biographe bourgeois de Lassalle dit que Marx s'était personnellement éloigné de Lassalle autant qu'un esprit lourdaud et chagrin s'éloigne d'ordinaire d'un esprit agile et éloquent. Mais ceci est une attaque gratuite contre Marx et il suffit de laisser parler les faits pour

trouver une explication qui donne à chacun des deux hommes ce qui lui revient, sans se montrer injuste envers l'un ou envers les deux.

La grande importance que Lassalle attacha constamment à collaborer avec Marx fait déjà apparaître combien il était loin de se parer en cachette des plumes de Marx ; en témoigne aussi son effort manifeste jusqu'à l'été de 1862 de commencer en commun avec Marx une agitation parmi les ouvriers en Allemagne. Mais si Marx ne voulait rien avoir à faire avec « *les développements de détail et les applications pratiques* » de Lassalle, si, en d'autres termes, il rejetait la forme particulière que Lassalle croyait devoir donner au mouvement ouvrier allemand, Lassalle se trouvait manifestement dans une situation embarrassante. Il ne pouvait renier son adhésion scientifique à ce qu'il avait appris de Marx ; il ne pouvait pas non plus se réclamer de Marx sans provoquer une controverse publique concernant leurs désaccords. Dans cette mesure, mais aussi seulement dans cette mesure, ce sont à coup sûr des « *considérations de propagande* » qui déterminèrent le procédé de Lassalle et il semble presque que, la seule fois où il crut pouvoir se réclamer de Marx parce qu'il était en plein accord avec lui, il voulut compenser par l'abondance de l'éloge ce qu'en d'autres endroits, bien contre son gré, il devait passer sous silence. Toutefois Marx a aussi respecté ces « *considérations de propagande* », non seulement tant que vécut Lassalle, mais aussi par-delà sa mort. Et c'est d'autant plus important que Lassalle, dans le seul passage où il se réclame de Marx, a porté un grand préjudice aux conceptions de Marx. Marx a mis la situation au clair au moment seulement où, dans le premier chapitre du *Capital,* il résuma ses premières analyses sur la marchandise et l'argent et leur donna la forme la plus populaire possible, en tenant compte justement des « *importantes erreurs de compréhension* » que Lassalle y avait introduites.

Ces erreurs de compréhension revenaient au fond à la profonde différence qu'il y avait entre Lassalle et Marx, à la différence de conception entre philosophie du droit et matérialisme économique. Dans *Bastiat-Schulze*, Lassalle décortiquait la catégorie de « service » que Bastiat et autres sophistes du profit capitaliste avaient substituée à la théorie de la valeur de l'économie anglaise. Il rétablit cette théorie dans sa pureté, c'est-à-dire dans le sens de Ricardo, pour qui toutes les valeurs se ramènent à des quantités de travail et celles-ci au temps de travail. Ensuite, s'appuyant sur Marx, il expliqua que dans une société où l'individu ne produit pas de valeurs d'usage mais de la valeur d'échange, où l'individu ne travaille pas pour ses propres besoins mais pour les besoins de tous les autres, le temps de travail individuel ne détermine pas et ne mesure pas en tant que tel la valeur des marchandises, mais seulement dans la mesure où il

incarne le temps de travail social général dont l'existence indépendante se concrétise dans l'argent. Cependant, quand Lassalle affirme qu'avec cet exposé sur l'argent et le temps de travail social comme unité de mesure de la valeur, il a donné « *un condensé des conceptions* » que Marx avait exposées sur la grandeur de la valeur et la substance de la valeur, à coup sûr cela contenait « *d'importantes erreurs de compréhension* ». De la théorie de la valeur que Marx avait développée, il prit uniquement ce qui convenait à sa vision du monde reposant sur la philosophie du droit : la preuve que le temps de travail social général qui constituait la valeur rendait nécessaire la production en commun de la société pour assurer à l'ouvrier le produit intégral de son travail. Mais pour Marx, la théorie de la valeur qu'il avait développée était la solution de toutes les énigmes que renferme le mode de production capitaliste, un fil conducteur permettant de suivre la constitution de la valeur et de la plus-value comme un processus historique mondial, qui doit nécessairement révolutionner la société capitaliste pour la transformer en société socialiste. Ainsi Lassalle ne vit pas la différence entre le travail, résultat de la valeur d'usage, et le travail, résultat de la valeur d'échange, cette nature antagonique du travail contenue dans les marchandises, dont Marx ensuite démontra encore une fois en détail dans le premier tome du *Capital* qu'elle était le point décisif autour duquel tourne la compréhension de l'économie politique. Sur la nouvelle voie ouverte par Marx, Lassalle fit un bout de chemin, pour ensuite barrer à nouveau ce chemin par sa version juridico-morale de la théorie de la valeur, et il est tout à fait compréhensible que Marx ait été obligé d'écarter cet obstacle, lorsqu'il entreprit de poursuivre son travail de 1859.

Les pleurnichards qui déplorent aujourd'hui l'injustice que Lassalle a eu à subir de la part de Marx ne comprennent à coup sûr rien à Marx et encore moins à Lassalle. Il était un disciple beaucoup trop sincère et beaucoup trop sérieux de la science pour ne pas faire bon accueil à l'explication d'une erreur fondamentale, même si cela se faisait à ses dépens. De son point de vue, il aurait été libéré d'une contrainte déplaisante si Marx avait revendiqué ce qui était sa propriété intellectuelle. Et à plus forte raison, il aurait pu trouver bon que Marx ne veuille « *rien avoir à faire avec ses développements de détail et ses applications pratiques* »[1]. C'est de ces armes que Lassalle équipa le prolétariat allemand ; et, comme le dit Marx à une autre occasion, avoir réveillé le prolétariat allemand de quinze ans de somnolence, c'est le mérite impérissable de Lassalle.

1 Lettre de Marx à Schweitzer du 13 octobre 1868.

5. Lassalle et les ouvriers

L'Association générale des travailleurs allemands était le souci principal de Lassalle parmi tous les travaux qu'il eut à accomplir pendant l'hiver 1863-1864. Si elle se transformait en une force politique importante, alors l'objectif principal était atteint, et ce qui réussissait ou échouait par ailleurs pouvait être considéré comme secondaire. Si ce développement se faisait attendre alors, à voir les choses comme Lassalle, c'en était vraiment fait de la grande œuvre à laquelle il consacrait une énergie quasiment surhumaine. Et à son sens, les espoirs avec lesquels il avait commencé sa campagne d'agitation ne se réalisaient pas.

Certes, en soi, l'Association croissait dans des proportions tout à fait estimables. Les 1 000 membres qu'elle avait comptés en automne 1863 quintuplèrent presque en l'espace d'une année. Mais en dépit de cela, l'Association restait tout de même dans les limites dérisoires que Lassalle abhorrait, et cette croissance s'accomplissait de surcroît de manière si usante et si douloureuse que Lassalle, aux heures sombres, en était « dégoûté, très dégoûté ». Les choses apparaissaient, dans la réalité, tout autres que Lassalle les avait imaginées sur le papier. Il était impossible de faire sortir de terre du jour au lendemain une armée d'ouvriers en rangs serrés.

S'il est faux de dire que l'agitation de Lassalle est née d'une ambition personnelle, il est pour le moins exagéré de dire que Lassalle n'avait pris qu'un intérêt historique et scientifique au combat d'émancipation du prolétariat. Il y a suffisamment de témoignages probants du fait qu'une profonde sympathie l'attirait vers la classe ouvrière, qu'il savait avec elle éprouver et sentir. Mais ce qui lui restait pourtant pour l'essentiel étranger, c'était sa vie profonde en tant que masse, le pénible combat avec la misère et la détresse, avec le quotidien et le médiocre, au travers duquel elle doit se hisser laborieusement sur le terrain sûr de sa conscience moderne de classe, les assauts vains et les douloureuses rechutes qui en sont inséparables. Jamais et nulle part, la révolution prolétarienne moderne n'est née, comme Pallas Athéna, de la tête d'un penseur audacieux ; et, pour les « indécisions, les misères et les faiblesses de ses premières tentatives », Lassalle n'avait pas de véritable compréhension, tout au moins pas une compréhension aussi aiguë que celle que Marx et Engels avaient pour elles.

Le prolétariat allemand commençait à s'éveiller et avec lui l'esprit de solidarité et de discipline librement consentie qui doit animer son combat d'émancipation. L'éloquence enflammée de Lassalle savait entraîner avec elle cet esprit dans la tempête, mais à l'emballement rapide succédait un abattement tout aussi rapide. Parmi les milliers de gens qui, haletants,

avaient été suspendus aux lèvres de Lassalle, quelques centaines au maximum s'inscrivaient sur les listes de l'Association générale des travailleurs allemands et, parmi ces centaines, à peine quelques douzaines remplissaient les obligations que cela impliquait. C'était pour Lassalle une très amère déception, alors qu'en réalité c'était un processus tout à fait inévitable et salutaire dans ses conséquences. La classe ouvrière moderne doit se forger elle-même son destin, afin de le tenir pour toujours solidement en mains ; la distance qui sépare son premier sursaut puissant et son organisation permanente en bataillons prêts au combat doit être parcourue, elle ne peut être survolée.

Il advint ainsi que Lassalle lui-même sous-estima considérablement les effets de son agitation. C'était encore du bois vert sur lequel tombaient les étincelles qu'il avait répandues lui-même et c'est bien à tort qu'il les crut éteintes, parce que n'en jaillissaient pas immédiatement des flammes vives. Ce qu'il jeta dans les masses produisit un effet bien au-delà de l'heure, du jour et de l'année. Et l'essentiel, il le réussit vraiment : il créa la solide ossature d'une puissante armée ouvrière. Une troupe d'élite telle que l'Association générale des travailleurs allemands ne se laissa plus abattre et, même dans les tumultes les plus rudes, n'a plus été abattue. Presque à la même époque, quelques mois plus tard, lorsque Lassalle se plaignait de « *la déception profonde et amère, de la dévorante colère intérieure* » que l'indifférence et l'apathie de la classe ouvrière lui inspiraient, lorsqu'il maudissait *le métier de dupes*[1] qui le faisait intérieurement d'autant plus mourir de rage qu'il ne pouvait donner libre cours à ce ressentiment, qu'il devait l'étouffer en lui et souvent même affirmer le contraire, à cette même époque, un observateur sagace et impartial tel qu'Albert Lange écrivait que l'Association générale des travailleurs allemands était une « *pépinière extraordinairement efficace de têtes dirigeantes dans la classe ouvrière* » et il ajoutait que celui qui fréquentait vraiment les ouvriers devait facilement voir que l'influence de cette Association allait bien au-delà de la liste de ses membres ; parmi les travailleurs rhénans, les partisans de Schulze n'étaient plus qu'en nombre négligeable.

Assurément l'Association était, parmi ces ouvriers, plus fortement représentée que partout ailleurs. Parmi les 4610 membres recensés en automne 1864, plus de la moitié étaient de la Rhénanie et, dans cette moitié, à nouveau plus de la moitié étaient d'Elberfeld-Barmen et des avant-postes ruraux de l'industrie textile de vieilles traditions, en particulier de Ronsdorf et Wermelskirchen, dans la vallée de la Wupper, continuellement révolutionnée par les progrès de la technique et par les

1 En français dans le texte.

conjonctures du marché mondial. Hugo Hillmann, fondé de pouvoir pour Elberfeld, sillonnait inlassablement toute la région : c'était un agitateur-né et qui, sur le plan politique, n'avait rien d'un gaillard peu sûr, bien qu'il en ait eu sans raison la réputation à l'époque où il était en exil à Londres ; mais, sur le plan personnel, vu sa situation financière désespérée, il n'était pas gêné le moins du monde dans le choix des moyens de s'en tirer et pour cette raison il était très critiqué. Aux récriminations du trésorier de l'Association contre Hillmann, Lassalle répondit, sans doute agacé, que Hillmann était pour lui ce qu'était Davout pour le premier Napoléon : s'il en avait eu deux de ce genre, il aurait dû en faire fusiller un, mais comme il n'en avait qu'un, il avait besoin de lui.

À côté d'Elberfeld-Barmen, Solingen, avec 500 adhérents, était un centre du mouvement en Rhénanie. Lassalle y avait gagné de zélés partisans en la personne de Karl Klings et Eduard Willms. L'association d'éducation ouvrière de Solingen se fondit complètement dans l'Association générale des travailleurs allemands et l'association de consommation de Solingen déclara publiquement qu'en un an et demi d'existence, elle avait toujours été très éloignée de « *l'idée présomptueuse et vraiment ridicule* » selon laquelle la situation de classe des ouvriers pouvait être améliorée par les associations de consommation ; elle avait toujours eu seulement l'intention de garantir ses membres contre les prix usuraires du petit commerce et contre l'invasion grandissante de tous les produits alimentaires frelatés. Les polisseurs et les ouvriers des ciseaux, les fourbisseurs d'épées et les forgeurs d'épées de Solingen avaient, depuis des décennies, ressenti si durement la férule du capital qu'ils comprirent facilement et vite la lutte de classe prolétarienne. À Remscheid, Iserlohn, Hagen, la mentalité artisanale faisait encore fortement obstacle à la propagande, et il en était de même à Krefeld, sur la rive gauche de Rhin. Inversement, à Duisburg, avec sa forte population industrielle, les choses avançaient allègrement, de même qu'à Düsseldorf où agissaient aussi les souvenirs personnels de la vie de Lassalle au bord du Rhin. Chacune des deux villes comptait environ 250 membres. Cologne, où la bourgeoisie rhénane exerçait la plus forte contre-pression, se développait plus lentement. En décembre 1863, Moses Hess était retourné à Paris et son successeur à la fonction de fondé de pouvoir ne sut pas compenser par son habileté personnelle le désavantage du terrain.

Toutes proches des pays rhénans, Hambourg et la ville attenante de Harburg étaient les bastions de l'Association. Les deux villes alignaient environ 700 membres. La place forte classique du grand commerce allemand offrait à la lutte de classe prolétarienne des conditions aussi favorables que la région classique de la grande industrie allemande.

L'association d'éducation ouvrière de Hambourg remontait jusqu'à l'année 1848 et, sous les cendres des années de la réaction, avait entretenu des tisons révolutionnaires qui continuaient de couver ; en outre étaient nées à Hambourg dans les années 1850 les deux plus grandes associations de consommation d'Allemagne. Quand ensuite le courant favorable à l'Union nationale se déversa dans l'association d'éducation, il se développa aussitôt en son sein une opposition énergique. Son chef était Jürgen Lüders, économe de l'association d'éducation, et son orateur principal August Perl, à l'origine clerc d'avocat de son métier, qui avait été embauché comme comptable par une de ces associations de consommation. En raison de son opposition il fut exclu de l'association d'éducation et Jürgen Lüders fut démis de sa fonction d'économe, à la suite de quoi ce dernier ouvrit un petit cabaret que fréquentaient Perl et ses partisans. En novembre 1862 se joignit à eux le jeune Jacob Audorf qui, en tant que serrurier, avait fait cinq dures années d'apprentissage à l'étau et à la forge, et qui ensuite, pendant cinq années de tour de compagnon en Allemagne, en Suisse, à Paris, à Londres, avait beaucoup vécu et beaucoup appris. Authentique prolétaire, il était plus proche des masses que Perl, qui ne manquait pas de talent et plus tard réussit même à devenir docteur en droit et avocat, mais qui de ce fait aussi fut perdu pour le mouvement ouvrier. À Harburg, le fondé de pouvoir de l'Association était Theodor Yorck, un prolétaire audacieux et rebelle qui se moquait qu'on lui reprochât son intransigeance quand il s'agissait de défendre l'indépendance du mouvement ouvrier. De Hambourg, le jeune compagnon menuisier Gustave Deckwitz porta le mouvement à Brême ; cependant il se laissa intimider par le Sénat[1] qui, du fait qu'il n'y avait pas à Brême de loi sur les associations, concluait qu'à Brême on ne devait tolérer aucune association politique. Aussi Deckwitz se limita-t-il à une agitation sans bruit, qui ne produisit que quelques douzaines de membres.

Le royaume de Saxe n'avait pas dans l'Association une représentation correspondant à son importance industrielle. Il réunissait à peu près autant de membres que Hambourg et Harburg, dont la moitié étaient de Leipzig et de ses faubourgs industriels, Connewitz, Stöteritz, Thonberg. Avant d'aller s'installer à Berlin à l'automne 1863, Vahlteich avait porté l'agitation à Grossenhain, Grossburgk, Neugersdorf, Rosswein avec, au début, des succès non négligeables mais qui fondirent vite. Là-dessus un rapport de Neugersdorf s'exprime comme suit : *« Les membres n'osent pas se réclamer ouvertement de Lassalle à cause des persécutions. Cela fait longtemps qu'un tisserand ne gagne par jour que trois groschen d'argent*

1 Nom donné au gouvernement local dans les villes de la Hanse.

et six pfennigs maximum. C'est cette raison qui explique aussi le succès que M. Vahlteich a récolté. En général les ouvriers croyaient qu'il suffisait de frapper un grand coup pour améliorer la situation. » On ne peut pas dépeindre de manière plus frappante que ces simples lignes d'un ouvrier les conséquences effroyables de l'industrie à domicile exploitée sur le mode capitaliste : salaires de misère au sens le plus effroyable du mot, qui faisaient alterner dans l'âme du prolétariat exploité peur servile et soif sauvage de vengeance.

Dans les couches les plus développées des ouvriers du royaume de Saxe, le radicalisme bourgeois, qui ici ne s'était pas déconsidéré comme en Rhénanie, possédait toujours une grande influence ; le réseau dense d'associations d'éducation ouvrière, qui couvrait la Saxe sur la rive gauche de l'Elbe, ne pouvait pas être déchiré d'un seul coup. À Dresde, le nombre des membres s'élevait à peine à une douzaine, parmi lesquels le chaudronnier Försterling dominait moins par son talent que par son zèle. À Leipzig, Wuttke restait fidèle à l'Association et faisait devant les adhérents des conférences sur le socialisme français. On raconte qu'il n'eut pas grand succès, ce qui s'expliquerait par le fait que ses talents de conférencier n'égalaient pas son érudition. Le fondé de pouvoir pour Leipzig était Dammer, jeune scientifique qui, avec 300 thalers de revenu et une famille s'agrandissant vite, était gravement gêné par sa lutte personnelle pour l'existence ; aussi l'agitation reposait-elle principalement entre les solides mains de Fritzsche, qui faisait partie de la vieille garde des combattants de mai 1848 à Dresde.

Dans les districts tisserands de Silésie, les choses avancèrent bien mieux que dans les districts saxons, toutefois seulement après la mort de Lassalle. Ce qui, personnellement, lui avait encore procuré beaucoup de joie sans véritable raison et beaucoup de peine sans véritable succès, était un petit groupe de partisans qu'il gagna dans la localité de Asch en Bohême. Il se composait d'une centaine de bonnetiers et de tisserands, d'honnêtes braves gens, que la machine avait jetés sur le pavé et qui voyaient devant eux « *la mort de faim comme épilogue à cette comédie d'ici-bas* ». Mais c'est seulement par leurs sentiments religieux, et non par leurs sentiments révolutionnaires, qu'ils pouvaient être des « *descendants des vieux hussites* »[1], comme les appelait Lassalle. « *Selon la Bible, haut et bas doivent être mis au même niveau, et cela justement c'est la tendance de M. le président Lassalle et de ses partisans clairvoyants* », écrivait le bonnetier Martin que Lassalle

1 Partisans de Jan Hus, réformateur religieux tchèque du 15e siècle, il prônait le retour à l'Église primitive. Ce courant religieux, au contenu social communiste, se répandit en Pologne et en Bohême.

avait nommé fondé de pouvoir pour Asch. Ce manque complet de clarté montrait assez que, en ce qui concerne les membres de Asch, il s'agissait d'un surgeon sauvage et non d'une racine provenant de l'agitation, ce qui ne réduisit évidemment pas les efforts de Lassalle pour protéger ses partisans locaux de l'oppression des autorités et des fabricants.

En Allemagne du Sud, l'agitation ne trouva qu'un sol médiocre, ce qui peut avoir pour cause en partie son origine prussienne, en partie la prépondérance encore toujours forte de la petite bourgeoisie dans cette région. À Francfort-sur-le-Main, il avait été impossible d'amener Heymann et Theodor Müller à accepter une fonction dans l'Association, bien que leur sympathie pour la cause demeurât intacte. De même l'association d'éducation ouvrière de Francfort se maintenait en vie, parce que Müller voulait avant tout favoriser les aspirations des ouvriers à l'éducation et que Lassalle respectait cette volonté, par égard pour les services que Müller lui avait rendus ; sa tentative de faire chasser Sonnemann de l'Association, en raison de ses machinations au congrès de Zurich, échoua à deux voix près. L'Association générale des travailleurs allemands commença à Francfort avec 67 membres, qui continuèrent à croître lentement mais de manière constante. C'était pour moitié des tailleurs, à côté d'autres artisans comme le ceinturier Fritz Ellner et le maroquinier Welker, ainsi que quelques gens de lettres comme Bernhard Becker et le jeune Heinrich Oberwinder. En ce qui concerne Schweitzer, Lassalle n'avait pas réussi à imposer sa volonté. Par son entremise, Schweitzer devint ensuite adhérent à Leipzig. Après que le premier fondé de pouvoir à Francfort, le marchand de cigares Strauss, se révéla peu fiable, Bernhard Becker occupa sa place. Mayence semblait bien pire que Francfort, car l'horloger Scheppler revint très vite dans les bras paternels du Parti du Progrès. Les événements à Mayence étaient une démonstration particulièrement frappante de la rapide alternance de flux et reflux qui caractérise si souvent les débuts du mouvement ouvrier moderne. L'éloquence de Lassalle semblait avoir gagné d'emblée les ouvriers de Mayence ; ensuite il y eut un recul si complet que, dans l'année et demie qui précède la mort de Lassalle, dix ou douze membres seulement étaient venus à une nouvelle réunion ; mais quand ensuite le cercueil de Lassalle traversa la ville, les ouvriers de Mayence lui réservèrent des honneurs funèbres dignes d'un roi.

En Rhénanie-Palatinat, en Bade et dans le Wurtemberg, les régions classiques de la petite bourgeoisie, l'agitation ne parvint encore nulle part à prendre solidement pied. Bien plus, les associations d'éducation ouvrière du Wurtemberg, dont il existait une multitude, à Stuttgart, Esslingen, Ulm, Heilbronn, Göttingen, Reutlingen, Gmünd, Cannstatt et autres lieux, s'unirent en juin 1863 en une fédération régionale et tinrent,

un an plus tard, leur première assemblée régionale particulière à Göppingen. Dans les directions de ces associations siégeaient des fabricants, des universitaires, des professeurs, des pharmaciens et autres têtes savantes, mais très rarement des ouvriers. Les choses étaient un peu différentes en Bavière. Pour l'essentiel pays agricole et, dans le domaine de la législation professionnelle, extraordinairement arriérée, elle possédait toutefois à Augsbourg, Munich et Nuremberg quelques centres d'industrie métallurgique et textile qui comptaient des milliers d'ouvriers d'industrie. Augsbourg en particulier, avec ses imposantes filatures, tissages et imprimeries de toiles de coton, avait attiré toute une armée d'ouvriers. Les ouvriers d'Augsbourg n'avaient pas été à mauvaise école : les barons du textile, quand ils commencèrent à fonder leurs fabriques, firent venir des ouvriers étrangers d'Alsace et de Suisse pour former les ouvriers autochtones. Il y avait aussi à Augsbourg une quantité d'ouvriers qui avaient participé au soulèvement de Bade et du Palatinat, et qui au plus profond d'eux-mêmes étaient encore des rebelles. Mais ici aussi, c'est la bourgeoisie bavaroise qui fit le plus pour jeter la masse des ouvriers dans la vie politique. Elle commençait à prendre conscience d'elle-même et se lia à l'ultramontanisme, avec les hobereaux et la prêtraille qui faisaient voile sous ce nom ; elle voulait surtout faire tomber les barrières de la législation professionnelle et douanière qui rendaient plus difficile sa participation à la lutte pour la concurrence sur le marché mondial. Les rois de la filature d'Augsbourg, aujourd'hui protectionnistes, étaient alors d'ardents manchestériens et promettaient aux ouvriers qu'ils exploitaient tous les délices du paradis au royaume millénaire du libre-échange. Avec cela, ils pouvaient provisoirement tourner la tête au prolétariat, sans pouvoir empêcher toutefois que, parmi les ouvriers les plus avancés, ne s'éveille une meilleure compréhension des choses. Lorsqu'un ouvrier d'Augsbourg, le mécanicien Frédéric Dürr, qui s'était joint à Hambourg à la campagne d'agitation de Lassalle, revint dans sa ville natale, il gagna quelques douzaines de camarades. Mais cela n'avançait pas encore beaucoup, parce qu'il n'y avait pas suffisamment d'orateurs de talent et parce que la campagne de dénigrement de la presse libérale contre Lassalle rencontrait encore bien trop de crédit parmi les ouvriers.

Au total, à la mort de Lassalle, l'Association générale des travailleurs allemands s'étendait à un peu plus de cinquante localités allemandes : dans plus d'un tiers d'entre elles, l'Association n'existait en vérité pour ainsi dire que sur le papier et dans un autre tiers elle comptait plus de 100 membres. En dehors de l'Allemagne, l'association d'éducation ouvrière communiste de Londres se déclara disposée à s'affilier, toutefois Lassalle l'accueillit avec beaucoup de réserve, parce qu'il pensait qu'il n'y

avait rien de plus difficile et de plus embrouillé que le terrain londonien. Il voulait vraisemblablement éviter tout affrontement possible avec Marx. En Suisse Johann Philipp Becker, dans une lettre ouverte, prit parti pour Lassalle ; mais il se plaignait de son médiocre succès, étant donné que les ouvriers de l'artisanat s'obstinaient encore à croire aux illusions de Schulze, et que chacun se considérait déjà comme membre futur d'une coopérative de bon rapport.

Mais, si l'extension géographique de l'Association restait bien en deçà des attentes de Lassalle, son développement interne n'était pas plus avancé, mais plutôt moins avancé encore. Lassalle voulait ici aussi moissonner à peine après avoir semé. Il mourait d'impatience devant les rapports irréguliers des fondés de pouvoir, devant le manque de ponctualité du paiement des cotisations des membres et souvent leur complète interruption, devant les *« frictions, mesquineries, intrigues, différends à la manière progressiste »* dont la jeune vie de l'Association ne manquait pas. Les *« enfantillages de l'Association »* lui arrachaient d'innombrables malédictions. Il ne lui a plus été donné de voir un fonctionnement régulier de l'organisme créé par lui, bien qu'il stimulât inlassablement les fondés de pouvoir par des prières, des avertissements et même dans les cas extrêmes par des menaces. La caisse de l'Association était dès le départ grevée d'un fort déficit toujours croissant, qui était diminué mais en aucun cas comblé par les cadeaux de Lassalle, par le produit de la vente de ses écrits d'agitation, par des dons volontaires de quelques membres aisés de l'Association, par des avances du caissier ou autres opérations financières. Si même Hillmann à Elberfeld, Perl à Hambourg et Dammer à Leipzig étaient en retard sur l'envoi de leurs paiements et de leurs rapports, alors, que pouvait-on attendre d'extraordinaire des fondés de pouvoir qui avaient derrière eux relativement peu de membres, qui comme simples ouvriers devaient faire de l'agitation après le labeur et la fatigue de la journée, et ensuite faire les comptes ou les rapports, peu habitués qu'ils étaient à manier la plume ?

Pour renforcer la vie interne de l'Association, Lassalle eut recours à quelques mesures qui visaient à une plus grande autonomie des adhérents. En premier lieu, pour Elberfeld, Barmen et Ronsdorf, il institua une administration de la trésorerie par ville, dont les responsables devaient être élus par les membres locaux. Elle devait être constituée de deux trésoriers et de deux contrôleurs ; à leurs côtés deux censeurs avaient pour tâche d'exhorter les membres négligents à payer leur cotisation. Cependant le fondé de pouvoir restait seul habilité à décider des dépenses locales, en observant la règle que, sauf autorisation spéciale du président, elles ne pourraient jamais dépasser dans le mois la moitié des rentrées

mensuelles. Puis, un peu plus tard, Lassalle décréta, pour ces trois localités et aussi pour Düsseldorf, Solingen et Wermelskirchen, que les groupes locaux d'adhérents devaient élire trois candidats pour le poste de fondé de pouvoir, parmi lesquels le président devrait faire le choix définitif. Les deux dispositions, qu'il avait prévu dès le départ d'étendre à toute l'Association, étaient des concessions au principe démocratique. Mais elles ne semblent pas avoir produit grande amélioration, étant donné que le défaut était plutôt en ce que l'organisation ne s'était pas encore stabilisée du tout, et non pas en ce que ses insuffisances se faisaient déjà sentir.

Au milieu de toutes ces maladies infantiles, l'Association montrait tout de même qu'elle était un enfant en pleine santé. En témoignaient déjà les innombrables preuves de dévouement fidèle et de compréhension rapide que Lassalle recevait de la part des membres. Elles calmaient constamment son impatience et devaient sans doute le remplir d'une grande satisfaction. C'était bien l'élite du prolétariat allemand qui le reconnaissait comme son chef dans une discipline librement consentie. Mais en même temps il était manifeste dès le début que l'Association n'était pas une secte qui servilement ne jurait que par la parole du maître, mais un parti au développement rapide et qui commençait très vite à tirer sur la laisse d'une direction dictatoriale. En vérité ce n'est qu'un racontar non authentifié que Lassalle se serait heurté à l'opposition décidée de ses partisans de Berlin lorsqu'il aurait voulu obtenir d'eux, en cas de lutte entre la royauté de droit divin et la bourgeoisie libérale, la promesse de prendre parti pour la royauté contre la bourgeoisie. Cette exigence est en contradiction si criante avec tous les propos authentifiés de Lassalle que, livrée de surcroît de troisième main, elle doit être renvoyée au royaume des contes. Mais dans un autre cas Lassalle, malheureusement, se laissa emporter à faire une requête que l'état d'esprit révolutionnaire des ouvriers rhénans ne trouva pas juste du tout. Deux polisseurs de Solingen, nommés Moll, et un ouvrier d'Elberfeld, nommé Lotz, furent condamnés au début de l'année 1864 à quatre mois de prison parce que c'était eux prétendument qui auraient donné les coups de couteau qui avaient blessé à Solingen quelques perturbateurs progressistes, lors du discours de revue des troupes de Lassalle. Lassalle proposa alors que les condamnés adressent au roi une demande de grâce appuyée par une grande Adresse ouvrière. Mais ces hommes courageux refusèrent catégoriquement. Ils pensaient que, même s'ils devaient rester quatre ans en prison, il n'en serait pas moins contraire à leurs convictions d'être les obligés du roi, et leurs camarades les approuvèrent. Lassalle dut se contenter d'un non catégorique et s'y résigna en se disant du moins sincèrement qu'il y avait de quoi être fier d'être à la tête de tels hommes. En

vérité, il n'était pas encore tout à fait guéri de cette idée, et il se fit envoyer promener une deuxième fois lorsqu'il proposa de mettre en chantier une Adresse de protestation, sans demande de grâce.

En soi, l'opposition de Vahlteich contre Lassalle fut bien plus injustifiée que cette désapprobation des ouvriers de Solingen. Vahlteich avait démissionné le 1er février 1864 de sa fonction de secrétaire de l'Association, parce qu'il ne parvenait pas à s'entendre personnellement avec Lassalle. À sa place arriva Edouard Willms de Solingen, qui s'est parfaitement entendu avec Lassalle. Vahlteich alla s'établir à Dresde, où il assuma la fonction de fondé de pouvoir. Dès lors, il consacra ses efforts à une décentralisation de l'Association, à un contact plus étroit avec les tendances les plus radicales de la bourgeoisie, et multiplia à cette occasion les remarques sur la pseudo-existence de l'Association, sur le très dangereux bluff de la présidence et autres propos semblables, qui contenaient une évidente acrimonie personnelle envers Lassalle. Objectivement, les efforts de Vahlteich l'engageaient de toute façon sur une fausse route ; il avait pourtant expérimenté par lui-même ce qu'il advenait d'un ralliement des ouvriers au Parti du Progrès. Si la centralisation de l'Association échouait, du fait que les ouvriers étaient encore incapables de s'y retrouver dans l'organisation d'un parti politique, sa décentralisation était tout simplement un arrêt de mort pour l'agitation tout entière. Lassalle, à juste titre, n'y voyait pas seulement le commencement de la fin, mais la fin elle-même, un prétexte commode pour dissoudre l'Association, à supposer qu'elle dût vraiment être dissoute. Si Vahlteich ne croyait plus au succès, il aurait été préférable pour lui précisément, compte tenu de son passé, de quitter l'Association au lieu d'y semer le désordre, et il était tout à fait compréhensible que Lassalle éprouvât une irritation croissante à l'égard de l'opposition de Vahlteich.

Malgré tout, cette opposition renfermait un élément psychologique très important. Bien des reproches injustes, ou tout au moins très exagérés, se sont fait entendre de tout temps à l'égard de l'organisation que Lassalle donna au mouvement ouvrier ; quand par exemple, dans ses directives, il commença à appeler simplement « communautés » les groupes d'adhérents locaux, on vit un esprit religieux de secte dans ce raccourci simple et approprié d'une expression pesante, alors qu'il était en réalité la reprise d'une dénomination que la Ligue des communistes avait utilisée pour ses groupes d'adhérents locaux. Mais il est incontestable qu'il y avait dans l'organisation de Lassalle un danger de constitution de secte ; et c'est pourquoi l'opposition qui se dressa déjà très tôt contre Lassalle à l'intérieur de l'Association était un signe de force interne, qu'elle prît dans les débuts, comme dans le cas des ouvriers de Solingen, une forme

justifiée ou, comme dans le cas de Vahlteich, une forme injustifiée. Elle ne cessa jamais complètement, tant que l'Association générale des travailleurs allemands exista, et elle ne s'éteignit qu'avec le danger qu'elle visait, le danger qui est lié à toute dictature personnelle.

Lassalle prenait cela dans un sens élevé quand, dans le combat de classe prolétarien, il unissait autorité et liberté, quand il y voyait une préfiguration de la société future. Indubitablement sa dictature personnelle fut salutaire et utile, tant qu'il s'agissait de faire naître une forte conscience de classe dans le prolétariat et d'éliminer l'incohérence écervelée que le Parti du Progrès avait portée dans ses rangs. Mais une fois cet objectif atteint, la dictature personnelle cessait d'être un levier pour devenir un frein et devait à son tour être éliminée. Une classe historiquement montante, qui a acquis la conscience de sa volonté révolutionnaire, unit en elle-même autorité et liberté et n'a pas besoin de remettre sa volonté, comme un marteau, dans les mains d'un seul. La véritable justification d'une dictature personnelle, comme celle que Lassalle exerçait, consiste à se rendre elle-même superflue et, dans ce sens, un témoignage de la force indépendante du mouvement était que les ouvriers avancés comme Yorck, Vahlteich et les polisseurs de Solingen firent valoir dès le début leur volonté contre la direction dictatoriale de Lassalle.

Avant que la dictature personnelle ne se rende elle-même superflue, il devait s'écouler encore bien des années et son processus de dissolution conduisit plus d'une fois à de violents ébranlements. Mais ils reflétaient seulement cette marche invisible de la révolution prolétarienne qui donne à ses adversaires l'agréable occasion de triomphes dérisoires, jusqu'à ce qu'il s'avère qu'elle est une condition de son succès irrésistible.

Chapitre III

La fin de Lassalle

Le 8 mai 1864, Lassalle partit pour son voyage d'été, dont il ne devait pas revenir. Cette fois-ci, il n'eut pas besoin de fournir des excuses pour secouer de ses chaussures la poussière de Berlin. Les fatigues inouïes de l'hiver avaient complètement ébranlé sa santé. Il écrivait déjà en février aux fondés de pouvoir de l'Association : « *Je suis mort de fatigue et, aussi fort que soit mon organisme, il est tout de même ébranlé jusqu'à la moelle. Mon excitation est si grande que je ne peux plus dormir une seule nuit. Je me retourne dans mon lit jusqu'à 5 heures et je me lève avec mal à la tête et profondément épuisé. Je suis surmené de travail, surmené par l'effort, surmené de fatigue au point le plus effroyable.* » Et de la même façon il écrivait à Rodbertus à la même époque : « *Les efforts excessifs et la tension nerveuse exagérée provoqués par le travail m'ont amené tellement bas que mes nerfs tremblent comme des cordes dans tout mon corps.* » Les jours de Lassalle étaient comptés. Un mal de gorge, qui au cours de sa campagne d'agitation de l'année précédente lui avait déjà causé de fortes douleurs, ne lui laissait que peu de temps à vivre, selon son médecin de Düsseldorf.

Cependant il ne voulait pas lâcher pied tant qu'une quelconque lueur d'espoir luisait encore à l'horizon. Il escomptait toujours pouvoir arracher au gouvernement le suffrage universel et cette idée devint de plus en plus la force motrice de ce qu'il a pensé et dit dans les derniers mois de sa vie. Comme il poursuivait un feu follet, il s'écarta de plus en plus de la bonne route, jamais toutefois au point que le retour ne lui ait été possible à tout instant. Ses publications de cette époque ne portent que trop les marques de son épuisement moral et physique, mais en elles jamais Lassalle ne disparut lui-même et pas un seul instant il n'a été infidèle à sa cause. Son principe resta toujours le même, même si sa tactique fit parfois de bien étranges bonds.

Lassalle consacra le mois de mai à une nouvelle revue de ses troupes. Elle commença à Leipzig, et ensuite se poursuivit, surtout dans les communautés rhénanes, pour culminer par la fête anniversaire de l'Association qui eut lieu à Ronsdorf le 22 mai 1864. Par « discours de Ronsdorf » on désigne habituellement aussi le discours que Lassalle avait déjà prononcé auparavant, la plupart du temps certes en version plus concise, à Leipzig le 9 mai, à Solingen le 14, à Barmen le 15 et le 18 à Wermelskirchen, par-

tout accueilli par les acclamations enthousiastes des masses ouvrières, se repaissant de triomphes qui devaient sans doute le dédommager d'infinis tourments. Son cœur assoiffé buvait à longs traits ce large rayon de soleil du succès, que devait suivre si vite la nuit éternelle. Dans l'indescriptible exultation des masses rhénanes, il se croyait un Faust qui, au terme de sa course terrestre, se tient silencieux, apaisé, et il avait constamment l'impression que c'est à cela qu'a dû ressembler la fondation de nouvelles religions. Qui peut aujourd'hui contester ces paroles d'un mourant ?

Le discours de Ronsdorf est considéré en général comme le plus faible de tous les discours d'agitation que Lassalle a prononcés. Sa faiblesse réside en partie sans doute en ce qu'il n'est pas conçu d'un seul jet. À l'origine, il devait être un « tour d'horizon destiné à l'intérieur », de même que le discours de revue des troupes de l'année précédente avait été un « tour d'horizon destiné à l'extérieur ». Il devait éveiller chez les membres le zèle et l'esprit convenables, et y joindre une brève description percutante de la situation politique. Puis son schéma fut transformé sensiblement, du fait que la députation de tisserands silésiens fut reçue par le roi, juste avant que Lassalle parte pour son voyage, et cet événement semblait offrir une excellente porte de sortie pour le tournant tactique de Lassalle. Le discours à présent devenait vraiment un « tour d'horizon destiné à l'extérieur », comme le dit déjà son titre véritable : « *L'agitation de l'Association générale des travailleurs allemands et les promesses du roi de Prusse* ». Par-dessus la tête des ouvriers, Lassalle s'adressait aux « quelques personnes de Berlin » qu'il avait déjà essayé d'influencer avec son discours de revue des troupes de l'année précédente.

Mais plus sa tactique disposait d'atouts forts, plus clairement aussi se révélait son erreur fondamentale. D'un côté Lassalle voulait river le roi aux belles paroles insignifiantes dont il avait régalé les tisserands. « *Nous voulons réellement voir si la royauté ne tiendra pas ces promesses, si elle ne se dégagera pas de sa propre parole donnée aux classes laborieuses.* » Lassalle transformait le roi en garant des principes sociaux-démocrates, en expliquant que la promesse d'une réglementation de la question ouvrière par la loi incluait déjà aussi la promesse du suffrage universel ; une représentation parlementaire issue du système des trois classes ne voterait évidemment jamais les fonds nécessaires pour porter remède à la misère des ouvriers. Si on ajoute que Lassalle traita avec un geste très peu protocolaire la copie de la réponse royale, que le service de presse officieux avait transmise à la députation des tisserands, même si tel ou tel ouvrier arriéré a peut-être pu se méprendre sur l'attitude railleuse de Lassalle à l'égard de la royauté, la masse des ouvriers en tout cas savait à quoi s'en tenir. Mais d'un autre côté, personne ne saisit d'ordinaire la raillerie plus

vite que celui qui en est victime, et comment Lassalle pouvait-il espérer que le discours de Ronsdorf, que le secrétaire de l'Association avait recommandation expresse de soigneusement communiquer à Bismarck, pourrait piéger un diplomate aussi rusé !

De même, dans ce discours, les descriptions que Lassalle faisait de ses succès propagandistes étaient probablement davantage calculées pour ses destinataires berlinois que pour les ouvriers rhénans. Elles souffraient de terribles exagérations. Comme les effets réellement grands de sa propagande existaient bel et bien, mais n'étaient pour le moment pas palpables ni visibles, Lassalle chercha leurs fruits palpables et visibles là où ils n'existaient pas, ou du moins pas dans la proportion avancée par lui, loin s'en faut. Il peignit un tableau déformé, se faisant ainsi le plus grand tort à lui-même. Cette fable, qui parfois tenait presque du roman, était tellement en dessous de l'impulsion historique qu'il avait réellement donnée ! On a de tout temps eu raison de lui reprocher en particulier d'avoir mené par la bride et exhibé comme cheval de parade contre les manchestériens progressistes l'évêque de Mayence, ce « *prince de l'Église* » qui passait « *presque pour un saint sur les bords du Rhin* », qui « *s'adonnait depuis de nombreuses années à des recherches érudites* » et qui maintenant se sentait « *poussé par sa conscience* » à prendre la parole sur la question ouvrière. Quand l'évêque Ketteler adoptait dans un opuscule insignifiant la loi d'airain des salaires pour faire enrager la bourgeoisie libérale et affirmait l'origine divine de la propriété pour anéantir la lutte du prolétariat pour son émancipation, il se livrait à une démagogie curetonne à côté de laquelle un Schulze-Delitzsch apparaissait « *presque comme un saint* ». Devant les ouvriers rhénans justement, dont un si grand nombre encore vivaient sous la pression spirituelle de l'ultramontanisme, Lassalle aurait mieux fait d'enlever à ce loup sa peau d'agneau, au lieu de jouer cette carte comme une autorité – bien contestable – contre le capitalisme.

C'est seulement à la fin du discours de Ronsdorf que Lassalle s'éleva au niveau de son éloquence ancienne. Comme dernier signe de succès, il citait la persécution qui l'avait frappé. Il rappelait, triomphant, les procès dont il était venu à bout avec le tranchant de l'épée mais, en bon connaisseur des luttes de classe prolétariennes, il ajoutait que, face à une certaine animosité, l'individu était perdu, aussi fort fût-il. Les ailes de la mort bruissaient au-dessus de lui quand il prononça son *Exoriare*[1] et, avec des cris enthousiastes, ses auditeurs lui jurèrent solennellement que ce mouvement de civilisation puissant et national ne disparaîtrait pas

1 Allusion à *l'Énéide* de Virgile : « *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor* » (Que de nos os surgisse un vengeur).

avec sa personne, que l'incendie qu'il avait allumé se propagerait toujours plus loin, aussi longtemps que l'un d'entre eux respirerait encore. De fin mai à fin juin, Lassalle séjourna à Ems où il chercha à guérir son mal de gorge. C'est là qu'il écrivit une réplique au compte rendu que la *Kreuzzeitung* avait fait du *Bastiat-Schulze*, sous la plume de Wagener. Parmi les membres du parti féodal, c'est Wagener qui s'échinait avec le plus de zèle pour le suffrage universel ; il dénonçait à pleine bouche la bourgeoisie couarde qui avait jeté au rebut ses valeurs et ses libertés politiques pour sauver son sac d'argent. Cependant ce que lui voulait sauver c'étaient les « valeurs et les libertés politiques » de « l'ordre chrétien de la société et de l'État » ; et la déformation qu'il voulait infliger au suffrage universel en revenant aux ordres féodaux n'aboutissait à rien d'autre qu'à une nouvelle édition féodale du système électoral ploutocratique des trois classes, dont bien sûr il enjolivait l'octroi, en prétendant qu'il maintenait en vie « le suffrage universel ».

Wagener haïssait bien trop le capitalisme pour ne pas le connaître parfaitement. Il savait que la restauration de l'organisation féodale-corporative de la société était une absurdité et il entra là-dessus en opposition déclarée avec le vieux penseur romantique Gerlach, qui l'avait autrefois initié aux secrets du socialisme féodal, et qui maintenant, quand la situation commençait à devenir critique, préférait encore fricoter avec Schulze-Delitzsch plutôt qu'avec Lassalle. Wagener ne s'illusionnait pas non plus comme Bismarck sur les « sentiments monarchistes » de Lassalle ; il saisissait très bien que l'État prussien concret avait désespérément peu à voir avec l'idée lassalienne abstraite de l'État. Mais, face à un développement conséquent du socialisme scientifique comme celui que renfermait le *Bastiat-Schulze*, Wagener ne savait plus sur quel pied danser et sa critique de cet ouvrage s'épuisait en phrases tout à fait banales sur les fondements de l'État chrétien, sur le maintien des classes moyennes comme seul moyen juste de relier le capital et le travail, et autres formules toutes faites. Wagener faisait même un emprunt honteux au manchestérianisme le plus commun quand il disait que l'augmentation du revenu global était au moins aussi importante que l'autre aspect qui est la répartition, et sa carte maîtresse, à savoir que les ouvriers n'étaient pas tous non plus des parangons de vertu, que les capitalistes n'étaient pas tous non plus des pécheurs, aurait pu s'afficher aussi bien dans les colonnes de la *Volks-Zeitung* que dans les colonnes de la *Kreuzzeitung*.

Lassalle avait fréquenté Wagener à Berlin et, comme Wagener le raconte avec délectation dans ses Mémoires, Lassalle lui aurait fait la déclaration flatteuse que les trois personnes les plus intelligentes en terre prussienne étaient, dans l'ordre : Lassalle, Bismarck et Wagener.

Si Lassalle s'est réellement permis cette boutade, il n'a pourtant pas pu avoir une opinion excessivement haute des capacités intellectuelles de Wagener, et la critique de Wagener à son *Bastiat-Schulze* n'était sûrement pas de nature à lui inculquer une opinion plus haute de ce champion du féodalisme. Cependant, il décida de lui répondre point par point ; comme le montre le contenu de cette réponse, il voulait donner une nouvelle impulsion à l'octroi du suffrage universel par le roi. Il réfutait sans peine les méprises grossières de Wagener ; il développait l'idée qu'il dépendait entièrement des responsables du régime social et étatique existant que l'impérieuse exigence politico-sociale du présent se réalise par la voie de la réforme ou de la révolution ; il protestait énergiquement contre toute expérimentation en petit des associations productives et démontrait la nécessité du suffrage universel, en affirmant qu'il n'y avait rien de plus apte à l'organisation que les grandes masses et rien de plus intelligent que leur saine raison. C'était certainement très juste, sauf que cela devait forcément effarer les gens qu'il voulait gagner. Car, quelle qu'ait pu être « l'habileté » de Bismarck et Wagener, en représentants avertis des classes dominantes ils redoutaient comme la peste l'intelligence des masses et l'organisation des masses.

À la fin juin, Lassalle alla à Düsseldorf pour se défendre en personne en appel contre l'accusation qui l'avait frappé à cause de son discours de revue des troupes de l'année précédente. Dans la mesure où sa défense suivait des voies politiques, elle était un écho du discours de Ronsdorf. Lassalle séjourna ensuite quelques semaines à Francfort et dans le Palatinat, occupé surtout par les préparatifs d'un journal de l'Association qui devait paraître régulièrement. À la question, souvent soulevée, de la raison pour laquelle il n'avait pas tenté plus tôt de combler cette lacune, point faible de son arsenal, d'autant que le *Nord Stern* (L'Étoile du Nord) devenait de plus en plus mauvais, on peut répondre très simplement : il lui avait fallu jusque-là déployer les forces de trois hommes pour satisfaire aux exigences de tâches encore plus urgentes. Il était déjà occupé depuis l'hiver par le projet d'un organe de l'Association ; les préparatifs trouvèrent une conclusion définitive à l'été 1864. La rédaction de la feuille devait être assumée par Schweitzer et, à ses côtés, par Jean-Baptiste von Hofstetten, un ancien lieutenant bavarois qui possédait quelque fortune, une bonne nature, aimable, mais pas précisément doué et un peu fantasque, qui était entièrement sous l'influence intellectuelle de Schweitzer. Berlin fut fixé comme lieu de parution du nouveau journal.

À la mi-juillet Lassalle alla s'installer, pour faire une cure de petit-lait, à Rigi-Kaltbad en Suisse, où tout d'abord les affaires de l'Association continuèrent de l'occuper activement. À cette époque, dans son violent

désir d'exercer « une pression sur les événements », il a envisagé l'idée de faire approuver en automne par les ouvriers de Hambourg une résolution sommant Bismarck d'annexer le Schleswig-Holstein contre la volonté de l'Autriche. La guerre du Schleswig-Holstein était maintenant terminée. Après l'échec des conférences de Londres, les troupes prussiennes avaient conquis le 29 juin l'île d'Alsen, le 10 juillet tout le Jutland était possession austro-prussienne et le 20 juillet le gouvernement danois se déclarait prêt à ouvrir des négociations de paix. Lassalle se révélait bon prophète en prévoyant que l'Autriche et la Prusse se crêperaient le chignon à propos du butin commun, et en y voyant l'imbroglio de politique extérieure pour le dénouement duquel Bismarck serait obligé de jouer l'atout du suffrage universel. Mais naturellement cela ne justifiait pas pour autant la résolution qu'il avait l'intention de proposer aux ouvriers de Hambourg. Bien plus, parmi toutes les démarches absurdes que le tournant tactique fit faire à Lassalle, celle-ci aurait été de loin la plus absurde ; elle n'aurait absolument pas exercé de « pression sur les événements », mais aurait seulement conforté la politique prussienne de conquête en ridiculisant le mouvement ouvrier. Du reste il n'est pas du tout sûr que cette démarche ait été chez Lassalle une affaire décidée, comme la comtesse Hatzfeldt et d'autres l'ont affirmé plus tard. Telle qu'il la mentionne dans ses lettres, un jour avec des espérances excessives, comme « un grand, un très grand coup, un coup réellement important », et le jour suivant déjà comme une affaire dont il n'attend pas grand-chose, elle apparaît plutôt comme la manifestation d'une surexcitation nerveuse, comme cela ressort bien des lettres ou des conversations avec ses familiers, sans pour autant franchir le pas de la pensée à l'acte.

Bien plus que ce projet flottant complètement encore dans le bleu du ciel, ce qui à Rigi-Kaltbad occupa Lassalle fut son conflit avec Vahlteich. La mésentente réciproque éclata à propos des préparatifs pour la première assemblée générale de l'Association qui, d'après les statuts, devait se tenir avant la fin de l'année 1864. À propos de la composition de la première assemblée générale, les statuts stipulaient que, dans la localité où elle se tiendrait, tous les membres présents devaient voter en personne, mais que les autres localités devaient voter par l'intermédiaire des délégués élus, dont le vote devait valoir autant de voix que la localité qu'ils représentaient comptait de membres au total. Les statuts ne renfermaient aucune disposition sur les frais de voyage des délégués. Il était pour cette raison tout à fait logique, et nullement contraire aux statuts, que Lassalle, en accord avec Dammer qu'il avait à nouveau nommé vice-président pour la durée de son absence d'Allemagne, cherchât à faire de nécessité vertu. Ils proposèrent que les communautés qui ne pouvaient pas ou ne

voulaient pas faire face aux frais du voyage pour des délégués à eux se fassent représenter par des membres habitant la localité de l'assemblée générale ou dans son voisinage. Sans nul doute, si on suivait partout cette proposition, on réduirait forcément beaucoup la signification de l'assemblée générale mais, étant donné la pauvreté et la faiblesse numérique de beaucoup de communautés, il n'y avait pas d'autre possibilité de réaliser une assemblée générale et de satisfaire aux statuts sur ce point. Quoi qu'il en soit, cette proposition ne restreignait aucun droit des membres, car chaque communauté restait libre d'envoyer ses propres délégués, à condition qu'elle puisse et veuille faire face à leurs frais de voyage.

Or Vahlteich, en tant que membre de la direction, protesta contre la proposition de Lassalle et Dammer. Il affirmait qu'on réduisait ainsi le droit des communautés à choisir leurs délégués. Pour Vahlteich, l'assemblée générale ne pouvait être tenue pour « réglementaire » que si les frais de voyage des délégués étaient couverts, soit par la caisse de l'Association, soit par une contribution extraordinaire qu'il faudrait imposer aux membres de l'Association. Mais, outre le fait que la caisse de l'Association était grevée de lourdes dettes et qu'une contribution extraordinaire serait un coup d'épée dans l'eau, étant donné déjà le manque de ponctualité avec lequel les membres payaient leurs cotisations normales, Vahlteich n'avait même pas pour lui les statuts, qui ne prescrivaient nulle part que les frais de voyage des délégués à l'assemblée générale devaient être payés par l'Association. Sur le plan formel et sur le plan matériel, Vahlteich était dans son tort avec sa demande autant que Lassalle et Dammer étaient dans leur droit avec leur proposition. En outre, dans les arguments accompagnant sa demande, Vahlteich prit un ton, sinon haineux, du moins hostile, qui en soi était parfait pour exaspérer Lassalle, d'autant qu'il était manifeste que les agissements de Vahlteich étaient un pas de plus dans ses visées de décentralisation.

Cependant, seul l'état de souffrance physique et d'excitation psychique de Lassalle peut expliquer que, dans une longue circulaire datée du 27 juillet et adressée à tous les membres de la direction, il posa la question de confiance entre Vahlteich et lui, qu'à mots à peine voilés il menaça de quitter la présidence si la direction ne chassait pas Vahlteich de l'Association. Cette manière de procéder très antidémocratique devint, du fait de quelques événements concomitants, encore plus déplaisante : la direction, qui jusque-là n'avait pour ainsi dire pas fonctionné, dut pour la première fois entrer en scène en quelque sorte dans le rôle de bourreau ; par ailleurs Lassalle admit simultanément à la direction Bernhard Becker et Schweitzer dont il savait qu'ils partageaient ses opinions ; et enfin, il ordonna au secrétaire de l'Association d'envoyer certes tout de suite la

circulaire à tous les autres membres de la direction, mais à Vahlteich seulement quand Willms serait de retour à Dresde et aurait dûment chapitré Försterling, afin qu'il puisse d'avance empêcher les « intrigues » de Vahlteich à Dresde et dans les communautés saxonnes en général. Et, hélas ! l'activité de Lassalle pour l'Association se termina sur cette fausse note stridente.

Car la veille Hélène von Dönniges était apparue à Rigi-Kaltbad et désormais s'enclencha le drame dont le déroulement rapide devait conduire à la mort de Lassalle le 31 août. Les événements eux-mêmes n'ont pas de rapport direct avec l'histoire de la social-démocratie allemande et ils ont été si souvent racontés qu'ils n'ont pas besoin d'être présentés une fois encore. Seulement, dans la mesure où Lassalle a fait les frais de la compassion que les âmes sensibles ont ressentie pour cette dame, ils méritent d'être brièvement éclairés.

C'est de son plein gré que Mlle von Dönniges apparut à Rigi-Kaltbad et les pharisiens peuvent blâmer le fait que Lassalle, malade, prisonnier depuis de longs jours du climat inhospitalier de la montagne, miné par le travail et les soucis, ne se soit pas soustrait à tant d'empressement. La dame ensuite fit voler en éclats, par caprice, le plan habilement échafaudé par Lassalle pour demander sa main, lorsque dans un hôtel de Genève elle le mit devant le choix ou bien, comme un benêt, de l'enlever à la faveur de la nuit ou bien, comme un respectable philistin, de la reconduire dans la maison de ses parents. Lassalle a ensuite regretté amèrement d'avoir choisi, au lieu de la fuite, *« la comédie de la noblesse de cœur et des convenances bourgeoises »*, mais c'est bien loin de signifier que, dans cette situation qui ne lui laissait pas de choix, il n'ait pas fait ce qui correspondait encore le mieux à la dignité de sa personne et de sa position. Le pathos selon lequel il aurait blessé mortellement un cœur de femme qui se donnait à lui sans réserve ne pourrait être pris en considération que si Mlle von Dönniges, dans le cours des événements ultérieurs, avait quelque peu montré un cœur de femme blessé. En réalité rien de tout cela ne s'est manifesté. La manière dont la prétendue victime de Lassalle se comporta dans la scène décisive du drame, selon les témoignages concordants de Rüstow et de l'avocat Haenle, justifiait plutôt, de son point de vue, le mot par lequel Lassalle qualifia la dame pour contraindre au duel le père de celle-ci et son fiancé, quitté d'abord et maintenant repris.

Lassalle, c'est certain, s'est lourdement compromis pour arriver à ses fins, pour écarter la malédiction d'une défaite ridicule qui lui était absolument insupportable, lui qui haïssait déjà comme la mort toute défaite sérieuse. Les démarches qu'il fit auprès du ministre bavarois des Affaires étrangères et qu'il fit faire par la comtesse Hatzfeldt auprès de l'évêque de

Mayence, le duel même, auquel Lassalle consentit bien qu'il fût un opposant de principe au duel, bien des déclarations qu'il a faites oralement et par écrit dans ces journées tumultueuses, tout cela est injustifiable. Il en reste une impression pénible, malgré toutes les excuses qu'on peut énumérer : le devoir qu'avait Lassalle de protéger une femme maltraitée à cause de lui, tant qu'il devait croire qu'elle voulait être protégée, l'offense calculée portée à son orgueil légitime par la conduite arrogante de la famille Dönniges, l'effondrement sans espoir de ses forces physiques et psychiques, qui s'exprime avec une impressionnante vérité dans chaque ligne de ses lettres d'alors. Lassalle aurait pu mourir d'une plus belle mort et pourtant – si l'on nous autorise, en partant du contenu d'une riche vie, à conclure aux pensées silencieuses de l'heure de la mort – il est bien possible aussi qu'il ait salué cette mort comme une libératrice.

Il ne tenait pas à la vie pour la vie ; il avait horreur de la décadence de la vieillesse, qu'il voyait déjà s'avancer au seuil de sa quarantième année. Son avenir proche était devant lui, incertain et indistinct. Ceux qui pensent qu'il aurait à un moment donné revêtu la livrée de Bismarck, comme son ami Bucher, sont comme l'aveugle qui parle des couleurs. Les plans précis que Lassalle avait conçus en général pour l'avenir, dans la mesure où il en a fait, ressortent des déclarations qu'il a faites à Johann Philip Becker dans ses dernières semaines. D'après le récit du vieux combattant de la liberté, Lassalle a déclaré qu'il était à bout de forces, et qu'il devait arrêter. Il avait cru pouvoir amener le mouvement socialiste à percer en une année environ, mais il voyait bien que cela exigeait des décennies et pour cela ses forces physiques n'étaient pas suffisantes, en particulier il ne pourrait pas survivre aux peines de privation de liberté qui s'annonçaient. Ces paroles sont marquées au coin de la vérité. Sur le conseil de Becker, Lassalle avait l'intention de demander à être fait citoyen de Genève en y séjournant pendant deux ans, et il aurait vraisemblablement réalisée cette intention, s'il avait vécu plus longtemps. Mais alors, il aurait été réellement un oiseau aux ailes brisées, et il avait sans doute une trop haute opinion de lui-même pour ne pas préférer une mort rapide à une longue maladie.

C'est pourquoi on ne peut accorder davantage de crédit à ce qu'une légende plus récente soutient, que Lassalle dans ce duel mortel se serait « suicidé indirectement », par peur d'une rencontre avec Marx et Engels qui devait se tenir à l'automne et qui l'aurait mis devant l'alternative, ou bien de se rétracter et de se retirer, ou bien d'engager un combat à la vie à la mort avec ses vieux amis. Dans tous les documents disponibles, il n'y a pas la moindre allusion à cette rencontre. Bien plus, il ressort sans équivoque d'une lettre que Lassalle adressa encore le 29 juin à Willms

qu'il n'avait à cette époque absolument aucune idée sur ce que Marx pensait de sa campagne d'agitation. Il ne sert donc à rien d'énumérer toutes les impossibilités, psychologiques et autres, de cette légende ; mais si on veut vraiment faire la supposition, aussi offensante pour Marx et Engels que pour Lassalle, qu'un tel tribunal de la Sainte-Vehme avait été décidé, Lassalle en tout cas n'avait pas le moindre motif de s'y dérober en se « suicidant indirectement ». Il pouvait défendre sa campagne d'agitation le front haut devant quiconque, y compris devant Marx et Engels. Pour lui témoignaient les ouvriers allemands qu'il avait éveillés à la conscience de classe, auxquels il avait frayé la voie vers des combats et des victoires prodigieux. Du reste, ils se prononcèrent massivement pour leur chef défunt, lorsque six mois plus tard se révélèrent les divergences d'opinion entre Lassalle et ses vieux amis, et en première ligne les ouvriers de Rhénanie-Westphalie, et parmi eux aussi d'anciens membres de la Ligue des communistes.

Laissons les fabricants de romans de la bourgeoisie se façonner leur Lassalle, tantôt sous l'aspect d'un pieux valet Fridolin[1] qui s'agenouille dévotement devant le trône des Hohenzollern, tantôt sous l'aspect d'un monstre sauvage avec lequel on fait se terrer d'effroi sous les lits les grands enfants patriotes : le Lassalle historique exige souvent le rude souffle de la vérité historique, mais sa statue d'airain ne sera pas renversée par ce vent. C'était un homme malade et mourant lorsqu'il trouva en Suisse une fin malgré tout prématurée. La balle du junker valaque semblait clore si absurdement une si grande vie ! Pourtant, dans le penseur et le lutteur Lassalle, elle ne tuait que ce qu'il y avait encore de mortel. Telles qu'étaient les choses à l'époque et tel qu'était Lassalle désormais, il avait accompli sa mission historique ; son âme ardente avait expiré et le reste n'était que passion trop humaine. Il y avait malgré tout une parcelle de vérité dans l'opinion complètement erronée de ses fidèles partisans, qui disaient qu'il était tombé pour la cause ouvrière. C'est dans ce sens aussi que Marx écrivait pour consoler la comtesse de Hatzfeldt : « *Il est mort jeune – en plein triomphe – comme Achille.* »

La classe ouvrière allemande a toujours refusé avec un tact très sûr de jouer au juge des Enfers sur la tombe de Lassalle ; elle lui garde un attachement profond et indéfectible, qui l'honore tout autant qu'elle.

1 Fridolin : valet irlandais, surnommé l'Apôtre de l'Alamanie. Devenu moine, il évangélisa au 5e siècle l'Allemagne et la Suisse.

Quatrième livre

La lutte des fractions

Chapitre I[er]

L'Association internationale ouvrière

Les mêmes causes qui en Allemagne avaient donné vie à un nouveau mouvement ouvrier poussèrent aux mêmes effets dans tous les pays industriellement développés. Partout où en Europe il y avait un prolétariat, il commença à s'organiser au début des années 1860 afin de combattre pour son émancipation, d'abord sur le terrain national. Mais déjà dans les pays les plus avancés se manifestait aussi le caractère international de ce combat.

En Angleterre, la défaite de la révolution de 1848 sur le continent avait conduit à l'extinction complète du chartisme. En même temps, la journée de dix heures inscrite dans la loi apporta à la classe ouvrière sur les plans intellectuel, moral et physique une bouffée d'air frais qu'elle devait nécessairement ressentir comme une sorte de renaissance, et le développement des trade-unions prit un essor grandiose avec l'activité industrielle fiévreuse des années 1850. Mais avec la crise industrielle de 1857 s'accumulèrent ensuite les événements qui enseignèrent aux ouvriers anglais que, sur le terrain de la société bourgeoise moderne, il ne leur était réservé qu'une vie errante. Le fait marquant de la nouvelle époque c'était surtout la guerre civile américaine, dont Marx disait qu'elle sonnait l'alarme pour la classe ouvrière européenne, comme la guerre d'Indépendance américaine du 18[e] siècle avait sonné l'alarme pour la bourgeoisie européenne. La crise du coton précipita les ouvriers de l'industrie textile anglaise dans la plus effroyable misère, et cependant le prolétariat anglais se montra supérieur aux classes dominantes, dont les sympathies pour les barons esclavagistes américains se brisèrent contre sa résistance héroïque. Mais chaque fois que les trade-unions tentèrent de se reposer sur leurs lauriers, les capitalistes leur en firent très rapidement passer le goût, en ressortant à chaque conflit leurs menaces de les paralyser en faisant venir du continent une main-d'œuvre moins chère. L'aristocratie de la classe ouvrière anglaise, qui pleine d'illusions dangereuses avait commencé à borner sa lutte au salaire et au temps de travail, dut bon gré mal gré entrer sur le terrain international de la lutte de classe prolétarienne.

En France, la guerre d'Italie[1] n'avait procuré qu'un sursis au régime issu du coup d'État bonapartiste. Le boulet que l'homme du 2 décembre avait lancé continuait sa course contre sa volonté. Il fut contraint de se faire passer pour l'instrument des démocrates italiens, et les démocrates français lui firent une opposition plus violente que jamais. Bonaparte songea donc d'autant plus à s'emparer du mouvement ouvrier. L'occasion pouvait lui paraître suffisamment favorable. Le prolétariat français était profondément divisé en chapelles ; à côté d'anciens restes des sociétés secrètes et des écoles utopistes, il y avait essentiellement des blanquistes et des proudhoniens qui voyaient leur salut, les premiers, dans le combat de barricades et, les seconds, dans des fadaises petites-bourgeoises. Une tentative de soixante ouvriers parisiens de présenter des candidats aux élections pour le corps législatif fut âprement blâmée par Proudhon, qui reprochait aux ouvriers de se rallier politiquement à la bourgeoisie radicale, et fut injurieusement raillée par la bourgeoisie radicale, qui reprochait aux ouvriers de vouloir voler de leurs propres ailes. D'une manière générale, les ouvriers français furent tournés en dérision par la bourgeoisie française de la même manière que les ouvriers allemands le furent par leur propre bourgeoisie. Cela apportait de l'eau au moulin de Bonaparte, et il laissa ses roues faire leur joyeux clic-clac bien plus habilement que son imitateur Bismarck, mais avec le même insuccès. Dès son premier mouvement sur l'échiquier il joua de malheur : en permettant aux ouvriers français de choisir des délégués, qui devaient être envoyés avec le soutien des autorités à l'exposition universelle de Londres en 1862, il favorisa tout autre chose que ce qu'il avait derrière la tête.

Les ouvriers français choisirent naturellement les meilleurs d'entre eux, qui eurent tôt fait à Londres de nouer des liens d'amitié avec les dirigeants ouvriers anglais. Le 5 août 1862 eut lieu à Londres une « fête de la fraternité internationale », au cours de laquelle l'échange d'idées fit naître le souhait d'établir une union permanente entre les prolétaires de part et d'autre de la Manche. Ce lien s'établit d'abord de façon tout à fait naturelle, du fait que quelques délégués français restèrent à Londres, où ils avaient trouvé du travail. L'insurrection polonaise de 1863 serra plus étroitement les liens noués. Les vieilles traditions d'amitié avec la Pologne des peuples de civilisation occidentale se réveillèrent avec la plus grande force dans le prolétariat de l'Europe occidentale. Il n'est pas du tout sûr que dans la

1 1859 : guerre contre la domination autrichienne en Italie. Sous couvert de guerre de libération des peuples, Napoléon III allié au Piémont vise une conquête de territoire. L'issue de cette guerre sera le rattachement de Nice et la Savoie à la France.

question polonaise, comme cela a été avancé de bien des côtés, Bonaparte ait à nouveau favorisé la fraternisation entre les ouvriers anglais et français, pour donner du crédit à son despotisme prétendument populaire : en tout cas, les quelques ouvriers français qui apparurent le 22 juillet 1863 à Londres, à un grand meeting en faveur de la Pologne, n'avaient pas été envoyés à ses frais, mais aux frais des ateliers français. Ils voulaient, en commun avec les ouvriers anglais, agir en faveur de l'insurrection polonaise, et à cette occasion émergea à nouveau comme allant de soi l'idée d'une fédération internationale ouvrière. Un comité, dont faisaient partie le cordonnier Odger et d'autres dirigeants syndicalistes anglais, adressa un appel aux ouvriers parisiens, qui les remerciait d'abord pour leur soutien à la cause polonaise, mais qui poursuivait en affirmant qu'une union fraternelle des peuples était d'une extrême importance pour la cause du travail. Car, chaque fois que les ouvriers anglais voulaient améliorer leur situation sociale par la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, les capitalistes menaçaient d'importer des ouvriers français, belges, allemands ou étrangers d'autres pays, et cette sale concurrence n'était possible que parce qu'il manquait une liaison systématique entre les classes laborieuses de tous les peuples.

Cette adresse, traduite en français par le professeur Beesly, enflamma les ateliers parisiens. Une agitation intense commença alors en faveur des idées qui y figuraient, et de nouvelles collectes parmi les ouvriers parisiens permirent d'envoyer une délégation transmettre leur réponse à l'adresse de Londres. Pour recevoir cette délégation, le comité anglais appela pour le 28 septembres 1864 les ouvriers de tous les pays à un grand meeting à St. Martin's Hall, présidé par le professeur Beesly. Tolain fit la lecture de l'adresse que les Français avaient envoyée en réponse, qui disait à propos de l'insurrection polonaise : « *À nouveau, la Pologne a été étouffée dans le sang de ses enfants et nous, nous sommes restés des spectateurs impuissants* », pour ensuite exiger que la voix du peuple soit entendue dans toutes les grandes questions sociales et politiques. Il fallait briser la puissance despotique du capital. Par la division du travail, l'homme était devenu un outil mécanique et le libre-échange sans solidarité entre les ouvriers devait nécessairement entraîner un servage industriel qui serait plus impitoyable et plus funeste que le servage brisé dans les journées de la Grande Révolution. Les ouvriers de tous les pays devaient s'unir pour opposer une barrière infranchissable à un système néfaste, à un système qui divisait l'humanité en un tas de mandarins gras et ventrus et une masse d'êtres faméliques et ignorants.

Après un vif débat, le meeting mit en place un comité d'ouvriers de différents pays, chargé d'ébaucher programme et statuts d'une société

ouvrière internationale, qui devaient s'appliquer provisoirement, jusqu'à ce que l'année suivante un congrès international à Bruxelles en décide définitivement. Ce comité se composait très majoritairement d'ouvriers anglais. Cependant, à sa première session du 5 octobre, il se renforça de membres de diverses nationalités. Il comprenait désormais environ cinquante membres. À peu près la moitié d'entre eux étaient toujours des ouvriers anglais, auxquels furent réservés les postes de président, trésorier et secrétaire. Ensuite, c'est l'Allemagne qui était le plus fortement représentée par dix membres qui, comme Marx, Eccarius, Ferdinand Wolff, Lessner, Lochner, Pfänder, avaient déjà pour la plupart fait partie de la Ligue des communistes. La France avait 9 représentants, l'Italie 6, la Pologne 2 et la Suisse 2 aussi. Comme secrétaires correspondants on nomma pour l'Allemagne Marx, pour la France Le Lubez, pour l'Italie Wolff, le secrétaire privé de Mazzini, pour la Pologne Holtorp et pour la Suisse Jung. Le comité se réunit dans le bureau du conseil général des trade-unions, ses finances commencèrent avec 3 livres sterling (60 DM)[1] qui furent collectées à sa première séance.

Sa tâche la plus importante consista d'abord à définir clairement la nature et le but de la fédération projetée. Dès le début il fut admis qu'il ne pouvait être question que ses interventions détruisent les organisations ouvrières nationales déjà existantes, et il s'agissait encore moins de créer à côté d'elles une nouvelle organisation susceptible de faire obstacle à leur développement national. Le suffrage universel, la république et autres questions semblables, aussi importantes fussent-elles, devaient être laissées aux organisations ouvrières nationales ; elles avaient une signification toute différente pour les ouvriers allemands et anglais, pour les ouvriers français et italiens. Ce qui importait, c'était de hisser un étendard que les armées ouvrières combattantes ne devaient jamais perdre de vue, si elles ne voulaient pas emprunter de fausses routes, si elles voulaient rejoindre la grande route, commune à tous, de la victoire du prolétariat moderne. Il s'agissait de créer un terrain pour l'action internationale de la classe ouvrière, de trouver un cadre où lassalliens allemands, proudhoniens français et syndicalistes anglais pourraient œuvrer ensemble, d'une seule voix, pour supprimer les obstacles qui, sur le terrain international, s'opposaient à la libération des ouvriers. Après que le comité eut là-dessus mis les choses au clair, un sous-comité fut constitué pour ébaucher programme et statuts.

Dans une nouvelle réunion le 1er novembre, ce sous-comité présenta ses propositions. Pour l'essentiel, il s'agissait de trancher entre deux pro-

1 Équivalent en marks allemands de l'époque, donné par Mehring.

jets, l'un que Mazzini lui-même avait élaboré et fait présenter par Wolff, et l'autre que Marx présentait. Mazzini était alors très populaire parmi les ouvriers anglais, mais il ne comprenait pas grand-chose au mouvement ouvrier moderne. Son véritable pouls, la lutte de classe prolétarienne, lui était incompréhensible et donc odieux. Son programme n'allait pas au-delà d'une phraséologie socialiste que le prolétariat du début des années 1860 avait depuis longtemps dépassée. De même ses statuts étaient nés de l'esprit d'une époque révolue ; conçus à la manière rigoureusement centralisée des sociétés politiques conspiratrices, ils heurtaient aussi bien les conditions d'existence des trade-unions, en particulier, qu'en général les conditions d'existence d'une fédération ouvrière internationale qui n'avait pas à créer un mouvement nouveau, mais seulement à réunir le mouvement de classe prolétarien qui existait déjà dans différents pays, mais restait éparpillé. Ce que Mazzini ne comprenait pas, Marx le comprenait d'autant mieux. Son *Adresse inaugurale* et ses statuts furent adoptés à l'unanimité et ils sont restés déterminants pour l'Association internationale des travailleurs – comme ils ont eux-mêmes baptisé la nouvelle union.

Plus tard, le professeur Beesly a dit une fois de l'*Adresse inaugurale* qu'elle était vraisemblablement l'exposé le plus puissant et le plus frappant de la cause ouvrière, face à la classe bourgeoise, qui ait jamais été condensé dans une douzaine de petites pages. L'*Adresse* commence par constater ce fait remarquable que la misère de la classe ouvrière n'a pas diminué entre 1848 et 1864, bien que dans les annales de l'Histoire cette période précisément défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et la croissance du commerce. Elle fait cette démonstration en confrontant des documents : d'un côté la statistique effroyable des *Livres bleus* sur la misère du prolétariat anglais et de l'autre les chiffres que le chancelier de l'Échiquier, Gladstone, avait fournis dans ses discours sur le Budget, pour montrer l'accroissement vertigineux de richesse et de puissance qui s'était poursuivi dans cette période, mais limité exclusivement aux classes possédantes. L'*Adresse* dévoile ce contraste criant à la lumière de la situation anglaise, parce que l'Angleterre se trouve à la tête de l'industrie européenne et du commerce européen, mais elle ajoute qu'il existe dans tous les pays du continent où la grande industrie se développe, avec une coloration locale différente et à une échelle un peu plus réduite.

Partout l'accroissement vertigineux de puissance et de richesse se limitait aux classes possédantes même si, comme en Angleterre, un petit nombre d'ouvriers avaient obtenu un salaire un peu plus élevé, mais à nouveau nivelé par l'augmentation générale des prix. « *Absolument partout, la grande masse des classes laborieuses sombrait dans une misère de*

plus en plus profonde, dans la même proportion au moins que les classes placées au-dessus d'elles montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays d'Europe, c'est devenu actuellement une vérité incontestable, indéniable pour tout esprit impartial, et déniée par ceux-là seuls qui ont intérêt à éveiller chez les autres des espoirs illusoires, que ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production industrielle et agricole, ni les remèdes et les ruses des communications, ni les nouvelles colonies ou l'émigration, ni la conquête de nouveaux marchés ou le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble, ne supprimeront la misère des masses laborieuses ; au contraire, tant qu'existera la base défectueuse d'à présent, chaque nouveau développement de la force créatrice du travail ne tend qu'à approfondir les contrastes sociaux et à aiguiser l'antagonisme social. Durant cette vertigineuse époque de progrès économique, la mort d'inanition s'est élevée presque au rang d'une institution sociale dans la capitale du royaume britannique. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par le retour accéléré, l'étendue de plus en plus vaste et les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale appelée crise commerciale et industrielle.[1] »

L'*Adresse* jette un œil sur la défaite du mouvement ouvrier des années 1850 et trouve que cette période a aussi des caractéristiques qui compensent cette défaite. Deux grands faits en particulier sont dégagés. D'abord la journée de dix heures inscrite dans la loi, avec ses effets si bienfaisants pour le prolétariat anglais. La lutte pour la diminution légale du temps de travail fut une intervention directe dans la grande lutte entre le jeu aveugle des lois de l'offre et de la demande, qui sont toute l'économie politique de la bourgeoisie, et la production sociale régulée par la prévoyance sociale, constituant l'économie politique que la classe ouvrière représente. « *Et c'est pourquoi le* bill[2] *des dix heures ne fut pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe : pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie était battue par l'économie politique de la classe ouvrière.*[3] »

Le deuxième grand fait dans lequel l'économie politique du travail a remporté une victoire encore plus grande sur l'économie politique de la propriété est le mouvement coopératif, ce sont les fabriques reposant sur le principe de coopération, qui ont vu le jour grâce à un petit nombre de

1 Karl Marx, Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs.

2 Loi, en anglais.

3 Karl Marx, Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs.

bras que rien ne décourage, malgré l'absence de tout soutien. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. « *Par les faits, et non par des arguments, elles ont montré que la production à grande échelle, et au niveau des exigences de la science moderne, peut avoir lieu sans qu'existe une classe d'entrepreneurs employant une classe d'ouvriers ; elles ont montré qu'il n'est pas nécessaire pour le succès de la production que les moyens de production soient monopolisés et servent d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que, comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'est qu'une forme transitoire et inférieure qui, vouée au déclin, est destinée à disparaître devant le travail associé qui exécute sa dure tâche avec entrain, l'esprit léger et le cœur joyeux.*[1] » L'*Adresse* ajoute ensuite que le travail coopératif, limité à des tentatives occasionnelles et particulières des ouvriers, n'est toutefois pas capable de briser le monopole capitaliste. « *C'est peut-être pour cette raison que des aristocrates aux vues en apparence nobles, de beaux parleurs philanthropes de la bourgeoisie et même des économistes avisés en affaires ont tout à coup rendu hommage, avec des compliments doucereux, précisément à ce système de travail coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclore, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur ou qu'ils stigmatisaient comme une infamie de socialiste.*[2]» Seule l'extension du travail coopératif aux dimensions nationales et l'intervention de l'État pour en assurer le développement peuvent sauver les masses. À l'inverse, les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviraient toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leur monopole économique. C'est pourquoi le grand devoir des classes travailleuses était de conquérir le pouvoir politique. Ce passage de l'*Adresse* concorde tout à fait, du point de vue de l'esprit, avec ce que Lassalle avait exposé dans la *Lettre ouverte* sur l'importance du travail coopératif pour le prolétariat.

En mettant l'accent sur le devoir pour les classes laborieuses de conquérir le pouvoir politique, l'*Adresse* dit que les ouvriers semblaient avoir compris ce devoir, comme le prouvent leur renaissance au même moment en Angleterre, en Allemagne, en France et en Italie, ainsi que leur effort au même moment pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. « *Ils possèdent un élément de succès : leur nombre. Mais le nombre ne peut peser lourd dans la balance que s'ils sont unis par l'association et guidés par un but conscient.*[3] » L'expérience du passé nous apprend com-

1 *Ibidem*.

2 *Ibidem*.

3 *Ibidem*.

ment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre les ouvriers des différents pays et les inciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour leur émancipation, se paie par un échec général de leurs efforts incohérents. C'est cette pensée qui avait amené le meeting de St. Martin's Hall à fonder l'Association internationale des travailleurs.

Une autre conviction encore avait dominé ce meeting. Si l'émancipation des classes laborieuses requiert leur collaboration fraternelle et leur concours mutuel, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si la politique étrangère des gouvernements poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et gaspille aussi bien le sang que le trésor du peuple dans des expéditions de brigandage ? L'*Adresse* se réfère à la guerre civile américaine et à l'insurrection polonaise. « *Les empiètements immenses et sans entrave de cette puissance barbare, dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont les mains sont à l'œuvre dans tous les cabinets européens, ont appris aux classes laborieuses qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller les coups diplomatiques de leurs gouvernements, les contrecarrer au besoin par tous les moyens en leur pouvoir et, si elles étaient hors d'état de les empêcher, de s'allier pour élever en même temps une protestation publique et proclamer les simples lois de la morale et de la justice, qui devraient à la fois gouverner les rapports entre individus et être les lois suprêmes dans le commerce des nations. Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'émancipation des classes laborieuses.*[1] » Comme jadis le *Manifeste communiste, l'Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs se terminait par : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Les statuts commencent par des considérations que l'on peut résumer dans les propositions suivantes : l'émancipation de la classe ouvrière doit être conquise par la classe ouvrière elle-même ; la lutte pour l'obtenir n'est pas une lutte pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour l'abolition de toute domination de classe. L'assujettissement économique de l'ouvrier au détenteur des outils de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est le fondement de la servitude sous toutes ses formes : de la misère sociale, de la déchéance intellectuelle et de la dépendance politique. Par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen. Toutes les tentatives tendant vers ce but ont jusqu'à présent échoué, faute d'union entre les différentes branches professionnelles de chaque pays et entre les classes ouvrières des différents pays. L'éman-

1 *Ibidem*.

cipation des travailleurs n'est une tâche ni locale ni nationale, mais une tâche sociale ; elle embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne ; elle ne peut être résolue que par l'action combinée et planifiée de tous ces pays. Pour cette raison, les statuts déclarent que l'Association internationale des travailleurs et toutes les sociétés et individus qui en sont membres reconnaissent vérité, justice et morale comme bases de leurs relations les uns avec les autres et vis-à-vis de tous les autres hommes, sans considération de couleur, de confession ou de nationalité. Il est du devoir de chacun de revendiquer les droits de l'homme et du citoyen, pas uniquement pour lui-même mais pour chaque homme qui fait son devoir. Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits.

L'organisation de la fédération avait à son sommet un conseil général qui devait être composé d'ouvriers de différents pays représentés dans l'Association. Jusqu'au premier congrès, le comité élu à St. Martin's Hall assuma les fonctions du conseil général. Elles consistaient à se charger de la liaison internationale entre les organisations ouvrières des différents pays, à tenir constamment les travailleurs de chaque pays informés sur les mouvements de leur classe dans les autres pays, à organiser des enquêtes statistiques sur la situation des classes laborieuses, à soumettre à la discussion dans toutes les sociétés ouvrières les questions d'intérêt commun, en cas de conflits internationaux à organiser une action commune et simultanée des sociétés associées, à publier des rapports périodiques, etc. Le conseil général était élu par le congrès, qui se réunissait une fois par an. Le congrès fixait le siège du conseil général ainsi que la date et le lieu du congrès suivant. Toutefois, le conseil général avait pouvoir de compléter le nombre de ses membres et, en cas de nécessité, de déplacer le lieu du congrès, mais pas de repousser la date de sa réunion. Les sociétés ouvrières des différents pays qui adhéraient à l'Internationale maintenaient intacte leur organisation indépendante. Rien n'empêchait une société locale indépendante d'entrer en relation directe avec le conseil général, toutefois il fut spécifié, comme préalable nécessaire à l'activité efficace du conseil général, que les sociétés ouvrières indépendantes des différents pays se réunissent, dans la mesure du possible, en organismes nationaux représentés dans les organes centraux.

L'*Adresse inaugurale* et les statuts de l'Association internationale des travailleurs furent ébauchés avec une perfection qui a été reconnue même par l'homme qui, plus tard, a travaillé avec le plus de zèle à mettre le désordre dans la fédération : Bakounine. Marx n'a pas créé l'Internationale, pas plus que Lassalle n'a créé la social-démocratie allemande mais, comme Lassalle au mouvement ouvrier allemand, Marx a donné au mouvement ouvrier international la forme dans laquelle il pouvait

déployer une puissante efficacité. L'Internationale était l'héritière de la Ligue des communistes, dont le manifeste énonçait déjà que l'action unie, au moins des pays modernes, était l'un des préalables les plus importants pour l'affranchissement du prolétariat moderne. Mais quelle différence entre l'Internationale et la Ligue des communistes ! La société secrète de propagande qui déclarait à la société bourgeoise la guerre la plus radicale s'était transformée en une fédération très largement publique, qui comprenait des sociétés ouvrières des tendances les plus diverses, à condition qu'elles aient inscrit sur leur drapeau les intérêts de la classe ouvrière. Cependant c'était un même esprit qui animait ces deux organismes, cet esprit créateur qui poursuivait avec constance ses grands buts, avec toutefois les moyens nouveaux exigés par les temps nouveaux.

Tant que l'Internationale exista, Marx en a été l'interprète et, avant même que le meeting de St. Martin's Hall ne l'élise au comité de fondation, il a aussi pris part à toutes les démarches préparatoires. C'était son souhait caressé depuis longtemps, comme Engels le dit un jour, de « *fonder, à la faveur de la renaissance du prolétariat européen, une association ouvrière s'étendant aux pays les plus développés d'Europe et d'Amérique, qui devait montrer, pour ainsi dire en chair et en os, le caractère international du mouvement socialiste aussi bien aux ouvriers eux-mêmes qu'aux bourgeois et aux gouvernements – donnant courage et force au prolétariat, inspirant la terreur à ses ennemis.* » Ces paroles définissent en même temps de manière exacte la nature profonde de l'Internationale. Elle n'a jamais été la ligue secrète aux moyens énormes qui a tourmenté les oppresseurs du prolétariat et dont ensuite l'ombre les a encore effrayés. Elle ne fut rien d'autre qu'une force morale qui encouragea les ouvriers, les renforça et les fit aller de l'avant, et en tant que telle elle constitue, dans l'histoire du 19e siècle, une borne frontière visible de loin.

Depuis les temps de l'Empire romain, l'idée d'une fraternisation internationale ne s'était jamais complètement éteinte. À sa manière, l'Église romaine du Moyen Âge l'incarnait. Elle sembla ensuite avoir été entièrement éclipsée par le mode de production capitaliste naissant, qui créa les nations distinctes mais en même temps les jeta aussi dans une guerre sans pitié pour le marché mondial. Pourtant elle réapparaissait toujours dans les têtes des idéologues bourgeois, que ce soit quand la classe bourgeoise d'une nation, dans l'ivresse de triomphes suprêmes, semblait s'être élevée au-dessus des barrières nationales, que ce soit quand la classe bourgeoise d'une autre nation désespérait de parvenir jamais à son indépendance nationale. Le cosmopolitisme des révolutionnaires français et celui des classiques allemands, malgré leur ressemblance, avaient une origine tout à fait opposée. Toujours l'internationalisme bourgeois fondit comme un

fantôme exsangue dans le tumulte des luttes nationales, pour ensuite pourtant resurgir continuellement. Il est dans la nature antagonique du mode de production capitaliste, et de plus en plus au fil du temps, de mettre en relation plus étroitement les peuples de la planète, mais aussi de les séparer plus profondément.

Cet antagonisme ne se résoudra complètement que dans le prolétariat moderne, qui a partout les mêmes intérêts. C'est ainsi que déjà chez les grands utopistes la fraternité internationale apparaît de manière beaucoup plus résolue et plus claire que chez les penseurs et les visionnaires cosmopolites de la bourgeoisie. Saint-Simon opposait à l'alliance du féodalisme une Union des nations les plus développées, Allemands, Français et Anglais, pour assurer la paix et la civilisation ; Fourier voulait détruire le vieux système des États par une grande fédération de ses phalanstères ; Owen fonda une association de toutes les classes et de toutes les nations pour faire la propagande en faveur des idées du socialisme qui libéreraient le monde. Plus le prolétariat moderne comprenait clairement ses intérêts, plus résolument il devait libérer de tous les brouillards d'une représentation chimérique l'idéal d'une fraternité générale entre les peuples. De même que l'Internationale se développa à partir de la sympathie pour une insurrection nationale, et de même qu'elle est toujours restée l'amie fidèle des luttes de libération nationale, de même elle se saisit aussi de l'idée internationale là où elle commençait à passer dans la réalité, sous l'aspect de faits simples, concrets, réels. Une de ses sources principales fut le souci des trade-unions de se protéger de l'importation d'une main-d'œuvre moins chère venant de l'étranger.

Les sociétés ouvrières anglaises constituèrent de toute manière l'épine dorsale de l'union, un fait qui en soi suffit déjà à juger comme il convient les fables qui faisaient d'elle une société d'exaltés et de conspirateurs. Lorsque quatre ans plus tard le Parti du Progrès allemand en vint à l'idée raffinée d'opposer à la propagande de l'Internationale les enfants modèles bien sages qu'étaient les ouvriers anglais, Marx put démontrer que tous les partis du mouvement ayant quelque importance dans le prolétariat britannique étaient représentés par leurs dirigeants au conseil général de la fédération : le conseil général des trade-unions par Odge, Appelgarth et Howell, les autres trade-unions affiliés par Shaw, Buckley, Cohn, Hales et Maurice, les sociétés coopératives anglaises par Weston et Williams, la Ligue de la réforme par Dell, Cowell, Stepney et Lucraft, l'Association de la réforme nationale par Walton et Milner, l'Agitation populaire pour l'athéisme par Copeland et Mrs. Harriet Law ; et que le *Beehive*, l'organe officiel des trade-unions, servait en même temps d'organe officiel au conseil général de l'Internationale.

Avec ses racines dans la dure réalité, l'Internationale devait surmonter lentement tous les obstacles jusqu'à sentir un sol ferme sous ses pieds, comme le faisait l'Association générale des travailleurs allemands, sauf que Marx travaillait de manière plus patiente et plus tenace que Lassalle. Deux ans seulement après sa fondation, l'Internationale en était arrivée au point de pouvoir tenir son premier congrès. Mais, comme pour l'Association de Lassalle, il serait totalement absurde de considérer son efficacité historique du seul point de vue matériel. Les finances du conseil général, nerf de toute guerre moderne, étaient, selon le mot de Marx, une grandeur négative en croissance constante, alors qu'à l'inverse son influence intellectuelle et morale était une grandeur positive en croissance constante. Son travail a porté d'innombrables fruits et les services rendus à la lutte d'émancipation prolétarienne sont impérissables.

Cela vaut en premier lieu pour ses répercussions en Allemagne. Le nombre d'ouvriers allemands qui s'affilièrent directement à l'Internationale fut toujours très bas, on aurait eu du mal à en trouver plus de 1 000, à quelque époque que ce soit. Mais elle a exercé sur le développement de la social-démocratie allemande une influence dont le succès ne se dément pas.

Chapitre II

Les héritiers de Lassalle

La mauvaise étoile qui avait présidé aux derniers jours de Lassalle exerça aussi son influence néfaste sur son testament. Les rentes considérables que Lassalle légua à certains de ses amis étaient sans doute destinées à rendre ces hommes indépendants et à leur permettre de faire avancer le travail d'agitation, mais elles n'atteignirent pas ce but. Bucher devint un fonctionnaire de Bismarck, le diplômé en début de carrière Alexi un réactionnaire piétiste, et Rustov n'a rien fait pour la propagande, même s'il resta un démocrate loyal.

Ce n'était cependant pas une grande perte. Plus funestes se révélèrent les dispositions du testament qui avaient directement trait à l'Association générale des travailleurs allemands. Lassalle recommanda à l'Association de choisir pour lui succéder le fondé de pouvoir de Francfort, Bernhard Becker, et lui mit dans la tête de s'en tenir fermement à la structure organisationnelle qui conduirait l'Association à la victoire, dispositions qui s'expliquaient comme réaction à l'opposition de Vahlteich mais qui, au lieu de dissiper la confusion ancienne, ont seulement suscité une confusion nouvelle. Il en fut pareillement du paragraphe du testament qui léguait à Willms, secrétaire de l'Association, à côté d'une rente personnelle annuelle de 150 thalers « pour récompense de sa probité », 500 thalers annuels pour une durée de cinq ans, afin qu'il les utilise judicieusement, à son gré, pour faire de l'agitation en faveur de l'Association.

Le cercueil de Lassalle n'était pas encore fermé que s'enflamma le premier conflit entre sa mère et la comtesse Hatzfeldt. Le père de Lassalle était mort peu de temps auparavant et le reste de la famille, sa mère, sa sœur et le mari de cette dernière, le conseiller de commerce Friedland que Lassalle avait mortellement haï, montrèrent à sa mort combien ils restaient embourbés profondément dans la tradition juive de l'argent. Après d'interminables tractations, il fut convenu que la comtesse Hatzfeldt recevrait sous sa responsabilité la dépouille de Lassalle pour l'enterrer à Berlin, en échange de la prise en charge de 10 000 francs[1] de frais et avec obligation d'organiser l'enterrement selon le rite juif. La comtesse projetait de faire passer le cercueil par les grandes communautés de l'Association et d'organiser partout des obsèques solennelles. Toutefois, c'est seulement

1 L'accord entre la famille et la comtesse Hatzfeldt était libellé en francs.

à Mayence qu'elle obtint la cérémonie grandiose qu'elle projetait. Lorsque le cercueil arriva sur un vapeur à Cologne, la police le confisqua, sur ordre de la famille, et l'emmena à Breslau où aussitôt, avec une hâte indigne, il fut inhumé dans le cimetière juif. Lorsque la dernière motte de terre tomba sur lui, Friedland dit avec un sourire de satisfaction : « *Maintenant la grande lutte est enterrée.* »

Il se trompait lourdement. L'Association générale des travailleurs allemands montrait désormais qu'elle avait pris racine profondément dans la classe ouvrière ; dans toutes les communautés, les cérémonies commémorant la mort de Lassalle furent graves et émouvantes. La mort soudaine du chef aimé ne fit perdre courage nulle part, mais renforça partout la confiance obstinée en la victoire. Le culte qui à cette occasion fut voué à la personne de Lassalle alla parfois trop loin, mais en général ne dépassa pas ce qui était compréhensible et excusable compte tenu des circonstances. Il apparut de la manière la plus accusée dans quelques poèmes de Ludwig Würkert qui juraient fidélité *« à la Bible, à l'Église et au Maître »* ou frisaient encore plus nettement la caricature. Mais dans tout cela il y avait un bon fond.

Ludwig Würkert était un vétéran de la démocratie d'avant 1848, un homme déjà âgé, qui pendant un quart de siècle avait fait partie des prédicateurs les plus remarquables du royaume de Saxe, avait ensuite purgé quatre années de réclusion pour son rôle de premier plan lors de l'insurrection de Mai, et tenait maintenant l'Hôtel de Saxe, l'« Auberge de la Justice », comme cette maison fut bientôt appelée par les ouvriers de Leipzig. Célébrité du radicalisme bourgeois, Würkert avait cru à la fable du « réactionnaire Lassalle », jusqu'au jour où il fut alerté par l'article nécrologique d'une feuille démocrate qui disait que Lassalle avait été tout de même « un des nôtres ». Würkert se mit alors à lire les écrits de Lassalle et, pour ce vieux révolutionnaire, c'était comme si des écailles lui tombaient des yeux. Dans la salle de son hôtel il prit désormais l'habitude, devant une foule compacte d'auditeurs, de parler de Lassalle et de célébrer l'homme de génie qui était mort par des poèmes dont les pieuses comparaisons provenaient du langage du vieux théologien, et non d'une sensibilité religieuse des masses. À part cela, tout ce qu'on entendit en prose ou en vers au moment des cérémonies commémorant la mort de Lassalle était animé d'une ardeur combative totalement profane. À l'occasion de la cérémonie commémorative de Hambourg, on entendit pour la première fois la *Marseillaise des ouvriers* du jeune Jacob Audorf, dont les paroles simples et sobres ont résonné depuis lors dans d'innombrables assemblées ouvrières et ont relégué au second plan l'hymne délicatement ciselé de Herwegh.

Dans la période qui suivit immédiatement la mort de Lassalle se produisirent aussi quelques succès qui, s'il avait pu les vivre lui-même, lui auraient procuré la plus grande joie. En octobre 1864 devait se tenir à Leipzig le deuxième congrès des associations ouvrières allemandes, et le 2 de ce mois à Offenbach se réunit un congrès ouvrier de la région du Main, pour discuter des sujets à mettre en débat à Leipzig. En tant que rapporteur du comité, Sonnemann exposa toutes les belles choses qui attendaient les ouvriers, à condition qu'ils restent les serviteurs obéissants de la bourgeoisie ; mais ses vieux slogans traditionnels ne furent plus récompensés par les applaudissements traditionnels. Bien plus, les ouvriers firent sèchement remarquer qu'ils céderaient volontiers toutes ces splendeurs promises en échange du suffrage universel. Sonnemann objecta que le suffrage universel ne pouvait pas aider les ouvriers à aller de l'avant, comme le montrait l'exemple de la France, en revanche il dit qu'il était prêt, dès que l'heure sonnerait, à monter sur les barricades avec les ouvriers. Par bonheur cette abnégation héroïque fut noyée sous une tempête de rires rafraîchissante, et le comité de la région du Main revint chez lui en ayant fait l'expérience douloureuse que désormais c'en était fini des temps où les ouvriers pouvaient être menés, comme ça, par le bout du nez.

Puis au congrès de Leipzig ce fut aussi le commencement de la fin pour la bourgeoisie. Un mauvais présage l'accueillit dès le pas de la porte. Dans le rapport sur le congrès des associations de l'année précédente, qui était censé avoir représenté 17 000 ouvriers, on avait même compté parmi les participants une association ouvrière de Solingen avec soi-disant 1 500 membres. Or, au congrès des associations de Leipzig, les deux seules associations ouvrières de Solingen élevèrent une vive protestation, déclarant que c'était *« un mensonge éhonté »* de prétendre *« qu'elles aient jamais échangé des lettres avec les honorables M. M. Sonnemann et Wirth »*, que les ouvriers de Solingen étaient pour Lassalle et que les 1 500 membres que Schulze-Delitzsch prétendait avoir à Solingen étaient des créations de son imagination. Le congrès des associations de Leipzig, qui se tint les 22 et 23 octobre, était mandaté par 40 associations d'éducation ouvrière, qui ne comptaient que relativement peu d'ouvriers parmi leurs représentants.

Le premier jour, on discuta de la libre circulation des personnes et, dans le style coutumier, on égrena les formules coutumières sur ce prétendu remède aux difficultés ouvrières. Mais alors Fritzsche, qui représentait une association d'ouvriers cigariers de Leipzig, se leva et démontra que la libre circulation des personnes devait certes être obtenue comme un droit naturel, un droit qui appartenait de naissance à tous les

hommes, mais qu'elle n'avait pas le moindre rapport avec des réformes sociales. Ce qui pouvait aider les ouvriers, c'était uniquement le suffrage universel. L'exposé éloquent de Fritzsche déchaîna les applaudissements des délégués ouvriers présents et des auditeurs dans les tribunes. Il fallait vite, à l'aide du règlement, veiller habilement à ne pas laisser Fritzsche parler une seconde fois. Le jour suivant Albert Lange parla des associations de consommation. Il expliqua qu'elles n'étaient absolument pas un remède universel, mais qu'elles étaient toutefois des institutions très utiles, à condition d'être fondées et administrées par les ouvriers, et non par les hommes cultivés de la bourgeoisie, qui en général feraient bien de ne pas tant se mêler des affaires des ouvriers, auxquelles les ouvriers eux-mêmes s'entendaient beaucoup mieux. Ceux qui tiraient les ficelles du congrès des associations étaient de plus en plus dans les transes et, lorsque Fritzsche voulut intervenir dans un débat sur les coopératives de production, ils lui coupèrent la parole en déposant opportunément une demande de clôture du débat. Cela fit naître une violente controverse qu'Albert Lange, également estimé des deux partis, ne put maîtriser qu'avec difficulté. À dire vrai, il ne lui fut pas non plus possible de les amener à une véritable réconciliation ; pire, Fritzsche quitta le congrès des associations après avoir protesté par écrit contre « le terrorisme indigne » exercé contre la liberté de parole. Son attaque ne fut pas vaine. Au comité du congrès des associations, Sonnemann et Max Wirth furent certes réélus, mais à côté d'eux furent élus Albert Lange et Bebel. La digue élevée contre la marée révolutionnaire montrait ses premières fissures.

Alors la bombe éclata aussi dans la région du Main. À un congrès ouvrier qui fut convoqué pour le 27 novembre à Francfort-sur-le-Main afin d'écouter le compte rendu du congrès des associations de Leipzig, les partisans de Lassalle étaient incontestablement en majorité. Ils déposèrent l'ancien comité de la région du Main et élurent, d'abord provisoirement, puis définitivement le 18 décembre lors d'un nouveau congrès ouvrier où il y eut une forte affluence, un nouveau comité, dont les neuf membres faisaient partie de l'Association générale des travailleurs allemands. Welker fut nommé président, Ellner et Oberwinder secrétaires de ce comité. En même temps, le congrès ouvrier déclara Schulze-Delitzsch, Faucher, Sonnemann et Max Wirth inaptes à être chefs des ouvriers, parce qu'ils n'avaient pas poursuivi les véritables intérêts du prolétariat, mais les avaient détournés par des mensonges.

Tandis que les principes de Lassalle pénétraient ainsi de plus en plus profondément dans la classe ouvrière et que de nouvelles communautés se constituaient continuellement, il en allait autrement de la question de savoir si l'organisation du parti ouvrier pouvait être maintenue de

la même manière et sa tactique poursuivie de la même manière que du vivant de Lassalle. L'une comme l'autre au fil du temps avaient été faites sur mesure pour sa personne, et cette personne ne pouvait être remplacée par nulle autre, surtout pas par l'homme que Lassalle avait recommandé comme son successeur. Ni par la culture ni par le talent, Bernhard Becker ne s'élevait au-dessus d'une très modeste moyenne, et tout ce qui le recommandait était la réputation d'honnêteté dont il jouissait à l'époque.

On peut parfaitement expliquer pour quelle raison Lassalle avait pensé à lui. Ses espoirs de voir le développement rapide de la classe ouvrière allemande aboutir à un grand parti politique avaient été sévèrement revus à la baisse, et il estimait donc probablement que le moment n'était pas encore venu de mettre un ouvrier à la tête de l'Association. Mais s'il y renonçait, son choix était alors très limité. Avec Liebknecht il avait des rapports tendus, quant à Schweitzer, qu'il aurait sans cela volontiers choisi, il n'osait même pas penser à lui, étant donné la grande impopularité de Schweitzer dans les cercles ouvriers. Dammer s'était révélé bien médiocre comme fondé de pouvoir de Leipzig. Il ne restait pratiquement aucun autre que Becker, qui avait maintenu en bon ordre la communauté de Francfort et avait repoussé avec détermination l'opposition de Valhteich. Autant que Lassalle pût voir les choses avant sa mort, il était fondé à croire qu'il avait fait le choix relativement le meilleur, mais la suite montra que c'était un choix très malheureux.

Tout d'abord, l'Association respecta les dernières volontés de son fondateur. Vahlteich fut exclu du comité directeur malgré les voix de Metzner et Yorck. Si l'opposition de Vahlteich n'avait pas été exempte d'une certaine volonté scissionniste, il était maintenant tout à son honneur de se plier sans rien dire à son destin tout de même immérité, et de n'entreprendre contre l'Association aucune action hostile. Le choix du président rencontra encore quelques difficultés formelles, cependant il fut ratifié avant le 1er novembre dans la plupart des communautés. Tous les votes exprimés se portèrent sur Bernhard Becker, et cela pour le temps que la présidence de Lassalle aurait encore duré. Le 2 novembre, le vice-président Dammer, qui se retira dès lors du travail d'agitation, remit la direction de l'association entre les mains de Becker.

Mais ce faisant, les véritables difficultés ne faisaient que commencer. Le conflit sur l'organisation et la tactique éclata lorsqu'au tournant de l'année 1864-1865 la première assemblée générale se tint à Düsseldorf et que parurent les premiers numéros de l'organe de l'Association.

1. Les contradictions présentes

Selon la conception bourgeoise, l'histoire de la social-démocratie allemande dans les années qui suivirent immédiatement la mort de Lassalle n'a été qu'un furieux chaos de querelles de personnes et de mesquines chicanes. Si l'on en reste à la surface des choses, cette conception semble tout à fait pertinente. Il n'est pas facile de s'y retrouver dans les dénonciations et accusations réciproques. Mais si on veut aller au fond des choses – sans quoi l'historien ne parviendra jamais à un jugement exact – on discerne vite la loi rationnelle du développement qui les gouverna.

La question de savoir comment l'héritage politique de Lassalle devait être réglé définitivement autorisait différentes réponses. L'idée qui tombait sous le sens était de poursuivre l'agitation exactement sur les voies où elle se trouvait à la mort de Lassalle. Cette idée avait dans la comtesse Hatzfeldt son défenseur le plus zélé. Pour elle, le mouvement c'était Lassalle et Lassalle c'était le mouvement. Dans son deuil de l'ami mort, il y avait une violence passionnelle qui était profondément touchante sur le plan humain, mais qui sur le plan politique était mauvaise conseillère. La comtesse transformait chaque parole de Lassalle en un évangile auquel il n'était pas permis de toucher, et cette foi en la lettre devait d'autant plus l'égarer qu'elle n'était pas venue à Lassalle par la social-démocratie, mais à la social-démocratie par Lassalle. Elle n'aurait pas été une aristocrate-née si le tournant tactique de Lassalle n'avait pas éveillé en elle des inclinations et sympathies dont Lassalle lui-même avait été très éloigné. Le « grand ministre », que Lassalle considérait comme un pion sur l'échiquier, devint son idéal.

En sa qualité de « meilleur et seul ami de Lassalle », la comtesse se croyait son successeur patenté. C'est pourquoi le choix de Becker lui convenait parfaitement. Elle espérait pouvoir mener comme elle le voulait cet homme limité, et pour cette raison elle tenait aussi fermement à l'organisation de Lassalle qu'à sa tactique. L'Association devait rester l'instrument de Becker, comme Becker était son instrument à elle. Becker lui-même révérait la comtesse avec « *la gratitude et le respect les plus profonds* », comme celle qui avait sauvé l'Association, laquelle, sans son aide, se serait disloquée. Dans cette affaire, il était bien vrai que la comtesse mettait tout son zèle et n'épargnait pas non plus l'argent dont elle était richement pourvue pour maintenir en vie la création de Lassalle. Mais il était exact aussi que, si ses projets étaient adoptés, le parti ouvrier que Lassalle avait voulu créer deviendrait une secte religieuse fanatique.

À l'opposé, Schweitzer voulait conserver l'Association en tant que Parti social-démocrate et il était suffisamment intelligent pour comprendre qu'avec le prince était tombé aussi le manteau du prince.

Schweitzer s'était orienté avec une rapidité surprenante dans les théories socialistes ; sans être lui-même un théoricien original, tant qu'il fut actif dans le mouvement ouvrier révolutionnaire il a cependant représenté le communisme scientifique avec plus de justesse et d'acuité que quiconque à l'intérieur de l'Allemagne. Mais ce qui le rendait supérieur même aux grands théoriciens socialistes était sa connaissance exacte de la situation allemande d'alors et la claire vision politique avec laquelle il sut l'apprécier. Natif de l'Allemagne du Sud, il s'orienta immédiatement dans cette caserne qu'était la Vieille-Prusse avec une largeur de vue que les démocrates de la Vieille-Prusse auraient pu lui envier. Schweitzer n'avait pas les puissantes passions de Lassalle, mais de ce fait il ne pouvait pas non plus être emporté par elles. Rarement un homme politique a compris aussi bien que lui que la rancune n'est pas de mise en politique. Il n'avait guère le feu de l'agitateur et dans ses discours d'agitation passe parfois un ton assommant, mais il était d'une supériorité inégalée dans sa capacité à exposer aux masses ouvrières une situation politique ou un problème social d'une manière compréhensible, lumineuse, et cependant jamais superficielle.

Schweitzer était pleinement protégé contre les illusions auxquelles Lassalle s'était abandonné dans les derniers mois de sa vie. Il s'en tenait fermement à l'idée que l'organisation politique de la classe ouvrière était une absolue nécessité et aussi à l'idée que, dans les circonstances données, elle n'était possible que sur la voie dans laquelle Lassalle s'était engagé. Il alla encore plus loin, et reconnut que le tournant tactique de Lassalle avait été imposé par la force des choses. Il ne l'abandonna pas complètement, mais le limita d'une manière qui excluait toute méprise. Malgré l'insistance de la comtesse Hatzfeldt, Schweitzer ne s'abaissa pas à appuyer la résolution sur le Schleswig-Holstein que Lassalle avait eue en tête à la veille de sa mort. Il mit avec beaucoup de pénétration l'accent sur le fait que les ouvriers devaient prêter main forte de la manière la plus absolue au Parti du Progrès, dès que ce parti prendrait la moindre disposition sérieuse pour obtenir les libertés bourgeoises. Mais tant que le Parti du Progrès trahissait purement et simplement les intérêts de classe bourgeois et que, dans son aveuglement, il tombait plus violemment sur le prolétariat que sur le gouvernement, Schweitzer défendait le point de vue que le parti ouvrier devait maintenir une complète indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie aussi bien que vis-à-vis des junkers, qu'il devait guetter d'un œil vigilant ce qu'il pourrait tirer comme bénéfice des querelles entre classes d'oppresseurs.

Avec le sang-froid qui le caractérisait, Schweitzer n'imaginait pas un instant pouvoir par la ruse ou la flatterie arracher les libertés bourgeoises

à la réaction féodale. Mais il comptait que Bismarck serait contraint de faire passer le suffrage universel, et peut-être aussi le droit de coalition, et il y voyait un avantage capital pour la classe ouvrière, qui était encore pratiquement privée de tous moyens légaux pour s'organiser en parti. Le système électoral des trois classes enlevait tout mordant au droit de vote qu'elle possédait, presque nulle part il n'existait de droit de coalition, droit de presse et d'association étaient livrés à l'arbitraire policier le plus effréné. Si le mouvement ouvrier devait avoir un poids politique, il fallait avant tout qu'il se renforce, il fallait encore qu'il se crée un terrain reconnu légalement, sur lequel il pouvait se mouvoir. Et, tant que l'opposition bourgeoise était défaillante, cela n'était possible, selon Schweitzer, qu'en maintenant sa complète indépendance sur le plan des principes et en se servant sur le plan tactique de la lutte entre la bourgeoisie et les junkers. Peu importe en cela que le Parti du Progrès l'accuse de servir la réaction et peu importe aussi que la réaction l'accuse de se laisser mener par le bout du nez par le Parti du Progrès. Ainsi Schweitzer voulait continuer à bâtir sur les bases que Lassalle avait jetées, d'abord en consolidant le terrain déjà conquis et en tenant compte froidement des possibilités pratiques d'une agitation sociale-démocrate, mais volontiers prêt à abandonner la lettre de Lassalle pour, dans l'esprit de Lassalle, renforcer et approfondir toujours plus les fondements du mouvement prolétarien.

Dans cet effort, il chercha à s'entendre avec Marx, Engels et Liebknecht. Pour publier le nouvel organe de l'Association, Schweitzer et Hofstetten étaient allés s'établir dans la capitale prussienne, où ils acquirent la citoyenneté prussienne et le droit de résidence à Berlin. Encore du vivant de Lassalle, Schweitzer se rendit chez Liebknecht et porta immédiatement la discussion sur l'attitude réticente des « vieux socialistes » à l'égard du travail d'agitation de Lassalle. Liebknecht lui exposa les réserves qu'avaient de vieux amis de Lassalle et ainsi Liebknecht déclara plus tard : « *M. von Schweitzer sembla trouver cela évident.* » Immédiatement après la mort de Lassalle, Schweitzer proposa que Marx prenne la présidence de l'Association générale des travailleurs allemands. Mais Marx refusa, parce qu'il ne voulait pas être identifié au mouvement lassallien et parce qu'il ne voulait absolument pas retourner en Allemagne dans la situation politique qui régnait alors. Mais, sur les instantes prières de Schweitzer, Marx et Engels se déclarèrent prêts à collaborer au nouvel organe de l'Association, à vrai dire seulement très à contrecœur et seulement après l'assurance expresse de Liebknecht qu'il était possible de compter sur le loyalisme de Schweitzer. Liebknecht en personne entra à la rédaction.

C'était un couple très mal assorti qui se rencontrait là, et point n'était besoin d'une grande perspicacité pour prédire à ce mariage une fin orageuse. Liebknecht, le révolutionnaire de 1848, qui avait combattu la contre-révolution les armes à la main et avait entretenu dans son pénible exil une vieille haine légitime, agitateur passionné qui voyait invariablement briller devant lui un but grandiose. Face à lui, Schweitzer, de dix bonnes années plus jeune, enfant d'une tout autre génération que celle dans laquelle Liebknecht avait grandi, organisateur et politique qui mesurait et scrutait d'un regard pénétrant tous les obstacles qui s'opposaient à la marche en avant de la classe ouvrière. Tous deux auraient bien pu s'entendre dans une discussion académique sur des questions générales, mais il était impossible qu'ils puissent aller du même pas dans l'action pratique quotidienne. Liebknecht aurait réellement préféré jeter par-dessus bord l'œuvre de Lassalle et, sans tenir aucun compte de la situation politique concrète telle qu'elle existait alors en Allemagne, développer à neuf l'agitation socialiste, à partir des sources les plus profondes. Comme il l'a expliqué plus tard, il voulait mettre l'Internationale à la place de l'Association générale des travailleurs allemands, comme cadre du mouvement ouvrier allemand, et cela voulait dire dissoudre le parti politique de Lassalle et Schweitzer dans une société de propagande socialiste.

Schweitzer ne se montrait nullement hostile à l'Internationale ; dès les premiers numéros du nouvel organe de l'Association il publia son *Adresse inaugurale*. À une demande de Fritzsche, qui ne réussissait pas à trouver dans cette nouvelle organisation de programme clair, d'objectif unitaire et de moyens précis, il répondit, avec une objectivité complète, que l'Internationale était un lien qui devait être mis entre tous les États européens modernes – entre un certain nombre de pays dans lesquels les conditions certes étaient en gros *similaires*, mais pas *identiques*. En fonction des conditions spécifiques d'un pays donné, il fallait établir le prochain objectif et les moyens de le réaliser, tandis que l'Internationale, tout en maintenant complètement l'indépendance et la spécificité des associations ouvrières sociales-démocrates dans les différents pays, avait pour seul objectif d'établir de façon générale une collaboration des éléments sociaux-démocrates de tous les États européens modernes : un objectif qui trouvait son fondement dans la communauté des intérêts du peuple dans tous les pays modernes. Il n'y a rien à redire à cette conception de Schweitzer. Le rattachement à l'Internationale, que les lois allemandes sur les associations interdisaient à l'Association générale des travailleurs allemands en tant que corps, ne tranchait encore rien quant à l'organisation et à la tactique politiques d'un parti ouvrier national. Dès lors que les ouvriers allemands se limitaient à adhérer à l'Internationale

et à œuvrer pour ses objectifs, en tant que personnes particulières – et ils ne pouvaient pas le faire autrement –, ils cessaient justement d'être un parti politique prêt et apte à combattre sur le terrain national.

Liebknecht ne proposait pas le moindre programme d'action politique pour la situation allemande. Plus tard, sans doute il a rejeté le « culte du suffrage universel » et a exprimé son regret que Lassalle n'ait pas proclamé le refus de l'impôt, qui aurait été le seul moyen de mettre à la raison la réaction féodale. Pourtant Lassalle avait déjà démontré dans ses conférences sur la Constitution, avec les arguments les plus convaincants, qu'avec le refus de payer l'impôt, dans la situation particulière de l'Allemagne, on n'arriverait à rien. Cette démonstration elle non plus n'a jamais été réfutée ; plus même, elle a été reconnue comme irréfutable par tous les connaisseurs de la situation allemande. De surcroît, Johann Jacoby à l'automne 1863 avait tenté, dans un discours électoral qui fit grande impression, d'inciter à refuser l'impôt ; l'unique résultat avait été que Jacoby lui-même fut condamné à six mois de prison et qu'en tout deux contribuables, John Reitenbach-Pflicken en Prusse-Orientale et Albert Lange en Rhénanie, refusèrent de payer les impôts, ce pour quoi ils furent l'objet d'une saisie. La proposition de Liebknecht de remplacer le président de l'Association générale des travailleurs allemands par un directoire de trois hommes touchait tout aussi peu au point-clé. L'organisation de l'Association tout entière était taillée pour une direction dictatoriale. Si celle-ci devait être supprimée, alors celle-là devait être transformée de fond en comble. La dictature de trois personnes était, dans cette situation, encore plus dommageable que la dictature d'une seule personne. Cependant il est peu probable que Liebknecht, en lançant cette idée, ait voulu donner un projet d'organisation réfléchi, et en soi sa conception était tout à fait conséquente.

L'espoir de Lassalle que la conscience de classe du prolétariat allemand s'éveille dans la tempête et se révèle une force irrésistible s'était avéré illusoire. Une action commune entre bourgeoisie et prolétariat était impossible, cela, Marx aussi à cette époque l'affirmait sèchement. Au cours de la fête de fondation de la société d'éducation communiste de Londres, il dit que la bourgeoisie allemande était trop couarde pour réaliser son propre programme, et qu'en vérité il s'était attendu à ce qu'elle en fasse au moins autant que la bourgeoisie anglaise quand, dans le *Manifeste communiste*, il avait appelé les ouvriers à faire cause commune avec la bourgeoisie pour renverser l'absolutisme. Si Liebknecht rejetait maintenant comme tactique inadmissible de jouer les partis dominants les uns contre les autres, alors il ne restait en réalité rien d'autre à faire que de donner au mouvement ouvrier allemand la forme d'une société de propa-

gande socialiste, comme la Ligue des communistes une demi-génération auparavant. Car les moyens légaux de l'organisation d'un parti, la liberté de presse et d'association, le droit de coalition et de vote, le prolétariat soit ne les possédait toujours pas, soit ne les possédait que sur le papier.

2. La lutte des opinions

Les contradictions qui se manifestèrent après la mort de Lassalle dans le jeune mouvement ouvrier explosèrent d'abord dans une brouille entre Becker et la comtesse Hatzfeldt. La vénération exagérée de Becker pour la comtesse se mua en une haine tout aussi exagérée, lorsque les railleries de la presse bourgeoise sur le « président en jupons » et toutes sortes d'autres mesquines attaques tirèrent le pauvre diable de ses ambitions chimériques dont son étroite cervelle commençait tout juste à se griser. Becker chercha désormais un appui auprès de la mère de Lassalle et alla mendier auprès d'elle 200 thalers pour l'Association, démarche qui, après le comportement méprisable de la famille Lassalle, irrita non seulement la comtesse Hatzfeldt mais tous ceux qui honoraient la mémoire de Lassalle. Becker avait sans doute encore une autre intention quand il cherchait à gagner à lui la vieille Mme Lassalle. Elle contestait le testament de son fils et sa faveur avait d'autant plus de valeur pour Becker qu'il escomptait récupérer pour lui la rente de 500 thalers que Lassalle avait léguée par testament au secrétaire de l'Association, Willms, pour une durée de cinq ans, afin de faire face au travail d'agitation pour l'Association.

Parmi toutes les dispositions testamentaires de Lassalle, celle-ci était, sinon la plus néfaste, du moins la plus incompréhensible. Il savait que Becker était pauvre comme un rat d'église et que l'Association n'était pas encore capable de réunir l'argent pour salarier son président. Si, malgré cela, ce n'était pas au président recommandé par lui, mais au secrétaire de l'Association, déjà rétribué par des appointements annuels de 400 thalers, qu'il léguait une rente permanente et personnelle de 150 thalers, et qu'en plus il lui faisait ce legs-là pour les buts de l'Association, alors il devait s'être dit qu'il donnait ainsi au secrétaire de l'Association une prépondérance dangereuse sur le président. Peut-être était-il dans les intentions de Lassalle que ce soit Willms, qu'il appréciait beaucoup, qui dirige effectivement l'Association et que Becker occupe une sorte de charge honorifique en tant que président, pour ainsi dire en tant qu'amortisseur, sur lequel les petites jalousies des autres ouvriers envers Willms pourraient se briser. Mais, même en ce cas, les portes étaient toutes grandes ouvertes à la plus grande confusion, et elle ne manqua pas de se faire sentir lorsque la première assemblée générale de l'Association se tint le 27 décembre 1864 à Düsseldorf.

À cette assemblée générale, trente-quatre localités étaient représentées par vingt délégués, Metzner représentait Berlin, Ellner Francfort, Hillmann Elberfeld, Levy Düsseldorf, Perl Hambourg, Yorck Harburg, Fösterling Dresde, Fritzsche Leipzig. La caisse de l'Association disposait d'un fonds de 39 thalers. Une série de propositions furent acceptées sans débat de fond. Elles portaient sur la célébration solennelle de l'anniversaire de la mort de Lassalle dans toutes les communautés, sur la diminution de moitié des cotisations des membres des districts tisserands de Silésie, en raison de leur pauvreté, sur l'extension à toute l'Association de l'organisation de classe de Lassalle, avec certaines simplifications pour les communautés les plus petites. La décision la plus importante fut la fusion du secrétariat avec la présidence et l'attribution d'appointements annuels de 500 thalers au président. Elle fut prise sur proposition de Fritzsche, après que Metzner, Yorck, Perl, Levy et Försterling eurent assuré que c'était une nécessité impérative.

Et c'en était une, sans aucun doute. Il aurait été absolument intolérable de faire dépendre le président de la charité de la comtesse Hatzfeldt ou de Mme Lassalle. Cette considération devait impérativement écarter tous les autres doutes, aussi grands fussent-ils. Et à coup sûr ils étaient nombreux et graves. Cette décision était une violation manifeste des statuts dont le libellé n'autorisait pas à réunir secrétariat et présidence et qu'on n'avait pas le droit de modifier avant trois ans. Le pouvoir du président était encore accru, l'écart entre les capacités de Becker et les devoirs auxquels il devait satisfaire encore amplifié. Cette atteinte grave à l'organisation fournit à la comtesse Hatzfeldt un prétexte commode pour traiter Becker d'usurpateur illégitime. Enfin, cette décision mit le désordre dans la communauté de Solingen, un des bastions les plus anciens et les plus solides de l'Association. Willms certes ne pouvait se plaindre d'aucune injustice formelle ; la durée de son mandat de secrétaire étant écoulée, on ne l'avait simplement pas réélu, tout en reconnaissant expressément qu'il n'y avait là aucun vote de défiance mais qu'on cédait seulement à l'inflexible nécessité des circonstances. Mais il ne possédait pas l'abnégation que Vahlteich avait montrée dans une situation beaucoup plus difficile et, comme son ami Klings prit son parti, il se développa dans la communauté de Solingen une violente opposition qui se propagea ensuite à Hambourg, Leipzig et dans d'autres communautés.

Les contradictions existantes se manifestèrent beaucoup plus âprement encore dans le nouveau journal de l'Association. Le premier numéro d'essai parut le 15 décembre 1864 sous le titre de *Social-Demokrat*, organe de l'Association générale des travailleurs allemands. Hofstetten et Schweitzer étaient propriétaires et responsables de la rédaction, comme

collaborateurs on donnait les noms de Bernhard Becker, Johann Philipp Becker, Engels, Herwegh, Hess, Liebknecht, Marx, Rüstow et Wuttke. Le programme se limitait à trois grandes idées : solidarité des intérêts des peuples et de la cause du peuple dans l'ensemble du monde moderne ; transformation de l'Allemagne puissante et une en UN État populaire libre ; suppression de la domination du capital. Le deuxième numéro d'essai sortit le 21, le troisième le 30 décembre. À partir du 4 janvier, le journal sortit ensuite régulièrement, les mardi, jeudi et samedi.

La tête dirigeante de la rédaction était Schweitzer et il agissait à sa guise. Le premier éditorial dressait le tableau des mérites de Lassalle envers la classe ouvrière, mais le deuxième traitait de la question du Schleswig-Holstein dans le sens suivant : toute solution possible de cette question dans le cadre des conditions existantes était également funeste pour la nation, que l'Autriche ou la Prusse conservent désormais le pays conquis, ou que le Schleswig-Holstein devienne un État indépendant. Dans le premier cas on renforcerait le cancer qui rongeait l'Allemagne, le dualisme des deux grandes puissances, dans le second on confirmerait à nouveau la plaie du morcellement en petits États. Si la Prusse annexait le pays, il y aurait au moins une consolation dans toute cette misère : le Bundestag, unique organe de la nation dans son ensemble, recevrait le coup de grâce et ensuite la situation nouvelle pousserait au bouleversement décisif, et finalement au redressement de la nation.

En politique intérieure, Schweitzer mettait l'accent sur la complète indépendance du Parti social-démocrate. Certes, les poings du prolétariat étaient avec raison à la disposition de la bourgeoisie dans le combat contre l'absolutisme, mais si le parti libéral de la bourgeoisie ne prenait pas une attitude plus amicale, voire même se montrait encore plus hostile à l'égard du parti du peuple que le parti absolutiste-monarchiste, il ne resterait plus au parti du peuple, en fonction des conditions existantes, qu'à collaborer avec l'un ou l'autre des partis, pour des buts particuliers et dans des questions concrètes précises, avec toujours pour condition qu'*« il ne soit jamais touché à l'indépendance de principe du parti du peuple, même de la manière la plus infime, par une telle coopération pour des buts particuliers »*. Schweitzer rejeta les clameurs de la presse libérale sur la « collusion avec la réaction », en déclarant que ces discours vides de sens ne pouvaient absolument pas être pris au sérieux, étant donné que *« ces professeurs dociles et ces sacs d'argent bouffis, avec leurs écrivains à gages, savaient très bien ce que* nous *sommes et ce qu'*eux *sont »* ; la social-démocratie allemande était un parti à part entière et ses principes seraient chair et sang dans la vie de la nation quand le cours d'airain de

l'histoire du monde aurait depuis longtemps réduit à néant cette baudruche qui aujourd'hui s'enflait tellement.

Ce qui suscita le plus violemment les clameurs libérales sur la « collusion avec la réaction » ce furent cinq éditoriaux sur le ministère Bismarck, que Schweitzer fit paraître dans la période du 27 janvier au 1er mars. En réalité, ils apportaient seulement la preuve que Schweitzer était à cent coudées au-dessus de la presse progressiste pour l'acuité du regard politique. Quand on lit ces articles aujourd'hui, ils paraissent dans un certain sens très banals, dans ce sens que les événements ont confirmé depuis longtemps ce que Schweitzer prévoyait, à une époque où seuls quelques esprits en Allemagne étaient capables d'atteindre un tel degré de pénétration de la situation politique.

Schweitzer, dans ces articles sur Bismarck, examinait du point de vue historique quels étaient les facteurs capables d'agir dans la question allemande. Il n'en trouva que deux : les baïonnettes prussiennes et les poings du prolétariat allemand. Il démontra que le Bundestag, l'Autriche, les moyens et les petits États, face à la question allemande, s'étaient tout bonnement montrés impuissants – dans le bien comme dans le mal. Cette question ne pouvait plus être résolue que de deux manières : ou bien la nation allemande s'aidait elle-même en faisant une révolution, et cela était pour tout démocrate la solution évidente de la question allemande dans l'intérêt allemand ; ou bien alors l'État prussien, fidèle à sa tradition historique, absorberait le reste de l'Allemagne, et c'est à cette solution-là de la question allemande que Bismarck travaillait alors avec grand succès : « *Et cette ambition est fondamentalement différente de celle à laquelle travaille la nation tout entière : instaurer un État populaire allemand reposant essentiellement sur des idées modernes. Extérieurement, ces deux aspirations ont en commun que des parties de la nation jusque-là séparées doivent être rassemblées en un tout unifié ; intérieurement, elles se distinguent par le fait que dans un cas l'unification serait un simple moyen au service des intérêts dynastiques-particularistes, et dans l'autre elle serait en elle-même le but national suprême et rien que cela.* » Mais, de même que l'idée prussienne est l'ennemie de l'idée allemande, elle était aussi l'ennemie des « pouvoirs existants » en Allemagne.

À la lumière de l'histoire prussienne, Schweitzer montrait que le particularisme prussien était le plus nocif de tous pour le développement national, parce qu'il était le particularisme le plus puissant, qu'il signifiait tout à fait autre chose que le particularisme du Liechtenstein

ou de la Lippe-Detmold[1] et même le particularisme bavarois ou souabe. Un ministre prussien qui assumerait les anciennes traditions de l'État prussien serait par la force même des choses propulsé vers l'avant et ne pourrait rebrousser chemin. La politique allemande du Parti du Progrès souffrait du défaut de n'être ni prussienne ni allemande. Elle exigeait l'unité allemande sous direction prussienne, sans comprendre que l'unité allemande ne pouvait être obtenue que par la révolution allemande et que la direction prussienne ne pourrait créer qu'une Grande-Prusse. Vouloir aujourd'hui encore démontrer l'acuité de cette analyse historique, ce serait apporter de l'eau à la rivière.

Cependant il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond dans les articles de Schweitzer sur Bismarck. S'il avait bien raison de considérer que le particularisme prussien était une chose à part, qui nécessitait d'être comprise en tenant compte des conditions historiques de son origine et de son existence, il décrivait pourtant la nature particulière de ces conditions avec une flamme qui ressemblait parfois à s'y méprendre à une glorification. Que Schweitzer parlât de la « politique remarquable » de Bismarck était encore le moindre mal. À la même époque Albert Lange accordait à cette même politique « *les caractéristiques de l'audace et d'une certaine simplicité grandiose* ». Cette réaction de gens intelligents aux niaiseries puériles par lesquelles l'Union nationale pensait désarçonner le ministre prussien n'était que trop compréhensible. Mais la manière dont Schweitzer faisait de l'État prussien l'œuvre de « vaillants gouvernants », dont il vantait « le puissant génie », dont il faisait du vieux Fritz[2] « *un homme admirable à tous égards* » et ainsi de suite, c'était aussi contestable sur le plan historique que sur le plan politique. Des adversaires malintentionnés – et Schweitzer savait fort bien qu'il devait lutter contre des adversaires très malintentionnés – n'auraient qu'à extraire de leur contexte des phrases isolées pour éveiller l'impression que le jeune mouvement ouvrier allait être logiquement « prussifié ». Cette erreur de Schweitzer se faisait particulièrement sentir dans les deux premiers articles sur Bismarck, beaucoup moins dans les trois derniers. Entre-temps, il avait reçu une leçon très cuisante : sa politique avait été désavouée publiquement par Marx et Engels.

Il y avait eu de bonnes raisons à la réticence de ces deux hommes à collaborer au *Social-Demokrat*. S'ils nourrissaient de graves doutes sur l'agitation de Lassalle et s'ils ne voulaient pas prendre eux-mêmes

1 Lippe-Detmold : petite principauté d'Allemagne du Nord créée en 1810, disparue en 1946 ; modèle des États sans importance aucune.

2 Surnom affectueux donné à Frédéric II de Prusse.

la direction du mouvement ouvrier allemand, alors il valait mieux pour eux laisser les choses suivre leur cours, comme ils l'avaient déjà fait du vivant de Lassalle. La semi-responsabilité d'une simple collaboration à l'organe de l'Association devait fatalement conduire à toutes sortes de frictions. Schweitzer prouva qu'il avait eu sincèrement l'intention de fonder son agitation sur les principes plus larges correspondant aux conceptions du *Manifeste communiste* en réalisant cette intention, même après avoir reçu un sévère refus de la part des auteurs du *Manifeste*. Mais Marx et Engels ne lui faisaient pas confiance et les rapports de Liebknecht renforcèrent bientôt cette méfiance. Si Liebknecht leur a écrit en Angleterre la même chose que ce qu'il disait publiquement tout de suite après, alors, en dépit de la sincérité subjective du rapporteur, Marx et Engels n'ont pas reçu de tableau objectivement exact des personnes et de la situation d'alors en Allemagne. Par ailleurs, dans leur appréciation des affaires de l'est de l'Elbe, ils n'ont jamais tout à fait abandonné leur mentalité de Rhénans et cela, on peut également le sentir dans leur jugement sur Lassalle et sur la campagne d'agitation de Lassalle, de même que dans leur jugement sur Born et le mouvement ouvrier d'alors à Berlin et à Leipzig dans les années 1848.

Marx condamna aussitôt le premier éditorial du *Social-Demokrat* sur Lassalle comme « flagornerie servile », un jugement injustement sévère, même si on peut admettre que cet article n'a pas été écrit en pesant minutieusement chaque mot. Schweitzer demandait d'être patient, les choses s'amélioreraient petit à petit. À sa demande, Marx écrivit ensuite un article nécrologique sur Proudhon, à la mort de celui-ci en janvier 1865 ; non cependant sans qualifier dans cet excellent article « *tout compromis apparent avec le pouvoir en place* » d'atteinte « *au simple tact moral* ». En même temps, Engels envoya la traduction d'une chanson paysanne en vieux danois pour, dans une note, recommander chaudement aux ouvriers allemands la nécessité de lutter contre les junkers indécrottables. Naturellement, Schweitzer reproduisit cette contribution sans la moindre modification. Mais ensuite Marx eut de nouvelles remontrances à faire : à propos d'une lettre de Hess venant de Paris, et à propos de la position de Schweitzer sur le mouvement de coalition qui à cette époque-là commençait à se développer en Allemagne. Schweitzer encore une fois demanda qu'on soit patient. Le 15 février, il écrivit à Marx qu'il accepterait avec reconnaissance tout éclaircissement théorique comme un enseignement magistral mais que, pour juger des questions pratiques de la tactique du moment, il fallait se trouver au cœur du mouvement. Il ajoutait : « *N'oubliez pas aussi que l'Association générale des travailleurs allemands est un organisme adulte et que jusqu'à un certain degré il reste attaché*

à ses traditions. In concreto, *il y a toujours dans les choses une certaine pesanteur.* » Là-dessus, Marx et Engels répondirent, dans une déclaration publique datée du 23 février, envoyée de Londres et de Manchester, que la tactique suivie par le *Social-Demokrat* excluait toute poursuite de leur collaboration au journal. Ils n'avaient pas un instant méconnu sa situation difficile et n'avaient pas élevé d'exigences incongrues sous le méridien de Berlin. Mais ils avaient exigé à maintes reprises que, face au ministère et au parti de l'absolutisme féodal, il tînt un langage au moins aussi ferme que face au Parti du Progrès. Ils avaient déjà donné en 1847 dans le *Journal allemand de Bruxelles* leur opinion sur le socialisme monarchique du gouvernement prussien et la position correcte du parti ouvrier à l'égard d'une telle mystification, et signeraient aujourd'hui encore chaque mot de leur déclaration d'alors. En même temps Liebknecht quitta la rédaction et quelques jours plus tard Herwegh, Rüstow et Johann Philipp Becker cessèrent leur collaboration. Parmi les collaborateurs annoncés, seuls Hess et Wuttke restèrent fidèles au journal.

Ce conflit fit jubiler la bourgeoisie, et l'organe de presse de Sonnemann, du point de vue sublime de sa moralité à l'antique, montra aux « ouvriers démocrates » ce qu'ils devaient penser de « chefs » tels que Marx et Engels, qui s'étaient somme toute embarqués dans une collaboration avec le *Social-Demokrat*, bien que Lassalle eût déjà fait les yeux doux à la réaction. En réponse à cette attaque astucieuse, Schweitzer fit remarquer que les adversaires les plus haineux de l'agitation lassalienne considéraient néanmoins la conduite de Marx et Engels comme inconséquente, et on n'avait pas besoin de prendre pour argent comptant cette tactique consistant à s'abriter derrière eux. Tout à fait choquante en revanche fut l'insinuation équivoque de Schweitzer laissant entendre qu'on s'était retiré du mouvement parce qu'on avait compris qu'on ne pourrait pas jouer le premier rôle dans le parti. Marx fit à cela une réponse cinglante et sans appel dans la *Réforme de Berlin* que Guido Weiss dirigeait alors. Sinon, Schweitzer s'efforça de passer au plus vite à l'ordre du jour politique, en laissant de côté ces « histoires de personnes ». Mais, hélas, c'était sans compter avec l'infortuné Bernhard Becker, qui tenta l'impossible : se faire confirmer comme successeur et pair de Lassalle et terrasser à coup de massue les adversaires de l'Association. Le 22 mars, il fit devant les ouvriers de Hambourg un long discours qui regorgeait d'attaques personnelles contre la comtesse Hatzfeldt aussi bien que contre Marx, Engels et Liebknecht.

Dans la communauté de Berlin, on en vint à ce sujet à des scènes extrêmement violentes. Liebknecht défendit chevaleresquement la comtesse Hatzfeldt contre les attaques de Becker, bien qu'il eût déjà rompu

avec elle sur le plan des principes, et réfuta les calomnies odieuses contre lui, Marx et Engels, que Becker avait ramassées dans le pamphlet de Vogt et semblables sources. Sur sa proposition, la communauté berlinoise décida presque à l'unanimité d'exclure de l'Association Bernhard Becker comme « menteur, calomniateur et débile incurable ». Mais dans l'ardeur de la bataille, Liebknecht contribua ensuite lui aussi à aggraver la confusion. Il publia dans la *Rheinische Zeitung*, journal qui combattait haineusement le mouvement ouvrier, une déclaration dans laquelle il disait entre autres que la doctrine de Lassalle n'était rien d'autre qu'un « *calque affaibli et estompé* » des principes que ses amis et lui défendaient depuis des années. Peu de temps auparavant, Marx avait envoyé promener le charlatan Blind qui, face à la classe ouvrière, allait exactement dans le même sens que la *Rheinische Zeitung,* en écrivant : « *Loin de moi la pensée de vouloir faire comprendre un homme comme Lassalle, et le courant de pensée réel de son travail d'agitation, à un clown grotesque qui n'a derrière lui rien d'autre que son ombre. Je suis au contraire convaincu que M. Karl Blind ne fait qu'accomplir la mission que lui imposent la nature et Ésope quand il s'en prend au lion mort*[1]. » Voilà qui dessinait à coup sûr de manière exemplaire la limite à observer en toutes circonstances, dès que face à la bourgeoisie il était question de la personne et de l'œuvre de Lassalle.

Au beau milieu de cette déplaisante querelle parut un petit ouvrage sur la question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand, que dès avant le conflit public Engels avait déjà ébauché et sans doute même achevé. En tout cas, il est tout à fait exempt de polémique, même si son dernier chapitre est rédigé en ne perdant jamais de vue la tactique de Schweitzer. Dans les deux premières parties, Engels examinait la question militaire prussienne du point de vue du gouvernement et de la bourgeoisie, avec l'impartialité historique du chercheur scientifique, incompréhensible même pour des hommes comme Hess et Rüstow, et à plus forte raison pour des politiciens libéraux. La troisième partie examinait la position du prolétariat face au conflit entre le gouvernement et la bourgeoisie sur la Constitution. Il aboutissait à ces affirmations : avant tout maintenir le parti ouvrier organisé, autant que le permettent les circonstances actuelles ; pousser le Parti du Progrès à progresser réellement, autant que faire se peut, l'obliger à radicaliser son propre programme et à s'y tenir, reprendre sans pitié chacune de ses inconséquences et de ses faiblesses et les tourner en ridicule ; laisser suivre son cours à la question militaire proprement dite, en gardant à l'esprit le fait que le parti ouvrier fera un

1 Karl Marx : Lettre au *Beobachter* de Stuttgart.

jour, lui aussi, son « organisation armée » allemande ; mais répondre à la réaction, à ses séductions hypocrites, par les fières paroles du *Chant de Hildebrandt*[1] : « C'est avec l'épieu qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe ! »

À vrai dire il n'y avait rien dans ce programme qui contredît la conception de Schweitzer. Schweitzer aurait pu même se réclamer d'Engels vis-à-vis de Herwegh, qui lui reprochait bruyamment de n'avoir pas accepté dans le *Social-Demokrat* un article sur la question militaire que lui avait envoyé Rüstow. Rüstow, sur cette question, avait un point de vue certes plus radical que celui de la bourgeoisie, mais sur le fond identique. Aussi, tout à fait logiquement, Herwegh s'attaquait presque aussi violemment à Engels qu'à Schweitzer. Si l'on veut découvrir la différence réelle d'opinion entre Engels et Schweitzer, il faut examiner d'un peu plus près les développements par lesquels Engels arrivait à ses conclusions.

Il décrivait les simagrées bonapartistes du gouvernement prussien et développait l'idée qu'*à supposer* qu'il octroie le suffrage universel, il l'assortirait de clauses telles que justement ce ne serait plus un suffrage universel. Il rappelait les expériences faites en France, qui en Allemagne donneraient quelque chose de pire encore. Le prolétariat allemand n'était pas aussi concentré que le prolétariat français et n'avait pas sa longue expérience de luttes. Et puis la règle en Allemagne n'était pas le petit paysan parcellaire, mais la grande propriété foncière ; si un tiers des prolétaires allemands étaient sous les ordres des capitalistes, les deux tiers restants étaient sous les ordres des seigneurs féodaux. *« Tant que le prolétariat agricole n'est pas entraîné dans le mouvement, le prolétariat des villes en Allemagne ne peut entreprendre et n'entreprendra pas la moindre chose, et le suffrage universel direct n'est pas une arme pour le prolétariat, mais un piège.*[2] » C'est là qu'Engels et Schweitzer divergeaient réellement. Ce qu'Engels écrivait ensuite sur ce sujet, à savoir que tout le mouvement ouvrier en Allemagne n'était que toléré, que le gouvernement pouvait à tout moment lui donner le coup de grâce, cela non seulement Schweitzer ne le contestait pas, mais ce fait incontestable était précisément le ressort de sa tactique. Il n'avait pas davantage émis d'objection quand Engels disait que la classe ouvrière ne devait aucune reconnaissance à la réaction quand celle-ci, par haine de la bourgeoisie, faisait des concessions sociales, telles que droit de coalition, inspection des fabriques, journée de travail légalisée, etc., ou à l'inverse quand il disait que, quand la classe

1 Le plus ancien poème épique allemand, conservé dans un manuscrit de l'an 800 environ.

2 Engels : *La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*.

bourgeoise trahissait les libertés bourgeoises, les ouvriers devaient poursuivre malgré tout l'agitation pour la liberté de la presse et le droit d'association, en dépit des bourgeois.

Schweitzer avait cherché à se sortir du mieux qu'il pouvait de la situation très compliquée dans laquelle l'avait placé le discours absurde de Becker à Hambourg. Il ne pouvait pas désavouer Becker s'il ne voulait pas voir aller à vau-l'eau tout ce qui tenait encore debout, aussi s'empressa-t-il à nouveau de mettre fin le plus vite possible au conflit de personnes. Dès que l'Association eut surmonté la crise, il s'abstint de toute attaque personnelle, tint toujours Marx et Engels en haute considération comme théoriciens importants et leur dénia seulement la capacité d'avoir un avis pertinent sur les possibilités pratiques du travail d'agitation en Allemagne. Pendant la crise elle-même, Hess, qui ne pouvait pas oublier la partie du *Manifeste communiste* sur le socialisme allemand, avait au passage attaqué l'ouvrage d'Engels dans une correspondance de Paris, que Schweitzer laissa passer. Lui-même répondit ensuite, après la crise, d'une manière tout à fait objective et digne, sans nommer Engels, de même qu'Engels ne l'avait pas nommé.

Schweitzer disait qu'il y avait deux objections à faire au suffrage universel. La première était que, même en l'appliquant de manière honnête et juste, en raison du degré réel d'éducation du peuple, en particulier de la population des campagnes, il pouvait devenir un soutien des forces réactionnaires. À cela il fallait avant tout répondre qu'il s'agissait moins, dans un premier temps, d'envoyer des majorités à la représentation nationale que de faire prévaloir la voix du peuple dans les organismes étatiques reconnus et pourvus d'une autorité formelle, ce qui, avec le système électoral des trois classes, était pratiquement impossible. On aurait déjà beaucoup, vraiment beaucoup gagné, si le parti ouvrier était représenté au Parlement, même en tout petit nombre.

La deuxième objection, à savoir que le suffrage universel, sans le complément correspondant de la pleine liberté de la presse et de la pleine liberté d'association, ne favorisait pas la cause du peuple mais la cause de ses oppresseurs, n'était pas vraiment un argument. Le parti ouvrier n'exigeait bien entendu le suffrage universel que comme couronnement logique de l'ensemble des droits inclus dans le concept d'un État libre ; un suffrage universel sans ces droits serait le misérable cadeau empoisonné d'une domination despotique ou arbitraire, hostile au peuple, cachée sous le manteau de la démagogie. Assurément, il restait alors encore la question de savoir si, face aux lois électorales existantes, même un tel droit de vote pourrait être salué comme un progrès relatif, un moindre mal.

On pouvait répondre à cette question par oui et par non. Par oui, si on considérait qu'avec un tel droit de vote on gagnait un important levier, toujours à condition que les masses se montrent particulièrement persévérantes. Par non, si on considérait que posséder un droit qui n'est pour l'essentiel qu'une apparence, pouvait pour le développement des masses devenir plus dangereux qu'être privé purement et simplement d'un droit important. « *Nous croyons aussi réellement qu'à l'intérieur de notre parti les opinions sont partagées sur le oui et le non. Mais – et cela est le principal – nous sommes en tout cas tous d'accord que, si quelque part le suffrage universel était donné par un gouvernement, sans que soient en même temps assurés les autres droits correspondants du peuple, la première et même l'unique utilisation de ce droit de vote devrait d'abord viser à obtenir et à consolider ces autres droits. Car c'est de liberté, avant tout de liberté que nous avons besoin.* » Si donc Engels avait pensé que l'octroi du suffrage universel par le gouvernement prussien n'était pas une arme, mais un piège, Schweitzer pensait qu'il était certes probable qu'il soit un piège, mais qu'il pouvait devenir une arme. Voilà quel était le fond de la divergence entre Marx et Engels d'une part et Schweitzer de l'autre.

Trois ans et demi plus tard, le 13 octobre 1868, Marx écrivait à Schweitzer : « *Je reconnais absolument l'intelligence et l'énergie avec lesquelles vous œuvrez dans le mouvement ouvrier. Cette opinion qui est la mienne, je ne l'ai jamais tue à aucun de mes amis.* » Et en ajoutant : « *Je n'ignore pas les difficultés de votre position et n'oublie jamais que chacun d'entre nous dépend davantage des circonstances que de sa volonté* », Marx admettait en d'autres termes la même idée au nom de laquelle Schweitzer, le 15 février 1865, avait demandé son indulgence : l'idée que *in concreto* il y a toujours dans les choses une certaine pesanteur. Dans sa position excessivement difficile, Schweitzer n'a pas toujours su observer les justes limites de sa tactique, comme par exemple dans certaines phrases des articles sur Bismarck, mais l'Histoire a confirmé la justesse de la tactique elle-même.

Un dernier conflit d'opinions sur les devoirs du parti ouvrier se développa à cette même époque entre Albert Lange et Schweitzer. La position conciliatrice qu'avait prise Albert Lange au congrès de Leipzig de l'Association, à l'occasion de son élection au comité directeur, l'incita dans ce cadre à s'exprimer sur la question ouvrière, pour ne pas s'exposer au reproche d'avoir une attitude ambiguë. Sa petite brochure était extraordinairement riche en remarques fines et pertinentes sur le mouvement ouvrier, mais souffrait de cette erreur fondamentale qu'Albert Lange s'en tenait fermement à la théorie malthusienne de la population, qui semblait recevoir une confirmation définitive avec la théorie de Darwin justement

en train de se répandre. Toutefois la formation de naturaliste de Lange offrait à sa pensée dans le domaine social un dernier garde-fou, qui permit à Lange d'éviter les conclusions corrompues que les économistes vulgaires avaient tirées, et tiraient, de Malthus.

Dans ses revendications pratiques, Lange était beaucoup plus proche de Lassalle que de Schulze. Il revendiquait un mouvement ouvrier totalement indépendant, une action autonome de la classe ouvrière, d'abord dans le domaine politique, ensuite dans le domaine des coopératives, des aspirations à l'éducation subordonnées et mises au service de cet objectif plus urgent qu'est la démocratisation de l'État par la liberté illimitée d'association et de presse, par l'instruction du peuple générale et gratuite dans toutes les matières communes et nécessaires aux citoyens, par l'appui financier et légal aux coopératives de production, et en particulier à la grande exploitation dans l'agriculture. Quant à l'efficacité du suffrage universel, Lange était plus sceptique que Lassalle, mais il admettait qu'il devait être accordé dès que les masses l'exigeaient et il reconnaissait aussi qu'il n'y avait pas de moyen d'agitation meilleur, plus juste et plus riche en perspectives, pour la réussite des idéaux sociaux. Avec ce programme, Lange était devenu inacceptable aux yeux de la bourgeoisie, et il ressentit d'autant plus amèrement la « *totale indifférence dans les cercles des ouvriers et de leurs porte-parole à l'égard de son texte* ». En effet Schweitzer parla de ce texte d'une manière passablement méprisante, qui était loin de rendre compte de son importance intellectuelle, et il semble aussi que Lange n'ait pas trouvé un accueil particulièrement amical quand il développa ses idées dans une conférence à la communauté de Duisburg de l'Association générale des travailleurs allemands.

Ce sort immérité de Lange peut s'expliquer pour une part par le fait que son texte apparut juste au moment où les esprits étaient profondément excités par la crise de l'Association. Mais pour une autre part cela tenait aussi au fait que Lange voulait être un conciliateur là où il n'y avait plus rien à concilier, même s'il assurait en toute bonne foi qu'il était loin de toute intention conciliatrice. Il a parlé à cette époque-là de la « *pseudo-social-démocratie néo-prussienne de Berlin* », pour ensuite, avec son habitude de rechercher un équilibre, parvenir à nouveau à une entente avec Schweitzer, si tant est que c'était possible.

Dans le *Messager du Bas-Rhin*, un journal trihebdomadaire que Lange publia de l'automne 1865 à l'été 1866 à Duisburg, il dénonçait comme une erreur, même si c'était une erreur excusable compte tenu des circonstances, que Lassalle ait considéré le système des coopératives trop exclusivement du point de vue petit-bourgeois et platement philistin de Schulze, et n'ait pas vu l'esprit authentiquement socialiste qui avait

poussé des racines dans les coopératives ouvrières anglaises, françaises et en partie aussi déjà allemandes. « *Lorsque les Juifs à leur retour de l'Exil bâtissaient leur temple, ils portaient dans une main l'épée et dans l'autre la truelle. C'est l'attitude que l'Association générale des travailleurs allemands et les coopératives devraient avoir entre elles. Leur mission n'est pas la même, mais elles se complètent.* » Comme cela ressortait déjà de sa publication sur la question ouvrière, c'était la véritable pierre d'achoppement que Lange rencontrait dans l'agitation de Lassalle. Lange ne voulait absolument pas gommer les contradictions, il voulait au contraire unir des choses qui se laissaient très volontiers unir. Mais il méconnaissait le droit à l'unilatéralisme, sans lequel il n'est possible de mener aucune action concrète d'envergure.

Schweitzer admettait sans difficulté que la prétendue erreur de Lassalle avait eu ses inconvénients. Mais c'est la raison pour laquelle elle était tout de même un avantage déterminant de son programme d'agitation. « *L'erreur inverse aurait été capable tout au plus de susciter une polémique sur un point de doctrine entre quelques spécialistes, mais pas de susciter une agitation enthousiaste chez les ouvriers.* » L'inconvénient que Lange déplorait se résorberait bientôt dans la pratique, et commençait déjà à se résorber. Cependant cela ne donnait en aucune manière le droit de nourrir l'illusion, encore bien insuffisamment combattue et surmontée, selon laquelle les coopératives reposant sur ce qu'on est convenu d'appeler « aide à soi-même » étaient aptes à amener une amélioration durable et profonde de la condition prolétarienne. Ce à quoi Lange ripostait qu'il y avait sans doute quelque chose de vrai dans cela, mais qu'il fallait tenir compte du fait que la maladie dont souffrait la masse des ouvriers n'était sans doute pas la surestimation de l'aide à soi-même, mais simplement l'indifférence. Ceux des ouvriers qui avaient rejoint les coopératives authentiques étaient de ce fait déjà plus proches des visées de l'Association générale des travailleurs allemands que les masses indifférentes.

Mais en même temps Lange s'élevait contre quelques observations tranchantes avec lesquelles Sonnemann s'était immiscé dans la discussion. Ce penseur capitaliste affirmait en effet que le congrès des associations ouvrières allemandes était la véritable social-démocratie, qui était en complet accord avec les sociaux-démocrates d'Angleterre, de France et d'Amérique, alors que l'Association générale des travailleurs allemands planait dans les airs avec sa politique fantasque de l'avenir, qui d'un côté exigeait le suffrage universel, donc la domination de la majorité, et d'un autre côté voulait déjà prescrire à cette majorité un programme socialiste déterminé. Lange lui riva son clou en lui disant que l'accord des associations ouvrières allemandes avec les sociaux-démocrates anglais, français

et américains n'était pas encore bien avancé, puisqu'elles commençaient à peine à s'émanciper de la direction timorée et étroite de Schulze, et qu'il fallait pour ce commencement rendre grâce à l'influence indirecte de l'agitation lassallienne. La politique de l'Association générale des travailleurs allemands n'avait rien d'inouï. Il était peu probable que les partisans de Lassalle comptent sur une victoire totale, au cas où on élirait un parlement au suffrage universel. « *Mais on peut affirmer que le caractère de l'assemblée parlementaire changerait si ne serait-ce qu'une demi-douzaine de sociaux-démocrates déterminés y entraient. Dès cette heure-là changerait aussi toute la manière de traiter la question sociale dans la presse.* » Mais c'était déjà quelque chose, d'autant que le système électoral des trois classes ne laissait passer aucun homme de cette tendance, quel que soit par ailleurs le résultat des élections.

Schweitzer put enregistrer ces remarques de Lange avec satisfaction. Sa discussion avec Lange en arriva au point où la discussion avec Engels en était arrivée, une preuve de plus qui montrait que ce point était le point central de tout le conflit qui s'enflamma après la mort de Lassalle et qui avait été tranché depuis longtemps par les ouvriers dans la pratique, avant que son écho s'éteigne sur le plan de la théorie.

3. Les travailleurs tranchent

La déclaration par laquelle Marx et Engels renonçaient à collaborer au *Social-Demokrat* parut dans le numéro 29 du journal. Ce bref laps de temps avait suffi pour permettre à cet arbrisseau de croître si solidement qu'il tint bon dans la violente tempête.

Les triomphes que la fin de l'année 1864 avait apportés à la cause ouvrière se poursuivirent sans interruption au début de l'année 1865. Bernhard Becker n'était pas un habile agitateur mais, lorsqu'en janvier il rendit visite aux districts tisserands de Silésie, son apparition suffit pour gagner plus de 1 000 membres à l'Association ; il y eut vite là-bas dix communautés, parmi lesquelles l'une alignait 500 membres, une autre 400, la plupart plus de 200. Le nouveau comité de la région du Main appela pour le premier dimanche de février à une grande assemblée à Mayence, dans la Salle de marbre du prince électeur, où 2 000 ouvriers se prononcèrent avec enthousiasme pour les principes de Lassalle. Auparavant déjà, Hillmann avait mené un raid audacieux sur Remscheid, Hagen, Iserlohn, avec un succès éclatant ; parmi les membres nouvellement gagnés se trouvaient Hasenclever et Tölcke.

Le développement de l'association à Iserlohn retint pendant quelques mois l'attention publique, bien au-delà des cercles de l'Association. Dès l'instant qu'un bureaucrate décidait d'étendre l'arbitraire policier comme

bon lui plaisait, il en résultait alors qu'aucune limite n'était mise à ce bon plaisir. Le maire Hülsmann avait tout simplement décidé de ne pas laisser le mouvement ouvrier s'implanter à Iserlohn ; où qu'il crût en apercevoir une lueur, il déclenchait interdictions, persécutions et arrestations. Entre autres, il avait ordonné aux policiers chargés de ce contrôle de dissoudre toute assemblée où on parlerait « d'ouvriers » ou « d'associations ouvrières ». La haute bureaucratie regardait naturellement avec satisfaction cet arriviste de confiance. Cependant Tölcke sut le faire filer doux, même s'il dut sans doute, contre les grands maux, utiliser parfois les grands remèdes.

Ainsi, le 22 mars, il fit envoyer par « l'association ouvrière d'Iserlohn » un télégramme de félicitations pour l'anniversaire du roi Guillaume et appela pour le soir à une « rencontre festive » de ses membres pour accueillir la réponse du roi. Elle arriva très ponctuellement de sa très gracieuse majesté, mais les fonctionnaires de police en interdirent la lecture publique, parce qu'elle était adressée à une « association ouvrière » et que ce mot, subséquemment aux ordres du magistrat municipal, ne devait pas être prononcé en public. Maintenant c'était au landrat d'intervenir, qui n'osa pas interdire cette lecture et ainsi, contre son gré, donna une rude claque au fidèle valet Hülsmann. Il est impossible d'énumérer tous les coups par lesquels Tölcke poussa à bout le maire ; en septembre 1865, le pauvre diable était arrivé à un point tel qu'il dérailla carrément et adressa aux débits de boissons et auberges d'Iserlohn un oukase menaçant de leur supprimer la licence d'exercice « *dès qu'ils toléreraient dans les salles où ils exerçaient leur profession Karl Wilhelm Tölcke, ancien employé aux écritures privé et maintenant sans activité, ou procureraient au susdit, de quelque manière que ce soit, nourriture ou boisson* ». Affirmer ne pas connaître la personne du dénommé Tölcke ne serait pas admis comme excuse. Il était certes possible d'élever un recours en justice contre cette disposition mais ceux qui se sentiraient gênés par cela perdraient l'autorisation de continuer l'activité professionnelle « *parce que ces personnes n'offraient pas de garantie suffisante pour exercer réglementairement une activité professionnelle.* » Même la police prussienne mourait de cet excès de ridicule. Tölcke put bien vite accuser réception dans le *Social-Demokrat* de quantité de charcuteries de Westphalie et autres dons charitables qui lui avaient été envoyés par des bourgeois amis de la plaisanterie, pour l'empêcher de mourir de faim.

Mais surtout, l'agitation commençait maintenant à s'étendre à Berlin. Lassalle, dans son discours de Ronsdorf, avait déjà dit que l'association ouvrière de Berlin commençait à se montrer indocile à l'égard du Parti du Progrès. On avait pris cela pour une vantardise de sa part, mais après

sa mort il apparut que ce n'en était pas une. Plus la grande industrie se développait, plus l'exigence de la liberté de coalition s'imposait de façon pressante aux ouvriers ; si le Parti du Progrès avait été bien avisé, il serait intervenu à temps pour défendre cette suite logique de sa théorie du libre-échange. Mais, coutumier des demi-mesures, comme le philistin de 1848, il voulait la République avec le grand-duc. Cette fameuse Association centrale pour le bien-être des classes laborieuses, qui était dominée par les manchestériens, décida en octobre 1864 une campagne d'agitation sur la liberté de coalition, mais une liberté de coalition avec muselière : on devait établir des dispositions pénales particulières contre son emploi abusif. Les ouvriers qui assistèrent aux délibérations virent bien le but visé mais, avant qu'ils aient eu le temps d'exprimer leur désaccord, le vénérable Gneist leur ôta la parole par un artifice de procédure, et l'Association centrale se prononça pour une liberté de coalition qui en réalité n'en était pas une. Le mécontentement qui en résulta continua à gagner dans le monde du travail et l'association ouvrière de Berlin appela à une assemblée de masse pour le 22 janvier 1865 à la Salle de concert, pour protester contre les décisions de l'Association centrale, et en particulier contre toute restriction de la liberté de coalition qui ne résultait pas des lois générales du pays.

Très habilement, le *Social-Demokrat* se joignit à ce mouvement. Sans dissimuler que la liberté de coalition était une simple suite logique du régime économique libéral, et n'avait rien à voir avec le socialisme, il la défendit comme un droit inaliénable de la classe ouvrière. Les députés progressistes avaient été invités à l'assemblée ouvrière du 22 janvier ; cependant à peine une vingtaine se présentèrent et, parmi ces grands représentants du peuple, pas un seul ne trouva ne serait-ce qu'un mot qui eût réchauffé le cœur des ouvriers. Ils cherchèrent à sauver la mise, en transformant les promoteurs de l'Association centrale en nobles amis du genre humain, et affirmèrent que les ouvriers ne devaient pas s'étonner si le Parti du Progrès défendait aussi d'autres intérêts que les intérêts ouvriers. Les ouvriers déclarèrent clairement dans leurs discours qu'ils commençaient à en avoir assez des dirigeants progressistes. Le rapporteur Dittmann déclara que le culte des nobles amis du peuple était de l'idolâtrie, que les ouvriers ne voulaient pas rester plus longtemps sous des lois d'exception, que le suffrage universel avait peut-être été surestimé par Lassalle, mais qu'il était tout de même le droit de la classe ouvrière, et qu'un droit devait rester un droit. Voilà comment parla cet ouvrier, le même qui moins de deux ans plus tôt avait présidé le tribunal de la Sainte-Vehme contre Lassalle. L'assemblée approuva à l'unanimité la protestation proposée par Dittmann, et Schulze ainsi que Faucher

condescendirent alors à demander réellement à la Chambre des députés la suppression des articles 181 et 182 de la législation professionnelle prussienne de 1845, le premier interdisant la coalition des entrepreneurs et le second la coalition des ouvriers.

Mais à ce moment-là le *Social-Demokrat* se dressa, et mit à jour le jeu déplacé que par cette demande on jouait avec les ouvriers. Schulze et Faucher passaient sous silence les articles 183 et 184 de la législation professionnelle, qui menaçaient d'amendes ou de prison, le premier l'alliance entre ouvriers de fabriques, compagnons, manœuvres ou apprentis, le second la violation par eux des contrats relevant du droit civil ainsi que leur désobéissance impudente et leur rébellion opiniâtre. Bernhard Becker donna aux fondés de pouvoir de l'Association générale des travailleurs allemands la consigne d'appeler partout à de grandes assemblées ouvrières, et de leur faire voter que la demande Schulze-Faucher ne satisfaisait pas les justes revendications de la classe ouvrière, que les ouvriers devaient revendiquer la liberté illimitée de coalition et exiger la suppression de toutes les dispositions d'exception contenues contre eux dans la législation professionnelle.

La tentative des auteurs de cette demande de justifier leur coup perfide ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Schulze disait que le paragraphe 183 avait déjà été supprimé par la Constitution, qui autorisait toutes les associations dont l'orientation n'allait pas à l'encontre des lois pénales ; le supprimer expressément, cela revenait à mettre en doute la validité juridique de la Constitution et à porter atteinte aux droits fondamentaux les plus sacrés du peuple. Ces arguties étaient tout au plus une triste démonstration de ce que ces gens osaient offrir aux ouvriers. Selon la jurisprudence du Tribunal suprême, tout aussi condamnable que formellement valable, les principes généraux de la Constitution n'annulaient pas des lois spéciales restrictives. La suppression du paragraphe 183 ne portait aucunement atteinte au « droit fondamental sacré », mais écartait seulement une chausse-trape qui rendait le droit d'association du prolétariat encore plus illusoire que le droit d'association de la bourgeoisie. De plus, Schulze disait que le paragraphe 184 était sans doute haïssable, mais qu'on ne pouvait pas se contenter de le supprimer seul, qu'il fallait le supprimer en même temps que toutes les restrictions qui s'opposaient encore à la liberté personnelle. Si Schulze était réellement assez borné pour croire sincèrement à cette échappatoire, la *Volks-Zeitung* était en tout cas encore plus sincère quand elle déclarait que le Parti du Progrès voulait que la violation de contrat continue à être sanctionnée pénalement, bien sûr pour les seuls ouvriers. Elle avait la bonté de reconnaître que le paragraphe 184 pouvait être adouci dans ses dispositions pénales,

mais un ouvrier qui violait un contrat commettait un délit et tout délit devait être sanctionné. Seuls des « meneurs ignorants » pouvaient affirmer que la sanction pénale de la violation de contrat avait quelque chose à voir avec la liberté de coalition et *« voyez, voyez, voyez, vous les ouvriers : ce sont des gens de cette espèce, oui de cette espèce, qui vous excitent contre des hommes qui mettent tout leur savoir, leur sagesse et leur soin à défendre votre cause. »*

Le jour même où cette indignation morale se donnait libre cours, ces « hommes avec tout leur savoir, leur sagesse et leur soin » décidèrent de faire ce que les « meneurs ignorants » demandaient : la commission de la Chambre des députés qui devait discuter de la demande Schulze-Faucher l'étendit aussi aux paragraphes 183 et 184. Au claquement de fouet du *Social-Demokrat*, les tribuns progressistes sortirent brutalement de leur avachissement capitaliste. Faucher avoua en soupirant que « l'extension préoccupante du mouvement » ne permettait pas d'hésiter plus longtemps. Puis au milieu de février la Chambre des députés en vint au célèbre débat de trois jours sur le droit de coalition qui, parmi cette représentation des sacs d'argent, suscita une cacophonie digne de la tour de Babel. Schulze criait : *« Ne lâchez pas le fauve ! »*, Faucher déclarait que les trade-unions étaient un vestige réactionnaire des corporations moyenâgeuses, Leonor Reichenheim jouait à l'innocent persécuté et célébrait les fabricants de textile silésiens comme les plus fervents bienfaiteurs de l'humanité souffrante. Un quatrième héros progressiste promettait que les coopératives de Schulze transformeraient, l'un après l'autre, les ouvriers en bourgeois aisés ; un cinquième pensait à l'inverse qu'il était possible d'aider les ouvriers en tant qu'individus, mais pas la classe ouvrière ; un sixième provoqua des éclats de rire en disant par plaisanterie qu'Albert Lange était à Lassalle ce que Knipperdolling[1] était à Mahomet. Grisée par ces triomphes oratoires, la majorité progressiste voulut ensuite approuver la demande de la commission, mais lorsqu'elle regarda son œuvre de plus près, il s'avéra que, ayant mal compris la question parfaitement claire du président, elle avait seulement décidé la suppression des articles 181 et 182. Rien de plus naturel que les ouvriers aient suspecté dans ce ridicule incident une perfide volte-face, cependant le *Social-Demokrat* les tranquillisa. Il écrivit que, pour sûr, dans une assemblée ouvrière on ne pouvait commettre une gaffe de ce genre, mais que cette fois-ci l'intervention énergique des ouvriers avait radicalement exorcisé la mauvaise volonté des progressistes ; que ces grands parlementaires avaient seule-

1 Knipperdolling : chef des anabaptistes de Munster, exécuté en 1536.

ment voulu démontrer que, dès que cessait leur mauvaise volonté, commençait leur incompétence.

Le Parti conservateur et le gouvernement ne se sortirent pas mieux que les progressistes de la discussion sur le droit de coalition. Wagener enfourcha son dada poussif de suffrage universel, mais atrophié sous la forme du système électoral des trois classes, et fit sa fameuse demande d'exhorter le gouvernement à prendre l'initiative dans la solution de la question sociale. Bismarck délira sur les rois des Gueux, qu'effectivement les Hohenzollern avaient dû être à l'origine. En revanche le ministre du Commerce, von Itzenplitz, déclara officiellement que le gouvernement était prêt à accorder la liberté de coalition, mais que pourtant c'était encore loin de suffire ; une commission réunissant des entrepreneurs et des ouvriers devait être constituée pour discuter dans quelle mesure, en favorisant le système moderne des coopératives, les associations de consommation, de crédit et de production, on pourrait améliorer *« matériellement de manière sensible la situation de la classe laborieuse »*. Le *Social-Demokrat* prit cette déclaration au sérieux, ou fit semblant de la prendre au sérieux, pour s'en servir contre le Parti du Progrès, et c'est ce point que Marx devait trouver choquant dans la position de Schweitzer sur le mouvement de coalition. À part cela, cette position était tout à fait conforme aux conceptions que Marx avait souvent énoncées.

Dans le *Social-Demokrat* de cette époque, on ne peut trouver la moindre trace d'une tendance au sectarisme. Partout il se liait aux mouvements réels de la classe ouvrière pour défendre énergiquement les intérêts prolétariens. Drapiers de Burg, bonnetiers d'Apolda, compositeurs-typographes de Leipzig, partout où s'éveillait la lutte pour de meilleures conditions de travail, il prenait fait et cause pour elle. En particulier la grève des typographes de Leipzig au printemps de 1865 eut un grand retentissement ; c'était le premier arrêt de travail en Allemagne qui pouvait prendre une certaine ampleur, parce dans le royaume de Saxe il existait depuis quelques années un certain degré de liberté de coalition. Les typographes se battaient pour une augmentation de salaire dont ils obtinrent seulement la moitié après dix semaines de lutte ; leur force fut brisée parce que les propriétaires d'imprimeries réussirent à faire venir des briseurs de grève en nombre suffisant. Le *Social-Demokrat* fut pratiquement le seul journal en Allemagne à ne pas combattre et à ne pas insulter les typographes en grève, et tout bonnement le seul à défendre leur cause avec constance et habileté. De la manière la plus éloquente, ce journal faisait ressortir avec insistance aux yeux des ouvriers combien les procédés des briseurs de grève était condamnables, et c'était quelque chose d'important à une époque où Sonnemann et autres amis

des ouvriers vantaient l'action des briseurs de grève comme hautement méritoire, faisaient par exemple l'éloge des maréchaux-ferrants de Francfort qui avaient joué les jaunes pour paralyser une grève de maréchaux-ferrants parisiens.

Ce cours des choses explique parfaitement pour quelle raison la masse de l'Association générale des travailleurs allemands se prononça pour la tactique de Schweitzer. Il n'y avait là nulle sympathie pour sa personne ; Schweitzer était toujours très peu aimé des ouvriers ; l'assemblée générale de Düsseldorf ne le réélut pas au comité directeur après que le tirage au sort l'en eut fait sortir, et la reconnaissance du *Social-Demokrat* comme organe de l'association ne s'était pas faite non plus sans discussions interminables. Les masses ouvrières furent uniquement guidées par leur instinct naturel de classe quand elles reconnurent la tactique de Schweitzer comme la plus utile aux intérêts prolétariens. Le prétendu « flirt avec la réaction » ne les effrayait absolument pas. La politique de la bourgeoisie libérale avait engendré dans le prolétariat un tel dégoût de ce parti que Schweitzer pouvait, à cette époque et plus tard, rejeter à bon droit le reproche d'avoir excité les ouvriers contre l'opposition bourgeoise, et il pouvait dire avec raison que, bien loin d'attiser la haine contre le Parti du Progrès, il la réfrénait plutôt assez souvent pour des raisons de bon sens politique.

La première décision en faveur de sa tactique fut prise dans un congrès ouvrier de Rhénanie-Westphalie qui se tint à Barmen le 12 mars, et où avaient été envoyés des délégués de Düsseldorf, Elberfeld, Wermelskirchen, Solingen, Iserlohn, ainsi que de quelques communautés plus petites. On en vint à la conclusion que les ouvriers pouvaient être vraiment satisfaits de l'attitude du *Social-Demokrat,* vu qu'il préservait totalement l'indépendance du parti ouvrier ; on consentit aussi à attendre d'abord les propositions du gouvernement sur la question ouvrière avant de se prononcer sur ce sujet ; il n'était absolument pas impossible que le gouvernement abroge le système électoral des trois classes et le remplace par le suffrage universel. Parmi les trois orateurs qui approuvèrent cette résolution, deux comptaient au nombre des vieux révolutionnaires du temps de la *Nouvelle Gazette rhénane* : Hillmann et puis Röser, qui n'avait pas abandonné la cause communiste, à la différence de Becker et Bürgers avec lesquels il avait été condamné dans le procès des communistes[1]. La résolution du congrès de Rhénanie-Westphalie rencontra petit à petit l'approbation de toutes les communautés. La deuxième fête anniversaire de l'Association, qui fut célébrée le 23 mai 1865 à Francfort et à laquelle

1 Procès des communistes de Cologne, 1849-1850.

trente-deux communautés envoyèrent des délégués, se déroula d'une manière exaltante. Au même moment, le *Social-Demokrat* annonçait qu'à partir du 1er juillet, il paraîtrait quotidiennement.

Bien sûr il y avait encore une opposition, qui donna naissance à des communautés oppositionnelles séparées à Berlin, Altona, Cologne, Solingen, Mayence et dans un certain nombre d'autres localités. Elles trouvèrent un organe commun dans *L'Étoile du Nord*, qui s'était mis à la disposition de la comtesse Hatzfeldt. Si aujourd'hui encore on veut avoir une preuve, pour ainsi dire physique, de la raison pour laquelle la tactique de Schweitzer devait vaincre, il suffit de comparer le *Social-Demokrat* et *L'Étoile du Nord* de 1865. Dans le premier apparaît, plein de fraîcheur pétillante, tout ce qui était vivant et mouvant dans le monde du travail de l'époque, dans le second on en discerne seulement quelques esquisses obscurément confuses. Il y avait un sens profond dans les paroles de Lassalle, quand il disait que l'esprit des masses, conformément à leur situation de masses, était toujours dirigé vers des buts positifs, des buts concrets, que les voix d'individus bruyants, ne pensant qu'à leur ego, se perdaient sans être seulement entendues dans ce concert de voix. Combien il y en eut, de ces voix, à résonner dans *l'Étoile du Nord* sans laisser de traces ! Pour ne citer que les noms les plus connus, plus les déclarations de Herwegh et Rüstow étaient creuses plus elles étaient pompeuses. Les ouvriers n'avaient rien à faire non plus que Martiny, qui ne s'était jamais soucié de l'association, trempe la plume dans l'encre pour la première fois maintenant, pour expliquer qu'il se retirait. Même les « quatre vérités » dont l'honnête Johann Philipp Becker accabla le « petit Bernhard », dans toute une série de numéros, ont dû lasser à la longue. Ce vieux lutteur essaya au moins d'organiser les communautés d'opposition. Mais ses efforts n'aboutirent qu'à leur écroulement complet. La comtesse Hatzfeldt s'éleva avec la plus extrême violence contre son projet de transformer la présidence de l'association en un directoire de trois membres contrôlé par un comité de onze membres, et l'affaire se perdit dans les sables après une ou deux assemblées de délégués qui se tinrent à Leipzig, dont il ne sortit rien. Les débris de l'opposition revinrent ensuite rapidement pour la plupart à la vieille maison.

Tout cela ne concernait pas Marx et Engels. Liebknecht en revanche se heurta très vite, dans la communauté oppositionnelle de Berlin, aux partisans de la comtesse Hatzfeldt, avec lesquels naturellement il ne pouvait d'aucune manière se mettre d'accord. En outre, dans l'association d'aides-typographes, il faisait des conférences sur la guerre des paysans, dont le *Social-Demokrat* fit un compte rendu élogieux et objectif. Pendant l'été 1865 Liebknecht fut expulsé de l'État prussien, comme à peu près

à la même époque Bernhard Becker. La réaction féodale veille toujours maternellement à faire comprendre au mouvement ouvrier la nécessité de faire bloc solidement, en se montrant également brutale envers ses diverses tendances.

4. Tactique et organisation

Le débat sur le droit de coalition n'était pas le seul point sur lequel l'opposition bourgeoise à la Chambre des députés se couronnait de curieux lauriers. Dans la question du Schleswig-Holstein, elle n'avait plus aucun programme et dans le conflit constitutionnel bien moins encore. Même avec ses discours chauffés à blanc elle n'avançait plus. Quand Gneist traita aimablement le ministre de la Guerre de « parjure marqué du signe de Caïn » et que Roon riposta sèchement que Gneist était un type « impudent », le criminel fit humblement amende honorable et le vice-président von Unruh, qui venait juste d'entrer en fonction, se contenta de prendre l'air interloqué d'un matou qui entend le tonnerre.

Dans toute cette désolation, le vieux Ziegler, qui s'était laissé attirer là-dedans, prit un coup de sang et, dans le discours le plus bouleversant qui ait jamais été entendu dans ces lieux, il lança au Parti du Progrès les paroles amères d'Armand Marrast : *« La perversité vous est montée au cerveau, vous n'êtes plus capable de penser correctement. »* Dans la *Réforme de Berlin*, Guido Weiss écrivait à propos de ce discours : *« Commençant de façon anodine, se poursuivant agréablement, faisant même digression dans les images chatoyantes du vécu, soudain il sauta et bondit sur l'auditeur souriant et lui donna un vigoureux coup de griffe – on ignore si ce fut à la poitrine ou seulement à la panse. »* Hélas ! Ce ne fut qu'à la panse. En sept lignes inintelligibles, la *Volks-Zeitung* fit le silence sur ce discours et dans le *Journal d'Elberfeld* un correspondant parlementaire officieux laissa entendre que Ziegler était le comique de l'Assemblée ; certes cela ne menait pas à grand-chose, mais c'était tout de même distrayant. Il n'était plus possible de remuer ce marais, même en le fouettant à coup de verges.

Après que la session du Landtag se fut terminée en juin au milieu de la discorde habituelle, le Parti du Progrès voulut, comme d'habitude, entrechoquer les verres pour fêter les exploits qu'il n'avait pas accomplis. Mais cette fois-ci Bismarck contrecarra ses desseins, soit parce qu'il ne pouvait pas maîtriser sa brutalité innée – ce qu'on est toujours autorisé à supposer chez lui – soit, comme plus d'un le pensait à cette époque, parce qu'il pâtissait lui-même de l'état lamentable de cette opposition et qu'il voulait la pousser à quelque action, pour mieux convaincre le roi qu'il était indispensable au salut de l'État. Le 11 juillet, le préfet de police de Cologne interdit une fête des députés qui devait avoir lieu dans la capitale

rhénane les 22 et 23 juillet. L'interdiction relevait du pur arbitraire policier, elle était privée de tout fondement juridique, et même de la moindre apparence de fondement. On eut alors l'impression que pour une fois le Parti du Progrès voulait enfin réagir énergiquement. Le comité des fêtes de Cologne, à la tête duquel se trouvait le conseiller municipal Classen-Kappelmann, déclara publiquement que la fête aurait lieu quoi qu'il arrive et, parmi les 250 députés, 160 promirent leur présence, certains d'entre eux dans des lettres très virulentes.

Le *Social-Demokrat* se hâta à son tour d'exhorter les ouvriers à apporter un soutien vigoureux au Parti du Progrès, dans une circonstance où ce parti voulait défendre concrètement un droit bourgeois. Sur ordre de Bernhard Becker, partout en Allemagne où l'Association générale des travailleurs allemands était représentée, de grandes assemblées ouvrières eurent lieu le 23 juillet, dans lesquelles les ouvriers promirent au Parti du Progrès toute leur sympathie et leur soutien énergique dans la défense du droit d'association légalement en vigueur. Dans les assemblées berlinoises, sur demande de Schweitzer, un comité permanent fut constitué pour discuter des étapes suivantes et ce comité, dans lequel toutes les associations ouvrières berlinoises étaient représentées, appela à une assemblée de masse pour le 30 juillet à l'Alhambra. Entre-temps, presque tous les jours le *Social-Demokrat* était saisi par la police, les communautés de Berlin et de Magdeburg étaient dissoutes pour prétendue infraction à la loi d'association et Bernhard Becker recevait l'ordre de quitter le territoire prussien sous vingt-quatre heures. Il y eut d'autant plus de monde à l'assemblée du 30 juillet. Elle protesta énergiquement contre l'expulsion de Bernhard Becker et de Liebknecht, ainsi que contre toute atteinte au droit d'association.

L'opposition bourgeoise était bien loin de manifester une semblable énergie. Au lieu des 160 députés qui avaient promis de venir, quatre-vingts seulement parurent à Cologne. Il manquait en particulier le président de la Chambre des députés. À la place, Grabow avait envoyé son buste qui pesait 45 livres, pour qu'on lui adresse vivats et toasts. La tête manquait chez les hôtes tout comme chez les invités : Classen-Kappelmann avait passé la frontière belge pour les deux jours de la fête, par crainte d'une possible arrestation. Vis-à-vis du public, on enjoliva cette façon héroïque de déguerpir en prétextant que l'arrestation de cet homme aimé du peuple pourrait provoquer des troubles sanglants, qu'il fallait éviter à tout prix. En secret, les grands prêtres s'étaient mis d'accord que, après l'arrestation de Classen-Kappelmann, les quelques douzaines de députés qui avaient fini par paraître se volatiliseraient aussi. Armée et police empêchèrent ensuite le banquet de Cologne. Le lendemain, les partici-

pants à la fête prirent le vapeur pour Oberlahnstein, où ils festoyèrent, sans en être empêchés par l'armée de Nassau, qui se mit en mouvement trop tard. On n'alla toutefois pas jusqu'à une protestation contre les méthodes de la police, mais on s'en tint à une lettre de remerciement à Classen-Kappelmann, que seuls quarante-six députés osèrent signer. Le professeur Eckardt, démocrate d'Allemagne du Sud qui s'était rendu à Cologne pour admirer les actes héroïques promis par les progressistes, écrivait, mi-amusé mi-révolté : « *Bismarck, dors en paix ! Ces messieurs ne font pas de révolution, ils veulent être fêtés tout simplement ; mais t'opposer une résistance - non ! Du moins jamais active, toujours verbale.* » Et, plus amer encore, l'historien libéral Baumgarten, qui vivait alors à l'étranger, écrivait : « *Je souhaiterais que les messieurs qui avaient mis en scène cette fête aient été dans les semaines suivantes, à l'étranger, témoins du mépris avec lequel les nations d'Europe parlèrent de l'Allemagne.* » De l'Allemagne, c'est-à-dire de la bourgeoisie allemande.

Car les ouvriers allemands, eux, avaient fait pleinement ce qu'ils avaient à faire, sans se soucier de la gratitude de la bourgeoisie, qu'ils avaient aussi peu réclamée que reçue. À Berlin, la *Volks-Zeitung* ronchonnait sur le fait que les partisans de Schulze parmi les ouvriers, pour leur intérêt commun, agissaient en commun avec les partisans de Lassalle ; à Cologne, les braves bourgeois de la ville arrachaient les affiches qui dans la rue invitaient les ouvriers à une assemblée de protestation ; et à Francfort Sonnemann laissait éclater une joie maligne en écrivant : « *Les sociaux-démocrates jouent leur va-tout et perdront la partie.* » Aux yeux de ces froussards de bourgeois, qui ne tremblaient que pour le capital investi dans leurs journaux, la partie fut sans doute perdue quand le *Social-Demokrat* fut saisi presque coup sur coup douze fois par la police et reçut à peu près autant d'inculpations, en vertu de tous les paragraphes élastiques possibles, qui rapportèrent au rédacteur responsable Schweitzer seize mois de prison et la perte des droits civils et politiques pour un an. Mais politiquement la partie était gagnée, et bien gagnée. Aucun journal en Allemagne n'avait, et de loin, défendu le droit d'association menacé avec la même persévérance et le même courage que le *Social-Demokrat* ; dans ce combat, comme auparavant déjà dans le combat pour le droit de coalition, les ouvriers avaient trouvé dans le *Social-Demokrat* un guide sur lequel on pouvait compter tout autrement que sur l'ensemble de la presse progressiste. Le brusque revirement des ouvriers se voyait si nettement que, lorsque l'association d'éducation ouvrière de Berlin sollicita Schulze-Delitzsch pour qu'il fasse une conférence publique le 1er octobre à l'Alhambra, celui-ci n'accepta qu'à la condition qu'il n'y ait aucune discussion à la suite de son exposé.

À l'abri de toute opposition gênante, Schulze conclut sa conférence par la délicate remarque que la place de tous les socialistes était à l'asile de fous. Saisissant la balle au bond, Schweitzer convoqua les ouvriers berlinois les 8 et 15 octobre, toujours à l'Alhambra, pour leur exposer le programme socialiste dans une totale liberté de discussion, pour prouver qu'il n'était justement pas aussi fou que Schulze l'affirmait. Les ouvriers vinrent cette fois en foule. Ils s'aperçurent vite qu'on leur servait un tout autre mets que les ritournelles de Schulze, et leur intérêt s'accrut si vite que le comité ouvrier permanent qui avait été constitué à la fête de Cologne appela pour le 6 novembre à une assemblée de masse à l'Alhambra, pour débattre des « deux principaux courants dans la question sociale ». Le comité invita d'un côté Schulze-Delitzsch, Faucher, Prince-Smith et Michaelis, et de l'autre Schweitzer et Wuttke. Schulze et Faucher étaient en voyage, Wuttke était retenu ailleurs, tandis que Michaelis et Prince-Smith refusèrent hautainement de venir. Schweitzer ne trouva dans l'assemblée comble plus aucun adversaire qui pût un tant soit peu se mesurer avec lui. Il estima tout à fait correctement son succès en disant que, face au fatras de préjugés que répandait la classe dominante, il était certes difficile de faire aux ouvriers un exposé méthodique des principes socialistes mais que, dès l'instant où cela pouvait avoir lieu, ces principes s'imposaient de plus en plus résolument avec une force invincible. À côté de ces assemblées générales ouvrières, Schweitzer tint, pour remplacer les communautés dissoutes par la police, des assemblées libres d'ouvriers sociaux-démocrates, auxquelles assistèrent quatre cents à cinq cents personnes. Malheureusement, cette agitation riche en perspectives fut vite interrompue par l'arrestation de Schweitzer, qui se produisit dans les derniers jours de novembre, juste après sa première condamnation.

En plus de tout cela, le Parti du Progrès commençait à avoir peur. Juste après la mort de Lassalle, comme Albert Lange en témoigne, ses chefs avaient donné le mot d'ordre de faire silence sur le mouvement ouvrier, mais cela ne les avait pas menés bien loin. Ensuite ils voulurent contrebalancer la profonde impression que la défense du droit d'association par le parti ouvrier avait suscitée dans toute l'Allemagne, en répandant la rumeur que les cercles féodaux avaient organisé une collecte en faveur de Schweitzer et de Hofstetten. Cette lamentable calomnie, lancée deux fois anonymement dans les journaux progressistes, par deux fois tomba à plat. Le troisième à la reprendre fut le vaillant Eugen Richter après l'arrestation de Schweitzer et, à l'aide de phrases décousues tirées de déclarations personnelles échangées au cours de la crise de l'Association générale des travailleurs allemands, il prépara une mixture de commérages désolants, qu'il publia anonymement sous le titre *Histoire du Parti*

social-démocrate en Allemagne depuis la mort de Lassalle. Le pamphlet était aussi méchant que le caractère de son auteur, cependant il fut malgré tout envoyé à grands frais par le Parti du Progrès à toutes les associations ouvrières auxquelles il avait accès. Friedrich Stephany, plus tard digne compère d'Eugen Richter en matière d'insultes proférées contre la classe ouvrière, refusa alors, en tant que président de l'association des artisans des faubourgs, de diffuser parmi ses membres ce texte ordurier dont on lui avait envoyé gratuitement un paquet ; entre autres propos flatteurs pour son auteur, il disait dans une déclaration publique : « C*ette prétendue histoire du Parti social-démocrate se présente comme une diffamation extrêmement pénible, sinon carrément répugnante, envers quelques personnages du Parti social-démocrate, tout particulièrement envers le rédacteur en chef von Schweitzer qui est actuellement en prison et ne peut donc même pas se défendre.* » Si un faux ami des travailleurs parlait ainsi, on comprendra facilement le sort réservé à ce torchon quand il tomba entre les mains d'authentiques ouvriers.

Ce fut peine perdue : « le roi du royaume social » était dans l'obligation de sortir une réfutation « scientifique » du socialisme, s'il voulait encore en imposer aux ouvriers. Sous le titre *La suppression du risque commercial par M. Lassalle*, Schulze-Delitzsch publiait maintenant sa réponse au *Bastiat-Schulze* de Lassalle, presque deux ans après la parution de cet ouvrage. Mais il n'était pas vrai cette fois que tout vient à point à qui sait attendre. Certes Schulze pinailla sur tel ou tel désaccord à propos des associations de production bénéficiant de l'aide de l'État, dans la mesure où cette revendication de Lassalle était encore entachée d'un ultime reste de socialisme petit-bourgeois, mais l'apôtre de l'épargne ne parvint à ce mince succès qu'en laissant croire que Lassalle avait prévu ses revendications pour la société capitaliste, pour le monde des économies individuelles bâties sur le capital et la spéculation. Sinon, les deux « pensées » sur lesquelles reposait l'ouvrage de Schulze se comportaient comme deux clowns au cirque : elles s'administraient des claques retentissantes. Pour vanter son aide à soi-même, Schulze déclarait que le sort économique de chacun dépendait avant tout de ses aptitudes et de ses qualités personnelles ; pour sauver le gain de l'entrepreneur, il expliquait inversement que celui qui risquait travail et fortune dans une affaire courait constamment le danger de perdre les deux et que le profit du capital devait dédommager ce risque toujours présent. Évidemment, la presse bourgeoise donna quitus de ce scribouillage en le qualifiant de « brillante réfutation » de Lassalle mais, là où il devait en principe exercer de l'effet, il subit une critique foudroyante.

Sous l'influence intellectuelle de l'agitation sociale-démocrate, les associations d'éducation ouvrière se montraient de moins en moins dociles. Déjà à leur troisième congrès, qui se réunit en août 1865 à Stuttgart, elles avaient adopté la résolution que chaque ouvrier devait agir en faveur du suffrage universel. Or voilà que leur organe, le *Journal ouvrier de Cobourg*, qui avait toujours si vaillamment injurié Lassalle et avait toujours été si bien disposé à l'égard de Schulze, se mettait à démolir le dernier ouvrage de celui-ci comme un charivari de mesquineries incorrigibles et de tromperies sournoises. Il concluait son commentaire : *« En vérité, même le critique impartial a le plus grand mal à ne pas soulager son sens de la justice offensé par des explosions excessives de l'indignation la plus méritée et par des accusations de mauvaise foi intentionnelle. Mais comment donc M. Schulze peut-il seulement en venir à pareilles choses, qui touchent si profondément la conscience humaine ? Comment s'expliquer qu'un homme, respecté jusque-là, apparaisse si dénué de conscience ? Il doit y avoir dans sa tête quelque chose qui ne tourne pas rond et qui jette le trouble dans son cœur. Nous ne voyons qu'une solution à cette énigme : M. Schulze défend aveuglément le point de vue des entrepreneurs et même ne peut imaginer aucune situation dans laquelle puisse cesser un jour l'actuelle concurrence des capitaux particuliers, le jeu de la spéculation d'affaire en affaire, la guerre de tous les millions de thalers entre eux. M. Schulze ne sait rien de l'ouvrier, pas un traître mot, bien que, chose curieuse, il s'adresse toujours à des ouvriers (...). Il ne sait pas le premier mot de la gigantesque question du grand capital en lutte contre le travail salarié ; il ignore l'a b c de la monstrueuse crise du 19e siècle. Il lance des piques et des pointes à propos de cette question secondaire : comment l'artisanat peut-il se maintenir face à la grande industrie envahissante ? C'est sa chasse gardée, on devrait le laisser se réfugier là-bas, là-bas il ne gêne personne. Si seulement M. Schulze s'en tenait à ce qu'il sait faire, si seulement il ne prétendait pas toujours parler de la « question ouvrière », ou même la résoudre ! Nous espérons par cette critique lui rendre ce service de lui apprendre enfin à se connaître lui-même et, à l'avenir, à dire son mot seulement sur l'utilité et l'opportunité des mesures de police prises par l'État, mais en revanche de ne pas toucher à la question sociale. Car même si Lassalle était l'utopiste le plus délirant de son siècle, cela n'ajouterait pas une once de bon sens à Schulze-Delitzsch. »* C'est ainsi que ses plus fidèles vassaux commençaient à se rebeller contre le « roi du royaume social ».

Après ce travail préparatoire du côté bourgeois, Schweitzer lui-même entra dans la danse en dénonçant les audaces *« du Schulze mort contre*

le Lassalle vivant »[1]. Cela se fit dans une série de brillants articles que Schweitzer écrivit en prison, les seuls, et malheureusement les seuls, de ses travaux économiques qui aujourd'hui encore, grâce à un tirage à part, sont connus de cercles assez larges. Dans ce travail, il insistait sur la réalisation concrète, sur les énormes avantages de la production socialisée, et traitait les associations de production bénéficiant de l'aide de l'État comme de simples moyens transitoires ; en d'autres termes il s'appuyait bien plus sur le *Bastiat-Schulze* que sur la *Lettre ouverte* de Lassalle. Ainsi, dans l'esprit de Lassalle, il s'efforçait toujours d'éliminer tout ce que les paroles de Lassalle pouvaient renfermer de contestable et d'ambigu. L'idée que Schweitzer aurait été un épigone de Lassalle, dans le sens où il aurait négligé l'amande cachée dans la coque, est complètement absurde ; il suffit de feuilleter les collections anciennes du *Social-Demokrat* pour la voir réduite à néant.

Ce n'est pas que Schweitzer eût dépassé Lassalle sur le plan théorique, qu'il eût déjà appréhendé des points de vue que Marx n'a développés que plus tard dans le *Capital*. À cet égard, on peut seulement dire que Schweitzer fut capable de voir dans les premiers écrits de Marx bien des choses beaucoup mieux que Lassalle. Dans une assez longue polémique avec la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, il reproduisit une fois le programme classique du matérialisme historique que Marx avait rédigé dans la préface de son texte de 1859 et il sut excellemment l'utiliser pour caractériser historiquement la grande Révolution française. De même il démontra, dans le sens où l'entendait Marx, que l'expression maintes fois utilisée par Lassalle d'« état ouvrier » était inexacte, que les anciens « états » historiques avaient disparu dans la société bourgeoise moderne et qu'à leur place étaient apparues des classes. En revanche, sur les questions que Marx a éclaircies plus tard seulement dans son ouvrage capital, sur les questions de la loi d'airain des salaires, de la conception juridico-morale de la plus-value et autres, Schweitzer resta dans les voies tracées par Lassalle, sauf qu'il les suivait toujours tout droit, vers leur but final révolutionnaire, le but final qui se trouvait déjà dans le *Manifeste communiste*.

Schweitzer traita les associations de production bénéficiant de l'aide de l'État comme un coin qui devait faire voler en éclats la société capitaliste et frayer la voie à la société socialiste. Il évita soigneusement le malentendu selon lequel elles devaient créer une nouvelle classe de petits-bourgeois vivant à l'aise et souligna avec force qu'il n'y avait pas

1 Allusion à un poème de Freiligrath : *Les morts aux vivants*, dans lequel les morts du 18 mars 1848 demandaient des comptes aux survivants sur l'exécution de leur testament.

une différence de degré mais de principes dans les associations de production selon qu'elles étaient conçues par Lassalle ou par Schulze. Les associations de production que la bourgeoisie voulait pour les ouvriers étaient des entreprises ordinaires pour gagner sa vie et investir de l'argent, sans signification plus profonde, alors que les associations de production auxquelles le prolétariat aspirait pour lui-même étaient des tentatives sociales, saisissant l'être humain tout entier, dans le but de réaliser une grande idée civilisatrice.

Dans une polémique contre une feuille conservatrice, Schweitzer écrivait sur le plan des 100 millions de Lassalle : *« Tout homme raisonnable et de bonne foi sait que Lassalle ne cherchait par là qu'à démontrer avec quels moyens relativement modiques il était possible de préparer la voie au nouveau mode de production. Mais jamais et nulle part il n'a dit que maintenant, à supposer qu'on mette à sa disposition ces 100 millions, il les aurait acceptés et aurait voulu les voir utilisés pour ces buts-là.* » En conséquence, Schweitzer aussi s'en tint toujours à une explication juste du suffrage universel et de l'aide de l'État que Lassalle avait revendiqués. Il ne faisait pas mystère qu'il ne fallait absolument pas confondre suffrage universel et suffrage universel, selon qu'il était revendiqué par la démocratie bourgeoise ou par la démocratie sociale, pas plus qu'État et État, selon qu'il s'agissait de l'État de la classe possédante ou de la classe non possédante. Pour la démocratie bourgeoise, la démocratie des classes possédantes, le suffrage universel était une revendication d'égalité devant la loi, de liberté de la personne ; pour la démocratie sociale, la démocratie des classes laborieuses, c'était la domination immédiate sur tous les organes du pouvoir d'État. Pour les classes possédantes l'État était un moyen de dompter les classes non possédantes, mais pour les classes non possédantes un moyen d'abolir toutes les inégalités sociales. C'est pourquoi les classes possédantes avaient sûrement un grand intérêt à un pouvoir d'État fort, contrairement aux classes laborieuses. L'intérêt de ces dernières était de ne tolérer à la tête du pouvoir d'État aucun président, et surtout pas un président irresponsable et, plus même, leur intérêt était de s'occuper des affaires de l'État au travers d'organes responsables, et de faire coïncider parfaitement l'État et la société. La monarchie constitutionnelle et la république bourgeoise étaient les formes d'État les plus compatibles avec les intérêts des classes possédantes ; dans l'intérêt des classes non possédantes il y avait la république sociale, dans laquelle le peuple, et pas seulement une classe sociale particulière privilégiée, serait souverain, ou bien une monarchie absolue forte qui, jalouse de la trop grande puissance de la propriété, chercherait un appui dans les masses. En vérité, une telle monarchie ne pouvait abolir les fondements de l'anta-

gonisme de classes, ni accorder de liberté politique. Cela n'était possible que par l'instauration du pur État populaire social, l'État idéal que la classe laborieuse devait obtenir par son combat.

Dans un unique cas, Schweitzer n'a pas préservé l'héritage spirituel de Lassalle des mots d'ordre ambigus, mais y a ajouté au contraire un mot d'ordre ambigu de plus. Pour le premier anniversaire de la mort de Lassalle, il fit imprimer le brouillon d'un discours que Lassalle avait tenu devant les ouvriers berlinois, dans lequel il était dit : *« Combien c'est à la réaction justement que je suis très hostile, combien aussi je ne suis ennemi absolu du Parti du Progrès que dans la mesure où il se situe encore sur un terrain commun avec la réaction, cela, vous pouvez le saisir de la manière la plus concise dans la déclaration qu'a récemment faite à la Chambre un député réactionnaire, le comte Wartensleben. M. Wirschow avait porté en effet jusque dans l'enceinte de la Chambre la calomnie que j'étais l'allié de la réaction. À cela le comte Wartensleben répondit textuellement :* «Lassalle est aussi peu notre allié que je le tiens pour l'allié du Parti du Progrès. Il se tient devant les portes de la cité comme notre ennemi commun ». *Il n'y a rien à redire à la vérité de cette déclaration. Votre ennemi commun à vous, les réactionnaires et le Parti du Progrès, celui qui se tient déjà devant les portes de la cité, celui dont vous devez donc vous défendre en commun : c'est ainsi que me désigne le comte Wartensleben. Devant moi donc disparaissent les différences et les antagonismes qui par ailleurs séparent le parti réactionnaire et le Parti du Progrès. Devant moi donc, malgré leurs différences, ils se fondent en un seul parti réactionnaire commun. »* Le *Social-Demokrat* fit fréquemment référence à ces paroles de Lassalle dans la période qui suivit, lorsque presque chaque jour nouveau lui amenait une nouvelle calomnie progressiste ou une nouvelle tracasserie policière. À partir de là se développa ensuite petit à petit le slogan de *« masse réactionnaire »*, que tous les autres partis étaient censés former face au parti ouvrier, un slogan qui plus tard, lorsque sa véritable origine fut oubliée, fut considéré tout à fait à tort comme un des principes de la politique de Lassalle, et qui dans ce sens a suscité divers malentendus. En vérité davantage dans la théorie que dans la pratique, car le libéralisme bourgeois n'a presque jamais renoncé à montrer au mouvement ouvrier une hostilité au moins aussi vive que celle que la réaction féodale a jamais pu lui montrer.

Sans compromettre en quoi que ce soit le principe social-démocrate, Schweitzer avec sa tactique avait en l'espace d'une année obtenu des succès importants. Le prolétariat de la région du Main, comme celui des districts industriels de la Marche-Berg, était tout pénétré de tendances socialistes. Depuis Hambourg, la propagande pénétra dans le Schleswig-Holstein, depuis Dresde et Leipzig à Chemnitz, Glauchau et dans

l'Erzgebirg. À Brunswick une petite communauté se développa de façon prometteuse sous les soins attentifs de Wilhelm Bracke, un jeune commerçant qui, s'enflammant pour la cause des pauvres et des déshérités avec l'idéalisme le plus pur, sut unir exaltation enthousiaste et activisme pratique. Dans la province prussienne de Saxe, l'Association générale des travailleurs allemands se ramifia vers Magdeburg, Naumburg, Erfurt et, de là, dans les petits États de Thuringe, Apolda, Weimar, Jena. À l'est de l'Elbe, les communautés silésiennes devenaient des piliers de plus en plus solides de l'Association, à Stettin les premiers partisans se rassemblaient, mais c'est à Berlin surtout que s'offraient les perspectives les plus réjouissantes. Et, presque plus important encore que l'extension immédiate de l'Association, il y avait le courant qui poussait le mouvement prolétarien de plus en plus fort du côté socialiste.

Du point de vue pratique, la nécessité de la lutte de classe fut inculquée aux masses ouvrières par la résistance obstinée à laquelle se heurta, de la part de la bourgeoisie, chaque tentative pour améliorer leur niveau de vie ; du point de vue théorique, elles furent éclairées par le combat aux côtés de leurs camarades sociaux-démocrates, combat auquel la bourgeoisie s'évertuait à les pousser. L'affirmation des progressistes selon laquelle seul le rebut du prolétariat, son rebut oisif, attendait impatiemment la pluie d'or des deniers de l'État lassallien se révélait de plus en plus comme un mensonge partisan. Ce qu'Albert Lange avait immédiatement compris, tel ou tel journal bourgeois plus perspicace devait maintenant l'avouer aussi : c'était en effet justement les prolétaires le plus intelligents et les plus vigoureux qui étaient actifs dans le mouvement social-démocrate, dans l'Association générale des travailleurs allemands grandissait une puissance bien différente des inoffensives associations d'éducation ou de consommation de Schulze. Les fêtes sociales-démocrates se révélèrent comme un moyen, et non des moindres, de vigoureuse agitation ; le prolétariat conscient savait dès ses débuts montrer à la bourgeoisie sénile comment des partis politiques devaient célébrer leurs fêtes. Dans les discours de simples ouvriers à l'occasion des fêtes, éclatait à profusion une force spirituelle naissante. Ainsi le compagnon tondeur de drap Wahl, tout jeune homme encore, qui malheureusement mourut l'année suivante d'un cancer à l'estomac, prononça le discours à l'occasion de la commémoration de la mort de Lassalle à Augsbourg à l'automne 1865, discours qui fit une grande impression même dans les cercles bourgeois.

Mais, en dépit de tous ces progrès, le problème posé par la mort de Lassalle n'était qu'à demi résolu. L'organisation du jeune parti ouvrier n'était pas à la hauteur de sa tactique. Certes, la centralisation rigide de l'Association avait montré, dans les actions politiques pour la liberté de

coalition et le droit d'association, de si grands avantages que personne ne songeait à y toucher. Elle avait eu des effets moraux qui dépassaient, et de loin, le poids que l'Association était effectivement capable de jeter dans la balance. Mais un effet moral, aussi grand qu'il puisse être, est encore loin d'être une force politique. À côté de l'esprit qui savait éclairer et convaincre, le mouvement ouvrier avait besoin d'un corps qui pût agir et frapper.

Mais là, les perspectives n'étaient pas brillantes. L'Association générale des travailleurs allemands, en tant que corps politique, ne tenait toujours pas solidement sur ses pieds ; en particulier il lui manquait toujours l'épine dorsale d'une bonne gestion financière. Le *Social-Demokrat* était entretenu par les finances personnelles de Hofstetten ; il avait à peine quelques centaines d'abonnés et était loin de couvrir ses frais. Dans les mains de Bernhard Becker, la dictature personnelle de Lassalle avait dégénéré en caricature. Les deux ou trois dispositions sensées que Becker avait ordonnées lui avaient été dictées par Schweitzer ; là où il tentait d'agir de son propre chef, il ne causait presque toujours que des désastres. L'unique service qu'il rendit à l'Association demeurait la tournée d'agitation qu'il avait entreprise en 1865 dans les districts tisserands de Silésie. De même qu'il envenima la querelle entre Marx et Schweitzer en intervenant en personne, il fit par ailleurs aussi du tort à l'Association, soit en se posant en « président de l'humanité », soit en provoquant un désagréable scandale local à Francfort, où il s'invita à une réunion progressiste dans un bistrot, soit, comme Bracke en témoigne, à Brunswick en éveillant à nouveau la méfiance d'ouvriers à peine gagnés qu'il déconcerta par son manque de tact. Les choses ne pouvaient plus continuer ainsi. Le terrain péniblement conquis ne pouvait être consolidé que si les tendances sectaires étaient écartées de l'Association, que si celle-ci se transformait en un véritable parti ouvrier qui, malgré toute sa centralisation rigide, soit toutefois organisé de façon à ce que l'incapacité éventuelle du président ne puisse le paralyser. C'était l'opinion de Schweitzer, qu'approuvaient plus ou moins une série de membres parmi les plus actifs, tels Audorf, Bracke, Fritzsche, Yorck et d'autres.

La contradiction entre le président de l'Association et la rédaction de l'organe de l'association éclata publiquement, lorsque Becker s'entêta à convoquer la deuxième assemblée générale pour le 25 novembre 1865 à Francfort, où il séjournait depuis son expulsion de Berlin. Formellement, il était en droit de prendre cette disposition, mais dans les faits c'était un pas de plus vers une atrophie sectaire de l'Association. La première assemblée générale s'était tenue à Düsseldorf ; ensuite la fête de la fondation de l'Association, en quelque sorte une assemblée générale informelle,

avait été célébrée à Francfort ; maintenant la deuxième assemblée devait encore se tenir dans le Sud-Ouest, alors qu'au Nord-Est se préparait une grande catastrophe politique et qu'en même temps le mouvement ouvrier commençait à déferler avec force en son point central, Berlin. Cela voulait dire mettre l'Association en quelque sorte hors de portée des décisions politiques et en même temps prolonger d'au moins un an la dictature impuissante de Becker. C'est justement à Francfort que, de ses meilleurs jours, il avait conservé un certain nombre de partisans et il était à prévoir que l'assemblée générale, si elle se tenait ici, attirerait peu de gens extérieurs à la ville. En particulier on ne pouvait pas demander aux communautés saxonnes et silésiennes pauvres que, pour la troisième fois en un an, elles fassent faire à leurs délégués un voyage relativement coûteux et lointain. Or, pour réorganiser l'Association, il fallait une assemblée générale avec le plus grand nombre possible de délégués, aussi Schweitzer demanda-t-il qu'elle se tienne à Leipzig, lieu à tous égards mieux indiqué que Francfort.

Cependant les raisons qu'il exposa par lettre à Becker n'eurent aucun effet. Becker répondit d'abord par des faux-fuyants creux et ensuite par des menaces. Alors le *Social-Demokrat* prit publiquement les devants et le 19 novembre demanda le transfert de l'assemblée générale à Leipzig, en ne mettant en avant que les considérations de bas prix et de justice qui parlaient en faveur de Leipzig. De nombreuses communautés approuvèrent vivement sa demande. Mais le 21 novembre Becker ajourna *sine die* l'assemblée générale et démissionna de la présidence en transmettant ses pouvoirs à Fritzsche, en sa qualité de vice-président.

Le but de Becker était-il de jeter, une fois pour toutes, le manche après la cognée, ou bien de créer une confusion qui lui aurait tout de même assuré la victoire ? Il est d'autant moins possible de le dire avec certitude que Becker en général n'était pas l'homme des décisions claires. En tout cas, il suscita une grande confusion, qui fut encore accrue par l'arrestation de Schweitzer dans ces jours-là. Fritzsche, qui était d'accord avec les plans de Schweitzer, se rendit à Francfort le 26 novembre pour recevoir de Becker les dossiers de l'Association, mais trouva à son arrivée quelques délégués qui étaient venus pour l'assemblée générale entre-temps ajournée, et qui à présent obtinrent qu'il convoque une nouvelle assemblée générale pour le 30 novembre à Francfort. Le procédé violait tous les règlements, car l'assemblée générale que Fritzsche convoquait manquait même de la validité formelle que pouvait toujours revendiquer pour elle l'assemblée générale convoquée à l'origine par Becker. Les raisons qui motivèrent la conduite des délégués présents à Francfort étaient sans doute diverses : les uns, comme Hasenclever et Tölcke, pensaient et disaient que le souci de la

survie de l'Association devait passer avant toute autre exigence ; d'autres, comme Hillmann, d'après leur attitude ultérieure, semblent avoir eu des motivations moins avouables de s'opposer à une réorganisation radicale de l'Association et à l'élimination de la mauvaise gestion financière qui s'ensuivait. Avec ses annonces sur un changement nécessaire des statuts, Fritzsche se heurta à un mur, et lorsqu'il ouvrit le 30 novembre l'assemblée générale qu'il avait convoquée, il reçut immédiatement une sorte de vote de défiance lorsqu'arriva la demande de désigner un autre président. Là-dessus Fritzsche quitta l'assemblée après avoir remis son mandat de vice-président à Hillmann et il retourna à Leipzig pour là-bas démissionner aussi de sa fonction de fondé de pouvoir. Il se consacra désormais essentiellement à la création d'un syndicat d'ouvriers cigariers, dont les préparatifs étaient déjà en cours depuis quelque temps.

L'assemblée générale de Francfort siégea le 30 novembre et le 1er décembre. Vingt délégués, qui dans leur majorité venaient de la région du Main et des districts industriels de Marche-Berg, y représentaient 9 421 membres de 58 localités. Après des débats houleux, une série de décisions furent prises, qui représentaient à la fois un compromis et quelque chose de provisoire. L'assemblée générale exprima sa « désapprobation résolue » au *Social-Demokrat,* parce qu'il avait critiqué publiquement la procédure tout à fait légitime de Becker pour décider de l'assemblée générale, mais elle élut Tölcke président à la place de Becker pour la durée d'un an, et sous réserve que les assemblées fondatrices de l'Association confirment son élection. D'ici-là, le vice-président Hillmann devait s'occuper des affaires courantes de l'Association. Försterling fut nommé trésorier de l'Association à la place de Levy. Ces décisions suscitèrent encore de vives discussions dans beaucoup de communautés, en particulier parce que leur validité juridique était très contestable. Cependant le souhait d'assurer avant tout l'existence de l'Association l'emporta sur tous les doutes et, le 1er janvier 1866, Tölcke put prendre la direction de l'Association, les assemblées fondatrices ayant confirmé son élection.

Le *Social-Demokrat* aussi admit que provisoirement les décisions de l'assemblée générale de Francfort devaient être reconnues, pour préserver l'Association de toute scission. Mais il ajouta qu'une nouvelle assemblée générale devait être convoquée aussi vite que possible, pour discuter de la réorganisation de l'Association, et continua à préparer cette réorganisation dans le sens d'un rassemblement de tous les éléments sociaux-démocrates. Albert Lange, qui entretenait désormais les meilleurs rapports avec les membres de l'Association de Duisburg, dans le *Messager du Bas-Rhin* expliqua toute la crise en disant très justement que le *Social-Demokrat* travaillait à la formation d'un parti social-démo-

crate et à l'élimination de tout unilatéralisme qui faisait obstacle à cette aspiration, alors que ses adversaires tenaient pour nécessaire l'isolement sectaire de l'Association. C'est pourquoi, dénoncé comme « ennemi des ouvriers » par un sectaire de Solingen, Lange reçut une belle réparation d'honneur de la part d'une assemblée des membres de l'association de Rhénanie-Westphalie qui siégea le 17 novembre à Duisburg. Vahlteich interpréta la situation d'une manière semblable à Lange et envoya au *Social-Demokrat* quelques lignes où il se déclarait prêt à se justifier de son attitude dans le conflit avec Lassalle devant la prochaine assemblée générale ou bien même dans l'organe de l'Association. Hillmann crut pouvoir utiliser contre le *Social-Demokrat* cette déclaration, courte et tout à fait sincère, en la qualifiant d'« *insulte grossière envers notre grand maître Lassalle* », mais il reçut une réponse si percutante sur le « *terrorisme présidentiel et fanatisme sectaire* » qu'il renonça à poursuivre la discussion. En revanche, l'avant-dernier jour de sa charge en tant que vice-président, il enleva tout net le droit au *Social-Demokrat* de se nommer organe de l'Association. Mais cela arrivait fort à propos pour le journal ; à partir de son dernier numéro de l'année 1865, il se nomma « organe du Parti social-démocrate ».

L'entrée en fonction de Tölcke annonçait la fin de toutes ces convulsions. Homme énergique et habile, Tölcke était taillé dans un autre bois que Becker : lassallien convaincu et tout pénétré de la valeur d'une centralisation rigide, il n'était toutefois pas inaccessible aux autres conceptions de Schweitzer. Dès sa première déclaration publique, il promit, en dehors des cas urgents, de rechercher toujours l'approbation du comité directeur pour les décisions importantes. Il consentit aussi volontiers au plan de révision des statuts et reconnut le *Social-Demokrat* comme organe de l'Association, en attendant la décision définitive du comité directeur. Désormais toutes les chances existaient vraiment que soit créée une organisation qui permettrait d'engranger les fruits de cette tactique. Dommage seulement qu'il y eût tant de choses à faire pour transformer l'organisation en une force politique. Dans la caisse de l'Association, il y avait en tout et pour tout six thalers lorsque Tölcke en prit la direction. De nombreux mois devaient s'écouler avant que puisse être rattrapé ce qui avait été manqué sous Becker, et cela à un moment où chaque jour commençait à compter.

Car à l'horizon politique, de lourds nuages d'orage s'étaient amoncelés et, avant que les jeunes pousses de la révolution par en bas puissent être protégées par des haies solides, la révolution par en haut s'abattit sur elle comme un torrent boueux.

Chapitre III

La révolution par en haut

1. Le conflit Habsbourg-Hohenzollern

Dès que la paix de Vienne en octobre 1864 eut fait des duchés de l'Elbe la propriété commune de l'Autriche et de la Prusse, ces puissances commencèrent à se disputer le butin. Le cabinet de Berlin et celui de Vienne étaient à égalité quant au désir de faire des coups de force absolutistes et au manque total de sentiment national ; mais dans la question du Schleswig-Holstein, Bismarck possédait des atouts plus forts que son rival tout aussi réactionnaire des bords du Danube.

Aveuglée par sa jalousie et en même temps torturée par la peur imaginaire de la « révolution », la politique de Vienne avait donné dans le panneau tendu par la Prusse dès l'apparition de la question du Schleswig-Holstein. Elle avait, ce faisant, heurté de front le particularisme des États moyens et petits et mis en danger l'appui le plus sûr de sa prépondérance sur la Confédération germanique. En échange, la copropriété du Schleswig-Holstein pouvait d'autant moins dédommager l'Autriche qu'elle ne savait absolument pas quoi faire de ce cadeau embarrassant. Aussi n'avait-elle plus qu'à revenir, repentante, à sa vieille politique et se résoudre à laisser au Bundestag la décision de la question du Schleswig-Holstein et – ce qui revenait au même – à céder les duchés de l'Elbe au prétendant Augustenburg.

Or, c'était impossible sans l'assentiment du copropriétaire prussien, et Bismarck ne songeait pas à jouer les généreux en faveur de l'Augustenburg. Tout au plus voulait-il bien accepter ce prétendant malheureux comme vassal de la Prusse, mais cette soupe, qu'il offrait dans les « conditions de février » de 1865[1], était si maigre qu'elle devint immangeable pour la jalousie autrichienne, et il la fit assaisonner par ses plumes officieuses de tant de sarcasmes et de railleries qu'elle devint immangeable aussi pour la morgue dynastique de l'Augustenburg et autres roitelets par la grâce de Dieu. La diplomatie prussienne travaillait pour la puissance de la mai-

1 En 1865, Bismarck se disait prêt à céder les duchés à Frédéric d'Augustenburg mais sous certaines conditions, vitales pour les intérêts de la seule Prusse, sur le plan économique et militaire, en particulier l'accès à la mer, la haute main sur les ports, canaux et fortifications, etc.

son des Hohenzollern, comme la diplomatie autrichienne travaillait pour celle de la maison des Habsbourg. Le point de vue de la nation allemande était aussi étranger à l'une qu'à l'autre et les reproches d'encourager la « révolution », dont elles se bombardaient l'une l'autre, ne devaient être pris des deux côtés que dans le sens pickwickien. L'avantage de Bismarck était seulement que le maintien de l'administration par le Bundestag et la constitution d'un État nain impuissant dans les duchés de l'Elbe étaient en contradiction criante avec les intérêts économiques de l'Allemagne, ce qui favorisait la politique d'annexion et de force de la Prusse.

En été 1865, les choses avaient déjà tourné à la rupture complète entre l'Autriche et la Prusse. Mais pour l'heure, les deux adversaires ne se sentaient pas assez forts pour la passe d'armes décisive. Une fois de plus ils colmatèrent tant bien que mal la brèche par le traité de Gastein qui, tout en maintenant le droit de propriété commun, donnait à l'Autriche l'administration du duché de Holstein et à la Prusse celui du Schleswig. Chacun savait qu'on n'avait ainsi gagné qu'un ultime délai, et personne ne le savait mieux que les hauts contractants du traité eux-mêmes. Tous deux se mirent à la recherche d'alliés, ce en quoi Bismarck avait à nouveau en main les plus forts atouts. La Russie était gagnée à sa cause par les services que le gouvernement prussien lui avait rendus en lui servant de sbire lors du soulèvement polonais, et Bonaparte, en raison des graves difficultés de sa politique extérieure et intérieure, était contraint de jeter au mouvement national italien une nouvelle parcelle de terre, à savoir la Vénétie, à laquelle l'Autriche ne voulait renoncer ni contre argent ni contre belles paroles. En septembre 1865, Bismarck se rendit à la cour de Bonaparte pour recevoir de ce noble « protecteur des nationalités » la gracieuse permission de constituer « l'unité allemande ». Conspirer avec l'étranger aux fins de conquêtes dynastiques était la politique traditionnelle de la Prusse, et Bismarck ne reniait nullement les glorieuses traditions du vieux Fritz en projetant de se hisser au rang de « héros national » grâce à une alliance offensive prusso-italienne contre l'Autriche, sous la protection bienveillante de Bonaparte. L'opinion, autrefois largement répandue, qu'il s'était engagé catégoriquement en cas de victoire à céder à la France des territoires allemands était sans doute exagérée sous cette forme. Ce qui est sûr c'est que, en le payant de promesses, il alimentait l'appétit de Bonaparte pour des lambeaux de terre allemande, ce qui suffit parfaitement à caractériser son « patriotisme allemand ». En vérité, on ne doit pas oublier que tous les autres « hommes d'État allemands », qu'ils résident à Vienne, Munich, Dresde ou ailleurs, n'auraient en pareil cas pas agi autrement. Sacrifier les intérêts nationaux à des fins dynastiques était le métier qu'ils aimaient faire, et depuis toujours. Tout au plus leur

aurait-il manqué la capacité de Bismarck à finir par rouler Bonaparte. Sur le plan moral, ils étaient tous du même calibre ; ce en quoi Bismarck leur était supérieur, et était également supérieur à son bon ami des bords de la Seine, c'était deux qualités qui en politique ont vraiment beaucoup d'importance : premièrement il avait une volonté, et deuxièmement il avait un but.

Le plan de Bismarck pour la réforme de la Confédération était très étroitement lié à la protection de Bonaparte et à l'alliance italienne. Il dit au général Govone, venu à Berlin comme plénipotentiare italien, que la question du Schleswig-Holstein pouvait facilement faire un *casus belli*, mais que cette question était un motif trop petit pour une grande guerre. Il fallait mettre en jeu l'ensemble de la question allemande ; s'il s'agissait d'un grand intérêt national, l'Europe regarderait faire d'autant plus tranquillement. L'Europe voulait dire dans ce cas Bonaparte, et la réforme confédérale de Bismarck avançait en boitant sur son pied fourchu bonapartiste. Après la conclusion, le 8 avril 1866, de l'alliance offensive prusso-italienne contre l'Autriche, le gouvernement prussien présenta le 9 avril au Bundestag la demande suivante : convoquer une assemblée issue d'élections directes et au suffrage universel de toute la nation à une date encore à préciser, afin de prendre connaissance et discuter des propositions des gouvernements allemands pour une réforme de la Constitution de la Confédération, mais en se mettant d'accord entre-temps entre gouvernements sur ces propositions.

La motivation officielle de cette demande contenait le déluge coutumier de paroles avec lequel tout bonapartisme prend soin de déguiser sa politique vide d'idées mais pleine d'intrigues. Le suffrage universel direct était recommandé comme principe conservateur qui, du point de vue conservateur, était préférable à tout autre système électoral reposant sur des combinaisons artificielles. En cas de grandes crises européennes, affirmait-on, l'actuelle Constitution confédérale livrait l'Allemagne ou bien à la révolution, ou bien à la domination étrangère ; pour éviter les deux, il fallait une réforme de la Confédération qui, comme le montrait l'expérience de 1848, ne pouvait être atteinte ni par l'action exclusive des gouvernements, ni par l'action exclusive de la nation ; seule la combinaison de ces deux facteurs pouvait engendrer, sur la base de l'ancienne Confédération et en restant dans son cadre, une nouvelle création viable. Comme remède infaillible au chaos allemand, Bismarck recommanda donc le fameux principe de l'unanimité, qui avait provoqué l'échec des Parlements des années révolutionnaires. Ou bien il était réellement victime d'une de ces méprises cocasses auxquelles sa compréhension intéressée succombait toujours quand il analysait des événements histo-

riques, ou bien, comme on pouvait le déduire aussi d'innombrables événements tirés de sa politique, il n'en était pas à quelques belles phrases de plus ou de moins pour masquer ses véritables buts.

Ces buts véritables ressortaient sans équivoque des déclarations de sa presse officielle et officieuse. Sur le modèle bonapartiste, Bismarck jouait un double jeu, plus exactement un double double-jeu : d'abord un double jeu entre les dynasties et la nation, et ensuite un double jeu entre la bourgeoisie et le prolétariat. La *Kreuzzeitung* disait aux gouvernements des États moyens et petits : Prenez ce que vous pouvez encore avoir ; ce que vous offre Bismarck ne vous sera jamais plus offert. Si vous visez votre seul intérêt, vous ne viendrez jamais à bout du mouvement national bourgeois ; si vous voulez vaincre le parlementarisme avec ses propres armes, vous avez besoin d'un parlement allemand. Sans doute, de ce fait, le tintamare parlementaire va plus que jamais se déchaîner, mais « *contre tous les débordements de ce genre, il y a une recette très simple : on n'en tient pas compte ! Que cela soit possible, les six dernières années de l'histoire prussienne en fournissent la preuve la plus frappante.* » À l'inverse, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* disait : « *La Prusse regrette de devoir constater qu'il a parfois semblé que les gouvernements allemands prennent les armes contre la réforme nationale. Il est absolument clair que le Wurtemberg, le Hanovre, la Saxe, la Hesse-Darmstadt et d'autres États de la Confédération ne veulent pas se précipiter, par amour pour le prince d'Augustenburg, dans une lutte où ils risquent leur existence. On sera très près de la vérité en affirmant que les gouvernements qui s'arment, quand ils déclenchent une lutte puissante contre la Prusse, lèvent en même temps des troupes contre la réalisation des exigences nationales même les plus modestes.* » Et ensuite le principal journal officieux brandissait de manière à peine voilée la menace de la « révolution », c'est-à-dire de la destitution des petits despotes récalcitrants par la force prussienne.

À côté de ce double jeu entre les dynasties et la nation, se poursuivait le double jeu entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le semi-officiel *Provinzialkorrespondenz* alléchait le Parti du Progrès avec l'illusion que la prétendue réforme de la Conférération, en unifiant les forces armées allemandes, se déchargerait sur l'Allemagne tout entière du fardeau des charges militaires prussiennes et supprimerait ainsi le conflit constitutionnel. Mais le très officiel *Staats-Anzeiger* servait un plat encore plus alléchant pour la bourgeoisie, en énumérant, comme mesures fondamentales de la réforme confédérale, une série de réformes économiques telles que liberté de circulation, liberté d'entreprise, système unifié pour la monnaie et les poids et mesures, protection du commerce allemand à l'étranger, consulats allemands et bien d'autres choses encore qui pro-

mettaient d'éliminer assez radicalement les barrières entravant le mode de production capitaliste.

Si néanmoins la bourgeoisie refusait, il fallait alors appâter le prolétariat au moyen du suffrage universel direct. Bismarck croyait pouvoir maintenant tenter cette carte maîtresse. Il comptait sur la masse de la population rurale de l'est de l'Elbe, plongée dans une nuit intellectuelle où on ne voyait encore poindre l'aurore d'aucune connaissance politique ; il espérait limiter le droit d'être élu en refusant l'indemnité parlementaire en même temps qu'il élargissait le droit d'élire en supprimant le système des trois classes, et puis il vivait encore dans le doux songe du Lassalle « monarchiste ». Certes, bien des réveils avaient déjà sonné, qui auraient pu troubler cet agréable somme ; la préfecture de police de Berlin avoua plus tard dans un rapport officiel, en termes secs, qu'elle avait au début considéré l'Association générale des travailleurs allemands comme un « *mouvement pondéré et légaliste* » et l'avait pour cette raison toléré « *malgré les infractions au paragraphe 8 de la loi sur les associations* » (liaison d'associations politiques) mais, après l'affaire du banquet de Cologne, ses yeux s'étaient dessillés, et elle s'était hâtée de fermer la communauté berlinoise. Seulement, ce que le bon sens policier comprenait, le génial homme d'État était encore loin de le comprendre. Pour le moment, Bismarck croyait pouvoir jouer avec le feu.

La commission pour la discussion sur la question ouvrière, que le gouvernement avait promis de mettre en place à l'occasion des débats sur le droit de coalition, avait été convoquée dans l'été 1865 mais, après quelques débats interminables, s'était à nouveau séparée en ne laissant qu'un tas de paperasses sans valeur ou, comme on dit dans le langage de la bureaucratie prussienne, « de précieux matériaux ». Le spectre rouge devait être conjuré plus durement. En octobre 1865, Bucher écrivait à Marx pour lui proposer de collaborer au *Staats-Anzeiger* officiel. Comme il essuya un refus de la part de Marx, il se tourna avec la même requête vers le privat-dozent Eugène Dühring, qui à cette époque justement avait accédé à la notoriété grâce à quelques travaux d'économie politique. Dühring reprenait la vieille idée de Sismondi sur la sous-consommation des classes laborieuses comme principale infirmité du mode de production capitaliste, mais ne voulait pas, comme Rodbertus, porter remède à ce mal au moyen d'une journée de travail normalisée instaurée par l'État, mais au moyen de l'initiative autonome des ouvriers qui, organisés en libres coalitions, devaient conquérir par eux-mêmes de meilleures conditions de travail. Dühring consentit à collaborer au *Staats-Anzeiger*, mais se brouilla rapidement avec la rédaction. Malgré cela Wagener alla le trouver en avril 1866 pour lui commander, « à l'usage confidentiel »

du ministère d'État, un mémoire sur la question de savoir comment on pouvait « faire quelque chose pour les ouvriers ». Dühring fournit aussi ce travail de commande. Ensuite, le 9 mai, Schweitzer eut une permission de sortie de détention, alors que jusque-là tous les certificats médicaux qu'il avait fournis dans le courant de l'hiver sur son état de santé chancelant étaient restés sans effet. Enfin la comtesse Hatzfeldt reprit, avec une force décuplée, ses intrigues qui ne s'étaient jamais complètement assoupies depuis le début de l'année 1866. Dans son aveuglement, elle interprétait la réforme de la Confédération prussienne comme la réalisation du programme national de Lassalle, et ses menées démagogiques visaient à transformer l'Association générale des travailleurs allemands en instrument de Bismarck, qu'elle fût ou non en relation plus ou moins proche avec le « grand ministre », et qu'elle puisât l'argent, qu'elle jetait à profusion par les fenêtres, dans sa propre fortune ou dans d'autres fonds.

Voilà à quoi ressemblait la révolution par en haut. Vis-à-vis de cette désolante administration du Bundestag, elle disposait d'armes extraordinairement fortes. Si elle devait être renversée, cela ne pouvait se faire que par la révolution par en bas. Mais la révolution par en bas relevait du domaine de l'impossible. La classe ouvrière qui voulait la faire ne pouvait encore la faire, et la classe bourgeoise qui pouvait la faire ne voulait plus la faire depuis longtemps, même en paroles et encore moins en actes. Dès que les choses commencèrent à se jouer à la pointe de l'épée, la belle unanimité tant vantée du Parti du Progrès se mua en confusion générale. Chez les uns, le particularisme prussien perçait à travers tous les oripeaux de la rhétorique nationale. Twesten déclarait que « *toute alternative était préférable à la défaite de la politique prussienne* » et Ziegler clamait à ses électeurs de Breslau que le cœur des démocrates était constamment aux côtés des drapeaux du pays. Les autres s'épuisèrent en lamentations impuissantes sur les périls que couraient les intérêts matériels de la bourgeoisie, menacés par l'imminence de la guerre, et en malédictions tout aussi impuissantes sur le trouble à la paix publique. En cela s'illustra tout particulièrement l'Union nationale, qui condamna solennellement aussi la réforme bismarckienne de la Confédération. La clique Bennigsen avait tant fait pour « la Prusse, tête de l'unité »[1] qu'il ne lui restait presque plus rien à faire ; maintenant elle criait à l'assassin parce que la « tête prus-

1 Allusion à un discours du roi de Prusse, en 1848, dans lequel il déclarait qu'il était prêt à « se mettre à la tête du peuple allemand pour sauver l'unité allemande ». Cette expression souvent reprise servait à désigner la volonté de la Prusse de réaliser l'unité allemande sous sa direction.

sienne » se dévoilait telle qu'elle était, et telle seulement qu'elle pouvait être.

Le Parti populaire allemand constituait un troisième groupe qui, désespérant du succès de la politique des progressistes et de l'Union nationale, avait commencé depuis des années à s'écarter d'elle. Il y avait en son sein nombre de démocrates sincères et de valeur, comme Büchner, Eckardt, Ladendorf, Pfau, mais aussi des éléments très douteux, comme à Francfort des républicains de clocher de la trempe de Sonnemann, des particularistes partisans de l'Augustenburg, ou des Guelfes[1] qui avaient versé des larmes de sang sur les privilèges menacés de leurs princes héréditaires autant, si ce n'est plus encore, que sur toutes les autres infamies de Bismarck. Lorsqu'en septembre 1865 le Parti populaire allemand tint son assemblée de fondation à Darmstadt, il s'avéra tout de suite que sur les deux problèmes décisifs du temps, la question nationale et la question sociale, aucun accord n'était possible. Les particularistes se cramponnaient à leur principe fédératif bien-aimé, dont on ne savait au demeurant s'il devait être entendu dans un sens monarchiste ou dans un sens républicain, et les démocrates-de-la-Bourse étaient hostiles à la revendication de réformes sociales, revendication par laquelle Büchner et Eckardt voulaient préparer un rapprochement avec l'Association générale des travailleurs allemands. Le *Deutsche Wochenblatt* de Mannheim, organe du Parti populaire allemand, déclarait vouloir traiter la question nationale aussi bien que la question sociale comme des questions encore à débattre !

Sur la question d'actualité brûlante, on en vint toutefois à une espèce d'entente, dans la mesure où une « Confédération des États moyens et petits » devait constituer le germe de l'unité et de la liberté allemandes. Ludwig Pfau expliqua dans un pamphlet spécial que, ce faisant, on ne devait pas ressusciter la vieille idée de Triade, c'est-à-dire le partage de l'Allemagne entre l'Autriche, la Prusse et la Fédération des États moyens et petits ; cette idée de Triade était « *un avorton à trois têtes engendré dans le lit profané de la révolution par la prétention professorale et la servilité envers les princes* ». La coalition des États moyens, vers laquelle tendaient les efforts du Parti populaire allemand, ne devait pas être un but mais un début, pas une fin mais un moyen, un premier noyau autour duquel pouvaient se grouper toutes les autres lignées. Mais Eckardt écrivait dans le *Deutsche Wochenblatt* qu'on reprochait au Parti populaire allemand de

1 Ou hanovriens. Ils soutenaient la maison de Hanovre et s'opposaient aux Hohenzollern et à l'hégémonie de la Prusse défendue par Bismarck. Le royaume de Hanovre a été annexé à la Prusse en 1866.

porter à la fois le drapeau légitimiste et le drapeau républicain. Ce n'était cependant qu'une contradiction apparente. Les membres du parti étaient républicains, mais ils étaient toutefois sincèrement pour la confédération des États moyens et petits, qui était la dernière offre du peuple allemand à ses princes. Si les princes voulaient l'État confédéral monarchique, alors le Parti populaire allemand appellerait le peuple à les soutenir. S'ils ne le voulaient pas, alors ils devaient accepter d'être mangés par Bismarck. Si déjà les têtes les plus sincères et les plus claires du Parti populaire allemand agitaient de telles conceptions, à coup sûr sincères mais désespérément confuses, alors il n'avait précisément pas vocation à résoudre la question allemande.

C'est dans ce chaos général d'intérêts et d'opinions contradictoires que le jeune parti ouvrier devait maintenant chercher son chemin.

2. La classe ouvrière avant la guerre allemande

Depuis les articles sur Bismarck, le *Social-Demokrat* avait poursuivi avec conséquence la même politique allemande, sauf qu'il se gardait de recourir aux arabesques équivoques dont les articles sur Bismarck avaient été agrémentés. S'il y avait parlé de politique « importante » de Bismarck, il accompagna son commentaire sur le pélerinage de Bismarck à la cour de Bonaparte d'un profond soupir mordant sur la « pauvre Prusse » qui, « *pleine de ses grands plans, se hâtait prudentement vers Paris* » pour obtenir les faveurs de Bonaparte « *en les achetant avec de la terre allemande* ». Le *Social-Demokrat* se tenait complètement à l'écart de la démocratie vieille-prussienne des Waldeck et des Ziegler. Il disait que la tête prussienne était bien la tête prussienne et que la confusion régnante serait encore beaucoup plus grande si elle se déguisait en réaction cachée, en pseudo-libéralisme. La Prusse, par essence, était un État absolutiste, une Prusse libérale n'avait jamais existé et ne pourrait jamais exister. « *Attendre que cela puisse changer un jour, cela signifie attendre quelque chose d'intrinsèquement impossible.* » Autant espérer que les muftis et les ulémas de Turquie prêchent un jour la foi chrétienne.

Le *Social-Demokrat* s'en prenait à la « politique autrichienne d'entente négociée » aussi durement qu'à « l'absolutisme prussien ». L'Autriche était le berceau de la discorde allemande et c'est pourquoi les gouvernements réactionnaires des États moyens et petits étaient de son côté. Mais si la prussification et l'austrification de l'Allemagne étaient odieuses et préjudiciables à l'intérêt général, la « *Triânerie* », quelle que fût la forme qu'elle prît, était ridicule et méprisable. Le *Social-Demokrat* saluait le Parti populaire allemand comme une tentative en soi louable d'organisation des éléments démocrates bourgeois qu'il y avait encore en Allemagne, il

se déclarait aussi volontiers prêt à marcher tactiquement avec lui, dès que les intérêts de la classe ouvrière l'exigeraient, mais dénonçait sans ménagements son manque de clarté dans la question nationale et la question sociale. Il mit en évidence que les Beust, Dalwigk et autres diplomates des États moyens et petits, qui voulaient maintenant se poser en *« hommes d'État purement allemands »*, étaient *« ministres à l'époque de la réaction la plus sanglante et la plus crasse, laquais des princes de la tête aux pieds »* ; et il expédia la « Confédération des États moyens et petits », que le Parti populaire allemand s'efforçait d'atteindre, par cette simple phrase : *« Si les choses devenaient sérieuses et que par exemple l'un ou l'autre de ces princes devait décider définitivement et irrévocablement si c'est en faveur du peuple ou en faveur d'une grande maison princière qu'il voulait renoncer à sa pleine souveraineté, ces princes préféreraient se jeter gémissants aux pieds de leur collègue plutôt que de parcourir les rues de leur capitale sous les ovations du peuple. »*

Aux yeux du *Social-Demokrat*, l'unique chemin vers l'unité et la liberté allemandes était la révolution allemande. Comme le dernier espoir en une telle révolution résidait dans les possibilités qui pouvaient surgir de l'affrontement violent entre les grandes puissances allemandes, le journal ne joignit pas sa voix aux vociférations pacifistes de la bourgeoisie. De même, Albert Lange écrivait dans le *Boten von Niederrhein* (Le Messager du Bas-Rhin) que celui qui, pour des raisons profondes, souhaitait réellement que Bismarck dégage le terrain au parti républicain avec sa tentative de réaliser son programme, celui-là ferait mieux de le laisser tranquillement faire jusqu'à ce qu'il ne puisse plus revenir en arrière. Et dans une assemblée de progressistes et de partisans de l'Union nationale de Leipzig, où on se lamenta à se fendre le cœur sur la guerre imminente, Bebel, seul opposant, déclara qu'il ne fallait pas être aussi craintif ; de la guerre il pouvait sortir quelque chose de bien différent que ce que croyaient ceux qui la menaient ; le peuple se lèverait au moment propice et terminerait la guerre selon ses vues. Être aux aguets, prêt à la riposte, équipé pour le combat et prêt à agir, se méfiant de tous mais confiant en soi-même : voilà la politique que le *Social-Demokrat* recommandait à la classe ouvrière dans la crise de 1866.

Il voyait une première possibilité d'intervention pratique dans le coup de poker de Bismarck avec le suffrage universel. Il ne se faisait naturellement pas d'illusions sur les motivations de Bismarck et répliquait aux séductions de la presse progouvernementale : *« En ce qui nous concerne, nous savons que nous ne voulons ni une Grande-Prusse ni une Grande-Autriche, mais une Allemagne libre et unie, libre et unie par la volonté de la nation. Si la Prusse veut aider à réaliser cela – bien, elle peut tenter de*

devenir l'exact contraire de ce qu'elle était jusque-là. Nous voulons faire provisoirement cause commune avec elle, dans le sens où elle a fait sienne notre cause, mais dans aucun autre sens. (...) Telle est selon nous – ni plus ni moins favorable à la Grande-Prusse – la disposition d'esprit des ouvriers, pour définir la position qui leur semble bonne face au gouvernement prussien et à ses appétits de pouvoir. Tout le reste appartient au domaine des illusions et des souhaits progouvernementaux. » Le *Social-Demokrat* dit ouvertement que Bismarck en était venu à sa « demi-convocation inefficace d'un Parlement », non de son plein gré, mais parce qu'il y avait été contraint par la situation ; il dit tout aussi ouvertement que ce qui serait « le plus lamentable de tout » c'est que les ouvriers se laissent tromper par cela. Mais il conseillait d'utiliser l'indécision du ministre prussien. Un progrès historique n'avait encore jamais été accompli par la bonne volonté des puissants, mais assez souvent par leur indécision habilement utilisée. La classe ouvrière devait utiliser l'arme qui lui était offerte, *« non pas comme eux veulent, mais comme nous voulons »*. C'est pourquoi le *Social-Demokrat* donnait le mot d'ordre : *« Nous voterons ! Nous voterons, non* parce que *Bismarck a convoqué ce Parlement et tout aussi peu* bien qu'il *l'ait convoqué. Nous voterons parce que nous rejetons la politique impuissante du regarder-sans-rien-faire, parce que nous voulons prendre part à tout ce qui se passe dans les affaires publiques et parce qu'il n'y a que nous, le parti des travailleurs, qui sommes capables d'empêcher que dans sa lâcheté le libéralisme bourgeois trahisse de nouveau la cause du peuple.* » En même temps, le *Social-Demokrat* recommandait la campagne d'agitation la plus vigoureuse pour le suffrage universel, afin de pousser Bismarck à avancer sur le chemin qu'il avait pris à contre-cœur.

Cette tactique, résumée ici brièvement, traverse comme un fil rouge tous les articles que le *Social-Democrat* publia sur la question allemande, avant et après l'emprisonnement de Schweitzer. S'il est possible que certaines arrière-pensées du gouvernement aient concouru à la permission accordée à Schweitzer de sortir de prison, celui-ci ne paya pas plus le prix souhaité que Marx ne s'embarqua dans la proposition que lui avait faite Bucher. Dans toute cette période, on ne peut pas trouver non plus une seule phrase du *Social-Demokrat* qui, directement ou indirectement, vise à encourager la politique de force de la Prusse. La politique que Schweitzer recommandait à la classe ouvrière était sans nul doute la même politique que Lassalle lui aurait recommandée, s'il avait encore vécu.

Le point vulnérable ne se trouvait pas dans la tactique qu'avait alors l'Association générale des travailleurs allemands, mais dans son organisation d'alors. Elle n'était pas encore un corps soudé au point que l'orage de la guerre s'abattant sur elle ne l'aurait pas ébranlée dans toutes ses

jointures. La grande masse des ouvriers allemands ne s'était pas encore éveillée à la conscience de classe et, là où elle l'était déjà, elle n'était pas encore suffisamment claire sur ses intérêts de classe pour ne pas être emportée par le tourbillon dans lequel les affaires allemandes couraient à une catastrophe générale. Un noyau de vieux combattants dans l'Association tenait avec suffisamment de courage, mais il n'avait pas une force assez grande pour pouvoir dominer les flots en courroux que soulevait la révolution par en haut.

Nulle part en Allemagne les contradictions nationales et sociales ne se heurtaient aussi violemment dans un espace aussi étroit que dans le royaume de Saxe. Bourgeoisie et prolétariat se faisaient directement face dans ce petit pays industriellement très développé qui, coincé entre la Prusse et l'Autriche, menaçait à présent de devenir le théâtre de la guerre. La politique saxonne était dirigée par le partisan de l'Autriche Beust, peut-être le plus habile et en tout cas le plus infâme des diplomates-miniatures qui, encore dégoulinants de tout le sang et de toute l'ordure de la Terreur blanche, n'avaient plus à la bouche que les mots à la mode de nation allemande. Ses préparatifs de guerre suscitèrent l'irritation de la bourgeoisie saxonne, qui à aucun prix ne voulait voir ses affaires perturbées et pour une partie aussi, en particulier dans les grandes places commerciales et industrielles du pays, était lasse de ces petits États emperruqués et rétrogrades et souhaitait se faire manger par la Prusse. Le prolétariat saxon se trouvait ainsi dans une situation très difficile. Il ne pouvait s'enthousiasmer ni pour Bismarck ni pour Beust ; il ne pouvait pas faire la révolution, mais il ne pouvait pas non plus si facilement, comme par exemple le prolétariat de Rhénanie-Westphalie, prendre une position d'attente, mais prêt à se battre, car le feu de la guerre commençait à lui brûler les doigts d'un peu trop près.

En soi, le prolétariat saxon connaissait justement à cette époque un développement très favorable. Les associations d'éducation ouvrière saxonnes constituaient le noyau et la souche des associations d'éducation ouvrière allemandes ; l'association de Dresde s'épanouissait sous la direction du cordonnier Knöfel, Bebel maintenait à son ancien niveau l'association de Leipzig, Liebknecht, qui s'était installé à Leipzig après son expulsion de Berlin, comptait parmi les enseignants particulièrement actifs de cette association. On devait en particulier aux efforts de Bebel la fusion des associations d'éducation ouvrière saxonnes en une fédération régionale, en tout 29 associations et 4 579 membres, qui constituaient un réseau d'établissements coopératifs avec 5 caisses d'épargne, 2 sociétés de crédit, 5 associations de consommation, 1 boulangerie associative, 4 caisses de maladie, 2 caisses d'invalidité, 2 caisses

d'obsèques et 1 association de tisserands. Entre ces associations et les communautés saxonnes de l'Association générale des travailleurs allemands existait déjà une entente très amicale ; les deux tendances tenaient habituellement en commun de grandes assemblées populaires et, justement à ce moment-là, l'association d'éducation ouvrière de Leipzig venait de rompre très résolument avec l'agitation manchestérienne progressiste de la *Volks-Zeitung*. Dans un premier temps la question nationale ne donna pas lieu non plus à des divergences d'opinion. Le 28 avril, se tint à Dresde une assemblée convoquée par Försterling et Knöfel et qui délibéra sous leur présidence commune, à laquelle assistèrent 2 500 ouvriers. Elle demandait la convocation d'une Constituante allemande sur la base du suffrage direct et égal, avec vote secret et éligibilité sans restriction aucune, pour non seulement régler la situation politique mais aussi s'attaquer à la question sociale, et elle demandait d'autre part, pour soutenir ce Parlement, l'armement général du peuple. Du point de vue des principes, cette résolution concordait absolument avec la démarche du *Social-Demokrat* ; elle disait sans détour que seule la révolution allemande pouvait sauver l'unité et la liberté allemandes. Mais à vrai dire rien n'était encore dit ainsi sur la position tactique du prolétariat à l'égard des puissances belligérantes.

Cette question devint brûlante lorsque la bourgeoisie de Leipzig, sous la direction des autorités de la ville, exigea du ministère saxon le désarmement immédiat et ouvrit ainsi une campagne d'agitation prussophile. Pour la contrer, se tint le 8 mai à Leipzig une assemblée populaire qui réunit près de 6 000 personnes et à laquelle, tout comme à l'assemblée de Dresde, les deux tendances du prolétariat saxon avaient participé de la même manière. Fritzsche, Wuttke, Bebel et Liebknecht étaient présents à cette assemblée ; la présidence était assurée par Steinert qui, en tant que successeur de Fritzsche, dirigeait la communauté de l'Association générale des travailleurs allemands à Leipzig. Dans sa résistance justifiée aux penchants bismarckiens des sacs d'argent bourgeois, cette assemblée dépassa les bornes que le *Social-Demokrat* s'efforçait de ne pas franchir. Des vieux démocrates de 1848 pensaient qu'il y avait sans doute bien des choses à dire à l'égard du passé de Beust, mais qu'il avait maintenant, comme l'Autriche, le point de vue allemand. Une résolution présentée par Bebel s'en tenait encore fermement, pour ce qui est du fond, à la résolution de Dresde, mais déjà se prononçait aussi, unilatéralement, contre la politique de conquête prussienne et approuvait les préparatifs militaires du ministère Beust comme « mesures de défense », alors qu'une résolution présentée par Wuttke encourageait pratiquement sans réserve la politique de Beust. Ces deux résolutions furent approuvées à l'unanimité,

après que, outre leurs auteurs et d'autres, Fritzsche et Liebknecht aussi se furent prononcés pour ; cette prise de position marqua la première déviation importante de la politique du *Social-Demokrat*.

La situation dans la région du Main était semblable à celle du royaume de Saxe, à cela près que l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat était loin d'y être aussi développé. L'orage qui bouleversait jusqu'au tréfonds la situation allemande révélait un terrain encore petit-bourgeois en Allemagne du Sud-Ouest. Une assemblée populaire qui se tint à Francfort le 20 mai et réunit 3 000 personnes fut dominée par les ténors du Parti populaire allemand, même si des ouvriers y participèrent, comme Bebel pour les associations d'éducation ouvrière et Welcker pour l'Association générale des travailleurs allemands. Les décisions de cette assemblée se distinguaient de manière très significative de la résolution de Dresde et aussi de celles de Leipzig. Elles se prononçaient exclusivement contre la politique de Bismarck qui brisait la paix et qualifiaient toute neutralité de lâcheté et de trahison. En rejetant inconditionnellement la réforme prussienne de la Confédération, elles réclamaient la constitution immédiate du Schleswig-Holstein en un État particulier et par ailleurs, sans mentionner un quelconque droit électoral, elles réclamaient un « Parlement constituant doté du pouvoir nécessaire », et enfin, comble de l'absurdité, que « les gouvernements instaurent légalement l'armement général de la nation ». Welcker se prononça déjà très résolument contre ces décisions, tandis que Bebel les approuva encore et entra dans le comité directeur du Parti populaire, qui devait élaborer un programme de résistance contre le despotisme prussien. Ce programme, publié peu de temps après, s'en tenait aux décisions de l'assemblée de Francfort, mais les modifiait un peu dans le sens où, à côté de la tête prussienne, il rejetait expressément aussi la tête autrichienne. Il voulait instaurer l'unité allemande comme fédération des États allemands sur la base de l'autodétermination, et atténuer le danger d'une guerre aux côtés de l'Autriche en demandant aux alliés de ne pas poursuivre dans le combat une politique dynastique, mais une politique nationale. Exigence qui en soi était excellente mais qui, adressée aux Beust et consorts, revenait en pratique à exiger des hyènes qu'elles ne déterrent pas les cadavres mais que, comme les agnelets, elles broutent dans les prés.

Il n'y eut pas cette année-là de congrès des associations ouvrières allemandes en raison des circonstances agitées ; cependant, le comité directeur se réunit le 10 juin à Mannheim, d'où il ressortit qu'une minorité inclinait vers le point de vue prussophile, tandis que la majorité penchait vers le point de vue du Parti populaire. Par ailleurs de nombreuses plaintes se firent entendre sur l'indifférence des associations d'éducation

ouvrière ; la grande majorité d'entre elles étaient en retard pour le paiement de leurs cotisations. La confusion dans les cercles du prolétariat allemand semblait si grande qu'Albert Lange abandonna l'espoir d'une activité fructueuse. Il cessa de publier le *Messager du Bas-Rhin* et dit dans le dernier numéro, daté du 29 juin, qu'il avait toujours cherché à inciter les ouvriers à l'union, à la réflexion et à l'usage réglé de leur pouvoir. Maintenant les masses étaient excitées par des émissaires qui poursuivaient des objectifs tout autres et semblaient disposer de larges moyens. En automne Lange s'établit alors en Suisse, d'où malheureusement il ne devait revenir en Allemagne que gravement malade.

Le *Social-Demokrat* se plaignit aussi vivement des émissaires disposant de riches moyens. Toutefois il nomma un chat un chat et accusa la comtesse Hatzfeldt d'être derrière ces émissaires. Elle cherchait à gagner les ouvriers avec l'espoir illusoire d'obtenir monts et merveilles et puissants protecteurs, mais l'Association générale des travailleurs allemands ne devait jamais oublier qu'elle était un parti démocratique et allemand, pour lequel la liberté était aussi importante que l'égalité, un parti qui sans la liberté ne pourrait jamais parvenir à l'égalité. Comme la comtesse ne pouvait se permettre d'avancer devant les ouvriers ses véritables intentions, elle se raccrocha à deux événements extérieurs : en premier lieu, au fait que les autorités policières de Leipzig, où l'Association générale des travailleurs allemands avait son siège, ne voulaient pas reconnaître l'élection de Tölcke comme président, avant que Tölcke eût prouvé qu'avec la perte de la cocarde nationale[1], il n'avait pas perdu aussi ses droits civils et politiques ; et deuxièmement au fait que les statuts de l'Association avaient été violés par la fusion de la présidence et du secrétariat. Le 12 mars, la comtesse eut un entretien avec Tölcke à Vohwinkel près d'Elberfeld, au cours duquel elle l'exhorta à « un coup d'État salvateur ». Tölcke devait, par un acte d'autorité, déclarer nul et non avenu tout ce qui s'était passé dans l'Association depuis l'assemblée générale de Düsseldorf, se proclamer successeur direct de Lassalle et nommer Willms secrétaire de l'Association. En échange, la comtesse promit de faire cesser l'opposition des autorités policières de Leipzig à son élection. Tölcke resta ferme mais, pour ôter autant que possible à la comtesse tout moyen de susciter une nouvelle discorde, il publia le 29 mars une ordonnance qui séparait à nouveau le secrétariat de la présidence et il nomma Hasenclever secrétaire de l'Association. Le 1er mai, Hasenclever devait s'établir au lieu de résidence de Tölcke, Iserlohn ; pour des raisons d'appointements, il y avait eu entre les deux un « accord ne touchant pas

1 Insigne de la nationalité prussienne.

à la situation des caisses ». Par ailleurs, jusqu'à la reconnaissance de son élection par la police, Tölcke nomma vice-président le fondé de pouvoir de Hambourg, Perl.

Tout cela naturellement ne faisait pas l'affaire de la comtesse Hatzfeldt. Bien que dans ses pourparlers avec Tölcke elle eût accusé particulièrement Hillmann d'être responsable de la mauvaise gestion financière de l'Association, opérant maintenant une volte-face audacieuse, elle fit son homme de celui qu'elle avait si durement accusé, et Hillmann se prêta à ce rôle peu enviable. Tant que l'élection de Tölcke comme président n'était pas reconnue par les autorités, Tölcke ne pouvait non plus prendre aucun arrêté valide en qualité de président ; l'unique représentant autorisé de l'Association était donc toujours Hillmann, auquel l'assemblée générale de Francfort avait confié la direction des élections directes d'où Tölcke était sorti président ; voilà les conclusions que tiraient Hillmann, la comtesse Hatzfeldt et la police de Leipzig.

L'attitude de cette autorité était au plus haut point ambiguë. La justice partiale issue du coup d'État de novembre en Prusse avait retiré la cocarde nationale à plus d'un homme honnête, comme le vieux Ziegler, qui aimait à plaisanter sur la perte de ce précieux ornement. Mais si les hoberaux prussiens priaient cet homme de ne pas les narguer si souvent avec les vieilles histoires qu'ils n'aimaient pas se voir rappeler, un service municipal bourgeois tel que la police de Leipzig en tirait parti, lui, pour nuire moralement à Tölcke. C'est en vain que Tölcke démontrait, preuves juridiques à l'appui, qu'il avait depuis longtemps récupéré ses droits civils et politiques, si tant est réellement qu'il les eût jamais perdus : la police de Leipzig exigeait une attestation des autorités de police d'Iserlohn, et cette attestation-là, le maire Hülsmann, ennemi intime de Tölcke, la lui refusait. Mais ce n'était pas tout ! Plus la police de Leipzig mettait de zèle à chercher la paille dans l'œil de Tölcke, plus elle mettait de zèle à ne pas voir la poutre dans l'œil de Hillmann. Depuis un an environ Hillmann était en faillite et, selon les lois saxonnes sur les associations, il ne pouvait même pas être membre, ni à plus forte raison président, d'une association politique. L'étrange attitude de la police de Leipzig s'explique probablement par cela même qui, à première vue, la fait paraître doublement étrange : en tant que service municipal, elle dépendait du Conseil municipal et des conseillers municipaux qui, à cette époque justement, se tournaient avec bienveillance vers la politique de Bismarck, précisément comme la comtesse Hatzfeldt, qui ne cessait de se vanter de son influence sur la police de Leipzig.

Le 10 mai, Hillmann fit le coup d'État que Tölcke avait refusé de faire. Il fixa au 20 mai l'élection d'un nouveau président par un vote direct dans

les communautés, convoqua une assemblée extraordinaire à Barmen pour le 3 juin et nomma Willms secrétaire de l'Association, en lui faisant miroiter le legs de Lassalle qu'on devait enfin verser à Willms. Tölcke répondit au coup d'État en convoquant la direction à Hambourg pour le 21 mai. Dès lors une confusion irrémédiable s'installa. Les membres anciens restèrent certes fidèles au drapeau, et l'élection du président ordonnée par Hillmann n'eut lieu le 20 mai que dans quelques communautés. Mais on voyait alors à nouveau à quel point la gestion financière déplorable avait affaibli la force d'action de l'Association. Le *Social-Demokrat* avait déjà dû suspendre sa parution quotidienne à partir du 1er avril et ne sortait désormais que trois fois par semaine, parce que les membres ne cessaient de se plaindre du prix trop élevé de l'abonnement. La caisse de l'Association était complètement à sec, tandis que la comtesse Hatzfeldt répandait l'or à pleines mains ; Tölcke ne pouvait même pas payer le voyage pour se rendre à Hambourg à la réunion de la direction qu'il avait lui-même convoquée. De toute façon, la direction ne réunit même pas le quorum nécessaire. Seuls quelque six de ses membres étaient présents, la plupart de Hambourg même ou de localités avoisinantes : à côté d'Audorf et de Perl, il y avait Yorck, de Harburg, Deckwitz de Brême, Bracke de Brunswick et Försterling de Dresde.

Pour représenter Berlin il y avait Schweitzer, en tant que délégué de l'organe de l'Association, mais en même temps aussi la comtesse Hatzfeldt. Maintenant, elle formulait ouvertement ses plans. Elle promettait de tirer l'Association de toutes ses difficultés et de rétribuer de sa propre poche le président et le secrétaire, à condition que Hillmann soit élu président. La majorité des membres présents du comité central lui répondit comme Lionel, dans la *Pucelle d'Orléans*[1] : *« Madame, retournez donc chez vous ! Nous voulons vaincre avec de bonnes armes, pas avec des femmes. »* Mais la comtesse gagna toutefois à elle Deckwitz et surtout le trésorier de l'Association, Fösterling, qui se rendit aussitôt en Rhénanie auprès de Hillmann et Willms. L'Association était maintenant complètement dissoute, dans la mesure où elle ne possédait plus aucun permanent à la qualité juridique incontestée.

Dans ces circonstances, Schweitzer et les autres membres du comité directeur restés fidèles convinrent de céder aux vues de la police de Leipzig. Ils comptaient sur le fait qu'il était impossible que la majorité des membres puisse se laisser abuser par le jeu transparent de la comtesse Hatzfeldt. Mais si l'assemblée générale refusait d'élire comme président une créature de la comtesse Hatzfeldt, c'était la manière la plus rapide

1 Pièce de Schiller.

de mettre bon ordre à la confusion qui s'était installée. Comme Tölcke n'avait pas paru à Hambourg et qu'il était donc impossible d'arriver à un accord avec lui, on décida de se servir du *Social-Demokrat* pour proposer officiellement Perl comme candidat, sur lequel devaient se réunir les voix de tous les membres qui ne voulaient pas laisser l'Association tomber aux mains de la comtesse Hatzfeldt et de ses seconds. Tout en remplissant cette mission, le *Social-Demokrat* déployait toute son éloquence pour convaincre les ouvriers qu'ils devaient enfin se préoccuper d'une gestion financière rationnelle de l'Association. Il était indigne d'eux, écrivait-il, de compter sur des dons et des legs. Autant il était compréhensible qu'ils n'aient pas eu envie de sacrifier leurs sous et leurs centimes, étant donné « la gestion inouïe de l'argent » qui avait eu cours jusque-là dans l'Association, autant il était nécessaire qu'ils créent et entretiennent une bonne organisation financière. Le mouvement ouvrier allemand n'avait pas le droit d'échouer devant un obstacle aussi misérable, obstacle devant lequel les associations ouvrières anglaises et françaises n'avaient encore jamais échoué.

Cette intervention énergique eut de l'effet. La comtesse Hatzfeldt et ses hommes de paille cherchaient maintenant à gagner encore un nouveau délai pour leurs intrigues ; ils déplacèrent l'assemblée générale du 3 au 17 juin, et ensuite, quand les ouvriers de Rhénanie-Westphalie dans leur masse se désolidarisèrent de Hillmann, ils la déplacèrent encore de Barmen à Leipzig. Mais tous ces zigzags ne servirent à rien : le 17 juin la troisième assemblée générale se réunit à Leipzig et élut Perl comme président pour le reste de l'année par 6 082 voix, contre 3 140 pour Hillmann. Douze délégués représentaient trente-quatre localités. La majorité pour Perl aurait été encore plus grande si les communications ferroviaires en direction de l'Ouest n'avaient pas déjà été coupées, si bien que parmi les communautés de Rhénanie-Westphalie, qui avaient presque sans exception voté pour lui, seule Barmen était représentée à l'assemblée générale. Hillmann promit de se plier aux décisions de la majorité et reçut les remerciements de l'assemblée générale pour son attitude, ce qui ne l'empêcha pas, lui et sa protectrice, de commencer dès le lendemain de nouvelles intrigues.

Le conflit pour la fonction de rédacteur en chef avait perdu dans la pratique toute acuité, du fait qu'aussi bien Hasenclever que Willms avaient été mobilisés comme territoriaux. À titre provisoire, on nomma J. Levien de Hambourg rédacteur en chef et J.M. Hirsch d'Erfurt trésorier. Hirsch était directeur commercial chez un négociant en vins mais, malgré sa profession, authentique enfant de prolétaire, fils d'un tisserand de lin qui, dès l'âge de 4 ans, avait été mis devant une bobineuse, et avait bu

jusqu'à la lie toutes les misères de la classe des tisserands prolétarisés par l'exploitation mécanique, jusqu'à ce que le hasard le fasse échouer dans le commerce de vins, d'abord en tant que livreur.

Ainsi l'Association était-elle provisoirement consolidée et pouvait à nouveau penser à des actions politiques. Durant toutes ces semaines de désordre, le *Social-Demokrat* lui aussi avait été paralysé politiquement ; il interrompit une série d'articles sur « *Habsbourg, Hohenzollern et Social-Démocratie allemande* » sur cette remarque amère qu'il était ridicule de promouvoir une politique sociale-démocrate tant que l'Association générale des travailleurs allemands ne s'était pas retransformée, d'association qui ne pense qu'à jouer et à se quereller, en un parti d'action sérieux. Quant à la légende selon laquelle Schweitzer après sa permission de sortie de prison s'était livré traitreusement, en partie dans le *Social-Demokrat*, en partie dans ses tournées d'agitation à travers toute l'Allemagne, à des machinations en faveur de la politique de Bismarck, eh bien, c'est une légende. Du mois de juin, nous avons trois manifestations écrites de lui : un article de fond dans les numéros des 6 et 8 juin du *Social-Demokrat*, une conférence qu'il tint le 11 juin à Erfurt devant 1 500 ouvriers et enfin une conférence qu'il tint le 16 juin à Leipzig, la veille de l'assemblée générale. Les trois témoignent de sa sincérité autant que de son talent.

L'article du *Social-Demokrat* traitait des caisses de prêt instituées par le gouvernement prussien au milieu du mois de mai, et qui avaient pour but d'émettre des bons pour un montant de 25 millions de thalers, que toutes les caisses publiques devaient accepter à leur pleine valeur nominale, sans qu'il existe de contrainte pour les faire accepter dans la circulation privée. Comme but de ces caisses, on avança « la satisfaction du besoin de crédits » qui se faisait sentir, pour les petits-bourgeois surtout, d'autant plus lourdement que la crise politique entraînait avec elle une crise économique. Dans cette mesure, les caisses de prêt étaient indubitablement un expédient de la politique bismarckienne. La presse conservatrice comme la presse libérale exagéraient leur importance, mais dans deux directions opposées. Les journaux conservateurs feignaient de voir dans l'instauration de ces caisses de prêt un merveilleux coup de génie du gouvernement, qui voulait ainsi remédier radicalement à la misère économique des masses. Les journaux libéraux en revanche mettaient en garde contre l'acceptation du « faux argent », vu qu'il était pour le moins douteux que le gouvernement eût constitutionnellement le droit d'instaurer ces caisses de prêt, et que de toute façon on n'obtiendrait jamais la ratification nécessaire de la Chambre des députés. Ils affirmaient par ailleurs que les caisses de prêt n'aideraient que le grand capital, ce qui

maintenant plongeait tout d'un coup les braves manchestériens dans une indicible épouvante.

Face à cette démagogie de droite comme de gauche, Schweitzer accomplit le premier devoir d'un publiciste : démasquer le bluff et éclairer les masses sur la question, pour elles extrêmement importante, de savoir ce qu'il en était de ce nouvel argent. Il examina d'abord les conditions techniques et financières de son émission et arriva au résultat qu'un morceau de papier n'était certes jamais de l'argent et pouvait seulement représenter l'argent, mais que les bons des caisses de prêt étaient aussi sûrs que le papier-monnaie de l'État prussien. Que l'un des papiers soit émis constitutionnellement et l'autre pas, cela n'avait pas d'importance pour la circulation de l'argent qui, plus que n'importe quel autre élément de la société humaine, tenait compte de la situation réelle, et non d'une querelle théorico-doctrinaire telle que celle en laquelle le conflit constitutionnel prussien avait depuis longtemps dégénéré. Si les choses allaient bien pour la Prusse, il n'y avait aucun risque à accepter les bons des caisses de prêt ; dans le cas contraire, il n'y avait en vérité aucune garantie, car dans les temps de crise les gouvernements qui dirigent les États avaient tôt fait de renier les engagements qu'ils avaient pris.

À propos des caisses de prêt elles-mêmes, Schweitzer disait qu'elles n'avaient rien d'une découverte géniale, qu'elles étaient au contraire un moyen déjà employé à maintes reprises par les gouvernements pour, dans de grandes crises, procurer un petit adoucissement. Elles ne changeaient absolument rien aux situations économiques dans leur ensemble. Ceux qui étaient responsables de la crise économique actuelle, c'était ceux qui avaient évoqué à des fins dynastiques le danger de guerre ; on ne mettrait pas fin à la crise par les caisses de prêt, mais on l'atténuerait seulement un peu. Ces caisses profiteraient au grand capital, mais seulement dans la mesure où, dans la société capitaliste, tout en fin de compte profite au grand capital ; ce préalable général étant posé, elles rendaient de préférence service au petit capital, *« en vérité de la seule manière possible dans les conditions actuelles, qui n'est pas très consolante »*. Quant aux ouvriers, ils seraient exploités par le capital de la même manière, que ce soit par le grand ou le petit capital ; pour eux, les caisses de prêt avaient cette utilité éventuelle que pouvoir continuer à être exploité valait toujours mieux que de simplement mourir de faim. Si, au travers de la campagne d'agitation progressiste contre les caisses de prêt, on pouvait assurer le droit de la représentation nationale à approuver le budget, alors les ouvriers devaient être à coup sûr au premier rang des combattants, mais il n'y avait pas le moindre espoir que cela se produise, après que par sa couardise la bour-

geoisie libérale avait laissé passer depuis longtemps le moment opportun pour intervenir de manière décisive.

La conférence que Schweitzer tint à Erfurt le 11 juin traitait du socialisme et de la propriété privée de la terre. De la manière la plus intelligible possible, il expliquait la nature de la rente foncière et dissipait les représentations chimériques dans lesquelles aujourd'hui encore se meuvent les réformateurs de la propriété foncière. Il démontrait que seule la socialisation de la production pouvait guérir le mal terrible dont la propriété privée de la terre frappait les classes laborieuses. Cette conférence n'est pas seulement l'une des meilleures œuvres de Schweitzer, elle est aussi l'une des meilleures que la littérature socialiste ait présentées sur la question de la terre. Dans un cadre aussi étroit, cette question n'a peut-être jamais été traitée avec une clarté aussi limpide.

Enfin, la conférence de Schweitzer à Leipzig traitait de la tâche actuelle du Parti social-démocrate. Il récapitulait la conception de la question allemande développée dans le *Social-Demokrat*. La tristesse infinie, l'indicible malédiction de la situation, disait-il, était qu'il s'agissait seulement de savoir qui, de la Prusse ou de l'Autriche, devait exercer sa domination sur l'Allemagne ; que pour l'instant et pour le proche avenir une troisième solution n'était plus possible. Le jeune parti ouvrier qui n'existait que depuis quelques années ne pouvait changer cette situation d'un coup de baguette magique ; il pouvait seulement constater dans ce moment funeste que, si un soulèvement du peuple contre les dynasties en place était impossible, la responsabilité en revenait à la bourgeoisie libérale, en particulier à celle qui tenait pour la Petite-Allemagne, celle qui était représentée par le parti de Gotha. Le parti des ouvriers ne pouvait s'enthousiasmer ni pour l'absolutisme prussien ni pour l'abêtissante politique autrichienne ; il pouvait seulement mettre en jeu sa force pour transformer en véritables conquêtes les concessions à la classe ouvrière que la gravité de la situation politique avait arrachées au gouvernement prussien : « *Dans tout l'État prussien et en second lieu à travers toute l'Allemagne, aussi loin que porte notre influence, on doit tenir des assemblées de masse pour exiger du gouvernement prussien, de façon impérative et même en usant de menace, le suffrage universel comme droit inaliénable du peuple, comme droit allant de soi.* » Si on demande enfin si les ouvriers ne doivent quand même pas prendre parti encore dans le conflit entre la Prusse et l'Autriche, voilà ce que nous répondrons *: « Pas encore ! Mais si nous réussissons à pousser le gouvernement prussien plus loin encore sur la voie des concessions à notre égard – puisque la situation est telle que notre base d'opération ne peut être qu'en Prusse, tandis qu'en Autriche nous restons les mains liées comme jusqu'ici – alors, oui alors, nous prendrons parti,*

non pas, comme le disent des menteurs ou des bavards stupides, contre le droit et la liberté de la nation, mais contre le gouvernement autrichien et son administration confédérale ; ensuite nous espérerons et souhaiterons, ensuite, autant que nous le pourrons, nous nous efforcerons que la victoire ne soit pas pour les drapeaux de l'Autriche mais pour les drapeaux de la Prusse, pas pour les drapeaux de Benedek mais pour les drapeaux de Bismarck et de Garibaldi. » En accord avec cette conception, l'assemblée générale décida, le jour suivant, d'engager sans tarder et de toutes ses forces la campagne d'agitation pour le suffrage universel, en vertu duquel on devait élire non seulement le Parlement allemand mais aussi les parlements de chacun des États

Au moment où cette décision était prise, les dés d'airain roulaient déjà, scellant le destin du peuple allemand.

3. La classe ouvrière après la guerre allemande

En l'espace de quelques semaines était créée une situation complètement nouvelle. Frappant des coups rapides, l'armée prussienne écrasa la puissance militaire autrichienne et les troupes des États moyens, qui au moment décisif s'étaient tous rangés dans le camp des Habsbourg. Les gouvernements vaincus, y compris la cour de Vienne et non compris la cour de Karlsruhe, ne trouvèrent rien de mieux pour montrer leur patriotisme allemand que de se jeter, en réclamant de l'aide, dans les bras de Bonaparte. Le veto français arrêta la course victorieuse des armes prussiennes, et la paix fut conclue aux conditions françaises. La révolution par en haut confirmait son caractère en étant obligée de s'immobiliser à mi-chemin, arrêtée par l'oukase d'un despote étranger.

Ainsi, les choses restèrent en suspens. L'Autriche renonça à toute immixtion dans les affaires allemandes, mais de ce fait aussi ses provinces allemandes étaient perdues pour l'Allemagne. Les États au nord du Main formaient une confédération d'États, mais dans laquelle en réalité la dynastie prussienne, qui s'était encore considérablement renforcée en annexant le Schleswig-Holstein, Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et Francfort, pesait d'un poids écrasant sur une multitude de petits vassaux. Les États au sud du Main, Bavière, Wurtemberg, Bade et une partie de la Hesse-Darmstadt, restaient en revanche suspendus dans les airs ; ils étaient libres, séparément ou ensemble, de jouer les puissances européennes ou bien encore d'entrer dans une « union nationale » avec la Confédération de l'Allemagne du Nord, tout cela absolument à leur guise.

Dès le début, il était évident que cette situation ne pouvait durer, et effectivement personne non plus ne croyait qu'elle durerait. Certes, une Allemagne unifiée, provinces austro-allemandes comprises, restait

inconcevable sans une révolution par en bas, révolution qui, après le succès écrasant des armes prussiennes, était repoussée à un avenir plus lointain que jamais depuis les journées de mars 1848. Mais la ligne du Main[1], pour autant qu'elle correspondît aux traditions de la politique prussienne et quelque rôle qu'elle ait pu jouer dans les négociations entre Bismarck et Bonaparte, avait perdu son sens ancien de trahison à la patrie depuis que l'Autriche avait été expulsée d'Allemagne. Ce n'était pas le maître d'école prussien qui avait remporté la victoire à Sadowa, comme un slogan ronflant l'affirmait pour expliquer les victoires du fusil à aiguille, mais l'Union douanière qui depuis trente ans avait créé un vaste territoire économique. Les besoins économiques de ce territoire, dans lequel le mode de production capitaliste conquérait chaque jour de nouvelles zones, étaient le terrain réel sur lequel s'élevaient les aspirations de la nation à l'unité. Les liens politiques qui reliaient cette zone économique à l'Autriche pouvaient d'autant plus facilement être brisés qu'ils étaient devenus des entraves toujours plus pesantes à sa consolidation économique, mais sa cohésion économique propre pouvait d'autant moins être défaite par des subtilités constitutionnelles. Les États de l'Allemagne du Sud ne pouvaient pas jouer les puissances européennes, ils ne pouvaient pas non plus devenir des vassaux de la France ou de l'Autriche, à moins de briser en mille morceaux une vaste zone économique qui se constituait depuis trente ans et qui se trouvait dans la phase ascendante du développement capitaliste, ce qui était historiquement impossible.

Bismarck saisit la situation et sut y adapter sa politique avec une habileté indéniable. Il était à présent en plein dans l'exécution du programme qu'il avait exposé, ou qu'il disait avoir exposé en 1864 au conseiller d'État russe Ewers : « *J'achèterai les uns, j'en intimiderai d'autres, j'en battrai d'autres encore et finalement je les gagnerai tous à moi en les menant contre la France.* » Bismarck refréna la fringale du roi, qu'il avait fallu pousser à toute force dans la guerre, mais qui maintenant menaçait d'abdiquer si, à la vieille manière prussienne, il ne pouvait avaler autant de terre et d'hommes qu'il y en avait momentanément en son pouvoir. Comme l'Autriche elle-même, les États de l'Allemagne du Sud obtinrent la paix à des conditions très douces ; les alliances offensives et défensives, d'abord tenues secrètes, que Bismarck obtint d'eux en échange avaient pour lui bien plus de valeur que quelques kilomètres carrés de territoire bavarois

1 Ligne du Main : Le Main constituait au 19e siècle la délimitation des sphères d'influence entre les deux grandes puisance – Autriche et Prusse – à l'intérieur de la Confédération germanique. Le siège de cette Confédération était à Francfort-sur-le-Main.

ou souabe. Quant à ce brave Bonaparte, qui maintenant frappait doucement à la porte pour d'éventuelles « compensations », Bismarck le traita en vertu de l'adage : « À coquin, coquin et demi. » Il joua désormais au sévère gardien de l'honneur allemand, non par sentiment national qui restait aussi étranger à lui qu'à son roi, mais par intérêt bien compris de la politique prussienne. Il réussit encore à traiter de manière « dilatoire » l'appétit de Bonaparte pour des territoires allemands, mais ce traitement n'était pour lui qu'un appât pour attirer le renard dans les mâchoires du piège.

À sa manière la bourgeoisie aussi saisit la situation mais, précisément, seulement à sa manière. Avant que la guerre n'éclate, Bismarck avait dissous la Chambre des députés, et spéculer sur le sentiment national lui réussissait mieux cette fois-ci qu'en 1863. Le même 3 juillet où se livrait la bataille décisive de la guerre allemande, la majorité progressiste de la Chambre des députés fondait dans les élections directes, et de plus le parti alors dominant se scindait. De même que du vieux parti féodal se dégageait une fraction libérale conservatrice, qui comprenait enfin que sans certaines concessions au capitalisme on ne pourrait pas obtenir la prussification de l'Allemagne, de même du Parti du Progrès se dégagea la fraction nationale-libérale, qui renonçait enfin sans faire trop d'histoires à la prétention de la bourgeoisie au pouvoir politique, à condition que soient satisfaits les intérêts matériels de cette classe. Elle fut profondément touchée lorsque Bismarck sollicita une validation pour les finances des dernières années, pour lesquelles aucun budget n'avait été voté ; sans saisir, ou sans vouloir saisir, à quel point cette validation était nécessaire au gouvernement, sans faire une tentative pour changer l'article 99 de la Constitution, de telle manière qu'à l'avenir le droit de la Chambre des députés à voter le budget soit garanti sans équivoque, la grande majorité de la Chambre des députés approuva la loi de validation[1], pour ensuite s'entendre dire par le roi que, dans une situation analogue, il agirait toujours de la même manière que dans les années du conflit constitutionnel. Non sans raison, Wagener commenta cette sorte de validation en disant qu'elle ne rectifiait pas un passe-droit du gouvernement, mais qu'elle scellait le droit du gouvernement.

Si au moins, à partir du reste du Parti du Progrès qui ne voulait pas abandonner l'ancien nom et l'ancien programme, une démocratie petite-bourgeoise s'était désormais développée ! Mais cela non plus il n'en était

1 La loi de validation prussienne de 1866 permettait au gouvernement de faire valider par le Parlement une décision après qu'elle eut été exécutée, alors qu'il aurait dû l'obtenir avant de pouvoir l'appliquer.

pas question. Dans le Parti du Progrès qui avait fondu se trouvaient des éléments très divers : à côté de démocrates petits-bourgeois, il y avait de vieux renards constitutionnalistes, comme Classen-Kappelmann, des Prussiens fanatiques, comme Ziegler et Waldeck, des accusateurs hypocrites du grand capital, comme Eugen Richter qui, né pour devenir fondé de pouvoir chez Bleichröder[1], et torturé d'avoir manqué sa carrière, s'était rabattu sur l'idée malheureuse de jouer les chefs de parti et les hommes politiques. Seul un homme de l'ancien Parti du Progrès avait assez d'honnêteté et de courage pour continuer à réaffirmer bien haut les idéaux bourgeois, en dépit des potentats victorieux ; Johann Jacoby disait avec la loi romaine des Douze tables : « *Contra hostem aeterna auctoritas esto* » (Face à l'ennemi de la liberté, la revendication du droit du peuple ne s'éteint jamais). Le prolétariat était incapable d'une politique aussi affligeante que celle que la bourgeoisie menait. Ses grands objectifs n'étaient absolument pas touchés par le bouleversement allemand, on pouvait seulement se demander si le chemin menant à ces buts était changé. Et cette question aussi trouvait tout de suite sa solution, dans la mesure où la victoire du prussianisme était aussi une victoire de la réaction, où la lutte pour la liberté politique, sans laquelle le prolétariat ne peut atteindre ses objectifs sociaux, était devenue encore plus difficile et donc d'autant plus nécessaire. Il ne restait plus alors qu'une chose à trancher, comment on pouvait mener le combat d'émancipation du prolétariat de la manière la plus efficace : sur le terrain de la situation nouvellement créée, ou en dehors de ce terrain ? Il s'agissait d'apprécier correctement la question : la journée de Sadowa avait-elle été un événement historique décisif, ou bien le vulgaire coup de chance d'une politique aventureuse ? Avait-elle montré une voie nouvelle au développement allemand, ou l'avait-elle mené dans une impasse d'où on devait d'abord et avant tout le faire sortir ? Les différentes réponses à cette question suscitèrent des années de controverses dans la classe ouvrière, qui paya ainsi un dernier tribut à la misère de la division allemande.

L'Association générale des travailleurs allemands décida de lutter sur le terrain de la nouvelle situation. Pendant la guerre même, la campagne d'agitation pour le suffrage universel décidée à l'assemblée générale de Leipzig avait pris une ampleur imposante. Sur ordre du nouveau président Perl, qui était allé s'établir pour un temps à Berlin, les membres silésiens procédèrent d'abord à de grandes assemblées qui se tinrent pendant la première semaine de juillet à Ensdorf, Dreissighuben, Langenbielau, Peterswaldau, Steinseifersdorf, Stollbergsdorf, Wüste-Giersdorf

1 Grand banquier ami de Bismarck.

et se terminèrent par un congrès ouvrier silésien à Wüste-Waltersdorf. Dans la deuxième semaine de juillet, les communautés de l'Allemagne du Nord appelèrent les ouvriers à se réunir à Hambourg, Altona, Kiel, Pinneberg, Elmshorn, Glückstadt, Itzehoe, Brême, Harburg, Hanovre, Brunswick, Magdeburg, Stettin ; cette série d'assemblées culmina en un congrès ouvrier de l'Allemagne du Nord, qui se réunit à Hambourg. Dans la deuxième moitié de juillet, les communautés de l'Allemagne du Centre et du Sud procédèrent d'une manière analogue : Leipzig, Thonberg, Stötteritz, Neustadt, Oberkändler, Grüna, Plauenscher Grund, Grossenhain, Glauchau, Dresde, Leissnig, Böhlen, Naumburg, Apolda, Beerfelden, Erfurt, Mayence, Francfort-sur-le-Main, Offenbach, Augsbourg, Asch en Bohême ; un congrès ouvrier de l'Allemagne du Centre et du Sud à Leipzig en fut la conclusion. Enfin, ce fut le tour des communautés de Rhénanie-Westphalie : Cologne, Barmen, Elberfeld, Ronsdorf, Remscheid, Solingen, Wald, Wermelskirchen, Düsseldorf, Gerresheim, Hilden, Derendorf, Duisburg, Meyderich, Dünnwald, Mühlheim, Altena, Hagen, Iserlohn, Hörde et bien d'autres encore ; un congrès ouvrier de Rhénanie-Westphalie à Barmen clôtura au mois d'août l'ensemble de ces manifestations, grandioses à leur manière.

À ce moment-là, la fumée de la poudre s'était suffisamment dissipée pour permettre une vue d'ensemble sur les résultats de la guerre. Aucun autre journal en Allemagne n'eut sur eux une vue aussi claire et aussi ample que le *Social-Demokrat*. Il fustigea impitoyablement la méprisable flagornerie du cabinet autrichien et de la « canaille » des petits États devant Bonaparte mais, dans un numéro qui fut saisi trois fois d'affilée par la police, il ne critiquait pas moins durement la campagne d'agitation en faveur de la ligne du Main, qui était menée en gracieuse harmonie par la *Kreuzzeitung* et la *National-Zeitung*. *« Si vous n'avez exigé sang et fer que pour passer de l'émiettement honteux de notre patrie à un déchirement encore plus honteux, alors il est clair que c'est pour de misérables intérêts dynastiques que vous n'aviez aucun scrupule à répandre le sang de notre peuple. »* À la veille de la conclusion du traité de paix, le *Social-Demokrat* modéra les vociférations antiprussiennes sur la ligne du Main à présent créée, aussi bien que les vociférations proprussiennes sur l'unité allemande à présent créée. *« La nouvelle Allemagne n'est pas l'Allemagne de la ligne du Main. (...) Face à la puissance consolidée de l'Allemagne du Nord, la Confédération de l'Allemagne du Sud en projet ne peut mener, dans l'état des choses, qu'une existence si fantomatique qu'on a peine à imaginer qu'elle soit une opposition sérieuse à la Prusse, si fantomatique même que là-bas aussi, par nécessité interne, les aspirations nationales graviteront purement et simplement autour de la Prusse. Le Sud tout entier sera un*

pays subalterne mu par la tendance constante à s'unir au pays principal. » Mais même si on ne pouvait pas parler d'une ligne du Main au sens traditionnel, le gouvernement prussien n'en méritait pas moins d'être blâmé sévèrement. Il n'avait pas de justification pour le sang versé, si de cette guerre ne sortait pas une création véritablement nationale. Le journal officiel du gouvernement prussien exigeait, pour ainsi dire comme un devoir patriotique, que cesse la campagne pour la création d'un État comprenant la patrie tout entière. « *Toutefois ce qui entre ici en considération, ce n'est pas ce qui est agréable ou désagréable au gouvernement prussien et à son journal officiel, mais le droit permanent et imprescriptible de la nation. Il est vrai que nous n'avons pas eu la ligne du Main, mais il est tout aussi vrai que nous n'avons pas gagné une Allemagne unie. Mais l'agitation nationale ne peut connaître de repos avant que l'Allemagne, entière et grande, se dresse, achevée, au cœur de l'Europe.* »

Le point de vue du *Social-Demokrat* s'exprimait peut-être le plus nettement dans sa critique du discours par lequel Johann Jacoby avait protesté à la Chambre des députés prussienne contre la nouvelle configuration de la situation allemande. Le *Social-Demokrat* reproduisait le discours en première page, ce qui lui valut une nouvelle saisie par la police, et il ajoutait : « *Comment ce discours n'éveillerait-il pas notre admiration ! Au beau milieu d'une situation de désespérante désertion et de confuse débandade, nous entendons retentir la voix énergique d'un homme qui, sans se laisser déconcerter par l'impression puissante de ce fragment de l'Histoire du monde qui s'est joué devant ses yeux, sans se laisser déconcerter par la trahison et la défection dans son propre camp, pousse l'antique cri de liberté – le cri de lutte de toute sa longue existence.* » Cependant, à la remarque de Jacoby affirmant qu'il ne pouvait pas se réjouir des victoires prussiennes, qu'elles avaient repoussé le but ardemment désiré de l'unité et de la liberté allemandes plus loin même que l'ancien Bundestag et la situation d'avant la guerre, le *Social-Demokrat* objectait qu'il fallait ici écarter un malentendu. Assurément, on pouvait déplorer les victoires prussiennes, parce que c'était une guerre dynastique, et non le soulèvement indépendant et populaire de la nation, qui avait mis en route la construction de l'unité allemande. « *Mais des événements décisifs se sont produits, nous ne pouvons pas faire revenir en arrière l'histoire du monde. Les deux grandes puissances de l'Allemagne ont combattu pour la domination de notre patrie – la victoire fut pour la Prusse – désormais il n'y a plus qu'*une *seule grande puissance allemande. Ce n'est pas la solution que nous voulions – mais c'est une solution – et cette solution est effectivement là. Mais si la situation était telle que la question se posait encore entre l'Autriche et la Prusse, et non plus entre la nation et celles-ci, alors les éléments libéraux*

d'Allemagne doivent, en particulier la classe ouvrière doit se réjouir que les Prussiens soient devant Vienne, et non les Autrichiens devant Berlin. Que l'on nous comprenne bien : c'était profondément regrettable que la question ne se fût posée qu'entre Habsbourg et Hohenzollern, et la faute n'en est pas à nous, le nouveau parti ouvrier à peine fondé. Mais, une fois que la question était effectivement posée dans ces termes, il était mieux que la Prusse remporte la victoire plutôt que l'Autriche. Que nous aurait apporté une victoire des Habsbourg ? Le renouvellement du système confédéral, avec l'ancienne faiblesse et l'ancienne impuissance de l'Allemagne face à l'étranger, avec cette situation ridiculement mesquine à l'intérieur, avec en plus le jésuitisme, une oppression d'airain, une corruption débilitante. Nous savons bien que ce que la Prusse nous apporte n'est pas non plus grand-chose de bon, mais ici tout de même il y a l'espoir de quelque chose de meilleur et c'est vers cela justement, vers la réalisation de cet espoir, que doit maintenant se tourner l'agitation de tous les éléments démocrates de l'Allemagne. Non, nous ne sommes pas plus éloignés de l'unité allemande que du temps du système confédéral. »

Il ne peut y avoir aucun doute que cette conception correspondait aux opinions qui prévalaient dans les masses ouvrières, en particulier celles de l'Allemagne du Nord, mais en partie aussi celles de l'Allemagne du Centre et du Sud. Après toute la misère que le système confédéral justement avait apportée au prolétariat, il n'était que naturel que cette classe ressente comme un moindre mal une inflexion des choses qui promettait au moins de lui procurer un air un peu plus libre, puisqu'on ne pouvait avoir mieux. Dans les rangs de l'Association générale des travailleurs allemands on n'entendit pas un mot de protestation contre la position du *Social-Demokrat*, mais en revanche bien des démonstrations qui allaient beaucoup plus loin en faveur de la Prusse que le *Social-Demokrat* ne voulait aller. Hasenclever, qui avait été mobilisé comme territorial et était en cantonnement dans le château familial de l'Augustenburg, publia dans un journal de Flensburg un poème à Bismarck, l'artisan de l'unité, et Tölcke développa dans une longue série d'articles un programme de parti qui mettait le cap droit sur *« la complète unification de l'Allemagne sous un Empire Hohenzollern, avec pleine liberté politique et d'entreprise. »* Ici aussi, comme en ce qui concerne l'aversion des ouvriers à l'égard du Parti du Progrès, Schweitzer intervint énergiquement, non pas pour exciter mais pour refréner.

Dans une série d'articles sur « le programme de notre parti », il expliquait contre Tölcke que la revendication sociale du prolétariat, l'émancipation du travail des chaînes du capital, était au-dessus de tout changement de la situation politique. De même il était clair que la

social-démocratie allemande ne pouvait exiger la solution de la question ouvrière que d'un État populaire, que les ouvriers allemands ne pourraient jamais devenir les instruments de junkers despotiques. La victoire de la Prusse sur l'Autriche avait rendu plus puissants que jamais les éléments réactionnaires en Prusse, en matière de liberté il n'y avait donc rien de changé par rapport à la lutte ancienne. Mais en matière d'unité un changement s'était produit, dans la mesure où le dualisme allemand était tombé. « *Le gouvernement de la Prusse a le mérite d'avoir créé un noyau de force nationale, qui certes n'est pas encore le fondement de la puissance et de la grandeur, mais peut le devenir, doit le devenir et, si la nation fait sa part, le deviendra en effet.* » C'est pourquoi on n'avait pas le droit de se leurrer sur ce fait que le gouvernement prussien agissait dans l'intérêt spécifique du prussianisme, que son prétendu intérêt pour l'unité allemande n'était qu'une assurance vide de sens. Mais en politique de telles promesses fallacieuses étaient néfastes ; il fallait bien faire quelque chose pour les rendre crédibles. Aussi le gouvernement prussien avait-il proposé un Parlement allemand issu du suffrage universel ; la marche des événements n'avait laissé que des ruines de ce projet, mais même le Parlement de l'Allemagne du Nord, pourtant si faible moyen face au gouvernement prussien devenu si puissant, devait être utilisé par la classe ouvrière au service de la cause nationale ; si les circonstances s'y prêtaient, il pourrait tout de même devenir une force. Mais le devoir national ne pouvait consister à faire comme si les événements de 1866 n'avaient pas eu lieu, à rétablir l'ancien dualisme ou bien à remplacer les cercles réactionnaires prussiens par les cercles autrichiens infiniment plus réactionnaires encore.

C'est à Berlin, poursuivait-il, que se trouvait le centre du pouvoir, sur lequel il fallait agir pour créer l'unité allemande. « *Ce n'est pas seulement les États de l'Allemagne du Sud qui doivent être incorporés au noyau existant maintenant – l'Autriche allemande aussi nous appartient et nous appartiendra, tant que là-bas résonnera la langue allemande.* » Mais ce qui est nécessaire, c'est un État unitaire, pas confédéral. Un État confédéral, dans lequel un seul État serait plus puissant que tous les autres pris ensemble, serait une contradiction permanente en soi, un mensonge ouvert, plus dangereux qu'un État unitaire, en particulier pour la cause de la liberté. Car le gouvernement de ce genre d'État tout-puissant aurait effectivement toute la puissance entre ses mains, alors qu'en face la force populaire serait divisée et dispersée artificiellement. « *Il est possible en vérité – et cela en désoriente beaucoup – que dans un État minuscule on ait peut-être la possibilité de parler un peu plus fort que dans l'État principal lui-même, mais songeons que ce qui se dit et se fait là-bas n'a*

absolument aucune importance. » En conséquence, la classe ouvrière doit soutenir le gouvernement prussien face aux aspirations particularistes et dualistes habsbourgiennes et avant tout aussi – et ici avec tout l'amour et toute la flamme du sentiment patriotique – dans d'éventuels conflits avec l'étranger en mal d'ingérence. Mais avec tout cela elle doit toujours retenir qu'elle n'a pas en face d'elle un gouvernement libéral du peuple et, à chaque pas, sans se laisser troubler par les louanges trompeuses des hommes au pouvoir, tenir éveillée et en alerte la défiance démocratique, ce bouclier de tous les authentiques partis populaires.

Lorsque Schweitzer publia ce programme, les ouvriers saxons, sous l'impression de la guerre, étaient déjà tombés d'accord sur un autre programme, qui avait été discuté et arrêté le 19 août 1866 à Chemnitz, dans une « assemblée régionale de la démocratie saxonne ». L'assemblée se composait exclusivement, ou du moins très majoritairement, de délégués des associations ouvrières saxonnes, parmi lesquels la majorité, comme Rossmässler, Bebel, Liebknecht, Knöfel, les avocats Schraps et les frères Freytag, avaient été délégués par des associations d'éducation ouvrière, la minorité en revanche par les communautés de l'Association générale des travailleurs allemands de Dresde, Leipzig, Glauchau, Limbach et Chemnitz. Après six heures de discussions on approuva un programme qui certes recommandait aussi de participer aux élections pour le Parlement de l'Allemagne du Nord, mais seulement dans le but de combattre implacablement la situation crée par la guerre, de maintenir intégralement le courant unitaire démocratique grand-allemand et d'obtenir la convocation d'un Parlement constituant auquel on devait envoyer des députés de tous les États allemands, y compris de l'Autriche allemande.

Les autres revendications du programme de Chemnitz avaient comme objectifs la démocratisation complète de l'État, le suffrage universel pour l'élection de tous les corps d'État publics, l'armée du peuple au lieu de l'armée permanente, la liberté de la presse et le libre droit de réunion et d'association, l'administration autonome des communes, l'indépendance des tribunaux, la séparation de l'école et de l'Église, et de l'Église et de l'État, la réforme des écoles élémentaires, etc. Pour le prolétariat, on revendiquait la libération du travail et des ouvriers de toute oppression et de toute chaîne, l'amélioration de la situation de la classe laborieuse, la liberté de domicile et la liberté d'entreprise, le droit général à la citoyenneté allemande, l'encouragement et le soutien au système des coopératives, en particulier le soutien aux coopératives de production, afin de supprimer l'antagonisme entre capital et travail. Toutes ces revendications correspondaient extérieurement au programme de l'Association générale des travailleurs allemands, mais se différenciaient essentielle-

ment de lui par le fait qu'elles étaient posées dans un sens démocratique bourgeois. Par suffrage universel, elles n'entendaient pas domination de la classe ouvrière sur le pouvoir d'État, pas plus que par aide de l'État aux coopératives de production elles n'entendaient renversement révolutionnaire du mode de production capitaliste. Sous la présidence du même Rossmässler qui avait opposé une si violente résistance au programme de Lassalle, même si en vérité il était maintenant assez honnête pour reconnaître aussi jusqu'à un certain degré le tort qu'il avait fait à Lassalle, le programme de Chemnitz fut discuté et le nouveau parti se nomma lui-même Parti populaire saxon et se considéra comme une branche du Parti populaire allemand.

À vrai dire, comme il était de souche ouvrière, il ne pouvait tomber de prime abord dans le même genre de confusion que le Parti populaire allemand qui, après ses débuts confus à Darmstadt et Francfort, ne savait toujours pas ce qu'il voulait, ni dans la question nationale, ni dans la question sociale. C'est seulement dans le Wurtemberg qu'il s'était un tant soit peu organisé, et ici son particularisme souabe faisait même éclore d'étranges fleurs. Ainsi, le *Stuttgarter Beobachter* (L'Observateur de Stuttgart), son organe principal, se servit du fait mineur que le Landtag de Weimar avait réduit de quelques milliers de thalers la liste civile du duc, pour montrer aux souverains de l'Allemagne du Sud, « conformément à son rôle de fidèle Eckart »[1], ce dont la Confédération de l'Allemagne du Nord les menaçait ; s'ils se décidaient à faire cause commune avec le Parti populaire allemand et à fonder une Confédération militaire et parlementaire du Sud, alors le peuple se sentirait dans une certaine mesure engagé moralemement du fait que, « *vu sa mentalité dans l'ensemble, un ébranlement du fondement économique des trônes lui apparaîtrait du domaine de l'invraisemblable* ». Le Parti populaire saxon naturellement était protégé de telles « triâneries ». Les propositions de son programme exprimaient de façon parfaitement claire son point de vue dans la question allemande : « *Unification de l'Allemagne dans une forme d'État démocratique. Pas de pouvoir central héréditaire – pas de Petite-Allemagne sous la direction de la Prusse, pas de Prusse agrandie par annexion, pas de Grande-Allemagne sous la direction de l'Autriche, pas de Triade. Le parti démocratique doit combattre de la manière la plus résolue ces aspirations particularistes-dynastiques et autres aspirations, qui ne peuvent mener qu'à la privation de liberté, au morcèlement et à la domination étrangère.* » Sur le plan des principes, cette

1 Allusion à une ballade de Goethe, *Le fidèle Eckart*, où le fidèle et vieux Eckart veille sur deux enfants morts de peur à l'approche du cortège des méchantes fées et, en bon génie, leur prodigue conseil, soutien et protection.

conception était la même que défendait aussi l'Association générale des travailleurs allemands. La différence était seulement dans la question de savoir si les bouleversements survenus en 1866 imposaient une nouvelle tactique. À cette question, le programme de Chemnitz répondait non, tandis que le *Social-Demokrat* répondait oui. Les membres de l'Association générale des travailleurs allemands qui avaient participé à la discussion du programme de Chemnitz en firent un compte rendu pour l'organe de l'Association qui, dans quelques commentaires de la rédaction sur ces comptes rendus, conseilla la « prudence » ; quiconque était bien disposé à l'égard des ouvriers pouvait tout simplement rejoindre le Parti social-démocrate. Cependant on n'en vint à aucune guerre ouverte. Aussi les deux organisations purent très bien subsister l'une à côté de l'autre. Le mouvement ouvrier socialiste était certes né dans le royaume de Saxe, mais ici justement son développement n'avait pas suivi l'épanouissement industriel du pays et était infiniment moins puissant qu'à Hambourg et en Rhénanie-Wesphalie. Rien dans les faits n'autorise à expliquer ce phénomène en disant que les ouvriers saxons étaient trop éclairés pour n'être pas rebutés par le caractère prétendument prussophile et prétendument sectaire de l'Association générale des travailleurs allemands ; c'est précisément la forme réellement prussophile et réellement sectaire du mouvement ouvrier allemand, l'orthodoxie lassalienne de la comtesse Hatzfeldt, qui vers cette époque s'implanta en Saxe et y trouva un terrain de recrutement plus fertile que n'importe où ailleurs. On sera plus proche de la vérité en émettant l'hypothèse, en faveur de laquelle parlent bien d'autres choses aussi, que d'une part le radicalisme bourgeois en Saxe était encore suffisamment sain pour retenir sous son drapeau les couches ouvrières les plus avancées, mais d'autre part aussi que des parties importantes du prolétariat saxon, en particulier dans la population ouvrière de l'industrie à domicile, étaient encore relativement très peu évoluées.

Si cette hypothèse était juste, alors c'était un progrès réjouissant que les éléments démocratiques du prolétariat saxon s'organisent sur la base d'un programme qui, en raison de son contenu, était déjà pénétré de l'esprit prolétarien et qui n'avait besoin que de se débarrasser de sa forme bourgeoise pour converger avec le programme de l'Association générale des travailleurs allemands. Il fallait accepter comme un mal nécessaire la tactique divergente dans la question nationale, vu que la conception du programme de Chemnitz correspondait indubitablement aux opinions des cercles ouvriers saxons, et en général aux nombreux cercles de l'Allemagne du Centre et du Sud. Toutefois ce qui était vraiment préoccupant c'était que le Parti populaire saxon, sachant qu'il ne pouvait faire à lui seul une révolution grande-allemande, cherchait à se rattacher au Parti popu-

laire allemand, avec lequel au fond il n'avait rien de commun, si ce n'est ce trait purement négatif : la haine de la Prusse. Haine qui, de surcroît, provenait de part et d'autre de sources très différentes : pour le Parti populaire saxon, avant tout de sentiments révolutionnaires démocratiques ; pour le Parti populaire allemand, avant tout d'un particularisme de clocher ou d'autres mobiles qui utilisaient le programme grand-allemand comme masque chatoyant pour cacher des buts très obscurs. Les membres de l'Association générale des travailleurs allemands éprouvaient une répugnance aussi prononcée que justifiée pour un drapeau sous lequel se rassemblaient Sonnemann et autres ennemis du prolétariat conscient.

Deux semaines après l'assemblée de Chemnitz, l'Internationale tint son premier congrès. Il se réunit à Genève, où Johann Philipp Becker avait créé un centre d'organisation pour ses sections allemandes et publiait depuis le début de l'année 1866 le mensuel *Der Vorbote* (Le Précurseur), comme organe central du groupe de sections de langue allemande. En Allemagne, il y eut d'abord de petites sections isolées de l'Internationale, en Silésie, en Saxe, dans le Schleswig-Holstein et en Rhénanie. Le congrès, qui se tint dans la première semaine de septembre, rassembla au total soixante délégués : trois Allemands, sept Anglais, sept Français ; les délégués suisses, comme il était naturel, constituaient la majorité.

Le conseil général était nommément représenté par Odger, Eccarius et l'horloger Jung ; parmi eux c'est Jung qui dirigeait les débats du congrès. Le programme et les statuts de l'Internationale furent ratifiés définitivement avec quelques modifications secondaires, à l'occasion desquelles on refusa à une grande majorité une demande des délégués français de n'admettre comme membres de l'association que les travailleurs manuels. Mais un exposé détaillé des débats de ce congrès relève de l'histoire de l'Internationale ; ici il ne peut être question que des décisions du congrès – et c'est elles du reste qui en faisaient tout le poids – qui fixaient des buts communs au combat d'émancipation commun du prolétariat international.

La décision d'organiser une statistique générale sur la situation de la classe ouvrière moderne ne pouvait pour le moment aller au-delà d'une incitation utile ayant valeur académique. À propos des sociétés coopératives, le congrès se prononça dans le sens de *l'Adresse inaugurale* : leur grande valeur était de démontrer que l'asservissement du travail par le capital était superflu pour les objectifs de production, mais elles n'étaient pas capables par elles-mêmes de renverser la société capitaliste. Pour éviter leur dégénérescence en affaires commerciales bourgeoises, le congrès recommandait aux sociétés coopératives de transformer une partie de leur revenu total en un fonds pour la propagande et de garantir à tous les

ouvriers employés par elles, qu'ils soient actionnaires ou pas, la même part du bénéfice ; comme moyen purement temporaire, il concédait aux actionnaires un intérêt, à un taux bas, pour leur part dans l'affaire.

Le plus important était les décisions du congrès de Genève sur la législation de la protection ouvrière et sur les associations de métier, ces armes du combat pour l'émancipation du prolétariat que les ouvriers anglais avaient tendance à surestimer, et les ouvriers français et allemands à sous-estimer. Le congrès posa le principe que la classe ouvrière devrait conquérir par sa lutte des lois sur la protection ouvrière. « *En obtenant cette législation sur la protection ouvrière, la classe ouvrière ne consolide pas le pouvoir régnant. Au contraire, elle transforme ce pouvoir actuellement utilisé contre elle en son propre instrument à elle.* » Par une loi générale elle obtiendrait ce qu'il serait vain de vouloir tenter d'obtenir par des efforts individuels isolés. Le congrès recommandait la limitation de la journée de travail comme condition sans laquelle tous les autres efforts d'émancipation du prolétariat échoueraient obligatoirement. Elle était nécessaire pour renouveler l'énergie physique et la santé de la classe ouvrière, pour lui garantir la possibilité d'un développement intellectuel, de relations en société et d'activités politiques et sociales. Comme limite légale de la journée de travail, le congrès proposa huit heures, placées obligatoirement dans une période précise de la journée, de telle sorte que cette période comprît les huit heures de travail et les coupures pour les repas. La journée de huit heures devait être valable pour tous les adultes, hommes et femmes, la majorité étant calculée à partir de la fin de la dix-huitième année. On devait par principe rejeter le travail de nuit, des exceptions indispensables devaient être fixées par la loi. On devait avec la plus grande rigueur exclure le travail de nuit pour les femmes, ainsi que tout autre travail nuisible à la santé physique des femmes, ou contraire à la moralité pour le sexe féminin.

Le congrès vit un progrès salutaire et légitime dans la tendance de l'industrie moderne à recourir aux enfants et aux jeunes des deux sexes pour collaborer à la production sociale, aussi abominable que soit la forme dans laquelle il se réalisait sous la domination du capital. Si la société était organisée rationnellement, chaque enfant sans distinction dès l'âge de 9 ans devrait devenir un travailleur productif, de même qu'aucun adulte n'aurait le droit d'être dispensé de la loi naturelle générale : travailler pour pouvoir manger, et travailler non seulement avec son cerveau mais avec ses mains. Dans la société présente, il était recommandé de diviser les enfants et les jeunes en trois groupes : enfants de 9 à 12 ans, enfants de 13 à 15 ans, jeunes gens et jeunes filles de 16 à 17 ans et de les traiter de manière différente. Le temps de travail dans un atelier quelconque

ou à domicile devrait se limiter pour le premier groupe à deux heures, pour le deuxième à quatre heures, pour le troisième à six heures ; pour ce troisième groupe en outre, il faudrait prévoir une interruption du travail d'au moins une heure pour les repas et la détente. Toutefois on ne pouvait autoriser le travail productif des enfants et des jeunes que s'il était lié à l'éducation, ce en quoi il fallait comprendre trois choses : éducation intellectuelle, gymnastique corporelle et enfin formation technique qui dispenserait les principes scientifiques généraux de tous les processus de production et en même temps initierait la nouvelle génération à l'utilisation pratique des outils élémentaires de toutes les branches du travail.

À propos des associations de métier, le congrès de Genève décida que leur activité était non seulement légitime mais aussi nécessaire. Elles étaient le moyen d'opposer au pouvoir social concentré du capital l'unique pouvoir social que le prolétariat possède, son nombre. Tant que le mode de production capitaliste existait, il n'était pas possible de se passer d'associations de métier, au contraire, leur activité devrait se généraliser au moyen d'une coordination internationale. En s'opposant consciemment aux attaques incessantes du capital, elles deviendraient inconsciemment pour la classe laborieuse des centres de gravité organisationnels tels que les communes du Moyen Âge en étaient devenues pour la classe bourgeoise. Livrant une petite guerre incessante dans le combat quotidien entre capital et travail, les associations de métier deviendraient infiniment plus importantes encore en tant que leviers organisés pour la suppression du salariat. Jusqu'à présent, les associations de métier avaient eu trop exclusivement en vue le combat immédiat contre le capital ; à l'avenir, elles ne devraient pas se tenir à l'écart du mouvement politique et social général de leur classe. Elles atteindraient l'ampleur la plus forte, si la grande masse du prolétariat se convainquait que leur but, loin d'être limité et égoïste, tendait au contraire à la libération générale des millions d'opprimés.

C'est ainsi que les premières assises internationales de la classe ouvrière moderne préparaient d'un regard ample et sûr la libération du genre humain, cependant que l'Europe résonnait encore du tonnerre des batailles préfigurant une nouvelle ère « de fer et de sang ».

4. Le premier test du suffrage universel

Malgré l'importance de ses succès, Bismarck ne pouvait songer à reprendre le suffrage universel, cet atout qu'il avait abattu avant la guerre. Il avait besoin d'une goutte d'huile démocratique pour se faire sacrer devant l'Europe exécuteur de la volonté nationale, pour assourdir les grincements discordants des portes par lesquelles le cortège des souve-

rains moyens et petits de l'Allemagne du Nord devait passer pour pénétrer dans le temple de l'unité allemande.

Non sans raison, il comptait aussi sur le fait que le suffrage universel, sous l'impression de la guerre victorieuse, lui procurerait un Parlement encore plus accommodant que celui qu'il avait maintenant avec la Chambre des députés prussienne. Cette vénérable représentation du peuple était du même avis et cherchait à assurer sa position, en taillant dans les pouvoirs du Reichstag de l'Allemagne du Nord encore plus que Bismarck ne le voulait ; elle lui retira le droit à « l'accord » et lui laissa seulement le pouvoir d'émettre un avis, en réservant au Landtag de chaque État particulier le droit d'approuver ou de rejeter les résolutions du Reichstag. Bismarck y consentit avec une double satisfaction. Il avait maintenant les coudées d'autant plus franches vis-à-vis du Reichstag de l'Allemagne du Nord et, en roué politique, il savait naturellement très bien qu'une fois que les gouvernements et un Parlement élu au suffrage universel se seraient mis d'accord sur la Constitution de l'Allemagne du Nord, les représentants censitaires de chaque État particulier ne pourraient plus rien y changer.

Pour la classe ouvrière, il ne pouvait s'agir que de savoir si à partir du suffrage universel égal, direct et secret, tel que l'accordait Bismarck, on pouvait forger une arme utile pour ses buts à elle. Le *Social-Demokrat* soulignait que le Reichstag de l'Allemagne du Nord, sans armes, sans espoir de réunir autour de lui des forces révolutionnaires nationales, avait en face de lui un gouvernement qui, victorieux à l'intérieur comme à l'extérieur, disposait d'une grande armée et de tous les autres moyens de pouvoir d'un grand État. Il était difficile de trouver dans le passé un Parlement à ce point dénué de pouvoir réel. Cependant les ouvriers devaient voter, d'abord parce qu'en se contentant de ne rien faire et d'être simplement spectateur on n'arrivait à rien, deuxièmement parce qu'il était d'une grande importance que les ouvriers puissent avancer les raisons de leurs revendications dans un organisme d'État régulier et rompre ainsi le système de la loi du silence et de la calomnie de leurs adversaires, et troisièmement parce qu'il était improbable mais tout de même possible que changent les conditions qui rendaient le Parlement impuissant. Le mot d'ordre était donc de voter, et non seulement de voter, mais aussi de voter après une préparation active.

Pour cette préparation Schweitzer ne négligea rien. L'amnistie promulgée après la guerre le libéra de la peine de prison qui lui restait à faire ainsi que d'une masse de nouvelles accusations. Il avait à nouveau les mains libres et les employa activement. Là où les communautés de l'Association générale des travailleurs allemands avaient été dissoutes par

la police, comme à Berlin, il monta des associations ouvrières sociales-démocrates et, pour renflouer un peu les caisses de l'association, il tint dans un élégant hôtel Unter den Linden, à un thaler l'entrée, six conférences sur le capital et le travail, qui attirèrent aussi une assistance nombreuse venue même des milieux bourgeois. Toutefois ce genre d'expédient n'était qu'une goutte d'eau dans la mer. C'est sur la classe ouvrière que les conséquences désastreuses de la guerre pesaient le plus lourdement, et il était impossible qu'elle puisse sacrifier beaucoup d'argent pour les élections. Le moment était on ne peut plus défavorable pour une réorganisation de l'Association générale des travailleurs allemands et en plus la comtesse Hatzfeldt poursuivait ses intrigues avec une énergie intacte. Elle déclarait invalide l'élection de Perl au poste de président, parce qu'elle s'était faite à l'assemblée générale et non par vote direct des membres. Là-dessus elle avait certes contre elle la lettre claire et incontestable des statuts, mais elle ne reculait pas devant les interprétations les plus artificieuses pour changer ce sens en son exact contraire. Aujourd'hui il serait inutile de gaspiller un seul mot sur ses arguties et ses finasseries ; ce qui était réellement important pour la comtesse c'était l'élection d'une de ses créatures comme président de l'association et, pour atteindre ce but, elle possédait malheureusement des moyens encore beaucoup plus efficaces que ces artifices d'interprétation qu'aurait pu lui envier n'importe quel théologien orthodoxe.

Sa force résidait dans le prestige que lui conférait aux yeux de nombreux ouvriers sa qualité de vieille amie de Lassalle, connaissant paraît-il le plus précisément sa volonté, et dans son trésor de guerre garni en permanence, grâce auquel elle gagna à elle quelques agitateurs influents dans les centres névralgiques du mouvement : Hillmann en Rhénanie, Försterling en Saxe, Florian Paul en Silésie, quelques membres également à Hambourg. Avec leur aide, elle fit diffuser dans les masses et approuver par des assemblées ouvrières un programme électoral qui, partant de slogans isolés de l'orthodoxie lassalienne, était à demi révolutionnaire-utopique, à demi national-étriqué, mais qui, dans son mot d'ordre pratique *« La liberté par l'unité ! »,* ressemblait comme deux gouttes d'eau au programme national-libéral. La comtesse espérait maintenant, lors de l'assemblée générale régulière que Perl avait convoquée à Erfurt pour le 27 décembre, réaliser enfin ses vœux et obtenir l'élection de Försterling comme président.

Cependant, à la quatrième assemblée générale, il s'avéra que le noyau des fidèles de l'association restait inébranlable ; douze délégués qui représentaient vingt-six localités, parmi lesquels Audorf, Ellner, Tölcke, ne songeaient nullement à suivre les moindres volontés de la comtesse.

Parmi les valets d'armes de la comtesse, six parurent, dont Försterling et Deckwitz. Ils virent tout de suite qu'ils avaient perdu la partie et refusèrent de soumettre au contrôle les mandats qu'ils disaient tenir de Hambourg, Brême, Dresde et Chemnitz, affirmant que Perl n'avait aucun pouvoir de convoquer une assemblée générale statutairement valide. La comtesse Hatzfeldt elle-même avait fait son apparition à Erfurt et, avant même la réunion de l'assemblée, Schweitzer avait engagé avec elle des tractations à l'amiable, dans lesquelles il s'était montré extraordinairement complaisant à l'égard de ses prétentions. Il consentit à ce qu'à l'avenir le président ne reçoive pas d'appointements et que les appointements du secrétaire soient fixés à 400 thalers, comme au temps de Lassalle ; mais surtout, à l'instigation de Schweitzer, le programme diffusé dans les masses par la comtesse fut approuvé par l'assemblée générale, avec seulement quelques améliorations indéniables, bien que non déterminantes. Ensuite, les douze délégués se réunirent avec les six partisans de la comtesse pour une délibération et Audorf fit la proposition que l'élection du président, à laquelle l'opposition devait participer après présentation et examen de ses mandats, soit en plus soumise au vote direct de tous les membres de l'association, qui la ratifierait ou ne la ratifierait pas. Après plusieurs heures de délibération, Försterling et ses camarades retournèrent avec ce projet auprès de la comtesse, mais à minuit ils n'étaient pas revenus, aussi l'assemblée générale élut-elle Perl président, Audorf secrétaire général, J.-M. Hirsch trésorier. Comme l'élection de Försterling au poste de président n'avait d'avance aucune chance, la comtesse Hatzfeldt ne voulait s'engager à rien.

La tactique que Schweitzer avait recommandée à l'assemblée générale était sans aucun doute très risquée Elle coûta au *Social-Demokrat* la collaboration du dernier des « vieux socialistes » qui lui était resté fidèle jusque-là : Moses Hess rejeta le programme électoral d'Erfurt. En effet la première proposition de ce programme, qui voulait supprimer tout fédéralisme, toute confédération d'États, fusionner intimement et organiquement tous les groupes nationaux allemands en une unité étatique, et par l'unité marcher vers la liberté, exerçait une force d'attraction inquiétante sur toute sorte de curieux amis des ouvriers qui, « dans cette question capitale », voulaient être à l'unisson avec le prolétariat. Ils pensaient aussi pouvoir approuver « pour l'essentiel » les autres points du programme électoral : suffrage universel avec paiement d'indemnités aux députés pour tous les parlements allemands, garantie des droits de la nation à la liberté, pouvoir délibératif, et pas seulement consultatif, pour le Reichstag de l'Allemagne du Nord, libres associations ouvrières selon les principes de Lassalle, pour préparer la solution de la question sociale ;

tout au plus émettaient-ils la réserve qu'il n'y avait peut-être pas urgence particulière pour l'aide de l'État aux associations ouvrières. Il est certain qu'il y avait là un grand danger, de même qu'il n'était pas en soi réjouissant que le jeune parti ouvrier marche à sa première bataille électorale sous un drapeau douteux. Mais Schweitzer pensait encore plus dangereux de provoquer une guerre fratricide au sein du prolétariat en présentant à la veille de la bataille électorale un programme pur et dur, et il estimait encore moins réjouissant de pénétrer sur le champ de bataille en rangs dispersés. Si donc la comtesse Hatzfeldt restait rivée à son propre programme, on pouvait s'attendre à ce que les séductions bourgeoises que ce programme permettait échoueraient d'elles-mêmes contre la troupe d'élite expérimentée de l'association. De plus Schweitzer donna aux ouvriers le sage conseil de ne demander qu'en second lieu aux amis bourgeois des ouvriers quelle était leur position à l'égard du programme d'Erfurt, mais de leur demander en premier lieu s'ils voulaient représenter le prolétariat en tant que classe et, en cas de réponse évasive, de leur touner aussitôt le dos.

Heureusement, la confiance de Schweitzer dans le bon sens des ouvriers se révéla fondée. Le programme électoral d'Erfurt ne causa aucune fausse note pratique, à l'inverse il paralysa complètement l'agitation de la comtesse Hatzfeldt pour la période des élections. Elle exprima sa rage de manière indigne en cherchant, dans les deux circonscriptions électorales dans lesquelles Schweitzer présentait sa candidature avec quelque chance de succès, à réduire cette chance à néant, à la grande joie des adversaires progressistes et réactionnaires. À Elberfeld-Barmen, elle lança Hillmann dans les jambes de Schweitzer et inonda la circonscription d'un pamphlet imprimé à Genève, qui portait les accusations les plus infondées contre l'Association générale des travailleurs allemands ; à Reichenbach-Neurode, ses agents firent même, contre Schweitzer, ouvertement campagne en faveur du landrat Olearius. Schweitzer en souffrit à peine, mais la comtesse Hatzfeldt réduisit elle-même à néant le reste de considération dont elle avait encore joui jusque-là auprès des ouvriers rhénans et silésiens.

Grâce à ses éternelles intrigues, l'Association générale des travailleurs allemands alla presque désarmée à la bataille électorale, s'exposant nue aux lances et aux piques du pouvoir gouvernemental, aux mille armes invisibles mais d'autant plus dangereuses du pouvoir de l'argent. Ce qui leur manquait en ressources extérieures, les ouvriers cherchèrent à le compenser par un zèle véritablement ardent. Le gouvernement ne fixa la date des élections que très tard, le 12 février 1867, et la bataille décisive se réduisit à quelques semaines. La social-démocratie obtint son succès

relativement le plus grand dans le district industriel de Berg-Marche, où elle aligna environ 18 000 voix. À Altena-Iserlohn, 1 124 voix se portèrent sur Hasenclever, à Hagen 1 589 voix sur le médecin Reincke, qui par son activité pleine d'abnégation s'était gagné auprès des ouvriers une grande affection et mettait ses qualités humaines au service de sa conviction socialiste. Rittinghausen, qui avait encore conservé quelque inclination utopiste du socialisme d'avant la révolution de mars 1848 et qui voyait dans la législation directe par le peuple l'unique levier de la société socialiste, obtint à Cologne 1 095 voix, Schweitzer à Düsseldorf 664, le tailleur Schob à Mühlheim-sur-le-Rhin 1 059, le ferronnier Böhm à Duisburg 1 686, Martiny à Solingen 1 437, Audorf à Lennep-Mettmann 4 034 et Schweitzer à Elberfeld-Barmen 4 668.

À Elberfeld-Barmen, Schweitzer affrontait Bismarck, candidat des conservateurs, et Forckenbeck, président de la Chambre des députés prussienne, candidat libéral. 70 % des électeurs participèrent à cette bataille qui eut un grand retentissement dans toute l'Allemagne. Les insultes que les journaux conservateurs, et plus encore les journaux libéraux, firent pleuvoir sur Schweitzer dépassèrent toute mesure ; non seulement on étala jusqu'à la nausée la déviance sexuelle de ses années de jeunesse, mais on le dénonça aussi comme menteur et comme voleur. Et toute la hargne de ses adversaires bourgeois fut presque surpassée encore par les attaques calomnieuses de la comtesse Hatzfeldt et de ses complices. Mais les ouvriers d'Elberfeld-Barmen ne se laissèrent pas troubler un instant ; ils déclarèrent simplement : nous voterons Schweitzer, et même s'il était un assassin et un brigand. Ils savaient très bien pourquoi leur candidat subissait ces attaques. Son adversaire social-démocrate Hillmann, qui avait été pendant deux ans l'agitateur le plus aimé de la Rhénanie, obtint exactement 52 voix. Bien sûr, les ouvriers ne pouvaient encore attacher la victoire à leur drapeau ; Schweitzer n'arriva même pas au deuxième tour, Bismarck ayant obtenu 6 523 voix et Forckenbeck 6 123.

Après la Rhénanie, c'est en Allemagne du Nord-Ouest que l'agitation électorale sociale-démocrate obtint ses plus grands succès. Dans les deux circonscriptions de la ville de Hambourg, Perl obtint en tout 3 223 voix, Yorck à Harbourg 3 660, l'écrivain saxon Walster à Brunswick 2 267. Après ces 9 000 voix, venait la Silésie avec 4 000 voix, dont 3 109 se portèrent sur Schweitzer à Reichenbach-Neurode et 891 à Waldenbourg sur le tisserand Heinrich Schnabel, un membre ancien et très actif de l'Association.

Au royaume de Saxe Würkert, candidat de Leipzig-ville, et Fritzsche, candidat de la circonscription rurale de Leipzig, remportèrent chacun environ 1 000 voix, Würkert un peu plus, Fritzsche un peu moins. Par ailleurs, à peu près 6 000 autres voix se portèrent en Saxe sur l'Association

générale des travailleurs allemands, dont 800 à Dresde, 1 300 à Chemnitz et 3 081 à Freiberg, mais elles allèrent presque exclusivement aux partisans de la comtesse Hatzfeldt. Parmi les candidats du Parti populaire saxon, Bebel remporta la victoire à Glauchau-Meerane et Schraps à Zwickau-Crimmitschau, tous les deux au deuxième tour seulement. Liebknecht échoua cette fois encore à Stollberg-Schneeberg, probablement parce qu'on l'avait empêché de faire une campagne d'agitation suffisamment ample en lui faisant savourer assez amèrement le premier fruit de « l'unité allemande ». Après la promulgation de l'amnistie prussienne, il avait fait une visite à Berlin et parlé devant l'association des aides-typographes ; arrêté pour cela et accusé d'infraction à l'interdiction de séjour, il fut condamné à trois mois de prison, qu'il dut purger jusqu'au dernier jour. Même les juges eurent un peu honte de ce jugement scandaleux et bredouillèrent quelques phrases d'excuse dans leur exposé des motifs, mais pour Liebknecht cela ne suffit pas à transformer l'odeur de punaise de la prévôté de la ville en brise matinale de la liberté allemande. Les trois circonscriptions électorales où Liebknecht, Bebel et Schraps étaient candidats, vivaient l'agonie de l'industrie à domicile devant le travail mécanisé ; en 1863, 30 700 métiers à tisser manuels étaient en activité dans le tissage à la main de Glauchau-Meerane, en 1880 il n'y en avait plus que 3 194 ; dans cette seule circonscription, les métiers à tisser mécaniques avaient rendu « superflues » au moins 40 000 personnes, en l'espace d'une demi-génération. On ne peut dire, même approximativement, combien de voix se portèrent sur le Parti populaire saxon aux élections de février 1867, car le parti à cette époque ne disposait d'aucun organe propre qui aurait consigné exactement sa progression ; autant que des publications éparses dans la presse permettent d'en juger, 12 000 à 15 000 voix se portèrent sans doute sur lui.

Mais il possédait deux mandats de députés, alors que l'Association générale des travailleurs allemands, avec ses 40 000 voix, n'avait même pas conquis un seul siège. Au deuxième tour il n'y avait qu'Audorf à Lennep-Mettmann, tandis que dans quelques autres circonscriptions, Düsseldorf, Elberfeld-Barmen, Reichenbach-Neurode, les électeurs sociaux-démocrates devaient choisir entre le candidat conservateur et le candidat libéral. Pour ces élections, le *Social-Demokrat* avait donné le mot d'ordre de ne conclure en aucun cas de compromis électoraux, de voter selon ses propres principes et pour ses propres candidats, quitte à rester très minoritaire et sans aucune chance de succès, plutôt que de conclure, aux dépens de ses principes, une union contre nature. En revanche il donnait son feu vert pour des accords avec d'autres partis en fonction de la situation locale, mais de sorte que, en respectant les principes de chacun,

les ouvriers puissent dans une circonscription soutenir le candidat d'un parti bourgeois, à condition que ce parti s'engage dans une autre circonscription à assurer la victoire d'un candidat social-démocrate. Mais cette possibilité n'était bien sûr sérieusement envisageable que pour le second tour des élections et absolument pas pour le premier tour. En février 1867, la situation était très simple. Si à Lennep-Mettmann les progressistes soutenaient le candidat social-démocrate face au candidat bismarckien Sybel, les sociaux-démocrates à Düsseldorf, Elberfeld-Barmen et Reichenbach-Neurode pouvaient assurer la victoire des candidats progressistes face aux candidats conservateurs. Cependant, à cette époque déjà, comme presque toujours depuis lors, les braves progressistes professaient cette curieuse conception que leurs « virils cœurs d'airain » ne se souilleraient nullement s'ils votaient au second tour pour le réactionnaire le plus déraisonnable plutôt que pour le social-démocrate le plus raisonnable, mais qu'en revanche les électeurs sociaux-démocrates qui au second tour ne se mettaient pas à la traîne des progressistes se stigmatisaient comme « mercenaires de la réaction ». À Lennep-Mettmann, ils tranchèrent contre Audorf et en faveur de Sybel.

Ainsi pour le second tour les électeurs sociaux-démocrates étaient-ils obligés de décider par eux-mêmes. À Düsseldorf, ils votèrent pour le candidat progressiste, parce que la liberté politique était non seulement de la plus haute importance pour le bien du peuple mais elle était surtout la base indispensable pour les visées de la classe ouvrière. À l'inverse, à Elberfeld-Barmen, ils décidèrent de s'abstenir au second tour, parce que le parti ouvrier ne pouvait pas, pour des raisons de principe, voter pour le candidat du parti conservateur, mais que, à cause de l'hostilité inouïe manifestée par le Parti du Progrès, il ne pouvait pas non plus cette fois-ci faire cause commune avec lui. Les deux décisions avaient été proposées par Schweitzer et appliquées à Düsseldorf et à Elberfeld, malgré la vive résistance des ouvriers qui, sous les coups des fabricants progressistes qui les affamaient, auraient préféré voter pour les candidats conservateurs. Au demeurant la décision d'Elberfeld était tout à fait justifiée aussi. Il était relativement indifférent que ce soit Bismarck qui siège au Reichstag de l'Allemagne du Nord ou son « bon ami » Forckenbeck, qui en fin de compte accomplissait en tout ses volontés ; mais pour le parti ouvrier il était d'une impérieuse nécessité de briser une fois pour toutes le système de mensonge par lequel le Parti du Progrès continuait à aveugler une grande partie de la classe ouvrière au sujet de l'agitation sociale-démocrate. À Reichenbach-Neurode les choses étaient comme à Elberfeld-Barmen, cependant elles ne se déroulèrent pas tout à fait de la même façon dans les deux circonscriptions : les ouvriers silésiens s'abs-

tinrent réellement ou peut-être même apportèrent un renfort au candidat libéral Twesten, si bien qu'il l'emporta sur Olearius, alors que les ouvriers rhénans tranchaient pour Bismarck, contre Forckenbeck.

À côté de la profonde exaspération suscitée par les pratiques électorales des progressistes, cette décision était sans doute influencée par la considération que la victoire de Bismarck, déjà élu dans une circonscription de la Vieille-Marche, rendrait nécessaire une nouvelle bataille électorale. Schweitzer qualifia cette décision des ouvriers de « mesure funeste », mais déclara qu'elle était un « avertissement énergique » au Parti du Progrès, que ce soit en réponse aux invectives ordurières et aux atteintes indignes au droit de vote infligées par la bourgeoisie au prolétariat, que ce soit comme hommage, non certes au candidat du parti conservateur, mais sans doute au ministre qui, de son propre mouvement, avait restitué un droit du peuple que l'opposition libérale avait si obstinément oublié de revendiquer. Effectivement Bismarck refusa le mandat et il y eut une deuxième bataille électorale, qui aboutit à un ballottage entre Schweitzer avec 4 919 voix et le candidat libéral Gneist avec 4 219. Les conservateurs dissipèrent eux-mêmes alors toutes les illusions sur leur bienveillance éventuelle à l'égard des ouvriers, en décidant la victoire de Gneist. Ainsi s'évanouissait le dernier espoir d'une représentation du prolétariat conscient dans le premier Reichstag de l'Allemagne du Nord. Mais ce n'est pas en vain que les ouvriers d'Elberfeld-Barmen avaient tendu toute leur énergie pendant huit semaines ; comme Schweitzer le disait dans un billet où il prenait congé de ses électeurs, ils avaient appris deux choses : d'abord que le Parti du Progrès, avec la plus extrême violence, en utilisant tous les moyens, même les plus condamnables, cherchait à réprimer la cause ouvrière, et ensuite que le parti conservateur, malgré tous ses beaux discours, au moment décisif lui aussi flanchait.

Sur l'issue générale des élections, le *Social-Demokrat* écrivait : *« Ce 12 février longtemps attendu et longtemps désiré est passé – et nous sommes battus sur toute la ligne. Peu des nôtres sans doute s'attendaient à cela et certainement plus d'un se trouve devant ce résultat comme devant une énigme insoluble. Toutes ces grandes assemblées frémissantes avec leur enthousiasme et leurs triomphes, ce mouvement impétueux dans les masses – et malgré tout être battu, être battu honorablement dans quelques endroits, mais honteusement dans de nombreux endroits. »* Ce sentiment de déception amère n'était que trop justifié. Si les résultats électoraux, même là où la défaite était honorable, ne correspondaient pas aux attentes justifiées, il y avait de larges pans de l'Allemagne où l'agitation sociale-démocrate s'était enracinée depuis déjà des années, où d'imposantes assemblées électorales semblaient en plus garantir une victoire certaine et où pour-

tant, le jour de l'élection, le sol se déroba comme sable mouvant sous les pieds du parti. Ainsi dans les districts de Thuringe, ainsi dans la région du Main, lieux de tant de triomphes. À Francfort, Welker obtint 150 misérables voix, tandis qu'un nombre quarante fois supérieur se réunissait sur le veau d'or que la cuisine bourgeoise des partis lui avait opposé en la personne de Rothschild. Encore plus lamentable était la défaite à Berlin, dont la population ouvrière depuis déjà deux ans pourtant avait commencé à se regrouper autour du drapeau de la social-démocratie. L'aide-typographe Feistel, candidat commun de tous les cercles ouvriers de Berlin qui ne voulaient plus se laisser mettre à la remorque du Parti du Progrès, recueillit dans l'ensemble des six circonscriptions électorales environ 75 voix.

Bien sûr on pouvait avancer de nombreuses raisons pour excuser et expliquer cette défaite. À Berlin, où parmi les philistins un chauvinisme dévastateur faisait rage, la réaction avait présenté comme candidats les ministres et les généraux qui avaient reçu des dotations en raison de la guerre de 1866 ; pour au moins empêcher la victoire de ces gens-là, de nombreux ouvriers s'étaient au dernier moment décidés à donner leur voix aux candidats progressistes. En Rhénanie et ailleurs aussi, un astucieux découpage électoral avait fait son œuvre. La victoire d'Audorf à Lennep-Mettmann avait avorté, principalement du fait que les villages de tisserands de la vallée de la Wupper n'avaient pas été regroupés avec Solingen, comme dans les élections à la Chambre des députés prussienne, mais avec Remscheid, où l'artisanat était encore relativement solide. S'y ajoutaient les grandes lacunes des listes électorales, les brimades de la police, les méthodes des fabricants pour tenir les ouvriers par la faim et en plus tout ce qui relève du chapitre honteux des pratiques électorales bureaucratiques et capitalistes. Mais, à l'inverse de l'opposition bourgeoise qui a l'habitude de rechercher les causes de ses défaites partout sauf chez elle, l'opposition prolétarienne a toujours suivi le louable principe de toujours balayer d'abord devant sa propre porte, quand elle n'atteignait pas ce qu'elle voulait. Elle sut rendre compte honnêtement de ses erreurs, s'avouer qu'elle se trouvait devant un « ou bien - ou bien ».

Les innombrables succès qu'elle avait remportés depuis quatre ans lui avaient toujours glissé entre les mains, parce qu'elle n'avait pas de cave où cacher les trésors acquis. Le parti conservateur disposait de la vieille et solide organisation du pouvoir d'État, le parti libéral de l'invisible mais omniprésente efficacité du pouvoir social de l'argent ; si le parti ouvrier voulait combattre avec succès de si puissants adversaires, il devait aussi se créer une solide structure dont la force fût permanente. Ce qui ne pouvait durer c'est qu'une seule bourse bien garnie, comme celle que possédait la

comtesse Hatzfeldt, expose pendant des années le mouvement ouvrier à la risée publique. En outre, il y avait le risque de voir disparaître le drapeau autour duquel la vieille garde continuait encore de se rassembler. Les faibles moyens du *Social-Demokrat* étaient pratiquement épuisés et il serait obligé de cesser sa publication si l'Association générale des travailleurs allemands ne mettait pas enfin sur pied une solide assise financière. Il ne pouvait être question de détruire l'organisation de Lassalle, car c'est à elle que l'Association devait encore au moins sa force morale, mais plutôt d'en faire une réalité pour placer une force politique derrière la force morale.

Mais, transposé de la chose à la personne, cela signifiait uniquement que la dictature morale dont Schweitzer avait disposé depuis la mort de Lassalle devait nécessairement se transformer en dictature politique. L'antipathie des ouvriers à l'égard de Schweitzer s'était peu à peu dissipée ; sous ce rapport, les calomnies que la presse bourgeoise avait déversées sur lui avaient produit l'inverse de l'effet escompté. Schweitzer était beaucoup trop intelligent pour s'imaginer qu'un mouvement de masse prolétarien pourrait être en permanence sous la dictature d'une seule personne, mais les membres de l'Association étaient également trop perspicaces pour ne pas reconnaître qu'une dictature provisoire restait nécessaire dans les conditions d'alors, critiques sous les aspects les plus divers. Comme Tölcke l'atteste, même Yorck, démocrate à cent pour cent, que la dictature de Lassalle avait déjà pris à rebrousse-poil, a estimé que la dictature était provisoirement nécessaire plus longtemps encore que Schweitzer lui-même ne l'avait estimé. Toute dictature est la pire fatalité pour le dictateur lui-même ; cette fatalité, Schweitzer aussi y a succombé, et il a payé assez cher sa faute en y sacrifiant l'honneur de son nom. Mais cela ne change rien au fait qu'en 1867 les membres les plus anciens et les plus fidèles de l'Association ont jugé sa dictature nécessaire.

Il avait déjà été le dirigeant effectif de la campagne électorale et, celle-ci terminée, il fit convoquer pour le 19 mai par le président Perl une assemblée générale extraordinaire à Brunswick. 18 délégués s'y rendirent, qui représentaient 45 localités et 2 508 membres. Le nombre de membres était extraordinairement bas ; il se montait à peine au quart des membres qui avaient été représentés un an plus tôt à l'assemblée générale de Leipzig, toutefois, tant qu'il n'y eut pas de contrôle strict du paiement des cotisations, ces chiffres n'avaient qu'une valeur très incertaine.

La cinquième assemblée générale approuva tout d'abord un programme qui mettait à la porte les partisans de la comtesse Hatzfeldt. Ses points principaux étaient l'État populaire unitaire et libre, la production sociale en commun et, pour ouvrir la voie à la société nouvelle,

les associations de production avec l'aide de l'État selon les principes de Ferdinand Lassalle, la communauté d'intérêt des ouvriers dans toutes les nations civilisés et, pour influencer les pouvoirs publics, l'introduction du suffrage universel égal avec vote direct et secret et le paiement d'indemnités parlementaires. À l'aide de ce programme, on devait examiner les listes de l'association et écarter tous les membres qui ne l'approuvaient pas sans réserve. Ensuite devrait avoir lieu une nouvelle élection de l'ensemble des fondés de pouvoir, dont la fonction serait limitée à la durée allant d'une assemblée générale ordinaire à la suivante. Il revenait au président de confirmer leur élection ; plus même, le président reçut formellement le droit absolu de nommer les fondés de pouvoir, étant donné que la police avait découvert que leur élection était l'indice d'une « association indépendante ». Cependant on mit en place une commission qui devait recevoir les plaintes éventuelles contre le président et les transmettre à l'assemblée générale suivante. Pour faire obstacle aux persécutions policières on supprima par ailleurs aussi toutes les dispositions concernant la « constitution d'associations filiales », on bannit la dénomination de « communauté » pour les organisations locales, on fixa le caractère unitaire et homogène de *l'Association* en sorte qu'elle avait son siège à Leipzig et était soumise aux lois saxonnes sur les associations, tandis que dans chacune des localités ne pouvaient se tenir que des *assemblées* de membres : mesures de précaution qui eurent à Berlin et dans d'autres villes un succès momentané, mais qui, étant donné l'élasticité et les lacunes de la loi allemande sur les associations, ne pouvaient offrir de protection durable contre l'arbitraire policier. Pour garantir une bonne administration financière, il fut établi entre autres qu'au moins la moitié des cotisations locales devait être versée à la caisse de l'Association et que le trésorier devait publier tous les mois dans le *Social-Demokrat* les noms des localités qui étaient en retard sur le paiement de leurs cotisations. J.-M. Hirsch conserva la fonction de trésorier, cependant, comme il fut bientôt après arrêté pour avoir publié le premier livre de chants de la social-démocratie et condamné à une peine de prison de plusieurs mois, elle passa à Bracke. Schweitzer fut élu président et le secrétariat transféré à son lieu de résidence ; au poste d'Audorf, qui partit l'année suivante en Russie, fut nommé le sténographe Roller.

Le premier effet de cette réorganisation fut de faire table rase de la comtesse Hatzfeldt. Elle fonda alors une secte à part, sous le nom d'Association générale lassallienne des travailleurs allemands. Elle parvint à couper de la vieille association environ le sixième des membres, la plus grande majorité des membres du royaume de Saxe et quelques groupes épars à Kiel, Brême et autres lieux. Elle fit élire Försterling comme pré-

sident, à côté de lui son bras droit était le jeune Fritz Mende, à qui manquaient les qualités intellectuelles et morales les plus élémentaires pour assumer la fonction de dirigeant ouvrier. Rien n'excuse la manière dont la comtesse offensa la mémoire de son ami mort. Ses menées n'étaient plus dangereuses, car on pouvait prévoir – et c'est ce qui arriva effectivement – que les quelques milliers d'ouvriers honnêtes qu'elle avait aveuglés en se servant du nom de Lassalle s'éveilleraient bientôt à une conscience plus claire et retourneraient alors à la vieille Association, ou bien rejoindraient le Parti populaire saxon. Mais il était extrêmement pénible que les frasques de la comtesse aient permis pendant quelques années à la bourgeoisie d'aiguiser son esprit obtus.

Avec les décisions de l'assemblée générale de Brunswick, l'Association générale des travailleurs allemands avait repris la tête du mouvement social-démocrate en Europe. Le deuxième congrès de l'Internationale, qui se réunit quelque temps après à Lausanne pendant la première semaine de septembre, en fut la démonstration. 64 délégués y participèrent, en majorité des Suisses, puis 6 Allemands, 6 Anglais, 17 Français, 2 Italiens et 2 Belges. Parmi les délégués allemands il y avait Albert Lange, Ludwig Büchner et Ladendorf.

Le congrès vota que l'émancipation sociale de la classe ouvrière était inséparable de son émancipation politique, que la conquête de la liberté politique était la nécessité première et absolue. C'était en total accord avec le programme de Brunswick. Mais à ce congrès de l'Internationale apparurent ensuite de profondes divergences d'opinion sur la propriété collective de la terre, sur laquelle l'Association générale des travailleurs allemands avait depuis longtemps les idées claires. Cette revendication socialiste n'était pas directement à l'ordre du jour du congrès de Lausanne, mais elle fit surface à plusieurs occasions : à propos de la question une fois encore reprise des sociétés coopératives, au sujet desquelles le congrès décida que, limitées à la société capitaliste, elles formeraient un cinquième état bien misérable, aussi bien qu'à propos de la question de savoir si les moyens de transport et de communication devaient être nationalisés, question à laquelle le congrès avait répondu oui. Les Français surtout défendirent passionnément la propriété individuelle de la terre, alors que d'autres, qui défendaient la propriété collective, comme Ladendorf, étaient bien loin de la conception révolutionnaire-communiste de cette notion. Pratiquement seuls Eccarius et Lessner, les anciens membres de la Ligue des communistes qui siégeaient maintenant au conseil général de l'Internationale, traitèrent la question aussi à fond et aussi clairement que Schweitzer l'avait traitée un an et demi plus tôt dans son discours d'Erfurt.

Un mois plus tard se réunit à Gera le quatrième congrès des associations ouvrières allemandes. Dans ses débats les divergences d'idées commencèrent à se faire de plus en plus nettes. Uhlich présenta une série de résolutions, selon lesquelles l'école élémentaire devait être organisée suivant « les lois éternelles de l'âme humaine », et Sonnemann surprit le congrès avec cette intéressante annonce qu'il venait enfin de résoudre la question sociale et, avec l'Imprimerie associée de Francfort, de monter une coopérative de production dans laquelle il était simple « collaborateur » des typographes qui, en communauté fraternelle avec lui, deviendraient dans cinq ans propriétaires de l'affaire. Bien entendu, il s'agissait d'une officine capitaliste ; l'Imprimerie associée de Francfort est aujourd'hui une entreprise millionnaire dans laquelle « l'ami des ouvriers » Sonnemann exploite « ses » typographes tout à fait comme le premier capitaliste venu. En un contraste bienfaisant face à de si vilaines publicités, Bebel retraça à sa manière éloquente le terrible désastre de la mine de charbon de Lugau, où plus de cent ouvriers avaient été victimes de la soif criminelle de profit du capital et de la négligence coupable de la police des mines saxonne, tandis que le drapier Motteler, dans un rapport émouvant, déroula la misère sans nom du travail des enfants dans les fabriques. Tous les deux réclamèrent l'intervention énergique du pouvoir d'État contre l'exploitation par le capital. Les éléments les plus vigoureux des associations ouvrières poussaient inexorablement vers une fusion plus étroite que celle jusqu'à présent réalisée par le comité directeur dispersé dans toute l'Allemagne. Les pièges des lois allemandes sur les associations devaient ici aussi être contournés en recourant à toutes sortes de distinctions subtiles. On chargea une des plus grandes associations de s'occuper des affaires générales du congrès ; le siège de cette association devint le siège central du congrès ; 7 membres constituaient désormais son comité directeur, parmi lesquels 6 assesseurs devaient être élus par l'association dirigeante, le président en revanche par le congrès lui-même. Au fond, la question était de savoir si le congrès voulait rester sous la tutelle capitaliste ou prendre le chemin de l'indépendance prolétarienne. Lors de l'élection du président, Bebel et Max Hirsch s'opposaient comme candidats. Bebel l'emporta à une majorité notable, un grand pas en avant était accompli.

Pendant ce temps, la réorganisation de l'Association générale des travailleurs allemands avançait allègrement. Le 22 novembre siégea à Berlin la sixième assemblée générale, à laquelle 20 délégués représentaient 3 408 membres. Le nombre des membres était toujours un peu incertain ; l'assemblée générale renonça cette fois encore à mettre en pratique la résolution de Brunswick selon laquelle on ne devait admettre que les délégués

des localités qui avaient satisfait à leurs obligations envers la caisse de l'association. Mais Bracke avait déjà mis un ordre exemplaire dans la situation de la caisse ; les abonnés du *Social-Demokrat* avaient presque triplé depuis le début de l'année. Ils étaient passés de 450 à 1 200 ; 83 localités recevaient jusqu'à 10 exemplaires, 25 localités jusqu'à 25 exemplaires, en tête arrivaient Francfort avec environ 50 exemplaires, Elberfeld-Barmen avec environ 175 exemplaires et surtout Hambourg avec environ 375 exemplaires. La réélection à l'unanimité de Schweitzer comme président était donnée comme allant de soi. Cependant l'assemblée générale procéda à un profond changement des statuts, déjà projeté à Brunswick mais à l'époque encore ajourné : le président devait être désormais élu par un vote direct des membres au moins six semaines avant chaque assemblée générale ordinaire. Cette décision fut prise à 2 264 voix contre 838, tandis que Schweitzer, qui représentait 306 voix, s'abstint. Dans l'opposition il y avait en particulier les membres de Hambourg et d'Iserlohn. Destinée à démocratiser le plus possible la dictature effective du président, cette décision était toutefois à double tranchant ; elle renforçait le pouvoir du président face aux autres permanents et autorités de l'association.

En attendant, aucun nuage encore ne troublait l'entente rétablie. Schweitzer, qui veillait toujours à favoriser la pensée autonome des ouvriers, organisa pour la première fois au cours de cette assemblée générale une séance publique, dans laquelle une série de problèmes importants furent discutés. L'ordre du jour était un peu trop fourni : la Prusse et la question allemande, le suffrage universel, l'abolition des lois sur l'usure, le travail des femmes, le travail dans les maisons d'arrêt, les produits alimentaires frelatés et la publicité, la journée de travail légale et la législation anglaise sur les fabriques, voilà ce dont on devait discuter. Il était inévitable qu'un certain nombre de jugements unilatéraux et superficiels se fissent entendre, mais la résistance d'acier des orateurs et des auditeurs n'en fit pas moins une grande impression sur les organes les plus perspicaces de la presse bourgeoise. Ils écrivaient : Tout notre respect à ces sociaux-démocrates ! Où jusqu'à présent a-t-on vu des hommes du peuple rester patiemment onze heures d'affilée dans des salles très modérément chauffées pour discuter de questions de réforme ? Dans les grands congrès des différentes sciences, les gens savent se mettre plus à leur aise et par une détente physique adoucir en temps voulu les fatigues intellectuelles.

Ce qui ne contribuait pas peu au moral élevé de cette assemblée générale était que l'Association générale des travailleurs allemands venait de réussir sa première campagne parlementaire, non sans pertes, mais tout de même avec honneur.

5. Les débuts parlementaires de la social-démocratie

La Constitution que le Reichstag élu le 12 février avait discutée avec les gouvernements alliés de la Confédération de l'Allemagne du Nord était tout entière le résultat des instructions de Bismarck. La principale responsable en était la bourgeoisie des États moyens et petits, annexés ou pas encore annexés, qui se léchait les babines à la pensée des merveilles que lui offrirait un territoire économique vaste et unifié. De même qu'elle avait fourni à la défunte Union nationale les phraseurs les plus insolents, de même maintenant, en la personne des mêmes « hommes d'État », elle mettait à la disposition de l'absolutisme prussien les transfuges les plus embarrassés. Dans un document officiel, le reste des anciens progressistes se lamentait rageusement, à juste titre, quoique confusément comme toujours : « *La nouvelle Constitution a donné au gouvernement plus de droits et a pris au peuple plus de droits qu'ils n'en avaient.* » Mais le suffrage universel était au moins resté, même si Bismarck avait posé en question de confiance le maintien du refus de l'indemnité parlementaire, et l'avait obtenu. Nous saurons bien ne pas laisser nos députés mourir de faim, dirent les ouvriers et, pleins d'ardeur, ils se remirent à l'ouvrage lorsque le 31 août 1867 fut élu le Reichstag de l'Allemagne du Nord pour lequel la nouvelle Constitution de la Confédération prévoyait une législature de trois ans.

Numériquement, les résultats électoraux de la social-démocratie restèrent encore assez en deçà de ceux qu'elle avait obtenus aux élections de février. À l'exception de la circonscription d'Essen et de la ville de Hanovre, qui entraient pour la première fois en lice avec chacune 1 100 voix, on ne conquit aucun terrain nouveau et, excepté les villes d'Elberfeld-Barmen où Schweitzer gagna du premier coup 6 110 voix, nulle part ailleurs on n'atteignit un nombre de voix aussi élevé que six mois auparavant. Même le fidèle bastion de Hambourg, où le libraire August Geib était candidat, ne parvint à réunir qu'un peu plus de 2 000 voix. Cependant, au milieu des nouvelles espérances suscitées par sa réorganisation en fort progrès, l'Association n'éprouva pas de déception particulière, et cela d'autant moins que tous les autres partis devaient déplorer un recul beaucoup plus grand encore. Tout comme à Elberfeld-Barmen, Schweitzer arriva aussi en ballottage à Reichenbach-Neurode, bien qu'il eût obtenu dans cette circonscription à peine la moitié des voix de février. D'autre part Hasenclever à Essen était en ballottage avec le landrat conservateur Devens et Reincke à Lennep-Mettmann avec le vieux Ludolf Camphausen. Reincke, qui pendant l'été avait mené dans les journaux westphaliens une longue polémique avec le progressiste Harkort sur la justification du socialisme, et qui avait gagné par là la gratitude des ouvriers reconnaissants, avait

été présenté comme candidat social-démocrate dans toute une série de circonscriptions de Rhénanie-Westphalie : en plus de Lennep-Mettmann, Düsseldorf, Mühlheim, Duisburg, Solingen et Hagen. Schweitzer, à qui l'assemblée générale de Brunswick avait confié la direction des élections, avait fait remarquer en vain aux ouvriers qu'ils n'avaient pas à faire la fine bouche devant des candidatures ouvrières ; l'idée qu'un ouvrier n'avait pas assez de prestige pour être candidat au Parlement était, disait-il, « un maudit préjugé » qui devait être extirpé radicalement, car c'est uniquement dans leur propre intérêt que les classes dirigeantes l'avaient inculqué aux ouvriers. Comme très souvent, seule l'expérience pratique devait, dans ce cas aussi, s'avérer une maîtresse d'école efficace.

Pour les seconds tours, Schweitzer avait donné pour mot d'ordre que les ouvriers y participent dans tous les cas, même s'il ne s'agissait que de deux candidats bourgeois : pour la raison de principe que, étant donné le lien indissoluble du politique et du social, les ouvriers avaient toujours quelque intérêt à ce que ce soit tel ou tel autre candidat qui remporte la victoire, et pour la raison pratique qu'un parti politique doit en toute occasion montrer qu'il compte. Quant à la question de savoir lequel des partis adverses les ouvriers devaient soutenir, il fallait se déterminer d'abord en fonction de l'attitude que ces partis avaient eue envers les ouvriers, en particulier au cours du premier tour. En tant que jeune parti, la social-démocratie devait avant tout prendre solidement pied et briser le système de calomnies par lequel les vieux partis voulaient l'empêcher de grandir. À Düsseldorf au cours des élections de février les ouvriers avaient décidé de la victoire du Parti du Progrès ; néanmoins la *Rheinische Zeitung* paraissant à Düsseldorf n'avait fait rien d'autre pendant tout l'été que de publier de méchants articles insultants sur le mouvement ouvrier. Il fallait faire passer aux libéraux l'habitude de ces infâmes méthodes ; là où ils s'en rendaient coupables, les ouvriers devaient absolument voter au second tour pour le candidat opposé ; faire avancer la cause du parti passait avant toute autre considération. Mais là où les libéraux, ce qui bien entendu était leur droit, combattaient le parti ouvrier honnêtement et en s'en tenant aux faits, les ouvriers devaient voter au second tour pour les candidats libéraux, étant bien entendu toutefois que ceux qu'on appelait nationaux-libéraux ne pouvaient être mis au nombre des libéraux. Ils n'étaient rien d'autre que d'hypocrites réactionnaires déguisés en agneaux libéraux et ils étaient plus nuisibles encore à l'intérêt général que de francs conservateurs.

C'est en fonction de ces considérations que furent abordés les deuxièmes tours dans le district industriel Marche-Berg[1]. À Düsseldorf, les

1 Anciens duchés situés en Rhénanie, dont la capitale est Düsseldorf.

ouvriers aidèrent à la victoire du bismarckien Michaelis sur le candidat progressiste Bürgers, tandis qu'une partie des électeurs conservateurs et nationaux-libéraux d'Elberfeld-Barmen permirent la victoire de Schweitzer sur le candidat progressiste Lôwe-Kalbe. Cette tactique adoptée par le Parti social-démocrate a été à l'époque violemment critiquée de différents côtés et, c'est certain, elle était sujette à caution. Seulement il était faux de dire qu'elle reposait sans doute sur des arrangements secrets et traîtres avec le parti conservateur ou le gouvernement. Elle avait été bien au contraire proclamée publiquement dans le *Social-Demokrat* longtemps avant le premier tour des élections, non pas comme une tactique fondamentalement juste mais à l'inverse comme une tactique fondamentalement non juste, imposée dans certains cas d'urgence par la politique indigne et sans principe du Parti du Progrès. En tout cas, elle eut l'avantage d'atteindre l'objectif qu'elle devait atteindre. Dès que le Parti du Progrès vit que les ouvriers n'étaient pas un bétail électoral sans volonté que l'on pouvait payer à coups de pied, il se plia aux bonnes manières. Après accord réciproque, les électeurs sociaux-démocrates votèrent pour les progressistes à Hagen et Solingen, les électeurs progressistes en revanche pour le candidat social-démocrate à Essen et à Lennep-Mettmann. Le résultat effectif fut que Harkort à Hagen et Reincke à Lennep-Mettmann remportèrent la victoire, tandis que Hasenclever à Essen et Eugen Richter à Solingen furent battus. À Reichenbach-Neurode, Schweitzer fut battu par le candidat libéral Twesten.

L'Association générale des travailleurs allemands avait ainsi conquis deux sièges au Reichstag de l'Allemagne du Nord. Quant au Parti populaire saxon, non seulement il se maintint dans les circonscriptions de Glauchau-Meerane et Zwickau-Crimmitschau, mais il gagna en plus deux nouveaux sièges ; Liebknecht remporta la victoire à Stollberg-Schneeberg et le médecin Goetz dans la circonscription de Leipzig-campagne. Försterling gagna la circonscription de Chemnitz dans des conditions plutôt douteuses. Au deuxième tour, il avait en face de lui un démocrate partisan de la Grande-Allemagne, et le bruit courut à l'époque que les 3 500 voix de plus que Försterling recueillit au second tour, par rapport au premier, provenaient en partie d'ennemis des ouvriers qui, avec l'entrée probable de Försterling au Reichstag, espéraient pouvoir nuire à la cause sociale-démocrate.

Que cela ait été le cas ou non, toujours est-il que lorsque le Reichstag se réunit le 10 septembre pour sa première session, dès la discussion sur le message de la couronne, Försterling se discrédita sur le plan parlementaire, en débitant de manière inconsidérée des fragments isolés pris dans les écrits de Lassalle. Mais l'Association générale des travailleurs alle-

mands perdit aussi un de ses députés, lorsque Reincke utilisa la première occasion venue pour renier la lutte de classe prolétarienne, pour expliquer que la tâche du socialisme n'était pas du tout de dresser les uns contre les autres bourgeois et prolétaires, mais de les réconcilier. Il ne restait plus à l'Association qu'à rompre simplement toute relation avec ce député, ce qui se fit à l'assemblée générale de Berlin. Goetz et Schraps étaient dans le fond des démocrates bourgeois qui, lorsque la lutte de classe prolétarienne s'aiguisa, se transformèrent vite en adversaires acharnés de la social-démocratie, alors que Bebel était en train de muer des conceptions radicales bourgeoises aux conceptions sociales-démocrates. Ainsi la représentation parlementaire du point de vue révolutionnaire prolétarien reposait surtout sur Liebknecht et Schweitzer, et entre eux s'enflamma aussitôt le vieux conflit sur la tactique juste.

Liebknecht voyait dans la Confédération de l'Allemagne du Nord une œuvre réactionnaire de violence et de non-droit, qu'il fallait détruire quoi qu'il arrive ; pour ne pas la renforcer encore, il rejetait toute collaboration pratique aux travaux législatifs du Reichstag ; la tribune parlementaire n'était pour lui qu'un lieu d'où il pouvait lancer dans les masses sa protestation contre la nouvelle configuration des affaires allemandes. Schweitzer inversement concevait la Confédération de l'Allemagne du Nord comme un fait, certes très peu réjouissant et très désagréable, mais toutefois irréversible, dont la social-démocratie devait s'accommoder, et sur le terrain de laquelle elle devait se positionner comme opposition la plus extrême, si elle voulait rester un parti politique. Tandis que Liebknecht le raillait comme « double de Wagener », Schweitzer ne disait pas que Liebknecht travaillait au service ou dans l'intérêt des princes dépossédés ou du gouvernement autrichien, mais il disait bel et bien qu'il ne pouvait partager le point de vue de Liebknecht parce que, après le passage de la bourgeoisie dans le camp de Bismarck, la destruction de la Confédération de l'Allemagne du Nord n'était plus possible sans l'intervention d'une puissance étrangère, ce qui voulait dire tomber de Charybde en Scylla. Face aux menées de Bonaparte et à la soif de revanche de Beust promu Premier ministre d'Autriche, la classe ouvrière devait, de l'avis de Schweitzer, faire cause commune avec toutes les autres classes de la nation, tandis que Liebknecht voyait dans les embarras causés à Bismarck par Napoléon et Beust le destin logique d'une politique de conquête et de violence.

En conséquence de quoi, lors de la discussion de la nouvelle loi confédérale sur l'obligation du service militaire, Liebknecht prit la parole le 17 octobre pour dire que l'histoire passerait par-dessus l'œuvre de violence qu'était la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui ne signifiait rien d'autre que la division, l'affaiblissement et l'asservissement de

l'Allemagne, qu'elle passerait par-dessus le Reichstag de l'Allemagne du Nord, qui n'était rien d'autre qu'une feuille de vigne de l'absolutisme. Liebknecht protesta contre les armées permanentes, en tant qu'instruments de la même politique de violence que Bismarck avait menée ; et s'il ne présenta pas de résolution demandant l'instauration d'une milice populaire sur le modèle suisse, c'est seulement parce qu'en tentant de la présenter, il se serait empêtré dans les mailles du règlement intérieur de la Chambre. Le discours de Liebknecht fustigea impitoyablement tous les points faibles de la révolution par en haut, et l'effroyable vacarme par lequel les patriotes repus des classes dominantes se déchaînèrent contre l'orateur fit doublement honneur à son courage. Mais une critique nette et vigoureuse ne garantit pas encore sa justesse en tout point. Si Liebknecht prévoyait que Bismarck devrait se mesurer à Bonaparte et que le sort de la Confédération de l'Allemagne du Nord reposerait alors dans la balance de la fortune des armes, Schweitzer voyait encore plus loin en prévoyant que la balance devrait nécessairement pencher en faveur de Bismarck, en raison de l'état tout entier du développement historique.

Après le discours de Liebknecht, Schweitzer demanda la parole afin de mettre en évidence ce qui le séparait de la conception de Liebknecht. À cette époque il existait encore la liste des orateurs, sur laquelle Schweitzer se fit inscrire contre le projet de loi. Quand ensuite arriva une demande de clôture des prises de parole, on lut avant de voter là-dessus la liste des orateurs inscrits et iI se trouva que, parmi les orateurs inscrits contre la loi, Schweitzer était en neuvième position, alors qu'en faveur de la loi il ne restait plus que deux orateurs inscrits. Alors Schweitzer, pour être sûr de prendre la parole, se fit inscrire aux côtés des orateurs qui voulaient parler en faveur de la loi, une pratique parlementaire qui, tant que la liste d'inscription exista, était chose fort courante dans tous les partis, quand il s'agissait de faire quelque brève précision ou déclaration qui ne touchait pas à l'objet proprement dit du débat. Cet épisode tout à fait insignifiant ne mériterait plus aujourd'hui la moindre mention, s'il n'avait constitué depuis lors une preuve majeure de la prétendue trahison de Schweitzer. Il était intervenu « en faveur » du militarisme prussien ; la liste officielle des orateurs au Reichstag était bien le document qui le prouvait.

En réalité, Schweitzer n'a ni parlé ni voté en faveur de la loi confédérale sur l'obligation du service militaire. Il fit simplement une courte déclaration dont il pouvait dire à bon droit qu'il la faisait au nom des milliers d'ouvriers qui l'avaient élu comme leur chef : une déclaration dans le sens qu'il était certes d'accord avec Liebknecht dans son opposition à la situation interne de la Confédération de l'Allemagne du Nord, mais non dans son aspiration à vouloir détruire cette confédération elle-même. Il insista

surtout sur le fait que lui et les ouvriers de sa tendance, face à l'étranger, étaient aux côtés de la Prusse. Si à cette occasion il employa l'expression contestable qu'il ne voulait pas dénigrer les qualités de la Prusse, que l'année précédente un monde hostile avait reconnues avec admiration, cette outrance était suscitée par l'outrance de Liebknecht, qui disait que la Confédération de l'Allemagne du Nord était à l'étranger encore plus méprisée que le Bundestag de bienheureuse mémoire. Aujourd'hui que ces contradictions appartiennent depuis longtemps à l'histoire, il serait injuste d'ergoter sur ce que l'un ou l'autre a dit. Cependant l'opinion de Liebknecht, selon laquelle tous ceux qui, avec Schweitzer, reconnaissaient l'œuvre de la politique de sang et de fer de Bismarck étaient séparés de la social-démocratie par un fossé large et infranchissable, n'était juste que dans le sens où à cette époque un fossé large, mais non infranchissable, traversait réellement le prolétariat conscient. Il fut comblé avant même qu'une décennie passât sur le pays.

Au fond, la nouvelle controverse entre Liebknecht et Schweitzer revenait à leur ancienne divergence d'opinions. Le discours de Liebknecht était une manifestation purement propagandiste ; lorsque des démocrates radicaux s'enflammaient, à l'époque du conflit, pour une armée populaire sur le modèle suisse, Engels écrivait, haussant les épaules : *« De quelque manière qu'on se représente la chose aujourd'hui, pour un pays de 18 millions d'habitants et avec des frontières très exposées elle est impossible et, même pour d'autres situations, pas possible de cette manière.* [1]» Il est sûr que Liebknecht aussi savait cela très bien ; la seule chose justement qui lui importait, c'était la propagande des idéaux démocratiques. Inversement Schweitzer défendait l'idée qu'un parti politique ouvrier devait mener une politique pratique, une politique pratique bien sûr non dans le sens d'un quelconque pragmatisme bourgeois, mais en partant du terrain prolétarien des principes. Il vota contre la loi sur l'armée, mais il ne croyait pas que c'était sur elle, mais ailleurs qu'il fallait placer le levier parlementaire pour obtenir quelque chose pour la classe ouvrière.

Ce n'est pas dans le domaine militaire mais dans le domaine économique qu'était le centre de gravité du Reichstag de l'Allemagne du Nord. Ce Parlement faible ne pouvait rien changer au fait que les institutions militaires de la Prusse s'étendaient à l'État moyen de Saxe et aux deux ou trois douzaines de petits États qui faisaient partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Mais il pouvait sûrement faire entendre sa musique sur la législation économique qui, dans une certaine mesure, devait se débarrasser des décombres corporatistes-féodaux. La satisfaction de ses

1 Engels, *La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand.*

intérêts matériels était le prix auquel la bourgeoisie avait livré ses idéaux politiques à Bismarck, le prix que Bismarck devait payer et même voulait payer. Au moyen des revendications imprescriptibles de la classe ouvrière barrer immédiatement le chemin à la bourgeoisie qui aplanissait le sol sur lequel elle projetait d'exploiter d'autant plus à fond le prolétariat, voilà quelle était, selon Schweitzer, la politique pratique que les députés sociaux-démocrates devaient mener au Reichstag de l'Allemagne du Nord.

Lors de l'abolition des lois contre l'usure, Schweitzer, prenant pour modèle la législation anglaise, demanda que l'usure reste interdite pour les prêts inférieurs à 100 thalers, et il justifia cette demande dans un excellent discours qui, pour la première fois dans un Parlement allemand, développait quelques points majeurs du communisme scientifique. Avec non moins de talent, il défendit une demande du Parti du Progrès visant à supprimer l'interdiction du droit de coalition. Toutefois son travail parlementaire principal durant cette courte session fut une loi sur la protection du travail contre le capital. Le projet se composait de 47 paragraphes, qui en partie ne faisaient que réunir ce dont la législation prussienne disposait déjà en matière d'interdiction du travail des enfants et du *truck system*[1] mais qui, au-delà, réclamaient la journée de travail de dix heures pour tous les ouvriers adultes, l'intervention d'inspecteurs des fabriques avec de larges pouvoirs et enfin également une commission parlementaire permanente pour « *œuvrer à l'élévation et à la consolidation des conditions ouvrières présentes dans les villes et à la campagne sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord* ». La loi devait s'étendre à toutes les entreprises qui employaient au moins dix ouvriers, et cela non seulement aux fabriques au sens strict du terme, mais aussi aux propriétés agricoles, aux chantiers navals, aux chemins de fer, aux navires à vapeur, et enfin à l'industrie à domicile. S'appuyant sur les expériences de la législation anglaise sur les fabriques, Schweitzer mettait l'accent principal sur l'instauration d'un contrôle des fabriques efficace, avec quoi on obtenait beaucoup plus qu'avec les interdictions et menaces de punition les plus diverses qui menaient une existence contemplative sur le patient papier des recueils de lois. Quelques députés progressistes auxquels Schweitzer présenta son projet dirent, hautains, qu'il ne valait vraiment rien du tout et qu'ils présenteraient des amendements allant

1 En anglais dans le texte : système de salaire par bons. Cela consistait à remettre aux travailleurs en guise de salaire des bons ou coupons servant à se procurer à des prix exorbitants des marchandises dans des magasins d'entreprise.

bien plus loin. Ce à quoi Schweitzer, qui connaissait ce genre de lascars, rétorqua sèchement : « *J'en serai ravi.* »

Il chercha tout d'abord auprès des députés qui avaient été élus par les ouvriers les quinze signatures nécessaires pour présenter son projet. Mais Försterling et Reincke refusèrent, tandis que Liebknecht, en son nom et au nom de ses plus proches camarades d'idées, déclara qu'ils ne pouvaient signer aucune demande qui voulait consolider la Confédération de l'Allemagne du Nord en la dotant d'institutions de poids. Alors Schweitzer se tourna vers les sagaces critiques du Parti du Progrès, qui lui promirent aussi leur signature mais qui, en raison d'une consigne de leur groupe parlementaire, revinrent dès le lendemain sur leur promesse. Exactement le même scénario se répéta avec les nationaux-libéraux : d'abord promesse, ensuite consigne du groupe parlementaire et enfin refus. Les conservateurs se montrèrent mieux disposés, mais seulement à condition que les ouvriers des campagnes soient exclus, ce à quoi Schweitzer naturellement ne consentit pas. Enfin, après d'indicibles efforts, Schweitzer obtint que les progressistes, les nationaux-libéraux et les conservateurs s'engagent à laisser chacun cinq des leurs se lever quand le président poserait la question du parrainage. Mais le président Simson, bourgeois jusqu'aux moelles, qui s'était toujours attaché à montrer très crûment son parti-pris contre les représentants parlementaires du prolétariat, déclarait à présent que cela ne lui suffisait pas, qu'il voulait voir quinze signatures. Alors, nouvelles tentatives de Schweitzer, nouveaux faux-fuyants des partis et nouvel entêtement du président, jusqu'à ce que la clôture de la courte session délivre ces patriotes suant de peur.

Liebknecht et d'autres ont reproché plus tard à Schweitzer d'avoir voulu par ce projet mettre le mouvement ouvrier dans les mains de Bismarck et par là d'avoir été de mèche avec Wagener. Or ce projet prenait totalement appui sur la législation anglaise des fabriques et ne contenait rien qui plus tard ne fût pas revenu tel quel dans les projets de loi sociaux-démocrates sur la protection du travail. Bismarck quant à lui, à l'époque comme toujours, faisait partie des adversaires les plus déterminés de toute protection légale des ouvriers et le nouveau Bundesrat, représentation des gouvernements, ne se souciait pas le moins du monde du projet de Schweitzer et jeta même provisoirement au panier la demande de supprimer l'interdiction de coalition faite par le Parti du Progrès et acceptée par le Reichstag. Il est exact que Schweitzer a négocié les parrainages aussi bien avec les conservateurs qu'avec les progressistes et les nationaux-libéraux, et il en a fait aussitôt lui-même un compte rendu dans le *Social-Demokrat* avec un luxe de détails ; il est également assez vraisemblable qu'à cette occasion il a parlé avec Wagener. Mais il

préféra renoncer au soutien des conservateurs plutôt que de l'acheter au prix d'une concession contraire à ses principes, aussi ne voit-on pas quel reproche on peut bien lui faire.

Schweitzer avait simplement agi selon les conceptions énoncées l'année précédente au congrès de l'Internationale, à Genève, selon lesquelles les lois sur la protection ouvrière ne renforçaient pas la puissance gouvernante, mais la transformaient plutôt en instrument aux mains de la classe ouvrière.

Chapitre IV

L'œuvre maîtresse du communisme scientifique

L'année 1867 fait date aussi dans l'histoire de la social-démocratie allemande parce qu'elle vit paraître le premier, et pour longtemps encore l'unique volume de la grande œuvre par laquelle Marx porta à une perfection classique sa critique de l'économie politique. En décrivant le processus de production du capital, Marx gravit la cime à partir de laquelle le vaste champ des conditions sociales modernes s'étalait dans toute sa netteté et son ampleur, comme les montagnes plus basses devant l'alpiniste debout sur le sommet le plus haut.

Dans la première partie de sa nouvelle œuvre, Marx reprenait ce qu'il avait exposé dans l'ouvrage de 1859 sur la marchandise et l'argent. Il le faisait dans une description incomparablement plus riche encore, dans un cadre englobant le monde entier et dans un tableau plein de nuances d'une extrême finesse. Bien peu d'œuvres de la littérature mondiale peuvent être comparées avec ces chapitres, pour ce qui est de la maîtrise littéraire. La difficulté souvent évoquée de leur compréhension vaut seulement pour le lecteur qui n'est pas encore formé à la dialectique ; avec un sérieux effort, toute intelligence saine trouvera accès à cette source de connaissance qui jaillit des profondeurs de l'évolution de l'humanité, et qui de ce fait est si claire et si pure que l'on peut sur son fond compter chaque grain de sable.

Marx examinait ensuite comment l'argent se transforme en capital. Si, dans la circulation des marchandises, des valeurs égales s'échangent les unes contre les autres, comment le détenteur d'argent peut-il acheter des marchandises à leur valeur et les vendre à leur valeur, mais en en tirant toutefois plus de valeur qu'il n'en a mise ? Il le peut parce que, dans les conditions sociales existantes, sur le marché des marchandises il trouve une marchandise d'une nature si particulière que son utilisation est source d'une nouvelle valeur. Cette marchandise, c'est la force de travail. Avec cela Marx résolvait l'énigme devant laquelle l'économie classique avait échoué et sur laquelle le socialisme petit-bourgeois s'était en vain cassé les dents, avec cela il expliquait la différence entre le *salaire* du travail et le *produit* du travail, qui semblait contredire de manière si criante la loi capitaliste de la valeur.

La force de travail existe en la personne de l'ouvrier vivant qui, pour son existence aussi bien que pour le maintien de sa famille – qui après sa mort assure la perpétuation de la force de travail – a besoin d'une quantité déterminée de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire pour produire ces moyens de subsistance représente la valeur de la force de travail. Mais cette valeur, payée en salaire, est infiniment plus petite que la valeur que l'acheteur de la force de travail peut tirer d'elle. Le surtravail de l'ouvrier, le travail au-delà du temps nécessaire pour restituer son salaire, est la source de la plus-value, du gonflement toujours croissant du capital. Le travail non payé de l'ouvrier entretient tous les membres de la société qui ne travaillent pas ; c'est de lui qu'on tire les rentes foncières des propriétaires fonciers, les profits des capitalistes, les impôts de l'État et des communes ; sur lui repose tout l'état social dans lequel nous vivons.

Certes le travail non payé n'est pas en soi une caractéristique de la société bourgeoise moderne. Tant qu'il y a classes possédantes et classes non possédantes, la classe non possédante doit constamment fournir du travail non payé. Tant qu'une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, doit, au temps de travail nécessaire à son propre entretien, ajouter du temps de travail en plus, afin de produire les moyens de subsistance pour les détenteurs des moyens de production. Le travail salarié n'est qu'une forme historique particulière du système de travail non payé qui domine depuis la division en classes, une forme historique particulière qui doit être examinée en tant que telle pour être exactement comprise.

Pour transformer l'argent en capital, le possesseur d'argent doit sur le marché des marchandises trouver l'ouvrier libre, libre en ce double sens qu'en tant que personne libre il dispose de sa force de travail comme d'une marchandise qui lui appartient, et qu'il n'a pas d'autres marchandises à vendre, donc qu'il est dépourvu de toutes les choses indispensables à la mise en œuvre de sa force de travail. Ce n'est pas un rapport résultant de l'histoire naturelle, car la nature ne produit pas d'un côté ceux qui possèdent l'argent et les marchandises, et de l'autre ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur propre force de travail. Mais ce n'est pas non plus un rapport social qui serait commun à toutes les périodes de l'histoire, mais le résultat d'un long développement historique, le produit de nombreux bouleversements économiques, du déclin de toute une série de formations plus anciennes de la production sociale.

La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Production des marchandises, circulation des marchandises et circulation développée des marchandises – le commerce – constituent les présupposés historiques qui le font naître. C'est de la création du commerce et

du marché modernes à l'échelle mondiale, au 16e siècle, que date l'histoire moderne de la vie du capital. La fiction des économistes vulgaires, racontant qu'il y avait eu jadis une élite travailleuse, qui accumulait de la richesse, et une masse de gueux passant leur temps à ne rien faire, qui finirent par n'avoir plus rien à vendre que leur propre peau, est une platitude puérile : une platitude aussi puérile que la façon dont les historiens bourgeois décrivent la désagrégation du mode de production féodal, qu'ils obscurcissent en la présentant exclusivement comme l'émancipation du travailleur, au lieu de la décrire en même temps comme la transformation du mode d'exploitation féodal en mode d'exploitation capitaliste. En même temps que les travailleurs cessaient de faire directement partie des moyens de production, comme les esclaves et les serfs, les moyens de production cessaient de leur appartenir, comme ils appartiennent aux paysans et aux artisans travaillant pour leur propre compte. Par une série de méthodes violentes et cruelles, que Marx décrit en détail dans le chapitre sur l'accumulation primitive en se fondant sur l'histoire anglaise, la grande masse du peuple a été dépouillée, et de la terre, et des moyens de subsistance, et des outils de travail. Ainsi naquirent les ouvriers libres dont le mode de production capitaliste a besoin ; le capital vint au monde, de la tête aux pieds ruisselant de sang et de boue par tous les pores. Dès qu'il tint sur ses propres jambes, il ne se contenta pas de maintenir la séparation entre l'ouvrier et la propriété comme condition de la réalisation du travail, mais il la reproduisit sur une échelle toujours croissante.

Par rapport aux variétés antérieures de travail non payé, le travail salarié se différencie en ce que le mouvement du capital est sans bornes, que son appétit dévorant de surtravail est insatiable. Dans les formations économiques de la société où ce qui compte le plus n'est pas la valeur d'échange du produit, mais sa valeur d'usage, le surtravail est limité par un cercle plus ou moins vaste de besoins, mais le caractère de cette production ne suscite pas un besoin illimité de surtravail. Il en va tout autrement, là où la valeur d'échange prend le pas. Pour ce qui est de faire travailler autrui, de soutirer du surtravail et d'exploiter la force de travail, le capital surpasse en énergie, en démesure et en efficacité tous les processus de production antérieurs reposant sur le travail forcé direct. Ce qui lui importe, ce n'est pas le processus de travail, ce n'est pas la production de valeur d'usage, mais c'est le processus de valorisation, c'est la production de valeur d'échange, dont il peut tirer plus de valeur qu'il n'y en a mis. La faim de plus-value ignore la sensation de satiété, la production de valeur d'échange ne possède pas la limite que la satisfaction des besoins met à la production de valeurs d'usage.

De même que la marchandise unit valeur d'usage et valeur d'échange, de même le processus de production de la marchandise unit processus de formation du travail et processus de formation de la valeur. Le processus de formation de la valeur dure jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée dans le salaire est remplacée par une valeur égale. Au-delà de ce point, il se transforme en processus de production de plus-value, en processus de valorisation. En unissant processus de travail et processus de valorisation, il devient processus de production capitaliste, forme capitaliste de la production de marchandises. Force de travail et moyens de production œuvrent ensemble dans le processus de travail ; dans le processus de valorisation, ces parties constitutives du capital apparaîssent comme capital constant et capital variable. Le capital constant se convertit en moyens de production, en matières premières, matières auxiliaires et moyens de travail, et ne change pas de valeur dans le processus de production. Le capital variable se convertit en force de travail et change de valeur dans le processus de production ; il reproduit sa propre valeur et en plus un excédent, la plus-value, qui elle-même peut varier, être plus grande ou plus petite. Ainsi Marx défriche la voie qui lui permet d'examiner la plus-value, dont il trouve deux formes : la plus-value absolue et la plus-value relative, qui ont joué un rôle différent, mais l'une et l'autre un rôle décisif, dans l'histoire du mode de production capitaliste.

Il y a production de plus-value absolue quand le capitaliste prolonge la journée de travail au-delà du temps nécessaire à la reproduction de la force de travail. Si cela allait selon ses désirs, la journée de travail aurait vingt-quatre heures, car plus la journée de travail est longue, plus la plus-value produite est grande. Inversement, l'ouvrier a le sentiment justifié que chaque heure de travail fournie en plus de ce qu'il faut pour remplacer son salaire lui est illégitimement dérobée ; c'est dans son propre corps qu'il éprouve ce que signifie travailler trop longtemps. La lutte pour la durée de la journée de travail dure dans l'Histoire depuis la première apparition de travailleurs libres et se poursuit encore de nos jours. Le capitaliste se bat pour son profit, et la concurrence l'oblige – qu'il soit personnellement un noble cœur ou un méchant gredin – à prolonger la journée de travail jusqu'aux limites extrêmes des capacités humaines. L'ouvrier se bat pour sa santé, pour quelques heures de repos quotidien, afin aussi de pouvoir se manifester en tant qu'Homme, autrement qu'en travaillant, mangeant et dormant. Marx décrit de façon très saisissante le demi-siècle de guerre civile que la classe capitaliste et la classe ouvrière menèrent en Angleterre pour la journée de travail, depuis la naissance de la grande industrie, qui poussa les capitalistes à briser toutes les barrières que la nature et les coutumes, l'âge et le sexe, le jour et la nuit mettaient

à l'exploitation du prolétariat, jusqu'à la promulgation de la loi sur les dix heures que la classe ouvrière arracha par la lutte, loi qui constitue un puissant obstacle social, qui l'empêche même de se vendre, lui et sa descendance, pour la mort et l'esclavage par contrat volontaire avec le capital.

Il y a production de plus-value relative quand le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail est réduit au bénéfice du surtravail. La valeur de la force de travail est réduite du fait de l'accroissement de la force productive du travail dans les branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail. Cela nécessite un bouleversement continu du mode de production, des conditions techniques et sociales du processus de travail. Les développements historiques, économiques, technologiques et de psychologie sociale que Marx consacre à ce sujet, dans une série de chapitres traitant de la coopération, de la division du travail et de la manufacture, du machinisme et de la grande industrie, font partie des choses les plus importantes qu'il ait jamais écrites. Même un de ses biographes bourgeois s'amuse de ce que les manuels académiques d'économie politique, au lieu de puiser dans cette riche mine scientifique, continuent de répéter avec légèreté ce qu'Adam Smith a écrit il y a plus de cent ans sur la division du travail. Cependant il faut dire, à leur décharge, qu'on peut plus facilement arracher sa massue à Hercule qu'arracher à un penseur révolutionnaire tel que Marx une pensée que l'on pourrait déverser telle quelle dans la mangeoire de l'écurie universitaire.

Marx ne montre pas seulement que le machinisme et la grande industrie ont créé une effroyable misère, telle qu'aucun autre mode de production ne l'a fait avant eux, mais il montre aussi qu'en ne cessant de révolutionner la société capitaliste, ils préparent une forme supérieure de société. La législation des fabriques est la première réaction consciente et systématique de la société au caractère naturellement spontané de son processus de production. En réglementant le travail dans les fabriques et les manufactures, cette législation n'apparaît tout d'abord que comme une ingérence dans le droit du capital à exploiter les travailleurs. Mais la force des faits l'oblige bientôt à réglementer aussi le travail à domicile et à intervenir dans l'autorité parentale, mais ce faisant à reconnaître que, en même temps que la base économique de l'ancienne structure familiale et du travail familial qui lui correspond, la grande industrie dissout aussi les anciens rapports familiaux. « *Si terrible et si dégoûtante que paraisse à l'heure actuelle la dissolution de l'ancienne structure familiale à l'intérieur du système capitaliste, cependant, grâce au rôle décisif qu'en dehors du cercle domestique la grande industrie assigne aux femmes, aux jeunes et aux enfants des deux sexes dans des processus de production sociale-*

ment organisés, cette grande industrie n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les deux sexes. Naturellement il est aussi absurde de considérer comme absolue et définitive la forme germano-chrétienne de la famille que ses formes romaine ou grecque ou orientale, lesquelles forment d'ailleurs entre elles une série progressive au fil de l'Histoire. Il paraît aussi évident que la composition du personnel ouvrier combinant individus des deux sexes et de tout âge – bien que source de corruption et d'esclavage dans sa forme capitaliste, spontanément brutale, où l'ouvrier existe pour le processus de production et non le processus de production pour l'ouvrier – dans des conditions appropriées doit à l'inverse devenir source de développement humain. » La machine, qui ravale l'ouvrier au rang de simple appendice d'elle-même, crée en même temps la possibilité d'accroître les forces productives de la société à un niveau élevé, qui offrira à tous les membres de la société les mêmes chances de développer leurs potentialités humaines, chances que toutes les formes antérieures de sociétés, trop pauvres, ne pouvaient offrir.

Après avoir examiné la production de la plus-value absolue et de la plus-value relative, Marx expose la première théorie rationnelle du salaire que connaisse l'histoire de l'économie politique. Le prix d'une marchandise est sa valeur exprimée en argent, et le salaire est le prix de la force de travail. Ce n'est pas le travail qui apparaît sur le marché des marchandises, mais le travailleur qui cherche à vendre sa force de travail, et le travail naît seulement de l'utilisation de la marchandise force de travail. Le travail est la substance et la mesure immanente des valeurs, mais lui-même n'a pas de valeur. Cependant le salaire semble payer le travail, parce que l'ouvrier ne reçoit son salaire qu'une fois le travail effectué. La forme du salaire efface toute trace de la division de la journée de travail en travail payé et travail non payé. C'est l'inverse de ce qui se passe pour l'esclave. L'esclave semble ne travailler que pour son maître, même dans la partie de la journée de travail dans laquelle il ne fait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance ; tout son travail apparaît comme du travail non payé. Dans le travail salarié au contraire, même le travail non payé apparaît comme du travail payé. Dans le premier cas le rapport de propriété occulte le travail de l'esclave pour lui-même, dans le second le rapport d'argent occulte le travail gratuit accompli par l'ouvrier salarié. On comprend par conséquent, dit Marx, l'importance décisive de cette transformation de la valeur et du prix de la force de travail en la forme du salaire du travail, ou en valeur et prix du travail lui-même. Sur cette apparence, qui rend invisible le rapport réel et montre précisément son contraire, reposent toutes les notions juridiques de l'ouvrier comme

du capitaliste, toutes les mystifications du mode de production capitaliste, toutes les illusions libérales, toutes les balivernes apologétiques de l'économie vulgaire.

Les deux formes fondamentales du salaire sont le salaire au temps et le salaire aux pièces. À la lumière des lois du salaire au temps, Marx démontre en particulier à quel point sont creuses et intéressées les phrases qu'emploient toujours les exploiteurs insatiables, et en premier lieu le bon Bismarck, pour s'opposer à la limitation légale de la journée de travail : ces phrases où ils affirment qu'une telle limitation ferait baisser les salaires. C'est exactement le contraire qui est vrai. Une réduction passagère de la journée de travail fait baisser le salaire, mais une réduction durable l'élève ; plus longue la journée de travail, plus bas le salaire.

Le salaire aux pièces n'est rien d'autre qu'une forme modifiée de salaire au temps, c'est la forme de salaire correspondant le mieux au mode de production capitaliste. Il s'est répandu pendant la période manufacturière proprement dite et, pendant la période tumultueuse où la grande industrie anglaise s'est développée, il a été un moyen d'allonger le temps de travail et de réduire les salaires. Le travail aux pièces est très avantageux pour les capitalistes, car il rend en grande partie superflue la surveillance du travail et offre par-dessus le marché tout un éventail d'occasions pour effectuer des retenues sur le salaire et autres escroqueries. Pour les ouvriers en revanche il entraîne de grands désavantages : épuisement physique par excès de travail censé augmenter le salaire, alors qu'il tend en fait à le réduire, concurrence accrue entre les ouvriers et affaiblissement de leur sentiment de solidarité, apparition de parasites qui viennent s'interposer entre capitalistes et ouvriers, d'intermédiaires qui rognent une part considérable du salaire versé, etc.

Le rapport entre plus-value et salaire fait que le mode de production capitaliste non seulement reproduit sans cesse le capital du capitaliste, mais encore produit en permanence la pauvreté des ouvriers : d'un côté on a les capitalistes, qui sont les propriétaires de tous les moyens de subsistance, de tous les produits bruts et de tous les outils de travail, et de l'autre la grande masse des ouvriers, qui sont contraints de vendre à ces capitalistes leur force de travail pour une quantité de moyens de subsistance tout juste suffisante, dans le meilleur des cas, pour les maintenir en état de travailler et leur permettre d'élever une nouvelle génération de prolétaires aptes au travail. Mais le capital ne fait pas que se reproduire, il s'accroît et se multiplie aussi sans cesse ; c'est à ce « processus d'accumulation » que Marx consacre le dernier chapitre dans la description qu'il fait du processus de production du capital.

Non seulement le capital engendre de la plus-value, mais la plus-value engendre aussi du capital. Une partie de la plus-value produite annuellement est consommée sous forme de revenu par les classes possédantes entre qui elle est distribuée, cependant qu'une autre partie est accumulée en capital. Le travail non payé soutiré à la classe ouvrière sert alors de moyen pour lui soutirer toujours plus de travail non payé. En général, dans le cours de la production, tout le capital avancé à l'origine voit au fur et à mesure sa grandeur s'amenuiser quand on le compare au capital directement accumulé, c'est-à-dire à la plus-value ou au surproduit qui se retransforme en capital, qu'il fonctionne alors entre les mains de celui qui a accumulé ou dans des mains étrangères. La loi de la propriété privée reposant sur la production des marchandises et la circulation des marchandises, par le jeu de sa dialectique propre, interne et inéluctable, se mue en son contraire direct. Les lois de la production des marchandises semblaient fonder le droit de la propriété sur un travail qui appartiendrait en propre à l'ouvrier. Des possesseurs de marchandises avec des droits égaux se trouvaient face à face ; le seul moyen de s'approprier la marchandise de l'autre était d'aliéner sa propre marchandise, et cette marchandise ne pouvait être produite que par le travail. Maintenant la propriété apparaît, du côté du capitaliste, comme le droit de s'approprier le travail non payé d'autrui ou le produit de ce travail, du côté de l'ouvrier, comme l'impossibilité de s'approprier son propre produit.

Lorsque les prolétaires modernes commencèrent à entrevoir les tenants et les aboutissants de tout cela, lorsque le prolétariat urbain sonna le tocsin à Lyon et qu'en Angleterre le prolétariat rural fit voler le « coq rouge »[1] les économistes vulgaires inventèrent la « théorie de l'abstinence », théorie selon laquelle le capital se constitue grâce à « l'abstinence » volontaire des capitalistes, théorie que Marx fustige aussi impitoyablement que Lassalle l'avait déjà fustigée dans *Bastiat-Schulze*. Ce qui contribue réellement à l'accumulation du capital, c'est « l'abstinence » imposée aux ouvriers, la réduction forcée du salaire en dessous de la valeur de la force de travail, dans le but de transformer partiellement en fonds d'accumulation du capital le fonds de consommation nécessaire aux ouvriers. De là viennent en réalité ces jérémiades sur la vie « luxueuse » des ouvriers, ces interminables litanies sur cette bouteille de champagne que des maçons berlinois ont paraît-il bue un jour, ces recettes de cuisine bon marché des réformateurs sociaux chrétiens et tout ce qui par ailleurs, dans ce domaine, relève des brillantes passes d'armes

1 C'est ainsi qu'on désigna en Angleterre l'incendie des demeures des propriétaires par le prolétariat rural.

capitalistes. La loi générale de l'accumulation capitaliste est alors la suivante : la croissance du capital inclut la croissance de sa partie variable, autrement dit de sa partie constitutive convertie en force de travail. Si la composition du capital reste invariable, si une masse déterminée de moyens de production exige toujours la même masse de force de travail pour être mise en œuvre, la demande de main-d'œuvre et le fonds de subsistance des ouvriers grandissent évidemment proportionnellement au capital, et cela d'autant plus vite que le capital s'accroît plus vite. De même que la reproduction simple reproduit constamment le rapport capitaliste lui-même, de même l'accumulation reproduit ce rapport sur une plus grande échelle : plus de capitalistes ou de plus gros capitalistes à ce pôle-ci, plus d'ouvriers salariés au pôle opposé. L'accumulation du capital signifie donc accroissement du prolétariat, c'est-à-dire que, dans le cas de figure envisagé, il se produit dans les conditions les plus favorables pour les ouvriers. Une part plus grande de leur propre surproduit, qui grossit et qui en grossissant se transforme en nouveau capital, leur revient sous forme de moyens de paiement, si bien qu'ils peuvent satisfaire plus largement leurs besoins, mieux fournir en vêtements, meubles, etc. leur fonds de consommation. Toutefois le rapport de dépendance et d'exploitation dans lequel ils se trouvent n'en est nullement affecté, pas plus qu'un esclave bien habillé et bien nourri ne cesse d'être un esclave. Ils doivent continuer de fournir une certaine quantité de travail non payé, qui peut diminuer, il est vrai, mais jamais au point de menacer sérieusement le caractère capitaliste du processus de production. Si les salaires s'élèvent au-dessus de ce point, l'aiguillon du gain s'émousse et l'accumulation de capital se ralentit, jusqu'au moment où les salaires retombent à un niveau correspondant à ses besoins de valorisation.

Toutefois c'est seulement si le rapport entre les parties constitutives du capital, sa partie constante et sa partie variable, ne se modifie pas dans l'accumulation du capital, que la chaîne d'or que le salarié se forge à lui-même se relâche et devient moins lourde à porter. Mais en réalité, le progrès de l'accumulation entraîne une grande révolution dans ce que Marx appelle la composition organique du capital. Le capital constant s'accroît aux dépens du capital variable, la productivité croissante du travail a pour effet que la masse des moyens de production s'accroît proportionnellement plus vite que la masse de la force de travail qui lui est incorporée ; la demande de travail n'augmente pas au même rythme que l'accumulation du capital ; au contraire, elle diminue proportionnellement. C'est le même effet, mais sous une autre forme, qu'entraîne la concentration du capital, laquelle, indépendamment de son accumulation, s'accomplit du fait que les lois de la concurrence capitaliste aboutissent à l'absorption du petit

capital par le grand. Tandis que le capital supplémentaire, qui s'est formé au fur et à mesure de l'accumulation, attire de moins en moins d'ouvriers en proportion de sa grandeur, le capital de départ qui se reproduit dans une composition nouvelle rejette de plus en plus les ouvriers qu'il occupait précédemment. Ainsi naît une surpopulation ouvrière relative, c'est-à-dire excédentaire par rapport aux besoins de valorisation du capital, une armée industrielle de réserve qui, pendant les périodes où les affaires vont mal ou sont médiocres, est payée *au-dessous* de la valeur de sa force de travail et est irrégulièrement occupée ou réduite à la charité publique, mais qui, dans tous les cas, sert à paralyser la force de résistance des ouvriers qui ont un emploi et à maintenir leur salaire à un bas niveau.

Produit nécessaire de l'accumulation ou du développement de la richesse sur une base capitaliste, l'armée de réserve industrielle devient inversement le levier de l'accumulation capitaliste, voire même la condition d'existence du mode de production capitaliste. Avec l'accumulation et le développement de la force productive du travail qui l'accompagne croît la force d'expansion soudaine du capital, qui a besoin de grandes masses humaines pour les jeter, soudain et sans interrompre la chaîne productive, dans d'autres sphères, sur de nouveaux marchés ou dans de nouvelles branches de production. Le cours caractéristique de l'existence de l'industrie moderne, ce cycle décennal entrecoupé de légères variations, et constitué de périodes de moyenne activité, de production sous haute pression, de crise et de stagnation, repose sur la formation continue, l'absorption plus ou moins grande et la reconstitution de l'armée de réserve industrielle. Plus la richesse sociale, le capital fonctionnant, le volume et la vigueur de sa croissance, et donc le chiffre absolu de la population ouvrière et la force productive de son travail sont grands, plus la surpopulation relative, autrement dit l'armée de réserve industrielle, est grande. Elle augmente en proportion géométrique de la richesse. Mais plus l'armée de réserve industrielle grossit par rapport à l'armée ouvrière active, plus grossissent les couches ouvrières dont la misère est en rapport inverse à leur peine au travail. Enfin, plus s'accroissent dans la classe ouvrière la couche de miséreux et l'armée industrielle de réserve, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà quelle est la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.

De cette loi résulte aussi la tendance historique de l'accumulation. De pair avec l'accumulation et la concentration du capital, se développent sur une échelle toujours plus grande la forme coopérative du processus de travail, l'application délibérée de la science à la technique, l'exploitation méthodique et commune de la terre, la transformation des moyens de travail en moyens de travail utilisables seulement en commun, et l'éco-

nomie de tous les moyens de production par leur utilisation en commun sous forme de travail social combiné. À mesure que diminue le nombre de magnats capitalistes qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, s'accroît le volume de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation, mais aussi la révolte de la classe ouvrière dont les rangs ne cessent de gonfler et que le mécanisme même du processus de production capitaliste instruit, unit et organise. Le monopole capitaliste devient une entrave au mode de production, qui a grandi et prospéré avec lui et sous sa direction. La concentration des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un degré où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. La dernière heure de la propriété privée sonne, les expropriateurs sont expropriés. La propriété individuelle fondée sur le travail est rétablie, mais sur la base des acquis de l'ère capitaliste : comme coopération d'ouvriers libres et comme propriété commune du sol et des moyens de production produits par le travail lui-même. Naturellement, la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production social, sera loin d'être aussi longue, dure et difficile que le fut la transformation de la propriété morcelée reposant sur le travail personnel de l'individu en propriété capitaliste. Ici il s'agissait de l'expropriation de la masse du peuple par un petit nombre d'usurpateurs, là il s'agira de l'expropriation d'un petit nombre d'usurpateurs par la masse du peuple.

Il est évidemment impossible en quelques pages de donner une idée approximative de la richesse de pensées et de faits que contient le premier tome du *Capital*. Ce qui *grosso modo*, dans un résumé de ce genre, n'apparaît que comme affirmation non démontrée, se construit dans le livre même, pierre par pierre, sans mortier et sans crépi, solidement agencé par la force percutante de la logique, s'appuyant avec confiance sur la force et le poids des faits. Mais l'abondance des trésors intellectuels répandus dans cette œuvre avec tant de prodigalité marque cette œuvre du sceau le plus authentique du génie : le lecteur est en permanence conscient que le maître est plus grand que son œuvre.

En critiquant l'économie politique, Marx la portait à sa perfection. Il bâtissait sur les fondations qu'avaient posées Adam Smith et Ricardo ; il poursuivait l'exploration du mode de production capitaliste là où ces penseurs indépendants l'avaient interrompue, ou plus exactement avaient dû l'interrompre parce que le jeu de ses lois immanentes n'était pas encore suffisamment développé pour qu'on puisse les comprendre jusqu'au tréfonds. Les successeurs bourgeois des économistes classiques avaient emprunté le chemin inverse ; plus le mode de production capita-

liste dévoilait son vrai visage – pas beau, c'est certain – plus ils avaient renoncé à analyser et à expliquer et s'étaient mis à embellir et à maquiller, ce qu'ils appelèrent ensuite « perfectionner la science ». Lorsque parut le livre de Marx, ils essayèrent d'abord sur lui leur méthode favorite, la conspiration du silence, et quand cela ne marcha plus, ils crièrent de toutes leurs forces à la théorie antiscientifique. La critique que le premier tome du *Capital* subit encore dans la *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg huit ans après sa parution est extrêmement significative de cette attitude, et ce n'est pas le premier manchestérien venu qui la fit mais un membre de l'école historique, comme il ressort de son contenu.

L'excellent homme expliquait que quiconque voulait pénétrer à fond la nature du capital devait commencer par analyser scientifiquement l'histoire réelle du capital. Pour cela il fallait la force d'un géant et la patience d'un nain. Quiconque voulait parler de l'injustice de la répartition actuelle des biens devait examiner en tant que réalités les gains et les salaires actuels, la propriété, sa croissance et sa décadence. C'est seulement ainsi qu'il pourrait démontrer quelque chose aux lecteurs avertis. On aurait donc dû s'attendre à ce qu'il conclue que Marx avait rempli toutes ces exigences. Mais non ! « *En négligeant dédaigneusement ou plutôt en ignorant réellement tout autre développement ultérieur de la science, Marx se place consciemment et intentionnellement du point de vue de l'économie politique anglaise d'il y a cinquante ans. Il s'efforce de poursuivre et de parachever David Ricardo à la manière abstraite de cet auteur, de compléter en quelque sorte le dernier mot qu'il n'a pu prononcer. Avec toute la fierté de l'autodidacte, il s'appuie sur des hypothèses qu'il considère comme évidentes, mais que d'autres considèrent depuis longtemps comme réfutées. Ricardo et les auteurs plus anciens ont le mérite, qu'il ne faut pas leur dénier, d'avoir appliqué et amélioré la logique économique, mais c'est de l'histoire ancienne et cela a fait son temps. Quiconque de nos jours croit faire avancer la science en entreprenant de résoudre les questions brûlantes liées à la propriété du capital au moyen de cette vieille logique, celui-là se trompe – et il a manqué en dormant toute une génération de la vie de la science.* » Cette « génération », que Marx est censé avoir manquée en dormant, était d'un côté pleine des sophismes par lesquels Bastiat et les disciples de Bastiat falsifièrent les doctrines d'Adam Smith et Ricardo, et de l'autre pleine des bonds que Roscher et autres maîtres de la « méthode historique » firent sous le coup de la peur, pour tenter de sauter par-dessus les conséquences gênantes de l'économie classique.

Nous nous contenterons de ce seul aperçu qui, par tout son manque d'intelligence, est l'exemple classique du degré d'intelligence avec lequel l'économie bourgeoise sut parler pendant des années et des décennies

de l'œuvre de Marx. À la longue, elle non plus ne put se soustraire à son influence. Le développement même des choses confirma les conclusions que Marx avait tirées, beaucoup trop percutantes pour que cette démonstration ne s'impose pas nécessairement, même à des myopes. Aucun économiste bourgeois n'ose plus aujourd'hui reprendre ce fatras fossile, dont il y a vingt ans le camp bourgeois se servit pour saluer le premier tome du *Capital*, et on peut même dire sans exagérer que tout travail concret encore accompli par l'économie bourgeoise est directement ou indirectement influencé par ce livre. Et si ce n'est pas avec des brins de paille mais avec des armes à peu près solides que l'économie bourgeoise combat le communisme scientifique, ces armes, c'est à son feu qu'elle les a forgées. Cela ne lui permet toutefois pas d'échapper à son destin, pas plus que des hordes barbares n'échappent à leur destin, même si finalement c'est avec les armes de la civilisation qu'elles cherchent à défendre leur état social révolu.

Toutefois, la classe ouvrière aussi eut besoin d'être éduquée par le développement économique avant que l'œuvre de Marx commence à passer dans sa chair et dans son sang. La faute en revenait à ce développement de la situation auquel Marx lui-même faisait allusion dans sa préface, quand il disait que l'Allemagne, comme tout le reste de l'Europe de l'Ouest continentale, serait tourmentée non seulement par le développement du mode de production capitaliste, mais aussi par l'absence de son développement. La longue série des misères héréditaires issues de la survivance d'antiques modes de production révolus, avec leur cortège de rapports sociaux et politiques dépassés, dissimulait encore aux ouvriers l'enchaînement interne de la misère moderne que l'œuvre de Marx dévoilait. Johann Philipp Becker la baptisa « la Bible de la classe ouvrière », ce qui était une comparaison maladroite théoriquement, mais pertinente historiquement. Elle fut tout d'abord considérée avec étonnement plus que lue, admirée plus que comprise, commentée avec plus de zèle orthodoxe que d'intelligence critique. À l'époque, le reproche de fanatisme dogmatique était plus excusable qu'aujourd'hui, où le progrès irrésistible de la grande industrie allemande explique chaque jour combien Marx avait exactement discerné la nature exemplaire de la grande industrie anglaise, combien son œuvre n'est pas une œuvre dogmatique mais une œuvre historique.

Une œuvre historique, qui décrit une période déterminée du processus du développement de l'humanité, ne peut être une source de vérité infaillible jusqu'à la fin des temps, et personne plus que Marx n'était éloigné d'une telle prétention. Depuis trente ans le mode de production capitaliste a fait mûrir bien des phénomènes que Marx n'a pas connus ni pré-

vus de cette manière ; la marche caractéristique de l'industrie moderne ne revêt plus la forme de ce cycle de dix ans dont parlait Marx. Mais chaque écart dans les faits réels n'a fait jusqu'ici que conforter la justesse de la tendance que Marx voyait historiquement dominer dans le mode de production capitaliste. En vain cherche-t-on à réfuter la paupérisation que le mode de production capitaliste entraîne avec lui pour la classe ouvrière, en renvoyant aux progrès que cette classe fait dans un premier temps là où ce mode de production est le plus hautement développé. Justement telle est bien la tendance de l'accumulation capitaliste démontrée par Marx : la grande industrie dresse et instruit au fil du temps, par le fouet de la corvée et de la faim, l'armée ouvrière qui extirpera ses racines capitalistes. La fameuse sagesse, qui veut faire passer à la classe ouvrière le goût de la lutte de classe économique et politique en cherchant à lui présenter comme prétendu fruit de la grande industrie ce qui a été arraché à cette industrie par les durs affrontements de la lutte de classe prolétarienne, peut dans le meilleur des cas passer pour de l'humour noir, dont le mode de production capitaliste se sert pour abréger les stations du chemin de croix qu'est son déclin inéluctable.

S'il faut du temps pour tout et si le premier tome du *Capital* ne devint que peu à peu la propriété intellectuelle du prolétariat allemand, pourtant ce processus d'assimilitation réjouissant commença dès sa parution. Schweitzer d'abord, dans le *Social-Demokrat*, au fil d'une série d'articles que Marx déclara tout à fait dignes d'attention, parla de l'œuvre avec une parfaite compréhension de son contenu. Ensuite parut dans le *Demokratische Wochenblatt*, que Liebknecht éditait depuis le début de 1868 comme organe du Parti populaire saxon, un compte rendu anonyme de ce livre qui se poursuivit sur deux numéros et qui était incontestablement de la plume d'Engels. Le premier ouvrier allemand à qui revint l'honneur d'avoir maîtrisé intellectuellement l'œuvre maîtresse du commmunisme scientifique fut Josef Dietzgen, un tannneur qui vivait alors à Petersburg et envoya de là-bas au *Demokratische Wochenblatt* une critique du *Capital* qui respirait à chaque ligne l'esprit de cette œuvre puissante.

C'est ce qui procura à Marx la plus grande joie ; son « meilleur salaire », il le vit dans cette preuve que son travail gigantesque était compris dans la classe ouvrière elle-même. Marx avait coutume d'appeler « notre philosophe » ce Dietzgen qui un an plus tard, dans un ouvrage sur l'essence du travail intellectuel humain, développa de manière indépendante la conception matérialiste de l'histoire.

Chapitre V

Les syndicats allemands

Si la crise de 1857 avait donné la première impulsion au réveil du mouvement ouvrier européen, bien que tout d'abord seulement de manière indirecte, la crise de 1866 exerçait le même effet de manière déjà bien plus forte et bien plus directe. De grandes banqueroutes de maisons anglaises menèrent à une paralysie complète de la spéculation. Tandis que se produisait une stagnation générale du commerce, que de nombreuses fabriques étaient obligées de réduire ou d'arrêter totalement leur production, que les salaires ouvriers chutaient et que le chômage augmentait, les prix des moyens de subsistance nécessaires à la classe ouvrière faisaient un bond considérable à cause des mauvaises récoltes des années 1866 et 1867.

Sous cette pression économique, le mouvement ouvrier européen grossit impétueusement. Selon le niveau atteint dans chacun des pays, la révolte humaine du prolétariat contre des conditions inhumaines se manifesta sous diverses formes. En Irlande sévissait le terrorisme des Fenians[1] et en Belgique les mineurs se soulevaient contre la misère la plus effroyable par une émeute de la faim que cet État bourgeois modèle ne réussit à mater qu'avec la poudre et le plomb. En Autriche, où la défaite de 1866 avait porté la bourgeoisie allemande au pouvoir, se développa aussitôt une opposition prolétarienne, dont la force interne ne correspondait pas encore à l'aspect impressionnant qu'il manifestait extérieurement.

Dans les pays où le mouvement ouvrier avait déjà atteint un certain niveau, la résistance aux coups de fouet de la crise se manifesta par de nombreux arrêts de travail qui allaient de pair avec une affiliation plus étroite à l'Internationale. Une conférence de délégués des trade-unions qui se tint à Sheffield en 1866 exhortait « de la manière la plus pressante » ces unions à adhérer à l'Internationale, dont le soutien lors des grèves londoniennes des constructeurs de machines, des bronziers, des tailleurs, des vanniers et autres métiers s'avérait d'une grande utilité. À l'occasion d'un lock-out des bronziers parisiens au printemps de 1867, l'aide de l'Internationale assura à ces ouvriers la garantie de la liberté de coalition qui venait à peine d'être accordée, et de même au printemps de 1868, à

1 Société secrète révolutionnaire qui apparut en Irlande en 1865 et se donnait pour but de lutter les armes à la main contre la domination anglaise.

Genève, elle permit aux ouvriers du bâtiment de remporter la victoire, au moment où ils menaient une grande grève pour une augmentation de salaire et une diminution du temps de travail.

En Allemagne, les effets de la crise économique furent jusqu'à un certain degré contrecarrés et masqués par les effets de la crise politique que cette même année 1866 apportait avec elle. La jeune amitié entre la bourgeoisie allemande et l'absolutisme prussien connut son premier accroc à l'occasion d'une querelle édifiante sur le fait de savoir qui était responsable de la misère générale qui dans certaines régions du pays, comme dans la province de Prusse-Orientale, se transforma progressivement en famine au sens le plus terrible du mot. La presse officieuse déclara une guerre à mort à la funeste doctrine économique de la bourgeoisie libérale, car elle était responsable de tous les maux, tandis que les journaux libéraux affirmaient tout aussi emphatiquement que les gouvernements, avec leurs perpétuels armements et le risque de guerre qu'ils augmentaient constamment, créaient la misère générale en paralysant la production et le commerce. Les journaux de la classe ouvrière disaient à ces frères ennemis que chacun d'eux n'avait qu'à s'en prendre à lui-même, toutefois ils étaient d'avis que cette fois-ci c'était les gouvernements qui étaient le plus directement responsables du chômage. Le mode de production bourgeois, expliquait le *Social-Demokrat*, permet d'abord les stagnations de la production, qui mènent à la misère de masse, mais sur cette base le gouvernement est responsable de l'apparition de la stagnation particulière actuelle ; et de la même façon le *Demokratische Wochenblatt* écrivait qu'en semant la politique de sang et de fer on récoltait le désœuvrement, la misère et l'appauvrissement des masses.

1. *Demokratische Wochenblatt* et *Social-Demokrat*

En dépit de cette conception partagée, depuis la parution du *Demokratische Wochenblatt* l'antagonisme entre l'Association générale des travailleurs allemands et le Parti populaire saxon ne s'était pas atténué, mais au contraire considérablement accru.

La raison toutefois ne se trouvait pas dans une position politique plus molle du *Social-Demokrat*. À cette époque justement Schweitzer s'attaquait au gouvernement prussien avec une âpreté qui exposa son auteur à un feu croisé d'accusations et de peines de détention, et le journal lui-même à un feu croisé de saisies policières, âpreté que même la *Volks-Zeitung* reconnut sans réserve. En vérité, pour pouvoir sortir avec quelque régularité, le *Social-Demokrat* était obligé, dans ses attaques personnelles contre les responsables du gouvernement berlinois, de s'imposer une retenue que le *Demokratische Wochenblatt* à Leipzig n'avait pas besoin

d'observer. Mais cette prudence dictée par la nécessité ne tournait pas du tout au déshonneur du *Social-Demokrat,* et cela d'autant moins qu'il traitait chacune des questions politiques à l'ordre du jour d'une manière bien plus pénétrante et bien plus compréhensible que le *Demokratiche Wochenblatt*. D'ailleurs, le *Social-Demokrat* n'avait pas tort de parler de la liberté de presse à l'époque en Saxe à peu près comme Lessing avait parlé cent ans plus tôt de la liberté de presse en Prusse au temps du vieux Fritz[1]. Ce n'était pas pour offense à Bismarck que le *Demokratische Wochenblatt* était inculpé, mais seulement pour offense à Bonaparte. Mais d'une manière générale il jouissait d'une liberté de presse enviable, tandis que le *Social-Demokrat* restait l'organe de presse le plus persécuté d'Allemagne ; et pas plus que le journal de Leipzig ne méritait de reproche parce qu'il tirait parti de sa situation favorable, le journal de Berlin ne méritait pas non plus de reproche parce qu'il ne fonçait pas tête baissée dans le mur.

Les véritables différences entre les deux journaux consistaient premièrement dans le fait que le *Social-Demokrat* menait son opposition sur le terrain de la Confédération de l'Allemagne du Nord alors que le *Democratische Wochenblatt* voulait détruire cette Confédération, et deuxièmement dans le fait que le *Social-Demokrat* avait une nette avance sur le *Democratische Wochenblatt* dans la compréhension scientifique de la société. L'organe du Parti populaire saxon tablait sur la possibilité que l'œuvre de 1866 soit détruite dans un proche avenir. Contre Bismarck il jouait Beust, qui *con amore* prendrait sa « revanche sur Sadowa » en introduisant en Autriche le régime parlementaire, en libérant la presse, en instaurant le droit d'association, en subordonnant l'armée au Reichstag, en passant le Concordat par la hache, et le *Democratische Wochenblatt* avait des paroles d'excuses même pour la fameuse légion guelfe[2]. Inversement, il ne comprenait pratiquement pas la position politique, et surtout sociale, prise par le *Social-Demokrat*. Le journal disait que l'Association générale des travailleurs allemands n'avait d'autre fondement que *« les deux ou trois formules de Lassalle sur l'aide de l'État, éternellement répétes »*, affirmation encore plus injuste que dure. À l'abondance d'articles instructifs que le *Social-Demokrat* consacrait sans relâche aux problèmes

1 Dans une lettre de 1769 à un de ses amis, l'écrivain Lessing écrit que la Prusse de Frédéric II était le pays d'Europe où les sujets étaient réduits au plus grand asservissement, en particulier de la pensée.

2 Légion guelfe : après l'annexion de Hanovre par la Prusse en 1866, des troupes formées d'ancien soldats de Hanovre et de transfuges prussiens voulurent réinstaller sur le trône le roi de Hanovre, Georges V, qui payait leur solde depuis son exil. Réfugiée en France, où le gouvernement la toléra, cette troupe fut dissoute dès le début de la guerre franco-allemande.

du communisme scientifique, le *Democratische Wochenblatt* ne pouvait guère opposer de qualité équivalente que les deux comptes rendus qu'il publia sur le premier tome du *Capital*. Pour remédier à « l'actuelle hausse des prix et stagnation des affaires », il remettait encore une fois sur le tapis la monnaie-travail en papier du socialisme petit-bourgeois et, dans une série d'articles sur « Aide de l'État et aide à soi-même », la conception qu'il défendait était certes fondamentalement juste, mais il y ajoutait une pointe polémique très maladroite, en affirmant que Lassalle avait lancé dans les masses le mot d'ordre d'aide de l'État sans avoir tiré au clair quel était donc l'État qui pouvait et devait apporter son aide, et il ajoutait que Lassalle n'avait « en vérité jamais été un homme politique ».

Le *Democratische Wochenblatt* portait sur Johann Jacoby un jugement plus favorable que sur Lassalle, car il attendait de son activité énergique une renaissance de la démocratie allemande. En janvier 1868, Johann Jacoby avait fait à ses électeurs berlinois une allocution sur le but du Parti populaire allemand et bientôt après il avait complété ce discours par une lettre à l'un de ses partisans. Les deux déclarations le montraient pour ce qu'il était, un caractère noble et pur mais aussi, politiquement, un idéologue formaliste, auquel les luttes de classes de la société bourgeoise moderne restaient hermétiques. Appliquées aux questions concrètes du jour, ses formules générales pouvaient avoir un sens très révolutionnaire, mais aussi très réactionnaire. Quand il revendiquait que chaque peuple, chaque groupe national particulier ait le même droit à la liberté et l'autodétermination, avec un peu de bonne volonté on pouvait comprendre cela comme la révolution nationale ; tel que Jacoby lui-même le comprenait, c'est-à-dire comme droit à l'autodétermination des habitants du Schleswig-Holstein et autres peuples frères, cette revendication était résolument réactionnaire, elle menait à une conception qui n'avait pas peu contribué à dévoyer la révolution de Mars et que de véritables révolutionnaires, tels que Marx, Engels et Lassalle, avaient constamment combattue avec la dernière énergie.

Le programme social de Jacoby était tout aussi ambigu. Il revendiquait une répartition équitable du produit de la production entre capital et travail, des limites aux abus de pouvoir du grand capital et de la grande propriété foncière, pour l'ouvrier en revanche, à la place du maigre salaire à peine suffisant pour assurer son existence, il revendiquait la part qui lui revenait sur le produit de la production, la pleine rente du travail. C'étaient des formules idéologiques qui pouvaient tout dire, mais qui, précisément pour cette raison, devaient forcément causer et causèrent de fait la confusion la plus grande. Bracke, caractère noble et pur comme Jacoby, les interpréta dans ce sens que la répartition équitable du produit

de la production entre capital et travail et le droit de l'ouvrier à la pleine rente du travail n'étaient pas la même chose ; le capital n'avait aucun droit à continuer à exploiter la force de travail, à l'inverse le travail, seul créateur de toutes les valeurs, avait droit au produit complet du travail. À l'opposé, Sonnemann expliquait le programme de Jacoby dans ce sens que salaire et rente étaient la même chose, que le salaire garantissait un minimum de la rente du travail, et qu'il s'agissait d'assurer à l'ouvrier, outre le salaire, une part de bénéfice du produit ; c'était autant dans l'intérêt du fabricant que de l'ouvrier, car la production augmentait quand l'ouvrier savait pourquoi il travaillait. Bien malin qui aurait su dire qui interprétait correctement les mots d'ordre de Jacoby : l'honnête révolutionnaire social Bracke, ou bien le capitaliste Sonnemann soucieux d'une exploitation plus intensive des ouvriers.

Or le *Demokratische Wochenblatt* n'ignorait nullement que Johann Jacoby n'était pas encore un social-démocrate. Mais il pensait qu'il faisait un grand pas en direction de la social-démocratie et qu'il fallait lui tendre la main pour constituer un grand parti démocratique et amorcer les préliminaires de la lutte politique contre le césarisme bismarckien sur le terrain qui convenait le mieux à Jacoby. Indépendamment de l'aspect principiel de la question, cette conception était déjà erronée du fait qu'elle surestimait beaucoup l'influence politique de Jacoby. Jacoby n'avait derrière lui qu'une poignée d'idéologues bourgeois qui, avec la *Zukunft* (L'Avenir) nouvellement créée par Guido Weiss, possédaient un organe qui était le journal le plus honnête et le plus spirituel de la presse bourgeoise, mais aussi le moins lu. La petite bourgeoisie berlinoise, ou bien s'en tenait à la *Volks-Zeitung* qui voguait dans le sillage de la bourgeoisie, ou bien, dans la mesure où elle commençait à ouvrir les yeux sur le mode de production capitaliste, mordait à l'appât charlatanesque que le démagogue Held, refaisant surface, lui jetait avec la *Staatsbürgerzeitung.* Mais elle conservait la même horreur à l'égard d'une alliance honnête avec le prolétariat conscient.

Schweitzer, qui baignait dans cette situation et savait très habilement paralyser les menées de Held, en s'abaissant même à des joutes oratoires publiques avec ce bavard creux, était vis-à-vis du progamme de Jacoby beaucoup plus lucide que le *Demokratische Wochenblatt* mais ne se montrait pas inamical du tout. Il mettait en évidence ses imperfections mais approuvait « de tout cœur » les déclarations de Jacoby : « *Parti populaire et associations ouvrières doivent marcher ensemble unis, main dans la main ; c'est seulement ainsi que l'on pourra atteindre le but commun aux deux, l'ennoblissement de l'Homme* » ; et il ajoutait seulement : « *Oui, nous voulons avancer main dans la main avec les éléments les plus déterminés de la*

bourgeoisie, mais comme parti ouvrier indépendant, possédant ses propres principes. » Mais quand le 19 juillet 1868, dans les environs de Wolfenbüttel, sur demande et avec commentaire de Bracke, une assemblée populaire réunissant beaucoup de monde approuva une résolution affirmant que, dans les objectifs, il n'y avait aucune différence de principes entre le programme de Jacoby et le programme de la social-démocratie, le *Social-Demokrat* sortit enfin la grosse artillerie. En démontrant de manière en soi parfaitement pertinente que, si on acceptait les formules floues de Jacoby, le socialisme européen serait rejeté des décennies en arrière, il les qualifiait de « *bavardage stupide et creux d'un bourgeois fanfaron* » ; c'était jeter le bébé avec l'eau du bain. Toute fanfaronnade était profondément étrangère à un homme comme Jacoby. À coup sûr, son amitié pour les ouvriers était sincère, même s'il ne comprenait pas en quoi cela consistait ; face aux interprétations diamétralement opposées dont son programme faisait l'objet, il se renfermait dans un profond silence.

Cet exposé suffit sans doute à mettre en relief les différences d'opinion qui existaient entre le *Demokratische Wochenblatt* et le *Social-Demokrat*. Il serait aujourd'hui facile d'en parler de haut, tout autant qu'il est facile de ne voir que pure trahison d'un côté et que pure sagesse de l'autre. Il s'agissait plutôt de contradictions historiques qui en tant que telles devaient aller jusqu'au bout de leur combat, avant de pouvoir trouver leur équilibre historique. En attendant, la masse des ouvriers de Saxe et d'Allemagne du Sud aurait aussi peu compris le *Social-Demokrat* que la masse des ouvriers de Berlin, Hambourg, Elberfeld et en général de l'Allemagne du Nord aurait compris le *Demokratische Wochenblatt.*

2. L'assemblée générale de Hambourg et le congrès des associations de Nuremberg

La montée du mouvement ouvrier favorisa autant l'Association générale des travailleurs allemands que le Parti populaire saxon. Si grandes qu'étaient les divergences d'opinion entre le *Demokratische Wochenblatt* et le *Social-Demokrat*, ils étaient tout de même les deux seuls organes auprès desquels les ouvriers allemands, dans leur dure situation, trouvaient des appuis vigoureux. Ce n'était pas « avec des formules démagogiques » qu'ils gagnaient leur influence croissante, comme l'affirmaient en parfait accord les chevaliers de la plume capitalistes et progouvernementaux, mais de la manière la plus légitime du monde, par la fidèle assistance qu'ils prêtaient en toute occasion à la classe ouvrière.

Comme en 1867, le cercle des lecteurs du *Social-Demokrat* tripla presque en 1868 ; il passa de 1 200 à plus de 3 400 abonnés payants, qui se répartissaient sur plus de 215 localités. Comme toujours, Hambourg

marchait loin devant avec 807 abonnés, mais Berlin suivait déjà avec 224 abonnés, puis Elberfeld-Barmen avec 161, Hanovre avec 154, Essen avec 107, Brunswick avec 89, Harburg avec 61, Altona avec 60, Kassel avec 58, Francfort avec 53, Paris avec 50. À Paris il existait depuis des années un groupe solide et fidèle de partisans de Lassalle, parmi lesquels se distinguaient par leur zèle et leur intelligence Petersen, le vieux camarade de Weitling, et Leo Frankel, le futur ministre du Travail de la Commune de Paris

L'Association générale des travailleurs allemands était parfaitement exempte de toute tendance étroitement nationale. Seulement dans ce domaine aussi elle était consciente de ce qui était déjà possible et ce qui ne l'était pas encore. Lorsqu'au tournant de l'année 1867 à 1868 le mouvement ouvrier autrichien prit un puissant essor, Schweitzer adressa aux ouvriers de Vienne un excellent manifeste, dans lequel il expliquait les devoirs et les buts qui étaient communs à tous les ouvriers des pays modernes. Il mettait l'accent sur l'unité interne qui liait les ouvriers allemands et autrichiens : « *Nous savons que nous sommes UNE nation et que nous voulons rester UNE nation. Jamais, jamais on ne nous fera croire que nous sommes à l'étranger quand nous nous trouvons au Prater à Vienne ou dans les montagnes du Tyrol. Tant que résonne la langue allemande, c'est la patrie allemande.* » Mais Schweitzer ne se cachait pas que, dans les circonstances présentes, toute tentative pour rétablir une unité externe compromettait l'unité interne. Malheureusement sur ce point Hofstetten avait des idées plus irréalistes. Se rendant à Vienne pour y fonder un journal ouvrier, il sema une confusion qui a nui au mouvement ouvrier allemand autant qu'autrichien. Ayant tout à fait justement prévu que la bourgeoisie viennoise s'acharnerait contre lui en le dénonçant comme « bismarckien » et « prussien », Hofstetten s'introduisit dans les associations d'éducation ouvrière viennoises sous un faux nom, initiative qui naturellement, lorsque le masque tomba, non seulement provoqua en l'amplifiant ce qu'elle voulait éviter, mais aussi rendit méfiants les ouvriers viennois. Schweitzer remplit un devoir auquel il ne pouvait se soustraire quand il désapprouva ce procédé de Hofstetten, tout en prenant le maximum d'égards personnels pour « son ami le plus fidèle et le plus sûr » et en reconnaissant pleinement les mérites de Hofstetten envers l'organe de l'Association.

L'organisation interne de l'Association était maintenant complètement restaurée et fonctionnait admirablement. Certes, le vieil espoir de Lassalle de pouvoir rassembler dans l'Association tous les ouvriers conscients s'évanouissait peu à peu ; même à Elberfeld-Barmen et Hambourg, où les ouvriers d'opinions sociales-démocrates se comptaient par

milliers, l'Association ne réunissait par ville que 500 membres environ ; c'est à Iserlohn uniquement que l'énergie infatigable de Tölcke réussit à organiser à peu près tous les ouvriers qui adhéraient aux principes sociaux-démocrates ; dans cette ville relativement petite, l'Association comptait 700 membres. L'Association ne formait que le noyau du parti, mais un noyau auquel, dès que le besoin s'en fit sentir, s'intégra facilement une masse six, dix, douze fois plus nombreuse. Lorsqu'en mars 1868 une élection complémentaire se déroula à Essen, où il y avait environ 300 membres de l'Association, Hasenclever obtint 2 065 voix au premier tour ; il fut battu ensuite au second tour contre le candidat conservateur, parce que les électeurs progressistes estimèrent que le chef réactionnaire de la police de Cologne était plus digne de les représenter que le vieux démocrate Hasenclever. Inversement en juillet 1868, quand Reincke se démit de son mandat, on réussit à conserver la circonscription de Lennep-Mettmann, où Fritzsche obtint au premier tour 3 223 voix et au second tour remporta la victoire sur le candidat conservateur que Schulze-Delitzsch recommandait et que soutenaient indirectement en s'abstenant la majorité des électeurs progressistes.

Les finances de l'organisation aussi étaient en bon ordre, administrées avec prudence par Bracke. Les cotisations des membres se montaient, encore et toujours, à un demi-groschen d'argent par semaine, et à un quart de groschen d'argent dans les régions particulièrement pauvres comme les districts tisserands silésiens et saxons ; mais partout on devait verser à la caisse de l'Association la moitié des cotisations rentrantes. La gestion était extrêmement serrée ; l'assemblée générale de Berlin fixa l'appointement du secrétaire, l'unique permanent de l'Association, à vingt thalers par mois et, pour les six mois où Roller avait déjà rempli cette fonction depuis l'assemblée générale de Brunswick, elle ne lui accorda qu'une indemnité succincte de vingt-cinq thalers. Si au milieu de 1867 le président pouvait disposer de vingt-cinq thalers environ par mois pour les besoins de l'Association, un an et demi plus tard déjà il disposait de 300 à 400 thalers par mois.

Une grande partie des recettes était pour le moment destinée à couvrir le déficit de l'organe de l'Association, qui était contraint de se remettre péniblement sur ses propres pieds après que l'épuisement des capitaux de Hofstetten l'eut plusieurs fois amené tout au bord du gouffre. Pour y mettre un terme, Schweitzer dut se décider en février 1868 à lancer un appel pressant aux membres de l'Association pour des collectes extraordinaires. Comme il ne pouvait pas faire à la bourgeoisie le plaisir de dire publiquement de quoi il s'agissait, il dit seulement qu'il y allait d'intérêts importants de l'Association et qu'à la prochaine assemblée

générale il procéderait au compte rendu indispensable sur l'utilisation des fonds récoltés. L'appel toutefois eut du succès. Schweitzer ne touchait pas plus d'appointements comme rédacteur de l'organe de l'Association que comme président. Cependant, après le départ de Hofstetten pour Vienne et devant l'accroissement des activités liées à la direction de l'Association, il engagea comme collaborateur à la rédaction Wilhelm Hasselmann, jeune étudiant en chimie qui, né à Brême et très tôt orphelin, avait été réduit depuis sa tendre enfance à la charité de riches parents et n'avait que trop goûté à toute l'amertume qui s'attache à un tel sort. De ces tristes expériences de sa jeune vie provenait cette expression d'hostilité fermée, qui dès l'abord caractérisait l'attitude de Hasselmann. Éprouvant une haine féroce pour le capitalisme et par ailleurs d'esprit éveillé, il s'orienta vite dans le domaine de la politique sociale. Il était loin d'avoir les capacités de Schweitzer, mais c'était un journaliste de qualité qui avait une plume vigoureuse, quoique plus émouvante que stimulante pour l'esprit.

Après trois années de durs affrontements, Schweitzer était enfin parvenu au but qu'il s'était fixé après la mort de Lassalle. En s'en tenant à l'organisation et à la tactique de Lassalle, il avait su diriger le mouvement ouvrier allemand sur les voies plus larges et plus libres du *Manifeste communiste*. Avec Marx, il avait des relations amicales. Lorsqu'à l'été 1868 on projeta d'abaisser les droits sur l'acier et que les industriels de l'acier, avec des formules d'agitateurs, tentèrent de soulever contre ce projet les ouvriers de Rhénanie-Westphalie, Schweitzer s'adressa à Marx pour lui demander conseil. Il expliqua ensuite aux ouvriers qu'étant donné la situation du marché mondial, l'industrie allemande de l'acier pouvait très bien supporter un abaissement des droits sur l'acier, mais que s'ils étaient maintenus, cela ne l'empêcherait pas non plus de progresser. Il s'agissait d'un conflit au sein de la classe capitaliste, qui pouvait être tranché dans un sens ou dans l'autre, sans qu'il soit porté préjudice au développement national. En conséquence de quoi, les ouvriers devaient uniquement avoir en vue de faire progresser leurs intérêts de classe. Si les industriels protectionnistes de l'acier demandaient leur soutien, ils devaient répondre simplement : bon, nous y sommes prêts, nous nous mobiliserons pour que, avant d'abaisser les droits sur l'acier, une enquête soit faite sur la situation de la production sidérurgique, nous posons simplement comme condition que cette enquête s'étende non seulement aux intérêts capitalistes mais aussi aux intérêts ouvriers, en particulier au salaire, au temps de travail et aux conditions de vie des ouvriers occupés à la production de l'acier. Sur la base de cette directive de Schweitzer, Tölcke appela à un congrès ouvrier de la Rhénanie-Westphalie à Hagen, auquel les industriels de l'acier furent invités. Mais aucun de ces faux

frères ne se montra, aussi le congrès ouvrier décida-t-il que l'abaissement des droits sur l'acier ne mettait aucunement en danger les intérêts généraux de la classe ouvrière, et qu'il n'y avait donc aucune raison pour que les ouvriers accordent aux industriels de l'acier protectionnistes l'aide qu'ils demandaient.

Signalons en passant que ce cas fut le seul où Schweitzer se servit de ses pleins pouvoirs dictatoriaux pour décider de l'attitude de l'Association en matière de politique sociale. Il allégua expressément que, pour apprécier de manière juste la question des droits sur l'acier, il fallait au préalable posséder des connaissances scientifiques très particulières et qu'il avait demandé son avis à « *l'autorité scientifique la plus compétente de notre tendance* ». Mais il n'avait jamais cherché à exercer une dictature, au sens d'arbitraire subjectif ; il savait très bien que des prolétaires modernes n'étaient pas un troupeau de moutons qui se laisse mener aveuglément. En vérité, les persécutions incessantes de la police et des autorités étatiques favorisaient vivement les fâcheux appétits de dictature, en poussant à une centralisation toujours plus rigide. Cependant Schweitzer a toujours attaché une importance décisive au fait de rester en parfait accord aussi bien avec les assemblées générales et le comité directeur qu'avec la masse des membres de l'Association. En dépit de son pouvoir formel, il n'a jamais nommé un fondé de pouvoir qui ne lui eût été proposé par les membres de la localité concernée. Il ne comprenait sa dictature que dans le sens d'une action énergique, claire et rapide ; il la concevait comme un marteau qui certes a le plus grand impact possible quand il est brandi par un seul poing, mais qui doit être forgé par tous.

Cependant, même une dictature aussi limitée commençait à être dépassée par la situation. Lorsqu'en 1865 se manifestèrent les tout débuts du mouvement de grève en Allemagne, le *Social-Demokrat* avait certes pris une position favorable et bienveillante à son égard, mais en s'en tenant encore entièrement à la conception de Lassalle, selon laquelle la liberté de coalition était un juste droit de la classe ouvrière, mais pas un moyen de remédier significativement à ses maux. Les nombreuses grèves qui éclatèrent en Angleterre et en France en 1867 amenèrent ensuite le journal à examiner plus à fond le problème. Il se disait : partout où l'industrie moderne a atteint un certain niveau, des grèves éclatent avec force, malgré les mises en garde en tout genre des économistes bourgeois et socialistes, malgré toutes les expériences amères que dans la pratique les ouvriers font couramment quand ils arrêtent le travail ; il est impossible que les ouvriers se trompent aussi obstinément et aussi complètement sur leurs propres intérêts ; les grèves ont forcément une justification interne. Le *Social-Demokrat* trouva cette justification : c'est

dans le rapport salarial d'abord que le prolétariat apprenait à se connaître comme classe lésée et opprimée et c'est là d'abord qu'il place le levier de son émancipation ; les grèves ont ainsi la propriété remarquable, qu'on n'appréciera jamais assez, de tirer de son assoupissement une population ouvrière qui jusque-là n'était pas encore parvenue à la connaissance de sa situation de classe, de l'amener à la conscience de sa place inférieure dans la société en même temps que de la communauté de ses intérêts. Mais comme le *Social-Demokrat* tenait à l'idée que les grèves devaient nécessairement rester sans résultat sur le plan économique, et donc étaient seulement un moyen de faire mûrir la conscience de classe du prolétariat, il en déduisait qu'en règle générale on ne devait pas les approuver là où la classe ouvrière agissait déjà ouvertement pour son but ultime.

Toutefois en 1868 Schweitzer dépassa aussi d'un pas cette conception. Sur le plan théorique, il est probable qu'il a appris de l'œuvre de Marx qu'il y avait quelque chose qui clochait dans la loi d'airain des salaires ; sur le plan pratique, l'expérience quotidienne lui montrait que les ouvriers conscients eux non plus ne renonçaient en aucune façon à la grève et que l'inutilité des grèves sur le plan économique n'était pas un dogme inattaquable. Dès la fin de 1865, Fritzsche avait déjà fondé une association d'ouvriers cigariers, puis au milieu de l'année suivante était née la fédération des aides-typographes, maintenant Schob aussi fondait une association de métier des tailleurs et Lübkert une association de métier des charpentiers. Dans les vieux centres sociaux-démocrates, comme Elberfeld-Barmen, Essen, Hambourg, de nombreuses grèves éclatèrent avec des succès variables, mais au moins pas défavorables en général. Les augmentations de salaire arrachées par la lutte ne compensaient la plupart du temps sans doute que l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et dans cette mesure confirmaient la loi d'airain des salaires plus qu'elles ne la réfutaient, mais justement elles démontraient aussi que les grèves étaient dans certains cas chose très nécessaire.

Particulièrement instructif était le cours des choses à Berlin, où la misère régnante dissipait les derniers brouillards de l'ivresse patriotique chauvine et où le mouvement ouvrier recommençait à bouger avec force, comme il le faisait pour la première fois à Breslau, ville natale de Lassalle, qui avait beaucoup trop longtemps refusé de s'y joindre. À Berlin, l'organisation syndicale des typographes comme celle des ouvriers cigariers remportèrent des succès considérables : les typographes imposèrent la suppression du travail régulier du dimanche, les ouvriers cigariers, dans une glorieuse lutte de plusieurs mois, repoussèrent une réglementation de fabrique dégradante que les fabricants voulaient leur imposer. Les boulangers, les maçons et les charpentiers commençaient à se rebeller

contre des salaires misérables et un temps de travail interminable, et pour la première fois le voile fut quelque peu soulevé sur les effroyables secrets de l'industrie de la confection, en plein essor à Berlin et qui déjà se vantait d'y être la première du monde.

L'exploitation dans cette industrie avait atteint un si haut degré que les capitalistes, dans leur arrogance, n'hésitaient même plus à mettre eux-mêmes au grand jour leurs méthodes d'escrocs. Ils avaient pour habitude de fournir à leurs ouvrières à domicile de la laine humide, qui séchait pendant qu'elles la travaillaient, et ensuite, au moment de la livraison du produit fini, d'utiliser la différence de poids pour faire des retenues sur les salaires ou garder les cautions déposées. Une firme, Schultz et Siebenmark, alla jusqu'à porter plainte pour fraude auprès du procureur d'État contre une de ses victimes qui ne voulait pas se laisser arnaquer sans rien dire. Cependant le tribunal acquitta avec éclat l'ouvrière accusée, car l'examen des preuves démontra que la firme Schultz et Siebenmark avait systématiquement pratiqué cette tricherie avec ses ouvrières exploitées jusqu'au sang. L'émoi que souleva cette affaire judiciaire attira l'attention générale sur la situation dans l'industrie de la confection berlinoise et il s'avéra que sa prospérité reposait purement et simplement sur le délabrement physique et moral, sur le massacre de dizaines et de dizaines de milliers de jeunes ouvrières.

Dès la pointe de l'aube jusque très avant dans le crépuscule, ces pauvres créatures étaient obligées de travailler si elles voulaient gagner de quoi ne pas mourir de faim trop rapidement. Quand à la fin leurs yeux fatigués n'en pouvaient plus à cause de l'éclairage misérable qui n'aurait plus permis à l'œil comblé des nantis de distinguer le moindre fil, quelques heures d'un sommeil agité étaient leur unique réconfort, l'unique plaisir que leur offrait la vie. Pour toute cette vie de tourments, elles gagnaient pour coudre de la laine et du drap au maximum dix groschen d'argent par jour, pour le blanc environ huit, pour les travaux de tapisserie environ trois, au maximum cinq. Pour les ouvrières, l'unique moyen de sortir de cette effroyable misère était la prostitution, qui les mettait sous le contrôle de la police et les conduisait en maison de redressement, en prison ou à une mort ignominieuse.

Il faut reconnaître qu'un frisson d'épouvante parcourut les cercles bourgeois quand cette situation fut révélée. Même les manchestériens purs et durs se fendirent au moins d'une condamnation de ces pratiques frauduleuses, par lesquelles on soutirait encore aux ouvrières de l'industrie de la confection quelques misérables pfennigs sur leurs salaires de famine. Seule la police prussienne fut à la hauteur de ces méthodes criminelles de pillage capitaliste. Elle ordonna la dissolution des assemblées

ouvrières dans lesquelles on devait discuter de la situation des ouvrières de la confection, parce que ces ouvrières elles-mêmes y participaient. Cela, elle n'avait absolument pas le droit de le faire, même pas en vertu de la loi prussienne sur les associations ; son unique mobile était le plaisir sadique de saigner à blanc « les plus pauvres d'entre les pauvres » ; la « monarchie sociale » révélait ainsi son visage, et elle ne pouvait en avoir d'autre.

Comme trois ans plus tôt, avec une énergie extrême et sans se soucier des saisies policières de toute sorte, le *Social-Demokrat* prit à nouveau la défense du droit d'association menacé. Les « sages » progressistes suivirent d'abord clopin-clopant, de même qu'ils n'appuyèrent que mollement l'action énergique de Schweitzer visant à mettre à nouveau en discussion au Reichstag la demande faite l'année précédente de promulguer la liberté de coalition. La majorité conservatrice et nationale-libérale du Reichstag ne voulait pour l'instant céder sur rien, cependant il était certain que la liberté de coalition serait décidée l'année suivante, même si elle ne le serait qu'avec des clauses restrictives. Si la police continuait toujours autant à persécuter les ouvriers grévistes par toutes sortes de tracasseries, le parquet ne portait plus aucune plainte pour violation de l'interdiction du droit de coalition depuis qu'en 1865 les tribunaux avaient acquitté 278 ouvriers, accusés d'avoir enfreint l'interdiction du droit de coalition au cours de la grève des drapiers à Burg. On pouvait prévoir que la reconnaissance légale de la liberté de coalition ferait monter avec force le mouvement de grève, que l'avenir proche de la classe ouvrière appartiendrait à la lutte syndicale.

Là-dessus Schweitzer ne se faisait pas d'illusions. Il qualifiait toujours d'illusion grossière, inacceptable pour un socialiste, l'hypothèse que le mode de production capitaliste pourrait être brisé par des arrêts de travail, mais il comprenait que la masse des travailleurs n'accéderait pas à une conscience de classe, ne se libérerait pas de la tutelle de l'État policier et des puissances d'argent, avant d'avoir d'abord appris par l'expérience pratique de quel acharnement, de quelle incroyable haine étaient capables les classes dominantes, dès que les ouvriers exigeaient ne serait-ce que la moindre amélioration de leur condition. « *Les grèves – en un mot – sont un stade de transition historiquement nécessaire vers la complète domination du mouvement socialiste et communiste.* » On en concluait naturellement qu'il fallait abréger le plus possible ce stade de transition par une bonne organisation de la grève, de se prémunir contre les tendances à l'éparpillement et au fractionnement présentes dans la masse ouvrière, de l'armer au moins le plus possible contre le mode de production capitaliste et de conserver son étroite liaison avec l'agitation politique.

Voilà jusqu'où arriva Schweitzer, même s'il n'alla pas au-delà. Mais il ne reconnut pas l'égalité en droit et l'indépendance du mouvement syndical à côté du mouvement politique. Pour lui au contraire ce n'était qu'un levier, destiné à donner au mouvement politique une vigueur d'autant plus forte ; il le considérait en quelque sorte comme une forteresse dont les murs abriteraient l'instruction de nouvelles recrues et pourraient aussi, en cas de besoin, donner refuge aux colonnes combattantes de l'armée du prolétariat. Quand il fut de plus en plus manifeste que l'organisation politique ne réunissait qu'une élite de la classe ouvrière, elle n'en fut pas moins violemment persécutée par la police et le parquet, qui cherchaient et trouvaient toujours de nouveaux prétextes pour débiner l'Association générale des travailleurs allemands. Environ un tiers de ses organisations locales furent inquiétées pour « constitution d'association filiale » ; dans certaines localités, comme à Berlin même, l'Association avait certes réussi en première instance à se faire reconnaître non coupable, mais les procureurs recoururent aussitôt aux instances supérieures, dont la décision était pour le moins imprévisible. Lorsque dans l'été 1868 Schweitzer convoqua une assemblée générale de l'Association à Hambourg, il le fit en ayant le mauvais pressentiment que cette septième assemblée serait sans doute la dernière.

Elle siégea du 22 au 26 août. Schweitzer l'avait convoquée à Hambourg pour honorer les membres de cette ville, « *en raison de leur attitude remarquable et digne de servir de modèle à toute l'Association, aussi bien pour leur discipline très stricte que pour leur fidélité aux principes, leur énergie et leur abnégation.* » En remerciement pour sa grande œuvre, Karl Marx avait été invité comme hôte d'honneur par une lettre officielle du comité directeur. Des affaires pressantes l'empêchèrent de venir ; il s'en excusa dans une lettre, où il constatait « avec joie » que l'assemblée générale avait mis à l'ordre du jour de ses séances publiques les points d'où tout mouvement ouvrier sérieux devrait partir : campagne d'agitation pour une pleine liberté politique, réglementation de la journée de travail et coopération internationale coordonnée de la classe ouvrière dans la grande tâche historique qu'elle avait à résoudre pour la société tout entière. L'assemblée générale décida de lutter par tous les moyens légaux pour la conquête de la liberté politique ; elle déclara nécessaire l'introduction légale de la journée de dix heures, et condamna comme le comble de la tyrannie sociale le travail du dimanche, qui volait aux ouvriers le dernier jour de repos et le dernier bonheur familial ; enfin elle adopta la résolution disant que les efforts des ouvriers ne pourraient être couronnés de succès que s'ils s'unissaient dans tous les pays modernes et qu'ainsi il était du devoir du parti ouvrier allemand d'avancer en com-

mun avec les partis ouvriers de tous les pays modernes qui étaient guidés par ces mêmes principes.

Les trois séances publiques de l'assemblée générale furent des manifestations impressionnantes. Les ouvriers de Hambourg se montrèrent dignes de leur réputation ancienne, ils constituaient un auditoire réactif et intelligent de 6 000 personnes. Dans les quatre séances à huis clos, on régla les affaires propres à l'Association. 36 délégués représentaient 83 localités totalisant 7 274 adhérents cotisant régulièrement, tandis que 50 à 60 localités, qui pour la plupart n'avaient été gagnées que dans le courant de l'année, n'avaient pas encore envoyé de représentants. L'assemblée générale approuva que le président consacre l'excédent financier d'abord au maintien de l'organe de l'Association, ce pour quoi Schweitzer, en tant que propriétaire du *Social-Demokrat*, resta redevable de 1 000 thalers à l'Association. Par ailleurs, l'assemblée générale décida que, jusqu'à ce que les comptes du *Social-Demokrat* s'équilibrent, l'Association elle-même prendrait en charge les abonnements manquants et utiliserait ces exemplaires pour faire de l'agitation. En revanche, elle rejeta comme inopportunes une demande des membres de Wolfenbüttel de reprendre le *Social-Demokrat* qui deviendrait propriété de l'Association ainsi que la demande faite par un membre de Düsseldorf de séparer la rédaction de la présidence. Dès que le *Social-Demokrat* couvrirait ses frais – et on comptait pouvoir y arriver en deux trimestres environ – les moyens financiers de l'Association devraient être utilisés pour une propagande systématique en envoyant des agitateurs appointés, d'abord dans le royaume de Saxe et en Allemagne du Sud. Pour organiser cette propagande, le président reçut les pleins pouvoirs. L'appointement du secrétaire fut porté à 25 thalers par mois.

Mais la discussion la plus importante des séances à huis clos porta sur la position de l'Association à l'égard du mouvement gréviste. Des membres de Brunswick avaient présenté la demande d'organiser les arrêts de travail. Là-dessus Perl demanda de passer à l'ordre du jour, tandis que Fritzsche présentait deux demandes : premièrement que l'assemblée générale déclare que les grèves n'étaient pas un moyen de changer les bases du mode de production capitaliste, mais bel et bien un moyen de faire avancer la conscience de classe des ouvriers, de briser la tutelle de la police et, à condition que l'organisation soit bonne, de faire disparaître de la société actuelle certaines situations sociales de nature oppressive telles que le temps de travail excessivement long, le travail du dimanche ; deuxièmement que le président soit chargé de convoquer un congrès ouvrier allemand pour appeler à la fondation de syndicats à l'échelle de tout le pays. Après de vifs débats, la demande de Perl fut rejetée par 3 417 voix

contre 2 583, la première demande de Fritzsche fut acceptée avec la même majorité, sa deuxième demande rejetée par 3 255 voix contre 3 044. L'assemblée générale avait donc pris une position de principe bienveillante à l'égard des grèves, mais avait déclaré inutile que l'Association décide de leur organisation pratique.

À l'issue de ce vote, Schweitzer et Fritzsche déclarèrent que c'était désormais en leur qualité de députés du Reichstag qu'ils convoqueraient un congrès syndical. Leur déclaration suscita à nouveau une vive discussion, où le désaccord porta sur la question de savoir si le projet de Schweitzer et Fritzsche était un manquement à la discipline du parti. Schweitzer lui-même expliqua que l'assemblée générale avait sans aucun doute le droit d'interdire au président tout ce qu'elle tenait pour préjudiciable à l'Association ; s'il ne voulait pas s'y plier, il devrait alors quitter l'Association. Or l'assemblée générale avait refusé que l'Association elle-même prenne en main l'organisation des grèves, ce en quoi elle avait peut-être bien fait, mais elle avait approuvé le principe des grèves. Il pouvait donc en conclure que, lorsqu'elle avait refusé de charger le président de l'Association de convoquer un congrès syndical, elle n'avait voulu prononcer aucune interdiction d'y participer. Elle pouvait maintenant s'en expliquer plus en détail, mais il ne cachait pas qu'il serait obligé de démissionner immédiatement de sa fonction et de quitter l'Association, si l'assemblée générale lui interdisait de convoquer ce congrès. À son avis, il fallait que le Parti social-démocrate, en tant qu'élément le plus avancé parmi les ouvriers, organise le mouvement de grève ; lui n'avait pas le droit de continuer à avoir la responsabilité de la direction s'il avait conscience que l'agitation pouvait devenir non viable parce qu'elle était passée à côté de l'essentiel. Là-dessus l'assemblée générale déclara presque à l'unanimité qu'elle n'avait pas voulu prononcer d'interdiction ; qu'en tant que députés du Reichstag, Fritzsche et Schweitzer pouvaient convoquer ce congrès.

Malheureusement on n'a conservé aucun compte rendu détaillé de ces discussions, qui permettraient de voir dans quelle mesure l'opposition a été guidée par des scrupules pratiques ou bien par l'orthodoxie lassalienne. Les deux éléments ont joué : Perl, dans les raisons dont il motiva brièvement sa demande de passer à l'ordre du jour, ne mit en avant que des objections financières et formelles, tandis que Schweitzer, dans un article du *Social-Demokrat*, se défendait très énergiquement du reproche d'avoir abandonné les traditions de Lassalle en convoquant ce congrès. Comme argument décisif, il souligna tout à fait justement le fait qu'il existait dans les masses un mouvement de grève, qui n'existait pas du vivant de Lassalle. Appeler à la vie un tel mouvement avait été aussi peu l'affaire de Lassalle que de n'importe quel socialiste mais, une fois qu'il

était là, c'était une nécessité pour tout socialiste de se soucier de lui indiquer l'objectif juste, et donc Lassalle aussi l'aurait fait s'il vivait encore. Dès la fin de l'assemblée générale, depuis Hambourg même, Schweitzer et Fritzsche adressèrent un appel aux ouvriers d'Allemagne, dans lequel ils convoquaient un congrès ouvrier allemand pour le 27 septembre à Berlin, afin de discuter et organiser tout ce qui avait rapport aux arrêts de travail, afin de fonder une organisation englobant par soi et en soi l'ensemble du monde ouvrier d'Allemagne, avec pour objectif de faire avancer les choses ensemble au moyen des arrêts de travail.

Dix jours plus tard, le cinquième congrès des associations ouvrières allemandes se réunit à Nuremberg. Depuis le congrès de Gera, Bebel avait mené la direction de la fédération d'une main énergique et habile et s'était vite aperçu qu'il était devenu impérativement nécessaire de séparer nettement les éléments qui poussaient en avant de ceux qui tiraient en arrière. Plutôt dix associations sûres que trente irrésolues, écrivait-il à Albert Lange. Au sein de la fédération, le développement de la conscience de classe prolétarienne s'effectuait d'une manière tout à fait spontanée, favorisée par l'éloquence persuasive des faits économiques et non, comme on le raconte communément, par les talents de persuasion de Liebknecht qui, comme le *Demokratische Wochenblatt*, était encore loin de la fédération en tant que telle. La fédération avait son organe propre, *Arbeiterhalle*, qui paraissait à Mannheim. Mais plus les éléments prolétariens des associations ouvrières comprenaient clairement que, si la fédération voulait encore avoir quelque importance, elle devait prendre une position nette sur les questions brûlantes dans le domaine politique et social, plus ses éléments bourgeois se préparaient avec zèle à défendre la dernière position que la bourgeoisie possédait encore dans le prolétariat. Dès que le siège de la fédération, Leipzig, eut convoqué le congrès pour le 5 septembre à Nuremberg et eut exprimé son intention de proposer comme programme de la fédération les principaux points des statuts de l'Internationale, on s'agita avec force des deux côtés pour se dépêcher d'envoyer des délégués au congrès, et pour cela la tendance bourgeoise trouva sans peine toutes sortes de moyens pour augmenter artificiellement le nombre d'ouvriers et d'associations ouvrières qui lui étaient encore fidèles.

Ils n'avaient toutefois aucune chance face au courant impétueux qui traversait les masses ouvrières. Le congrès des associations de Nuremberg décida d'adopter le programme que le siège de Leipzig lui avait proposé et de fonder des coopératives de métier centralisées, tout en refusant une demande présentée par Sonnemann qui voulait instaurer en faveur des ouvriers des caisses de vieillesse administrées par l'intermédiaire de la poste, et qui seraient donc comme des institutions sous le contrôle de

l'État. Sur la question décisive du programme, le vote opposa soixante-douze associations avec 69 voix à trente-sept associations avec 46 voix. La minorité bourgeoise fit encore une tentative pour sauver sa cause, en affirmant que derrière la majorité il y avait à peine 1 800 membres des associations ouvrières, mais derrière la minorité 8 800. Bebel dévoila tout de suite le bluff dans une déclaration concluante. Certes, d'après ses calculs, il trouvait bien encore 5 876 membres pour la minorité et seulement 6 480 pour la majorité, mais il s'avéra sans tarder que la minorité, qui quitta aussitôt la fédération, n'avait absolument plus aucune capacité d'agir. Elle chercha à fonder une Confédération ouvrière allemande, sans toutefois dépasser la phase initiale. Les associations de la minorité, ou bien se rattachèrent vite à la majorité, ou bien disparurent ; parmi toutes celles-ci, il ne subsiste plus aujourd'hui que l'Association ouvrière de Berlin, qui du reste à cette époque-là se scinda aussi en deux associations, dont l'une, sous l'ancien nom, s'en tint au programme progressiste, tandis que l'autre se constitua en Association ouvrière démocratique et se rattacha à la fédération des associations ouvrières.

Comme le congrès de Gera, le congrès de Nuremberg représentait lui aussi un grand pas en avant, mais il ne parvint pas encore à fonder un parti ouvrier social-démocrate. D'un point de vue formel, la fédération fut maintenue, Bebel fut à nouveau choisi comme président et Leipzig comme siège. Les associations ouvrières autrichiennes et suisses avaient envoyé des délégués au congrès, Eccarius représentait le conseil général de l'Internationale et quelques membres de l'Association générale des travailleurs allemands qui venaient d'assister à l'assemblée générale de Hambourg, Kirchner de Hildesheim et Karl Hirsch de Berlin, parlèrent énergiquement dans le sens de la majorité. Malgré tout il y avait encore dans la majorité bon nombre d'éléments qui avaient autant à voir avec la lutte de classe que l'eau avec le feu : d'honnêtes gars comme Ladendorf, des gaillards peu fiables comme Sonnemann, toute sorte de fins matois du Parti populaire allemand qui à la rigueur pouvaient accepter le programme de l'Internationale, parce qu'il ne mentionnait encore rien sur la politique nationale de la classe ouvrière. Le Parti populaire allemand avait officiellement envoyé des délégués au congrès des associations de Nuremberg, aussi le congrès des associations de Nuremberg envoya-t-il des délégués officiels à une conférence du Parti populaire allemand qui siégea les 19 et 20 septembre à Stuttgart et qui, après trois années de douleurs, accouchait enfin d'un programme sur la question nationale et la question sociale.

Le Parti populaire allemand n'était plus qu'un parti d'Allemagne du Sud, si l'on excepte quelques appendices augustenburgiens et guelfes, qui

dans le Schleswig-Holstein et à Hanovre étaient en train de s'éteindre lentement, ainsi que quelques partisans de Jacoby, et surtout le Parti populaire saxon qui, se composant très majoritairement d'ouvriers, se développait allègrement dans un sens social-démocrate. Mais justement, dans sa limitation locale, le Parti populaire allemand aurait pu conquérir une importance historique dans les années entre Sadowa et Sedan si, face à l'impuissance et à l'incapacité des gouvernements de l'Allemagne du Sud, jalousement protégés par toute l'Europe, il avait déployé une énergique propagande démocratique, qui en même temps aurait été le moyen le plus sûr de mener la vie dure à la réaction berlinoise. Mais il laissa passer le moment favorable parce que, comme aux jours de la révolution allemande, le particularisme de clocher l'emporta sur les phrases démocratiques et républicaines, parce que, comme Albert Lange le disait amèrement, la haine contre la Prusse, une haine aveugle et faisant le jeu de l'ennemi, était l'unique moteur du Parti populaire allemand.

Le programme national qu'il mit enfin sur le papier à l'automne 1868 n'était rien d'autre qu'un particularisme rétrograde, plâtré de phrases creuses sur la liberté et l'autonomie, et son programme social était pire encore. Le Parti populaire allemand déclarait en principe son rattachement au « programme adopté au congrès de Nuremberg » et posait une série de revendications sociales qui, comme le relèvement de l'école primaire, la liberté de circulation, la liberté d'entreprise, ne dépassaient jamais l'horizon bourgeois, même si sur certains points, comme la suppression de l'armée permanente et la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, elles tiraient des conséquences capitalistes un peu plus radicales ou un peu plus futées que ne le faisaient les libéraux de l'Allemagne du Nord. Avec le programme de l'Internationale auquel elles se « rattachaient », ces revendications entretenaient les mêmes relations pacifiques que le capital avec le travail. On comprend qu'après de tels exploits Marx ait qualifié de « misérable vétille » le conflit entre les Allemands du Nord nationaux-libéraux et les Allemands du Sud partisans du Parti populaire. Engels dit pareillement que l'histoire des années à venir démontrerait que nationaux-libéraux et partisans du Parti populaire ne s'étaient combattus aussi violemment que parce qu'ils étaient les pôles opposés d'une seule et même étroitesse de vue.

Alors que la majorité de Nuremberg était encore en cohérence avec le Parti populaire allemand, les résolutions de l'assemblée générale de Hambourg concordaient infiniment plus avec les résolutions qu'adoptait en même temps le troisième congrès de l'Internationale. Il se réunit du 6 au 12 septembre à Bruxelles et 97 délégués y participèrent, dont plus de la moitié était des Belges ; la France était représentée par 18 délégués,

l'Angleterre par 11, la Suisse par 8 et l'Allemagne par 4. Sur la nécessité de l'action politique et l'importance des grèves pour la classe ouvrière, le congrès de Bruxelles trancha tout à fait comme l'assemblée générale de Hambourg avait tranché, et pour la première fois le congrès de l'Internationale se déclara pour la propriété commune de la terre, en vérité contre une forte minorité dont les délégués français constituaient la colonne vertébrale. Schweitzer avait reçu une invitation officielle au congrès de Bruxelles, mais il ne put être présent parce que, continuellement poursuivi par le parquet, il devait répondre à plusieurs assignations en justice. Dans sa réponse à la lettre d'invitation, il disait que l'Association générale des travailleurs allemands était complètement sur le terrain de l'Internationale et que seules les lois allemandes sur les associations la retenaient d'y adhérer formellement.

Ces lois venaient justement d'être utilisées à nouveau pour détruire l'Association en tant qu'organisation nationale aussi. La cour d'appel décida en deuxième instance que l'organisation locale de Berlin devait être dissoute en tant que filiale autonome. Contre cela, il était certes possible d'en appeler au tribunal suprême, mais le 16 septembre la police de Leipzig ordonna la dissolution de l'Association générale des travailleurs allemands elle-même. Comme prétexte on prit cette fois-ci la réglementation d'après laquelle la moitié des cotisations payées par les membres pouvait être utilisée pour des buts locaux dans les différentes localités, « *et de ce fait, les membres de l'Association de chaque localité n'apparaissaient pas simplement comme membres de l'Association générale des travailleurs allemands, mais comme membres d'une association locale ayant sa propre administration de trésorerie* ». Comme il ne s'agissait que d'un simple prétexte, Schweitzer ne fit pas appel contre la décision de la police de Leipzig et se contenta d'ordonner que l'Association soit immédiatement dissoute, non « par obéissance aux autorités », comme il l'expliqua aux membres de l'Association, mais « *parce que, étant donné la situation, c'est la chose la plus raisonnable que nous pouvons faire.* » Schweitzer comprit, et il le dit ouvertement aussi, que le coup infligé à Leipzig venait de Berlin ; il voulait éviter, en matière de « filiales autonomes », que soit prononcé un jugement du tribunal suprême ayant force de loi et valable ensuite pour tous les tribunaux prussiens ; avec la dissolution volontaire de l'Association, il se gardait la possibilité de la reconstituer aussitôt dans des formes nouvelles, excluant toute possible objection.

3. L'éclatement du mouvement syndical

En dépit de toutes les autres divergences, l'assemblée générale de Hambourg et le congrès de Nuremberg s'étaient tout de même trouvés

d'accord sur deux résolutions qui semblaient ouvrir un champ d'action commun à l'ensemble du prolétariat conscient en Allemagne : le rattachement à l'Internationale et la fondation de coopératives de métier[1]. C'est ainsi également que le *Democratische Wochenblatt* comprenait la situation. Dans son numéro du 12 septembre il écrivait : « *À Hambourg, Nuremberg et Bruxelles, les mêmes aspirations, les mêmes buts : libérer le travail des chaînes du capital, supprimer la domination de classe et l'esclavage salarié, créer un État fondé sur la liberté et l'égalité.* » En même temps paraissait dans la *Zukunft* une correspondance de Leipzig disant qu'une fusion plus ou moins complète des associations ouvrières démocratiques avec l'Association générale des travailleurs allemands n'était qu'une question de temps.

Pour louables que fussent ces aspirations à l'unité, elles firent toutefois prendre des chemins qui menaient très loin du but désiré. Dans la correspondance de Leipzig de la *Zukunft,* on disait que « tel ou tel » s'opposait pour des raisons personnelles à l'unification des ouvriers allemands. Cela devenait encore plus clair quand le *Demokratische Wochenblatt*, dans la deuxième page de ce même numéro qui en première page avait approuvé les résolutions démocratiques de l'assemblée générale de Hambourg, priait instamment le « président de l'Association générale des travailleurs allemands » de rappeler à l'ordre un membre de Hambourg, le cordonnier Praast, qui à l'occasion de la commémoration de la mort de Lassalle à Hanovre, selon les affirmations d'un journal guelfe-Parti populaire, aurait loué les annexions prussiennes. Cependant il n'était même pas certain que Praast, qui soit dit en passant passa un an plus tard du parti de Schweitzer à celui de Liebknecht, avait réellement enfreint les principes ; on ne pouvait absolument pas prendre pour une preuve irréfutable cette simple affirmation d'un journal qui luttait pour l'unité et la liberté allemandes à l'ombre de la maison guelfe. La *Zukunft* reprit immédiatement cet article du *Demokratische Wochenblatt*.

Schweitzer n'avait jusque-là prêté aucune attention à toutes les attaques du *Demokratische Wochenblatt* contre son intégrité personnelle et politique. Cette fois-ci il répondit au *Demokratische Wochenblatt* qu'il n'était pas possible de rendre l'Association générale des travailleurs allemands responsable de tous les propos tenus par chacun de ses membres ; que le président n'était pas non plus derrière chaque orateur, comme un mouchard et un censeur ; que toutefois, si l'on voulait savoir quelle était sa propre position vis-à-vis de ce qu'était censé avoir dit ce membre de Hambourg, alors il disait « *qu'on ne se rapprochera de l'État populaire*

1 Nom des syndicats à leur début.

allemand uni, auquel nous aspirons, ni par les manœuvres annexionnistes, militaires et policières de la Prusse, ni par la stupide et répugnante haine de la Prusse attisée dans les États moyens et petits par le Parti populaire et par les agents des princes chassés de leur trône ». À propos de la correspondance de Leipzig de la *Zukunft*, Schweitzer déclara que l'Association générale des travailleurs allemands irait main dans la main avec la majorité des associations de Nuremberg aussi bien qu'avec tous les partis amis et de même opinion. Simplement, il ne pouvait être question de fusion, à moins que les associations de Nuremberg entrent dans l'Association générale des travailleurs allemands, où elles seraient les bienvenues. Mais jamais on ne pourrait changer l'organisation stricte fondée pas Lassalle, pour faire place à un « *fourre-tout confus* ».

Cette expression était à coup sûr très impolie, bien que seulement d'une rudesse infime comparée aux infamies que depuis neuf mois Schweitzer avait dû laisser dire sur son compte par le *Demokratische Wochenblatt*. En tout cas, il n'y avait pas à se méprendre sur ce que Schweitzer entendait par « *fourre-tout confus* ». Il ne pensait pas au programme de l'Internationale, auquel lui-même venait de se rattacher, mais aux rapports confus des associations de Nuremberg avec le Parti populaire allemand. Cependant le *Demokratische Wochenblatt* entretint le malentendu que Schweitzer, par cette expression impolie, ne pouvait avoir eu à l'esprit « *que* » la doctrine de Marx, dont l'unique différence avec celle de Lassalle était que cette dernière en émoussait la pointe. Ainsi Schweitzer fut une nouvelle fois déclaré « *traître à la cause du socialisme et de la démocratie* ».

Après cela il ne restait plus que le mouvement syndical comme champ d'action commune. Cependant les associations de Nuremberg n'envoyèrent pas de délégués au congrès ouvrier que Schweitzer et Fritzsche avaient convoqué pour le 27 septembre. Et cela non pas parce que, comme Liebknecht l'a dit plus tard, leur honneur avait été piqué au vif après que Schweitzer avait déclaré que les associations de Nuremberg ne seraient pas admises à ce congrès. Voilà plutôt ce qu'il en était. Après que l'Association générale des travailleurs allemands avait été dissoute par la police de Leipzig, le *Social-Demokrat* déclarait que, compte tenu des dispositions de la loi sur les associations, selon lesquelles les associations politiques n'avaient pas le droit d'établir des relations entre elles, « *les associations ouvrières qui avaient un programme politique, comme l'Association générale des travailleurs allemands et la majorité de Nuremberg en tant que telle* », ne pouvaient pas être représentées au congrès. Or, dans tout cela, il s'agissait simplement d'une question formelle qui visait à protéger le congrès des empiètements de la police ; tout au plus les asso-

ciations de la minorité de Nuremberg, qui n'avaient pas de programme politique, auraient-elles eu un motif de se plaindre, mais néanmoins, comme le *Social-Demokrat* l'ajoutait dans une note, elles ne pouvaient pas non plus être représentées en tant que telles au congrès, car sinon cela aurait effectivement avantagé un parti politique. Mais le congrès était ouvert sans restriction aucune à tous les représentants des syndicats déjà existants, à tous les délégués des assemblées des différents métiers, et même des assemblées ouvrières en général.

Bien plus recevable est le reproche, élevé à la fois contre Schweitzer et contre Fritzsche, d'avoir convoqué le congrès trop précipitamment, de n'avoir pas attendu d'abord la fin du congrès des associations de Nuremberg et entrepris ensuite d'organiser le mouvement syndical en commun avec la direction de la majorité victorieuse ; la chose n'était pas d'une urgence particulière, étant donné qu'on aurait dû toujours attendre un bon bout de temps avant l'octroi de la liberté de coalition. Mais Schweitzer et Fritzsche avaient de solides raisons de battre le fer tant qu'il était chaud. Ils voulaient avoir leurs bataillons déjà organisés et leur trésor de guerre déjà garni, avant que ne retentisse le signal du combat ; ensuite, face à la résistance dans leur propre parti, qui n'aurait fait que tirer un nouvel aliment d'une spéculation très hasardeuse sur les résultats du congrès de Nuremberg, ils tenaient au plus haut point à créer le plus vite possible un fait accompli, et il s'agissait tout particulièrement de contrecarrer le jeu sournois du Parti du Progrès, qui était justement en train de s'emparer du mouvement de grève prolétarien et de le dévoyer.

C'est pure invention que de dire que Liebknecht et Schweitzer s'étaient mis à fonder des coopératives de métier après que Max Hirsch eut entrepris un voyage en Angleterre pour étudier les trade-unions et les transplanter en Allemagne. Liebknecht connaissait les trade-unions de manière très précise, de l'époque où il était en exil en Angleterre, et depuis son retour en Allemagne il avait attiré sur eux l'attention des ouvriers allemands par de nombreuses conférences, tandis que Schweitzer au moins depuis déjà un bon bout de temps s'était chargé dans le *Social-Demokrat* des questions s'y rapportant, longtemps avant que vienne à Max Hirsch la sale idée de tromper sur leurs véritables intérêts les cercles ouvriers encore progressistes en présentant une contrefaçon bousillée des trade-unions. C'était d'abord en Angleterre même, où il s'était rendu pour étudier les sociétés coopératives, que son attention s'était portée sur les trade-unions, et cela par l'intermédiaire de Lujo Brentano qui, lui, étudiait réellement les syndicats anglais. Voici un échantillon édifiant du genre d'« études » que mena Max Hirsch : après avoir vanté pendant des semaines aux ouvriers allemands les instances anglaises d'arbitrage et

de conciliation comme la panacée à tous les maux sociaux, il se tourna vers Brentano en l'implorant de bien vouloir puiser dans ses enquêtes de quoi le tirer d'embarras, vu que lui-même « *ne possédait malheureusement aucun document sur les instances prud'homales et de conciliation anglaises* ». Si cette formidable ignorance excluait que Liebknecht et Schweitzer aient pu apprendre quelque chose de Max Hirsch, l'empressement déplacé avec lequel Max Hirsch pensait cependant se mettre à fonder des associations de métier allemandes rendait d'autant plus souhaitable de contrecarrer le plus vite possible ses menées.

Entre-temps, l'appel de Schweitzer et Fritzsche avait enflammé les cercles ouvriers allemands. Au congrès qui s'ouvrit le 26 septembre étaient présents 206 délégués représentant 142 008 ouvriers de 110 localités, et des ouvriers des métiers les plus divers. Comme il était naturel, la participation la plus forte fut celle des centres principaux de l'Association générale des travailleurs allemands : Berlin 27 délégués, et même 42 en y incluant le Brandebourg voisin, Hambourg-Altona 22, Elberfeld-Barmen 11, Brunswick 7. Cependant d'Allemagne du Sud vinrent aussi un nombre de délégués non négligeable, d'Offenbach, Heidelberg, Fribourg, Spire, Stuttgart, Augsbourg, Wurtzbourg, et il ne manquait pas non plus de délégués du royaume de Saxe, de Dresde, Freiberg, Glauchau et Leipzig.

Ainsi le Parti du Progrès en était pour ses frais. Deux jours avant l'ouverture du congrès, il ne pouvait réunir que le dernier carré des constructeurs de machines qui le suivaient encore, environ 400 à 500 hommes, parmi lesquels se faisait déjà entendre l'opinion qu'on n'avait pas le droit de se priver d'une bonne chose sous prétexte que les sociaux-démocrates en avaient pris l'initiative. Schulze-Delitzsch en personne dut monter au créneau, avec un discours dans lequel il se vantait d'être le dirigeant naturel des ouvriers et s'en prenait à grand bruit aux « bavardages oiseux de garnements ». L'assemblée élut douze délégués qui, sous la conduite de Max Hirsch, devaient assister au congrès ouvrier et s'opposer à « l'organisation de la guerre sociale ». Naturellement, cette tentative de faire avorter le congrès échoua ; lorsque Max Hirsch, à la première séance, fit quelques interminables interventions oiseuses, il fut exclu, lui et ses partisans, tandis que Schulze, mis au pied du mur par un envoyé de Schweitzer, montrait davantage de prudence que d'amour de la vérité en niant avoir fait allusion à l'appel de Schweitzer et Fritzsche quand il avait parlé de « bavardages oiseux de garnements ». Ce comportement rien moins qu'héroïque lui valut encore une résolution très sévère de la part du congrès qui en même temps déclarait que, dans les constructeurs de machines de Berlin, il reconnaissait ses frères et que l'exclusion de leurs délégués ne visait que des perturbateurs malintentionnés. Malheureuse-

ment cette déclaration bienveillante n'apaisa pas l'offense faite à l'esprit de corps des constructeurs de machines berlinois, qui dès lors se rapprochèrent plus étroitement encore du Parti du Progrès.

Sinon, le congrès ouvrier se déroula tout à fait harmonieusement et, après quatre jours de discussions, aboutit à la fondation de dix associations professionnelles et d'une fédération d'associations professionnelles. On avait finalement opté pour le mot association professionnelle, parce que la majorité des délégués craignait que le mot syndicat puisse éveiller chez de nombreux ouvriers le souvenir désagréable des aspirations corporatives. Les dix associations professionnelles qui se constituèrent aussitôt furent celles des cordonniers, des tailleurs, des maçons, des boulangers, des ouvriers des métaux, des ouvriers du bois, des ouvriers manuels et de fabriques, des relieurs, bourreliers et selliers, des ouvriers des mines, fonderies et mines de sel, et enfin des teinturiers, tisserands et ouvriers de manufactures. Pour chacun des syndicats, le congrès élabora des modèles de statuts qui pouvaient être acceptés, modifiés ou refusés tout à fait à leur guise ; la seule obligation était que, en tant que membres de la fédération, ils étaient tenus à respecter les statuts de la fédération, dans laquelle ils pouvaient entrer dès qu'ils comptaient 500 membres. La fédération elle-même était organisée selon le modèle de l'Association générale des travailleurs allemands, comme un collectif de lutte pour mener à la victoire les arrêts de travail. Le présidium, qui se composait de trois membres et de deux suppléants, était élu au suffrage universel de tous les membres ; à l'assemblée générale chaque association professionnelle envoyait des délégués locaux, dont chacun représentait autant de voix que l'association professionnelle comptait de membres dans la localité qu'il représentait. Enfin, au comité directeur, chaque association professionnelle était représentée par un fondé de pouvoir qui devait avoir autant de voix que son association professionnelle possédait de multiples entiers de 500 membres pleins. Quoi qu'il en soit, le comité directeur était doté de pouvoirs incomparablement plus grands que la direction, c'est-à-dire l'autorité correspondante dans l'Association générale des travailleurs allemands. Il devait en effet décider seul si une grève devait être déclarée affaire de la fédération ; il devait être l'autorité de décision et le présidium seulement l'autorité d'exécution.

Parmi les syndicats déjà existants, celui des tailleurs entra dans la fédération à titre provisoire, sous réserve de l'approbation de son assemblée générale, tandis que les délégués des ouvriers cigariers et des charpentiers déclaraient vouloir en recommander instamment l'entrée à leurs assemblées générales. À l'inverse, le représentant de la fédération des typographes refusa l'affiliation, parce qu'il n'était habilité à voter

que pour une union fédérée, mais non centralisée, des différents syndicats. Certains proposèrent d'attendre, pour constituer la fédération, que chacune des associations professionnelles se soit organisée, et ensuite d'appeler à une nouvelle assemblée générale, argumentant qu'on ne devait pas heurter de front « d'autres éléments socialistes » ; mais cette proposition fut rejetée après des discussions approfondies, au cours desquelles les orateurs de la majorité firent valoir que toutes les tendances de la classe ouvrière allemande avaient pu se faire représenter au congrès, qu'une nouvelle assemblée générale entraînerait d'énormes dépenses et qu'il fallait ôter aux ennemis bourgeois de la classe ouvrière toute possibilité de nouvelles intrigues. Le congrès se présenta comme la première assemblée générale, et mit en place le premier présidium qui se composait de Schweitzer, Fritzsche et de Klein, ouvrier de fabrique à Elberfeld. De même se constitua aussitôt le premier comité directeur, étant donné que les délégués des métiers qui voulaient s'organiser en associations professionnelles élurent chacun un fondé de pouvoir. Comme organe de la fédération on choisit le *Social-Demokrat*.

Schweitzer avait écrit à Marx au sujet du congrès le 15 septembre et le 8 octobre. On ignore jusqu'ici la teneur de ses lettres, mais on connaît parfaitement la teneur de la réponse que Marx adressa à Schweitzer le 13 octobre. Autant qu'on peut conclure de cette réponse, Schweitzer avait souhaité que Marx émette un avis sur ses propositions au congrès et que, dans le mouvement syndical, il serve de médiateur entre l'Association générale des travailleurs allemands et les associations de Nuremberg. Marx se déclara prêt à servir de médiateur et promit une complète impartialité ; il ajouta que, en tant que secrétaire de l'Internationale pour l'Allemagne, il avait maintes fois déjà exhorté à la paix ; que, quand on lui avait répondu que c'était Schweitzer lui-même qui avait provoqué la guerre, ce que prouvaient des extraits du *Social-Demokrat* qu'on lui avait envoyés, il avait déclaré qu'il se bornerait nécessairement au rôle d'arbitre dans le duel. On ne peut parler de façon plus loyale que Marx le fait ici, cependant, cette fois encore, on ne l'a pas renseigné de manière exacte sur la situation en Allemagne. Ce n'est pas Schweitzer qui a provoqué la guerre et il est possible que Marx l'ait compris en lisant les « extraits » envoyés, dans lesquels Schweitzer ne faisait que repousser des provocations ; sinon il lui aurait été difficile d'écrire aussi amicalement à Schweitzer. Justement dans cette lettre il reconnaît « *sans réserve l'énergie et l'intelligence* » avec lesquelles Schweitzer agissait au sein du mouvement ouvrier allemand, à la grande différence du *Demokratische Wochenblatt* qui, quelques semaines auparavant, avait pour la énième fois accusé Schweitzer de trahir la démocratie et le socialisme.

Toutefois, si Marx était loyal envers Schweitzer, il était aussi honnête envers lui. Il ne cachait pas que les statuts de la fédération d'associations professionnelles étaient ratés sur le plan des principes. Autant le type d'organisation choisie convenait à des sociétés secrètes et à des sectes, autant elle était en contradiction avec l'essence des trade-unions. Il croyait cette organisation-là impossible mais, si on admettait qu'elle fût possible, elle ne serait pas souhaitable, tout au moins pour l'Allemagne. Dans ce pays où l'ouvrier, depuis ses premiers pas, était soumis à la bureaucratie et croyait à l'autorité, aux instances supérieures, il s'agissait avant tout de lui enseigner à marcher par lui-même. Les statuts non plus n'étaient pas de nature à favoriser « l'action rapide » que Schweitzer avait en tête ; l'assemblée générale, le comité directeur, le présidium tout à fait superflu, trois pouvoirs indépendants émanant de sources différentes entreraient à tout propos en conflit ; avec les trade-unions, on traitait en grande partie de problèmes d'argent devant lesquels cessait toute dictature. Malgré tout Marx admettait qu'il était possible que les défauts de l'organisation puissent être plus ou moins éliminés grâce à une pratique rationnelle.

Marx désapprouvait que Schweitzer exige du mouvement de classe qu'il se soumette à un mouvement de secte. Cette désapprobation était parfaitement justifiée quand Schweitzer voulait faire du mouvement syndical un auxiliaire de second rang à la remorque de l'organisation politique. Mais elle était injustifiée quand Marx, dans cette lettre, parlait de Lassalle comme du fondateur d'une secte et de l'Association générale des travailleurs allemands comme d'un mouvement sectaire, et elle aurait été doublement injustifiée si Marx – ce qu'il ne disait pas et peut-être ne pensait pas non plus, mais qu'on pouvait lire entre les lignes de sa lettre – avait entendu, par mouvement de classe du prolétariat allemand, exclusivement les associations de Nuremberg et le Parti populaire saxon. Ce n'est pas ainsi que les choses étaient en Allemagne. Elles étaient plutôt comme ceci : l'Association générale des travailleurs allemands était une forme du mouvement de classe infiniment plus développée que les associations de Nuremberg et le Parti populaire saxon. Ce même 13 octobre où Marx à Londres écrivait sa lettre, le *Social-Demokrat* à Berlin publiait un article de la plume de Schweitzer qui expliquait la conception et l'essence de l'Internationale tout à fait dans le sens de Marx. Il disait que quiconque faisait partie de l'Association générale des travailleurs allemands faisait également partie de l'Internationale, un peu comme un citoyen du canton d'Uri était aussi un citoyen de la Suisse. Les organisations nationales des ouvriers étaient nécessaires, parce que et aussi longtemps que dans chacune des nations modernes subsistaient de grandes différences avec lesquelles le combat prolétarien d'émancipation devait compter, mais le

développement tendait – et c'est dans *ce* sens qu'il fallait l'encourager – à ce que la direction centrale de l'Internationale puisse se substituer de plus en plus à l'action des centres nationaux du mouvement ouvrier. Ce n'était certainement pas les conceptions d'un chef de secte et Schweitzer, du fait que Marx lui faisait grief d'erreurs dont il se savait exempt, dut être involontairement poussé à sous-estimer le poids du reproche que Marx lui faisait avec raison. Mais s'il en restait à l'idée que le mouvement syndical était un auxiliaire soumis au mouvement politique, ses associations professionnelles étaient conçues de façon parfaitement logique et conséquente et c'est aussi la raison pour laquelle il a dû prendre assez à la légère le désaveu de Marx parce que ses adversaires progressistes reconnaissaient que, si on en arrivait à la guerre entre capital et travail, sa fédération d'associations professionnelles était parfaitement organisée.

Les progressistes eux-mêmes, sitôt après la clôture du congrès ouvrier, se mirent à fonder des associations de métier reposant sur le fameux principe qu'entre capital et travail il existe une harmonie d'intérêts. L'apôtre de l'harmonie, Hirsch, devait prendre la relève de l'apôtre de l'épargne, Schulze, complètement au bout du rouleau. Cachant le fait que les ouvriers organisés dans les trade-unions devaient à leurs luttes, menées des décennies durant, avec mille difficultés et au prix des sacrifices les plus gigantesques, d'être considérés par les fabricants comme des hommes égaux en droits dans les chambres prud'homales et d'arbitrage, Max Hirsch s'imaginait, ou faisait semblant de s'imaginer, que la guerre, à laquelle seule les trade-unions devaient leur succès, avait été une erreur monumentale, que la situation passable de paix sociale à laquelle les fabricants anglais se pliaient, par crainte de la puissance des trade-unions, était la situation naturelle entre capital et travail. Les modèles de statuts des associations de métier progressistes imitaient les statuts des grands trade-unions, seulement ils leur brisaient la colonne vertébrale ; ils invitaient les entrepreneurs aussi bien que les ouvriers à adhérer amicalement, et Max Hirsch expliquait que « ses » associations de métier ne devaient nullement garantir « *exclusivement le droit et les intérêts des ouvriers* », mais aussi les droits et les intérêts de leurs exploiteurs. Concrètement, l'idée de cette création reposait sur l'hypothèse que les entrepreneurs allemands accorderaient volontairement aux associations de métier « bien intentionnées » ce que les trade-unions anglais avaient arraché par la force aux entrepreneurs anglais. Le premier fabricant avec lequel on devait en faire la preuve par l'exemple était Borsig. L'association de métier progressiste des constructeurs de machines lui demandait de renvoyer un contremaître qui avait giflé un ouvrier ; mais quand Schulze-Delitzsch et Max Hirsch se présentèrent pour cela devant

le roi de la locomotive, celui-ci se borna à les gifler moralement en leur montrant la porte.

On pouvait prévoir que les associations de métier progressistes seraient vite mises au pied du mur et que, collant à sa manière orthodoxe à la lettre de Lassalle, la résistance que la fraction de la comtesse Hatzfeldt opposait au mouvement syndical n'aurait pas non plus beaucoup de poids. Si on voulait éviter l'éclatement de ce mouvement, il faudrait que l'Association générale des travailleurs allemands s'unisse avec les associations de Nuremberg et le Parti populaire saxon. Marx avait tenu sa promesse et était intervenu comme médiateur ; dans son style, le *Demokratische Wochenblatt* rendit compte du congrès ouvrier de Berlin d'une manière relativement amicale. Dans ce journal, en tant que président de la Fédération des associations ouvrières allemandes, Bebel publia ensuite les statuts qu'il avait ébauchés pour des coopératives de métier allemandes, statuts qui tenaient le milieu, et précisément le juste milieu entre les voies prises par Schweitzer et par Max Hirsch. Ils commençaient la construction, non par le toit, mais par les fondations et renonçaient à toute centralisation dictatoriale des syndicats, en organisant les différents syndicats en puissantes fédérations, pour défendre les intérêts et les droits de leurs membres face au capital. Ils firent, par leur simplicité sans prétention, une bien meilleure impression que la construction de Schweitzer échafaudée avec art, ou même que le bavardage doctrinaire et insipide des statuts progressistes ; comparés à ces derniers, ils étaient « *much more workmanlike* »[1] disait un connaisseur anglais des trade-unions.

Au même moment, une assemblée de délégués des métiers de Leipzig, qui siégea le 26 novembre sous la présidence de Bebel, adopta à l'unanimité une résolution proposée par Liebknecht, selon laquelle, en excluant toute communauté avec les associations de métier progressistes, les associations professionnelles de Schweitzer et les coopératives de métiers de Nuremberg, après accord mutuel, devaient convoquer une assemblée générale syndicale en vue de l'unification et de la fusion, mais d'ici-là contracter un accord pour se soutenir mutuellement, en particulier avec leurs caisses, et élire, là où c'était possible, un comité directeur provisoire commun. À cette offre, dont une fois de plus ils furent d'abord informés par la *Zukunft*, le présidium et le comité directeur de la fédération d'associations professionnelles répondirent le 29 novembre, eux aussi à l'unanimité, par un refus cassant. L'union des ouvriers, disaient-ils, était la première exigence pour que les syndicats prospèrent. Mais la création d'un troisième groupe de syndicats favorisait la désunion ; mes-

1 En anglais dans le texte : beaucoup plus ouvriers d'allure.

sieurs Bebel et Liebknecht pouvaient donc s'épargner la peine de rétablir, par cette offre d'accord, l'union qu'ils avaient détruite. S'ils ne voulaient pas troubler réellement l'union du mouvement syndical, alors il était de leur devoir d'entrer dans la fédération d'associations professionnelles et d'agir à l'intérieur de cette fédération pour les changements qui leur semblaient bons et, de toute façon, de se soumettre à la majorité.

Ainsi l'éclatement du mouvement syndical était un fait accompli. Ni les uns ni les autres n'en portaient la responsabilité exclusive, ce qui en d'autres termes signifie seulement que l'éclatement, avec tous ses effets déplorables, était une donnée de la situation. Même si les tentatives d'unification étaient allées plus loin qu'elles ne sont allées effectivement, elles auraient tout de même tôt ou tard buté sur un point où elles devaient nécessairement échouer. La fracture qui traversait la classe ouvrière était encore trop béante pour que la médecine puisse la refermer du jour au lendemain. Il fallait d'abord qu'elle s'arrête de saigner, avant de guérir complètement.

Chapitre VI

Le Parti ouvrier social-democrate

Après la clôture du congrès ouvrier de Berlin, le 10 octobre 1868, Schweitzer avec quelques amis du parti avait rouvert l'Association générale des travailleurs allemands, tout en procédant à certaines modifications des règles de fonctionnement rendues nécessaires par les diverses décisions de justice et de police, afin d'enlever autant que possible aux autorités tout prétexte formel pour persécuter le mouvement ouvrier. En même temps, Schweitzer transféra le siège de l'Association à Berlin. Cela aussi lui a valu de sévères reproches, le reproche même de faire une « crapulerie », de livrer le mouvement ouvrier à Bismarck ; c'était pourtant sans aucun doute la tactique la plus juste que Schweitzer pouvait suivre. À Leipzig ou à Hambourg, l'Association n'était pas plus en sécurité qu'à Berlin ; à Leipzig justement, la police était en train de mener une offensive perfide et mesquine contre le mouvement syndical débutant ; mais si l'Association se développait avec de plus en plus de vigueur dans le centre politique de l'Allemagne, au grand jour, en observant minutieusement les lois sur les associations, elle pourrait se protéger contre les attaques mieux que partout ailleurs.

Il est possible que le gouvernement prussien ait voulu avoir le siège de l'Association à Berlin pour, selon les nécessités de sa politique, la tolérer ou la réprimer ; à ce propos on peut au moins observer que, malgré toutes les autres tracasseries, durant quelques années il ne procéda pas à la dissolution de l'Association en tant que telle. Depuis que la bourgeoisie était devenue sa servante dévouée, l'intérêt démagogique de Bismarck pour le mouvement ouvrier s'était considérablement refroidi. De système politique, le *Mémoire* de Dühring était ravalé au rang de spéculation privée ; Wagener l'avait publié sous son propre nom, sans le consentement de l'auteur qui, pour cette raison, lui intentait maintenant un ennuyeux procès. Mais Bismarck sut toujours que l'épreuve la plus difficile de sa politique était encore à venir, et à la fin des années soixante il n'a pas encore mené la répression systématique du mouvement ouvrier, telle qu'elle répondait à ses désirs les plus chers. C'était une situation ambiguë, à laquelle Schweitzer s'adapta, comme Liebknecht et Bebel s'adaptaient à la situation ambiguë de la liberté de la presse en Saxe. Son but final restait toujours, au travers des circonstances favorables aussi bien que défavo-

rables, de transformer le mouvement ouvrier en une force qui ne pourrait plus, même temporairement, être étouffée par la politique de violence de l'État policier réactionnaire.

Il avait bien le droit de considérer comme un beau succès que la dissolution de l'Association générale des travailleurs allemands n'ait causé aucune dissolution dans les rangs du parti. Après cet arrêt de trois semaines, son sang circulait d'autant plus chaud et d'autant plus rapide. Lorsque, le 1er décembre 1868, Schweitzer commença une peine de détention de trois mois, il pouvait annoncer, dans un discours sur la situation financière, qu'avec le début de la nouvelle année des agitateurs appointés démarreraient l'agitation systématique, ce qui réalisait enfin un objectif que Lassalle s'était fixé dans sa *Lettre ouverte*. Pendant la détention de Schweitzer, Tölcke, qui s'était établi à Berlin à cette fin, assuma la direction de l'Association, Fritzsche la direction de la fédération, Hasselmann la direction du *Social-Demokrat*. Au début de la nouvelle année, quelques élections complémentaires révélèrent la force croissante du parti. À Duisburg, il remporta pour la première fois une victoire dès le premier tour ; avec 6 792 voix Hasenclever battit les candidats adverses, le conservateur aussi bien que le national-libéral. À Celle, 2 336 voix se portèrent sur Yorck au premier tour, tandis qu'au deuxième tour, avec 5 259 voix, il ne fut battu que de très peu.

Au tournant de l'année, Schweitzer obtint une permission de sortie de prison de plusieurs semaines pour l'enterrement de son père et pour mettre en ordre son héritage. Il utilisa sa liberté recouvrée pour organiser l'élection du président et convoquer pour Pâques l'assemblée générale à Elberfeld-Barmen, et également pour mettre en œuvre la campagne d'agitation en Allemagne du Sud et dans le royaume de Saxe. Le *Demokratische Wochenblatt* fit à ce propos de très fielleuses remarques : sous couvert « d'affaires de famille », Schweitzer avait obtenu un congé pour semer la discorde dans le mouvement démocratique, au moment où l'œuvre créée par Bismarck se trouvait à la veille d'une crise grave. Ces vilaines allusions n'avaient pas l'ombre d'une base réelle. L'œuvre de Bismarck ne se trouvait pas à la veille d'une crise grave, pas plus que Schweitzer ne faisait autre chose que ce que lui dictaient les intérêts de l'Association. La convocation de l'assemblée générale et l'organisation de l'élection du président devaient attester la reconstruction de l'organisation ; elles étaient des concessions au principe démocratique. En revanche, avec la campagne d'agitation en Allemagne du Sud et dans le royaume de Saxe, Schweitzer exécutait une décision de l'assemblée générale de Hambourg.

Même dans l'exécution pratique de cette décision il ne procéda pas non plus unilatéralement. Il utilisa son séjour à Francfort pour discuter de

la campagne d'agitation en Allemagne du Sud avec vingt-cinq membres de la direction et fondés de pouvoir. Sur leur conseil, il la confia à l'ingénieur von Bonhorst de Wiesbaden, au cordonnier Kölsch de Mayence et à l'ouvrier sur métaux Haustein d'Offenbach, il fixa sa durée à six semaines et leur alloua 200 thalers sortis de la caisse de l'Association. Ensuite, à Berlin, il régla de la même façon la campagne d'agitation dans le royaume de Saxe, qui fut confiée au tailleur Liebisch de Hambourg et au cordonnier Schuhmann de Berlin.

1. Campagnes d'agitation en Allemagne du Sud et en Saxe

En Allemagne du Sud, depuis la mort de Lassalle le mouvement ouvrier n'avait avancé qu'à un rythme très lent. La vieille haine de la Prusse, que les événements de 1866 avaient à nouveau ranimée, s'était propagée des cercles petits-bourgeois aux cercles prolétariens et donc les détournait de l'Association générale des travailleurs allemands.

Dans le Wurtemberg en particulier, l'agitation sociale-démocrate jusqu'en 1869 n'avait réussi nulle part à prendre pied solidement. Bien sûr, les illusions sur Schulze avaient disparu dans la fédération des associations ouvrières du Wurtemberg ; la rapidité avec laquelle le grand capital balayait de la surface de la terre une multitude de petites institutions d'entraide, d'associations de tisserands, de banques pour artisans, de coopératives pour la construction de logements ouvriers, ouvrit vite les yeux aux ouvriers. Pendant la guerre allemande, la fédération avait tenu son assemblée générale annuelle à Biberach, où se manifesta le penchant le plus décidé à s'occuper de questions politiques, au très grand dépit des Eduard Pfeiffer, Kilian Steiner, Gustave Siegle et autres magnats de la Bourse et de la fabrique de Stuttgart, qui jusqu'ici avaient donné le ton dans les associations d'éducation ouvrière. Leur ressentiment eut pour seul effet, à l'assemblée générale annuelle de 1867, de faire transférer le siège de la confédération de Stuttgart à Göppingen, où il resta désormais et où sortit un petit journal mensuel qui fut son organe. Les Pfeiffer et consorts ne gardèrent sous leur coupe que l'association d'éducation ouvrière de Stuttgart, qu'ils contrôlaient par l'entremise des chefs d'équipe et des contremaîtres des fabriques de teinture de Siegle ; outre celle-là, il y avait à Stuttgart une association ouvrière démocratique. Mais même si la fédération avait rompu avec Schulze, elle ne se rangea d'abord qu'au côté du Parti populaire souabe, dont la caisse régionale avait subvenu aux frais de ses représentants au congrès de Nuremberg. Au début de l'année 1869, la fédération comptait 21 associations avec 1 564 membres qui, après les associations saxonnes, constituaient l'appui le plus fort à la

majorité de Nuremberg ; dans le numéro de janvier de l'organe de la fédération, on déclara la guerre aux agitateurs de Schweitzer, s'ils s'avisaient d'apparaître quelque part sur le sol souabe.

Dans la plus grande partie de l'Allemagne du Sud, la situation était semblable à celle du Wurtemberg. En partie même, y compris dans les secteurs industriels hautement développés, le mouvement prolétarien n'en était même pas encore arrivé à ce degré-là. Les vieilles associations ouvrières de Fürth et de Nuremberg, même après le congrès de Nuremberg, restaient dans le sillage progressiste, et seuls les ouvriers les plus avancés étaient ici sur les positions du Parti populaire. À Fürth, ils étaient organisés dans l'association ouvrière *Zukunft* (*l'Avenir*) qui s'occupait davantage de questions politiques que de questions sociales et se montrait hostile au mouvement lassallien, parce qu'elle ne comprenait pas encore son caractère de classe. Des démocrates bourgeois avaient en son sein voix prépondérante, pourtant leur influence trouva bien vite un contrepoids dans l'ouvrier passementier Gabriel Löwenstein, président de l'association, qui avait siégé au congrès de Nuremberg à côté de Bebel et qui, d'un talent pratique et d'un dynamisme hors du commun, sut ouvrir ses yeux et les yeux de ses camarades sur les intérêts de classe prolétariens au sujet des questions les plus immédiates de l'administration communale, en luttant contre la clique municipale. À Nuremberg, après le congrès, une petite fraction se détacha de la vieille association ouvrière pour s'organiser de manière indépendante, d'abord sous le nom de Pionniers et plus tard sous le nom d'Association d'éducation ouvrière. C'était un petit groupuscule qui mena d'abord une existence fort idyllique, toujours plein de courage et toujours sans argent. Mais petit à petit il mit au pied du mur la vieille association ouvrière qui, de son côté, venait de se rendre compte que les tireurs de ficelles progressistes ne se souciaient de l'association que quand ils avaient besoin d'elle. En outre, la faillite d'une association de consommation étroitement liée à elle lui porta un coup dont elle ne se releva pas.

Cependant l'Association générale des travailleurs allemands n'était pas non plus restée tout à fait sans succès sur l'autre rive du Main. Partie de Mayence, sa propagande fit une percée en direction de Worms, Heidelberg et surtout Mannheim, où 400 membres se rassemblèrent bientôt autour de son drapeau. À Augsbourg se maintenait un noyau d'adhérents robuste et tenace, à la tête duquel se trouvait maintenant le typographe Tauscher. En collaboration avec le typographe Neff, Tauscher avait fait aussi du travail d'agitation à Munich, où Neff s'installa bientôt pour agir de concert avec le typographe Franz au sein du prolétariat de la capitale bavaroise. Par leur zèle infatigable, ces hommes réussirent à étendre

l'Association à Ansbach, Wurtzbourg, Schweinfurt, Hof, Kaufbeuren et Kolbemoor ; en revanche ils ne parvinrent pas à l'introduire à Fürth et à Nuremberg.

Entre-temps, le développement économique faisait s'écrouler les remparts de papier derrière lesquels s'était retranchée la féroce haine de la Prusse qui animait le particularisme sud-allemand. On ne badinait pas avec l'Union douanière et sa froide objectivité. Son renouvellement était tellement dans l'intérêt de la bourgeoisie et du prolétariat que ces deux grandes classes de la société bourgeoise moderne, là où elles étaient déjà clairement constituées, avaient résolument surmonté toutes les souffrances du particularisme de clocher monarchiste, aussi bien que républicain. Lorsque la Chambre bavaroise du conseil d'Empire opposa un refus au renouvellement du traité de l'Union douanière, Tauscher convoqua pour le 29 octobre 1867, dans la salle *Aux trois rois*, une assemblée à laquelle des milliers d'ouvriers se rendirent, encouragés par leurs entrepreneurs. D'une voix puissante et sous une tempête d'applaudissements, Tauscher lut le projet d'une adresse à la Chambre du conseil d'Empire, qui exigeait catégoriquement que le traité d'Union douanière soit approuvé. Bien qu'il eût déjà choisi lui-même le langage cru et direct qui est nécessaire pour se faire clairement comprendre des junkers, quelques rédacteurs libéraux trouvèrent pourtant cette adresse rédigée de manière encore « trop comme il faut », et ils proposèrent d'introduire une phrase dans laquelle on promettait solennellement à la Chambre du conseil d'Empire que, si elle s'obstinait dans son refus, elle allait entendre les poings des ouvriers cogner à sa porte. Avec cet enjolivement accepté bien volontiers, l'adresse partit pour Munich et deux jours plus tard les junkers, comme de bons chiens, sautaient par-dessus le bâton qu'on leur tendait.

Sur la base des traités de l'Union douanière, au printemps 1868 eurent lieu en Allemagne du Sud les élections pour le Parlement douanier[1]. Quelques centaines de voix seulement se portèrent sur les candidats ouvriers, 152 sur Tauscher à Augsbourg, mais l'usage effectif du suffrage universel ne manqua pas d'avoir des effets durables sur les ouvriers d'Allemagne du Sud. Et il en fut de même pour le mouvement syndical qui commençait en Allemagne du Nord. L'association des ouvriers cigariers se propageait à Mannheim et même à Stuttgart, où les typographes

1 En 1867, l'Allemagne du Nord et les États d'Allemagne du Sud signaient un traité stipulant que le règlement des droits douaniers et des impôts indirects devait être soumis aux débats d'un « Parlement des douanes ». Ce Parlement rassemblait des membres du Reichstag de l'Allemagne du Nord et de représentants des quatre États de l'Allemagne du Sud.

avaient même une organisation solide qui regroupait presque tous les aides-typographes ; à Augsbourg, il y eut en très peu de temps 1 500 ouvriers organisés, parmi lesquels 800 ouvriers de manufactures et 400 ouvriers sur métaux ; à Nuremberg aussi, les ouvriers sur métaux, les cordonniers et les tailleurs commençaient à se regrouper. Dans les endroits les plus divers, le prolétariat d'Allemagne du Sud se mettait en mouvement et ainsi Bornhost, Kölsch et Haustein commençaient leur campagne d'agitation sous des auspices assez favorables.

Cependant la bourgeoisie d'Allemagne du Sud sut aussi évaluer le danger et mit tout en œuvre pour repousser ces intrus dont elle avait peur. Elle y réussit à Karlsruhe et à Pforzheim, mais elle fut par contre d'autant plus honteusement battue à Fribourg, où le vieux Venedey à bout de forces tint tête « aux apôtres de la traque », avec le soutien d'Adolf Wagner, jeune philosophe plein d'avenir, doté d'une éloquence « foudroyante », selon le témoignage digne de foi de la presse capitaliste. Mais cette victoire resta l'unique grand succès que les agitateurs remportèrent sur un terrain encore vierge. Sinon, ils ne donnèrent une nouvelle impulsion à la campagne d'agitation que là où elle existait déjà : à Worms, Heidelberg, Mannheim, puis à Augsbourg, Munich et Wurtzbourg. À Fürth et à Nuremberg, où Tauscher les accompagna, ils durent en venir aux mains aussi bien avec les progressistes qu'avec le Parti populaire. L'assemblée de Fürth fut dissoute par la police ; dans l'assemblée de Nuremberg les partisans du Parti populaire eurent le dessus. Les agitateurs évitèrent le Wurtemberg, à l'exception d'une petite incursion à Ulm ; cependant ici aussi la glace se rompit bientôt après. Vers Pentecôte 1869, l'ébéniste Leickhardt, natif de Stuttgart, qui avait milité pendant deux années parmi les membres de l'Association générale des travailleurs allemands à Hambourg, revint dans sa ville natale et commença le travail d'agitation socialiste.

Pour un premier essai, les agitateurs d'Allemagne du Sud avaient assez bien fait avancer les choses ; le tapage de la presse bourgeoise révélait combien les deux ou trois victoires à la Pyrrhus qu'ils avaient réussi à remporter avaient effrayé ses protecteurs. La campagne d'agitation dans le royaume de Saxe eut moins de succès, bien que Liebisch et Schuhmann aient cherché à s'acquitter de leur tâche jusqu'à épuisement complet de leurs forces physiques. Ils devaient rétablir l'unité du mouvement ouvrier allemand, paralyser les « tendances séparatistes » de la comtesse Hatzfeldt comme de « messieurs Bebel et Liebknecht », mais c'était plus qu'ils ne pouvaient faire. L'association de la comtesse Hatzfeldt était à vrai dire déjà en pleine désagrégation interne, mais le combat contre les syndicats à ce moment précis enflamma encore une fois le fanatisme de la secte et en mars 1869, à l'occasion d'une élection complémentaire à

Freiberg, Mende fut élu au Reichstag face à un candidat particulariste-conservateur. Malgré tout, il aurait été facile de vaincre cet adversaire si les agitateurs saxons n'avaient dû user le meilleur de leur force à lutter contre les associations ouvrières et les associations populaires qui se groupaient autour du *Demokratische Wochenblatt.*

Politiquement, cet organe s'en tenait toujours au cours antiprussien et pro-Parti populaire ; dans son numéro du début de 1869, il salua l'Autriche « rajeunie » qui était là debout, prête à la guerre, pour venger la perfide agression de 1866. En sens exactement inverse le *Social-Demokrat* parlait à la même époque de « l'escroquerie du libéralisme bourgeois » en Autriche, qui contre les ouvriers procédait plus brutalement, plus arbitrairement et plus haineusement que la Prusse avait jamais fait. Peu de temps après, Marx aussi disait que, si quelque part la classe moyenne libérale étalait ses instincts égoïstes, son infériorité intellectuelle et sa rage mesquine contre la classe ouvrière, c'était bien en Autriche, tandis qu'Albert Lange n'avait pas de propos assez sévères pour qualifier la triste espèce de libéralisme dont Beust se servait pour tenter de dissimuler les coups de force les plus misérables de la réaction. Mais à côté du parti-pris de haine contre la Prusse, le caractère prolétarien du *Demokratische Wochenblatt* apparaissait beaucoup plus nettement depuis que la fédération des associations ouvrières l'avait choisi pour organe en décembre 1868. Affaiblie par la scission de Nuremberg, elle avait dû suspendre la publication de l'*Arbeiterhalle* à Mannheim ; dans le *Demokratische Wochenblatt*, Bebel avait maintenant en charge les « affaires concernant les faubourgs et les ouvriers », il s'occupait donc peu de haute politique, mais d'autant plus à fond et habilement d'organiser de manière plus rigoureuse la fédération qui conservait toujours une structure très lâche. Dans cette tâche, il fut énergiquement soutenu par Motteler, qui montrait un talent d'organisateur égal au sien et développait avec grand succès à Crimmitschau une propagande syndicale aussi bien que politique, surtout dans le prolétariat de l'industrie textile.

Des 72 associations de la majorité de Nuremberg, 5 se retirèrent petit à petit pour des raisons diverses, en revanche 42 nouvelles vinrent s'ajouter au cours de l'année, si bien que la fédération comptait 109 associations regroupant 10 000 membres. Cependant elle devait affronter les plus grandes difficultés, en particulier financières. Comme chaque membre n'avait à verser à la fédération qu'un sou d'argent de cotisation annuelle, les revenus annuels dépassaient à peine 300 thalers, avec quoi il fallait couvrir non seulement les frais d'organisation et d'agitation, mais aussi les déficits considérables du *Demokratische Wochenblatt.* Dans une circulaire aux membres de la fédération, Bebel les invita en mars 1869 à

verser des cotisations exceptionnelles et volontaires, en soulignant que la caisse de la fédération avait encore dû compter jusqu'ici sur « l'appui d'autres amis extérieurs à notre cercle plus restreint ». Ces amis étaient l'architecte des travaux publics de la cour Demmler, de Schwerin, courageux démocrate autant qu'artiste de renom, et surtout le fonds révolutionnaire que Kinkel et Willich avaient rassemblé naguère aux États-Unis et que Ladendorf et d'autres réfugiés géraient maintenant à Zurich. De ce fonds, la fédération des associations ouvrières allemandes reçut petit à petit 3 500 francs, qui pour une part importante furent consacrés au *Demokratische Wochenblatt*.

Or au milieu de ce difficile travail de réorganisation s'interposa soudain la campagne d'agitation hostile de l'Association générale des travailleurs allemands, et la lutte contre elle engloutit les sommes d'argent, en soi minimes, qui auraient pu être consacrées à des fins plus utiles. Ainsi s'explique la violente animosité avec laquelle Bebel et Liebknecht s'en prirent à Schweitzer et le succès que leurs accusations rencontrèrent auprès des travailleurs saxons. Ils soulignaient pourtant eux-mêmes qu'ils étaient, du point de vue des principes, sur le même terrain que l'Association générale des travailleurs allemands et, en effet, le 11 février, la première assemblée des ouvriers de Leipzig dans laquelle Liebknecht et Bebel s'opposaient à Schuhmann se termina par la décision de convoquer pour le 7 mars, en liaison avec une assemblée régionale du Parti populaire saxon, un congrès ouvrier saxon à Hohenstein-Ernstthal pour lancer une campagne d'agitation contre la réaction saxonne qui commençait à montrer les griffes. Pour convoquer ce congrès ouvrier, on constitua un comité dans lequel, à côté d'un partisan de la comtesse Hatzfeldt, étaient représentés l'Association générale des travailleurs allemands et le Parti populaire saxon, chacun par trois membres. Trois jours après aussi, se termina une deuxième assemblée d'ouvriers de Leipzig, dans laquelle Liebisch demanda, en une sorte de tentative d'unification et en déposant la motion correspondante, que Liebknecht et Schweitzer s'expliquent dans une réunion publique sur leurs accusations réciproques.

En vérité, on n'a jamais pu tirer complètement au clair si cette demande avait été refusée ou acceptée. Cependant Liebknecht, qui pas plus que Bebel n'avait assisté à l'assemblée elle-même, dans une déclaration publique s'engagea à prouver, seul ou avec Bebel, à Leipzig ou à Berlin ou à la prochaine assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands ou dans une instance arbitrale devant le conseil général de l'Internationale, que Schweitzer, pour de l'argent ou par inclination, depuis la fin de l'année 1864 faisait échouer systématiquement la constitution d'un parti ouvrier, faisait le jeu du césarisme bismarckien,

contrecarrait tous les efforts pour restaurer l'unité du parti. Le *Social-Demokrat* accepta ce défi, et cela sous la forme suivante : Bebel et Liebknecht reçurent une invitation officielle au congrès de l'Association générale des travailleurs allemands pour y donner les raisons de leurs accusations contre Schweitzer.

2. Le congrès d'Eisenach

Au moment où se déroulaient ces événements, Schweitzer était à nouveau en prison. Toutefois, en acceptant le défi de Liebknecht, Tölcke devait être sûr d'agir dans le sens de Schweitzer. Pour ce dernier, rien ne pouvait venir plus à propos que cette tentative de Liebknecht de le mettre en accusation devant l'assemblée générale. Avec sa réélection comme président presque à l'unanimité, il venait de recevoir un vote de confiance de l'Association, qui ne pouvait accepter les accusations bien connues de Liebknecht sans renier ses six années d'histoire. Aussi, le 5 mars, à nouveau relâché de prison en raison de l'ouverture de la session du Parlement de l'Allemagne du Nord, Schweitzer déclara qu'il utiliserait toute son influence afin que des non-adhérents puissent être présents dans l'assemblée générale et l'accuser. Mais il ajouta qu'il n'avait pas l'intention de se quereller avec tous ceux qui trouveraient bon de l'attaquer. Son attitude et son activité étaient tellement publiques que quiconque parmi ses partisans jugeait nécessaire de les défendre pouvait le faire lui-même.

Ce ton hautain pris par Schweitzer n'était en aucune façon le masque d'une mauvaise conscience. En jetant un regard sur les cinq dernières années, Schweitzer était en droit de se dire qu'il avait développé et fait progresser le mouvement ouvrier allemand plus énergiquement que quiconque, et il était assez compréhensible qu'à l'éternel commérage sur ses trahisons il opposât une forte conscience de sa valeur personnelle. Néanmoins, il aurait dû se souvenir du bon vieux proverbe : l'orgueil précède la chute. C'est la malédiction de toute dictature que le dictateur n'est jamais capable de reconnaître quand sa dictature commence à devenir inutile. Non seulement Schweitzer lui-même mais aussi la grande masse des membres estimaient encore nécessaire la direction dictatoriale de l'Association, et en faveur de cette conception on pouvait du reste avancer de très solides raisons. En même temps, plus le mouvement ouvrier se renforçait et s'étendait à des régions plus vastes, plus il se dérobait à la direction d'un seul individu. L'arrogance que Schweitzer commençait à arborer fut réellement le commencement de la fin, à la fois parce qu'elle trahissait involontairement que la dictature avait intérieurement vécu, et aussi parce que Schweitzer s'engageait ainsi sur une pente qui devait inexorablement l'entraîner vers le bas.

Une certaine opposition à sa dictature s'était depuis longtemps éveillée au sein de l'Association générale des travailleurs allemands. Des hommes comme Bracke et Yorck, et également Geib qui, en raison de son activité inlassable et pleine d'abnégation en faveur de la classe ouvrière, avait acquis un grand prestige auprès des ouvriers de Hambourg, voyaient dans le Parti populaire saxon et dans la fédération des associations ouvrières allemandes, moins des poussins couvés par le Parti populaire que le réveil alerte de la conscience de classe prolétarienne, et ils démontraient ainsi qu'ils voyaient plus clair que Schweitzer. De manière encore plus décidée, les communautés de Thuringe se rapprochaient des ouvriers saxons dont elles comprenaient parfaitement le pessimisme antiprussien du fait que, en plus de la misère habituelle du particularisme, ils avaient encore à supporter l'huissier et le sergent prussiens. À Berlin même, la dictature de Schweitzer suscita toutes sortes de querelles personnelles dans son entourage le plus proche, en particulier avec le secrétaire de l'Association Roller, et encore plus avec Hofstetten qui, après son total fiasco à Vienne, réclamait à nouveau le droit à la codirection du *Social-Demokrat*, auquel lors de son départ à Vienne il disait n'avoir renoncé que temporairement, et non définitivement comme l'affirmait Schweitzer.

Aujourd'hui encore, il est impossible de voir clair dans le fâcheux conflit qui en résulta. Il était stupide de parler d'une fraude de Schweitzer au sens du code pénal, car premièrement pour le *Social-Demokrat* il n'a jamais été question de capital social, et deuxièmement Schweitzer reconnaissait tout à fait le droit de Hofstetten à la moitié d'un éventuel gain net. En outre le journal, en tant que capital intellectuel, n'était pas l'œuvre de Hofstetten mais de Schweitzer et, comme Hofstetten déclarait publiquement qu'il était maintenant un adversaire de la politique de Schweitzer, si l'on remettait en vigueur le droit de codirection l'organe de l'Association aurait alors été complètement paralysé. Si Schweitzer a agi inamicalement à l'égard de son vieil ami, ce qu'on ne peut pas plus trancher aujourd'hui qu'autrefois vu que les accords dont il s'agit ont été faits entre quatre yeux, il l'a fait non pour de l'argent mais pour des motifs d'influence politique ; mais c'est précisément pour cela que les plaintes de Hofstetten renforçaient la méfiance envers la dictature de Schweitzer chez tous ceux auprès desquels elle s'était déjà éveillée pour d'autres raisons.

D'un autre côté, Schweitzer assurait son droit de propriété sur l'organe de l'Association en renonçant, depuis la refondation de l'Association, à toute contribution de la caisse de l'Association et en couvrant de sa propre poche le déficit à nouveau croissant du journal, qui depuis la fondation des syndicats avait considérablement augmenté sa pagination, grâce à l'héritage qui lui était revenu à la mort de son père. Mais par là

aussi il attirait sur lui la haine de ceux qui se plaignaient de la rédaction, que beaucoup accusaient de partialité et d'absence de scrupule dans la sélection des comptes rendus.

Cependant tous ces mécontentements ne mettaient pas encore sérieusement en danger la position de Schweitzer, et il attendait l'assemblée générale avec une entière confiance. Pour la même raison que l'année précédente à Hambourg, c'est cette fois-ci à Elberfeld-Barmen – où à chaque pas une cheminée fumante, signe caractéristique de la grande industrie, annonçait la question brûlante du siècle – qu'il l'avait convoquée : pour honorer les ouvriers de cette ville qui les premiers, avec une persévérance sans exemple, avec un courage inflexible, avaient su manier l'arme du suffrage universel. Lui-même n'adressa qu'une seule demande à cette assemblée générale : qu'on rattache étroitement l'Association à l'Internationale, dans la mesure où les lois allemandes sur les associations le permettaient ; dans l'exposé des motifs, il mit en évidence la liaison internationale des éléments réactionnaires et antipopulaires, l'absolutisme ouvert et déguisé, le pouvoir de l'armée, de la noblesse et des prêtres, la puissance du capital, comme considérations décisives pour que le prolétariat tisse des liens internationaux. Les demandes émanant des rangs de l'Association en furent d'autant plus nombreuses. La plupart avaient pour objet des questions particulières sur le travail d'agitation et de propagande, mais quelques-unes cherchaient à limiter la dictature du président, soit en rassemblant la direction dans une seule localité, soit en créant une commission de presse, soit en séparant le présidium et l'organe de l'Association. C'est le pharmacien Vogel et trois autres membres de Berlin qui allèrent le plus loin en déclarant qu'il n'était pas indispensable « que certaines personnes soient des chefs » et en proposant la convocation d'un congrès dans lequel tous les éléments sociaux-démocrates d'Allemagne devraient se mettre d'accord sur un programme commun et une organisation commune.

La huitième assemblée générale s'ouvrit le 28 mars 1869 ; 126 localités y avaient mandaté 57 délégués, représentant 12 053 membres payant régulièrement leur cotisation. Liebknecht et Bebel, que l'on entendit dès le premier jour, portèrent contre Schweitzer les accusations habituelles du *Demokratische Wochenblatt* : Schweitzer avait trahi au Reichstag, avait reconnu la Confédération de l'Allemagne du Nord, avait pris la parole en faveur de la loi sur l'armée, qualifié le programme de Nuremberg de « fourre-tout confus », exclu du congrès ouvrier les associations de Nuremberg, etc. Un délégué de Duisburg demanda aussitôt d'exprimer la pleine confiance des ouvriers allemands au président de l'Association, vu que les interventions de Liebknecht et Bebel ne contenaient rien de

neuf ni d'important, et cette demande aurait été acceptée à l'unanimité ou presque si, par son jeu dictatorial hors de saison, Schweitzer n'avait compromis cette situation qui lui était très favorable.

Il resta sur son ancienne position : une fusion avec d'autres partis était impossible, quiconque voulait être social-démocrate devait rejoindre l'Association générale des travailleurs allemands. Mais bien sûr, ajoutait-il, une relation pacifique et amicale avec d'autres partis poursuivant les mêmes buts était possible et il y était volontiers prêt, dès que Liebknecht et Bebel voudraient lui exposer ce qu'ils souhaitaient, en sa qualité de président élu de l'Association, au lieu de l'attaquer continuellement et d'ébranler l'organisation de l'Association. Mais Schweitzer se garda bien d'examiner objectivement les accusations portées contre lui, il réclama au contraire simplement un vote de confiance, non pour sa direction en général, que l'assemblée devait d'abord soumettre à examen, mais pour invalider les accusations proférées contre lui par Bebel et Liebknecht. Or certains délégués ne pouvaient s'y résoudre, et cela, encore une fois, non parce qu'ils refusaient tout vote de confiance, mais parce qu'ils ne voulaient se prononcer là-dessus qu'après examen de la situation d'ensemble de l'Association. Après une longue discussion sur la procédure, quarante-deux délégués représentant 7 400 voix votèrent la confiance, tandis que quatorze délégués représentant 4 635 voix s'abstinrent. Dans la majorité il y avait Bonhorst, Ellner, Fritzsche, Hasenclever, Tölcke, dans la minorité Bracke, Geib, J-M Hirsch, Perl, Vogel, Yorck.

L'abstention fut pour Schweitzer un coup sensible, mais ne lui servit pas d'avertissement. Le deuxième jour des débats, auxquels Liebknecht et Bebel n'assistaient plus désormais, il déclara que, face à l'extérieur, la minorité des délégués l'avait laissé tomber, aussi engageait-il les membres des localités qui avaient envoyé ces délégués à voter directement pour savoir s'ils continuaient à lui accorder ou non leur confiance. Les délégués de la minorité, dont certains attaquèrent violemment Liebknecht et Bebel, répondirent qu'en s'abstenant ils n'avaient pas du tout eu l'intention de lui adresser un vote de défiance ; ils n'avaient seulement pas voulu céder à la pression et n'estimaient absolument pas de leur devoir de se précipiter en frétillant à toute occasion pour défendre le président. De leurs discours il ressortait qu'une réelle défiance envers Schweitzer existait tout au plus chez quelques délégués, chez J-M Hirsch par exemple, qui représentait les membres de Thuringe, et chez Vogel, qui toutefois retira ses demandes, car elles n'avaient aucune chance d'être acceptées. Mais bien sûr les discours de la minorité révélaient aussi que la conduite dictatoriale de Schweitzer avait préparé la voie aux demandes qui visaient à mettre le présidium sous contrôle plus strict.

Aussi l'assemblée générale décida alors de mettre en place une commission de rédaction de trois membres comme instance de recours pour examiner les plaintes contre le *Social-Demokrat* et de donner à la direction une latitude plus grande qu'elle n'en avait jamais eue jusque-là dans la vie de l'Association. Le nombre de ses membres fut abaissé de vingt-cinq à quinze, dont douze, c'est-à-dire tous sauf le président, le secrétaire et le trésorier, devaient habiter dans un seul et même lieu, mais qui changerait tous les ans, et constituer une sorte de commission de contrôle sur ces trois véritables permanents de l'Association. À cet effet le délai dans lequel le président devait demander l'approbation de la direction pour les dispositions qu'il avait prises de sa propre initiative fut réduit de trois mois à huit jours ; de même la direction obtint le droit de relever de leur fonction le président, le secrétaire et le trésorier, *« en cas de malhonnêteté politique ou de grossière malversation financière »*. Toutefois une telle décision devait être confirmée dans un délai de quinze jours par une assemblée générale extraordinaire ou par le vote direct de tous les membres, auxquels au demeurant toutes ces dispositions devaient être soumises aussi, dans la mesure où elles contenaient des modifications de statut. Schweitzer se plia à cela ; bien plus, la proposition de donner provisoirement à la direction le droit de destituer les permanents émanait même de lui. Mais il est peu probable qu'il ait fait cela sans arrière-pensées. Il était juste, pensait-il, d'apporter un contrepoids au grand pouvoir du président, en faisant que le président puisse statutairement être destitué dans le cas d'un abus mais, tant que le président était en fonction, on n'avait pas le droit de gêner la liberté et la vigueur de son action. Tel n'était pas à vrai dire le sens que l'assemblée générale donnait aux nouvelles dispositions, qui visaient plutôt et avant tout à un contrôle plus strict des affaires courantes.

Après cinq jours de débats, l'assemblée générale se sépara dans un climat relativement pacifique. On élut Tölcke secrétaire à la place de Roller et, comme Tölcke, les membres de la nouvelle commission de rédaction, Fritzsche, Lübkert et Schuhmann, faisaient partie des fidèles partisans de Schweitzer. La nouvelle direction fut transférée pour la première année à Hambourg, où la loyauté foncière de Geib ainsi que la vision claire et l'attitude inébranlable des membres de l'Association, passée entretemps à 1 300 membres, offraient la plus sûre garantie contre tout abus de pouvoir intempestif du président. Dans le conflit entre Hofstetten et Schweitzer, l'assemblée générale, comme il fallait s'y attendre, se déclara incompétente ; cependant Vogel, qui cherchait à appuyer les déclarations de Hofstetten par une attaque contre Schweitzer, virulente bien que ne sortant jamais des limites de la correction, fut exclu de l'Association par

décision unanime des délégués. Qui plus est, avec Liebknecht et Bebel aussi un certain rapprochement se fit ; l'assemblée générale adopta la demande de rattachement étroit à l'Internationale faite par Schweitzer et celui-ci déclara son intention de ne pas attaquer Liebknecht et Bebel, à condition que ceux-ci le laissent tranquille. À ces mêmes conditions, le *Demokratische Wochenblatt* aussi cessa ses attaques contre Schweitzer, étant donné que désormais il y avait une perspective fondée, sinon encore de fusion, du moins d'union des courants sociaux-démocrates.

Mais malheureusement, en même temps que ce communiqué du *Demokratische Wochenblatt,* il parut dans le *Frankfurter Journal*, un organe du Parti populaire, une correspondance que certes Bebel désapprouva, mais que la presse capitaliste n'en exploita pas moins pour compromettre Schweitzer. II y était dit que Schweitzer ne s'était pas défendu contre l'accusation de Liebknecht « *tout à fait fondée objectivement* », mais s'y était repris à quatre fois pour demander un vote de confiance qui lui avait été accordé par 6 500 voix, mais refusé par 4 500 voix ; affecté au plus haut point, Schweitzer ne s'était cependant pas démis de sa fonction, bien qu'il eût déclaré qu'il démissionnerait si une minorité notable lui retirait sa confiance. Irrité par cette nouvelle attaque, dont la description des faits ne pouvait s'expliquer en vérité que par l'unilatéralisme d'usage en temps de guerre, Schweitzer revint alors à ses intentions premières et ordonna, pour toutes les localités dont les délégués s'étaient abstenus à l'assemblée d'Elberfeld-Barmen, un vote direct des membres sur la question de confiance. Il eut cette satisfaction que, à l'exception de Brunswick-Wolfenbüttel et Eisenach, les membres lui manifestèrent leur confiance par-dessus la tête de leurs délégués, cependant ce succès fut assez chèrement payé par les nouvelles frictions et les nouvelles directives qui en sont inséparables. Toutefois cette première bourrasque passa sans causer de grands dégâts ; au milieu du mois d'avril, le *Demokratische Wochenblatt* et le *Social-Demokrat* déclarèrent qu'un accord avait été conclu, qui devait enterrer la hache de guerre entre l'Association générale des travailleurs allemands et le Parti populaire saxon.

Il y avait suffisamment de raisons urgentes de faire front commun contre les ennemis communs. En ce printemps, le Reichstag de l'Allemagne du Nord mettait en discussion la nouvelle réglementation pour l'industrie, et à cette occasion les représentants parlementaires de la bourgeoisie s'en donnèrent véritablement à cœur joie. C'était une bien étrange cohorte : Braun-la-blague, qui supprimait la question ouvrière avec les calembredaines du buveur rhénan à la table réservée aux habitués, Lasker-la-vertu, qui dans son allemand effroyable prêchait la morale au monde entier, mais tout particulièrement au prolétariat, et

Stumm-le profit, qui bouffait de la social-démocratie à son petit déjeuner, sans se douter quels douloureux et incurables maux d'estomac il se préparait ainsi pour les trente années à venir, et tous ceux du même acabit. Même Miquel, le plus sensé de cette compagnie, qui, ancien organisateur communiste des insurrections paysannes, était devenu un pensionnaire grassement nourri à la marmite spéculative de la Diskontogesellschaft, ne réussit à frapper à mort le prétendu ami des ouvriers, Wagener, qu'en répétant les arguments du *Manifeste communiste* contre le socialisme féodal, avec la mention prudente qu'il avait trouvé ces excellentes idées chez « un auteur anglais »[1].

Schweitzer s'était préparé de bonne heure à faire son entrée dans cette bacchanale capitaliste. Déjà dans le débat général il fit un excellent discours sur les points de vue généraux concernant les rapports de travail modernes à la lumière du *Capital* de Marx, comme il le souligna lui-même ; dans le débat point par point, il présenta un grand nombre d'amendements qui, comme son précédent projet de loi sur la protection ouvrière, s'appuyaient sur la législation anglaise des fabriques, mais restaient par ailleurs dans des limites tout à fait modestes. Dans les questions du travail du dimanche et de nuit, du travail des femmes et des enfants, de la journée de travail normalisée, il ne revendiquait pas plus que la bourgeoisie pouvait accorder dans son propre intérêt bien compris. Si cependant elle refusait avec son aveuglement coutumier, alors l'économie politique de la classe ouvrière apparaîtrait intellectuellement et moralement d'autant plus brillante face à l'économie politique de la classe bourgeoise. Fritzsche, Hasenclever et Bebel aussi, dont l'éloquence conquérante savait à merveille en faire rabattre aux Stumm et consorts, menaient ce combat en commun avec Schweitzer.

L'opposition prolétarienne n'eut presque aucun succès pratique ; seule une demande de Bebel de supprimer l'obligation légale des livrets ouvriers fut adoptée à une faible majorité. Dans la nouvelle réglementation de l'industrie on parvint à grand-peine à sauver les maigres dispositions de la législation prussienne sur le travail des enfants et sur le système de paiement par bons ; cependant le Reichstag refusa obstinément la nomination d'inspecteurs de fabriques qui, à partir de germes aussi modestes, auraient peut-être pu donner naissance à un semblant de protection ouvrière légale. Schweitzer demanda en vain l'introduction d'inspecteurs de fabriques que le gouvernement aurait nommés et que le Reichstag aurait entérinés. Seuls les conservateurs montrèrent un intérêt très suspect pour cette première exigence d'une législation

1 Allusion à Marx !

efficace sur la protection ouvrière. Le Parti du Progrès, lui, par l'entremise de l'apôtre de l'épargne, Schulze, et de l'apôtre de l'harmonie, Max Hirsch, s'empressa de s'y opposer et le national-libéral Braun-la-blague déclara que lui aussi avait dû dans sa vie travailler souvent plus de quinze heures par jour, sans en mourir ; que, contre les interventions policières, il fallait non pas affaiblir mais au contraire renforcer le droit du maître de maison ; que personne ne serait à l'abri la nuit dans son lit contre les inspecteurs de fabriques, car pour justifier leur irruption il leur suffirait d'expliquer qu'ils avaient cru qu'il y avait ici une entreprise industrielle ; que le contrôle officiel de fabriques se transformerait en une Inquisition espagnole, une espèce de tribunal de la Sainte-Vehme. Les « représentants de la propriété et de la culture » saluèrent cet effroyable galimatias par de chaleureux applaudissements, une bonne génération après l'introduction d'inspecteurs des fabriques en Angleterre, dont une abondante littérature prouvait depuis longtemps l'efficacité. On croit parfois rêver quand on lit, dans les débats de l'époque, avec quelle nonchalance pleine de morgue – dont du reste ils ont depuis radicalement perdu l'habitude – les représentants du capitalisme tentaient de se débarrasser des revendications les plus modestes de la classe ouvrière.

C'est bien évidemment d'un point de vue tout à fait différent que Liebknecht rejetait le « parlementarisme » de Schweitzer. Il y voyait un renoncement au principe, la dégradation du combat politique sérieux en un simulacre de combat au Parlement ; dans la demande de Schweitzer de nommer des inspecteurs de fabriques, il soupçonnait l'intention de livrer le mouvement ouvrier à Bismarck. Le 31 mai, dans une assemblée publique de l'Association ouvrière démocratique, Liebknecht parla de la position politique de la social-démocratie, en particulier en ce qui concerne le Reichstag. L'Association ouvrière démocratique n'avait que de rares partisans parmi les ouvriers berlinois, à l'inverse il y avait parmi ses membres une proportion relativement forte de jeunes littérateurs et commerçants, Adolf Hepner, Karl Hirsch, Paul Singer et d'autres, et parmi eux prédominait l'élément juif ; en les traitant « d'intellectuels » et de « moulins à paroles » les partisans de Schweitzer tournaient en dérision cette opposition peu nombreuse, mais remuante et incommode. Tout en condamnant le « parlementarisme » comme l'émanation « d'une courte vue ou d'une trahison », Liebhnecht déclarait que le socialisme était une question de rapport de force qu'on ne pouvait résoudre dans un parlement, mais seulement dans la rue, sur le champ de bataille. Il préconisait un rattachement plus étroit de la social-démocratie à la démocratie bourgeoise telle que Jacoby la représentait. La raison pour laquelle l'immense majorité des ouvriers se montrait indifférente à l'égard de

la social-démocratie était que, contre la bourgeoisie, celle-ci ne menait d'abord que la lutte de classe, mais pas en préalable la lutte politique, que la réaction exploitait le « socialisme national-libéral », dont l'absurdité résultait du fait qu'il tirait dans le domaine politique sur la même corde que la bourgeoisie nationale-libérale dont il voulait briser la domination sociale.

Liebknecht a ironisé plus tard sur « les grands enfants incorrigibles » qui citaient toujours ce discours contre lui, parce qu'avec le changement de la situation ses opinions sur la politique de la social-démocratie aussi avaient changé. Assurément, pour le jugement historique, tout ce qui importe est de savoir si la tactique de Liebknecht était adéquate à la situation pour laquelle il la recommandait. À cette question nous répondrons résolument non. Le « parlementarisme », tel que le pratiqua Schweitzer, et avec lui Bebel, avait été recommandé par le congrès de Genève de l'Internationale, et même conseillé par Engels lui-même dans le *Demokratische Wochenblatt*. Dans son compte rendu sur le *Capital,* Engels écrivait : « *Le prochain* « Reichstag de l'Allemagne du Nord » *aura aussi à discuter d'un règlement de l'industrie et donc d'une réglementation du travail de fabrique. Nous comptons qu'aucun des députés qui ont été imposés par les ouvriers allemands ne prendra part à la discussion de cette loi sans s'être auparavant parfaitement familiarisés avec le livre* de Marx. Il y a là beaucoup de choses à imposer (...) *Quatre ou cinq représentants du prolétariat sont, dans cette situation,* une force, *s'ils savent utiliser leur position, si surtout ils savent de quoi il s'agit – ce que les bourgeois ne savent pas.* » C'est exactement ainsi, avec le premier tome du *Capital* dans la main, que Schweitzer avait exercé son « parlementarisme ».

Mais même « ce premier combat politique », le *Social-Demokrat* le mena de manière au moins aussi déterminée que la *Zukunft*. En matière d'opposition politique, la différence entre les deux journaux résidait tout au plus dans le fait que Schweitzer traitait les démocrates particularistes avec encore plus de mépris que Guido Weiss. Mais même cette différence n'était pas très grande, car Guido Weiss connaissait trop bien la situation allemande pour espérer que les « sept Souabes »[1] du Parti populaire allemand puissent faire tomber la Confédération de l'Allemagne du Nord. À part cela, Schweitzer menait « ce premier combat politique » de manière bien plus déterminée même que Johann Jacoby. Lorsque Liebknecht fit imprimer son discours dans le *Demokratische Wochenblatt,* Léo Frankel

1 Dans cette vieille histoire drolatique, sept Souabes un peu niais, partis dans le vaste monde en quête d'aventures, croient un jour terrasser un dragon qui se révèle n'être qu'un inoffensif petit lapin.

lui adressa de Paris une lettre ouverte dans laquelle, face à ces attaques, il prit très résolument le parti de Schweitzer. C'était à coup sûr une lourde erreur de Schweitzer de voir en Liebknecht et Bebel les « dupes » d'un parti bourgeois purement politique, mais la manière dont Liebknecht l'attaquait sans relâche ne pouvait que le conforter dans son erreur fatale.

La justice exige de reconnaître cela, sans pour autant justifier ainsi les agissements de Schweitzer à ce moment-là. Il ressentit la limitation imposée à sa dictature comme une contrainte insupportable et, comme il voyait en elle le résultat d'une conspiration secrète, il n'hésita pas un instant à s'en débarrasser par tous les moyens. Les circonstances se présentaient assez favorablement pour lui. Le vote direct sur les changements de statut s'était heurté à une forte indifférence des membres, à peine cinquante localités avaient estimé qu'il valait la peine de voter. De plus, les résolutions de l'assemblée générale avaient certes obtenu une majorité écrasante, mais non sans d'énergiques protestations émanant de grandes communautés de Rhénanie, comme Barmen, Elberfeld, Düsseldorf. Lorsque Schweitzer alla à Hambourg pour établir la nouvelle direction, la vieille garde de l'Association l'accueillit avec des cris de joie, et il fut accueilli tout aussi chaleureusement à Hanovre, où l'Association se développait puissamment et alignait déjà 1 000 membres payant cotisation. Dans ce même mois de mai où Liebknecht rejetait le « parlementarisme » de Schweitzer devant peut-être soixante membres de l'Association ouvrière démocratique, à l'Alhambra 6 000 ouvriers berlinois acclamaient précisément ce « parlementarisme » ; le *Social-Demokrat* pouvait conclure fièrement le compte rendu de cette imposante assemblée de masse par ces mots *:* « Berlin est à nous ! » De grandes grèves des ouvriers du bâtiment de Berlin, dirigées habilement et énergiquement par Lübkert, portèrent la lutte de classe dans les larges couches des masses ouvrières berlinoises qui n'avaient pas encore été touchées par le mouvement politique. Et le 22 mai, Schweitzer convoqua l'assemblée générale de la fédération des métiers à Kassel, pour passer en revue l'armée qui pouvait désormais brandir l'arme du droit de coalition.

À vrai dire, le règlement de l'industrie pour l'Allemagne du Nord avait intentionnellement poli bien des aspérités de cette arme. L'hostilité du Reichstag de l'Allemagne du Nord envers les ouvriers ne fléchissait pas, même lorsque c'était une simple conséquence de la doctrine du libre-échange qui pouvait profiter aux ouvriers. En soi, le libéralisme allemand était déjà si timoré qu'il n'osa décider la liberté de circulation et la liberté d'entreprise que dans les limites qui convenaient à la bureaucratie et il ne tenta rien contre la principale mesure arbitraire, l'autorisation d'exercer, délivrée par cette bureaucratie. Il n'en était que plus attentif à rogner la

liberté de coalition de façon telle que, comme disait Lasker, une police « puissante et efficace » puisse maintenir tout mouvement de grève dans les limites de la légalité, autrement dit dans les limites acceptables pour les classes dominantes. Non seulement on dénia le droit de coalition aux ouvriers agricoles, mais on introduisit aussi un paragraphe pénal spécial censé mettre un frein au prétendu terrorisme des ouvriers en grève et rédigé de manière suffisamment élastique pour – avec un minimum de cette mauvaise volonté dont la police a toujours à revendre – paralyser tout mouvement prolétarien sur les salaires. À cette juridiction hostile visant tous les ouvriers conscients, le Reichstag de l'Allemagne du Nord ajouta une juridiction favorable visant les « jaunes » ; on n'autorisait ni plainte ni objection contre la violation des conventions passées en vertu du droit de coalition.

Un bout de liberté de coalition était sauvé malgré tout, et ainsi la joie du combat et de la victoire animait l'assemblée générale de la fédération des métiers à Kassel. 100 délégués étaient présents représentant 220 localités et 35 232 membres cotisants de la fédération ; on calcula que l'ensemble de la fédération comptait plus de 50 000 adhérents payant cotisation. À Kassel, les plus fortement représentés étaient les ouvriers cigariers avec 10 000 membres, les charpentiers avec 5 585 membres, les maçons avec 3 955, les manœuvres et les ouvriers de fabriques avec 3 666, les ouvriers sur métaux avec 3 281, les ouvriers du bois avec 2 137, les cordonniers avec 1 808, les ouvriers de manufactures avec 1 742, les mineurs et ouvriers de fonderies avec 1 558, les tailleurs avec 671. D'autres fédérations de métiers, comme les boulangers, les relieurs, les peintres et vernisseurs n'en étaient encore qu'à leurs tout débuts. L'assemblée générale s'occupa essentiellement de questions d'agitation et d'organisation. Au présidium, aux côtés de Schweitzer et Fritzsche, Lübkert prit la place de Klein, qui ne pouvait aller s'établir à Berlin. Les membres du présidium en tant que tels ne recevaient aucun appointement, cependant à cette époque une commission mise en place à cet effet par l'assemblée générale d'Elberfeld-Barmen alloua 45 thalers de salaire mensuel à Schweitzer, en tant que président de l'Association générale des travailleurs allemands. À ce qu'il semble, cet appointement du président était aussi conçu comme une limitation à sa dictature ; en tout cas Schweitzer s'y montra hostile, réduisit à 25 les 45 thalers qui lui étaient alloués et ne perçut pas non plus cette somme. D'ailleurs à Kassel, la mauvaise humeur qui avait régné à Elberfeld-Barmen au sein d'une partie des délégués était à peine perceptible ; le vote de confiance à Schweitzer fut demandé par un délégué de Thuringe et approuvé à l'unanimité moins six voix. *Grosso modo*, les cinq journées de débats se transformèrent en un triomphe pour Schweitzer

qui semblait pouvoir organiser les ouvriers avec autant de bonheur sur le terrain syndical que sur le terrain politique.

En plus de tout cela il sut se concilier les partisans de la comtesse Hatzfeldt. Mende, qui maintenant exerçait la fonction de président de l'Association générale lassalienne des travailleurs allemands, avait été arrêté à München-Gladbach sous prétexte qu'il était l'instigateur de troubles que la police elle-même avait provoqués en dissolvant illégalement une assemblée ouvrière. Cependant, sur proposition présentée aussitôt par Schweitzer, le Reichstag refusa son accord – constitutionnellement nécessaire – à l'arrestation de Mende et c'est ainsi que s'étaient engagées des relations amicales entre les deux fractions sociales-démocrates qui se réclamaient de Lassalle. Mais tout de suite après, devant l'Association démocratique ouvrière, Liebknecht fit le discours qui devait convaincre Schweitzer qu'avec cet adversaire-là aucune entente durable n'était possible, et Bebel entreprit une tournée d'agitation dans les districts de Thuringe, où il parla avec grand succès à Gera, Pössneck, Iéna, Weimar, Gotha et Erfurt. Dans cette tournée, Bebel s'abstint de toute attaque contre Schweitzer et parla seulement en faveur de l'union de toutes les fractions de la social-démocratie, et il trouva ainsi un vif écho auprès des membres thuringiens de l'Association générale des travailleurs allemands. La plupart de ces assemblées prirent des résolutions analogues, tout en défendant parfois en même temps l'union des fractions de la social-démocratie avec les démocrates bourgeois. Quoi qu'il en soit, Schweitzer prétendit toujours fermement qu'on ne pouvait mener ce genre de tentative d'union qu'avec lui, le représentant élu de l'Association générale des travailleurs allemands. Il voyait dans la campagne d'agitation de Bebel en Thuringe « une rupture de contrat » et estima que le moment était suffisamment favorable pour passer à l'attaque.

Le 18 juin, le *Social-Demokrat* à Berlin et à Leipzig la *Freie Zeitung* (Le Journal libre), organe de la comtesse Hatzfeldt, publièrent une déclaration pompeuse de Schweitzer et Mende, qui proposait au « peuple souverain » « le rétablissement de l'unité du parti lassallien », et cela aux conditions suivantes : le 24 juin, les deux présidents devaient chacun de son côté dissoudre les associations séparées jusque-là, et le même jour on devait fonder une nouvelle association commune sur la base de l'ancien statut de mai 1863. Ensuite l'ensemble des groupes d'adhérents devaient immédiatement élire le président de cette association au suffrage universel, et le résultat de l'élection devait être annoncé le 3 juillet. On procéderait ensuite de la même façon à l'élection d'une nouvelle direction qui devrait être en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale, et enfin Mende devait provisoirement diriger la nouvelle association du 24 juin au

3 juillet. Mende et Schweitzer soumirent ces propositions aux membres des deux associations avec la consigne qu'on devait se prononcer sur elles par oui ou par non jusqu'au 22 juin inclus.

C'était un coup d'État en règle de Schweitzer, pour qui désormais la dictature n'était plus simplement un moyen pour aller au but, mais était le but lui-même. L'association de la comtesse Hatzfeldt était atteinte d'une consomption mortelle. Les signes de vie qu'elle donnait encore étaient les soubresauts convulsifs d'une secte agonisante, comme son opposition acharnée à l'organisation syndicale et la grande brutalité avec laquelle elle avait dispersé en mars l'assemblée régionale du Parti populaire saxon à Hohenstein-Ernstthal et fait échouer ainsi le congrès commun des ouvriers saxons qui était programmé. Schweitzer, qui un an auparavant avait menacé de démissionner si l'assemblée générale de Hambourg ne lui permettait pas d'organiser des syndicats, s'alliait maintenant avec ceux qui en étaient les ennemis jurés et, tandis que lui-même renonçait à toute concession menant à un développement supérieur de son Association, il faisait au lassallisme sectaire de l'autre association la concession énorme de rétablir les anciens statuts de Lassalle. En vérité ce qui lui importait là-dedans était clair : restaurer sa dictature illimitée. Son intention secrète se révélait surtout dans son exigence que « le peuple souverain » n'ait que trois jours pour accepter ou refuser l'ensemble de ses propositions. Bien sûr, il alléguait le fait qu'il fallait faire très vite, car sinon la police pouvait dissoudre les deux associations pour avoir établi des relations entre elles, mais c'était d'abord lui-même, par ses agissements, qui avait créé cette difficulté formelle. Il comptait que la lassitude éprouvée par tous les ouvriers dévoués à l'égard des querelles sans fin des fractions, leur désir sincère et pressant d'unité leur feraient écarter toute hésitation, et dans l'ensemble il ne se trompa pas non plus en faisant ce calcul.

Dans les deux associations ses propositions furent approuvées par vote direct à une écrasante majorité. La nouvelle direction à Hambourg posa seulement deux conditions : premièrement, que la comtesse Hatzfeldt soit exclue de l'unification et, deuxièmement, qu'à la première assemblée générale de la nouvelle association Schweitzer s'engage à intervenir, en faveur du rétablissement des résolutions prises à Elberfeld-Barmen. Lorsque Tölcke, qui s'était rendu en personne à Hambourg, accepta les deux conditions au nom de Schweitzer, la direction donna son accord et prononça de ce fait sa propre dissolution. Dans un premier temps, quelques membres seulement s'y opposèrent ouvertement, à Brunswick, Celle, Harburg, Magdeburg, Erfurt, Gotha, Francfort, parmi lesquels Bracke, Yorck, Bonhorst, Ellner. Dans un appel du

22 juin, ils proposèrent un congrès général de l'ensemble des ouvriers sociaux-démocrates d'Allemagne, pour créer une organisation réellement démocratique : le coup d'État de Schweitzer était un coup de main pur et simple ; le soupçon que Schweitzer se servait de l'Association pour satisfaire son ambition, qu'il voulait la ravaler au rang d'instrument d'une politique réactionnaire, hostile aux ouvriers, était désormais une certitude. Le jour suivant, Liebknecht et Bebel, à qui maintenant Schweitzer avait reproché aussi publiquement une « rupture de contrat » en raison de leur campagne d'agitation en Thuringe, déclaraient qu'ils étaient prêts au combat, qu'on verrait bien qui remporterait la victoire, « *la corruption, la vulgarité et la vénalité de l'autre côté, ou bien la sincérité et la pureté d'intentions du nôtre* ». Mais alors Schweitzer rompit l'engagement qu'il avait pris par l'intermédiaire de Tölcke ; il dit dans le *Social-Demokrat* qu'on n'avait pas le droit d'exclure la comtesse Hatzfeldt de l'unification, pas plus qu'un changement des statuts de 1863 n'était souhaitable ; dès lors dix membres de Hambourg rompirent avec lui, avec à leur tête Geib et d'autres membres de l'ancienne direction.

Ces annonces s'accompagnèrent d'une violente canonnade entre le *Demokratische Wochenblatt* et le *Social-Demokrat*. Comme toujours en pareil cas, il y eut faute d'un côté comme de l'autre. D'un côté, on fit passer Schweitzer pour un mercenaire de Bismarck et Tölcke pour un sinistre criminel qui n'avait même pas de droits civiques et politiques, de l'autre côté on accusa Liebknecht d'être un allié secret de la bourgeoisie et Bebel un agent stipendié de l'ex-roi de Hanovre. Pareilles accusations réciproques comblaient d'aise la bourgeoisie, ce qui heureusement l'empêcha une fois de plus de voir le grand progrès qui s'accomplissait dans cette grave crise du mouvement ouvrier. Le 17 juillet, l*e Demokratische Wochenblatt* publia un appel aux « sociaux-démocrates allemands », dans lequel on convoquait « un congrès ouvrier social-démocrate allemand » pour les 7, 8 et 9 août à Eisenach. Cet appel était signé par soixante-trois ex-membres de l'Association générale des travailleurs allemands, trois ex-partisans de la comtesse Hatzfeldt, un comité directeur des ouvriers autrichiens, le comité central des associations ouvrières allemandes en Suisse, la section allemande de l'Internationale à Genève, l'Association républicaine allemande de Zurich et enfin par la Fédération des associations ouvrières allemandes, au nom de laquelle cent membres environ avaient signé, parmi lesquels Bebel, Liebknecht, Vahlteich, Metzner, Hugo Hillmann, Motteler, Stoll, Gabriel Löwenstein, Karl Hirsch, J-M Hirsch, Hepner, Vogel et Wilhelm Eichhoff.

Lorsque cet appel fut publié, il était déjà certain que la masse de l'Association générale des travailleurs allemands serait du côté de son pré-

sident nouvellement élu, Schweitzer, et que le congrès d'Eisenach rendrait ainsi en quelque sorte irrévocable l'éclatement de la social-démocratie allemande. Dans cette mesure, la joie maligne de la bourgeoisie pouvait se justifier. Mais en réalité, les choses étaient tout autres. Tant que subsistaient les causes réelles qui fractionnaient le prolétariat allemand, une organisation séparée des deux tendances était préférable à toute tentative d'unification, que ces causes feraient forcément échouer sans cesse et qui susciterait toujours de nouvelles amertumes. Plutôt que cette fièvre insidieuse et rongeuse, mieux valait la guerre ouverte qui, malgré tous ses inconvénients, avait aussi de grands avantages, mettait clairement en lumière les oppositions réellement existantes, en les portant en quelque sorte à leur formulation la plus juste et la plus concise, stimulait puissamment la propagande et créait deux puissantes organisations qui, dès que le développement historique eut écarté les obstacles réels à l'unification, purent conclure une paix dans laquelle il n'y eut ni vainqueurs ni vaincus.

La guerre commença dès le congrès d'Eisenach. Schweitzer se décida à y mandater des délégués, dans l'espoir d'étouffer dans l'œuf la nouvelle organisation, ou tout au moins de l'éclipser dès le départ par un imposant déploiement de forces. Comme il avait encore lui-même à purger une peine de deux mois de prison, Tölcke parut à la tête de 110 délégués représentant 102 000 ouvriers ; les coûts de la délégation furent couverts moitié-moitié par les caisses de l'Association générale des travailleurs allemands et de la Fédération des métiers. Mais la partie adverse était représentée par 262 délégués derrière lesquels il y avait 140 000 ouvriers. On commença donc à s'accuser réciproquement « d'escroquerie au mandat », des deux côtés pareillement à tort ou, dans un certain sens, pareillement avec raison. Comme toute la crise avait suscité une vive effervescence dans le monde ouvrier allemand et que les mandats avaient été en grande partie établis par des assemblées de masse, il se peut que les chiffres en soi n'aient pas été faux mais, s'ils n'étaient pas une escroquerie, ils n'étaient pas non plus une mesure très sûre de la force des deux parties en lutte. Schweitzer n'avait pas encore, loin s'en faut, réuni 102 000 personnes dans son organisation syndicale et politique, pas plus que 140 000 membres n'adhéraient à la nouvelle organisation fondée à Eisenach.

D'abord, les renforts autrichiens et suisses étaient purement décoratifs. Schweitzer avait raison quand il disait qu'une liaison organisationnelle entre ouvriers allemands et autrichiens était une illusion ; à la rigueur, ce qui n'en était pas une, c'est cette triste conséquence que la participation des ouvriers autrichiens au congrès d'Eisenach servit de prétexte à la réaction autrichienne pour abattre, par des persécutions sournoises, le jeune mouvement ouvrier des bords du Danube avec la même

rapidité qu'il avait éclos. En réalité, la nouvelle organisation se composait de deux éléments : la Fédération des associations ouvrières allemandes et les membres qui avaient quitté l'Association générale des travailleurs allemands. Il est impossible de chiffrer avec précision la force que représentaient ces derniers ; Tölcke les évaluait à 300, Liebknecht à 5 000, et la vérité ne se situait sans doute pas au milieu, mais plutôt assez près de l'évaluation de Tölcke, et très loin de celle de Liebknecht. Ils n'étaient très probablement qu'un millier, mais il y avait parmi eux un nombre relativement grand d'hommes parfaitement éprouvés et expérimentés dans les luttes de classe organisées. La Fédération des associations ouvrières allemandes en revanche comptait 10 000 membres qui, selon un bilan de Bebel datant de l'époque, étaient organisés en 58 localités en Saxe, 25 dans le Wurtemberg ainsi que quelques-unes en Bade, en Hesse et en Bavière, auxquelles s'ajoutaient encore quelques faibles surgeons à Berlin et sur les bords du Rhin.

Après une discussion houleuse au cours de laquelle une collaboration s'avéra impossible, chacune des deux tendances tint à Eisenach son congrès séparé, congrès qui, pour les délégués de l'Association générale des travailleurs allemands, n'était évidemment qu'une manifestation de force. Par contre, l'autre camp se constitua en Parti ouvrier social-démocrate, pour l'essentiel selon les plans que Bebel avait déjà préparés de longue main pour la réorganisation de la fédération qu'il dirigeait. Pour la partie principes du programme d'Eisenach, on prit pour base les thèses du programme de Nuremberg, pour ses « revendications immédiates » les thèses du programme de Chemnitz. Ainsi il apparut tout de suite qu'il n'y avait aucune divergence d'opinion fondamentale entre les eisenachiens et les lassaliens, comme se désignaient désormais les deux fractions adverses, pour ne rien dire des surnoms plus malveillants. Si Liebknecht disait avec raison que le programme d'Eisenach renfermait les dernières conséquences du communisme, Tölcke disait également avec raison que le programme d'Eisenach était pour l'essentiel le programme de Lassalle. Il ne contenait pas non plus un seul point que depuis cinq ans le *Social-Demokrat* n'eût défendu. Et même la thèse réellement contestable du programme de Lassalle se retrouva, dans le programme d'Eisenach, formulée d'une façon encore plus contestable. Car en adoptant, sur demande de Karl Hirsch, parmi les « revendications immédiates » – qui toutes pouvaient déjà être obtenues sur le terrain de la société bourgeoise – l'appui de l'État au système de coopératives et un crédit de l'État pour les libres coopératives de production sous garantie démocratique, on masquait à nouveau le sens révolutionnaire des associations de production lassaliennes avec aide de l'État, que Schweitzer avait si souvent fait ressortir.

Les divergences concernant l'organisation étaient bien plus importantes. Bebel était lui-même bien trop bon organisateur pour ne pas apprécier les avantages de l'organisation lassalienne mais, comme on voulait tout autant éviter la dictature qu'empêcher le plus possible toutes tracasseries policières, il était tenu à un itinéraire obligé. On confia la direction du parti à un comité directeur de cinq membres, au-dessus duquel il y avait une commission de contrôle de onze membres ; les deux instances devaient être élues par les membres de la localité où le congrès transférerait leur siège. Elles fonctionnaient aussi en tant qu'instances supérieures de l'organe du parti, mais étaient soumises elles-mêmes au congrès qui devait se réunir au moins une fois par an. Chaque délégué devait disposer d'une voix au congrès, cependant les membres d'une localité n'avaient pas le droit d'envoyer plus de cinq délégués. Comme contribution obligatoire au parti, chaque membre devait s'acquitter d'un groschen par mois auprès du comité directeur, ou s'abonner à l'organe du parti. Les membres de chaque localité étaient dans l'obligation de fonder des associations ouvrières sociales-démocrates sur la base du programme du parti, qui devaient verser mensuellement un groschen par membre pour les buts généraux du travail d'agitation. On désigna le *Demokratische Wochenblatt* comme organe du parti qui, à partir du 1er octobre, devait paraître deux fois par semaine, s'appeler le *Volksstaat* (*l'État du peuple*) et appartenir au parti. On transféra le siège du parti à Eisenach, le comité à Brunswick-Wolfenbüttel, la commission de contrôle à Vienne. Il est clair que cette organisation était beaucoup plus démocratique, mais aussi beaucoup plus lâche et plus fragile que l'organisation de Lassalle.

Sur la position à l'égard de l'Internationale, le congrès d'Eisenach ne pouvait non plus rien décider d'autre que ce que les assemblées générales de Hambourg et d'Elberfeld-Barmen avaient déjà décidé. Bebel disait désormais ce que Schweitzer avait si souvent dit avec insistance : *« En tout cas, le Parti social-démocrate en Allemagne doit d'abord se construire lui-même car l'organisation nationale est indispensable à côté de l'organisation internationale et celle-ci sans celle-là ne serait qu'une ombre. »* Bien entendu, le congrès d'Eisenach recommanda aux membres d'adhérer personnellement à l'Internationale mais cette décision, quand elle ne restait pas qu'un vœu pieux, alourdissait encore l'organisation déjà lourde. De la même façon, le congrès recommanda l'organisation internationale aux syndicats qui s'étaient formés sur la base des statuts de Bebel, et ils s'appelèrent désormais Coopératives internationales de métier. Il y en eut d'abord très peu : les relieurs s'étaient organisés à Leipzig, les mineurs et les ouvriers des fonderies à Zwickau, les ouvriers des manufactures, des fabriques et les manœuvres à Crimmitschau ; les ouvriers sur métaux se

mirent maintenant à s'organiser syndicalement à Nuremberg, les maçons et les couvreurs à Dresde, les cordonniers à Leipzig. Au tout début, ces fédérations étaient encore faibles ; les ouvriers des manufactures, des fabriques et les manœuvres, qui à la Pentecôte avaient tenu leur premier congrès à Leipzig, comptaient environ 3 000 adhérents et, sous la direction habile de Motteler, c'est eux qui relativement avaient le plus fort développement.

Lorsque le congrès d'Eisenach eut clos ses séances, la Fédération des associations ouvrières allemandes se réunit pour son dernier congrès. Fondée six ans auparavant comme rempart de la bourgeoisie contre la lame déferlante du mouvement prolétarien, elle était désormais submergée par le flot montant et noyée sous lui. Elle se fondit dans le Parti ouvrier social-démocrate.

3. Les premières luttes de fractions

Si lors de la rédaction du programme d'Eisenach il était déjà évident qu'il n'y avait en Allemagne aucune divergence fondamentale d'opinions au sein du prolétariat conscient, les luttes des mois suivants commencèrent aussitôt à déblayer les obstacles pratiques à l'union. Elles broyèrent la dictature qui régnait sur les lassalliens et brisèrent les liens qui rattachaient les eisenachiens au Parti populaire allemand.

Tout d'abord, les choses prirent un tour favorable pour Schweitzer. Au quatrième congrès de l'Internationale, qui siégea du 5 au 12 septembre à Bâle, le débat principal porta sur la question de la terre. Certes, un an auparavant déjà, la question avait été tranchée au congrès de Bruxelles dans le sens où l'entendait le communisme scientifique, mais contre une forte minorité de délégués français et, pour la clarifier complètement, le conseil général l'avait mise en premier point de l'ordre du jour au congrès de Bâle. Soixante-dix-huit délégués assistaient à ce congrès, dont un tiers précisément venaient de France, parmi eux Varlin, le noble martyr de la Commune. Le conseil général avait envoyé Applegarth, Lucraft, Cowell Stepney, Eccarius, Jung et Lessner ; parmi les Allemands il y avait, outre Liebknecht qui représentait les eisenachiens, Moses Hess, Rittinghausen, le professeur du secondaire Spier de Wolfenbüttel et le professeur d'université Jannasch de Magdeburg ; parmi les Suisses étaient présents Johann Philipp Becker, Bürkli et Greulich ; et c'est Bakounine qui vint comme représentant des ouvriers napolitains. C'était une assemblée très prestigieuse et, sur la question principale des discussions, elle trancha comme à Bruxelles. Par 54 voix, le congrès déclara que la société était en droit de transformer la terre en propriété collective et, par 53 voix, que cette transformation était nécessaire dans l'intérêt de la société. La plus

grande partie de la minorité s'abstint ; 8 délégués français seulement votèrent contre la deuxième résolution, 4 seulement contre la première. Mais si la conception du communisme scientifique avait ainsi remporté un succès décisif sur les illusions petites-bourgeoises du proudhonisme, la bataille repartit une fois encore sur la question du droit d'héritage, qui était le deuxième point de l'ordre du jour. Eccarius défendit la conception conséquente du conseil général, selon laquelle le droit d'héritage est lié à la propriété privée et tombe avec elle, tandis que Bakounine confondait superstructure idéologique et infrastructure économique et voulait supprimer le droit d'héritage pour des raisons d'équité, parce que source autonome de l'inégalité. Aucune des deux conceptions n'obtint la majorité et la question demeura en suspens.

Les résolutions de Bâle sur la propriété de la terre suscitèrent alors un émoi général dans la bourgeoisie allemande. Non seulement des « hommes de science » patriotes comme Adolf Wagner les condamnèrent comme irréfléchies, sans valeur et stériles, mais les valeureux guerriers du Parti populaire allemand sortirent aussi tout leur répertoire d'injures contre l'Internationale, « ce ramassis despotique », et dénoncèrent la majorité de Bâle comme les comparses masqués des hommes malades de Berlin et Paris[1]. Schweitzer, qui venait d'être libéré de prison, eut la satisfaction de pouvoir dire aux ouvriers : dès lors que l'Internationale défend sans équivoque le point de vue socialiste, elle sera calomniée par l'opposition bourgeoise exactement comme l'agitation de Lassalle. Schweitzer n'eut plus besoin de gaspiller de la salive sur la propriété collective de la terre, étant donné qu'il avait depuis longtemps tiré au clair cette question dans le *Social-Demokrat*. Mais il écrivit alors deux excellents articles sur le droit d'héritage, qui montraient d'une manière remarquable avec quelle perfection il maîtrisait le communisme scientifique. La conception qu'il en avait concordait exactement avec le rapport que le conseil général avait adressé au congrès de Bâle, sauf que ce rapport parut seulement dans le cahier d'octobre du *Vorbote*, alors que Schweitzer publiait ses articles dans les numéros des 17 et 19 septembre du *Social-Demokrat*, en réponse aux premiers comptes rendus superficiels des journaux sur les discussions de Bâle. Schweitzer y exposait en détail que la suppression du droit d'héritage était une revendication utopique dans la société capitaliste et superflue dans la société socialiste, mais qu'elle avait toute son importance pratique pour la dictature du prolétariat dans la phase de transition entre la société capitaliste et la société socialiste.

1 Allusion à Bismarck et Bonaparte.

Naturellement, Schweitzer s'empressa d'exploiter à fond son avantage. Il pouvait désormais se réclamer du fait que l'Association générale des travailleurs allemands était non seulement le parti ouvrier le plus homogène sur le plan organisationnel, mais aussi le plus avancé sur le plan théorique. Il s'efforça de rester en paix avec l'Internationale et reconnut l'importance des résolutions de Bâle, même s'il pensait que dans les congrès internationaux « l'école de Karl Marx » avait « bien du mal » avec le « demi-socialisme ». Mais il dit d'autant plus sévèrement ce qu'il pensait du Parti ouvrier social-démocrate, qui n'osait pas se déclarer en faveur des résolutions de Bâle ; les ex-lassalliens qui formaient le comité directeur de Brunswick, disait-il, étaient de simples marionnettes qui n'avaient pas le droit de piper mot contre les bourgeois du Parti populaire.

En réalité le comité directeur de Brunswick, auquel appartenaient Bracke, Bonhorst et Spier, avait l'intention de se déclarer officiellement en faveur des résolutions de Bâle. Mais il se heurta à la résistance de Liebknecht. Déjà à Bâle, Liebknecht avait fait valoir des objections pratiques au fait de faire de la propriété collective de la terre l'objet d'une résolution programmatique, bien qu'il se fût lui-même fermement prononcé en faveur de cette conclusion du communisme scientifique. Comme il l'écrivait au comité directeur de Brunswick, il ne voulait pas maintenant entrer prématurément en conflit avec le Parti populaire allemand et estimait déjà suffisant que l'organe du parti ne désavoue pas les résolutions de Bâle. À la question de savoir quelle position le Parti ouvrier social-démocrate prenait à l'égard de ces résolutions, le *Demokratische Wochenblatt* répondait dans son dernier numéro : « *Aucune. Chacun des membres du parti peut et doit prendre position ; cela n'est pas de la compétence du parti en tant que tel, d'autant qu'il n'est lié d'aucune façon par ces résolutions, pas plus que l'Association ouvrière internationale elle-même.* » Cette conception était contestable pour toutes sortes de raisons, la moindre n'étant pas la raison tactique, qui pour Liebknecht était déterminante. Schweitzer disait à présent que les eisenachiens n'osaient pas se prononcer pour la thèse fondamentale du communisme scientifique, pour la socialisation des moyens de production, et de son côté le Parti populaire allemand exigeait expressément un désaveu des résolutions de Bâle.

On en vint donc à la rupture que Liebknecht voulait éviter pour le moment. Quelques sommités du Parti populaire avaient encore pris part au congrès d'Eisenach, comme Sonnemann, qui il y a quelques années tenta de nier ce fait, avec pour seul résultat que sa présence fut confirmée par des documents. Il est difficile d'admettre que d'aussi bons connaisseurs du mode de production capitaliste que lui et ses semblables se

soient trompés aussi totalement sur l'importance principielle des programmes de Nuremberg et d'Eisenach ; ils ont vraisemblablement voulu ne pas quitter la partie, pour essayer de voir jusqu'à la dernière minute s'ils avaient une chance de maintenir leur domination sur les ouvriers. Quant aux petits-bourgeois souabes, on peut plutôt admettre à leur décharge qu'ils n'ont tout simplement pas compris ce qui avait été décidé à Nuremberg et Eisenach ; maintenant que les résolutions de Bâle avaient fait la lumière dans leurs esprits stupéfaits, on aurait dit qu'ils avaient été piqués par une tarentule. En particulier, ils firent tout pour couper du Parti ouvrier social-démocrate les membres sud-allemands ; ils spéculèrent sur les survivances de « l'esprit de clocher », en particulier parmi les ouvriers souabes, et non sans quelque succès. La fédération régionale des association ouvrières du Wurtemberg, malgré son rattachement aux eisenachiens, ne prononça pas sa dissolution et son secrétaire, Bronnenmayer, qui avait été depuis toujours l'âme de cette fédération, exprima dans le *Stuttgarter Beobachter* (L'Observateur de Stuttgart) sa grande méfiance envers la dictature de Marx, qu'il voyait dans la très anodine résolution du congrès de Bâle disant que le conseil général de l'Internationale devait, en cas de nécessité, se charger d'établir la liaison internationale entre les coopératives de métiers.

Mais Bebel para habilement et rapidement les intrigues du Parti populaire. Il entreprit du 5 au 30 novembre une tournée d'agitation en Allemagne du Sud qui, passant par Cobourg, Bamberg, Erlangen, Fürth, Nuremberg, Ratisbonne, Augsbourg et Munich, le mena dans une série de localités wurtembergeoises et éclaira totalement les ouvriers d'Allemagne du Sud. La fédération régionale souabe renonça à exister à part plus longtemps et à Stuttgart, où Bebel parla dans la grande salle de la *Liederhalle*, on en serait presque arrivé à la rupture complète avec le Parti populaire si le rédacteur du *Stuttgarter Beobachter* n'était intervenu comme médiateur. Mais justement, de la plume de Julius Freese, un bouffeur de Prussiens du Parti populaire qui bientôt après devint un ennemi à la solde des Habsbourg, le *Stuttgarter Beobachter* publia trois longs articles contre le discours de Bebel qui, en matière d'ignorance stupéfiante dans les questions sociales, étaient peut-être même en dessous de la science de Schulze-Delitzsch. Bebel répondit dans le *Volksstaa*t, par une série d'articles qu'il publia aussi en recueil sous le titre *Nos objectifs*. C'était son tout premier ouvrage ; rédigé avec fraîcheur et vigueur, il révélait en plus d'un passage une étude attentive du *Capital* de Marx mais, pour l'essentiel, se basait encore sur les écrits d'agitation de Lassalle. À présent Liebknecht aussi lâchait le Parti populaire ; le 13 janvier 1870, il le décrivait ainsi aux ouvriers de Leipzig de manière remarqua-

blement juste : « *C'est un parti de circonstance, né du hasard ; totalement impuissant, il ne pourra jamais détruire la Confédération du Nord. Il peut faire beaucoup de bruit, rien de plus. En Allemagne du Nord, qui sur le plan économique est beaucoup plus développée que l'Allemagne du Sud, il se réduit à quelques noms. C'est seulement en Allemagne du Sud, et là encore seulement en Souabe, qu'il a des masses derrière lui, mais là c'est un bric-à-brac d'éléments les plus divers, rassemblés momentanément par la lutte contre la prussification.* » Quelques mois plus tard, à la Maison du tir à l'arc de Meerane, Liebknecht fit sur la question de la terre un discours qui défendait énergiquement les résolutions de Bâle contre les attaques du Parti populaire et qui, imprimé plus tard sous une forme plus étoffée, devint tout comme l'ouvrage polémique de Bebel une excellente arme de propagande des eisenachiens.

Mais il est indiscutable que la réserve initiale de cette fraction à l'égard des résolutions de Bâle avait contribué à nouveau à consolider la position de Schweitzer. Le nombre d'abonnés au *Social-Demokrat* n'augmenta certes pas en octobre, comme depuis deux ans à chaque début de trimestre, mais il ne diminua pas non plus. Il avait baissé dans 16 localités, mais augmenté dans 12 ; comme toujours, Hambourg marchait en tête avec 1 216 abonnés, ensuite venait Berlin avec 765, Elberfeld-Barmen avec 176, Hanovre avec 130. En tout, le *Social-Demokrat* se maintenait avec 5 000 abonnés, tandis que le *Volksstaat* n'en comptait que 2 000. Publiant un bilan exact du nombre d'abonnés, le *Social-Demokrat* ajoutait, triomphant, que l'assaut de « la démocratie bourgeoise » n'avait eu pour tout résultat qu'un arrêt momentané de la marche victorieuse de la classe ouvrière. Assurément il était totalement faux d'affirmer, comme les eisenachiens le faisaient, que Schweitzer n'avait plus derrière lui qu'un troupeau fanatisé. Les masses ouvrières éduquées de Hambourg et de Rhénanie savaient très bien pourquoi elles restaient fidèles au vieux drapeau et les remplaçants de Bracke, Yorck et Geib étaient des hommes tout aussi actifs et capables : le tisserand Harm d'Elberfeld, le menuisier Dreschbach de Düsseldorf, le cigarier Reimer d'Altona, le constructeur de machines Frohme et le cigarier Meister de Hanovre, le menuisier Pfannkuch de Kassel, le menuisier Reinders de Breslau, les couvreurs August et Otto Kapell et beaucoup d'autres encore. Puis Schweitzer entreprit une tournée d'organisation de sept semaines à travers l'Allemagne, pour effacer les dernières traces de confusion au sein de l'Association. Il alla d'abord à Stettin, de là à Breslau et Peterswaldau, ensuite au royaume de Saxe, à Dresde, Limbach et Leipzig et de là, en passant par Stassfurt, Egeln, Magdeburg, à Hambourg, Altona, Kiel, Neumünster, Harburg, Lüneburg, Hanovre, Brême, Kassel. En Rhénanie, il se rendit à Elberfeld-Barmen,

Düsseldorf, Essen, Remscheid, Cologne et enfin, en Allemagne du Sud, à Francfort, Offenbach, Karlsruhe, Stuttgart, Augsbourg, Munich et Wurtzbourg. Dans toutes ces villes, il tint des assemblées privées de membres et laissa chaque membre libre de l'interpeller sur les accusations personnelles qui lui seraient faites ; comme honoraires pour ce voyage fatiguant, il perçut la somme allouée aux agitateurs de l'Association : frais de voyage en troisième classe et un thaler et demi par jour pour ses frais de bouche.

Pendant son absence, Tölcke fit enfin la conquête de Berlin. Depuis 1866, le Parti du Progrès ne comprenait plus le monde ; il ne voulait à aucun prix être absent à la table des avantages matériels que Bismarck dressait pour la bourgeoisie, mais il ne voulait pas non plus faire passer sous cette table ses idéaux politiques avec la même insouciance que les nationaux-libéraux, il voulait au contraire les utiliser comme simple décoration de table, ce que les nerfs de Bismarck ne supportaient pas. Ce dilemme causa sa perte ; lorsqu'en été 1869 le Parti du Progrès essaya de faire un petit scandale contre la fondation d'un petit couvent dans la « ville de l'intelligentsia », on put voir à quel point il était devenu sénile et impotent ; un maître serrurier énergique rassembla les quelques éléments ultramontains qu'il y avait à Berlin et fit un beau trou dans la grosse caisse de l'anticléricalisme, sur laquelle les progressistes tentaient de battre leur boum-boum. Ils tentèrent alors un autre coup ; leurs députés au Landtag demandèrent solennellement au gouvernement prussien d'agir par voie diplomatique en faveur d'un désarmement général des grands États européens. Cette demande n'était ni chair ni poisson : à la veille de la guerre franco-allemande que n'importe quel Européen capable de penser voyait venir, cette demande n'avait pas de sens même du point de vue de ce que le brave bourgeois appelle « politique pratique », en même temps qu'elle était une bien faible demi-mesure comme protestation de principe contre le militarisme ; par-dessus le marché, elle fut présentée à la Chambre des députés prussienne, où la majorité nationale-libérale-conservatrice avait le prétexte commode de se déclarer non compétente, étant donné que les affaires diplomatiques et militaires avaient été transférées à la Confédération de l'Allemagne du Nord. Mais justement c'est parce que cette demande ne lui imposait aucune responsabilité politique sérieuse, que le Parti du Progrès s'en était emparé comme moyen d'agitation pour rallier à son drapeau les masses gémissant sous la pression croissante du militarisme.

Il appela à une assemblée populaire le 7 novembre, un dimanche matin, dans l'immense salle de la maison des Concerts et mit à l'ordre du jour sa demande de désarmement. Non seulement le communiqué officiel parlait d'une assemblée populaire, mais les journaux progres-

sistes insistaient expressément sur le fait que ce ne devait pas être une assemblée de parti mais une assemblée populaire, bien que sachant que les ouvriers sociaux-démocrates participeraient eux aussi à une assemblée populaire convoquée sans distinction de parti. La *Volks-Zeitung*, sûre de sa victoire, dit que le comité organisateur, dans lequel siégeaient pratiquement toutes les personnalités progressistes, avait pris les dispositions nécessaires contre « les éventuelles tentatives de perturbation » de cette « grandiose manifestation ».

Ce fut une « grandiose manifestation », mais pas à l'honneur du Parti du Progrès. Après l'ouverture de l'assemblée bondée, au moment de l'élection du président, il apparut aussitôt que l'immense majorité des présents était des ouvriers sociaux-démocrates. Tölcke fut élu président, à la suite de quoi l'état-major du Parti du Progrès, qui s'était déjà confortablement installé à la tribune, disparut sans laisser de traces par un escalier dérobé. À présent la minorité progressiste essayait dans la salle même de perturber les débats par un furieux tapage mais, avec plus ou moins de douceur selon la manière dont elle se comportait, elle fut immédiatement exclue, après quoi les débats se déroulèrent dans un calme complet sous la présidence de Tölcke. Non seulement les lassalliens mais aussi les eisenachiens et les partisans de Schulze qui demandaient la parole furent écoutés attentivement. L'assemblée se termina par une résolution qui qualifiait de demi-mesure impardonnable la demande des progressistes ; ce dont les peuples européens avaient besoin, c'était de la suppression des armées permanentes et de la constitution de milices populaires reposant sur une éducation militaire de la jeunesse ; les députés progressistes étaient des représentants de la bourgeoisie ; seuls pouvaient être utiles aux ouvriers des députés du Parti social-démocrate.

Le Parti du Progrès poussa des cris assourdissants contre la violation du droit de réunion. Les mêmes gens qui avaient dispersé ou tenté de disperser sans la moindre gêne les assemblées privées de Lassalle, jouaient maintenant la vertu offensée, parce que l'épreuve de force qu'ils avaient eux-mêmes provoquée s'était retournée contre eux. C'est eux et eux seuls qui avaient entravé la liberté de réunion, quand leurs chefs avaient refusé de reconnaître l'élection légitime de Tölcke à la présidence et quand leurs troupes avaient cherché à perturber la poursuite des débats sous la présidence de Tölcke. Le point de vue du *Social-Demokrat* était aussi simple que clair : « *Quand on appelle à des assemblées générales populaires, auxquelles chacun peut assister sans distinction d'orientation politique, on doit alors s'attendre à ce que, dans tous les cas où cela nous semble juste, notre parti aussi y ait sa place. Dans toutes les assemblées de ce genre, selon une tradition générale et démocratique, on doit faire élire le président par la*

majorité. Si l'on ne veut pas avoir de sociaux-démocrates, alors il faut appeler à des assemblées aux couleurs d'un parti. Nous ne viendrons pas dans des assemblées du Parti du Progrès ou du Parti populaire. » C'est pourquoi il était aussi tout à fait déplacé que l'Association ouvrière démocratique, dont plusieurs des membres avaient pris la parole à la Salle des concerts sans être aucunement inquiétés, offrît à « l'ensemble des partis » une alliance pour protéger la liberté de réunion, par-dessus le marché en se réclamant expressément de son appartenance à l'Internationale. Les partis bourgeois ne la regardèrent pas moins de haut, tandis que Tölcke demandait avec raison ce que le conseil général de l'Internationale pourrait bien dire d'une telle tactique. Une odieuse polémique entre les « troupes de saboteurs » et les « moutards juifs » fut, hélas, le résultat inévitable de cette entreprise complètement ratée. Le *Volksstaat* de son côté déclara honnêtement que les progressistes n'avaient que ce qu'ils méritaient, même s'il déplorait que les fruits de la victoire soient tombés tout d'abord dans le giron du « socialisme de cour ».

Cependant, la bourgeoisie avide de vengeance ne voulait pas se consoler en lançant simplement des accusations mensongères. Elle poussa les constructeurs de machines qui lui étaient encore attachés à convoquer à nouveau une assemblée ouvrière générale un dimanche matin le 28 novembre à la salle de l'Universum, où les *« ouvriers berlinois dans leur majorité devaient condamner avec détermination les agissements crapuleux et scandaleux de Schweitzer ».* Une violente campagne dans les associations et les journaux progressistes préparait l'action sournoise qui finit par provoquer un petit putsch parmi les ouvriers berlinois. Le début de l'assemblée était fixé à 11 heures, mais dès 9 heures les ouvriers progressistes devaient se glisser dans la salle de l'Universum par une porte dérobée, de sorte que quand les ouvriers sociaux-démocrates arriveraient à 11 heures, ils trouveraient la salle déjà occupée. Les tireurs de ficelles progressistes espéraient qu'il y aurait mort d'homme, et la police montra quelle compréhension intime elle avait de cette fleur des sentiments bourgeois, en mobilisant toutes ses forces qui, le matin décisif, sous le commandement du préfet de police lui-même, occupèrent les places et rues autour de la salle de l'Universum. Mais Tölcke était un capitaine prudent. Lorsqu'un millier environ d'ouvriers progressistes arrivèrent à 9 heures, ils trouvèrent la salle de l'Universum investie par 4 000 ouvriers sociaux-démocrates qui, malgré le grand froid de ce matin d'hiver, étaient sur place depuis 7 heures déjà. À la faveur du brouillard, un petit détachement de progressistes venait à peine de se glisser par la porte dérobée, quand les ouvriers sociaux-démocrates découvrirent cette porte et aussitôt la barricadèrent. Mais lorsque les troupes ennemies se retrouvèrent

face à face en pleine rue, alors la conscience de classe s'éveilla avec force chez les ouvriers progressistes. À aucun prix une bagarre entre ouvriers pour la plus grande joie de la bourgeoisie et de la réaction : telle était la pensée qui habitait les cœurs. À 11 heures, lorsque les portes de la salle de l'Universum s'ouvrirent, les masses d'ouvriers entrèrent calmement. Le constructeur de machines progressiste Andreack ouvrit les débats par une cordiale exhortation à la concorde et à la paix entre les ouvriers, puis Tölcke et Lübkert furent élus comme présidents de séance et, après des débats animés mais pacifiques, l'assemblée arriva à la conclusion que les troubles à la maison des Concerts avaient été provoqués par le Parti du Progrès, parce qu'il n'avait pas voulu reconnaître les décisions de la majorité, et que quiconque troublait une assemblée par du tapage ou en la dirigeant de façon déloyale entreprenait par là même un attentat infâme au droit de réunion. C'en était à jamais fini de la domination du Parti du Progrès sur les ouvriers berlinois.

L'étoile de Schweitzer semblait donc briller d'un éclat plus vif que jamais. Mais le mouvement ouvrier moderne ne sera jamais le jouet d'appétits dictatoriaux ; il punit sans pitié toute tentative de mener un jeu personnel à ses dépens. Déjà dans sa tournée, aussi couronnée de succès fût-elle en général, Schweitzer avait essuyé un sensible revers. Les membres bavarois, même après le congrès d'Eisenach, faisaient toujours partie de ses partisans les plus fidèles ; quand, à un congrès ouvrier de Nuremberg, les eisenachiens firent une tentative de rapprochement, ils refusèrent de s'y prêter. Maintenant, ils en étaient déjà au point de pouvoir maintenir à Munich une petite feuille hebdomadaire, *le Prolétaire*. Mais Schweitzer en était mécontent ; quand il vint à Augsbourg et qu'il eut électrisé les membres du parti par un discours enthousiasmant, il demanda que soit mis fin à la parution du *Prolétaire*, étant donné qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul journal, de même qu'il n'y avait qu'une seule organisation. Il voulait dédommager les éditeurs du *Prolétaire* en proposant que Franz et Tauscher reçoivent chacun 400 exemplaires du *Social-Demokrat,* dont la vente irait dans leur poche. Mais les Bavarois refusèrent, bien que Schweitzer les menaçât, disant qu'il préférerait se séparer de toutes les organisations d'Allemagne du Sud plutôt que de tolérer encore la parution du *Prolétaire*. Puis il prit Tauscher à part pour le travailler au corps, mais Tauscher déclara qu'il ne se séparerait pas de ses camarades. Alors Schweitzer voulut faire décider le lendemain, dans une assemblée de membres de Munich, l'arrêt de la parution du *Prolétaire*, mais là aussi il échoua. Le bruit sur ses intentions se répandit comme une traînée de poudre parmi les ouvriers de Munich, qui s'étaient attachés au *Prolétaire*. Lorsque Schweitzer vint, on lui réserva un accueil peu aimable.

Il ne dit mot sur l'arrêt de la parution du *Prolétaire* et disparut pour ne jamais revenir.

La conséquence de ces événements fut que l'ensemble des organisations bavaroises se séparèrent de l'Association générale des travailleurs allemands. Elles appelèrent pour le 23 janvier 1870 à un congrès ouvrier général à Augsbourg, pour fonder un « parti ouvrier lassallien » qui devait d'une part se débarrasser de tous les « chefs » et d'autre part se distinguer nettement du Parti populaire allemand. À ce congrès les délégués étaient presque uniquement des ouvriers bavarois. Bebel y parut au nom du comité directeur de Brunswick, pour plaider l'adhésion des Bavarois au Parti ouvrier social-démocrate. Son discours fit une bonne impression et aurait vraisemblablement atteint son but si Bonhorst n'avait diffusé dans la salle un pamphlet qui jetait la suspicion sur Tauscher, dont Schweitzer aurait fait sa créature en l'enivrant dans ses beuveries au champagne. Irrités par ces affirmations totalement inventées, les Bavarois décidèrent d'attendre pour le moment la suite des choses. Ils se constituèrent en quatrième fraction.

En quatrième fraction, car entre-temps la comtesse Hatzfeldt s'était une nouvelle fois brouillée avec Schweitzer. Elle accusait Schweitzer d'avoir violé les accords : il ne tenait pas selon elle l'engagement qu'il avait pris lors de l'unification, de faire passer de plus en plus au second plan le mouvement syndical et d'empêcher le plus possible les arrêts de travail organisés. Schweitzer se défendit d'avoir jamais pris pareil engagement ; par rapport au mouvement politique, il avait toujours attribué aux syndicats et aux arrêts de travail une place subordonnée, mais il n'avait jamais promis de réduire encore cette place. Il est difficile d'admettre qu'il se soit à ce point compromis, comme l'affirmait la comtesse Hatzfeldt, mais il a encore moins démontré, ou même seulement cherché à démontrer, qu'il ait jamais converti les partisans de la comtesse Hatzfeldt à sa conception du mouvement syndical. S'il avait souscrit à cette fusion, il s'était rendu coupable d'une faute qu'il devait maintenant lourdement expier. Six mois après l'annonce solennelle de l'unification du parti ouvrier allemand, celui-ci était divisé en quatre et ce résultat affligeant d'une politique dictatoriale donnait un rude coup au crédit politique du dictateur. Bien sûr Schweitzer disait non sans raison que la comtesse Hatzfeldt n'avait entraîné dans cette nouvelle scission qu'une petite partie seulement de ses anciens partisans ; effectivement cette secte disparaît désormais de l'histoire de la social-démocratie allemande, à quelques signes près de vie fantomatique. Mais pour l'instant, elle avait encore suffisamment de force pour appeler à une sorte d'assemblée générale à Halle, où se firent entendre les accusations les plus violentes à l'encontre de Schweitzer, qui

le compromirent presque plus encore quand elles étaient fausses que quand elles étaient vraies. Car comment avait-il pu manquer de perspicacité au point de se tromper sur le manque de fiabilité de ses alliés ?

Mais il y avait bien plus grave : la tactique de Schweitzer causa réellement de graves dommages au mouvement syndical. En soi, il se trouvait dans une phase de développement réjouissante. Toute une série de grèves menées dans les grands centres industriels se terminèrent toujours avec honneur et souvent avec succès. À Berlin, les maçons et les couvreurs obtinrent par leur lutte une augmentation de salaire et une diminution du temps de travail. À Hambourg, les ouvriers du bois et du métal de la fabrique de wagons Lauenstein repoussèrent par une grève opiniâtre et pleine d'incidents émouvants une diminution de 33,3 % du tarif aux pièces, que la direction de la fabrique avait ordonnée sous ce charmant motif que les ouvriers n'avaient pas besoin de lard sur leur pain. À Augsbourg, deux grandes grèves eurent pour objet le renvoi de chefs despotiques ; les ouvriers fondeurs de la fabrique de machines Augsburg remportèrent la victoire au bout d'une semaine, grâce à la solidarité unanime des ouvriers ; à l'inverse, les ouvriers de la fabrique de tissage von Kraus furent vaincus au bout de deux semaines, car le propriétaire de la fabrique réussit à embaucher en Bohème 500 tisserands et à les faire venir par train spécial à Augsbourg ; la preuve de l'esprit de sacrifice avec lequel ces grèves furent menées est qu'en deux assemblées seulement, l'une à Augsbourg et l'autre à Munich, 700 gulden furent collectés en soutien. Mais si les ouvriers sociaux-démocrates menèrent à terme leurs combats syndicaux toujours avec honneur et souvent avec succès, les associations de métier progressistes reçurent le coup de grâce avec la grève de Waldenburg. Pour faire pièce à l'agitation sociale-démocrate, Max Hirsch avait tenté de s'implanter par son travail d'agitation dans le district de Waldenburg, mais les mineurs martyrisés prirent au sérieux son jeu déplacé et, à 6 500, cessèrent le travail, tandis que les propriétaires des mines, pour la plupart des libéraux, traitaient l'apôtre de l'harmonie sociale comme un dangereux fomenteur de troubles et imposaient par le fouet de la faim la dissolution de « son » association syndicale. La grève se termina par une complète défaite et par une défaite déshonorante pour Max Hirsch et ses comparses progressistes. Les mineurs silésiens durent payer chèrement leur erreur et, en gens sensés, passèrent à la social-démocratie, ainsi que les ouvriers de la fabrique Forst qui bientôt après firent la même expérience malheureuse avec Max Hirsch. À peine commencé, le jeu du Parti du Progrès était paralysé.

La politique dictatoriale et personnelle de Schweitzer porta lourdement atteinte à toutes ces perspectives favorables du mouvement syndi-

cal. Dans presque toutes les associations de métier pénétrait la discorde politique ; seuls les maçons et les couvreurs, sous la conduite de Lübkert, firent bloc avec Schweitzer. Les autres associations de métier scissionnèrent et cela de telle sorte que leurs présidents, Fritsche inclus, lâchèrent Schweitzer, alors qu'une partie plus ou moins importante des membres lui restaient fidèles. La lutte des fractions eut un effet bien plus nocif pour l'organisation syndicale que pour l'organisation politique : parce que par nature elle lui était étrangère, elle dispersa inutilement les forces déjà gagnées et effaroucha d'autant plus les masses non encore gagnées qu'elle était tenue pour responsable de l'échec de plusieurs grèves, en particulier la grève des ouvriers cigariers de Leipzig. Mais Schweitzer était maintenant si aveuglé qu'il avança plus que jamais dans la voie du jeu dictatorial ; au retour de sa tournée des organisations, il proposa de fusionner l'ensemble des associations de métiers en une Union générale de secours, ce qui voulait simplement dire multiplier par deux les erreurs de l'organisation syndicale qu'il avait fondée.

À la neuvième assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands, qui se réunit à Berlin le 5 janvier 1870 et à laquelle étaient mandatés 39 délégués représentant 8 062 membres ayant payé leur cotisation, il s'avéra que l'opposition à la dictature de Schweitzer ne s'était absolument pas éteinte. On en arriva à maintes discussions pénibles. Schweitzer se plaignit de « l'aristocratie de l'Association » et des « intellectuels » qui ne cessaient de susciter la confusion ; il ne comprenait pas comment des hommes pouvaient s'occuper des journées entières de cancans de vieilles femmes ; il en avait assez de batailler de cette manière, d'abord avec les adversaires de l'Association et ensuite avec les membres de l'Association. Ce à quoi Pfannkuch répliqua justement que c'était Schweitzer qui, en s'alliant à la comtesse Hatzfeldt, avait imposé à l'Association ces cancans de vieilles femmes. En vérité, ces six jours de débats furent l'un dans l'autre encore assez favorables à Schweitzer. En particulier, après examen des plus minutieux de la situation des caisses, on déclara complètement fausse l'affirmation sans cesse répétée des eisenachiens selon laquelle Schweitzer faisait face aux dépenses de la campagne d'agitation grâce aux fonds secrets du gouvernement prussien et n'oubliait pas de se servir au passage ; Schweitzer réussit même à sauvegarder à peu près intacte sa dictature. Le président devait toujours être élu par un vote direct des membres, mais après et non plus avant chaque assemblée générale ; on refusa que le *Social-Demokrat* devienne propriété de l'Association et on ne renouvela pas la commission de presse ; seule la direction reçut des pouvoirs quelque peu renforcés. On maintint sa dispersion sur toute l'Allemagne, mais ses membres devaient maintenir un

contact régulier par écrit et se réunir plusieurs fois l'an. Elle était autorisée à intervenir contre « tout abus de pouvoir » du président, dont par ailleurs on ne devait pas réduire le « plein pouvoir ». On élut secrétaire Tölcke et trésorier Hasenclever, qui en même temps entra à la rédaction du *Social-Demokrat.*

Dans la foulée de cette assemblée générale s'ouvrit l'assemblée générale de la fédération des métiers, à laquelle 20 674 membres cotisants étaient représentés par quatre-vingt-neuf délégués. Après trois jours de débats, elle se termina également par un succès de Schweitzer. La situation des caisses était saine et la demande de Schweitzer de fusionner toutes les associations de métiers en une seule fédération fut approuvée par presque 12 000 voix contre presque 9 000. Pour tenir compte de la forte minorité, l'assemblée générale décida de repousser l'application effective de la résolution au 1er juillet 1870, toutefois il n'y avait là-dedans aucune défiance à l'égard de Schweitzer. Comme il ressortait des débats, la minorité n'était nullement hostile à la demande de Schweitzer, elle voulait seulement qu'elle soit réalisée petit à petit, pour tenir compte des préjugés « corporatistes » de nombreux ouvriers.

Juste après ces assemblées générales, Schweitzer remporta encore une victoire sur Johann Jacoby. Le comité électoral de la deuxième circonscription électorale pour le Landtag régional de Berlin convoqua les électeurs aux Nouveaux salons de la Porte de Kottbus pour le 20 janvier, afin d'écouter le compte rendu de leurs élus, le conseiller municipal Runge et précisément Johann Jacoby. Parmi ces électeurs il y avait beaucoup de sociaux-démocrates. Ils apparurent sous la direction de Schweitzer et de Hasenclever, qui habitaient eux aussi dans la circonscription, et l'élection du président montra qu'ils étaient largement majoritaires. Les chefs progressistes jouèrent à nouveau les honnêtes gens offensés et filèrent en vitesse, Runge en tête ; mais Jacoby pensait assez logiquement reconnaître le principe démocratique non seulement en parole mais aussi en actes. Il resta sous la présidence de Schweitzer et, respectueusement écouté par les ouvriers malgré sa faible voix, parla des objectifs du mouvement ouvrier. Son discours renfermait la phrase devenue célèbre : « *La fondation de la plus petite association ouvrière sera, pour les futurs historiens de la civilisation, d'une valeur plus importante que la bataille de Sadowa* » ; il s'approcha du communisme scientifique autant que cela est possible à un idéologue bourgeois, et en tout cas suffisamment pour frapper d'un même effroi les progressistes de Berlin et les démocrates de Francfort. Mais il se garda bien, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, de faire le dernier pas. Sur le plan théorique ce discours ne reconnaissait pas la propriété collective des moyens de production, qui

rend impossible toute exploitation, pas plus que sur le plan pratique il ne reconnaissait la lutte de classes, et cela concordait avec l'appel des manchestériens progressistes en faveur de ceux de Waldenburg que Jacoby avait signé peu de temps auparavant, appel qui disait qu'en Allemagne il n'y avait pas de place pour une lutte de classe. Jacoby voulait résoudre la question sociale en faisant marcher main dans la main l'État, les entrepreneurs et les ouvriers, il était donc parfaitement juste que l'assemblée, sur demande de Hasenclever, décrète que Jacoby s'était assimilé bien des vérités socialistes, mais s'était arrêté à mi-chemin.

Cependant, si Schweitzer croyait avoir porté là un coup fatal aux eisenachiens, il surestimait considérablement son succès. D'un point de vue pratique, le discours de Jacoby n'eut pas d'importance particulière ; le *Volksstaat* l'imprima certes intégralement et le défendit également contre les attaques de Schweitzer, mais il était beaucoup trop profondément plongé dans les tumultes de la lutte de classe pour se laisser abuser par Jacoby. Aussi bien le gouvernement saxon que les fabricants saxons ruinaient par leurs persécutions l'utopie d'une collaboration pacifique entre exploiteurs et exploités, et ils l'auraient fait même si cette utopie avait été engendrée ailleurs que dans la docte atmosphère du cabinet de Jacoby. Les eisenachiens devaient durement se battre, en particulier contre le manque d'argent ; le fonds révolutionnaire, dont les administrateurs républicains bourgeois commençaient maintenant à devenir moins accommodants, les aida avec 3 500 francs à franchir une nouvelle fois les premiers obstacles, mais ils finirent très bien par faire leur chemin et se créèrent dans le prolétariat saxon en particulier une forteresse imprenable. En avril 1870, Plauen, la ville industrielle la plus importante de la région du Vogt, où Max Hirsch en 1869 était passé de justesse à une élection complémentaire, fut conquise par Bebel ; comme Max Hirsch lui-même le reconnaissait avec désespoir, il devait seulement à la générosité de Bebel de pouvoir encore prendre la parole en tant que représentant élu de la circonscription. À l'exception de Zittaus et de Frankenberg, la domination manchestérienne-progressiste sur les ouvriers était maintenant finie partout en Saxe. Le nombre d'abonnés au *Volksstaat* monta jusqu'au milieu des années 1870 un peu au-dessus de 3 000 abonnements ; on en dénombrait 198 à Leipzig, 159 à Dresde, 128 à Cologne, 124 à Crimmitschau, 119 à Glauchau, 96 à Mayence, 93 à Zwickau, 91 à Meerane, 88 à Breslau, 85 à Chemnitz, 78 à Brunswick, 75 à Hambourg, 71 à Stuttgart, 63 à Berlin, 61 à Werdau, 55 à Pest, 40 à Augsbourg et autant à Nuremberg.

À l'extérieur, les luttes entre les deux fractions prenaient des formes très désagréables. Dans la presse, on s'accusait mutuellement de trahir la cause ouvrière et dans les assemblées ouvrières on en venait souvent à

perturber la réunion en envahissant bruyamment la salle. Dans le premier cas, la faute en revenait pour la plus grande part aux eisenachiens, dans le second, aux lassalliens. Mais malgré cette lutte, et dans un certain sens même grâce à elle, il se produisit un rapprochement croissant des fractions. Le déroulement du deuxième congrès que les eisenachiens tinrent à Stuttgart à la Pentecôte 1870 en est bien caractéristique. La commission de vérification des mandats établit la participation de 74 délégués représentant 111 localités ; 47 localités dans lesquelles le parti comptait des partisans n'étaient pas représentées. Le nombre total des camarades représentés à Stuttgart se montait à 15 398, donc seulement le dixième ou le neuvième des ouvriers qui avaient été représentés à Eisenach, et même ce chiffre était très contestable, étant donné qu'il ne se limitait pas exclusivement aux membres payant une cotisation, et comprenait aussi plusieurs milliers d'ouvriers autrichiens et suisses. À partir de la vue d'ensemble qu'offrait le congrès de Stuttgart, le nombre des camarades actifs fut estimé à 10 000 par le *Volksstaat*, auquel on ne peut pas reprocher une conception pessimiste des succès de son propre parti.

Les lassalliens cherchèrent donc à perturber le congrès. Grâce au travail d'agitation acharné de Leickhardt, ils avaient réussi à prendre solidement pied sur le sol ingrat de la capitale souabe ; deux ou trois semaines avant l'ouverture du congrès, quelques agitateurs encore vinrent de l'extérieur, et ils réussirent à rassembler environ 250 ouvriers en un groupe décidé qui, dans les assemblées publiques, sut paralyser l'organisation eisenachienne de Stuttgart. Lorsqu'ensuite le congrès des eisenachiens proprement dit se réunit, il décida, dans une réunion préparatoire fermée, d'admettre aux assemblées publiques ceux qui n'étaient pas membres du parti, mais de les exclure du débat, ce qui à la première assemblée publique donna lieu à de violents incidents et à l'interruption prématurée des discussions. Le congrès ne put assurer en paix la continuation de ses travaux qu'en excluant même de ses assemblées publiques ceux qui n'étaient pas membres du parti.

Malgré ce début désagréable, les discussions du congrès de Stuttgart contribuèrent beaucoup à clarifier les relations entre les deux fractions, tant en ce qui concernait l'organisation qu'en ce qui concernait les principes et aussi la tactique. Il était bientôt apparu que l'organisation décidée à Eisenach était trop lourde. On maintint le comité directeur à Brunswick-Wolfenbüttel, mais la commission de contrôle fut transférée de Vienne à Hambourg-Altona-Harburg. Par ailleurs, il fut impossible d'obtenir que chaque camarade du parti eisenachien soit en même temps membre de l'Internationale, du parti et d'une association locale. L'invitation d'adhérer personnellement à l'Internationale n'avait été suivie que

par un nombre infime de membres et on en était resté là. Inversement le congrès de Stuttgart annula l'obligation pour les membres de fonder des associations locales. Il décida que les organisations locales éliraient des hommes de confiance et des vérificateurs pour être en relation avec le comité directeur par leur intermédiaire, ce qui permit d'effectuer un rapprochement important avec l'organisation des lassalliens. À un autre égard la différence entre l'organisation des deux fractions se creusa encore, mais de façon telle qu'il était évident que la conception des eisenachiens était plus juste. Le *Social-Demokrat* était encore, dans sa conception conséquente du communisme scientifique, toujours très supérieur au *Volksstaat*, mais la large place que l'organe des eisenachiens accordait à la prise de conscience des camarades avait aussi son bon côté, parce qu'elle stimulait efficacement leur intérêt intellectuel. À Stuttgart on décida de fonder une société littéraire par actions pour diffuser la littérature du parti, et on autorisa la fraction bavaroise, qui avait à présent définitivement fusionné avec les eisenachiens, à continuer la publication du *Prolétaire*. Tout de suite après, Karl Hirsch fonda à Crimmitschau *L'ami des citadins et des paysans*, la première feuille locale quotidienne du parti. Bien entendu, Schweitzer, pour écraser le *Prolétaire* et mieux conquérir les masses en particulier en Allemagne du Sud, avait fondé en accord avec la direction le 1er avril 1870 *l'Agitateur*, une petite feuille hebdomadaire, à un prix d'abonnement si modique qu'elle ne pouvait rentrer dans ses frais qu'à partir de 50 000 abonnés – à supposer que cela fût possible et en tout cas selon les calculs les plus favorables. Mais elle ne gagna pas plus de 15 000 abonnés et par-dessus le marché nuisit tellement au *Social-Demokrat*, dont elle n'était qu'une pâle copie malgré tous les efforts de la rédaction, que cet organe central des lassalliens dut revenir à un format plus petit à partir du 1er juillet. La centralisation beaucoup trop rigide avait aussi son revers de la médaille.

Sur les questions de principes, le congrès de Stuttgart, sur demande de Bebel, déclara que « *le développement économique de la société moderne imposerait comme une nécessité sociale la transformation de la terre cultivable en propriété collective* ». Par là était scellée l'union des deux fractions sur une question très importante du communisme scientifique. Une autre concordance se produisit sur la question syndicale, bien que d'abord davantage dans l'absence de clarté que dans la clarté. À Stuttgart, la fusion des syndicats en une seule fédération fut vivement recommandée, et refusée pour la même raison pour laquelle une forte minorité s'y était opposée à l'assemblée générale des fédérations de métier : parce que les ouvriers trouvaient bon de rester liés à ces institutions des temps anciens qui leur étaient connues et familières, les corporations et les

jurandes. C'est ce qu'exposa le rapporteur Yorck et, sur sa demande, le congrès de Stuttgart déclara tâche principale des syndicats la formation et la multiplication de sociétés coopératives de production.

Un écrivain bourgeois dit non sans raison qu'on ne pouvait, à partir des débats, comprendre comment le congrès de Stuttgart en était arrivé précisément à cette décision. Apparemment deux motifs jouèrent là-dedans. On était rendu méfiant par les grèves qui s'étaient multipliées de manière un peu désordonnée dans la première moitié de l'année 1870, en rapport inverse avec le développement stagnant des syndicats. La présentation de ce rapport ressort d'un bilan que Schweitzer publia en septembre 1870 ; selon lui, dans les huit premiers mois de 1870, le compte pour l'administration de la fédération des métiers se montait à 637 thalers, le compte pour le travail d'agitation à 217 thalers, et son compte pour les grèves à seulement 395 thalers, avec lesquels on avait soutenu onze grèves, à Hambourg, Kiel, Lüneburg, Ulzen, Magdeburg, Elberfeld, Solingen, Münster et Munich. Il est vrai que Schweitzer évaluait à environ 22 500 thalers les contributions que les caisses de chaque association de métiers et les collectes volontaires des camarades du parti à l'étranger, collectes locales non comprises, avaient réunies pour ces onze grèves, mais cela non plus ne voulait pas dire grand-chose, et par ailleurs les syndicats des lassalliens étaient indubitablement les plus forts. Tout comme le présidium de la fédération des métiers, le *Volksstaat* avait déjà protesté contre « la manie insensée de faire grève » et Yorck à Stuttgart mettait en garde contre le fait de voir dans les grèves, au cours desquelles « *la majeure partie de l'énergie était gaspillée sans succès* », « *le devoir absolu* » des syndicats. En outre, on ne faisait pas encore suffisamment la distinction entre coopératives et syndicats, que même un prolétaire aussi avancé que Yorck confondait. Dans le parti, seules quelques voix isolées se firent entendre contre la décision du congrès de Stuttgart sur la question des syndicats ; il est très significatif que ce furent celles de deux anciens lassalliens, Hugo Hillmann et le sellier Kräcker de Breslau. Ils déclarèrent dans le *Volksstaat* que cette décision permettait les fausses interprétations les plus dangereuses et méconnaissait la nature historique des syndicats, à quoi la rédaction fit la remarque – esquive plus que défense – que les entreprises de production qui devaient être fondées par les syndicats devaient avoir seulement valeur expérimentale, comme les sociétés coopératives anglaises.

Sur les questions de tactique, le congrès de Stuttgart décida, sur la base d'un rapport de Liebknecht, de participer aux prochaines élections pour le Reichstag et pour le Parlement des douanes prévues à l'automne « *pour des raisons purement et simplement propagandistes* ». Les représen-

tants élus du parti devaient en gros avoir une attitude négative et utiliser toutes les occasions pour démasquer comme une comédie les discussions des deux assemblées, mais aussi, « *autant que cela était possible, agir dans l'intérêt des classes laborieuses* », ce qui permettait à nouveau un rapprochement plus grand avec le point de vue des lassalliens. À peu près à la même époque, Schweitzer précisait dans *l'Agitateur* les tâches des députés sociaux-démocrates en disant que pour eux Reichstag et Parlement des douanes n'étaient « pour l'essentiel que des moyens propagandistes ». Ils devaient à chaque occasion favorable proclamer les principes socialistes, démasquer publiquement les agissements réactionnaires, qui n'étaient parlementaires qu'en apparence, et prendre part aux votes importants (par exemple, voter contre tous les impôts). Dans les faits, la différence au début de l'année 1870 se présentait ainsi : Bebel et Liebknecht participaient très peu aux discussions parlementaires et, quand ils le faisaient, ils jetaient le gant aux partis bourgeois de manière très provocatrice, tandis que Schweitzer participait plus régulièrement aux séances et, par une critique de chaque projet plus concrète mais non moins incisive, défendait la conception sociale-démocrate.

Si Schweitzer suivait ainsi une tactique que l'expérience historique de la décennie suivante devait confirmer comme la bonne, il montra dans une autre question tactique le défaut de la cuirasse, qui dévoila clairement aux yeux de tous qu'avec son jeu dictatorial il était à présent réellement tombé au rang de chef de secte borné. Le congrès de Stuttgart avait décidé pour les élections de ne contracter aucune alliance ou compromis avec d'autres partis mais, là où le parti ne présentait aucun candidat, de donner ses voix à ceux des candidats qui, au moins sur le plan politique, reprenaient pour l'essentiel son point de vue, et de les donner en particulier à de véritables candidats ouvriers présentés par d'autres partis. À l'inverse, la direction de l'Association générale des travailleurs allemands sous la présidence de Schweitzer décida, un mois plus tard à Hanovre, de présenter ses propres candidats partout où se trouvaient des membres du parti et au deuxième tour de voter pour les candidats libéraux les plus avancés, mais en aucun cas pour un réactionnaire ou pour un eisenachien ; en cas de ballottage entre réactionnaires et eisenachiens, consigne fut donnée de s'abstenir, en cas de ballottage entre eisenachiens et libéraux de voter pour le libéral. En vertu de cela, en cas de ballottage entre Bebel et Max Hirsch, les membres de l'Association générale des travailleurs allemands devaient voter pour Max Hirsch. Cette extravagante décision fut justifiée par la prétendue hypocrisie des eisenachiens, qui nuisait plus à la cause ouvrière qu'elle ne pouvait lui être utile, même si les revendications politiques du programme eisenachien étaient

conquises. Le comité directeur de Brunswick des eisenachiens répondit très justement à ces tristes sophismes que cela signifiait dresser ouvriers contre ouvriers, sociaux-démocrates contre sociaux-démocrates, et que le Parti ouvrier social-démocrate s'en tiendrait à donner la préférence à tout candidat ouvrier contre tout candidat bourgeois.

En suivant les chemins sur lesquels elle s'égarait de plus en plus, la dictature de Schweitzer devait à coup sûr sombrer pitoyablement. Elle eut encore la chance de s'effondrer dans un gigantesque orage avant sa dégénérescence complète, et cet orage emporta en même temps qu'elle la raison la plus profonde de la discorde qui divisait en Allemagne le prolétariat conscient. Si le champ de bataille de Sadowa avait été le berceau de cette discorde, le champ de bataille de Sedan devint son tombeau.

Cinquième livre

L’unification du parti

Chapitre I[er]

La fondation du Reich et la social-démocratie

Depuis 1866, la guerre diplomatique entre Bismarck et Bonaparte s'était poursuivie sans interruption, mais toujours de telle manière que c'était Bismarck qui avait en main les atouts les plus forts.

Il représentait une nécessité économique, la consolidation nationale d'un grand territoire économique capable d'être indépendant, tandis que Bonaparte était poussé en avant par les difficultés croissantes d'un despotisme décadent, et peut-être encore par la bourgeoisie française jalouse et avide de profits, qui criait « Vengeance pour Sadowa ». De l'autre côté du Rhin[2] le bonapartisme était depuis longtemps en déclin, mais de ce côté-ci du Rhin toujours en ascension ; Bismarck pouvait encore mener la vie à relativement grandes guides, tandis que l'autre était contraint de jouer son va-tout comme un aventurier perdu. Mais personne n'avait envie de se risquer sur cette voie, ni le Danemark, l'Italie et l'Autriche, que Bonaparte voulait gagner à une alliance offensive contre la Confédération de l'Allemagne du Nord, ni non plus Bismarck auquel le séducteur proposait entre-temps toutes sortes de marchés avec pays et peuples.

Naturellement ce n'est pas pour autant que la politique de Bismarck était une politique honnête, populaire, voire révolutionnaire. Quand il refusa l'offre volontaire du Bade d'entrer dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, parce que cela fournissait le *casus belli* avec la France, la véritable raison de sa résistance n'était pas ce *casus belli* en tant que tel, mais le fait qu'il était trop honnête et populaire. Si Bonaparte s'était lancé dans cette guerre pour s'immiscer dans les affaires purement allemandes, les passions nationales auraient pu s'enflammer en Allemagne à un degré que Bismarck avait toutes les raisons de craindre. Il voulait la guerre avec la France, mais il la voulait dynastique et contre-révolutionnaire, aussi façonna-t-il le piège qu'il tendait à son vieil ami des bords de la Seine à partir des débris d'une politique de cabinet depuis longtemps dépassée. Il travailla secrètement à la candidature d'un prince d'une branche cadette des Hohenzollern pour le trône d'Espagne, qu'une révolution en 1868 avait laissé vacant. Si son adversaire l'avait tranquillement laissé faire, les conséquences de cette intrigue diplomatique seraient devenues plus funestes pour les intérêts allemands que pour les

français. Mais Bonaparte tomba lourdement dans ce piège grossier et déclara la guerre pour l'offense que cette candidature du Hohenzollern au trône d'Espagne aurait infligée à l'honneur de la France. Ensuite, en illusionniste plus habile que son compère, Bismarck sut imprimer à la déclaration de guerre de Bonaparte le caractère d'une infâme agression : en transformant habilement le sens de la dépêche d'Ems en son contraire, en niant avec un aplomb étonnant, dans une série de déclarations officielles, être intercédé en faveur du candidat Hohenzollern, etc.

Côté allemand comme côté français, la bourgeoisie suivait son Bonaparte avec ivresse, tandis qu'avec lucidité, de part et d'autre du Rhin, le prolétariat conscient voyait le véritable caractère de la guerre. Les membres français de l'Internationale publièrent dans le *Réveil* du 12 juillet un appel aux ouvriers de toutes les nations, dans lequel ils disaient : « *Une guerre pour une question de suprématie, ou à cause d'une dynastie, ne peut être aux yeux de tous les ouvriers qu'une folie criminelle* » et de nombreuses adresses semblables d'ouvriers français condamnaient la guerre « *exclusivement dynastique* ». Ces déclarations trouvèrent un vif écho dans le prolétariat allemand ; des assemblées de masse à Chemnitz, Leipzig, Fürth, Nuremberg, Munich s'y rallièrent inconditionnellement. À l'inverse, d'autres assemblées de masse, telles en particulier celles de Brunswick où parla Bracke et de Berlin où parla Schweitzer, tout en approuvant le fond, firent pourtant cette réserve fondée que cette fois-ci c'était Bonaparte qui rompait la paix et que l'Allemagne devait accepter la guerre défensive comme un mal inévitable, à moins que l'agresseur ne soit éliminé à temps par la nation française. Ces deux assemblées eurent lieu le 16 juillet, et le 23 juillet le conseil général de l'Internationale lui aussi, tout en condamnant très sévèrement aussi bien la politique de Bonaparte que la politique des Hohenzollern, déclara dans une adresse sur la guerre que cette guerre était, du côté allemand, une guerre défensive à laquelle les ouvriers allemands devaient seulement interdire de perdre son caractère strictement défensif, tandis que Johann Philipp Becker dans le *Vorbote* fustigeait avec une vigoureuse intelligence le chauvinisme qui en France faisait des ravages, même parmi les démocrates bourgeois.

Il n'y a aucun doute que, dans la masse du prolétariat allemand tout comme dans les masses populaires allemandes, l'emportait le désir de repousser à main armée l'attaque bonapartiste. Il est également peu probable que cela aurait été très différent si à l'époque on avait déjà connu les intrigues diplomatiques de Bismarck aussi bien qu'aujourd'hui. Quelque acte répréhensible qu'ait pu commettre Bismarck, et bien que la Confédération de l'Allemagne du Nord n'ait jamais eu grand-chose à voir avec un État national idéal, ce qui importait c'était de montrer une

fois pour toutes à l'étranger que l'Allemagne était décidée et capable d'avoir sa volonté propre. Au-delà de tous les mensonges diplomatiques, le peuple voyait seulement ce fait, qu'il fallait faire la guerre pour garantir l'existence de la nation. Le courant irrésistible emporta les dynasties et les représentations nationales de l'Allemagne du Sud et, dans un enthousiasme guerrier, réservistes et territoriaux affluèrent sous les drapeaux. Dans la mesure où la guerre était considérée comme la riposte à l'attaque de Bonaparte, elle était au plus haut point populaire, et les autorités officielles de la Confédération de l'Allemagne du Nord s'empressèrent de la déclarer guerre purement défensive, guerre contre le gouvernement français et non contre le peuple français.

Le Reichstag de l'Allemagne du Nord, qui se réunit le 19 juillet en session extraordinaire, approuva à l'unanimité les crédits de guerre demandés. Cependant Liebknecht et Bebel s'abstinrent, parce qu'ils ne pouvaient ni donner un vote de confiance au gouvernement prussien, qui par ses agissements en 1866 avait préparé la guerre actuelle, ni non plus approuver la politique scélérate et criminelle de Bonaparte. Cette démonstration était en tant que telle absolument logique, car en soi les manigances de Bismarck étaient tout aussi condamnables que les manigances de Bonaparte. Mais cette prise de position morale n'aurait été une politique pratique que s'il y avait eu une possibilité de couper court aux menées des Bismarck et des Bonaparte. Tant que cette possibilité n'existait pas, il importait d'établir lequel représentait la cause la plus mauvaise et lequel la victoire la plus néfaste. Mais il ne pouvait y avoir de doute sur le sens dans lequel trancher. Le *Social-Demokrat* avait raison de dire : « V*ictoire de Napoléon signifie défaite des ouvriers socialistes en France, signifie toute-puissance de la soldatesque de Bonaparte en Europe, signifie morcellement complet de l'Allemagne.* » C'est pourquoi les représentants parlementaires des lassaliens votèrent pour l'approbation des crédits de guerre : non seulement Schweitzer et Hasenclever mais aussi Fritzsche qui était passé chez les eisenachiens, alors que les ex-lassaliens du comité directeur de Brunswick étaient extrêmement mécontents que Liebknecht et Bebel se soient abstenus.

Ils étaient tout aussi mécontents de l'attitude du *Volksstaat* qui dans ces journées démontrait en effet qu'on ne peut mener de politique conséquente à coup d'indignations morales seulement. Dans son numéro du 17 juillet, le journal déclarait que la « *très puissante Confédération du Nord* » baissait pavillon devant la provocation de Bonaparte ; quiconque vivait hors du monde de la fiction nationale-libérale aurait dû prévoir ce résultat ; « *si la Prusse avait accepté la provocation française, cela aurait été folie.* » Dans son numéro suivant du 20 juillet, le *Volksstaat* fut obligé

d'abandonner cette conception erronée et disait maintenant de manière tout à fait pertinente : « *En humiliant la Prusse, Bonaparte veut consolider son trône vacillant, préparer au mouvement social-républicain en France un « Sadowa intérieur ». Le trône de Décembre est la pierre angulaire de l'Europe réactionnaire. Si Bonaparte tombe, tombe alors le principal agent de la nouvelle domination de classe et du sabre. Si Bonaparte remporte la victoire, alors, avec les démocrates français, c'est les démocrates européens qui seront vaincus. Notre intérêt exige l'anéantissement de Bonaparte. Notre intérêt est en harmonie avec l'intérêt du peuple français.* » Mais le numéro suivant du 23 juillet disait à nouveau : « *Le césarisme français et le césarisme allemand en compagnie des nouveaux riches peuvent bien se battre seuls : nous, prolétaires, n'avons rien de commun avec cette guerre.* » Cette attitude de l'organe du parti provoqua un grave conflit avec le comité directeur de Brunswick qui, tout en maintenant entièrement le principe démocratique et socialiste, dans un manifeste du 24 juillet défendait cependant le point de vue que cette guerre, parce qu'elle était et aussi longtemps qu'elle était une guerre défensive, devait être soutenue par les ouvriers allemands.

Dans les semaines suivantes, ces contradictions suscitèrent une très forte tension. Bracke parla avec amertume de la « *monarchie de Liebknecht* » et du rôle « *d'hommes de paille* » que jouaient d'après lui les membres du comité directeur, tandis que Liebknecht affirmait qu'il n'était pas possible que cinq personnes de Brunswick imposent leurs conceptions individuelles comme loi pour le parti ; cela, disait-il, serait tout aussi ridicule que ce fameux collège de cardinaux siégeant pour juger Galilée. Mais les « cinq personnes de Brunswick » étaient la direction du parti mandatée par le congrès, et leur conception avait sans conteste derrière elle l'immense majorité du prolétariat conscient, elle était donc infiniment moins « individuelle » que la conception de Liebknecht. Encore une fois, un conflit sur la question nationale menaçait de déchirer la classe ouvrière allemande, mais ce fut enfin le dernier de son espèce.

1. Sedan, Lötzen, Versailles

Il trouva sa solution dans la politique de trahison des classes dominantes. La rapide marche victorieuse des armées allemandes avait en un temps record fracassé le trône de Bonaparte ; le jour de Sedan, la République bourgeoise était assurée de l'autre côté de Rhin, mais de ce côté-ci du Rhin c'est l'unité allemande qui était assurée, dans la mesure où sa réalisation était désormais imminente. L'Allemagne pouvait maintenant dicter une paix qui aurait satisfait pleinement à son honneur et à ses intérêts, mais qui en même temps aurait donné aux deux peuples modernes

les plus éminents du continent la possibilité de cohabiter amicalement et par là aurait assuré un préalable décisif pour le développement pacifique de la civilisation européenne.

Mais justement, cela ne faisait absolument pas l'affaire des princes et des junkers allemands. Comment attendre d'eux une politique généreuse et à large vue, dès lors qu'ils pouvaient infliger une blessure mortelle à la nation française, à cette nation qui avait tant mis au supplice la splendeur romantico-féodale ! Il est vrai que le roi de Prusse avait à maintes reprises déclaré solennellement qu'il faisait la guerre, non à la nation française, mais à l'empereur français, qui désormais avait été mis hors d'état de nuire, mais la bourgeoisie allemande assumait volontiers le rôle du rat qui, d'une dent diligente, rongeait le pentagramme[1] interdisant de franchir le seuil de la guerre de conquête. « C*ette bourgeoisie qui, dans ses luttes pour la liberté civique, avait de 1846 à 1870 donné un spectacle sans exemple d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand* »[2], écrivait Marx avec un mépris amer.

Dès le 30 août, des « notabilités » progressistes et nationales-libérales se réunissaient à Berlin pour, dans une adresse au roi de Prusse et dans un appel au peuple allemand, préparer l'annexion de l'Alsace-Lorraine et par là la guerre de conquête. À côté d'un « Reich uni », elles réclamaient des « frontières sûres » ; le monde devait apprendre que « souverain et peuple » étaient décidés à reprendre ce qu'ils avaient laissé échapper en 1815 ; l'Europe avait expié cette faute de la diplomatie par un demi-siècle de paix armée et il n'était pas question qu'elle se répète. Les héros bourgeois du désarmement déclaraient, avec l'optimisme à tout crin des honnêtes gens, que l'Europe pourrait désarmer quand l'Allemagne se serait approprié l'Alsace-Lorraine par une guerre de conquête. Toutefois ils ne s'en tinrent nullement à la seule force persuasive de ce profond raisonnement, mais ils instaurèrent dans la presse bourgeoise un terrorisme éhonté contre tous ceux qui s'opposaient à la guerre de conquête. Ils appelèrent le « peuple » à « exclure résolument de sa vie, de ses assemblées, municipales et nationales » de tels gredins, et ajoutèrent pour se faire mieux comprendre, dans ces journées où les Allemands étaient chassés de Paris : « *Si nous étions Français, nous aurions vite fait de mettre*

1 Allusion au *Faust* de Goethe. Le pentagramme, figure à cinq angles enchevêtrés signe mystique du Christ, était, sur un seuil de porte, un obstacle que les esprits ne pouvaient franchir.

2 Karl Marx, *La Guerre civile en France : deuxième Adresse.*

fin à leurs menées ! » Aujourd'hui, ces explosions d'un fanatisme absurde nous paraissent bien plus comiques qu'effroyables mais, dans la chaleur incandescente d'une grande guerre, elles étaient loin d'être anodines, et le gouvernement n'hésita pas à les couronner d'une série d'actes de violence.

Face à cette guerre désormais de conquête, le comité directeur de Brunswick et le *Volksstaat* furent tout de suite unanimes, et les lassaliens aussi rejoignirent le front contre la sottise de ce patriotisme de bas étage. Mais tandis que le *Social-Demokrat* se bornait à critiquer durement la politique des classes dominantes, le comité directeur de Brunswick, dans un manifeste du 5 septembre, appelait les ouvriers allemands à organiser, dans des assemblées de masse, des manifestations grandioses contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française. On avait inséré dans cet appel quelques déclarations extraites de lettres de Marx, à qui ceux de Brunswick avaient demandé conseil dans leur conflit avec Liebknecht. Marx y prédisait avec une extrême finesse toutes les conséquences désastreuses que l'annexion a effectivement eues : l'hostilité mortelle entre l'Allemagne et la France, l'hégémonie de la Russie en Europe ; il la définissait comme le moyen le plus infaillible de transformer la paix à venir en simple suspension des hostilités. Son autre prédiction s'est vérifiée tout autant : cette guerre dans laquelle l'Allemagne avait démontré que, même sans l'Autriche allemande, elle était capable d'aller son propre chemin indépendamment de l'étranger, déplacerait de la France vers l'Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier sur le continent. Une deuxième adresse, que le conseil général de l'Internationale publia sur la guerre le 9 septembre, fustigeait encore plus nettement l'absurdité historique de la politique d'annexion ; le *Volksstaat* écrivait désormais dans chaque numéro : *« Paix équitable avec la République française ! Pas d'annexion ! Châtiment de Bonaparte et de ses complices ! »*

Des âmes héroïques du Parti national-libéral dénoncèrent ce « Manifeste de Brunswick » au général Vogel von Falckenstein, qui régnait en maître à Hanovre en qualité de gouverneur général du Littoral et avait déjà mis en prison quelques inoffensifs Danois et Guelfes, au mépris de la loi et du droit. Sur ordre de Falckenstein, les membres du comité directeur de Brunswick, Bracke, Bonhorst, Spier, le tailleur Kühn et le charpentier Gralle, furent arrêtés et traînés enchaînés à la forteresse de Boyen près de Lötzen, à la frontière russe. Le même jour le même sort fut partagé par le fondeur en laiton Ehlers, ancien membre du comité directeur, ainsi que par Sievers, le propriétaire d'une imprimerie, vieillard de 60 ans à demi-paralysé, et par-dessus le marché adversaire politique de la social-

démocratie, dont le seul crime était que son gérant avait accepté, à son insu, d'imprimer le manifeste pour de simples considérations commerciales. Au cours des trois journées où les prisonniers furent transportés à travers les provinces du pays qui, plein d'espoir, voyait poindre la crainte de Dieu et les bonnes mœurs, la canaille patriotique s'en donna à cœur joie. Bracke et ses camarades furent tantôt raillés comme détrousseurs de cadavres et bandits, tantôt regardés bouche bée comme le gouvernement français récemment fait prisonnier, tantôt reçus avec une vertueuse indignation, parce qu'ils mangeaient et buvaient avec appétit tout ce qu'ils pouvaient attraper. Ils supportèrent la suave critique de la colère patriotique avec un humour noir qui ne les quitta pas non plus ensuite quand le commandant d'étape de la gare de Potsdam à Berlin, saisi par la fureur sacrée de la guerre, salua en eux des « brutes, crapules et voyous », qui « à Lötzen en prendraient plein la gueule ». À Lötzen même, ils furent au début traités très durement, ensuite un peu mieux.

Une série d'autres arrestations, parmi lesquelles aussi celle de Yorck à Hambourg, compléta l'action patriotique du gouverneur et de l'État, cependant ces détenus restèrent dans les prisons de leur lieu de résidence. À l'inverse Geib fut également traîné enchaîné à Lötzen, lorsque la commission de contrôle de Hambourg, sur injonction de Liebknecht et de Bebel, eut mis en place un nouveau comité directeur, mais celui-là à Dresde, qui n'était pas soumis aux ordres de Falckenstein. Falckenstein empêcha les assemblées pour protester contre l'annexion, de même qu'il interdit le *Volksstaat* sur toute l'étendue du Littoral. Les philistins libéraux accompagnèrent tout cet arbitraire d'un secret sourire de contentement ou de bruyants transports de joie. C'est seulement quand on arrêta et transféra aussi à Lötzen Johann Jacoby, parce qu'il avait protesté contre l'annexion dans une assemblée de Königsberg, que quelques protestations se firent entendre dans les cercles progressistes.

Falckenstein n'avait pas le moindre prétexte juridique qui lui aurait permis de maquiller sa conduite. Sans doute on avait dans le Littoral proclamé l'état de guerre, mais pas supprimé en même temps la dose de liberté de presse et de réunion garantie par la loi ou l'ordonnance constitutionnelle selon laquelle personne ne pouvait être soustrait à son juge compétent. Dans sa réponse à une protestation des autorités municipales de Königsberg, Bismarck se retrancha derrière l'excuse suivante : le mouvement contre l'annexion renforçait les Français dans leur résistance, et le pouvoir militaire avait pour cette raison le droit de mettre hors d'état de nuire les instigateurs de ces protestations, en vertu de son droit d'écarter tout ce qui était susceptible d'empêcher d'atteindre les buts de guerre. Affirmation qui, en dehors de son inconsistance juridique, souffrait

déjà de la faiblesse de renfermer *deux* contrevérités en *une seule* phrase prononcée. Premièrement en effet les protestations allemandes contre l'annexion ne renforçaient absolument pas la résistance du nouveau gouvernement français, dont les organes au contraire affirmaient très justement que ce n'est pas cela qui pourrait démonter Bismarck dans sa guerre de conquête, et deuxièmement, lorsque les protestations se firent entendre, l'annexion n'était encore absolument pas avouée comme but de guerre. La classe ouvrière qui protestait contre l'annexion, guidée par les hautes idées de la civilisation humaine, avait exactement le même droit constitutionnel d'exprimer librement ses opinions que la bourgeoisie qui manifestait en sa faveur, guidée par son appétit de profit qui lui faisait désirer de nouveaux marchés. Les quelques timides protestations contre l'annexion qui se firent entendre incidemment au sein de la bourgeoisie provenaient d'industriels du coton, et reposaient sur la crainte de la concurrence de l'industrie alsacienne du coton.

Des détails montrent que Bismarck, non pas pour des raisons de droit mais pour des raisons de politique, n'avait dans les conditions d'alors pas vu particulièrement d'un bon œil le despotisme du général Falckenstein. Mais désavouer un général prussien en raison d'actes illégaux était, sinon au-dessus de sa volonté, du moins au-dessus de son pouvoir : même par lui, le militarisme ne se laissait pas tirer par la barbe. Puis il utilisa les élections du Landtag, qui eurent lieu en novembre, pour faire libérer, par ordonnance royale du 24 octobre, les prisonniers de Lötzen qui étaient « *sujets prussiens* », « *dans la mesure où entre-temps la détention légale n'avait pas été décrétée contre eux et sous réserve d'une éventuelle procédure judiciaire s'engageant contre eux.* » Parmi les membres du comité directeur de Brunswick, Bonhorst était l'unique Prussien, en sa qualité de ressortissant du Nassau annexé ; les autres durent patienter jusqu'au 14 novembre, après quoi, étant donné qu'entre-temps la cour martiale de Brunswick avait ordonné leur détention préventive légale pour « *soupçon de haute trahison* », ils furent livrés, attachés par des cordes, à la prison de Brunswick. Dans les premiers jours de décembre, le Sénat de Hambourg trouva alors lui aussi le courage de réclamer Geib, et à Lötzen il ne resta plus que Sievers. Comme dans son cas il n'y avait pas la moindre apparence de culpabilité, il dut, selon la merveilleuse logique de la justice prussienne, payer un tribut particulièrement lourd ; il ne fut libéré qu'à Noël, après que Falckenstein eut brisé son existence bourgeoise en décrétant la fermeture de son imprimerie. Mais ce méfait au moins ne resta pas tout à fait impuni ; après de longues années de procès, Sievers réussit à obtenir un jugement de la cour de cassation de Brunswick, qui condamnait ledit Falckenstein à l'indemniser.

Entre-temps les princes allemands avaient rafistolé l'unité allemande du plus mal qu'ils le purent. Si cela avait dépendu de leurs désirs profonds, l'unité allemande n'aurait pas avancé d'un pas ; le roi de Prusse était, comme il l'écrivait à sa femme, « d'humeur morose » parce qu'il devait monter dans cette galère, et le roi de Bavière, à cette époque-là déjà à moitié ou complètement fou, rongeait son frein à l'idée qu'un Wittelsbach devait être tenu en bride par un Hohenzollern. Le prince héritier prussien, homme aimable qui certes n'était pas un génie mais était suffisamment familiarisé avec la culture moderne pour regarder avec une sincère horreur les atrocités des champs de bataille, était pratiquement le seul à s'enthousiasmer pour l'unité allemande, en vérité lui aussi plus par ambition dynastique que par sentiment national. C'était à nouveau, comme autrefois lors de la fondation de l'Union douanière, une nécessité économique d'airain qui créait la nouvelle communauté allemande. Elle ployait les « grands héros » sous son poing puissant, et devant sa froide nécessité s'évanouit toute fronde princière. Delbrück, bureaucrate prussien, mais bureaucrate qui malgré toute sa sécheresse avait à l'école de l'Union douanière compris la nécessité du développement capitaliste, conduisit les négociations avec les gouvernements sud-allemands, dont les résultats furent ensuite fixés et scellés dans le quartier général de Versailles. Dans la mesure où cela représentait un progrès historique, il était à mettre au compte des morts anonymes des champs de bataille, dont le sang versé à flots devenait le solide ciment du nouvel édifice que les princes et les ministres ne pouvaient bâtir que médiocre et fragile.

La Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui ne garantissait même pas au peuple autant de droits que la Constitution prussienne, et que de ce fait le fidèle patriote Miquel avait définie comme pouvant à la rigueur servir à *« secourir temporairement un éphémère État militaire de l'Allemagne du Nord »*[1] devint le fondement de la Constitution allemande, avec encore de substantielles aggravations. Les dynasties sud-allemandes confirmaient maintenant ce que Schweitzer avait dit : qu'elles préféreraient encore se soumettre à un de leurs semblables plutôt que de faire la moindre concession aux intérêts nationaux. Pire encore : elles corroboraient même la raillerie de Bismarck selon laquelle la politique prussienne était trop libérale pour les États de l'Allemagne du Sud. Le particularisme bavarois notamment avait maintenant une grande occa-

1 C'est ainsi qu'on désignait l'État prussien depuis le 17e siècle avec l'avènement de Frédéric-Guillaume Ier, le « Roi-Sergent » qui militarisa l'État et la société. L'armée devint l'instrument directeur du développement social et économique. Le paysan-soldat formait l'ossature de l'armée et était assujetti à la noblesse qui dirigeait l'armée.

sion « *de porter un dur coup au prussianisme arrogant et présomptueux* », de promouvoir énergiquement les intérêts des classes bourgeoises – ne parlons même pas de ceux du prolétariat – face aux hobereaux de l'est de l'Elbe. Ce qui donne une notion de la puissance que le particularisme bavarois possédait par la faveur des circonstances c'est que, parmi les soixante-dix-neuf paragraphes de la Constitution de l'Allemagne du Nord, il en fit modifier vingt-six, quelques-uns à vrai dire seulement dans la forme, et dans son intérêt en fit supprimer vingt-cinq autres en tout ou partie. Mais il n'y avait pas une seule de ses revendications qui se proposât d'élargir ne serait-ce que d'un cheveu les droits du peuple. Plus même, il s'empressa de bâcler encore davantage l'unité allemande, que le particularisme prussien avait déjà passablement bâclée. La législation avancée de la Confédération de l'Allemagne du Nord concernant le droit de domicile et de mariage le hérissait tout particulièrement ; que le citoyen bavarois contractant un mariage en Prusse ou en Saxe sans l'autorisation de son roi dût avoir en plus le plaisir de voir, à l'intérieur des poteaux blanc et bleu des frontières bavaroises[1], ses enfants légitimes considérés de par la loi comme des bâtards, voilà l'un des nobles buts pour lesquels le particularisme bavarois répandait à flot sa précieuse sueur. Tout ce qui revint aux masses populaires lors des négociations de Versailles ce furent les titres romantico-féodaux « d'empereur » et de « Reich », et en plus cela donna lieu à toutes sortes d'incidents tragi-comiques. Le roi de Prusse déclara s'en soucier « comme d'une guigne » et il fallut contraindre le roi de Bavière, le pistolet sur la poitrine, à signer le texte « magnanime » rédigé par Bismarck, qui offrait au roi de Prusse la couronne impériale allemande.

Dès le départ, les dynasties allemandes avaient tout particulièrement tenu à ce que la voix du peuple ne soit pas entendue sur la forme qu'allait prendre son futur destin. Mais elles étaient bien obligées de demander la ratification de leurs accords de Versailles, d'un côté au Reichstag de l'Allemagne du Nord, de l'autre aux représentations populaires de l'Allemagne du Sud. Cela s'accompagna de la charmante menace : c'est à prendre ou à laisser ; si vous en modifiez ne serait-ce qu'un articulet, alors une fois de plus l'unité allemande tombera à l'eau. De la part des Chambres sud-allemandes, il allait de soi dès le départ qu'elles plieraient, malgré tous leurs cris et grincements de dents ; mais le Reichstag de l'Allemagne du Nord, dont lors de la session de juillet la compétence avait été prolongée jusqu'à la fin de l'année, n'osa pas non plus protester énergiquement. Il s'ouvrit

1 Le drapeau bavarois est composé de losanges de couleur alternativement bleu pâle et blanche.

le 24 novembre par un discours du trône qui, en contradiction flagrante avec le discours du trône de juillet, déclarait que Bonaparte avait entrepris la guerre « a*vec l'assentiment de toute la nation française* ». Il annonçait maintenant l'annexion de l'Alsace-Lorraine comme l'objectif de la guerre, pour la poursuite de laquelle il demandait un nouvel emprunt. Liebknecht et Bebel y répliquèrent par l'amendement demandant que le Reichstag refuse l'emprunt et demande au chancelier de conclure la paix au plus vite avec la République française en renonçant à toute annexion de territoires français ; mais en dehors d'eux, seuls Schweitzer et Hasenclever votèrent cette proposition. Lors du vote sur l'emprunt lui-même, à part eux, Fritzsche, Mende, Schraps et le particulariste guelfe Ewald votèrent non ; au printemps, Fösterling avait déjà renoncé à son mandat. De même les six députés sociaux-démocrates firent bloc dans l'opposition aux traités de Versailles et aux titres décoratifs d'« empereur » et de « Reich » ; c'est seulement lors du vote sur le traité bavarois que se joignirent à eux les voix progressistes et même quelques voix nationales-libérales.

Malgré tout cela, la résurrection de l'empereur et du Reich ne s'accomplit nullement sous des auspices réjouissants. Delbrück déposa la couronne impériale toute neuve sur la table de la Chambre comme un échantillon inconnu, dont il ne savait pas très bien à vrai dire dans quelle rubrique de tarif douanier le ranger. Le prince héritier déplora cette attitude boutiquière et Bismarck aussi admit que Delbrück aurait pu veiller à une meilleure mise en scène. Reste seulement à se demander si « cette scène de l'histoire mondiale » aurait beaucoup gagné à ce qu'on lui donne une forme théâtrale. Telle qu'elle se déroula, elle exprima au moins sans fard la situation réelle. Le chef des conservateurs-libres, Friedenthal, qui réunissait dans sa personne le grand propriétaire terrien et le grand industriel, demanda sur le ton sec qui sied aux affaires si ce n'était pas là un chef qu'on donnait au peuple allemand, et Delbrück lut pour réponse, de sa voix monocorde, le fameux texte « magnanime » que Bismarck avait imposé par la force au roi de Bavière. Les partis bourgeois de la majorité dirent oui et amen aux arrangements des princes, sachant bien que ce n'était pas un Reich de la liberté mais un Reich bourgeois qu'ils créaient ; ils sacrifièrent une nouvelle fois leurs idéaux politiques aux intérêts matériels de leur classe et ils s'en prirent à grands cris à Liebknecht et Bebel qui, en tant que porte-parole de l'opposition sociale-démocrate, avaient représenté avec courage et détermination les droits inaliénables du peuple. Du reste cela correspondait à la situation réelle que, après la clôture de la session du Reichstag le 17 décembre, Liebknecht, Bebel et avec eux Hepner, qui était entré à la rédaction du *Volkstaat,* soient arrêtés pour préparation de crime de haute trahison : au même moment où une

députation de la majorité du Reichstag, composée de trente personnes, se rendait à Versailles avec une adresse rédigée par Lasker dans son allemand le plus jargonnant, implorant ardemment le roi de Prusse d'accepter dans l'intérêt de la patrie la couronne impériale allemande.

Dans la cour du château de Versailles les représentants de la nation allemande attendaient, comme jadis l'empereur Henri dans la cour du château de Canossa. Persiflages et railleries pleuvaient sur eux. Gens de cour et hobereaux déclinèrent sur tous les tons ces mots méprisants du roi de Prusse : « Ah, Monsieur Lasker me fait vraiment un grand honneur ». Cependant à Versailles la députation trouva aussi un cœur sensible, et ce cœur battait dans la poitrine de Stieber, que Bismarck, tout à fait lucide sur son propre système de gouvernement, avait à nouveau nommé responsable de la police politique. Le parjure artisan du procès des communistes de Cologne avait bien senti que des gens de son calibre auraient de meilleures perspectives de bonne soupe dans le Reich bourgeois que dans l'État féodalo-absolutiste, et il frétillait servilement autour de la députation du Reichstag. Celle-ci ne fut pas non plus ingrate, et Stieber reçut dans un message solennel ses « remerciements les plus sincères » et son « complet dévouement ». Il envoya cette lettre à Berlin afin qu'elle soit conservée pour les futurs Stieber comme une attestation d'honneur de leur aïeul et maître, et il écrivit en plus : « *La députation m'a donné beaucoup de travail pour lui préparer un accueil honorable. Le parti de la cour et des militaires était assez froid, je représentais ici le parti des civils et le peuple allemand. Étrange époque !* » Oui, « l'époque » était « étrange », et l'on comprend bien que même ce pécheur endurci s'en étonnât.

La guerre de conquête allemande éveilla la résistance acharnée et coriace de la nation française. Les francs-tireurs menaient la guerre comme s'ils avaient étudié la loi prussienne de 1813 sur la milice territoriale, et Bismarck écumait de rage contre ces « assassins », qui méritaient tous d'être pendus, tout comme autrefois Napoléon avait fait fusiller comme brigands les officiers de Schill[1]. Ce n'est qu'au bout de six mois de combats, qui coûtèrent aux deux peuples d'innombrables victimes, que la résistance française put être brisée. Le 26 février furent conclus à Versailles des préliminaires de paix, par lesquels la France s'engageait à céder l'Alsace-Lorraine et à payer 5 milliards à l'Allemagne.

1 Officier prussien, farouche opposant aux armées de Napoléon. En 1809, après avoir tenté de prendre la forteresse de Magdeburg, il fut tué dans un combat de rue. Onze de ses officiers furent fusillés sommairement par les Français. Plus de 500 de ses hommes furent envoyés sur les galères françaises.

Sous la fraîche impression de la paix enfin conclue, qui en même temps était une victoire de la réaction, eurent lieu le 3 mars les élections pour le Reichstag allemand. C'était le moment le plus défavorable possible pour la social-démocratie, le seul parti qui avait résisté avec une inébranlable opiniâtreté à la guerre de conquête, ce parti qui avait souffert le plus durement sous la pression de la guerre, dont une grande partie encore était sous les armes en France, une partie proportionnellement beaucoup plus grande que pour chacun des partis bourgeois. Cependant 101 927 voix, environ 3 % de toutes les voix exprimées, se portèrent sur des candidats sociaux-démocrates, à savoir 62 952 sur les lassalliens, 38 975 sur les eisenachiens. Les lassalliens recrutaient principalement (46 313) dans le royaume de Prusse, et là en particulier en Rhénanie (11 821), dans le Schleswig-Holstein (11 182) et en Hanovre (6 805), les eisenachiens dans le royaume de Saxe (31 043). En Saxe, les lassalliens ne recueillirent que 2 246 voix, en Prusse les eisenachiens que 2 544. Les eisenachiens l'emportaient en Bavière avec 2 519 voix et à Brunswick avec 2 486, les lassalliens en Hesse avec 3 973 voix, à Lübeck avec 543, à Brême avec 1 506, à Hambourg avec 5 071. Mais tous ces chiffres n'ont qu'une valeur relative, étant donné les circonstances extraordinaires dans lesquelles se déroulèrent les élections de 1871. À Berlin, où encore peu avant la guerre 4 000 lassalliens en rangs serrés sous la conduite de Schweitzer avaient participé à l'enterrement de Waldeck, 2 058 voix seulement pour l'ensemble des six circonscriptions se portèrent sur le compagnon charpentier Grau. Dans le Wurtemberg encore, où les eisenachiens étaient infiniment plus forts que les lassalliens, les 491 voix sociales-démocrates exprimées en tout étaient à mettre au compte des lassaliens, qui avaient présenté à Stuttgart leur propre candidat. En Allemagne du Sud, la nouveauté des élections et la manière excessivement lamentable avec laquelle les listes d'électeurs furent établies contribuèrent à faire obstacle à la participation des ouvriers aux élections. Mais, plus les difficultés que la campagne électorale sociale-démocrate avait à combattre étaient grandes, plus la progression considérable du nombre de voix qu'elle pouvait enregistrer depuis 1867 était remarquable. Cependant la plupart des mandats sociaux-démocrates furent perdus. Du côté des lassalliens, trois seulement parvinrent au second tour, où ils furent tous éliminés : le tailleur Bräuer à Altona, Hasselmann dans la circonscription hanovrienne de Goslar et Schweitzer à Elberfeld-Barmen, où avec 8 477 voix il perdit face à une coalition de tous les partis bourgeois qui recueillit 9 540 voix. Du côté des eisenachiens, seul Bebel à Glachau-Meerane réussit à s'imposer contre Schulze-Delitzsch que la bourgeoisie lui avait intentionnellement opposé comme concurrent ; par ailleurs Schraps sortit victorieux à

Zwickau-Crimmitschau et à Mittweida Spier fut battu par un concurrent national-libéral, mais seulement au second tour.

Le 24 mars, Schweitzer déclara qu'il avait l'intention de se retirer de la direction de l'Association générale des travailleurs allemands. Il donna comme raison que pendant de longues années il avait sacrifié au parti temps, énergie, tranquillité et argent ; personne ne pouvait exiger de lui qu'il continue ces sacrifices, il avait le droit de demander que la relève ait lieu. Il n'est pas possible d'établir dans quelle mesure Schweitzer s'était intimement convaincu que sa dictature était indéfendable ; extérieurement elle trouvait déjà une limite dans le fait que Schweitzer ne pouvait plus tenir le *Social-Demokrat*, qui à la suite de la guerre était tombé à 2 700 abonnés. Il ne pouvait même plus continuer le journal jusqu'à la tenue de l'assemblée générale qu'il avait convoquée à la mi-mai ; le dernier numéro parut le 26 avril. Mais si le parti lui-même était obligé de reprendre le journal, la dictature de Schweitzer ne pouvait plus durer telle qu'elle était jusque-là. Il est possible aussi que sa défaite électorale ait eu une influence déterminante sur sa décision. Lui-même l'admit, disant même que désormais il n'était plus lié vis-à-vis de ses électeurs ; mais en réalité la perte de la suprématie qu'il avait su s'assurer par son activité parlementaire ôtait aussi à sa dictature un autre appui important. Pendant la guerre son attitude politique avait été absolument juste, mais elle avait été moins forte que l'attitude de Liebknecht et Bebel ; l'idée qu'il était complètement dans une impasse face aux eisenachiens, que depuis Sedan la fusion des deux fractions n'était plus qu'une question de temps et qu'il n'y avait absolument plus aucune place pour sa dictature dans le mouvement ouvrier allemand, s'est sans doute peu à peu emparée de lui et n'a sans doute pas peu contribué à faire mûrir sa décision.

La dixième assemblée générale, qui se réunit à Berlin le 18 mai et à laquelle étaient mandatés trente-quatre délégués représentant 5 356 membres payant leur cotisation de soixante-quatorze localités, exprima son regret que Schweitzer soit empêché « *pour des raisons personnelles* » de conserver plus longtemps la direction du parti, lui exprima par un vote de confiance unanime ses remerciements pour « *sa direction avisée pendant de longues années* » et recommanda aux membres d'élire Hasenclever comme nouveau président. On confia à Schweitzer la gestion des affaires courantes jusqu'au 1er juillet. Comme déjà lors de l'assemblée générale de l'année précédente, on contrôla très minutieusement la situation des caisses et on la trouva tout à fait en règle. Schweitzer céda au parti le droit de propriété des deux organes existants du parti, en échange de quoi l'assemblée générale reprit les dettes du *Social-Demokrat* à hauteur de 1 000 thalers. On décida que l'*Agitateur* servirait d'organe du parti

jusqu'au 1er juillet, mais qu'ensuite il devait cesser et le *Social-Demokrat* paraître à nouveau trois fois par semaine comme unique organe du parti. À l'assemblée générale de la Fédération générale allemande de secours mutuel qui se réunit le 25 mai, il y avait dix-neuf délégués ne représentant plus que 4 257 membres de vingt-sept localités ; incontestablement la guerre avait une grande part dans le déclin rapide de l'organisation syndicale, mais l'entremêlement des différentes branches professionnelles avait suscité aussi la perplexité parmi ses membres ; l'assemblée générale décida de supprimer cet entremêlement, dans la mesure au moins où elle permit aux ouvriers des mêmes métiers, partout où ils le jugeaient nécessaire, de fonder une organisation propre et de lui donner le nom de leur métier. Les maçons s'étaient dès le départ ménagé une position séparée de ce genre.

Le 1er juillet, le président nouvellement élu Hasenclever prit la présidence, et le même jour parut le premier numéro du *Neue Social-Demokrat*.

2. La révélation de Bismarck

Le 18 mars 1848, la révolution avait chassé de Berlin le prince de Prusse, comme représentant le plus intransigeant de l'absolutisme d'avant 1848. Le 17 mars 1871, le même homme rentrait à Berlin comme empereur allemand, revenant en vainqueur de Versailles, acclamé par les classes dominantes comme digne héritier des Otton et des Hohenstaufen. Le 17 mars 1871, il pouvait se dire qu'il n'était pas différent du 18 mars 1848. Peut-être même s'est-il imposé à son esprit étroit l'idée que les luttes internes pour la liberté, qui s'étaient déroulées depuis plus de deux décennies sur le sol allemand, n'avaient été que mensonge et imposture, que sa couronne qu'il tenait de la grâce de Dieu était aussi éternelle qu'est censé l'être ce seigneur du ciel, de la table duquel il prétendait l'avoir prise.

S'il s'est abandonné à ce rêve, dès le jour suivant apparaissait sur le mur de son palais la main invisible qui traçait son « *Mané Thécel Pharès* »[1]. Le 18 mars 1871 le prolétariat parisien se soulevait et démontrait que l'histoire européenne depuis 1848 avait eu un sens, même s'il avait été payé au prix fort par les peuples. Partout où dans les pays allemands il y avait un prolétariat conscient, un cri d'allégresse retentissant répondit au soulèvement révolutionnaire des ouvriers parisiens. Ni les lassalliens ni

1 Selon la Bible, Balthazar, dernier roi de Babylone, vit une main tracer sur les murailles de son palais cette inscription, que seul le prophète Daniel était capable de déchiffrer : *Mané : Dieu a compté les jours de ton règne, et il en a marqué la fin ; Thécel : tu as été mis dans la balance et tu es trop léger ; Pharès : ton royaume sera partagé.* La même nuit le roi fut tué, son royaume pris et partagé.

les eisenachiens n'hésitèrent ne serait-ce qu'un instant ; des assemblées de masse à Berlin, Hambourg, Brême, Hanovre, Elberfeld de même qu'à Dresde, Leipzig et Chemnitz exprimèrent leur sympathie respectueuse à la révolution sociale de Paris et envoyèrent à ses combattants les salutations fraternelles des ouvriers allemands. *Social-Demokrat* et *Volksstaat* raillèrent avec le même mépris « l'impudence candide » de quelques feuilles bourgeoises, qui exigeaient de la social-démocratie allemande qu'elle désavoue la Commune de Paris ou tout au moins ses « atrocités ». Il est possible que par ce genre de ruse tactique on ait pu obtenir tel ou tel petit avantage, mais cela aurait été une tactique à vomir, et la social-démocratie aurait succombé à la maladie héréditaire du libéralisme allemand qui consiste, pour quelques petits profits incertains, à compromettre pour toujours, non seulement son propre honneur et sa propre dignité, mais aussi un bénéfice important et durable. L'adhésion sans réserve à la Commune de Paris a été extrêmement payante pour la social-démocratie allemande. Aujourd'hui les « atrocités de la Commune » sont devenues la risée des enfants ; tout bourgeois un tant soit peu instruit sait, aussi bien que les ouvriers allemands l'ont su dès le début, que les véritables atrocités avaient été commises par les ennemis de la Commune, par les champions de l'ordre bourgeois, que la faiblesse de la Commune était, non pas son inhumanité, mais sa peur des mesures radicales.

Le conseil général de l'Internationale prit parti pour la Commune de Paris aussi résolument que la social-démocratie allemande. Dans *l'Adresse sur la guerre civile en France* rédigée par Marx, il releva immédiatement l'étendard lumineux au nom de l'armée combattante de la classe ouvrière, dont l'aile française venait de subir une si terrible défaite. Personne ne savait mieux que Marx qu'il mettait ainsi en danger l'existence de l'Internationale, qui en effet sombra en partie en raison des conséquences et des répercussions de cette magistrale Adresse. Les partis ouvriers européens n'étaient pas tous politiquement déjà aussi mûrs que la social-démocratie allemande, et en particulier les trade-unions anglais reculèrent d'épouvante devant le spectre effroyable que la bourgeoisie européenne s'était appliquée à faire de la Commune de Paris. Mais pour Marx peu importait la forme de la cause, quand il s'agissait de sauver son essence. Et sa politique ne pouvait être justifiée de manière plus convaincante que par cette Adresse même qui, écrite sous l'impression toute fraîche des faits, est aujourd'hui encore loin devant, en tête de toute l'abondante littérature qu'a engendrée depuis lors la Commune de Paris. Bien que cette Adresse eût pour but de justifier la Commune et que, à un moment où tout ce qui comptait était d'être pour ou contre, elle n'affaiblît pas son « pour » en faveur de la Commune en s'attardant sur les

erreurs du soulèvement, elle faisait tout de même ressortir les points de vue essentiels avec une clarté et une acuité telles qu'elle est restée jusqu'à aujourd'hui l'ouvrage classique sur la Commune de Paris.

Quant à Bismarck, il circulait de lui à cette époque ce bon mot, que la Commune de Paris lui avait causé « sa première nuit blanche ». Bon mot qui en tout cas, qu'il l'ait prononcé ou non, caractérisait bien sa situation d'alors. Le soulèvement des ouvriers parisiens lui montrait que sa diplomatie pouvait être assez ingénieuse face à un Beust ou un Bonaparte mais que, face aux grands mouvements de masse du siècle, elle était une plaisanterie d'avant-hier. Comme résultat de ses cogitations nocturnes, il fit au Reichstag cette révélation stupéfiante que le fond légitime de la Commune de Paris avait été l'aspiration au statut prussien des villes, cette parodie d'administration indépendante des communes. Bebel, l'unique social-démocrate qui siégeait au premier Reichstag allemand, exprima son étonnement qu'une assemblée d'hommes sérieux n'ait pas éclaté de rire en entendant cela, et il ajouta pour sa part : « *Soyez fermement convaincus que tout le prolétariat européen et tous ceux qui portent encore en eux un sentiment de liberté et d'indépendance regardent vers Paris. Et, même si en ce moment Paris est réprimé, je vous le rappelle : le combat dans Paris n'est qu'une petite escarmouche d'avant-postes, en Europe l'essentiel est encore devant nous et, d'ici quelques décennies, le cri de bataille du prolétariat parisien,* « Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté »*, sera le cri de bataille de l'ensemble du prolétariat européen.* » Cette haute assemblée crut devoir accorder à ces paroles les éclats de rire qu'elle avait refusés à cette banalité venue à l'esprit de Bismarck. Depuis, en vérité, le rire lui a radicalement passé.

Plus tard Bismarck lui-même a avoué que ce discours de Bebel avait été le « rayon de lumière » qui l'avait éclairé sur la nature du mouvement social-démocrate ; dès lors il avait cherché à le combattre et à le réprimer comme un ennemi contre lequel l'État et la société se trouvaient en état de légitime défense. Il n'y a aucun doute à avoir sur la sincérité de cette confession, du fait déjà qu'elle était assez humiliante pour ce prétendu homme d'État. Dans les faits, c'est alors que commença le combat ouvert de Bismarck contre la social-démocratie, mené au début par à-coups et saccades avec une arrogance nonchalante, ensuite en un combat désespéré pour sa propre existence, combat de plus en plus désespéré, jusqu'à ce que cette existence se brise sans gloire.

Si apparemment Bismarck n'avait pas considéré avec une satisfaction sereine les violences illégales de Falckenstein, elles lui paraissaient maintenant suffisamment bonnes pour un premier coup contre le prolétariat conscient. Les prisonniers de Brunswick comme de Leipzig avaient été

relâchés fin mars, après avoir passé derrière les murs du cachot, les premiers environ deux cents jours, les seconds environ cent, pour rien, absolument rien. Pendant ce temps, tout le matériel qui avait été raflé dans les appartements des détenus ou de leurs camarades politiques, grâce à de nombreuses perquisitions, avait été passé au crible par police, procureur d'État et juges d'instruction pour haute trahison et lèse-majesté, mais sans le moindre succès. Ce résultat final de tant de peine dut d'autant plus les couvrir de honte que le matériel dont ils s'étaient emparés était une mine inépuisable ; l'incursion soudaine de Falckenstein avait mis tous les documents et registres de la direction du parti eisenachien aux mains de ses persécuteurs. Ni les tribunaux de Brunswick ni les tribunaux de Saxe ne montrèrent d'inclination particulière à continuer à s'occuper de cette mauvaise affaire, et ce qui avait sans doute aussi contribué à refroidir leurs ardeurs était la façon dont on avait exigé de ces tribunaux qu'ils jouent les humbles complices de ces violences militaires. Le procureur général de Wolfenbüttel requit lui-même de suspendre la procédure contre les détenus de Brunswick pour préparation de haute trahison, et la chambre des mises en accusation de la Cour suprême accepta cette requête. À côté de cela subsistaient certes les procédures contre Bracke et compagnie pour le reste des délits, qui ne relevaient pas de la compétence du tribunal criminel mais de la compétence du tribunal de district, mais il était évident que ce charmant artifice de langage ne masquait que dans une certaine mesure le fait révoltant que pendant des mois on avait volé leur liberté à des gens parfaitement innocents.

Seulement, cette addition de Brunswick était faite sans l'aubergiste de Berlin. Bismarck fit pression pour que soit retirée la réserve du procureur général de Wolfenbüttel et le 10 octobre 1871, plus de six mois après la mise en liberté des détenus, le procureur Koch de Brunswick avait achevé le sale travail consistant à monter de toutes pièces une accusation au moins contre Bracke, Bonhorst, Spier et Kuhn. Quelques paragraphes élastiques de l'ancien code pénal de Brunswick et du nouveau code pénal de l'Allemagne du Nord servirent de vague appui à l'accusation, qui portait sur le délit de troubles de l'ordre public. Effectivement, après trois jours de débats, le tribunal de district aussi condamna Bracke et Bonhorst à seize mois de prison, Spier à quatorze et Kühn à cinq, compte tenu de la prison préventive, mais la Cour suprême cassa ce jugement, si bien qu'il ne resta plus que trois mois de détention pour Bracke et Bonhorst, deux mois pour Spier et six semaines pour Kühn, pour participation à une association ayant des buts prétendument contraires aux lois. Ce jugement était aussi très contestable, d'autant qu'il s'appuyait sur un vieux règlement d'avant 1848 mais, quoi qu'on puisse dire de lui sur le

plan théorique, il aboutit dans la pratique à faire libérer les accusés, étant donné que la Cour suprême jugea que la peine infligée avait été couverte par le temps passé en prison préventive.

À l'égard des exigences de Berlin, les jurés bourgeois de Leipzig se montrèrent plus dociles que les tribunaux compétents de Brunswick. Liebknecht, Bebel et Hepner comparurent en mars 1872, deux semaines durant, devant la cour d'assises de Leipzig, accusés de préparation de haute trahison. Le matériel à charge était essentiellement le même que celui du procès de Brunswick, seulement augmenté encore d'un monceau de « preuves » qui ne prouvaient rien, si ce n'est la volonté de faire à tout prix aux accusés un procès politique. On présenta aux jurés pas moins de 140 pièces à conviction, lettres, discours, articles de journaux, programmes, une masse inextricable des manifestations les plus variées de la littérature révolutionnaire depuis 1848, rédigées non seulement par les accusés et leurs camarades d'opinion, mais aussi par leurs adversaires politiques. Mais pas un seul de ces documents ne livra ne serait-ce que l'ombre d'une preuve que les accusés avaient préparé une entreprise de haute trahison, au sens du code pénal. En revanche, le président von Mücke vint au secours de l'accusation en conduisant les délibérations de manière partisane, chose qui à cette époque-là, dans les pays allemands, était encore assez inhabituelle et que la presse indépendante de tous les partis bourgeois presque sans exception condamna sévèrement. Par ailleurs les pressions de toutes sortes ne manquèrent pas non plus de s'exercer sur les jurés, dont huit – exactement le nombre nécessaire pour pouvoir les condamner – consentirent ensuite réellement à déclarer Liebknecht et Bebel coupables. La cour de justice les condamna chacun à deux ans de forteresse, en décomptant les deux mois de prison préventive, tandis que Hepner fut libéré.

Mais Liebknecht et Bebel disaient avec raison que le procès avait tellement fait pour diffuser les principes sociaux-démocrates qu'ils encaissèrent volontiers les deux années de forteresse. Ils n'avaient pas seulement gagné les sympathies personnelles que tous les hommes qui pensent avec probité prodiguent habituellement aux condamnés innocents mais, au-delà, ils avaient aussi fait une propagande extrêmement efficace pour leurs buts politiques et sociaux. Tandis que Hepner, qui dès le départ était destiné à un second rôle dans ce drame judiciaire, se contentait judicieusement de tourner en dérision avec un humour plein de vivacité l'accusation portée contre lui, Liebknecht et Bebel se faisaient les défenseurs de la cause qu'on voulait atteindre à travers eux, avec dignité et sérieux, et en même temps de manière si pénétrante et si convaincante qu'ils repoussèrent en se jouant les attaques maladroites du

président et du procureur d'État. Liebknecht en particulier, qui jusqu'ici était plus éloigné que Bebel des masses ouvrières, donna libre cours à cet admirable talent individuel qui gagna d'emblée les cœurs prolétaires au « soldat de la révolution ». Ainsi les débats du procès avaient une haute valeur propagandiste ; ils firent un sort aux préjugés largement répandus sur le mouvement ouvrier ; le jeu des questions et des réponses se transforma en une introduction stimulante au mode de pensée de la social-démocratie.

Puis en juillet 1872, Bebel fut encore une fois victime de la justice de classe. Le tribunal de district de Leipzig le condamna pour lèse-majesté, parce que dans une assemblée publique il avait dit cette vérité incontestable que le roi de Prusse n'avait pas tenu sa promesse selon laquelle le résultat de la guerre serait la formation d'une Allemagne unie et libre. Le verdict fut neuf mois de prison et la « perte des droits résultant des élections publiques ». Le tribunal invalidait le mandat de Bebel au Reichstag, et cela c'était par représailles ; en effet à la première session du Reichstag allemand, Bebel s'était vite révélé un lutteur redouté ; sans le soutien d'un parti, tout seul, il avait su étaler de tout leur long sur la piste du parlementarisme bourgeois deux des plus fameux danseurs : le courageux Lasker qui, poussé par Bebel dans ses retranchements, en bon philistin avait menacé du « gourdin » et ensuite avait falsifié le compte rendu sténographique, parce que cette terrible menace lui était apparue à lui-même bien trop ridicule, aussi bien que le courageux Simson qui fut surpris par Bebel en train de violer grossièrement le règlement de la séance et ne dut son salut qu'à la majorité bourgeoise qui, avec la plus parfaite mauvaise foi, l'avait absous de toute faute. À présent, en écartant l'auteur de ces méfaits, le tribunal du district de Leipzig ne vengeait pas seulement le roi par la grâce de Dieu, mais aussi le parlementarisme bourgeois.

Mais les vaillants tisserands de la circonscription de Glauchau-Meerane comprirent mal cette plaisanterie patriotique et renvoyèrent Bebel au Reichstag avec 3 000 voix de plus qu'il en avait obtenu auparavant. Cette haute assemblée dut désormais accepter de faire elle-même office de bourreau ; elle rejeta la demande de Schraps de réclamer Bebel qui entre-temps avait entamé sa détention à la forteresse de Hubertusburg. Quel patriote pouvait tenir rigueur à l'Assemblée de ne pas avoir envie d'entendre cette voix claire et sonore qui savait exposer de manière si convaincante combien était fragile la splendeur du nouveau Reich allemand !

Chapitre II

Le flot des milliards

1. Vertiges de la spéculation et Kulturkampf[1]

De même que la révolution par en haut avait été assurée par un compromis entre l'État militaire prussien et la bourgeoisie allemande, de même ces forces avaient mené la guerre de conquête après Sedan et de même elles se partageaient le butin. Motlke écarta froidement les curieux mensonges des « notabilités » libérales, pour lesquelles l'annexion de l'Alsace-Lorraine devait mener au désarmement de l'Europe, en déclarant : *« Ce que nous avons conquis en une demi-année par les armes, il est possible que nous ayons à le protéger pendant un demi-siècle par les armes, afin qu'on ne nous l'arrache pas à nouveau. »* Le militarisme entamait l'apogée de ses péchés : il s'enflait à des dimensions qui auraient paru incroyables aux pires des pessimistes des années soixante, et la bourgeoisie libérale fut obligée de s'accommoder de cette conséquence-là de sa politique géniale, aussi bien ou aussi mal qu'elle put.

Elle tira meilleur avantage de l'autre conséquence de la guerre de conquête. Les coups de boutoir de l'armée allemande lui avaient largement ouvert les portes du marché mondial. Certes, la pluie de milliards profita avant tout à l'État militaire, pour s'acquitter de ses dettes, payer dotations et pensions, construire forteresses et casernes, renouveler les stocks d'armes et d'effets militaires ; mais l'énorme accroissement du capital disponible et de la quantité d'argent en circulation donna un puissant élan à la grande industrie toute jeune. La concentration du capital se saisit de toutes les branches de la vie industrielle ; les années 1871 à 1873 créèrent plus de 1,2 milliard de thalers d'actions, presque autant que le montant des réparations de guerre françaises ; sous les formes les plus diverses, institutions bancaires et sociétés industrielles sortaient de terre comme des champignons. Aciéries et mines de charbon étaient fondées en grand nombre, des lignes de chemin de fer projetées en masse. C'était un délire effréné de spéculation, dans lequel la bourgeoisie perdit son dernier reste de tenue politique.

1 Kulturkampf : lutte pour la civilisation, terme employé par Bismarck quand il engagea la lutte contre le parti allemand des catholiques, dont Mehring va parler dans un prochain chapitre.

Elle se jeta à plat ventre devant « l'homme du siècle » qui lui avait distribué tout cet or et cette splendeur. Quand Ludwig Bamberger, qui après avoir déserté le soulèvement du Palatinat badois s'était lié d'amitié à Paris avec banque et Bourse, exhala les tourments de son l'âme de fonctionnaire en disant : « *Des chiens, oui, c'est bien ce que nous sommes !* », ce mot amer trouva un écho dans le peuple, qui y vit, dans un contresens significatif, la profession de foi politique de Bamberger et de ses amis nationaux-libéraux. Dans le domaine de la législation économique, Bismarck laissa encore provisoirement les mains libres à la bourgeoisie libérale. De représentant d'une petite noblesse à demi en faillite, il était devenu grâce à de riches dotations un représentant de la grande propriété foncière exploitant les terres sur le mode capitaliste-industriel, classe qui avait un vif intérêt à la disparition des ruines féodalo-corporatistes. En outre ses instincts bonapartistes devaient être agréablement chatouillés par le vertige de la spéculation qui transformait le monde bourgeois en un tripot pour pouvoir le séduire *en masse* [1]. Bismarck ne trouvait rien à redire quand depuis le banc du gouvernement Delbrück, qui pour l'instant restait son bras droit en politique économique, proclamait avec un contentement cynique que le secret de l'époque était de ramasser de l'argent par tous les moyens et qu'aucune législation ne pourrait empêcher les imbéciles de se défaire de leur argent. Assurément, même si les nouvelles lois sur le droit civil commun et la liberté de circulation, sur la liberté d'entreprise, sur les mesures, les monnaies et les poids communs, sur la protection du commerce à l'étranger, etc., pouvaient dans le détail laisser à désirer, elles étaient dans l'ensemble un progrès historique, mais c'était mettre les choses sens dessus dessous que de dire, comme l'assurait Treitschke, le prophète du nouveau Reich, dans le style pompeux qui était le sien, que c'était « *par sentiment du devoir des classes supérieures* », « *par juste reconnaissance de ses devoirs sociaux* » que la bourgeoisie avait fait cadeau de cette législation à la classe ouvrière. Les classes dominantes n'ont que rarement ou jamais entériné un progrès depuis longtemps nécessaire du développement économique d'une manière aussi étroitement égoïste que dans ce cas ; cela se manifesta tout de suite lorsqu'elles découvrirent que la bourgeoisie ne peut marcher de l'avant sans que le prolétariat aussi marche de l'avant.

Cela se manifesta même encore plus tôt, dès que l'opposition particulariste à la fondation du Reich fit bloc pour former un grand parti parlementaire. Indirectement, les armes allemandes avaient aussi précipité la chute du pouvoir temporel du pape et de ce fait mobilisé toutes les

1 En français dans le texte.

forces combatives du catholicisme. Sous le nom de *Zentrum* (le Centre), un groupe parlementaire spécifiquement catholique fort de cinquante-sept membres fit son entrée au premier Reichstag allemand. En vérité il ne venait pas *a priori* avec des intentions hostiles à Bismarck qui, peu avant la guerre franco-allemande encore, avait célébré les jésuites comme de précieux alliés et s'était opposé à toutes les prétentions d'empêcher par une intervention diplomatique la proclamation du dogme de l'infaillibilité pontificale au concile du Vatican de 1870. Mais il était dans la nature des choses que le nouveau groupe parlementaire devînt le point de ralliement de tous les éléments particularistes. C'est dans les régions catholiques rhénanes, en Silésie, en Bavière, que depuis toujours l'antipathie contre le prussianisme proprement dit avait été la plus forte ; s'y ajoutèrent les Polonais catholiques et un peu plus tard aussi les Alsaciens catholiques ; et d'ailleurs dès le départ le caractère particulariste du Zentrum l'emporta tellement sur son caractère religieux que même les guelfes protestants orthodoxes se rallièrent à lui. Sous la bannière commune de l'ultramontanisme se retrouvèrent tous ceux qui, pour des raisons particularistes, s'opposaient à la splendeur du nouveau Reich allemand, une masse aux éléments les plus hétéroclites socialement et politiquement, qui représentaient les opinions les plus variées, allant des conceptions de la démocratie petite-paysanne et petite-bourgeoise aux conceptions du romantisme féodal et au particularisme de clocher des corporations ; il était significatif que ce fût l'ancien ministre guelfe Windthorst, qui n'était pas un homme de principes mais un diplomate de la vieille école comme Bismarck, et un diplomate incomparablement plus fin, qui devint le chef de cette troupe bigarrée.

Pour un homme d'État qui, sans même être un génie, aurait seulement été un peu au fait de la civilisation moderne, rien de plus simple que de paralyser cette opposition. Elle se décomposerait en ses éléments constituants, hétérogènes et en somme historiquement rétrogrades, dès que le nouveau Reich ne serait plus gouverné par le bâton de caporal prussien, mais comme un État civilisé moderne. Seulement, ce que Bismarck avait fait jusqu'à un certain degré après 1866, il ne le fit plus après 1870 ; il ne sut pas exploiter la situation donnée avec un peu d'habileté, l'encens brûlé en l'honneur de « l'Hercule du 19e siècle » lui avait jeté aux yeux un nuage de fumée qui l'empêchait de voir au-delà du vieil horizon junker. Il croyait plus que jamais marcher à la tête du siècle quand, avec son bâton de caporal prussien, il tapait sur tout ce qui ne voulait pas danser tout de suite au son de sa flûte. Quiconque ne se pliait pas docilement à ses humeurs et à ses nerfs était *« un ennemi du Reich »* et était mis au ban du Reich. Le ralliement des Polonais au Zentrum excita tout

particulièrement sa haine aveugle des Polonais. Le Zentrum lui-même le poussait dans une certaine mesure sur la bonne piste en mettant, parmi les deux revendications de son programme publié au printemps 1871, en première place l'indépendance et l'autodétermination de chaque État, et seulement en deuxième place le point de vue religieux, la protection des sociétés religieuses contre les attaques de la législation séculière. Dans une méconnaissance tragicomique de cette situation, Bismarck s'imagina pouvoir dompter l'opposition particulariste en s'en prenant à l'Église catholique. Il l'assiégea de toutes sortes de lois d'exception et d'interventions violentes dans sa vie interne, bien que lui-même ait pu voir dans ses jeunes années combien le prêtre romain savait parfaitement coiffer au poteau le gendarme prussien. Au lieu de combattre lui-même avec les armes de la liberté bourgeoise, il força le Zentrum à se saisir de ces armes et le rendait de ce fait invincible face à sa politique réactionnaire, même s'il se vantait avec présomption qu'il n'irait pas à Canossa.

À vrai dire si sa folie pouvait un jour être surpassée, elle le fut par la folie de la bourgeoisie libérale qui, piaffant d'impatience, le suivait tête baissée sur ce chemin aussi, bien qu'elle ne pût même pas faire valoir en sa faveur la circonstance atténuante d'avoir été élevée dans les conceptions féodales. Même un homme de la culture de Virschow ne crut pas de mauvais goût de baptiser cette farce du nom respectable de *Kulturkampf*. En tout cas, pour l'engeance des roués spéculateurs, ce Kulturkampf n'était qu'un décor de théâtre pour piller d'autant plus commodément les masses ; on pouvait prévoir avec une mortelle certitude que celui qui, au Parlement et dans la presse, tonnait le plus violemment « *contre Rome* » et qui invoquait le plus solennellement l'ombre du pauvre Ulrich Hutten était aussi celui qui était enfoncé le plus profondément dans le marais de la spéculation. Plusieurs douzaines de députés du Reichstag partisans du Kulturkampf lièrent leurs mandats aux perspectives spéculatives, pour en dorer les promesses trompeuses, et se mirent au service des « puissances d'argent patriotes », en particulier de la Diskontogesellschaft et de la maison Bleichröder, les deux géants parmi les sangsues qui se nourrissaient de la prospérité des classes moyennes. De la cohorte parlementaire de la Diskontogesellschaft émergeait Miquel, l'ancien communiste et actuel chef du Parti national-libéral ; comme codirecteur de la Diskontogesellschaft, il toucha en quatre ans un revenu de 1 338 730 marks et 10 pfennigs mais, la larme à l'œil, se plaignit d'être un innocent calomnié quand un indiscret « ennemi du Reich » suggéra que l'activité correspondant à ces revenus était sans doute les effroyables spéculations de la Diskontogesellschaft ; Miquel soutenait n'avoir reçu ce coquet revenu que pour des expertises juridiques de peu d'importance, que n'importe quel pauvre

diable d'assesseur aurait faites avec joie pour quelques milliers de marks de traitement annuel. Tout aussi belles étaient les explications du junker silésien et chef des libres-conservateurs von Kardoff, qui brillait dans la cohorte parlementaire de Bleichröder ; il avait organisé toute une série de spéculations les plus sanglantes dans le seul but de pouvoir assurer son activité parlementaire sans perdre son aisance et de conserver à la patrie sa puissance irremplaçable de législateur.

Aux champions parlementaires de la bourgeoisie libérale faisaient pendant ses champions journalistes. À la place de Gustav Freytag avec son *Grenzbote* (Le Messager de la frontière), il y avait maintenant Paul Lindau avec sa *Gegenwart* (Présent), talent littéraire de dernier ordre qui sut importer en Allemagne, même pas la littérature du Second Empire mais seulement ses raclures. Ruge, qui après 1866 était passé à Bismarck, écrivait maintenant, revenu de tous ses rêves : « *Bluntschli*[1] *est un écrivain majeur et Redwitz*[2] *est une révélation. Est-ce cela le* Présent *? Est-ce cela notre temps ? (...) Lindau a mélangé toutes les célébrités sans la moindre différence de tendance et l'Histoire semble être pure spéculation.* » Pure spéculation, elle l'était réellement. Guido Weiss faisait dans la *Waage* (La Balance) la dernière tentative pour lever la bannière de la démocratie bourgeoise, mais bien que par son caractère, son esprit et son savoir ce petit hebdomadaire fût de loin supérieur à la *Gegenwart* de Lindau, il ne réussit à végéter que quelques années.

Dans la presse bourgeoise quotidienne, les scribouillards grouillaient comme vers dans un cadavre. Sans parler de la presse de la Bourse et du commerce, dont seul un fou pouvait attendre autre chose, la « grande » et « distinguée » presse politique était rongée par la pourriture. Des réclames pour la Bourse venaient s'égarer jusque dans les colonnes de la pieuse *Kreuzzeitung* et les rédacteurs commerciaux de la *National-Zeitung* national-libérale et de la *Vossische Zeitung* progressiste abusaient de leur position pour duper le public, et la *Frankfurter Zeitung* démocrate obtint sa part de toute spéculation qui passait par l'enceinte de la Bourse de Francfort. Mais son rédacteur commercial Bernard Doktor écrivait au *Times* : « *Sans l'esprit querelleur de démagogues extravagants, qui dressent les ouvriers contre leurs maîtres et les excitent avec d'irréalisables espoirs, toutes les classes de la société se trouveraient bien et le pays jouirait d'une félicité inconnue jusqu'ici.* » Ce pourquoi Marx l'étrilla rudement, sans

1 Bluntschli : jurisconsulte et historien suisse. Chef du parti conservateur libéral dans le canton de Zurich, il se fixa ensuite en Allemagne, où il enseigna à Munich et Heidelberg (1808-1881).

2 Redwitz : poète bavarois catholique et sentimental (1823-1891).

toutefois malgré sa sagacité se douter qu'avant cinq ans toute l'Allemagne officielle, depuis le génial homme d'État Bismarck jusqu'au non moins génial chef de l'opposition Eugen Richter, aurait adopté le ton inauguré par cet obscur homme de la Bourse

2. Socialisme agraire et socialisme de la chaire

Au milieu du vertige capitaliste de la spéculation se développèrent deux sortes de socialisme bourgeois qui, bien que sur le fond pas nouvelles, dans les conditions de l'Allemagne d'alors revêtirent la forme particulière sous laquelle elles cherchèrent à influencer les luttes de classe de l'époque.

Le socialisme agraire naquit du « besoin de crédits » des hobereaux prussiens dont les terres étaient lourdement grevées d'hypothèques, soit à cause d'une mauvaise gestion, soit à cause de changements de propriété, vente ou partage de succession, soit pour d'autres raisons. Certes cette classe, en dépit du caractère rétrograde de son mode d'exploitation, participait au développement de la grande industrie car, avec l'accroissement de la population, les prix des céréales montaient. Mais le profit du capital montait encore plus vite que la rente foncière et de ce fait la propriété foncière du hobereau était dévalorisée. La terre en tant que telle n'a aucune valeur d'échange indépendante, car elle n'est pas le produit du travail humain ; sa valeur d'échange apparente provient du fait que, dans les relations sociales, la rente foncière que rapporte une terre est considérée comme l'intérêt d'un capital, et est capitalisée selon le taux d'intérêt courant. La valeur d'échange d'un domaine qui rapporte 4 000 marks de rente foncière, au moment où le taux d'intérêt rapporte 4 %, se monte à 100 000 marks. Or le taux d'intérêt se régule en fonction du profit du capital. Si celui-ci monte plus vite que la rente foncière, la valeur d'échange de la terre baisse. Si, dans l'exemple que nous avons pris, la rente foncière monte à 4 500 marks mais qu'en même temps le taux d'intérêt grimpe de 4 à 5 %, alors le domaine ne vaut plus que 90 000 marks ; sa valeur productive est montée de plus de 12 %, mais sa valeur d'échange a baissé de 10 %. Or, depuis le milieu des années 1850 jusqu'au début des années 1870, le taux d'intérêt était effectivement monté de 4 à 5 %, tandis que la rente foncière ne croissait en proportion que bien plus lentement, si bien que la valeur de la terre cultivée diminua de presque un cinquième. Mais de ce fait la caste des junkers de l'est de l'Elbe, qui dès l'époque du vieux Fritz ne s'était maintenue à flot que grâce à l'aide honteuse ou éhontée de l'État, se trouvait à nouveau face à la question de sa survie ou de sa disparition.

Cette fraction des classes possédantes, soulignons-le, mais pas la production agricole elle-même, comme les junkers aimaient à l'affirmer. Les junkers ne périssaient pas parce que la production agricole s'épuisait, au contraire, la production agricole semblait s'épuiser parce qu'elle se trouvait entre les mains d'une classe bornée à son horizon féodal et profondément endettée. Elle attendait impatiemment les mains vigoureuses du capital, qui pouvaient l'aider à s'adapter au mode de la grande production capitaliste et l'amener ainsi à une hauteur encore jamais vue. Ce développement résultait si nécessairement des conditions de vie de la société bourgeoise moderne que sur le sol capitaliste il ne poussait vraiment aucune herbe médicinale contre cela. Les remèdes qui furent toutefois essayés ou proposés connurent le sort de toutes les tentatives qui vont contre une nécessité historique : ils renforcèrent la pression qu'ils voulaient affaiblir. Les innombrables banques d'hypothèques, qui tentaient de remédier au « besoin de crédits » des junkers en transformant les hypothèques en valeurs négociables en Bourse et sur le marché mondial, se torturèrent en cherchant en vain, comme disait Rodbertus, à transformer un cheval en oiseau ; si les fausses ailes aidèrent le cheval à s'élever un instant, il s'abattit d'autant plus sûrement l'instant suivant, et se cassa les quatre pattes. Mais la cure que Rodbertus conseillait n'était pas meilleure. En authentique utopiste, il voulait remplacer le capital hypothécaire remboursable par la lettre de rente non remboursable ; la marchandise devait être produite comme marchandise, mais pas échangée comme marchandise ; Rodbertus voulait protéger la rente foncière, qui se constitue d'abord comme conséquence du mode de production bourgeois, contre toutes les aventures désagréables qui peuvent lui arriver dans le monde bourgeois au moyen de la lettre de rente moyenâgeuse, cette forme d'endettement du mode de production féodal. Si cette intention avait été aussi réalisable que pour une douzaine de raisons elle était irréalisable, elle aurait mis les junkers totalement dans le pétrin car, avec la lettre de rente non remboursable, ils n'auraient obtenu de la bourgeoisie le capital dont ils avaient besoin qu'à des conditions encore plus défavorables qu'avec des hypothèques remboursables.

À vrai dire, toute cette affaire ne concernait pas le prolétariat directement. Les ouvriers n'avaient aucune raison de verser une larme sur la disparition des « *lignées historiques* » de la Vieille-Prusse, qui depuis plusieurs siècles avaient dépossédé les petits paysans pour être maintenant elles-mêmes dépossédées par les grands bourgeois modernes, et la transformation de l'agriculture patriarcale en une agriculture industrielle n'apporta certes pas au prolétariat agricole le soleil après la pluie, mais tout de même de la pluie après la sécheresse. Néanmoins, il y avait une

raison permettant de concevoir une communauté d'intérêt entre junkers et prolétaires. Le « besoin de crédits » des junkers provenait du fait que le profit du capital croissait plus vite que la rente foncière ; qu'en serait-il à présent, si la part du capital dans le produit national était en diminution en raison de la croissance de la part du salaire, dont il résultait que la consommation accrue de pain et de viande par les ouvriers ferait bondir aussi la rente foncière ? C'est sur ces idées que reposait le socialisme agraire, qui trouva en Rodbertus et Rudolf Meyer ses champions les plus éloquents.

Rudolf Meyer était de trente bonnes années plus jeune que Rodbertus. Sa naissance et son éducation le poussaient naturellement vers les cercles et les intérêts de la grande exploitation de l'est de l'Elbe, alors que la forte conscience de sa valeur et les riches connaissances qu'il avait acquises dans les domaines historique et économique suffisaient à l'empêcher de s'égarer sur les chemins du romantisme féodal, ou même de devenir un valet de plume des junkers. Il était du même pays que Wagener, sous la direction de qui il fit son chemin dans la presse conservatrice. Mais ni Wagener ni même Rodbertus ne le déterminèrent exclusivement. Rudolf Meyer était déjà l'enfant d'une nouvelle époque, qui commençait à bien connaître la lutte de classe prolétarienne. Il éprouvait plus d'admiration académique que de réel intérêt pour les utopies dans lesquelles Rodbertus se mouvait ; en revanche il comprenait d'autant mieux ce qui au fond resta malgré tout toujours incompréhensible à Rodbertus. Authentique nature de combattant, Rudolf Meyer sentait une affinité élective pour le « *combat d'émancipation du quatrième état* », dont avec ardeur et compétence il réunit les témoignages d'abord dans la *Berliner Revue*, et ensuite dans un volumineux ouvrage. Alors qu'il faisait une guerre délibérée au manchestérianisme libéral, il apparaissait volontiers dans les assemblées sociales-démocrates et, perçu comme un gars défendant sincèrement son point de vue particulier, il était considéré par les ouvriers comme un hôte bienvenu. Et, s'il n'avait pas déjà été trop sincère pour cela, il était beaucoup trop intelligent pour faire de la démagogie sociale : il ne cachait pas aux ouvriers que leur chemin et le sien au bout du compte allaient dans des directions différentes, mais le bout de chemin qu'il voulait faire avec eux ne les égarait pas dans les marécages : il était au contraire réellement leur chemin à eux, où il les accompagnerait, disons jusqu'à la journée de travail normalisée mais pas au-delà.

Rudolf Meyer rencontra auprès des ouvriers la compréhension conditionnelle correspondant à son amitié conditionnelle pour eux. Quant aux junkers qu'il voulait aider inconditionnellement, ils lui refusèrent inconditionnellement toute compréhension. S'ils étaient déjà méfiants à

l'égard de Rodbertus, qui pourtant savait toujours avec diplomatie leur dorer la pilule, ils furent au fil du temps de plus en plus épouvantés par ce « conservateur au style barricadier » qu'était Rudolf Meyer. « Le péquenot est trop bête », se plaignait Rodbertus. Certes, à la longue le socialisme agraire ne pouvait pas non plus aider les junkers mais, au regard de l'Histoire, il pouvait leur assurer un enterrement digne, après une existence terrestre qui avait de plus en plus perdu toute notion de dignité historique. Ces courageux préférèrent avoir recours à la bonne vieille méthode du « verrou de la législation » pour s'acheter un ultime délai, en exploitant et en asservissant les masses de manière encore plus intense et, tant que la rente foncière continua de monter, ils ne sentirent toujours pas vraiment qu'ils avaient bien le couteau sous la gorge.

Politiquement, à l'époque du vertige de la spéculation et du Kulturkampf, ils se divisaient en trois fractions. Les conservateurs-libres se recrutaient parmi les grands propriétaires fonciers qui en même temps étaient des grands capitalistes et exploitaient déjà l'agriculture de manière industrielle. Ils spéculaient avec ardeur, en charmante compétition avec la bourgeoisie ; de même que Kardoff était le porte-voix de Bleichröder au Parlement, de même les ducs Ujest et Ratibor s'attelaient au char triomphal de l'aventurier capitaliste Strousberg ; désormais camarades de classe de la bourgeoisie, les junkers de cette tendance ne se gênaient même pas pour exploiter le « besoin de crédits » de leurs camarades d'*état*. En échange d'une modeste commission, ils formèrent le conseil d'administration purement décoratif de cette experte Société centrale de crédit foncier que six grandes sociétés de spéculation, Rothschild, Oppenheim, Fould, Fremy, Bleichröder et Hansemann-Miquel avaient fait naître, et que le gouvernement avait dotée de privilèges extraordinaires, en partie même contestables juridiquement, soi-disant pour sauver la propriété foncière, et en réalité pour la livrer à la puissance du capital. À l'inverse, les néo-conservateurs étaient constitués de junkers qui ne possédaient pas ou si peu de propriété foncière qu'ils étaient dépendants, corps et âme, du gouvernement, de ce « chœur de conseillers de district » qui se laissait emporter au gré du vent soufflant d'en haut. Enfin, les vieux-conservateurs étaient le bataillon proprement dit des hobereaux, qui n'avaient toujours pas compris ce qui se passait dans le monde. Ils croyaient pouvoir forcer le retour de l'époque patriarcale par des prières et des malédictions ; ils prirent, comme Meyer le disait en plaisantant, le grincement des roues et le chuintement de la machine à vapeur pour le sage ronronnement du rouet et le son des cornes de vaches ; quant aux ouvriers, ils voulaient les « corriger par des punitions », pour donner ainsi le coup de grâce au mouvement social-démocrate.

Le socialisme de la chaire, qui poussa dans la serre académique, était d'allure plus hésitante et plus timorée que le socialisme agraire d'un Rodbertus et d'un Rudolf Meyer. À son origine, il était une révolte des savants contre la science manchestérienne qui, comme tout se réalisait à présent si magnifiquement, avait fini par perdre la tête. Elle annonçait à son de trompe tout ce qui allait dans l'intérêt du profit capitaliste comme une conquête sacrée de l'humanité, et cette manie absolument vaine de peindre la vie en rose – qui en Angleterre et en France suscitait tout au plus un haussement d'épaule compatissant – courait joyeusement les marchés et les ruelles du pays comme de « l'économie politique ». Si Lassalle avait dit avec une exagération mordante que les manchestériens allemands préféraient supprimer tout État et vendre la justice au rabais, Braun-la-Blague déclarait maintenant, sérieux et très en colère, que l'État jouait le rôle d'administrateur sans responsabilité de la société bourgeoise, autrement dit capitaliste, quand il administrait la justice ; arrêter et rendre un jugement, c'était l'affaire des techniciens du droit que cette société honorait de sa confiance ; l'État avait simplement à exécuter leurs jugements. Bamberger de son côté exaltait la Bourse comme un gigantesque atelier de travail ; il pensait que, pas plus qu'elle ne pouvait se représenter une existence extra-terrestre, l'humanité ne pouvait se représenter des formes d'existence sociales autres que celles existant actuellement, et les manchestériens considéraient même comme un casse-tête superflu l'examen de la société présente par la statistique, étant donné que les lois immuables de la nature régissaient l'économie politique.

Un certain nombre de savants, bien souvent plus jeunes, formés aux études historiques et statistiques, se rebellèrent contre cette bacchanale. La statistique leur inspirait un doute hérétique à l'égard des lois éternelles de la nature défendues par les manchestériens et, par l'histoire, ils connaissaient aussi des formes d'existence de l'humanité autres que le mode de production capitaliste. Pour les dénoncer aux gouvernements en raison de tels sacrilèges et les rendre suspects aux petits-bourgeois les plus étriqués, ils furent baptisés socialistes de la chaire par les manchestériens fulminant de colère, et l'une de ces âmes offensées réussit même à faire violence à son sens prosaïque des affaires pour sortir ce beau petit vers : Pour devenir des Liebknecht ou des Bebel, il ne leur manque que le courage. En réalité les socialistes de la chaire n'avaient quoi que ce soit à voir ni avec le communisme scientifique ni avec la lutte de classe prolétarienne. Ils n'étaient absolument pas une école homogène. Leur aile droite, telle que la représentait par exemple Held, nourrissait une « aversion de principe pour les principes » et se distinguait très peu de ceux des manchestériens qui étaient un peu plus raisonnables que les autres. Mais leur

aile gauche, telle que la représentait par exemple Adolf Wagner, copiait bien à l'occasion avec une lourde maladresse le style polémique de Lassalle ou flirtait même avec Rodbertus, pour reprendre ensuite à chaque fois le rôle de docile complice de la réaction dans l'Église ou l'État.

Ce n'était pas un hasard si le centre de gravité du socialisme de la chaire se trouvait dans son courant médian. En lui l'idéologie bourgeoise, si tant est qu'il y en eût encore une en Allemagne, réagissait contre la coupure de la société bourgeoise en deux classes, bourgeoisie et prolétariat, se livrant une lutte à mort. Le livre de Schmoller sur la petite industrie allemande et le livre de Brentano sur les associations de métier anglaises, deux ouvrages historiques de valeur permanente, renfermaient le noyau du socialisme de la chaire, si tant est qu'il fût un phénomène historiquement digne d'être pris en considération. Il était favorable aux lois de fabriques et aux associations de métiers, mais pas dans le sens du communisme scientifique, pas comme étapes du combat d'émancipation du prolétariat, mais à l'inverse précisément dans le sens de l'économie bourgeoise, qui veut maintenir la société bourgeoise dans les conditions dans lesquelles logiquement elle peut être maintenue. Ces socialistes de la chaire étaient si peu adversaires des classes bourgeoises qu'ils étaient plutôt leurs amis les plus intelligents. Leur erreur était de croire possible le sauvetage durable de la société bourgeoise mais, en admettant que ce sauvetage ait été encore possible, cela se serait fait bien entendu seulement par les voies proposées par Brentano et Schmoller. Si leur conseil avait été entendu à temps, le mouvement ouvrier révolutionnaire en Allemagne n'aurait certes pas été étouffé, mais il aurait été considérablement ralenti.

Toutefois, tout ce que les socialistes de la chaire ont fait, ce sont des individus en tant qu'individus qui l'ont fait. Leur tentative de s'organiser et de s'établir comme instance suprême au-dessus des classes en lutte était vouée par avance à la stérilité complète. Ils n'avaient pas de principe commun et ne pouvaient rassembler ces personnes différentes que sous le manteau nébuleux du « pathos éthique ». C'était la porte ouverte à toute la confusion possible, et elle ne manqua pas d'apparaître en temps voulu, si bien que le congrès des socialistes de la chaire après quelques années déjà était un cartel à tu et à toi avec le congrès de l'économie nationale. Son influence sur les luttes de classe des dernières décennies a été pratiquement nulle.

De son côté, au printemps de 1873, la bourgeoisie montra dans la pratique ce qu'elle entendait par « pathos éthique ». Wagener, qui depuis 1866 était à nouveau entré au service de l'État, s'était laissé aller à ses anciens penchants à croquer un peu au vertige de la spéculation. Il n'était pas plus

pécheur que d'autres et se contenta de participer au Chemin de fer central de Poméranie, une entreprise en soi utile qui, lors de sa fondation, viola les lois de façon non pas plus grave mais plutôt plus légère que des centaines d'autres ; comparé aux lignes de chemin de fer Hanovre-Altenbeken et Löhne-Vienenburg que Bennigsen avait fondées, le chemin de fer central de Poméranie semblait presque aussi propre qu'un bébé au sortir du bain. De même les quelques milliers de thalers de gains spéculatifs que Wagener s'était mis de côté étaient, dans cette époque où les milliards coulaient à flot, une telle bagatelle que dans les milieux de la Bourse on dit plus tard en se moquant que Wagener avait bien mérité d'être puni, parce qu'il avait gâté les affaires avec pareilles vétilles. Mais Wagener, que les libéraux craignaient déjà comme le mauvais génie de Bismarck, se trouvait en raison de son ancienneté sur le point d'être nommé premier conseiller au ministère d'État, ce qui lui aurait permis de présenter en personne des rapports à l'empereur. Ce poste influent, qui était jusqu'à présent occupé par un homme de confiance de la Diskontogesellschaft, ne devait en aucun cas passer à un homme qui était un ennemi juré et en même temps un profond connaisseur du capitalisme ; et c'est ainsi que Lasker, qui avait dans son groupe parlementaire au moins trois douzaines de spéculateurs trois fois plus coupables, déchaîna son « pathos éthique » contre Wagener à la Chambre des députés prussienne, en le présentant pour l'abattre comme l'archétype du spéculateur corrompu.

C'était une comédie extrêmement culottée, mais elle réussit. Bismarck sacrifia son vieil ami aux « puissances d'argent patriotes » et, à la place dont on voulait éloigner Wagener, on mit à nouveau un homme de confiance de la Diskontogesellschaft. On mit aussi en place une commission royale d'enquête qui pour extirper la spéculation devait se révéler un bien curieux balai. Pas plus que les junkers n'écoutèrent le socialisme agraire, la bourgeoisie n'écouta le socialisme de la chaire ; pour ses gros malins, bon conseil était trop bon marché ; ils préférèrent la laisser payer très cher son apprentissage, jusqu'à ce que le prix devienne exorbitant, même pour ses coffres profonds, que désormais la grande crise commençait à nettoyer à grands coups de balai.

Chapitre III

Lassaliens et eisenachiens

1. Le prolétariat sous la pluie des milliards

Le mouvement ouvrier se remit rapidement des coups de la guerre. Si la crise après 1866 lui avait appris à penser, l'essor industriel après 1870 lui apprit à agir. La manne des milliards rendit l'argent meilleur marché et les produits de première nécessité de la classe ouvrière plus chers ; si elle voulait maintenir son salaire réel au même niveau, il lui fallait faire monter son salaire nominal ; un grand mouvement de grève traversa le prolétariat allemand.

Pour le dénigrer, la presse bourgeoise qualifia de riposte déplacée cette défense absolument indispensable. Elle se trouvait ainsi dans une curieuse contradiction. Comme, selon la théorie manchestérienne, toute grève devait nécessairement échouer en raison des immuables lois naturelles de l'économie, à chaque grève, même victorieuse, on cherchait à démontrer, en malmenant impitoyablement les faits, que les ouvriers l'avaient perdue ; mais comme il fallait aussi démontrer que les ouvriers n'avaient absolument aucune raison de faire grève, on les décrivait, malgré toutes ces grèves prétendument perdues, comme des débauchés qui au petit déjeuner buvaient des flots de champagne dans de grands verres à bière. L'indignation morale que cela suscitait dans les organes de la bourgeoisie était d'un effet particulièrement charmant à côté de la délectation avec laquelle dans la colonne suivante on décrivait comment, au cours des fabuleuses fêtes des spéculateurs, on remplissait de champagne des bassins de poissons rouges, pour divertir les invités par le spectacle de ces petites bêtes en proie aux convulsions de la mort.

Dans un certain sens, la chose était exactement l'inverse de ce qu'affirmaient les journaux manchestériens. Dans un moment de faiblesse l'un d'eux dit même une fois, spécialement à propos des grèves de Berlin, qu'elles étaient fréquemment victorieuses, même si parfois peut-être on accordait l'augmentation de salaire sous telle ou telle forme déguisée, mais qu'elles n'amélioraient pas la pénible situation des ouvriers, qui étaient contraints de donner demain à la rente foncière du propriétaire ce qu'ils avaient arraché aujourd'hui au profit du capitaliste ; en général, écrivaient-ils, les hausses de salaire des ouvriers berlinois n'avaient

même pas compensé la hausse du loyer. C'était là une allusion à la crise du logement qui, après la guerre, dans une série de villes anciennes et en particulier à Berlin, avait été un casse-tête pour tous les orfèvres de la médecine sociale, bien qu'elle fût depuis longtemps un effet secondaire de la révolution industrielle. Chaque fois que la grande industrie s'installe dans des villes anciennes, elle attire une armée d'ouvriers et rase les étroites ruelles tortueuses pour fournir au trafic moderne de larges rues ; tandis que la demande de logements ouvriers augmente, l'offre baisse. À Berlin, Breslau, Cologne, la crise du logement avait existé sous une forme chronique dès les années 1840 ; après 1870, du seul fait de l'essor extraordinairement rapide de la grande industrie, elle prit une forme aiguë. Elle était loin aussi d'être l'unique symptôme de la misère oppressante des ouvriers ; le renchérissement des besoins de première nécessité se faisait partout sentir, à cela près qu'ici il apparaissait davantage dans les loyers exorbitants et là davantage dans les prix exorbitants du pain et de la viande ; à Berlin, des centaines de sans-abri qui ne savaient où poser la tête erraient par les rues, à Nuremberg des centaines d'affamés envahissaient les rues pour casser les vitres des boulangeries et des boucheries. À Berlin, on calcula à cette époque que les loyers avaient augmenté de 114 %, le budget des ménages de 67 % et les vêtements de 18 %, l'ensemble de l'économie domestique donc de 66 %. Mais parmi les ouvriers berlinois seuls les maçons et les charpentiers avaient obtenu par leur lutte plus de 90 % d'augmentation de salaire, les menuisiers et peut-être aussi les peintres à peu près 70 % ; tous les autres ouvriers, avec les augmentations de salaire qu'ils avaient réussi à obtenir, étaient restés plus ou moins loin derrière les hausses de prix.

Si donc une partie des ouvriers allemands réussissait réellement à élever un peu son niveau de vie, si une autre partie pouvait compenser au moins quelque peu la hausse des prix des denrées alimentaires par une augmentation des salaires, une troisième partie ne parvenait pas à améliorer ses conditions de travail. Si la deuxième partie était déjà plus nombreuse que la première, la troisième partie était forcément plus nombreuse que les deux premières réunies. Dans les branches déterminantes de l'industrie précisément, ou bien il ne se produisait pas de grèves de masse en raison de l'épuisement trop grand des ouvriers, comme dans l'industrie textile, ou bien les grèves de masse aboutissaient le plus souvent à des échecs, comme chez les mineurs et les ouvriers de la métallurgie. Dans l'été 1872, après avoir combattu courageusement pendant plusieurs semaines pour huit heures de travail par équipe et 25 % d'augmentation de salaire, 16 000 mineurs de la vallée de la Ruhr furent obligés de capituler sans conditions. En novembre 1871, environ 8 000 ouvriers

constructeurs de machines à Chemnitz eurent ce même sort, et à cette même époque un mouvement pour les salaires, parmi les 3 000 ouvriers de la grande fabrique de machines et wagons Cramer-Klett à Nuremberg, se termina également sans résultat, bien que ces ouvriers, prévoyant avec justesse leur défaite, n'aient pas dans un premier temps arrêté le travail ; à Berlin aussi deux grèves de constructeurs de machines échouèrent. D'une manière générale, « l'époque des milliards » apporta à la classe ouvrière allemande une nette détérioration de sa situation de classe ; face à une minorité à qui elle permit une amélioration passagère, il y avait une majorité dont le niveau de vie baissa du fait du renchérissement des denrées alimentaires, sans qu'elle fût capable de faire monter les salaires en proportion, ou même seulement de les faire monter.

Si de cette manière les ouvriers reçurent une vigoureuse leçon sur la nature de la société capitaliste qui, dans les meilleures conditions possibles, n'était même pas capable d'offrir au prolétariat une existence supportable, l'attitude des classes dominantes face aux grèves leur montra ce qu'ils avaient à attendre de ceux qui se présentaient comme leurs « meilleurs amis ». Quand les entrepreneurs eux-mêmes procédaient par lock-out et mesures disciplinaires, formaient des contre-coalitions et établissaient des listes noires, sur le terrain bourgeois c'était une guerre plus ou moins légitime ; ce n'était pas non plus un phénomène nouveau que le pouvoir d'État, dès qu'il le pouvait, intervienne en faveur des entrepreneurs dans les luttes salariales, qu'au cours d'une grande grève des maçons à Berlin la « royauté sociale » prolonge les contrats pour les constructions d'État aux maîtres maçons et mette à leur disposition les compagnons maçons qui s'acquittaient de leurs obligations militaires. Ce qui pouvait plutôt surprendre, c'est que les partis bourgeois, sans distinction de courant politique, s'acharnent avec une haine aussi intraitable sur les ouvriers en grève. Aucun d'eux n'alla jusqu'à faire ne serait-ce qu'une appréciation objective des motifs qui suscitaient, et devaient forcément susciter le mouvement salarial des ouvriers. Le summum de leur sagacité consista à dénoncer les grèves comme « machinations sociales-démocrates », une ruse qui était tout sauf rusée.

Car elle fit irrésistiblement comprendre aux masses ouvrières que, parmi tous les partis politiques, la social-démocratie était la seule amie sur qui elles pouvaient compter à tout moment. Ce n'est pas que les fractions sociales-démocrates aient aucunement flatté chez les ouvriers l'envie de faire grève. Elles soutenaient le mouvement salarial des ouvriers, en en démontrant le bien-fondé, et intervenaient aussi de toutes leurs forces pour assurer la victoire des grèves une fois qu'elles avaient éclaté ; mais rien n'était plus loin de leur pensée que de provoquer des grèves

et elles ne ménagèrent pas leur peine pour inculquer aux ouvriers l'idée qu'ils devaient veiller à avoir une solide organisation avant d'utiliser ce moyen à double tranchant qu'était l'arrêt de travail. Même un agité tel que le relieur Johann Most d'Augsbourg, qui avait été autrefois actif dans le mouvement ouvrier autrichien et qui, en 1871, avait adhéré à la fraction eisenachienne, non sans choquer dès le début bien des gens dans son propre parti par maintes extravagances, s'efforça cependant à Chemnitz d'empêcher jusqu'au dernier moment que n'éclate la grève des constructeurs de machines. Le serrurier Karl Grillenberger, qui avait mené prudemment le mouvement salarial dans la fabrique Cramer-Klett, parvint mieux que lui à organiser avec succès l'inévitable retraite, sans les pertes d'une grève ; pour tout remerciement, la presse bourgeoise et le magistrat progressiste, qui était en même temps l'autorité policière, prétendirent habilement que Grillenberger et les quelques sociaux-démocrates qu'il pouvait y avoir à Nuremberg avaient fomenté les émeutes du pain qui avaient éclaté au même moment. Cela ouvrit les yeux aux ouvriers de Nuremberg, qui jusqu'après la guerre avaient encore compté parmi les plus fidèles partisans du Parti du Progrès, et ils accoururent en foule à la social-démocratie.

De la même façon qu'ils s'opposèrent aux grèves, les gouvernements et les partis bourgeois s'opposèrent avec une hostilité haineuse au mouvement syndical qui se développait à partir des grèves. Le summum de la haine fut atteint au royaume de Saxe, où le paysage politique avait complètement changé depuis le congrès d'Eisenach et depuis Sedan, depuis que le particularisme saxon avait compris qu'il ne pouvait pas jouer avec les ouvriers et ne pouvait plus rivaliser avec l'hégémonie prussienne. Dès que les ouvriers saxons se déclarèrent ouvertement pour la lutte de classe prolétarienne, le radicalisme bourgeois fondit en Saxe comme neige au soleil ; déjà aux élections du Reichstag de 1871, il était passé en grande partie au national-libéralisme le plus édulcoré et le directeur de la police de Leipzig Rüder, un ancien camarade de Robert Blum, faisait déjà partie des persécuteurs les plus acharnés des ouvriers saxons. Tout l'arsenal policier que l'esprit intrigant d'un Beust avait autrefois imaginé pour brutaliser l'opposition bourgeoise était maintenant exploité par l'opposition bourgeoise, en collaboration fraternelle avec tous les éléments rétrogrades, pour paralyser le mouvement ouvrier, et le mouvement syndical presque encore plus que le mouvement politique. Dans un pays où, avec ses établissements gigantesques, son travail des femmes et des enfants, son industrie à domicile dépérissant depuis des décennies, avec sa dépendance des marchés extérieurs, de leurs crises et de leurs stagnations, la grande concentration de l'industrie textile dangereuse pour la

santé condamnait à une véritable vie de famine une population ouvrière souffreteuse, mal payée, s'entassant à 8 000 personnes par kilomètre carré, les classes dominantes, du gouvernement réactionnaire aux héros bourgeois de la liberté, travaillaient à la sueur de leur front à barrer tout chemin pour sortir de cette vie de famine. Au début de l'année 1872, Motteler décrivait en ces mots les tracasseries qui étouffaient le mouvement syndical en Saxe : « *Tantôt on nous désigne comme une coalition d'associations, que la loi interdit, tantôt on nous estampille association politique, pour pouvoir nous mettre sous le coup de certains paragraphes de loi. Tantôt nous sommes soupçonnés de marcher avec l'Internationale de Londres et tantôt nous menaçons l'ordre du fait que nous nous occupons d'affaires publiques.* » Mais si le gouvernement saxon était pour l'instant à l'avant-garde de cette guérilla policière, le gouvernement prussien employa bientôt les grands moyens ; en 1873, il présenta devant les corps législatifs du Reich un projet de sanctionner comme un crime la rupture de contrat de travail, ce qui devait à nouveau supprimer la liberté de coalition à peine accordée.

Toutes les plaintes lamentables sur le fait que les ouvriers allemands, à la différence de leurs camarades anglais, aimaient mieux poursuivre des utopies révolutionnaires qu'améliorer leur situation de classe sur le sol de la société bourgeoise, toutes ces plaintes tombent devant le simple fait que les ouvriers allemands ont toujours été rejetés sur le terrain politique par un système raffiné d'oppression policière, chaque fois qu'ils avaient l'intention d'investir le terrain syndical. En soi, il y a peu de choses au monde qui se laissent aussi peu enfermer dans un moule que l'organisation syndicale de la classe ouvrière moderne. La possibilité de cette organisation, et par là l'intérêt des ouvriers pour elle, varie extraordinairement ; plus les différentes industries sont encore exploitées sur le mode artisanal et manufacturier, plus elle est forte ; elle chute vertigineusement dans l'industrie à domicile exploitée sur le mode capitaliste et aussi dans les grandes industries mécanisées dans lesquelles le travail des femmes et des enfants joue un grand rôle ; elle monte à nouveau là où l'industrie mécanique exige une force physique ou une formation technique particulières qui limitent la concurrence entre les ouvriers, ou bien là où une législation drastique sur les fabriques protège les ouvriers d'une exploitation sans limites. Toutes ces considérations et d'autres s'entremêlent en un éventail varié de possibilités et d'impossibilités et, comme on sait, les syndicats anglais aussi, des années et des décennies durant, ont dû chèrement apprendre à leurs dépens avant de grandir et devenir une puissance.

Mais si cependant ils ont pu grandir et devenir une puissance, c'est seulement parce qu'ils possédaient au moins le préalable absolument

indispensable à une organisation syndicale. Il est vrai que les interdictions de coalition anglaises ont promis, et dans bien des cas aussi infligé des peines plus lourdes que les interdictions allemandes, mais les ouvriers anglais avaient ce que les ouvriers allemands n'ont encore jamais eu : la liberté de presse et d'association. Il en va de la liberté de coalition comme du suffrage universel : sans liberté de presse et d'association, c'est un couteau auquel il manque le manche. Elle ne peut déployer sa pleine efficacité que si elle s'appuie sur des unions capables d'agir, et de telles unions ne peuvent être obtenues sans liberté de presse et d'association. Si les débuts des unions syndicales sont étouffés par l'application chicanière de lois réactionnaires sur la presse et les associations, il ne reste plus alors aux ouvriers que le combat politique contre une réaction qui leur ôte toute condition préalable à leur organisation de classe.

C'est pourquoi dès le départ les ouvriers allemands n'eurent d'autre choix que le combat politique et on ne peut certainement pas contester que cela ait parfois troublé leur regard sur l'importance de l'organisation syndicale. Exactement de la même manière – mais à l'inverse – que l'organisation syndicale a troublé le regard des trade-unions sur l'importance de l'organisation politique, et cela de façon encore plus durable. Car au début des années 1870 l'intérêt des ouvriers allemands était presque autant, si ce n'est plus, dirigé vers leur organisation syndicale que vers leur organisation politique. Naturellement là aussi se firent jour les possibilités et les impossibilités qui sont dans la nature de l'organisation syndicale. Des deux syndicats allemands les plus anciens, si celui des compositeurs-typographes menait des luttes pour les salaires avec plus de succès que celui des ouvriers du tabac, cela ne voulait pas dire que les ouvriers du tabac conduisaient leurs affaires plus mal que les compositeurs-typographes. Le fait que ces derniers étaient mêlés plus fortement que les premiers aux combats politiques de fraction n'était pas non plus décisif, étant donné que Fritzsche, en tant que chef syndical, savait assez habilement surmonter les difficultés. La véritable raison de leur moindre succès était plutôt que, pour les ouvriers du tabac, le travail à domicile et le travail des femmes étaient comme une épine dans le pied. Les compositeurs-typographes et les ouvriers du tabac avaient chacun leur organe propre et les chapeliers, les ouvriers de l'or et de l'argent, les porcelainiers étaient tout aussi avancés. De puissants élans pour créer des syndicats se manifestèrent aussi chez les artisans du bâtiment, les maçons, les charpentiers, les menuisiers et les poseurs de crépi. Les ouvriers du métal avaient plus de mal à avancer, en partie parce qu'ils s'organisaient sans différenciation suffisante de branche, ce qui réunissait des intérêts très divers, voire contradictoires. Les tisserands tinrent un congrès en 1871

à Glauchau et en 1872 à Berlin ; malgré toute leur bonne volonté pour s'organiser syndicalement, ils avaient à surmonter de grandes difficultés.

Au sein des organisations politiques de la classe ouvrière, il y avait toujours un courant qui avait une attitude plus ou moins hostile à l'égard de l'organisation syndicale. Il était chez les lassaliens bien plus forts que chez les eisenachiens, mais les lassaliens aussi donnèrent des syndicalistes très dévoués, comme le maçon Grottkau et les charpentiers Kapell ; après l'émigration de Lübkert, le premier dirigea la confédération des maçons et les seconds la confédération des charpentiers. Parmi les eisenachiens, le sellier Ignaz Auer, Bavarois de naissance, commença à Berlin à organiser ses collègues ; en Saxe, Motteler s'activait inlassablement et, presque le plus tenace de tous, Yorck, alors secrétaire du parti, ne ménageait pas sa peine pour développer les syndicats. Il fut le premier aussi à réunir en juin 1871 un congrès syndical à Erfurt, où les délégués présents représentaient 9 920 ouvriers organisés syndicalement. Parmi eux, 6 152 étaient membres des coopératives de métier internationales, 3 768 d'associations de métier locales. Ces chiffres n'étaient pas importants et le congrès n'eut pas non plus de suites décisives ; mais plus il était difficile de surmonter les obstacles qui tenaient à la cause elle-même, plus il était important que ces germes entretenus avec soin, là où ils prenaient un tant soit peu, soient extirpés par la force brutale de la police.

Les classes dominantes cherchèrent en vain à cacher leurs sentiments hostiles derrière l'affirmation que ce n'était pas aux syndicats eux-mêmes qu'elles voulaient s'en prendre, mais à l'usage abusif que l'agitation sociale-démocrate faisait des syndicats. Avec cette tartuferie, elles trompaient peut-être les petits-bourgeois, mais elles ne pouvaient tromper les ouvriers. Les organisateurs sociaux-démocrates du mouvement syndical ne voulaient sûrement pas s'en servir pour diluer le combat d'émancipation du prolétariat, mais ils voulaient tout aussi peu jouer avec lui un jeu déplacé. Un homme de parti aussi zélé que Yorck ne cessait de dire qu'il fallait distinguer nettement le mouvement ouvrier syndical et politique ; les deux étaient également justifiés, mais chacun avait sa justification propre ; si le mouvement syndical devait se développer, alors il n'était pas question qu'il se transforme en simple appendice du mouvement politique. Ce que Yorck et ses camarades voulaient avec les syndicats, c'était l'organisation autonome et indépendante du monde du travail sur le terrain économique. Ils comprenaient les trade-unions bien mieux que les plumitifs bourgeois de la presse, bien mieux aussi que les universitaires socialistes de la chaire, qui s'enthousiasmèrent d'abord pour les associations de métier progressistes, pour ensuite avouer quelques années après, par la bouche de Brentano, que ces monstres n'étaient absolument

pas des syndicats, mais simplement des caisses de maladie, d'invalidité, d'obsèques, dont les membres nourrissaient un amour platonique pour de vagues idéaux d'associations de métier. Mais le gouvernement et la bourgeoisie ne toléraient qu'avec une répugnance mal dissimulée même les associations de métier progressistes ; déjà un semblant d'organisation des intérêts économiques des ouvriers leur était désagréable et, en cognant avec des armes politiques sur les embryons réels d'une organisation syndicale, ils faisaient clairement comprendre aux ouvriers qu'il fallait avant tout briser la puissance politique des classes possédantes, ils donnaient au mouvement ouvrier révolutionnaire une puissante impulsion.

Mais ce mouvement reçut une impulsion tout aussi vigoureuse sur le terrain purement politique. Le système vieux-prussien de gouvernement, qui se maintenait inchangé dans le nouveau Reich allemand, mit rapidement fin à tout l'enthousiasme délirant pour l'empereur et le Reich. Les charges fiscales et militaires ne diminuaient pas, et elles produisaient un effet doublement exécrable partout où en Allemagne la population n'était pas encore habituée à cette agréable férule. À côté de l'obligation de devenir soldat et de payer ses impôts, était aussi à l'honneur, à la mode vieille-prussienne, celle de tenir sa bouche fermée. Dans le nouveau code pénal de l'Allemagne du Nord, les paragraphes élastiques du vieux code pénal prussien avaient été formulés avec un peu plus de rigueur ; or, en 1873, arriva au Reichstag un nouveau projet de loi sur la presse, dont le paragraphe 20 menaçait de peines allant jusqu'à deux ans de prison ou de forteresse « *quiconque attaquait dans un écrit imprimé la famille, la propriété, le service militaire obligatoire ou d'autres fondements de l'État d'une manière sapant la morale, le sens de la justice ou l'amour de la patrie, ou bien représentait comme dignes d'imitation, méritoires ou conformes au devoir, des actions que la loi considérait comme condamnables, ou bien attaquait les conditions de la société civile d'une manière mettant en danger l'ordre public.* » Comme la loi sur la rupture de contrat dans le domaine économique, ce paragraphe fut dans le domaine politique la première loi d'exception de Bismarck contre la social-démocratie mais, dans sa rédaction élastique, à côté de laquelle les paragraphes élastiques de Manteuffel étaient de purs enfantillages, il pouvait aussi frapper toute opposition bourgeoise, aussi les partis bourgeois trouvèrent-ils que la plaisanterie dépassait les bornes. Comme les nouvelles élections approchaient, Lasker osa pour une fois murmurer un mot timide sur les « droits des peuples », mais mal lui en prit. Bismarck le rabroua vertement : « *Le peuple, nous y appartenons tous, le peuple, j'y appartiens autant que vous, je jouis moi aussi du droit du peuple, je ne permets pas que vous monopo-*

lisiez le nom de « peuple » et que vous m'en excluiez. Je ne le permets pas. » L'opposition libérale ne trouva pas la réponse appropriée à cette basse provocation. Les progressistes se distinguaient à peine encore des nationaux-libéraux ; l'appel électoral rédigé par Wirschow qu'ils publièrent en 1873 pour les élections au Reichstag toutes proches fut honoré par le principal journal officieux d'un éloge très mérité : même le pire des conservateurs ne pouvait lui refuser son approbation ; et quand un autre journal gouvernemental fit l'hypothèse, au demeurant bienveillante, que l'aile gauche du Parti du Progrès ne serait pas d'accord avec l'exercice de style ultraloyaliste de Wirchow, ces courageux jouèrent les patriotes offensés ; ils assurèrent qu'aucun appel électoral n'avait jamais trouvé autant que celui-là l'approbation unanime de tous les membres du parti.

Ainsi, l'accroissement constant de l'insatisfaction politique favorisait les partis qui avaient su garder vis-à-vis de Bismarck une solide colonne vertébrale, l'Internationale rouge et la noire, comme elles s'appelaient dans le jargon des patriotes du Reich, c'est-à-dire le Parti social-démocrate et le parti ultramontain. L'Église catholique avait mis sur pied de guerre sa vieille et toujours puissante organisation, depuis que Bismarck et les libéraux du Kulturkampf étaient intervenus dans sa vie intérieure et, avec la ruse de serpent qu'elle montre dans les affaires de ce monde, elle sut brandir les armes de la liberté civique que la politique de gendarme de Bismarck lui imposait de prendre. Dans les régions catholiques du Reich, elle canalisa vers elle le flot montant du mécontentement politique et croisa même jusqu'à un certain point le mouvement ouvrier. En Rhénanie et en Silésie, l'agitation sociale-démocrate prit après 1870 un rythme résolument plus lent et, en Bavière, son centre de direction se déplaça des villes catholiques d'Augsbourg et Munich à la ville protestante de Nuremberg-Fürth. De la part de l'ultramontanisme, il n'était nullement stupide d'appâter par des revendications socialistes la population ouvrière qui avait grandi sous son emprise spirituelle ; son système d'associations extrêmement ramifié, qu'il avait su habilement organiser, offrait en particulier aux compagnons artisans bien des points attrayants susceptibles de les attirer ; le programme politico-social que présentait le chanoine Moufang de Mayence, vu de loin, ressemblait pratiquement au programme de Lassalle. Surtout, la brutale persécution dont ils étaient victimes donna encore aux prêtres catholiques infiniment plus de crédit auprès des ouvriers catholiques que toutes les bénédictions terrestres et célestes qu'ils leur promettaient.

En revanche dans les régions protestantes où la férule prussienne était restée jusqu'alors inconnue, l'agitation sociale-démocrate prit un essor qui dépassa plus ou moins largement les limites qui lui étaient

mises en fonction des conditions historiquement données. Ce fut le cas en Bavière protestante, ce fut le cas dans le Hanovre, ce fut le cas surtout dans le Schleswig-Holstein. Cet enfant chéri et gâté de la nation teutonne fit même des yeux étonnés lorsqu'il lui fut enfin permis de boire au sein maternel le lait de la bonne mentalité. À côté de quelques localités industrielles, Altona, Ottensen, Pinneberg, Kiel, Neumünster, où l'Association générale des travailleurs allemands avait eu depuis toujours des groupes de membres organisés, le Schleswig-Holstein, avec sa population agricole, sa classe de paysans aisés, son particularisme enraciné et, surtout, son dialecte bas-allemand semblait être hermétique à l'agitation sociale-démocrate, et c'est pourtant ici que les lassaliens après 1870 firent des progrès relativement plus grands encore que les eisenachiens au royaume de Saxe. Il est certain que jouaient aussi des considérations sociales. Sur les *latifundia*[1] du Holstein oriental naquit dans le prolétariat agricole une profonde effervescence, suscitée par le fait que les junkers jetaient massivement à la rue les journaliers, qui déjà vivaient dans les conditions les plus misérables, en se servant pour cela de la nouvelle législation allemande qui accordait le droit des résidents à l'assistance dès un séjour de deux ans, tandis que le droit du Holstein n'avait accordé l'assistance aux pauvres qu'après un séjour de quinze ans. Mais en général la colère provoquée par la distribution des cadeaux politiques du gouvernement de Berlin enfla les voiles de l'agitation sociale-démocrate dans les duchés de l'Elbe, et le système policier du Schleswig-Holstein, qui n'avait son pareil qu'en Saxe, fit le reste.

La situation était encore quelque peu désordonnée. Beaucoup de prolétaires, qui au regard de leur situation de classe appartenaient au parti de la révolution sociale, juraient à cette époque par le drapeau de l'ultramontanisme foncièrement réactionnaire tandis que, parmi les partisans de la social-démocratie dans les régions nouvellement acquises par la Prusse, il y avait de nombreux gaillards peu sûrs. Les acquis du parti au Schleswig-Holstein restaient soumis à de brusques oscillations. Mais de nombreux compagnons de route devinrent tout de même de fidèles camarades et, ce qui était le principal, la social-démocratie put donner ce que le libéralisme en général ne pouvait plus donner et l'ultramontanisme ne pouvait donner que passagèrement : on pouvait toujours compter sur elle, même dans les questions purement politiques. Tandis que les classes souffrantes et opprimées de la population, bien au-delà du prolétariat, apprenaient à la regarder comme un appui toujours fidèle, s'ouvrit à elle

1 Grands domaines agricoles aux mains de grands propriétaires fonciers qui emploient beaucoup de journaliers et de métayers.

une nouvelle source de puissance dont le flot devait devenir plus impétueux au fur et à mesure que la politique d'exploitation et d'oppression de Bismarck battait tous les records.

2. Le congrès de La Haye

Non seulement la Commune de Paris avait éclairé Bismarck sur la social-démocratie allemande mais elle l'avait aussi éclairé, lui et ses semblables, sur l'Internationale. La réaction européenne s'arma contre l'Association des ouvriers et la pourchassa dans tous les pays du continent. Certes le gouvernement anglais s'opposa encore à une razzia policière commune proposée par le gouvernement espagnol, au grand chagrin de Bismarck qui, dans sa presse officieuse, dénonça le sol britannique comme le lieu d'asile à partir duquel la cause sacrée de l'ordre serait sapée. Mais le gouvernement anglais lui aussi intervint contre les sections de l'Internationale en Irlande et, par ses représentants à l'étranger, fit prendre des informations sur les ramifications de l'Association, tandis qu'on eut du mal à empêcher le gouvernement républicain suisse de livrer les réfugiés de la Commune à la soif de vengeance de la bourgeoisie française.

La guerre de dénigrement qu'avec toute sa capacité de mensonge le monde civilisé faisait à l'Association allait de pair avec les mesures répressives que sut inventer l'intelligence réunie des gouvernements européens. Histoires apocryphes, révélations sur l'Internationale, télégrammes à sensation et falsifications éhontées de documents officiels se succédaient. Le grand incendie de Chicago[1] fut annoncé par le télégraphe électrique à la terre entière comme l'acte diabolique de l'Internationale, et ce fut encore une chance, comme le conseil général le dit avec l'ironie qui convenait, qu'on n'ait pas aussi attribué à son action démoniaque un ouragan qui à cette époque dévasta les Antilles. Cette traque européenne atteignit son point culminant lorsqu'en septembre 1872 eut lieu à Berlin « l'entrevue des trois empereurs », que les clairons patriotes célébraient comme le début d'une nouvelle ère de paix et de bonheur pour le monde. D'après leurs dires, la vieille alliance féodalo-réactionnaire des puissances de l'Est était rétablie pour sauver la civilisation moderne et, sans songer à l'expérience qui fait que les oiseaux qui chantent trop tôt le matin sont d'habitude le soir dévorés par le chat, ils expliquaient la venue du « petit père »[2] à Berlin comme la renonciation définitive des Français à tout désir de revanche.

1 En octobre 1871, un gigantesque incendie détruisit de nombreux quartiers du centre-ville de Chicago et fit une centaine de victimes.

2 C'est ainsi que les paysans russes appelaient le tsar.

Apparemment, ce n'est pas tout à fait non plus sans motifs que leurs chants de triomphe retentissaient. Car dans cette même semaine d'automne où au château de la Sprée se réunissaient les empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, lors de son cinquième congrès, l'Internationale mettait fin à son existence historique. Avec la chute de la Commune, l'Association traversait une situation très difficile. Engels, qui s'était retiré de l'activité commerciale en 1870 et collaborait avec Marx au conseil général, dit à ce propos : l'Internationale « *fut poussée au premier plan de l'histoire européenne, au moment où toute possibilité d'action* [Mehring écrit agitation] *pratique couronnée de succès lui était partout enlevée. Les événements, qui l'avaient hissée au rang de septième grande puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combatives et de les utiliser activement, sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des décennies.*[1] » Effectivement, c'est bel et bien ainsi qu'étaient les choses. Les « respectables » trade-unions s'étaient retirés de l'Internationale en raison de la prise de position du conseil général en faveur de la Commune et, après cette guerre épuisante, Paris réduit à la famine et la terrible saignée de la Commune, le prolétariat français avait besoin d'un certain temps pour rassembler de nouvelles forces. L'appui que l'Internationale perdait dans ses sections françaises était compensé de façon très douteuse par les réfugiés de la Commune, qui submergeaient le conseil général de Londres et se déchiraient dans des querelles sans fin, résultat inévitable de toute révolution manquée. Madame Marx donnait une idée de ce désarroi quand elle écrivait à Johann Philipp Becker qu'on passait déjà pour Prussien quand on ne voulait pas gober toutes les idioties mensongères des Français, ce qui lui était absolument impossible.

Pendant qu'ainsi l'Internationale en Angleterre et en France voyait plus ou moins le sol se dérober sous ses pieds, dans une série de pays économiquement ou politiquement moins développés, en Belgique, en Hollande, en Italie, en Espagne, dans une partie de la Suisse, elle fut secouée par des querelles internes. Le prolétariat de ces pays se trouvait en partie encore dans un processus de développement que les ouvriers anglais, français et allemands avaient déjà vécu dans la période d'avant la révolution de 1848 : la phase du socialisme au cours de laquelle les ouvriers ne veulent pas entendre parler de politique, parce que, dans les luttes politiques menées par les classes possédantes, ils ont constamment été les dupes. Ce socialisme ne comprend pas encore la société capitaliste en partant de ses conditions d'existence historiques ; il ne comprend

1 Friedrich Engels : *Karl Marx*.

ni la nécessité de son apparition ni la nécessité de sa disparition ; pour cette raison-là aussi il est dans une confusion complète sur les moyens par lesquels le prolétariat peut être libéré. Dans le combat politique de la classe ouvrière, il voit un retour aux vieilles erreurs, une nouvelle illusion qui produirait un nouveau pouvoir oppresseur. Il veut démolir la société bourgeoise jusqu'à la dernière pierre, détruire toute trace de domination économique et politique, mais cet idéal d'avenir il veut le réaliser dès le présent, en recommandant au prolétariat « l'abstention politique », la renonciation à son organisation et ainsi la renonciation à la seule arme qui peut lui procurer la victoire sur les pouvoirs concentrés des classes dominantes.

Le socialisme apolitique est un stade de transition dans le développement historique de la conscience de classe prolétarienne. C'est la raison pour laquelle il fallait qu'il soit représenté dans l'Internationale, dont le devoir précisément était d'éclairer les différents partis ouvriers de chaque pays sur le devoir historique du prolétariat moderne à l'échelle du monde et ainsi de raccourcir les stades nécessaires à leur développement. Cependant il devint un danger pour l'Internationale lorsque, à la fin des années 1860, Bakounine commença à le rassembler sous le mot d'ordre de l'anarchisme et, à l'aide de ce mot d'ordre, chercha à se rendre maître de la grande association des ouvriers. On a souvent affirmé – mais jamais prouvé – que Bakounine avait été un agent du gouvernement russe, et les raisons qui semblent parler en ce sens s'expliquent fort bien par les penchants panslaves de Bakounine, à cause desquels ses anciens amis Marx et Engels l'avaient déjà combattu dans les années révolutionnaires. Il serait aussi bien trop exagéré de vouloir mettre la théorie anarchiste de Bakounine uniquement sur le compte de son ambition personnelle. Russe de naissance, il était issu d'un pays qui ne connaissait même pas les premiers rudiments de la lutte de classe prolétarienne et, tenu à l'écart de la vie intellectuelle européenne depuis plus d'une décennie, lorsqu'en 1860 il s'était enfui de son cachot glacé de Sibérie il était encore entièrement mu par les conceptions du socialisme d'avant la révolution de 1848. Sur le plan théorique, il se rattachait par son anarchisme à Proudhon et Stirner et, sur le plan pratique, il avait bien des points communs avec Weitling : dans l'appauvrissement croissant de la masse, il voyait le levier le plus efficace de la révolution sociale et dans les déclassés ses défenseurs les plus solides. Mais dans une certaine mesure aussi il est exact que l'ambition personnelle et la jalousie personnelle à l'égard de Marx ont joué un rôle dans la tentative de Bakounine de se rendre maître de l'Internationale, de disloquer dans ce but son organisation et de rejeter

ainsi le mouvement ouvrier européen à un stade de son développement historique depuis longtemps dépassé.

Il est clair que le socialisme apolitique a une tête de Janus, qui montre d'un côté un visage très innocent et de l'autre un visage très sanguinaire. Un socialisme qui recommande l'abstention politique, mais qui malgré tout veut renverser la société bourgeoise, s'égare ou bien dans l'aide à soi-même, le sectarisme, l'utopisme les plus inoffensifs, ou bien dans des conjurations, attentats et putschs préparés secrètement. Il est tout aussi clair que dans les années 1840, où l'utopisme était encore tant en vogue, il montrait davantage son visage inoffensif, et que dans les années 1860, où l'antagonisme de classe naturel entre bourgeoisie et prolétariat était déjà si nettement marqué, il montrait davantage son visage sanguinaire. Au travers de la « propagande par l'action », les anarchistes parvinrent à un certain contact avec les blanquistes, l'aile la plus déterminée des réfugiés de la Commune. Les deux divergeaient beaucoup dans leurs buts, car les partisans de Blanqui voulaient justement s'emparer du pouvoir politique par un coup de main rapide, pour exercer par lui une dictature révolutionnaire, mais les deux s'accordaient sur la pratique du coup de main révolutionnaire. Une pratique qui devait obligatoirement offrir aux gouvernements l'occasion bienvenue d'engager contre les classes laborieuses une pratique de coups de main réactionnaires, et cela avec une force de frappe écrasante, face à laquelle tous les attentats et putschs que les bakounistes et blanquistes, seuls ou en commun, pouvaient organiser, n'apparaissaient que comme des jeux de gamins.

Le conseil général de l'Internationale et Marx, sa tête dirigeante, s'opposèrent avec une extrême énergie aux menées de Bakounine, et ils en seraient vite venus à bout dans des conditions ordinaires. Même dans les conditions extraordinaires qui étaient intervenues après la chute de la Commune de Paris, ils réussirent à s'en rendre maîtres. Mais il y avait une autre question : le maintien de l'Internationale, harcelée de l'extérieur comme de l'intérieur, n'imposait-il pas de trop grands sacrifices au mouvement ouvrier européen ? Marx répondit par l'affirmative à cette question et prit la décision de se débarrasser de la rouille anarchiste qui recouvrait l'arme forgée par le prolétariat international pour ses actions et ses batailles pratiques et de la ranger ensuite dans la salle d'armes jusqu'au retour de conditions plus favorables. C'est au congrès de La Haye qu'il réalisa sa décision.

L'extension internationale du mouvement ouvrier se manifesta encore plus clairement et nettement dans ce congrès que dans les précédents congrès de l'Association. Calculés d'après leur pays natal, il y avait parmi les 64 délégués 20 Français, 16 Allemands, 8 Belges, 6 Anglais,

3 Hollandais, 3 Espagnols, 2 Suisses, 2 Hongrois, 1 Polonais, 1 Irlandais, 1 Danois et 1 Corse. Il s'avéra tout de suite que le conseil général en place disposait d'une forte majorité ; en particulier les Allemands et – à une exception près – les Français aussi étaient de son côté, tandis que les Anglais se divisèrent et se séparèrent sur le vote. L'effort des bakounistes pour, conformément à leur doctrine anarchiste, réduire le conseil général à une simple boîte aux lettres, à un bureau « pour la correspondance et la statistique », fut mis en échec, le conseil général confirmé et renforcé dans ses pouvoirs en tant qu'instance exécutive de l'Association. Le congrès, dans une déclaration solennelle, déclina toute responsabilité à l'égard des actions bakounistes et exclut de l'Association Bakounine et l'un de ses acolytes.

Il fut d'autant plus difficile à la majorité victorieuse de transférer le conseil général à New York, comme le demandaient la plupart de ses membres en place jusqu'ici, parmi lesquels Marx aussi, qui assistait personnellement au congrès avec Engels. Les délégués allemands en particulier s'opposaient à cette demande, qui finalement ne passa que de justesse. Ce qui fit pencher la balance c'est que les membres du conseil général en place jusqu'ici, à de rares exceptions près, refusaient une nouvelle réélection, tout spécialement Marx et Engels, parce que sans cela il leur était impossible de poursuivre leurs travaux scientifiques, raison qu'on doit naturellement prendre, non dans un sens subjectif, mais dans un sens objectif, et c'est bien ainsi qu'elle fut prise. De même que Marx interrompait de bon gré son travail scientifique chaque fois que s'offrait une possibilité d'action pratique pour la classe ouvrière, de même il reprenait volontiers ce travail chaque fois que cette possibilité disparaissait. Mais si la majorité du conseil général en place jusqu'ici se retirait, la direction suprême de l'Association ne pouvait rester à Londres sans courir le pressant danger de tomber ou bien entre les mains des blanquistes français avec leur tactique putschiste, ou bien entre celles des dirigeants ouvriers anglais avec leurs tendances « respectables ». Mais si Londres était écarté, New York était alors le seul lieu qui réunissait les deux conditions nécessaires : sécurité des archives et composition internationale du conseil général.

Dans ces discussions et ces décisions du congrès de La Haye, on procéda sans doute de manière un peu diplomatique, ce que la situation internationale de l'époque expliquait et justifiait amplement. Quelques années plus tard, Engels écrivait de manière plus concise et plus franche : *« Étant donné l'impossibilité, devant la réaction générale, de satisfaire aux exigences accrues qui lui étaient posées, et de maintenir sa pleine efficacité autrement que par une série de sacrifices qui auraient saigné à blanc le*

mouvement ouvrier – étant donné cette situation, l'Internationale se retira provisoirement de la scène tandis que son conseil général était transféré en Amérique.[1] » Et ce n'est pas seulement de manière provisoire qu'elle se retira, mais pour toujours. L'Internationale tint encore un congrès à Genève en 1873, mais dans les faits il s'avérait que sa tâche historique était accomplie. L'idée de la solidarité internationale s'était enracinée si profondément dans le prolétariat moderne qu'il n'avait plus besoin d'appui extérieur et les partis ouvriers nationaux se développèrent au travers des bouleversements industriels des années 1870 de manière si spécifique et si puissante qu'ils débordèrent le cadre de l'Internationale, de la même manière que le mouvement ouvrier européen au travers des bouleversements industriels des années 1850 avait débordé le cadre de la Ligue des communistes.

3. Les dernières luttes de fractions

La crise de l'Internationale ne toucha pas, ou pratiquement pas, le mouvement ouvrier allemand. Dans une publication dirigée contre Bakounine, le conseil général de l'Association fit incidemment et assez gratuitement la remarque que les lassaliens étaient devenus de simples instruments de la police, après avoir pendant des années empêché l'organisation des ouvriers allemands, et cette attaque injuste incita le *Neue Social-Demokrat* à lancer des attaques tout aussi injustes contre Marx et l'Internationale. Mais les lassaliens avaient aussi peu d'intérêt que les eisenachiens pour la théorie et la pratique anarchistes de Bakounine.

Depuis Sedan, les deux fractions étaient d'accord sur la question nationale. Elles combattaient en commun le système de gouvernement de Berlin. Dans la conception des principes du communisme scientifique, elles en étaient au même niveau, dans la mesure où la dialectique du matérialisme historique leur restait étrangère à toutes deux. Dans le *Neue Social-Demokrat*, Hasselmann expliquait, sur la base du « droit naturel », que les produits appartenaient aux ouvriers qui seuls les avaient créés, et Carl August Schramm, un fonctionnaire d'assurances qui publia dans le *Volksstaat* une série d'articles remarquables sur les notions élémentaires de l'économie, de manière tout à fait semblable concluait que, de la théorie de la valeur de Marx, dérivait la justification des revendications socialistes, le droit des ouvriers aux valeurs créées par eux-mêmes. Même Liebknecht présentait Buckle, l'historien du courant manchestérien, comme le génie qui a révolutionné la science économique, comme Marx avait révolutionné les sciences sociales et Darwin les sciences naturelles.

1 Friedrich Engels, *Karl Marx.*

Parmi les écrivains du parti à cette époque, le seul qui à sa manière avait accédé à la compréhension du matérialisme historique était Dietzgen, le théoricien le plus actif des eisenachiens, mais ses articles d'une grande élévation d'esprit restaient trop dans le registre philosophique pour marquer efficacement les ouvriers plongés dans la lutte pratique. Une série de travaux anciens et nouveaux de Marx et d'Engels publiés par le *Volksstaat*, les études sur la guerre des paysans, l'adresse sur la Commune de Paris, supposaient beaucoup trop de connaissances pour passer déjà dans la chair et le sang des ouvriers, et les vieux maîtres du communisme scientifique intervenaient rarement dans les questions pratiques du jour, qui auraient permis d'expliquer de la manière la plus concrète la conception matérialiste de l'histoire. Les partisans de la fraction d'Eisenach se plaignaient souvent des articles trop savants et trop indigestes du *Volksstaat*, et même le comité directeur du parti donnait pour modèle à la rédaction la manière d'écrire du *Neue Social-Demokrat*. Les ouvrages propagandistes de Lassalle restaient la nourriture intellectuelle principale, même pour les ouvriers de ce courant ; « *pour l'organisation, nous étions eisenachiens, pour les principes et la propagande, lassaliens* », écrivait plus tard, dans une rétrospective de cette époque, Karl Grillenberger, l'un des représentants les plus dévoués de la nouvelle génération d'eisenachiens.

Sans aucun doute, le *Neue Social-Demokrat* était supérieur au *Volksstaat*, non seulement dans la vulgarisation mais aussi dans la formulation précise des problèmes de l'économie socialiste. Lorsque la question de la crise du logement occupa tout le monde, Hasselmann partit d'elle pour analyser la question foncière, dans une série d'articles d'une clarté exemplaire, alors que sur cette même question le *Volksstaat* donnait la parole au proudhonien Mülberger, qui se perdit en toutes sortes de développements confus qu'Engels ensuite tira au clair avec ses études désormais classiques sur la *Question du logement*. Les eisenachiens n'avaient absolument aucun motif de prendre le ton de supériorité qu'ils adoptaient volontiers envers les lassaliens à propos précisément des questions théoriques. La guerre que Bracke engagea contre le « projet lassallien » des associations de production bénéficiant des crédits de l'État mena cet excellent homme sur une fausse route ; la caricature qu'il fit de la proposition de Lassalle, en la désignant comme « socialisme de gouvernement royal prussien, aspirant vainement à être admis à la cour », n'existait que dans son imagination ; Hasselmann, comme Schweitzer déjà avant lui, défendait les associations de production bénéficiant des crédits de l'État en précisant bien toujours qu'elles devaient être, après la victoire du prolétariat, la première application pratique pour la socialisation des moyens

de production. Le besoin d'une révision radicale de leur programme se faisait fortement sentir parmi les eisenachiens, mais justement sous une forme qui ne faisait que révéler que cette fraction manquait encore grandement de clarté théorique. Réformisme agraire, suppression du droit d'héritage et par ailleurs socialisme éclectique en tout genre, que Schweitzer avait déjà écarté chez les lassaliens, étaient encore largement présents chez leurs meilleurs esprits, et même chez Bracke n'avait pas encore disparu le penchant à masquer provisoirement les principes communistes pour complaire à la petite bourgeoisie radicale.

Sur une question seulement, sur la très importante question syndicale, les eisenachiens avaient une clarté théorique nettement plus grande que les lassaliens. En mai 1873, le *Volksstaat* publia plusieurs excellents articles sur les syndicats, que l'on peut aujourd'hui encore lire avec plaisir et profit. Dans ces « indications pratiques pour l'émancipation », on démontrait que le mouvement syndical était, pour l'émancipation du prolétariat, une arme de combat aussi importante et aussi justifiée que le mouvement politique, mais qu'on devait établir une nette séparation entre les deux mouvements. De manière très claire, on expliquait les tâches spécifiques des syndicats, on montrait ce qu'ils étaient capables d'accomplir en tant que levier efficace pour la situation de classe du prolétariat, en tant que champ d'exercice de l'autogestion démocratique, en tant que germes d'une organisation future de la société, bref en tant qu'organes du combat conscient pour l'émancipation du prolétariat, toujours à condition que le mouvement syndical poursuive par des voies différentes et indépendantes le but qu'il a en commun avec le mouvement politique. Les articles parus anonymement étaient rédigés par le compositeur-typographe Karl Hillmann et, au regard des discussions du congrès de Stuttgart sur la question syndicale, témoignaient d'un progrès important. Toutefois une voix se fit aussitôt entendre dans le *Volksstaat* pour protester contre eux, mais indéniablement la conception de Hillmann l'emporta dans la fraction d'Eisenach. À l'inverse, les syndicalistes lassaliens étaient dans une position difficile, et ils auraient été dans une position encore plus difficile si, après leur grève victorieuse, les artisans en bâtiment de Berlin n'avaient pas acquis au sein de l'Association générale des travailleurs allemands une place très influente. La Fédération générale de secours mutuel s'était montrée impuissante face à un mouvement de grève sérieux, et la tentative de la rénover à l'échelle locale, en tant que Fédération ouvrière de Berlin, ne réussit pas mieux. C'est la force des faits qui tenait debout les syndicats organisés par métier, comme la Fédération des maçons et celle des charpentiers, mais l'opposition doctrinaire ne se taisait pas. À chaque assemblée générale, elle faisait

entendre sa voix, et parvenait même toujours à présenter des résolutions qui voulaient en finir avec les syndicats, ou tout au moins les réduire à des filiales de l'Association générale des travailleurs allemands.

Du point de vue de l'organisation, c'était à nouveau les lassaliens qui primaient. Leur armée était mieux équipée, plus aguerrie, plus nombreuse. Dans les assemblées générales qui, en 1872 comme en 1871, eurent lieu à Berlin, mais en 1873 à Francfort-sur-le-Main, ils alignaient de plus en plus de membres actifs, jusqu'à frôler les 20 000, tandis que les eisenachiens, qui tinrent leur congrès en 1871 à Dresde, en 1872 à Mayence et en 1873 à Eisenach, n'approchaient que tout juste les 10 000[2]. À vrai dire l'organisation des lassaliens avait aussi ses côtés inquiétants. Taillée sur mesure pour une direction dictatoriale, elle devait nécessairement mener à de pénibles rivalités pour avoir l'influence dominante, quand le président était un homme comme Hasenclever qui, en bien comme en mal, n'avait pas l'étoffe d'un dictateur. À côté de lui, il y avait Hasselmann comme rédacteur de l'organe de l'association, le chapelier Derossi de Düsseldorf comme secrétaire, et le trésorier Grüwel, qui avaient été élus tous les ans par l'assemblée générale, comme le président l'était par vote direct de tous les membres. À l'organe de l'Association, Hasselmann veillait jalousement à ce qu'aucun parmi les rédacteurs ne lui porte ombrage ; de ce fait, si peu sectaire qu'elle fût, la vie intellectuelle de l'Association acquit tout de même une coloration sectaire. Les autres membres de la direction également, Grottkau, les Kapell, et en particulier Tölcke revenu à Iserlohn, prirent sous Hasenclever une influence bien plus grande que celle qu'ils avaient eue sous Schweitzer. Cela aurait été un progrès indubitable si la direction du parti avait eu des règles de fonctionnement démocratiques, où chacune des forces aurait pu collaborer ; comme l'espace statutaire leur manquait pour ce jeu légitime, elles finirent par s'affronter. Le culte que les lassaliens vouaient à leur organisation avait des raisons valables, mais il devint trop exagéré ; il trouva en Tölcke son représentant le plus intraitable, pour qui la direction de Berlin ne centralisait jamais assez, bien que lui-même fût installé en province.

Depuis 1871, les eisenachiens avaient leur comité directeur à Hambourg, où Geib et Yorck étaient les dirigeants, la commission de contrôle fut transférée en 1871 à Berlin, en 1872 à Breslau et en 1873 à Francfort-sur-le-Main. Leur organisation était beaucoup plus lâche que l'organisation des lassaliens, les membres cotisaient moins ponctuellement et moins généreusement ; face aux finances florissantes des lassaliens, les eisenachiens n'arrivaient pas à sortir de leurs dettes. Mais, en dépit de toutes ces zones d'ombre indubitables, leur organisation avait aussi ses qualités. Que les frictions, inévitables entre les différents organes de la

direction du parti, puissent toujours être exposées ouvertement et objectivement, c'était déjà quelque chose d'inestimable.

Mais surtout, les eisenachiens possédaient une littérature et une presse plus riches que les lassaliens. Dès 1871, à côté du *l'Ami des bourgeois et des paysans de Crimmitschau,* paraissaient comme journaux locaux du parti le *Messager du peuple de Dresde*, la *Presse libre de Chemnitz*, *l'Ami du peuple de Brunswick*, et bientôt à Nuremberg-Fürth le *Demokratische Wochenblatt*, qui devint en 1873 propriété du parti. Puis de nouveaux journaux locaux virent le jour, presque en surabondance, à Hof, Gera, Mayence, Munich, où entre-temps le *Prolétaire* avait cessé de paraître. Le projet d'une entreprise d'édition par actions s'était concrétisé dans l'Imprimerie coopérative de Leipzig qui, à côté du *Volksstaat*, s'occupait de toute une littérature de brochures en rapide croissance. Bracke aussi, qui publiait *l'Ami du peuple de Brunswick*, fit paraître une série de publications du parti.

Les « intellectuels » ne s'avérèrent nullement aussi nocifs pour les eisenachiens que l'affirmaient les lassaliens. Nuremberg-Fürth fut le seul endroit où une vilaine querelle entre le littérateur Memminger, par ailleurs très doué, et Mock conduisit à de pénibles perturbations du mouvement franconien, mais ensuite, après la mise à l'écart des deux perturbateurs, le mouvement n'en fructifia que mieux entre les mains fidèles des ouvriers Grillenberger, Gabriel Löwenstein, Scherm, Wörlein. Mais le fait que Bernhard Becker ait rejoint les eisenachiens a probablement été un succès douteux. Sa conduite à la tête de *l'Ami du peuple de Brunswick* et ses écrits haineux sur la campagne d'agitation de Lassalle et sur la fin de sa vie contribuèrent beaucoup à envenimer les rapports avec les lassaliens. Mais, cela mis à part, les jeunes littérateurs des eisenachiens tinrent tout à fait leurs promesses : Bruno Geiser et Max Neisser à Breslau, Johannes Wedde à Hambourg, Wilhelm Blos, qui venait du Parti du peuple de l'Allemagne du Sud et allait bientôt diriger le *Volksstaat* à côté de Hepner pendant que Liebknecht purgeait sa peine de forteresse. Dans la lointaine Königsberg le stagiaire Kokosky publiait un mensuel, les *Demokratischen Wochenblätter*, qui il est vrai ne put se maintenir longtemps ; Kokosky passa ensuite à *l'Ami du peuple de Brunswick.*

Chez les eisenachiens, les ouvriers participaient à la rédaction des brochures et des journaux bien plus activement que chez les lassaliens, chez qui prévalait l'agitation orale. Le développement historique faisait que le mouvement ouvrier dans les années 1870 ne pouvait fournir de théoriciens du même genre que dans les années 1840, où la Ligue des communistes avait accompagné les combats des philosophes allemands et des écoles socialistes anglo-françaises en les comprenant et en les par-

tageant. Dietzgen était le seul qui faisait penser aux Weitling, Eccarius, Pfänder. Le nouveau mouvement ouvrier était dès le départ totalement submergé de tâches pratiques, et les grands penseurs du communisme scientifique avaient pour l'instant accompli le travail théorique. Populariser leurs analyses et mener le combat quotidien contre les économistes bourgeois, telle était la tâche des ouvriers qui prirent la plume dans la fraction eisenachienne, tâche humble mais utile et accomplie avec un succès honorable. Le pompon revint au compositeur-typographe Franz qui, en 1870, avec l'accord de ses camarades, s'était, en s'enfuyant à Zurich, soustrait à un procès de haute trahison que le gouvernement de Bavière avait intenté contre lui en sa qualité de rédacteur du *Prolétaire*. Dans cette ville un manchestérien allemand, Victor Böhmert, avait été promu professeur d'université et, comme il faisait partie des représentants les plus intelligents de son école, il se crut obligé de démontrer, à l'aide de la statistique officielle du canton de Zurich, la « loi éternelle de la nature » par la grâce des manchestériens, selon laquelle le bien-être de la petite bourgeoisie et du prolétariat doivent croître avec l'accumulation du capital, et en plus éliminer vite fait le socialisme. Or Franz, dans un texte un peu lourd et grossièrement équarri mais excellent sur le fond, démontra que le professeur de statistique en titre avait tiré des chiffres qu'il citait le contraire de ce qu'ils contenaient effectivement. Ernst Engel, le statisticien allemand le plus éminent, qui autrefois déjà, avec l'honnêteté qui le caractérisait, avait apporté sa caution à Lassalle, reconnaissait maintenant, dans la revue du département royal prussien de statistique, que Böhmert avait été battu à plate couture par Franz ; Franz, disait-il, avait démontré de manière irréfutable que la classe moyenne avait diminué et par suite que le prolétariat avait augmenté, et cela dans le sens absolu aussi bien que relatif et que, même dans cette Suisse idyllique, dans une république libre, « *une concentration démente du capital entre des mains de moins en moins nombreuses* » était un fait indéniable.

Les différences entre les deux fractions sociales-démocrates avaient leur origine dans la différence de leur développement historique. Les lassaliens étaient la fraction la plus ancienne et avaient en expérience guerrière six années d'avance sur les eisenachiens ; les secteurs les plus favorables étaient déjà entre leurs mains, lorsque les eisenachiens firent leurs débuts. Les lassaliens étaient de beaucoup prépondérants dans l'unique grand État du nouveau Reich ; ils tenaient la capitale du Reich et conquirent à partir d'elle la marche de Brandebourg, le pays d'origine des nouveaux empereurs. Ils dominaient le cours de l'Oder, de Breslau à Stettin. Leur drapeau flottait sur la vieille et puissante ville de Hambourg avec son territoire avancé du Schleswig-Holstein, sur Brême, Lübeck et

Hanovre, les vieilles villes hanséatiques dans lesquelles le commerce moderne et l'industrie moderne se développaient avec force. À l'ouest, ils étaient maîtres d'Elberfeld-Barmen avec la zone industrielle de la Marche-Berg, au sud-ouest de Francfort-sur-le-Main avec la région du Main. À l'inverse les eisenachiens dominaient certes aussi un territoire avancé de la civilisation allemande mais, depuis le début du siècle, le royaume de Saxe était politiquement très en arrière du développement national, ce dont souffraient en particulier ses grandes villes, à la seule exception de Leipzig. À Dresde, résidence royale, les longues années de gouvernement Beust avaient fait dépérir gravement la vie publique, et la ville industrielle de Chemnitz était réputée partout à la ronde pour l'esprit obtus de ses parvenus incultes ; le *Volksstaat* lui-même démontra une fois en termes vifs qu'aucune ville en Allemagne, dans des conditions par ailleurs identiques, ne se trouvait à un degré de civilisation aussi bas que la Manchester saxonne. De plus les domaines principaux des eisenachiens s'étendaient à l'industrie à domicile exploitée sur le mode capitaliste des petits États de l'Allemagne du Centre, aux zones industrielles émergeant comme des îles au milieu de l'activité artisanale des États moyens de l'Allemagne du Sud. La tendance au regroupement provincial, qui était très forte chez les eisenachiens, était due à ces conditions ; si les journaux de cette fraction s'enthousiasmaient parfois de manière excessive pour la décentralisation, c'était sans doute plus dû au fait qu'ils faisaient de nécessité vertu qu'au fait qu'ils méconnaissaient les avantages de la centralisation.

On voyait bien au premier coup d'œil que les différences des deux fractions indiquaient davantage leur complémentarité que leur antagonisme. À chaque force particulière des lassaliens correspondait une faiblesse particulière des eisenachiens, et inversement. Le soutien mutuel au moment des grèves, le travail commun dans les syndicats, la lutte pratique contre les ennemis communs commençaient aussi à rassembler les membres des deux fractions dans bien des endroits ; dans le Wurtemberg, où les lassaliens en vérité n'avaient une position forte que dans la capitale, un accord complet était même déjà établi ; lassaliens et eisenachiens fondèrent la *Süddeutsche Volkszeitung*, qui commença à paraître en 1873 à Stuttgart sous la direction de Karl Hillmann. Mais la plupart du temps les fils de la réconciliation tissés dans la pratique se cassaient malgré tout à nouveau lors des inévitables querelles de frontières ; les eisenachiens prirent particulièrement mal le fait que Frohme et le cordonnier Hartmann de Hambourg commencent en été 1872 une vaste campagne d'agitation en Allemagne du Sud. Une véritable réconciliation n'était possible que par voie officielle et cela se présenta de façon assez singulière.

Les lassaliens jouaient un peu au fils aîné de la maison, auquel le cadet devait se soumettre ; ils laissaient la question de l'unification venir vraiment d'elle-même mais, quand ils leur arrivait de s'exprimer là-dessus, au moins cela se tenait : leurs idées sur l'organisation des eisenachiens sans lien avec l'action pratique et sur leur « demi-socialisme », qui ne prenait pas très au sérieux la lutte de classe prolétarienne, étaient peut-être exagérées ou très inexactes, mais elles permettaient une discussion franche. À l'inverse, les eisenachiens furent les prédicateurs de la paix les plus zélés, mais les artisans de la paix les plus maladroits. Ce qu'ils reprochaient surtout aux lassaliens c'était leur prétendue dépendance, consciente ou inconsciente, du gouvernement prussien et, ce faisant, ils coupaient naturellement d'emblée toute négociation concrète. Même Lassalle fut traité par la presse des eisenachiens de très bon poète mais de très mauvais politique ; une fois même dans le *Volksstaat* s'égara le méchant mot d'esprit : Si Lassalle n'était pas venu de lui-même, Bismarck aurait dû l'inventer.

Toutes ces allégations mensongères reposaient uniquement sur cette affirmation que les lassaliens n'étaient pour ainsi dire pas inquiétés par la police et le parquet, alors que les eisenachiens avaient à endurer les persécutions les plus lourdes. Mais la justesse de cette affirmation laissait beaucoup à désirer. Dans le Schleswig-Holstein, les lassaliens étaient tout aussi brimés que les eisenachiens en Saxe. Frohme, qui était prétendument un « agent à la solde de la police » faisant de l'agitation en Allemagne du Sud, fut, à cause de cette agitation, soumis à une série d'inculpations, traîné depuis son lieu de résidence de Brême de prison en prison, enchaîné comme un vulgaire criminel et très souvent avec de vulgaires criminels ; c'est à pied, avec des chaînes aux mains et aux pieds, bien qu'il souffrît d'une grave blessure à la jambe, qu'il dut parcourir le chemin de Bensheim à Lorsch le long de la Bergstrasse, où il était censé avoir commis le crime de haute trahison ; finalement il fut libéré de sa détention préventive à cause de l'absolue inconsistance des accusations portées contre lui, ce qui, pour un « agent à la solde de la police », était tout de même un destin très étrange. Toutefois il était exact que le *Volksstaat* était plus lourdement harcelé de procès pour délits de presse que le *Neue Social-Demokrat*, mais c'était une situation très provisoire et c'était tout aussi peu probant que la relative liberté de presse dont jouissait en son temps le *Demokratische Wochenblatt* à Leipzig. En outre, le *Neue Social-Democrat* se vantait non sans raison de savoir mieux que le *Volksstaat* éviter les chausse-trapes du code pénal et des lois réactionnaires sur la presse.

Cependant cette tactique de réconciliation des eisenachiens, vouée à l'échec, avait pour excuse le fait que les lassaliens lui donnaient un semblant de justification. À l'assemblée générale de 1872, Tölcke voulut présenter une demande qui devait faire passer de vie à trépas tous les syndicats lassalliens. Mais Hasselmann refusa de publier le texte de cette demande dans l'organe de l'Association et la commission de presse se déclara d'accord avec lui pour blâmer Tölcke. Incontestablement elle avait à cela des raisons objectives ; il était tout à fait inutile de lancer ce genre de pomme de discorde dans le monde ouvrier, alors que le mouvement gréviste était au plus haut. Or Tölcke, dans son zèle à garder l'organisation de Lassalle pure et intacte, flairait derrière cette réponse négative une intrigue de Schweitzer et, dans une réunion de la direction qui eut lieu le 3 mars 1872 à Hanovre, il accusa Hasselmann de faire le jeu de Schweitzer, lequel, au service du gouvernement prussien, aurait défendu les syndicats pour briser la force du mouvement ouvrier en la dispersant en divers canaux. Schweitzer, disait-il, était en relation avec la préfecture de police de Berlin et avertissait en sous-main cette autorité de tout ce qui se passait dans le mouvement ouvrier. De l'époque où il avait assuré la suppléance de la direction de l'Association, Tölcke racontait : *« Schweitzer, juste avant d'entrer en détention, me dit que s'il se passait quelque chose je pouvais à tout moment m'adresser à la préfecture de police. Schweitzer y est allé avec moi et m'a présenté, démontrant à cette occasion une grande connaissance des lieux. »* Par ailleurs Tölcke déclarait encore que Schweitzer avait utilisé dans son intérêt personnel les rentrées de cotisations des membres ; Schweitzer, ajoutait-il, avait aussi pris 500 thalers dans la caisse de la Fédération de soutien et les avait portés chez son banquier.

Le premier effet de ces révélations sur ceux qui les entendirent fut cette exclamation très naturelle : Si tout cela est vrai, si tu as su tout cela et que cependant tu as toujours pris le parti de Schweitzer, alors tu es vraiment un traître bien pire encore que Schweitzer. Cette conclusion s'imposait absolument. Ou bien les choses s'étaient passées telles que Tölcke l'affirmait, et alors il avait joué depuis l'automne 1868 un rôle aussi ignominieux ou même encore plus ignominieux que Schweitzer ; ou bien Tölcke, à cause de son culte fanatique de l'organisation, s'était laissé aller à toutes sortes d'affabulations pour expliquer la résistance, pour lui incompréhensible, au strict rétablissement de l'organisation lassalienne. Aujourd'hui, où l'on peut appréhender clairement toute la situation d'alors, il ne peut plus y avoir de doute sur le fait que c'est du deuxième cas qu'il s'agit. Tölcke était un homme honnête et croyait à ses inventions ; moralement, ce qui l'exonère c'est qu'il s'est lui-même attribué dans cette affaire le plus mauvais rôle, mais nous ne dirons pas un mot sur l'hypothèse selon

laquelle Schweitzer aurait initié le mouvement syndical pour servir le gouvernement prussien ; mais la visite à la préfecture de police aussi perd tout caractère choquant quand on se remémore les circonstances dans lesquelles Schweitzer appela Tölcke à Berlin. À cette époque-là justement l'Association générale des travailleurs allemands était interdite à Leipzig, et on l'avait rouverte à Berlin de manière un peu informelle ; si Schweitzer, qui attachait toujours une grande importance à maintenir autant que possible l'organisation formelle de l'Association, alla avec Tölcke à la préfecture de police pour s'assurer que les autorités de police reconnaîtraient bien Tölcke comme son suppléant, il ne faisait pas pire qu'un an plus tard Bracke, qui se rendit aussi à la direction de la police de Brunswick, pour vérifier si des difficultés policières ne viendraient pas faire obstacle au comité directeur des eisenachiens transféré dans cette ville. Schweitzer aurait été non seulement une canaille mais aussi un fou si, pour laisser le mouvement ouvrier dans les mains d'un traître pendant sa détention, il avait fait venir à lui à cent lieues de distance pratiquement le plus habile de ses partisans et ensuite l'avait employé comme mouchard auprès de la préfecture de police. Et à coup sûr Tölcke, ce vieux combattant des barricades, aurait aussitôt donné l'alerte, si les choses s'étaient réellement déroulées telles qu'il les imagina cinq ans plus tard.

De même, les prétendues malversations de Schweitzer partent en fumée quand on les examine de près. En effet, il avait pris 500 thalers dans la caisse de la Fédération et les avait portés chez son banquier, mais ce banquier était aussi le banquier de la Fédération, auquel il fallait verser les recettes, dès qu'elles dépassaient un certain montant ; Schweitzer avait seulement eu le tort de ne pas respecter les formes et de n'avoir pas, lors du dépôt de l'argent, emmené avec lui deux membres du comité directeur de la Fédération, comme les statuts le prescrivaient. Il ne pouvait faire de malversations sans la complicité du trésorier de l'Association et de celui de la Fédération ; en outre, pour tenir compte précisément des reproches que les eisenachiens avaient élevés contre Schweitzer, les assemblées générales de 1870 et 1871 avaient examiné très minutieusement l'état des caisses et à l'unanimité avaient constaté leur parfaite tenue.

Au cours de ces controverses, Schweitzer a été accusé non certes d'avoir pillé illégalement la caisse de l'Association mais, en vertu de ses pleins pouvoirs dictatoriaux, de l'avoir vidée en respectant toutes les formes légales. Sauf que Schweitzer avait accompli gratuitement tout son travail pour l'Association, jusqu'à ce qu'en 1869 on lui impose, contre sa volonté, 45 thalers d'appointement mensuel, qu'il réduisit lui-même à 25 thalers, et que dans un premier temps il ne perçut pas du tout ; s'il les perçut plus tard, cela ne peut être arrivé que dans la dernière année de

sa présidence, de même qu'ensuite il a accepté pour sa dernière grande tournée en novembre et décembre 1869 les indemnités habituelles des propagandistes. Les autres milliers de thalers qu'il est censé avoir engloutis ont été rassemblés uniquement au bénéfice de l'organe de l'Association et excèdent à peine le montant des frais de justice et des amendes que le *Social-Demokrat* eut à acquitter pendant ses plus de six années d'existence. Dans ces premières années d'existence, les déficits du journal furent couverts grâce aux fonds de Hofstetten ; une fois ces fonds épuisés, la caisse de l'Association vint à la rescousse jusqu'à ce que Schweitzer à la mort de son père accède à une certaine fortune. Ensuite, il épongea lui-même le déficit du *Social-Demokrat* jusqu'à ce que le parti reprenne le journal, et en partie aussi les dettes du journal. Les sommes reçues de cette manière par Schweitzer nominalement, mais en réalité par l'organe de l'Association, se composaient essentiellement de 1 000 thalers chaque fois, votés par les assemblées générales de 1868 et 1871 ; à cela s'ajoutaient encore des sommes plus petites, par exemple quelques centaines de thalers que les adhérents de Berlin avaient fournis pour le journal du parti pendant la guerre franco-allemande. Des ennemis de Schweitzer ont une fois évalué la somme globale à 2 500 thalers. Qu'elle ait été aussi élevée, ou plus élevée, ou moins élevée, il s'agissait toujours de dépenses pour un but important, pour ne pas dire le plus important du parti, de dépenses qui ont fructifié avec usure et sont enregistrées honorablement dans l'histoire du parti : le *Social-Demokrat* était pour les années 1860 l'organe de référence du prolétariat, de même que la *Neue Reinische Zeitung* l'avait été pour les années de la révolution et que le *Sozial-Demokrat* de Zurich devait le devenir pour les années 1880.

Selon une troisième hypothèse, Schweitzer n'aurait causé aucun dommage à la caisse de l'Association, il l'aurait au contraire alimentée à partir des fonds secrets du gouvernement et à cette source aurait puisé aussi pour lui les moyens de mener une vie fastueuse. Mais les assemblées générales de 1870 et 1871 ont après un examen très soigneux déclaré unanimement que jamais un pfennig de bien mal acquis n'est passé dans la caisse de l'Association, et les allégations sur le train de vie dispendieux de Schweitzer ne se sont fait entendre qu'à l'époque où il avait hérité de son père : avant, il a mené une existence tout à fait modeste et, après son retrait de la vie politique, il a gagné difficilement sa vie comme auteur dramatique.

Si ces faits ont été exposés un peu plus en détail, c'est parce qu'à un moment ils ont joué un grand rôle dans l'histoire du Parti social-démocrate, et parce que l'honneur d'un homme leur reste lié : pour la question historique de la culpabilité ou de la non-culpabilité de Schweitzer, ils

n'ont aucune importance. Cette question se résout dans ces deux autres questions : Schweitzer a-t-il mené une politique conséquente et mûrement réfléchie qui, en dépit de tous les points de détail discutables, ne pouvait s'expliquer dans l'ensemble que du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, et non du point de vue des intérêts du gouvernement ? Et un mouvement en puissant développement, porté par les couches les plus vigoureuses et les plus avancées du prolétariat, pouvait-il pendant des années être mené par le bout du nez par un agent à la solde de la police ? La réponse à ces questions, ce sont les faits historiques qui la donnent.

Les débats en séance de la direction trouvèrent leur prolongement dans l'assemblée générale qui se réunit en mai 1872 à Berlin. À nouveau on entendit les plaintes les plus vives contre Tölcke, et un délégué demanda son exclusion, ce qui était parfaitement justifié si tout s'était passé comme Tölcke l'affirmait. Mais de ce fait l'Association était menacée aussi d'une nouvelle crise, et à présent on pouvait voir les aspects négatifs du culte rendu à la centralisation rigide. Chez les eisenachiens, le conflit aurait été réglé jusque dans ses dernières conséquences, quelles qu'elles aient pu être ; chez les lassaliens c'est l'intérêt de l'Association qui trancha. Au cours même de la discussion, Schweitzer qui était présent comme auditeur fut sommé de quitter la salle, puisqu'il n'était pas membre de l'Association. Ensuite l'affaire fut transmise pour examen à une commission qui revint avec la conclusion qu'il y avait des raisons importantes et graves, mais non démontrables par des faits très précis, de se défier de Schweitzer, qu'à l'inverse Hasselmann était lavé de tout soupçon et que Tölcke n'avait pas pu autrefois agir autrement, étant donné qu'il n'avait pas de preuves suffisantes. Selon elle, tous deux s'étaient mis d'accord, ce qui enlevait toute raison d'être à la demande d'exclusion de Tölcke, et l'assemblée générale devait accorder sa confiance à tous deux. Tous les membres de la commission, sauf un, approuvèrent cette décision, ensuite l'assemblée générale décida que Schweitzer ne pouvait plus être admis dans l'Association générale des travailleurs allemands. Il y eut 5 595 voix pour, 1 177 contre, 1 219 s'abstinrent.

Dès que le protocole de l'assemblée générale rendit publics ces événements, ils suscitèrent naturellement un grand émoi parmi les eisenachiens. Le *Volksstaat* ne dit pas seulement : *« Ainsi est confirmé ce que de notre côté nous avions reproché à Schweitzer »*, mais il dit aussi, comme tant de lassaliens : *« Si Schweitzer est coupable, Hasenclever, Hasselmann et Tölcke le sont aussi. »* On ne pouvait tenir rigueur aux eisenachiens de s'en prendre de la manière la plus vive en particulier à Tölcke, qui en 1869 avait accusé Liebknecht et Bebel d'être des faux frères, alors que, selon ses affirmations de maintenant, il soutenait qu'il avait déjà su à l'époque que

Schweitzer entretenait des relations secrètes avec la police prussienne. Les lassaliens reconnaissaient trop tard leur lourde erreur et cherchaient à présent à faire marche arrière. Le *Neue Social-Demokrat* disait que, avec la condamnation de Schweitzer, il ne s'était pas agi de ses relations avec le gouvernement prussien, dont on ne l'avait pas convaincu et qu'on ne lui avait même pas reproché, mais de « tout autre chose ». On ne l'avait pas convaincu de ce genre de relations, c'est sûr, mais bien entendu elles lui avaient été reprochées, et le « tout autre chose » se révéla être quelques notes anodines sur l'histoire de l'Association générale des travailleurs allemands que Rudolf Meyer, à sa demande, avait reçues de Schweitzer pour ses travaux historiques sur le mouvement ouvrier. Schweitzer lui-même avait raconté à l'occasion cette chose anodine à la rédaction du *Neue Social-Demokrat*, et le petit service qu'il avait rendu à un écrivain conservateur, mais indépendant et sympathisant avec le mouvement ouvrier, ne put être grossi en « trahison » que parce que le *Neue Social-Demokrat* avait mis au compte de Schweitzer la forme que Meyer avait donnée aux informations communiquées par Schweitzer.

Ainsi les tentatives de réconciliation des deux fractions étaient complètement dans l'impasse. Les efforts du *Volksstaat* de les poursuivre quand même, en faisant pression pour que les lassaliens débarquent *les* Schweitzer après s'être débarrassé *du* Schweitzer, ne pouvaient atteindre que l'inverse de l'effet escompté. Dans une sévère décision que le *Volksstaat* dut reproduire en première page du journal, la commission de contrôle de Breslau mit un terme à cette tactique d'unification qui, selon sa juste remarque, devait nécessairement élargir encore plus la fracture au lieu de la combler.

Entre-temps, l'annonce que maintenant les lassaliens aussi avaient désavoué Schweitzer avait fait le tour de la presse bourgeoise et, dans son premier émoi, Schweitzer adressa aux organes de cette presse un courrier dans lequel il disait que ce genre « *d'ingratitude et de bêtise* » ne pouvait étonner « *de la part de gens dont seule une très petite partie était mue par l'enthousiasme d'une idée nouvelle, tandis que l'immense majorité n'était poussée que par la jalousie envers les classes plus élevées de la société ou par d'autres motifs pas très reluisants* », à quoi s'ajoutait encore l'étroitesse de leur horizon. C'était un très vilain mot, que déjà par respect pour lui-même Schweitzer n'aurait pas dû prononcer, mais ce ne fut pas son dernier mot. Lorsque le fondé de pouvoir de Hambourg Bräuer, à cause du tort qu'on lui avait fait, quitta l'Association avec quelques centaines de partisans, Schweitzer refusa de prendre leur tête et de mettre des bâtons dans les roues du mouvement ouvrier, par amour-propre. Au lieu d'un nouveau fractionnement il recommanda instamment, dans un tract

adressé « aux ouvriers d'Allemagne », l'unification des deux fractions. Il passa par-dessus les offenses subies avec ces mots : « *Si je suis innocent, alors l'assemblée générale a commis une ignoble injustice à mon égard. Si je suis coupable, alors l'assemblée générale a commis une ignoble injustice à l'égard de l'Association générale des travailleurs allemands, en laissant au poste de direction du parti des personnes qui pendant des années étaient dans mon entourage le plus proche, pouvaient observer chacun de mes pas, étaient les exécutants de chacun de mes agissements dans le cadre de mes fonctions et partagent donc ma culpabilité.* » Ensuite, d'une manière transparente et claire rappelant ses meilleurs jours, Schweitzer motiva la nécessité et la possibilité de l'unification : « *Avec* les chefs, s'ils le veulent, *sans* eux, s'ils restent passifs, *malgré* eux s'ils s'opposent, unité à tout prix ! » On ne lit pas sans émotion les pages jaunies, le mot d'adieu sincère et intelligent d'un homme qui dans les temps les plus durs a tenu d'une main sûre le gouvernail de la social-démocratie et qui a rendu des services impérissables au prolétariat conscient, qui ensuite, empêtré dans les conséquences de ses actes les meilleurs, a causé bien des torts et en a subis de pires. Moins de trois ans plus tard, en juillet 1875, Schweitzer mourut en Suisse.

Son tract n'eut pas d'effet pratique ; même les « partisans de Bräuer » se maintinrent comme groupuscule à part sans influence. Entre les deux grandes fractions, la guerre se poursuivit en 1873, dans des formes presque plus insupportables que jamais auparavant. Le *Volksstaat* approuva lorsque Sonnemann, au début de cette année-là, donna comme explication à une bagarre de bistrot à Francfort-sur-le-Main qu'elle avait été fomentée par les lassaliens sur ordre du gouvernement prussien pour ébranler le roc d'airain de toute vertu civile, de tout amour du genre humain, et de toute souveraineté populaire, à savoir la démocratie de la Bourse de Francfort, et Tölcke publia une brochure dans laquelle il prétendait démontrer que la comtesse Hatzfeldt, Liebknecht et Schweitzer avaient toujours été des alliés secrets, qui avaient voulu miner le mouvement ouvrier en faisant en public semblant de se combattre. C'était comme si chacune des fractions voulait s'assurer que, au jour proche de la réconciliation, aucune ne puisse reprocher quoi que ce soit à l'autre.

4. L'ère Tessendorf

Les nouvelles élections pour le Reichstag qui eurent lieu le 10 janvier 1874 montrèrent à la face du monde que Bismarck, au cours de trois brèves années, avait traité une situation extrêmement favorable avec une extrême myopie. Il fut dès lors puni par où il avait péché. Toute opposition à son despotisme avait été dénoncée par ses mercenaires de presse

comme « hostilité au Reich » et maintenant, sans tenir compte du demi-million de voix progressistes qui selon les calculs de Bismarck pouvaient être considérées pour moitié comme « amies du Reich » et pour moitié comme « ennemies du Reich », les élections montraient que 2 408 549 voix inconditionnellement « amies du Reich » faisaient face à 2 339 936 voix inconditionnellement « ennemies du Reich ». Les « amis du Reich » n'avaient plus donc qu'une modeste majorité de 74 613 voix et cette majorité était en réalité déjà une minorité inquiétante, si on prenait en considération le fait que plusieurs centaines de milliers de voix « amies du Reich » avaient été extorquées par les petits expédients électoraux que l'on sait.

En vérité, pour Bismarck, la répartition des mandats se présentait de manière plus favorable que la proportion de suffrages exprimés. Les nationaux-libéraux et les ultramontains avaient remporté chacun, en chiffres ronds, un million et demi de voix, mais les premiers environ 150 mandats et les seconds environ 100. Sous ce rapport, c'étaient les sociaux-démocrates qui étaient les plus défavorisés. Ils avaient remporté le nombre remarquable de 351 670 voix, plus de 6 % de tous les suffrages exprimés, les lassaliens 180 319, les eisenachiens 171 351. Mais les lassaliens n'avaient gagné au premier tour que deux circonscriptions au Schleswig-Holstein, Altona (Hasenclever) et Plön-Segeberg (Reimer), les eisenachiens que six circonscriptions au royaume de Saxe, Freiberg (Geib), Mittweida (Vahlteich), Chemnitz (Most), Glauchau-Meerane (Bebel), Zwickau-Crimmitschau (Motteler) et Stollberg-Schneeberg (Liebknecht). Au second tour restaient encore onze candidats sociaux-démocrates : à Berlin VI et Westhavelland, à Hambourg I et II, à Itzehoe et Kiel, à Dresde-vieille ville, Leipzig-campagne et Borna, dans la principauté de Reuss-ancienne ligne et à Elberfeld-Barmen. Parmi tous ceux-là, seuls Hasselmann à Elberfeld-Barmen et Johann Jacoby dans la circonscription rurale de Leipzig remportèrent la victoire. Seulement, Jacoby refusa son élection et sa circonscription fut à nouveau perdue aux élections complémentaires. Après le procès de haute trahison à Leipzig, Jacoby était passé chez les eisenachiens en faisant une déclaration publique, mais à présent en pratique il refusait de collaborer avec eux, vu qu'il ne pouvait accepter la violation de droit sur laquelle reposait le nouveau Reich. Là-dessus, avec tout le respect dû à Jacoby, le *Volksstaat* répondit que le nouveau Reich était encore chaque jour aussi légal que la Constitution prussienne et le Landtag prussien, auquel Jacoby avait pourtant si longtemps collaboré, et que si Jacoby s'en tenait à ce point de vue, il n'avait pas le droit d'accepter d'être candidat dans une circonscription électorale gagnable. Quelle différence de ton déjà entre ce langage et le

langage du *Demokratische Wochenblat* qui, six ans plus tôt, avait mis les plus grands espoirs dans la politique de protestation boudeuse de Jacoby !

En dépit de ce petit nombre de seulement neuf élus, les électeurs sociaux-démocrates pouvaient regarder avec une extrême satisfaction le résultat de leurs efforts. Dans le royaume de Saxe, dans le Schleswig-Holstein, dans les villes hanséatiques de Hambourg, Brême, Lübeck, plus du tiers de tous les suffrages exprimés étaient allés à leurs candidats ; dans les petits États d'Allemagne du Nord et du Centre, en particulier à Brunswick et en Thuringe, ils avaient avancé les chiffres les plus imposants ; de toutes les provinces prussiennes, la Posnanie était la seule où ils ne comptaient encore aucun partisan ; en Prusse-Orientale ils avaient déjà aligné 3 262 voix, en Poméranie 4 918. Les 11 279 voix de Berlin n'atteignaient pas tout à fait la hauteur espérée ; cependant, dans la citadelle progressiste du quartier des constructeurs de machines, Hasenclever arriva en ballottage avec Schulze-Delitzsch et cette légère déception fut compensée par la peur panique de la bourgeoisie devant ce signe prémonitoire d'événements à venir. La progression était relativement lente en Rhénanie-Westphalie, en Silésie et en Bavière, les trois hauts lieux de recrutement de l'ultramontanisme. Cependant, en Bavière, la Franconie protestante constituait avec 11 029 voix une glorieuse exception. Dans le Wurtemberg, la voie à prendre était encore bien incertaine ; dans plusieurs circonscriptions électorales, la social-démocratie passa dès le départ des compromis avec le Parti populaire, et à Stuttgart même l'élection ralluma encore une fois la querelle entre eisenachiens et lassaliens. Ceux-ci obtinrent 1 977 voix, ceux-là 437, et dans tout le Wurtemberg on compta 8 954 voix sociales-démocrates. En Bade, Dreesbach pour les lassaliens et le tapissier Ehrhart pour les eisenachiens dirigaient depuis Mannheim la campagne d'agitation ; les deux fractions réunies totalisèrent 3 516 voix. En Bavière rhénane où, depuis la guerre, la grande industrie commençait à s'établir à Kaiserslautern et surtout dans le Palatinat oriental, il manquait encore au prolétariat l'apprentissage nécessaire ; lorsque les tisserands de la petite ville de Lambrecht, qui vivaient dans des conditions absolument misérables, décidèrent brusquement de lever leurs forces pour une élection municipale et chassèrent de l'hôtel de ville tous les fabricants, les nouveaux conseillers municipaux prolétariens furent en un tournemain à nouveau écartés, parce qu'ils n'étaient pas de taille à s'opposer aux intrigues et aux vexations de leurs exploiteurs.

Les fractions sociales-démocrates avaient marché séparément à la bataille électorale. En apparence à leur détriment car, si elles avaient dès le départ opéré en commun, elles auraient peut-être gagné quelques mandats de plus. En réalité à leur avantage, car le nombre presque égal

de voix que chaque fraction avait réunies eut un effet calmant sur leur surexcitation l'une contre l'autre. Les lassaliens virent que les eisenachiens n'étaient pas des appendices de la démocratie bourgeoise et les eisenachiens reconnurent que l'amitié des lassaliens pour le gouvernement n'était qu'une fable. L'attitude politique des lassaliens dans la bataille électorale avait été tout simplement irréprochable ; à Francfort-sur-le-Main, où au second tour il leur fallait choisir entre Lasker et Sonnemann, ils firent passer malgré tout leur vieil adversaire Sonnemann. Quand leurs propres candidats étaient en ballottage, les deux fractions se soutenaient réciproquement et l'unification, réellement, date du 10 janvier 1874. La pression extérieure donna la dernière impulsion à la fusion complète, mais elle n'était pas l'inspiration première et motrice de cette fusion. La solidarité du prolétariat, son arme absolument efficace mais aussi son arme unique, a la puissance élémentaire d'une force naturelle ; elle peut avoir un effet dévastateur et destructeur là où elle ne voit pas encore clairement ses buts, là où elle semble être elle-même en danger ; ainsi s'expliquent les luttes de fraction extrêmement violentes, les accusations réciproques d'hommes qui tous les jours de leur vie se sont avérés des champions également fidèles de la classe ouvrière, le dur destin de Schweitzer. Mais là où la solidarité du prolétariat voit devant elle clairement tous les tenants et aboutissants, alors elle pousse en avant avec une puissance irrésistible, comme un fleuve qui, après avoir dû, écumant et bouillonnant, se forcer un passage à travers une gorge rocheuse, coule calmement dans un lit large et profond. En vérité ce phénomène est incompréhensible à l'entendement des bourgeois, sinon depuis des décennies ils ne tourneraient pas désespérément en rond sur la question de savoir quand, au sein du prolétariat, des scissions sont possibles et quand elles ne le sont pas.

Tout de suite après les élections, le Reichstag fut convoqué en session et à présent les députés sociaux-démocrates se rapprochaient personnellement aussi. Le nouveau président, von Forckenbeck, était peut-être encore plus partial que son prédécesseur Simson, et Bamberger eut l'audace d'exiger des parlementaires représentant la classe ouvrière qu'ils adoptent de bonnes manières, afin de ne pas encourir en leur qualité d'invités la disgrâce du maître de maison. Naturellement la majorité bourgeoise refusa aussi d'exiger pour la durée de la session la libération de Liebknecht et Bebel, qui étaient encore en prison à Hubertusburg. Les sept députés sociaux-démocrates étaient donc condamnés à être étroitement solidaires. Au début, il y eut encore quelques divergences d'opinion, mais elles furent bientôt complètement réglées dans un esprit de camaraderie de parti, et elles montrèrent par ailleurs combien l'ancien

regroupement hostile des fractions commençait à se déplacer. Ainsi, à l'occasion de la nouvelle loi sur l'armée, les lassaliens présentèrent ostensiblement la demande d'instaurer une milice populaire que Liebknecht avait voulu présenter en 1867 et, quand Motteler légitima le Reich comme communauté nationale, Hasselmann objecta que sans les Allemands d'Autriche le nouveau Reich n'était pas une communauté nationale, que la social-démocratie devait impérativement vouloir toute l'Allemagne, qui évidemment ne pouvait être unie que dans la liberté. Dans toutes les questions pratiques de la politique, les deux fractions étaient côte à côte ; elles rejetèrent avec la même énergie la politique de gendarme contre l'Église catholique et fustigèrent avec la même dureté la répugnante attitude d'hostilité avec laquelle la majorité chauvine accueillit les députés d'Alsace-Lorraine, lors de leur première entrée au Reichstag.

Bismarck présenta immédiatement au nouveau Reichstag les deux lois d'exception contre le prolétariat pour lesquelles il avait essuyé un échec au Reichstag précédent, non seulement la loi sur la violation de contrat de travail mais aussi le paragraphe 20 de la loi sur la presse, celui-ci sous une forme un peu atténuée. Mais cette fois-ci encore il n'eut pas de chance. La loi sur la violation de contrat resta bloquée en commission, après qu'en première lecture Hasselmann l'eut stigmatisée comme « déclaration de guerre à la classe ouvrière » ; quant au paragraphe 20 de la loi sur la presse, pour le moment les partis libéraux ne voulaient pas en entendre parler. Pour le reste, il est vrai, ils approuvèrent la loi sur la presse dictée par Bismarck, décalque de la loi vieille-prussienne sur la presse, qui pour la Prusse même renfermait quelques maigres améliorations mais était un recul important pour de nombreux États moyens et petits. Les principaux responsables dans ce revirement furent les libéraux prussiens, que Bismarck avait appâtés avec le profit capitaliste ; en échange de la suppression des cautions et du droit de timbre, ils vendirent leur idéal d'une presse libre. En vérité, outre le profit, le Parti du Progrès aurait aimé sauver aussi la logique, mais dès qu'il eut lâché sa première malédiction effroyable sur la trahison nationale-libérale et décliné toute responsabilité pour un tel avorton de loi sur la presse, Lasker lui déclara sèchement : « *Mêmes frères, mêmes bonnets, et pour utile qu'il puisse être en général que vous, progressistes, vous brandissiez intrépidement la bannière du principe, pendant que nous, nationaux-libéraux, nous nous occupons des affaires pratiques de la bourgeoisie, cette fois-ci vous avez trop exagéré avec vos discours violents et vous devez à présent voter avec nous la loi sur la presse, étant donné que nous ne voterons pas avec vous contre la loi sur la presse.* » Après cette bourrade amicale, les progressistes renoncèrent à la logique et ne sauvèrent que le profit. Ce furent des sommes très ronde-

lettes qui tombèrent ainsi dans les poches des propriétaires de journaux libéraux, mais la bourgeoisie libérale fit tout de même une très mauvaise affaire. Au moins *un* publiciste bourgeois vit le fond de ce marché ; Guido Weiss prédisait avec justesse dans la *Waage* que, si la pression politique sur la presse se maintenait et si seules ses conditions d'existence matérielles étaient allégées, alors, encore bien plus que jusqu'à présent, elle prendrait un caractère industriel et son état d'esprit aussi s'adapterait en proportion croissante aux lois du marché. Le libéralisme bourgeois, qui aujourd'hui se lamente à vous fendre le cœur sur la concurrence de la presse commerciale et sans opinion, a donné lui-même les verges pour se faire fouetter.

La loi sur l'armée, que le Reichstag devait discuter au début de l'année 1874, était plus importante encore que la loi sur la presse. Elle touchait à la question vitale du parlementarisme bourgeois, question que le conflit constitutionnel prussien n'avait pas résolue, mais que la révolution d'en haut n'avait fait qu'ajourner. La mise en place de la Confédération de l'Allemagne du Nord et la guerre franco-allemande avaient offert des occasions commodes qui, grâce au vote de sommes globales pour plusieurs années, permettaient de différer la réponse à la question de savoir si le Parlement devait voter chaque année le budget militaire ; mais désormais il ne servait plus à rien de faire la fine bouche et il fallait passer à l'attaque. Le projet de loi sur l'armée présenté par le gouvernement exigeait dans son premier paragraphe que les effectifs sur pied de paix de l'armée allemande soient à jamais établis par la loi à hauteur de 401 659 hommes. De cette manière, en reprenant ce que, en 1867 même, les libéraux les plus faiblards avaient annoncé, on proclamait solennellement « l'absolutisme nu » ; si le Reichstag renonçait à celui de ses rares pouvoirs qui était de loin le plus efficace, alors on perpétuait le faux constitutionnalisme.

Or, au printemps 1874, la bourgeoisie libérale n'avait besoin ni d'une grande intelligence ni d'un grand courage pour repousser l'attentat de Bismarck contre son cher constitutionnalisme. Les progressistes et les nationaux-libéraux ensemble avaient déjà une courte majorité et comme, dans la défense du droit parlementaire à voter le budget, ils avaient derrière eux l'ensemble des « ennemis du Reich », ils disposaient d'une majorité écrasante. Seulement, Bismarck connaissait ces gens-là, à qui déjà une fois, avec un rude mépris, il avait fait en passant cette remarque, qu'ils ne se doutaient pas de tout ce qu'ils auraient pu lui arracher en 1867, s'ils étaient restés fermes. Avec tout autant de mépris, il disait maintenant aux nationaux-libéraux qu'ils étaient « élus sur son nom » et avaient simplement à obéir aux ordres. Cette menace et une bruyante tempête d'indignation, que Bismarck fit mettre en scène par les plumitifs à sa solde,

suffirent alors à retourner la grande masse des nationaux-libéraux et leur chef Bennigsen en rajouta ; cet ancien dirigeant de l'Union nationale fit insulte à ce qu'il y avait toujours de meilleur dans son passé en disant que depuis 1848 aucun mouvement n'avait encore traversé les masses de la nation de manière aussi primitive que ce tapage officieux, mené contre le droit du Reichstag à voter le budget. Un tout petit groupe de nationaux-libéraux avec à leur tête Lasker tenta certes de tenir bon, mais lorsqu'il alla s'informer auprès du Parti du Progrès s'il pouvait compter sur cette réserve, il revint avec l'effrayante nouvelle que, parmi les « inébranlables » aussi, c'était la débandade générale. Ainsi Bismarck obtint le septennat, c'est-à-dire la fixation par la loi des effectifs sur pied de paix pour une durée de sept ans, qui correspondait à ses souhaits encore plus même que sa fixation permanente. Car le parti de la Cour et de l'armée, qui louchait vers sa fonction de maire de palais, aurait pu le renvoyer plus facilement si le budget militaire avait été totalement enlevé au pouvoir du Parlement, tandis que le droit du Parlement à voter le budget recevait déjà un coup dont il ne se relèverait pas, du fait qu'il était abandonné pour sept ans. Bismarck avait dû recourir un peu prématurément à un « plébiscite », mais il avait vu aussi que cet ultime remède du bonapartisme avait un effet infiniment plus fort chez les rudes Allemands que chez les Français versatiles. Il lui accorda désormais la place d'honneur dans sa pharmacopée diplomatique personnelle.

Sur toutes ces questions, les députés sociaux-démocrates tinrent bon. Il n'est pas vrai non plus qu'ils aient toujours tenu seulement « l'unique discours social-démocrate ». Sans chercher les lauriers douteux de l'éloquence parlementaire, ils parlaient simplement, clairement et concrètement sur chaque question à propos de laquelle ils prenaient la parole ; tout au plus les discours de Hasselmann, par ailleurs extrêmement appréciés, avaient parfois une forme assez fortement propagandiste. La haine de leurs ennemis ne faisait absolument plus aucune différence entre les deux fractions ; elle cognait sur les eisenachiens comme sur les lassaliens, avec la plume comme avec le gourdin.

Depuis les élections, le spectre rouge hantait la table de travail de l'homme du siècle aussi bien que la table d'habitués du philistin dans les brasseries. Mais ni l'homme du siècle ni le philistin n'allaient au-delà de la peur stupide et de la rancœur stupide, bien que les bons conseils ne leur aient pas manqué. Après les fades gribouillages des manchestériens sur le mouvement ouvrier, le courant du socialisme agraire et celui du socialisme de la chaire étaient déjà bien plus avancés dans la compréhension de son histoire, et en 1874 parurent quelques ouvrages qui présentaient

avec suffisamment d'insistance aux classes dominantes les conséquences de leur aveuglement suicidaire.

Le plus important de ces ouvrages était la troisième édition du petit livre d'Albert Lange sur la question ouvrière. Bien des circonstances avaient contribué à rapprocher à nouveau Albert Lange de la conception bourgeoise du monde. Il était déjà gravement malade quand il fut appelé en 1872 à l'université de Marburg ; en Suisse, il avait mené de glorieux combats à la tête du mouvement démocrate petit-bourgeois et petit-paysan avec une force encore intacte ; l'œuvre de Brentano sur les trade-unions n'était pas non plus restée sans influence sur lui. Lange pensait que les « travaux importants » de Brentano avaient ébranlé les « idées extrémistes » de Marx, selon lesquelles une organisation syndicale puissante et une législation des fabriques efficace étaient sans importance face à la nécessité d'une révolution sociale. Mais si Lange ne s'adressait plus spécialement aux ouvriers, il n'avait pas pour autant cessé d'être le vieil ami fidèle de la classe ouvrière. Il plaçait toujours comme objectif suprême de toute réforme sociale sérieuse « l'émancipation réelle et complète des ouvriers de leur dépendance indigne des entrepreneurs » et, faisant une allusion très claire à Adolph Wagner, cette girouette adepte du socialisme de la chaire, il disait que celui qui dans certaines brochures citait Franklin, pour prouver que les ouvriers pouvaient améliorer leur sort uniquement par le travail et l'épargne, n'avait pas voix au chapitre. Lange disait aussi, malgré tout son respect pour les travaux de Brentano, qu'il était pour le moins certain que toutes les laborieuses conquêtes des ouvriers, si souvent brisées et à nouveau rejetées par la puissance du capital, pouvaient malgré tout être considérées comme de simples préparations à une transformation radicale de la situation, qui touche aussi au système de l'État et à la forme de la propriété. Par là il se rapprochait beaucoup de la conception de Marx, qui n'a jamais considéré l'organisation syndicale et la législation des fabriques comme sans importance, mais qui bien entendu ne les avait constamment conçues que comme « préparations à une transformation radicale ». Cependant pour l'essentiel Lange s'adressait dans la troisième édition de son ouvrage à un public de lecteurs bourgeois, comme il s'était adressé dans sa première édition à un public de lecteurs prolétaires. Il réduisit à néant les illusions des économistes intéressés de la bourgeoisie, et opposa aux préjugés des philistins cultivés des arguments convaincants : la civilisation bourgeoise encore digne de ce nom ne pouvait souhaiter de plus fidèle Eckart.

L'autre ouvrage, *La Quintessence du socialisme* de Schäffle, dont les mises en garde et les exhortations firent grand bruit dans le camp de la bourgeoisie au printemps 1874, était déjà d'un niveau très nettement

inférieur. Très confus politiquement, jadis démocrate particulariste bouffeur de Prussiens en Souabe, ensuite ministre du Commerce autrichien dans un gouvernement féodal, enfin égérie du socialisme d'aumône de Bismarck, Schäffle n'a jamais compris la légitimité historique du mouvement ouvrier, que Lange comprenait à un haut degré. Pour lui le communisme scientifique était un système utopique qui, sur la base de la notion capitaliste de la valeur, voulait réaliser la socialisation des moyens de production, et il arriva ainsi à une série de grossières erreurs. Mais ce qu'il a réellement fait, et avoir fait cela en 1874 était véritablement un service émérite, c'était de s'opposer ouvertement à « l'influence dévastatrice des slogans, des illusions, des passions, des préjugés, des mensonges à soi-même, des délations » avec lesquels la bourgeoisie croyait pouvoir s'élever au-dessus de ces prétendus « partageux » de socialistes. Pour Schäffle, la socialisation des moyens de production était un objectif dont la réalisation était très douteuse, mais il démontrait que, si elle était possible, elle serait infiniment supérieure à l'entreprise capitaliste privée la « meilleure du monde ». Sa démonstration, tout comme la démonstration de Lange, ne fut pas sans faire impression sur l'idéologie bourgeoise, cependant, avant que cet effet ait pu s'élargir et s'approfondir un peu, voilà que s'avançait déjà, dans le fracas des tam-tams, le héros et prophète du nouveau Reich pour encore une fois étourdir les têtes des patriotes.

En été 1874, Treitschke publia ses articles sur le socialisme et ses protecteurs, dans lesquels il dénonçait à tous les patriotes la limonade du socialisme de la chaire et désormais aussi le vin non frelaté du communisme scientifique comme des poisons dangereux. L'éducation et le développement de Treitschke lui-même auraient pu le faire adhérer au courant des socialistes de la chaire mais, en fanatique le plus sincère et le plus intelligent de l'unité de la bourgeoisie, il pressentait avec un sûr instinct que la social-démocratie était la puissance qui, en se développant, foulerait d'un pied vainqueur ses idéaux cimentés avec peine par le fer et le sang. Ainsi il devint le plus ardent de tous « les tueurs de socialistes ». Sans avoir jamais fait d'études économiques sérieuses, il lui fallait manier les lieux communs les plus éculés des manchestériens, qu'il déclamait avec la plus grande solennité, comme s'il ramenait du mont Sinaï la dernière livraison de secrets divins. En affirmant avoir puisé sa sagesse en politique sociale dans la statistique sociale des libre-échangistes, à une source donc qui jamais et nulle part n'a jailli, il signait lui-même la preuve de sa totale ignorance dans les questions économiques, et il n'hésita pas non plus à sacrifier sa réputation d'historien sur l'autel de la patrie, en avançant cette affirmation ahurissante que les libre-échangistes anglais étaient les auteurs des lois anglaises sur les fabriques. Mais là où tout de

même la doctrine du libre-échange le laissait en plan, il trouvait son salut dans la doctrine des sciences naturelles. Si la sacro-sainte concurrence venait à se discréditer en tant que régulateur de la société humaine, il naviguait alors tout aussi aisément sous le pavillon de la lutte pour la vie. Le développement du genre humain dépend de l'éternelle inégalité entre les hommes, car il se nourrit de la misère des masses et se rajeunit dans le bain de sang des champs de bataille. Ce qu'avec toute sa conscience de chercheur Darwin avait démontré comme instinct de conservation inconscient de la nature animale, Treitschke le proclama loi morale de l'humanité. Ce à quoi Guido Weiss observait pertinemment : la bestialité n'a dorénavant pas à avoir honte de son nom, allez-y et apprenez de la bête féroce.

Ils y allèrent et apprirent de la bête féroce. Aussi haut que la presse conservatrice et libérale eût porté Treitschke, l'homme enfin trouvé pour terrasser le dragon, Bismarck était tout de même un homme politique beaucoup trop pragmatique pour croire à un miracle biblique, pour espérer que les murs de Jéricho puissent être renversés au son d'une trompette, aussi puissante fût-elle. Il comptait sur des moyens tangibles de pouvoir et, comme le Reichstag lui refusait encore les lois d'exception contre la classe ouvrière, il pensait raisonnablement que contre la social-démocratie il pourrait utiliser plus généreusement que jusqu'à présent l'outil de la réaction manière Manteuffel. Son outil principal pour cette action politique fut le procureur Tessendorf, bureaucrate borné et juriste raté, mais une de ces natures serviles qu'aucune basse besogne ne fait reculer. Tessendorf, qui en tant que procureur à Magdeburg s'était fait remarquer en persécutant avec acharnement la propagande sociale-démocrate, fut appelé à Berlin et trouva dans la septième chambre du tribunal de la ville de Berlin un collège de trois juges digne d'un tel procureur.

Déjà en janvier 1874, Tessendorf gagna ses premiers galons de sauveur de l'État en s'en prenant au compositeur-typographe Heinsch, l'homme de confiance des eisenachiens à Berlin, qui n'avait péché ni par la parole ni par l'écrit, mais qui en sa qualité d'excellent organisateur de la classe ouvrière méritait d'être puni avec rigueur. Heinsch fut accusé d'incitation à la rébellion et autres crimes parce que, lors d'une fête ouvrière, il avait distribué des cartes au dos desquelles était imprimé un chant ouvrier très largement répandu et jamais mis en cause par la justice. Tessendorf requit deux années de prison et la septième chambre en accorda une. En outre, Tessendorf annonça que le prochain qui aurait « maille à partir » avec lui serait Most, qui avait repris ce poème dans un recueil de chants qu'il avait préparé. Juste après la clôture de la session parlementaire, Most fut arrêté à Mayence, transféré à Berlin, mis avec des voleurs et des filous,

accusé enfin d'avoir, dans un discours sur la Commune de Paris, incité à la rébellion en faisant observer que la révolution était inévitable si les classes dominantes ne se décidaient pas à faire des réformes à temps. À cause de cette « menace effrontée », qui était en réalité une formule courante, même chez les socialistes de la chaire les plus dociles, Tessendorf requit trois années et demie de prison et les vénérables juges qu'il y avait à Berlin en accordèrent une et demie.

Cependant, Tessendorf et les procureurs d'État du même tonneau ne se bornèrent nullement à persécuter les eisenachiens. Si on laisse de côté les délits mineurs réglés par des amendes, dans les sept premiers mois de 1874, rien qu'en Prusse, pas moins de 84 lassaliens furent condamnés au cours de 104 procès à un total de deux cent onze mois et trois semaines de prison, généralement en vertu de paragraphes élastiques, pour outrage aux institutions de l'État, pour excitation des différentes classes de la population les unes contre les autres, pour résistance au pouvoir d'État, pour offense au roi et autres, et surtout pour offense à Bismarck, que Hasenclever, avec beaucoup d'autres, dut payer de trois mois de prison. L'homme du siècle eut enfin une fois une pensée originale, qui n'était pas encore venue à l'esprit de son vieux protecteur Manteuffel ; il se fit lithographier des milliers de formulaires de réquisitoire que dans ses heures de loisir il ornait de sa signature écrite de sa propre main, pour faire feu contre les critiques de son système et en prétendant qu'ils offensaient sa personne. Les jugements sous le coup desquels tombèrent les accusés lassaliens étaient généralement du même calibre juridique que les jugements portés contre Heinsch et Most, et la réputation de la septième chambre, d'être unique en son genre, pâlit très vite. Encore une fois se confirma ce qu'Helvétius avait dit autrefois sur les juges vendus et ce qu'un juriste de renom comme Twesten avait confirmé en des termes un peu plus polis : si la peste pouvait conférer décorations et pensions, les juristes démontreraient que la peste existe par la grâce de Dieu et du droit, et que ce serait haute trahison que de vouloir y échapper. La dureté de la persécution que subirent à égalité les lassaliens et les eisenachiens déblaya à nouveau une bonne partie des anciens décombres qui séparaient encore les deux fractions sociales-démocrates. Cependant l'assemblée générale des lassaliens qui tint ses assises à Hanovre à Pentecôte rejeta une demande d'unification avec les eisenachiens, tandis que le congrès des eisenachiens, qui se réunit à Cobourg quelques mois plus tard, se déclara certes favorable à l'unification, mais repoussa à l'année suivante le débat concret sur sa possibilité. Le seul obstacle à la fusion complète n'était plus désormais que la question de l'organisation. Les eisenachiens ne voulaient pas se plier à une organisation trop rigide, tan-

dis que les lassaliens ne voulaient pas y renoncer, bien que l'assemblée générale de Hanovre vînt à nouveau de démontrer que ses conséquences les plus pénibles, les frictions entre les chefs, réapparaissaient continuellement. C'est à ce moment-là que Tessendorf trouva l'idée miraculeuse : détruisons l'organisation sociale-démocrate, et il n'y a plus de parti social-démocrate. Rien n'était plus mérité que les lauriers habituellement prodigués par les journaux sociaux-démocrates des années 1870 à cet homme qui les avait tirés d'embarras.

Tout de suite après l'assemblée générale de Hanovre, des perquisitions massives furent faites au domicile des lassaliens connus de Berlin, et des corbeilles pleines de leurs papiers furent traînées à la préfecture de police. Ils comprirent à quoi cela visait, et Hasenclever transféra immédiatement à Brême le siège de l'Association générale des travailleurs allemands. Mais les temps étaient révolus où la réaction respectait au moins le sens et la lettre de ses propres lois. Tölcke tenta encore une fois de démontrer dans le *Neue Social-Demokrat* que la loi prussienne ne pourrait pas venir à bout de l'organisation même de l'Association, et en effet elle était adaptée à cette loi plus rigoureusement que l'organisation de n'importe quel autre parti politique. Mais la rédaction joignit à la démonstration de Tölcke cette note aussi concise que pertinente : si l'Association devait être dissoute, les scrupules juridiques seraient bien les derniers des obstacles. Déjà le 25 juin, Tessendorf était en mesure de produire une décision de justice qui ordonnait la fermeture provisoire de l'Association générale des travailleurs allemands. Comme pour les fermetures précédentes, il dut utiliser comme prétexte le paragraphe 8 de la loi sur les associations concernant la constitution de filiales. Il fut procédé de la même façon contre les syndicats lassaliens et contre l'association d'ouvrières qui avait commencé à organiser le mouvement prolétarien féminin ; ce fut bientôt le tour de l'organisation berlinoise des eisenachiens. Comme le droit d'association, le droit de réunion aussi devint illusoire pour les ouvriers, leurs réunions étaient dissoutes sous prétexte qu'elles continuaient l'organisation de l'Association fermée. En somme, l'ère Tessendorf montrait que les lois réactionnaires sur les associations datant de la contre-révolution pouvaient être utilisées encore bien plus abusivement contre le prolétariat qu'elles ne l'avaient été autrefois contre la bourgeoisie.

Mais de ce fait l'unification des deux fractions de la social-démocratie devenait une nécessité qu'on ne pouvait différer. Si les appuis extérieurs de l'organisation étaient abattus, alors plus le parti serait grand plus il serait solide. Cela, les lassaliens surent se le dire, et agir en conséquence. Jusqu'à un certain degré – bien que d'une manière accessoire tout de

même – les jalousies mesquines entre leurs chefs contribuèrent aussi à une fusion plus rapide avec les eisenachiens ; mais pour l'essentiel ce qui fut décisif c'est que Tessendorf avait éliminé la dernière pomme de discorde et soudé ensemble par ses persécutions brutales la phalange resserrée et unie de tous les prolétaires conscients. Tölcke, jusqu'à présent le plus rigide fanatique de l'organisation parmi les lassaliens, s'adressa à l'automne 1874 à Geib et Liebknecht, qui sans hésiter saisirent la main de la réconciliation qu'on leur tendait.

Les députés sociaux-démocrates au Reichstag discutèrent les détails de l'unification pour la première fois le 15 décembre 1874. À la question de Geib sur les conditions des lassaliens, Hasselmann déclara comme exigence décisive que les deux côtés reconnaissent sans réserve la lutte de classe prolétarienne. Les eisenachiens semblent en avoir été un peu surpris, parce qu'ils s'étaient sans doute attendus à une revendication spécifique du programme lassallien, par exemple les associations productives bénéficiant des crédits de l'État ; pourtant, compte tenu de tout le développement historique des lassaliens, c'est justement cette seule revendication que Hasselmann pouvait poser comme l'alpha et l'oméga de l'unification. Naturellement les eisenachiens furent tout de suite d'accord. Le soir de ce même jour eut lieu une assemblée de masse, dans laquelle les ouvriers berlinois accueillirent les députés des deux fractions par une tempête d'acclamations.

Trois semaines plus tard, à Hambourg aussi les deux courants du mouvement ouvrier confluèrent. Le premier janvier 1875 le fidèle Yorck était mort à la fleur de l'âge, usé prématurément par les travaux et les combats. Lassaliens et eisenachiens l'accompagnèrent ensemble à sa dernière demeure dans un imposant cortège de 5 000 personnes, au-dessus duquel flottaient vingt drapeaux. Lorsqu'un vieil ami de Yorck rejoignit le cortège à la porte Holsten et demanda à un porte-drapeau à quelle organisation de métier appartenait ce beau drapeau, le jeune et robuste ouvrier lui répondit : « *Cela n'a pas d'importance, pourquoi cette question ? Nous sommes tous unis.* »

Chapitre IV

Le congrès d'unification de Gotha

Comment la fusion entre les deux fractions pouvait-elle être réalisée ? Cette question fut discutée en détail les 14 et 15 février 1875 à Gotha. De chaque côté neuf membres étaient présents : parmi les lassaliens Hasenclever, Hasselmann, Hartmann, les deux Kapell, Reinders, parmi les eisenachiens Liebknecht, Motteler, Vahlteich, Geib et aussi Eduard Bernstein, jeune employé de banque de Berlin, Wilhelm Bock de Gotha, qui avait rendu des services éminents à l'organisation syndicale des cordonniers, et Ignaz Auer qui, en tant que dirigeant de la bataille électorale en Saxe, avait manifesté des talents remarquables et depuis l'été 1874 avait pris le poste de secrétaire du parti comme remplaçant de Yorck. Bebel était encore en prison.

Le procès-verbal de cette conférence préliminaire ne fut pas publié, mais son résultat le fut bien : deux propositions sur l'organisation et le programme du nouveau parti commun. À la suite des persécutions réactionnaires, le projet d'organisation renonçait à toute constitution d'association ; quiconque adhérait au programme du parti et en défendait activement les intérêts, en y consacrant aussi de l'argent, pouvait être membre de ce parti. Les aspects dictatoriaux furent écartés ; par contre, pour maintenir une forte centralisation, on instaura comme règle que le congrès élise chaque année toutes les instances du parti. À côté des rédactions des deux organes officiels qui devaient provisoirement se maintenir l'un à côté de l'autre, une direction de cinq membres, une commission de contrôle de sept membres et un comité directeur de dix-huit membres faisaient fonction d'instances du parti. Les membres de la direction et de la commission de contrôle devaient habiter tous en un seul et même lieu, les membres du comité directeur avaient aussi la possibilité d'habiter dans des lieux différents. La tâche de celui-ci devait être de trancher les divergences d'opinion entre direction et commission de contrôle.

La proposition de programme était un compromis entre les programmes des lassaliens et des eisenachiens en vigueur jusque-là, compromis toutefois bien plus de forme que de fond. Aucune des deux fractions n'avait besoin d'abandonner quoi que ce soit de ses convictions, pour la simple raison que ces convictions, pour l'essentiel, coïncidaient. Si tant est qu'il y avait encore une différence, les lassaliens étaient la fraction la

plus développée, aussi réussirent-ils à faire passer dans le nouveau programme toutes leurs formules choc : le produit du travail intégral pour les ouvriers, la loi d'airain des salaires, les associations bénéficiant des crédits de l'État, la « masse réactionnaire unique » ; mais tout cela sans exiger des eisenachiens qu'ils y sacrifient leurs meilleures idées. La seule de ces revendications qui n'était pas courante aussi chez les eisenachiens – les associations productives bénéficiant des crédits de l'État – fut clairement précisée dans le sens que les lassaliens avaient constamment mis en avant, et que les eisenachiens pouvaient signer sans aucune hésitation.

Déjà la première thèse : « *Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation et, comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, le produit du travail appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société* », était un bien commun aux deux fractions. Elle était la formulation fidèle de l'idée que, étant donné que le travail socialement nécessaire crée toutes les valeurs, ces valeurs aussi appartiennent intégralement à tous les ouvriers. Le droit de l'ouvrier au « produit intégral de son travail » était une protestation juridico-morale, de l'ordre du « droit naturel », contre la rente foncière et le profit du capital, contre l'appropriation de la plus-value par les classes dominantes. Mais la conception de la plus-value comme levier permettant de révolutionner la société capitaliste pour la transformer en société socialiste, la conception selon laquelle c'est la société socialiste en tant que telle qui produit, et que donc le produit du travail commun appartient aussi à la société et ne peut être réparti entre les différents membres de la société que « diminué », et seulement dans la mesure où la société ne le réclame pas pour ses buts communs, cette conception était pour les deux fractions encore nébuleuse. Sinon, dans la partie du programme traitant des principes, en dépit de quelques expressions contestables et imprécises, on trouvait exprimées de façon parfaitement claire la transformation des moyens de production en bien commun de la société, la suppression totale du salariat, la lutte de classe prolétarienne comme unique moyen pour libérer la classe ouvrière. Tout aussi clairement on soulignait la nécessité d'agir d'abord dans le cadre national, mais aussi de satisfaire aux devoirs et obligations du mouvement ouvrier international.

Les revendications pratiques que le projet de programme adressait à la société capitaliste visaient à la démocratisation complète de l'État, à la liberté absolue de coalition et à une législation efficace pour la protection ouvrière. Comme moyen de transition entre société capitaliste et société socialiste figuraient en bonne place les associations productives bénéficiant des crédits de l'État, qui devaient être créées sous le contrôle démocratique du peuple laborieux et, pour l'agriculture comme pour

l'industrie, dans des proportions telles qu'elles engendreraient l'organisation socialiste du travail collectif.

Comme on sait, Marx soumit ce projet de programme à une sévère critique, qu'il envoya de Londres le 5 mai à Bracke, Geib, Auer, Bebel et Liebknecht[1]. Aujourd'hui encore elle mérite tout à fait d'être lue en raison de l'exposé positif des principes ; sa partie négative en revanche manquait très souvent son but, et cela parce qu'il partait de présupposés en réalité inexacts. Marx ne vit pas que le projet de programme reflétait fidèlement les vues théoriques *des deux* fractions ; il croyait que les eisenachiens avaient déjà saisi le communisme scientifique dans toutes ses conséquences, tandis que les lassaliens étaient une secte restée en arrière qui, débarquée par le développement historique, devait se soumettre aux eisenachiens. Cette erreur explique parfaitement la vive mauvaise humeur qui fit prendre la plume à Marx. Il n'exagérait pas du tout la valeur des programmes, il disait au contraire très ouvertement : Tout pas en avant du mouvement dans la pratique est plus important qu'une douzaine de programmes. Mais il ne voulait pas de « bradage des principes » et pensait que, plutôt que de s'engager là-dedans, il valait mieux se contenter d'un accord d'action contre l'ennemi commun. En soi, cette opinion était absolument inattaquable ; si une des deux fractions avait sacrifié ne serait-ce qu'un iota de ses principes, le nouveau parti commun en aurait été en vérité « démoralisé » ; on en serait aussi venu très vite à de nouvelles scissions, et même à des scissions d'autant plus dangereuses que le temps approchait où le manque de conception théorique achevée devrait se faire sentir dans la pratique.

Mais Marx se trompait en surestimant les eisenachiens et en sous-estimant les lassaliens sur le plan théorique. On ne peut dire avec une absolue certitude comment il en est arrivé à se tromper sur les eisenachiens. S'il a lu le *Volksstaat* attentivement et régulièrement, il pouvait difficilement ignorer quel socialisme très éclectique s'étalait dans les colonnes de l'organe eisenachien. Il semble que Marx a vu dans des hommes comme Dietzgen l'incarnation de la masse du parti d'Eisenach et que, au travers de la lutte du *Volksstaat* contre le prétendu sectarisme des lassaliens, il a été involontairement conduit à l'idée que les eisenachiens étaient plus avancés sur le plan théorique qu'ils ne l'étaient en réalité. Il est plus facile de comprendre pourquoi Marx sous-estimait les lassaliens. Comme le *Volksstaat* le répétait à l'époque des luttes de fraction, Marx ne lisait pas du tout le *Neue Sozial-Demokrat* et à coup sûr, s'il

1 Karl Marx : *Critique du programme de Gotha.*

se représentait les lassaliens tels qu'on les dépeignait dans le *Volksstaat*, il se faisait d'eux une image totalement fausse.

Dans le projet de programme de Gotha, les eisenachiens ne trahirent pas plus leurs principes que les lassaliens n'eurent les réserves dont Marx les soupçonnait. Habitué par ailleurs à juger toujours le mouvement ouvrier avec hauteur de vue, il regarda cette fois-ci les choses beaucoup trop à la loupe et chercha derrière de petites maladresses, de petites incorrections et de petites inexactitudes d'expression des intentions cachées qui ne s'y trouvaient pas en réalité. On ne peut pas non plus nier que dans cette lettre son antipathie à l'égard de Lassalle ait influé sur son jugement. C'était un reproche aussi dur qu'injustifié quand il disait que Lassalle avait grossièrement falsifié le *Manifeste communiste* pour embellir son alliance avec les adversaires féodaux et absolutistes de la bourgeoisie. Lassalle n'a ni conclu cette alliance ni grossièrement falsifié le *Manifeste communiste*. Quant à la loi d'airain des salaires, il ne partait pas de Malthus mais il concevait celle-ci exactement comme elle avait été conçue dans le *Manifeste communiste*. Lassalle n'a pas non plus forgé le mot d'ordre de « masse réactionnaire unique », mais ce mot d'ordre était pour ainsi dire né de lui-même, de douze années d'expérience de la classe ouvrière allemande qui, quand elle voulut soutenir la bourgeoisie libérale en lutte contre l'absolutisme et le féodalisme, reçut toujours de la bourgeoisie libérale les premiers coups et les coups les plus violents. Marx se trompait tout autant quand il voyait, derrière la phrase « *dans la société actuelle, les moyens de production sont le monopole de la classe capitaliste* », un héritage condamnable de Lassalle qui avait voulu n'attaquer que les capitalistes, mais pas les propriétaires fonciers. La « classe capitaliste » provenait précisément du programme d'Eisenach, où elle devait naturellement être entendue aussi dans le sens général, incluant la propriété foncière, tandis que les lassaliens précisément avaient su élucider la question foncière avec bien plus de fidélité aux principes que les eisenachiens. Dans ces phrases et dans d'autres semblables, Marx s'est laissé emporter trop loin par sa mauvaise humeur qui, si ses hypothèses avaient été vérifiées dans la réalité, aurait été absolument justifiée.

Sa lettre eut l'unique effet qu'elle pouvait avoir dans les circonstances présentes. Elle eut pour résultat que quelques phrases isolées du projet du programme furent formulées de manière plus claire et plus précise, mais ne changea rien au fond des choses. Une nouvelle preuve du fait que ce projet correspondait au niveau théorique des deux fractions fut l'approbation presque unanime qu'il trouva partout chez les ouvriers conscients. La critique la plus incisive, c'est encore le congrès ouvrier de l'Ouest de l'Allemagne réuni le 15 avril à Dortmund qui la fit. Les objections qui

furent faites ici rejoignaient de multiples façons les objections sur les principes soulevées par Marx quelques semaines plus tard dans sa lettre-programme, et ce qui était significatif c'est non seulement que ce congrès ouvrier ouest-allemand avait envoyé des délégués presque exclusivement lassaliens mais aussi que le *Volksstaat* accueillit très mal cette critique. Le 18 mai, Tölcke, apaisant, écrivait à ce journal que rien n'était plus éloigné du congrès ouvrier ouest-allemand que l'intention de jeter une pomme de discorde au milieu des efforts d'unification ; si l'unité en dépendait, ses participants accepteraient tout programme qui n'irait pas à l'encontre des principes du parti, même s'il n'était qu'une feuille de papier blanc avec un poing serré dessus.

L'unification elle-même s'effectua ensuite au congrès de Gotha, qui se tint du 22 au 27 mai. Seuls les membres qui dans le dernier trimestre avaient cotisé pour l'une des deux fractions avaient le droit d'être représentés. Parmi les lassaliens étaient présents 73 délégués représentant 15 322 voix, parmi les eisenachiens 56 délégués représentant 9 121 voix. Les discussions se déroulèrent sans accroc et vite, sans incidents notables. C'est en complet accord que Liebknecht et Hasselmann firent le rapport sur la question du programme. Liebknecht contesta certes la loi d'airain des salaires, mais pas en partant des points de vue que Marx avait exposés dans le *Capital*, mais parce qu'une « loi d'airain » était, selon le langage commun, une loi immuable et éternelle, alors que pourtant la loi du salaire n'existait que dans la société capitaliste, mais pas dans la société socialiste. Mais bien évidemment Lassalle n'avait jamais parlé d'une « loi d'airain » que par rapport à la société capitaliste, là-dessus il n'y a jamais eu le moindre malentendu, et ainsi la loi d'airain des salaires resta dans le programme. De même y restèrent les associations de production bénéficiant des crédits de l'État, dont Hasselmann, non sans raison, disait qu'elles n'avaient jamais été mal comprises par les lassaliens, mais uniquement et toujours par les eisenachiens. Sur « la masse réactionnaire unique », il y eut un vote nominal ; 111 délégués représentant 23 022 voix furent pour, douze délégués représentant 2 119 voix contre ; la minorité était constituée la plupart du temps de délégués saxons et sud-allemands, qui ne contestaient absolument pas le mot d'ordre du point de vue du *Manifeste communiste*, mais qui voulaient seulement le supprimer parce qu'il était un obstacle à une collaboration tactique avec le Parti populaire. Les discussions sur le programme, du fait de leur pauvreté, confirmaient justement le fait qu'il n'existait pas de divergences théoriques sérieuses entre les deux fractions.

La question de l'organisation elle non plus ne fut pas un casse-tête particulier.

L'Association générale des travailleurs allemands avait été dissoute définitivement pour la Prusse par décision judiciaire du 16 mars. Il en fut de même de la plupart des syndicats lassaliens. On savait par les expériences de cette dernière année qu'en fin de compte, même après avoir d'abord regimbé, il y avait toujours des tribunaux qui confirmaient n'importe quelle interprétation que les autorités de police faisaient de la loi sur les associations. Pour l'essentiel, la proposition du projet d'organisation fut adoptée, et le regroupement un peu lourd des trois instances supérieures du parti également conservé, contre l'avis d'Auer qui était le rapporteur sur la question de l'organisation. Il n'est pas possible de dire si l'organisation de Gotha aurait résisté à l'épreuve, étant donné qu'elle fut bientôt détruite par Tessendorf. D'une manière générale les questions formelles d'organisation passèrent désormais tout à fait au second plan. Grâce à ses persécuteurs, le parti ne pouvait plus se payer le luxe d'un culte de l'organisation ; il se limita à élever des remparts partout où l'ennemi avançait, et la solidarité du prolétariat veilla à ce que ces remparts soient toujours occupés par une troupe capable de résister. On transféra le siège de la direction à Hambourg, capitale de l'Allemagne socialiste, comme disait Bebel ; sur sa proposition on élut à la direction trois lassaliens et deux eisenachiens, conformément au rapport de forces entre les deux fractions : Hasenclever et Hartmann comme présidents, Auer et Derossi comme secrétaires et Geib comme trésorier. La nouvelle organisation fut baptisée Parti ouvrier socialiste d'Allemagne.

On aboutit également à un rapide accord sur les questions qui touchaient à la presse du parti. De tous les côtés on souhaitait un organe central unique. Toutefois pour des motifs contraignants, en particulier financiers, il fallut conserver provisoirement le *Neue Social-Demokrat* et le *Volksstaat* comme organes centraux. Les journaux locaux du parti ne devaient être considérés comme organes du parti et ne pouvaient réclamer son soutien matériel et financier que si, lors de leur fondation, ils avaient demandé l'accord des autorités du parti. Déjà se faisait jour une certaine réaction contre la trop grande précipitation à fonder des journaux locaux, chez les eisenachiens aussi, et précisément chez eux, qui dans ce domaine avaient accumulé une expérience pratique ; c'est à la faveur d'une polémique instructive entre Karl Hirsch et Auer qu'on pesa précisément à cette époque les avantages et les inconvénients d'une presse locale nombreuse. À cela était liée une autre question encore, la fondation des coopératives d'imprimerie, pour lesquelles à Leipzig les eisenachiens étaient à l'avant-garde, alors que les lassaliens, en tant que parti de combat, avaient refusé jusqu'ici de s'embarrasser du fardeau d'un bien confiscable. Sur cette question la conception des eisenachiens

prévalut. Dans les grands centres du mouvement le besoin d'organes propres était beaucoup trop fort pour pouvoir être négligé, et les coopératives d'imprimerie étaient le meilleur moyen pour garantir aux membres du parti un droit de propriété le plus large et le plus solide possible sur les journaux du parti.

Il n'y avait plus aucun conflit sur la question des syndicats. Sur demande de Fritzsche, le congrès déclara que, tant que le salariat existait, l'organisation des syndicats était nécessaire et favorisait la cause ouvrière, dans la mesure où cela était possible dans les conditions économiques de la société capitaliste. Les organisations syndicales qui existaient des deux côtés fusionnèrent ; toutefois le temps d'un grand essor du mouvement syndical était passé.

Le congrès d'unification de Gotha se termina sur le coup de minuit, le 27 mai, à la satisfaction générale des participants. Douze ans exactement s'étaient écoulés depuis la fondation par Lassalle de l'Association générale des travailleurs allemands. Dans ces journées de Gotha le lassallisme s'éteignit pour toujours et pourtant, pour Lassalle, elles étaient les journées de gloire les plus lumineuses. Pour autant que Marx ait pu avoir raison avec ses objections positives au programme de Gotha, le sort de sa lettre-programme montra clairement que c'est Lassalle qui avait bien su discerner les voies par lesquelles un parti ouvrier puissant et invincible pouvait se développer en Allemagne en tant que porteur de la révolution sociale.

Chapitre V

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne

1. Début de banqueroute du Reich

À l'époque même où le parti ouvrier révolutionnaire se rassemblait en un corps solidement uni, dans la « masse réactionnaire » des partis bourgeois commençait une décomposition réactionnaire. La grande crise, dont les premières ombres étaient déjà tombées sur les élections au Reichstag de 1874, avait pris de terribles proportions. Après une courte ivresse, le nouveau Reich apprenait, dans une longue gueule de bois, ce que signifiait être en concurrence à puissance égale sur le marché mondial. Il existe une évaluation du début de 1875, selon laquelle la valeur des actions de 556 sociétés par actions, parmi lesquelles 105 de chemins de fer, était passée de 6 770 millions de marks fin 1872 à 4 425 millions de marks fin 1874, il s'était donc produit une diminution de valeur de 2 345 millions de marks, soit plus de 30 %. La seule industrie sidérurgique évaluait sa perte à 455 millions de marks.

Dans leur désespoir causé par la crise des débouchés, les grands industriels poussèrent des cris déchirants pour obtenir des protections douanières. Cette revendication avait maintenant une tout autre signification qu'une génération plus tôt. Si dans les années 1830 et 1840 on avait exigé les protections douanières comme moyen temporaire pour permettre à l'industrie nationale de faire ses premiers pas, maintenant il ne pouvait plus en être question. L'ensemble du commerce allemand au milieu des années 1870 n'était plus devancé que par l'Angleterre sur le marché mondial ; en 1874 (import et export additionnés) il se montait, en millions de marks, pour la Grande-Bretagne à 13 380, pour l'Allemagne à 9 300, pour la France à 6 800, pour les États-Unis à 4 980. Dans l'industrie et le transport, l'Allemagne avait en service plus de force-vapeur que n'importe quel autre État du continent européen. Dans ces conditions c'en était fini du sens historique qu'avaient à l'origine les protections douanières industrielles. Les grands industriels les demandaient désormais dans le noble but de s'assurer des prix élevés sur le marché intérieur, pour pouvoir avec d'autant plus de succès vendre à des prix sacrifiés sur le marché mondial. On voulait saigner à blanc ses propres compatriotes

pour que les produits excédentaires de la grande industrie puissent être cédés à prix d'autant plus bas aux nations étrangères.

Les grands industriels protectionnistes trouvèrent de puissants alliés dans les grands propriétaires fonciers protectionnistes. En l'espace de quelques années, les junkers de l'est de l'Elbe, de libre-échangistes indécrottables, se transformèrent en protectionnistes indécrottables. L'essor industriel avait multiplié la population industrielle aux dépens relativement de la population agricole et, dans l'agriculture, la production de produits de luxe et de matières premières pour l'industrie aux dépens de la production des produits alimentaires. La consommation de produits alimentaires augmenta plus vite que leur production nationale ; on ne pouvait plus exporter céréales et autres produits agricoles, au contraire on devait les importer. Cette importation fut extraordinairement facilitée par l'énorme révolution des moyens de transport, le développement accéléré des chemins de fer et de la navigation à vapeur ; l'agriculture des États-Unis en particulier se transforma au milieu des années 1870 en une industrie d'exportation qui inonda de viande et de céréales le marché allemand, comme en général les marchés de l'Europe de l'Ouest. Mais de ce fait les prix de la viande et des céréales aussi chutèrent et la rente foncière des junkers prussiens commença à tomber. Face à pareille difficulté, ces patriotes à toute épreuve auraient trahi dieu, roi et patrie, sans parler de leurs principes libre-échangistes qu'ils jetèrent aux ordures. Comme les grands industriels, ils décidèrent de saigner à blanc les masses pour faire remonter leur rente foncière en baisse.

Mais l'agitation en faveur du protectionnisme trouva l'oreille attentive du gouvernement. Bismarck était grand industriel autant que grand propriétaire foncier, et le génie qui animait l'homme du siècle partageait la souffrance de ces deux classes en proie à une aussi grave détresse. En plus il avait encore ses souffrances particulières. Les 5 milliards étaient partis en fumée, mais le militarisme était resté et réclamait d'année en année des sacrifices plus grands. Il fallait dégager de nouvelles sources d'impôt, et de nouvelles sources d'impôt qui afflueraient massivement et ne pourraient être bloquées par des résolutions parlementaires. Les moyens en étaient les impôts indirects, les taxes douanières, la nationalisation de grands secteurs de l'industrie et des communications. Dans le Reich allemand, le monopole du tabac devint l'idéal de Bismarck, en Prusse c'était la nationalisation des chemins de fer. L'homme du siècle découvrait maintenant son penchant « socialiste ». Les pères de ce glorieux socialisme étaient, pour le monopole du tabac, le vieux Fritz, le premier Napoléon et Metternich ; mais pour la nationalisation des chemins de fer prussiens celle qui tint le rôle de sage-femme fut la Diskontoge-

sellschaft, qui avait refilé au fonds d'État pour les invalides une masse énorme d'actions de chemins de fer, dont la valeur sur le marché après la crise était désagréablement disproportionnée avec sa valeur nominale. Ainsi l'acquisition méritoire des chemins de fer prussiens par l'État devint un but, pour lequel tout véritable patriote devait s'enflammer au plus profond de son cœur.

Malgré tout, le pillage des masses projeté n'était guère possible si les veaux ne tendaient pas eux-mêmes la gorge aux bouchers. Les classes petites-bourgeoises se montrèrent volontiers prêtes à se sacrifier pour rendre ce service d'ami. Les paysans se laissèrent facilement intimider par l'épouvantail de la concurrence américaine, bien que la grande majorité des petits propriétaires agricoles, qui en général ne produisaient pas assez pour leurs propres besoins, dût souffrir directement des droits sur les céréales, et que la petite minorité de paysans plus aisés ne dût en tirer tout au plus qu'un petit bénéfice, qui était tout de suite réabsorbé par les taxes financières et les droits sur l'industrie introduits au même moment. Chez les artisans, que le développement rapide de la grande industrie avait déclassés massivement, point n'était besoin d'un grand art de la persuasion pour éveiller en eux la nostalgie des pot-au-feu qu'ils mangeaient au temps des anciennes barrières douanières et corporatives. Incapable de comprendre le développement historique, ou même déjà en train de se noyer sans retour, s'agrippant à un fétu de paille, le petit propriétaire de la ville et de la campagne se laissa tourner la tête par les visions d'un pays de Cocagne que les protectionnistes agraires et industriels faisaient miroiter à ses yeux.

L'indignation des honnêtes gens contre les escroqueries du grand capital fut un levier particulièrement efficace de la réaction petite-bourgeoise. Plus la crise révélait clairement les filouteries des années de spéculation, plus clairement il s'avérait aussi que, dans la société de la grande bourgeoisie, il n'y avait pas de potence pour d'aussi grands voleurs. La commission royale d'enquête qui, selon la glorieuse promesse de Lasker, devait « *éclairer avec son flambeau jusqu'au dernier recoin* », éteignit elle-même la très faible lumière nocturne qui menaçait d'effleurer l'un des « meilleurs et des plus nobles » ; déjà, par cette étrange histoire du « témoin introuvable » Adickes, elle avait anticipé le scandale français de Panama. Adickes devait faire une déposition sur les profits spéculatifs qui avaient été faits dans la société Hanovre-Altenbeken, mais la commission de contrôle ne put le retrouver malgré de fiévreuses recherches, au moment même où Adickes, comme député national-libéral au Reichstag, siégeait quotidiennement sur le même banc avec non seulement Lasker mais aussi Bennigsen. Presque toutes les tentatives pour obtenir de la jus-

tice une expiation des fraudes les plus notoires des années d'escroquerie échouèrent dès le départ ou se perdirent dans les sables ; dans le meilleur cas elles menèrent à des délibérations de justice au cours desquelles des bureaucrates à lunettes avaient tôt fait de s'enferrer dans un cul-de-sac du labyrinthe capitaliste et, dans l'embarras juridique dans lequel ils étaient, de bredouiller un charabia moraliste sur « la calomnie professionnelle » contre les « hommes les plus estimés ». L'antique croyance du petit-bourgeois, que le droit doit rester le droit, creva comme bulle de savon et cela fit enrager tous les petits-bourgeois.

Ils complétèrent le « socialisme » du protectionnisme et du monopole du tabac par le « socialisme des imbéciles », l'antisémitisme. Pour le paysan et l'artisan, le capital qui les anéantissait s'incarnait habituellement dans le Juif et, dans leur conception étroite et rétrograde, ils prenaient le porteur de la chose pour la chose elle-même. C'était d'autant plus compréhensible que pendant la période des escroqueries la finance juive s'était affichée si insolemment que cela devait inévitablement attirer sur elle une attention malveillante ; à Berlin en particulier, l'entrée des Juifs dans la vie publique avait pris une proportion qui pouvait inquiéter l'admirateur le plus impavide de *Nathan le Sage*[1]. L'antisémitisme trouva une foule de plumes alertes dans le « prolétariat intellectuel », dans la nouvelle génération de petits-bourgeois qui, depuis l'effondrement de la petite entreprise, avait trouvé son salut dans les professions intellectuelles, mais étouffait déjà sous sa propre pléthore et s'en prenait maintenant à la concurrence que les Juifs lui faisaient dans ce domaine aussi. En politique pratique, l'antisémitisme était un mouvement totalement sans but, et il l'était doublement sous l'égide de Bismarck, des grands industriels et des grands propriétaires fonciers. Ces gens pouvaient apprécier sans doute en secret que la finance juive reçût une petite leçon, mais ils étaient beaucoup trop liés à elle pour permettre qu'on lui fît sérieusement mal ; pour eux, le « socialisme des imbéciles » n'était qu'un moyen de mener d'autant plus fermement « l'imbécile » par le bout du nez.

Or tout ce mouvement rétrograde rencontrait quand même une résistance, contre laquelle il aurait dû se briser dans des conditions normales. Pour de bonnes raisons, une partie notable de la bourgeoisie allemande ne se laissait pas entraîner par les grands industriels dans le sillage protectionniste, en particulier pas le grand commerce et les grands armateurs, ni non plus les théoriciens du libre-échange. Ils comprenaient tout à fait justement que cette sorte de protectionnisme vivait au jour le jour et tuait la poule aux œufs d'or. Le soutien de l'État aux prix bradés des produits

1 Drame de Lessing (1779), dont le héros est un Juif.

allemands à l'étranger devait nécessairement mener à des représailles de la part des autres États industriels, mener à l'élévation de barrières douanières qui rétrécissaient beaucoup pour l'Allemagne le marché extérieur, la capacité concurrentielle de l'industrie allemande n'était pas moins menacée par le renchérissement des coûts de production, conséquence obligée du renchérissement de toutes les marchandises à l'intérieur du pays ; les droits sur l'industrie n'offraient à la longue aucune compensation pour le dommage que les droits sur les produits alimentaires causaient à l'industrie. À cela s'ajouta le fait que la politique financière et fiscale de Bismarck devait restreindre considérablement la puissance politique de la bourgeoisie, qui était déjà si faible. C'est justement ses représentants les plus résolus, les plus clairs et les plus perspicaces qui s'en tinrent fermement à leurs principes libre-échangistes.

Sans aucun doute la situation de la bourgeoisie libre-échangiste au milieu des années 1870 était très difficile. L'ennemi était dans son propre camp, son escorte de petits-bourgeois lui filait entre les mains, la bureaucratie mobilisait contre elle, et les junkers fraîchement convertis au protectionnisme s'en prenaient avec une hargne particulière aux incorrigibles pécheurs. C'était de toute façon une mission impossible que de tenir haut le drapeau manchestérien, alors que la fable du royaume millénaire du libre-échange gisait par terre en morceaux parmi les mille ruines de la période des escroqueries. La bourgeoisie libre-échangiste devait tenter d'exorciser la grande débâcle financière à coup de sortilèges, de présenter les spéculations les plus scélérates comme des affaires « tout ce qu'il y avait de plus correct », et elle n'y parvint qu'imparfaitement, malgré les mensonges massifs qu'Eugen Richter et consorts déployèrent pour s'acquitter de cette noble tâche. Elle désarma au moins le « socialisme des imbéciles » en cultivant artificiellement un philosémitisme qui n'était pas plus intelligent, mais plus répugnant encore que la haine spontanée des paysans et des artisans contre les Juifs.

Malgré tout, la bourgeoisie libre-échangiste pouvait se créer une position dont elle pouvait difficilement être délogée par des manœuvres. Elle devait s'appuyer sur le prolétariat conscient qui, dès le départ, opposait à la menace de pillage des masses la résistance la plus déterminée et la plus impitoyable. Naturellement, une entente entre les deux parties n'était possible que si elle se limitait à protéger en commun le terrain de la société bourgeoise moderne, sur lequel elles se tenaient toutes les deux, contre l'agression dévastatrice d'ennemis historiquement rétrogrades. Mais c'est justement dans cette limite qu'aurait résidé la force d'une telle alliance, dont les protectionnistes de toute espèce savaient parfaitement évaluer le danger. Ils cherchèrent à appâter les masses ouvrières avec

toutes sortes de slogans socialisants sur la « protection du travail national », ils présentèrent même l'augmentation des salaires comme le véritable objectif du protectionnisme. Bismarck divagua sur le monopole du tabac, « patrimoine des déshérités » ; il ressortit du placard le socialisme d'aumônes et de laquais et, en même temps que ses tentatives accrues pour abattre par la force les couches politiquement avancées de la classe ouvrière, il chercha à tromper sur leur droit d'aînesse ses couches politiquement encore arriérées au moyen du plat de lentilles d'une meilleure assistance aux pauvres.

Plus cette démagogie avait des perspectives réduites, plus la bourgeoisie libre-échangiste avait une raison pressante de chercher dans le prolétariat conscient un point d'appui solide à sa situation vacillante. Mais dans son traditionnel aveuglement elle fit exactement le contraire. Elle arrêta le bras que le prolétariat levait contre la réaction économique. Les colporteurs du libre-échange se vantaient d'être aux « postes d'honneur » dans la lutte contre la social-démocratie ; en matière de dénigrement des « chefs » qui « jetaient par les fenêtres les sous des ouvriers » et autres cancans semblables, ils en rajoutèrent encore sur les journaux officieux et réactionnaires. Tandis que les agitateurs protectionnistes, avec leurs mensonges sur leurs intentions d'augmenter les salaires, reconnaissaient au moins réellement la nécessité d'une telle augmentation, le ministre des Finances Otto Camphausen – l'idéal politique de la bourgeoisie libérale à côté de Delbrück – ne se lassait pas d'affirmer que l'unique remède à la crise était une diminution des salaires. Les journaux libre-échangistes cherchèrent à mettre sur le dos du prolétariat les échecs cuisants que les entrepreneurs allemands se préparaient en refusant, malgré l'accroissement de leur richesse, de renoncer aux sordides roublardises de leurs débuts dans les affaires ; selon leur aimable description, la paresse et la maladresse des ouvriers étaient responsables du fait que le commissaire du Reich Reuleaux dut apposer le stigmate « bon marché mais de mauvaise qualité » sur les produits de l'industrie allemande présentés à l'exposition universelle de Philadelphie, ou du fait que l'industrie du coton allemande perdit son marché en Chine parce que, comme Treitschke le disait ironiquement, les Asiatiques avaient des exigences bien plus strictes sur la bonne qualité de la marchandise que les Allemands laxistes. Le bluff de Bismarck, consistant à dire que la lutte de classe prolétarienne nuisait à la capacité de rendement des ouvriers allemands, trouva en Eugen Richter son perroquet le plus fidèle. Avec une politique aussi intelligente, la bourgeoisie libre-échangiste capitulait devant ses adversaires réactionnaires ; elle frayait la voie à la politique de force, par laquelle Bismarck voulait imposer ses plans financiers, fiscaux et douaniers.

Bien entendu, cette marche à reculons économique et politique en Allemagne ne s'accomplit pas en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois. C'était d'autant moins possible qu'on ne pouvait arriver à l'imposer dans la législation du Reich que par un complet retournement des partis politiques. Les hobereaux de l'est de l'Elbe, pendant des années, avaient mené une si hargneuse guérilla contre la politique capitaliste et anti-ultramontaine de Bismarck que la douce harmonie entre ces belles âmes ne pouvait se rétablir d'un seul coup. Parmi les deux plus fortes fractions du Reichstag, le *Zentrum*, avec ses grands industriels rhénans et ses grands propriétaires fonciers silésiens, avec son escorte de paysans et de petits-bourgeois et d'ouvriers politiquement encore immatures, pouvait être immédiatement acquis à une politique économique réactionnaire, alors que parmi les nationaux-libéraux c'est la bourgeoisie libre-échangiste qui dominait. Mais à présent le *Zentrum* était armé jusqu'aux dents contre Bismarck, ce « Dioclétien[1] persécuteur des chrétiens », tandis que les nationaux-libéraux étaient tombés au rang de troupe coloniale de plus en plus docile de l'homme du siècle, comme ils l'avaient encore montré en 1876 avec le compromis sur les lois judiciaires. Pour Bismarck, cela valait déjà la peine de tenter d'amadouer les nationaux-libéraux en faveur de la réaction économique, avant qu'il n'entame la dure marche vers Canossa. Car en vérité il était déjà clair pour ce génial homme d'État qu'il fallait que « le combat historique entre Calchas et Agamemnon »[2] s'efface du mur comme une ombre chinoise, s'il n'y avait aucun autre moyen pour obtenir l'augmentation des rentes foncières et des profits du capital.

Mais de toute façon la grande crise malgré tout faisait avancer les choses relativement vite. Au milieu de l'année 1875 la campagne des hobereaux contre Bismarck culmina avec les articles sur l'ère bismarckienne de la *Kreuzzeitung* (Le Journal de la Croix), mais dans la même année aussi la rente foncière commença à chuter et dès le printemps 1876, avec l'encouragement tacite de Bismarck, les junkers s'organisaient économiquement en « réformateurs du système fiscal et de l'économie », et politiquement en Parti conservateur allemand. À la même époque, Delbrück comprit où en était la situation et partit avant qu'on ne le fît partir. Mais Bismarck déclara en 1875, à la session d'automne du Reichstag, qu'il fallait financer le budget du Reich *« si possible exclusivement au moyen d'impôts indirects »*. En même temps, il dévoila les traits fondamentaux de

1 Entre 303 et 310 de notre ère, l'empereur romain Dioclétien mena une des plus violentes persécutions contre les chrétiens.

2 Devin qui conseilla à Agamemnon de sacrifier sa fille Iphigénie pour faire cesser les vents contraires, au moment du siège de Troie.

sa future politique ouvrière avec, d'un côté, une nouvelle loi d'exception contre la social-démocratie, de l'autre, une nouvelle loi sur les caisses de secours, qui devait distribuer aux ouvriers quelques aumônes, pour en faire les laquais des fabricants et des autorités communales.

La social-démocratie ne se leurrait pas sur la gravité de la situation. Elle avait mis fin à ses luttes internes pour affronter avec d'autant plus de force les luttes avec le monde extérieur. Pour elle, il n'y avait de tous côtés que des ennemis. Elle voyait se lever la tempête et se prépara activement à lui résister.

2. Succès pratiques de l'agitation

Après la fusion de ses deux fractions, l'agitation sociale-démocrate se poursuivit avec une énergie redoublée. Les vieux militants expérimentés travaillaient ensemble en bonne intelligence et de nouveaux militants apparaissaient : l'ouvrier cigarier Molkenbuhr à Ottensen, le compositeur-typographe Oldenburg à Rendsburg, le matelot Schwartz à Lübeck, le tanneur Schuhmacher à Solingen, le menuisier Tutzauer à Düsseldorf, le commis Kayser à Berlin, le tailleur Kühn à Langenbielau, l'ouvrier cigarier Geyer à Grossenhain, le chapelier Heine à Halberstadt, le sculpteur sur bois Rödiger à Gera, le serrurier Ulrich à Offenbach, le commerçant Wiemer à Nuremberg, le compositeur-typographe Richard Fischer à Augsbourg. Les idéologues clairvoyants de la classe bourgeoise fournirent aussi au parti de nouveaux renforts : le stagiaire Viereck à Berlin, le professeur de lycée Sabor à Francfort-sur-le-Main, le poète Dulk à Stuttgart et l'ancien officier Georg von Vollmar, natif de Munich qui, vaguemestre dans la guerre franco-allemande, avait été grièvement blessé et, pendant ses longues années de souffrance physique, s'était assimilé la conception socialiste du monde.

Les adversaires veillaient amplement à ce qu'il ne manquât pas de sujet dont l'agitation pût se saisir. Dans les cinq premières années du nouveau Reich, les classes possédantes, vu qu'elles avaient les atouts en main, s'étaient largement dotées de lois favorisant leurs intérêts de classe ; pendant toute cette période, on n'avait voté dans l'intérêt, ou plutôt dans le prétendu intérêt des classes laborieuses, qu'une loi d'obligation de responsabilité civile excessivement indigente qui, par ses clauses mi-sournoises mi-obscures, offrait aux entrepreneurs l'opportunité commode et amplement utilisée de se soustraire à toute responsabilité pour les accidents dans leurs entreprises. Un esprit semblable inspirait la loi sur les caisses de secours présentée au Reichstag à l'automne 1875. Sous l'apparence d'un bienfait à accorder aux ouvriers, le projet du gouvernement traitait ceux-ci comme des petits enfants dont il fallait guider

chaque pas ; il menaçait lourdement la liberté de circulation du prolétariat et portait non moins lourdement atteinte à son droit de gérer lui-même ses propres affaires ; à chaque pas, il menait la vie dure aux caisses de secours libres des ouvriers. Même les partis bourgeois du Reichstag trouvaient que la mauvaise volonté du gouvernement passait les bornes. Mais eux aussi en avaient à revendre. Ainsi, ils exclurent de la commission qui devait discuter de ce projet les députés sociaux-démocrates, qui étaient de loin les experts les plus compétents.

Bien que la loi sur les caisses de secours, en dernière analyse, eût seulement pour but de décharger les communes du poids de l'assistance aux pauvres, les représentants parlementaires de la classe ouvrière prirent la société bourgeoise telle qu'elle est, et exigèrent juste que dans cette société il n'y ait pas deux poids deux mesures : pour les ouvriers, et pour les autres classes. Ils votèrent en faveur de l'obligation d'avoir des caisses, mais rejetèrent les caisses obligatoires ; ils renoncèrent à toutes les aumônes de la bourgeoisie, mais ils exigèrent que les ouvriers gèrent eux-mêmes les caisses ouvrières sans que quiconque s'en mêle. D'innombrables pétitions et protestations émanant des couches ouvrières les plus diverses confirmèrent la justesse de ce point de vue. Même les ouvriers qui étaient encore très loin de la lutte de classe prolétarienne auraient été révulsés si, pour administrer les maigres sous de leur caisse de maladie, ils avaient dû être contrôlés et empêchés par les mêmes corps législatifs qui déclaraient impossible de contrôler et d'empêcher les razzias des sociétés par actions capitalistes. Cependant la loi fut adoptée dans une forme qui fut sans plus de façons rejetée par les représentants sociaux-démocrates, même si elle laissait aux caisses de secours libres des ouvriers un peu plus de latitude que le gouvernement ne voulait leur en accorder.

Tout aussi révolutionnaire fut l'effet de la loi d'exception politique que le gouvernement présenta contre la classe ouvrière. Dans une loi dérogatoire au code pénal, qui était une tentative de réviser dans un sens rétrograde les quelques petits progrès du droit pénal allemand, se trouvait un paragraphe 130 qui disait ceci : « *Quiconque excite publiquement différentes classes de la population les unes contre les autres d'une manière qui mette en danger la paix publique, ou quiconque de la même manière attaque publiquement, par la parole ou par écrit, les institutions du mariage, de la famille ou de la propriété, sera condamné à une peine de prison.* » Pour défendre ce paragraphe devant le Reichstag, Bismarck, avec un tact exquis, avait fait appel au ministre prussien de l'Intérieur, ce même comte Eulenburg qui une génération plus tôt, quand il était responsable de la censure, avait dans les bordels rhénans mené des combats héroïques contre les gardiens de nuit et depuis, en joyeux célibataire, avait

fait tant d'attaques pratiques contre l'institution du mariage bourgeois qu'il semblait particulièrement désigné comme défenseur théorique de cette institution sacrée. Le comte Eulenburg ne faisait pas mystère que le paragraphe 130 visait directement la social-démocratie et traînait pour la première fois avec lui le grand sac de citations qui désormais devait occuper une place d'honneur parmi les armes de la politique allemande. Au moyen d'articles isolés de la presse sociale-démocrate, ou bien même au moyen de phrases isolées tirées de leur contexte, il cherchait à prouver que le combat de classe prolétarien était préjudiciable à l'intérêt général ; il disait que les classes définies comme mieux loties ne renonceraient jamais volontairement à leurs droits et que la société n'arriverait jamais au point d'établir une égalité volontaire, sans contrainte ; le paragraphe 130 était donc absolument nécessaire, si on ne voulait pas en arriver aux coups de fusil et aux coups de sabre.

Bismarck lui-même atteignit un niveau semblable d'éloquence persuasive quand il rendit l'agitation sociale-démocrate responsable de la grande crise et quand, en brocardant méchamment l'« indulgence » des juges allemands, il prépara une corruption encore plus grande de l'exercice de la justice en Allemagne. Inversant les faits de manière comique, il demandait qu'on protège davantage les policiers allemands contre la malveillance publique, afin qu'ils jouissent de la considération générale, comme les policiers anglais, et il déclara par ailleurs au Reichstag qu'il accepterait le rejet du paragraphe 130, mais que c'était peut-être l'un de ces vers rongeurs qui ne mourraient pas, et que, s'il était permis de considérer une législature comme une génération, les petits-enfants des députés actuels seraient obligés de s'occuper encore des mêmes questions. En matière de coups réactionnaires de ce genre, Bismarck était toujours bon prophète.

Provisoirement le Reichstag lui accorda une bonne partie de sa réactionnaire loi dérogatoire au code pénal, mais pas encore le paragraphe 130. Au contraire, ce monstre fut rejeté à l'unanimité et même dans l'hilarité générale, au point que la dignité politique de cette haute assemblée aurait été mise en danger si le chef progressiste Hänel ne l'avait sauvée en déclarant sur un ton pathétique que le paragraphe 130 était une attaque grave, absolument infondée, aux fondements de notre situation constitutionnelle, dans le Reich et dans chacun des États, une attaque grave, absolument injustifiée, aux principes que tous les partis libéraux depuis dix ans, vingt ans, avaient devant les yeux comme objectif fixe. Dans la deuxième législature qui suivit, tout à fait selon les paroles prophétiques de Bismarck, ce même monsieur Hänel se dit : Malheur à toi qui es un petit-fils ! et poursuivit l'objectif, non plus fixe mais fou, de frap-

per à mort la social-démocratie en réintroduisant presque littéralement le paragraphe 130. Mais Tessendorf vengea le fiasco provisoire de son protecteur Bismarck, en présentant à la fin mars 1876 une décision du tribunal de la ville de Berlin qui fermait le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, en raison d'une prétendue « constitution de filiale d'association » dans l'État prussien.

Pendant qu'ainsi les classes dominantes apportaient le matériel d'agitation le plus parfait, les augures bourgeois s'entretenaient sur le prétendu « recul » de la social-démocratie, que leurs yeux de taupe découvraient Dieu sait où. La crise dans les affaires, qui avec une dureté encore jamais connue pesait en premier lieu sur le prolétariat, aurait sûrement pu exercer une influence paralysante sur la force pour ainsi dire physique du mouvement ouvrier révolutionnaire, si elle n'avait pas en réalité révolutionné en même temps les esprits. De plus, l'attitude extrêmement hostile des classes dominantes, le misérable mensonge qui voulait rendre les ouvriers responsables de la grande crise, et semblables autres déchaînements d'une haine irréconciliable permirent de liquider les dernières illusions des couches ouvrières avancées. En l'état où étaient les choses, l'agitation sociale-démocrate gagnait tous les jours du terrain et le congrès du parti qui se tint à Gotha du 19 au 23 août montra un « recul » qui surprit désagréablement les prophètes de la bourgeoisie.

Le congrès avait été convoqué en tant que congrès général socialiste, pour permettre aux camarades des États où l'organisation du parti avait été « fermée » d'y participer aussi. La plupart des États moyens – et en plus bien des États petits –, en premier lieu la Bavière et la Saxe, s'étaient empressés de prendre Tessendorf pour modèle ; ce n'est que dans une petite partie du Reich allemand, dans les villes hanséatiques et dans quelques États de Thuringe et d'Allemagne du Sud, qu'il était encore possible de constituer des groupements socialistes dont les membres habitaient dans des localités différentes.

Toutefois le congrès de 1876 montra que Tessendorf et sa noble escorte s'étaient levés trop tard ; la destruction de son organisation publique n'était plus depuis longtemps un moyen d'arrêter le développement du parti, au contraire elle servait de levier pour donner des ailes à son essor. 98 délégués représentant 291 localités et 38 254 membres vinrent à ce congrès ; la recette commune de la caisse du parti se montait, pour quatorze mois, c'est-à-dire entre le 8 juin 1875 et le 10 août 1876, à 58 763 marks, dont 4 330 marks provenaient de l'éditeur du *Wähler* (L'Électeur), une petite feuille en tout petit format qui paraissait une fois par mois et était vendue 20 pfennigs l'exemplaire aux camarades « fermés », pour leur permettre ainsi de payer leur cotisation. Mais les recettes de la caisse

du parti ne comprenaient pas, et de loin, le total de l'argent que, malgré toutes les énormes difficultés du temps, les ouvriers allemands surent réunir pour l'émancipation de leur classe ; Auer, qui fit le rapport de la direction, estima au moins au triple les dépenses pour les objectifs locaux du parti.

En dehors de cela, le rapport d'Auer offrait même un tableau très réjouissant. Le parti disposait de 145 orateurs bien formés, qui tous déjà avaient réussi avec honneur l'épreuve du feu des assemblées, parmi ces agitateurs huit étaient totalement salariés, quatorze en partie, et de quarante-six permanents du parti, essentiellement des rédacteurs et des expéditionnaires des journaux du parti. Douze nouveaux organes politiques et un journal littéraire divertissant, *Le Nouveau Monde*, étaient nés depuis le congrès de réunification. Le parti disposait au bas mot de vingt-trois organes politiques, dont quinze étaient édités par des imprimeries coopératives ; huit paraissaient six fois par semaine, huit trois fois, quatre deux fois et trois une fois. La diffusion de brochures se montait à 100 000 exemplaires ; le calendrier du parti, le *Pauvre Conrad*, était tiré à 40 000 exemplaires. Ainsi Auer avait bien le droit de dire que, du « recul » de la social-démocratie annoncé à son de trompe, il ne restait rien que la peur de la puissance montante du parti ouvrier dans tous les camps ennemis.

Il ne fit mention des persécutions que pour constater que, surtout en Prusse et en Bavière, un total arbitraire abolissait presque complètement le droit d'association pour les ouvriers. Ce n'était pas des lois d'association réactionnaires que la social-démocratie se plaignait car, tout en faisant de l'agitation pour la suppression légale de tels bousillages, elle savait tout de même s'en accommoder ; ce contre quoi elle protestait, c'était la manière réactionnaire et tendancieuse avec laquelle les lois existantes étaient interprétées contre elle, alors que pour tous les autres partis politiques elles étaient appliquées de manière loyale. Auer eut un ton très résigné sur la possibilité d'organiser à nouveau un parti. Les camarades en Prusse avaient, avec une précision extrêmement minutieuse, évité les écueils et les bancs de sable des lois sur les associations, cependant, si le gouvernement prussien était décidé à ne tolérer aucune organisation socialiste dans sa sphère de pouvoir, il trouverait toujours des procureurs et des juges qui accompliraient sa volonté, avec l'approbation réjouie des partis conservateurs et des partis libéraux. Mais s'il était possible que le lien officiel soit rompu, alors ce qui lierait solidement et indissolublement tous les camarades ce serait la conscience de servir une grande cause commune, la cause du prolétariat, du peuple pauvre et déshérité.

Le congrès avait deux tâches principales à accomplir : en premier lieu poser la clé de voûte dans l'œuvre d'unification, et ensuite mobiliser pour les prochaines élections au Reichstag. Il n'était pas très facile de faire disparaître le dualisme qui se maintenait encore dans les deux organes centraux des anciennes fractions ; au moment du vote sur la question importante de savoir si le nouvel organe central devait paraître à Leipzig ou à Berlin, l'ancienne distinction apparut encore une fois de manière assez vive ; les anciens lassaliens votèrent dans l'ensemble pour Berlin, les anciens eisenachiens pour Leipzig. Quand le résultat montra que, mis à part six abstentions, quarante-neuf délégués avaient voté pour Leipzig et trente-huit pour Berlin, on entendit certains se plaindre que la situation géographique du lieu où se tenait le congrès avait donné une prépondérance excessive aux délégués saxons et thuringiens, et la tension s'alourdit encore quand Hasselmann refusa d'entrer dans la rédaction du nouvel organe central à Leipzig. Cependant la volonté sincère de maintenir l'unité à tout prix vint à bout de toutes les difficultés. De vieux lassaliens comme Rackow et Zielowsky blâmèrent sévèrement l'obstruction de Hasselmann, tandis que Hasenclever se montra disposé à prendre le poste refusé par Hasselmann. Avec Liebknecht et Hasenclever comme directeurs de rédaction, le nouvel organe central devait paraître à Leipzig à partir d'octobre 1876 sous le titre de *Vorwärts* (En avant !), trois fois par semaine, comme auparavant le *Voksstaat* depuis 1873. Hasselmann, qui jusque-là avait travaillé avec zèle à l'unification des fractions, adopta désormais une attitude frondeuse dans le parti ; après la disparition du *Neue Social-Demokrat*, il alla dans sa circonscription électorale d'Elberfeld-Barmen et y publia la *Rote Fahne* (Le Drapeau rouge), prétendument un journal électoral qui devait paraître régulièrement, en réalité une entreprise à peine voilée pour concurrencer le *Vorwärts*. Dans la mesure où le caractère renfermé de Hasselmann permettait un jugement, c'est son ambition personnelle déçue qui lui fit prendre cette décision. Sa fronde était gênante mais pas dangereuse ; il était incapable de prendre en main une opposition concrète et, même s'il avait été encore possible de créer une secte – mais ce n'était plus possible – la personnalité de Hasselmann n'était pas de celles qui auraient fait de lui un chef de secte inspirant le fanatisme.

La deuxième tâche principale du congrès était de préparer les prochaines élections au Reichstag. Après un examen soigneux de la situation, environ quarante circonscriptions électorales furent déclarées « officielles », c'est-à-dire des circonscriptions dans lesquelles le parti pouvait présenter des candidats avec des chances notables de succès et donc devait intervenir officiellement dans la bataille électorale : douze

circonscriptions saxonnes et cinq du Schleswig-Holstein, les deux circonscriptions de Hambourg-ville et celle de Hambourg-campagne, Berlin IV et VI, Brunswick I, en Silésie Reichenbach-Neurode et Waldenburg, en Rhénanie Elberfeld-Barmen, Lennep-Mettmann et Solingen, dans la région du Main Hanau et Offenbach, en Bavière Nuremberg, dans le Wurtemberg Esslingen-Kirchheim, et aussi quelques circonscriptions électorales dans les petits États de l'Allemagne moyenne, comme Anhalt-Bernburg, Sachsen-Meinigen et Reuss-ancienne ligne.

Pour diriger cette élection, on mit en place à Hambourg un comité central électoral de cinq personnes, qui en même temps devait assumer toutes les autres tâches de direction du parti ; selon un arrêt du tribunal supérieur prussien, une organisation qui avait en vue une élection précise ne tombait pas sous le coup des lois prussiennes sur les associations. Au comité central électoral furent élus les membres de l'ancienne direction, Hartmann, Derossi, Geib, Auer ; H. Brasch occupa le poste de Hasenclever, qui alla s'établir à Leipzig. On alloua à chacun des deux présidents un traitement mensuel de 45 marks, 150 marks à chacun des deux secrétaires, 135 marks au trésorier, 195 marks à chacun des deux rédacteurs de l'organe central. Les députés sociaux-démocrates devaient recevoir 9 marks par jour de frais de bouche, s'ils n'étaient pas des permanents du parti ayant au moins 100 marks de traitement mensuel, car dans ce cas ils ne recevaient que 6 marks par jour ou bien, quand ils habitaient Berlin, 3 marks seulement. Un propagandiste permanent touchait 135 marks par mois, et quand il était en voyage en dehors de sa circonscription électorale un supplément de 1,50 mark par jour s'il était célibataire et 3 marks s'il était marié. Les propagandistes non permanents recevaient 6 marks de frais de bouche par jour s'ils étaient célibataires, et 7,50 s'ils étaient mariés. Cette réglementation des traitements du parti au congrès de 1876 montrait suffisamment ce qu'il en était des mots d'esprit sur la « dilapidation des sous des ouvriers » qui, à côté du prétendu « recul », faisait les délices de la bourgeoisie spirituelle. Si le parti payait ses employés avec un salaire équivalent à celui des ouvriers les mieux qualifiés, il satisfaisait ainsi à un devoir de décence qu'il devait à sa propre dignité ; il ne pouvait, comme le premier capitaliste venu, payer des salaires de famine. Mais il n'est jamais allé au-delà de cette limite et personne ne s'est encore enrichi à son service ; parmi tous ceux qui se sont épuisés à son service, la plupart sans doute auraient pu espérer un salaire plus élevé pour leur travail, s'ils avaient choisi une profession bourgeoise.

Les élections au Reichstag, qui eurent lieu le 10 janvier 1877, comblèrent les espoirs mis en elles. Des candidats sociaux-démocrates avaient été présentés dans 175 circonscriptions, qui recueillirent 493 447 voix,

plus de 9 % de tous les suffrages exprimés. La social-démocratie était désormais le quatrième parti du Reich ; il n'y avait plus qu'avec les nationaux-libéraux et les ultramontains que l'écart était considérable, il était infime avec les conservateurs ; en dehors des petits partis représentés au Reichstag, parmi les véritables partis, elle dépassait déjà les progressistes et les conservateurs-libres. La répartition des voix montrait le caractère plus âpre et plus dur de la lutte de classe. Le mouvement était stagnant ou même un peu en perte de vitesse là où il se nourrissait principalement de l'insatisfaction politique générale ; en revanche il avait atteint un essor surprenant dans les grandes villes, à Berlin, Hambourg, Altona, Breslau, Magdeburg, Brunswick, Brême, Dresde et beaucoup d'autres. Berlin maintenant rattrapait d'un coup son retard dans les élections antérieures au Reichstag ; il réunissait 31 522 voix sociales-démocrates, presque 40 % de tous les suffrages exprimés ; les 25 942 voix sociales-démocrates de Hambourg représentaient un pourcentage encore un peu meilleur. Les démagogues bourgeois durent totalement changer de rengaine. Si après les élections de 1874 le succès social-démocrate était dû, selon eux, au prolétariat « dépravé » des fabriques et à la population industrielle des campagnes, tandis que les grandes villes étaient célébrées comme havres de la culture et des bonnes mœurs, maintenant les grandes villes devenaient la demeure de la canaille sans patrie, alors que le campagnard était promu au digne rôle d'avoir rétabli d'une main ferme l'équilibre de la balance qui vacillait et d'avoir retenu dans sa course la pierre qui menaçait de détruire l'ordre existant.

Il n'y avait plus aucune province prussienne qui ne fût « contaminée » et plus que six circonscriptions prussiennes qui ne l'étaient pas encore. En vérité, à côté d'une circonscription poméranienne (Stralsund) et une de Prusse occidentale (Marienwerder), il y avait parmi elles une circonscription silésienne (Oppeln), une westphalienne (Münster) et deux rhénanes (Aix-la-Chapelle, Coblence), preuve que l'agitation ultramontaine et le mouvement ouvrier s'entrecroisaient toujours fortement. Mais on voyait pourtant que cette emprise aussi commençait à être brisée ; depuis 1874, les voix sociales-démocrates en Rhénanie-Westphalie étaient passées de 28 824 à 44 690, et en Silésie de 9 004 à 23 449. Parmi les États moyens, la Saxe était en tête avec des chiffres en magnifique ascension ; ici le nombre de voix sociales-démocrates avait presque quadruplé en six ans ; il se montait à 123 978, 38 % des suffrages exprimés. En Bavière également, bien que plus faiblement qu'en Rhénanie-Westphalie et en Silésie, apparaissait déjà un mouvement de reflux du courant ultramontain ; parmi les provinces bavaroises, la Franconie, avec sa citadelle sociale-démocrate de Nuremberg, était loin devant en première ligne. Dans le Wurtemberg et en

Bade, le nombre de voix sociales-démocrates était resté à peu près le même depuis 1874. Cependant dans ces États aussi on assistait à une concentration du mouvement dans les plus grandes villes. À Stuttgart, il y avait eu 4 609 voix sociales-démocrates, et presque autant déjà un mois plus tôt dans les élections pour renouveler le Landtag du Wurtemberg, auxquelles les sociaux-démocrates participaient pour la première fois. Il fallut beaucoup d'efforts et de peine pour maintenir la *Süddeutsche Vokszeitung*, qui vit l'entrée du compositeur-typographe Georg Bassler comme rédacteur et administrateur, après que Karl Hillmann était passé à l'organe du parti de Hambourg. Depuis la promulgation de la loi réactionnaire sur la presse et le vent cinglant soufflant du nord, les persécutions commençaient aussi en Souabe. Comme Stuttgart dans le Wurtemberg, les villes de Mannheim en Bade et Ludwigshafen dans le Palatinat prirent la direction du mouvement. Mannheim réunit 1 689 voix, et au cours de cette année encore Dreesbach fonda le *Badisch-Pfälzische Volksblatt*, (Le Journal du peuple de la Bade et du Palatinat) qui parut une fois par semaine et compta bientôt 1 000 à 2 000 abonnés. Provisoirement, l'agitation dans le Palatinat était encore conduite – surtout par Ehrhardt – depuis Mannheim, où après la réunification des deux fractions s'était tenu le premier congrès ouvrier, avec des délégués représentant vingt localités. Dans les trois circonscriptions électorales du Palatinat on dénombra 2 500 suffrages. Un des foyers principaux de l'agitation était la fabrique d'aniline et de soda de Ludwigshafen – appelée le « moulin à os » en langage populaire – qui employait des milliers d'ouvriers ; cependant ce qui entrava beaucoup le mouvement fut que la grande industrie de la Bavière rhénane attirait bien moins d'artisans instruits que de petits paysans et journaliers agricoles, produits excédentaires de l'agriculture parcellaire en difficultés de plus en plus graves. Ces éléments, se contentant de rien et possédés encore par le démon de la propriété, étaient les ouvriers idéaux aux yeux de la bourgeoisie exploiteuse, et de ce fait ils étaient difficilement accessibles à la conscience de classe prolétarienne.

Lors de la répartition des mandats, à nouveau le parti s'en tira très mal. Avec ses quarante circonscriptions officielles, il avait deviné assez juste : trente-six mandats auraient dû lui revenir, d'après le rapport entre le nombre de voix qu'il avait eues et le nombre total des suffrages exprimés. En réalité il dut se contenter de douze mandats. Au premier tour, il maintint seulement cinq sièges sur les neuf qu'il avait jusque-là : Altona (Hasenclever), Glauchau-Meerane (Bebel), Stollberg-Schneeberg (Liebknecht), Zwickau-Crimmitschau (Motteler) et Chemnitz (Most). Il gagna en plus Berlin IV et VI (Fritzsche et Hasenclever), les circonscriptions saxonnes d'Auerbach-Reichenbach (Auer) et de Leipzig-campagne

(Demmler), enfin la circonscription de Reuss-ancienne ligne (Blos). Mais parmi ces dix sièges, Altona fut perdu à l'élection complémentaire, devenue nécessaire parce que Hasenclever avait opté pour Berlin VI. Par ailleurs le parti était impliqué dans vingt ballottages : à Berlin III, Breslau I et II, Magdeburg et Nuremberg, dans les circonscriptions d'Itzehoe, Glückstadt et Plön-Segeberg dans le Schleswig-Holstein, dans les circonscriptions saxonnes de Dresde-vieille ville, Borna, Freiberg, Plauen et Zschopau, dans les circonscriptions rhénanes d'Elberfeld-Barmen et de Solingen, dans les circonscriptions silésiennes de Reichenbach-Neurode et de Waldenburg, enfin à Gotha, Hanau et Offenbach. Mais parmi toutes celle-ci, il n'en gagna que trois : Dresde-vieille ville (Bebel), Reichenbach-Neurode (A. Kapell) et Solingen (Rittinghausen). Bebel opta pour Dresde-vieille ville, Bracke prit sa place à Glauchau-Meerane.

Cependant, ce n'est pas ce nombre relativement petit de mandats qui pouvait troubler la joie du parti devant son grand succès. Dans les circonscriptions qu'il avait perdues, le nombre de voix avait considérablement augmenté, à la seule exception de Plön-Segeberg, où les grands propriétaires fonciers avaient opéré une effroyable sélection dans les rangs du prolétariat agricole et, au scrutin de ballottage, il avait obtenu 62 368 voix de plus que celles obtenues par ses candidats au premier tour dans ces circonscriptions. Dans cette progression, seul un nombre relativement insignifiant de voix provenait d'éléments du Parti populaire et d'ouvriers catholiques. Là où il fallait pour de bon empêcher une victoire électorale sociale-démocrate, côté bourgeois toutes sortes de gens s'allièrent sans hésiter en dépit de toutes les dissensions qu'ils avaient par ailleurs, aussi envenimées fussent-elles ; et ce témoignage frappant de la peur qu'il inspirait à ses adversaires compensait bien une poignée de mandats perdus pour le parti. Au Reichstag même, les députés sociaux-démocrates se heurtèrent à une hostilité beaucoup plus grande encore que dans la législature précédente ; le député national-libéral Valentin se rendit tristement célèbre avec ses demandes de clôture des débats qui coupaient la parole aux représentants parlementaires de la classe ouvrière.

Les députés sociaux-démocrates au Reichstag convoquèrent le congrès pour l'année 1877 à Gotha, du 27 au 29 mai. 251 localités étaient représentées par 95 délégués, qui avaient derrière eux, dans la mesure où leurs mandats contenaient des indications sur le nombre de voix, 32 000 membres actifs du parti. C'est Auer qui fit à nouveau le rapport au nom du comité central électoral, cette fois-ci pour la période allant du 11 août 1876 au 30 avril 1877. En presque neuf mois, 54 217 marks étaient entrés dans les caisses du parti, dont 10 000 marks venant de l'éditeur du *Wähler*. Mais à cela s'ajoutaient aussi les énormes efforts

que les différentes circonscriptions électorales avaient faits pour la campagne électorale. Le bilan comptable pour Altona montra une dépense de 30 000 marks ; à Berlin avaient eu lieu 307 assemblées avec conférences et discussions ainsi que 144 assemblées des équipes électorales ; 1 346 145 exemplaires imprimés avaient été diffusés par les camarades, pour la plupart gratuitement. En outre, cette brève période de lutte ardente avait vu naître 18 nouveaux journaux ; à côté du *Vorwärts*, le parti comptait maintenant 41 journaux, dont 12 paraissaient six fois par semaine, 13 trois fois par semaine, 3 deux fois par semaine et 12 une fois par semaine. 25 de ces journaux étaient fabriqués par des imprimeries coopératives, qui étaient au nombre de 14 en Allemagne. Parmi les 44 rédacteurs du parti il y avait, d'après la liste dressée par Auer : 12 publicistes avec presque toujours une formation universitaire, 11 compositeurs-typographes, 4 commerçants, 3 serruriers, 1 maçon, 1 tanneur, 1 sellier, 1 mécanicien, 1 ouvrier cigarier, 1 charpentier, 1 tonnelier, 1 cordonnier, 1 orfèvre, 1 libraire, 2 tailleurs, 1 professeur de lycée, 1 dessinateur. Par cette énumération, Auer dénonçait la fable des « ratés » qui, en excitant les ouvriers à la révolte et en les exploitant, étaient censés gagner de quoi mener une vie de patachon. Ce qui montrait ce qu'était réellement cette vie de patachon, c'étaient les réquisitoires et les condamnations qui, avec la croissance de la presse du parti, pleuvaient de plus en plus sur eux ; la *Chemnitzer Freie Presse* se vit infliger en un an huit ans de prison et il en alla de même avec la plupart des autres journaux du parti. Mais ces persécutions renforcèrent le parti et, sûr de sa vie indestructible, ce vieux fanatique de l'organisation qu'était Tölcke pouvait présenter la motion approuvée à l'unanimité et sans discussion déclarant que le congrès, « *compte tenu de la totale absence de droits des associations socialistes en Prusse, absence de droits proclamée formellement par les autorités prussiennes avec un aplomb inouï* », renonçait à toute structure organisationnelle de parti et laissait aux camarades le soin de s'organiser selon les besoins et les conditions locales.

La social-démocratie allemande passait désormais pour la puissante avant-garde du mouvement ouvrier international, et les prolétaires des pays les plus divers envoyèrent à ses congrès leurs salutations fraternelles. Pour proclamer la solidarité avec les socialistes de tous les pays, le congrès de Gotha de 1877 décida, à la demande de Vollmar, d'envoyer des délégués à un congrès mondial que les bakounistes avaient convoqué à Gand pour le mois de septembre. À ce congrès mondial se retrouvèrent environ 30 délégués des partis ouvriers européens ; c'est Liebknecht qui s'y rendit pour représenter la social-démocratie allemande. Après de vives discussions, la tendance anarchiste fut mise en minorité par 13 voix contre 16. La majorité victorieuse conclut un pacte de solidarité et publia

un manifeste qui, dans l'esprit de l'ancienne Internationale, justifiait la nécessité de l'action politique comme puissant moyen d'agitation, d'organisation et de propagande. Cependant Liebknecht lui-même dans le *Vorwärts* demanda qu'on se garde de surestimer ces faits ; des raisons aussi nombreuses qu'impérieuses interdisaient de tenter de restaurer l'Internationale sous son ancienne forme.

Le mouvement syndical se maintenait dans des limites plus étroites que le mouvement politique. La nouvelle impulsion que lui donna, à lui aussi, l'unification de la fraction parlementaire fut rattrapée par la crise des affaires qui durait depuis des années, et les persécutions policières non seulement nuisaient extérieurement aux organisations syndicales, mais elles commençaient aussi à les paralyser intérieurement, avec le conflit sur la forme d'organisation la meilleure. Conflit qui, soit dit en passant, est toujours resté étranger aux trade-unions, qui n'ont jamais eu à faire à 21 lois différentes d'association dans 26 États différents. Si, au tournant de l'année 1877 à 1878, une bonne cinquantaine de milliers d'ouvriers étaient organisés syndicalement dans 1 300 localités, ce chiffre pouvait bien être en soi très bas – et réellement il ne représentait que 1,5 % de la masse ouvrière dans les branches concernées de l'industrie – mais il était tout de même un témoignage honorable de l'impulsion qui imperturbablement poussait le prolétariat allemand vers l'organisation syndicale.

Une statistique soignée établie par Geib, et qu'il publia en janvier 1878, donne une vue d'ensemble sur les syndicats d'alors. Geib comptait vingt-six fédérations centrales et cinq associations locales, ce dernier chiffre étant incontestablement trop bas. Neuf fédérations centrales avaient leur siège à Hambourg, où les syndicats dissous par Tessendorf s'étaient réfugiés. À Hambourg aussi paraissait le plus grand et le plus lu des quinze journaux syndicaux, le *Pionier*, avec 9 350 abonnés. Il servait d'organe aux tonneliers, aux charrons, aux menuisiers et aux charpentiers, et en même temps aussi aux ouvriers des manufactures et aux manœuvres des deux sexes, dont en vérité seulement 1 250 dans un premier temps étaient organisés sur un chiffre total de 400 000 personnes. Les organisations les plus fortes, qui comprenaient environ la moitié des ouvriers de la profession et disposaient de moyens financiers suffisants, étaient les typographes avec 5 500 membres et les charpentiers de marine avec 3 000 ; parmi les 65 000 ouvriers du tabac, qui se répartissaient à peu près pour moitié entre hommes et femmes, il n'y en avait que 8 100 d'organisés, mais eux aussi relativement s'en sortaient très bien sur le plan financier. Les orfèvres sur or et sur argent, qui s'étaient organisés d'abord à Pforzheim, capitale de la joaillerie allemande, et s'étaient

ensuite installés à Schwäbisch-Gmünd, disposaient après six années d'existence de plus de 18 000 marks dans leur caisse d'invalidité. Les cordonniers avaient leur siège à Gotha avec 3 585 membres, les ouvriers sur métal à Brunswick avec 4 000 membres ; les serruriers et les forgerons étaient désormais séparés d'eux, constituant des fédérations à part, dans un premier temps forcément faibles. Les maçons et les tailleurs de pierre comptaient 2 500 membres et avaient pour organe à Hambourg le *Grundstein* (La Pierre angulaire). L'excédent mensuel de l'ensemble des syndicats se montait environ à 8 000 marks, dont la part du lion, 3 538 marks, revenait aux typographes. Il ne fallait pas songer à une hausse des cotisations tant que la situation de crise durait, et cela d'autant moins que les syndicats se hâtèrent de parer le coup porté contre eux par la loi sur les caisses de secours et de s'implanter dans le domaine étroit que cette loi avait encore laissé à l'assurance-maladie ouvrière indépendante. Seize syndicats avaient des caisses de secours enregistrées. Geib recommanda comme prochain pas en avant la centralisation de la presse syndicale, qui était très dispersée ; cette question d'organisation et d'autres devaient être discutées au congrès des syndicats à la Pentecôte 1878, à Magdeburg.

Mais le « pas massif des bataillons ouvriers » résonnait toujours dans le mouvement politique d'abord. « *Ce ne sont plus des bataillons, ce sont des régiments, des brigades, des divisions, ce sont des corps d'armée entiers* », écrivait le *Journal de Magdeburg*, rempli d'épouvante tragicomique, lorsque les ouvriers berlinois, le 10 mars, accompagnèrent à sa dernière demeure l'organisateur de la victoire électorale. August Heinsch avait succombé à la fleur de l'âge à l'insidieuse maladie des prolétaires[1] ; ses obsèques se transformèrent en manifestation comme Berlin n'en avait pas revu depuis les funérailles des morts du 18 mars 1848. Comme la police – avec son élévation de sentiments coutumière – avait interdit le déploiement de drapeaux et même le port de drapeaux voilés d'un crêpe de deuil, des milliers et des milliers de personnes, un œillet rouge à la boutonnière, se rassemblèrent devant la maison du défunt ; sur le long chemin menant au cimetière, à travers les quartiers ouvriers de l'est, des drapeaux noirs pavoisaient toits et fenêtres ; des centaines de milliers de personnes bordaient les rues et se découvraient en silence, dès que le corbillard passait. Le 28 avril fut tout aussi solennellement inhumé Paul Dentler, rédacteur de la *Berliner Freie Presse* qui, miné également par la phtisie, était mort en détention bien que le médecin de la prison eût demandé sa libération.

1 Il s'agit de la tuberculose ou phtisie.

Une armée qui savait honorer ainsi ses combattants tombés ne pouvait être dupée, à la différence du brave petit-bourgeois ; tout cela Bismarck le comprenait, tout comme ceux qui avec lui songeaient à piller les masses.

3. Incertitude théorique. Engels contre Dühring

Pourtant, l'armement de la social-démocratie allemande avait encore une grande lacune : sa pratique devançait de très loin sa théorie et, pour les dures batailles du proche avenir, la théorie lui était aussi nécessaire que la pratique. Elle avait jusque-là combattu le manchestérianisme qui avait mille porte-voix, du semi-officiel *Provinzialkorrespondent* jusqu'à la *Volks-Zeitung*, et à présent on était à la veille d'un tournant qui devait la conduire assez souvent aux côtés des manchestériens conséquents, face à des tendances bien plus rétrogrades encore, qui s'affublaient néanmoins de slogans socialistes. Un mouvement populaire aussi puissant que l'était maintenant l'agitation sociale-démocrate n'avait plus le droit de se limiter à la propagande pour les buts socialistes, il devait intervenir concrètement dans les questions du jour politiques et sociales, sans cependant diluer ses principes : il ne pouvait résoudre cette tâche que par la méthode et non par le résultat, que par tout le mode de pensée du communisme scientifique et non par les idées auxquelles on aboutit ; et cela lui faisait presque totalement défaut.

Bien sûr, le parti était beaucoup trop évolué pour se laisser d'emblée appâter par les banales séductions du « socialisme » réactionnaire. Le congrès de 1876 prenait déjà des résolutions contre le protectionnisme et les plans d'étatisation de Bismarck et décidait de son côté que les députés sociaux-démocrates présenteraient au Reichstag une loi sur la protection ouvrière. Cependant les discussions montrèrent que le congrès n'avait pas du tout les idées claires sur la signification de la protection légale des ouvriers. Pour Hasselmann, auteur de cette proposition, cette loi n'était tout bonnement qu'un moyen offensif nécessaire contre les ultramontains pour conquérir les circonscriptions électorales rhénanes, tandis qu'August Kapell y voyait un mauvais choix contraire aux principes ; dans ce court débat, pas un seul orateur ne parla des lois sur les fabriques dans le sens où les congrès de l'Internationale les avaient recommandées. Le projet de loi que les députés sociaux-démocrates présentèrent ensuite au Reichstag en 1877 exigeait la journée de dix heures, l'élection de chambres professionnelles et de tribunaux professionnels, la nomination d'inspecteurs de fabrique, la surveillance des lieux de travail par une police de la santé, la dispense pour l'organisation syndicale des lois réac-

tionnaires sur les associations. Ce projet fut recommandé à l'examen du gouvernement en même temps que toutes sortes de timides demandes pour développer la législation sur la protection ouvrière, présentées par la plupart des partis bourgeois.

Grâce à l'agitation sociale-démocrate, bien des éléments de la bourgeoisie et même de la bureaucratie ne montraient pas, à l'égard de la protection ouvrière légale, une incompréhension aussi totale que lors de la promulgation de la réglementation industrielle. Peu importe que cette meilleure compréhension soit due à une peur blême ou à de meilleurs sentiments. La Prusse depuis 1875, la Saxe quelques années plus tôt déjà avaient commencé à nommer quelques inspecteurs de fabrique ; au ministère prussien du Commerce on avait même élaboré un amendement qui devait décréter pour tout le Reich l'introduction obligatoire d'inspecteurs de fabrique. Il fut en vérité tué dans l'œuf par les grands industriels auxquels il avait été soumis pour avis, et surtout par Bismarck, dont le cœur battait ardemment pour une liberté au moins, la liberté d'exploiter. L'amendement sur la réglementation industrielle qui fut présenté au Reichstag au printemps 1878 ne contenait rien sur la nomination d'inspecteurs de fabrique, mais seulement quelques chétives propositions d'amélioration des dispositions relatives à la protection ouvrière, insuffisantes dans la réglementation industrielle. Le Reichstag approuva ces dispositions et ajouta de sa propre initiative l'introduction d'inspecteurs de fabrique, pas pour le Reich certes, mais de telle façon que les gouvernements régionaux puissent nommer des inspecteurs qui disposent de toutes les autorisations officielles des autorités de police locales. Les gouvernements n'osèrent pas rejeter ouvertement cette décision du Reichstag ; ils se contentèrent en sous-main de lui rogner les griffes, en obligeant, par leurs instructions de service, les nouveaux fonctionnaires à ne pas faire usage de leur droit d'obtenir des autorités de police locales les autorisations officielles.

Il en fut des résolutions contre la protection douanière et l'étatisation de chemins de fer comme du projet de loi sociale-démocrate sur la protection ouvrière. Le congrès de 1876 se laissa pousser sur la bonne voie plus par l'instinct pratique de la conscience de classe ouvrière activement éveillée que par une claire compréhension de la situation. La résolution contre l'étatisation des chemins de fer se cantonnait pratiquement à l'alternative petite-bourgeoise « d'un côté, de l'autre » : d'un côté, les chemins de fer devaient devenir propriété d'État pour arracher à la propriété privée un monopole injustifié ; de l'autre, la propriété des chemins de fer conférerait au Reich une nouvelle suprématie contre le peuple ; il manquait la synthèse, qui résoudrait cette contradiction apparente pour en

tirer une conception conséquente. Dans la résolution contre la protection douanière, c'est même trois points de vue différents qui s'affrontèrent. Les délégués rhénans et surtout berlinois, comme Fritzsche, Rackow, Hasselmann et Most, penchaient pour la protection douanière ; aussi, aux forceps, on mit laborieusement au point un compromis selon lequel, premièrement, la social-démocratie resterait à l'écart du conflit qui avait éclaté au sein des classes possédantes entre libre-échange et protectionnisme ; mais, deuxièmement, que les contrats de commerce conclus sur la base du libre-échange étaient défavorables à l'industrie allemande et exigeaient une modification ; troisièmement, qu'il fallait mettre en garde les ouvriers de ne pas tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie qui, en exigeant une protection douanière, tentait d'obtenir une aide de l'État. La conséquence fut que les députés sociaux-démocrates votèrent de trois façons différentes quand, immédiatement après, le gouvernement s'engagea dans la voie protectionniste avec une prétendue taxe compensatoire sur le fer : les uns s'abstinrent, les autres votèrent pour, les troisièmes contre.

La presse du parti avait beaucoup grandi en surface, mais bien moins en profondeur. Beaucoup des nouveaux journaux avaient encore des bases fragiles et devaient déployer les plus grands efforts dans la lutte pour leur simple survie. Leurs rédacteurs, pour la plupart prolétaires, manquaient du loisir nécessaire pour s'adapter à leur métier ; là où leur argumentation manquait de force concrète, ils y suppléaient par une expression d'autant plus forte de leurs convictions. Le parti ne possédait pas non plus d'organe directeur. Il n'est pas facile de créer ce genre d'organe au sein d'un parti ouvrier profondément démocratique ; il y faut toujours naviguer avec grande habileté entre le Charybde d'une feuille d'ordres militaire et le Scylla d'une boîte aux lettres largement ouverte à tous ; cependant le *Social-Demokrat* des années 1860 et le *Sozialdemokrat* des années 1880 ont montré que cette tâche délicate peut être résolue brillamment. Dans les années 1870, et surtout depuis l'unification des fractions, cela ne marchait pas aussi bien pour le parti. Ce n'était pas la pratique démocratique qui manquait au *Vorwärts*, mais bel et bien une théorie supérieure ; ainsi, à l'été 1878 encore, dans une discussion interminable qui se prolongea sur de nombreux numéros, il laissait s'exprimer les opinions les plus fantaisistes sur la théorie de la valeur, mais il renonçait à dresser le bilan de toute cette discussion dans une synthèse qui clarifie le problème, ce qui précisément était le devoir spécifique d'un organe central ; après cette discussion, les ouvriers devaient forcément dans leur tête se représenter la théorie de la valeur de manière encore plus embrouillée qu'auparavant.

Sur les questions politiques et sociales du jour, le *Vorwärts* manquait d'une connaissance précise de la situation, d'acuité pour appréhender concrètement les affaires allemandes ; tout ce qui était gênant était « expédié » par quelques mots d'ordre, ce qui introduisait dans le parti un ton suffisant et pas vraiment réjouissant. De plus les incursions du *Vorwärts* dans la politique étrangère ne masquaient pas ce qui était insuffisant dans la politique intérieure ; sa position turcophile dans la guerre russo-turque était à sa manière à peine moins contestable que la position russophile des classes dirigeantes. Il n'en allait pas très différemment de la *Berliner Freie Presse*, le quotidien le plus influent du parti. Most y parlait beaucoup trop souvent de choses qu'il ne comprenait pas réellement. Certes sa polémique contre l'*Histoire romaine* de Mommsen n'était pas du tout d'aussi mauvais goût que la presse bourgeoise voulait bien le prétendre, bien qu'elle laissât beaucoup à désirer, mais l'abrégé populaire que Most fit du premier volume du *Capital* fourmillait de très graves incompréhensions et sa conférence sur la solution de la question sociale éreintait de manière détestable les grands utopistes, jusque-là toujours cités avec respect dans la littérature socialiste, pour ensuite, avec sa description de l'« État futur », tomber lui-même dans un utopisme très superficiel.

Point n'était besoin de prendre trop au tragique les ombres de cette grande lumière. Ce n'était absolument pas les signes d'une dégénérescence sénile, mais au contraire les signes d'une forte poussée de croissance, de la période que dans la vie de l'individu on désigne d'ordinaire comme l'âge ingrat. Dans son conflit avec son adversaire bourgeoise, la littérature socialiste resta toujours victorieuse. Les deux brochures d'agitation de Bracke pour les élections de 1877 et leurs réfutations par les libéraux en offraient un exemple parfaitement probant. Bien que Bracke ne combattît l'injustice et l'absurdité de la propriété bourgeoise que du point de vue idéologico-moraliste, ce fut un jeu pour lui de venir à bout aussi bien des objections puériles de la *Magdeburgischer Zeitung* (Le Journal de Magdeburg) que des obscénités répugnantes avec lesquelles ce brave Unruh conclut dignement sa trahison de trente ans envers la classe ouvrière. À la question de Liebknecht demandant si l'Europe devait devenir cosaque, H. Levy, un employé de banque qui faisait partie à cette époque-là des collaborateurs du *Vorwärts* les plus prompts à la répartie, retourna la question en demandant si le parti ouvrier allemand devait devenir turc. Le sentiment d'être menacé par la médiocrité était très vif dans le parti et, directement ou indirectement, conduisit à la fondation de deux revues scientifiques qui parurent à partir d'octobre 1877.

La *Neue Gesellschaft* (La Nouvelle société), un mensuel édité à Zurich par Franz Wiede, n'était liée que par une partie de ses collaborateurs à la social-démocratie allemande ; à l'inverse la *Zukunft* (L'Avenir), le quinzomadaire que Karl Höchberg éditait à Berlin, entrait totalement dans le cadre du parti. Höchberg, fils d'un collecteur de loterie de Francfort, était un idéaliste plein de dévouement qui prit en charge les coûts de la *Zukunft*, sans poursuivre par là aucun autre but, pas même celui d'une ambition personnelle. Le socialisme était pour lui une affaire de cœur, mais à vrai dire, pas seulement dans le bon mais aussi dans le mauvais sens du terme. Élève d'Albert Lange, à l'époque où Lange faisait appel au jugement politique des classes dominantes davantage qu'aux instincts révolutionnaires des classes laborieuses, Höchberg avait horreur des côtés rudes de la lutte de classe prolétarienne. Il croyait pouvoir faire de la cause du communisme la cause de tous les esprits loyaux et raisonnables. Ses idéaux étaient fourvoyés par sa philosophie idéaliste ; dès le premier cahier de la *Zukunft*, il expliquait que le socialisme « *ne tirait ses revendications, objectifs et buts que de l'Idée* », que « *l'unique source créatrice de l'idéal politique et social était la conscience autonome, avec sa notion de devant-être, indépendante des conditions données et même s'opposant à elles* », que le devoir le plus important de la « *socialistique* » consistait à dépeindre « *l'État socialiste* » et à démontrer qu'il pouvait devenir réalité. C'était rejeter le socialisme théorique à peu près un demi-siècle en arrière ; Marx et Engels ont dû éprouver d'étranges sentiments en lisant ces déclarations programmatiques, trente après la parution du *Manifeste communiste*.

Ils s'en tinrent à la discipline et se turent. S'il avait été donné à la *Zukunft* de vivre plus longtemps, elle aurait été bien vite guérie de son socialisme bleu d'azur. Même dans son unique année d'existence on trouve déjà des germes de cela, aussi fantaisiste et confus que ce socialisme pût sembler. Parmi les collaborateurs les plus zélés de Höchberg il y avait Carl August Schramm, qui était bien au fait de la lutte contre le manchestérianisme, si bien qu'il prenait déjà un ton insupportable d'infaillibilité, mais qui ainsi s'imaginait que le socialisme était résolu et avait une attitude plus qu'incertaine à l'égard des plans d'étatisation réactionnaires de Bismarck, face auxquels quelques malédictions proférées contre le manchestérianisme condamnable n'avaient aucun poids. Mülberger aussi ramena encore une fois son charlatanisme proudhonien et une partie beaucoup trop importante de la *Zukunft* fut effectivement consacrée à des discussions sur l'instauration de « l'État futur ». Cependant cela suscita vite une opposition ; Bebel en particulier eut vite fait de faire un sort aux absurdités de Mülberger et aux incertitudes de Schramm, et

en même temps il montra dans un article sur l'Office de santé du Reich qu'il savait bien évaluer la capacité de la société capitaliste à résoudre les tâches réelles de la civilisation, dans la mesure où cette capacité était effectivement présente. L'un dans l'autre en vérité, la *Zukunft* augmenta provisoirement l'incertitude théorique du parti, et cela valait tout autant, si ce n'était davantage même, pour la *Neue Gesellchaft* dont l'éditeur ne possédait même pas l'authentique et profond sentiment de justice qui compensait jusqu'à un certain degré l'idéalisme débridé de Höchberg.

Ce n'était pas tous des Höchberg, ceux qui à cette époque passaient des classes possédantes à la social-démocratie pour se réchauffer aux rayons de ce soleil montant. Des inventeurs et des réformateurs méconnus, des adversaires de la vaccination, des adeptes de la médecine naturelle et semblables génies fantasques cherchaient, auprès des classes laborieuses qui s'agitaient si énergiquement, à trouver la reconnaissance qu'on leur refusait ailleurs. Dans son vif désir de révolutionner un monde pourri, le prolétariat conscient ne se montra pas non plus très exigeant et tint davantage compte de la bonne volonté de ces aides que de la solidité de leurs reins. Les étudiants en particulier affluèrent en grand nombre. Les traditions de radicalisme bourgeois qui s'étaient maintenues dans les universités depuis l'époque des vieilles corporations étudiantes s'étaient éteintes dans la décomposition politique du Parti du Progrès ; en fonction de leurs aptitudes, de leur origine et de leur milieu social, les étudiants ou bien succombaient à un arrivisme répugnant qui ne reculait pas non plus devant les fanfaronnades antisémites, ou bien alors cherchaient à se lier à la social-démocratie.

Le plus important, et de loin, des adeptes bourgeois du socialisme était le privat-dozent Eugen Dühring, qui avait fait bien du chemin depuis ses anciennes intrigues avec Bismarck et Wagener. Devant un public nombreux, il faisait des conférences sur les matières les plus variées, et en même temps, dans plusieurs ouvrages qui se succédèrent rapidement, il avait construit son propre système philosophico-socialiste, dans lequel il affirmait avoir découvert quantité de vérités dernières. De si hautes prétentions l'amenèrent à traiter de très haut, à quelques exceptions près, ses prédécesseurs philosophes et socialistes ; c'est surtout sur Marx et sur Lassalle qu'il déversa à flots sa colère. Pourtant les sociaux-démocrates sur lesquels Dühring gagna une certaine influence par ses discours et ses écrits n'étaient pas les plus mauvais ; aussi valait-il mieux chercher à le comprendre que se contenter de fulminer contre lui, comme lui-même de son côté avait fulminé contre Marx et Lassalle. Indubitablement Dühring possédait de grandes capacités. À la différence des socialistes de la chaire, il rejetait tout socialisme qui n'abolissait pas complètement le salariat,

il recommandait la législation sur les fabriques et surtout l'organisation syndicale, mais seulement comme moyen menant au but, et il représentait un radicalisme politique qui voyait ses modèles dans Byron et Shelley, dans Marat et Babeuf et dans les hommes de la Commune. Il était fatal que la doctrine de Dühring exerçât une forte attraction précisément sur les éléments intellectuellement actifs de la social-démocratie, auxquels les écrits d'agitation de Lassalle ne suffisaient plus et qui n'avaient pas encore compris le *Capital* de Marx dans tout son enchaînement historique.

La vie de cet homme n'était pas non plus sans grandeur. Fils de fonctionnaire prussien, très tôt orphelin, élevé dans des orphelinats et des pensionnats, devenu complètement aveugle peu après son entrée dans l'administration judiciaire, à partir d'une situation accablante et oppressante il était parvenu à conquérir une libre conception du monde et s'y tenait fermement au milieu des plus durs combats pour les nécessités de la vie. En vérité, il ne connaissait concrètement que la situation de la Vieille-Prusse ; c'est pourquoi, avec toute l'énergie et la hardiesse de son travail intellectuel, il devait rester dans les hautes sphères, sans toutefois se détacher du douloureux résidu terrestre de ce recoin du monde arriéré qu'il avait autrefois vu de ses propres yeux. Dühring niait le socialisme spécifiquement prussien mais, en voyant dans la violence politique l'origine de toute servitude, il n'allait pas au-delà de lui. Sans connaissance de la société bourgeoise moderne, comme autrefois les grands utopistes il se rattachait à la littérature des Lumières de la bourgeoisie révolutionnaire, mais ainsi il tomba lui aussi dans l'utopie, dans la médiocre platitude de sa Commune du futur, par la description de laquelle il croyait dès maintenant avoir même dépassé Marx. Il parlait avec mépris des « objectifs de simple mangeaille » de la lutte de classe économique, et en cela les misérables mangeoires des chaires universitaires prussiennes jouaient le rôle le plus important dans sa pensée et ses polémiques. La même disproportion entre points de départ les plus mesquins et buts d'un flou utopique apparut d'une autre manière quand Dühring, dans sa querelle avec la clique officielle de l'université, atteignit une mégalomanie inquiétante, au point de vouloir finalement se présenter comme frayant de nouvelles voies dans toutes les sciences possibles, sans en pénétrer à fond ne serait-ce qu'une seule.

Dans ces conditions, l'influence croissante que Dühring gagnait dans le mouvement ouvrier révolutionnaire était assez inquiétante. Ce dont celui-ci avait précisément le plus besoin – la conception dialectique de l'Histoire – il ne pouvait surtout pas l'apprendre d'un homme qui, dans son système tel qu'il était maintenant, prétendait pour l'avenir proche en avoir terminé avec le développement scientifique. En vérité la social-démocratie était devenue bien trop grande pour que Dühring puisse en

faire le marchepied de sa mégalomanie, mais il pouvait bien à nouveau susciter une confusion fatale, dans ce parti qui venait tout juste de s'unifier. Engels fit front à ce danger dans une série d'articles qui parurent dans le *Vorwärts* dès le début de 1877. Ils mettaient en lumière le système de Dühring sous les aspects les plus divers et, en faisant l'analyse critique de Dühring, appliquaient le matérialisme dialectique dans l'histoire et la nature à une série de grands problèmes.

Ce que Dühring avait proféré contre Marx et Lassalle n'avait rien été d'autre qu'une collection d'invectives, agrémentées de quelques désaccords dont on pouvait avec raison mettre en doute la bonne foi. Aussi Engels se dispensa-t-il de tous égards envers Dühring, égards qui, comme le disait Engels non sans raison, auraient de toute façon été le plus mortel des affronts pour un homme ayant de telles prétentions. Dühring était pour Engels un des « *types les plus représentatifs de cette pseudo-science tapageuse, qui dans l'Allemagne d'aujourd'hui se pousse partout au premier plan et couvre tout du fracas de sa camelote extra* ». Engels ne cachait pas que depuis peu le socialisme allemand lui aussi faisait pas mal dans la camelote extra ; il ressort de plus d'un passage de ses articles que Marx et lui avaient abandonné les hypothèses erronées à partir desquelles Marx avait rédigé sa lettre-programme[1]. Ils avaient répondu par un silence impassible à des critiques plus graves que ne l'étaient en fin de compte les diatribes de Dühring ; si Engels cette fois-ci passa à l'attaque, c'est qu'il s'agissait pour lui de tout autre chose que de la personne de Dühring, qui de toute façon se retrouva très vite hors circuit.

Les articles d'Engels paraissaient encore dans le *Vorwärts*, quand la clique officielle de l'université, que les bons côtés de Dühring hérissaient depuis longtemps, réussit à paralyser l'adversaire détesté en le faisant passer devant une sorte de tribunal d'Inquisition. Sous des motifs cousus de fil blanc, Dühring fut chassé de sa chaire. Ses partisans sociaux-démocrates prirent courageusement fait et cause pour lui et déclenchèrent un intense mouvement étudiant, le dernier en Allemagne à avoir su s'élancer sur le terrain des idées. Mais Dühring lui-même se rendit insupportable en se présentant désormais ouvertement comme fondateur de secte et en revendiquant l'autorité infaillible d'un chef de secte. De ce fait, c'en était fini pour toujours de son influence sur le mouvement ouvrier révolutionnaire.

À l'inverse, la polémique qu'Engels mena contre lui est aujourd'hui encore vivante et opérante. Dans la forme achevée qui est la sienne, elle a ouvert le communisme scientifique à la compréhension du proléta-

1 Comme on l'a vu, il s'agit du programme de Gotha

riat allemand puis international ; une riche littérature est née d'elle et se fonde sur elle. Aussi précieux que furent ses résultats positifs, dont la force de conviction emporta en grande partie l'adhésion même de la science bourgeoise par ailleurs si butée, son importance historique résidait cependant dans le fait qu'elle aida, par la leçon et le modèle, à donner droit de cité à la pensée dialectique. Avec ce pamphlet, Engels donna à la social-démocratie allemande exactement ce dont à ce moment elle avait besoin, comme du pain quotidien ; il donna une impulsion qui devait être à sa façon tout aussi importante et efficace que l'impulsion qu'avait donnée, une demi-génération plus tôt, la *Lettre ouverte* de Lassalle.

L'accueil un peu hargneux du parti montre peut-être de la manière la plus frappante combien cette publication était nécessaire. Most et d'autres avaient bonne envie de lui fermer le *Vorwärts* et de faire passer Engels devant un tribunal d'Inquisition du même genre que celui devant lequel la clique universitaire officielle avait fait passer Dühring. Heureusement, le congrès de 1877 ne s'embarqua pas dans cette affaire. Il décida seulement, pour des raisons pratiques d'agitation, de poursuivre la publication de cette polémique purement scientifique, non pas dans son journal principal, mais dans un supplément scientifique de l'organe central. En vérité, les paroles méchantes ne manquèrent pas. Neisser prétendait excuser le *Vorwärts* en affirmant que la rédaction n'avait pas eu les forces suffisantes pour examiner convenablement le travail d'Engels, et Vahlteich, de cette manière arrogante qui avait déjà excédé Lassalle, déclarait que le ton qu'Engels avait pris devait forcément conduire à une aberration du goût et rendre immangeable la nourriture intellectuelle du *Vorwärts*.

Dans l'été 1878, le pamphlet achevé fut édité à part en un livre. Juste au moment où un sombre mur d'orage obscurcissait l'horizon politique, s'allumait la tranquille lumière rayonnante de ce phare.

Chapitre VI

La loi contre les socialistes

Entre-temps, avec une obstination tenace, Bismarck avait poursuivi ses plans de finances, d'impôts et de douanes. Avec les élections de 1877, il pouvait même enregistrer un premier succès. Les nationaux-libéraux perdaient environ vingt mandats, qui revinrent à la fraction conservatrice ; la tendance libre-échangiste avait été un peu affaiblie et la tendance protectionniste un peu renforcée. Toutefois il n'était pas encore possible de constituer au Reichstag une majorité protectionniste, les conservateurs et les ultramontains ensemble ne constituaient toujours qu'une minorité, et Bismarck devait poursuivre ses efforts pour amadouer les nationaux-libéraux, ce qui de toute façon était pour lui le plus commode.

Il est inutile d'énumérer les tentatives qu'il fit à cet effet : menaces de démission, retraite boudeuse sur ses terres, etc. Les pourparlers décisifs entre Bennigsen et lui eurent lieu à Varzin, à Noël 1877, et échouèrent. Bennigsen à cette époque n'en était pas encore là où ses successeurs en sont aujourd'hui. Ce que Bismarck offrait était à ses yeux trop peu et ce que Bismarck exigeait était à ses yeux beaucoup trop. Les nationaux-libéraux pourraient sans doute placer un ou plusieurs figurants au ministère, mais devraient en échange approuver le monopole du tabac et un paquet de taxes financières, sans « garantie constitutionnelle », sans assurance du droit pour le Parlement à voter le budget, droit sévèrement réduit de ce fait ; ils obtiendraient de participer en apparence au pouvoir politique mais ils devraient renoncer en grande partie à y participer réellement, dans la mesure où ils y participaient encore. Ils trouvaient tout de même qu'on leur en demandait beaucoup trop, et cela d'autant plus que l'intimité croissante de Bismarck avec les junkers de l'est de l'Elbe leur donnait depuis longtemps des inquiétudes sur leur nature de héros « semblables aux dieux »[1].

Dans la session du Reichstag qui s'ouvrit en février 1878, les contradictions s'accentuèrent encore considérablement. Bismarck réclama ouvertement le monopole du tabac ; Camphausen, qui s'était beaucoup trop cramponné à son portefeuille ministériel, dut sauter ; des nul-

1 Mehring brocarde ici les représentants du parti libéral qu'il a déjà appelés « les héros en Chambre » s'aplatissant devant Bismarck. L'ironie porte sur la comparaison avec les héros d'Homère, « semblables aux dieux ».

lités féodales comme le comte Stolberg-Wernigerode ou d'incolores bureaucrates comme Hobrecht s'assirent sur les fauteuils ministériels que Bennigsen avait dédaignés. Vers Pâques, la presse officieuse tint un langage qui ne laissait aucun doute sur le fait que Bismarck qui, atteint d'une maladie réelle ou diplomatique, s'était retiré à Friedrichsruh, ne guettait qu'une occasion pour dissoudre le Reichstag et, au moyen d'un quelconque « plébiscite », se constituer un Parlement qui lui apporterait quelques centaines de millions en nouveaux impôts et en même temps, avec un courage suicidaire, amputerait ses propres droits.

Pour Bismarck, avec sa haine ancienne et toujours inassouvie des socialistes, il était naturel de penser au spectre rouge comme à un excellent rabatteur dans sa chasse aux sous du peuple. Mais si en cela il avait encore eu besoin d'une impulsion, elle lui fut donnée par le Parti du Progrès, qui à cette époque avait pris la tête de la traque aux socialistes dans les rangs bourgeois. Ses chefs les plus âgés et au demeurant les plus avisés étaient morts et c'était le vaillant Eugen Richter qui était maintenant aux commandes. Avec un peu de bienveillance, on pouvait accepter comme excès maladif mais non dangereux que cet éminent penseur traite la social-démocratie de « placenta de l'État policier », ou qu'il dise que personne n'avait besoin de lire le *Capital* de Marx, dans lequel on se contentait de démontrer que le capitalisme avait son revers de la médaille, tant que les hommes n'étaient pas des anges. Seulement Eugen Richter, au nom de son parti, déclarait aussi textuellement que le combat contre les partis réactionnaires était un combat secondaire, mais que le combat contre la social-démocratie était le combat principal et donnait le mot d'ordre : « *Plutôt Lucius que Kapell !* » La *Volks-Zeitung* en effet n'avait pas réellement demandé, mais seulement émis l'hypothèse qu'à l'occasion d'une élection complémentaire à Erfurt, s'il y avait ballottage entre le bismarckien Lucius et le social-démocrate Kapell, les voix progressistes se porteraient nécessairement sur Kapell et contre Lucius ; là-dessus, non seulement tous les autres journaux progressistes fondirent sur l'enfant terrible, mais encore le comité électoral central progressiste entra solennellement en scène pour expliquer que l'hypothèse de la *Volks-Zeitung* contredisait toutes les traditions sacrées du parti. Ces traditions séchèrent les derniers restes de sang dans les veines de l'opposition bourgeoise et le dernier reste de moelle dans ses os.

1. L'agitation sociale-chrétienne

Ainsi, l'agitation sociale-chrétienne, qui à peu près à cette époque fit irruption à grand fracas sur la scène publique, pouvait essayer de lui

damer le pion, bien qu'elle fût à peu près aussi fichtrement habile que la politique progressiste.

Le socialisme chrétien du 19e siècle a deux racines historiques. Ou bien il est l'effet secondaire du communisme ouvrier spontané qui, pour ce qui est de la forme théorique, se rattache au matériau de pensée qu'il connaît bien, exactement comme les grands utopistes se sont rattachés au matériau de pensée des Lumières qu'ils connaissaient bien. Dans les tout débuts de son combat d'émancipation, le prolétariat moderne se remémore volontiers le christianisme primitif, et les formes historiquement les plus importantes du communisme ouvrier spontané, qui sont liées aux noms de Cabet et de Weitling, avaient toutes deux une coloration religieuse. Sauf que, régulièrement, ce vernis s'estompe très vite ; plus les masses prennent clairement conscience du contenu prolétarien de leur mouvement, plus elles brisent impitoyablement sa forme patriarcale.

Ou bien le socialisme chrétien prend naissance dans les classes possédantes et il est un phénomène qui accompagne le socialisme féodal. C'est pourquoi il n'a pas besoin d'être de prime abord un bluff conscient. Des idéologues religieux peuvent croire en toute sincérité pouvoir aider par la voie religieuse les pauvres et les déshérités. Mais dans tous les cas cette forme du socialisme chrétien est elle aussi condamnée à n'avoir qu'une existence brève ; chez elle, le contenu réactionnaire brise très tôt la forme prolétarienne. Dans certains cas, elle combat très violemment l'exploitation capitaliste mais, dès qu'elle marche sur les orteils de l'exploitation féodale ou conteste l'exploitation en elle-même, elle doit capituler d'une manière ou d'une autre ; il ne reste à ses adeptes que le choix entre s'enfuir au désert ou bien faire amende honorable.

Le développement historique a eu pour conséquence que le mouvement ouvrier allemand n'a pas été longtemps importuné par le socialisme ouvrier chrétien, que ce soit sous la première ou sous la seconde forme. La philosophie classique, qui avait été accueillie avec tant de feu par les garçons artisans et par les ouvriers avancés, avait de bonne heure nettoyé leurs têtes de tout fantôme supraterrestre. Chez Weitling, le facteur religieux se présentait même déjà sous une forme franchement résiduelle, et la réaction d'avant 1848, avec son piétisme socialisant, n'eut pas la moindre prise sur la classe ouvrière. Quand le mouvement ouvrier se releva au début des années 1860, il se montra parfaitement indifférent envers toutes les questions religieuses. Seuls les eisenachiens se déclaraient par moment partisans théoriques de l'athéisme ; Bebel une fois fit au Reichstag profession d'athéisme dans le domaine religieux, tout comme de républicanisme dans le domaine politique et de communisme dans le domaine économique, et le congrès de Mayence en 1872 refusa

certes une proposition des délégués de Munich faisant obligation aux membres du parti de quitter l'Église nationale, mais leur recommanda de sortir formellement des communautés paroissiales après avoir de fait rompu avec toute confession religieuse en acceptant le programme du parti.

Cependant, le fait justement qu'ils s'occupaient de très près des problèmes philosophiques et religieux enseigna aux eisenachiens combien les questions économiques avaient complètement supplanté les questions religieuses. Le livre de David Strauss sur l'ancienne et la nouvelle foi prêchait dans sa première moitié l'athéisme le plus résolu, mais dans sa deuxième moitié le patriotisme le plus réactionnaire à l'égard du Reich. Bruno Bauer publiait ses recherches révolutionnaires sur l'origine du christianisme dans la revue principale des manchestériens, fondait avec Faucher le *Post* (Le Courrier), organe de Strousberg, et en même temps écrivait pour la *Berliner Revue* de Rudolf Meyer les *Panoramas politiques*. Le philosophe à la mode von Hartmann prédisait « l'autodestruction du christianisme » et faisait partie en même temps de ceux qui traquaient les socialistes avec le plus de haine. Et la même chose valait pour presque tous les darwinistes allemands. Bref, il apparaissait chaque jour plus nettement que les luttes de classe économiques n'avaient plus besoin d'un habit religieux ; cela était une conséquence facilement explicable de la grande industrie, qui est impossible sans une domination étendue sur la nature, et donc aussi sans une destruction profonde de toutes les représentations surnaturelles.

Dans le programme de Gotha, cette conclusion trouvait une expression à demi-inconsciente encore, mais pour cela précisément très vigoureuse. Le projet initial revendiquait la « liberté de conscience », mais ensuite, dans la rédaction définitive, cette formule avait été remplacée par « la religion déclarée affaire privée », d'abord pour la raison toute simple qu'il fallait préciser plus clairement cette notion, précision qui paraissait tout à fait nécessaire à une époque où le gouvernement prussien aimait à se poser en champion de la « liberté de conscience » face à la Curie romaine. Cependant « la religion déclarée affaire privée » fut aussitôt transposée dans la pratique avec le sens que, pour la lutte de classe prolétarienne aussi, la religion était une affaire privée. Dans la mesure où la religion sert d'instrument de pouvoir aux classes dominantes, la lutte contre elle était contenue dans d'autres points du programme, par exemple dans celui qui demandait qu'on abolisse toutes les lois interdisant la liberté de pensée et d'examen, ou qui demandait que l'État prenne l'école en main. Mais on avait de moins en moins de motifs de combattre la religion en tant que telle, car chaque jour montrait non seulement que le combat contre le

dernier des gendarmes prussiens demandait un courage plus grand que le combat contre le bon Dieu – combat que les philistins les plus racornis menaient en toute quiétude – mais aussi que tout le rideau de fumée religieux encore existant n'empêchait absolument pas l'éveil de la conscience de classe prolétarienne.

En vérité, le *Kulturkampf* avait mis bien des bâtons dans les roues du mouvement ouvrier, en renforçant le lien entre les ouvriers catholiques et les prêtres persécutés de leur Église. Mais si cela apportait la preuve que la lutte contre les idées purement religieuses était une arme stérile et à double tranchant, on voyait aussi depuis le milieu de la décennie que le développement de la grande industrie et l'accentuation de l'antagonisme de classe entre capitalistes et prolétaires qui en est inséparable mettaient fin à l'idéologie religieuse bien plus radicalement que tous les discours. Là où les entrepreneurs catholiques et les ouvriers catholiques se faisaient face directement, là donc où il était exclu qu'on puisse détourner la rébellion prolétarienne au profit des capitalistes « libéraux » et « protestants », se dévoilait le caractère démagogique du socialisme catholique, et la bourgeoisie ultramontaine ne se montrait en rien meilleure que la bourgeoisie libérale. Aix-la-Chapelle, la grande ville rhénane de fabriques, fut le lieu classique de cette métamorphose. Dans cette ville où les « capitalistes libéraux » n'étaient qu'en nombre infime, la lutte entre les exploiteurs catholiques et les exploités catholiques s'accentuait d'année en année, tandis que l'Église catholique montrait que, dès qu'il fallait en découdre, on la trouvait du côté des classes dominantes. La résistance que tentèrent les vicaires Cronenberg, Laaf, Litzinger, ce sont leurs supérieurs ecclésiastiques tout autant que les fabricants avides de profits qui l'écrasèrent. Les uns, comme Laaf et Litzinger, durent faire amende honorable, les autres, comme Cronenberg, furent poussés vers le désert. Mais, les écartant de sa route, le socialisme révolutionnaire fit son entrée dans la vieille ville impériale.

Le clergé protestant, entièrement dépendant de l'État, était d'emblée condamné à jouer vis-à-vis du mouvement ouvrier un rôle beaucoup plus modeste que le clergé catholique. Le congrès dit *« des bigots »*, qui siégea à Berlin en 1871, s'était laissé amuser par un discours embarrassé d'Adolph Wagener qui marchait sur des œufs en parlant de la question sociale, sans qu'il en sorte d'ailleurs quoi que ce soit ; et les efforts de Rudoph Meyer n'eurent pas non plus de succès particulier, lui qui, beaucoup plus confus sur ce point que son maître Rodbertus, voulait mobiliser le clergé protestant pour les buts du socialisme agraire. Aux ecclésiastiques qui montraient un peu de bonne volonté, on fit d'en haut « signe que non », comme l'un d'eux disait à Rudolph Meyer. Bismarck était un

homme d'affaires beaucoup trop pratique pour donner une valeur particulière au vernis religieux passé sur les méthodes d'exploitation ; il ne voulait pas non plus avoir de « *Zentrum protestant* », qui pouvait peut-être contrecarrer sa position de maire de palais. Il s'était depuis longtemps fermé aux efforts de Rudolph Meyer et de Wagener pour le gagner à une législation sérieuse sur les fabriques ; puis quand Rudolph Meyer, dans un pamphlet incendiaire débordant d'amères vérités, se lança contre le système de corruption capitaliste en une violente attaque que Bismarck ne voulait pas tolérer, cet ouvrage fut immédiatement saisi et son auteur traduit devant les tribunaux. Rudolf Meyer préféra l'exil à la dure peine de prison qu'un tribunal complaisant lui colla sur le dos.

Cependant, il avait gagné à lui quelques ecclésiastiques protestants, en premier lieu Rudolf Todt, pasteur dans la province de la Marche, qui en 1877 se fit connaître par un important ouvrage sur le socialisme allemand radical et la société chrétienne. Todt était un homme foncièrement honnête, de surcroît un esprit bien fait et un travailleur acharné, de même que son livre était une œuvre très respectable, surtout compte tenu qu'il venait d'un presbytère de province à l'écart du monde. Il montrait une vaste compréhension de la conception sociale-démocrate du monde et, tout à fait à son avantage, il se distinguait en cela des mesquines finasseries avec lesquelles les héros libéraux de la plume cherchaient à esquiver les idées décisives. Todt déclarait que les buts économiques et, jusqu'à un certain point aussi, les buts politiques de la social-démocratie étaient incontestables d'un point de vue chrétien ; il n'y a que son athéisme qu'il rejetait absolument. Or là-dessus, en vérité, on ne pouvait bâtir aucune agitation politique et sociale contre la social-démocratie, mais Todt ne voulait pas non plus être un agitateur politique et social. Dans l'esprit de son livre, il se limita à fonder l'Association centrale pour la réforme sociale avec pour organe le *Staats-Socialist* (Le Socialiste d'État), un hebdomadaire qui traitait essentiellement de questions théoriques.

Tout autre était le prédicateur de cour Stoecker, que Rudolf Meyer avait également inspiré, mais que sa sécheresse de ton lassa très vite. Stoecker n'avait pas la profondeur de Todt ni sa soif de vérité, mais en revanche il possédait toutes les qualités pour devenir un démagogue à succès : vigoureux bon sens, vivacité effrontée de pensée et de parole, bonne humeur inaltérable, que les contrariétés les plus graves étaient incapables d'entamer. Bien que, pour affirmer et réfuter des faits, il eût cette heureuse légèreté qui est le propre du véritable démagogue, Stoecker n'était pas du tout le monstre de duplicité que, par calcul rusé, la presse libérale voulait faire de lui ; comparé à un Eugen Richter, il pouvait encore passer pour un modèle d'amour pour la vérité. Et même ce n'était pas tout à fait faux

quand ses admirateurs l'appelaient « le deuxième Luther » ; sauf qu'il lui manquait ce qui malgré tout avait fait de Luther une grande figure historique : vivre une période révolutionnaire.

L'agitation sociale-chrétienne que Stoecker inaugura en 1878 était taillée sur mesure en faveur des intérêts des classes dominantes, et d'elles seules. À dire vrai, Stoecker n'a jamais compté parmi les protégés de Bismarck et sa toute première apparition sur la scène politico-sociale laissait percevoir une pointe contre Bismarck ; il commença sa campagne contre la social-démocratie, prétendue fille du libéralisme, au moment même où Bismarck négociait avec Bennigsen des candidatures de ministres nationaux-libéraux. Stoecker visait à la domination de l'orthodoxie luthérienne dans l'Église, qui était en relation étroite avec la domination de la royauté absolue et des junkers féodaux dans l'État ; mettre la classe ouvrière au service de ces forces était le but de son agitation sociale-chrétienne. Toute conception plus profonde des luttes de classe économiques lui était étrangère ; il s'était constitué son programme ouvrier en puisant aux sources du socialisme agraire et de la social-démocratie, aux sources du social-catholicisme et des corporations ; il n'était pas du tout gêné de proclamer que la protection ouvrière légale et le protectionnisme qui pillait les masses étaient une seule et même merveille. Todt se tint à l'écart de ces menées, et Rudolf Meyer se moqua encore plus ouvertement d'un pareil « avorton » de socialisme chrétien.

Les moyens employés par Stoecker pour agir en particulier sur l'empereur octogénaire étaient tout à fait dignes de son noble but. Il engagea quelques fruits véreux tombés de l'arbre social-démocrate et avec leur aide convoqua une assemblée populaire pour le 3 janvier 1878 à la Eiskeller, avec à l'ordre du jour la fondation d'un parti ouvrier social-chrétien. Comme il l'avait espéré et souhaité, 2 000 à 3 000 ouvriers sociaux-démocrates s'y rendirent, pour voir un peu la chose de près, et on en vint à une vive joute oratoire entre Most et Stoecker, qui se poursuivit ensuite dans plusieurs autres assemblées populaires. C'était un coup de chance, utilisé non sans habileté par Stoecker, qu'il tombât sur Most, dont l'ardeur irréfléchie trouvait grand plaisir à ce genre de joutes oratoires et spectaculaires, et qui dans une de ces assemblées populaires se laissa même aller – et cela en contradiction avec la tactique générale du parti – à mener une agitation pour une sortie en masse de l'Église officielle. Elle se perdit quasiment dans les sables, non parce que les ouvriers étaient attachés à l'Église, mais pour la raison inverse, parce que les ouvriers étaient devenus bien trop indifférents à l'égard de l'Église pour prendre encore la peine de formaliser leur sortie, avec tous les embêtements qui y étaient liés. Mais Stoecker se hâta d'utiliser à son profit cet apparent échec d'une

attaque sociale-démocrate et par ailleurs sut battre du tambour comme il se doit. Bien que Rudolf Meyer eût parlé à plusieurs reprises devant des ouvriers berlinois et que le pire qui menaçait les orateurs conservateurs dans les assemblées populaires sociales-démocrates fût peut-être d'être tournés en dérision, Stoecker joua au chevalier sans peur et sans reproche, qui osait pour la première fois pénétrer dans l'antre du lion et, dans une lettre publique, gonfla la banale déclaration de Most : « *Mettez-vous en règle avec le ciel, votre dernière heure a sonné* », en la présentant comme un appel au meurtre. L'empereur, décrépi et sénile, était aussi très réconforté par ce « briseur de lances » et, en sa qualité d'évêque suprême de l'Église protestante officielle, aida les ardents apôtres luthériens à se redresser sur leurs jambes qui s'étaient quelque peu engourdies pendant le *Kulturkampf*.

Mais naturellement le prolétariat conscient ne marcha pas dans l'agitation sociale-chrétienne de Stoecker. La direction du Parti social-démocrate au contraire serra la bride à Most et empêcha la poursuite des duels oratoires qui semblaient donner aux menées de Stoecker une importance qu'elles n'avaient nullement en réalité. Lorsque les ouvriers ne s'en soucièrent plus, la bulle sociale-chrétienne éclata aussitôt. Stoecker n'attira plus désormais que le lumpenprolétariat de toute espèce, qui reniflait chez lui les marmites bien pleines qu'il n'y avait pas chez la social-démocratie, et dans cette société sulfureuse couvait aussi une mèche soufrée que Bismarck guettait pour allumer ses mines.

2. Les attentats et la terreur blanche

Le 11 mai 1878, sur l'avenue berlinoise Unter den Linden, le compagnon ferblantier Hödel tira quelques coups de revolver juste au moment où l'empereur passait en calèche découverte. Quand cet homme, totalement déchu mais loin d'être suicidaire, affirmait qu'il avait voulu se brûler la cervelle pour attirer l'attention de l'empereur sur la misère des masses, c'était sûrement faux, seulement on ne pouvait pas davantage le croire quand il affirmait qu'il avait voulu atteindre et tuer l'empereur. Le revolver de Hödel était un de ces engins à tirer dans les coins ; selon le témoignage d'un armurier de la cour assermenté comme expert, son canon n'était pas droit et, à neuf pas, tirait un pied trop haut et un pied trop à gauche.

Hödel lui-même n'avait rien d'un fanatique politique. Déjà une épave humaine à 20 ans, il portait sur lui les meurtrissures et les blessures dont la société bourgeoise punit toujours ces malheureux qui ne sont pas invités à sa table. Enfant illégitime, atteint de syphilis héréditaire, déjà tout jeune passé au fouet comme pickpocket et enfermé comme vagabond

dans un établissement de correction, placé ensuite chez un maître ferblantier comme chair à exploiter sans défense, tous les jours de sa vie il avait été partout rudoyé et partout cogné. Malade de corps et d'esprit, il ne possédait pas l'énergie pour devenir un révolutionnaire et luttait par l'escroquerie et la fainéantise contre les puissances hostiles qui le rabaissaient à une existence à demi bestiale. Il n'y avait plus moyen de le sauver quand à Leipzig, où sa mère était blanchisseuse et son beau-père savetier, il tenta de rejoindre les rangs du mouvement social-démocrate. Ses habitudes de sous-prolétaire le rendirent bien vite insupportable au sein du prolétariat conscient et, après que les camarades du parti de Leipzig se furent débarrassés de lui en mars, le 9 mai il avait été expulsé du Parti social-démocrate par une décision expresse du comité électoral central de Hambourg. Dans l'intervalle, Hödel avait joué les « anarchistes purs et durs » et était entré en relation avec le compositeur-typographe Werner, l'un des deux ou trois partisans de Bakounine en Allemagne ; ensuite il avait fait des révélations à Sparig, le chef local des nationaux-libéraux de Leipzig, qui le récompensa en espèces pour ses supposées « révélations » sur le Parti social-démocrate ; et enfin la claironnante réclame de Stoecker l'avait attiré à Berlin où du reste, encore une fois, il essaya de prendre contact avec les sociaux-démocrates, mais seulement pour se voir une fois encore montrer la porte sans équivoque.

Ainsi, auprès de la social-démocratie, Hödel avait trouvé à maintes reprises un accueil inhospitalier, tandis que l'anarchiste aux idées confuses, le patriote national-libéral du tant-pour-cent et le prédicateur de cour social-chrétien l'avaient accueilli à bras ouverts. Quoi qu'il en soit, il serait injuste de coller à ce pauvre type tombé dans la déchéance une tendance politique quelconque, aussi dévoyée qu'elle puisse être. En tentant de se rapprocher de partis politiques, Hödel n'avait pour but que de s'assurer l'existence la plus agréable possible, et justement c'est cela que visaient ses coups de revolver sur l'avenue Unter den Linden. C'était un délit grave, par lequel Hödel voulait se rendre intéressant dans l'espoir d'en retirer toute sorte de choses ; lorsqu'il fut arrêté, il n'avait plus un pfennig en poche. La farce a mal tourné pour ce pauvre hère, mais jusqu'aux marches de l'échafaud, qu'il gravit avec quelque courage, il a nié avoir tiré sur l'empereur et, si cela n'avait pas été vrai, cela aurait eu d'autant moins de sens que Hödel, à l'image d'Érostrate, était assez vaniteux pour se pavaner dans le rôle « d'homme de l'attentat contre Sa Majesté ».

Mais, même si on voulait admettre que Hödel avait attenté aux jours de l'empereur, cet attentat était la tentative de meurtre d'un idiot, faite avec des moyens idiots, dont la place n'était ni sur l'échafaud ni même seulement en établissement pénitentiaire, mais en maison de fous. Toutes

les manifestations orales et écrites de Hödel montrent de manière tangible qu'il était aussi irresponsable juridiquement que moralement, et sans l'ombre d'un doute ce fait aurait aussi été établi médicalement, si le gouvernement n'avait refusé tout net à Virschow de lui livrer la tête du supplicié pour un examen anatomique. Tout ce que le procès intenté à Hödel devant la cour de justice de l'État démontrait à chacune de ses phases c'était que, pour le condamner à mort, le gouvernement voulait à tout prix le présenter comme un coupable sérieux, depuis le réquisitoire violemment tendancieux jusqu'à la défense extrêmement faible et jusqu'au verdict plein de contradictions, qui jugeait que « cet homme détruit physiquement et intellectuellement » était pourtant suffisamment responsable de ses actes.

En tout cas cet attentat, en admettant que c'était réellement un attentat, était l'un des attentats les plus pitoyables du siècle. Cependant le byzantinisme qui ravageait les classes possédantes depuis la guerre franco-allemande en fit une affaire majeure et une affaire d'État ; la canaille patriotique alla en cortège devant le palais de l'empereur et chanta : *Maintenant remerciez tous Dieu* ; l'empereur lui-même, qui dans un premier temps ne voulait pas croire non plus à un attentat, se laissa ensuite convaincre qu'il avait échappé à un terrible danger et déclara qu'il fallait maintenir le peuple dans la religion pour éviter de telles atrocités. Parmi les journaux bourgeois, seuls quelques-uns gardèrent la tête froide, la plupart délirèrent en chœur, comme par exemple la *National-Zeitung* : « *Quel fait décisif, lourd de conséquence, a éclaté aujourd'hui au-dessus de la tête du monde qui ne se doutait de rien ! Que le pistolet s'élève ou s'abaisse un peu plus, de façon imperceptible* », et suivait une longue litanie sur l'air : toute l'histoire du monde aurait été chamboulée si l'empereur n'avait pas été sauvé « si miraculeusement ». Après la presse politique, la presse littéraire s'y mit aussi. Elle remplit des numéros entiers de descriptions de « l'attentat » et immortalisa le « coupable de l'attentat » en de splendides gravures telles qu'elle n'en consacrait pas habituellement à des immortels ordinaires. Naturellement au travers de tout ce paroxysme perçaient des dénonciations plus ou moins hargneuses contre la social-démocratie, supposée nourrice de Hödel. On comprendra que la presse sociale-démocrate n'ait eu à opposer à ces stupidités que ce qu'elles méritaient : persiflage et sarcasme mordant. Ce n'était absolument pas de sa faute si une psychose de l'attentat était artificiellement cultivée dans cette société qui cultivait tant d'existences perdues. Cette folie bourgeoise n'avait même pas l'excuse d'une pitoyable naïveté. L'histoire anglaise et française offrait suffisamment d'exemples avertissant que les attentats ont un effet contagieux, et trois fois contagieux, quand le criminel, fût-il même un pauvre

bougre comme c'était le cas de Hödel, est célébré avec tous les honneurs dus à Lucifer.

Quant à Bismarck, il vit dans cet incident tragicomique le côté pratique et démagogique bien plus que le côté pathétique et sentimental, et dès qu'il apprit la nouvelle des coups de revolver de Hödel, il télégraphia immédiatement de Friedrichsruh : lois d'exception contre la social-démocratie ! Quelques jours après, le torchon était fin prêt, commis par Bucher, aux dires de son biographe officieux. En six paragraphes il supprimait pour la social-démocratie la liberté de presse et d'association, pour autant qu'il en restait encore pour ce parti. Le Bundesrat reçut le pouvoir d'interdire « imprimés et associations qui poursuivent les buts de la social-démocratie », cependant le Reichstag conservait le droit de lever « à sa prochaine session » les interdictions prononcées. La durée de la loi était limitée à trois ans.

Au Bundesrat déjà ce projet avait rencontré une certaine opposition, au Reichstag il était d'emblée sûr qu'il serait refusé. Lors de la discussion qui eut lieu les 23 et 24 mai, seules les deux fractions conservatrices votèrent pour. Leur rapporteur principal était Moltke, qui étala tous les lieux communs éculés sur le « partage des biens » prôné par les socialistes et exalta « la pauvreté et la misère » comme « éléments inéluctables » de « l'ordre du monde voulu par Dieu ». Les autres partis bourgeois appréhendaient encore de transmettre avec autant de légèreté les pleins pouvoirs dictatoriaux à la police. Les nationaux-libéraux qui étaient les premiers concernés, malgré toutes leurs contorsions byzantines, savaient très bien que l'attentat de Hödel avait été la blague de gamin *« d'un mauvais sujet, d'un jeune vaurien »*, comme disait Bennigsen ; l'échec des négociations de Varzin les avait rendus ombrageux et, « dans les confuses conditions ministérielles actuelles en Prusse et dans le Reich », ils ne voulaient pas de la dictature de ce gouvernement. Selon Bennigsen, on n'avait le droit de concéder un tel pouvoir que si on savait qui l'exerçait, et on devait s'en tenir d'autant plus fermement à ce principe quand on ne voyait aucun danger exigeant une dictature. L'orateur national-libéral trouva bien des formules heureuses ; il voulait maintenir les libertés bourgeoises sur le terrain du droit égal pour tous, et il protestait contre les mesures d'exception qui toucheraient des centaines de milliers de concitoyens allemands. En vérité, sous la toge ondoyante de son éloquence solennelle, Bennigsen ne pouvait cacher tout à fait son pied fourchu réactionnaire ; il trouvait – ce qui peut paraître incroyable – que la législation existante n'avait pas encore été exploitée jusqu'à l'extrême limite du tolérable contre la social-démocratie et il se déclara prêt à combler ses lacunes éventuelles sur le terrain du droit commun.

Naturellement, les ultramontains se méfiaient encore beaucoup plus de la dictature policière que les nationaux-libéraux ; dans la mesure où ils étaient eux-mêmes sous le coup de lois d'exception, ils ne pouvaient absolument pas applaudir tout de suite des deux mains à la législation d'exception contre un autre parti. Pour le Parti du Progrès, c'est Eugen Richter qui parla, de la même façon que Bennigsen, mais avec bien plus de mesquinerie et de criaillerie. Alors que Bennigsen avait manifesté tout de même une certaine compréhension historique de la social-démocratie, l'orateur progressiste voyait en elle « fondamentalement et pour l'essentiel une création » du gouvernement prussien ; il reprochait à la police de ne pas utiliser habilement les lois sur la presse et les associations, que pourtant même Manteuffel avait considérées comme suffisantes pour maintenir l'ordre, et que lui aussi, ce grand héros de la liberté, considérait « comme parfaitement suffisantes, si elles étaient utilisées avec habileté ». Seulement, il ne se déclarait pas encore prêt à combler ses « lacunes », cela ne viendrait qu'un peu plus tard. Comme il le dit dans une déclaration lue par Liebknecht, le groupe parlementaire social-démocrate ne trouva pas « compatible avec sa dignité » de participer à ce débat, même s'il allait voter contre le projet « pour empêcher un attentat inqualifiable contre la liberté du peuple » ; cette tentative d'utiliser, avant même que l'instruction judiciaire soit close, l'acte d'un dément pour réaliser un coup réactionnaire préparé de longue date, et de mettre la « responsabilité morale » non prouvée de l'attentat contre l'empereur allemand sur le dos d'un parti qui condamnait le meurtre sous toutes ses formes et qui concevait le développement politique aussi bien qu'économique comme tout à fait indépendant de la volonté d'individus isolés, cette tentative se condamnait elle-même aux yeux de toute personne exempte de préjugés. Le projet du gouvernement fut rejeté par 251 voix contre 57. Les partis votèrent presque entièrement en bloc ; parmi les conservateurs-libres trois seulement passèrent à l'opposition, tandis que de l'opposition nationale-libérale se détacha un trio de professeurs : Treitschke et Beseler votèrent oui, tandis que Gneist s'abstint. Le jour même la session du Reichstag fut close.

À neuf jours de là, le 2 juin, la semence que la canaille patriote et les tireurs de ficelle politiques à la Bismarck avait semée donnait ses fruits : un être perdu, cette fois-ci issu des classes possédantes, un certain professeur Karl Nobiling, fils d'un régisseur de grand domaine, d'une maison sur l'avenue Unter den Linden tira avec un fusil de chasse sur l'empereur qui passait en voiture et le blessa grièvement. Avant que Nobiling pût être pris par la police, il s'était lui-même tiré une balle dans la tête et la première annonce authentique qui fut rendue publique à son sujet fut la

nouvelle de sa mort, qui eut lieu le 10 septembre. A-t-il entre-temps fait des déclarations, et lesquelles, sur son acte et les raisons de celui-ci ? Là-dessus le gouvernement s'est toujours soigneusement tu : preuve négative, mais convaincante, qu'il n'a pu découvrir ne serait-ce que la trace la plus ténue d'un lien entre Nobiling et la social-démocratie.

D'après ce qu'on a appris par ailleurs sur Nobiling, cet homme aussi vaniteux qu'incapable, de par ses dispositions et ses inclinations intellectuelles, se situait plutôt parmi les nationaux-libéraux « tueurs de socialistes ». Il était encore plus stupide que Hödel, comme le juge d'instruction le disait à un rédacteur ultramontain, et le médecin de prison qui l'examina écrivait dans une lettre à un collègue que, excité par une observation historique de Schiller sur les Capet français, Nobiling avait, selon ses propres affirmations, voulu tirer sur l'empereur parce que celui-ci se laissait diriger par d'autres au détriment du peuple et parce que le prince héritier gouvernerait de manière plus indépendante. Cette idiotie concorde avec le fait que Nobiling était héréditairement taré, et à cela s'ajoutait encore qu'il souffrait de la même maladie vénérienne que Hödel. Il n'avait pas réussi à se faire une place qui correspondît à ses prétentions et, quand il se trouva devant le néant, il ne voulut pas quitter le monde sans faire parler de lui, comme d'autres suicidés dont il avait dit un jour qu'il ne comprenait pas comment ils pouvaient s'en aller sans emmener avec eux un grand de ce monde. La gloire de Hödel montrait la voie à sa vanité, sauf que, grâce à son degré de culture plus élevé, il comprenait malgré tout le poids du ridicule qui était attaché à l'attentat de Hödel. Il s'en prémunit en mettant toute sa méchanceté à exécuter son plan d'assassinat.

Ce tir embusqué contre un homme de plus de 80 ans, qui politiquement était depuis longtemps au-delà de toute haine, suscita l'indignation dans les couches les plus larges de la population. La presse sociale-démocrate elle aussi fut loin de traiter ce second attentat aussi ironiquement qu'elle avait à juste titre traité le premier ; elle ne sous-estimait pas un seul instant la gravité de la situation qui avait été créée par les coups de fusil de Nobiling. Seul le « vassal de l'Électeur de Brandebourg », Bismarck, n'avait qu'une idée en tête : l'occasion était favorable pour exécuter un coup bonapartiste. Le soir même de ce jour où à midi les coups de feu de Nobiling étaient partis, l'Agence télégraphique officieuse envoya une dépêche, prétendument « officielle » mais dont le contenu montrait en réalité qu'elle était complètement inventée, d'après laquelle Nobiling, qui gisait avec une balle dans la tête, aurait dit au cours de son « interrogatoire par le juge » qu'il était favorable aux tendances socialistes, qu'il avait même assisté à plusieurs reprises à des réunions socialistes à Berlin

et qu'il rodait depuis huit jours déjà avec l'intention d'abattre l'empereur. Cette étincelle au milieu d'une foule en fermentation créa cette atmosphère enflammée, dont un poème disait avec justesse dans le *Vorwärts* :

> *Un peuple entier en proie à la haine et à l'aveuglement*
> *A les traits défigurés par une folie furieuse,*

et dont Guido Weiss dans la *Waage* écrivait en une épigramme encore plus mordante : *L'empereur est blessé, mais c'est la nation qui a la fièvre*.

Les députés et les organes de presse nationaux-libéraux déclaraient maintenant haut et fort qu'ils étaient prêts à approuver la loi d'exception demandée contre la social-démocratie. Mais ils trouvèrent devant eux un Bismarck qui faisait la sourde oreille. L'homme du siècle voulait justement « plaquer les nationaux-libéraux au mur jusqu'à ce qu'ils crient comme des gorets », et il exécuta ce programme avec l'absence de scrupules qui le caractérisait. Sous la régence que le prince héritier assurait, les mains liées, au nom de l'empereur alité, le maire du palais avait la voie peut-être encore plus libre qu'auparavant. Il vint facilement à bout de la résistance qu'il rencontra aussi bien dans le ministère d'État prussien qu'au Bundesrat et, dès le 11 juin, le Reichstag était dissous et les nouvelles élections fixées au 30 juillet. Pour la période électorale, Bismarck instaura un système de terreur blanche qui avait aussi pour but de rendre aveugles et fous de peur les petits-bourgeois excités, au point que, pleins d'un zèle fervent, ils se précipitent à l'abattoir. C'est encore une fois le Parti du Progrès qui se comporta de la manière la plus absurde ; il savait très bien ce que visait Bismarck, et le déclarait même ouvertement, mais il n'en essayait pas moins, dans ses intarissables invectives contre le prolétariat conscient, de surpasser encore les partis les plus réactionnaires.

Dénonciations et perquisitions, arrestations, dissolutions de réunions et saisies de journaux s'abattirent sur le Parti social-démocrate avec une violence jusque-là encore inégalée. On interdit le congrès du parti convoqué à Gotha, et également le congrès syndical convoqué à Magdeburg et ensuite à Hambourg. Usant de toutes les tracasseries imaginables, la police pressa les cabaretiers de ne plus ouvrir leurs salles pour les réunions sociales-démocrates ; quelques-uns des « motifs » entraînant la dissolution par la police de réunions ouvrières peuvent montrer avec quelle légèreté le droit de réunion des ouvriers, qui existait encore malgré tout, était foulé aux pieds : parce que l'allée centrale dans la salle n'était pas dégagée ; parce qu'une fenêtre était ouverte et que la réunion se tenait donc en plein air ; parce que des personnes se tenaient derrière une porte vitrée fermée et regardaient dans la salle, et que donc une vitre pouvait être défoncée ; parce que quelqu'un dans l'assistance avait crié « ridicule » pendant un discours ; parce que quelques personnes présentes avaient ri

des propos d'un orateur ; parce qu'un chien s'était égaré dans la réunion. Au royaume de Saxe, on prononçait systématiquement la dissolution de toute assemblée où il était fait mention des attentats. Quant à la liberté de la presse de la classe ouvrière, elle n'était pas logée à meilleure enseigne que sa liberté de réunion. Même quand les calomnies les plus abjectes la mettaient hors la loi, cette classe n'avait pas le droit de répondre coup pour coup au moyen de sa presse ; comme le sauveur de l'État Eugen Richter l'avait exigé, le sauveur de l'État Tessendorf punissait même d'un réquisitoire d'office chaque « offense » à personne privée. À Halle, on arrêtait immédiatement tout nouveau rédacteur du journal local du parti, si bien qu'en fin de compte il y avait en prison exactement autant de rédacteurs qu'il était paru de numéros du journal.

Le harcèlement économique du prolétariat conscient allait de pair avec le harcèlement politique. Treitschke hurlait comme un chaman en transe : « *Pourquoi nos grands entrepreneurs ne déclarent-ils pas qu'ils n'emploieront dans leurs usines aucun ouvrier participant aux menées sociales-démocrates ?* » De nombreux organes de la presse bourgeoise enfonçaient le même clou, et bientôt ils purent publier de longues listes de firmes qui s'engageaient à ne plus embaucher un seul social-démocrate. C'était surtout les firmes qui pendant les années de la spéculation s'étaient illustrées par leurs prouesses spéculatives ; les escrocs se mettent toujours en avant quand il s'agit de proscrire des gens honnêtes. Officiellement, cette noble procédure de proscription fut consacrée par un arrêté du ministre prussien du Commerce Maybach à l'adresse des chambres de commerce et d'industrie. Face à une telle violation des consciences, qui restait sans exemple dans l'histoire des peuples civilisés, les journaux sociaux-démocrates demandèrent aux ouvriers menacés de promettre tout et de ne tenir rien ; les entrepreneurs qui agitaient la menace de la torture par la faim n'avaient pas à s'étonner qu'on leur mente, à eux d'en supporter les conséquences. Il n'y eut jamais légitime défense plus inattaquable que celle conseillée dans ce cas par la presse ouvrière.

Mais non seulement dans l'histoire des peuples civilisés, mais même dans l'histoire de l'Empire byzantin, ces procès de lèse-majesté, au cours desquels le fanatisme patriotique écumait, étaient sans exemple. Une épidémie de délation, véritable fléau public, fit rage dans toutes les couches du peuple allemand, à l'unique exception du prolétariat conscient : à Munich le célèbre peintre Piloty dénonça Trettenbach, médecin septuagénaire de sa connaissance, en raison des propos qu'il avait tenus au cours d'une conversation privée sur le roi de Bavière atteint d'aliénation mentale ; à Berlin, dans les bas-fonds du sous-prolétariat, les voyous se dénonçaient à tour de bras. Cette répugnante peste s'infiltra jusqu'au sein même des

familles ; l'époux n'était plus sûr de son épouse, le père n'était plus sûr de son fils. Une astuce de prédilection des délateurs consistait, dans des réunions ouvrières ou dans les cabarets fréquentés par les ouvriers, à lancer soudain un vivat à l'empereur ; celui qui ne se levait pas ou qui ne se découvrait pas était livré à la police pour crime de lèse-majesté. Cela alla si loin que l'ambassadeur américain à Berlin pria le secrétaire d'État à Washington de mettre en garde contre toute discussion politique les citoyens américains qui se rendaient en Allemagne.

Un certain nombre de fonctionnaires et d'autorités en Allemagne eurent un sursaut de conscience et ils cherchèrent à endiguer ce flot immonde. Cependant sans succès notable ni surtout durable. Leonhardt, autrefois ministre de la Justice du Hanovre et à présent de Prusse, auquel l'élasticité de sa conscience avait permis de passer de Georges, le guelfe vaincu, à Guillaume, le Hohenzollern vainqueur, donna des directives aux procureurs d'État pour durcir les poursuites pour crime de lèse-majesté et, comme toujours en pareil cas, les tribunaux cédèrent à ces pressions. La tristement célèbre septième chambre du tribunal de la ville de Berlin condamna au cours de la seule journée du 8 juin, pour crime de lèse-majesté, sept personnes à vingt-deux ans et six mois de prison, parmi lesquelles un accusé fut condamné à deux ans et six mois parce que, rentrant chez lui en état d'ébriété, il avait marmonné pour lui tout seul : « *Guillaume est mort, il a cessé de vivre.* » À Brandebourg-sur-la-Havel, on condamna une femme à un an et six mois de prison parce qu'à la première nouvelle de l'attentat de Nobiling, elle avait déclaré : « *L'empereur au moins n'est pas pauvre, il peut se faire soigner.* » Pour un propos tout aussi anodin, un homme à Bonn s'en tira en première instance avec trois mois de prison, mais sur appel du procureur d'État il fut ensuite condamné en deuxième instance à trois ans de prison. Des journaux libéraux, qui avaient commencé une statistique sur les procès pour crime de lèse-majesté, y mirent fin dès le début juillet, accablés de dégoût et de honte ; en un seul mois, on avait prononcé plus de cinq cents ans de peines de prison pour crime de lèse-majesté.

C'est dans de pareils délires que la nation teutonne se « guérissait » du « poison » des théories sociales-démocrates.

3. La classe ouvrière est privée de ses droits

Bismarck atteignit complètement le premier des deux objectifs qu'il poursuivait au moyen de la terreur blanche : il accula tellement au mur les nationaux-libéraux que le peu qui leur restait de colonne vertébrale politique fut brisé. Les fractions libérales perdirent environ quarante sièges et les fractions conservatrices en gagnèrent autant. Avec leurs 115 mandats,

Bismarck pouvait à sa convenance former une majorité nationale-libérale-conservatrice ou une majorité ultramontaine-conservatrice ; dans cette mesure, la voie était libre pour ses plans réactionnaires.

Mais il n'atteignit pas le second objectif, l'anéantissement de la social-démocratie, malgré le concours suicidaire que les partis libéraux lui offrirent pourtant. Certes, lorsqu'au premier tour des élections les sociaux-démocrates perdirent six des douze sièges qu'ils avaient jusqu'à présent au Reichstag – Chemnitz, Leipzig-campagne, Zwickau-Crimmitschau, Auerbach-Reichenheim, Berlin IV, Reuss-ancienne ligne et Reichenbach-Neurode – et qu'ils n'en conservèrent que deux – Glauchau-Meerane (Bracke) et Stollberg-Schneeberg (Liebknecht) – les « partis de l'ordre » poussèrent un cri de triomphe prématuré. Mais on cessa très vite de l'entendre, lorsque les « vainqueurs » voulurent voir leur gloire de plus près et qu'ils ne virent que leurs propres pertes.

Le Parti social-démocrate n'avait encore jamais mené de bataille électorale dans des conditions plus difficiles que cette fois-ci. On brisa pour lui les armes légales dont tous les partis bourgeois disposaient sans limites, ou tout au moins on les réduisit à l'extrême ; sur de vastes étendues du Reich il n'avait absolument pas le droit de réunion, dans d'autres régions, seulement de manière très restreinte ; ses tracts étaient saisis sous les prétextes les plus futiles et ses journaux également étaient paralysés par une guérilla incessante de la police et du parquet ; au moins la moitié de ses champions de la plume et de la parole étaient derrière les barreaux. Tout est permis à la police contre les sociaux-démocrates, disait un journal libéral, et un journal conservateur confirmait que la police empêchait « de toutes les manières imaginables » la campagne électorale sociale-démocrate. Cependant de tels aveux n'étaient faits qu'incidemment, au cours des luttes internes entre partis bourgeois ; ni les conservateurs ni les libéraux ne se gênaient pour utiliser à leurs propres fins le harcèlement policier infligé à la classe ouvrière ; le Parti du Progrès aussi – inébranlablement comme toujours – combattait le prolétariat conscient sous la protection maternelle de la police. À cela s'ajoutait la misère inouïe qui accablait désormais les ouvriers depuis plus de quatre ans déjà, les sanctions économiques contre de nombreux camarades et par-dessus tout le tourbillon de haine et de rage que déchaînait contre la social-démocratie sa prétendue responsabilité morale dans les attentats. Le *Vorwärts* n'exagérait pas quand il disait : « *Ce n'était pas un combat honnête à armes égales et à soleil égal. L'ennemi était cuirassé et armé de la tête aux pieds. La social-démocratie, désarmée, pieds et poings liés.* » Même le *Hamburgische Korrespondent*, autrefois le journal bourgeois qui relativement montrait la plus grande compréhension envers le mouve-

ment ouvrier révolutionnaire, pensait malgré tout que le parti, attaqué de tous côtés, sous le coup des conditions les plus difficiles, subirait un fort revers, peut-être même abandonnerait la partie, se contentant d'un baroud d'honneur.

Effectivement le comité électoral central de Hambourg n'ignorait pas un instant que, dans de telles conditions, aucune bataille offensive n'était possible, mais seulement une bataille défensive. Dans son appel électoral du 16 juin, il disait : *« La précédente bataille électorale nous a montré combien le parti est grand ; le 30 juillet doit nous montrer combien il peut être résistant. »* Si le cri de guerre commun des adversaires était : *« La social-démocratie, hors du Reichstag ! »*, il importait alors de maintenir de toutes ses forces la position conquise au Reichstag. C'est pourquoi il fallait concentrer le combat sur les circonscriptions les plus prometteuses ; dans d'autres circonscriptions électorales il fallait faire une campagne de propagande là où, comme dans les villes et les régions industrielles, il était possible de le faire sans grand coût et sans grande peine ; mais là où la propagande offrait beaucoup de difficultés, coûtait beaucoup et ne promettait pas d'avantages essentiels, il fallait y renoncer. Le comité électoral central désigna vingt-neuf circonscriptions officielles, dans lesquelles le parti devait faire l'effort maximum : Berlin IV et VI, Hambourg I et II, dans le Schleswig-Holstein Altona, Glückstadt, Kiel, en Rhénanie Elberfeld-Barmen, Solingen, dans la région du Main Hanau et Offenbach, dans les petits États de l'Allemagne moyenne Gotha et Reuss-ancienne ligne, en Silésie Breslau I et II, Reichenbach-Neurode et Waldenburg, en Bavière Nuremberg, au royaume de Saxe Auerbach-Reichenbach, Borna, Chemnitz, Dresde-vieille ville, Freiberg, Glauchau-Meerane, Leipzig-campagne, Mittweida, Stollberg-Schneeberg, Zschopau et Zwickau-Crimmitschau.

L'attitude des ouvriers dans la campagne électorale fut exemplaire, autant par leur sang-froid que par leur énergie. Le *Vorwärts* publia pendant des semaines en tête de ses numéros l'avertissement : *« Camarades ! Ne cédez pas à la provocation ! Ils veulent provoquer une fusillade ! La réaction a besoin de troubles pour gagner la partie ! »* La direction du parti avait les motifs les plus sérieux de donner cet avertissement ; Bismarck à cette époque-là poursuivait déjà le plan, que depuis lors, avec son cynisme d'homme d'État, il a même reconnu publiquement : irriter jusqu'au sang la social-démocratie, afin qu'elle cogne et puisse être exterminée d'autant plus radicalement ; et de la bouche d'un quelconque junker s'échappa à l'époque cet adage de junker : agiter le chiffon rouge jusqu'à ce qu'aux yeux des philistins apeurés il donne l'illusion de villes en flammes. Mais les ouvriers conscients opposèrent un froid mépris à toutes ces provocations et jetèrent toutes leurs forces dans la bataille

électorale. Entre le 1er et le 18 octobre 1878, 64 218 marks rentrèrent dans la caisse du comité électoral central de Hambourg, à peu près la moitié de cette somme pour le fonds électoral. Selon une estimation plutôt trop basse que trop haute, la campagne électorale fut évaluée à 150 000 marks, frais locaux inclus. Des ouvriers danois, belges, anglais, français, autrichiens et suisses envoyèrent environ 8 000 marks, soutien encore plus efficace sur le plan moral que sur le plan matériel. Marx aussi de Londres jeta dans le camp ennemi une bombe qui produisit une confusion non négligeable. Lorsque parut la nouvelle que le congrès de diplomates, qui se réunit à Berlin en été 1878 pour ratifier les résultats de la guerre russo-turque, devait être abusivement utilisé par Bismarck pour une traque internationale contre les ouvriers, avec une ironie mordante Marx révéla les charmantes offres que Bucher, le secrétaire officiel du congrès, lui avait faites en septembre 1865 pour l'amener à collaborer au journal officiel du gouvernement prussien. Les explications embarrassées de Bucher réussirent seulement à le ridiculiser aux yeux de tous.

La tactique électorale du Parti social-démocrate ressemblait à la conduite d'un commandant de place forte qui, à l'approche d'une force ennemie supérieure, incendie les faubourgs pour se retrancher d'autant plus sûrement derrière ses murs et ses glacis. Dès le départ, le parti renonça à l'idée d'aligner un aussi grand nombre de voix qu'en 1877, et réellement ce fut déjà un succès considérable que, malgré tout, ses candidats réunissent 437 158 voix, environ 8 % des voix exprimées, 56 289 voix seulement de moins que l'année précédente. Mais naturellement ce qui pesa beaucoup plus lourd dans la balance ce fut que les colonnes d'assaut ennemies se fussent réellement cassé la tête contre ses places fortes. Dans les 29 circonscriptions électorales officielles, le nombre de voix était monté de 220 000 à 240 000. Même si ce grand succès avait son revers de la médaille, même si l'augmentation du nombre de voix ne se répartissait pas également sur chacune de ces circonscriptions, cela n'en mettait que mieux en valeur le beau côté de cette médaille, le fait que le nombre de voix, dans toutes les grandes villes, à l'exception de Nuremberg, avait augmenté de manière importante, et de manière d'autant plus importante qu'avait été intense la bataille à laquelle les électeurs de ces villes avaient participé. À Berlin, où la terreur blanche était chauffée à blanc, les voix sociales-démocrates étaient passées de 31 522 à 56 147. Les cris enroués célébrant la « victoire » que les vaillants progressistes avaient obtenue sous l'aile protectrice de la police leur restèrent dans la gorge, quand ils virent les 15 000 voix avec lesquelles Hasenclever avait été battu à Berlin VI ou les 20 000 voix avec lesquelles Fritzsche arriva en ballottage à Berlin IV. Le *Hamburgische Korrespondent* reconnut honnêtement que

de tels succès électoraux valaient amplement une douzaine de mandats au Reichstag.

Même sous sa forme la plus sèche, le fameux slogan électoral *« La social-démocratie hors du Reichstag ! »* n'était guère plus qu'un vœu pieux. En dehors des 2 sièges que le parti avait conservés, il participait à 16 scrutins de ballottage, à Hanovre et dans 15 de ses circonscriptions officielles : à Berlin IV, à Breslau I et II, à Altona et Glückstadt, à Elberfeld-Barmen et Solingen, à Hanau et Offenbach, enfin dans les circonscriptions saxonnes d'Auerbach-Reichenbach, Borna, Dresde-vieille ville, Freiberg, Mittweida et Zschopau. Le second tour des élections se déroula déjà pour les « partis de l'ordre » sous le signe d'un net retour à la réalité. L'ardeur sacrée pour le salut de la patrie s'était refroidie chez les conservateurs comme chez les libéraux, lorsque l'issue du premier tour des élections leur avait brutalement mis sous le nez leurs intérêts de classe ; les libéraux ne voulaient pas renforcer davantage les conservateurs victorieux, et les conservateurs ne voulaient pas encore une fois insuffler un nouveau courage aux libéraux battus ; l'épaisse bouillie de l'ordre se dilua un peu au cours de ce second tour, et l'agitation sociale-démocrate eut les mains un peu plus libres.

Ainsi dans les 16 scrutins de ballottage le parti gagna encore 7 sièges : Berlin IV (Fritzsche), Breslau I (Reinders), Elberfeld-Barmen (Hasselmann), Dresde-vieille ville (Bebel) , Mittweida (Vahlteich), Freiberg (Kayser) et Zschopau (Wiemer). Avec un enthousiasme particulier, il salua les résultats électoraux de Berlin et Breslau, les deux plus grandes villes de Prusse ; pour la première fois le drapeau rouge flottait sur Breslau, et à Berlin, avec 22 000 voix, Fritzsche avait réuni sur son nom le plus grand nombre de voix qui soient jamais allées à un candidat au Reichstag. Désormais, il y avait à nouveau 9 mandats sociaux-démocrates au Reichstag, autant qu'au Reichstag de 1874 et, comme à cette époque-là, 3 mandats prussiens et 6 saxons. 3 mandats et pas tout à fait 60 000 voix : tel était le maigre butin de la traque où le prétendu « État de droit » s'était montré tout nu ; les pandours[1] avaient un peu dévasté les avant-postes volontairement abandonnés par le parti, tandis que la phalange resserrée maintenait plus intacte que jamais sa position sur le champ de bataille.

Cependant, ce grave échec de leur campagne de terreur ne servit d'avertissement ni à Bismarck ni aux partis bourgeois. À la mi-août la presse gouvernementale publia le projet d'une nouvelle loi contre les socialistes, et le Reichstag se réunit le 9 septembre pour en délibérer. En vertu de ce projet, les autorités policières des provinces avaient le pouvoir d'interdire associations, groupements de toute sorte, tout par-

1 Cf. note p. 102.

ticulièrement caisses coopératives, ainsi qu'ouvrages imprimés *« servant aux visées sociales-démocrates, socialistes ou communistes pour renverser l'ordre social et étatique existant, d'une manière menaçant la paix publique, et tout particulièrement l'harmonie entre les classes »*. L'interdiction devait s'appliquer sur tout le territoire du Reich, par contre un recours, sans effet suspensif, devait être recevable auprès du Bundestag. De même on devait interdire des réunions qui laissaient prévoir de telles orientations ou les dissoudre, dans le cas où ces orientations ne se manifestaient qu'au cours de leur déroulement, on ne devait déposer de recours qu'auprès des autorités de contrôle. De plus on devait interdire le ramassage de cotisations pour les buts sociaux-démocrates. On menaçait de lourdes peines d'amende et de prison les manquements à toutes ces interdictions, la participation aux associations interdites, la poursuite et la diffusion des écrits interdits, etc. La police devait interdire le séjour dans des districts ou des localités déterminés aux agitateurs professionnels ou aux personnes condamnées légalement sur la base de cette loi et, dans des conditions identiques, on pouvait retirer la licence d'exercice aux imprimeurs, libraires, tenanciers de bibliothèques de prêt et propriétaires de cabinets de lecture ainsi qu'aux cabaretiers et aubergistes. Enfin, dans les districts et localités où les visées sociales-démocrates menaçaient la sécurité publique, *« les autorités centrales des États confédérés pouvaient prononcer, avec la ratification du Bundesrat »*, le petit état de siège pour une durée d'au moins un an, et cela de telle sorte que la diffusion publique d'écrits imprimés, le droit de réunion, le droit de posséder et de porter des armes soient soumis à l'autorisation de la police, mais surtout on donna pouvoir à la police d'interdire le séjour dans ces districts et ces localités aux personnes dont il était à craindre qu'elles portent atteinte à la sécurité et à l'ordre public. Aucune limitation à la durée de cette loi n'était prévue.

Aussi dures que fussent toutes ces dispositions, pour Bismarck pourtant elles étaient encore loin d'être assez dures. Comme il savait à quel point il voulait saigner les masses, pour lui on ne pouvait jamais bâillonner assez fermement l'avant-garde de ces masses. Dans un courrier envoyé de Kissingen, cet homme de cœur passa un savon à sa chancellerie parce qu'elle avait publié le projet trop tôt, si bien qu'il serait sans doute désormais impossible d'imposer de nouvelles aggravations. Les aggravations qui lui tenaient à cœur, Bismarck en voyait surtout de deux sortes : premièrement retirer aux sociaux-démocrates avérés le droit de vote et l'éligibilité au Reichstag, et deuxièmement menacer de renvoi sans pension de retraite tout fonctionnaire d'opinions sociales-démocrates ; par ce moyen, il voulait inculquer des opinions patriotiques aux « fonctionnaires subalternes mal payés, aux gardes-barrières, aiguilleurs et

catégories semblables » qui, comme il le supposait très justement, étaient déjà dans leur majorité sociaux-démocrates. Or ces pensées fécondes lui venaient vraiment trop tard ; pour le moment, l'opinion publique se contentait du projet publié.

Au Reichstag, les six semaines de discussions sur cette proposition tournèrent au vaudeville. Les 115 membres des deux groupes conservateurs étaient prêts à adopter les yeux fermés tout ce que le gouvernement demandait. En revanche, une opposition bourgeoise d'à peu près 160 membres, principalement les ultramontains avec ceux qui gravitaient autour d'eux et à leurs côtés les progressistes, ne voulaient rien savoir de cette proposition. Cette opposition ne manifesta pourtant aucun refus de principe à durcir la répression contre les ouvriers. Les progressistes aussi bien que les ultramontains se déclarèrent prêts à combler les « lacunes » du « droit commun », bien que depuis l'ère Tessendorf, et surtout depuis l'attentat de Nobiling, on eût constaté de manière tangible tout ce qu'avec le « droit commun » il était possible d'obtenir contre le Parti social-démocrate, infiniment plus en tout cas qu'avaient eu à supporter la démocratie bourgeoise à « l'époque honteuse de la réaction » de Manteuffel et le parti ultramontain au moment de la « persécution dioclétienne des chrétiens » par Bismarck. Et ces lacunes, ils les comblèrent au moyen du paragraphe 130, un peu modifié, que tout le Reichstag trois ans plus tôt avait refusé dans l'hilarité générale. Naturellement ce paragraphe, même s'il prenait la forme d'une loi générale, n'était en réalité qu'une loi d'exception dirigée contre les classes laborieuses, comme ses auteurs originels, Bismarck et Eulenberg, l'avaient toujours très ouvertement dit. À l'inverse, dans la forme, les attaques progressistes et ultramontaines étaient certes dirigées contre le caractère de loi d'exception du projet gouvernemental, mais leur véritable souci était que les pouvoirs sans limites de la police qu'elle réclamait puissent être utilisés non seulement contre le parti ouvrier mais aussi contre les partis bourgeois d'opposition. Aussitôt que les progressistes et les ultramontains furent tranquillisés sur ce point, ils n'ont pas renversé la loi contre les socialistes quand ils pouvaient la renverser, et ainsi le flot de paroles aussi abondant que sonore qu'ils lâchèrent au moment de la première délibération était dépourvu de toute signification sérieuse.

La décision appartenait aux nationaux-libéraux, pour qui aussi le projet était de toute façon très dur à avaler. Lasker l'appelait « une monstruosité juridique et politique » et le déclarait « tout à fait inacceptable ». Mieux encore que l'« excité » idéologique de ce parti bourgeois, ses hommes d'affaires compétents comprenaient que si, avec une telle politique de violence, Bismarck anéantissait réellement la social-démo-

cratie, alors c'est sur la bourgeoisie libérale que tout retomberait. En outre ils s'inquiétaient des déclarations du gouvernement, qui assurait continuellement que, bien sûr, la répression policière seule ne suffisait pas, mais qu'il fallait aussi de manière « positive » veiller au bien-être des classes laborieuses ; pour l'avenir proche le « socialisme » de Bismarck pouvait devenir pour eux bien plus gênant que le socialisme du prolétariat. Ils dansaient comme des ours sur des charbons ardents ; quiconque aujourd'hui veut encore admirer ces étranges voltiges doit lire les discours que Bamberger faisait alors. Mais bien sûr il ne fallait pas songer à une résistance véritable de ce parti qui, constamment impuissant, venait de prendre une bonne raclée aux élections, et même il était à peine nécessaire que le principal journal de Bismarck l'intimide, en lui demandant de façon menaçante si la nation devait remercier Monsieur Lasker de recommencer la bataille électorale.

Naturellement ce retournement national-libéral n'alla pas sans la dose habituelle d'hypocrisie politique. Ces dignes hommes ne voulaient pas détruire la social-démocratie, mais seulement ses visées qui étaient un danger public et son caractère révolutionnaire. La loi qu'ils créaient ne devait pas « mettre au ban un grand nombre de citoyens en raison de leurs opinions politiques » ; *« Nous avons*, disait Lasker, *exprimé le contraire aussi clairement que possible ; ce n'est pas la social-démocratie et ses orientations qui doivent tomber sous le coup de la loi, mais son agitation dangereuse pour la paix publique.* » Les nationaux-libéraux parachevèrent ce morceau de bravoure législatif par une série d'« améliorations » qui avec quelques fils juridiques étaient censés lier les pattes criminelles de la dictature policière. À l'habit élastique du projet on cousit deux ou trois boutons élastiques, le mot « travail de sape » vint remplacer le mot « subversion » ; à la place du Bundesrat devait faire office d'instance d'appel une commission du Reich de neuf membres, parmi lesquels le Bundesrat en choisissait quatre en son sein et cinq au sein de la Cour suprême de justice ; quelques paragraphes nouvellement introduits étaient destinés à mieux protéger de l'arbitraire policier les coopératives enregistrées et les caisses de secours inscrites. Parmi toutes ces « améliorations » et d'autres semblables, deux seulement avaient une importance un peu plus grande : la limitation de la loi à une durée de deux ans et demi et la clause selon laquelle ce n'était pas par décision de police mais uniquement par jugement du tribunal qu'on pouvait limiter le séjour pour les agitateurs professionnels ou pour les personnes sanctionnées en vertu de la loi ou leur interdire l'activité professionnelle, puis par la suite on établit encore qu'on n'avait pas le droit d'étendre la limitation de séjour au lieu de domicile du condamné, si toutefois celui-ci l'occupait depuis six mois déjà.

En dehors de ces deux points, les « adoucissements » des nationaux-libéraux n'étaient rien d'autre que des châteaux de cartes construits par de grands enfants. Moins innocente en revanche fut la mine de renard candide avec laquelle Bismarck et ses gens acceptèrent ce jeu puéril. Ils savaient très bien que, sitôt qu'il leur serait permis d'ouvrir l'outre d'Éole qu'était cette loi, le premier coup de vent balaierait de la table tous les châteaux de cartes nationaux-libéraux sans en laisser trace. Mais il convenait de faire comme si c'était uniquement par amour qu'ils voulaient dévorer la classe ouvrière, et pour cette raison-là ne se devaient-ils pas de laisser voleter quelques fils inoffensifs à côté de la corde de chanvre qu'ils lui mettaient autour du cou ? Le nouveau ministre prussien de l'Intérieur, encore une fois un comte Eulenburg, était tout à fait d'accord que Lasker plaide pour qu'on ménage les coopératives et les caisses de secours, et Bismarck lui-même rompit une lance en faveur du droit de coalition et en faveur des grèves ouvrières, dont il fit miroiter les avantages face aux confus tableaux d'avenir de la social-démocratie. Poussé par Bebel dans ses retranchements en raison de ses discussions avec Lassalle, Bismarck prétendit même avoir toujours œuvré avec passion pour le bien-être de la classe ouvrière, ce en quoi malheureusement pour lui il ne fit que montrer à tout le monde à quel point il ignorait la plus grande question du siècle. Il voyait la source du mouvement ouvrier révolutionnaire – et en cela il était à l'unisson avec son ennemi intime Eugen Richter – dans la fascination irrésistible qu'exerçait sur les masses le tableau savamment flou de « l'État futur ». Bien sûr, celui qui comprenait les finesses de l'art politique prussien ne pouvait se laisser abuser par les discours de Bismarck ; ses plaintes déchirantes sur les dispositions de la loi insuffisamment dures, la méchanceté sournoise avec laquelle il brocardait à nouveau « les juges bienveillants et les lois clémentes », sa joie diabolique lors de l'exécution de l'idiot Hödel montraient véritablement le loup sortant du bois.

La fraction sociale-démocrate qui, au mépris des convenances, avait été exclue de la discussion du projet en commission, se battit courageusement en séance plénière sur chaque paragraphe. D'une manière convaincante ses orateurs démontrèrent que les attentats n'avaient eu aucune relation, même la plus lointaine, avec l'agitation sociale-démocrate, ils dévoilèrent le jeu déloyal que Bismarck avait joué depuis toujours avec la classe ouvrière, ils démontrèrent que le « caractère révolutionnaire » du mouvement prolétarien était bien loin encore d'avoir atteint la netteté rafraîchissante que, à l'époque où il était révolutionnaire, le mouvement bourgeois avait opposé à toutes les autorités du ciel et de la terre. Ils prédirent que l'inefficacité pratique du projet serait aussi grande que son injustice criante, et Bracke mit dans le mille en déclarant : « Nous nous

fichons de la loi ». Cette flèche, interloqua tellement les patriotes que sur le coup ils s'imaginèrent qu'elle avait été aussi impolie dans la forme que dans le fond ; le président von Forckenbeck envoya un secrétaire à la galerie des journalistes, qui devait bien mettre dans la tête des correspondants de journaux que Bracke avait seulement voulu « se ficher » de la loi – et rien d'autre.

Le 19 octobre la loi contre les socialistes était approuvée par 211 voix contre 149. En dehors d'elle, durant la session parlementaire on avait ourdi une dernière intrigue politique ; 204 membres de différents partis, plus que la majorité absolue de la Chambre, déclaraient nécessaire une « réforme du tarif douanier allemand », que les « cercles les plus larges du Reich allemand » étaient censés appeler de leurs vœux. Le signal du pillage des masses retentissait au moment même où le cachet était apposé sur l'acte permettant de bâillonner le prolétariat. Cependant dans ce beau calcul il y avait une grande faille. Priver la classe ouvrière allemande de ses droits était chose faite, mais son âge héroïque commençait.

Sixième livre

Sous la loi contre les socialistes

Chapitre I[er]

Une année de confusion

Le mouvement ouvrier moderne est affranchi de tout romantisme bourgeois. Au prolétariat combattant, rien ne tombe du ciel sans effort ; c'est pas à pas qu'il doit tout conquérir, les plus petites choses comme les plus grandes ; ce n'est qu'après bien des désordres que son sentier conduit au but voulu. La loi contre les socialistes avait placé la social-démocratie allemande devant une tâche totalement nouvelle ; aussi dut-elle se chercher de nouveaux chemins par essais et tâtonnements, et elle ne trouva pas toujours tout de suite le bon chemin. Sauf que, grâce à son développement supérieur, les étapes de la clarification se réduisirent en proportion ; ce n'est plus une décennie, mais une année seulement de convulsions internes qui ouvre la deuxième grande période de sa vie.

Le 21 octobre 1878, la loi contre les socialistes parut au *Journal officiel*, et immédiatement commença le massacre des journaux, des ouvrages et des associations sociaux-démocrates. Le recueil de poèmes de Leopold Jacoby *Es werde Licht* (Que la lumière soit) ouvrit le bal des interdictions ; on aurait dit que le préfet de police von Madai, qui concentrait entre ses mains l'application de la loi pour l'Allemagne tout entière, voulait par là se moquer de lui-même par une blague déplacée. Des quarante-sept journaux politiques du parti, deux seulement sauvèrent leur existence, un à Nuremberg et un à Offenbach. Ils avaient changé leur titre à temps et écrivaient avec beaucoup de prudence mais, pour d'autres journaux, même ces moyens échouèrent. La tentative de remplacer les journaux interdits par des journaux sans couleur politique ne réussit pas non plus partout, en particulier pas à Berlin. En même temps, à moins qu'elles ne se soient au dernier moment volontairement dissoutes, on interdit les innombrables associations ouvrières qui étaient apparues depuis la dissolution des organisations du parti et aussi tous les syndicats à quelques exceptions près, dont la plus notable était la Fédération des imprimeurs, de toute façon elle aussi en butte à de fortes brimades. Les journaux syndicaux disparurent dans la même proportion que les syndicats. Les coups majeurs tombèrent dès les premières semaines ; le *Vorwärts*, la *Berliner Freie Presse* et le *Hamburg-Altonaer Volksblatt*, les trois journaux les plus connus du parti avec au total à peu près 45 000 abonnés, durent y passer dès les premiers jours. Dans les mois suivants on s'attaqua méthodi-

quement à tout ce qui restait encore ; à la date du 30 juin 1879, on avait interdit 217 associations, 5 caisses, 127 imprimés périodiques et 278 non périodiques.

La brutalité de ce massacre n'avait d'égal que sa perfidie. On pouvait penser tout le mal que l'on voulait de la myopie des nationaux-libéraux, qui s'étaient laissé tromper par les bavardages de Bismarck et Eulenburg sur « l'application loyale » de la loi, cela n'excusait évidemment en aucune façon le gouvernement d'avoir manqué à sa parole. Il foula aux pieds toutes ses promesses et ses demi-promesses, et il réprima non seulement les « pratiques menaçant l'ordre public » de la social-démocratie, mais tout ce qui se rattachait à elle, il n'épargna ni la littérature scientifique du socialisme ni les organisations syndicales avec leurs caisses de secours enregistrées, il balaya les « mesures de protection » des nationaux-libéraux comme on se débarrasse de toiles d'araignée. La commission du Reich, dont les « garanties judiciaires » avaient fait l'objet d'une dispute durant des semaines, se révéla simple ombre chinoise sur le mur ; sur les 627 interdictions qui furent prononcées jusqu'au milieu de l'année 1879, et dont au moins les trois quarts étaient illicites d'après l'esprit et la lettre même de cette loi, elle en annula juste 6, la plupart du temps seulement celles qui avaient frappé la littérature bourgeoise, comme *la Quintessence du socialisme* de Schäffle, et un numéro d'un journal progressiste ; parmi toutes les autres productions de la littérature socialiste dignes d'être nommées, elle n'autorisa que la parution du *Discours des assises* de 1849 de Lassalle.

Pendant la discussion sur la loi contre les socialistes, au sein du Parti social-démocrate on avait bien entendu déjà réfléchi à ce qu'il faudrait faire une fois qu'elle serait promulguée. S'opposer par la violence à la mise hors la loi de la classe ouvrière aurait tout simplement été une folie, mais on rejeta également aussitôt et pour toujours l'idée bien naturelle d'une organisation secrète. Pour un mouvement populaire ample et puissant, toute conjuration secrète était impossible, et si malgré tout on avait tenté d'en faire une, ce n'aurait été qu'une faveur accordée à la police. Il ne restait pour l'instant rien d'autre à faire que de prendre son mal en patience et de voir comment la loi serait appliquée. Le jour de sa publication, le *Vorwärts* déclarait qu'il prendrait sur lui « le dur et amer travail » d'écrire d'une manière conforme aux prescriptions de la loi.

Bien sûr les agissements de la police dépassèrent ensuite les attentes les plus pessimistes. Les champions de la sacro-sainte propriété fournirent un modèle édifiant de destruction de la propriété. Dans les 16 coopératives d'imprimerie, 400 personnes étaient employées comme imprimeurs, typographes, expéditeurs et rédacteurs, plus de 2 500 ouvriers et petits

artisans y étaient impliqués, y ayant engagé leurs quelques économies et – indirectement, par la solidarité financière – tout leur avoir. L'Imprimerie coopérative berlinoise, à qui on interdit de sortir même les journaux les plus dépourvus de couleur politique et aussi la *Zukunft*, dut immédiatement se déclarer en liquidation ; comme elle avait réussi à écouler presque entièrement son stock d'ouvrages, les membres de la coopérative en furent quittes pour la perte de leur mise de fonds. Pour la majeure partie des imprimeries coopératives, la liquidation immédiate aurait été synonyme de faillite et il n'était absolument pas dans l'intérêt du parti d'abandonner ces fortifications. Il fallait tenter jusqu'au bout de s'adapter d'une manière ou d'une autre à la loi contre les socialistes ; si l'aveuglement des adversaires empêchait toute méthode de lutte plus douce, alors on pouvait employer d'autant plus énergiquement une méthode de lutte plus dure. Beaucoup de membres du parti croyaient qu'une fois la première tempête apaisée, il serait possible de reprendre une activité ; d'ici là, espéraient-ils, les journaux sans couleur politique avec lesquels les coopératives d'imprimerie cherchaient à se maintenir serviraient aux camarades avertis de « signe de reconnaissance et d'identité ».

En vérité cela était aussi l'expression d'un certain découragement. Après les ardentes luttes des dernières années, et en particulier des derniers mois, qui avaient nécessité une extrême tension des nerfs, une lassitude bien naturelle se faisait sentir. Lassitude qui était considérablement renforcée par le sentiment d'être absolument privé de tout droit, auquel s'ajoutaient encore et toujours la misère continuelle, encore et toujours les mesures disciplinaires et les poursuites continuelles. Les dirigeants qui jusque-là s'étaient montrés à la hauteur de leur tâche n'étaient pas tous de taille à faire face à cette situation nouvelle et d'autant plus difficile, et l'armée de mouchards qu'ils avaient sur leurs talons contraignait même les plus déterminés à se tenir prudemment sur leurs gardes. Le comité électoral central de Hambourg s'était dissous le 19 octobre et toute une série de situations personnelles firent qu'il renonça à garder ses liens peut-être plus complètement qu'il aurait été nécessaire, et en tout cas souhaitable. Geib était gravement malade ; une affection cardiaque, à laquelle sa santé florissante aurait en temps normal sans doute résisté encore longtemps, se développa rapidement sous l'effet des terribles émotions provoquées par la chasse aux socialistes, qui ébranlait quotidiennement cet homme de nobles pensées et de sentiments délicats ; Auer depuis déjà assez longtemps avait été envoyé à Berlin pour mettre de l'ordre dans l'incohérence rédactionnelle de la *Berliner Freie Presse* ; Hartmann, qui bientôt après renia complètement le parti, ne possédait pas la fermeté et la prudence nécessaires. Ainsi il n'y avait plus aucune direction, au moment où, de

tous côtés, des coups destructeurs étaient portés contre le parti ; quoi d'étonnant à ce que toutes sortes d'incertitudes et de confusions se propagent dans ses rangs.

C'est Bismarck qui suscita la première amélioration en levant la main pour porter le dernier coup fatal contre la social-démocratie. Le 28 novembre, juste avant que l'empereur remis de ses blessures ne rentre à Berlin, on instaura dans cette ville, dans les districts de Charlottenburg et Potsdam ainsi que dans les districts de Teltow, Niederbarnim et Osthavelland, le petit état de siège prévu par le paragraphe 28 de la loi contre les socialistes. Et cela dans deux de ses quatre dispositions : la plus ridicule, qui interdisait le port d'armes sans licence et qui n'a occasionné qu'une multitude d'incidents comiques, et la plus odieuse, qui permettait à la police d'expulser toute personne qui ne lui revenait pas. Dès le lendemain, soixante-sept membres du parti, en tête Auer et Fritzsche, reçurent l'ordre lithographié d'expulsion ; on laissa un délai de deux jours à la plupart, un jour seulement à d'autres, et trois jours à un tout petit nombre ; Madai rejeta de la manière la plus brutale toutes les demandes de délai supplémentaire. Bien des expulsés s'étaient depuis des années retirés de l'activité propagandiste, beaucoup possédaient une petite affaire, à une unique exception près tous étaient pères de famille. Dans un tract plein de dignité qui fut immédiatement interdit, mais qui cependant fut distribué à des milliers d'exemplaires, ils prenaient congé de leurs camarades. Ils soulignaient que leur premier et dernier mot avait toujours été : *« Pas de violence, respectez les lois, dans le cadre de ces lois défendez vos droits »*. De même ils exigeaient maintenant : *« Soyez calmes, ne cédez pas à la provocation, il faut que nos ennemis soient vaincus par notre légalisme »*. Et pour finir, cette demande : *« Aucun de nous n'est capable de laisser à sa famille plus que la subsistance de quelques jours, pensez à nos femmes et à nos enfants ! »* Beaucoup d'expulsés allèrent à Hambourg et à Leipzig, d'autres s'installèrent dans les villes de la Marche, à la frontière du territoire en état de siège, pour rester le plus près possible de leur famille.

De tous les vils parjures de Bismarck, la proclamation du petit état de siège sur Berlin était le plus vil. Les nationaux-libéraux n'avaient approuvé le paragraphe 28 de la loi contre les socialistes que pour les cas d'extrême nécessité : si un district était miné par l'agitation social-démocrate au point qu'on pût attendre à tout moment une explosion de violence, alors on devait appliquer ce paragraphe pour éviter de proclamer réellement l'état de siège. Il n'y avait rien de tout cela à Berlin à cette époque. Les dures dispositions de la loi contre les socialistes avaient été exécutées sans susciter la moindre tentative de résistance ; pas un seul ouvrier berlinois non plus ne songeait à faire le jeu de Bismarck en

provoquant un attentat ou un putsch. Même la presse bourgeoise était unanime à reconnaître qu'étaient absentes toutes les conditions réelles pour pouvoir appliquer le paragraphe 28 ; seuls les journaux réactionnaires bredouillèrent quelques formules embarrassées sur la « précieuse tête » de l'empereur, qu'il fallait protéger. C'est derrière ce prétexte que le comte Eulenburg se retrancha, quand les progressistes l'interpellèrent sur ces mesures à la Chambre prussienne des députés. Si cela n'avait pas été un simple prétexte, ce ministre de la Police aurait été atteint d'une retenue véritablement incroyable. Car alors des hommes comme Auer et Fritzsche devaient être accusés de tentatives d'homicide, et la destruction illégale de soixante-sept existences devait convenir parfaitement non pas pour susciter les attentats mais pour les étouffer dans l'œuf ! Mais tout ce bavardage sur la « précieuse tête » était pur prétexte. Bismarck lui-même avoua bientôt après au Reichstag que son intention à vrai dire avait été de décréter le petit état de siège dans tous les principaux lieux de l'agitation sociale-démocrate. D'après les allusions qu'il fit, les gouvernements des autres États allemands semblent s'être encore refusés à rendre ce service de bourreau ; lui-même en tout cas ne faisait pas mystère qu'avec le paragraphe 28 il avait voulu tendre un piège au Reichstag.

Mais de même que la proclamation du petit état de siège sur Berlin était le plus vil de ses vils parjures, de même elle était aussi le plus insensé de ses coups de force insensés. Il montra très clairement au Parti social-démocrate qu'aucune trêve ne lui serait accordée, qu'on menait contre lui une lutte à mort. Partout où les membres du parti avaient un instant faibli, ils revenaient maintenant en masse à leurs anciens postes. Les collectes en faveur des expulsés et de leurs familles nouèrent les premiers fils d'une nouvelle organisation et les expulsés eux-mêmes, et même plus encore leurs femmes et leurs enfants affamés, devinrent des agitateurs comme le prolétariat conscient n'en avait pas encore eu. Des combattants aux cheveux blancs qui étaient restés en prison pendant des années sans broncher ont souvent dit qu'aucune torture de la répression ne les avait fait autant bouillir intérieurement de rage que l'expulsion, cet anéantissement radical de leur existence, par simple caprice. En dépit de toutes les blessures mortelles faites aux individus, ce n'était pas un mince avantage que le parti en tant que tel tirait du petit état de siège en voyant s'effacer progressivement dans l'esprit de larges cercles de la population l'ostracisme moral qui avait pesé sur lui depuis les attentats. Les petits-bourgeois les plus bornés, qui dès l'école avaient appris à parler de l'expulsion des protestants de Salzbourg comme d'une infamie historique, voyaient avec effroi leurs héros nationaux admirés aspirer aux lauriers de l'arche-

vêque Firmian[1], et leur sympathie commença involontairement à se tourner vers le prolétariat persécuté. Lasker et le progressiste Ludwig Loewe firent une collecte parmi les camarades de leur parti et versèrent des sommes considérables au fonds de soutien aux expulsés ; dans la presse bourgeoise, seul Julius Stettenheim, un bouffon de la presse boursière, osa insulter les victimes du petit état de siège.

Le coup de force maladroit de Bismarck eut encore une autre conséquence importante. Karl Hirsch fut expulsé de Paris où il vivait depuis quelque temps ; dans ce genre de petits services à l'encontre des sociaux-démocrates, les « ennemis héréditaires » officiels du bord de la Seine et du bord de la Sprée savaient s'épauler mutuellement. Hirsch avait l'intention de retourner à Berlin, lorsque les expulsions là-bas le firent changer d'avis. Alors il alla à Bruxelles et fonda *Die Laterne*, un petit hebdomadaire dans le format et dans le style de *La Lanterne*[2] de Rochefort. Le 9 décembre en revanche Most fut relâché de Plötzensee et immédiatement expulsé de Berlin. Il alla s'établir à Londres où, avec l'aide de l'Association d'éducation ouvrière communiste, il fit paraître la *Freiheit* (La Liberté), hebdomadaire elle aussi. La *Laterne* parut à partir de la mi-décembre 1878 et la *Freiheit* à partir de début janvier 1879.

Ainsi la social-démocratie allemande avait d'un coup deux organes à l'étranger, qui avaient poussé en quelque sorte tout seuls sur le terrain fertilisé par la réaction. Les deux journaux défendaient les intérêts du parti avec cette franchise que la liberté de presse à l'étranger leur permettait. Leur introduction en contrebande en Allemagne fut d'abord très imparfaite, mais la précipitation avec laquelle Bismarck cherchait à briser ces nouvelles armes de la social-démocratie montrait assez combien il les redoutait. Le directeur général de la poste dut publier une ordonnance qui ravalait les postiers au rang de comparses de la police politique et faisait voler en éclats le secret du courrier garanti par la Constitution, ce qui certes en Allemagne, pays classique des cabinets noirs, n'était pas chose nouvelle. En mars, Karl Hirsch fut expulsé par le gouvernement belge. Mais cela n'apaisa pas les douleurs de Bismarck, car Hirsch alla en Angleterre et continua à publier la *Laterne*. Elle était écrite avec plus d'esprit et d'habileté que la *Freiheit*, mais était davantage conçue comme pamphlet politique ; la *Freiheit* possédait à un plus haut degré le caractère d'un journal politique de parti mais, en raison de la personnalité de

1 En 1731-1732, l'archevêque catholique Firmian de Salzbourg expulsa des milliers de protestants de cette ville.

2 *La Lanterne*, journal fondé en 1868 par un journaliste français, Henri de Rochefort, avait pour cible le Second Empire.

son auteur, était plus subjective que la *Laterne*. Most, dont le caractère extravagant avait causé bien des ennuis et créé bien des désagréments au parti déjà avant la loi contre les socialistes, était excité et irrité par les méthodes avec lesquelles justice et police s'étaient jouées de lui dix années durant, et cela à un degré qui s'expliquait très bien psychologiquement mais qui diminuait très fort la conscience de sa responsabilité politique. À sa manière agitée et emportée il avait considéré comme superflu de se mettre d'accord avec la direction du parti en Allemagne pour la publication de la *Freiheit*. Mais son excuse, consistant à dire qu'il n'y avait bel et bien pas de direction du parti, n'était juste que formellement ; il y avait toujours une organisation du parti : le groupe social-démocrate au Reichstag, et pour Most, en tant qu'ancien député, il aurait été doublement recommandé de lui demander conseil.

Pour le parti allemand la question était maintenant de savoir quelle attitude adopter à l'égard de ces deux organes de presse à l'étranger. La *Laterne* évitait soigneusement d'engager ou de critiquer le parti, mais la *Freiheit* poussait continuellement à une tactique révolutionnaire. À cette époque-là toutefois pas encore dans le sens « de sortir les fourches », mais dans le sens dans lequel l'agitation avait été faite avant la loi contre les socialistes. Most voulait écrire la *Freiheit* avec la même encre dont on avait autrefois écrit le *Volksstaat* et le *Vorwärts*. On n'excluait nullement un accord de principe avec lui – et à plus forte raison avec Karl Hirsch –, même si cette initiative individualiste et non concertée, en particulier de Most, pouvait augmenter la difficulté d'y parvenir. Seulement, les cercles dirigeants du parti en Allemagne ne voulaient absolument pas entendre parler de ces deux journaux. Ils avaient principalement en vue de désarmer cette haine artificielle contre la social-démocratie qui avait été cultivée dans les couches neutres de la nation, en restant habilement sur la réserve, et ils craignaient qu'elle puise un nouvel aliment dans le langage radical de ces journaux étrangers. Bismarck vivait des attentats et serait obligé de capituler, si cet aliment venait à lui manquer. C'est pourquoi on ne contestait pas à proprement parler la nécessité et l'utilité d'un journal à l'étranger, mais on pensait qu'il était encore beaucoup trop tôt pour s'avancer sur cette voie. La première conséquence en serait de nouvelles persécutions et les moyens considérablement réduits du parti ne suffisaient déjà pas à soutenir les expulsés et les victimes des mesures disciplinaires. Après ces longues années d'agitation exténuante, les camarades du parti pouvaient bien souffrir un moment de repos ; quant à la propagande socialiste, il y était déjà amplement pourvu avec les innombrables ouvrages de propagande diffusés dans le prolétariat, mais dont les trois quarts n'avaient pas encore été lus ni intellectuellement digérés.

En février 1879 ce point de vue n'avait plus la légitimité relative qu'il avait eue en octobre 1878. Lorsque le Reichstag se réunit le 12 février, Bismarck présenta aussitôt quelques propositions pour écraser complètement la social-démocratie. Bismarck ne vivait pas uniquement de la haine stupide du philistin pour les socialistes, et la social-démocratie avait besoin contre lui de bien d'autres armes que la sympathie morale de spectateurs neutres. En effet, les masses se portaient en foule sur le champ de bataille, où elles pouvaient regarder l'ennemi dans le blanc des yeux. Le 5 février, en raison de la mort du progressiste Bürger, une élection complémentaire eut lieu à Breslau II, circonscription à l'ouest de la ville où résidaient l'aristocratie et la ploutocratie silésiennes et, malgré la répression policière de toute agitation électorale, malgré l'interdiction de leurs tracts et la dissolution de leurs réunions, malgré l'incarcération totalement injustifiée de leur candidat Kräcker, les ouvriers s'y manifestèrent en apportant 5 175 voix. Kräcker arriva en ballottage, où certes il fut battu, mais non sans que les voix qu'il avait obtenues ne montent à 7 544. Le 27 février, une élection complémentaire dans la circonscription saxonne de Waldheim-Döbeln remporta de la même façon un succès éclatant, avec 4 322 voix qui se portèrent sur le candidat social-démocrate.

Jusqu'aux vacances de Pâques les discussions du Reichstag furent en quelque sorte un écho des débats sur la loi contre les socialistes. Bismarck voulait rattraper ce qu'il avait négligé de faire jusqu'ici : exclure la social-démocratie du Reichstag. Il tendit tout de suite deux grosses cordes sur son arc : d'abord, le Reichstag devait permettre que Fritzsche et Hasselmann, qui bien qu'expulsés de Berlin s'étaient présentés au Reichstag au moment des discussions, soient poursuivis pénalement pour infraction à l'interdiction de séjour ; et ensuite on devait étendre le pouvoir disciplinaire du Reichstag de telle manière qu'il pût exclure ses membres pour discours inconvenants, voire même les déclarer inéligibles et éliminer les discours inconvenants eux-mêmes des comptes rendus sténographiés. Le Reichstag n'accepta ni l'un ni l'autre ; même les orateurs nationaux-libéraux trouvèrent de fortes paroles pour rejeter un tel degré d'abaissement volontaire. Mais ce faisant ils agissaient bien plus dans leur propre intérêt que dans celui des principes, ou même dans l'intérêt de la social-démocratie persécutée ; peu de temps après, ils montrèrent à une autre occasion combien la sympathie bourgeoise était de la camelote. Le Reichstag avait à faire chaque année un compte rendu de l'application pratique du paragraphe 28 et cette « mesure de protection » aussi, à la première épreuve, se dissipa en fumée. On laissa parler un orateur social-démocrate et ensuite non seulement les nationaux-libéraux mais aussi, à quelques exceptions près, les progressistes et les ultramontains

votèrent en faveur d'une demande de clôture de la discussion présentée par les conservateurs. Lors de l'interpellation à la Chambre prussienne des députés, Virchow avait été un peu plus hardi et avait déclaré que la police n'avait tout de même pas le droit de mettre « de bons révolutionnaires » dans le même sac que les régicides. Mais depuis lors Bismarck avait lâché sa meute officieuse sur le Parti du Progrès « révolutionnaire » et maintenant les « inébranlables » se taisaient bien prudemment sur les abus les plus grossiers de la loi contre les socialistes, pour jouer à leur tour « au plus conservateur de tous les partis ».

Parmi les députés sociaux-démocrates, c'est Bebel qui parla le 4 mars à propos de ce qu'on nomma la loi-muselière, et Liebknecht le 17 mars à propos de la proclamation du petit état de siège sur Berlin. Bebel régla joliment son compte au noble Bismarck qui, pour prétendues « offenses » à sa personne, avec ses plaintes pénales lithographiées, avait envoyé en prison des milliers de gens, et même des vieilles femmes, et qui maintenant avec une mine piteuse disait qu'en tant que membre du Bundesrat il lui fallait être très prudent, parce qu'il ne jouissait pas de la liberté de parole que la Constitution garantissait aux députés. Le cambriolage de ce droit du peuple convenait parfaitement à un homme qui non seulement possédait la liberté la plus illimitée de calomnie, mais en faisait réellement usage, tout en se drapant héroïquement dans son uniforme d'officier, quand un de ceux qu'il avait calomniés voulait le traduire en justice. Le discours de Liebknecht était adapté à la tactique des chefs du parti en Allemagne. Il mit en pièces impitoyablement les quelques phrases creuses du rapport d'activité, et ensuite Liebknecht dit qu'il serait un lâche s'il désavouait formellement ce qu'écrivaient des camarades du parti à l'étranger, mais que le parti n'avait absolument rien à voir là-dedans et il pouvait dire que beaucoup parmi les membres les plus influents du parti avaient désapprouvé la fondation de la *Freiheit* et de la *Laterne*. Le parti observerait la loi contre les socialistes parce qu'il était un parti de réforme au sens le plus strict du terme, et qu'une révolution violente était une absurdité ; quand Bracke avait dit qu'il se fichait de la loi, il n'avait pas voulu dire que le parti ne se plierait pas à la loi, mais qu'il avait seulement établi cette vérité historique que la loi ne le soumettrait pas ; Bracke avait après coup regretté la forme antiparlementaire de sa déclaration et lui, Liebknecht, ne voulait pas non plus l'accepter[1].

Ce discours de Liebknecht suscita, non sous la plume de Most personnellement mais de Mielke, un vieux membre du parti de Berlin, un mémoire de l'Association communiste d'éducation ouvrière de Londres,

1 Ce discours, faible, fut sévèrement critiqué par Engels.

où on pouvait lire : « *Ce qui est nécessaire ce n'est pas une tactique prudente* sous *la loi contre les socialistes, mais une tactique habile* contre *cette loi et c'est elle qu'il faut faire passer dans la réalité. Heureusement il y a encore quelques pays où il est permis de parler librement, et on n'a pas non plus encore entouré d'un mur le Reich allemand. Et même les murs, on peut les escalader quand on est courageux et déterminé. Si on coupe toute possibilité de propagande à l'intérieur, alors la propagande écrite est encore possible de l'étranger.* » Beaucoup plus contestables étaient d'autres parties de ce mémoire, que l'on pouvait à bon droit interpréter comme recommandant une tactique de conspiration secrète sur le modèle des nihilistes russes et une politique d'abstention parlementaire. La *Laterne* s'éleva aussitôt contre cela, même si elle déclarait par ailleurs son accord sur bien des aspects avec ce mémoire. Devant sa protestation, la *Freiheit* déclara que certes elle ne voulait recommander ni une organisation secrète ni une politique d'abstention parlementaire, mais elle en prenait pourtant bien le chemin. Most commençait à parler d'un « nouveau parti » et malmenait les représentants parlementaires de la social-démocratie allemande d'une manière qui de plus en plus excluait toute entente.

Et pourtant une entente sur la tactique du moment devenait de plus en plus nécessaire. Après les vacances de Pâques, le Reichstag commença à examiner la fameuse « réforme des finances et de l'économie ». Le Reichstag devint ainsi la Bourse où Bismarck négociait avec les grands industriels et les grands propriétaires fonciers la part que chacun de ces trois nobles alliés pouvait tailler dans la consommation des masses. Après des tractations longues et écœurantes, les grands industriels eurent en poche leurs droits sur l'acier et le textile, les grands propriétaires fonciers leurs droits sur les céréales et le bétail, Bismarck ses taxes financières, mais cette plaisanterie coûta au peuple un renchérissement de toutes les denrées alimentaires et 130 millions de marks de nouveaux impôts. Sur le plan politique se produisit en même temps un déplacement complet. Les nationaux-libéraux éclatés donnèrent liberté de vote à leurs membres sur toutes les questions économiques ; une partie resta avec les progressistes pour défendre le drapeau du libre-échange, une autre partie passa du côté des protectionnistes. Mais ils s'en tinrent fermement à leurs « garanties constitutionnelles », ils ne voulaient pas laisser passer complètement à la trappe le droit du Reichstag à approuver les recettes ; aussi Bismarck fut-il obligé de faire alliance avec les ultramontains, qui se contentèrent de « garanties fédératives », du transfert de tous les excédents aux États particuliers et – agréable cadeau – du renvoi de Falk, ministre des Cultes de l'époque du Kulturkampf. Cela ne dérangeait pas un grand esprit comme Bismarck ; quand il y avait à rafler de telles mises, il valait la peine non

seulement d'aller à Canossa, mais aussi de faire une révérence devant le particularisme.

Ni les journaux sans couleur politique, ni les écrits d'agitation anciens ne pouvaient un tant soit peu être utiles aux ouvriers pour s'y retrouver dans cet embrouillamini. Et la tribune parlementaire s'avéra aussi un porte-voix très insuffisant. Dans les longues semaines durant lesquelles le nouveau tarif douanier fut âprement discuté, les députés sociaux-démocrates ne réussirent pratiquement pas à prendre la parole, malgré leurs innombrables demandes d'intervention. Ils étaient donc loin de pouvoir développer à fond leurs conceptions. Leur position fut rendue encore plus difficile, du fait que Kayser commença à s'enthousiasmer pour quelques-unes des protections douanières industrielles.[1] Par ailleurs les masses ouvrières des grandes villes se manifestaient avec de plus en plus de force. Lorsque Reinders qui représentait le district est de Breslau mourut le 22 mai, les ouvriers de Breslau lui firent des obsèques grandioses. Ensuite, à l'issue d'une bataille électorale à deux tours, ils élurent Hasenclever pour le remplacer. Cinq fois en l'espace de quelques mois, le prolétariat de Breslau avait donné les signes de vie les plus vigoureux ; il n'y avait absolument aucun doute que les ouvriers de Berlin, Hambourg et Leipzig, c'est-à-dire les ouvriers des plus grands centres du mouvement, se seraient manifestés aussi énergiquement si semblables occasions leur avaient été offertes. En revanche, une élection complémentaire dans la circonscription de la Marche Kottbus-Spremberg montra un recul inquiétant des voix sociales-démocrates. Le danger d'une coupure se faisait toujours plus menaçant : le prolétariat avancé pouvait tomber sous la direction de la *Freiheit* au comportement imprévisible, le moins évolué pouvait tomber encore plus bas sous l'influence des journaux sans couleur politique.

Maintenant c'était au tour de la *Laterne* de se montrer plus sévère. Tout en défendant, contre Most, la fidélité au parti, elle ne faisait pas mystère que les événements de Londres auraient été impossibles si de graves erreurs n'avaient été commises en Allemagne. Elle disait : « *Pas d'organisation sans organe* ; *si les organes étrangers ne conviennent pas, alors créez-en de nouveaux, n'hésitez pas plus longtemps, car il est grand temps.* » Elle fustigeait les cabrioles protectionnistes de Kayser et démontrait de manière convaincante la nocivité pour la collectivité du nouveau tarif douanier, tel qu'il était. Elle reproduisait un article de Liebknecht qui, contre Most, disait que sur le terrain de la loi contre les socialistes

1 L'attitude de Kayser fut à maintes reprises sévèrement critiquée par Marx et Engels.

on pouvait soit se lancer à l'attaque soit tenir ferme, mais qu'il n'y avait pas de troisième possibilité, cependant elle publiait aussi une lettre « de Berlin » qui disait qu'on se berçait d'illusions en croyant que la social-démocratie était suffisamment enracinée dans les masses pour pouvoir supporter des années entières de calme extérieur et se passer de tout lien concret ; il y avait sans doute une troisième possibilité : une attitude énergique, défensive et offensive, en utilisant les circonstances à l'intérieur et l'extérieur du Reich allemand.

Enfin Marx et Engels intervinrent aussi dans cette situation confuse. Après comme avant la loi contre les socialistes, Höchberg avait prouvé qu'il était l'ami fidèle du parti ; il était toujours prêt à aider et apporter son soutien partout où il le pouvait, à ses yeux toute sa fortune était propriété du parti. Mais on ne pouvait pas le refaire : il s'accrochait à l'espoir de pouvoir gagner à la social-démocratie des cercles importants des classes dominantes, en les instruisant et en faisant appel à leur sentiment de justice ; il souhaitait que le parti facilite le plus possible la conversion de ce genre de personnes, qu'il accentue davantage son programme économique et relègue davantage au second plan ses traditions politiques et révolutionnaires. Ainsi à Pâques 1879 il fit envoyer de Bruxelles en Allemagne 10 000 exemplaires de la *Quintessence du socialisme* de Schäffle à des fonctionnaires, juristes et professeurs et, dans le même esprit, il fonda pour remplacer la *Zukunft* interdite quelques revues scientifiques, les *Traités d'économie politique* sous le pseudonyme d'un certain Dr R. F. Seyfferth à Leipzig et les *Annales pour la science sociale et la politique sociale* sous le pseudonyme d'un certain Dr Ludwig Richter à Zurich. La revue de Leipzig, qui parut à intervalles irréguliers, échappa aux griffes de la loi contre les socialistes ; elle s'occupait essentiellement de questions pratiques de politique sociale et, contre l'illusion protectionniste de la protection du travail national, il présentait une législation internationale de la protection du travail comme l'intérêt véritable de la classe ouvrière. Les *Annales* de Zurich n'eurent pas autant de chance puisqu'elles furent immédiatement interdites, en dépit de leur attitude très prudente. Le premier fascicule de la première année, qui sortit en été 1879, contenait quelques articles de Greulich et Vollmar, un certain nombre de comptes rendus et une série de correspondances sur le mouvement socialiste dans les pays modernes, pour la plupart excellents travaux qui montraient un progrès non négligeable, allant bien au-delà de l'attitude de la *Zukunft*.

Mais ce fascicule contenait aussi, dans un article spécial, « une rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne » qui se présentait comme des « aphorismes critiques ». Les auteurs étaient Höchberg et Carl

August Schramm ; Eduard Bernstein qui, comme conseiller littéraire de Höchberg, s'était installé en Suisse et passait pour le troisième auteur, n'y avait contribué que par quelques lignes secondaires. S'il était déjà en soi délicat et difficile de critiquer la social-démocratie au moment où elle était le plus durement réprimée, cet article était loin de le faire d'une manière un tant soit peu satisfaisante. La méthode d'agitation en vigueur était soumise à une critique acerbe, même pas toujours pertinente, et de plus dénuée de tact ; on mettait en garde contre les « débats stériles sur l'État futur », mais pas du tout dans le sens d'une action révolutionnaire excluant toute utopie, mais seulement dans le sens d'une pratique réformiste bourgeoise, et enfin on mettait l'accent sur la nécessité de gagner de nombreux partisans dans les classes possédantes et cultivées, si on voulait que l'agitation, qui demandait par ailleurs de sacrifier tant d'énergie et de bonheur familial, arrive à des résultats tangibles. C'est contre cela que Marx et Engels protestèrent dans une lettre circulaire adressée à Bebel, Bracke et d'autres ; ils exigèrent que de telles idées ne soient pas exprimées dans l'instance dirigeante, même si on les tolérait au sein du parti[1].

Or les *Annales* de Zurich n'avaient pas vocation bien sûr à diriger le parti, mais à côté de la *Freiheit* et de la *Laterne* elles représentaient désormais une troisième direction tactique, sans que la voix autorisée du parti se fît entendre. On ne devait pas écarter plus longtemps la nécessité d'un organe officiel du parti, paraissant à l'étranger ; cela Geib le comprit aussi, lui qui s'était opposé le plus longtemps à ce projet. Il ne devait pas lui être donné d'assister lui-même à la parution du nouveau journal. Le 1er août ses souffrances prirent fin ; les ouvriers de Hambourg suivirent son cercueil en un cortège immense, que les journaux bourgeois évaluèrent à 30 000 personnes, et devant sa tombe ouverte ses vieux amis firent la promesse solennelle de continuer à agir inlassablement dans l'esprit de cet homme inoubliable.

Comme lieu de parution de l'organe du parti, on choisit Zurich, où le mouvement ouvrier suisse possédait sa propre imprimerie et où, par ailleurs, les conditions les plus favorables étaient réunies pour développer cette entreprise. Depuis fin juin déjà, la *Laterne* avait suspendu sa parution, Karl Hirsch lui-même reconnaissant que la forme de pamphlet politique qu'il avait lui-même choisie ne suffisait pas pour les besoins du parti. Mais, après tout ce qui venait de se passer, on pouvait d'autant moins déclarer la *Freiheit* organe du parti que Most se perdait de plus en plus dans un révolutionnarisme absurde. À Zurich le *Sozialdemokrat*,

1 Lettres de Marx et Engels à Bebel et W. Bracke.

organe international de la social-démocratie de langue allemande, sortit son numéro d'essai le 28 septembre.

Il se proclamait lui-même enfant de la loi contre les socialistes. Les journaux sans couleur politique, que des camarades du parti publiaient encore en Allemagne, en dépit de divers avantages qu'ils offraient par ailleurs, ne pouvaient pas remplacer l'ancienne presse du parti ; non seulement ils étaient obligés d'éviter toute critique, même la plus anodine, contre l'organisation de la société capitaliste, mais ils n'avaient même pas le droit de se permettre le tiers de la franchise avec laquelle la presse bourgeoise discutait jusque-là des institutions de la société et de l'État, sans courir le danger d'être immédiatement réprimés. Sur le fond et sur la tactique, le *Sozialdemokrat* se plaçait sur le terrain du programme de Gotha ; comme organe de la social-démocratie, qui était toujours un parti révolutionnaire au sens vrai et le meilleur du terme, il agirait pour éclairer et organiser les masses et combattrait tout révolutionnarisme, qui en apparence menait plus vite au but mais qui en réalité était stupide et nuisible. Bien qu'il ne se trouvât pas dans la sphère d'influence du parti allemand et autrichien, il avait l'intention d'éviter si possible, dans la forme, toute atteinte au droit commun, ce qui ne devait porter aucun préjudice à son intransigeance dans le fond.

Ainsi tombait un pénible interdit, et dans les rangs du parti retentit à nouveau le vieux cri de bataille qui avait fait ses preuves : En avant sur toute la ligne !

Chapitre II

Le nouveau déploiement des forces

1. Revue des troupes au château de Wyden

Dès son numéro d'essai, le *Sozialdemokrat* pouvait enregistrer un succès important que le parti avait remporté aux élections du Landtag saxon.

La genèse de la propagande lassalienne expliquait suffisamment pourquoi l'activité électorale sociale-démocrate s'était concentrée d'abord sur les élections à suffrage universel direct, donc sur les élections au Reichstag. Mais, du fait de son renforcement, le parti avait commencé à participer aussi aux élections censitaires pour les Landtags, et les communes des différents États, tout en maintenant ses réserves de principe, dans l'impérieux désir de conquérir, partout où c'était possible, un nouveau terrain pour agir et frapper. Ce désir ne fut réfréné que là où la possibilité de tout succès autonome était exclue, comme lors des élections au Landtag prussien. Là où, dans les États moyens et petits, s'offraient des perspectives plus favorables, elles avaient été utilisées fréquemment, et assez souvent avec succès, notamment dans le royaume de Saxe. Dans les représentations municipales saxonnes il y avait de nombreux sociaux-démocrates et leur participation aux élections du Landtag saxon, qui avaient lieu tous les deux ans pour renouveler un tiers de la Chambre basse, avait même peu à peu tellement augmenté que Crimmitschau envoya en 1877 au Landtag saxon l'avocat Freytag comme premier député social-démocrate. Cependant, avant la loi contre les socialistes, on n'avait pas attaché une trop grande importance à la participation aux élections censitaires ; mais lorsque le 10 septembre 1879 eurent lieu les nouvelles élections pour le Landtag saxon, et cela en particulier dans les districts qui, comme Leipzig-campagne, Chemnitz, Zwickau, avaient été perdus aux élections du Reichstag, les membres saxons du parti décidèrent d'engager une épreuve de force.

Le système censitaire excluait des élections au Landtag environ deux tiers des électeurs sociaux-démocrates au Reichstag, malgré cela Liebknecht réussit à l'emporter dans la partie ouest de Leipzig-campagne, et l'avocat Puttrich à Zwickau. De même, dans les districts où les candidats du parti perdirent les élections, le nombre de voix conquises était relative-

ment très favorable, et surtout l'organisation privée, d'homme à homme, la seule encore possible sous les lois contre les socialistes, s'était avérée excellente. Trois jours avant l'élection, le gouvernement et les partis bourgeois étaient dans l'obscurité complète sur les intentions sociales-démocrates. Certes ils subodoraient une action par surprise, et la police avait ordre le plus strict de réprimer immédiatement toute agitation électorale sociale-démocrate ; pour apaiser provisoirement son héroïsme patriotique, elle interdit trois journaux à Dresde, Chemnitz et Glauchau, dont aucun n'avait enfreint, ne serait-ce que de loin, la loi contre les socialistes. Mais l'attaque surprise réussit parfaitement : au petit matin d'un dimanche d'automne, des centaines de camarades se déployèrent à partir des différents centres de l'agitation électorale et le soir même chaque électeur avait son manifeste électoral social-démocrate et son bulletin de vote. À Chemnitz seulement, où le policier Siebdraht sévissait comme un pacha turc, vingt personnes, parmi lesquelles les députés au Reichstag Vahlteich et Wiemer, furent surprises en train d'encarter manifestes électoraux et bulletins de vote et, attachées ensemble par une corde comme une botte de cigares[1], furent toutes traînées au poste de police. Bien sûr, en l'absence totale d'élément prouvant ne serait-ce qu'en apparence leur culpabilité, elles durent être aussitôt relâchées, seul le candidat Vahlteich fut maintenu en prison jusqu'à la fin de l'élection ; avec ce coup de main illégal, la victoire de « la loi et l'ordre » était dès lors assurée à Chemnitz.

Le serment de fidélité, que Liebknecht et Puttrich durent prêter au moment de leur entrée au Landtag saxon, suscita de l'émoi dans le parti, bien qu'il ne fût rien qu'une formalité vide de sens. Sans parler de la polémique fielleuse de Most, Karl Hirsch se querella aussi âprement à ce sujet avec Hasenclever. Cependant le conflit s'assoupit très vite. Si les classes possédantes subordonnaient l'accomplissement des droits et des devoirs civiques à la récitation de quelques phrases ampoulées, les classes laborieuses n'avaient pas le droit de se laisser troubler un seul instant par cela ; Most lui-même avait prêté un serment tout à fait analogue, quand il avait été admis comme citoyen saxon. Un événement tragique montra bien trop vite et bien trop parfaitement combien il était utile que la classe ouvrière soit représentée au Landtag. À peine Liebknecht, le 27 novembre à la Chambre de Dresde, avait-il dénoncé violemment l'exploitation criminelle des mineurs saxons, que le 2 décembre un terrible coup de grisou au puits de mine Brückenberg à Zwickau tua quatre-vingt-neuf hommes, par la seule faute du capital exploiteur qui, malgré la ventilation

1 À l'époque, cigarettes et cigares n'étaient pas vendus en paquets mais en bottes serrées par un cordon.

en panne, n'avait pas voulu suspendre l'extraction du charbon pendant quelques heures. Sous l'effet de cette épouvantable catastrophe, une élection complémentaire au Reichstag eut lieu une semaine plus tard à Magdeburg, qui fut un grand succès pour la social-démocratie. Le candidat Viereck obtint 4 721 voix au premier tour et 7 313 au second. Tout de suite après, à une élection municipale à Esslingen où il y avait sept conseillers municipaux à élire, cinq candidats sociaux-démocrates parvinrent à être élus ; de beaux succès furent également obtenus aux élections municipales de Glauchau-Meerane et Mannheim, et dans la petite ville palatine de Lambrecht les tisserands pauvres comme Job conquirent encore une fois l'hôtel de ville. À vrai dire, ils durent le céder à nouveau, étant donné que les quinze ouvriers élus au conseil municipal furent menacés de licenciement immédiat par leurs exploiteurs ; mais quelle gloire pour les sauveurs de la société et de l'État, si leurs « victoires » étaient encore plus déshonorantes que leurs défaites !

Entre-temps le *Sozialdemokrat* avait commencé son activité de clarification et de rassemblement. Le camarade suisse Herter était responsable de la rédaction et de l'édition, et Höchberg avec son abnégation habituelle assurait financièrement la sauvegarde du journal, qui pour le moment ne pouvait être qu'en déficit. Mais néanmoins le *Sozialdemokrat* devint, dès le départ, ce qu'il devait devenir : un organe de tout le parti. La liaison étroite et proche avec le parti allemand le protégea des dangers de la littérature d'émigration. Au cours de sa première année une certaine incertitude théorique fut perceptible, pas plus toutefois qu'il en existait encore dans le parti lui-même ; dans un premier temps la nécessité d'airain de la lutte relégua toute théorie au second plan. La langue du journal était sérieuse et digne, certes pas dépourvue d'expressions vigoureuses dès qu'il s'agissait d'appeler par leur nom des actes infâmes, mais exempte de tout cynisme vulgaire.

L'accusation selon laquelle le *Sozialdemokrat* s'était mis à justifier le parjure pour servir le parti, repose sur une grossière falsification. À Francfort-sur-le-Main les jurés avaient injustement déclaré le camarade Ibsen coupable de parjure et le tribunal l'avait condamné à trois ans de réclusion criminelle, pour avoir prétendument couvert par un faux témoignage un ami accusé d'avoir distribué une publication interdite. Injustement, car Ibsen avait été condamné alors qu'il était totalement innocent. À part cela, le *Sozialdemokrat*, dans un article rédigé par Hasenclever, ne contenait pas le moindre mot approuvant le parjure, s'il avait été commis ; il se contentait de stigmatiser la torture morale, coutumière alors dans le pays, qui contraignait un homme ou bien à trahir un ami, ou bien à se parjurer devant les tribunaux ; il demandait qu'on ait de la compassion

pour le malheureux qui dans un tel conflit défaillait et transgressait la loi : « *Pour nous, cet homme est un martyr, pas un criminel.* » C'était la même idée dont Schiller s'était inspiré pour écrire son *Criminel par honneur perdu*[1] ; mais s'en servir pour fabriquer de toutes pièces une justification du parjure pour servir le parti, cela prouvait seulement la déchéance intellectuelle et morale de ceux qui se souillaient par ce mensonge.

Ce qu'on pouvait plutôt reprocher au *Sozialdemokrat*, du moins vu de l'extérieur, était l'espace considérable qu'il était obligé de consacrer à extirper la mauvaise herbe qui avait poussé dans le parti. Cela n'avait pas beaucoup d'importance, et même c'était incontestablement un avantage que le rude vent de la loi contre les socialistes sépare très vite le bon grain de l'ivraie et emporte tous les éléments peu sûrs qui s'étaient joints à la rapide marche victorieuse du parti après le congrès d'unification de Gotha. Il était déjà beaucoup plus regrettable que, harassés, bien des vieux camarades expérimentés déposent les armes ou même succombent à la tentation, dès que la police les mettait devant le choix, ou bien de voir leur existence et celle de leur famille brisées, ou bien de devenir traîtres à leur cause. Mais même ces cas se diluaient dans la multitude d'exemples d'abnégation et de fidélité, et les cris de joie des adversaires à propos des listes de traîtres du *Sozialdemokrat* confirmaient seulement que le parti était décidé à maintenir dans ses rangs une discipline de fer. En revanche, l'influence que Most avait gagnée dans la première année de confusion était réellement inquiétante. Ceux qui écoutaient la voix de la *Freiheit* de Londres n'étaient pas toujours les éléments les plus mauvais, pas toujours les plus arriérés, c'était aussi des natures intrépides et obstinées, et qui l'écoutaient d'autant plus qu'elles subissaient plus durement la répression. À Berlin en particulier, où le petit état de siège avait été reconduit en novembre 1879 et était continuellement utilisé pour décimer le prolétariat conscient, Most avait gagné un certain nombre de partisans, et parmi les expulsés berlinois aussi régnait un état d'esprit inflammable, facilement accessible à toute sorte de suspicion et de soupçon. Comme la police avait interdit les collectes pour les expulsés, on devait les poursuivre en secret, et distribuer aussi leur produit en secret, ce qui faisait naître toutes sortes de commérages et de frictions. Most qualifiait ces collectes d'activité de philistins. Depuis que la parution d'un organe du parti à l'étranger lui avait ôté tout motif sérieux de proférer des accusations, il

1 Ce roman de jeunesse de Schiller paru en 1786 connut un immense succès. Un homme poussé en marge de la société devient brigand, d'abord pour échapper à la misère, mais ensuite volontairement. Ses tentatives pour revenir dans la société et racheter son honneur perdu se soldent par un échec ; arrêté, il est condamné à mort.

s'égarait complètement, il voulait dissuader les ouvriers de participer aux élections, exaltait les attentats de Hödel et de Nobiling, travaillait avec des moyens peu honorables à la formation d'un nouveau parti « révolutionnaire social ». C'était une tâche souvent peu réjouissante que de se frayer un chemin dans toutes ces histoires, tâche associée à bien des querelles personnelles et mesquines, mais c'était malgré tout une tâche nécessaire.

En général le *Sozialdemokrat* s'en acquitta avec beaucoup de tact. De semaine en semaine il pénétra plus profondément dans le prolétariat allemand, malgré tout l'art des limiers de la police, malgré les centaines de perquisitions qui eurent lieu dans les endroits les plus divers d'Allemagne, malgré toutes les violations du secret postal. Dans cette guérilla les nouveaux fils de l'organisation, noués avec les collectes pour les expulsés, se tissèrent en une toile à laquelle on pouvait bien faire un accroc, mais qu'on ne pouvait jamais déchirer, comme s'en plaignait déjà en 1880 un procureur d'État de Magdeburg. Le prolétariat affamé et méprisé se révéla le maître réel des forces de production et de circulation modernes, réussissant avec ces armes à vaincre en se jouant le système policier historiquement dépassé depuis longtemps. Toute chose doit être apprise, et de temps en temps un envoi du *Sozialdemokrat* ou d'autres publications interdites était saisi, mais bientôt la « poste aux armées rouge » fonctionna avec une exactitude et une ponctualité qui ridiculisaient les « prouesses » de la poste officielle du Reich montées en épingle à coup de réclame. À côté du *Sozialdemokrat*, la diffusion de tracts s'avéra un moyen d'agitation efficace ; d'habitude les tracts étaient déjà distribués avant qu'une interdiction intervienne avec retard. Lorsque la police de Dresde interdit un compte rendu oral de Bebel à ses électeurs, Bebel fit son compte rendu dans un tract que 700 hommes, un dimanche matin entre 7 et 9 heures, distribuèrent à 30 000 exemplaires, si vite et si adroitement que la police, quand elle découvrit le pot aux roses, ne mit plus la main que sur quelques exemplaires isolés.

Les ouvriers furent bientôt si sûrs de leur force invincible qu'ils apprirent à jouer avec leurs persécuteurs comme le chat avec la souris. En février 1880, un camarade de Zurich, auquel l'inspecteur de police Kaltenbach de Mulhouse voulait soutirer des informations sur la façon dont l'expédition du *Sozialdemokrat* était faite, fit semblant d'y consentir, expédia le sauveur de l'État et son escorte de mouchards à la frontière belge, le temps qu'un envoi important de publications interdites passe la frontière suisse, et remit le salaire du péché à la caisse du *Sozialdemokrat*, qui libella son reçu à « Fouine et Longues Oreilles dans le Reich allemand ». À un mois de cela, le service des douanes mit la main sur un gros colis provenant d'une petite localité du Vorarlberg et adressé à une

petite ville du Main en Franconie, qui était censé contenir des chutes de papier mais, enveloppé dans ces chutes, un envoi du *Sozialdemokra*t. Tout fiers de leur prise, les douaniers la mirent en sûreté dans leur cave, mais le lendemain matin il avait disparu et l'envoi parvint en bonnes mains. Dans le Reich même, à la même époque, un bon tour fut joué à la police de Magdeburg. Avec son autorisation, un libraire patriote avait publié sous une couverture rouge un ouvrage portant ce titre alléchant *« La victoire des sociaux-démocrates ou l'Allemagne conçue comme République, par un ami du parti »*. L'ouvrage commençait par des phrases radicales et finissait par recommander avec insistance les saintes opinions de la police. Sur-le-champ parut un deuxième ouvrage, exactement dans la même présentation, avec le même titre et la même introduction, mais avec ensuite un contenu qui se moquait de la loi contre les socialistes. Environ 25 000 exemplaires furent diffusés avec la collaboration efficace de la haute police, qui ne découvrit qu'au bout de deux mois quel œuf de coucou elle avait couvé. Maintenant elle était bien embarrassée. Devait-elle interdire également son propre torchon, ou bien laisser courir l'ouvrage de contrebande ? Ce délicat dilemme aiguisa ses sens engourdis et, le 9 mai 1880, le gouvernement royal de Magdeburg décréta que l'ouvrage avec la couverture rouge pâle était autorisé par la police, mais l'ouvrage avec la couverture rouge clair interdit par la police. Et voilà ce qu'on pouvait lire dans le *Journal officiel* du Reich allemand, et non pas dans la gazette officielle de Schilda[1] !

Au-delà de ces plaisanteries savoureuses, la social-démocratie ne sous-estimait pas le sérieux de la situation. La police se dédommageait de toutes les défaites morales en usant abondamment des moyens de pression matériels de sa dictature sans limites et, au printemps 1880, Bismarck présenta au Reichstag la proposition de prolonger à nouveau pour cinq ans la loi contre les socialistes, encore en vigueur pour un an. L'homme du siècle ne pouvait plus gouverner *sans* l'état de siège, *avec* lequel, selon le mot de Cavour, n'importe quel âne peut gouverner.

Les beaux fruits que la loi contre les socialistes devaient faire mûrir, comme l'assurait Bismarck, s'étaient révélés n'être que cendre et poussière. La misère, dont l'agitation sociale-démocrate était censée être la cause, était après la répression de cette agitation devenue presque plus insupportable encore qu'avant. Elle atteignit son point culminant fin

1 Après Till Eulenspiegel, *Les bourgeois de Schilda*, paru en 1597, était en Allemagne le recueil le plus célèbre d'histoires drolatiques. Les frasques des habitants de Schilda qui jouaient les nigauds pour arriver à leurs fins défrayaient la chronique et les rendirent célèbres dans tout le pays.

1879-début 1880. Dans les lieux les plus divers d'Allemagne, dans les massifs du Spessart, en Thuringe, dans l'Erzgebirg saxon, en Haute-Silésie, régnait, selon les comptes rendus de la presse bourgeoise elle-même, une atroce famine. À cela s'ajoutèrent un hiver excessivement rigoureux et des inondations dévastatrices au printemps. Mais si même cela ne brisa pas la force du Parti social-démocrate, cela ouvrit d'autant plus les yeux de la population pauvre, qui jusque-là encore avait cru au Sauveur Bismarck. Dans l'état d'extrême faiblesse où elle se trouvait, elle ressentait de manière deux fois plus aiguë les nouvelles taxes financières et droits protectionnistes qui lui pompaient le sang comme des ventouses. L'augmentation de salaire qui devait paraît-il être accordée aux ouvriers de l'industrie grâce aux droits protectionnistes, ne vint naturellement pas ; plus même, là où c'était possible, les salaires furent encore baissés ; c'est que, en détruisant leurs organisations syndicales, on avait là aussi désarmé les ouvriers ! On ouvrit les yeux au prolétariat agricole avec la loi sur la police des champs et des forêts, qui permit à la représentation prussienne des « sacs d'argent », dans son appétit insatiable de profits, d'avaler les myrtilles et les aiguilles de pin, tout ce qui restait encore aux plus pauvres de l'ancienne propriété communale des forêts. En pareilles circonstances, un homme d'État aussi inspiré que Bismarck ne sut que durcir l'état de siège : à la session du printemps 1880, il demanda au Reichstag la prolongation de la loi contre les socialistes et le renouvellement du septennat, qui prenait fin l'année suivante, en même temps qu'une augmentation de 25 615 hommes des effectifs sur pied de paix.

La majorité conservatrice-nationale-libérale approuva purement et simplement la proposition sur l'armée. Quelques nationaux-libéraux à vrai dire se lamentèrent un peu sur l'insatiabilité du militarisme, mais deux ou trois cliquetis de sabre de Moltke eurent vite fait de les faire taire. Depuis la guerre russo-turque, l'alliance des trois empereurs avait reçu un coup mortel ; les intérêts divergents de l'Autriche et de la Russie à propos de la question d'Orient s'étaient violemment heurtés et, bien que Bismarck dans les années 1870 et surtout au congrès de Berlin eût représenté avec zèle les intérêts tsaristes, le « petit père » se plaignait cependant amèrement de l'ingratitude de son fidèle vassal. Le nouveau regroupement des puissances européennes opposait l'Allemagne, l'Autriche, et bientôt aussi l'Italie, à la double alliance Russie-France. L'annexion de l'Alsace-Loraine faisait maintenant mûrir ses fruits amers. Rien ne pouvait justifier de manière plus frappante la politique sociale-démocrate après Sedan que les demandes croissantes de troupes qui, selon les assurances du gouvernement, étaient nécessaires pour être armé sur « deux fronts », contre la France et contre la Russie. C'est justement cela

que le comité directeur de Brunswick avait prédit dans son manifeste. Bebel partait du même point de vue pour critiquer la proposition sur l'armée, sans cacher que la social-démocratie était prête aussi à défendre le sol de la patrie contre des appétits de conquête étrangers. Dans le *Sozialdemokrat* il exposa en détail cette idée, contestée par Most mais aussi par quelques vieux militants fidèles du parti : internationaliste de sentiments, la social-démocratie n'est pas sans patrie, il ne peut lui être indifférent que l'Allemagne passe sous domination étrangère ou que des conquérants étrangers s'annexent des pans de terre allemande, le prolétariat aussi a besoin de l'indépendance nationale pour pouvoir mener avec force et vigueur sa lutte d'émancipation. C'était la vieille conception que Marx, Engels et Lassalle avaient exprimée en 1859, que Lassalle et Schweitzer avaient défendue aux débuts du parti allemand et qui n'avait été çà et là obscurcie que dans les années confuses de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Les propositions du gouvernement contre les socialistes, aussi bien le compte rendu de l'application du petit état de siège à Berlin que le projet de loi demandant la prorogation pour cinq ans de la loi contre les socialistes, ne contenaient rien d'autre que quelques phrases pauvres et insignifiantes. Comme toutes les propositions du même genre faites au Reichstag dans la décennie suivante, elles étaient élaborées selon le schéma que Macaulay avait un jour défini comme la logique de tous les mauvais gouvernements, résumé dans la formule : « *Quand le peuple est agité, il n'est pas mûr pour la liberté ; quand il est tranquille, il n'aspire pas à la liberté.* » Ainsi le système Bismarck disait : la loi contre les socialistes a établi le calme dans le prolétariat, et c'est pourquoi il faut la prolonger ; ou alors : la loi contre les socialistes n'a pas encore établi le calme dans le prolétariat, et c'est pourquoi il faut d'autant plus la proroger. Depuis 1880, c'est entre ces deux positions géniales que les « justifications » de toutes les propositions de loi contre les socialistes vacillaient comme des ivrognes ; peut-être les conseillers privés qui devaient les élaborer ont-ils, tout en buvant leur chope du matin, réellement joué à pile ou face s'ils devaient couler leurs discours plutôt dans le premier moule que dans le deuxième, en tout cas on n'a jamais pu découvrir dans ces documents un rapport quelconque avec la situation concrète. Les organes indépendants de la presse bourgeoise eurent tôt fait d'expliquer qu'il ne valait pas la peine d'imprimer ces bêtises, et un exposé historique a donc d'autant moins le droit de s'en charger. En 1880, la question de la loi contre les socialistes, qui en 1878 encore pour beaucoup de ses responsables avait été lestée de tout un fatras idéologico-moral, s'était transformée depuis

longtemps en question de pouvoir pure et simple, qui ne fut tranchée qu'en fonction des besoins de la lutte de classe pratique.

La majorité conservatrice-nationale-libérale était prête à proroger la loi. Les nationaux-libéraux posèrent seulement deux conditions : la prorogation devait être, non de cinq ans mais de trois et demi, jusqu'au 30 septembre 1884, et les pouvoirs policiers en matière d'expulsion au titre du paragraphe 28 ne devaient pas toucher aux membres des corps législatifs quand ils étaient en session. Le gouvernement accorda les deux choses ; il n'allait pas chipoter pour une petite réduction de délai, et il s'était aussi fait entre-temps ramasser par les tribunaux avec ses poursuites contre Fritzsche et Hasselmann pour infraction à l'interdiction de séjour. Parmi tous les nationaux-libéraux, seul Lasker vota résolument contre toute prorogation ; c'était déjà à cette époque un homme mourant, qui reconnaissait ses péchés politiques et cherchait à en expier sa part, et il dit tout net que le gouvernement, contrairement à ses promesses, avait fait un usage grossièrement abusif des pouvoirs qui lui avaient été conférés pour agir contre la social-démocratie. Ses camarades de parti se tirèrent de cet incommode aveu avec cette remarque cynique que, quand on arrachait la mauvaise herbe, on ne pouvait éviter que des plantes saines soient aussi arrachées avec.

Parmi les partis bourgeois de l'opposition, les ultramontains étaient maintenant rassurés sur le fait qu'ils ne seraient pas tracassés par la loi d'exception, et donc ils étaient prêts eux aussi à la proroger ; seulement, pour sauver les apparences, ils demandaient qu'on leur concède quelques « adoucissements ». Le vieux Windthorst demanda qu'on limite le petit état de siège à Berlin, qu'on n'interdise pas les collectes en faveur des expulsés, qu'on ne soumette pas les réunions électorales aux restrictions de la loi, et bien d'autres choses encore. Le gouvernement et sa majorité conservatrice-nationale-libérale refusèrent : il fallait que les « ennemis du Reich », en chiens obéissants, sautent par-dessus le bâton sans discuter ; quatorze ultramontains y étaient disposés. Comme de ce fait la loi était assurée d'une large majorité, les progressistes purent une fois encore s'offrir le plaisir sans mélange de débiter leurs fières tirades.

Parmi les députés sociaux-démocrates, ce fut Vahlteich qui parla en première lecture, très bien et très énergiquement. Face aux discours des adversaires affirmant que la social-démocratie voulait la révolution dans le sens de « sortir les fourches », selon le modèle russe du terrorisme nihiliste qui était alors à son apogée, il expliqua que la révolution ancien style avec barricades et autres choses de ce genre était déjà impossible pour des raisons purement techniques, étant donné le perfectionnement des armes et le développement du militarisme moderne ; que les sociaux-

démocrates allemands et les nihilistes russes étaient, de par leurs origines et leurs objectifs, des partis absolument différents et étaient de ce fait obligés d'avoir aussi des tactiques absolument différentes. Bebel prit la même position à l'égard du nihilisme russe. Le groupe parlementaire social-démocrate participa à la deuxième lecture en présentant des amendements, naturellement dans le seul but de pouvoir prendre suffisamment la parole et de montrer les différentes facettes du monstrueux système policier. De toute façon ses amendements étaient rédigés de telle sorte que, comme le disait un orateur national-libéral, s'ils étaient acceptés, seule la coquille serait restée mais l'escargot lui-même aurait disparu. En troisième lecture, Hasselmann prit la parole, dans l'ensemble pas maladroitement, mais en concluant par une phrase provocante et lourdaude : il regrettait que plusieurs de ses collègues aient refusé tout point commun avec les nihilistes russes, ce que lui acceptait, le temps des bavardages parlementaires était révolu et le temps des actes commençait. Puis la proposition du gouvernement fut approuvée par 191 voix contre 94.

Pour son pronunciamiento, Hasselmann n'aurait pu choisir moment plus défavorable que le jour où la mise hors la loi de la classe ouvrière allemande était prorogée pour une série d'années. Depuis le congrès de Gotha en 1876, il s'obstinait dans son attitude frondeuse et intrigante, sans qu'on puisse y découvrir un quelconque principe, si ce n'est qu'il flattait le « poing calleux » des ouvriers. Les mérites incontestables qu'il s'était acquis comme dirigeant intellectuel du *Neue Social-Demokrat* lui avaient gagné l'attachement de bon nombre de cercles ouvriers, en particulier à Berlin et à Elberfeld-Barmen, les lieux où il avait été actif personnellement, cependant il n'arriva pas à constituer une fraction Hasselmann. Après la promulgation de la loi contre les socialistes, ses collègues du Reichstag avaient de mille manières tenté de le ramener à une collaboration sans réserve dans l'intérêt du parti, seulement elles échouèrent à cause de sa nature méfiante et fermée. Il attisa au contraire tous les mécontentements qui pouvaient surgir au sein du parti, et le groupe parlementaire social-démocrate s'était demandé depuis longtemps si une rupture ouverte des relations avec lui n'était pas préférable à cette guerre interne de la suspicion. Tant mieux si c'était Hasselmann lui-même qui rompait maintenant et choisissait d'être un homme politiquement mort.

Son isolement obstiné semble avoir entièrement troublé son regard politique ; sinon il aurait dû reconnaître, à partir d'une série d'élections complémentaires qui eurent lieu dans la première moitié de l'année 1880, combien le prolétariat conscient avait peu l'intention de confondre l'activité politique avec « la propagande par le fait ». Le 2 mars, Auer fut élu à

Glauchau-Meerane avec 8 225 voix contre 7 288, à la place de Bracke qui, gravement malade, avait démissionné de son mandat. La circonscription électorale était bien sûr un vieux fief du parti, mais à cette époque-là justement régnait une effroyable misère, dont l'influence paralysante exigeait pour la surmonter une haute énergie morale de la part des tisserands affamés. Beaucoup de ces courageux tisserands renonçaient à tout secours provenant de fonds publics, tout simplement pour ne pas perdre leur droit de vote. Manifestement, le 15 avril, ce n'est pas de manière tout à fait aussi favorable que se déroula l'élection complémentaire de Berlin II, où environ 3 000 voix seulement se portèrent sur les candidats sociaux-démocrates, à peu près moitié moins que dans les années des attentats. Mais si l'on considérait le fait qu'à Berlin chaque électeur social-démocrate était confronté au risque d'être immédiatement expulsé, ce résultat était même digne de tous les honneurs, et un journal conservateur lui-même tempéra la joie des adversaires devant un résultat aussi « béni » du petit état de siège en demandant, perplexe, combien les libéraux ou les conservateurs auraient bien pu obtenir de voix s'ils avaient été placés dans les conditions dans lesquelles la social-démocratie avait encore aligné 3 000 voix. Mais si cela avait été un petit revers, il fut brillamment rattrapé le 27 avril par l'élection de Hartmann à Hambourg II, où 13 155 électeurs sociaux-démocrates battirent dès le premier tour 6 451 électeurs progressistes et 3 583 électeurs nationaux-libéraux. C'était la première circonscription reconquise sous la loi contre les socialistes ; au milieu des discussions du Reichstag sur la prorogation de la loi contre les socialistes, le vieux Hambourg fidèle avait lancé cette cinglante protestation. La victoire fut remportée de haute lutte dans les conditions les plus difficiles, malgré la répression de toute agitation électorale, malgré l'emprisonnement du comité électoral et la confiscation du fonds électoral, malgré même la saisie d'un tract inoffensif invitant les électeurs à examiner les listes électorales. Il n'y eut qu'une ombre sur ce beau succès ; le même jour mourut Bracke, emporté par une hémorragie foudroyante ; comme Geib, il n'avait pas encore atteint ses 40 ans.

Pour la situation interne du parti aussi cette élection était importante. À Hambourg, Hasselmann publiait quelques hebdomadaires sans couleur politique et, s'il devait commencer ses « actes » quelque part, c'était nécessairement ici. Mais il n'y songeait pas et dans ses propres journaux il n'osait même publier ses discours incendiaires que tronqués, et il continua simplement à intriguer dans son ancien style, sauf que ses insinuations avaient perdu de leur venin depuis qu'il était obligé de les présenter ouvertement. Sa petite troupe de partisans fondit complètement et le grand révolutionnaire devint le jouet docile des mouchards prussiens.

Lorsqu'un certain Neumann, un prétendu « révolutionnaire social » de Berlin, en route pour Londres, se présenta chez Hasselmann, celui-ci confia au faux frère un article sanguinaire pour la *Freiheit*. Quand le bruit courut ensuite que Neumann était vraisemblablement un mouchard – ce qu'il était en effet – Hasselmann et son acolyte Karl Schneidt, un ancien précepteur, jugèrent d'autant plus opportun de prendre vite la fuite qu'ils n'avaient plus rien à perdre auprès des ouvriers allemands. C'est un autre mouchard, le teinturier Wichmann, qui leur apporta aide et appui pour prendre le large, et cela sur ordre du commissaire de police d'Altona, Engel, qui avait si peur de Hasselmann qu'il se servit de « l'homme de l'acte » pour espionner les partis anarchistes étrangers. Hasselmann, qui alla d'abord en Belgique, puis en Angleterre et enfin en Amérique, recommanda partout celui qui l'avait aidé à fuir comme un fidèle ami politique ; Wichmann devint un correspondant apprécié de la *Freiheit* et obtint des anarchistes étrangers les informations les plus confidentielles, qu'il portait toutes chaudes à Engel. La tentative de deux expulsés berlinois, le maçon Körner et le charpentier Finn, d'attaquer le parti sur sa droite fut tout aussi lamentable que le pronunciamiento de Hasselmann ; à peine s'étaient-ils enthousiasmés pour les « réformateurs sociaux » Bismarck et Stoecker qu'ils étaient des hommes finis ; il ne s'est jamais trouvé non plus ne serait-ce qu'un troisième homme avec eux pour former, sinon un parti réformiste ouvrier favorable au Reich, du moins un brelan réformiste ouvrier favorable au Reich.

Au mois de mai, on avait encore fait une dernière tentative de rapprochement avec Most. À peu près à cette époque, à Rorschach, sur le lac de Constance, devait se tenir un congrès secret du parti, pour lequel Most fit son apparition en Suisse comme délégué mandaté par Berlin et Crimmitschau. Le congrès dut être repoussé parce que la police avait eu vent de sa préparation, alors Most se mit à faire de l'agitation dans les villes suisses. En même temps, à Zurich, on en vint à des discussions de fond avec les partisans locaux du parti et à une résolution adoptée à l'unanimité, demandant que toute attaque personnelle cesse des deux côtés et que les divergences d'opinion objectives soient réglées de manière objective. Cependant, une fois revenu à Londres, Most renia cet accord et poursuivit ses anciennes provocations. Mais pour les ouvriers elles devinrent bientôt aussi horripilantes que les discours incendiaires de Hasselmann. Lorsqu'à Berlin IV, où, l'année des attentats, les sociaux-démocrates avaient obtenu 3 615 voix, eut lieu en juin une élection complémentaire, pour laquelle le parti avait donné pour consigne de s'abstenir ostensiblement étant donné qu'une candidature du parti n'avait absolument aucune chance de succès, Most accepta que ses partisans le présentent

comme candidat et obtint tout juste 203 voix. Parmi les camarades de Berlin régnait un mécontentement diffus et le fouet douloureux du petit état de siège les rendait encore plus réceptifs à une tactique qui exigeait œil pour œil, dent pour dent. Mais ils étaient des camarades bien trop aguerris et bien trop expérimentés pour ne pas s'acquitter entièrement de leurs devoirs envers le parti et les tentations séparatistes leur étaient complètement étrangères.

Le congrès projeté se réunit du 20 au 23 août au château de Wyden, qui se trouvait un peu à l'écart de la grand-route près d'Ossingen, dans le canton de Zurich. Cinquante-six délégués y assistèrent, venus dans leur immense majorité des différentes parties de l'Allemagne ; par ailleurs, étaient présents des représentants des socialistes allemands de Suisse, de France et de Belgique, ainsi que deux Autrichiens et deux Suisses camarades du parti. Les socialistes de tous les pays envoyèrent de nombreux messages de salutations et de sympathie. Bien que depuis le 20 juin le *Sozialdemokrat* eût répété son invitation à participer au congrès, le secret du lieu et de la date avait été si bien gardé que les quatre journées de discussion se passèrent tout à fait tranquillement. Most et Hasselmann n'y étaient pas présents et d'autre part il n'y avait parmi les cinquante-six participants que trois « révolutionnaires sociaux », un délégué rhénan et les deux délégués pour Berlin.

Les huit séances du congrès conduisirent à bien des heurts et des éclats violents, mais finalement tout de même à un accord complet. La critique des erreurs commises la première année de la loi contre les socialistes n'avait plus maintenant qu'un intérêt historique ; si les uns n'évaluaient peut-être pas convenablement la situation extrêmement difficile et la responsabilité accablante des chefs, les autres exagéraient quand ils demandaient ce que les chefs auraient bien pu faire, quand les masses ne répondaient pas. Mais on ne pouvait fondamentalement plus rien trouver à redire à la tactique adoptée depuis de longues années. On ne s'adaptait plus à la loi contre les socialistes mais on poursuivait l'ancienne agitation à l'ancienne manière, malgré la loi d'exception et contre cette loi. De sa propre force souveraine le prolétariat conscient reprenait les droits qui lui avaient été enlevés, sûr que ses ennemis mortels auraient plus vite fait de saisir de leurs mains les tempêtes célestes que d'entraver de leurs chaînes rouillées ses membres gigantesques.

Aussi le congrès décida-t-il de changer le programme de Gotha en précisant que le parti utilise *tous* les moyens et pas seulement tous les moyens *légaux* pour atteindre ses objectifs ; de reconnaître le groupe social-démocrate du Reichstag comme direction du parti et le *Sozialdemokrat* comme organe officiel ; de tenir en règle générale un congrès

tous les ans, et au plus tard tous les trois ans ; de transférer l'organisation dans les différentes localités aux mains des camarades ; de participer aux élections du Reichstag, du Landtag et des municipalités pour y faire de l'agitation et de la propagande, mais de développer tout spécialement pour les élections au Reichstag de 1881 la propagande la plus générale et la plus vigoureuse. Et cela de manière que les camarades dans leurs circonscriptions électorales, sans tenir compte de leur nombre, agissent de manière autonome et présentent leurs propres candidats, mais qu'au second tour ils s'abstiennent en général de voter. L'abstention au second tour était un vieil héritage des congrès de Gotha des années 1870 ; suscitée par l'attitude molle des partis d'opposition bourgeois, cette résolution n'avait d'ordinaire eu d'existence que sur le papier ; quand le plus progressiste des deux candidats bourgeois entre lesquels il fallait choisir était un tant soit peu acceptable, il pouvait en règle générale compter sur les voix sociales-démocrates.

Quelques résolutions définirent aussi la position internationale du parti. Le congrès exprima sa sympathie au combat de libération des nihilistes russes, même si leur tactique, déterminée par la situation russe, n'était pas appropriée à la situation allemande, et décida d'envoyer des délégués au congrès mondial prévu par les socialistes belges pour 1881. Sur la suggestion d'un délégué au fait de la situation américaine, quelques camarades du parti assez connus devaient aussi, avant les prochaines élections au Reichstag, faire aux États-Unis des conférences publiques sur la situation politique en Allemagne, au bénéfice du fonds pour soutenir le parti et financer les élections.

En ce qui concerne les désordres internes du parti, le congrès décida l'exclusion de Hasselmann et Most. Les trois délégués « révolutionnaires sociaux » s'abstinrent, mais uniquement pour la forme, car ils reconnaissaient le jeu néfaste que Hasselmann et Most avaient joué ; surtout, l'examen soigneux des comptes montra que toutes les accusations de dilapidation de l'argent du parti avaient été inventées. Entre le début de la loi contre les socialistes et le 1er août 1880, 37 310 marks tout rond étaient entrés dans la caisse, et sur cette somme 27 650 marks avaient été dépensés en secours de toute sorte. Compte non tenu des dépenses locales, qui étaient au moins aussi élevées.

Si la première année de la loi contre les socialistes s'était terminée par un appel au rassemblement, sa deuxième année se terminait par un passage en revue des troupes rassemblées. L'armée était en ordre de marche, et ses drapeaux flottaient au vent vers de nouvelles victoires.

2. La bataille décisive

En réponse à l'élection de Hambourg et au congrès de Wyden, Bismarck porta un coup qu'il avait projeté depuis longtemps : le 28 octobre 1880, le petit état de siège fut décrété sur Hambourg-Altona et ses environs, sur un territoire de quatre-vingts kilomètres carrés et 600 000 habitants. Le Sénat de Hambourg avait longtemps hésité à donner son consentement ; la bourgeoisie de cette grande ville commerçante était à cette époque-là en violent désaccord avec Bismarck qui, dans l'intérêt de sa politique protectionniste, travaillait à faire entrer Hambourg dans l'Union douanière ; pour lui, c'était naturellement un double plaisir que de toucher en même temps que le prolétariat révolutionnaire la bourgeoisie récalcitrante, qui bientôt après rendit effectivement les armes.

Les ouvriers de Hambourg s'étaient engagés avec la bourgeoisie contre Bismarck pour que cette ville reste port franc, et c'est sans doute essentiellement à ce fait qu'ils devaient de n'avoir pas trop été tourmentés dans les deux premières années de la loi contre les socialistes. Même si bien des brimades ne leur avaient pas été épargnées ; le *Hamburg-Altonaer Volksblatt* avait en effet été aussi vite interdit que le *Vorwärts* et la *Berliner Freie Presse*. Mais avant même l'annonce de la loi contre les socialistes, Heinrich Dietz, un natif de Lübeck qui dirigeait l'Imprimerie coopérative de Hambourg, avait repris cette affaire pour la protéger de la police, et il réussit à esquiver les premiers coups en fondant la *Gerichtszeitung* qui était rédigée par Blos, Karl Hillmann, Oldenburg, par la suite aussi par Auer, et gagna rapidement 12 000 abonnés. Observant un ton prudent, ce journal fut toléré à Hambourg ; à Altona en revanche ses quarante-deux premiers numéros furent en permanence confisqués. La police prussienne prétendait y voir une continuation du *Volksblatt* interdit et, entre elle et les crieurs de journaux d'Altona qui luttaient pour leur pain quotidien, s'engagea pendant plusieurs semaines une guerre qui en fin de compte, sur une plainte du procureur de police d'Altona diligentée par deux instances, se termina par la victoire des crieurs de journaux mis en accusation. Aux protestations que Dietz éleva auprès du commissaire de police Engel, ce bon chrétien répondit : *« Vous avez embauché des expulsés berlinois dans votre affaire, cela suffit. »* L'élection du 27 avril à Hambourg montra ensuite que les gants de velours de la police de Hambourg cachaient une main de fer, mais elle montra aussi que l'idée d'avoir recours à la violence était profondément étrangère aux ouvriers de Hambourg. Ainsi manquait-il tout prétexte pour appliquer le paragraphe 28 ; la proclamation du petit état de siège sur Hambourg et les environs n'était rien d'autre qu'un méchant acte de vengeance.

Sa mise à exécution ne fut pas moins méchante. Soixante-quinze personnes, parmi lesquelles soixante-sept pères de famille, reçurent aussitôt des ordres d'expulsion, quelques mois après suivirent encore trente personnes. On refusa tout net une demande de prolongation provisoire de délai à l'aubergiste Fahl à Pinneberg qui, atteint de phtisie, était alité depuis un an et ne pouvait quitter le lit ; on put assister à une petite scène du plus authentique christianisme prussien quand Fahl dut être transporté hors de chez lui dans l'état grave où il était. Parmi les expulsés de Hambourg, il y avait Auer, Blos, Dietz, Hartmann, Karl Hillmann, les frères Kapell, Oldenburg, Praast, Reimer ; la plupart d'entre eux allèrent en Amérique. Dietz, en compagnie d'Auer et Hillmann, se rendit à Harburg pour continuer à publier la *Gerichtszeitung*, mais dès le 30 mars elle était interdite sous le prétexte d'avoir publié un article sur... le système policier russe, en réalité à cause de son opposition au rattachement de Hambourg à l'Union douanière. Elle fut certes immédiatement remplacée par la *Bürgerzeitung*, à laquelle collaborait au premier rang Johannes Wedde. Cependant, comme Dietz le fit établir par une commission d'experts bourgeois, son affaire de Hambourg avait en deux ans et demi perdu la valeur de 100 000 marks du fait des persécutions et des poursuites. De surcroît l'extension du petit état de siège à la ville et au secteur administratif de Harburg interdit bientôt aussi ce lieu de refuge.

Les expulsions de Hambourg coûtèrent au parti bien des vieux combattants ; Hartmann, Karl Hillmann, Oldenburg, les deux Kapell se retirèrent du mouvement. Mais les rangs serrés ne flanchèrent pas un seul instant, et quand les 30 et 31 mars 1881 le Reichstag mit en discussion les mémorandums sur l'état de siège à Berlin et à Hambourg, la presse bourgeoise elle-même admit que la social-démocratie ne s'était encore jamais montrée aussi audacieuse au Reichstag que cette fois-là. Et sans aucun doute les discours d'Auer et Bebel méritaient les louanges du *Sozialdemokrat* : aucune concession, mais aucune menace puérile non plus, aucun appel aux bonnes âmes, mais aucun éclat théâtral non plus. C'était l'époque où les terroristes russes avaient exécuté le tsar Alexandre et où une nouvelle peur des socialistes s'était emparée des philistins allemands. Les orateurs sociaux-démocrates se refusaient à toute indignation bon marché, du fait que la victime n'avait que ce qu'elle avait bien mérité pour la gravité de ses actes ; ils refusaient la tactique des révolutionnaires russes pour la situation allemande, mais ils parlaient de leur bon droit comme on n'en avait encore jamais parlé dans aucun Parlement au monde. Auer conclut : *« Faites ce que vous voulez, nous nous attendons à tout »* et Bebel : *« Vos armes se briseront dans ce combat, comme du verre sur le granit. »*

Sur les bancs du Bundesrat ils eurent à affronter pour la première fois un nouveau ministre prussien de la Police, von Puttkamer, cet aristocrate de Basse-Poméranie dont le nom, pour l'époque de la loi contre les socialistes, devait devenir aussi proverbial qu'étaient devenus proverbiaux, pour l'époque de la chasse aux démagogues[1], les noms de Kotzebue, Kamptz, Tzschoppe. C'était un junker dépourvu de formation historique et économique, encroûté dans la routine machinale de la bureaucratie prussienne, dressé aux roueries policières les plus vulgaires, et doué seulement d'une certaine capacité théâtrale à lancer à la ronde de grands mots, bien qu'il fût taraudé par la conscience qu'ils n'étaient que du vent, rien que du vent. Il fit à la « poste aux armées » socialiste le compliment flatteur qu'elle savait introduire clandestinement le *Sozialdemokrat* en Allemagne « avec une habileté véritablement démoniaque », et tira à lui son grand sac de citations qu'il devait désormais ouvrir à chaque débat sur les socialistes, comme unique source de consolation de sa sagesse politique. Il ne pouvait naturellement avancer une raison, ou même seulement l'ombre d'une raison, pour justifier le petit état de siège proclamé à Berlin et à Hambourg. Malgré tout, le Reichstag se contenta de prendre bonne note des mémorandums ; Bismarck savait ce qu'il pouvait offrir aux partis bourgeois.

Mais maintenant, dans la dernière session du Reichstag issu des élections des attentats, il lui fallait enfin sortir ses « réformes positives ». Dans les trois premières sessions, le vieux refrain prussien « servir comme soldat, payer ses impôts et tenir sa langue » avait été exploité à fond ; si au dernier moment on ne trouvait pas un moyen quelconque de jeter de la poudre aux yeux, cela pouvait prendre mauvaise tournure aux prochaines élections en automne 1881. Un projet de loi d'assurance contre les accidents du travail pour les ouvriers, voilà le cadeau que Bismarck se préparait à faire aux masses asservies et affamées. À la place de la misérable loi de responsabilité civile, qui ne faisait que permettre aux entrepreneurs de se soustraire facilement au paiement d'indemnités pour les accidents dont les ouvriers qu'ils occupaient étaient victimes, il devait y avoir une assurance pour tous les accidents, couverte par une banque du Reich. Les entrepreneurs devaient supporter deux tiers du coût de l'assurance, les ouvriers un tiers, avec cette restriction que la caisse du Reich devait

1 En 1819, l'étudiant Karl Ludwig Sand assassina le poète et homme d'État Kotzebue, figure symbolique de la réaction. Ce meurtre servit de prétexte pour s'en prendre avec une extrême rigueur à tout mouvement libéral, démocratique et national. Metternich pourchassa le libéralisme : la « chasse aux démagogues » était lancée. La presse et les écrits furent soumis à une dure censure.

prendre en charge le tiers à acquitter par les ouvriers dont le salaire annuel ne dépassait pas 750 marks. Cependant, en cas d'incapacité de travail, l'assurance-accidents ne devait intervenir que la cinquième semaine après l'accident, et en attendant c'était aux caisses maladie de supporter la charge. Les raisons données pour ce projet débordaient de phrases amicales à l'égard des ouvriers, de « considérations socialistes », de christianisme et d'humanité. Au moment de la discussion du projet au Reichstag, Bismarck en rajouta encore, tout à fait à la façon de ces démagogues qui, quand ils ouvrent la bouche, ne savent pas mettre de bornes à leur grandiloquence. Cet homme qui venait de sacrifier des centaines de familles ouvrières à son humeur despotique versait des larmes hypocrites sur les déshérités et les vieux ouvriers jetés au rebut et obligés de mourir à petit feu.

À présent on voyait à quel point on le surestimait en le comparant ne serait-ce qu'à un Disraeli ou à un Louis Bonaparte. Il se mit à dos toute la bourgeoisie sans même gagner ne serait-ce qu'un seul ouvrier. Sa troupe coloniale nationale-libérale s'était déjà divisée à l'été 1880 ; les libre-échangistes beaucoup trop violemment « en colère » s'étaient séparés et menaient leur propre politique sous le nom de *sécessionnistes*. Mais la bourgeoisie protectionniste n'était pas non plus d'accord du tout avec des « expériences socialistes ». En particulier la Bourse, dont les ténors avaient vivement soutenu la politique protectionniste et avaient même déjà fait leur beurre dans une nouvelle petite flambée spéculative, devenait chaque jour plus furieuse en raison de la chasse aux Juifs. Après avoir fait long feu auprès des ouvriers avec son agitation chrétienne-sociale, Stoecker s'était jeté avec un sûr instinct dans l'agitation petite-bourgeoise antisémite et maintenant rassemblait autour de lui, du moins à Berlin, une belle bande. Bismarck était suffisamment myope pour accorder sa protection bienveillante à ce tintamarre voué à l'échec. Bien sûr, quand Stoecker en juin 1880 s'en était pris à Bleichröder, son banquier juif personnel, l'homme du siècle avait voulu faire expulser de Berlin le « deuxième Luther », « tout comme d'autres sociaux-démocrates aussi », projet qui échoua parce que l'empereur n'avait aucune envie de se séparer de son « champion de tournoi » et le laissa s'en tirer avec un bon savon. Mais Bismarck ne désavouait pas publiquement l'agitation antisémite, au contraire il se laissait ovationner par elle en remerciement, et il ne comprenait pas que les hommages les plus enflammés de ces misérables faiseurs de tapage ne pouvaient compenser l'animosité croissante de la haute finance juive. Cette classe roublarde commença à le chatouiller là où il était le plus sensible. Elle harcela si durement et si longtemps le prince héritier, qui dépendait de son bon vouloir parce que son cher père

lui serrait les cordons de la bourse, qu'il finit par marmonner quelque chose sur la « honte du siècle » ; ou qu'il est censé l'avoir marmonné, car cette formule, que toute la presse capitaliste fit désormais valoir comme le plus beau fleuron de l'esprit humain contre Bismarck le saint patron des antisémites, n'a jamais été établie avec certitude.

La loi sur l'assurance contre les accidents était maintenant la goutte d'eau qui faisait déborder le vase de l'immense ressentiment accumulé par la bourgeoisie. Elle prit le « socialisme » de Bismarck beaucoup plus au sérieux qu'il ne le méritait, elle vit dans la banque du Reich pour l'assurance-accidents un premier pas pour soustraire l'ensemble du système d'assurance à la spéculation privée, et dans la contribution financière du Reich une tentative de détourner en faveur de la classe ouvrière une fraction du crédit d'État que la bourgeoisie réclamait intégralement pour elle. Ainsi attaquée au plus profond de son être, la bourgeoisie allemande montra un peu de ce courage qu'elle n'avait jamais été capable de témoigner pour ses idéaux politiques, et elle finit par prendre la décision héroïque de houspiller quelque peu aux prochaines élections son génial héros pour ses écarts hors de son rôle.

Les ouvriers en revanche virent tout de suite clair dans le jeu de Bismarck. Liebknecht toucha juste en parlant de l'« abîme infranchissable » qu'il y avait entre la social-démocratie et l'auteur de la loi contre les socialistes. En même temps il n'était pas dans l'intérêt du parti de s'associer les yeux fermés à l'anathème de la bourgeoisie contre la loi sur les assurances-accidents. S'il rejetait le faux frère socialiste, ce n'était pas pour se laisser embobiner par le faux frère manchestérien. Même dans cette guerre des grenouilles contre les souris que se livraient les antisémites et les philosémites, où la neutralité des ouvriers était encore ce qui pouvait être le mieux, ils prirent tout de suite une position résolue et claire *au-dessus* des partis. Ils n'avaient pas la moindre raison de s'enthousiasmer pour la finance juive, mais avaient-ils pour autant le droit de se laisser tourner la tête par la politique usuraire germano-chrétienne, qui n'était rien d'autre que celle de la finance juive, mais élevée à la puissance dix, et défendue envers et contre tout par Stoecker ? Lorsqu'en janvier 1881 la police de Berlin et de Breslau laissa un peu d'air aux ouvriers, dans l'espoir qu'ils iraient se laisser prendre à la glu antisémite, on mit en garde dans de grandes réunions « tous les salariés des campagnes et des villes contre les tentatives de séduction de certains prétendus amis du peuple de toute espèce ». Les ouvriers ne devaient pas s'engager dans le mouvement antisémite, qui ne les concernait en rien, et aux élections du Reichstag ne devaient voter que pour les candidats qui rejetaient *toutes* les lois

d'exception. À la suite de quoi, à Berlin comme à Breslau, on décréta à nouveau le blocus le plus sévère sur les réunions ouvrières.

C'est avec une même hauteur de vue que la fraction sociale-démocrate au Reichstag interpréta la loi d'assurance contre les accidents proposée par Bismarck. Elle critiqua le projet dans l'intérêt de la classe ouvrière, de manière incomparablement plus radicale et plus concrète que l'opposition bourgeoise, mais elle dévoila en même temps la faiblesse de cette opposition. Les orateurs sociaux-démocrates montraient avec ironie que c'était justement les libéraux, précédemment défenseurs les plus zélés de la banque du Reich capitaliste instaurée pour régler la circulation de l'argent, qui combattaient maintenant avec le plus de violence la prétendue banque du Reich prolétarienne instaurée pour régler l'assurance contre les accidents. Une telle banque avait ses avantages indiscutables, parce que sa gestion était bien meilleur marché que l'assurance privée et qu'elle constituait une grande instance de contrôle pour prendre des mesures de protection pour la prévention des accidents, ce qui en fin de compte était le but principal de toute assurance contre les accidents. Les députés sociaux-démocrates se prononcèrent aussi contre la contribution financière du Reich, mais pour des raisons tout à fait différentes de celles des manchestériens. Ils se fondaient sur le fait incontestable, et justement pour cela reconnu par l'économie bourgeoise, que les coûts de l'assurance-accidents étaient une part des coûts de production, et devaient donc être supportés uniquement par les entrepreneurs. Le Reich ne devait pas faire de cadeaux aux entrepreneurs, mais et encore bien moins la classe ouvrière, et s'il fallait choisir entre les deux, la contribution financière du Reich était tout de même encore un moindre mal face à la cotisation obligatoire pour les ouvriers. La fraction précisa sa propre conception en détail dans une série d'amendements, qui bien entendu furent refusés, preuve encore une fois que les intérêts ouvriers n'avaient pour représentants expérimentés et bien disposés que les députés sociaux-démocrates. Les partis bourgeois se contentèrent de supprimer la banque du Reich et la contribution financière du Reich comme attentats sacrilèges au Saint-Esprit du capitalisme et, pour le reste, d'estropier le projet de manière telle qu'il fut refusé par le Bundesrat comme inexécutable.

Dans la position générale de la fraction sociale-démocrate à l'égard du virage « socialiste » de Bismarck, on pouvait encore quelque peu sentir l'incertitude théorique du parti. Le projet d'assurance-accidents fut présenté comme une capitulation de Bismarck devant la social-démocratie et, si cela était efficace sur le plan de l'agitation propagandiste, et juste aussi sur le plan pratique, c'était pour le moins équivoque sur le plan théorique. Et cela parce qu'on affirmait que ce n'était pas Bismarck qui

tenait la social-démocratie, mais la social-démocratie qui le tenait, que Bismarck était à la remorque des socialistes et qu'avec son projet il enfonçait dans l'organisation capitaliste de la société l'extrémité d'un coin qui finirait bientôt par entrer tout entier. Mais cela était très loin de ce que Bismarck avait l'intention de faire ; son projet ne voulait pas quitter le terrain de la société bourgeoise, et il ne le quitta pas. Sans nul doute bien des déclarations contestables ont été prononcées à cette époque-là dans ce cadre, cependant, au regard de l'attitude du groupe social-démocrate au Parlement, qui fut tout à fait juste sur le plan pratique, elles n'eurent absolument pas l'importance exagérée qui leur a été donnée plus tard en d'autres occasions, pour, si possible, provoquer quelque confusion dans le parti.

Après la fin de la session du Reichstag, le 27 mai 1881, on instaura le petit état de siège dans la ville de Leipzig et dans sa province administrative. Puttkamer y avait déjà fait allusion en mars mais, comme le Sénat de Hambourg, le gouvernement de Dresde s'était montré un temps récalcitrant. Mais là non plus il n'y avait pas l'ombre d'une raison pour appliquer le paragraphe 28, et le directeur de police Rüder, un vieux persécuteur de la social-démocratie qui jusque-là avait appliqué assez rigoureusement la loi contre les socialistes, donna sa démission parce qu'il n'avait pas envie de se plier aux fonctions de bourreau qu'on exigeait de lui désormais. Les premiers ordres d'expulsion de Leipzig ne furent pas tout à fait aussi nombreux qu'ils l'avaient été à Berlin et à Hambourg ; ils touchèrent 31 personnes, 6 célibataires et 25 pères de famille, parmi lesquelles Liebknecht, Bebel et Hasenclever. Certes vingt-deux expulsions suivirent bientôt, surtout dans la moitié est de la circonscription de Leipzig-campagne, où justement l'élection au Landtag saxon allait avoir lieu. Cependant ce moyen d'intimidation échoua ; en élisant Bebel, les villages industriels de Leipzig répondaient avec courage et obstination à la violence qui leur était faite.

Parmi les expulsés, les conseillers municipaux de tendance sociale-démocrate étaient particulièrement nombreux : 76 dans les 25 localités de la province administrative de Leipzig. Aucun d'entre eux n'avait pensé à organiser de putsch sanglant à Stötterig, Thonberg ou Volkmarsdorf ; c'étaient des gens diligents et actifs qui, selon le témoignage des maires, leurs adversaires politiques, avaient rempli leur fonction de manière irréprochable ; quelques-uns d'entre eux portaient la Croix de fer gagnée dans la guerre franco-allemande. La vraie raison de ces mesures révoltantes était l'intention de Bismarck de paralyser à Leipzig, comme déjà à Berlin et Hambourg, un des principaux centres de l'agitation sociale-démocrate. Quand Bebel, qui s'était installé avec Liebknecht dans le vil-

lage de Borsdorf, tout près de la frontière de la région en état de siège, exigea après son entrée au Landtag saxon des comptes de la part du ministre von Nostiz-Wallwitz, cet exécuteur de la politique de violence de Berlin ne sut émettre que quelques phrases sans queue ni tête, à la suite de quoi la majorité bourgeoise aux ordres le sauva d'un châtiment encore plus sévère, en approuvant rapidement une demande de clôture de la discussion.

Au plus fort de l'été et au début de l'automne, la bataille électorale s'enflamma ensuite avec une grande violence. Les partis bourgeois se combattaient l'un l'autre « d'une manière mettant en danger la paix publique et en particulier la concorde entre les classes de la population », à un point tel que, au regard du droit, ils auraient tous été passibles de la loi contre les socialistes, si cette loi avait eu le moindre rapport avec le droit. Mais le plus grand fauteur de troubles fut Bismarck lui-même. Cette fois, il avait dans le collimateur, non pas les nationaux-libéraux depuis longtemps matés, mais les progressistes et les sécessionnistes qu'il dénonçait comme « républicains », accusation contre laquelle assez comiquement cette inoffensive compagnie se défendait avec des mimiques d'épouvante tragique.

Mais l'objectif premier de Bismarck – et de son point de vue il avait même raison – était toujours de détruire les nouvelles colonnes de l'armée sociale-démocrate. Par l'intermédiaire de ses fils, il se mit lui-même « à la portée du peuple », comme l'en glorifiait sur sa harpe un maître d'école patriote ; un de ces garçons, pleins d'avenir mais privés de talent, expliquait dans une bruyante réunion berlinoise que l'interdiction de laisser vaguer les chiens était plus difficile à supporter que le petit état de siège, en échange de quoi les ouvriers berlinois ont dûment envoyé promener le géniteur « du valet de chiens du Reich ». C'est Adolf Wagner qui fit la tournée dans les provinces comme commis de Bismarck et il promit aux ouvriers le monopole du tabac comme « patrimoine des déshérités », pour peu qu'ils veuillent croire au « socialisme » de l'homme du siècle. Une défaite complète dans les quatre circonscriptions électorales où Wagner était candidat, telle fut la réponse que cette lumière universitaire avait méritée pour son rôle exaltant tant du point de vue intellectuel que moral.

Beaucoup plus qu'à tous ces artifices démagogiques, c'est à la violence pure que Bismarck faisait confiance. Dans les régions en état de siège, les expulsions se succédaient fournée après fournée, les tracts électoraux sociaux-démocrates étaient saisis, aussi inoffensif que pût être leur contenu, les réunions électorales ouvrières étaient sous le coup d'une interdiction générale. Quiconque diffusait des tracts sociaux-démo-

crates, ou même seulement un bulletin de vote social-démocrate, était emprisonné, tenu en détention préventive pendant des jours, voire des semaines. On put compter dans les dernières semaines avant l'élection pas moins de six cents de ces détentions totalement injustifiées. La police trouva l'assistance de la bourgeoisie qui, en dépit de toute son hostilité habituelle, était pourtant d'accord avec le gouvernement pour empêcher tout succès électoral social-démocrate. Elle fit courir le bruit que toute circonscription qui élisait un social-démocrate était menacée par le petit état de siège, ou même que tout bulletin se portant sur un candidat social-démocrate était non valide. La bourgeoisie saxonne en particulier avait une imagination inépuisable pour trouver des pièges destinés à empêcher le prolétariat d'exercer son droit de vote. À Stollberg-Schneeberg, elle mit en circulation des bulletins de vote en quart de format qui étaient facilement reconnaissables par leur taille ; dans la circonscription de Leipzig-campagne des bulletins de vote en papier de chanvre avec filigranes et bordures brutes et pour empêcher toute imitation elle acheta l'ensemble du stock de ce papier, disponible dans une seule fabrique ; à Glauchau-Meerane, les maires « amis de l'ordre » transférèrent aux caisses des pauvres les arriérés d'impôts des tisserands à demi morts de faim et leur comptèrent cette dette comme aide aux pauvres, ce qui fit que plusieurs centaines d'ouvriers perdirent leur droit de vote. Dans cette circonscription la police aussi se surpassa elle-même, en prenant pour toute la durée de la campagne électorale le candidat social-démocrate sous sa tutelle protectrice. Auer était constamment accompagné dans les villages par un gendarme, dans les villes par deux policiers en uniforme qui, du grand matin jusque tard le soir, le suivaient à dix pas. Pas moins de six élections saxonnes, dans lesquelles « loi et ordre » avaient remporté la victoire, furent plus tard contestées par la majorité bourgeoise du Reichstag elle-même, en raison des pressions inouïes exercées sur les électeurs.

Cependant les ouvriers savaient ce qui était en jeu et ils étaient décidés à sortir vainqueurs de cette répétition générale de la loi contre les socialistes. La tournée de conférences que Fritzsche et Viereck avaient faite à travers les États-Unis, conformément à la décision prise au congrès de Wyden, fit entrer dans la caisse électorale sociale-démocrate la coquette somme de 13 000 marks ; en dehors de cela les masses prolétariennes ne pouvaient compter que sur leur propre force, face à toute la violence et la ruse d'adversaires tout-puissants. Un ardent désir de combattre leur faisait franchir tous les obstacles ; lorsque peu avant les élections Fritzsche et Vahlteich émigrèrent en Amérique, on entendit les jugements les plus amers sur ces camarades de la première heure, qui pourtant presque deux décennies durant avaient toujours été en première ligne. Beaucoup

d'anciens dirigeants d'une manière ou d'une autre avaient été victimes de la loi contre les socialistes ; des hommes nouveaux les remplacèrent, qui tout naturellement sortaient des masses et qui, il y a peu de mois encore tout à fait inconnus, surent faire face aux tâches les plus difficiles. Jamais encore la fable des « masses séduites », victimes de « séducteurs irresponsables », n'a été aussi radicalement détruite que dans cette élection.

Le 27 octobre, le parti gagna 311 961 voix au premier tour des élections. Il y avait tout de même 125 197 voix de moins qu'aux élections des attentats, mais il ne vint pas non plus à l'esprit d'un seul adversaire d'exploiter cette différence contre la social-démocratie. Plus de trois fois 100 000 voix pour la social-démocratie, traquée, opprimée, persécutée depuis trois ans avec tous les moyens du pouvoir, cela voulait dire en d'autres termes : la loi contre les socialistes a été un coup d'épée dans l'eau. Le correspondant du *Times* à Berlin rendait compte à Londres de la grande stupeur qui régnait « dans les hautes et les très hautes sphères » à propos du succès électoral social-démocrate. De son côté, Engels écrivait de Londres tout réjoui : « *Aucun prolétariat ne s'est encore comporté de manière aussi épatante.* [1] »

Au premier tour de l'élection, un seul mandat avait été conquis : le jardinier Stolle, un vieux combattant venant du Parti populaire saxon, avait remporté la victoire à Zwickau-Crimmitschau. Cependant, les « amis de l'ordre » réussirent à faire annuler cette victoire en déclarant à tort non valables un grand nombre de bulletins sociaux-démocrates, si bien que dans cette circonscription aussi il dut y avoir encore un deuxième tour. En tout, la social-démocratie participa à vingt-deux ballottages. En tête dans l'ordre de grandeur du succès, les trois régions en état de siège : ballottage à Berlin IV et VI, à Hambourg II et Altona, dans la ville de Leipzig, qui jamais auparavant encore n'avait été prise d'assaut aussi énergiquement : 30 171 voix dans le district en état de siège de Berlin, 30 087 dans celui de Hambourg-Altona, 17 006 dans celui de Leipzig. Breslau, qui sous la loi contre les socialistes s'était la première avancée drapeau déployé, s'était défendue tout aussi glorieusement dans ses deux circonscriptions au second tour. Par ailleurs, deux autres capitales provinciales prussiennes, Hanovre et Magdeburg, se retrouvèrent au second tour en ballottage, et en Rhénanie les centres industriels d'Elberfeld-Barmen et Solingen. Dans le royaume de Saxe, Glauchau-Meerane, Stollberg-Schneeberg et Leipzig-campagne venaient de succomber d'extrême justesse aux pratiques électorales infâmes des adversaires. En dehors de Leipzig-ville et Zwickau-Crimmitschau, il y eut ballottage à Dresde-vieille ville, Freiberg,

1 Engels à Eduard Bernstein, novembre 1881.

Mittweida et dans l'important centre de Chemnitz. Dans les petits États de l'Allemagne moyenne, Reuss-ancienne ligne était à demi-conquise. La région du Main s'était brillamment sortie de la bataille avec des ballottages à Mayence, Francfort, Hanau, Offenbach ; en Bavière, Nuremberg, le centre principal de l'industrie bavaroise, chancelait.

À peu près le tiers des voix perdues le furent au royaume de Saxe. Depuis les élections des attentats, le royaume en avait perdu 40 000 environ et était presque exactement revenu au chiffre de 1874. Toutefois cette partie de la liste des pertes ne comptait pas de morts, pas de déserteurs, mais des prisonniers et des blessés ; ils revenaient tous, les plus pauvres parmi les pauvres, que pour l'heure la faim avait paralysés et le fouet de la faim brisés. Il en était de même des 6 000 voix perdues en Silésie. Le mouvement avait reculé plus lourdement dans les districts majoritairement ruraux : au Schleswig-Holstein, où le nombre de voix sociales-démocrates depuis 1874 avait chuté de manière continue de plus des deux tiers, passant de 44 933 à 14 109, dans les provinces de l'État prussien à l'est de l'Elbe et dans les petits États au nord du Main. À l'inverse, comme dans la région du Main, toute l'Allemagne du Sud s'était parfaitement défendue, bien que depuis longtemps dans les États de l'Allemagne du Sud le système policier rivalisât avec succès avec ses modèles prussien et saxon. Si le résultat global de l'élection n'avait pas déjà relégué à l'arrière-plan la perte de voix, la solide défense du prolétariat d'Allemagne du Sud et la concentration du mouvement dans les grandes places industrielles l'aurait de toute façon compensée. Dans ce sens, disait Engels, de par sa place économique la classe révolutionnaire était maintenant devenue le noyau du parti qui, réparti également sur toute l'Allemagne industrielle, devenait désormais un mouvement national[1].

La bourgeoisie de son côté avait réellement administré à son ancienne idole la correction qu'elle lui réservait. Les progressistes et les sécessionnistes entrèrent en force au Reichstag avec une troupe de plus de cent hommes ; c'était la ruine de toute majorité conservatrice-nationale-libérale aussi bien que conservatrice-ultramontaine. La consternation de Bismarck se révéla de manière pitoyable dans le va-et-vient désemparé avec lequel il chercha, au deuxième tour, à sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Il dit à ce propos qu'il voulait, en homme de convictions constitutionnelles, laisser la place à un ministère de coalition progressiste-ultramontain et convoqua au plus vite un de ses financiers juifs pour lui révéler combien son cœur avait toujours chaleureusement battu pour le peuple d'Israël. Mais ensuite il se plaignit aussi que la bourgeoisie

1 *Ibidem*.

le payait d'ingratitude ; c'était sur son insistance qu'il avait proclamé la loi contre les socialistes, qui lui avait aliéné la classe ouvrière ; lui, disait-il, n'y tenait en aucune façon et préférerait y renoncer le plus vite possible. En même temps Adolph Wagner, en association avec Stoecker, proposa un petit arrangement politique aux sociaux-démocrates berlinois : Liebknecht, Bebel et Hasenclever devaient déclarer qu'ils reconnaissaient l'intention amicale du gouvernement envers les ouvriers dans sa politique de réforme, qu'ils étaient sérieusement disposés, en commun avec les partis de réforme sociale, à travailler pacifiquement à l'amélioration de la situation économique, et qu'ils espéraient dépasser la révolution grâce à des réformes sociales énergiques. En échange Wagner, Stoecker et consorts promettaient au deuxième tour à Berlin IV et VI de soutenir les candidats sociaux-démocrates contre les candidats progressistes et, le cas échéant, de voter pour la suppression de la loi contre les socialistes.

À supposer que ces tractations aient été menées à l'insu de Bismarck, elles trouvèrent toutefois chez lui un écho compréhensif. Le principal journal progouvernemental donna le ton : grâce à la loi contre les socialistes, la bourgeoisie trouvait des alliés politiques dans la classe ouvrière, son ennemie héréditaire sur le plan économique, dont elle cherchait toujours à mettre en échec les revendications gênantes sur le terrain économique. À l'inverse, disait-il, la loi contre les socialistes empêchait les ouvriers d'apprécier les intentions bienveillantes du gouvernement pour améliorer leur situation. C'était pour la bourgeoisie une situation agréable – tant qu'elle durait. Mais, à l'en croire, on était en droit d'attendre de la part des hommes d'État du gouvernement qu'ils réalisent le noyau sain de l'idée socialiste en satisfaisant les justes revendications des ouvriers, et ensuite la loi contre les socialistes serait superflue. On ne pouvait se livrer plus crûment à un sordide marchandage.

Liebknecht, Bebel et Hasenclever répondirent comme l'honneur du parti l'exigeait. Ils rejetèrent tout marchandage de voix ; 3 000 voix honnêtement gagnées étaient pour eux préférables à 30 000 voix achetées ; ils ne pouvaient reconnaître comme amicales envers les ouvriers la politique économique du gouvernement inaugurée par la promulgation de la loi contre les socialistes, la multiplication et la hausse des impôts indirects et des droits sur les denrées de première nécessité, la hausse de la charge militaire et autres mesures semblables. Comme leur attitude à l'égard des lois d'assurance sur les accidents l'avait récemment encore montré, ils n'avaient jamais refusé d'examiner sérieusement les propositions de réforme du gouvernement et de les modifier en fonction des intérêts des ouvriers, mais ils devaient refuser de faire cause commune avec des partis réactionnaires et pour cette raison hostiles au peuple. Soutenir qu'ils

voulaient une révolution violente était une hypothèse absolument arbitraire ; ils avaient toujours déclaré que des réformes équitables, radicales et totales *pouvaient* prévenir une révolution, qui dans le cas contraire serait une conséquence du développement politique et économique de notre société ; ils n'étaient pas responsables de choses qui ne dépendaient pas de leur volonté et de leur pouvoir, mais de la volonté et du pouvoir de leurs adversaires. L'effet de cette déclaration virile fut significatif ; les hommes d'affaires conservateurs donnèrent pour consigne à leurs gens de s'abstenir ; malgré cela, au second tour, les voix de Bebel à Berlin IV grimpèrent de 13 573 à 18 979, celles de Hasenclever à Berlin VI de 10 629 à 17 378. Le candidat progressiste adverse remporta les élections à Berlin VI avec 569 voix seulement d'avance, à Berlin IV avec même seulement 51 voix d'avance, à quoi s'ajoutèrent les intrigues électorales des « inébranlables », qui jouèrent un rôle très douteux.

En dehors de cela, le second tour se conclut de manière relativement favorable pour le parti. Les accusations des libéraux, affirmant que des voix conservatrices avaient soutenu massivement les candidats sociaux-démocrates, étaient globalement sans fondement, même si dans des districts isolés elles n'étaient pas sans réalité. Les conservateurs habitués à dominer n'ont jamais été tout à fait aussi aveugles que ce penseur libéral qui au second tour s'était de sa propre main coupé les doigts, simplement pour proclamer son dégoût moral des « partageux » communistes. Pour l'essentiel, ce furent de nouvelles masses ouvrières électrisées par l'issue du premier tour qui entrèrent en campagne pour le deuxième. Treize sièges furent gagnés : Breslau I (Hasenclever), Breslau II (Kräker), Hambourg II (Dietz), Solingen (Rittinghausen), Mayence (Liebknecht), Hanau (Frohme), Offenbach (Liebknecht), Nuremberg (Grillenberger), Mittweida (Vollmar), Freiberg (Keyser), Chemnitz (Geiser), Zwickau-Crimmitschau (Stolle) et Reuss-ancienne ligne (Blos). Liebknecht opta pour Offenbach, et Mayence fut perdu aux élections complémentaires, si bien que le groupe social-démocrate comptait douze personnes à son entrée au Reichstag.

À la fin de sa troisième année, du point de vue législatif, la loi contre les socialistes était un chiffon de papier. Des jours difficiles vinrent encore, mais le plus difficile était passé.

3. Le fantôme anarchiste

Le succès électoral social-démocrate dissipa aussi les derniers doutes sur la justesse de la tactique adoptée. Étant donné la dureté apparemment écrasante avec laquelle la loi contre les socialistes était appliquée, ces doutes avaient tout de même ressurgi ici ou là ; Berlin I et V, les deux dis-

tricts électoraux de la capitale allemande où les chances de succès électoral étaient les moins élevées et où Most avait relativement le plus grand nombre de partisans, n'avaient même pas pris part à la lutte électorale. À cela s'ajouta que, en même temps que la bataille électorale, on jugea devant le tribunal du Reich de Leipzig le premier procès pour haute trahison, qui révéla tout le manque de perspective de l'action « révolutionnaire sociale » et du reste incita chaque ouvrier conscient à combattre par tous les moyens politiques la corruption policière du système Bismarck.

Depuis son exclusion du parti, Most était tombé de plus en plus bas. Vis-à-vis de l'extérieur, il se réclamait du courant anarchiste, sans même en faire sérieusement partie en quoi que ce soit. Le contenu de la *Freiheit* formait de la première à la dernière ligne un absurde bouillonnement de rage, et la brochure d'agitation *Tactique contre la Freiheit*, que Most dirigea contre la social-démocratie en automne 1880, même si elle était écrite dans un langage un peu moins furieux, n'était qu'un méli-mélo confus. Le Belge Dave, un disciple cultivé de Proudhon et Bakounine, qui lui-même appartenait à la tendance pacifiste-inoffensive de l'anarchisme et cherchait à influencer Most dans ce sens, disait de cette brochure dans son mauvais allemand : « *Ça n'a pas de rapport avec les idées anarchistes. La brochure est d'un bout à l'autre jacobine, mitigée de blanquisme, avec des idées de Blanqui.* » Mais ce « blanquisme » n'était pas non plus un produit propre de Most, il lui avait été soufflé par Hasselmann, et cela dans l'article de la *Freiheit* que le mouchard Neumann avait transmis à Londres.

Most avait reproduit cet article à la fin de sa brochure, en quelque sorte comme quintessence de sa pratique, et cela donnait : « *Il n'est pas dans notre intention de recommander aux ouvriers d'Allemagne de* « jouer aux conspirateurs »*, avec directions centrales secrètes, etc., car cela ne sert qu'aux obscurs agissements de la police secrète. Mais nous pouvons nous organiser de manière parfaitement efficace, si de dix à vingt amis se connaissant très bien se réunissent en cercles de familiers, sans que des listes de membres, des statuts, etc. offrent des indices aux poursuites, si ces groupes librement constitués diffusent avec grande énergie oralement et par écrit l'idéal révolutionnaire, s'ils maintiennent un contact continu avec leurs amis et camarades d'idée dans l'armée, si enfin, chacun de son côté, ils se munissent d'un bon fusil. 4 000 socialistes organisés et armés de cette manière à Berlin capitale du Reich, et un nombre équivalent rassemblés dans les principaux centres industriels – et Moltke pourrait bien avoir du fil à retordre.* » Avant de partir en Amérique, Hasselmann avait transmis à Most les adresses de ses rares partisans. Parmi eux, il y avait surtout quelques ouvriers de Francfort et de Darmstadt, avec lesquels Most se mit tout de suite en relation ; il donna aussi leur adresse à son ami Dave,

lorsque celui-ci se rendit en Allemagne en novembre 1880 pour chercher des collaborateurs de plume en vue d'un bureau de correspondance qu'il comptait fonder, et aussi sans doute pour voir d'un peu plus près le mouvement anarchiste allemand. Il fut désagréablement surpris de ne rien découvrir d'autre que quelques ouvriers intellectuellement arriérés et totalement confus politiquement.

Mais la police prussienne n'était pas aussi myope que l'idéologue anarchiste. Elle interpréta bien plus correctement les vantardises sanguinaires de Most et se hâta de l'enserrer dans un étroit filet d'indicateurs. Pour l'expédition de la *Freiheit*, c'est le mouchard Neumann qui était l'homme de confiance de Most, tandis que les mouchards Wichmann et Wolff étaient les correspondants du journal à Altona. Avec cette activité « littéraire », ils poursuivaient différents objectifs : ils mettaient en évidence l'indulgence de la police « républicaine » de Hambourg à l'égard de la social-démocratie, ils calomniaient les députés sociaux-démocrates en les traitant de menteurs et de voleurs des fonds du parti, ils faisaient du mouvement anarchiste en Allemagne un monstrueux épouvantail, et enfin et par-dessus tout, ils livraient un riche matériel pour le gros sac de citations de Puttkamer. Ainsi Wichmann écrivait après l'attentat réussi contre le tsar de Russie : « *Puisse le jour n'être plus loin où un événement semblable nous délivrera de tous les tyrans ! Nous regrettons seulement que les autres canailles n'aient pas reçu en même temps le salaire qu'elles méritaient.* » Et ce n'était pas, loin s'en faut, les déclarations les plus « révolutionnaires sociales ». Qui ne comprenait pas là « l'horreur morale et l'extrême indignation » ressenties par Puttkamer au Reichstag lorsqu'il osait seulement penser à semblables perles de son sac de citations ! Plus tard Wolff et Wichmann ont retourné leurs capacités « littéraires » contre leur propre protecteur. Wolff offrit ses *Mémoires* aux autorités de police prussiennes à un prix qu'on ne paye même pas d'ordinaire pour les plus grands chefs-d'œuvre de la littérature mondiale ; les tribunaux de Berlin, dans un procès rigoureusement secret, le condamnèrent à un an de prison pour extorsion de fonds ; après sa libération de Plötzensee il fut à nouveau emprisonné à Altona pour prétendue lèse-majesté et le lendemain matin trouvé pendu dans sa cellule. Wichmann en revanche commença à jaser lorsque, après avoir été démasqué par les ouvriers d'Altona, la police ne voulut plus lui accorder de pension, parce qu'il était désormais sans utilité pour elle. C'est de cette manière qu'il a été possible d'en savoir plus sur ces deux crapules ; bien entendu, ils ne formaient qu'une petite fraction de la meute de mouchards qui furent lâchés après la loi contre les socialistes et qui exerçaient dans l'ombre leur sale métier.

Avant même que Dave ne vînt en Allemagne, son signalement était dans les mains de toutes les autorités de police allemandes, de même que la police de Francfort connaissait les quelques partisans de Most dans la région du Main. Cette demi-douzaine de pauvres diables formait des « groupes » à Francfort, Darmstadt et quelques autres localités, non pas pour se procurer de bons fusils, mais pour s'abonner ensemble à la *Freiheit* et collecter de l'argent pour Most : cinq marks au total, voilà ce qu'ils envoyèrent réellement à Londres. Leur plus grande prouesse consista dans la nuit du 18 au 19 octobre 1880, peu avant la visite de l'empereur à Francfort, à diffuser à quelques centaines d'exemplaires un tract interdit. Le commissaire de police Rumpf, qui dirigeait la police politique de Francfort et des environs, d'après ses propres dépositions sous serment, connaissait les auteurs mais ne les poursuivit pas, il embaucha au contraire comme mouchard le tailleur Horsch, qui devait gagner la confiance des « conspirateurs ». Naturellement Rumpf avertit son « homme de confiance » de participer activement à des plans d'assassinat et de subversion, comme l'exige toute bonne préparation au mouchardage policier, mais, toujours selon la bonne vieille méthode policière, le paya non pas à la journée mais à la pièce, selon « l'importance » des « révélations » faites. Horsch, un voleur qui avait déjà fait de la prison, qui laissait mourir de faim sa nombreuse famille et gaspillait le salaire de ses forfaitures avec des filles légères, avait bien entendu besoin d'argent, de beaucoup d'argent, et faisait des rapports chaque jour « plus importants » : un projet d'assassinat de Rumpf lui-même et un congrès secret à Darmstadt ou Eberstadt, où on devait discuter de l'insurrection. Le 1er décembre 1880, Rumpf resserra alors le filet ; à Francfort et dans ses environs quelque cinquante personnes furent arrêtées, Dave à Augsbourg, et à Berlin aussi quelques amis de Most. Parmi ceux qui avaient été arrêtés se trouvait Horsch, que Rumpf mit au violon avec les autres, pour prétendument le protéger de la vengeance des socialistes. Que Rumpf ait commis là un crime passible de réclusion criminelle par l'article 341 du code pénal allemand, ne semble pas avoir affecté outre mesure ce gardien sourcilleux des lois.

À Francfort déjà on mit des criminels de droit commun dans les cellules des détenus pour les espionner et ce beau système fut poursuivi à Berlin, où bien vite tous les détenus furent rassemblés. Le commissaire de police, le comte Stillfried, dit à Schnitzer, auteur d'une banqueroute frauduleuse, qui avait été mis aux trousses surtout de Dave, qu'il empocherait 1 000, voire 10 000 marks si quelque chose d'important était découvert, et le juge d'instruction Hollmann promit à ce même patriote que sa peine serait diminuée par une grâce. Les détenus se plaignirent

aussi âprement de la manière dont Hollmann rédigea le procès-verbal de leurs déclarations. Mais la majeure partie d'entre eux durent être relâchés après une détention préventive assez longue, étant donné qu'on ne pouvait même pas trouver contre eux l'ombre d'un acte délictueux, et deux mois et demi après le grand coup Horsch aussi, flairant quelque chose de louche, déclara au juge d'instruction qu'il voulait être libéré, étant donné qu'il n'était pas un criminel mais un grand patriote. À une question de Hollmann, Rumpf répondit par trois lettres datées du même jour, dans lesquelles il avouait que Horsch certes était un mouchard, mais que son intention était de suspecter son « homme de confiance » de participation active à la « conspiration » et remarquait à ce propos que l'interrogatoire de Horsch comme témoin serait pour lui « pour le moins désagréable ». Cela commençait toutefois à trop sentir le roussi pour le juge d'instruction, et il mit Horsch en liberté.

Les débats de ce grand procès pour haute trahison, qui entre-temps avait été exploité pendant des mois au service de la loi contre les socialistes, eurent lieu du 10 au 21 octobre 1881. À la barre du tribunal du Reich comparurent encore quinze accusés, onze Allemands du Sud, trois Berlinois et Dave. Sur les témoins à charge qui avaient défilé, avec Horsch à leur tête, même la *Magdeburgische Zeitung* écrivait : *« A-t-on jamais vu depuis les jours les plus noirs de la réaction un procès qui ait à présenter parmi les témoins à charge une telle quantité de repris de justice répugnants, espions notoires de la police ?* » Contre Dave le conseiller de police Krüger témoigna en particulier, en faisant sur le passé de cet accusé des déclarations que Dave put aussitôt réfuter point par point. *« Voyez-vous, voilà tout votre art et votre science »*, s'écria-t-il à l'adresse du génie berlinois de la police et, après avoir rectifié encore quelques déclarations secondaires, il conclut : *« C'est seulement pour prouver qu'il ne sait rien du tout. »* Krüger invoquait ses « hommes de confiance » que, dans l'intérêt de l'État, il n'avait pas le droit de nommer ; la glorieuse méthode consistant pour les fonctionnaires de police à couvrir de leur serment ce que des êtres de l'envergure de Horsch, Wichmann et Wolff leur avaient communiqué contre salaire payé selon « l'importance » de la pièce, cette méthode lors de ce procès fut transmise du passé Vieille-Prusse au présent Nouvelle Allemagne.

L'accusation de « préparation d'entreprise de haute trahison » tomba bien entendu à plat. Une partie des accusés avaient diffusé du matériel imprimé interdit et avaient ainsi transgressé la loi contre les socialistes, à cause du contenu de ce matériel imprimé ils avaient peut-être aussi transgressé l'un ou l'autre des paragraphes élastiques du code pénal, mais tout cela n'était pas une préparation d'entreprise de haute trahison.

Cela n'en aurait pas plus été une encore, si les accusés s'étaient laissé réellement entraîner par l'agent provocateur Horsch à projeter un attentat contre Rumpf ou un congrès secret. Tout cela le tribunal du Reich le reconnaissait, cependant il condamna neuf accusés, et parmi eux Dave, à une peine cumulée de dix-neuf ans de réclusion criminelle, en faisant découler la « préparation d'une entreprise de haute trahison » du fait que les condamnés avaient agi dans le sens où l'entendait Most. Or Most, selon le tribunal, projetait une entreprise de haute trahison consistant à renverser la société moderne au moyen de la violence et donc aussi à changer par la violence la Constitution du Reich allemand. En dehors de toute autre considération, le verdict reposait sur une grossière bourde juridique. Le paragraphe 86 du code pénal allemand qui était cité avait été repris mot pour mot du code pénal prussien, et le tribunal d'État prussien encore en 1864 avait sans hésiter acquitté Lassalle, pour la raison évidente qu'une entreprise de haute trahison, selon l'esprit et la lettre de ce paragraphe, devait être une action effective et concrète par le lieu, le temps et les circonstances, et ne pouvait être seulement une intention générale quelconque, à mettre à exécution un jour quelconque, d'une manière quelconque et dans un lieu quelconque. Lors du premier procès pour haute trahison qu'il eut à trancher, le tribunal allemand du Reich surpassa en matière d'interprétations inexactes du code pénal même le tribunal d'État prussien d'inspiration manteuffelienne.

Le verdict suscita même dans les cercles bourgeois un sentiment désagréable. Mais comme il répugnait à l'intérêt de classe bourgeois d'avouer que le tribunal suprême du Reich allemand, lors de la première épreuve d'un procès pénal politique, avait condamné à une peine de réclusion criminelle infamante neuf hommes parfaitement innocents au regard de l'accusation, la presse libérale se tira d'affaire en félicitant le tribunal du Reich d'avoir déclaré le témoin Horsch non digne de foi et d'avoir en outre suggéré plutôt qu'exprimé une légère désapprobation des intrigues policières. Toutefois lorsque quelques organes de presse plus audacieux eurent le front d'invoquer l'autorité du tribunal du Reich pour attaquer Rumpf un peu plus durement, ils furent immédiatement mis en examen pour outrage « *à un fonctionnaire excellent et au-dessus de tout soupçon* », comme Puttkamer le dit au Reichstag, et condamnés à de lourdes peines.

En dépit de toute la sympathie pour les condamnés innocents, le procès montrait clairement aux ouvriers à quoi menait la tactique « révolutionnaire sociale ». Most lui-même avait été entre-temps condamné à seize mois de travaux forcés par les tribunaux anglais, parce qu'il s'était prononcé sur l'exécution du tsar à peu près dans le même style que l'agent de police prussien Wichmann. La *Freiheit* ne put plus se maintenir

à Londres et chercha refuge en Suisse. En 1882, elle sortit à Schaffhouse chez l'imprimeur Wilhelm Bührer ; les coûts de l'impression étaient payés par l'ébéniste Schröder-Brennwald qui, d'après ce qui fut établi sans conteste par les autorités de police de Zurich, était au service de la police berlinoise et emmenait avec lui sa caisse de dynamite comme un voyageur de commerce sa valise d'échantillons.

Chapitre III

Question et réponse

La première période de la loi contre les socialistes embrassa ses trois premières années. Elle comprit la résistance victorieuse du parti, qui en trois étapes se développa régulièrement et irrésistiblement. La deuxième période de la loi dura quatre ans et demi et se divisa également en trois périodes de longueur assez égales. Ce fut l'époque des « pratiques douces », de la tentative d'apprivoiser la social-démocratie non plus simplement avec le bâton mais aussi avec la carotte, l'époque où on chercha à atteindre par la voie de la corruption ce qui avait échoué par la voie de la violence. La première partie de cette période alla du message de l'empereur à l'automne 1881 au congrès de Copenhague au printemps 1883, c'est-à-dire de la question de l'empereur au prolétariat à la réponse du prolétariat à l'empereur.

1. Le message de l'empereur

Le 17 novembre 1881, le nouveau Reichstag fut inauguré par un discours du trône qui avait revêtu la forme solennelle d'un message impérial.

Il disait que la répression des excès sociaux-démocrates ne suffisait pas, mais qu'il fallait aussi promouvoir le bien-être concret des ouvriers. Le projet d'assurance-accidents, remanié sur la base des discussions antérieures, devait être présenté une nouvelle fois au Reichstag et, en complément, un projet d'organisation uniforme du système des caisses professionnelles de maladie. Mais l'incapacité de travail pour raison d'âge ou d'invalidité exigeait elle aussi que l'État s'en préoccupe bien plus que cela n'avait été le cas jusqu'ici. Le rattachement plus étroit aux forces réelles de la vie chrétienne de la nation et leur concentration sous la forme de coopératives corporatives sous la protection de l'État et avec l'aide financière de l'État rendrait possible la solution de tâches que la puissance de l'État seule n'était pas de taille à assumer dans la même proportion. De toute façon pour cela aussi il était nécessaire de mettre en œuvre des moyens considérables et la réalisation de la réforme de l'impôt commencée promettait également le développement d'abondantes sources de recettes provenant des impôts indirects, en échange de quoi on pourrait supprimer de lourds impôts directs régionaux et soulager les communes. La voie la plus sûre pour y parvenir était le monopole

du tabac et la taxation plus forte des boissons, objectifs qui, disait-il, étaient dépourvus d'arrière-pensées non seulement fiscales mais aussi réactionnaires.

Cet « écrit politique d'une importance historique mondiale » était en réalité une pure manœuvre de diversion de Bismarck. Ses membres lui faisaient encore mal de tous les coups que la bourgeoisie et bien plus encore le prolétariat lui avaient assénés. Il fit son acte de contrition devant les intérêts capitalistes, en promettant à ces « forces réelles de la vie chrétienne de la nation » une nouvelle organisation et toléra qu'elles mettent leurs petites mains dans les « réformes sociales » que l'État ne pouvait mener tout seul. Cependant, par cette prévoyance promise à l'ouvrier âgé, malade et victime d'accidents de travail, il voulait masquer au prolétariat les terribles souffrances que le mode de production capitaliste inflige aux ouvriers sains et vigoureux. Mais, d'une classe comme de l'autre, il cherchait à soutirer des ressources financières abondantes, moyennant quoi, après comme avant, il pourrait rester maître de la situation politique. On retrouvait le même esprit dans un projet qui devait réviser la législation professionnelle dans le sens rétrograde, à moitié dans le sens corporatif et à moitié dans le sens policier, pour appâter la petite bourgeoisie et renforcer les instruments de pouvoir du gouvernement.

C'est dans ce cadre qu'allait se mouvoir dans la période suivante la politique pratique de Bismarck. À la première occasion, il se déclara contre la protection légale des ouvriers et donna ainsi aux intérêts capitalistes une nouvelle garantie de sa bonne conduite. À cet égard il n'était en aucune façon hypocrite, car sa haine contre la législation des fabriques était absolument authentique, aussi peu authentiques que fussent les formules toutes faites avec lesquelles il cherchait à la fonder, formules dont les manchestériens un tant soit peu instruits avaient honte depuis longtemps. Dans l'exécution de sa mission qui était de ne surtout pas marcher sur les pieds du capital, la *Provinzialkorrespondenz* alla si loin qu'en septembre 1882 elle annonça même à ses contemporains étonnés que le « socialisme vrai » consistait à ménager le capital ; si l'État voulait prélever essentiellement sur le capital ce dont il avait besoin, il anéantirait le plus grand levier matériel de toute civilisation. À cause de cette « mauvaise compréhension » par trop compromettante, ce journal à demi officiel fut bien obligé ensuite, huit jours plus tard, de se gifler lui-même. Les « chers frères » Stoecker et Adolph Wagner tempérèrent leur rage antisémite par des attaques puériles contre les « Juifs » Lassalle et Marx, qui avaient discrédité le fabricant industrieux, travailleur et désintéressé en le présentant comme un exploiteur paresseux, mais qui avaient soigneusement masqué le véritable lieu de l'exploitation, le commerce spéculateur. On

donna aux ouvriers eux-mêmes un peu plus de liberté pour s'exprimer en parole et par écrit, afin d'enregistrer le nouvel évangile et de jurer sur lui. Mais, pour conférer à cet évangile la consécration de la science, on invoqua Rodbertus comme témoin autorisé. Le malheureux se serait retourné dans sa tombe, s'il avait pu entendre l'utilisation abusive qu'on faisait de son nom : Rudolph Meyer agit totalement dans l'esprit de son maître en élevant de l'étranger une protestation énergique, dirigée contre la loi antisocialistes et la politique économique de Bismarck. Mais Adolph Wagner foudroya quiconque doutait que, de l'au-delà, Rodbertus bénissait cette ère philanthropique : Rodbertus avait déclaré que l'économie *nationale* devait forcément devenir économie *d'État*, et c'est justement ce qui était en train de s'accomplir glorieusement.

Dans la première session du nouveau Reichstag on traita les affaires courantes. Comme le Parti social-démocrate avait montré qu'il était une force réelle, son groupe parlementaire, bien qu'il ne comptât qu'une douzaine de personnes, trouva au Reichstag un tout autre accueil que par le passé. Les manquements d'égards à son encontre qui avaient été jusqu'ici monnaie courante cessèrent, et ses orateurs purent prendre la parole sans trop de restrictions. Tous les partis bourgeois commencèrent à faire dans le « bien-être des ouvriers ». Les groupes libéraux au Parlement présentèrent une demande de révision de la loi sur la responsabilité pénale, qui certes ne visait au fond qu'à maintenir les assurances ouvrières aux mains de la spéculation privée mais qui, ne serait-ce que pour sauver les apparences, était obligée de proposer des améliorations réelles de cette loi sabotée ; les ultramontains interpellèrent le gouvernement en vue du développement de la législation des fabriques ; seuls les conservateurs, qui étaient passés de Wagner à Stoecker, ne surent rien imaginer de mieux que de demander la réintroduction obligatoire des livrets de travail. Le groupe social-démocrate se fit un plaisir d'aider à mettre sur la bonne voie l'amour pour les ouvriers que montraient les bourgeois. Il déposa une motion exigeant du gouvernement qu'il supprime toutes les lois d'exception et, pour la majorité du Reichstag désormais exclusivement constituée d'adversaires enflammés de toute législation d'exception, cette motion aurait dû d'autant plus être la bienvenue qu'elle était appropriée à la situation politique. Mais, curieusement, cette majorité ne battit pas le fer tant qu'il était chaud, elle évita au contraire soigneusement de le faire ; aucun parti bourgeois, pas même le Parti du Progrès et le Parti populaire, ne voulut soutenir la motion sociale-démocrate ; on trouva à grand-peine un membre du Parti populaire et quelques progressistes pour compléter les quinze voix qui étaient nécessaires pour présenter une motion indépendante. Ensuite on remit cette motion aux calendes grecques.

Dans le débat sur le rapport annuel qui devait motiver le petit état de siège à Berlin, Hambourg et Leipzig, les orateurs du parti furent cette fois-ci Hasenclever et Blos. Ils ne s'en sortirent pas aussi aisément qu'Auer et Bebel neuf mois auparavant ; quelques-unes de leurs déclarations provoquèrent des discussions vives et âpres dans le *Sozialdemokrat*. Mais ils réussirent toujours à parer les petites feintes d'escrimeur de Puttkamer. Il était bien dans les manières de ce poseur de vouloir cacher sa défaite en se plaignant que Hasenclever n'avait pas conçu la question « avec assez de hauteur de vue ». Il ne manquait plus encore que les crapuleries policières de Horsch et Rumpf soient chantées comme le vieil Homère a chanté les exploits d'Achille et d'Hector.

Dans la session du printemps 1882, le Reichstag revint ensuite à ses « grandes affaires ». Bismarck porta aux nues le monopole du tabac qui, même au Bundesrat docile, n'avait été approuvé que par trente-six voix contre vingt-deux. Il déclara qu'il n'avait pas peur de l'idée socialiste qui, comme Goethe le disait du preux chevalier et de la bonne pluie, trouve partout son chemin. Que de bienfaits immenses le socialisme avait donc déjà apportés au pays ! L'émancipation des paysans avait été socialiste, chaque expropriation en faveur de la législation du chemin de fer et de l'eau était socialiste, l'assistance aux pauvres, la scolarité obligatoire, la construction de routes étaient dans leur totalité socialistes. Si par ailleurs ce jeu incroyable avec le mot socialisme, pris comme slogan, était la pire des choses, il n'avait qu'une seule circonstance atténuante, à savoir que Bamberger et autres sages libéraux du même acabit s'empressèrent de se prêter à ce jeu pour combattre le monopole « socialiste » du tabac dans « l'intérêt de la liberté bourgeoise ». *« Dites plus exactement : dans l'intérêt de l'exploitation bourgeoise »*, coupèrent les députés sociaux-démocrates. L'orateur principal de la fraction était Vollmar, dont le premier discours, magistral à sa manière, disait leur fait aux amis bourgeois comme aux ennemis bourgeois du monopole du tabac. Le projet fut rejeté par 276 voix contre 43.

En même temps le gouvernement avait présenté une loi d'assurance contre la maladie et contre les accidents. Toutes deux étaient en étroite relation car, dans une proportion bien plus élevée encore que dans le premier projet, l'assurance-accidents devait être à la charge des caisses maladie ; on avait prévu non plus quatre mais treize semaines de délai de carence. Bismarck laissa tomber la banque du Reich pour l'assurance contre les accidents ; à sa place il devait y avoir des coopératives d'entrepreneurs. Mais il s'en tint fermement au concours financier du Reich, à une hauteur de 25 % des indemnités à verser. C'était toujours et encore plus que ce que la bourgeoisie était disposée à tolérer. D'abord le Reichs-

tag s'occupa du projet de loi sur l'assurance-maladie, qui n'était guère plus que la généralisation de la loi de 1876 sur les caisses de secours. Une commission d'ouvriers instruits syndicalement et politiquement aurait élaboré en huit jours une loi inattaquable et à toute épreuve. Mais le Reichstag s'emberlificota à un point tel qu'après d'innombrables réunions de commissions, il n'en était toujours pas venu à bout. L'important pour les partis bourgeois c'était bien sûr de couper le plus soigneusement possible aux ouvriers toute possibilité de nouvelle organisation ! La Chambre ne pouvait plus continuer à se réunir sans voter ne serait-ce que la loi sur l'assurance-maladie et, pour ne pas être obligé de recommencer depuis le début, on ne clôtura pas la session, mais on l'ajourna jusqu'à l'hiver suivant.

En décembre 1882, le Reichstag se réunit à nouveau. La fraction sociale-démocrate cette fois-ci ne voulait pas laisser les partis bourgeois s'en tirer à aussi bon compte que jusqu'ici, dans le débat qui allait avoir lieu sur le paragraphe 28 de la loi contre les socialistes ; elle proposa une résolution par laquelle le Reichstag devait déclarer que la prolongation du petit état de siège à Berlin, Hambourg et Leipzig n'était pas justifiée. Vollmar ouvrit les débats par un discours incisif où résonnait ce fier refrain : « Nous sommes les vainqueurs et vous êtes les vaincus. » Puttkamer fit une réponse d'une extrême faiblesse, en lisant quelques morceaux choisis tirés de son grand sac de citations ; selon lui, les expulsions de Berlin, Hambourg et Leipzig étaient justifiées par le fait que le *Sozialdemokrat* avait fait des déclarations hérétiques sur la royauté de droit divin ou que la *Freiheit* avait écrit sur le mariage et la famille de manière choquante pour l'hypocrisie bourgeoise. Avec tout son pathos creux, Puttkamer ne réussit même pas à faire quitter le coin du feu aux bourgeois ; alors il eut recours à un coup désespéré en vantant les « audacieux » anarchistes comme le parti ouvrier le plus fort et il dévoila tous les charmants secrets de sa belle âme de policier en abattant son atout : « J'aime mieux Most que vous. »

Or les partis bourgeois auraient aimé clore le débat. Mais, bien ou mal, ils durent réciter leur acte de contrition, car le groupe social-démocrate menaçait de répondre à une demande de clôture du débat par une demande de constat d'absence de quorum à la Chambre. Köhl, membre du Parti populaire, parla d'une manière relativement virile, et avec lui le progressiste Wendt, un professeur du secondaire de Hambourg qui se déclarait publiquement républicain. Les progressistes prussiens, qui venaient de se faire méchamment taper sur les doigts par Bismarck aux élections du Landtag, parlèrent sans vigueur et de manière creuse, même s'ils n'osèrent pas s'opposer ouvertement à la résolution sociale-démo-

crate. Le beau parleur Hänel proposa, à nouveau, honteusement, une aggravation du droit commun pour remplacer la loi contre les socialistes, et le patriote royaliste Eugen Richter dénigra violemment les convictions républicaines de son collègue de groupe Wendt. Les sécessionnistes se réfugièrent derrière des prétextes formels, de même que l'orateur ultramontain Windthorst qui, lui-même honteux de ce rôle dégradant, alla jusqu'à brandir la comique menace d'abattre la révolution sociale par l'épée. Plus triste encore fut la conduite du junker polonais Czarlinski, qui se déclara prêt à dénoncer à la police les « égarements » des ouvriers. Les magots conservateurs et nationaux-libéraux firent simplement oui de la tête à toutes les exactions puttkameriennes, seul Stoecker en rajouta et exigea si possible une aggravation de la loi contre les socialistes. En dépit des voix progressistes et populaires, la résolution sociale-démocrate fut repoussée.

Auparavant Grillenberger avait encore mis en pièces d'une poigne ferme le tissu de sophismes de Puttkamer. Il expédia avec autant de rudesse que de justesse les grandes phrases hypocrites sur le caractère sacré de la famille et du mariage bourgeois, en se référant clairement au système des maîtresses en titre des gens de la haute ; ensuite il examina l'histoire de l'un des fils de Bismarck, qui autrefois avait enlevé une femme mariée et qui, après les menaces du vieux, avec le courage héroïque propre à sa race, avait abandonné la femme enlevée pour retourner à la marmite paternelle. La famille Bismarck offensée dans toute sa sainteté jura une terrible vengeance et, par une dépêche télégraphiée de Berlin, un inoffensif calendrier ouvrier édité par l'imprimerie coopérative de Nuremberg fut immédiatement interdit. Elle frôla ainsi la faillite, mais seuls des fous pouvaient s'imaginer par de tels moyens faire peur à un homme comme Grillenberger. Modèle de force virile naturelle, le chef des ouvriers de Nuremberg était devenu un excellent combattant sur le terrain parlementaire. Au courant comme peu de gens de toutes les questions de la législation ouvrière, toujours prêt et apte à examiner de manière la plus objective ce que le prolétariat pouvait tirer de bon même de ce gouvernement, Grillenberger n'était pas non plus le dernier pour déchirer les mailles de la loi contre les socialistes. Il se consacra tout particulièrement aux fameux « petits gars à 20 groschen » qui espionnaient les députés sociaux-démocrates, les suivant pas à pas, jour et nuit, et même jusque dans l'enceinte du Reichstag. Lorsque Grillenberger interpella un jour le gouvernement au sujet de ces procédés indignes, Puttkamer se fit tout petit et le secrétaire d'État von Bötticher dit avec la mine la plus candide du monde : « *Je ne sais rien du tout.* » Grillenberger promit, si ce scandale ne cessait pas, de déposer un jour un espion en chair et en os sur le

bureau de la Chambre, et il était homme à tenir parole ; plus d'une fois ces jeunes poltrons se sauvèrent à toutes jambes devant ses poings robustes.

Si une partie de l'opposition bourgeoise avait encore consenti à blâmer l'utilisation abusive du paragraphe 28, les mêmes presque au complet firent machine arrière lorsque, le 11 janvier 1883, il fallut enfin discuter de la demande sociale-démocrate de supprimer toute loi d'exception. Les sécessionnistes trouvèrent cette feinte, qu'il n'était pas indiqué de traiter différentes matières juridiques dans un seul et même projet, et c'est sur de pareils sentiers de traverse qu'à peu près tous les *« adversaires de principe à toute législation d'exception »* s'esquivèrent en hâte, en tête le bouledogue progressiste Eugen Richter et le renard ultramontain Windthorst. Même la *Frankfurter Zeitung*, l'organe du Parti populaire, parla d'une « bataille perdue » de la social-démocratie, comme si le groupe social-démocrate avait espéré que l'approbation de sa demande supprimerait immédiatement les lois d'exception en matière de politique religieuse et sociale ! Ce à quoi elle prétendait et pouvait prétendre était plutôt seulement que la majorité du Reichstag déclare officiellement l'horreur qu'elle prétendait avoir pour les lois d'exception. *« Nous sommes sur le terrain du principe »*, disait Liebknecht dans les excellents discours par lesquels il étayait la demande sociale-démocrate, *« nous voulons que, vous aussi, vous vous placiez sur ce terrain. Celui qui vote contre notre projet se déclare partisan par principe des lois d'exception. »* Il fallait déjà posséder un esprit extraordinairement confus pour découvrir une « bataille gagnée » dans le fait que l'opposition bourgeoise désertait ses principes.

Assurément, avec la loi contre les socialistes, Bismarck avait réussi à paralyser non pas le socialisme prolétarien mais bien le libéralisme et le radicalisme bourgeois. Les « inébranlables » furent tous pris d'une folie furieuse qui, par les menées politiques les plus bouffonnes, cherchait à cacher leur peur secrète pour leur cher coffre-fort.

2. Le congrès de Copenhague

Le renforcement interne de la social-démocratie allemande avait fait des progrès ininterrompus depuis les élections au Reichstag de 1881. La conscience que le parti était plus fort que jamais enflammait les masses ouvrières, et dans les colonnes du *Sozialdemokrat* Vollmar et Bebel ferraillaient déjà sur la question de savoir si la loi d'exception tout compte fait n'était pas préférable au droit ordinaire. Vollmar pensait qu'on devait répondre par l'affirmative, Bebel à l'inverse faisait valoir une série d'objections pertinentes.

Provisoirement ce conflit n'était pas encore pour demain ; dans le présent, il suffisait que le développement du parti fût indépendant de la

loi contre les socialistes. Il possédait maintenant à l'étranger un vigoureux poste extérieur qui lui permettait une complète liberté de mouvements. Les sociaux-démocrates allemands en Suisse s'étaient regroupés en une solide organisation, après s'être séparés à l'amiable de leurs amis politiques suisses à l'automne 1880 au congrès d'Olten, et l'Imprimerie associative suisse et librairie populaire, qui éditait le *Sozialdemokrat*, était devenue propriété des camarades allemands du parti. Cette société était sous la direction technique d'un spécialiste compétent, l'imprimeur suisse Conzett, le parti allemand y avait cinq représentants : Eduard Bernstein, qui depuis l'automne 1880 était à la tête de la rédaction du *Sozialdemokrat*, Julius Motteler, qui s'occupait de l'expédition, le commerçant Hermann Schlüter, qui jusque-là avait fait de l'agitation à Dresde, était administrateur de la librairie, enfin Leonhard Tauscher était prote et Richard Fischer metteur en page de l'imprimerie.

Depuis que Bernstein était à la tête de la rédaction, l'organe du parti, parfois un peu oscillant pendant la première année de son existence, s'en tenait à une ligne strictement conséquente, avec une rigueur qui correspondait aux persécutions subies par le parti. On pouvait se demander si, dans l'expression très vigoureuse de sa colère, il n'en faisait parfois pas plus qu'il n'aurait été nécessaire ; Bernstein lui-même a plus tard avoué un jour honnêtement que, coupé de la situation allemande et placé dans l'atmosphère de l'exil, la lutte de concurrence qu'il menait avec la *Freiheit* de Most avait influencé la forme de sa polémique. Cependant il s'agissait tout simplement de se demander si, comme Engels l'écrivait à Bernstein, l'ironie et le sarcasme ne blessaient pas bien plus vivement les adversaires que ne pouvait le faire l'indignation la plus véhémente. À part cela, on peut dire que le système policier allemand n'avait pas volé les expressions les plus fortes que le *Sozialdemokrart* ait jamais utilisées et c'était aussi très clairement l'avis des ouvriers allemands. Lorsque Hasenclever et Blos avaient utilisé fin 1881 au Reichstag quelques formules qui pouvaient peu ou prou être interprétées comme un désaveu du *Sozialdemokrat*, une vive discussion s'engagea dans l'organe central sur la manière d'écrire, qui se termina par le verdict presque unanime du prolétariat conscient : Plus c'est vigoureux, meilleur c'est ! À cette occasion le groupe social-démocrate au Reichstag, y compris Hasenclever et Blos, reconnut encore une fois le *Sozialdemokrat* comme organe officiel du parti, avec seulement cette réserve tout à fait compréhensible que le groupe n'était pas responsable de chaque article et de chaque expression.

Dans l'expédition du *Sozialdemokrat*, Motteler, comme « maître de la poste aux armées rouge », confirmait ses anciens talents d'organisateur. Ce qui n'avait encore jamais réussi dans l'Histoire, réussissait maintenant

avec une facilité et une sûreté inégalables : un journal interdit fait par des émigrés, dont la diffusion était menacée de lourdes peines et dont les voies d'acheminement étaient occupées par le ban et l'arrière-ban policier d'un grand État, était ponctuellement distribué chaque semaine à de nombreux milliers d'exemplaires jusque dans les endroits les plus reculés de ce grand État. En vérité, ce qui créa la possibilité d'un succès aussi inouï, ce furent en premier lieu les conditions modernes de production et de transport. Les kouglofs, les fromages suisses, les citrouilles, les moulages, les pains de sucre remplis d'exemplaires de *Sozialdemokrat* auxquels on devait soi-disant faire passer la frontière allemande, relèvent de la fable. Les moyens de transport modernes et la technique moderne rendaient même ces méthodes de grand-papa tout à fait insuffisantes pour les quantités à transporter. L'entrée en contrebande dans le Reich n'offrait absolument pas de difficultés majeures. L'étape suivante de la diffusion et, dans chaque localité, la distribution aux abonnés et aux lecteurs étaient beaucoup plus importantes. Cela nécessitait toute une armée de camarades énergiques, habiles et absolument fiables, et, sans une levée en masse de soldats fidèles au devoir qui étaient formés par le mode de production moderne et puisaient leur force dans la solidarité du prolétariat moderne, le *Sozialdemokrat* n'aurait pu accomplir sa tâche historique, et la diffusion de tracts n'aurait pas pu non plus devenir une arme de plus en plus acérée du parti. Chacun de ces vaillants faisait preuve d'un esprit de sacrifice et d'une fidélité de conviction d'autant plus éclatants et d'autant plus purs qu'ils n'étaient même pas ternis par la plus noble passion humaine, le désir de gloire. Ces combattants anonymes savaient « qu'aucun chant, qu'aucune épopée » ne témoigneraient de la conscience avec laquelle ils avaient volontairement rempli leur devoir au service de leur classe.

Disperser une telle phalange, c'était impossible à la police officielle du Reich allemand, malgré ses efforts les plus désespérés. Rien qu'à Berlin, les fonctionnaires de la police politique émargeant au budget furent multipliés par dix en l'espace de trois ans, sans compter l'innombrable armée de fripouilles qui, contre salaire aux pièces, se battaient pour la défense « des biens les plus sacrés ». Cette engeance inonda en particulier aussi la Suisse, mais si elle s'introduisit très facilement dans les chapelles anarchistes, elle se cassa tout aussi sûrement le nez sur l'organisation sociale-démocrate. La méthode ignominieuse de la police consistant à tourmenter des ouvriers pauvres, traqués, mourant de faim, jusqu'à ce qu'ils acceptent la fonction de traîtres ne fut pas non plus très efficace. Si de temps à autre un envoi d'écrits interdits était « raflé », il était immédiatement remplacé, et il n'y avait jamais à attendre longtemps avant que le

traître figurât en bonne place sur la liste noire du *Sozialdemokrat,* et que tous ces efforts honteux fussent vains.

Les camarades de Zurich réussirent en novembre 1882 une prise capitale, lorsqu'avec le mouchard Schmidt ils saisirent aussi sa correspondance « officielle ». Schmidt, qui avait fait une banqueroute frauduleuse à Dresde, était poursuivi sur mandat d'arrêt par les tribunaux réguliers, et la Suisse, selon les accords existants, devait l'extrader si les autorités allemandes demandaient son extradition. Mais le Reich de la crainte de Dieu et des pieuses coutumes ne formula aucune demande d'extradition, il utilisa au contraire cette crapule comme mouchard parmi les sociaux-démocrates allemands de Zurich. Schmidt recommanda des attentats avec des épingles empoisonnées et surtout la création d'un fonds en vue d'attentats, ce qui déjà suffit à le rendre suspect aux yeux de ceux qu'il voulait espionner. Quand il fut démasqué, on trouva les lettres tendres et confidentielles que le conseiller aux affaires criminelles Weller et le commissaire de police Paul de Dresde ainsi que l'inspecteur de police Kaltenbach avaient échangées avec ce criminel notoire qui était leur « homme de confiance », en partie sous couvert d'un haut fonctionnaire de la poste à Mulhouse. Ces documents éclairaient aussi la manière dont on instruisait les agents provocateurs, en dépit de l'avertissement solennel à tous ces « hommes de confiance » de la police de ne pas pousser au crime, bien entendu. Après avoir aiguisé l'appétit de l'espion par de généreuses avances, on le tenait par la faim en lui signifiant qu'on ne lui « décrocherait » de nouveaux fonds que s'il avait des « choses importantes » à communiquer. Ce n'était pas de la faute de ce pauvre diable, si toutes ses provocations n'avaient pas produit des attentats « importants ». Chassé de Zurich, il retourna dans le Reich allemand où les tribunaux réguliers, qui désormais n'avaient plus besoin de s'aplatir devant les exigences supérieures de la police, le condamnèrent pour banqueroute frauduleuse à quatre ans de réclusion criminelle.

Le *Sozialdemokrat* pouvait désormais renvoyer la balle et constituer un « album de criminels » dans lequel il révélait la corruption régnant au sein de la police allemande. Rien qu'à Elberfeld-Barmen, une demi-douzaine de policiers traqueurs de socialistes s'y cassèrent le cou d'une manière ou d'une autre, et le maire se plaignait que plus personne ne voulait s'adonner à la dangereuse fonction de sauver l'État. Pour pallier ce manque, on envoya de l'extérieur des « forces éprouvées », un inspecteur de police nommé Öhlschläger d'Altona avec un autre complice, mais eux aussi durent battre en retraite au plus vite et quitter la vallée de la Wupper, car un expulsé de Berlin qu'ils voulaient appâter pour en faire un espion

fit paraître aussitôt leurs « lettres d'Uri »[1] dans le *Sozialdemokrat*. Par ailleurs on mit encore au pilori quelques agents provocateurs qui avaient semé assez longtemps le désordre dans le prolétariat de la Marche-Berg.

L'organisation politique de la classe ouvrière allemande avait été détruite, mais son organisation économique ne pouvait être anéantie, à moins de supprimer la civilisation moderne, le mécanisme du processus de production capitaliste qui réunit, forme et organise la classe ouvrière. Avec lui mille chemins de compréhension rapide étaient ouverts sans qu'il soit besoin d'avoir recours à une organisation secrète, structurée de manière hiérarchique, moyen dangereux et à double tranchant. Chaque jour de travail en commun dans les grands ateliers de l'industrie moderne, chaque forme de réunion conviviale, chaque association d'éducation et de lecture, chaque club de fumeurs et de danse, chaque excursion dominicale dans les champs et les bois, chaque promenade après la fin du travail se riaient des efforts de la police pour briser l'organisation sociale-démocrate. Secrète, cette organisation l'était bien, elle qui se présentait sous ces aspects les plus divers en fonction des conditions locales, et savait résister victorieusement en s'adaptant à chaque forme d'attaque, mais elle n'était secrète que dans la mesure où il fallait qu'elle le soit pour assurer au prolétariat le même droit qu'à toutes les autres classes de la population. C'est justement pour cette raison qu'elle était aussi invincible moralement qu'indestructible économiquement.

Mais Bismarck, avec le nouveau tournant de sa politique, était désormais obligé de laisser aux masses ouvrières le champ plus libre que dans les premières années de la loi contre les socialistes. Il fallait qu'elles puissent parler, ne serait-ce que pour le remercier de ses « bienfaits », pour maudire ses « corrupteurs » et, par-dessus tout, pour intimider la bourgeoisie. Bismarck filait toujours le même fil de l'arbitraire policier, mais un fil d'une grosseur différente. À sa manière bornée, il s'imaginait que c'était ainsi qu'il pouvait attraper les ouvriers. En réalité, ils lui dirent merci à leur manière, en occupant tout de suite chaque pouce de terrain qui leur était concédé, aussi instable fût-il : pas le merci qu'il exigeait, mais le merci qu'il méritait.

Avec l'année 1882, le mouvement syndical prit un nouvel essor. Même la loi contre les socialistes n'avait pu le réprimer tout à fait. La première lutte salariale d'ampleur sous la loi contre les socialistes, ce sont les menuisiers berlinois qui la menèrent au printemps 1880 ; depuis la fin

1 Lettre qui contient l'arrêt de mort du porteur. Allusion à la Bible : le roi David envoya au front Uri, dont il convoitait la femme, porteur d'une lettre ordonnant de l'exposer au premier rang, où il fut tué.

de cette année quelques associations de métier étaient nées aussi, et plus tôt encore, presque immédiatement après l'interdiction des anciens journaux syndicaux, naquirent quelques journaux de métier. Comme le *Réveil* que Bock fonda à Gotha pour les cordonniers, comme le *Nouveau journal des menuisiers* et le *Messager des constructeurs de bateaux* à Hambourg, le *Syndicaliste* pour les ouvriers du tabac à Leipzig, et d'autres encore. Puis un certain essor de l'industrie, qui se fit sentir au début des années 1880, donna une forte impulsion au mouvement syndical.

Lorsqu'en mars 1882 le doreur Ewald convoqua les directions des associations de métier berlinoises pour discuter d'une pétition qui devait présenter au gouvernement les doléances et les souhaits des ouvriers, il y avait déjà dix-huit associations de ce genre. À partir d'elles naquit le Comité général des syndicats berlinois, qui déploya une intense agitation en faveur de la protection légale des ouvriers. Dès la première assemblée ouvrière qui discuta de cela, il fut décidé d'envoyer la pétition, non pas au gouvernement, mais au Reichstag ; même sans Bismarck, elle trouverait de vigoureux défenseurs en la personne des représentants parlementaires de la classe ouvrière. L'esprit qui animait les ouvriers berlinois se manifesta de manière encore plus claire dans les assemblées ultérieures, dans lesquelles Hasenclever, Frohme et d'autres députés sociaux-démocrates au Reichstag furent accueillis par une tempête d'acclamations. Cependant Ewald manœuvra très prudemment, et les attaques haineuses de la presse progressiste, qui entrait en campagne contre la pétition avec ses grandes tirades manchestériennes surannées, lui offrirent une occasion toute trouvée de régler d'abord ses comptes avec le Parti du Progrès. C'est ainsi que pendant des mois Stoecker et consorts espérèrent pouvoir s'emparer du mouvement ; ils se risquèrent même à des attaques contre la police, l'accusant d'être bien trop vite encline à dissoudre les assemblées ouvrières.

Mais bien entendu ce doux rêve ne dura pas longtemps. Lorsque le parti conservateur se dévoila au tournant de l'année 1882-1883, en proposant d'introduire le livret ouvrier obligatoire, les ouvriers conscients écartèrent calmement les protestations mollassonnes des progressistes et stigmatisèrent le coup réactionnaire avec le franc-parler qui était de mise. Dans deux assemblées qui attirèrent énormément de monde les ouvriers berlinois dirent que c'était un mensonge délibéré d'affirmer que le prolétariat souhaitait les livrets ouvriers, et ils déclarèrent que les auteurs de cette demande méritaient le mépris de tous les ouvriers et devaient être mis au pilori de l'Histoire. À peu près une centaine d'assemblées ouvrières, qui se tinrent de Rendsburg et Wilhelmshaven à Nuremberg, Munich et Stuttgart, approuvèrent des résolutions semblables. Là où

Stoecker et ses compères apparaissaient devant les ouvriers, ils étaient chassés par des rires bruyants. La police savait maintenant à quoi s'en tenir et le 15 février 1883 le Comité général des syndicats berlinois se vit signifier une inculpation parce que les associations de métier, en établissant des liens entre elles, étaient censées avoir enfreint la loi sur les associations en se comportant en associations politiques.

Malgré la « pratique douce », les persécutions contre le Parti social-démocrate n'avaient absolument pas cessé. Le petit état de siège à Berlin, Hambourg et Leipzig était régulièrement renouvelé au jour de son expiration, les expulsions des trois régions en état de siège se poursuivaient sans discontinuer, les réunions publiques ouvrières étaient, selon l'humeur de la police, ou bien dissoutes ou bien permises, les interdictions de textes imprimés et d'associations continuaient, et la commission de réclamations maniait ses « garanties juridiques » aussi joyeusement que jamais auparavant, quand les ouvriers – ce qui depuis longtemps n'arrivait plus que dans certains cas exceptionnels – considéraient qu'il valait la peine d'importuner la « commission de potence » du Reich. Restèrent aussi à l'ordre du jour les procès élastiques pour rébellion, haute trahison, crime de lèse-majesté, sédition et autres. Il était dans la nature des « pratiques douces » que les ouvriers ne puissent oublier un seul instant sous quelle épée de Damoclès ils vivaient. Dans le détail il serait même beaucoup trop exagéré de dire que la justice n'avait fait que suivre la police en clopinant. Cela ne serait pas exact en particulier pour le tribunal du Reich, dont les jugements politiques depuis le premier grand procès pour haute trahison tombaient de plus en plus bas. Tout ce qu'on peut dire c'est que, dans les premières années de la loi contre les socialistes, non pas tous les tribunaux, certes, mais beaucoup observèrent une certaine réserve. Il y eut bien des jugements qui rappelaient la période des attentats ; ainsi de juillet 1880 à janvier 1882 à Dresde plus de quatre-vingt-dix camarades furent condamnés à environ dix-huit ans de prison, mais dans bien des cas les autorités policières furent déboutées de leurs dénonciations par les tribunaux, comme par exemple à Berlin jusqu'à la fin de 1881 où, sur les 359 sociaux-démocrates dénoncés par la police, vingt-six seulement furent condamnés par la justice.

Mais si, face à la nouvelle tactique de Bismarck, le parti pouvait s'orienter rapidement, dans ses rangs se fit toutefois sentir le besoin de prendre, dans un nouveau congrès, une position tout à fait claire sur la situation qui s'était transformée par bien des aspects depuis le congrès de Wyden. S'il n'y avait pas de divergences d'opinion sur les principes, il y en avait en tout cas de nombreuses sur la tactique, comme il en était apparu en particulier dans le conflit sur l'attitude du *Sozialdemokrat*. En plus,

il fallait préparer les prochaines élections au Reichstag et c'était juste le début de la troisième année, au cours de laquelle, selon les résolutions de Wyden, il fallait au plus tard tenir un nouveau congrès. En août 1882, les députés du Reichstag et un certain nombre de personnes de confiance se réunirent à Zurich pour une conférence de trois jours, au cours de laquelle la situation générale du parti fut soumise à une discussion approfondie et la convocation d'un congrès général fixée au printemps suivant. Le 4 janvier 1883, le *Sozialdemokrat* appela à l'élection de délégués, élection qui devait avoir lieu jusqu'à la fin février, à la suite de quoi on ferait parvenir de nouvelles indications aux délégués. Bien que, par la force des choses, de très nombreuses personnes aient connu le lieu et la date du congrès, on réussit tout de même parfaitement à tromper la police allemande. Sur ordre du conseiller de police Krüger, un cordon de mouchards occupa la frontière suisse entre Lindau et Bâle ; quand ensuite dans les journaux allemands parut la nouvelle que le congrès siégeait dans le nord, Krüger fonça à Londres pour y apprendre que le congrès s'était réuni à Copenhague et était déjà clos. La police en fut réduite à manifester sa rage impuissante devant sa totale défaite en arrêtant, au mépris de la loi et du droit, pendant quelques heures à Kiel et Neumünster plusieurs délégués qui revenaient du congrès, parmi lesquels quelques députés au Reichstag.

Le congrès avait expédié ses affaires du 29 mars au 2 avril en sept séances, à la satisfaction générale de ses soixante délégués. Un membre qui avait assisté à tous les congrès du parti depuis 1872 pouvait affirmer qu'aucun des congrès précédents n'avait encore représenté tous les districts du parti de manière aussi équilibrée que celui-là. La situation générale du parti se révélait satisfaisante à un haut degré. À l'intérieur de l'Allemagne, 95 000 marks avaient été rassemblés dans les dépôts centraux entre le 5 août 1881 et le 20 février 1883, et en outre 20 729 francs avaient été envoyés à Zurich pour les objectifs les plus divers. C'est dans les trois régions en état de siège que le moral était le plus remarquable, le dévouement des camarades le plus grandiose et la diffusion de l'organe du parti la plus forte. Richard Fischer fit le rapport sur la situation du *Sozialdemokrat* : le nombre des abonnés avait quadruplé depuis le congrès de Wyden, le journal ne couvrait pas seulement ses frais mais pouvait aussi déjà commencer à rembourser les avances qui lui avaient été faites

La direction des prochaines élections au Reichstag fut transférée au groupe parlementaire, avec le droit de cooptation et le pouvoir de mettre en place un sous-comité pour s'occuper des affaires. Elle reçut la mission d'élaborer un manifeste électoral général et une brochure d'instructions pour se protéger des abus des autorités et des classes dominantes. Comme

objectif de la participation aux élections on fixa, non pas la conquête du plus grand nombre possible de mandats, mais du plus grand nombre possible de voix et, y compris en laissant même de côté les circonscriptions électorales officielles, on recommanda l'agitation électorale la plus intense partout où il y avait des camarades. On s'en tint aux décisions de Wyden pour définir l'attitude de principe pour l'élection ; une proposition de s'abstenir dans tous les cas de figure lorsqu'il y avait à choisir entre des candidats bourgeois lors d'un scrutin de ballottage fut rejetée par 34 voix contre 24. Il fallait rompre avec le système consistant à présenter des candidats connus dans le plus grand nombre possible de circonscriptions électorales ; tous les candidats devaient obligatoirement non seulement reconnaître absolument le programme du parti, mais s'engager aussi à participer à toutes les actions suscitées par décision collective de la représentation du parti.

On approuva en totalité l'attitude du *Sozialdemokrat* de même que, après avoir rigoureusement éclairé des points particuliers, l'attitude commune du groupe social-démocrate au Reichstag. Dans une résolution particulière, le congrès demanda au parti « d'avancer résolument » et rejeta tout esprit de conciliation face aux persécutions des classes dominantes, toute prise en considération spéculant sur l'indulgence des autorités. À propos de la prétendue réforme sociale dans le Reich allemand, le congrès déclara à l'unanimité et sans débat que, compte tenu du comportement des classes dominantes jusqu'ici, il ne croyait ni à la sincérité de leurs intentions, ni à leurs capacités. Bien plus, il était convaincu que leur prétendue réforme sociale ne serait utilisée que comme moyen tactique pour détourner les ouvriers du juste chemin. Mais bien entendu le congrès considérait que le devoir du parti et de ses représentants parlementaires, dans toutes les propositions qui regardaient la situation économique du peuple quelle que soit l'origine de leurs motivations, était de défendre énergiquement les intérêts de la classe ouvrière, bien évidemment sans renoncer pour cela ne serait-ce qu'un instant à l'ensemble des exigences socialistes.

C'était, clair, net et sans bavure, la réponse du prolétariat au message de l'empereur.

Chapitre IV

Récolte scientifique

À Copenhague, on avait eu encore le triste devoir de rendre hommage à la mémoire de l'homme dont depuis quatre décennies les idées puissantes avaient fécondé le mouvement ouvrier des deux mondes. Karl Marx était mort le 14 mars 1883. Dans les dix dernières années de sa vie, il avait eu à lutter contre de dures épreuves ; avant lui, sa femme et sa fille aînée étaient descendues dans la tombe ; cette grande vie s'achevait sur une note grave et dramatique. Toutefois elle ne s'acheva pas sur une nuit sans espoir, comme autrefois la vie d'un Lessing ou d'un Fichte, mais dans l'aurore naissante de temps meilleurs ; les succès continus de la classe ouvrière allemande illuminaient la fin de la vie de Karl Marx.

C'est Engels qui assuma son héritage et, durant douze ans encore, il a travaillé et œuvré infatigablement pour le prolétariat international. À partir des manuscrits laissés par Marx, il publia le deuxième et le troisième tomes du *Capital*, qui analysent le mécanisme du comptoir et du marché, comme le premier tome avait analysé le mécanisme de la fabrique. Cependant ces tomes, en raison de leur contenu, ne pouvaient pénétrer dans le mouvement ouvrier aussi profondément et directement qu'autrefois le premier tome ; la masse de nouvelles connaissances qu'ils renfermaient ne pouvait être maîtrisée que par des lecteurs ayant une formation théorique complète. L'ouvrage sur *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, qu'Engels publia en liaison avec les recherches de Morgan et les travaux préparatoires de Marx, mais pour l'essentiel comme travail qui lui était propre, était davantage à la portée de tous ; il combla une des lacunes de la conception historique du *Manifeste communiste* et, en exposant clairement la préhistoire de l'humanité, il donna un nouvel appui au communisme scientifique. Mais la plus grande partie du travail riche et fécond qu'Engels a accompli dans les dix dernières années de sa vie répondait toujours aux besoins pratiques de la lutte de classe prolétarienne. Dans d'innombrables articles, lettres et entretiens, il donnait des conseils aux partis ouvriers de tous les pays ; quoi qu'il lui en coûtât de fatigue, c'était pour lui un devoir impérieux qu'il devait accomplir immédiatement. S'il s'était tenu toute sa vie dans l'ombre de Marx, maintenant une vieillesse fraîche et florissante le récompensait

abondamment, surabondamment, comme il le disait lui-même avec la véritable humilité des grands penseurs.

Au milieu du fracas de la lutte qui remplissait les premières années de la loi contre les socialistes, son ouvrage contre Dühring avait peu à peu commencé à agir sur quelques esprits lucides ; un recueil populaire de ses chapitres les plus importants, qu'Engels publia à l'époque du congrès de Copenhague pour exposer dans ses grandes lignes le passage du socialisme utopique au socialisme scientifique, était maintenant dévoré avec avidité par les masses dans une édition à gros tirage ; bientôt aussi, avec le même résultat, il était traduit dans la langue de tous les pays où existait un mouvement ouvrier. Les revues scientifiques de Höchberg avaient cessé de paraître, bien que dans ses derniers numéros le *Jahrbuch* de Zurich en particulier ait montré une évolution continue ; tant que le parti dut se battre pour son existence politique, il repoussa toute théorie. Après les élections de 1881, la vigueur admirable qui anime le mouvement ouvrier moderne poussa avec d'autant plus de force à la récolte scientifique. Cette armée, qui avait encore devant elle une guerre de longue durée, avait besoin d'armureries et d'arsenaux pour aiguiser de vieilles armes et en forger de nouvelles ; la fondation d'archives du parti avait déjà été envisagée à Wyden, et à Copenhague elle fut décidée avec une insistance redoublée ; elles trouvèrent en Schlüter un conservateur très ingénieux.

À cet égard comme à tous les autres, la loi contre les socialistes décevait les espérances aveugles de ses auteurs. Non sans raison, les manchestériens se plaignaient que le socialisme persécuté était devenu un « grand seigneur » auquel tout le monde faisait la cour. Bien sûr, c'était souvent pure apparence, ce dont témoignaient déjà assez les courbettes de Bismarck devant le socialisme. On célébrait comme socialiste n'importe quelle mesure disciplinaire contre la recherche d'avantages fiscaux ou de profits spéculatifs bourgeois, pour peu que le bras de l'État servît à la réaliser. Mais personne ne joue impunément avec ce feu-là, et ce qui survivait de conscience scientifique dans les milieux savants bourgeois s'insurgea contre ce bluff. Un certain nombre de jeunes chercheurs publièrent des travaux méritoires sur les conditions de vie du prolétariat allemand ; quelques-uns, comme Emmanuel Hans Sax et Schnapper-Arndt, reconnurent honnêtement que Marx et Engels les avaient stimulés. Portant un regard pénétrant sur le développement historique et sur la nature singulière de l'industrie à domicile exploitée sur le mode capitaliste, Sax dressa un tableau des districts de Thuringe, et Schnapper-Arndt de cinq communes villageoises du Haut-Taunus ; au-delà de toute la minutie de l'examen, leurs descriptions étaient conçues avec la force créatrice qui distingue le chercheur scientifique de la foule des tâcherons érudits. Mais

même le jeu de cette foule de tâcherons avec Rodbertus se révéla une arme à double tranchant. La jeunesse universitaire dressée à la doctrine de Rodbertus se cassa les dents sur cet os qu'avait quand même toujours été Rodbertus : les arrivistes sans principes préférèrent tout de suite sombrer dans le marais bismarckien, et estimaient que Rodbertus valait peut-être plus que Marx, mais que Bismarck valait incontestablement beaucoup plus encore que Rodbertus ; les véritables talents en revanche trouvèrent leur salut sur la terre ferme du communisme scientifique. Ainsi en particulier Max Schippel, un natif de Chemnitz qui, dès son premier ouvrage sur la misère moderne et sur la surpopulation moderne, produisit un précieux travail et apprit vite à maîtriser la conception matérialiste de l'histoire.

Hormis ses rejetons les plus doués, le communisme scientifique ne pouvait rien arracher de plus à la science officielle qui, justement parce qu'elle est science officielle, est incapable de se détacher du sol de l'État de classe bourgeois. Il suffirait de quelques années pour que les universités allemandes, toujours sous la loi contre les socialistes, se proclament instruments de la domination de classe. Lorsque Conrad Schmidt, un jeune habitant de Königsberg issu d'une famille de tradition démocrate, voulut se faire admettre comme privat-dozent en présentant un ouvrage qui traitait avec une grande finesse un problème du communisme scientifique sous une forme théorique purement spéculative, on lui fit partout entendre qu'un « marxiste » ne serait pas toléré dans les universités allemandes. Ce ne fut pas la seule fois que le Parti social-démocrate vérifia que, sur le terrain de la société bourgeoise, la liberté de la science est une expression vide de sens. Il avait depuis longtemps fondé dans son propre camp ses fabriques d'armes scientifiques. Selon une habitude qui avait fait ses preuves, dans ce domaine il était parti de ses besoins les plus immédiats ; son premier centre de discussion théorique fut son organe central de Zurich, dont les tâches prenaient une nouvelle direction depuis qu'un peu de liberté de mouvement avait été accordée aux journaux ouvriers allemands.

Il ne s'agissait plus maintenant d'insuffler avant tout la passion du combat aux ouvriers traqués, opprimés et persécutés, et d'utiliser un langage révolutionnaire qui répondait à la rage persécutrice de la réaction. Au contraire c'était l'autre tâche qui passait au premier plan, la tâche de contrecarrer le jeu de la démagogie sociale officielle, d'éclairer le parti sur les courants sociaux et économiques dans la société et dans l'État, de montrer sous leur vrai jour les mots d'ordre qui prêtaient à malentendu, par exemple la « lutte contre le manchestérianisme », qui avait eu un jour sa raison d'être et pouvait à nouveau avoir sa raison d'être,

mais qui menaçait alors de mener la classe ouvrière allemande à une fraternité d'armes douteuse avec les éléments les plus douteux des classes dominantes exploiteuses. Il n'était pas possible aux journaux ouvriers allemands de parler de toutes ces questions avec la franchise nécessaire sans tomber immédiatement sous le couperet de la loi contre les socialistes. Aussi, dans une série d'articles instructifs, le *Sozialdemokrat* mit-il en pièces la fable du royaume social, les jongleries creuses de Stoecker et Wagner, l'idée insensée que toute « étatisation » était un pas vers le socialisme. Il démontra que la tâche économique de la social-démocratie, à l'époque où l'État se trouvait dans les mains des pires ennemis des travailleurs, ne pouvait consister à renforcer l'influence de l'État et à élargir le domaine de sa puissance, mais seulement à promouvoir et à défendre les intérêts de classe prolétariens. Mais ce que le prolétariat conscient devait avoir principalement en vue, dans les circonstances présentes, c'était de conquérir pouvoir politique et droits politiques.

Eduard Bernstein était au moins aussi capable d'entreprendre cette clarification que d'entreprendre la révolution du *Sozialdemokrat*. Il était issu d'une famille juive pauvre de Berlin, son père était conducteur de locomotive sur la ligne de Anhalt, son oncle était directeur politique de la *Volks-Zeitung* ; il grandit dans un entourage intellectuellement stimulé et stimulant, dans un milieu où se croisaient les intérêts politiques, religieux et sociaux les plus divers. Les moyens de ses parents ne lui permirent de fréquenter le lycée que jusqu'à ce qu'il reçoive l'ordre de partir pour le service militaire d'un an ; ensuite il travailla douze ans dans une banque. En 1872, après bien des tâtonnements, Eduard Bernstein s'engagea au Parti social-démocrate, tout de suite comme agitateur de terrain, l'un des plus zélés parmi les eisenachiens de cette époque à Berlin. Il partageait le manque de clarté théorique de cette fraction et établit d'étroites relations avec Dühring et Höchberg ; ses idées sur le communisme scientifique ne s'éclaircirent que lorsque, au cours de l'hiver 1878-1879, il étudia l'ouvrage polémique d'Engels contre Dühring. À l'automne 1880, un voyage à Londres lui permit de faire personnellement connaissance avec Marx et Engels ; revenu à Zurich, il assuma provisoirement la rédaction du *Sozialdemokrat* et le dirigea ensuite définitivement pendant dix ans.

Bernstein a su maintenir le journal dans sa fonction d'organe commun du parti et lui donner en même temps une direction précise, ferme et claire qui satisfaisait à toutes les exigences tactiques, sans porter toutefois atteinte aux principes. Dans presque aucune question, tout au moins dans aucune question décisive que souleva le combat politique quotidien d'une décennie, le *Sozialdemokrat* ne s'est égaré sur un chemin de traverse. Depuis l'époque où il était agitateur, Bernstein était beaucoup trop

familiarisé avec les conditions de la lutte de classe prolétarienne pour jamais les méconnaître mais, allant lentement au fond des choses, nature réfléchie, avec même un léger soupçon de scepticisme qui le portait plutôt à surévaluer qu'à sous-évaluer le bon droit relatif des adversaires, il n'aimait pas la lutte pour la lutte et était toujours prêt à toute discussion féconde. Conseillé par Engels, à la direction du *Sozialdemokrat* Bernstein a contribué au moins autant à la clarification théorique de la classe ouvrière allemande qu'à son éducation pratique.

Cette clarification théorique fut complétée par la *Neue Zeit* (Temps nouveaux), un mensuel scientifique qui parut à partir de janvier 1883 à Stuttgart. C'est là que Dietz s'était retiré après son expulsion de Hambourg-Harburg et, à la suite de Höchberg, avait repris les restes de la coopérative d'imprimerie de Leipzig dont celui-ci était devenu propriétaire. En Souabe aussi, qui depuis la période des attentats s'était offert un très charmant système policier, de cruelles tracasseries furent réservées à Dietz en guise d'accueil ; toutefois on ne réussit pas à liquider totalement sa nouvelle entreprise.

C'est Karl Kautsky, Pragois de naissance, qui assuma la rédaction de la *Neue Zeit*. Il était issu d'une famille internationale d'artistes, ses grands-parents réunissaient du côté paternel sang polonais et tchèque, du côté maternel sang allemand et italien, son père était un peintre connu, sa mère s'était acquis une renommée grâce à une série d'excellents romans sociaux. Grâce à son origine tchèque, Karl Kautsky fut très tôt poussé vers l'opposition à cause des vexations qu'il subit de la part de ses camarades de classe allemands ; à l'abbaye bénédictine de Melk où il reçut une partie de son éducation, il apprit à connaître le système des prêtres et à le haïr ; ensuite le soulèvement et la chute de la Commune de Paris le touchèrent profondément. Quand dans le milieu des années 1870 il alla à l'université, il avait déjà clairement décidé que sa vie appartiendrait au parti. Sa matière préférée était l'histoire. Parallèlement il s'adonnait assidûment aux sciences naturelles et étudia le socialisme, d'abord aux sources françaises. La part d'utopisme qu'il en avait retirée, sa connaissance exacte du darwinisme et l'influence d'Albert Lange l'incitèrent à écrire son premier ouvrage sur la question de la population dans l'État futur. Il allait être imprimé lorsque Hödel tira son coup de feu en l'air. La loi contre les socialistes fit du tort au mouvement ouvrier autrichien, qui après un premier élan impétueux s'était étiolé et faisait péniblement voile dans le sillage du mouvement allemand, beaucoup plus de tort même qu'à celui-ci ; dans le prolétariat autrichien, Most trouva un champ de recrutement relativement fertile. Malgré des tentatives répétées, Kautsky ne gagna pas sur sa terre natale l'espace nécessaire pour une activité qui aurait corres-

pondu à ses capacités et à ses inclinations. Il trouva ensuite sa voie quand Höchberg le fit venir à Zurich en janvier 1880 comme collaborateur de ses revues. Tout comme Bernstein, Kautsky se libéra alors des restes d'incertitude théorique en étudiant la polémique entre Dühring et Engels. Höchberg avait eu le coup d'œil en choisissant Bernstein et Kautsky comme collaborateurs littéraires, seulement il y avait une chose qu'il n'avait pas vue : c'est qu'ils étaient venus au parti, non pas en philanthropes comme lui, mais en rebelles. Les deux eurent tôt fait de le dépasser ; la séparation se passa d'une manière amicale sur le plan personnel, mais ferme sur le plan des principes.

Sous la direction de Kautsky, la *Neue Zeit* défendit d'emblée le marxisme, cette conception homogène et cohérente du monde fondée par Marx et Engels. Non cependant dans le sens d'un exclusivisme dogmatique qui aurait été très peu marxiste. Bien loin de dire que le marxisme était le dernier mot de l'humanité, Kautsky tenait seulement à ce que le marxisme dans la *Neue Zeit* puisse dire *son* dernier mot. Avant qu'une conception du monde puisse être dépassée, il faut qu'elle soit allée jusqu'au bout de ses capacités historiques et, aussi relative que puisse être la vérité qui lui est inhérente, une telle vérité relative est bien supérieure à l'absence absolue de vérité qui caractérise la pensée confuse totalement incapable de penser logiquement. Formé par des études polyvalentes et tout à fait dépourvu de la vanité traditionnelle des littérateurs qui, pour s'encenser réciproquement, falsifient et laissent falsifier, Kautsky, dans des travaux ardus, par une critique impitoyable, sépara le marxisme dans sa particularité historique de la bouillie socialiste bonne pour tout le monde qui s'était agglutinée autour de lui. Il profita des conseils d'Engels à un degré bien plus élevé encore que Bernstein ; depuis 1884, il dirigeait la *Neue Zeit* à partir de Londres.

Si cette revue mensuelle était d'un grand poids dans la recherche historique et économique, le *Droit au travail*, un hebdomadaire que Louis Viereck publiait à Munich, s'occupait essentiellement de politique sociale pratique, de questions de législation sur la protection des ouvriers et d'organisation syndicale. Depuis 1882, Viereck s'efforçait d'établir dans la capitale bavaroise un centre qui, à l'intérieur des frontières allemandes, stimulerait le journalisme du parti ; dans la *Süddeutsche Post* et une série d'éditions locales qui, du Rhin jusqu'à la Pregel, paraissaient dans les lieux les plus divers, il créa une petite forêt de feuilles que les gelées nocturnes de la loi contre les socialistes ravagèrent bien souvent, sans pourtant la détruire. La force intellectuelle motrice de ces entreprises était Bruno Schoenlank, un jeune Thuringien, qui avait appris dans les universités allemandes ce qu'elles pouvaient enseigner, et à côté beaucoup de ce

qu'elles ne pouvaient pas enseigner ; c'était un travailleur rapide et alerte, qu'un brillant talent de rédaction et une riche culture protégeaient de tout ce que la guérilla journalistique a de superficiel.

À partir de débuts insignifiants, sous les éclairs et les averses, le parti voyait naître une littérature scientifique annonçant un progrès important, bien au-dessus de son niveau intellectuel des années 1870. On pouvait mesurer ce progrès quand on comparait l'abrégé populaire du premier tome du *Capital* par Kautsky avec le rapetassage correspondant de Most qui, dix ans plus tôt, avait fait autorité dans le parti. Les dépositaires exclusifs du savoir bourgeois croyaient pouvoir détruire ce blé en herbe en faisant tomber dru comme grêle toutes sortes de phrases creuses sur les « épigones fanatiques » ; comme si le fait d'être des épigones usurpateurs et incapables n'était pas plutôt l'héritage naturel et nécessaire de la classe qui avait perdu ses idéaux à la foire à la brocante.

Chapitre V

Bâton et carotte

La seconde phase dans la seconde période de la loi contre les socialistes dura également un an et demi. Elle alla du printemps 1883 jusqu'à l'automne 1884 et résolut dans la pratique ce que, dans la première phase de cette période, la question de l'empereur et la réponse du prolétariat avaient résolu sur le plan des principes : Bismarck fit sa « réforme sociale », et la social-démocratie lui en donna réponse dans les élections.

La loi contre les socialistes fut appliquée dans cette période à peu près comme dans la précédente, à cela près qu'on mania encore un peu plus mollement le bâton et qu'on prodigua encore un peu plus généreusement la carotte. L'inculpation contre le Comité général des syndicats de Berlin trouva une issue plus clémente, Ewald et ses camarades furent condamnés à de petites amendes, mais les associations de métier ne furent pas fermées. Quand ensuite, en 1883, les ouvriers berlinois participèrent pour la première fois aux élections municipales – qui certes se déroulaient selon le système des trois classes mais se distinguaient des élections au Landtag par le fait que chaque classe élisait ses propres représentants – ils ne furent pas gênés outre mesure. Quant aux lamentations indignes des progressistes à ce propos, Puttkamer y répondit avec toute la pompe dont il était coutumier : « *Qui nous donne le droit – si maintenant, à l'occasion des élections communales, le quatrième état, disons-le donc, se rassemble et doit présenter des griefs très précis – de soumettre pareilles gens aux paragraphes 1 et 9 de la loi contre les socialistes ? Ce serait une violation flagrante de la loi.* » Depuis janvier 1884, un organe ouvrier, le *Berliner Volksblatt*, pouvait même paraître quotidiennement. Mais en même temps, à Berlin, quarante-six assemblées ouvrières étaient dissoutes en 1883, quatre-vingts même en 1884. Dans tout le Reich, le système du bâton et de la carotte montrait le même visage que dans la capitale.

Ce système fit sur les ouvriers une impression qui était exactement à l'opposé de ce que Bismarck et Puttkamer souhaitaient. Le *Sozialdemokrat* disait de lui que le gouvernement voulait dresser les ouvriers afin de pouvoir les lâcher contre le libéralisme pour lui mordre les mollets, et ensuite qu'ils se couchent à nouveau docilement quand on les sifflerait. Mais justement ce régime arbitraire et capricieux irritait encore plus les ouvriers qu'une persécution poursuivie méthodiquement, aussi dure

fût-elle. Chez un adversaire sans pitié, on pouvait au moins respecter la loyauté. « *Mais quand l'adversaire ne cherche pas à nous anéantir mais à nous corrompre, quand il nous prive de nos droits et livre nos familles à la misère, non parce que nos buts lui apparaissent immoraux et nuisibles, mais parce que nous ne nous laissons pas corrompre, alors notre haine ne devient pas seulement plus profonde, mais elle s'accompagne aussi de mépris : nous méprisons Bismarck et sa bande, nous le méprisons quand il use de rigueur, et nous le méprisons encore plus quand il use de douceur.* » Dans les tracts sociaux-démocrates cela se transforma en dicton : Sa carotte nous la méprisons, son bâton nous le brisons.

L'homme du siècle entouré d'un essaim d'adulateurs n'était pas capable de comprendre ce langage viril. Il s'accrocha à l'espoir de gagner les « masses séduites » grâce à son socialisme d'aumônes et de faire chuter ses « chefs criminels » grâce à ses mouchards. Il mit en revanche la bourgeoisie oppositionnelle devant ce dilemme : ou bien se compromettre devant sa propre classe en faisant cause commune avec la « subversion » ou bien, en sautant en bon chien par-dessus le bâton de la loi contre les socialistes que Bismarck lui tendait, perdre tout crédit auprès des masses. Dès lors, si la bourgeoisie oppositionnelle résistait aussi fermement que le prolétariat conscient, Bismarck était perdu. Résisterait-elle ? Telle était la question centrale de la deuxième phase dans la deuxième période de la loi contre les socialistes.

1. Assistance publique et mouchardages

Après le congrès de Copenhague, le Reichstag vint enfin à bout de la loi sur l'assurance-maladie, mais il fit encore une fois traîner en longueur la loi d'assurance contre les accidents, malgré un nouveau message de l'empereur dont Bismarck se servit pour tenter de la faire passer. C'est seulement en 1884 que fut adopté un troisième projet de cette loi, qui renonçait à l'aide financière du Reich et qui avait été par ailleurs façonné d'après les diktats des grands industriels. Il avait fallu au gouvernement et au Reichstag toute une législature pour sortir quelques lois de « réforme sociale », dont on avait du mal à dire laquelle se révélait le plus imparfaite.

Le groupe parlementaire social-démocrate adopta dans ces pénibles débats la position préconisée par la résolution de Copenhague. Fondamentalement, ces lois n'avaient absolument rien à voir avec des réformes sociales. Elles n'effleuraient pas non plus *un seul* des problèmes de la question ouvrière moderne, mais se mouvaient sur le terrain de l'assistance publique, assistance qui a existé bien avant l'industrie moderne et subsistera aussi longtemps qu'il y a des sociétés de classes qui fabriquent des pauvres. Faire passer d'éventuelles améliorations de l'assistance

publique pour des « réformes sociales » était un double jeu relevé depuis déjà longtemps même du côté bourgeois ; dix ans plus tôt, Albert Lange avait écrit : *« On doit rejeter toute mesure politique qui vise, en échange de quelques améliorations matérielles dans la situation des ouvriers, à maintenir ou à consolider leur dépendance ou leur subordination morale aux classes supérieures.* » C'est exactement cet objectif qualifié par Lange d'« absolument blâmable » que visaient les lois sur l'assurance-maladie et l'assurance-accidents. Ce n'étaient pas des réformes sociales mais des réformes pour mendiants, dans ce sens qu'elles voulaient à nouveau courber la classe ouvrière sous le joug du capital, en échange de la promesse douteuse de protéger de la mendicité les ouvriers malades ou victimes d'accidents du travail. Les ouvriers allemands ne se faisaient eux-mêmes depuis longtemps plus aucune illusion là-dessus ; et la prédiction des députés sociaux-démocrates, disant que cette loi et des lois semblables n'auraient pas non plus comme le désiraient leurs auteurs la plus légère influence sur le mouvement ouvrier révolutionnaire, cette prédiction, l'expérience d'une demi-génération l'a depuis lors confirmée.

Mais cela n'excluait pas une collaboration pratique, dans la mesure où l'assistance publique, sur le terrain de la société bourgeoise, peut suivant les cas être plus ou moins bien organisée. Le groupe social-démocrate se plaçait sur ce terrain quand il réclamait que l'assurance-accidents soit l'affaire des entrepreneurs, qui en échange ne devaient se dédommager ni sur les caisses de l'État ni sur les poches des ouvriers, mais que l'assurance-maladie soit l'affaire des ouvriers, qui ne demandaient d'aumône ni à l'État ni aux entrepreneurs, mais ne réclamaient que ce qui allait de soi pour toutes les autres classes de la société : l'administration indépendante de leurs caisses-maladie. Malgré la clarté avec laquelle les orateurs sociaux-démocrates exposèrent leur conception dans le moindre détail, avec une compétence qui était infiniment supérieure à celle des orateurs des partis bourgeois aussi bien qu'à ceux du banc du gouvernement, leurs propositions furent cependant refusées.

Pour les classes dominantes, l'amélioration de l'assistance publique n'était pas une fin mais un moyen. Pour elles il s'agissait d'un mets de parade[1], qui devait tromper les ouvriers sur leurs intérêts de classe prolétariens et qui, par-dessus le marché, devait autant que possible être payé par les ouvriers. Même la bureaucratie la plus incapable n'a jamais complètement été dépourvue d'éléments sérieux, qui font le travail qu'en fin de compte toute classe dirigeante doit faire. Les quelques conseillers

1 Mets de parade : plats appétissants en carton-pâte pour le théâtre, lorsqu'il y avait une scène de festin opulent.

privés du ministère prussien du Commerce qui comprenaient réellement quelque chose à l'assurance des ouvriers cherchèrent à leur manière à l'organiser convenablement, et tout particulièrement le conseiller privé Lohmann. Il poussa à une solide organisation de contrôle étatique sur les fabriques, à l'obligation pour les entrepreneurs de déclarer immédiatement tous les accidents du travail dans leurs entreprises, et à la publication d'instructions techniques de prévention des accidents. C'étaient effectivement les conditions préalables indispensables d'une assurance sérieuse contre les accidents. Mais c'est justement pour cela qu'elles « incommodaient l'industrie » et que Bismarck les avait en horreur. Il étouffa les fragiles débuts du contrôle étatique sur les fabriques, là où il le pouvait, fit escamoter par le Bundesrat un projet de loi élaboré au ministère prussien du Commerce sur l'obligation pour les entrepreneurs de déclarer les accidents ainsi qu'une série d'instructions de prévention d'accidents assez timides élaborées par un comité d'experts. On ne pouvait pas mettre plus clairement en lumière le noyau véritable de la « réforme sociale » officielle. Le gouvernement et la majorité bourgeoise du Reichstag accouplèrent l'assurance-maladie et l'assurance-accidents de la manière la plus inappropriée pour bricoler un monstre d'organisation bureaucratico-bourgeois, dans lequel les fonctionnaires et les entrepreneurs avaient beaucoup à dire, et les ouvriers peu. Depuis qu'existait une question ouvrière moderne, « l'organisation corporative », du point de vue de la réforme sociale, avait toujours et partout passé pour une organisation de la classe ouvrière ; ce fut l'exploit historique de Bismarck de découvrir dans le capital exploiteur les « forces réelles de la vie de la nation » avec ses « fondements moraux », dont le message de l'empereur avait parlé si solennellement, et de lui créer une nouvelle organisation sous la protection de la bureaucratie. Si les députés sociaux-démocrates s'étaient laissé éblouir par cela, ils auraient, pour quelques pièces d'argent, trahi les droits inaliénables du prolétariat. Ils votèrent non seulement contre la loi sur l'assurance-maladie mais aussi contre la loi sur l'assurance-accidents, et les tentatives répétées de Bismarck de se servir de cela pour leur nuire n'ont jamais pris ne serait-ce que chez *un seul* ouvrier. Les délations contre le groupe social-démocrate, parce qu'il s'opposait à tout retour en arrière policier ou corporatif de la législation des métiers, atteignirent tout aussi peu leur but. Toutes les monstruosités, prétendues ou réelles, du manchestérianisme n'étaient rien à côté de la seule grande monstruosité du système policier rétrograde ; quant au brave maître artisan, qui en toute bonne foi veut se nourrir de la sueur de ses compagnons et de ses apprentis, la classe ouvrière allemande n'a jamais eu pour lui beaucoup d'inclination.

Pendant que la social-démocratie allemande dans sa croissance dépassait de plus en plus les partis bourgeois, l'anarchisme allemand était de plus en plus manipulé par les agents provocateurs. Il ne faut pas croire que les anarchistes allemands n'étaient composés que de sous-prolétaires et de forts-en-gueule, ou même seulement d'ouvriers arriérés ; il se trouvait parmi eux des natures ardentes, passionnées, qui tombaient dans l'erreur, psychologiquement compréhensible mais politiquement dangereuse, de penser que l'oppression violente de la classe ouvrière ne pouvait être brisée que par la violence. Le véritable danger que représentait le mouvement anarchiste résidait justement dans des hommes tels que le menuisier holsteinien Neve, qui étaient prêts à chaque instant à engager leur liberté et leur vie pour leur conviction. Leur droiture de caractère leur permettait de gagner la confiance des ouvriers, tandis que leur fanatisme borné les rendait accessibles aux suggestions des agents provocateurs. Toutefois la propagande anarchiste ne réussit pas à acquérir une audience de quelque importance parmi les ouvriers allemands. Depuis sa sortie de la prison anglaise, Most s'était retiré à New York, où désormais parut la *Freiheit*, écrite dans un style plus frénétique que jamais et avec une influence d'autant plus insignifiante dans le monde ouvrier allemand. Les caisses anarchistes restaient vides et, comme il fallait de l'argent pour mener la guerre anarchiste, il se développa une nouvelle forme de tactique « révolutionnaire sociale » : le vulgaire crime crapuleux, qui fut aussitôt soigneusement entretenu par les agents provocateurs de la police.

Déjà en juillet 1882, le fabriquant de chaussures Merstallinger à Vienne fut chloroformé par des anarchistes et dépouillé de 1 000 guldens. Parmi les cerveaux de cet attentat, il y avait un certain Hotze, qui put trouver refuge en Amérique sans que le gouvernement autrichien réclame son extradition. Sa crainte que Hotze ne soit pas extradé, étant donné que l'enlèvement qu'il avait machiné avait un arrière-fond politique, fut bien sûr dissipée par le gouvernement de Washington, qui se déclara disposé à extrader ce vulgaire criminel ; cependant les sauveurs de l'État sur les rives du Danube persistèrent dans leur délicate réserve. Mais ce n'est qu'à l'automne 1883, juste après une conférence anarchiste qui avait eu lieu à Zurich, que la tactique du crime crapuleux prit un plus grand essor. Au nombre de ses participants se trouvaient le cordonnier Stellmacher, originaire de Silésie, qui avait rédigé la *Freiheit* pendant sa parution en Suisse, le relieur Kammerer et l'ébéniste Kumicz, deux Autrichiens, mais par la suite également le mouchard Schröder-Brennwald et le mécanicien Kaufmann, un autre mouchard de la police allemande. En une succession rapide eurent lieu le 22 octobre à Strasbourg l'assassinat du pharmacien

Lienhard et d'un factionnaire, le 29 octobre à Francfort une explosion à la dynamite dans le bâtiment de la police, le 21 novembre à Stuttgart l'attentat crapuleux contre le banquier Heilbronner, enfin à Vienne le 15 décembre l'assassinat du fonctionnaire de police Hlubeck, le 10 janvier 1884 le vol et l'assassinat de l'agent de change Eisert et de deux de ses fils, et le 25 janvier l'assassinat par balle de l'agent de police Blöch.

On n'a jamais pu tirer tout à fait au clair la paternité de ces crimes. Aussi se peut-il que l'explosion assez inoffensive dans le bâtiment de la police à Francfort ait été un divertissement personnel du brave Rumpf. Cependant il a été prouvé que Kumicz, Kammerer et Stellmacher ont participé à la plupart de ces crimes. Lorsque Stellmacher passa en procès à Vienne, on découvrit une autre variante de la tactique anarchiste. Stellmacher avait écrit à l'inspecteur de police Kaltenbach à Mulhouse et à l'ambassadeur autrichien à Berne pour offrir ses services comme mouchard : non dans l'intention de rendre réellement ces services mais, en accord avec ses amis politiques, pour extorquer de l'argent de cette manière-là. Stellmacher a gardé jusqu'au pied de la potence une attitude de défi et est mort en croyant fermement à sa cause, mais qu'était devenue cette cause quand elle se confondait avec le crime le plus vulgaire et le mouchardage la plus méprisable ! Après l'exécution de Stellmacher parurent en Suisse des affiches sanguinaires qui demandaient de le venger et qui furent placardées par le ferblantier Weiss de Dresde. Traduit pour cela en justice à Liestal, cette fripouille se révéla aussi être un agent provocateur allemand. Cette découverte provoqua une attaque mortelle d'apoplexie chez l'inspecteur de police Kaltenbach à Mulhouse ; ce malheureux patriote n'avait vraiment pas eu de chance dans son combat pour la défense des biens les plus sacrés. À la même époque les sociaux-démocrates allemands de Zurich débusquèrent le mouchard allemand Friedmann qui, dans les fêtes anarchistes, avait l'habitude de déclamer avec un pathos sinistre : *Mon empereur, mon empereur doit être pendu*.

Une autre série « d'exploits » anarchistes partit d'Elberfeld-Barmen à l'automne 1883. Leur cerveau était le typographe August Reinsdorf, originaire d'un faubourg de Leipzig, que les sociaux-démocrates avaient exclu dès 1877 en raison de ses menées anarchistes. Il n'était pas un agent provocateur de la police, ce pour quoi il passa longtemps, et il ne commit pas non plus, comme les Kammerer et Stellmacher, de vulgaires crimes ; mais il ne fut jamais capable d'être autre chose qu'un conspirateur tel que les aimait la police. Il avait rassemblé autour de lui cinq ou six partisans, presque tous des hommes jeunes et immatures, qu'il poussa à commettre des attentats à la dynamite. Trois tentatives de ce genre furent faites sans mort d'homme ; au cours de la plus importante des trois, la dynamite

n'explosa même pas. Reinsdorf, qui souffrait d'une phtisie très avancée et était à l'hôpital, avait envoyé le sellier Rupsch et le typographe Kühchler à Rüdesheim pour faire sauter l'empereur allemand et sa suite princière au moment de l'inauguration le 27 septembre du monument *Germania* à Niederwald[1]. Selon les propres affirmations de Reinsdorf, les frais de l'expédition provenaient en grande partie de fonds policiers et si ces affirmations ne furent pas étayées par des preuves c'est seulement parce que le tisserand Palm, qui avait donné les quarante marks de contribution de provenance douteuse, et qui néanmoins n'avait pas été inculpé mais fut interrogé comme témoin, refusa de donner la moindre indication sur la provenance de l'argent. Le tribunal du Reich renonça à faire prêter serment à ce « témoin » qui, après le procès, a notoirement rendu des services à la police. La tentative d'attentat avait été si puérile qu'elle ne laissa pas la moindre trace derrière elle. Comment néanmoins il fut « découvert » et pourquoi sa « découverte » ne fit pas immédiatement sonner le grand tocsin qui retentissait toujours à l'occasion des « attentats socialistes », tout cela resta très obscur, même au cours des débats qui eurent lieu plus tard devant le tribunal du Reich.

Manifestement cela devait rester l'arme de dernier recours, comme bombe à retardement électorale, si le Reichstag se refusait à prolonger la loi contre les socialistes et devait pour cela être dissous. Pour créer l'atmosphère nécessaire à la prolongation de cette loi, les agents provocateurs avaient fourni suffisamment d'attentats.

2. Le parti du prince héritier et sa faillite

La loi contre les socialistes prenait fin le 30 septembre 1884, et le mandat du Reichstag quelques semaines plus tard. L'intention de Bismarck d'utiliser cette coïncidence pour ses plans reçut un nouveau stimulant lorsque six mois auparavant, par un beau matin de mars, à la surprise générale, le Parti libéral entra en lice. Il avait été fondé en coulisse par les progressistes et les sécessionnistes, sans qu'une seule des deux fractions se fût donné la peine de demander leur avis à ses électeurs. Ce que ce parti signifiait n'était en vérité pas un mystère, et surtout pas pour Bismarck. Le premier à féliciter le nouveau parti fut le prince héritier et la gouaille populaire le baptisa aussitôt parti du prince héritier. La mort de l'empereur, qui approchait bientôt les 90 ans, était alors attendue pour

1 Ce monument qui se trouve non loin de Rüdesheim au bord du Rhin fut inauguré en 1883 en présence de l'empereur Guillaume I^er^. Ce personnage féminin symbolisait la garde du Rhin et rappelait la fondation du nouveau Reich juste après la guerre de 1870 entre la France et l'Allemagne.

un proche avenir, et le prince héritier voulait disposer d'un « grand parti libéral », sur lequel il pourrait s'appuyer au moment de son avènement.

Dommage seulement que ce grand parti n'eût lui-même pas d'autre appui que le prince héritier « libéral » ! Depuis 1881 l'opposition libérale avait mené une politique d'une rare faiblesse. Cela valait même pour le Parti populaire de l'Allemagne du Sud, qui tout au plus se distinguait des progressistes timorés par une propension encore plus grande à l'emphase ; on pouvait compter sur les doigts d'une seule main les quelques personnes, dans les deux partis, qui pouvaient à la rigueur passer pour des démocrates bourgeois, et qui du reste étaient vraiment regardées de travers par les véritables chefs du parti. Les sécessionnistes n'étaient en général rien d'autre que des « libre-échangistes déçus ». Le seul mérite de cette opposition avait été d'empêcher une nouvelle hausse des tarifs douaniers ; les sécessionnistes n'étaient même pas fermes en matière de nouvelles taxes financières. Le programme du nouveau parti formulait les intérêts de classe du capital mobile et les agrémentait de quelques lieux communs généraux sur la liberté, le bien-être du peuple et autres choses de ce genre ; pour se faire admettre à la cour, les progressistes avaient émoussé les quelques pointes de leur vieux programme, ou tout au moins les avaient repliées en sorte qu'elles ne pouvaient piquer aucun maréchal de palais. À ce sujet quelques grognements se firent entendre dans l'électorat progressiste, qui furent apaisés par les déclarations des chefs assurant que la fiancée sécessionniste apportait au jeune ménage une dot précieuse : les nouveaux alliés ne voteraient plus pour la prolongation de la loi contre les socialistes.

En réalité, voici ce que disait ce programme libéral : égalité devant la loi sans considération de personne ou de parti. Il n'était pas non plus invraisemblable que tous les libéraux qui pouvaient voir un peu plus loin que le bout de leur nez aient voulu faire table rase de la loi contre les socialistes. Dans les cercles cultivés de la bourgeoisie, on geignait et gémissait déjà sur cette « loi de malheur » ; ses « effets éducatifs » ne furent plus vantés publiquement que par le philosophe à la mode von Hartmann, qui voulait démontrer par son propre exemple que, cinquante ans après la mort de Hegel, la philosophie bourgeoise était vraiment pourrie jusqu'à l'os. Personne ne pouvait exiger de la bourgeoisie libérale qu'elle compromette ses chances d'être admise à la cour pour l'amour du prolétariat révolutionnaire, mais c'est elle qui souffrait le plus de la dépravation de la vie publique suscitée par la loi contre les socialistes. C'est elle qui avait les inconvénients de la loi d'exception tandis que le prolétariat en avait les avantages. Justement, si elle voulait toujours se faire admettre à la cour, si elle voulait offrir une position sûre au prince héritier, il lui fallait danser

la valse des adieux afin de renvoyer chez elle au plus vite cette « loi de malheur ».

À cette danse, Bismarck eut aussi la galanterie d'inviter le nouveau parti encore en pleine lune de miel. Il demanda au Reichstag de prolonger de deux ans la loi contre les socialistes. La première lecture de sa proposition eut lieu dès les 20 et 21 mars, en même temps que les débats sur la poursuite du petit état de siège à Berlin, Hambourg et Leipzig. Naturellement le gouvernement avait fait des attentats anarchistes, dont il était le seul responsable, son atout majeur. Bebel disait : « *Les anarchistes ne sont devenus possibles que grâce à la loi contre les socialistes, et les pères de la loi contre les socialistes sont en même temps les pères de cette anarchie.* » Hasenclever, Grillenberger et Liebknecht parlèrent dans le même sens. Il leur était facile de démontrer ce que tout observateur au fait de l'histoire contemporaine savait, à savoir que la social-démocratie n'encourageait aucunement l'anarchisme criminel, qu'elle était plutôt la seule digue contre ses dangereux débordements. Contre la social-démocratie elle-même, Puttkamer ramena son grand sac de citations, mais de cette mine inépuisable il ne sut sortir d'autre merveille que quelques citations du livre de Bebel *La femme et le socialisme*, déformées de surcroît. Même la fidèle *National-Zeitung* se plaignait à ce sujet, disant : si quelque chose a été bien établi dans le décret de la loi contre les socialistes, c'est l'intention de ne pas interdire des spéculations théoriques, du genre de celles que Bebel a faites dans cet ouvrage. Bismarck se disputa avec Windthorst sur la question antédiluvienne de savoir si l'Église catholique opposait une résistance solide à la social-démocratie, et Hänel pensait que la loi contre les socialistes était nuisible, du fait que les partis bourgeois oubliaient de maintenir entre eux une « certaine alliance » contre le commun ennemi social-démocrate. Il n'était pas précisément très glorieux pour le parti du prince héritier de reconnaître ainsi qu'il était une « seule masse réactionnaire », et pour les partis bourgeois d'opposition c'était déjà un premier pas vers le retournement de veste que de renvoyer à une commission le projet du gouvernement, au lieu de le rejeter sans autre forme de procès. Malgré tout, la députation du Reichstag, qui le jour suivant félicita l'empereur pour ses 88 ans, reçut un rude coup sur le nez ainsi que la menace que l'empereur considérerait le refus du projet comme un coup contre sa personne. S'il avait encore subsisté un doute quelconque sur les intentions de Bismarck, il était maintenant balayé ; une deuxième édition des élections des attentats était imminente, si le Reichstag ne faisait pas amende honorable.

Sous de tels auspices, les discussions de la commission se transformèrent en un spectacle pas très réjouissant. Windthorst arriva avec ses

« propositions de modération », qui auraient procuré une nouvelle fois à la police le plaisir de faire quelques accrocs de plus à la justice, et Hänel présenta son aggravation du droit commun, qui aurait fait tomber le prolétariat de Charybde en Scylla. C'est qu'ils voulaient bien tout faire, ces adversaires inébranlables de toute législation d'exception, si seulement on les dispensait d'approuver maintenant eux-mêmes cette loi qu'ils avaient si souvent maudite. Les progressistes jouèrent un coup de poker relativement habile en dévoilant au grand jour le mystérieux attentat de Niederwald, et ils firent ainsi chavirer un peu dans l'ornière le chariot électoral du gouvernement, mais au lieu d'y lier une critique vigoureuse du système de mouchardage, ils rapportèrent au contraire au pied de leur maître la loi sur la dynamite, vraisemblablement la plus grande absurdité jamais commise par le pouvoir législatif d'un État moderne. C'étaient des supplications et lamentations à attendrir les pierres, mais Puttkamer avait les ordres les plus stricts de Bismarck et il déclara simplement : « *Hop là, messieurs, voilà le bâton, sautez maintenant !* »

Et c'est ce qu'ils firent. La machine électorale officieuse fonctionnait déjà à plein régime, et le parti du prince héritier ne résista pas à cette pression. La lutte intérieure de leurs âmes viriles se reflétait fidèlement dans une lettre que Mommsen adressa à ses électeurs de Cobourg. Avec une pénétration d'esprit louable, le célèbre historien prouvait non seulement l'inutilité mais aussi la nocivité de la loi contre les socialistes, mais il concluait ensuite : si le gouvernement maintient la loi, je voterai tout de même pour, et que tout le mal retombe sur sa tête ! Parmi les ultramontains trente-neuf lâchèrent, parmi les libéraux vingt-sept ; mais comme Eugen Richter restait encore sur ses gardes, il fit écrire par son aide de camp Otto Hermes aux anciens progressistes qu'il n'était pas nécessaire qu'ils soient présents au Reichstag pour le vote décisif. On a le texte authentique des lettres et aussi la déclaration de Hermes qui les a écrites sur ordre de Richter. Si Richter s'est retranché derrière l'excuse que les ordres n'étaient pas donnés « au nom de la direction du parti », cette formule est du même niveau que la formule de Puttkamer affirmant qu'aucun agent provocateur n'avait été entretenu « au nom du gouvernement ». Comme si ce genre de choses se faisait jamais officiellement ! Les deux « grands hommes d'État » se faisaient une drôle d'idée de l'extensibilité de la crédulité humaine, s'ils espéraient trouver un public disposé à croire leurs fougueuses protestations. Du reste Richter excusa la désertion des vingt-sept camarades de son parti à peu près comme cette demoiselle qui prétendait être encore vierge parce qu'elle n'avait mis au monde qu'un tout petit petit enfant. Il disait : une fois n'est pas coutume, et à l'avenir nous combattrons d'autant plus inébranlablement cette maudite

loi d'exception. Et c'est bien aussi ce qu'ils ont fait, vu que, grâce à leur irrésolution, ils ne se sont jamais plus retrouvés en situation de décider de cette loi. Le 10 mai, la prolongation pour deux ans de la loi contre les socialistes était adoptée par 189 voix contre 157.

Au cours des discussions des deuxième et troisième lectures apparut très clairement la véritable nature de ces intrigues. Bismarck déclara une guerre furieuse, une guerre à mort, au parti du prince héritier et Richter, qui venait de réduire à néant l'avenir de son parti, répondit tout aussi furieusement que les prochaines élections assureraient l'avenir du libéralisme. Quant aux lois contre les socialistes, les deux coqs de combat n'en parlèrent qu'accessoirement ; toutefois à cette occasion Bismarck lança l'appât du droit au travail, qui était garanti au prolétariat dans le droit prussien. Pendant que des universitaires allemands écrivaient aussitôt des traités profonds sur ce contresens, le groupe social-démocrate au Parlement ne lui réserva qu'un haussement d'épaules méprisant ; il proposa ironiquement que Bismarck dépose au plus vite un projet de loi qui concrétise le droit au travail. En dehors de cela, les députés sociaux-démocrates estimèrent indigne d'eux de participer concrètement à des débats au cours desquels la privation de droits de la classe ouvrière devait seulement servir de paravent méprisable à des questions de pouvoir personnelles et politiques, qui n'avaient rien à voir avec la loi contre les socialistes ni avec le socialisme. Ils se bornèrent à récuser les mensonges patents des adversaires et en fin de troisième lecture, dans une déclaration lue par Liebknecht, à établir fermement ce qui était.

Aussitôt après la prolongation de la loi contre les socialistes, on adopta la loi sur la dynamite, rapportée au pied de son maître par l'opposition bourgeoise et enjolivée par Puttkamer dans son style bien à lui. Les partis de la majorité, qui venaient juste de s'affronter violemment, étaient désormais à l'unisson pour empêcher que les sociaux-démocrates critiquent leur commun bousillage. Le groupe social-démocrate ne put prendre la parole et, puisqu'il ne pouvait défendre son point de vue, s'abstint de voter. En son nom, Hasenclever fit une brève déclaration dans laquelle il établissait que cette loi monstrueuse était inacceptable et laissait le gouvernement décider comment il voulait venir à bout de l'anarchisme qu'il avait lui-même cultivé. Comme chacun sait, la loi sur la dynamite n'a jamais touché à un seul cheveu d'un criminel anarchiste, mais a précipité dans le malheur plus d'un inoffensif artisan.

Si le parti du prince héritier avait espéré par son humiliation politique déjouer au moins les manœuvres électorales de Bismarck, là-dessus aussi il se trompait. Lorsque la prolongation de la loi contre les socialistes fut adoptée, Bismarck avait même déjà abattu un nouvel atout, celui de

la politique coloniale. Il avait été jusque-là un adversaire déclaré de cette politique. Lorsqu'en mars 1871 le bruit courait qu'il voulait s'indemniser des frais de guerre sur les colonies françaises, il dit : « *Je ne veux pas de colonies. Elles ne sont bonnes que comme postes d'approvisionnement. Pour nous en Allemagne, cette histoire de colonies serait, pour nous, l'équivalent du manteau de zibeline doublé de soie dans les familles de la noblesse polonaise qui n'ont pas de chemise.* » Il resta encore sourd quand, après la crise des années 1870, s'éveilla dans les cercles capitalistes un engouement pour les colonies. Leur but était des colonies agricoles pour remédier à la surpopulation, prétendument source principale des maux sociaux, par une émigration organisée, et pour assurer en même temps à l'industrie allemande une nouvelle clientèle d'acheteurs aisés. Cela, Bismarck ne voulait pas en entendre parler ; « *Je ne suis pas un ami de l'émigration*, dit-il une fois au Reichstag. *Un Allemand qui se défait de sa patrie comme d'un vieil habit, pour moi, n'est plus un Allemand.* » D'ailleurs comment pouvait-on croire que ce junker de l'est de l'Elbe, qui parmi tous les propriétaires fonciers au cœur sec avait toujours été celui qui avait le cœur le plus sec, était capable de favoriser l'émigration de journaliers agricoles démunis, émigration qui devait nécessairement faire augmenter le salaire du prolétariat agricole ? Mais les choses étaient différentes maintenant que commençait une campagne d'agitation capitaliste en faveur de colonies de commerce, en faveur de nouveaux lieux de la pire exploitation.

En avril 1884, à la surprise générale, Bismarck télégraphia au consul allemand au Cap de placer sous la protection du Reich allemand Angra Pequena, comptoir d'un marchand de Brême en Afrique du Sud-Ouest. En même temps, il envoya vers le Cameroun et le Togo un navire de guerre allemand avec le consul général Nachtigal, chargé d'y hisser le pavillon allemand. Mais ensuite la presse officieuse et par ailleurs zélée commença à peser de tout son poids pour créer « ce climat de fête de tir » dont Bamberger plaisanta non sans un frisson intérieur d'horreur. Effectivement, Bismarck amadoua quelques piliers du parti du prince héritier : d'une part, les grands armateurs et le grand commerce, d'autre part, les philistins buvant leur bière à leur table d'habitués. Il dit au Reichstag que les compagnies commerciales privées à charte devaient gouverner les nouvelles colonies, qui coûteraient très peu au Reich. La peur du philistin pour sa bourse en fut ainsi apaisée et Bismarck excita sa soif d'exploits, toujours infinie quand il est bien calé derrière sa table d'habitués, en disant par plaisanterie que les Allemands avaient été jusque-là des pantouflards, qu'ils s'étaient regroupés sur les montagnes de Thuringe et avaient tourné le dos à la mer. Alors il n'y eut pas de résistance au délire national que l'opposition libérale n'était pas la dernière à avoir cultivé.

La situation du parti du prince héritier était d'autant plus mauvaise qu'on ne pouvait pas se risquer à une opposition de principe à la politique coloniale. C'était un parti de capitalistes de la plus belle eau, et tout matou capitaliste ronronne d'aise quand il flaire du profit. C'est sa nature, et on ne peut le refaire. Les Bamberger et autres Richter durent se borner à démontrer que la politique coloniale de Bismarck était une affaire désavantageuse, qui ne rapporterait rien et coûterait beaucoup, qui n'accroîtrait pas la gloire nationale mais la diminuerait, et qui rapporterait bien des « coups sur le nez » à la politique étrangère du Reich. En cela, ils ont eu raison, mais à l'été 1884 ces jets d'eau froide ne firent pas revenir à lui le petit-bourgeois enivré. Les amis de Bismarck à la Bourse, les Bleichröder et consorts, sacrifièrent quelques misérables millions afin de fonder des sociétés pour exploiter les nouvelles colonies, et une multitude d'écrivains à gage présentèrent sous de brillantes couleurs les trésors inépuisables qui étaient censés se cacher dans les déserts et les marécages africains. Ils réussirent à susciter une ivresse dans la grande et surtout dans la petite bourgeoisie, comme si commençait une nouvelle ère de spéculation et d'escroquerie.

Dans la bataille électorale elle-même, Bismarck se garda cette fois de parler de monopole du tabac ou autres mots d'ordre compromettants. Il s'enthousiasma pour la réforme sociale et pour la politique coloniale et partit en guerre contre le libéralisme traître à la patrie, qui voulait priver la nation allemande de telles splendeurs. Les conservateurs et aussi les nationaux-libéraux embouchèrent la même trompette, eux qui, après la fondation du Parti libéral au congrès de Heidelberg, s'étaient sans hésiter vendus au gouvernement. La tactique électorale des nationaux-libéraux, qui consistait à jouer les rabatteurs fanatiques pour Bismarck, était encore plus lamentable que la tactique électorale libérale, qui était déjà passablement lamentable. Le parti du prince héritier ne rendait pas coup pour coup, il n'écrivait pas sur son drapeau : Que Bismarck s'en aille !, mais ne faisait que gémir à fendre l'âme : Mais nous sommes de si bons patriotes, et comment est-il possible qu'on nous traite de traîtres à la patrie ! Le coup de grâce lui fut donné quand un certain nombre de ses coryphées comme Forkenbeck se réservèrent la possibilité de voter à l'avenir pour la prolongation de la loi contre les socialistes. Il perdit environ quarante sièges, dont plus de trente revinrent aux vieux-conservateurs. Les nationaux-libéraux récoltèrent la récompense des traîtres et ne ramassèrent qu'une infime part du butin, l'équivalent du pourboire que peut gagner un laquais zélé. Le libéralisme dans ses différentes nuances avait frayé à une majorité ultramontaine-conservatrice le chemin du Reichstag.

Ce n'était pas tout ce que souhaitait Bismarck car, à côté de la majorité ultramontaine-conservatrice, on ne pouvait pas encore en former une libérale-nationale-conservatrice. Mais tout de même une majorité protectionniste était déjà un joli début et, comme le vieil empereur restait tranquillement en vie, on pourrait bientôt faire une deuxième tentative avec un résultat meilleur encore. L'attitude ferme et hardie du prolétariat avait mis le junker à ce point en faillite que la bourgeoisie n'avait plus qu'à le renverser ; mais au lieu de le renverser, la bourgeoisie se laissa mettre complètement en faillite par un junker à demi en faillite. C'était la vieille histoire qui, depuis les journées de mars 1848, s'était si souvent jouée sur le sol allemand et devait se jouer si souvent encore.

3. Victoires électorales sociales-démocrates

Pour la social-démocratie, le 28 octobre fut un jour de triomphe. Juste après le congrès de Copenhague, Bebel avait conquis Hambourg I lors d'une élection complémentaire, si bien qu'à la fin de cette législature le groupe social-démocrate comptait 13 députés. Dans les nouvelles élections, elle gagna 24 sièges et, ce qui comptait pour elle beaucoup plus, 549 990 voix, c'est-à-dire 238 029 voix de plus qu'en 1881. De 6,1 % elle était passée à 9,7 % de tous les suffrages exprimés.

Les préparatifs de cette élection avaient été faits en se conformant aux décisions de Copenhague. Le groupe parlementaire avait mis en place un comité électoral central qui se composait d'Auer, Bebel, Grillenberger, Hasenclever et Liebknecht. Le manifeste électoral diffusé à un million et demi d'exemplaires était très réussi ; de manière concise, il démontrait que les thérapeutiques tentées par les protectionnistes, les partisans du système des corporations, les colonialistes exaltés et autres docteurs Eisenbart[1], quel que soit leur nom**,** ne pouvaient guérir cette société malade, que sa guérison n'était possible que par les voies du communisme scientifique. Sans aucune vantardise, mais sans ambiguïté non plus, le manifeste avait un langage clair, calme, convaincant. La brochure de directives, qui dénonçait toutes les ruses électorales allant contre la loi, était tout aussi précieuse ; de toute façon, les ouvriers étaient maintenant habitués à la loi d'exception contre les socialistes et ne se laissaient plus si facilement décontenancer.

1 Célèbre charlatan au 17e siècle. Ce faiseur de miracles soignait surtout les maladies des yeux et les cancers. Il allait de marché en marché et attirait habilement ses clients grâce à une troupe de comédiens se produisant sur des tréteaux de foire.

Lors de ces élections, ils ne furent pas tout à fait aussi durement réprimés qu'en 1878 et 1881. Lors des vérifications de mandats, le Reichstag avait éprouvé un semblant de honte devant les excès révoltants de la police dans les élections, qui bafouaient toutes les notions de loi et de droit, et avait pour l'avenir mis un peu le holà à ces pratiques. Ainsi il avait décidé que l'annonce d'une assemblée électorale par un social-démocrate, même si on annonçait en même temps que dans cette assemblée électorale il y aurait comme orateur un social-démocrate, en soi ne tombait pas encore sous le coup de la loi contre les socialistes. En outre le Reichstag, dans la réglementation des métiers, avait inséré une disposition d'après laquelle les bulletins électoraux n'étaient pas des imprimés au sens de la loi contre les socialistes. Cela annula un jugement du tribunal du Reich qui avait déclaré que les bulletins de vote ressortissaient bien de ce genre d'imprimés, après une plainte pathétique de Puttkamer sur le manque de moyens pour interdire l'agitation électorale au moyen de bulletins de vote. En vérité, de nombreuses autorités de police étaient très loin de respecter ces décisions du Reichstag ; dans un pays de tradition juridique bourgeoise, les harcèlements policiers et autres contre les ouvriers lors des élections de 1884 auraient toujours été ressentis comme un arbitraire révoltant ; mais, selon les conceptions prusso-allemandes, l'agitation sociale-démocrate possédait une forme de liberté de mouvement.

En tête des victoires électorales sociales-démocrates marchaient, comme toujours, les 3 régions sous état de siège. Parmi les 9 victoires qui furent obtenues au premier tour, elles donnaient les 5 plus éclatantes : Berlin IV (Singer) avec 25 386 voix, Hambourg I (Bebel) avec 12 280, Hambourg II (Dietz) avec 14 276, Altona (Frohme) avec 10 266, Leipzig-campagne (Viereck) avec 15 238 voix. En tout, les 6 circonscriptions berlinoises alignèrent 68 275 voix, les 3 circonscriptions de Hambourg et Altona 46 550, les 2 circonscriptions de Leipzig-ville et campagne 24 914 voix. En même temps, à Berlin, la social-démagogie de Stoecker-Wagner avait déployé tous ses tours de passe-passe ; à Hambourg, on avait empêché toutes les assemblées ouvrières ; et à Leipzig il n'y avait aucun journal qui, vis-à-vis des ouvriers, ait eu une attitude ne serait-ce qu'un peu impartiale. On ne sait à qui décerner le prix, se félicitait le *Sozialdemokrat* : au carré qui serrait les rangs au nord-ouest de l'Allemagne, aux puissants bastions du nord et du sud-est de la capitale du Reich, ou aux bataillons ouvriers socialistes de Leipzig-ville et campagne.

Les 4 derniers mandats conquis au premier tour se répartissaient entre Saxe et Thuringe. C'était de vieux centres du parti : Glauchau-Meerane (Auer), Zwickau-Crimmitschau (Stolle), Chemnitz (Geiser) et Reuss-ancienne ligne (Blos). D'autre part le parti participait à 24 scrutins

de ballottage : à Berlin VI et Hambourg III, la circonscription rurale de la ville du grand commerce ; dans les anciens centres rhénans et saxons : Elberfeld-Barmen, Solingen, Dresde-vieille ville, Auerbach-Reichenbach ; dans 7 centres provinciaux prussiens : Breslau I et II, Königsberg, Magdeburg, Kassel, Hanovre, Kiel ; dans 3 petits États de l'Allemagne du Nord et du Centre : Brunswick I, Gotha, Reuss-nouvelle ligne ; dans 5 circonscriptions de la région du Main : Francfort, Darmstadt, Offenbach, Mayence, Hanau ; enfin dans 3 circonscriptions sud-allemandes : Nuremberg, Munich II, et Frankenthal-Spire.

Dans de nombreux endroits, le parti était aussi en situation de décider du second tour entre des candidats bourgeois. Les élections passées avaient fréquemment montré qu'il n'était pas possible de réfréner l'ardeur combative des camarades du parti quand un candidat ne serait-ce qu'à demi-présentable de la gauche bourgeoise était en compétition dans ces seconds tours, malgré toutes les résolutions de congrès qui généralement recommandaient de s'abstenir en pareil cas. Cette fois-ci aussi le comité électoral central dut céder au flot impétueux ; le 30 octobre il publia un appel dans lequel il établissait que, là où les camarades du parti décidaient de participer à un scrutin de ballottage entre des partis adverses, on ne pouvait en tout cas prendre en ligne de compte que des candidats qui s'engageaient de manière explicite et non équivoque à voter contre la prolongation de la loi contre les socialistes, contre l'aggravation de la loi pénale, contre la restriction ou la limitation du suffrage universel, contre la prolongation des périodes de législature, contre l'introduction de livrets ouvriers et contre de nouvelles taxes et impôts sur les produits de première nécessité.

À la mi-novembre les élections pour le second tour étaient terminées. Le Parti social-démocrate y avait encore conquis 15 sièges : Berlin VI (Hasenclever), Breslau I (Kräker), Breslau II (Hasenclever), Magdeburg (Heine), Hanovre (Meister), Solingen (Schumacher), Elberfeld-Barmen (Harm), Auerbach-Reichenbach (Keyser), Brunswick (Blos), Gotha (Bock), Reuss-nouvelle ligne (Rödiger), Francfort-sur-le-Main (Sabor), Offenbach (Liebknecht), Nuremberg (Grillenberger) et Munich II (Vollmar). Hasenclever opta pour Breslau II et Blos pour Brunswick ; dans les élections supplétives, Berlin VI (Pfannkuch) et Reuss-ancienne ligne (Wiemer) furent conservés. Le parti avait perdu les circonscriptions de Freiberg, Mittweida et Hanau ; parmi les vieux centres il avait reconquis Berlin IV et VI, Altona, Glauchau-Meerane, Auerbach-Reichenbach, Leipzig-campagne et Elberfeld-Barmen, et il avait pour la première fois occupé Brunswick I, Francfort-sur-le-Main, Gotha, Hanovre, Magdeburg, Reuss-nouvelle ligne et Munich II.

Bien que lors du second tour la direction sociale-démocrate fût autant que possible venue à la rescousse des libéraux, le parti du prince héritier, battu aux élections, chercha dans son style particulier à minimiser les succès électoraux du parti ouvrier, en affirmant qu'au second tour le parti avait été soutenu par des voix conservatrices et nationales-libérales. En premier lieu, naturellement, dans le but de faire tomber le rempart d'airain de la liberté, c'est-à-dire le parti du prince héritier ; si on l'en croit, Eugen Richter n'a encore jamais considéré les innombrables coups qu'il a essuyés dans sa vie politique autrement que comme le résultat d'une « trahison ». À vrai dire il est tout à fait exact que lors des élections de 1884, dans un certain nombre de circonscriptions comme à Hanovre, Magdeburg, Munich II, des voix nationales-libérales, ou même conservatrices, se sont portées sur les candidats sociaux-démocrates. La *Kölnische Zeitung* (Le Journal de Cologne) aussi déclarait qu'un député social-démocrate était dans certaines circonstances un moindre mal par rapport à un député progressiste, et le chef de la police de Magdeburg s'exprimait dans le même sens. Mais, quoi que l'on puisse en conclure contre les nationaux-libéraux ou les conservateurs, il ne faut pas perdre de vue qu'en disant cela on voulait minimiser les victoires électorales sociales-démocrates. Quand bien même tel ou tel siège eût été dû à l'aide non demandée et non souhaitée de la réaction, cela aurait encore été très loin de compenser la disproportion criante qui a persisté, à cette époque-là comme en permanence avant et après, entre le nombre de mandats sociaux-démocrates et le nombre de voix sociales-démocrates, disproportion qui, un nombre incalculable de fois, a été causée par l'alliance des « héros » libéraux avec la *« réaction la plus noire »*. Au second tour des élections de 1884, la social-démocratie n'aurait compromis sa dignité que si, de quelque manière ou quelque part, elle avait fait les yeux doux à la réaction. Mais cela ne s'est produit nulle part.

Lors de ce second tour se confirma en revanche de la manière la plus répugnante la veulerie de cette « seule masse réactionnaire ». À Offenbach, où Liebknecht était en ballottage avec un national-libéral, on pouvait lire dans un tract national-libéral : *« Les noms des bandits Hödel, Nobiling, Kammerer, Stellmacher portent l'empreinte de l'ennemi, la social-démocratie, qui ne craint pas de déclarer ouvertement que son chemin ne passe que par le sang et les cadavres, ce qui en soi a le mérite d'être très clair. »* Mais à Hanovre, où Meister était en lutte contre le guelfe Brüel, les nationaux-libéraux filèrent humblement le train aux sociaux-démocrates. Ils déclarèrent que Meister était « en vérité » un partisan de la « réforme sociale » de Bismarck, bien qu'on pût lire dans l'appel électoral social-démocrate : *« Le parti national-libéral, le parti de la faiblesse et*

de l'hypocrisie politique, est mort et déjà en décomposition... Il se réduit à un certain nombre de guignols... On doit à sa lâcheté et à sa faiblesse pitoyables que la réaction en Allemagne soit devenue aussi forte... Les lois sociales (assurance-maladie et accidents) fabriquées jusqu'à présent par le Reichstag sont si lamentablement mauvaises que nos représentants ont été obligés de voter contre... Le socialisme d'État tout entier, tel qu'il est fait aujourd'hui par le gouvernement et les conservateurs, est de la filouterie à l'état pur. » Si cependant des voix nationales-libérales se sont portées sur Meister en tant que « véritable » partisan de Bismarck, on peut se demander si on doit chez ces gentlemen davantage admirer la dureté de leur peau ou leur amour de la vérité, mais le doute vaut aussi pour les journaux libéraux-populaires qui, face à de tels faits, bavardaient sur une alliance entre « *réaction et social-démocratie* ».

Ainsi pour le second tour la *Frankfurter Zeitung* publia en faveur de son cher Sonnemann, éperdument aimé mais irrémédiablement perdu, un appel électoral dont elle disait élogieusement dans sa rubrique locale qu'il émanait des représentants les plus éminents du monde francfortois du commerce, de l'industrie et des entrepreneurs, des avocats, etc., qui pour une bonne part appartenaient au parti *national-libéral* et pour une part aussi au parti *conservateur* et au parti ultramontain. Et, dans la rubrique politique du même numéro, le journal eut le front de dire que « *le conservateur et le social-démocrate en vérité étaient frères, visant au même but, partageant joie et peine, une noble paire de frères.* » Le *Sozialdemokrat* fit en réponse cette remarque cinglante que l'organe du commerce s'attendait sans doute à ce que sa rubrique politique ne soit lue que par les imbéciles.

D'une façon générale, l'écœurement suscité par les méthodes des partis bourgeois, écœurement qui commençait à se répandre dans les masses populaires, fut un des signes marquants des élections de 1884. En examinant la statistique électorale officielle, on voyait que le nombre de voix sociales-démocrates avait considérablement augmenté partout où le mouvement ouvrier s'était déjà profondément enraciné avant la loi contre les socialistes. Avec 128 124 voix, le royaume de Saxe rattrapa le niveau de 1878 ; dans le district industriel de la Marche-Berg, dans la région du Main, à Brunswick et Hanovre, dans la province de Saxe, en Silésie, en Thuringe, on constatait un résultat aussi favorable, voire encore plus favorable. Mais même dans les régions qui étaient encore dominées par les idées petites-bourgeoises ou petites-paysannes, le drapeau rouge recommençait à flotter joyeusement au vent.

Ainsi un mouvement qui remontait aux premières années du Reich allemand se mettait à nouveau en marche. Il avait été interrompu par les

brusques coups de force de la loi contre les socialistes et par les séductions de la démagogie sociale bourgeoise ; seul le prolétariat moderne de la grande industrie avait la maturité suffisante pour, dès le départ, dans la même proportion, leur opposer une résistance inébranlable. Mais si à présent la propagande sociale-démocrate pénétrait à nouveau sur un terrain que le rouleau compresseur de l'industrie n'avait pas encore aplani, cela se produisait dans des conditions beaucoup plus favorables que dix ans plus tôt. La déception des masses populaires était plus profonde et plus tenace qu'au début des années 1870. Elles avaient goûté à tous les remèdes bourgeois contre la misère sociale, libre échange et protectionnisme, manchestérianisme libéral et système réactionnaire des corporations, et elles s'en étaient trouvées de plus en plus mal ; leurs couches les plus saines et les plus actives commençaient à se familiariser avec l'idée que seule la cure de radicalisme de la social-démocratie pourrait les aider, ou tout au moins elles commençaient à comprendre que tous les déshérités et tous les opprimés n'auraient d'autre appui ferme que ce parti, clair dans ses principes et fidèle à ses principes. L'illusion conservatrice et l'illusion libérale n'étaient pas seules à avoir radicalement pâli, l'illusion ultramontaine aussi commençait à pâlir. Plus le Kulturkampf s'enlisait du fait du pillage des masses, plus le caractère intrinsèquement réactionnaire du Zentrum devenait palpable. Aucun résultat électoral particulier ne suscita peut-être d'émoi aussi grand que l'ébranlement des bastions ultramontains, Cologne et Munich, sous l'assaut du prolétariat conscient.

Cette extension de la propagande sociale-démocrate fut encore plus significative du fait qu'elle surmonta dans la même proportion les obstacles les plus divers. Dans le Brandebourg, le Mecklembourg, le Schleswig-Holstein, elle refoula la féodalité junker, en Bade et dans le Wurtemberg la démocratie petite-bourgeoise ; en Alsace-Lorraine, avec 3 111 voix elle se dressa au-dessus des antagonismes nationaux. De Mannheim à Königsberg, elle fit courir à travers le Reich une chaîne déjà presque ininterrompue de postes de garde du parti. À Mannheim, Dreesbach avait obtenu plus de 5 000 voix et bientôt après, lors d'une élection complémentaire, il arriva en ballottage avec presque 7 000 voix ; avec un autre camarade il siégeait aussi au conseil municipal, tandis que dans l'assemblée communale la troisième classe[1] était représentée par seize sociaux-démocrates. On n'avait mis absolument aucun espoir en Königsberg ; d'après le recensement professionnel de 1882, parmi toutes les grandes

1 C'est-à-dire la classe ouvrière. Avatar du système électoral des trois classes, censitaire, dans ces élections chaque classe élisait ses propres représentants.

villes allemandes, c'était celle qui avait l'industrie relativement la plus insignifiante, en revanche elle affichait un pullulement extraordinaire de petites entreprises indépendantes. Jusqu'en 1878, la social-démocratie de Königsberg se composait essentiellement d'un petit groupe d'idéologues radicaux, influencés par Johann Jacoby, que la loi contre les socialistes dispersa dans sa presque-totalité. Aux élections de 1881 on ne compta que 284 voix sociales-démocrates et c'est au prix de lourds efforts que le maître serrurier Godau avait rassemblé cette petite troupe. Les Ateliers ferroviaires de l'Est avaient mis Godau à la porte à cause de ses opinions sociales-démocrates ; rejeté pour cette même raison partout où il cherchait du travail, il fut obligé de se mettre à son compte comme petit maître artisan et il connut dans sa propre chair le calvaire de la petite exploitation artisanale. Avec une éloquence poignante, il savait éclairer la classe dans laquelle il avait été poussé, non par inclination, mais par nécessité. Les champions instruits de la bourgeoisie avaient le dessous devant cet authentique prolétaire animé par un désir d'éducation et une soif de connaissance inébranlables, malgré la maladie des prolétaires[1] qui le minait inexorablement. C'est avant tout à lui que revenait le mérite des 4 349 voix que le parti alignait désormais à Königsberg.

Cependant le fait que l'inexorable décomposition des partis bourgeois faisait tomber de plus en plus sur les larges épaules du prolétariat conscient tous les devoirs historiques dont la résolution incombait à la mission historique de la bourgeoisie, ce fait ne ressortait nulle part aussi clairement et indubitablement que dans l'un des deux plus grands États du Reich allemand, la Bavière. Depuis qu'il y avait une social-démocratie allemande, elle avait eu des partisans en Bavière, mais une aile bavaroise du parti unifié, déployant ses rangs et ses bataillons dans un développement légal, cela n'existait que depuis les élections de 1884.

4. La conquête de la Bavière

En Bavière, la loi contre les socialistes avait été appliquée dès le début avec une très grande sévérité, même si ce n'était pas tout à fait à la manière berlinoise. Il y avait en elle davantage de brutalité primitive que de calcul sournois mais, quand il y avait calcul sournois, son but était autre que la haute diplomatie de la « manière douce ». Le ministère prétendument libéral de Munich avait impérativement intérêt à ce que perdure la chasse aux socialistes, pour se rendre indispensable au roi dément[2], parce que seul capable de dompter avec succès le spectre rouge.

1 La tuberculose.

2 Il s'agit de Louis II de Bavière.

En même temps entrait en jeu un certain antagonisme entre Berlin et Munich, dont Viereck savait tirer parti pour son activité de journaliste dans la capitale bavaroise. Les éditions locales qu'il confectionnait pour le reste de l'Allemagne à l'exclusion de la Bavière étaient considérées par le gouvernement bavarois en vertu du principe : Saint Florian, protège ma maison, mets le feu à celle des autres ; mais quand il interdisait la *Süddeutsche Post* qui était toujours sur son dos à lui, la commission du Reich annulait à nouveau l'interdiction, contrairement à ses pratiques habituelles.

Dans le Palatinat[1], sur la rive gauche du Rhin, la loi contre les socialistes avait pour le moment complètement écrasé le mouvement ouvrier. Chacune de ses manifestations était impitoyablement réprimée et il ne lui restait aucun autre moyen d'agitation que la diffusion nocturne de tracts, qui était organisée à partir de Mannheim. Mais bientôt cet énergique travail souterrain montra les résultats les plus réjouissants. En 1882, Ehrhart quitta Mannheim pour s'installer à Ludwigshafen, le Palatinat pouvait se présenter comme district d'agitation indépendant. Lorsque le prolétariat du Palatinat, dans le mouvement électoral de 1884, tenta d'imposer le droit de réunion par de puissantes manifestations, on fit venir à Ludwigshafen une troupe de huit cents soldats ; cependant cette tentative pour provoquer un bain de sang échoua devant l'attitude aussi calme que décidée des ouvriers. Plus même, avec 4 822 voix ils arrivèrent en ballottage dans la circonscription de Frankenthal-Spire où se trouve Ludwigshafen, et les « pandores bavarois » furent obligés de s'en aller tout penauds. Depuis lors le développement dans le Palatinat fut en constante progression.

Pour la Bavière sur la rive droite du Rhin, Nuremberg-Fürth restait le centre du mouvement pour les trois provinces franconiennes. À vrai dire, davantage tout d'abord comme roc entouré de terre brûlée que comme nœud d'un réseau aux vastes ramifications. Charmant trio, la bureaucratie d'État, la police communale-libérale et une poignée d'éléments anarchistes rendaient la vie très dure aux ouvriers de Nuremberg. Comme ces ouvriers étaient de la dure trempe de Grillenberger, ils se maintenaient inébranlablement, cependant il leur était difficile d'aller de l'avant, en conquérants, ne serait-ce qu'en Franconie même. En février 1884, Grillenberger voulut organiser en Haute-Franconie les ouvriers à domicile de

1 Au traité de Vienne (1815), la Bavière avait récupéré les districts du Palatinat situés sur la rive gauche du Rhin avec pour capitale Ludwigshafen. L'autre Palatinat sur la rive droite du Rhin, avec Mannheim pour capitale, s'appelait Palatinat rhénan.

la vannerie, que le plus effroyable système de paiement en bons suçait jusqu'au sang, et fonder d'abord une association de métier des vanniers à Schney, mais le gouvernement de Haute-Franconie, au moyen de procédures avocassières, se hâta de déclarer que cette association était une association politique qui, en tant que telle, n'avait pas le droit d'avoir pour membre des mineurs ou des femmes ni d'établir de liens avec d'autres associations ; ainsi fut anéantie par ordre supérieur la résistance légale des vanniers contre les pratiques illégales de leurs exploiteurs. En tout cas un mauvais traitement aussi révoltant d'ouvriers sans défense devint indirectement la propagande la plus efficace pour la social-démocratie, qui compta bientôt des milliers de partisans parmi les vanniers haut-franconiens ; il fut plus difficile de s'attaquer à d'autres circonscriptions électorales de Franconie, même de la Franconie moyenne toute proche de Nuremberg, parce que les conditions de vie de leur population, le manque d'industrie et de villes, les âpres oppositions confessionnelles, et bien d'autres choses encore, offraient peu de points de contacts à un prolétariat de grande industrie moderne aussi hautement développé que l'étaient les ouvriers de Nuremberg.

Pour la province de Souabe, Augsbourg malheureusement ne réussit pas, ou pas encore, à faire ce que Nuremberg faisait pour les provinces franconiennes. Augsbourg était un exemple typique du lourd prix que la classe ouvrière doit payer chaque fois qu'elle quitte les hauteurs des idées socialistes. Jadis faubourg social-démocrate qui avait vigoureusement mis en déroute la Chambre du conseil impériale bavaroise, elle était devenue une ville de fabrique de la plus triste espèce. Chaque usine avait ses caisses, ses organismes de consommation et d'épargne, les ouvriers étaient payés misérablement et étaient totalement sous la férule de leurs exploiteurs ; un ouvrier congédié ne trouvait de travail nulle part ailleurs. Sans doute les ouvriers se sentaient-ils prolétaires, mais ils avaient tous les défauts d'une couche sociale systématiquement opprimée et exploitée par le système industriel ; dans des divertissements vulgaires, dans le tapage et les cris quand ils étaient entre eux, ils épuisaient la force qu'ils n'osaient pas montrer à leurs supérieurs. Cependant, à Augsbourg aussi, les pires temps étaient déjà passés ; 1 550 voix sociales-démocrates annonçaient indubitablement que discipline et énergie s'éveillaient à nouveau dans le prolétariat d'Augsbourg et désormais se renforceraient vite.

Pourtant ce n'étaient pas les provinces de Franconie et de Souabe mais l'Ancienne Bavière, les districts de Haute-Bavière, Basse-Bavière et du Haut-Palatinat, qui pouvaient former le levier qui jetterait le plus grand État de l'Allemagne du Sud dans le maelström du mouvement de

masse social-démocrate. Elles entretenaient ce qu'il y avait relativement de plus intact dans les anciennes ethnies allemandes et exprimaient de la manière la plus nette la spécificité de la Bavière en tant que pays rural. En vérité on ne trouvait de grande industrie que dans et autour de Munich, là aussi à côté d'un artisanat assez fort ; à cela s'ajoutaient quelques mines de moyenne importance ; dans les petites villes et en rase campagne commençait par ailleurs lentement à se développer une industrie embryonnaire, ici ou là des scieries, des cimenteries, des forges, des moulins à papier. Tout le reste n'était qu'exploitation agricole et forestière ; à côté d'une grande propriété foncière peu développée et politiquement impuissante, on trouvait essentiellement une paysannerie moyenne et petite. Cette plaie d'Égypte qu'était le junker prussien était inconnue, non seulement depuis la Révolution française mais depuis le Moyen Âge déjà, où le clergé avait été le principal seigneur féodal et pour sa part avait confirmé cette vérité d'expérience que mieux valait vivre sous la crosse de l'évêque que sous le fouet du junker. La noblesse de la Haute-Bavière était issue la plupart du temps des ministériaux des cloîtres ; elle se développait d'autant plus difficilement que, très tôt déjà, les ducs bavarois lui avaient serré la vis et que les paysans nourrissaient contre le baron une méfiance aussi profonde que justifiée. La grande bourgeoisie n'avait pas plus que les junkers de pouvoir prépondérant ; le libéralisme était un pur « parti d'intellectuels » qui n'avait rien à voir avec la population rurale. Il n'y avait pas grand-chose non plus à gratter pour les antisémites, vu que les usuriers juifs n'avaient pas encore trop pillé les paysans ; tout au plus l'agitation antisémite trouvait-elle quelque écho parmi les petits-bourgeois les plus bornés des petites bourgades et des marchés. L'influence déterminante était détenue par le clergé catholique.

Les masses populaires de l'Ancienne Bavière vivaient dans une relative abondance. Elles ne connaissaient pas encore l'évangile de l'épargne des délateurs capitalistes, hors de quoi il n'est point de salut, et chaque accroissement de leur revenu était aussitôt dépensé pour leur vie courante. Les différences de revenu étaient beaucoup moins grandes que dans l'Allemagne développée sur le mode capitaliste ; il y avait moins de luxe et moins de pauvreté sordide, moins de haine de classe, aucune exclusion ni arrogance réciproques. C'est à cela que se reliaient les traits de caractère de l'Ancienne Bavière : vigueur populaire inébranlable, obstination, intransigeance, peu d'esprit d'entreprise, soif de profit pratiquement inexistante, ardeur au travail modérée, amour de la bonne vie, aucune trace de servilité. Un authentique peuple paysan, ne s'embarrassant pas de ruminations et de spéculation mystique, presque sans aucun sens pour la théorie, avec peu d'appétit pour une instruction formalisée.

La religion était dans ces masses une habitude et un art, en politique elles avaient une robuste sensibilité démocrate. Dans ces conditions un gouvernement « fort » selon le modèle berlinois ne pouvait avoir de succès ; les fonctionnaires bavarois étaient loin d'être aussi assujettis et serviles que les fonctionnaires prussiens. La furieuse chasse aux socialistes ne contredisait pas cela non plus ; elle prouvait seulement que les ouvriers bavarois ne comptaient pas non plus parmi les forces motrices entre lesquelles la Haute Providence de Munich oscillait, incapable qu'elle était de résister à une impulsion véritablement forte.

Tout comme à Augsbourg, à Munich le jeune mouvement ouvrier avait été submergé par le flot ultramontain et, dans la capitale de ce pays, la police s'employa naturellement de toutes ses forces à entretenir continuellement la peur des socialistes dans l'esprit dérangé du roi Louis. Les procédures judiciaires et policières contre les ouvriers conscients s'exerçaient continuellement, le commissaire de police Michael Gehret organisa un système de dénonciation indigne et prit sous sa responsabilité les inventions les plus extravagantes de ses agents provocateurs avec tant d'impavidité qu'il s'acquit jusque dans le monde bourgeois le surnom flatteur de Michou-le-Parjure. Comme il n'était pour l'instant pas pensable que la campagne vienne au secours de la capitale, Munich passa pendant longtemps dans le parti pour une ville perdue d'avance, et les chiffres élevés qu'elle réunit en 1884 dans les deux circonscriptions électorales surprirent d'autant plus.

Dans une grande mesure Vollmar pouvait revendiquer le mérite de cet heureux retournement. Il était lui-même un authentique fils de la Bavière électorale. Ayant grandi au sein d'une famille de fonctionnaires et d'officiers, à 15 ans déjà d'une carrure de géant, lieutenant à 16 ans, il fut à 21 ans cloué sur un lit pour très longtemps après avoir été grièvement blessé au cours de la guerre franco-allemande. Il avait déjà une vie mouvementée derrière lui, lorsque des études scientifiques sérieuses le menèrent d'abord à la démocratie, ensuite en toute logique au socialisme. Dès que le rétablissement de sa santé le permit, Vollmar s'était consacré à l'agitation social-démocrate. Lors de la promulgation de la loi contre les socialistes, il purgea une longue période de réclusion dans la prison de Zwickau, où il rédigea un ouvrage sur l'État socialiste isolé. Contestable en bien des points sur le plan théorique, ce petit travail exprimait de manière caractéristique l'inclination de Vollmar à s'attacher partout à la situation concrète. C'est pourquoi là où il convenait le mieux ce n'était pas à la rédaction de l'organe du parti à l'étranger, qu'il dirigea dans la première année du *Sozialdemokrat*, mais il trouva son chemin avec d'autant plus de bonheur dans les luttes concrètes du Reichstag. Son

fameux discours sur le monopole du tabac fut la première manifestation parlementaire du parti, qui prit une position totalement inattaquable et parfaitement claire dans le maquis des luttes d'intérêts bourgeois se cachant sous le masque d'une prétendue réforme sociale.

Cependant Vollmar ne se trouva dans son véritable élément que quand il revint en 1883 à Munich pour prendre la direction de l'agitation bavaroise. Il fut capable de comprendre qu'une tactique routinière, taillée à la mesure du prolétariat de la grande industrie, n'aurait qu'un succès minime à Munich, et pratiquement aucun dans le reste de la Bavière électorale. Sans renier les conceptions de principe du parti, il chercha toutefois à les adapter aux conditions particulières de la Bavière. Il resta totalement fidèle au programme social-démocrate quand il élimina du combat du parti la religion en tant que telle, mais n'en montra que d'autant plus nettement l'amalgame de la religion et de la politique que faisaient les ultramontains, le rôle d'oppresseurs politiques et sociaux de certains ecclésiastiques et de toute l'Église. En jouant énergiquement sur le sentiment démocratique du peuple bavarois, il s'efforça de l'éclairer sur lui-même.

Le fait de s'occuper avec insistance des difficultés de la population paysanne, qui permit à l'agitation social-démocrate de se frayer un chemin dans les masses populaires bavaroises, ne mit pas davantage en danger les principes et le programme du parti. Bien sûr il fallait tirer ici une nette ligne de démarcation entre les paysans qui voulaient se nourrir de la sueur de leurs quelques valets et journaliers avec autant de bonne foi que les maîtres de corporation de la sueur de leurs quelques compagnons et apprentis, et les paysans exploitant eux-mêmes leurs terres, qui ne se distinguaient du prolétaire moderne que par le fait qu'ils se trouvaient encore en possession de leurs pauvres moyens de travail. Avec les premiers, le prolétariat conscient avait aussi peu à faire qu'avec les maîtres des corporations, mais les derniers étaient ses alliés les plus proches et, pour les neuf dixièmes, la classe paysanne bavaroise était constituée de ces paysans exploitant eux-mêmes leur terre. Il fallait toujours beaucoup de finesse et beaucoup de tact pratiques pour observer strictement la nécessaire ligne de démarcation, mais la difficulté de la tâche n'était pas une raison pour l'abandonner. Il était d'autant plus urgent de la résoudre que les folies et les infidélités du Zentrum guérissaient complètement de leurs illusions les paysans exploitant eux-mêmes leur terre, exactement comme les folies et les infidélités du libéralisme éclairaient sur sa situation le petit maître artisan exploitant seul son affaire.

C'est ainsi que l'agitation sociale-démocrate pénétra jusque dans les coins les plus reculés d'un pays de très ancienne tradition paysanne. De

même que les provinces de l'Ancienne Bavière affichaient de manière très prononcée ce particularisme bavarois, de même parmi elles c'est la Haute-Bavière elle-même, et dans la Haute-Bavière à son tour la circonscription de Rosenheim-Miesbach-Tölz pour les élections au Reichstag, qui l'affichaient le plus nettement. Aussi peu peuplée que géographiquement étendue, cette circonscription s'étirait de Walchensee jusqu'au Chiemsee le long de la frontière tyrolienne. Elle ne comprenait presque aucune industrie, seulement une ville et quelques bourgades, même pas beaucoup de villages avec un nombre notable d'habitants. Le système d'isolat prédominait absolument, l'habitat dispersé en vertu duquel chaque ferme, ou chaque hameau, avait tout autour d'elle toutes ses terres. Des documents attestent qu'une quantité de ces fermes extrêmement anciennes appartenaient à la même famille depuis le 16e siècle, et remontaient même parfois plus loin, jusqu'au 11e siècle, en particulier dans la haute vallée de l'Isar, dans la Jachenau isolée et au bord des lacs, plusieurs d'entre elles avaient été autrefois des résidences seigneuriales. Des inclinations et des mœurs conservatrices s'enracinaient profondément dans cette circonscription, haut lieu du pâturage alpin, du charivari[1], du braconnage ; théoriquement, on ne pouvait imaginer circonscription de recrutement plus défavorable pour l'agitation social-démocrate. Cependant cette circonscription a été par moments la meilleure circonscription rurale du parti en Bavière.

Tout ce développement, dont la conquête de la Bavière constituait le signe le plus remarquable, était un produit de l'histoire allemande. Si on voulait expliquer pour quelle raison les forces saines de toutes les classes populaires souffrantes commençaient à se rassembler autour de la bannière social-démocrate, alors il fallait expliquer pour quelle raison la grande industrie, la production capitaliste, la société bourgeoise moderne s'étaient développées si vertigineusement vite en Allemagne, et pour quelle raison le progrès politique ne s'était pas tenu au même niveau que le progrès social, pour quelle raison le pouvoir était resté dans les mains de classes rétrogrades et caduques, pour quelle raison les couches les plus diverses de la bourgeoisie étaient si lâches et si molles, les classes petites-bourgeoises si craintives et si divisées. Dans de telles conditions, il devait arriver ce qui arrivait désormais. Lassalle avait déjà prévu cela, lorsqu'il voulait rassembler tous les déshérités dans le Parti social-démo-

1 Coutume qui consistait à organiser un tapage avec sifflets, huées, bruits de casseroles, devant la maison d'un veuf ou d'une veuve âgés, remariés avec quelqu'un de plus jeune.

crate, dont le prolétariat de la grande industrie formait l'avant-garde, sauf qu'il avait surestimé la vitesse du développement historique.

La social-démocratie allemande se trouvait ainsi placée devant des tâches nouvelles et difficiles. Chaque fois qu'elle pénètre victorieusement dans une couche de la population formée de petits paysans et de petits-bourgeois, le danger menace que les éléments nouvellement gagnés, encore prisonniers de préjugés héréditaires, cherchent à usurper le pouvoir sur le parti, de même que les intellectuels bourgeois, dès qu'ils ont compris ne serait-ce que l'a b c de la lutte de classe prolétarienne, voudraient alors en prendre aussitôt le commandement. Précisément en Allemagne, le pays classique de la petite bourgeoisie, à une époque où le développement industriel déracine violemment et massivement la petite bourgeoisie, l'apparition d'un certain socialisme petit-bourgeois est inévitable, d'un socialisme qui reconnaît certes les conceptions fondamentales du communisme scientifique et l'exigence de transformer tous les moyens de production en propriété sociale, mais qui déclare que leur réalisation n'est possible que dans un temps lointain, imprévisible dans la pratique, et qui ainsi en est réduit pour le présent à un simple raccommodage social et, selon les circonstances, sympathise même avec les aspirations les plus réactionnaires à ce qu'il appelle « l'élévation des classes laborieuses ». Ce socialisme-là se heurte toujours au bon sens des ouvriers allemands ; autant le Parti social-démocrate repose sur l'égalité de droits de tous ses membres, autant il est, de par sa nature historique, un parti prolétaire et non petit-bourgeois. Son noyau historique est le prolétariat industriel moderne de la grande industrie, révolutionnaire en raison de toute sa situation de classe ; c'est ce prolétariat qui défend les couleurs du parti, et sans son bras fort et indestructible le programme du parti ne sera jamais réalisé. C'est pourquoi, au sein du parti, il ne bénéficie d'aucun privilège non démocratique, mais bien de la place qui correspond à sa capacité et à sa force. Si le développement historique a fait de la social-démocratie allemande un orchestre polyphonique, la petite flûte a aussi bien le droit de se faire entendre que la contrebasse, mais la contrebasse c'est le prolétariat de l'industrie moderne qui doit la jouer, parce qu'il n'y a que lui qui peut la jouer.

Avec leur haine instinctive, les partis bourgeois voyaient que la conquête de la Bavière avait à certains points de vue aussi son revers. Ils rêvèrent pendant des semaines d'un « chemin de Damas » de la social-démocratie et se consolèrent de la hausse du nombre de voix sociales-démocrates en espérant que de nouvelles scissions profondes se produiraient dans ce parti jusque-là si homogène. Et effectivement, en 1884, ces scissions semblaient se produire. Cependant ce fol espoir bourgeois

était prématuré et se termina par la déception habituelle. La question que posait au parti le résultat des élections de 1884, au fond, ne pouvait absolument pas être une question pour lui. Se couper à dessein des sources d'où chaque jour affluait vers lui une vie nouvelle, aurait été le premier pas vers un dépérissement sectaire. Pas un seul instant le parti n'a pensé à ce lent suicide ; il sentait jaillir en lui une vie suffisamment puissante pour ne pas avoir peur du combat et des conflits qui étaient liés à l'assimilation de ses grands desseins anciens par de nouveaux éléments. Assurément, dans les régions à population à majorité petite-paysanne et petite-bourgeoise, le parti était différent de ce qu'il était dans les régions à population prolétarienne de la grande industrie. Il suffisait de comparer entre eux les deux plus grands États moyens pour comprendre tout de suite la différence ; tandis qu'en Saxe l'abîme entre « les deux nations » s'élargissait et se creusait chaque jour, en Bavière Grillenberger et Vollmar devinrent les hommes les plus populaires du pays, les conseillers et les aides toujours serviables des couches les plus diverses de la population. Mais toutes les composantes du parti avaient le même intérêt, et le plus haut intérêt, à un parti uni et homogène ; toute branche qui se serait détachée du tronc se serait desséchée, serait devenue un bout de bois mort, tout juste bon à chauffer le poêle de la réaction politique et sociale.

Au sein du cadre solide et indestructible du parti, des divergences d'opinion sur la pratique et la tactique ne pouvaient être un élément de division et de destruction, elles ne pouvaient être qu'un élément vivifiant et rafraîchissant. Tout comme elles sont apparues tout de suite après les élections de 1884, elles sont revenues bien des fois et reviendront bien des fois encore, mais seulement pour montrer que la social-démocratie allemande est un organisme vivant, né de l'histoire d'un grand peuple, grandi avec ses tâches grandissantes, fidèle au précepte du poète : *« Le tout est d'être prêt.*[1] »

1 Shakespeare : *Le roi Lear* (acte II, scène V).

Chapitre VI

Le commencement de la fin

1. Paroles et actes

L'espoir d'un « chemin de Damas » de la social-démocratie prolongea encore la deuxième période de la loi d'exception contre les socialistes d'une troisième phase, qui dura à nouveau un an et demi, de l'automne 1884 jusqu'au printemps 1886.

Après son demi-succès électoral, Bismarck cherchait à presser le nouveau Reichstag comme le citron qu'il était pour lui, à mettre en scène la politique coloniale et à organiser un nouveau coup de filet protectionniste, mais en même temps à préparer une bonne bataille électorale sur le modèle du plébiscite bonapartiste, pour le cas où le Reichstag se montrerait réfractaire à de nouveaux attentats fiscaux contre les poches du peuple. Dès Noël 1884, il piqua une première petite crise d'indignation pour une raison absolument sans importance, mais avec le résultat réconfortant qu'il était toujours aussi facile d'attirer le philistin allemand dans ses filets. Il était plus difficile de comprendre que Bismarck comptait toujours sur la possibilité de jouer le prolétariat contre la bourgeoisie. Seulement, il en allait avec lui comme il en va habituellement avec les hommes de pouvoir qui cherchent à corrompre la presse pour leurs fins personnelles : ils finissent par croire eux-mêmes aux mensonges des publicistes à leur solde. À l'espoir des journaux officieux, qu'au moins une partie de la social-démocratie se transforme en un « animal domestique docile », qui se contenterait du « lait coupé d'eau » des assurances ouvrières, faisait écho le discours de Bismarck du 24 novembre 1884, où il souhaitait à la social-démocratie une douzaine de mandats en plus et la qualifiait d'« élément tout à fait utile », sans lequel les timides progrès faits jusque-là dans la réforme sociale n'existeraient toujours pas. Même Puttkamer fit au parti qui « était engagé dans des voies moins révolutionnaires » sa grimace la plus aimable possible et, pour faire diversion, affirma que la loi d'exception contre les socialistes n'était dirigée que contre les anarchistes qui ne reculaient devant aucun délit pour parvenir au renversement immédiat et violent de l'ordre existant de la société et de l'État. En vérité, quand cet essai d'un nouveau rôle eut pour seul effet de susciter l'hilarité du groupe social-démocrate, Puttkamer chaussa à

nouveau le cothurne de tragédien dont il venait à peine de descendre et jura ses grands dieux que la social-démocratie avait aiguisé le poignard avec lequel en janvier 1885 un de ses chouchous, le patron des agents provocateurs Rumpf, venait d'être assassiné à Francfort.

En décembre 1884, le tribunal du Reich avait jugé définitivement le mystérieux attentat de Niederwald, sans toutefois lever le mystère qui l'entourait. Parmi les huit accusés, trois furent déclarés non coupables, deux condamnés à une longue peine de réclusion et trois, Reinsdorf, Küchler, Rupsch, condamnés à mort. Küchler et Rupsch déposèrent un recours en grâce et Rupsch vit sa peine commuée en réclusion à vie, tandis que Küchler, homme brisé, monta en chancelant sur l'échafaud. À l'inverse Reinsdorf refusa avec dédain de demander sa grâce ; ce n'est pas dans la posture d'un martyr politique, mais calme et impassible, une chanson gaillarde sur les lèvres, qu'il vécut son dernier jour et, avant que sa tête ne tombe sous le couperet, il cria : *« À bas la barbarie ! »*

Auparavant déjà Rumpf avait été victime de sa propre chasse à l'homme. Pas un mouchard n'avait mis sa menotte dans cet attentat et c'est pourquoi la police n'a jamais réussi à découvrir ses auteurs. Elle rassembla seulement quelques faibles indices contre le compagnon cordonnier Lieske, indices qui étayaient peut-être le soupçon que Lieske pouvait avoir su quelque chose à propos de cet acte, mais qui ne prouvaient absolument pas qu'il était lui-même l'auteur de cet acte. Pourtant les jurés de Francfort le déclarèrent coupable, et Lieske fut exécuté. Il mourut en homme et sa malédiction conduisit à l'asile d'aliénés son accusateur, le procureur d'État Frehse. Mais Puttkamer laissa le Landtag prussien décider par loi spéciale que le salaire perçu par Rumpf reste assuré intégralement à ses héritiers ; l'ère Bismarck-Puttkamer ne pouvait nourrir au Prytanée[1] de héros plus digne qu'un patron d'agents provocateurs mort dans l'exercice de son misérable métier !

De façon humiliante, la petite Suisse montra à cette époque-là au tout-puissant Reich prusso-allemand comment on pouvait bannir le spectre anarchiste. Un prétendu projet de faire sauter la salle du Conseil fédéral de Berne conduisit à une enquête du procureur général fédéral sur les « menées anarchistes » en Suisse, dont le résultat fut que le mouvement anarchiste, dans la mesure où l'on pouvait parler d'un tel mouvement, était en « décadence rapide », que Most, justement par ses provocations délirantes, inspirait aux ouvriers un dégoût de plus en plus fort de la « propagande par l'action », que les menées anarchistes qui existaient

1 Édifice public à Athènes, où les hôtes de marque, les ambassadeurs, prenaient leurs repas.

encore n'étaient suscitées que par les odieuses persécutions contre les ouvriers en Allemagne et en Autriche. « *Ce sont les lois contre les socialistes qui nous envoient les agitateurs anarchistes et qui chez nous les conduisent à des activités subversives contre leur pays.* » Comme la société bourgeoise ne peut pas vivre sans police, la police reste toujours une police bourgeoise ; en conséquence, la Suisse expulsa de son territoire une douzaine d'agitateurs anarchistes, agents provocateurs allemands comme Kaufmann et Weiss, mais aussi anarchistes sincères comme Neve. Mais le procureur fédéral mit expressément en garde contre le fait de conjurer le danger anarchiste par le moyen précisément qui le suscitait, c'est-à-dire en bâillonnant la liberté politique, et comme en la matière la police suisse était l'opposé exact de la police allemande, elle le montra aussi dans l'habileté qu'elle mit à découvrir le réseau anarchiste. L'incapacité de la police allemande à éviter de vrais attentats n'avait d'égal que son savoir-faire à fomenter de faux attentats.

C'est le même genre de rapport qui existait chez Bismarck entre les discours de politique sociale et les actes de politique sociale. La déclaration d'amour platonique qu'il avait faite au Parti social-démocrate en novembre 1884 était le charmant premier essai d'un pipeau, dont il allait très vite tirer une note bien différente. Tout comme en 1881, en 1884 les succès électoraux sociaux-démocrates avaient aiguisé aussi la conscience bourgeoise, et l'avaient d'autant plus aiguisée qu'ils étaient plus grands : les ultramontains ne présentèrent plus une simple interpellation, mais une demande de poursuivre le développement de la législation sur la protection ouvrière. Ils exigèrent l'interdiction du travail du dimanche et la restriction du travail des femmes et des enfants, mais pour les hommes une journée de travail plafonnée. Les autres partis bourgeois se présentèrent avec des propositions semblables, le parti du prince héritier fut le seul à ne pas vouloir qu'il soit touché à l'exploitation capitaliste sans limites, ne fût-ce que pour faire semblant, et à plus forte raison sérieusement. En cela Bismarck et lui étaient parfaitement à l'unisson.

Comme don Quichotte sa Rossinante, l'homme du siècle éperonna la vieille rosse manchestérienne. Son ignorance phénoménale dans le domaine politique et social pouvait à la rigueur l'excuser quand il affirmait – affirmation mille fois réfutée dans la pratique et en théorie – que la diminution du temps de travail devait nécessairement entraîner une diminution du salaire, mais sa mauvaise volonté apparaissait dans toute son effrayante nudité quand il disait qu'une journée de travail plafonnée nuisait aux intérêts ouvriers : si par exemple une journée de travail était fixée à quatorze heures, les entrepreneurs qui s'étaient contentés jusque-là de dix ou onze heures feraient alors eux aussi travailler quatorze heures.

Cet affligeant bavardage emplit même les partis bourgeois d'une terrible épouvante, et à nouveau seul le parti du prince héritier accueillit avec des frissons de volupté les riches idées de ce génial homme d'État. L'ancien progressiste Eugen Richter déclara que « Monsieur le Chancelier du Reich », quand il parlait si raisonnablement, pouvait compter sur la troupe d'élite des « inébranlables », et l'ancien sécessionniste Baumbach demanda pourquoi donc on parlait tant du travail des enfants, vu que les enfants des Hohenzollern aussi étaient obligés d'apprendre un métier manuel. Toutefois nous devons à la justice de reconnaître qu'une minorité de libre-échangistes, avec à leur tête Ludwig Loewe et le vieux Wirschow, commença à se rebeller contre cette chasse aux profits par trop éhontée.

Le 13 mars 1885, dans un débat au Reichstag sur la politique coloniale, au lieu de la protection légale des ouvriers Bismarck inscrivit sur sa bannière l'élevage des millionnaires. C'est que les Bleichröder et Hansemann étaient, il faut bien le dire, des hommes eux aussi, et même des Allemands qui pouvaient réclamer que leur richesse soit protégée ; *« Ce que je voudrais, c'est que nous puissions créer immédiatement quelques centaines de millionnaires de plus dans le pays. »* Comme Bismarck un an auparavant avait découvert dans les lois prussiennes le « droit au travail », il se réclamait maintenant de la politique mercantile des vieux Hohenzollern ; *« l'Hercule du 19e siècle »* était toujours au sommet de sa culture quand il retardait de deux ou trois siècles sur la culture de son époque. Dans la pratique, avec son élevage des millionnaires, il plagiait le *« Enrichissez-vous »* de Guizot, sauf qu'il lui manquait le désintéressement personnel de Guizot. Dans la première session du nouveau Reichstag, il présenta une deuxième édition de l'orgie protectionniste de 1879 ; comme les loups avaient jeûné pendant six ans, ils se précipitèrent avidement sur la masse des consommateurs. Les droits sur les grains furent triplés, les droits sur les bois doublés, les droits sur le bétail et les alcools augmentés, de même qu'un grand nombre de taxes industrielles. La session qui avait commencé sous le signe de la « réforme sociale » se terminait par un pillage général des pauvres par les riches, par une « razzia sur le peuple laborieux », comme disait Auer, porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate.

2. Groupe parlementaire et parti

Ce groupe était pour la première fois assez fort pour pouvoir intervenir de façon indépendante au Reichstag. Fidèle aux traditions du parti et aux résolutions de Wyden et Copenhague, il faisait de l'agitation et de la propagande la priorité de son activité parlementaire, mais en même temps il prenait ce qui était bon à prendre pour le prolétariat, en laissant

de côté toutes les illusions habituelles sur l'efficacité du parlementarisme bourgeois. Il participait à bon nombre de commissions mais pas à toutes : pas à la commission du budget, étant donné qu'il devait rejeter une fois pour toutes le budget de l'État militaire[1], mais bien à la commission de pétition et de vérification du scrutin, dans laquelle on pouvait défendre d'importants intérêts de la classe ouvrière.

Sur les trois questions principales de la session, la position du groupe parlementaire était donnée d'emblée. Son opposition à cette nouvelle frénésie protectionniste fut irréductible, tandis que, par un vaste projet de loi sur la protection ouvrière, il éleva à la hauteur de la civilisation moderne les tentatives timides et inabouties des partis bourgeois pour perfectionner la législation des fabriques. Le cœur de son projet était la journée de travail de dix heures pour les adultes, de huit heures pour les jeunes ouvriers, l'interdiction du travail les dimanches et jours de fête avec les exceptions indispensables, celle du travail des enfants, du travail des femmes sous terre et dans la construction en hauteur, du travail de nuit, une fois précisément déterminées les exceptions admissibles, le paiement du salaire à la semaine, le vendredi, et un salaire minimum, un réseau vaste et dense de surveillance des conditions de travail par un office du travail du Reich, des offices du travail, chambres du travail et tribunaux d'arbitrage. Le projet n'était certes pas inattaquable sur tous les points – par exemple sur la revendication d'un salaire minimum qui, déjà au sein du groupe parlementaire, s'était heurté à une forte opposition – mais en général il montrait de manière parfaite aux partis bourgeois à quoi ressemblait une réforme sociale claire et conséquente sur le terrain de la société bourgeoise. Naturellement il rencontra l'accueil habituel : après avoir fait tout un tapage sur le fait que par ce projet la social-démocratie avait renoncé à ses « utopies révolutionnaires », chacune de ses exigences pratiques fut rejetée comme « utopie révolutionnaire ».

Le groupe parlementaire social-démocrate opposa à la politique coloniale la même résistance qu'il avait opposée à la politique douanière, et non seulement à la politique coloniale non rentable, mais à la politique coloniale en général, dont les ouvriers devaient supporter les coûts et

1 C'est ainsi qu'on caractérise la Prusse depuis le début du 18e siècle. Frédéric-Guillaume Ier, le Roi-Sergent, réalisa à cette époque une militarisation de l'État et de la société. L'armée devint l'instrument principal du développement social et économique. Les paysans-soldats, sujets d'officiers issus de la noblesse, étaient soumis au sein de l'armée à l'obéissance absolue. Si la Prusse se dota ainsi d'une puissante armée lui permettant de devenir la première puissance de ce pays morcelé, la caporalisation de toute la société prussienne resta longtemps un repoussoir en Allemagne.

les capitalistes savourer les profits. À côté de postes budgétaires plus petits, Bismarck présenta la première note de la politique coloniale en demandant 4 400 000 marks annuels de subvention pour l'instauration et le maintien de liaisons régulières de navires à vapeur postaux avec l'Extrême-Orient, l'Australie et l'Afrique, dont on confierait la responsabilité à des entrepreneurs. Dans la mesure où cette demande était destinée à favoriser la politique coloniale, le groupe social-démocrate la refusa à l'unanimité. Cependant cela engendra une divergence d'opinion entre une majorité du groupe, représentée par Auer, Dietz, Frohm, Grillenberger, et une minorité, représentée par Liebknecht, Bebel, Vollmar. La majorité pensait que certaines lignes de vapeur proposées n'étaient pas liées à la politique coloniale, mais ne servaient qu'aux relations internationales entre les peuples et favorisaient ainsi l'œuvre de paix, ce qui était aussi dans l'intérêt du prolétariat. Sans contester cette conception de fond, la minorité objectait que la marine de commerce allemande s'était développée sans subventions et que pour cette raison on devait laisser hors jeu les contribuables, que la subvention créerait des conditions tarifaires malsaines et qu'elle avait tout de même un lien avec les « réformes économiques » de Bismarck, parce qu'elle alimentait une concurrence malhonnête ; favoriser l'échange commercial par une subvention du Reich, cela voulait dire provoquer de nouvelles crises. La majorité tint compte de ces objections en cherchant à déjouer toutes les arrière-pensées que Bismarck pouvait avoir à propos de la subvention des bateaux à vapeur.

Le commerce de l'Allemagne avec l'Extrême-Orient et l'Australie était pour les onze douzièmes aux mains de Hambourg, tandis que Brême avait seulement une forte importation de riz, et c'était un secret de polichinelle que Bismarck voulait attribuer la subvention au Bremer Lloyd, ce qui devait léser gravement le commerce hambourgeois et surtout le prolétariat hambourgeois. En tant que plus gros armateur d'Allemagne, le Bremer Lloyd pouvait mettre en ligne immédiatement une grande flotte de bateaux assez anciens, à l'inverse, si les nouvelles lignes leur étaient transférées, les armateurs de Hambourg étaient obligés de construire des bateaux neufs, ce qui aurait alors créé du travail pour plusieurs milliers d'ouvriers sans ressources des chantiers navals. À partir de ces considérations, la majorité décida de voter pour les lignes vers l'Extrême-Orient et l'Australie, pour elles et à l'exception de la ligne vers les îles Samoa, et, dans la logique de sa position sur la politique coloniale, de refuser la ligne d'Afrique et celle des îles Samoa, de faire cependant dépendre son approbation, dans la mesure où elle la donnait, du fait que les bateaux à mettre en ligne soient des vapeurs neufs, de premier rang et construits obligatoirement dans les chantiers navals allemands, mais de rejeter finalement

tout le projet au cas où ces conditions seraient refusées ou au cas où le Reichstag approuverait une des lignes rejetées. Les deux cas se produisirent, le Reichstag approuvant le projet tel que Bismarck l'avait présenté, et ainsi le groupe social-démocrate vota en bloc contre l'ensemble de la subvention pour les bateaux à vapeur.

Il n'y avait pas eu de divergence d'opinion sur les principes au sein du groupe et cette appréciation divergente sur une question concrète n'avait pas conduit dans la pratique à des votes distincts. Cependant l'incident provoqua de vifs débats au sein du parti, les plus vifs qu'il y eut jamais en son sein tant que la loi contre les socialistes subsista. D'abord l'ensemble des membres de Zurich s'éleva contre la majorité du groupe et en accord avec eux le *Sozialdemokrat* aussi, ensuite ce furent les camarades de Berne, Londres, Bruxelles, Copenhague, en Allemagne même les membres du parti de Leipzig, Rostock, Königsberg. Le 20 mars, le groupe publia une déclaration dans laquelle il jugeait intolérables ces attaques « absolument inopportunes » ; l'organe du parti n'avait en aucun cas le droit de s'opposer au groupe, qui était responsable de son contenu ; « *Ce n'est pas le journal qui doit définir l'attitude du groupe, mais le groupe qui doit contrôler l'attitude du journal.* » Cette déclaration jeta de l'huile sur le feu et provoqua de nouvelles tempêtes ; ce furent les camarades de Francfort qui protestèrent avec le plus de véhémence contre les « rappels à l'ordre dictatoriaux », contre le « marais du parlementarisme », dans lequel le mouvement ouvrier révolutionnaire n'avait pas le droit de s'enliser. Heureusement, le groupe parlementaire et l'organe du parti se mirent vite d'accord ; le 23 avril le *Sozialdemokrat* publia l'accord de paix suivant : le groupe reconnaissait que le *Sozialdemokrat* n'était pas son organe personnel, mais l'organe de tout le parti et qu'il devait le rester ; inversement la rédaction approuvait le fait que l'unité et la capacité d'action du parti devaient être maintenues quoi qu'il arrive, que le groupe parlementaire, qui avait la direction aussi longtemps que durerait l'état de guerre de la loi d'exception, devait absolument compter sur l'appui de tous les camarades une fois qu'il avait pris une décision précise. Cela fut loin toutefois de calmer les esprits surexcités ; le conflit interne se poursuivit jusque dans les colonnes de la presse bourgeoise ; il fallut des mois avant que le calme ne revienne.

Des deux côtés se manifestèrent une susceptibilité et une surexcitation qui étaient absolument disproportionnées avec le véritable objet du conflit. La minorité du groupe avait rejeté la subvention aux vapeurs parce que c'était une composante du système bismarckien, mais on ne pouvait pas reprocher à la majorité d'avoir passé ce projet au creuset de la critique avant de se prononcer contre. Un parti aussi éminemment por-

teur de civilisation que le Parti social-démocrate a toutes les raisons de favoriser les germes de civilisation qui peuvent déjà se développer sur le sol de la société bourgeoise ; comme, dans cette société, tous ces germes sont inoculés sur le mode capitaliste, la véritable frontière entre intérêt capitaliste et intérêt de civilisation est souvent difficile à distinguer ; pour la subvention aux vapeurs elle n'était pas aussi facile à saisir que pour le canal de la mer du Nord à la Baltique, dont le groupe approuva bientôt après la construction sans le moindre désaccord venant du parti, bien qu'il ne dût en premier lieu servir que des intérêts capitalistes et militaires.

Il est indéniable aussi que la majorité avec son point de vue était dans le droit historique et que le vote négatif du groupe était jusqu'à un certain degré un compromis qui résultait de son embarras. La subvention aux vapeurs pour la ligne d'Extrême-Orient et d'Australie (hors les îles Samoa) devait dédommager les entrepreneurs pour les voyages réguliers, stipulés par contrat, vers les lieux de destination. Les bateaux devaient s'acquitter du service postal et, au cours de leurs voyages, devaient respecter une vitesse minimale. En dehors des escales intermédiaires fixées à l'avance, ils n'avaient pas le droit de faire escale dans d'autres ports, alors que les lignes qui existaient jusque-là, en tant que simples lignes de fret, pouvaient sans se soucier de la durée du voyage faire escale dans tout port où il y avait à livrer ou à charger du fret.

L'expérience a montré dans l'intervalle que les anciennes lignes de fret se sont renforcées, tandis que les lignes postales allemandes, subventionnées sous les sévères conditions qui leur furent imposées, ne se sont pas toujours montrées rentables, mais ont bien indirectement eu une action favorable sur le commerce et le transport, tout particulièrement sur le transport des passagers, que toutes les nations utilisent et vantent. La qualité de leurs bateaux, l'excellence de leurs équipages et leurs prestations prestigieuses attirent toute la clientèle internationale.

À la deuxième lecture du projet, Dietz disait déjà que, tout comme aux débuts de la construction des chemins de fer, la subvention conçue comme garantie d'intérêts était insuffisante. On ne pouvait donc parler d'une « concurrence malhonnête » soutenue par les deniers des contribuables. La subvention n'était en fait qu'une contrepartie de prestations particulières dont aucune ligne ne s'est chargée ou ne se charge de son plein gré, alors que la concurrence internationale avait rendu nécessaires les lignes postales. L'exemple du transport transatlantique et du développement sans subvention de nos deux grandes lignes s'expliquait par le monopole de l'émigration, qui seul offre une garantie sûre pour le capital investi. Les lignes coloniales proprement dites, qui étaient bien sûr liées

à la subvention des vapeurs, ont très rapidement disparu, en revanche les navires postaux acheminent le personnel de relève des stations navales, qui sinon devait être en partie expédié à grands frais sur les lignes étrangères ou bien alors par envoi direct de navires de transport. Les Anglais payaient et payent ce genre de subventions à la Peninsular and Oriental Compagny, les Français aux Messageries maritimes et les Autrichiens au Lloyd autrichien, mais les lignes postales allemandes ont évincé tous les concurrents.

À cela s'ajoutaient les considérations sur la construction navale. Presque tous les navires transatlantiques avaient été jusque-là construits en Angleterre. Vulkan de Stettin avait certes tenté sur ses chantiers de casser le monopole anglais, mais avec un résultat incertain et avec seulement *cette* conséquence certaine que les Anglais firent des prix encore plus bas pour les navires qu'ils construisaient, si bien qu'il fallait qu'un entrepreneur privé soit fou pour acquérir cher en Allemagne un produit douteux, au lieu d'un bon en Angleterre à bon marché. Les prix anglais chutèrent au point qu'il fut impossible à la construction navale continentale de soutenir la concurrence. En outre la construction navale allemande était entrée en crise. La construction de navires en bois cessait peu à peu, alors que la construction de navires en fer ne pouvait se développer faute de commandes. Les chantiers navals étaient vides, et environ 20 000 charpentiers de marine étaient sans travail dans les ports de la mer du Nord et de la Baltique. Bien sûr, des chantiers pour la construction de navires en fer s'étaient installés à Stettin, Lübeck, Hambourg, Bremerhaven, mais ils devaient se contenter de bateaux de petit tonnage, alors que les gros tonnages étaient donnés à l'Angleterre.

En ce domaine, seule une contrainte étatique pouvait apporter une aide. La demande sociale-démocrate, que *tous* les navires à mettre en circulation sur les lignes subventionnées soient neufs et construits sur des chantiers navals allemands, fut rejetée et, du point de vue de la majorité du Reichstag, devait être rejetée parce que, si elle avait été acceptée, on aurait pu attendre longtemps l'inauguration des lignes subventionnées. Mais Bismarck comprit la situation et expliqua en deuxième lecture que l'idée contenue dans la demande sociale-démocrate était tout à fait recevable, et n'était inacceptable que sous la forme dans laquelle elle était présentée. Mais il était disposé à intervenir au Bundesrat, afin que tous les nouveaux navires qui seraient mis en circulation sur les lignes subventionnées soient obligatoirement construits sur les chantiers navals allemands. On approuva une proposition aussitôt présentée dans ce sens par les conservateurs. Le Bremer Lloyd pouvait donc mettre en circulation ses navires de premier rang plus anciens, mais devait faire construire

les nouveaux dans des chantiers navals allemands. C'est ainsi que la construction navale allemande a pris un essor insoupçonné et, au lieu des 20 000 charpentiers de marine à demi morts de faim d'autrefois, il y a aujourd'hui 100 000 ouvriers, qui doivent certes lutter dans leur organisation pour obtenir leur part du profit, mais qui l'obtiennent tout de même.

Nous en resterons là sur le fond objectif de la question des subventions aux vapeurs, qui du reste n'était que l'occasion et non la raison profonde du conflit douloureux et pénible qui se rattacha à cette question. L'affirmation selon laquelle le Parti social-démocrate s'était soudé grâce au « cercle de fer » de la loi contre les socialistes, fait partie des demi-vérités bon marché du libéralisme ; elle ne valait pas mieux que l'affirmation selon laquelle on ne pouvait étouffer des mouvements d'idées au moyen de la violence ; on ne peut voir nulle part la vérité très relative de ces affirmations aussi clairement que dans l'histoire du libéralisme allemand, qui la prêche d'ordinaire avec tant de pathos. Les cercles qui unirent le Parti social-démocrate furent tout autre chose que la loi contre les socialistes. Pour affaiblir cette loi, bien sûr, il serra les rangs d'autant plus étroitement et solidement, mais la force nécessaire, il la puisa dans ses conditions historiques d'existence, pas dans une brutale oppression qui, dans la mesure où elle agissait, ne pouvait provoquer que destruction et confusion. La manière dont l'oppression agissait dépendait entièrement de la nature des classes qu'elle touchait ; elle eut une action endormante et paralysante sur la bourgeoisie indirectement concernée, excitante et exaspérante sur le prolétariat directement concerné. Un symptôme de cette surexcitation, qui naissait tout naturellement au cours du combat à mort qui durait depuis plus de six ans déjà, était le conflit sur les subventions aux vapeurs, la vive friction entre le parti et le groupe parlementaire.

La loi contre les socialistes exigea que la direction du parti soit transférée au groupe parlementaire, et que la tribune du Reichstag, l'unique lieu en Allemagne où il était encore possible de parler librement, soit revêtue d'une importance à laquelle le parlementarisme bourgeois ne pouvait en soi prétendre. On ne pouvait déceler la moindre faute sérieuse commise par le groupe ; dès avant les élections de 1884, il n'avait pas hésité à exclure le vieux Rittinghausen qui ne se soumettait pas à sa sévère discipline. Après les élections de 1887, en participant plus fortement aux travaux parlementaires, il fit seulement ce qu'il ne pouvait pas ne pas faire ; en même temps les glapissements d'Eugen Richter à propos de sa prétendue négligence au Reichstag montraient de la façon la plus convaincante combien il était affranchi du crétinisme parlementaire. À vrai dire, là-dedans, une certaine ambivalence était dans la nature des choses : d'un côté, après les terribles efforts de la bataille électorale, le claquet stérile du moulin

parlementaire décevait, et cette déception s'était manifestée de manière tout à fait semblable, dès le lendemain des élections de 1881 et même dès le lendemain des élections victorieuses des années 1870 ; d'un autre côté, surtout là où la pression de la loi contre les socialistes pesait le plus lourdement sur les ouvriers, se manifestait sans cesse la crainte que le groupe, pour un résultat somme toute minable, aille peut-être trop loin dans ses relations avec les partis bourgeois et s'enlise dans les manœuvres parlementaires. L'indépendance souveraine du parti, c'était justement les membres les plus âgés et les plus fidèles qui y veillaient comme sur leur trésor le plus précieux ; bien que cinq sociaux-démocrates siègent désormais au Landtag saxon et qu'au printemps de 1885 deux autres soient entrés au Landtag de Hesse, Frohme et Hasenclever se heurtèrent tout de même à une résistance inflexible lorsqu'ils préconisèrent de participer aux élections du Landtag prussien.

Ce sur quoi il y avait le moins à redire c'était la loi sur la protection ouvrière que le groupe avait présentée au Reichstag ; pourtant elle amena aussi toutes sortes de frictions au sein du parti. La situation économique des années 1880 se caractérisait par une stagnation chronique, entrecoupée de quelques changements de conjoncture qui eurent lieu au début, au milieu et à la fin de la décennie, et qui se manifestèrent à chaque fois par un essor plus grand de l'industrie. Du premier de ces relèvements datait le nouveau mouvement gréviste et syndical, que la réaction ne laissa pas tout à fait tranquille mais que dans l'ensemble elle ne réprima pas. Il s'étendit puissamment quand déferla au milieu de la décennie une vague plus haute d'essor industriel ; de nombreuses grèves éclatèrent et dès 1885 presque toutes les professions avaient à nouveau des organisations syndicales, en partie fédérations locales, en partie fédérations centrales, qui totalisaient plus de 80 000 membres. Elles se développaient d'ordinaire spontanément, à partir des grèves, ainsi la fédération des sculpteurs à partir d'une grève à Berlin qui échoua, la fédération des ébénistes à Stuttgart à partir d'une grève qu'avec une grande prudence Karl Kloss avait menée à une issue heureuse. Naturellement il fallait procéder avec la plus extrême prudence quand il s'agissait de fonder des fédérations syndicales, les formes les plus diverses d'organisation furent tentées pour enlever toute prise possible aux interventions des autorités, les fédérations centrales déplacèrent leurs sièges de préférence dans les États plus petits, dotés d'un droit un peu plus libéral d'association, les tailleurs à Hambourg, les ouvriers du tabac à Brême, les ouvriers de manufactures à Gera, les ouvriers du métal à Mannheim. Avec les lois sur les assurances, un puissant support avait été ravi aux fédérations syndicales. Toutefois ici aussi, dans leur soif insatiable d'organisation, les ouvriers surent faire de

nécessité vertu ; ils s'engouffrèrent dans les caisses de secours libres que la loi sur les caisses maladie avait permises ; en 1885, ces caisses comptaient 874 507 membres, quatorze fois plus qu'elles en avaient compté cinq ans plus tôt.

Cette année-là, après ses débuts sporadiques dans les années 1860 et 1870, le mouvement des ouvrières aussi connut sa première marée haute. Il put même enregistrer un petit succès pratique ; lorsque le gouvernement voulut mettre un droit sur le fil à coudre, les ouvrières berlinoises de la confection élevèrent une si vive protestation que le Reichstag décida d'abord de faire une enquête sur la situation des ouvrières employées dans la fabrication du linge et dans la branche de la confection. Organisée par le gouvernement de manière tout à fait superficielle et insuffisante, cette enquête révéla cependant des situations monstrueuses dans ce vaste domaine de l'exploitation de la main-d'œuvre féminine. Elle fit défiler un échantillonnage bigarré de modes de production et de formes économiques les plus divers qui s'étaient succédé au cours du développement économique général : on trouvait côte à côte artisanat, industrie à domicile, capital marchand, sous-traitance, commanditaire et fabricant, exploitation moyenne et grande entreprise, maisons d'exportation produisant pour le marché mondial, firmes couvrant les besoins locaux et régionaux, entreprises naines travaillant à la commande, travail à la main et à la machine, travail dans la salle de fabrique et dans l'atelier, à la cave ou dans la mansarde, mais tous avaient en commun l'exploitation jusqu'à l'os de la main-d'œuvre féminine, au point que même les rapporteurs officiels avouèrent presque sans détour que les ouvrières qui ne pouvaient être soutenues par leur famille avaient pour seul choix de mourir de faim ou de se prostituer. Ce tableau effroyable n'eut pas la moindre répercussion sur la « réforme sociale » officielle ; c'est que Bismarck avait fort à faire pour remédier à la « situation désespérée » des grands propriétaires fonciers et des grands industriels !

Raison de plus pour que la loi sociale-démocrate sur la protection ouvrière enthousiasme le mouvement syndical et gréviste. Des pétitions exigeant que le Reichstag l'adopte se couvrirent d'un demi-million de signatures. Mais, comme dans toute lutte ardente, cette fois aussi chez ceux qui luttaient s'éveillèrent bien des espoirs qui dépassaient le but. De même que l'année 1885 avait commencé par le conflit sur les subventions aux vapeurs, de même elle se termina par une âpre polémique entre Liebknecht et Viereck sur la signification de la journée de travail fixée légalement. Viereck cédait à l'illusion que la journée de travail fixée légalement absorberait plus ou moins l'armée de réserve industrielle, tandis que Liebknecht démontrait de manière convaincante que la journée de

travail fixée légalement, même si elle était une grande étape dans le combat d'émancipation du prolétariat, ne pouvait pas guérir à la racine les maux du mode de production capitaliste. Ici aussi la loi contre les socialistes créa des antagonismes artificiels. Pour de bonnes raisons, le *Sozialdemokrat* garda une stricte attitude de réserve vis-à-vis du mouvement syndical, tandis que, pour de bonnes raisons aussi, le *Droit au travail* lui consacra son attention beaucoup trop exclusivement. Ainsi naquit un certain antagonisme entre les deux journaux, qui fut alors à son tour l'occasion pour Höchberg et Carl August Schramm de tenter encore une fois d'imposer leur conception particulière du mouvement ouvrier moderne.

Höchberg s'était laissé prendre aux slogans de la politique coloniale et dans le *Droit au travail* il se montrait partisan d'un impôt sur la Bourse, à condition que son produit soit utilisé pour fonder des coopératives de production pour les ouvriers. Cette proposition fut tout de suite rejetée par le *Sozialdemokrat*, sans oublier pour autant les mérites de Höchberg envers le parti ; lorsque Höchberg mourut en été 1885, l'organe du parti lui consacra un article nécrologique plein de reconnaissance émue. Bien plus dur en revanche fut l'affrontement avec Schramm, qui tenta de passer à l'attaque contre le « dogme du marxisme ». Il provoqua un conflit tout à fait superflu, après la publication par Kautsky dans la *Neue Zeit* d'un article absolument objectif et pertinent sur une œuvre posthume de Rodbertus ; récusé sans appel, Schramm sortit alors dans la maison d'édition de Viereck une brochure sur Rodbertus, Marx et Lassalle, dans laquelle, pour changer, il portait aux nues Lassalle, d'une manière en vérité que Lassalle lui-même, s'il avait encore vécu, aurait très résolument refusée. Le *Sozialdemokrat* régla son compte à cette petite brochure dans une série d'excellents articles et Schramm n'arrangea pas son cas en spéculant sans le moindre tact sur le ressentiment qui chez bien des membres du groupe parlementaire pouvait encore subsister contre l'organe du parti. Schramm se disputa aussi avec Schoenlank, qui se séparait de Viereck vers cette époque et devint un collaborateur actif de la *Neue Zeit*, pour se faire éconduire une troisième fois.

Malgré bien des divergences sur la tactique, le parti se refusa à déchoir, dans le domaine théorique, de la hauteur à laquelle il avait eu du mal à parvenir. Il poursuivit au contraire sa marche d'un pas alerte sur les hautes terres conquises. Le *Sozialdemokra*t rassembla dans la *Bibliothèque sociale-démocrate* les ouvrages remarquables de la littérature socialiste plus ancienne, tandis que la *Bibliothèque internationale,* que Dietz éditait à Stuttgart, publiait les nouvelles recherches socialistes ; quand Schäffle se mit à pontifier sur « le manque de perspectives de la social-démocratie », il apaisa peut-être bien des esprits bourgeois rem-

plis d'inquiétude, mais le seul résultat auquel il parvint dans le parti c'est que celui-ci se rendit compte des faiblesses de sa *Quintessence du socialisme*, ce même petit ouvrage qu'il avait tant admiré dix ans et même encore cinq ans plus tôt.

3. La désillusion de Bismarck

Plus les discussions tactiques et théoriques que l'année 1885 réserva au parti étaient exploitées par la presse bourgeoise pour jubiler devant « l'inconséquence de la social-démocratie », moins elles trompaient à la longue le génie pratique de Bismarck. Viereck formula une fois le programme de ce qu'on appela « l'aile droite » dans les trois revendications suivantes : suppression de la loi contre les socialistes, liberté absolue de coalition, législation des fabriques sur le modèle anglais ; et cela était pour Bismarck une horreur encore plus grande même que la propriété collective, vu que ces revendications s'attaquaient directement à son profit adoré. Lutter contre les « débordements révolutionnaires » n'était que le but prétendu de la loi contre les socialistes, museler effectivement la classe ouvrière était le but réel ! Le grand penseur Bismarck commençait lentement à comprendre combien il avait été fou de s'imaginer que carotte et bâton suffiraient au premier junker venu pour remettre à sa place la classe ouvrière allemande.

La « manière douce » persista encore, mais déjà s'annonçaient les premiers signes de nouvelles ruses et finasseries. La presse officieuse combattait de la manière la plus haineuse chaque grève, on faisait difficulté sur difficulté aux caisses de secours libres et, avec l'interdiction de la fédération des ouvriers sur métaux, la loi contre les socialistes intervint pour la première fois au cœur du mouvement des associations de métier. À Breslau, la police interdit l'imprimerie Silesia, dont Kräcker était l'unique propriétaire, en prétendant que c'était une association, et la commission du Reich entérina sans sourciller cette confiscation brutale et illégale d'une propriété. Le grand état de siège fut même décrété quelques jours sur Bielefeld, parce que les ouvriers d'une fabrique de machines à coudre en grève, poussés à bout par leur « singe »[1], avaient manifesté devant son domicile, et à Francfort-sur-le-Main un certain commissaire de police Meyer fit charger sabre au clair par ses hommes le cortège funèbre d'un brave social-démocrate, sans aucun motif, par pure brutalité. Cette atroce boucherie du cimetière, au cours de laquelle trente à quarante personnes furent blessées, indigna à vrai dire même les philistins les plus indolents ; Meyer et deux ou trois de ses complices furent déférés devant un tribunal

1 Tournure populaire pour désigner le patron.

et condamnés à trois mois de prison maximum, au moment où, pour diffusion répétée du *Sozialdemokrat*, l'ouvrier cigarier Kückelhahn d'Altona était condamné à trois ans et demi de prison. De plus, le souverain gracia tout de suite le Meyer en question et ses complices, afin qu'il ne subsiste aucun doute sur la « justice » de ce fameux « État de droit ».

Mais d'autre part Bismarck commençait maintenant à demander à la justice ce que la police ne pouvait faire pour lui. Pour fêter son soixante-dixième anniversaire on organisa dans tout le pays une quête en vue de quelque dessein national sublime, à l'occasion de laquelle des milliers d'ouvriers pauvres se firent rogner leurs sous par des entrepreneurs patriotes ; mais lorsqu'environ 2 à 3 millions de marks furent réunis, Bismarck mit la main sur plus de la moitié de cette somme pour racheter une partie de son domaine familial, que ses aïeux avaient laissé échapper. Ses admirateurs en étaient encore rouges de honte, lorsque l'homme de génie fit intenter une série de procès contre des députés libéraux et sociaux-démocrates au Reichstag pour, sur la base d'un paragraphe du droit prussien tombé en désuétude, rogner les indemnités qu'ils recevaient des caisses de leur parti en prétendant que ce profit « heurtait l'honnêteté ». Cependant les premières instances prononcèrent un non-lieu dans sept de ces procès et ce fut le même échec pour une autre procédure judiciaire qui se traînait depuis des années contre les délégués au congrès de Copenhague, qui avaient été arrêtés à l'époque à Kiel et Neumünster. Le procureur du Reich avait refusé une tentative de leur mettre sur le dos un procès pour haute trahison, tout comme avaient échoué les plaintes pour constitution d'associations secrètes tentées auprès de plusieurs tribunaux de province. Enfin le ministre saxon de la Justice Abeken de Chemnitz, où Vollmar avait résidé en 1883, trouva l'oreille bienveillante du procureur d'État, sans toutefois trouver celle du tribunal. Au contraire le tribunal régional de Chemnitz prononça un non-lieu pour les neuf accusés, étant donné qu'on n'avait pas pu apporter la moindre preuve d'association secrète au sens du code pénal.

En novembre 1885, le Reichstag se réunit pour sa deuxième session et Bismarck ne tarda pas à revenir à la charge. En premier lieu pour un monopole sur l'alcool, qui était destiné à remplir les poches du fisc aussi bien que les poches des junkers. Car on devait exclure du monopole la production brute de l'eau-de-vie et assurer aux producteurs un prix moyen de 35 marks l'hectolitre (au minimum 30, au maximum 40), alors que le prix de l'hectolitre sur le marché se montait à 24 marks. On voyait déjà quels agréables bénéfices les junkers pouvaient tirer de cette opération, à l'exemple du bouilleur de cru Bismarck, qui dans ses domaines de Poméranie orientale pouvait distiller 900 hectolitres par mois. Mais

ce joli monopole ne plaisait pourtant pas à la majorité du Reichstag et, comme il était exclu qu'il soit approuvé, les junkers n'osèrent même pas voter pour, par peur de se compromettre inutilement devant l'opinion publique indignée. Le 27 mars 1886 au Reichstag le monopole de l'alcool fut repoussé à l'unanimité contre trois voix.

En même temps, le Reichstag devait se prononcer sur la prolongation de la loi contre les socialistes, et quelques signes indiquaient que pour cette raison Bismarck aurait volontiers provoqué une dissolution immédiate. Mais s'il est possible qu'il en ait eu réellement l'intention, il dut vite se convaincre que les partis bourgeois d'opposition n'avaient aucune envie d'entrer en conflit sur cette question. Certes ils ressentaient toujours plus le caractère insupportable de la loi contre les socialistes ; même des nationaux-libéraux comme Gneist disaient déjà publiquement que son abrogation était nécessaire ! Mais le *Sozialdemokrat* avait raison quand, à propos de toutes ces belles déclarations, il remarquait sèchement : les classes dominantes aboliront la loi contre les socialistes quand les flammes leur lécheront les pieds, et pas une seconde plus tôt. L'opposition bourgeoise souffrait d'asthénie sénile ; parlant de la social-démocratie toujours fraîche et combative, Bamberg disait à cette époque avec un soupir d'envie : Eux ont encore la foi ! Les libéraux étaient très contents de pouvoir cette fois réciter impunément leurs vieilles tirades, et les ultramontains, dont la force d'appoint était nécessaire pour pouvoir prolonger la loi, se contentèrent de faire diversion par une canonnade assourdissante de « propositions d'adoucissement ». Ce tour de passe-passe ne trompait plus personne ; comme d'habitude, les « propositions d'adoucissement » passèrent sous la table et, comme d'habitude, le gouvernement rabattit quelques années sur la durée de prolongation qu'il avait proposée.

Sinon, comme il ne pouvait désormais prétendre à aucun grand sujet historique et politique, il se contenta de prendre ce qu'il pouvait attraper. De son grand sac de citations, Puttkamer ne sortit qu'une petite rognure, un article du *Sozialdemokrat* qui rétablissait la vérité historique sur la reine Louise, la sainte nationale prussienne, et à part ça déclama à propos de révoltes d'ouvriers qui certes n'avaient pas eu lieu en Allemagne mais en Belgique, tandis que Bismarck chercha à déformer une citation parfaitement juste de Bebel sur la situation russe, pour lui faire dire que la social-démocratie allemande prêchait l'assassinat et l'homicide. Comme il ne faisait pas de doute pour lui que Marx avait « élevé des meurtriers » pour les envoyer contre lui, le grand Bismarck, les filles de Marx encore en vie déclarèrent publiquement que, « *pour leur père, Bismarck n'avait été qu'un personnage amusant, et tout au plus un complice involontaire, et par*

moment très utile, de la révolution prolétarienne » ; l'évocation de roman d'épouvante, selon laquelle un homme comme Marx pouvait consacrer son temps à « élever des meurtriers », montrait à nouveau combien Marx avait eu tout à fait raison de ne voir dans Bismarck, malgré toute sa rouerie, qu'un junker prussien extrêmement borné et totalement incapable de comprendre un quelconque grand mouvement historique. Le 31 mars, par 169 voix contre 137, la loi contre les socialistes fut prolongée de deux ans, jusqu'au 30 septembre 1888.

Mais si l'opposition bourgeoise permit au système Bismarck-Puttkamer de s'en tirer à bon compte, le groupe social-démocrate, lui, fut plus exigeant. Dans les débats attendus sur le petit état de siège, Singer démasqua un agent provocateur, le policier Ihring, qui s'était glissé comme mécanicien sous le nom de Mahlow dans une association ouvrière de Berlin, pour s'y livrer à de grossières offenses à Sa Majesté, pour y diffuser des écrits anarchistes et y pousser à des attentats à la dynamite. Cette fois toutes les belles excuses par lesquelles Puttkamer s'était défilé à propos des anciens agents provocateurs, toutes ces excuses tombèrent : Ihring-Mahlow était un fonctionnaire embauché réglementairement qui, sur ordre de ses supérieurs mais en violation directe de la loi sur les associations, avait sous un faux nom fait de l'espionnage dans une association ouvrière tolérée par la loi contre les socialistes. Rien que cela fondait déjà le soupçon d'intentions criminelles, qu'une série de témoignages inattaquables transforma en certitude absolue.

On comprend que Puttkamer se hâta de prendre ses poses les plus glorieuses pour atténuer l'énormité de cette révélation : un vrai comédien, comme le lui cria un député libéral. Cependant il fut conséquent quand il mit à la disposition du malheureux agent de son système tous les moyens de conciliation de l'État. Le procureur d'État fut contraint de poursuivre en justice pour calomnie les accusateurs d'Ihring-Mahlow, l'écrivain Christensen et le maçon Berndt, et dans les débats judiciaires en deuxième instance les supérieurs hiérarchiques de l'agent provocateur se portèrent garant de lui. D'après leurs affirmations sous serment, il n'y avait jamais eu d'homme d'honneur plus irréprochable ; plutôt que de toucher à Ihring-Mahlow, ils préférèrent s'accuser eux-mêmes de manquer de prudence. Car comment avaient-ils seulement pu nommer un homme aussi foncièrement intègre à une fonction qui du matin au soir l'obligeait à mentir, mentir, et encore mentir ! En se pourléchant les babines, ils parlèrent de « l'excellent matériel » qu'avait livré Ihring, tandis qu'Ihring lui-même avouait au moins cette petite faiblesse d'avoir, dans ses rapports réglementaires, toujours confondu Marx et Most. Toutefois, le fait que l'existence entière de gens honnêtes dût dépendre du radotage

de pareilles fripouilles ignorantes, fit une profonde impression, même sur le monde bourgeois. Seul le jury, sous la présidence du juge de première instance Bardisius, tint bon dans son patriotisme et condamna les deux accusés à six mois de prison ; devant le tribunal régional, tout le dispositif officiel s'effondra sous la masse accablante de preuves produites contre Ihring, et les accusés furent acquittés, étant donné qu'ils n'avaient rien dit que la pure vérité. Mais alors Puttkamer aussi resta conséquent, et il fit obtenir « l'éclatante réparation » de la médaille du Mérite à l'agent provocateur confondu par le tribunal en même temps qu'au policier Naporra qui, peu de temps après, avait été pris sur le fait pour de semblables intrigues.

Cependant le lait de la « manière douce », qui pour le système Bismarck-Puttkamer avait déjà tourné à l'aigre, se changea en cuisant venin de dragon[1] lorsque la social-démocratie osa toucher à l'agent provocateur officiellement estampillé. Malgré toutes les postures héroïques assumées en public, le système se disait en lui-même qu'au printemps 1886 la méthode de la corruption avait fait faillite autant qu'en automne 1881 la méthode de la violence nue.

1 Allusion à un vers de Friedrich Schiller tiré de *Guillaume Tell* : « *Tu as changé le lait de mes innocentes pensées en cuisant venin de dragon.* »

Chapitre VII

Les convulsions d'agonie de la loi contre les socialistes

La troisième et dernière période de la loi contre les socialistes dura comme la deuxième quatre ans et demi et se divisa elle aussi en trois phases, mais de longueur inégale. L'agonie de la loi d'exception dura du printemps 1886 au printemps 1888, période où le monstre saisi à la gorge par le poing vigoureux du prolétariat se débattit encore une fois furieusement ; de l'automne 1888 à l'automne 1890 on assista à son effondrement définitif, et avec lui à l'effondrement de tout le système Bismarck ; entre les deux phases se situent les changements de personnes sur le trône allemand, les quatre-vingt-dix-neuf jours de l'empereur Frédéric.

L'agonie de la loi contre les socialistes se passa comme toute agonie. À sa façon, la *National-Zeitung* frappait juste quand en 1886 elle disait qu'on ne pouvait découvrir de principe dans l'application de la loi contre les socialistes, mais que les différentes mesures disciplinaires du gouvernement témoignaient de cette indifférence dans le choix des moyens dont témoignent d'ordinaire les représentants de l'ordre établi à la veille de grands bouleversements. Le journal national-libéral se référait surtout aux efforts de Bismarck pour recourir à la justice pour les services que la police n'avait pu lui rendre. D'un point de vue bourgeois, c'était indubitablement très préoccupant, d'autant plus préoccupant que la relative retenue de la justice officielle dans les premières années de la loi contre les socialistes l'avait à nouveau auréolée d'une sorte d'aurore boréale ; Bebel dit une fois qu'on pourrait dire ce qu'on voulait, mais que la justice était tout de même toujours autre chose que la police. Or éclairer de nouveau les masses les plus larges sur la nature de la justice de classe, cela signifiait à coup sûr, selon une formule célèbre, ébranler l'appui le plus solide de la domination de classe, en vue d'avantages des plus incertains. Mais que restait-il d'autre aux responsables désespérés de ce système, après qu'eurent échoué irrémédiablement aussi bien la violence policière que la corruption policière ?

Si tant est qu'il y ait eu un sens interne dans les coups de force aveugles qui se succédèrent dès le lendemain de la troisième prolongation de la loi contre les socialistes, Bismarck a plus tard dévoilé ce sens en disant que la question socialiste pour lui n'avait rien été d'autre qu'une question « mili-

taire ». C'était exactement l'opinion du *Sozialdemokrat*, qui au printemps 1886 ne cessait de dire que le nouveau déchaînement de persécutions brutales avait pour but de provoquer des révoltes prolétariennes, afin que grâce à une saignée de grande ampleur le système au bord de l'apoplexie puisse encore bénéficier d'un ultime délai.

1. Décret antigrève et procès pour constitution de société secrète

Le 11 avril parut le décret de Puttkamer interdisant la grève ; un mois après, les réunions publiques à Berlin étaient soumises à l'autorisation de la police ; un peu plus tard encore, à Berlin et Altona on interdit aussi la diffusion publique de matériel imprimé ; dans la capitale du Reich on mit ainsi en action l'ensemble des quatre pouvoirs prévus par le paragraphe 28. Dans toutes les régions en état de siège, la pratique des expulsions prit un nouvel essor ; en même temps Spremberg, petite ville de la Marche, fut frappée du petit état de siège parce que des recrues convoquées au conseil de révision avaient répondu aux grossièretés d'un auxiliaire de police en chantant la *Marseillaise des ouvriers*.

Rien ne caractérisait mieux la « réforme sociale » officielle que le fait que le premier coup de force fût dirigé contre le mouvement syndical. En soi, le décret antigrève ne contenait rien de nouveau ; il rappelait seulement aux autorités policières que, après un temps de clémence passagère envers les associations professionnelles, il fallait revenir à des brimades contre elles, reprendre donc la pratique immédiatement observée après que le décret sur la loi contre les socialistes eut été promulgué. La demande hypocrite de respecter la liberté de coalition des ouvriers ressemblait comme deux gouttes d'eau aux assurances hypocrites par lesquelles, au cours de la discussion sur la loi d'exception, Bismarck et Eulenburg avaient promis de respecter cette liberté. Le décret antigrève fut aussitôt appliqué de la manière la plus impitoyable ; pour paralyser le mouvement de printemps des artisans du bâtiment, les chefs des maçons berlinois furent expulsés bien qu'ils n'aient jamais eu le moindre rapport avec le parti politique ouvrier, l'association professionnelle des maçons et la commission de presse des artisans du bâtiment furent dissoutes. Ce fut aussi le sort des trois associations d'ouvrières et de l'ensemble des associations régionales d'ouvriers, dans l'une desquelles l'agent provocateur Ihring-Mahlow avait été démasqué. Au mois de mai à Berlin on refusa l'autorisation à quarante-sept assemblées, dont trente-trois réunions syndicales ; pendant des années, maçons et menuisiers ne purent tenir d'assemblée. Et, partout dans les provinces où il y avait un mouvement syndical, ce fut la même chose qu'à Berlin.

Les classes bourgeoises regardaient ce déchaînement policier avec une satisfaction mal dissimulée. Quand une rare protestation s'élevait, elle émanait de grands industriels éclairés ; à l'inverse, les partisans du système des corporations furent remplis de joie au spectacle de cette traque, et du reste c'était une délégation de maîtres de corporation du bâtiment qui avait porté une pétition à Puttkamer demandant expressément un décret antigrève. Lorsque le groupe social-démocrate fit une interpellation au Reichstag au sujet de ce décret, seuls ses orateurs parlèrent comme il le fallait ; dans l'opposition bourgeoise, Bamberger « espérait » que ce décret n'étranglerait pas la liberté de coalition, alors que Windthorst déclarait que, tant que la loi contre les socialistes subsistait, il n'était pas illégal. Ragaillardi par tout cela, Puttkamer dénigra les agitateurs, les accusant de « s'engraisser » de la sueur des ouvriers et de « se goinfrer de leurs économies durement acquises », et déclara ensuite que derrière chaque grève l'hydre de la révolution se tenait aux aguets. Cette formule fameuse n'était pas tout à fait aussi stupide qu'il semblait, car bien entendu les grèves sont la première école de la lutte de classe prolétarienne, mais naturellement Puttkamer ne parlait pas d'un point de vue psychologique et historique, mais du point de vue d'un policier subalterne et d'un exploiteur bourgeois. Il tenait les acquis du droit de coalition pour « extrêmement déplorables » et qualifiait de « douteuse au plus haut point » la valeur de ce droit. L'opposition bourgeoise encaissa tout cela sans broncher, si bien que même la *Frankfurter Zeitung* disait que le Reichstag avait une énorme part de responsabilité si l'État policier continuait à prospérer aussi magnifiquement.

Prospérer, il n'y manquait pas non plus. Comme le mouvement syndical – les expériences passées le montraient – ne pouvait malgré tout pas être mis en pièces seulement par la loi contre les socialistes, on devait en plus l'étrangler selon différentes méthodes juridiques. D'abord on étendit le plus possible le paragraphe élastique inclus dans l'ordonnance professionnelle sur les violences au cours des grèves ; en 1886, il n'y eut pas moins de 179 condamnations sur la base de ce paragraphe, contre 5 en 1882. Mais là où ce paragraphe ne pouvait pas être étendu davantage, il fut complété par les paragraphes du code pénal sur les délits graves, la coercition, le chantage ; et pour couronner le tout, il y eut un arrêt du tribunal du Reich, selon lequel l'appel à arrêter le travail sans observer un délai de préavis tombait sous le coup du paragraphe 110 du code pénal, qui menace cet appel, même non suivi d'effet, de deux ans de prison maximum pour « désobéissance aux lois ou aux décrets ayant force de loi », alors que le paragraphe 111 prévoit seulement un an de prison maximum pour un appel non suivi d'effet à un acte délictueux. D'après l'arrêté de la cour suprême de justice, des ouvriers qui

face aux entrepreneurs poussaient à violer le contrat de travail pouvaient être condamnés à deux ans de prison, alors que les criminels qui poussaient au meurtre et au vol ne pouvaient écoper que d'un an de prison maximum ! Par ailleurs, on chercha à mettre les syndicats sous contrôle policier en prétendant qu'ils étaient des institutions d'assurance, lesquelles, selon un paragraphe du code pénal, devaient être agréées par les autorités de l'État. On devait mettre tout particulièrement en avant la clause contenue dans la plupart des lois allemandes sur les associations, qui interdisait aux associations politiques d'établir des liens entre elles. Le caractère « politique » des syndicats fut tout simplement établi par le fait que les tribunaux déclarèrent « politiques » les questions touchant à la protection ouvrière légale. Ainsi une association de menuisiers d'Altona avait envoyé une pétition au Reichstag réclamant une réglementation légale du temps de travail et avait emprunté quelques feuillets de sa pétition à une association de menuisiers de Hambourg qui avait envoyé une pétition réclamant la même chose. Cela entraîna la fermeture de l'association d'Altona par la police, sous le génial prétexte qu'en empruntant ces feuillets de la pétition « elle était entrée en liaison » avec une autre association « politique ». Le procureur requit quatre semaines de prison pour chacun des membres du comité directeur et, même si le tribunal régional ne retint pour chacun que trente marks d'amende, il confirma tout de même la justesse des conclusions de la police, et le tribunal du Reich fit de même en sa qualité de dernière instance.

Voilà quelques exemples des plus beaux supplices infligés au mouvement syndical, et la liste est bien loin d'être complète. Si cela ne parvint malgré tout pas à l'anéantir, ce succès était dû à la persévérance et à la ténacité admirables des ouvriers. Ils n'avaient vraiment rien à envier aux trade-unions, qui n'avaient jamais eu à lutter contre des obstacles aussi inouïs dans des États modernes. En vérité les persécutions raffinées contre le mouvement syndical eurent aussi un autre effet, qui fit faire au développement du prolétariat conscient un puissant bond en avant : la manière manifestement unilatérale dont les autorités de l'État de classe s'en prenaient, dans les associations ouvrières, à ce qu'elles permettaient dans les associations d'entrepreneurs, la manière dont elles fermaient délibérément les yeux devant les atteintes les plus grossières des entrepreneurs aux lois de coalition et d'association, alors qu'on tendait toujours de nouveaux pièges aux ouvriers, même quand ils agissaient avec la plus grande précaution et la plus grande prudence, sema des dents de dragon, d'où sont sortis des hommes cuirassés[1].

1 Dans la légende grecque, le fondateur de la ville de Thèbes, Cadmos, tua un dragon et en sema les dents, dont naquirent des guerriers tout armés.

De même qu'elle avait aidé à éliminer l'organisation économique de la classe ouvrière, la justice devait aider à éliminer aussi son organisation politique. La presse officieuse avait répondu par les menaces les plus claires au verdict de non-lieu en première instance dans le procès sur les indemnités ; elle put ensuite enregistrer avec une haute satisfaction la sentence de condamnation en deuxième instance. Le tribunal du Reich annula aussi le verdict de non-lieu dans le procès de Chemnitz pour constitution de société secrète et renvoya l'affaire pour une nouvelle délibération devant le tribunal régional de Freiberg, après avoir expliqué la notion de groupe de telle façon que l'avocat Munckel pouvait dire devant les juges de Freiberg qu'heureusement la cour suprême du Reich avait expliqué que le « groupe » concernait nécessairement des « affaires publiques », car sinon chaque famille courait le danger d'être considérée comme un groupe au sens du code pénal.

Le 4 août 1886, le tribunal régional de Freiberg condamnait Auer, Bebel, Frohme, Ulrich, Viereck et Vollmar à neuf mois de prison chacun, Dietz, Heinzel et Müller à six mois de prison chacun, sur la base du paragraphe 129 du code pénal, selon lequel la participation à un groupe dont le but et l'activité sont de faire obstacle par des moyens illégaux aux mesures de l'administration ou à l'exécution des lois, encourt jusqu'à un an de prison. Parce qu'un rapport sur la situation du *Sozialdemokrat* avait été fait au congrès de Copenhague et que la tenue générale du journal avait été approuvée à l'unanimité, les condamnés étaient censés, par « acte conclu », être entrés dans un groupe interdit, dont certes l'existence était supposée, mais non démontrée par le tribunal.

Le verdict de Freiberg déchaîna un véritable déluge de procès pour constitution de société secrète, dans tous les centres importants du mouvement ouvrier. En soi ces procès n'offraient pas l'attrait de la nouveauté, pas plus que le décret antigrève. Jusqu'au verdict de Freiberg, en huit ans environ donc, 24 procès pour constitution de société secrète avaient été intentés, dont 6 s'étaient terminés par un non-lieu, 10 par la suspension de la procédure, tandis que 8 procès (Francfort 1880, Munich et Posen 1882, Stettin 1883, Breslau 1884, Munich, Altona, Augsbourg 1886) s'étaient terminés par des condamnations. Mais du début d'août 1886 jusqu'à la fin janvier 1889, en deux ans et demi donc, 55 procès pour constitution de société secrète furent intentés, dont 10 seulement se terminèrent par une suspension de la procédure, et 8 par un non-lieu, 33 à l'inverse par une condamnation d'un total de 236 personnes, tandis que 4 encore restaient en suspens. Parmi ces 4 figurait au premier rang le procès d'Elberfeld pour constitution de société secrète qui, à la fin de 1889, après une longue préparation, amena 87 personnes sur le banc des accusés. Il était destiné

à prouver l'existence, à côté d'une société secrète locale, d'une société secrète générale dans toute l'Allemagne sous la direction suprême du groupe parlementaire. Après cela, comme couronnement de toute cette campagne, on avait prévu un procès pour constitution de société secrète contre l'ensemble des membres du groupe. Cependant, avec le procès d'Elberfeld, ce n'est pas le parti, mais l'ensemble du système de procès pour constitution de société secrète qui s'effondra ignominieusement. Si déjà tous ces procès n'avaient fait que révéler qu'au moyen d'un odieux système de mouchardage, de braves ouvriers étaient traînés devant les tribunaux pour, sur la base d'interprétations du code pénal ingénieusement subtiles, être condamnés pour des choses que toutes les autres classes de la population étaient libres de faire, la procédure judiciaire d'Elberfeld dévoila, elle, des situations si terribles que même les dociles organes libéraux s'écrièrent avec effroi : Assez de cette honte ! Si l'ère des procès pour constitution de société secrète tourna court, c'est encore bien plus à cause de cette révolte morale que parce que le tribunal régional d'Elberfeld n'arriva pas à établir la preuve juridique d'un groupement général constitué en Allemagne, à la tête de laquelle se trouvait le groupe parlementaire, malgré de « fortes présomptions ». Cependant quarante-trois accusés seulement furent acquittés, en revanche quarante-quatre furent condamnés à dix bonnes années de prison pour prétendue constitution de société secrète locale.

À côté des procès pour constitution de société secrète continuaient aussi, en version renforcée, tous les autres procès habituels depuis la promulgation de la loi contre les socialistes. Lorsqu'en septembre 1886 un certain nombre d'amis accompagnèrent en cortège le camarade Schumann, expulsé de Leipzig, et qu'à cette occasion ils portèrent un chiffon rouge au bout d'un bâton, quatre policiers en civil se ruèrent sur le cortège pour s'emparer de ce chiffon. Quelques-uns de ces sbires, qui n'avaient ni justifié leur identité ni seulement dit qu'ils étaient des policiers, furent mis à terre, sans toutefois que leur précieuse santé ait eu à souffrir d'autre dommage. Mais Schumann et ses amis durent répondre d'une prétendue rébellion et onze d'entre eux furent condamnés à dix ans et demi de réclusion criminelle et douze ans et demi de prison. Schumann mourut quelques mois après dans la maison de réclusion, un autre des condamnés perdit la raison. On remit également à l'honneur, et pas seulement en Prusse, la vieille pratique inventée par Manteuffel au temps de la réaction prussienne, consistant à mettre au supplice, par une longue prison préventive, ce genre d'accusés pour lesquels il n'y avait rien, ou si peu, à prouver. Dans trois procès à Hambourg, les accusés durent subir quinze ans de détention préventive, pour ensuite ou bien être acquittés

ou bien être condamnés à des peines de prison qui dans leur totalité ne dépassaient pas six ans.

C'est dans de telles convulsions qu'agonisait le monstre démoniaque de la loi contre les socialistes, mais les ouvriers allemands savaient à tout jamais ce qu'était la justice de classe.

2. Les élections de carnaval

Entre-temps Bismarck avait à trancher la question de savoir ce qu'il allait faire de ce citron pressé qu'était le Reichstag. Indépendamment de tout le reste, ce qui le poussait à présent c'était l'imminence de la succession au trône. L'empereur pouvait mourir d'un jour à l'autre et, si le prince héritier venait à régner, Bismarck devait absolument avoir une majorité docile au Reichstag.

Comme le Reichstag, dans les questions de la protection douanière et de la loi contre les socialistes, avait démontré qu'il était obéissant, comme en revanche il était impossible de faire une agitation électorale sur le monopole de l'alcool, et comme aussi, à cause d'un certain nombre de « coups sur le nez », la politique coloniale était déjà devenue un peu impopulaire, Bismarck n'avait qu'un moyen de tromper la masse des électeurs, le même moyen qui avait contribué à la réussite de son premier « plébiscite », à savoir la terreur militaire. Un an plus tôt qu'il n'était nécessaire, en novembre 1886, il exigea le renouvellement du septennat, qui n'arrivait à terme qu'au printemps 1888, en même temps qu'une augmentation de l'effectif sur pied de guerre de 41 145 hommes et une augmentation du budget militaire de 23 millions de marks. Ce moyen avait encore pour lui cet avantage que l'opposition bourgeoise pouvait difficilement l'esquiver car, sur cette question du septennat, aussi bien les libéraux que les ultramontains restaient rivés à leurs positions.

Cependant l'opposition bourgeoise redoutait le combat et elle battit aussitôt en retraite. Lorsqu'en janvier 1887 commença la deuxième lecture, elle avait non seulement voté chaque soldat et chaque sou, mais aussi abandonné le principe du vote annuel du budget, et cela en ne défendant plus que le triennat au lieu du septennat, en donnant son accord pour trois ans au lieu de sept. Dans la crainte justifiée que cette résistance puisse aussi durer jusqu'en troisième lecture, Bismarck, après le premier vote en deuxième lecture qui avait tranché en faveur du triennat et contre le septennat, prononça la dissolution du Reichstag et fixa les nouvelles élections pour le jour de carnaval, le 21 février.

Le groupe parlementaire social-démocrate n'avait naturellement pas la faiblesse de caractère de l'opposition bourgeoise et n'accorda « pas un homme et pas un sou ». Il rejeta la loi du septennat, comme il rejeta

le budget militaire tout entier. Mais dans la mesure où le conflit était entre Bismarck et l'opposition bourgeoise, entre le gouvernement et le Reichstag, il appuya l'opposition bourgeoise, qui ainsi obtint la majorité, il défendit le point de vue de principe que c'était le Reichstag et non le gouvernement qui devait se prononcer sur le budget militaire. Il accepta la bataille comme elle était offerte et défendit le droit de l'opposition bourgeoise plus énergiquement même que celle-ci. Les libéraux jouèrent comme d'habitude les innocents agneaux persécutés, auxquels ce cœur sec de Bismarck ne voulait même pas concéder les trois années au lieu des sept, bien qu'eux lui aient accordé tout le reste à pleines mains, et les ultramontains ne défendirent les droits du parlementarisme bourgeois que par intérêt tactique de parti. Toujours est-il qu'ils eurent une attitude plus déterminée que les libéraux. Lorsque Bismarck s'oublia au point de faire ce que pendant le Kulturkampf il avait si souvent condamné comme une honte nationale, lorsqu'il implora l'aide du pape contre le Zentrum et ainsi fit appel à un souverain étranger comme arbitre dans les affaires intérieures allemandes, Windthorst[1] lui-même montra les dents au Saint-Père qui avait consenti à rendre ce triste service. Le chef ultramontain n'avait aucune inclination pour le constitutionnalisme moderne ; pour lui l'idéal politique était en gros dans la constitution féodale du duché d'Arenberg-Meppen[2] et, en tant qu'ancien ministre guelfe de la Justice, il avait une riche expérience en matière de coups d'État. Mais il comprenait qu'un parti par essence minoritaire comme le Zentrum n'avait pas le droit de laisser complètement s'effriter les droits du Reichstag, et à cela s'ajoutait encore que les ultramontains, après leur large participation à la politique économique de Bismarck qui servait leurs propres intérêts, avaient un besoin urgent de se refaire une réputation en tant que prétendus champions « de la vérité, de la liberté et du droit » auprès de la masse des électeurs catholiques.

À l'autre bord, les deux groupes parlementaires conservateurs constituèrent avec les nationaux-libéraux un cartel qui se rassembla autour de Bismarck comme porte-étendard. C'était la même alliance entre la grande propriété foncière et la grande industrie qui dix ans plus tôt avait inauguré l'ère réactionnaire, avec cette différence toutefois que les grands industriels nationaux-libéraux, avec l'inconsistance de leur politique de girouette, s'étaient complètement mis sous la coupe des grands propriétaires terriens conservateurs. La *Kreuzzeitung* donna le signal du « car-

1 Chef du parti catholique, le Zentrum. Il était contre l'unification de l'Allemagne et c'est pour cela qu'il combattit Bismarck.

2 Petit duché situé dans la région de la Ruhr autour de la ville de Recklinghausen.

tel » et Bamberger traduisit parfaitement ce mot étranger en disant : les hobereaux féodaux de l'Est font leur entrée dans la forteresse du Reich et les bourgeois libéraux de l'Ouest sonnent de la trompette en cet honneur.

La campagne électorale avait de prime abord été mal engagée en raison de la faiblesse de l'opposition bourgeoise. Il était difficile de mobiliser de grandes masses d'électeurs pour cette alternative mince et sans intérêt du point de vue des principes : triennat ou septennat ? Bismarck trouva un atout beaucoup plus attractif avec le slogan électoral : guerre ou paix ? Pendant que toute la machine policière était sollicitée pour paralyser l'agitation électorale des partis d'opposition, toute la machine de la presse officieuse et officielle s'employait à répandre jusque dans les chaumières les plus reculées du Reich le mensonge que la victoire des partis d'opposition serait suivie dans la foulée par une déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, à présent désarmée. Les journaux gouvernementaux diffusaient de fausses nouvelles sur des achats de chevaux en France, sur des décrets d'armement, sur la confection de bombes à la mélinite ou à l'acide picrique ; pour donner à tout ce bluff l'emphase nécessaire, des décrets parurent pour interdire l'exportation de chevaux allemands, et de nombreux soldats de la réserve et de la territoriale furent rappelés à une date très inhabituelle, en février, pour s'exercer avec un nouveau fusil. Les frères de cartel se montrèrent dignes de leur héros. Ils diffusèrent massivement des cartes géographiques qui, au moyen d'explications et de chiffres falsifiés, devaient prouver qu'aux frontières allemandes étaient massées des troupes françaises innombrables, face auxquelles il n'y avait pas de corps de troupes allemandes de force égale ; ils diffusèrent en plus des feuillets illustrés dans le style le plus criard des gravures de foire, sur lesquelles on pouvait voir des pantalons garance français[1] abuser de femmes allemandes, emporter du bétail, incendier des villages. Le *Sozialdemokrat* écrivait : « *Ce n'était pas une élection, c'était une chaudière en ébullition, une agression, une violence morale et physique, un plébiscite napoléonien de la pire espèce – seulement plus brutal, plus hypocrite, plus mensonger, tel que l'exige le niveau d'éducation inférieur de nos hobereaux. Même Bonaparte le Petit ne pouvait se comporter d'une manière aussi grossière et aussi brutale – le degré moyen de civilisation des Français, qui est, hélas, supérieur au nôtre, lui imposait des limites impératives.* » Mais c'est sur ce degré de civilisation des Français justement que spéculaient les patriotes du cartel. S'ils n'avaient pas avec raison estimé les chauvins de

1 Le rouge garance était la couleur du pantalon d'uniforme des soldats français.

la bourgeoisie française dix fois plus honnêtes et réfléchis qu'eux-mêmes, de cette battue électorale serait sortie une guerre germano-française.

Malgré les formules qu'il lançait parfois sur l'appel à la peur qui ne trouverait jamais d'écho dans les cœurs allemands, et sur les Allemands qui craignaient Dieu et rien d'autre en ce monde, Bismarck comprenait parfaitement que la racine de son despotisme, en dernière analyse, était l'aveuglement et la couardise du philistin allemand, et ce n'est pas en vain qu'il invoqua ces saintes patronnes secourables. Avec la peur pour leur dernière vache que les turcos[1] viendraient leur prendre, il fit sortir de chez eux les bœufs jusqu'au dernier ; il y eut ce 21 février plus d'un million et demi de voix de plus que lors de n'importe quelle autre élection antérieure au Reichstag et le carnaval accoucha d'une majorité de cartel.

Un véritable homme d'État, à supposer que pareils coups aient jamais pu venir à l'esprit d'un véritable homme d'État, aurait été à vrai dire effrayé par cette victoire. Des masses d'électeurs politiquement immatures, poussées aux urnes par une peur aveugle, sont un roseau ployant au vent, et du reste elles n'avaient même pas assuré au gouvernement la majorité des suffrages exprimés. Pour le cartel il y avait eu, en arrondissant, 3 millions et demi de voix, contre le cartel 4 millions. Si la répartition des mandats s'était faite en proportion exacte du nombre de voix, il n'y aurait eu malgré tout qu'un cartel minoritaire au Reichstag. Les candidats ultramontains avaient obtenu, malgré pape et empereur, presque un quart de million de voix de plus qu'en 1884, et même les pertes des libéraux, par rapport à 1884, se chiffraient à un peu plus de 20 000 voix.

Mais surtout, la social-démocratie, le seul parti d'opposition ayant mené la lutte avec une rigueur de principes totale, remporta un grand succès. Elle avait réuni 763 128 voix sur ses candidats, 10,1 % du chiffre total, 213 033 voix de plus qu'en 1884. Dans toutes les provinces prussiennes, presque dans tous les États moyens et petits, le mouvement s'était fortement accru, en Allemagne du Sud et du Sud-Ouest aussi, où les mensonges propagés sur la guerre avaient agi bien plus fortement qu'ailleurs ; c'est seulement en Hesse et en Alsace-Lorraine, et nulle part ailleurs dans le reste du Reich, que le nombre de voix sociales-démocrates n'avait pas augmenté, mais au contraire un peu baissé. En outre, dans cette campagne électorale le parti avait dû supporter les difficultés les plus lourdes ; il lui fallait lutter dans des conditions tout à fait analogues à celles de 1878 et 1881. À la veille de la bataille, le petit état de siège avait été proclamé à Francfort et dans ses environs, sans la moindre raison, dans le but véritable de mettre au pas la région du Main qui s'était si cou-

1 Tirailleurs algériens.

rageusement illustrée lors des précédentes élections sous la loi contre les socialistes ; pour dès le départ répandre la peur nécessaire, c'est au pied du sapin de Noël que les premiers ordres d'expulsion furent distribués à leurs victimes – parmi lesquelles de nombreux pères de famille –, tout à fait dans l'esprit de ce « christianisme pratique » dont Bismarck se vantait. Pendant la campagne électorale, le petit état de siège fut étendu à Offenbach, après une assez longue résistance du gouvernement hessois, et à la même époque il fut proclamé à Stettin. Ici, une assemblée électorale d'ouvriers avait été dissoute sans aucun motif, et ensuite des agents provocateurs de la police déguisés avaient provoqué une petite bagarre devant le local de l'assemblée. Une attaque à la baïonnette « pleine d'allant » de la force armée sauva la capitale poméranienne, beaucoup d'ouvriers furent légèrement ou grièvement blessés, un tué, ensuite les ordres d'expulsion se mirent à pleuvoir. Mais les nouvelles régions sous le coup de l'état de siège se révélèrent dignes des anciennes ; une forte augmentation des voix sociales-démocrates fut la réponse qu'elles jetèrent au visage de leurs bourreaux. 93 000 voix à Berlin, 65 000 à Hambourg-Altona, 30 000 à Leipzig-ville et campagne, 9 000 à Francfort, 7 000 à Offenbach, 4 000 à Stettin, 4 000 à Kottbus-Spremberg : plus d'un quart des voix sociales-démocrates venaient des régions en état de siège. Dans les 23 circonscriptions électorales purement citadines du Reich, le parti alignait 36,7 % de tous les suffrages exprimés ; l'abnégation du prolétariat allemand au cours de ces élections s'exprima d'une manière profondément émouvante avec la mort de trois ouvriers berlinois, le fondeur en cuivre Nauen, le serrurier Hensel, le mouleur Lachmann qui, rentrant chez eux après une assemblée nocturne d'hommes de confiance, passèrent au travers de la glace du canal de Spandau et se noyèrent.

D'après le nombre de ses voix, le parti aurait pu prétendre à quarante mandats, en réalité il n'en obtint qu'onze, contre vingt-cinq qu'il avait eus au Reichstag précédent, après que la circonscription de Stollberg-Schneeberg en 1886 eut été conquise par Geyer dans une élection complémentaire. Dans ces élections de carnaval toutes les circonscriptions saxonnes furent d'emblée perdues, excepté une élection de ballottage à Dresde-vieille ville. Les fanatiques saxons de l'ordre avaient presque surpassé encore leurs exploits de 1881, à vrai dire seulement avec un succès bien moindre : ils avaient traîné aux urnes une grande masse de philistins lourdauds, mais n'avaient plus ébranlé les colonnes de l'armée sociale-démocrate qui, depuis 1884, dans toute la Saxe s'étaient accrues de 20 000 personnes. Au premier tour des élections, le parti gagna 6 sièges : Berlin IV et VI (Singer et Hasenclever), Hambourg I et II (Bebel et Dietz), Altona (Frohme) et Nuremberg (Grillenberger). Il devait soutenir

18 scrutins de ballottage : en dehors de Dresde-vieille ville, à Berlin III, Breslau I et II, Königsberg, Kottbus-Spremberg, Magdeburg, Hanovre, Gotha, Reuss-ancienne ligne, Hambourg III, Lübeck, Kiel, Glückstadt, Elberfeld-Barmen, Solingen, Francfort-sur-le-Main et Munich II.

Le second tour des élections était cette fois-ci particulièrement important. Si la géométrie de la circonscription électorale assurait la victoire du cartel, il était possible de remédier jusqu'à un certain point à ce dommage par une solide union des partis d'opposition au second tour ; on ne pouvait plus faire complètement obstacle à la majorité de cartel mais on pouvait tout de même la limiter à un nombre de voix si faible qu'elle deviendrait ainsi instable et incertaine. Le comité électoral central social-démocrate – Grillenberger, Hasenclever, Liebknecht, Meister et Singer – demandait dès le 23 février aux électeurs sociaux-démocrates de voter au second tour pour tous les candidats de l'opposition bourgeoise qui prendraient des engagements fermes au sujet du suffrage universel et des lois d'exception, et le *Zentrum* aussi lança le mot d'ordre : *« Contre les micmacs ! »* Avec l'aide des ultramontains, et surtout des sociaux-démocrates, les libéraux sauvèrent tant de mandats qu'ils purent entrer au Reichstag du cartel avec un groupe fort de 32 députés. Quant aux « inébranlables » eux-mêmes, ils se révélèrent aussi peu fiables que jamais ; Eugen Richter, qui avait introduit dans le parti libéral le despotisme de groupe parlementaire le plus mesquin, ne voulait pas entendre parler pour le second tour de ce mot d'ordre, que l'honneur et la raison requéraient ; il craignait sans doute de mettre ainsi en danger sa réputation d'organisateur le plus confirmé des défaites électorales. À Berlin III et à Kiel, où libéraux et sociaux-démocrates étaient au coude à coude, les libéraux implorèrent de la manière la plus pitoyable l'aide des frères du cartel ; mais là où cartel et sociaux-démocrates se faisaient face, trahissant ouvertement leur propre cause, ils passèrent au cartel, et de la manière la plus scandaleuse à Hambourg III, Glückstadt, Lübeck, Magdeburg et Königsberg. Ainsi le libéralisme fit tomber encore environ 10 circonscriptions électorales entre les mains de Bismarck et contribua à rendre la majorité de cartel totalement invulnérable. Les sociaux-démocrates ne conquirent au second tour que Breslau II (Kräcker), Elberfeld-Barmen (Harm), Solingen (Schumacher), Hanovre (Meister) et Francfort-sur-le-Main (Sabor).

À présent Bismarck avait à nouveau les mains libres pour trois ans et, comme Don Philippe, il employa ce dernier soir[1]. Le cartel lui vota

1 Allusion à *Don Carlos* de Friedrich Schiller : *« Le monde m'appartient encore pour un soir. Je veux l'employer de telle sorte, ce soir, qu'après moi nul planteur, dans dix générations, ne puisse plus rien récolter sur cette terre ravagée par le feu. »*

d'emblée non seulement le projet de septennat, mais aussi une hausse d'impôts sur les alcools de plus de 100 millions par an et des impôts sur le sucre d'environ 40 millions par an, et en plus, en puisant dans les poches des contribuables, encore un cadeau annuel de 40 millions pour les distillateurs d'alcool et de 30 millions pour les raffineurs de sucre. « L'élan moral de la nation », comme le cartel baptisa la terreur aveugle pendant ces élections, avait assurément eu ce beau résultat que les pilleurs des masses n'étaient pas d'imaginaires fantômes en pantalons rouges.

3. Le congrès de Saint-Gall

Comme avec une politique honnête et conséquente tout finit d'ordinaire par aller pour le mieux, le Parti social-démocrate n'avait pas besoin de regretter la diminution de ses mandats parlementaires. Au Reichstag du cartel, il était bel et bien en droit de se contenter d'une forte garde qui, dans les occasions propices, démasquait devant toute la nation les machinations contre le peuple. Le conflit sur le degré de participation aux affaires parlementaires était désormais fini, et le parti pouvait d'autant plus fortement concentrer sa force pour se préserver des nouvelles attaques du système Bismarck et, passant lui-même à l'offensive, gagner du terrain.

Dans la mesure où les procès pour constitution de société secrète visaient à paralyser l'organe du parti et les congrès du parti, comme tout le reste ils étaient un coup d'épée dans l'eau. Après la confirmation du verdict de Freiberg par le tribunal du Reich, le groupe parlementaire avait décidé que le *Sozialdemokrat* n'était plus l'organe officiel du parti, ce qui n'avait pas affaibli d'un pouce son influence ni diminué d'une tête son cercle de lecteurs. Puis en septembre 1887, en commun avec les anciens députés du Reichstag et les représentants du parti dans les Landtags, le groupe parlementaire publia un appel pour un congrès, auquel chaque camarade était convié. Bien entendu, dans le but seulement de tenir à distance les Ihring-Mahlow, il ne restait au congrès qu'à décider de l'admission de chacun des participants. L'appel communiquait l'ordre du jour du congrès et mettait expressément en évidence que les discussions projetées n'étaient pas contraires au droit commun en Allemagne. C'est seulement l'application de la loi contre les socialistes qui imposait de prendre des dispositions particulières ; c'est pourquoi le lieu et la date ne pouvaient provisoirement être communiqués.

Ainsi toutes les chausse-trapes du verdict de Freiberg étaient contournées et la politique de Bismarck-Puttkamer encore une fois roulée dans la farine. Leurs plumitifs à gages se discréditèrent même dans les cercles bourgeois en demandant pourquoi donc le congrès du parti ne

se réunissait pas en Allemagne, si ses discussions n'étaient pas paraît-il contraires au droit commun. Ils reçurent de Bebel cette gifle bien sentie : *« Si nous devons vraiment dépendre d'une « grâce étrangère » pour ce qui concerne nos affaires de parti les plus internes, nous préférons dépendre de la « grâce » d'un gouvernement étranger plutôt que de la « grâce » de la police allemande. Que les feuilles officieuses et ceux qui sont derrière se le tiennent pour dit. »* Naturellement, pas plus cette fois-ci que dans les affaires passées la police allemande avec sa maladresse ne parvint à découvrir à temps le lieu et la date du congrès.

Il tint ses délibérations du 2 au 6 octobre dans la brasserie Zum Schönenwegen près de Bruggen, à une demi-heure de Saint-Gall. Soixante-dix-neuf participants étaient présents au total, dont soixante-quatorze venus d'Allemagne. Le rapport d'activité du groupe parlementaire montrait que depuis le congrès de Copenhague 135 748 marks étaient entrés dans les caisses du parti, et en plus 52 907 marks provenant de camarades étrangers, en particulier américains et suisses, en dehors des souscriptions locales dont on pouvait à bon droit présumer qu'elles se montaient à plusieurs fois cette somme. Le parti s'opposait à ses persécuteurs, plus indompté et plus déterminé que jamais ; la première décision du congrès fut déjà un sévère blâme contre les camarades qui désertaient devant la menace des procès ou des peines de prison. Geiser et Viereck furent tout aussi sévèrement blâmés, parce qu'ils avaient refusé, sans raisons valables, de signer l'appel à la convocation du congrès. Sur l'activité du parti, sur sa position à l'égard de la politique sociale et économique du gouvernement, on décida la même chose qu'aux congrès de Wyden et de Copenhague ; ce n'est que pour le second tour des élections en cas de ballottage entre des candidats bourgeois que le congrès, s'appuyant sur les expériences des élections de carnaval, recommanda absolument cette fois-ci de s'abstenir. Le *Berliner Volksblatt* porta sur ces discussions ce jugement : si une « aile droite » du parti a jamais existé, elle n'existe plus à présent.

Mais le témoignage le plus frappant de la force inépuisable du parti fut qu'au milieu de toutes ces difficultés, il se préparait à prendre la direction du mouvement ouvrier international. Depuis la grande crise des années 1870, les maux du mode de production capitaliste dans tous les pays modernes s'étaient à ce point accrus et étaient devenus, pour toutes les classes de la population, à ce point accablants qu'une forte conscience de la nécessité de réformes sociales commençait à se faire sentir, bien au-delà des cercles ouvriers. Il devenait de plus en plus clair que le protectionnisme douanier généralisé n'affaiblissait pas mais augmentait ces maux, que les cartels, alliances et autres coalitions d'entrepreneurs, qui

au cours des années 1880 se formaient pour réguler la production, aboutissaient concrètement à un renforcement de la puissance capitaliste, face aux consommateurs comme face aux prolétaires. La protection légale de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste promettait d'être un remède bien plus radical. À cela se mêlaient bien des illusions et aussi beaucoup d'hypocrisie, mais dans tous les pays industriellement développés un fort courant poussait tout de même dans cette direction, et il prit un tour international aussi bien pour des raisons qui étaient dans la nature du problème que parce que les champions de l'exploitation capitaliste, en particulier Bismarck, faisaient constamment référence à la concurrence internationale et aux législations sociales différentes dans les pays concurrents, non pas certes pour promouvoir une législation des fabriques internationale, mais pour empêcher une législation des fabriques nationale.

La première impulsion à des discussions internationales dans ce domaine avait été donnée par la Suisse en 1881, toutefois sans le moindre succès. Depuis lors, partout le besoin s'était fait encore plus sentir ; le témoignage le plus éloquent peut-être en était que même le Reichstag allemand du cartel, dès sa première session, poussa à une poursuite de la législation allemande sur les fabriques. De même que la protection ouvrière légale se heurtait à une résistance inébranlable de Bismarck, de même elle se heurta dans tous les pays à de puissants adversaires, sans compter que, avec la popularité croissante de cette idée, des gaillards très peu sûrs s'en emparèrent avec même parmi eux des bretteurs capitalistes comme Eugen Richter et sa cohorte de manchestériens fanatiques qui, lorsqu'ils furent tout à fait sûrs que Bismarck ne céderait pas sur cette question, ne furent pas mécontents de faire de la démagogie « social-réformiste ». Il était d'autant plus compréhensible que la classe ouvrière internationale replaçât la question à son véritable niveau et mît en échec le jeu des adversaires acharnés comme celui des demi ou des faux amis.

Pour cela elle n'avait qu'à renouer avec les traditions de l'ancienne Internationale, qui dans ses congrès avait toujours accordé un espace si important à cette question. Si l'Internationale avait sombré à cause de la défection d'une part de l'anarchisme et de l'autre des trade-unions, les temps étaient mûrs à présent pour la restaurer à un degré supérieur. Les anarchistes étaient partout au bout du rouleau. Comme en Allemagne et en Suisse, en Autriche, en France, en Belgique, en Angleterre aussi ils étaient mélangés à d'infâmes mouchards ; en 1887, l'anarchiste sincère et désintéressé Neve avait été livré de manière indigne à la police allemande par les agents provocateurs Trautner, Peukert et Reuss, et condamné à huis clos par le tribunal du Reich à quinze ans de réclusion. C'est aux

États-Unis uniquement que l'anarchisme avait acquis une certaine force, mais seulement parce qu'il s'était emparé d'un puissant mouvement pour la journée de huit heures en pleine expansion, et avec pour seul résultat d'éloigner pour longtemps les bonnes chances de succès de cette agitation. La politique de violence prêchée par la presse anarchiste permit aux capitalistes américains de monter une provocation – une bombe lancée sur le Marché au Foin de Chicago – et la méprisable farce judiciaire qui, parmi les huit dirigeants anarchistes, condamna l'un à la réclusion à vie, les sept autres à mort. Ces hommes étaient aussi peu responsables des attentats à la bombe que les sociaux-démocrates allemands des coups de fusil de Nobiling mais, grâce à sa tactique fausse, le mouvement ouvrier américain succomba au tourbillon de haine et de rage déclenché artificiellement auquel le mouvement ouvrier allemand, grâce à sa tactique juste, avait résisté victorieusement.

De l'autre côté, les trade-unions furent brusquement sortis de leur attitude de repli borné, lorsque le monopole sur le marché mondial anglais fut de plus en plus brisé par la concurrence allemande, française et surtout américaine. Ils perdirent ainsi leur position jusqu'à un certain degré protégée et furent ramenés sans douceur à la solidarité du prolétariat international. On peut suivre cela pas à pas dans les manifestations internationales de la classe ouvrière dans les années 1880. Le congrès mondial impulsé par les Belges, auquel le parti allemand à Wyden avait décidé d'envoyer des délégués, s'était réuni à Chur en 1881 mais, comme quatre ans plus tôt le congrès mondial de Gand, sans résultats notables. La conférence ouvrière internationale de Paris en 1883 fut presque encore plus stérile ; en raison de ses décisions insignifiantes, elle donna tout au plus à la presse bourgeoise une occasion rêvée d'entonner des chants de triomphe faciles sur « une défaite morale du socialisme ». La conférence avait été totalement dominée par les trade-unions, à côté desquels n'étaient pratiquement plus représentés que les Possibilistes ; Paul Brousse, le chef de cette tendance du mouvement ouvrier français, avait même réussi à empêcher que les ouvriers allemands soient invités. Il en allait déjà tout autrement d'une conférence internationale ouvrière qui eut lieu également à Paris en 1886. Les partis ouvriers de tous les pays y avaient été invités ; le camarade Grimpe qui habitait Paris représentait la social-démocratie allemande, tandis que Rackow y vint en tant que délégué de l'association d'éducation ouvrière communiste de Londres. À côté de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la Suède, la Norvège et l'Australie avaient envoyé aussi des délégués à cette conférence. Grimpe porta une attaque, peut-être pas très courtoise mais très habile, contre la politique des trade-unions, et

Rackow le soutint efficacement ; il y eut deux jours de vive discussion, au cours de laquelle les sept délégués des trade-unions se montrèrent très ébranlés ; finalement ils refusèrent de voter en faveur de la résolution de la conférence, approuvée par ailleurs à l'unanimité, qui décidait de pousser les gouvernements de chacun des pays à une législation internationale des fabriques sur la base de la journée de huit heures, pour le seul motif formel qu'ils n'en avaient pas le mandat, mais ils se déclarèrent d'accord sur l'orientation. Un an après, le congrès des trade-unions de Swansea décidait de son propre chef de convoquer un congrès ouvrier international, en vérité en le restreignant encore aux syndicats et en posant des conditions d'admission qui, pour les pays sous le coup de lois d'exception policières comme l'Autriche et l'Allemagne, rendaient impossible une représentation suffisante.

C'est à ce moment qu'intervint le congrès de Saint-Gall. Il adopta une résolution contre l'anarchisme, dont le point central était la condamnation sans réserve de la tactique anarchiste ; dans l'histoire des peuples la violence était tout aussi bien – voire même plus souvent – un facteur réactionnaire qu'un facteur révolutionnaire, son application individuelle ne menait pas au but, elle était au contraire nuisible et condamnable, parce qu'elle blessait le sentiment de justice des masses. « *Pour nous, ce sont les persécuteurs et les bannisseurs qui sont responsables des actes de violence individuels, commis par des gens au plus haut point persécutés et bannis ; nous comprenons la propension à de tels actes comme un phénomène qui s'est manifesté de tout temps dans des conditions analogues et qui actuellement est utilisé contre la classe laborieuse pour les buts de la réaction par des mouchards à sa solde.* » Cette conclusion préservait le congrès du soupçon d'emboîter le pas à la bourgeoisie craintive ; alors que l'exécution des sept anarchistes condamnés à Chicago devait avoir lieu un mois après, Bebel, Grillenberger, Liebknecht et Singer, au nom des ouvriers allemands, adressèrent au gouverneur de l'État de l'Illinois un télégramme demandant la clémence, sans se soucier que Puttkamer et les puttkamériens exploitent cette démarche de la manière la plus haineuse. Comme on sait, deux seulement des condamnés virent leur peine de mort commuée en réclusion à vie, un des condamnés se tua avant l'exécution, mais quatre moururent sur l'échafaud en hommes déterminés et courageux : depuis lors leur innocence a été reconnue, même officiellement.

Au congrès de Saint-Gall le rejet de la tactique anarchiste alla de pair avec le rejet de l'esprit étriqué qui continuait de se manifester dans les trade-unions. Il chargea la direction du parti, en association avec les organisations ouvrières d'autres pays, de convoquer pour l'automne 1888 un congrès ouvrier international, ayant pour but une action commune

des ouvriers de tous les pays pour mettre en œuvre une législation internationale de la protection ouvrière, et il ouvrit ainsi une nouvelle voie au combat de classe international du prolétariat moderne.

4. La loi de proscription

Lorsque le Reichstag du cartel fut convoqué pour sa deuxième session en novembre 1887, Bismarck, à côté de nouvelles exigences militaires lourdes, avait tressé un fouet à triple lanière afin de fouetter jusqu'au sang les électeurs, pour les punir de s'être laissé violenter le jour de carnaval : hausse des droits sur le pain de 3 à 5 marks, allongement des périodes de législatures de trois à cinq ans et enfin prolongation de cinq ans de la loi contre les socialistes, avec de monstrueuses aggravations. Or, du fait de sa grande étroitesse d'esprit réactionnaire, une fois encore Bismarck n'arrivait même pas à s'imposer au Reichstag du cartel. Ce n'est que pour la prolongation des périodes de législatures, comme première attaque au suffrage universel, que la majorité accepta volontiers de collaborer ; dans l'intérêt de l'industrie, la majeure partie des nationaux-libéraux s'opposa aux droits sur le pain, et ce nouveau pillage des masses ne fut mené à bien que grâce au renfort de la clique ultramontaine ; en revanche on ne trouva ni les nationaux-libéraux ni les ultramontains quand il s'agit de voter en faveur de la loi de proscription contre la social-démocratie et Bismarck y renonça.

Cette loi augmentait jusqu'au double la peine pour diffusion d'imprimés interdits, la faisant passer de six mois à un an, et menaçait l'agitation « professionnelle » pour les objectifs de la social-démocratie d'une durée de prison d'au moins deux ans. Comme il dépendait entièrement du bon plaisir du juge d'établir ce qui était déclaré « professionnel » et ce qui ne l'était pas, ce paragraphe élastique donnait ainsi la possibilité, d'abord de jeter en prison pour des années tout social-démocrate gênant, et ensuite de le chasser du pays. Car on voulait pouvoir retirer leur nationalité aux personnes condamnées en vertu de cette loi ainsi qu'à celles condamnées pour constitution de société secrète. Et aussi à toutes celles qui, à l'étranger, participaient à des assemblées pour la défense des idéaux sociaux-démocrates. En outre ce crime nouvellement inventé fut en plus menacé de prison.

Ce projet de loi était tout simplement la déclaration de faillite de la loi contre les socialistes. Il cherchait à atteindre par le knout russe ce qui n'avait pas été atteint par le bâton de police allemand. Selon le paragraphe 22 de la loi contre les socialistes, les agitateurs professionnels pouvaient se voir infliger une restriction de séjour, et cette arme ignominieuse avait été abondamment employée. Christensen avait été traqué

comme une bête sauvage à travers toute l'Allemagne, pour le crime d'avoir démasqué l'agent provocateur Ihring-Mahlow, de même Kayser pour le crime d'être le plus à droite au sein du groupe parlementaire social-démocrate, et l'architecte Kessler pour le crime d'avoir participé, pas du tout à l'agitation politique, mais uniquement à l'organisation syndicale des artisans du bâtiment. Cependant ces chasses à l'homme et ces pratiques d'expulsion dans les régions sous le coup de l'état de siège n'avaient eu d'autre effet que la diffusion d'autant plus vigoureuse de la propagande sociale-démocrate ; la justification de la loi de proscription admettait elle-même que les expulsions avaient fréquemment transplanté l'agitation dans des régions qui jusque-là avaient été peu ou pas touchées. Bismarck et Puttkamer voulaient maintenant remédier à cette conséquence suicidaire de leur sagesse politique en chassant immédiatement hors des frontières allemandes tous les présumés suspects. En même temps, la loi de proscription dirigeait ses pointes les plus vénéneuses contre le *Sozialdemokrat* qui était diffusé à plus de 10 000 exemplaires par semaine avec une ponctualité imbattable dans toute l'Allemagne, bien qu'entre-temps le tribunal du Reich eût fait encore cette merveilleuse découverte que déjà le fait de commander, voire même d'acquérir et de conserver des exemplaires isolés devait être sanctionné comme assistance ou incitation à la diffusion ; *« le plus brutal de tous les rapaces se déclare incapable de mener le combat contre le petit rouge-gorge, dont le chant intrépide le contrarie »*, se moquait le journal menacé. Jusque dans les cercles conservateurs on ressentait la honte que ce projet faisait retomber sur le nom allemand.

Puttkamer lui-même était à vrai dire très sûr de vaincre. Depuis les élections de carnaval, il se plaisait à prendre une nouvelle pose bouffonne : celle de martyr muet, dans le rôle du penseur en avance sur son temps, qui supporte avec un doux désespoir, mais malgré tout avec une patience touchante, que ses sages intentions ne soient pas reconnues par le peuple insensé. Quand les députés sociaux-démocrates parlaient de l'application de la loi contre les socialistes, adossé nonchalamment, il contemplait ses chaussures vernies ou bien lissait ses favoris flottants, mais pas un mot ne passait la barrière de ses dents, comme si son génie semblable à celui des dieux[1] était las de se battre avec la bêtise humaine. Aussi tint-il pour superflu d'introduire la discussion sur la loi de proscription ; il céda le pas aux sociaux-démocrates, qui le tirèrent tout de suite de la contemplation méditative de ses chaussures vernies et l'obligèrent à endosser son dernier rôle de sauveur de l'État, le rôle d'un éléphant dans un magasin

1 Formules d'Homère.

de porcelaine, qu'il joua, justement parce que ce rôle était le dernier, non pas avec l'afféterie de l'art, mais avec la vérité convaincante de la nature.

Selon sa bonne habitude, la social-démocratie joua à coquin, coquin et demi : elle répondit à la loi de proscription en révélant dans les détails le régime de corruption et de mouchardage avec lequel le système Bismarck-Puttkamer infectait non seulement toute l'Allemagne mais aussi la moitié de l'Europe. En mai 1887 déjà, le *Sozialdemokrat* avait révélé le jeu crapuleux qui avait livré l'honnête Neve aux mains de la police allemande ; à la fin de cette année, il sortit du marais pas moins de douze agents à la solde de la police : à Londres l'écrivain Sachs et le chanteur raté Reuss, à Paris l'écrivain Trautner, le professeur de langues Nonne et l'écrivain Oberwinder, qui autrefois avait fait partie des premiers partisans de Lassalle et avait agi ensuite un temps dans le mouvement ouvrier autrichien, à Zurich l'ébéniste Schröder et le débitant de bière blanche Heinrich, à Genève le fondeur Haupt, à Magdeburg l'écrivain Schwennhagen, à Altona le teinturier de bleu Wichmann, à Hambourg le menuisier Naumann, à Leipzig le libraire Nebel. Quelques-uns de ceux-là, comme Oberwinder, se seraient probablement contentés du rôle de modernes Kotzebue[1], la plupart étaient des poseurs de dynamite et des agents provocateurs de la pire espèce, comme les Reuss et Wichmann, les Schröder et Haupt. L'intervention habile et rapide des membres de Zurich avait amené ces deux-là à des aveux complets ; l'instruction judiciaire menée contre les agents provocateurs confondus confirmait totalement leur culpabilité, ce que le capitaine de police et juge d'instruction Fischer de Zurich, sur demande de Bebel et Singer, reconnut officiellement. En même temps le Conseil fédéral de Berne expulsa de Suisse l'ancien officier d'état-major badois von Ehrenberg qui, depuis des années, s'était en vain donné bien du mal pour entraîner le Parti social-démocrate dans des entreprises de haute trahison. Ehrenberg avait été jusque-là considéré comme un aventurier sans cervelle ; expulsé de Suisse, il se présentait maintenant au tribunal militaire de Karlsruhe, qui ouvrit contre lui une instruction pour crime de haute trahison mais, malgré de lourdes présomptions, ne l'arrêta pas ; lorsqu'ensuite ses tentatives désespérées de nuire quand même à la social-démocratie échouèrent, lorsqu'au contraire l'instruction pour lui et ses protecteurs sentit de plus en plus le roussi, il s'enfuit du Reich sans être inquiété.

Les révélations que Bebel et Singer firent au Reichstag sur le régime de mouchardage anéantirent la loi de proscription. La rage affichée par Puttkamer confirma cette honte qu'ils avaient mise à nu. Il parla comme

1 Cf. note p. 563.

en proie à la démence : les Haupt et les Schröder n'étaient certes pas des gentlemen mais, sans de tels soutiens de l'État, la sécurité politique d'un État civilisé ne pourrait être maintenue un seul jour. Puttkamer traita de « bande de voyous » les gens sincères qui avaient arraché leur masque aux agents provocateurs, mais le commandant de police Fischer « de personne indigne de confiance » ; il menaça la Suisse d'une action diplomatique, pour la rappeler à ses devoirs envers les grandes puissances voisines. Bien qu'il eût perdu la tête, il eut encore un moment de lucidité, quand il avoua sincèrement qu'il était incapable de se représenter un état de civilisation comme celui qui régnait en Suisse ; à coup sûr, pour leur malheur, l'histoire voulut que lui et Bismarck se sentent parfaitement heureux au milieu des représentations de la barbarie féodale et n'aient pas la moindre idée de ce qu'était la civilisation moderne. Mais, hélas ! Puttkamer détruisit à nouveau l'effet conciliant de cette circonstance atténuante en inventant qu'il était submergé d'offres de service d'agents provocateurs venant des rangs de la social-démocratie ; aussi grande que fût la satisfaction avec laquelle par ailleurs il pouvait regarder l'extension de son activité corruptrice, il n'a jamais réussi à corrompre la classe ouvrière. Lorsqu'il rassembla enfin toutes ses forces et jura pathétiquement qu'il rentrerait sous terre de honte s'il n'avait pas la conscience pure sur la question des agents provocateurs, toute la Chambre lui répondit par un silence glacial ; seuls deux ou trois conseillers sur les bancs de la droite extrême sortirent en s'étranglant un laborieux « très juste ! » Une politique lamentable était arrivée à sa fin lamentable.

Seuls les deux groupes parlementaires conservateurs étaient prêts à se clouer eux-mêmes au pilori. Les nationaux-libéraux déclarèrent, comme toute dernière limite à leur complaisance, qu'ils voteraient pour deux nouvelles années la loi contre les socialistes telle qu'elle était, tandis que les ultramontains, tout à fait certains de la majorité de cartel, retirèrent les troupes auxiliaires qu'ils avaient mises jusque-là à la disposition de la prolongation de la loi contre les socialistes, à l'exception d'un petit reliquat de huit hommes ; Reichensperger, le chef de ces troupes auxiliaires, refit même un discours tonitruant contre les lois d'exception. Le 18 février 1888, par 164 voix contre 80, la loi contre les socialistes fut prolongée pour la quatrième et dernière fois, jusqu'au 30 septembre 1890.

Chapitre VIII

Les quatre-vingt-dix-neuf jours

Peu de temps après, le 9 mars, l'empereur Guillaume mourut, à plus de 90 ans, et c'est un homme gravement malade qui lui succéda sur le trône.

Pas un génie, à peine même un talent, fortement dominé qui plus est par une conscience de souverain féodal, l'empereur Frédéric avait tout de même humé un soupçon d'esprit moderne. Dans son discours du trône, il se présenta en homme de paix ; indifférent à l'éclat de la gloire que lui apporteraient de grands exploits, il affirmait qu'il serait satisfait si la postérité pouvait dire à l'éloge de son gouvernement qu'il avait été bienfaisant pour le peuple, utile au pays, une bénédiction pour le Reich. Dans le détail en vérité le discours permettait toutes les interprétations possibles. Rédigé par le professeur conservateur chrétien Geffcken, il fut salué par le Parti libéral avec une loyauté dont le calcul n'était pas absent ; à leurs tables d'habitués, les hommes d'État de ce parti passaient leur temps à se répartir entre eux tous les portefeuilles, au moment où la mort de l'empereur Frédéric n'était plus qu'une question de jours et d'heures.

Bismarck n'était pas si stupide, mais il en était d'autant plus perfide. Il avait en main tous les atouts ; quelle prise pouvait donc avoir sur lui l'empereur mourant, ou le parti de l'empereur mourant, qui ne comprenait pas encore le dixième du Reichstag ? Que Bismarck, comme Stoecker le disait en homme informé, *« veuille créer un système de stabilité et de solidarité pour le règne probablement bref de l'empereur malade »*, en d'autres termes veuille paralyser par avance toute action indépendante de l'empereur, c'était une pensée assez peu monarchique, mais compréhensible du point de vue d'un maire du palais. Seulement, Bismarck ne se contentait pas de cela. L'esprit moderne qui malgré tout émanait du discours du trône de l'empereur Frédéric, l'opposition impuissante mais tenace à laquelle Bismarck s'était heurté depuis des décennies de la part du prince héritier et de la princesse héritière, réclamaient une sévère vengeance et, en excitant la populace patriotique en chapeaux de soie contre le couple impérial sans défense, en la poussant à une des bacchanales les plus ignominieuses auxquelles bassesse humaine se soit jamais abandonnée, Bismarck confirmait à plaisir l'interrogation désespérée de

Geffcken : Quand aurait-on pu, dans la vie de cet homme, trouver trace de sentiments élevés ?

Naturellement la « stabilité » de Bismarck s'étendait aussi à l'application de la loi contre les socialistes, qui n'était pas du goût de l'empereur Frédéric. Le plaisir diabolique de Bismarck en était d'autant plus grand de continuer à tourmenter la classe ouvrière, comme si le vieux Guillaume était toujours en vie. Et même, l'unique acte de politique extérieure sous l'empereur Frédéric fut l'expulsion de Suisse du *Sozialdemokrat*. Poussé par des offenses à la personne de l'ambassadeur suisse à Berlin, par le harcèlement bruyant de l'ambassadeur allemand à Berne et surtout par des concessions qui furent promises aux intérêts de l'industrie suisse pour le renouvellement prochain des contrats commerciaux germano-suisses, le Conseil fédéral de Berne finit tout de même par se laisser convaincre d'expulser en avril 1888 Bernstein, Motteler, Schlüter et Tauscher du territoire fédéral. Comme prétexte il fallut se servir du style du *Sozialdemokrat*, qui était censé bafouer l'hospitalité suisse et mettre en danger les bonnes relations de la Suisse avec un État ami. À ce sujet Otto Lang, fonctionnaire suisse, dit très justement au cours d'une fête d'adieu donnée aux expulsés : « *Dans l'histoire du monde, la préparation de grandes choses à toujours fait du bruit ; le bonheur du peuple n'est pas un fruit qui mûrit aux rayons du soleil ; non, c'est dans la tempête et l'orage qu'il mûrit.* » Mais, dans un appel à « tous les amis de la liberté et du droit en Suisse », les expulsés eux-mêmes déclaraient qu'on ne leur avait pas démontré et qu'on ne pouvait leur démontrer qu'une seule de leurs actions méritait d'être qualifiée d'atteinte au droit commun, ni de préparation, ni d'appel, ni même seulement d'encouragement à des entreprises de violence ou de haute trahison. Ce qu'on leur attribuait comme faute relevait du domaine de la manifestation d'opinion dans la presse, domaine dans lequel la Constitution fédérale garantissait pleine liberté. Les révélations par le *Sozialdemokrat* des agissements ignominieux du système allemand de mouchardage étaient la véritable raison de leur expulsion, ce dont Puttkamer tirait vengeance. Par cette expulsion, la Suisse était rabaissée au rang de sbire de la police bismarckienne.

Chez tous les honnêtes citoyens de Suisse cet acte de violence suscita honte et indignation profondes. D'innombrables manifestations de sympathie accompagnèrent les expulsés, et des citoyens suisses, au premier rang desquels le courageux Conzett, garantirent que le *Sozialdemokrat* continuerait de paraître sans interruption, dans l'esprit et le ton qu'il avait jusque-là. Cependant, pour éviter même un semblant de pression extérieure, il fut publié à Londres à partir d'octobre 1888. Cela ne changea rien à sa nature ; il resta exactement ce qu'il avait été jusque-là. Bismarck

et Puttkamer avaient épanché leur bile sur quelques personnes mais en dehors de cela, selon leur chère vieille habitude, ils avaient seulement donné un retentissant coup d'épée dans l'eau. L'éloignement plus grand du champ de bataille allemand n'affaiblit en aucune manière l'efficacité de l'organe du parti. Ses tâches avaient changé avec la troisième période de la loi contre les socialistes, comme autrefois avec la deuxième ; le mouvement ouvrier allemand avait pris une telle proportion et possédait tellement d'organes de presse à l'intérieur des frontières allemandes qu'il pouvait, jusqu'à un certain degré, se passer d'un organe de presse à l'étranger. Mais justement jusqu'à un certain degré seulement, car les journaux ouvriers allemands vivaient sous l'épée de Damoclès, qui de temps en temps aussi tombait sur eux. Ils devaient exercer une stricte autocensure et cette censure-là est la pire, étant donné que rien ne lui échappe ; le peu d'espace dont ils disposaient, ils le devaient surtout à la crainte légitime des gouvernants allemands devant les coups de fouet douloureux infligés par le *Sozialdemokrat*. Pour couper le plus possible l'herbe sous les pieds à l'organe du parti à l'étranger, on toléra les journaux ouvriers du pays ; tant que la loi contre les socialistes subsistait, le *Sozialdemokrat* n'avait pas le droit de cesser de paraître. Il pouvait remplir ses tâches présentes aussi bien depuis Londres que depuis Zurich ; en particulier il devint, à l'égard des mouchards, encore plus redoutable que jusque-là : à peine une de ces crapules entendait-elle la première pièce d'or tinter au fond de sa poche que déjà la rubrique « Le masque de fer » la faisait valser au grand jour.

Comme « succès » de Puttkamer, les expulsions de Zurich furent aussi vaines que tous ses autres « succès », et en même temps elles étaient son dernier « succès ». L'empereur Frédéric se refusa à mettre à exécution la loi sur la prolongation des périodes de législatures, élaborée encore à l'époque de son prédécesseur ; il n'avait pas envie de lier son nom au premier attentat contre le droit le plus important du peuple. Mais, en tant qu'empereur, il n'avait pas de droit de veto contre une loi que Bundesrat et Reichstag avaient approuvée. Il pouvait davantage se défendre dans l'État prussien, dont le Parlement censitaire avait tout de suite imité le coup réactionnaire du Reichstag. Cependant ici aussi il lutta en vain contre la résistance du ministère. En exécutant la loi prussienne, il ne pouvait plus manifester sa bonne foi qu'en donnant ordre à Puttkamer d'arrêter les pressions de l'administration sur les élections, dont l'incroyable extension venait d'être à nouveau dévoilée lors d'une vérification de scrutin par la Chambre des députés prussienne. Puttkamer répondit sur le ton arrogant et bouffon de l'innocence froissée, dont l'opposition bourgeoise lui avait permis de prendre l'habitude ; seulement cette fois-ci il tomba

mal, le 8 juin il fut renvoyé. Cette procédure expéditive rendit le tout-puissant maire du palais prudent ; il se garda bien de manifester une « solidarité » avec son comparse le plus fidèle, mais se contenta de consoler son malheureux compère avec un repas d'adieu. Une semaine après, la mort de l'empereur le libéra de tout souci.

Pendant les quatre-vingt-dix-neuf jours où l'empereur Frédéric régna, la social-démocratie avait observé une attitude sérieuse, énergique et digne. Elle se tint éloignée aussi bien des illusions creuses des libéraux que de la fronde écœurante du cartel. Une nécrologie du *Berliner Volksblatt*, rédigée par Auer, rendit justice à la bonne volonté de l'empereur mort et traça toutefois nettement les limites qui auraient été mises à cette volonté, même s'il avait eu le champ libre ; mais au sujet de « l'Anglaise »[1], qui était alors livrée sans défense à la meute glapissante de Bismarck, il dit d'une phrase simple, qui contrebalançait l'emphase ampoulée de la presse libérale : « *La femme fidèle et dévouée jusqu'à la mort reste toujours un spectacle sublime, dans le palais comme dans la chaumière.* » Ce n'était pas seulement dans sa politique claire et puissante que le prolétariat conscient était supérieur aux classes dominantes, mais c'était aussi dans ce que, depuis toujours, ces classes avaient considéré comme leur propriété inaliénable : dans le comportement de gentlemen, dans l'authentique délicatesse du sentiment humain.

1 Il s'agit de Victoria (1840-1901), épouse de l'empereur Frédéric et fille de la reine d'Angleterre Victoria (1819-1901).

Chapitre IX

L'effondrement

1. Plus rien ne marche !

Pour le maire du palais Bismarck, une phase nouvelle commença quand il eut à faire à un empereur non plus de 90 mais de 30 ans. Lui-même était suffisamment mauvais psychologue pour croire à une deuxième édition de « l'époque wilhelminienne » quand l'empereur Guillaume II accéda au trône. Il s'en remit plus qu'il n'était dans son intérêt à son fils aîné, probablement le plus incapable de tous les « népotes »[1] dont l'histoire sache parler ; en allusions à peine voilées, les plumes officielles parlaient d'une « dynastie Bismarck », qui se tiendrait à côté de celle des Hohenzollern, comme autrefois les Carolingiens se tenaient à côté des Mérovingiens.

Pour le moment le jeune empereur manifestait aussi une profonde admiration pour Bismarck. Jeune garçon de 11 ans au moment de la fondation du Reich, jeune homme de 19 ans quand fut décrétée la loi contre les socialistes, devenu homme à l'époque où les trompettes de la royauté sociale retentissaient du haut de tous les donjons officiels, il vivait et évoluait dans une atmosphère intellectuelle qui semblait à l'abri de toute pensée hérétique. En vérité, il y avait bien quelques signes avant-coureurs que cela aussi pourrait changer. Le conseiller secret Hinzpeter qui avait élevé l'empereur le qualifiait d'individualité particulièrement forte, dans laquelle s'alliaient entêtement guelfe, facilement mué en énergie, et obstination hohenzollernienne couplée d'idéalisme et, avec son ouïe fine de prédicateur de cour, Stoecker prétendait avoir entendu en août 1888 déjà l'empereur dire : *« Je veux laisser souffler le vieux six mois, ensuite je gouverne moi-même. »* Mais le pays avait déjà vu passer presque trois fois six mois quand, au nouvel an 1890, l'empereur adressa à Dieu la prière de lui conserver encore de nombreuses années les conseils experts de Bismarck. Entre-temps, il était intervenu à plusieurs reprises en faveur de la

1 Le népotisme consiste à user de son pouvoir pour procurer places et avantages à des proches, comme le faisaient certains papes. Mehring utilise l'italien népote (petit-fils, neveu) pour désigner la personne qui bénéficie du népotisme.

politique de cartel de Bismarck, tout en rejetant avec rudesse les libéraux en livrées loyalistes.

Mais la « dynastie Bismarck » fut saisie de cet aveuglement qui est le signe le plus sûr de la décadence inexorable. Lorsque Geffcken publia des extraits du Journal de l'empereur Frédéric, qui dévoilait le fond peu reluisant de l'héroïsme des « grands héros » « fondateurs du Reich », Bismarck affirma assez à la légère que l'auteur du journal n'avait à Versailles été mis au courant d'absolument rien d'important, sur ordre du vieil empereur Guillaume qui avait craint que son successeur au trône ne trame des intrigues de haute trahison. Le « népote » de Bismarck, qui impliqua dans ce tissu de mensonges le diplomate Morier encore vivant, dut pour cela devant toute l'Europe supporter de s'entendre traiter d'infâme calomniateur par ce rude Anglais. Ce même « népote » à la même époque, à la conférence sur les îles Samoa, fit de la diplomatie allemande la risée de l'Europe et l'impliqua dans un scandale européen au moyen d'une nouvelle affaire avec la Suisse.

De même que le chat ne renonce pas à la chasse aux souris, de même la police allemande ne pouvait pas non plus renoncer au mouchardage, malgré toutes les avanies que sa maladresse incurable lui avait déjà fait subir. L'inspecteur de police Wohlgemuth de Mulhouse approcha le tailleur Lutz de Bâle avec des offres très alléchantes, et finit par être pris au piège par ce fidèle camarade du parti. L'injonction écrite de Wohlgemuth : « Fourrez bien votre nez partout là-dedans ! » rendit impossible tout démenti ; le digne homme fut arrêté et, une fois sa culpabilité officiellement constatée, il fut expulsé de Suisse. Bien que le Conseil fédéral suisse eût associé cette défense contrainte et forcée avec ce vilain service d'ami rendu à Bismarck d'expulser en même temps Lutz, la colère de l'homme du siècle ne connut pas de bornes ; son « népote » se répandit pendant des semaines, officiellement comme officieusement, en menaces impudentes contre le droit d'asile suisse, contre « la Suisse sauvage », menaces telles que même à l'apogée de leurs péchés les Metternich et les Bonaparte n'avaient jamais osé en proférer. Le Conseil fédéral de Berne sut envoyer promener ce matamore de belle manière, même si d'ailleurs, à ce moment non plus, il ne défendait pas son bon droit aussi courageusement qu'il aurait été possible et nécessaire de le faire.

En Allemagne même, la loi contre les socialistes fut appliquée par le successeur de Puttkamer, le ministre prussien de la Police Herrfurth, à peu près comme par Puttkamer lui-même. Ancien sous-secrétaire d'État de Puttkamer et en même temps président de la commission du Reich, Herrfurth arrivait bien préparé à son auguste mission. Bien sûr les junkers ne le portaient pas dans leur cœur car il était un intrus bourgeois

dans une forteresse junker, aussi chercha-t-il à conquérir à tout prix une certaine honorabilité bureaucratique, mais ce qu'il gagna de cette façon, il le perdit à nouveau par sa faiblesse. En mars 1889, il réussit même ce que Puttkamer lui-même n'avait pas osé faire : il toléra que le préfet de police de Berlin, von Richthofen, le successeur de Madai, interdise un journal bourgeois en se fondant sur la loi contre les socialistes. Depuis le milieu de la décennie, après un changement dans sa direction politique, la *Volks-Zeitung* avait représenté l'opposition démocratique bourgeoise avec la détermination qui était appropriée à la situation politique ; de l'avis du *Sozialdemokrat*, aucun journal bourgeois depuis des décennies n'avait osé montrer en Allemagne un tel radicalisme de langage. Mais quand ce journal alla jusqu'à contester l'idolâtrie répugnante vouée au vieil empereur Guillaume, il tomba sous le coup de la loi contre les socialistes et eut en prime un procès pour crime de lèse-majesté, au charmant motif qu'un jugement historique sans fard sur le grand-père mort était une offense sanglante au petit-fils vivant.

Mais à présent tous ces coups tiraient tout de même trop sur la corde. Ça crépitait et ça craquait partout dans l'édifice vermoulu du despotisme bismarckien, qui voulait gouverner à la fin du 19e siècle d'une manière que les philistins allemands n'auraient même pas supportée à l'époque de la Sainte-Alliance. Les appuis les plus sûrs commençaient à vaciller. Une ordonnance destinée à bâillonner la presse, que Bismarck présenta au Bundesrat au printemps 1889, disparut sans laisser de traces dans ce corps d'État d'habitude si docile ; la commission du Reich relaxa non seulement la *Volks-Zeitung,* mais aussi bon nombre de journaux ouvriers interdits ; le tribunal du Reich, après une détention préventive de cent jours, suspendit la procédure pour crime de haute trahison engagée contre Geffcken ; la plainte pour crime de lèse-majesté contre la *Volks-Zeitung* fit long feu dans toutes les instances, et le tribunal régional de Munich raya de la carte « Michou-le-Parjure » après que, dans un procès pour constitution de société secrète, il eut été mis KO par les accusés sous la direction habile d'Auer. Même le conseiller du tribunal du Reich, Mittelstädt, qui avait bravement prêté son concours dans les procès pour haute trahison contre Dave et Neve, commençait déjà en place publique à pleurnicher sur la corruption de la magistrature et, en rat tout aussi rusé, la *National-Zeitung* joua sur sa flûte la même mélodie. Plus rien ne marche, disait la *Germania* ultramontaine, et par sa concision percutante cette phrase devint vite proverbiale.

À présent on voyait aussi les rats du cartel courir fiévreusement en tous sens sur le navire en perdition. Fronçant gravement leurs sourcils d'hommes d'État, les nationaux-libéraux trouvaient que Bismarck

se faisait vieux, tandis que les gens de la *Kreuzzeitung*, plus hardis, lui mordaient déjà les mollets. Une furieuse traque, que Bismarck lança pour cette raison contre le comte Waldersee, chef de l'état-major et nouvel homme des junkers, n'eut d'autre effet que de révéler encore plus la débandade des « sphères compétentes ». C'est une semblable débandade que le Reichstag du cartel montra lors de sa troisième session. Il approuva de lourdes charges militaires nouvelles, mais la majorité de cartel ne voulut plus avoir quoi que ce soit à voir avec le « couronnement de l'édifice social ». Malgré toutes les pressions, Bismarck ne réussit pas à la maintenir unie pour faire passer la loi sur la vieillesse et l'invalidité, loi qui avait été rafistolée avec encore plus de difficultés que les lois précédentes sur les assurances. Personne ne croyait plus au pouvoir magique de la « réforme sociale » officielle. Si une poignée d'ultramontains féodaux ne s'était pas dévouée et n'avait pas aidé à constituer une faible majorité, la loi ne serait pas passée. Certes l'opposition des partis bourgeois était due en grande partie à des mobiles tout autres qu'honnêtes, mais les patriotes du cartel montraient tout de même qu'ils y voyaient plus clair que Bismarck en ne croyant plus que la classe ouvrière pouvait être endormie par de telles aumônes.

Au contraire il apparaissait chaque jour plus clairement que la raison la plus profonde de l'effondrement de Bismarck était justement l'irrésistible marche en avant victorieuse du prolétariat conscient. Alors que l'opposition bourgeoise, molle et paresseuse comme toujours, ne savait pas interpréter les signes du temps, le Parti social-démocrate se préparait, d'une main énergique, à exécuter la sentence de mort prononcée par le siècle contre son prétendu Hercule.

2. Le 20 février

Après une récession économique en 1887, à peu près en même temps que la succession au trône allemand commença une période de prospérité industrielle comme on n'en avait plus vécu depuis une demi-génération. Elle ne trompa pas la classe ouvrière sur la nature profonde du mode de production capitaliste, mais elle raffermit ses muscles et son ardeur au combat contre un ordre social qui ne pouvait subsister qu'en oscillant de manière incontrôlable entre essor et déclin. « *Les temps nous sont favorables comme jamais auparavant* », était-il dit dans un appel publié par le groupe parlementaire social-démocrate du Reichstag, le 27 novembre 1888. L'appel invitait à engager une campagne d'agitation jusque dans les chaumières les plus reculées ; dans les prochaines élections, il fallait que le parti conquière au minimum un million de voix et un nombre corres-

pondant de mandats. Et le 24 février 1889, le *Berliner Volksblatt* annonçait une lutte pour les salaires comme Berlin n'en avait encore jamais vu.

Ce n'était pas seulement le monde ouvrier allemand, mais aussi le monde ouvrier européen qui était traversé par un puissant souffle nouveau. Deux grands événements rendent le centenaire de la grande Révolution française pour toujours mémorable dans l'histoire du prolétariat international. Le premier était la reconstruction de l'Internationale à une échelle plus vaste et plus grande. Depuis le congrès de Saint-Gall, la direction allemande du parti, dans des discussions laborieuses avec les trade-unions anglais et les possibilistes français, avait déployé tous ses efforts pour appeler, d'abord pour 1888 puis pour 1889, à un congrès ouvrier international vraiment digne de ce nom, congrès qui, appelé par les partis socialistes de tous les pays, examinerait les mandats et fixerait l'ordre du jour de manière souveraine. Malgré les concessions les plus grandes, elle n'atteignit pas directement son but mais, indirectement, son zèle désintéressé porta bien ses fruits. Des deux congrès ouvriers internationaux qui se réunirent à Paris le 14 juillet 1889, le jour de la prise de la Bastille, le plus important et le plus décisif fut celui dont les sociaux-démocrates allemands avaient d'abord eu l'initiative et que les marxistes et blanquistes français avaient préparé sur le plan pratique. Il comptait à lui seul autant de délégués allemands que le congrès possibiliste de délégués étrangers. Ses 395 participants réunissaient 221 Français, 81 Allemands, 22 Anglais, 14 Belges, 10 Autrichiens, 3 Hongrois, 4 Hollandais, 6 Russes, 2 Suédois, 3 Norvégiens, 3 Danois, 6 Suisses, 5 Polonais, 2 Espagnols, 5 Roumains, 5 Américains ; les Bohémiens, Bulgares, Argentins et Finlandais avaient chacun un délégué.

Ce congrès se différenciait des congrès de l'ancienne Internationale comme la mobilisation d'une grande armée des travaux préparatoires de l'état-major. Sur les voies qui avaient été jadis jalonnées à Genève, Lausanne, Bruxelles et Bâle, affluaient maintenant les masses ouvrières des différents pays à la rencontre du but commun. Au reproche adressé par la presse bourgeoise, que le congrès n'avait pas discuté en détail les questions de la législation sur la protection ouvrière, il pouvait répondre par ces paroles de Lassalle : « *Ces questions-là, on ne les discute plus, on les décrète.* » Le congrès parisien proclama l'absolue nécessité d'une législation efficace sur la protection ouvrière fondée sur la journée de huit heures, partout où le mode de production capitaliste dominait, et engageait les ouvriers de tous les pays à agir dans ce sens sur leurs gouvernements, il les incitait tout particulièrement à participer à une conférence internationale sur la protection ouvrière dont en mai 1889 la Suisse avait à nouveau pris l'initiative. Le congrès déclara ensuite que c'était le

devoir des ouvriers d'accueillir les ouvrières dans leurs rangs ; il exigea pour les ouvriers des deux sexes, et sans distinction de nationalité, salaire égal pour travail égal, ainsi que la liberté illimitée et totale de coalition et d'association. Enfin le congrès décida que chaque année au 1er mai aurait lieu une manifestation générale du prolétariat international en faveur de la journée de huit heures.

Le deuxième grand événement de l'année 1889 fut un mouvement général de grève qui éveilla à la conscience de classe de vastes couches du prolétariat qui n'avaient pas été touchées jusque-là par le mouvement ouvrier. La grève des dockers en Angleterre et la grève des mineurs en Allemagne en furent les points culminants. À la mi-mai, 90 000 mineurs firent grève en Rhénanie-Westphalie, 13 000 dans la Sarre, 10 000 dans le royaume de Saxe, 17 000 à 19 000 en Silésie. Des influences ultramontaines incitèrent les mineurs westphaliens à envoyer leurs chefs Schröder, Bunte et Siegel à Berlin pour en appeler à l'aide de l'empereur. L'empereur promit de faire examiner les revendications des grévistes par les autorités, mais il ajouta aussi qu'il se verrait contraint de ne pas leur accorder sa bienveillance si des tendances sociales-démocrates venaient se mêler au mouvement ; si cela se produisait il se verrait contraint d'intervenir avec la plus grande rigueur, car pour lui tout social-démocrate était synonyme d'ennemi de l'empereur et de la patrie. La délégation des mineurs auprès de l'empereur était en soi une démarche erronée qui devait fourvoyer l'immense grève, et qui la fourvoya effectivement, mais elle eut d'importantes répercussions morales. Au beau milieu de l'autosatisfaction repue des classes dominantes voilà que, provoquant un choc, avançait un destin formidable. Face à cela, quel poids avait donc la loi sur l'invalidité et la vieillesse, que le Reichstag du cartel avait bâclée maladroitement et à contrecœur ! Et même dans la lourde atmosphère de ce Reichstag pénétra un souffle du puissant mouvement qui agitait le prolétariat européen. Il revint à plusieurs reprises sur la revendication visant à élargir la protection légale des ouvriers. Mais la réponse de Bismarck resta toujours un non froid et obstiné.

À côté de ses nombreuses luttes pour les salaires, la classe ouvrière allemande n'oubliait pas la préparation pour l'élection toute proche qui devait créer pour la première fois un Reichstag d'une durée de cinq ans. À la veille encore de la victoire le parti, avec la mort de Hasenclever, Kayser, Kräcker, perdit plusieurs de ses vieux représentants parlementaires, parmi lesquels Kayser et Kräcker en particulier avaient dû boire jusqu'à la lie la coupe amère de la loi contre les socialistes ; le siège de Hasenclever à Berlin VI fut conservé par la victoire de Liebknecht, celui de Kräcker à Breslau II par celle de Kühn. Le parti employa sur une grande échelle

une nouvelle arme pour se dégager le champ de bataille ; par le boycott, il s'assura les salles pour ses assemblées, il assura partout une place à ses journaux dans les endroits fréquentés par les ouvriers. Comme la grève, le boycott est une arme à double tranchant et il ne manqua pas de cas où il fit du tort aux ouvriers eux-mêmes, parce qu'il fut employé abusivement. Mais en général il fut appliqué de manière absolument justifiée, pour procurer à la classe ouvrière la même lumière et le même air qu'à toutes les autres classes de la population, pour briser la pression par laquelle les autorités et les entrepreneurs voulaient exclure le prolétariat du champ de bataille politique, et dans ce sens il eut un grand succès.

La presse sociale-démocrate elle aussi se développait malgré tout allègrement. Presque chaque mois voyait se créer de nouveaux journaux ouvriers, parfois peut-être en trop grand nombre. Cependant la littérature du parti n'augmenta pas en volume seulement : au fil des années la *Neue Zeit* approfondissait ses recherches ; dans la *Bibliothèque internationale* Kautsky publiait son livre sur Thomas More, un petit ouvrage de recherche reposant sur la conception matérialiste de l'Histoire qui, dans son appréciation exhaustive de l'époque de la Réforme, était nettement supérieur aux gros volumes des historiens aussi bien catholiques que protestants ; Blos donnait aux ouvriers allemands une histoire captivante de la grande Révolution française ; Jacob Stern réglait définitivement son compte à cette demi-mesure bourgeoise qu'est la libre pensée philosophico-religieuse. À côté de la *Neue Zeit*, le parti possédait aussi désormais deux excellents hebdomadaires. À Berlin, Schippel sortait *la Tribune du peuple* en même temps que la *Bibliothèque ouvrière de Berlin*, une série périodique de brochures populaires, dans lesquelles Clara Zetkin, au travers d'une excellente étude sur la question féminine, se révélait comme la combattante la plus douée de la cause des ouvrières allemandes. À Nuremberg, Schoenlank dirigeait la *Chronique ouvrière*, après avoir purgé de longues peines de détention pour des crimes d'État introuvables. Un fruit de ce loisir forcé fut son étude sur l'étamage des glaces au mercure de la ville de Fürth et sur ses ouvriers qui, dans le seul domaine où l'économie bourgeoise était encore un peu performante, démontrait la supériorité de la conception communiste scientifique et qui, par son exposé éclatant de vérité, poussa même le gouvernement munichois à mettre sur pied ses réformes boiteuses.

Sur le champ littéraire aussi germaient de nouvelles semences. Si la lutte d'émancipation bourgeoise, surtout en Allemagne, avait livré ses batailles décisives dans le domaine artistique, la lutte d'émancipation du prolétariat dès le départ se déroulait dans les domaines économique et politique, et à son avantage. C'est ce que voulait le développement his-

torique. Dans la première moitié du 19e siècle, les libertés économique et politique étaient encore pratiquement inexistantes, alors qu'elles existaient au moins en partie dans sa seconde moitié ; le prolétariat en lutte se trouva directement confronté à l'ennemi et n'eut pas besoin d'emprunter la voie détournée de l'art. Mais par ailleurs, dans la société bourgeoise moderne, l'art repose entièrement sur des prémisses capitalistes : c'est le cas pour tous les arts plastiques, c'est le cas pour la musique et le théâtre, ce n'est que dans la poésie lyrique et épique qu'il fut possible au prolétariat de manifester son esprit de classe, ce dont il ne s'est pas privé non plus.

Mais cela toujours uniquement dans ce sens que la muse s'entend à accompagner, mais pas à diriger[1]. « L'art tendancieux » du prolétariat était au fond plus ouvert et plus vrai que « l'art pour l'art » de la bourgeoisie, qui jamais et nulle part n'a existé, qui n'est qu'une invention réactionnaire, dirigée contre les grands poètes révolutionnaires de la bourgeoisie, qui tous ont été « tendancieux » dans le sens de leur classe. Depuis les nombreuses complaintes qui se firent entendre sur la mort prématurée de Lassalle, des guirlandes d'airs simples et sobres parsèment l'histoire de la social-démocratie allemande, « *maints poèmes balbutiés avec rondeur, maints avec rudesse, maints avec calme, maints avec fougue* ». Audorf, Hasenclever, Frohme, Geib et combien d'autres encore forgèrent leurs rimes vaillantes dans les heures de loisirs que leur laissait le combat politique ; d'autres, comme Max Kegel, Leopold Jacoby, Rudolf Lavant, étaient plus éloignés de la politique et plus proches de la poésie, mais eux non plus ne prétendaient pas inaugurer une nouvelle ère de l'art. Ils voulaient seulement, comme le dit un jour le plus artiste d'entre eux, donner libre cours à toute la colère, toute la tristesse, toute la joie dont le combat prolétarien de libération les emplissait dans ses diverses phases, évacuer en chantant le trop-plein de sentiments qui menaçait de faire éclater leur poitrine ; l'histoire future de la littérature les placerait-elle un jour dans une de ses nombreuses rubriques ? Cela ne les a jamais empêchés de dormir.

Un journal littéraire de divertissement, que le parti avait fondé peu avant la loi contre les socialistes, succomba aux effets indirects de cette loi. Ensuite Dietz, en collaboration avec Rudolf Lavant et Blos, créa avec le journal *der Wahre Jacob* (Le vrai Jacob) un nouveau lieu de rencontre

1 Extrait d'une « maxime rimée » de Goethe qui donne des conseils aux jeunes poètes. Il leur explique que la langue allemande est parvenue à un si haut degré de perfection que tout un chacun peux s'exprimer en rimes et en rythmes de façon plaisante, mais que personne ne devrait se monter la tête pour cela.

pour la vie littéraire du parti. Journal humoristique à l'origine, avançant d'abord prudemment sur un sol instable, *der Wahre Jacob* offrit au fil des années un contenu de plus en plus riche, il gagna des centaines de milliers de lecteurs et fut le journal le plus diffusé du parti : un jeune et joyeux gars qui sur ses larges épaules portait aussi une bonne part de travail sérieux du parti. En dehors de lui, à Munich, le *Süddeutsche Postillon* avait du succès. Puis arrivèrent les almanachs du parti, enrichis de nouvelles dont tout le mérite revient à Robert Schweichel. Vieux quarante-huitard, qu'en son âge mûr l'art de la poésie, qui chérit d'habitude la chevelure bouclée de la jeunesse, accompagna en sérieux ami dans son exil parmi le peuple des paysans simples et solitaires des Alpes, il resta toujours fidèle à l'idéal de sa jeunesse ; à un moment important pour le développement du parti, au congrès de l'association de Nuremberg en 1868, il aida par son émouvant discours sur le programme à décider en faveur de la victoire ; il défendait la vieille idée que, pour être un poète à part entière, il ne fallait pas seulement une tête et un cœur, mais aussi une colonne vertébrale. Toujours agréables et claires dans la forme, nées et produites par un esprit authentiquement poétique, ses innombrables histoires pour les almanachs du parti, et en premier lieu ses merveilleux *Croquis de la guerre des Paysans,* respiraient la fermeté et l'énergie.

Pendant qu'ainsi le plaisir créateur du printemps animait la classe ouvrière, dans l'hiver de son ennui son ennemi le plus acharné se torturait en se demandant comment il pourrait créer une nouvelle fois un Reichstag complaisant. Bismarck ne pouvait plus vivre que de plébiscites bonapartistes, mais où prendre un nouvel appât pour un nouveau plébiscite ? Il n'était pas possible de répéter le coup des élections de carnaval, après que chaque session du Reichstag du cartel eut taillé dans la peau des masses des lanières si larges et si longues au profit du militarisme que même les plus grands des veaux pouvaient en avoir assez. La politique coloniale était compromise par l'humiliation de la conférence sur les îles Samoa, la « politique économique nationale » l'était tout autant par les impôts sur l'alcool et le sucre avec tous leurs cadeaux, et surtout par la rapide croissance des cartels, consortiums et trusts capitalistes. En 1889 ils s'élevaient à quatre-vingt-quinze, parmi lesquels vingt dans l'industrie textile et vingt-cinq dans l'industrie métallurgique, non compris les onze cartels internationaux pour le plomb, le cuivre, le zinc, etc. Même les États-Unis, qui pour le nombre de cartels venaient juste après l'Allemagne, en comptaient seulement soixante-deux. Dans la valse artificielle des étiquettes, le Reich allemand marchait en tête de toutes les nations. Comme cette valse des étiquettes était un moyen très efficace de nourrir le mécontentement général, elle fit perdre à la « politique économique

nationale » sa dernière auréole. Les libre-échangistes dénonçaient sans relâche le protectionnisme comme la cause de la constitution des cartels, ce qui certes n'était pas l'entière vérité, mais était une bonne part de la vérité. En soi les cartels sont le produit du mode de production capitaliste, de l'accumulation et de la concentration du capital ; en dépit de tout le danger qu'ils représentent pour la société en raison de leur forme capitaliste, ils renferment cependant, tout comme le travail des femmes et des enfants, des germes d'organisation socialiste de la société. L'Angleterre libre-échangiste avait aussi ses cartels mais, bien qu'elle possédât la grande industrie la plus développée, pour ce qui est de leur nombre elle ne se rangeait qu'au quatrième rang, derrière les États protectionnistes, Allemagne, Amérique, Autriche-Hongrie : tant il était déjà exact que le protectionnisme cultivait comme dans une serre la forme de cartels la plus nocive justement pour la collectivité.

Ainsi, pour un nouveau plébiscite, il ne restait plus à Bismarck que la peur des socialistes, ce qui n'était pas toutefois sans présenter un certain nombre de difficultés. Pour la « solution militaire » de la question, il fallait être deux, et les ouvriers allemands ne pensaient pas le moins du monde à se laisser pousser au-devant des fusils de l'armée pour rendre à nouveau solvable un système en faillite. D'un autre côté, l'empereur n'était pas resté insensible au développement historique qui s'était accompli depuis son accession au trône. En dépit de toute l'horreur que lui inspirait la social-démocratie, une politique qui unissait tous les défauts de la domination bourgeoise à tous les défauts de la domination des junkers lui semblait de moins en moins apte à être l'appui sûr d'une monarchie moderne. Il n'était pas fermé à l'idée qui s'imposait de plus en plus irrésistiblement aux esprits lucides des classes dominantes, que l'abrogation de la loi contre les socialistes et la poursuite de la protection ouvrière légale étaient en effet impérativement nécessaires, dans l'intérêt précisément de ces classes. Quand l'empereur apprit d'un discours social-démocrate au Reichstag qu'il était lui-même, où qu'il aille, entouré d'une nuée de mouchards, cela l'incita sans doute à être personnellement méfiant à l'égard de la loi contre les socialistes. En somme, si rien ne pouvait amener la social-démocratie à la « solution militaire » de la question, on ne pouvait pas non plus amener l'empereur à un coup du même genre que les élections des attentats.

Bien qu'en perdition, Bismarck ne songeait pas à abandonner les marmites qui l'avaient si longtemps nourri. En octobre 1889, il présenta à la quatrième et dernière session du Reichstag du cartel un projet de loi qui entendait non plus prolonger pour un temps mais rendre permanente la loi contre les socialistes, renforcée de « garanties judiciaires » et

de quelques autres joyeux « adoucissements » de cet ordre. La majorité du cartel était prête à rendre la loi permanente, les nationaux-libéraux exigeaient seulement que soit supprimé le pouvoir d'expulsion donné à la police par le paragraphe 28, afin que les « adoucissements » ressemblent un peu à quelque chose, alors que les conservateurs eux-mêmes déclaraient qu'une loi permanente sans ce pouvoir était inacceptable. Des deux côtés on se montrait hypocrite là-dessus. Dans les raisons de la loi de proscription, le gouvernement avait exposé de manière convaincante que le pouvoir d'expulsion donné à la police par le paragraphe 28 propageait l'agitation sociale-démocrate dans tout le pays, et les conservateurs justement s'étaient plaints pathétiquement que tout cela était une menace grave contre la paix idyllique dans les grands domaines des junkers exploiteurs, ce en quoi ils avaient d'avance caractérisé leur protestation actuelle, disant que société et État ne pourraient se maintenir sans ce pouvoir. Mais depuis l'échec de la loi de proscription, la pratique de l'expulsion, en particulier à Berlin, avait été effectivement suspendue, justement parce qu'elle frappait ses auteurs plus lourdement que ses victimes ; aussi n'était-ce qu'un simulacre de justice quand les nationaux-libéraux faisaient passer pour un « adoucissement » une suppression qui n'était plus que formelle, moyennant quoi ils étaient prêts à accepter pour toujours le reste de la loi contre les socialistes. Malgré l'évidence de l'hypocrisie pratiquée des deux côtés, on joua la comédie jusqu'au bout ; en deuxième lecture les nationaux-libéraux firent passer leur « adoucissement » contre les voix conservatrices, après quoi les conservateurs votèrent contre la loi ainsi « adoucie ». Le 25 janvier 1890, par 169 voix contre 98, la loi tombait et elle ne s'est jamais plus relevée.

Une polémique, menée tout juste dix ans plus tard entre le fils aîné de Bismarck et le politicien conservateur von Helldorff, a suffisamment éclairé ce qui s'était joué à ce moment-là en coulisses. Herbert Bismarck affirmait que son père n'était pas responsable de la chute de la loi contre les socialistes ; qu'il avait fait dire au parti conservateur par un de ses chefs qu'ils veuillent bien voter pour la loi « adoucie » dans le sens national-libéral, mais que l'ordre n'avait pas ou pas correctement été exécuté. L'invraisemblance profonde de cette affirmation tombait dès le départ sous le sens, seulement le chef conservateur mis ainsi le dos au mur ne voulut pas non plus faire les frais de la légende bismarckienne en train de se constituer, bien qu'il eût pu s'acquérir la gloire d'avoir été un véritable intermédiaire, rien qu'en compromettant gravement son parti. Helldorff déclara donc publiquement que, à la prière instante que lui et ses amis conservateurs adressèrent à Bismarck pour qu'il leur dise clairement s'ils pouvaient suivre les nationaux-libéraux, on ne leur avait répondu

ni oui ni non, mais seulement – « non sans une certaine réserve et une certaine indétermination » – donné cette réponse ambiguë, dans le style de l'oracle de Delphes : la lutte contre la social-démocratie était le champ de bataille le plus commode pour permettre l'établissement de rapports entre les partis conformes à leur nature et qui soient dans l'intérêt du Reich et de l'État, et il tenait davantage au maintien de la politique de cartel qu'à toute la loi contre les socialistes.

Ces brèves lignes résumaient la politique que Bismarck a menée depuis la promulgation de la loi contre les socialistes jusqu'à sa chute ; la politique de cartel, c'est-à-dire l'exploitation des masses populaires, était le but, mais le musellement de la social-démocratie était le moyen le plus « commode » et le plus « conforme à la nature » pour atteindre ce but, ce qui ensuite s'accorde parfaitement avec l'autre affirmation, que le but, l'exploitation des masses, lui tenait davantage à cœur que le moyen, le musellement de la social-démocratie. Mais pour les pauvres junkers qui voulaient avoir une feuille de route précise, cet oracle en vérité était équivoque. Lorsque la loi « adoucie » avait ensuite été approuvée en deuxième lecture, il y eut un Conseil de la couronne au cours duquel Bismarck imposa que le gouvernement rejette cette loi, au cas où le Reichstag l'approuverait définitivement. Après le Conseil de la couronne, il fit de nouveau convoquer le brave Helldorff, le reçut avec « une retenue et une réserve inhabituelles » et refusa une nouvelle fois toute réponse claire à l'offre faite par les conservateurs de voter pour la loi « adoucie », si le gouvernement en troisième lecture disait qu'il pouvait s'en satisfaire. Laissés sans la moindre consigne, les conservateurs votèrent alors contre la loi « adoucie », et à ce propos il est toujours possible de se demander s'ils ont tout à fait été le troupeau désorienté et désemparé, tel que Helldorff le décrivait dix ans plus tard, ou bien s'ils n'ont quand même pas su en secret où voulait en venir l'homme du siècle.

Le plan même de Bismarck a en tout cas été complètement dévoilé par les informations communiquées par Helldorff. Il ne voulait ni la loi « adoucie », qu'il aurait pu avoir d'un simple hochement de tête, ni non plus la loi « non adoucie », qu'il aurait pu aussi obtenir en faisant quelque pression sur les nationaux-libéraux. Il poussa les choses de telle façon qu'on pouvait penser que, sans que le gouvernement y ait la moindre responsabilité, le Reichstag de cartel avait miné les bases de la société et de l'État, qu'il avait refusé à la couronne les armes nécessaires pour se défendre contre les menées subversives de la social-démocratie : ensuite, une fois que le climat nécessaire aurait été créé par une machination quelconque, à peu près du calibre de l'attentat de Niederwald, comme sa bande de mouchards en a tant accompli, Bismarck, d'un air tragique, pas-

sant outre le Reichstag indiscipliné, aurait annoncé de nouvelles élections. Si on considère que bientôt après il dit une fois avoir cherché un général ayant suffisamment de détermination et de sang-froid pour étouffer la social-démocratie dans son sang, on ne peut penser sans effroi à ce qu'il peut bien avoir projeté pour doter le vieux stratagème bonapartiste d'une force de frappe originale.

Cette fois-ci comme à chaque fois par le passé, il aurait échoué devant la résistance implacable de la social-démocratie, mais on ne devait plus en arriver là. D'abord Bismarck se heurta à l'empereur. Non que l'empereur voulût supprimer la loi contre les socialistes ; au Conseil de la couronne du 24 janvier il s'était prononcé pour l'adoption de la loi « adoucie ». Mais, pour les nouvelles élections au Reichstag fixées au 20 février, il souhaitait voir lever la bannière des réformes sociales. Le 5 février, deux décrets impériaux furent publiés, dont l'un promettait la poursuite de la législation sur la protection ouvrière, en particulier la limitation du temps de travail, tandis que l'autre ordonnait la convocation d'une conférence internationale pour la protection ouvrière. Les deux décrets parurent sans contreseing ministériel, cependant Bismarck a affirmé plus tard qu'il les avait extraits de projets plus ambitieux, qu'il avait tout particulièrement introduit la conférence internationale en quelque sorte comme tamis pour refréner chez l'empereur « l'élan humain et bienveillant à l'égard des ouvriers ». Les décrets suscitèrent un grand émoi et renforcèrent le flot montant favorable à la social-démocratie, à laquelle les ouvriers attribuaient avec raison ce succès moral.

Le comité central électoral social-démocrate, qui cette fois-ci se composait de Bebel, Grillenberger, Liebknecht, Meister et Singer, ne publia aucun appel électoral. Ses consignes n'avaient trait qu'à des dispositions pratiques sur l'examen des listes électorales, sur la collecte d'argent pour les dépenses électorales ; il déconseillait de perturber les assemblées des adversaires, recommandait un strict pragmatisme dans la conduite de la bataille électorale ; « le plus efficace pour nous, ce sont les actes des adversaires ». Chaque ouvrier conscient savait l'importance de l'enjeu ; la marche en avant des bataillons ouvriers s'accomplissait dans un silence grave. Ils étaient décidés à donner un rude coup et comptaient sur un grand succès, pourtant le 20 février dépassa de très loin leurs espoirs les plus téméraires. 1 427 298 voix se portèrent sur les candidats sociaux-démocrates, pratiquement 20 % de toutes les voix exprimées, 664 170 voix de plus qu'en 1887. Le royaume de Prusse à lui seul apporta presque autant de voix que le Reich allemand trois ans plus tôt, le royaume de Saxe approchait de près le quart de million de voix, le royaume de Bavière dépassa les 100 000 voix. Si on voulait citer chaque État provincial alle-

mand où le prolétariat se couvrit de gloire en ce jour inoubliable, il fallait alors énumérer tous les États provinciaux allemands. Plus nettement encore que le tableau chiffré des voix, ce qui montrait l'importance de la victoire électorale sociale-démocrate c'était la simple vue des 78 circonscriptions où le parti ou bien avait remporté la victoire ou bien était en ballottage.

Ensuite, on pouvait dire que le sol allemand était commandé par cinq camps retranchés de la social-démocratie. Le premier de ces camps avec 17 circonscriptions embrassait le territoire junker de l'est de l'Elbe. Autour de Berlin II, III, IV et VI se regroupaient, tels des forts extérieurs de cette gigantesque place forte socialiste, 6 circonscriptions de la Marche : Niederbarnim, Westhavelland, Zauch-Luckenwalde, Teltow-Beeskow-Storkow, Francfort-sur-Oder, Kottbus-Spremberg ; ensuite, comme postes avancés, 2 circonscriptions poméraniennes : Stettin et Randow-Greifenhagen, 1 de Prusse orientale : Königsberg, 3 de Silésie : les 2 circonscriptions de Breslau et Reichenbach-Neurode. Encore un peu plus puissant que ce camp du parti dans le nord-est, il y avait celui du nord-ouest avec ses 18 circonscriptions ; aux 5 circonscriptions des vieilles villes de la Hanse, Hambourg, Brême et Lübeck, s'ajoutaient les 3 du Mecklembourg : Schwerin, Rostock, Gustrow, 4 du Schleswig-Holstein : Altona, Kiel, Glückstadt, Flensburg, 5 de Hanovre : Hanovre, Hamelin, 6 Harburg, Stade, Geestemünde, et encore 1 circonscription de Brunswick. Un troisième camp social-démocrate de 21 circonscriptions s'étendait à travers l'Allemagne moyenne ; il se composait de 9 circonscriptions dans le royaume de Saxe : Leipzig-ville et campagne, Mittweida, Chemnitz, Glauchau-Meerane, Zwickau Crimmitschau, Stollberg-Schneeberg, Auerbach-Reichenbach, Plauen, 5 circonscriptions dans la province saxonne : Magdeburg, Halle, Erfurt, Naumburg, Kalbe-Aschersleben, 5 circonscriptions de petits États : les 2 Reuss, Gotha, Sonneberg, Sondershausen, et 2 circonscriptions de la Nouvelle-Prusse : Kassel et Marburg. 13 circonscriptions courant le long de la frontière occidentale du Reich constituaient le quatrième camp ; 2 de Westphalie : Bielefeld et Dortmund, 5 de Rhénanie : Lennep-Mettmann, Elberfeld-Barmen, Solingen, Düsseldorf, Cologne, 6 de la région du Main : Francfort-sur-le-Main, Höchst, Hanau, Offenbach, Mayence, Darmstadt. Enfin un cinquième camp de 9 circonscriptions fermait au sud la chaîne : Mulhouse en Alsace, Mannheim en Bade, Stuttgart dans le Wurtemberg, Munich I et II, Nuremberg, Fürth, Kronach et Wurtzbourg en Bavière.

En proportion des voix obtenues, le parti aurait pu revendiquer 78 circonscriptions électorales ; en réalité il n'en obtint que 35. Au premier tour, il en gagna 20 : Berlin IV et VI (Singer et Liebknecht), Hambourg I, II

et III (Bebel, Dietz et Metzger), Altona (Frohme), Leipzig-campagne (Geyer), Mittweida (A. Schmidt), Chemnitz (Schippel), Glauchau-Meerane (Auer), Zwickau-Crimmitschau (Stolle), Stollberg-Schneeberg (Seifert), Magdeburg (Bock), Reuss-ancienne ligne (Förster), Reuss-nouvelle ligne (Wurm), Elberfeld-Barmen (Harm), Solingen (Schuhmacher), Mulhouse (Hickel), Munich II (Vollmar), Nuremberg (Grillenberger). Pour le second tour, le parti en était réduit, comme d'habitude, à ses propres forces ; à Breslau, dès le lendemain du premier tour, le noble libéralisme passa au cartel. Il ne restait plus qu'à savoir quelle attitude devait prendre le parti pour le second tour, là où on devait trancher entre deux candidats bourgeois. Sous l'impression des expériences faites lors des élections de carnaval, on avait décidé à Saint-Gall de s'en tenir dans ce cas à une abstention totale ; mais maintenant il était de la responsabilité des électeurs sociaux-démocrates de faire payer pour le gigantesque bluff des élections de carnaval en soutenant l'opposition bourgeoise, de mettre un terme à toutes les manœuvres de trahison avec la loi contre les socialistes en écrasant complètement le cartel. La claire nécessité politique vainquit tous les scrupules formels ; dès le 22 février, le comité central électoral lançait le mot d'ordre du second tour : À bas le cartel, ennemi du peuple ! À bas ceux qui veulent perpétuer la loi contre les socialistes ! En cas de ballottage entre partis bourgeois, il demanda aux camarades de voter pour tous les candidats qui s'engageraient à s'opposer à toute loi d'exception, de quelque nature qu'elle soit, à toute aggravation des lois pénales, à toute atteinte au droit du suffrage universel. On renonça expressément à exiger que d'autres partis rendent la pareille, c'est seulement dans l'intérêt du parti et du bien public qu'il fallait agir ainsi. La combativité des masses ouvrières répondit largement à cet appel. Le second tour acheva l'écrasement du cartel, il entra au nouveau Reichstag avec une minorité sans perspective de 135 personnes ; une majorité conservatrice-ultramontaine également était impossible.

Pour lui-même, le parti n'avait gagné au second tour que 15 sièges : Niederbarnim (Stadthagen), Breslau I (Tutzauer), Königsberg (Schultze), Brême (Bruhns), Lübeck (Schwartz), Glückstadt (Molkenbuhr), Hanovre (Meister), Brunswick (Blos), Halle (Kunert), Calbe-Aschersleben (Heine), Francfort-sur-le-Main (W. Schmidt), Mayence (Jöst), Offenbach (Ulrich), Mannheim (Dreesbach) et Munich I (Birk). Parmi les représentants parlementaires du parti il y avait désormais beaucoup de ceux qui avaient gagné leurs galons dans la lutte contre la loi contre les socialistes ; ils étaient issus en minorité des couches professionnelles bourgeoises, les écrivains Schippel et Wurm, l'avocat Stadthagen, le professeur de lycée Kunert, l'aubergiste Birk, en majorité de la classe ouvrière comme les

ouvriers cigariers Bruhns et Förster, les menuisiers Jöst et Hickel, le plombier Metzger, le compositeur typographe A. Schmidt, le lithographe W. Schmidt, le cordonnier Seifert.

Le 20 février le sol se déroba sous les pieds du maire du palais Bismarck ; le jour où la social-démocratie proscrite et persécutée levait une armée plus grande que n'importe quel parti bourgeois, fut signé l'arrêt de mort de son système. À l'heure de la disgrâce tombèrent tous les voiles trompeurs de son ambition toute nue ; il prit congé sans dignité du pouvoir qu'il avait exercé sans conscience. Cette fois-ci il n'était pas dit qu'un grand pécheur irait à la tombe avant que la Némésis ait accompli son œuvre : avec bruit et fracas, l'homme du siècle s'infligea une vengeance telle que son pire adversaire n'aurait pu en inventer de plus cruelle.

Chapitre X

La liquidation

La loi contre les socialistes survécut environ six mois à son père, cependant dans ce laps de temps c'est à peine si elle donna encore quelques faibles signes de vie. En réalité, le 20 février fut le jour où commença une nouvelle période dans l'histoire du Reich allemand comme dans l'histoire de la social-démocratie allemande, période qui n'est pour l'instant pas terminée, et qui, tant qu'elle n'est pas terminée, échappe à l'appréciation historique. En revanche la liquidation de la loi contre les socialistes entre encore dans le cadre de notre exposé, liquidation que le parti commença dans les derniers mois d'existence de cette loi et qu'il avait terminée un an après son expiration.

1. Le bilan de la loi contre les socialistes

Il n'est pas possible de dresser un tableau exhaustif des sacrifices que la loi contre les socialistes a coûtés à la classe ouvrière. Quand, après dix années d'existence de cette loi, le *Sozialdemokrat* suggéra de publier un mémorandum qui devait donner une statistique exacte de toutes les interdictions, communiquer les noms de tous les expulsés, énumérer toutes les existences brisées, indiquer avec tous les détails nécessaires les perquisitions, arrestations, condamnations, fournir un vaste tableau du système des dénonciations et mouchardages monté de toutes pièces, la réalisation de cette tâche se révéla impossible, déjà à cette époque. Les camarades les plus zélés dans les localités les plus grandes du parti finirent par abandonner, et ce qu'ils réunirent malgré tout était si volumineux qu'on ne pouvait le rassembler dans un ouvrage à peu près maniable et lisible.

Selon une statistique approximative, 1 300 imprimés périodiques ou non périodiques et 332 organisations ouvrières d'une nature ou d'une autre avaient été interdits sous la loi contre les socialistes. Environ 900 expulsions des régions en état de siège avaient eu lieu, parmi lesquelles plus de 500 avaient touché des soutiens de famille ; il y en eut 293 à Berlin, 311 à Hambourg, 164 à Leipzig, 71 à Francfort, 53 à Stettin, 1 à Spremberg ; à Offenbach le gouvernement de Hesse s'était contenté d'expulser des citoyens du Reich non ressortissants du lieu. Le total des peines de privation de liberté infligées par les tribunaux se montait à

environ mille ans, qui se répartissaient entre 1 500 personnes. Si tous ces chiffres étaient encore bien loin de la réalité, ils ne donnaient par eux-mêmes qu'une image très insuffisante de la quantité de bonheurs humains et de vies humaines anéantis, des innombrables martyrs qui par les brimades capitalistes ou policières avaient été expulsés de leur pauvre foyer, contraints à la misère de l'exil, précipités prématurément dans la tombe.

Mais, autrement qu'autrefois les morts du 18 mars par la bouche de leur poète, les victimes de la loi contre les socialistes pouvaient dire d'elles-mêmes : certes cela a coûté cher mais cela valait la peine. Aucun des braves et des fidèles qui sont tombés sous la faux de la loi contre les socialistes n'a souffert en vain ; les vengeurs aussi sont nés des cendres de ceux qui ont dû mourir et périr dans l'ombre. Au moment où fut décrétée la loi contre les socialistes, le parti avait 437 158 voix aux élections et 42 journaux politiques, les organisations syndicales comptaient 50 000 membres et 14 organes ; à l'expiration de la loi contre les socialistes, le parti alignait 1 427 298 voix aux élections et 60 journaux politiques, les organisations syndicales alignaient plus de 200 000 membres et 41 organes. Dans les trois années qui suivirent le congrès de Saint-Gall, la caisse du parti avait engrangé 325 000 marks ; lorsque la guerre cessa, le trésor de guerre du parti était encore bien garni, avec presque 172 000 marks.

Mais, pas plus que les pertes, les gains de la loi contre les socialistes ne peuvent non plus être résumés en quelques chiffres, aussi glorieux fussent-ils. Selon la loi bien connue de la dialectique, la quantité arrivée à un certain point s'était transformée en qualité ; dans ces douze années de lutte, non seulement le parti était devenu plus grand et plus fort, mais son être profond s'était développé et enrichi. Il avait non seulement combattu et frappé mais aussi travaillé et appris, il avait fourni non seulement la preuve de la force mais aussi la preuve de l'esprit. C'étaient des succès inestimables qu'on ne pouvait absolument pas exprimer en chiffres, pas plus que la conscience de son invincibilité qui imprégnait le parti, depuis qu'il avait douze ans durant soutenu victorieusement la guerre menée avec tous les moyens de pouvoir d'un grand État moderne. Les masses étaient le héros de l'âge héroïque du prolétariat ; c'est précisément en cela que consistaient sa grandeur et sa noblesse spécifiques.

Les partis bourgeois s'échinèrent en vain à prouver que les classes dominantes avaient renoncé volontairement à la loi contre les socialistes, que le parti, sans cette renonciation volontaire de ses ennemis, aurait dû tranquillement continuer à porter le joug. Pour une partie des classes dominantes cela n'était absolument pas juste, et pour l'autre juste seulement dans la mesure où elle avait reconnu « volontairement » sa défaite.

Cette partie-ci renonça à la loi contre les socialistes parce que le prolétariat avait retourné la flèche contre la poitrine de ses auteurs. Il est certain que les classes dominantes pouvaient encore maintenir la loi contre les socialistes, mais seulement au prix d'un pourrissement général, qui aurait permis au Saint-Empire romain germanique de regarder de haut avec mépris le nouvel Empire allemand. On peut trouver raisonnable qu'un général retire ses troupes d'une bataille irrémédiablement perdue, avant qu'elles ne soient complètement anéanties, mais quel fou aurait jamais fêté un tel général comme un vainqueur, et en plus même comme un vainqueur « volontaire » ?

Tout aussi stupide était l'ironie avec laquelle la bourgeoisie demandait pourquoi donc la social-démocratie avait combattu aussi vivement la loi contre les socialistes, puisqu'elle lui avait été si utile ? Dans un certain sens, il est tout à fait juste de dire : plus on est de fous, plus on rit, mais cette manière de penser n'a jamais été celle de la social-démocratie allemande et ne sera non plus jamais la sienne. Le prolétariat conscient est sûr de son avenir et s'efface volontiers devant ses adversaires quand il s'agit, par la violence, de pousser les choses à l'extrême. On connaît l'anecdote légendaire de la bataille de Fontenoy, où un officier anglais cria à un officier français : « *Faites tirer vos hommes !* » et reçut pour réponse : « *Nous ne tirons jamais les premiers.* » C'est comme cela aussi que répond la social-démocratie aux défis de ses ennemis, non certes par courtoisie féodale, mais par tactique bien réfléchie de son combat d'émancipation ; ce n'est que quand ses adversaires, par la violence, poussent les choses à l'extrême, qu'elle peut utiliser la politique du « plus on est de fous, plus on rit », avec le plus grand profit pour elle-même, comme elle l'a fait à l'époque de la loi contre les socialistes.

La social-démocratie était entrée dans la lutte en adolescent ayant grandi trop vite, avec bien des idées romantiques en tête : quand elle revint à la maison elle était un homme musclé et endurci, déterminé, prêt, les idées claires, toujours à la hauteur des plus hautes tâches.

2. Les Vieux et les Jeunes

Au moment de la démobilisation se produisirent dans le parti des frictions internes, qui en soi n'étaient pas d'une importance particulière mais que surtout le tapage de la presse bourgeoise gonfla en une grande affaire. C'est justement ces aimables parrains qui baptisèrent ce conflit lutte entre les Vieux et les Jeunes ; comme souvent en pareil cas, ces surnoms devinrent d'usage courant, bien qu'ils ne soient pas très justes.

Au fond, il s'agissait d'une certaine insatisfaction dans quelques grandes villes comme Dresde, Magdeburg et surtout Berlin. Dans la

mesure où cette insatisfaction avait un arrière-plan sérieux, on pouvait la comparer plutôt à l'état d'esprit de vétérans habitués à la guerre qui, quand la guerre s'arrête, déposent à regret les armes qu'ils ont portées avec talent et bonheur. À Berlin justement un tel état d'esprit s'expliquait très bien. Nulle part le parti n'avait eu des conditions aussi difficiles que dans la capitale du Reich, et indubitablement il avait été d'une grande utilité que se soit constitué à Berlin un groupe solide et discipliné de camarades aux opinions bien tranchées, contre lequel en premier lieu se brisèrent tous les coups de force et toute la corruption du système bismarckien. En même temps en vérité le ton adopté pouvait bien être plus dur qu'il n'était justement nécessaire et, en particulier aux élections communales de Berlin, il était habituel que surgissent des querelles qui ne laissaient pas toujours l'impression la plus agréable aux camarades des provinces. Mais si les camarades de Berlin grognaient beaucoup, ils se donnaient aussi beaucoup de peine, et ils se faisaient véritablement du souci pour le parti quand ils redoutaient que la fin de la loi contre les socialistes entraîne un certain amollissement, et ils le redoutaient d'autant plus que maintenant le parti avait à nouveau au Reichstag une représentation relativement forte. Une méfiance confuse contre le groupe parlementaire se faisait sentir, tout comme après la campagne électorale de 1884, dans laquelle un nombre relativement grand de mandats avait été conquis et, de même qu'à l'époque la querelle ouverte avait éclaté sur la question de la subvention pour les vapeurs, elle éclatait à présent sur les questions du second tour et du Premier mai.

Indubitablement, en demandant de soutenir l'opposition bourgeoise au second tour des élections, le comité central électoral avait enfreint une décision prise à Saint-Gall. Mais l'intérêt du parti y était si clair et l'approbation de l'immense majorité des camarades était si incontestable que le conflit à ce sujet s'apaisa vite. Les choses ne furent pas tout à fait aussi simples avec la fête du Premier mai. Sous le coup exaltant du 20 février, de nombreuses assemblées ouvrières, syndicales et politiques, avaient décidé de fêter le Premier mai par un arrêt de travail. Ce n'est pas à Paris qu'on avait décidé de célébrer le Premier mai de cette manière, au contraire on avait laissé chaque pays choisir la manière de le célébrer en fonction de la situation. Or il y avait de larges sphères du prolétariat allemand qui, pour de solides raisons, ne voulaient pas entendre parler d'un arrêt général de travail le 1er mai : l'essor industriel était terminé, les affaires ralentissaient de jour en jour davantage, et la tentative d'imposer malgré cela un arrêt de travail le 1er mai pouvait mener à de durs conflits économiques et même politiques, dont l'issue victorieuse était tout simplement exclue dans les circonstances présentes. Les entrepreneurs et les

autorités qui leur étaient favorables ne guettaient que le moment d'ôter aux ouvriers leur victoire du 20 février en leur infligeant une défaite le 1er mai ; lorsque ce bel espoir eut échoué, l'organe de Bennigsen, le *Courrier de Hanovre*, avoua assez naïvement que c'était maintenant seulement que le coup mortel avait été asséné à la loi contre les socialistes.

Dans cette situation, le groupe social-démocrate au Reichstag se tut bien trop longtemps sans doute. Épuisé par les efforts de la campagne électorale, il semble n'avoir pas mesuré suffisamment l'urgence de cette question ; son intention de présenter, aussitôt après la réunion du nouveau Reichstag, une résolution du groupe social-démocrate sur le Premier mai ne suffisait pas, du fait déjà qu'il n'était pas du tout certain que le Reichstag soit convoqué avant le 1er mai ; et effectivement c'est seulement le 6 mai qu'il se réunit. Aussi, le 23 mars un cercle de camarades berlinois fit paraître un appel engageant toutes les villes industrielles où il y avait de fortes organisations ouvrières à arrêter le travail le 1er mai. Or cette initiative prise sans concertation mit à nouveau le groupe parlementaire mal à l'aise ; cependant il se réunit à Halle le 13 avril et décida à l'unanimité moins une voix de déconseiller cet arrêt du travail, non pas certes de manière absolue, mais partout où l'on n'y parviendrait pas sans conflit. Cette résolution était incontestablement juste et aurait été observée partout, si de nombreux ouvriers ne s'étaient pas déjà engagés pour l'arrêt du travail et ne s'y étaient pas accrochés à cause des remarques provocatrices de la presse bourgeoise sur la « lâcheté » d'un recul. À Hambourg en particulier, on tenta de mener à bonne fin l'arrêt du travail mais, même dans cette place forte du parti, la mieux armée syndicalement et politiquement, cela ne mena qu'à des luttes dures qui se soldèrent par des échecs. Les objections des oppositionnels, disant que les choses auraient pris un meilleur tour et se seraient terminées par un grand triomphe prolétarien si le groupe parlementaire social-démocrate n'avait pas mis un coup de frein, manquaient certes en soi de solidité ; en revanche le reproche que le groupe social-démocrate n'avait pas usé assez vite de dissuasion était plutôt juste ; mais de toute façon cette question litigieuse laissa derrière elle toutes sortes de mécontentements.

Les oppositionnels à Dresde, Magdeburg et Berlin étaient des gens qui, sur le plan pratique, étaient bien souvent très actifs mais qui, en matière de discours ou d'écrits, étaient maladroits ; aussi arrivait-il parfois que quelques jeunes écrivains se fassent leurs porte-parole. C'est dans ce sens qu'Engels parla à juste titre d'une « révolte de littérateurs et d'étudiants » car, du fait de l'intervention de ces appuis en partie encore très jeunes, ce conflit sur quelques questions concrètes prit la dimension d'une lutte sur les principes entre les Jeunes et les Vieux. Quelques-uns

d'entre eux, comme Paul Ernst et Paul Kampffmeyer, avaient du talent et des connaissances ; leur seule erreur était que, manquant encore d'expérience sur les conditions pratiques des combats politiques, ils interprétaient le *Manifeste communiste* d'une manière trop étroitement formaliste. Mais d'autres, comme Hans Müller et Bruno Wille, méritaient beaucoup plus de sévérité. Müller inventa de toutes pièces une terrible lutte de classe entre petite bourgeoisie et prolétariat au sein du parti. Pour cela – tout à fait selon la méthode puttkamérienne des citations, quoique d'orientation inverse – il alla puiser dans les douze années de la loi contre les socialistes des déclarations orales et écrites de camarades, de premier plan ou non, où il fallait découvrir une pointe de radicalisme petit-bourgeois ; et il les assortit de commentaires d'un goût exquis en parlant d'« abcès purulents » sur le corps du parti. Bruno Wille, un ecclésiastique congrégationaliste, alla même jusqu'à proférer cette incroyable accusation : le pire que nous a apporté la loi contre les socialistes, c'est la corruption.

Parmi les Vieux, c'est Bebel qui se chargea de la lutte contre ces Jeunes. Tactiquement, il aurait été sûrement plus juste de sa part de prendre les Müller et Wille plutôt par l'humour, de parler non pas d'attaques de « vauriens », mais de « gamins » ; mais qui peut tenir rigueur à un homme qui, pendant douze ans, en première ligne, avait porté le fardeau et le feu du combat, si cela lui échauffait la bile de se faire bousculer ainsi ? Les ouvriers furent les derniers à lui en tenir rigueur ; dans de grandes assemblées qui se réunirent le 10 août à Dresde, le 13 août à Magdeburg, mais surtout dans une immense assemblée à Berlin le 25 août, ils se déclarèrent à une écrasante majorité pour Bebel et contre Müller-Wille, pour les Vieux contre les Jeunes, au grand dam de la presse bourgeoise qui, au lieu de se réjouir de la conversion des Vieux au « possibilisme petit-bourgeois », avait curieusement manifesté un intérêt touchant pour les phrases « révolutionnaires » des Jeunes.

3. Les congrès de Halle et d'Erfurt

Les tâches les plus importantes qui incombaient au parti après l'expiration de la loi contre les socialistes consistaient à créer une nouvelle organisation et un nouveau programme. Elles furent résolues aux congrès de Halle et d'Erfurt.

Le congrès de Halle se tint du 12 au 18 octobre 1890. Il fut extrêmement brillant et imposant ; 400 délégués y assistèrent, 17 invités transmirent les félicitations et les salutations des partis frères autrichien, suisse, anglais, français, belge, hollandais, danois, suédois et polonais. Les débats sur la nouvelle organisation, après de vives discussions, aboutirent

à un complet accord. On abandonna l'organisation en association, telle qu'elle avait existé avant la loi contre les socialistes ; le parti était devenu bien trop grand pour cela, abstraction faite des difficultés policières. Ce qui établissait la centralisation nécessaire c'était le congrès annuel, la direction du parti que ce congrès devait élire chaque année, et l'organe central ; le *Sozialdemokrat*, qui après une victoire glorieusement acquise avait volontairement cessé de paraître, fut remplacé par le *Berliner Volksblatt*, qui prit désormais le nom de *Vorwärts* (En avant !). La liaison entre la direction du parti et les communautés locales de membres fut établie par les hommes de confiance élus par celles-ci. La direction du parti était composée de douze personnes, dont cinq devaient diriger vraiment les affaires, et sept devaient exercer le contrôle.

L'opposition dans ce congrès trouva son porte-parole en la personne de l'imprimeur Werner, qui fit une intervention très maladroite et se perdit en ragots mesquins. Ses accusations furent réduites à néant lorsqu'elles furent examinées dans une commission, et Werner promit de se tenir tranquille, après que le congrès aurait parlé. C'est en effet ce qu'il fit jusqu'à l'été 1891. Mais ensuite un discours tenu par Vollmar le 1er juin à Munich réveilla à nouveau l'opposition à Berlin et à Magdeburg. Les succès de Vollmar dans la Bavière petite-paysanne avaient fini par déteindre sur ses idées ; sans demander d'aucune manière que le parti renonce à ses buts finaux, il préconisait pourtant de concentrer sa force principale sur quelques points pratiques, comme la poursuite de la protection ouvrière légale, la garantie du droit de coalition, la suppression des droits sur les denrées alimentaires. Il disait : À la mauvaise volonté le poing, mais à la bonne volonté la main ouverte ! Dommage seulement que la « bonne volonté » des classes dominantes, même après la chute de Bismarck, se manifestât si désespérément peu. La conférence internationale sur la protection ouvrière avait tourné à la mascarade, la loi annexe sur la législation des métiers, qui avait été annoncée dans les décrets de février, n'avait même pas satisfait aux exigences les plus modérées d'une poursuite de la législation des fabriques et avait été par-dessus le marché assortie d'un attentat honteux au droit de coalition ; le successeur de Bismarck s'en tenait aussi tenacement que Bismarck lui-même aux droits sur les denrées alimentaires. Rien d'étonnant à ce que le discours de Vollmar fût ressenti par de larges cercles du parti comme un virage inquiétant.

Mais, plus inquiétant encore, l'opposition berlinoise lançait maintenant une attaque dans le sens opposé. Après s'être affrontée violemment dans les assemblées publiques en particulier avec Bebel et Fischer, elle résuma ses opinions dans un tract, probablement rédigé par le tapissier Wildberger, qui avait derrière lui un groupe d'ouvriers à toute épreuve et

qui, en tant que protestation énergique, était indubitablement supérieur aux déclarations superficielles de Müller et Wille. Cependant, il souffrait du défaut le plus grave que peut avoir une déclaration programmatique ; il ne proposait ni politique concrète ni orientation concrète. Ce que le tract attaquait principalement, c'était l'activité parlementaire du parti et il affirmait qu'une telle activité avait été hors de question tant que le parti avait été jeune et avait été composé de prolétaires. Mais rien ne pouvait être plus inexact que cette affirmation. Il était significatif que ses auteurs n'étaient capables de tirer de toute l'histoire du parti qu'une seule preuve allant dans leur sens, à savoir le discours de Liebknecht datant de 1869, qui depuis longtemps avait été abandonné par Liebknecht lui-même comme indéfendable et qui, à l'époque où il avait été fait, était déjà en complète contradiction avec la tactique de parti recommandée non seulement par Lassalle et Schweitzer mais aussi par Bebel et Engels. Dans cette tentative vaine d'étayer un point de vue tout à fait intenable, les porte-parole de l'opposition recommencèrent à exprimer des soupçons contre la direction du parti. Ce fut une aubaine pour la presse bourgeoise qui dans tout le pays donna un écho amplifié au centuple à ces accusations confuses, et ainsi au congrès d'Erfurt la légitime défense imposait à la direction du parti de proposer la bataille aux oppositionnels en ces termes : Apportez des preuves ou rétractez-vous ; si vous ne pouvez pas faire l'un et ne voulez pas faire l'autre, alors quittez le parti.

Le congrès d'Erfurt se tint du 14 au 20 octobre 1891. 250 délégués y participèrent, parmi lesquels une douzaine à peine était au nombre des opposants. Les discussions sur la tactique prirent plusieurs jours. Avec Vollmar, qui émoussa lui-même la pointe de son attaque inopportune, on arriva à une entente, mais pas avec l'opposition de Berlin et de Magdeburg. Chacun de ses délégués présenta son propre point de vue, et même Wildberger, sans parler de Werner, fut incapable de faire une profonde impression avec ses explications. Ces deux-là ainsi que trois délégués de Magdeburg déclarèrent qu'ils quittaient le parti quand on constitua une commission pour examiner leurs accusations ; cependant la commission fit son travail et demanda l'exclusion de Wildberger et de Werner, qui fut approuvée par tout le congrès excepté onze voix.

L'opposition essaya désormais de s'organiser en un Parti des indépendants, cependant cette tentative se perdit dans les sables. Une minorité fit scission et constitua un groupuscule anarchiste ; les jeunes littérateurs revinrent presque tous dans le monde bourgeois, à la seule exception bien sûr de Paul Kampffmeyer qui, avec la cohérence caractéristique de tout anarchisme sincère et informé, se consacra surtout au mouvement coopératif pacifiste ; la majorité des Jeunes retrouva le chemin du parti. Onze

ans plus tard, les blessures de cette lutte étaient si complètement cicatrisées que le congrès de Munich en 1902 annula l'exclusion de Wildberger et de ses anciens camarades.

4. Le programme d'Erfurt

L'établissement d'un nouveau programme pour le parti constitua le côté réjouissant du congrès d'Erfurt. La nécessité de réviser le programme de Gotha s'était fait sentir toujours plus vivement au fur et à mesure que sous la loi contre les socialistes le parti comprenait plus clairement sa nature historique et ses buts historiques. À Saint-Gall, Auer, Bebel et Liebknecht avaient déjà été chargés de préparer un nouveau programme pour le parti. Dans la fièvre ardente des luttes pratiques, cela n'avait pu se faire ; cette question fut discutée avec d'autant plus de ferveur quand, après la chute de la loi contre les socialistes, le parti eut à nouveau un peu le champ libre.

Nulle part à ce moment ne se fit jour une quelconque divergence d'opinion sur les principes, même pas quand il arrivait à l'opposition de participer aux débats ; un projet de Magdeburg, dont la plus grande partie était sans doute imputable à Paul Kampffmeyer, se distingua même par une formulation en partie plus habile que le projet de la direction du parti. Le travail qui restait à accomplir était essentiellement de nature rédactionnelle ; il s'agissait de synthétiser de la manière la plus claire et la plus concise la pensée à laquelle le parti s'était hissé par son activité : d'un côté, comme tâche historique de la social-démocratie, de dégager du développement historique de la société bourgeoise moderne le but final du mouvement de classe prolétarien ; de l'autre, de poser les jalons pratiques du parti sur le terrain de cette société. Une telle dichotomie correspondait à la tactique du prolétariat conscient, qui est obligé de lutter dans des conditions pratiques données mais qui, sur la mer déchaînée et semée d'écueils des luttes de classe modernes, n'a pour boussole sûre que son but final. C'est Kautsky qui rédigea le projet que le congrès d'Erfurt approuva à l'unanimité après une discussion minutieuse en commission.

Les adversaires parlèrent d'un « bluff programmatique », dans ce sens que les « intellectuels du parti » avaient arrangé le programme d'Erfurt pour camoufler sous des paillettes les sauvages appétits de destruction des masses. Si cela voulait dire que les près d'un million et demi d'électeurs qui avaient voté le 20 février pour les candidats sociaux-démocrates n'étaient pas tous des partisans convaincus des visées sociales-démocrates, c'était enfoncer des portes ouvertes. Dans un de ses derniers numéros, le *Sozialdemokrat* avait à ce propos écrit avec pertinence qu'on ne pouvait imaginer plus piètre consolation. Si les voix socialistes, disait-

il, n'étaient pas un vote de défiance absolu contre la société bourgeoise, elles étaient un vote de confiance absolu pour le parti de la « subversion », dont tous les partis bourgeois décrivaient les plans comme de la folie pure. Qu'avaient donc gagné les adversaires par cette démonstration ? Ainsi, l'un des aspects du « bluff programmatique » avait déjà été réglé d'avance.

Mais son autre aspect était en revanche de leur part un véritable bluff. Chaque proposition du nouveau programme, c'était le parti lui-même qui l'avait élaborée, conquise et expérimentée au cours des décennies de luttes ; démontrer cela dans le détail, cela aurait voulu dire raconter encore une fois l'histoire interne du parti depuis la *Lettre ouverte* de Lassalle jusqu'au programme d'Erfurt.

Chapitre XI

D'un million et demi à trois millions de voix

D'un point de vue historique, il faut dépeindre les treize années qui se sont écoulées depuis la chute de la loi contre les socialistes sous le même jour que la période deux fois plus longue qui a été retracée dans ces pages : sous le jour d'un chemin victorieux que le prolétariat allemand prend inexorablement et irrésistiblement. De même que le Parti social-démocrate du petit groupe qui se rassembla d'abord autour du drapeau de Lassalle passa en vingt-sept ans à près d'un million et demi d'électeurs pour les élections au Reichstag, il est depuis passé en treize ans à plus de 3 millions d'électeurs pour les élections au Reichstag ; tout comme le 20 février 1890, le 16 juin 1903 fut un jour de triomphe.

Mais ce ne fut pas une date historique dans le même sens que ce 20 février. Il ne renversa pas un système politique, et ce n'est pas une question d'importance historique décisive que désormais siègent au Reichstag quatre-vingt-un députés sociaux-démocrates au lieu de cinquante-huit jusqu'à présent. En outre, le monde bourgeois se nourrit de la douce illusion qu'à son congrès de Dresde la social-démocratie allemande a ruiné l'énorme avantage du 16 juin et détruit totalement son prestige aux yeux des masses. Enfin, il fait plus que jamais confiance à ses canons et autres armes à feu, aux moyens du pouvoir politique dont il dispose sans limites ; combien l'empereur Guillaume apparaît aujourd'hui plus puissant qu'autrefois le maire du palais Bismarck, lui qui veut être son propre chef des armées et son propre chancelier du Reich, qui s'est lancé plus d'une fois dans de nouvelles lois contre les socialistes, qui ne cesse de menacer le prolétariat révolutionnaire de la pointe de l'épée et d'insulter la lutte d'émancipation de la classe ouvrière plus durement qu'elle n'a jamais été insultée !

Aussi nous contenterons-nous d'esquisser en quelques traits rapides le développement historique de la social-démocratie allemande au cours des treize dernières années.

1. La politique mondiale capitaliste et socialiste

Au regard de l'ère de Bismarck, l'ère de Guillaume II représente sans nul doute un progrès, mais ce n'est pas un progrès du capitalisme en ascension, mais du capitalisme en faillite.

La grande industrie avait ouvert la voie à la lutte de libération du prolétariat. En créant des forces de production plus colossales et plus massives que toutes les générations passées réunies, elle s'en prenait avec force aux limites de la société bourgeoise, elle suscitait le fléau de la surproduction qui mine cette société ; parce que, selon les paroles du *Manifeste communiste*, elle possède trop de civilisation, trop de nourriture, trop d'industrie, trop de commerce, elle réduisait le caractère antagonique du mode de production capitaliste à son expression la plus simple et la plus claire, à la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat, qui ne peut finir que par la victoire du prolétariat ou le recul de la civilisation vers la barbarie. Dès que la bourgeoisie européenne comprit cette situation, elle n'hésita pas un seul instant à faire son choix. Elle lança le mot d'ordre : « *Arrière, arrière, don Rodrigue !* [1] » Elle effaça de son drapeau le libre-échange et la paix, elle y écrivit le monopole et la guerre. La politique mondiale de la grande industrie fit un retour en arrière en se concentrant sur la politique mondiale du capital commerçant bourgeois, telle qu'elle avait dominé aux 17e et 18e siècles, sur la politique mondiale qui culminait dans la conquête et le protectionnisme, qui cherchait à rafler les marchés les plus nombreux possible et ensuite à les isoler le plus strictement possible du monde extérieur.

Dans tous les pays de mode de production capitaliste se produit le même phénomène réactionnaire ; mais c'est en Allemagne, dans le pays qui devait à la grande industrie de l'avoir délivré de l'humiliation séculaire, qu'il apparut dans sa forme classique, c'est-à-dire dans sa forme historiquement la plus fragile et la plus dangereuse pour le développement commun de la civilisation humaine. Ce phénomène commença avec la loi contre les socialistes et c'est dans cette monstruosité que se manifesta plus clairement que partout ailleurs sa marque historique propre. En tirant les dernières conséquences du mode de production capitaliste et en libérant une quantité de forces productives qui ne pouvaient se déployer que dans une forme supérieure d'organisation sociale, la grande industrie offrait le terrain le plus favorable pour la lutte d'émancipation de la classe ouvrière, et détruire ce terrain est ce qui donne l'impulsion la plus forte à la politique mondiale du capitalisme en faillite. Il n'est plus possible de chasser les habitants les plus industrieux du pays, comme le firent Philippe d'Espagne avec les Maures et Louis de France avec les huguenots, car on ne peut pallier le manque de travail national par des trésors exotiques, pas plus qu'on ne peut maintenir en activité la grande industrie sans les bras puissants des ouvriers. Aussi leur mit-on un bâil-

1 Réplique tirée d'une pièce de Johan Gottfried Herder : *Le Cid* (1805).

lon dans la bouche pour les transformer en instruments inertes ; une fois son dard retiré à l'abeille, les bourdons pouvaient s'engraisser.

Au moment de la loi contre les socialistes, la grande industrie, sous les effets de la grande crise, fit cause commune avec les classes réactionnaires. Elle reçut en échange ses droits industriels, de même que les junkers en banqueroute avaient été maintenus artificiellement en vie grâce aux droits agricoles et aux cadeaux, et que grâce aux taxes financières l'absolutisme militaire se libérait du contrôle parlementaire, malgré tout toujours gênant, en dépit de toute la pusillanimité des partis bourgeois du Reich. Tout se tenait dans cette politique réactionnaire. Mais, sous Bismarck, elle n'avait pas encore atteint son plein développement. En junker de l'est de l'Elbe, il nourrissait une aversion insurmontable à l'égard des projets de flottes sillonnant les mers à l'infini, et il avait eu tellement de mal à digérer la conquête de l'Alsace-Lorraine que cela lui avait fait passer l'envie d'entreprendre toute aventure au-delà des mers. Ce n'est que lorsque la classe ouvrière commença à lui arracher des mains la loi contre les socialistes, et qu'il ne put plus prolonger son système d'une élection au Reichstag à une autre que par des coups plébiscitaires hasardeux sur le modèle bonapartiste, qu'il se laissa pousser, à moitié contre son gré, à une politique coloniale dont les maigres résultats étaient inversement proportionnels aux coups de trompettes qui l'avaient annoncée.

L'impression effrayante de sa chute, provoquée par cette classe même qu'il avait vainement cherché à ligoter avec les moyens énormes du pouvoir d'État moderne, fit ensuite un moment l'effet d'une douche froide sur les classes dominantes. La politique de Caprivi consista en de multiples tentatives pour renoncer à la voie fatale que Bismarck avait prise avec sa politique de conquête et de protectionnisme. Seulement, aussi faibles que fussent ces tentatives, elles se heurtèrent aussitôt à la résistance acharnée et irréductible des partis réactionnaires, qui vivent de la politique mondiale du capitalisme en faillite. Ces partis s'en prirent à la politique de Caprivi en utilisant de façon logique une peur indécente des socialistes et, quand leurs efforts incessants pour fabriquer une nouvelle loi contre les socialistes échouèrent aussi systématiquement devant la politique énergique et habile de la social-démocratie, leur politique de conquête et de protectionnisme sut s'afficher avec d'autant plus d'arrogance. Si la politique coloniale de Bismarck commença par l'acquisition de quelques déserts de sable et de marécages africains dont la part de commerce global rapportée aux dimensions du marché mondial était tout à fait minuscule, elle se trouvait dix ans plus tard devant le problème de la Chine, devant la conquête du dernier grand marché sur terre où les produits des pays industriels modernes peuvent trouver un débouché, et qui en même

temps possède toutes les conditions internes pour un développement industriel grandiose. Et combien les tendances protectionnistes dans les tarifs douaniers que Bismarck fit passer, sous couvert de la loi contre les socialistes, apparaissaient faibles relativement, comparées aux tarifs douaniers que les partis réactionnaires à Noël 1902 imposèrent de force au Reichstag, en faisant impitoyablement violence à la minorité !

Mais cette politique mondiale réactionnaire, c'est dans l'impérialisme qu'elle trouva son expression politique. Il est la forme caractéristique de domination pour la fin de l'économie capitaliste, exactement comme l'absolutisme l'est pour ses débuts. Historiquement, l'absolutisme apparaît dans les périodes de transition, au moment où les anciens états féodaux disparaissent et où, à partir de l'état de bourgeoisie du Moyen Âge, naît la classe bourgeoise moderne, sans que l'une des parties en lutte puisse avoir raison de l'autre. C'est sa mission historique de développer la classe bourgeoise et c'est son destin historique que cette classe le rende superflu, si bien que, à son heure dernière, il se jette d'habitude dans les bras du féodalisme qu'il combattait autrefois, et sombre avec lui. L'impérialisme est d'une tout autre trempe que cet absolutisme ; il apparaît sur la scène historique en ultime sauveur de la bourgeoisie dominante, devant le prolétariat qui la pousse déjà dans ses derniers retranchements. Comme d'ordinaire il n'est donné à la bourgeoisie qu'une courte période de domination sans nuage, le début de l'impérialisme suit d'habitude assez vite la fin de l'absolutisme ; mais en Allemagne ils se sont complètement fondus et le rude pays des chênes et des tilleuls a le douteux plaisir de vivre à l'ombre à la fois de l'absolutisme et de l'impérialisme. C'est une espèce de mal national invétéré qui rappelle ces lignes de Marx il y a soixante ans, quand il écrivait que l'Allemagne savait allier les tares civilisées de l'État moderne, dont elle ne possédait pas les avantages, avec les tares barbares de l'Ancien Régime, dont elle jouissait pleinement [1].

La faute en revient à la bourgeoisie allemande qui, au moment où elle pouvait en finir avec l'absolutisme, ne voulut pas reproduire le modèle expéditif donné par la bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française, qui avaient frappé l'absolutisme en la personne de Charles I^er^ et de Louis XVI. Justement, à l'opposé, elle devint plutôt « monarchiste » jusqu'à la moelle, elle prit même un brevet de fidélité « authentique », « vraie », « indéfectible » au roi, précisément au moment où elle était suffisamment puissante pour en finir avec l'absolutisme. Elle agit ainsi parce que, au moment de sa victoire, elle sentait déjà sur ses talons le pas des masses prolétariennes, parce que l'heure de la mort de l'absolutisme était

1 Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel.*

déjà l'heure de la naissance du communisme. La bourgeoisie allemande mena la même politique suicidaire que l'absolutisme mène d'ordinaire ; elle renonça à l'activité civilisatrice qui lui est propre et se jeta dans les bras de l'adversaire qu'elle avait autrefois combattu, pour s'acheter un délai de grâce. Mais ce faisant elle s'est seulement embarquée sur une galère qui n'était pas faite pour résister victorieusement à la tempête de la lutte de classe prolétarienne.

L'impérialisme apparaît infiniment plus puissant, mais il est beaucoup moins solide que l'absolutisme. Si ce dernier, en aplanissant le chemin au développement bourgeois, avait réellement à accomplir la fonction historique de pionnier, il ne revient à l'impérialisme que la fonction historique de gendarme, celle d'empêcher le développement du prolétariat pour assurer aux classes possédantes une domination sans nuage. En apparence, l'impérialisme a une position plus libre et plus indépendante que n'avait l'absolutisme, parce qu'il ne maintient plus seulement l'équilibre entre deux mais entre trois classes, seulement cette apparence est trompeuse car il ne peut plus jouer un contre un mais toujours un contre deux, il ne peut donc que mener toujours un jeu perdu d'avance et est contraint de louvoyer éternellement.

Les possibilités de jouer deux contre un sont justement pour lui impossibles. Il pourrait devenir une grande puissance s'il était capable de mettre d'accord junkers et bourgeoisie et de bâillonner la classe ouvrière. Mais il ne peut pas bâillonner la classe ouvrière depuis qu'elle a passé avec succès l'épreuve du feu de la loi contre les socialistes, pas plus qu'il ne peut réunir durablement les intérêts des junkers et de la bourgeoisie, comme le montre l'éternel échec de la prétendue « politique de rassemblement ». Une autre possibilité – et il ne manque pas d'essais dans ce sens – serait que l'impérialisme cherche à imposer les intérêts communs de la bourgeoisie et du prolétariat face aux junkers, mais il ne fait jamais que quelques pas timides sur un chemin qu'il ne peut emprunter en vérité que pour se rendre lui-même superflu. Aussi louvoie-t-il, en se présentant comme s'il pouvait, d'un seul signe du doigt, chambouler immédiatement quelques continents alors que, dans chaque conflit d'intérêt entre les trois grandes classes de la société moderne, il ne sait que dire ni que faire.

La politique mondiale du socialisme montant est intimement liée à la politique mondiale du capitalisme en faillite, mais elle est en contradiction inconciliable avec elle. Le prolétariat moderne, dont l'intelligence et l'énergie ont conduit la grande industrie à son point culminant et qui de plus en plus a évincé la « direction intellectuelle » de la bourgeoisie, est l'adversaire-né d'une politique qui veut justement arrêter le développement de la grande industrie au point où ce développement se heurte

aux intérêts des classes réactionnaires et offre au prolétariat le levier salvateur de sa propre libération. En défendant leurs intérêts propres, les ouvriers allemands représentent en même temps les intérêts de la nation quand ils disent : plus la classe ouvrière est développée, plus elle est intelligente, plus elle est prospère, plus l'industrie nationale est florissante et plus sa position sur le marché mondial est forte ; la politique sociale la plus radicale est toujours la politique mondiale la plus réussie.

Cette conclusion simple et évidente découle tellement de l'ensemble des conditions de vie du prolétariat moderne que ni la force ni la ruse ne peuvent la lui ravir. Toutes les tentatives pour abuser les ouvriers allemands en leur masquant cette situation se sont vite effondrées, même quand elles furent entreprises de bonne foi par des idéologues de la bourgeoisie coupés du monde et qui en soi ne manquaient pas de talent. La plus notable de ces entreprises, l'agitation nationale-sociale[1], qui voulait réconcilier le prolétariat avec l'impérialisme, a abouti à ce que, après avoir pendant sept ans puisé dans le tonneau des Danaïdes, ses représentants retournèrent dans le giron de la bourgeoisie dont ils étaient sortis pour la combattre. Toute leur éloquence infinie pour les projets d'une flotte sillonnant les mers à l'infini se dissipa comme l'écume ténue de la vague devant la conviction inébranlable de la classe ouvrière que la politique maritime et coloniale a été portée par l'Histoire sur les mêmes fonts baptismaux que les droits sur les céréales et la loi contre les socialistes.

Impérialisme et social-démocratie s'opposent ainsi irréductiblement. Entre eux il ne peut jamais y avoir de paix, même pas un armistice. Mais le combat qu'ils se mènent n'est pas un combat entre deux adversaires à égalité, dont l'issue peut être en quelque sorte incertaine. Apparemment, et pour une période encore indéterminée, l'impérialisme peut prétendre à une suprématie plus ou moins écrasante, mais chaque jour nouveau effrite sa puissance et renforce la puissance de son ennemi mortel. L'impérialisme suce la moelle épinière politique des classes possédantes, qui lui ont vendu leur âme par crainte pour leur peau et pour leur bourse, et celle de la classe bourgeoise plus que d'aucune autre classe, précisément parce qu'en se soumettant à lui elle est la plus infidèle à elle-même. Mais, dans la même proportion, il renforce l'épine dorsale politique des classes non possédantes, en premier lieu celle du prolétariat de la grande

1 En 1896, Friedrich Naumann, théologien protestant et libéral bourgeois, fondait l'Association nationale sociale qui avait pour but de détacher les ouvriers allemands de la social-démocratie et de les réconcilier avec l'État capitaliste. Ce mouvement national-libéral était pour un empire « social » et défendait énergiquement la politique impérialiste.

industrie qui voit continuellement ses intérêts vitaux les plus inaliénables contrecarrés par ce mandataire de toute réaction politique et sociale.

L'impérialisme se révèle un instrument particulièrement efficace pour réveiller les masses populaires politiquement encore indolentes. La politique en zigzag qui est dictée à l'impérialisme par ses conditions de vie historiques ne peut se faire que d'une manière qui est ressentie par les couches les plus larges de la nation comme capricieuse et instable, mais qui justement à cause de cela est extrêmement irritante. Si pour cette raison son autorité est déjà fortement ébranlée, elle l'est encore plus fortement par l'expérience quotidienne montrant que, sous cette apparente puissance supérieure, ne se tapit qu'une totale impuissance. Il est très facile de comprendre que l'impérialisme se prenne lui-même pour un dieu qui, par ses foudres, peut réduire à néant toute résistance, mais la légion des croyants se réduit quand elle voit ses foudres se perdre dans les sables. En s'imaginant être un créateur, il ne se dévoile que comme une créature qui n'est même pas capable d'imposer ses volontés à l'une de ces classes possédantes dont les difficultés communes justifient son existence historique.

Ainsi se volatilise entre les mains de l'impérialisme le capital d'autorité politique qu'avait autrefois amassé l'absolutisme. Le caractère jadis civilisateur de la forme de domination monarchique s'évanouit, en échange tous ses aspects rétrogrades et dépassés apparaissent avec une dureté et un tranchant doublement blessants. Le grand pays industriel qu'est l'Allemagne est tourmenté par les mille fléaux grands et petits issus du système bureaucratico-militaro-policier des rustres de l'est de l'Elbe. En revanche la politique impérialiste en Allemagne produit sans nul doute infiniment bien plus de grandes phrases, mais incomparablement moins d'actes concrets qu'en Angleterre, en France, en Russie ou en Amérique du Nord. En exigeant sans cesse les biens et le sang de la nation – et l'impérialisme est la forme de domination la plus onéreuse qu'il y ait jamais eue – son fouet n'excite toutes les couches des masses non possédantes que pour les précipiter d'une déception dans une autre.

Si le mode de production capitaliste en général dresse et instruit les bataillons ouvriers, sa phase impérialiste exerce en quelque sorte ces bataillons au feu. Elle livre chaque jour à l'agitation révolutionnaire de nouveaux stimulants lui permettant de se déployer plus vigoureusement, ce que le crétinisme bourgeois, qui est incapable de comprendre les enchaînements historiques et a vite fait de recourir à une formule à effet, cherche à s'expliquer par l'expression « chance de cochon » de la social-démocratie. Cette « chance de cochon » n'est rien d'autre que le fait bien réel que seule la classe ouvrière organisée économiquement et poli-

tiquement est capable d'opposer aux effets ravageurs et dévastateurs de l'impérialisme une résistance puissante et inébranlable. Cela, aucun parti bourgeois ne le peut, pas même quand il tente de se présenter sous le masque de l'opposition la plus irréductible. Car tous les partis bourgeois tombent en décadence du fait de l'impérialisme, parce qu'en dernière analyse ils se cramponnent tous à lui.

Oui, dans ce monde absurde où raison devient déraison et bienfait calamité, c'est le sort des partis bourgeois que d'avoir la force d'empêcher l'impérialisme d'avoir une action civilisatrice quand il le voudrait, mais d'être contraints de le laisser faire quand il entraîne la nation à sa perte. Par leurs intrigues, les hobereaux réactionnaires font échouer depuis des années le projet de loi sur les canaux, mais ils approuvent en grinçant des dents la « flotte monstrueuse »[1] ; la bourgeoisie libérale freine de toutes ses forces les petits progrès de la législation sur la protection ouvrière, mais prodigue à pleines mains ses largesses au militarisme, qui pèse précisément sur elle comme un cauchemar. Mais le destin le plus pitoyable est celui du parti qui, à l'ombre de l'impérialisme, a le sort peu enviable de jouer au parti « déterminant ». Si l'ultramontanisme fut le seul parti bourgeois qui sut au moins, avec une certaine cohérence et une certaine vigueur, s'opposer à Bismarck quand il commença à jouer le rôle de maire du palais, il joue sous l'impérialisme un rôle infiniment plus lamentable que celui que le national-libéralisme a jamais joué à l'époque de Bismarck. Si ce dernier avait autrefois sacrifié ses idéaux politiques en échange d'une législation économique qui, à sa manière au moins, était un progrès historique, le parti ultramontain doit se contenter des pourboires les plus miteux, qui de surcroît, comme la loi Heinze[2], finissent par lui échapper des mains.

Ainsi la social-démocratie, supposée sans patrie, est devenue en Allemagne le parti le plus national, et même l'unique parti national, autour duquel se rassemble en masses de plus en plus denses tout ce que la nation

1 L'impérialisme allemand décida la construction d'une puissante flotte de guerre ; en 1898 et en 1900, le Reichstag approuva les premiers projets pour la construction de cette flotte. Il en fut de même en 1906,1908 et 1912.

2 La loi Heinze est le nom donné en 1900 à un amendement qui s'ajoutait aux dispositions légales contre le proxénétisme et la diffusion d'ouvrages obscènes, et les aggravait. Le Zentrum et les conservateurs tentèrent de faire introduire de nouvelles dispositions qui auraient mené à une nouvelle restriction de la liberté artistique et littéraire. Cette manœuvre réactionnaire fut déjouée par l'opposition de larges cercles de la population dans le pays, avant tout les écrivains et les artistes, et tout particulièrement par la social-démocratie.

possède encore de vitalité politique. C'est la raison, l'unique raison qui explique son développement ininterrompu qui, depuis la chute de la loi contre les socialistes, s'accroît à un tempo qui ne fait que s'accélérer et qui a désarçonné les myopes qui rêvaient jadis que le parti disparaisse, dès qu'aurait sauté le cercle de fer de la loi contre les socialistes. Les menaces et les persécutions continuelles contre la classe ouvrière contribuèrent sans aucun doute à pousser en avant le combat de classe prolétarien, mais ses flammes continueraient à brûler, même si ces soufflets cessaient de les attiser. Leur combustible réel est un monde en putréfaction, qui doit disparaître dans un feu purificateur si l'on ne veut pas que la civilisation humaine disparaisse.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire est devenu le garant de stabilité dans la course folle des phénomènes que génère le déclin historique du mode de production capitaliste. La hache dans une main et la truelle dans l'autre, il ne se contente pas de détruire la société capitaliste mais il bâtit aussi la société socialiste. Dans les treize dernières années, il a accompli une immense somme de travail pratique, dont cependant nous ne pouvons examiner brièvement ici que le rameau historiquement le plus important : la floraison du mouvement syndical qui vient enfin de placer l'organisation économique des ouvriers allemands au même rang que leur organisation politique.

2. La décennie des syndicats

La raison pour laquelle, en Allemagne, le mouvement syndical du prolétariat s'est développé plus lentement que son mouvement politique ressort très clairement de l'histoire de la social-démocratie allemande. Les causes en tout cas étaient bien plus profondes que le manque de compréhension de Lassalle pour la chose syndicale, que d'habitude l'on rend au premier rang responsable de ce retard. Si en dehors de cela avaient existé les conditions historiques pour un développement vigoureux du syndicalisme allemand, l'autorité de Lassalle, aussi grande fût-elle parmi les ouvriers d'alors, aurait été loin d'être assez grande pour arrêter la marche des choses, même en supposant – ce qu'on n'a absolument pas le droit de supposer – que Lassalle lui-même n'ait pas su percevoir les signes des temps. De toute façon, son point de vue sur cette question n'était pas aussi éloigné qu'on l'admet d'ordinaire du point de vue de Marx et Engels.

C'est dans son pamphlet contre Proudhon que Marx s'exprima pour la première fois sur les syndicats. Bien qu'en 1847 ils fussent rejetés de la même manière par les économistes bourgeois et les socialistes utopistes, Marx voyait en eux un produit nécessaire de la société capitaliste. Seulement, Marx ne voyait pas encore l'importance spécifique et indépendante

qu'ils ont pour la lutte de classe prolétarienne. Il leur attribuait un pouvoir immense sur le développement de l'industrie, même s'ils n'avaient pas d'autre effet que de susciter des inventions mécaniques pour les contrer ; mais en dehors de cela il voyait en eux la première tentative du prolétariat de s'organiser en classe, pour mener ensuite un combat politique dans une lutte classe contre classe ; il les comparait à la coalition de la bourgeoisie contre les seigneurs féodaux, qui au début aussi avait été seulement partielle, jusqu'à ce que la bourgeoisie constituée en classe ait renversé la domination féodale et façonné la société à son image.

Ce qui mérite encore davantage d'être noté c'est que dans l'*Adresse inaugurale* de l'Internationale, à l'automne 1864, alors que Lassalle était déjà mort, Marx cite deux grands faits qu'il estime être des aspects compensateurs de la défaite du mouvement ouvrier européen dans les années 1850, en premier lieu bien sûr la journée de travail légale mais ensuite, non pas le mouvement syndical, mais celui des coopératives, ce qui conduirait donc à penser que les Pionniers de Rochdale auraient été un phénomène historique plus important que l'association de métier des constructeurs de machines anglais, affirmation à laquelle un socialiste d'aujourd'hui aura du mal à souscrire. Les syndicats, on n'en parle pas plus dans *l'Adresse inaugurale* que dans la *Lettre ouverte* de Lassalle. En revanche l'exposé de l'*Adresse inaugurale*, disant que le mouvement des coopératives, « limité à des tentatives occasionnelles de quelques ouvriers, n'est pas capable de briser le monopole capitaliste » mais, étendu à des dimensions nationales et encouragé par des moyens d'État, peut sauver les masses, est très proche du texte d'agitation novateur de Lassalle.

Ce qui valait pour Marx et Lassalle eux-mêmes valait aussi pour leurs partisans, tant qu'ils marchaient en colonnes séparées. Malgré l'aversion de Lassalle pour les syndicats, ce furent d'abord des lassaliens qui, passant outre la résistance dans leurs propres rangs, furent les premiers à fonder des associations de métier, dès qu'ils comprirent que les masses ouvrières s'engageaient d'elles-mêmes sur ce chemin. Bien sûr, on peut dire que dans cette entreprise ils ont commis de grandes erreurs, mais on peut en dire tout autant de l'autre fraction de la social-démocratie qui, en 1871 à son congrès de Stuttgart, indiquait comme tâche principale des syndicats la création et la promotion d'établissements de production en commun. Même si, l'un dans l'autre, c'est la tendance lassalienne qui a eu le moins d'intérêt et de compréhension pour le mouvement syndical, la différence n'était cependant pas grande au point de revêtir une importance décisive dans la question de savoir pourquoi en Allemagne le mouvement ouvrier syndical s'est développé plus lentement que le mouvement politique.

En dernière analyse, ce phénomène était le produit de toute l'histoire allemande. Le capitalisme allemand était un tard-venu au regard de ses frères et sœurs de l'Europe de l'Ouest : lorsque la bourgeoisie allemande, et de ce fait aussi le prolétariat allemand, commença à se développer sur une échelle relativement grande, tous deux se trouvaient déjà en présence d'expériences historiques accumulées concernant la lutte de classes qui devait forcément éclater entre eux. La conséquence en fut pour le prolétariat une confiance en soi plus audacieuse et une perspective plus vaste, pour la bourgeoisie une irrésolution plus grande et un horizon plus étroit : ces deux facteurs, agissant en sens inverse avec une force croissante, eurent pour résultat que la bourgeoisie renonça au combat contre l'absolutisme et le féodalisme, que la classe ouvrière dut jeter tout son poids dans cette lutte afin de gagner pour son organisation syndicale le champ libre dont elle a besoin sur le terrain de la société bourgeoise moderne. L'instinct de conservation le plus élémentaire imposa à la lutte de classe prolétarienne de placer son organisation politique au-dessus de son organisation syndicale ; si elle avait procédé à l'inverse, elle aurait eu besoin d'un temps infiniment plus long pour devenir une force dans la vie nationale.

Mais elle n'a pas procédé à l'inverse et ne pouvait non plus procéder à l'inverse. Certes l'instinct qui la pousse vers l'organisation syndicale s'enracine bien trop profondément dans la classe ouvrière moderne pour qu'elle n'ait pas constamment tenté de faire pousser de nouvelles racines. Seulement c'est précisément la facilité avec laquelle les autorités réactionnaires anéantissaient ces tentatives, à l'aide d'une législation rétrograde, qui renvoyait continuellement les ouvriers à la lutte politique. Ensuite vint le temps de la loi contre les socialistes, qui ne fut nullement décrétée parce que les classes dominantes redoutaient que la social-démocratie mette un beau jour le feu à leur maison, mais parce qu'elles voulaient arracher aux ouvriers la modeste part de droits qu'ils avaient petit à petit conquise sur le terrain de la société capitaliste. Sous la pression de la loi contre les socialistes, le mouvement syndical aussi refaisait constamment surface malgré les persécutions policières, ce qui fit en vérité que, sous la pression des circonstances, il dut assumer bien des tâches qui étaient étrangères à sa nature historique.

Cela eut des effets néfastes sur son développement, dans les premières années après la chute de la loi contre les socialistes. En particulier le conflit sur la forme d'organisation, qui précisément était aussi une conséquence de la loi contre les socialistes, absorba plus de forces et de temps qu'il aurait été nécessaire, ou même seulement supportable, et finit par susciter un certain dégoût dans les cercles ouvriers qu'on aurait dû

gagner à l'organisation syndicale. À cela s'ajoutèrent la dépression économique et une forte résistance des entrepreneurs, qui se manifesta avec le plus de force là où l'État, malgré sa « royauté sociale », était l'entrepreneur. Le congrès de Halle en 1890 avait manifesté sa sympathie la plus vive pour le mouvement syndical, seulement trois ans plus tard, au congrès de Cologne, des doutes se firent sentir, non certes sur le bien-fondé de son existence mais sur son efficacité. Ces doutes avaient leur origine dans la crainte que, face à la concentration de plus en plus gigantesque du capital, les syndicats soient condamnés à une impuissance éternelle, ou encore dans l'inquiétude que, à cause de l'assurance ouvrière organisée par l'État, ils soient privés d'activités trop importantes pour rester encore viables. Cependant il y eut très vite un nouvel essor des syndicats, qui les fit reconnaître sans appel comme chaînon nécessaire du mouvement ouvrier moderne et les plaça définitivement à égalité à côté du parti politique. Parvus portait un jugement historique de valeur durable quand il écrivait, dans une brillante analyse de cet essor syndical : *« La plus grande réalisation des ouvriers allemands depuis la chute de la loi contre les socialistes est le développement des syndicats. Dans le développement historique de la dernière décennie, il n'y a rien qui lui soit, même de loin, comparable en importance pour le combat de classe prolétarien. »*

Le levier principal des progrès considérables des syndicats était la prospérité de l'industrie qui se manifesta vers le milieu des années 1890 et dura jusqu'à la fin de cette décennie. Si elle contribua beaucoup à prolonger provisoirement l'existence de la politique impérialiste des classes dominantes, la classe laborieuse mit toute son ardeur à l'utiliser pour fonder l'édifice permanent de son organisation syndicale, au point que la crise économique qui repart depuis le début du nouveau siècle n'est pas capable de la paralyser une nouvelle fois. La crise a ralenti l'essor des syndicats, mais ne l'a pas interrompu.

D'un peu plus de 200 000 ouvriers organisés syndicalement en 1893, le nombre des membres des fédérations syndicales centrales était passé à 733 206 en 1902. Dans vingt-sept métiers plus de 20 % des ouvriers sont organisés et dans quinze autres plus de 30 %. En font partie les imprimeurs, sculpteurs, chaudronniers, gantiers, verriers, paveurs, lithographes, ouvriers des ports, tapissiers, charpentiers de navires et ouvriers des arsenaux, potiers, ouvriers communaux, maçons, stucateurs, brasseurs, graveurs et ciseleurs, ouvriers de la porcelaine, tonneliers, doreurs, chapeliers, relieurs, ouvriers sur métaux, menuisiers, peintres, ouvriers du bois, couvreurs et pelletiers. Les finances des syndicats ont augmenté aussi en proportion de cette augmentation de leurs membres. En 1902, leurs rentrées avaient augmenté de 10 millions de marks net de plus

qu'en 1891 et leurs dépenses se montaient à cette époque à 9,5 millions. En tout, les syndicats devaient enregistrer en 1902 des rentrées d'argent de 11 097 744 marks et des sorties de 10 005 528 marks ; il restait une encaisse de 10 258 559 marks. Depuis 1891, les fédérations syndicales centrales ont encaissé 62 287 743 marks et déboursé 55 254 131 marks.

Toutefois 14,42 % seulement des ouvriers de l'industrie sont organisés syndicalement et sur ce terrain il reste encore un énorme travail à faire. Seulement, les choses ont pris leur cours historique, et aujourd'hui l'organisation économique du prolétariat allemand s'est enracinée aussi solidement que son organisation politique. En même temps, le développement tardif des syndicats allemands a eu cet avantage de leur éviter les erreurs dans lesquelles les trade-unions sont tombés. Bien sûr, les amis bourgeois des ouvriers se sont tout de suite efforcés de semer la mauvaise herbe dans ce blé, et il était jusqu'à un certain point dans la nature des choses que se manifeste un peu de rivalité quand, dans des conjonctures favorables, l'organisation économique de la classe ouvrière se développait puissamment, alors que son organisation politique était condamnée à patauger dans le marais stagnant d'un cours en zigzag. S'il s'y mêlait parfois une surestimation du mouvement syndical, c'était le même phénomène qu'on pouvait observer autrefois en sens inverse, lorsque le mouvement politique avançait plus vite que le mouvement syndical. La situation dans laquelle la classe ouvrière moderne doit se battre, ce n'est pas elle, mais le développement historique qui la fait et, malgré toute la clarté d'esprit que l'on peut avoir sur la pratique et les principes, il est très naturel que, dans ces circonstances données, le bras qu'elle peut bouger avec le plus de force lui paraît en soi être aussi le plus fort.

Au-delà de ces petites frictions, inoffensives autant qu'inévitables, il n'y a eu aucun désaccord sérieux entre le mouvement ouvrier syndical et politique, et on veille aussi suffisamment à ce qu'il n'y en ait jamais. Comme le montrait déjà la première moitié des années 1870, la deuxième moitié des années 1890 montre à nouveau que même le développement le plus brillant du mode de production capitaliste n'est capable d'offrir aux ouvriers qu'une amélioration très problématique de leur situation, alors qu'il étouffe le capital sous de prodigieuses richesses. Entre 1895 et 1900, 11,5 milliards de marks – à la valeur du cours – de nouvelles émissions ont été lancés sur le marché allemand de l'argent, ce qui, étant donné que l'ensemble du capital amassé est loin de passer par la Bourse, rend compte bien imparfaitement de l'accroissement total du capital en Allemagne pendant les années de l'essor industriel. Dans le même temps, selon les calculs comme chacun sait relativement avantageux de l'assurance-accidents, le revenu moyen des ouvriers a augmenté d'un peu moins de 15 %, si bien qu'il se montait

en 1899 à 752 marks pour l'année, c'est-à-dire même pas 15 marks par semaine. Mais ensuite, exactement comme lors de la prospérité industrielle des années 1870, une hausse générale plus ou moins grande des prix rendit illusoire cette misérable augmentation des revenus. À cela s'ajoutait enfin que cette augmentation ne provenait que pour une part minime de l'augmentation des salaires, et la plupart du temps d'une occupation plus régulière et des heures supplémentaires, si bien qu'elle dut encore être payée par une recrudescence des accidents dans l'industrie et par l'accroissement absolu et relatif de l'exploitation des enfants.

Les organisations syndicales de la classe ouvrière ne peuvent pas non plus supprimer ces conséquences d'airain du mode de production capitaliste. Du début de l'année 1895 à la fin de l'année 1899, les syndicats allemands ont prélevé 5 250 000 marks dans leur caisse pour les grèves, ce à quoi, selon les calculs de leur commission générale, on doit ajouter encore 2 millions et demi de marks environ récoltés dans des souscriptions. Si – ce qui serait un minimum – on évalue la perte de salaire au double des secours versés aux grévistes, les grèves dans cette période ont coûté environ 25 millions de marks aux ouvriers allemands. Or, sur l'ensemble des grèves, les grèves défensives représentaient 46 % en 1895, 31,3 % en 1896, 42,9 % en 1897, 53,3 % en 1898, 45,5 % en 1899. Dans la période de prospérité industrielle, entre un tiers et la moitié des grèves devaient donc être faites pour ne pas en plus laisser se détériorer la situation des ouvriers. Même une grève défensive menée avec succès ne signifie pas encore pour les ouvriers une amélioration de leur situation ; partiellement gagnée elle signifie déjà une perte. Parmi les grèves de l'année 1899, 45,5 % seulement ont conduit à une amélioration de la situation des ouvriers et cela dans les proportions suivantes : 31,4 % se terminèrent par une victoire totale et 14,1 % par une demi-victoire des ouvriers. Plus de la moitié de l'ensemble des grèves n'ont pas élevé la situation des ouvriers, 21 % se terminèrent par sa détérioration. La vieille expérience, selon laquelle avec les grèves défensives les ouvriers perdent beaucoup plus qu'avec les grèves offensives, se confirma également dans la deuxième moitié des années 1890 ; le pourcentage des pertes avec les grèves défensives était plus de deux fois plus grand qu'avec les grèves offensives. Il résulte de cela que ce n'est qu'au moment d'une situation économique particulièrement favorable que, en général et dans chaque cas particulier, les syndicats sont capables de mener victorieusement une grève, qu'ils sont donc bien loin de pouvoir renverser par eux-mêmes le mode de production capitaliste.

Leur valeur inestimable est de renforcer la puissance de la classe ouvrière, en sorte qu'elle ne soit pas livrée sans conditions à la puissance montante du capital concentré. Il n'était pas juste, ce jugement d'un chef du mouvement syndical qui estimait au congrès de Cologne que l'effi-

cacité éducative de la lutte de classe politique était pratiquement égale à zéro comparé à l'efficacité de la lutte de classe économique ; ce qui est juste toutefois, c'est que le mouvement syndical libère dans la classe ouvrière moderne une série de capacités et de forces qui ne peuvent être libérées de cette manière par son mouvement politique, mais qui néanmoins doivent être libérées pour assurer la victoire au prolétariat. Aussi les deux mouvements sont-ils condamnés à se compléter l'un l'autre, et en Allemagne le danger que les syndicats puissent succomber aux séductions trompeuses des prétendus amis des ouvriers venus de la bourgeoisie est plus éloigné que dans tout autre grand pays industriel.

Chaque jour qui passe, la politique impérialiste veille à renvoyer le mouvement syndical au seul ami véritable qu'il a sur la terre allemande. L'enseignement de la loi de la réclusion criminelle[1] est et demeure en mémoire ; ce coup était dirigé contre le mouvement syndical en pleine floraison, comme à son époque le coup de la loi contre les socialistes était dirigé contre le mouvement social-démocrate en pleine floraison. Au moment de la prospérité la plus grande, lorsque l'industrie, la finance, les propriétaires d'immeubles, les grands propriétaires fonciers accumulaient richesses sur richesses, le Reich de la fameuse réforme sociale se laissa entraîner par le capital à traquer les syndicats, il brandit le fouet contre les ouvriers pour les empêcher d'arracher ne serait-ce que la part la plus modeste, la véritable part du pauvre, sur l'excédent général de richesse. Mais sans la social-démocratie le projet de loi de réclusion criminelle se serait transformé en loi ; comme si souvent déjà par le passé, cette fois aussi le mouvement syndical aurait été écrasé, s'il n'avait pas eu le mouvement ouvrier politique comme puissant rempart. De telles expériences ne s'oublient pas si facilement, surtout pas dans la période du « prix usuraire du pain »[2] qui aurait étroitement soudé les deux grandes branches du mouvement ouvrier allemand, même si elles avaient été enclines à se séparer, ce qui à vrai dire n'était pas le cas. À quoi sert aux syndicats d'obtenir à grand-peine et au prix des privations les plus

1 En 1901, le Reichstag refusait un projet de loi du gouvernement qui mettait sévèrement en danger le droit de grève des syndicats et, entre autres, menaçait de réclusion criminelle la mise en place de piquets de grève contre les briseurs de grève.

2 En 1902, la majorité réactionnaire du Reichstag éleva les droits protectionnistes sur les céréales, ce qui eut pour conséquence une augmentation du prix du pain et un enrichissement des grands propriétaires fonciers. La social-démocratie mena une vive campagne contre le « prix usuraire du pain » et sortit victorieuse des élections de 1903, où un électeur sur trois vota pour elle.

lourdes des augmentations de salaire si, par une augmentation des droits sur les denrées alimentaires, le succès péniblement acquis est escamoté d'un coup au profit de la plus rétrograde d'entre les classes possédantes ?

Les syndicats ne sont pas des organisations politiques, ils sont ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'orientation politique, au moment des grèves ils ne demandent pas leur confession aux grévistes ; mais ceux qui veulent leur faire croire qu'ils n'auraient pas à se soucier du mouvement ouvrier politique veulent les tromper sur leurs intérêts vitaux les plus importants et ils sont d'autant plus dangereux que, pour pouvoir les tromper, ils ont d'abord appris à se tromper eux-mêmes.

Cependant il n'existe pour l'instant aucun danger que le lien d'airain entre l'organisation économique et l'organisation politique du prolétariat allemand puisse être jamais défait. Car, devant les actes de la politique impérialiste, toutes les jongleries de l'éloquence bourgeoise éclatent comme bulles de savon.

3. Le révisionnisme

Chez les adversaires de la social-démocratie, on associe les plus grandes espérances en une scission du parti au conflit sur le prétendu mouvement révisionniste, qui a dominé une série de congrès et qui a produit une littérature assez abondante. En vérité, à aucun moment il n'a encore été capable d'influencer la politique pratique du parti et, tant qu'il ne produira pas cette preuve d'esprit et de force, il est dépourvu de toute importance historique.

Comme autrefois les surnoms « Vieux » et « Jeunes », les surnoms « marxistes » et « révisionnistes » sont des formules creuses. Des marxistes, dans le sens où Marx lui-même ne voulait pas être marxiste, il n'y en a pas dans le parti et il ne peut y en avoir ; ne jurer que par les paroles des maîtres est seulement le triste sort de toutes les écoles qui connaissent une vérité définitive de dernière instance. Le marxisme justement ne connaît aucune vérité de ce genre. Il n'est pas un dogme infaillible, mais une méthode scientifique. Il n'est pas la théorie d'un individu, à laquelle un autre individu pourrait opposer une théorie autre et supérieure ; il est au contraire la lutte de classe prolétarienne formulée en idées ; il est issu des choses mêmes, du développement historique, et change avec eux ; c'est pourquoi il n'est pas plus un mensonge creux qu'une vérité éternelle. Et cela est tout à fait conforme au fait que ce sont justement les marxistes « orthodoxes » qui, en suivant la méthode scientifique de Marx et Engels, ont su réviser les résultats scientifiques autrefois acquis par ces hommes.

Aussi longtemps que la lutte d'émancipation du prolétariat domine la vie de la société bourgeoise moderne – et il la domine d'année en année toujours plus – aussi longtemps donc le marxisme sera le dernier mot de toute science de la société, c'est-à-dire de la véritable science de la société, qui a pour ambition de comprendre les choses en tant que telles et non de les enjoliver. Quiconque veut dépasser le marxisme en tant que méthode scientifique et cependant ne veut pas revenir simplement au monde bourgeois, tombe soit dans l'éclectisme soit dans le scepticisme. Il tombe dans l'éclectisme quand, à partir de matériaux pris un peu partout, il bâtit une nouvelle théorie qui pour la solidité n'a rien à envier à un château de cartes. Ou bien il tombe dans le scepticisme quand il accole un point d'interrogation derrière chaque proposition de Marx, ou bien même, selon la méthode déjà caractérisée par Lessing, quand il oppose à telle ou telle de ses propositions quelque chose de plausible pour le prétendu bon sens commun, mais passe sur tout le reste avec un mépris souverain. C'est entre le Scylla de cet éclectisme et le Charybde de ce scepticisme que le révisionnisme est ballotté sans gouvernail.

Sa véritable nature est de n'avoir pas de nature. Parce qu'il se comprend mal lui-même, il se sent, non sans raison, mal compris de tous ; comme il n'est que brouillard, il affirme avec quelque raison ne pas être chair et os. Il révise la théorie socialiste, non sur le terrain de la théorie socialiste, mais à partir de conceptions bourgeoises qui l'épouvantent ensuite lui-même et dont il se défend. Ce qui pour le marxisme est un moyen menant au but – la critique incessante par laquelle il explore la réalité du moment – est devenu pour le révisionnisme un but en soi ; il révise pour réviser et, par seule crainte d'un dogme absolu, il dédaigne toute vérité relative. Il ne va pas jusqu'au bout d'une idée et se plaint qu'on manque au « bon ton » quand la logique des choses taille dans le tendre de sa chair.

Ainsi, il vient de rien, ne passe par rien, n'aboutit à rien. Il n'y a jamais eu de plus mauvais prophète que le révisionnisme. Tandis que l'essor industriel dans la deuxième moitié des années 1890 incitait les marxistes « orthodoxes » à se livrer à des examens minutieux et laborieux pour vérifier dans quelle mesure la théorie marxiste des crises était légitime, le révisionnisme déclarait sans hésiter qu'une crise générale de l'économie, du type des précédentes, était improbable pour une assez longe période, ce à quoi la crise qui suivit sans tarder apporta la réponse exacte. Tandis que les marxistes saluaient avec joie le développement croissant des syndicats, sans pour autant perdre de vue l'accumulation incomparablement plus forte du capital, se fondant sur des succès des syndicats le révisionnisme promettait une expropriation progressive de la classe des

capitalistes. Tandis que les marxistes étudiaient la nouvelle forme de la politique impérialiste et à partir d'elle prédisaient qu'elle userait complètement la force politique de la bourgeoisie mais procurerait une plus grande marge de manœuvre à la force révolutionnaire du prolétariat, les révisionnistes rêvaient d'un parti ouvrier démocrate socialiste qui devait chercher son salut dans l'alliance avec la bourgeoisie encore assez saine, ce à quoi encore une fois les élections au Reichstag et au Landtag de 1903 ont donné la réponse exacte.

Dans ces conditions, le révisionnisme n'offre d'autre intérêt historique que celui de se demander comment il a pu naître dans la social-démocratie allemande. À cette question la réponse est que le parti était surchargé de travail pratique qui dans une large mesure absorbait ses forces, que sa croissance rapide lui amenait les éléments les plus variés des couches les plus variées de la population, que l'intelligentsia bourgeoise convertie doit toujours lutter longtemps avant de s'assimiler complètement le mode de pensée socialiste, bref que toute une série de circonstances ont obscurci temporairement le grand sens théorique que Marx autrefois célébrait chez les ouvriers allemands.

Mais aussi obscurci que ce sens ait pu l'être sous l'influence d'un développement en soi salutaire et nécessaire, il est pour autant encore loin d'être étouffé. Dans les masses ouvrières il est plus vivant que jamais et la preuve la plus frappante en est que le révisionnisme n'a jamais pu prendre solidement pied dans ces masses, qu'il n'a jamais eu la moindre influence sur leur mouvement pratique. La lutte de classe prolétarienne est beaucoup trop rude pour pouvoir s'attarder à de simples modes d'opinions. Et en Allemagne le révisionnisme n'a jamais rien été d'autre qu'une mode d'opinion.

Comme ce genre de mode d'opinion ne naît pas en un instant, elle ne disparaît pas non plus en un instant. Pour autant, le révisionnisme peut se vanter d'être encore là, même après le congrès de Dresde. Mais son existence n'est plus qu'un lent dépérissement après que, placé devant la question « être ou ne pas être », il s'est éclipsé une nouvelle fois et que, par la voix de plusieurs de ses représentants, il a manifesté son souci du « bon ton » dans une bruyante mise en scène qui devait couvrir sa retraite, comme autrefois de semblables mises en scène avaient couvert la retraite des Jeunes. Ce n'est pas le prestige de la social-démocratie sur les masses populaires qui a été abattu à Dresde, comme les adversaires bourgeois en rêvaient, dans leur ignorance incurable du mouvement de masses prolétarien ; au contraire la vieille idée révolutionnaire qui anime le mouvement ouvrier allemand dissipa dans les masses les nuages légers et folâtres qui, au zénith de succès irrésistibles, avaient un peu troublé

la perspective, comme aux yeux du randonneur en haute montagne les rayons verticaux du soleil voilent souvent l'horizon.

Chapitre XII

Rétrospectives et perspectives

Le mouvement ouvrier révolutionnaire du 19e siècle ne jette un regard rétrospectif que sur un laps de temps relativement court ; dans la vie des peuples, que signifient une ou deux générations ! Cependant ce bref intervalle lui a suffi pour se transformer en une puissance qui ne peut plus être abattue. Il est exagéré de dire qu'il n'a plus à compter que sur des victoires, car les combats les plus durs sont encore devant lui. Il peut y subir des défaites, comme il en a subi dans le passé ; et même, si dans l'avenir il devait subir des défaites, elles seront plus amères que ses défaites du passé. Mais ce qu'aucune défaite, pas même la plus lourde, ne peut briser c'est le mouvement ouvrier révolutionnaire lui-même. Il est devenu la pierre angulaire du développement de la civilisation humaine, et c'est avec raison que Rudolf Meyer dit au sujet de la social-démocratie allemande que, sans son épanouissement, l'épanouissement de l'industrie allemande était impensable, ce qui en d'autres termes signifie seulement que l'Allemagne disparaîtrait du cercle des grands peuples civilisés si on parvenait à briser son prolétariat conscient, ce à quoi en vérité on ne pourra jamais parvenir.

Un mouvement de masse historique est comme une grande fresque qui demande à être contemplée d'une certaine distance ; celui qui l'examine à la loupe peut bien s'imaginer ne voir rien d'autre qu'un amas confus de taches et de traits grossiers. Le regard à courte vue s'y laisse facilement tromper ; comme il est étrange de lire aujourd'hui ce qu'un écrivain bourgeois de renom écrivait il y a trente ans à peine : on n'a pas le droit de railler avec mépris un prédicateur itinérant vieux-catholique[1] alors que c'est parfaitement justifié à l'encontre d'un lassallien en voyage d'agitation discourant dans les auberges ! Quiconque est capable de penser et de juger historiquement ne concevra jamais le mouvement ouvrier révolutionnaire que dans ses grands rapports historiques. Mais bien sûr lui aussi ressentira d'une autre façon combien l'individu est petit face à cette immense transformation du monde. Il suivra le cours vainqueur du fleuve, mais il ne pourra donner qu'une faible idée de ce qui vit dans la

1 Les vieux-catholiques critiquaient le dogme de l'infaillibilité. En 1871, ils se constituèrent en Église indépendante. Ils refusaient entre autres le célibat des prêtres.

profondeur purpurine, de l'énergie spirituelle et morale, de la noblesse humaine, du désir d'agir et de la soif de savoir qui, en des milliers et des milliers de destins individuels, donne leur impulsion aux eaux de ce fleuve. Il y aurait là une mine inépuisable des sujets les plus splendides pour des poètes modernes qui voudraient être dignes de ce nom.

Non que le prolétaire qui s'éveille à la conscience de classe deviendrait de ce fait un homme parfait. La bourgeoisie décadente peut bien se consoler de son déclin moral et politique avec la caricature d'un « surhomme » ; le mouvement ouvrier est authentiquement humain et purement humain. Comment d'ailleurs, dans les conditions inhumaines auxquelles le capitalisme condamne les hommes, voudrait-on qu'il soit possible que naissent des hommes idéaux ! C'est justement des profondeurs de l'humiliation humaine que la classe ouvrière parvient par son combat à accéder à une existence humaine, mais dans ce combat se déploient tous ces traits d'authentique humanité que Nietzsche, le philosophe à la mode de la bourgeoisie, ne cesse de dénigrer : bons sens, bienveillance, égard, zèle, mesure, modestie, indulgence. Cela ne se fera pas en un seul jour, pas partout uniformément, pas non plus sans obstacles ni rechutes, mais quiconque connaît la classe ouvrière moderne reconnaîtra en elle un progrès considérable qui, pour la civilisation humaine, signifie infiniment plus que n'ont jamais signifié pour elle les dogmes de toutes les religions et les doctrines de tous les philosophes.

C'est pourquoi il n'y a pas de politique plus scélérate et plus insensée que celle qui est menée par les provocateurs de la bourgeoisie. Mais les idéologues bien pensants qui veulent battre en brèche la lutte de classe prolétarienne pour des raisons prétendument éthiques et avec des moyens prétendument éthiques, dans le cas le plus favorable ne savent pas non plus ce qu'ils font. Comme si le défi encore si provocant et si gênant de cette lutte n'était pas toujours une vertu rude et virile, de même que la soumission volontaire à un joug indigne est un vice lâche et efféminé.

Pour le prolétariat moderne, il ne s'agit plus de savoir s'il doit mener un combat de classe pour se libérer des chaînes de l'esclavage salarial ; il ne s'agit plus que de savoir comment il peut mener au plus vite ce combat à une fin certaine. Depuis la disparition de l'utopisme, tous les doutes essentiels à ce sujet se sont dissipés ; la tactique de la social-démocratie allemande est aujourd'hui la même que celle que recommandaient autrefois le *Manifeste communiste* et ensuite, dans son application particulière aux conditions allemandes, la *Lettre ouverte* de Lassalle. Dans le processus de transformation sans fin de la société capitaliste, chaque nouvelle année pose de nouvelles tâches, dont la solution suscite souvent dans le parti des opinions divergentes. Il y aura toujours une tendance qui pren-

dra davantage en considération le but révolutionnaire final, toujours une autre qui prendra davantage en considération le chemin pratique menant à ce but : c'est dans la nature des choses, comme c'est dans la nature des hommes. Mais comme chemin et but sont inséparables, il ne résulte de cet antagonisme que la diagonale des forces, qui produit la marche en avant rapide du parti. Il s'est égaré et peut à nouveau s'égarer, mais aucune puissance au monde n'est plus capable de le faire durablement dévier de son but, ou de le tromper durablement sur la juste voie qui mène à ce but.

Vaut-il encore la peine de gaspiller un mot à propos des fous qui parlent des « utopies » des sociaux-démocrates, précisément parce que c'est la social-démocratie moderne qui a mis fin à tout utopisme ? Il lui suffit que chaque pas qu'elle fait en avant pour briser l'esclavage salarial soit aussi un pas en avant pour créer la société communiste. C'est ainsi en général que s'accomplissent les luttes historiques de libération, et elles ne peuvent absolument pas s'accomplir autrement. Railler la social-démocratie de n'avoir pas déjà en poche un tableau achevé de la société communiste, cela revient à railler les grands champions de la classe bourgeoise d'avoir brisé le joug féodal sans avoir une idée de la société bourgeoise moderne avec ses bateaux à vapeur, ses chemins de fer et ses mille merveilles techniques. Il y a juste cent ans, Fichte – à cette époque certainement l'esprit le plus libre d'Allemagne et du reste l'un des plus grands penseurs de tous les temps – ébauchait de l'État bourgeois futur un tableau qu'aujourd'hui même les junkers et les curés rejetteraient comme une utopie réactionnaire. C'est pourquoi la destruction du joug féodal n'était pas une utopie bourgeoise, pas plus qu'aujourd'hui la destruction du joug capitaliste n'est une utopie prolétarienne, parce que le prolétariat renonce une fois pour toutes à ébaucher des tableaux d'un futur qu'aucun être humain ne peut prédire.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est une nécessité historique qui s'accomplissait et s'accomplit avec une force inexorable. De différences réelles, il n'y en a qu'entre la vitesse avec laquelle la société capitaliste se transforme en société socialiste et la vitesse avec laquelle la société féodale s'est transformée en société capitaliste, en gros la différence entre la vitesse d'une locomotive et celle d'une diligence, et dans le fait qu'avec le joug capitaliste on brise le dernier joug qui maintient l'humanité prisonnière.

Le combat d'émancipation de la classe ouvrière moderne est le combat de libération le plus glorieux et le plus grand que l'histoire connaisse. Que ce soit la social-démocratie allemande qui mène ce combat d'avant-garde, voilà qui efface des siècles de honte allemande.

Notices biographiques

ABEKEN Christian Wilhelm (von) (1826-1890) : ministre de la Justice saxon (1871-1890).
ADELUNG : procureur prussien.
ADICKES Ernst Friedrich (1811-1878) : propriétaire foncier. Membre du Reichstag (1869-1873) de tendance nationale- libérale.
ALBRECHT : professeur du secondaire. Cofondateur de l'Association d'éducation ouvrière de Leipzig en 1861.
ALEXANDRE II (1818-1881) : tsar russe 1855-1881.
ALEXI : diplômé en début de carrière, partisan de Lassalle. Plus tard devint un piétiste réactionnaire.
ANDREACK : ouvrier berlinois constructeur de machines ; partisan du Parti du Progrès.
APPLEGARTH Robert (1833-1925) : dirigeant des trade-unions anglais de 1868 à 1871. Membre du conseil général de la I^re^ Internationale. Quitta plus tard l'Internationale.
ARNDT : cordonnier à Berlin ; cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
AUDORF Jakob : père du suivant.
AUDORF Jakob (1835-1898) : social-démocrate ; membre dirigeant de l'Association générale des travailleurs allemands avant 1875, rédacteur du *Hamburger Echo* après 1887.
AUER Ignatz (1846-1907) : social-démocrate, eisenachien avant 1875, après 1890 membre de la direction du parti, devint plus tard un réformiste. Membre du Reichstag en 1877-1878,1880-1881,1884-1887 1890-1907.
AUGUSTA (1811-1890) : princesse de Saxe-Weimar, épouse de Guillaume I^er^.

BABEUF François-Noël (dit Gracchus) (1760-1797) : révolutionnaire français, précurseur du communisme. Organisa la conspiration des Égaux.
BAKOUNINE Michail Alexandrovitch (1814-1876) : émigrant russe, participa à la révolution de 1848-1849 en Allemagne. Représentant de la tendance anarchiste, il s'opposa à Marx et Engels et à la tendance marxiste au sein de la I^re^ Internationale. Il en fut exclu au congrès de La Haye en 1872.
BALZER : prédicateur. Au début des années 1860, dirigeant de l'Association d'éducation ouvrière de Hambourg.
BAMBERGER Ludwig (1823-1899) : publiciste, démocrate bourgeois. En 1849, il participa au soulèvement de Bade-Palatinat. Membre du Reichstag de 1871 à 1881.
BARDISIUS : juge de première instance au tribunal de grande instance de Berlin.
BASSLER Georg : social-démocrate, rédacteur de la *Süddeutsche Volkszeitung* dans les années 1860.
BASTIAT Frédéric (1801-1850) : économiste français, chantre du capitalisme.
BAUER Bruno (1809-1892) : philosophe, historien de la religion et publiciste. Appartenait au courant des jeunes hégéliens, Il fit une critique du christianisme et rompit avec l'Église. À partir de 1843 aborda la politique et l'histoire dans une série d'ouvrages qui furent sévèrement critiqués par Marx et Engels. Après 1866 national-libéral.
BAUMBACH Karl Adolf (1844-1896) : en 1890 maire de Dantzig ; député du Parti du Progrès au Reichstag, il passa plus tard au Parti libéral.
BAUMGARTEN Hermann (1825-1893) : historien libéral, professeur à l'université de Strasbourg.

BAZARD Saint-Amand (1789-1832) : homme politique français, républicain. Avec Enfantin, il fut le principal responsable du courant saint-simonien.
BECKER Bernard (1826-1882) : publiciste et historien ; lassallien, président de l'Association générale des travailleurs allemands (1864-1868), délégué au congrès de La Haye de la Ire Internationale. Prit part au *Braunschweiger Volksfreund*, organe des eisenachiens.
BECKER Hermann (1820-1885) : en 1850, membre de la Société des communistes, il fut condamné en 1852 au procès des communistes à Cologne. Plus tard il devint national-libéral ; il fut maire de Dortmund et Cologne.
BECKER Johann Philipp (1809-1886) : brossier, participa aux mouvements démocratiques des années 1830 et 1840 en Allemagne et en Suisse. Participa activement à la révolution de 1848-1849. Pendant le soulèvement de Bade-Palatinat il fut à la tête de l'armée territoriale populaire. Dans les années 1860, il devint un dirigeant important de la Ire Internationale. Rédacteur du magazine *Le Précurseur*, il était ami et compagnon de lutte de Marx et Engels
BEESLEY Edward (1831-1815) : professeur d'histoire et d'économie politique à l'université de Londres. Il présida le congrès de fondation de la Ire Internationale.
BENEDEK Ludwig (von) (1804-1881) : général autrichien. Dans la guerre de 1866 contre la Prusse a commandé l'armée autrichienne.
BENNIGSEN Rudolf (von) (1824-1902) : homme politique national-libéral. Un des fondateurs de l'Association nationale allemande.
BERNDT Franz : menuisier à Berlin, social-démocrate.
BERNSTEIN Aaron (1812-1884) : publiciste démocrate, rédacteur de la *Berliner Volks-Zeitung*.
BERNSTEIN Eduard (1850-1932) : dirigeant social-démocrate. Chef du révisionnisme allemand, un des fossoyeurs de la révolution allemande en 1918.
BESELER Georg (1809-1888) : juriste et homme politique. Membre en 1848 de l'Assemblée nationale de Francfort. Député national-libéral au Reichstag.
BEUST Friedrich Ferdinand (comte de) (1809-1886) : homme d'État saxon et autrichien réactionnaire. Il fut ministre des Affaires étrangères en Saxe, puis ministre-président et enfin chancelier d'État en Autriche.
BIRK Georg Johann (1839-1924) : aubergiste à Munich. Social-démocrate, membre du Reichstag en 1890.
BISMARCK Herbert (prince de) (1849-1904) : fils aîné de Otto von Bismarck. Diplomate et secrétaire d'État aux Affaires étrangères.
BLANC Jean-Joseph-Louis (1811-1882) : socialiste français. En 1848, membre du Gouvernement provisoire et président de la commission ouvrière. Représentant du courant socialiste réformiste, il préconisait la réconciliation des classes et un accord avec la bourgeoisie.
BLANCKENBURG : junker de Poméranie.
BLANQUI Louis-Auguste (1805-1881) : révolutionnaire français, en 1848 il fut un des représentants du prolétariat français. Au moment où la Commune éclata, il fut immédiatement jeté en prison, ce qui priva ce soulèvement d'un chef authentiquement révolutionnaire.
BLEICHRÖDER Gerson (von) (1882-1883) : banquier berlinois. Il fut le banquier privé de Bismarck, sur lequel il eut de l'influence.
BLIND Karl (1826-1907) : écrivain et journaliste, démocrate petit-bourgeois. En 1848-1849, il participa au mouvement révolutionnaire en Bade. Dans les années 1850, il fut un des dirigeants de l'émigration petite-bourgeoise à Londres. Il devint plus tard national-libéral.
BLÖCH : indicateur de police à Vienne. Il fut assassiné en 1884 par des anarchistes.

BLOS Wilhelm (1849-1927) : journaliste et écrivain. Appartenait à l'aile droite du Parti social-démocrate. Membre du Reichstag entre 1877 et 1918.

BLUM Robert (1807-1848) : révolutionnaire bourgeois, dirigeant de gauche à l'Assemblée nationale de Francfort, il participa aux combats de barricades à Vienne. Fait prisonnier, il fut fusillé.

BLUNTSCHLI Johann Caspar (1808-1881) : juriste suisse et homme politique réactionnaire.

BOCK Wilhelm (1848-1931) : cordonnier à Gotha. Avant 1875, eisenachien. Fondateur du syndicat des cordonniers. Membre du Reichstag entre 1884 et 1922.

BÖHM : Métallurgiste à Duisbourg. Membre de l'Association générale des travailleurs allemands.

BÖHMERT Karl Viktor (1829-1918) : économiste et statisticien bourgeois, professeur de hautes écoles à Zurich et à Dresde.

BONAPARTE Louis (Napoléon III) : neveu de Napoléon I^er^. Empereur en France après le coup d'État de 1852.

BONHORST Leonard (von) (1840-1915) : architecte. Social-démocrate, accusé en 1871 dans un procès pour haute trahison. Se retira ensuite de l'activité politique.

BORN Stephan (1824-1898) : typographe, membre de la Ligue des communistes, participa à la révolution de 1848-1849 en Allemagne. Après la révolution émigra en Suisse, puis à Londres.

BORSIG August (1804-1854) : fondateur d'une fabrique de locomotives et de machines à Berlin (1836). En 1841, il livra sa première locomotive, en 1853 commença la livraison de machines à l'étranger.

BÖTTICHER Karl Heinrich (von) (1833-1907) : ministre prussien et secrétaire d'État à l'Intérieur. Membre du Reichstag en 1878-1879.

BRACKE Wilhelm (1842-1880) : commerçant et éditeur à Brunswick. Membre du comité directeur de Brunswick du Parti social-démocrate.

BRASCH H. : social démocrate, membre du comité électoral central en 1876.

BRASS August (né en 1818) : journaliste, partisan de Bismarck, éditeur de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*.

BRÄUER : tailleur à Altona. Fondé de pouvoir de l'Association générale des travailleurs allemands pour Hambourg.

BRAUN Karl (1822-1893) : homme politique bourgeois et écrivain, un des dirigeants du Parti national-libéral. Membre du Reichstag.

BRENTANO Lujo (1844-1931) : économiste, socialiste de la chaire.

BROCKHAUS Heinrich (1804-1874) : de 1823 jusqu'à sa mort dirigea une maison d'édition à Leipzig.

BRONNENMAYER : dans les années 1860, secrétaire régional de l'association ouvrière du Wurtemberg.

BROUSSE Paul (1844-1912) : socialiste réformiste français. Chef des possibilistes.

BRÜEL Ludwig (1818-1896) : homme politique bourgeois. De 1863 à 1896, ministre du Culte et de l'Instruction publique dans le Hanovre. Député au Reichstag du parti des Guelfes.

BRUHN Karl (von) (né en 1808) : ancien sous-officier d'artillerie. En 1848-1849, participa au soulèvement à Francfort et en Bade. Membre de la Ligue des communistes jusqu'en 1850. Il fut ensuite membre de l'Association générale de travailleurs allemands. Éditeur du *Nordstern* à Hambourg.

BRUHNS Julius (1860-1927) : fabricant de cigares à Brême. Social-démocrate. Rédacteur de la *Bremer Volks-Zeitung*. Membre du Reichstag de 1890 à 1893.

BUCHER Lothar (1817-1892) : fonctionnaire de justice prussien, publiciste. En 1848, député de l'Assemblée nationale prussienne. Après la défaite de la révolution émigra à Londres. Ami de Lassalle. Plus tard il devint national-libéral. Collaborateur de Bismarck aux Affaires étrangères.

BUCHEZ Philippe (1756-1865) : homme politique français et historien. Républicain bourgeois. Un des idéologues du socialisme chrétien, élève de Saint-Simon. En 1848, il fut président du Gouvernement provisoire.

BÜCHNER Ludwig (1824-1899) : médecin, il popularisa les sciences de la nature. En philosophie, matérialiste vulgaire.

BUCKLE Henry (1821-1862) : historien bourgeois anglais.

BUCKLEY : trade-unioniste. Membre du conseil général de la Ire Internationale.

BÜHRER Wilhelm : imprimeur à Schaffhausen.

BÜLOW Hans (von) (1831-1894) : pianiste allemand, compositeur et chef d'orchestre.

BUNTE : social-démocrate, un des dirigeants de la grève des mineurs de 1889.

BÜRGERS Heinrich (1820-1878) : publiciste radical à Cologne, membre de la Ligue des communistes de Cologne. En 1852, l'un des principaux accusés dans le procès des communistes de Cologne, il fut condamné à six ans de prison. Il devint plus tard un national-libéral.

BÜRKLI Karl (1823-1901) : socialiste suisse, fouriériste, il s'affilia à la Ire Internationale.

BYRON George (1788-1824) : poète anglais. Représentant du romantisme révolutionnaire.

CABET Étienne (1788-1856) : juriste et publiciste français ; communiste utopique. Auteur du roman utopiste : *Voyage en Icarie*.

CAMPHAUSEN Ludolf (1803-1890) : banquier à Cologne, un des dirigeants de la bourgeoisie libérale rhénane. De mars à juin 1848, ministre-président prussien.

CAMPHAUSEN Otto (von) (1812-1896) : frère du précédent, ministre des Finances prussien entre 1869 1878.

CAPRIVI Leo (comte de) (1831-1899) : général prussien, succède à Bismarck comme chancelier du Reich (1890-1894), ministre-président prussien (1890-1892). Son « Nouveau cours », faible tentative pour renoncer quelque peu à la politique menée par Bismarck, se heurtera à la violente opposition des conservateurs.

CAVOUR Camillo (comte de) (1810-1861) : homme politique et homme d'État italien, idéologue et chef de la grande bourgeoisie et de la grande propriété foncière bourgeoise. Ministre- président du gouvernement du Piémont de 1852 à 1861.

CHARLES Ier (1600-1649) : roi d'Angleterre et d'Écosse ; exécuté pendant la révolution anglaise.

CHRISTENSEN Jens : écrivain social-démocrate, émigra à la fin des années 1880 en Amérique.

CLASSEN-KAPPELMANN : dans les années 1860, conseiller municipal à Cologne. Membre du Parti du Progrès.

COHN James : ouvrier anglais ; président des l'association londonienne des cigariers. Membre du conseil général de la Ire Internationale. Délégué du congrès de Bruxelles et de la conférence de Londres.

CONZETT : social-démocrate suisse, directeur technique de l'imprimerie du *Sozialdemokrat* à Zurich.

COPELAND : membre du conseil général de la Ire Internationale.

COWELL Stepney W. F. (1820-1872) : rentier anglais, membre de la Ligue de la réforme et du conseil général de la Ire Internationale.

CROMWELL Oliver (1599-1658) : chef de la bourgeoisie et de la petite noblesse dans la révolution bourgeoise anglaise (1653-1658).
CRONENBERG Léon (von) : vicaire catholique à Aix-la-Chapelle.
CZARLINSKI Léon (von) (1835-1918) : hobereau polonais, membre du Reichstag de 1877 à 1884 et de 1893 à 1918.

DALWIGK Karl Friedrich (baron de) (1802-1880) : homme politique allemand réactionnaire ; ministre-président de la Hesse entre 1850 et 1871.
DAMMER Otto : chimiste, cofondateur et vice-président de l'Association générale des travailleurs allemands. Plus tard, prit ses distances à l'égard du mouvement ouvrier.
DANTON Georges-Jaques (1759-1794) : un des dirigeants de la révolution bourgeoise française, après le 10 août 1792 ministre de la Justice. Membre du parti des Jacobins, il s'opposa à Robespierre. Exécuté le 5 avril 1794.
DARWIN Charles (1809-1882).
DAVE : anarchiste, disciple de Proudhon et de Bakounine.
DAVOUT Louis-Nicolas (duc d'Auerstaedt) (1770-1823) : maréchal de France. Un des meilleurs lieutenants de Napoléon I^er^.
DECKWITZ Gustav : ouvrier ébéniste à Brême. Membre par intermittence de la direction de l'Association générale des travailleurs allemands.
DELBRÜCK Rudolf (von) (1817-1903) : partisan de Bismarck jusqu'en 1876, devint ensuite au Reichstag un opposant de la politique protectionniste de Bismarck.
DELL William : membre de la Ligue de la Réforme et du conseil général de la I^re^ Internationale.
DEMMLER Adolf (1804-1866) : architecte, démocrate puis social-démocrate. Membre du Reichstag en 1877-1878.
DENTLER Paul (mort en 1878) : social-démocrate, rédacteur de la *Berliner freie Presse*.
DEROSSI Karl (mort en 1910) : chapelier à Düsseldorf, social-démocrate. Avant 1875, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, ensuite à la direction du parti. Il émigra plus tard en Amérique.
DEVENS : landrat (sous-préfet) à Essen.
DIETZ Johann (1843-1922) : fondateur des éditions Dietz, plus tard, maison d'édition du Parti social-démocrate à Stuttgart. Membre du Reichstag entre 1881 et 1918.
DIETZGEN Josef (1828-1888) : ouvrier allemand, philosophe matérialiste ; membre de la Ligue des communistes, teinturier de profession.
DISRAELI Benjamin (1804-1881) : homme d'État et écrivain anglais dans les années 1840. Un des dirigeants des Tories, puis du Parti conservateur. Chancelier au Trésor et Premier ministre en 1868, puis de 1874 à 1880.
DITTMANN : écrivain, président de l'association ouvrière berlinoise.
DOKTOR Bernhard : rédacteur commercial de la *Frankfurter Zeitung*.
DOLGE : participant à la révolution de mai 1849 à Dresde ; condamné à mort, sa peine fut commuée en six années de forteresse. Plus tard constructeur de pianos, à Leipzig.
DÖNNIGES Helene von (morte en 1911) : courtisée par Lassalle.
DREESBACH August (1844-1906) : menuisier social-démocrate, avant 1875, membre de l'Association générale des travailleurs allemands. Éditeur du *Badisch-pfälzisch Volksblatt* à Mannheim. Membre du Reichstag entre 1890-1893 et 1898-1906.
DÜHRING Eugen (1833-1921) : philosophe et économiste allemand. Il fut adversaire de Marx et Engels. Ce dernier écrivit contre lui *l'Anti-Dühring* en 1878.
DULK Albert (1819-1884) : écrivain, participa à la révolution de 1848, plus tard social-démocrate. Il écrivit des drames, des poèmes et des écrits athées.

DUNCKER Franz (1822-1888) : éditeur ; ami de Lassalle. Un des fondateurs des associations de métiers.
DÜRR Friedrich : mécanicien à Augsbourg. Membre de l'Association générale des travailleurs allemands.

ECCARIUS Johann (1818-1889) : tailleur de Thuringe, membre de la Ligue des communistes, membre du conseil général de la Ire Internationale. Participa plus tard au mouvement syndical anglais.
ECKARDT Ludwig (1827-1871) : participa à la révolution de Mars à Vienne en 1848 et au soulèvement de Mai à Dresde en 1849. De 1865 à 1867, directeur de publication du *Deusches Wochenblatt* à Mannheim.
EHLERS : fondeur à Brunswick. Social-démocrate, avant 1875 eisenachien.
EHRENBERG : officier d'état-major badois. Dans les années 1880, s'opposa activement en Suisse à la social-démocratie.
EHRHART Franz Josef (1853-1908) : tapissier à Mannheim et plus tard à Ludwigshafen, social-démocrate ; avant 1875 membre du courant eisenachien. Membre du Reichstag entre 1898 et 1908.
EICHHOFF Karl Wilhelm (1835-1895) : commerçant et journaliste. Pionnier de l'Association ouvrière internationale.
EICHLER Casimir August (né en 1836) : vernisseur. Au début des années 1860, agent à la solde de Bismarck infiltré dans le mouvement ouvrier.
EISERT : agent de change à Vienne, assassiné par les anarchistes en 1884.
EISNER : médecin à Berlin, partisan de Lassalle.
ELLNER Fritz : ceinturier, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
ENGEL : commissaire de police à Altona.
ENGEL Ernst (1821-1896) : statisticien. De 1860 à 1882, directeur de l'Office de statistique prussien à Berlin.
ERNST II (1818-1893) : duc de Saxe-Cobourg-Gotha (1844-1893).
ERNST Paul (1866-1933) : écrivain, à la fin des années 1880 s'engagea pendant quelque temps dans le Parti social-démocrate. Un des dirigeants de la tendance des « Jeunes ».
EULENBURG Botho (comte de) (1831-1912) : député conservateur au Reichstag, puis ministre de l'Intérieur prussien, enfin ministre-président de Prusse (1892-1894).
EULENBURG Friedrich Albrecht (comte de) (1815-1881) : En 1842-1843 censeur de la *Rheinische Zeitung*. Ministre de l'Intérieur prussien entre 1862 et 1878.
EWALD Ferdinand (né en 1846) : doreur, social-démocrate. En 1883 cofondateur de la *Berliner Arbeiterzeitung*. Conseiller municipal, membre du Reichstag de 1913 à 1918.
EWALD Georg Heinrich (1803–1875) : philosophe, orientaliste. Membre du parti des Guelfes, d'abord au Reichstag de l'Allemagne du Nord, puis au Reichstag allemand.
EWERS : en 1863-1864, envoyé spécial du tzar dans le conflit germano-danois.

FAHL : aubergiste à Pinneberg près de Hambourg. Social-démocrate.
FALCKENSTEIN (Vogel von) Eduard (1797-1885) : général prussien, en 1866 commandant en chef de l'armée du Main, plus tard gouverneur général de Bohème. Député du Parti conservateur au Reichstag.
FALK Adalbert (1827-1900) : juriste député libéral au Reichstag. Ministre prussien du Culte et de l'Instruction publique entre 1872 et 1879.
FAUCHER Julius (1820-1878) : publiciste allemand, appartenait aux Jeunes hégéliens. En 1850-1861 émigra en Angleterre. Il devint membre du Parti du Progrès.

FEIN Georg (1803-1869) : il dut quitter l'Allemagne à cause de ses activités politiques oppositionnelles. Il fut quelque temps rédacteur du *Nouveau journal de Zurich*. En 1848, il revint en Allemagne ; en 1849 il dut à nouveau se réfugier en Suisse.
FEISTEL Berthold : compagnon imprimeur à Berlin.
FICHTE Johann Gottlieb (1762-1814) : philosophe allemand.
FINN : charpentier à Berlin, social-démocrate. Cessa ses activités dans les années 1880.
FIRMIAN Leopold Anton (comte de) (1679-1744) : archevêque de Salzbourg. En 1731-1732 expulsa des milliers de protestants et s'empara de leurs biens.
FISCHER : juge d'instruction à Zurich.
FISCHER Richard (1855-1926) : social-démocrate, rédacteur du *Vorwärts* et responsable d'une imprimerie. Membre du Reichstag entre 1893 et 1926, centriste.
FORCKENBECK Max (von (1821-1892) : national-libéral, président du Reichstag 1874-1879.
FÖRSTER Karl (1853-1912) : fabricant de cigares à Hambourg, social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1907.
FÖRSTERLING Friedrich (1827-1872) : chaudronnier à Dresde, partisan de Lassalle, plus tard à la tête de l'Association ouvrière fondée par la comtesse Hatzfeldt. Membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord.
FOULD : banquier français, un des financiers du futur Napoléon III.
FOURIER Charles (1772-1837) : précurseur du socialisme en France. Sa critique de la société capitaliste et le modèle de société qu'il préconise le classent parmi les socialistes utopiques.
FRANKEL Leo (1844-1896) : orfèvre ; membre de la I^re^ Internationale. Ministre du Travail pendant la Commune. Plus tard secrétaire correspondant du conseil général de la I^re^ Internationale. Un des fondateurs du Parti social-démocrate hongrois.
FRANKLIN Benjamin (1706-1790) : homme politique américain, père de l'indépendance américaine.
FRANZ Jakob (1846-1902) : typographe à Munich, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands, rédacteur du *Prolétaire*, en 1870 passe chez les eisenachiens. Émigra ensuite en Amérique où il vécut de 1878 à 1901.
FRANCOIS-JOSEPH I^er^ : empereur d'Autriche entre 1848 et 1916.
FREESE Julius : éditeur de la *Demokratische Correspondenz* de 1868 à 1870.
FREHSE : avocat à Francfort-sur-le-Main.
FREMY : maison bancaire.
FREYTAG Gustav (1816-1895) : écrivain libéral allemand.
FREYTAG Otto : avocat de Leipzig, défenseur de Bebel, Liebknecht et Hepner dans le procès de 1872. Il rendit des services au parti en faisant des collectes d'argent, des consultations et autres.
FRIEDEMANN : agent à la solde de la police allemande à Zurich.
FRIEDENTHAL Rudolf : (1827-1890) : grand propriétaire foncier et industriel. Membre de Reichstag de l'Allemagne du Nord et du Reichstag allemand jusqu'en 1881 parmi les conservateurs-libres.
FRIEDLAND : conseiller de commerce, beau-frère de Lassalle.
FREDERIC II (1712-1786) : roi de Prusse de 1740 à 1786.
FREDERIC III (1831-1888) : empereur allemand et roi de Prusse du 9 mars au 15 juin 1888.
FREDERIC VII (1808-1863) : roi du Danemark.
FREDERIC Christian August (1829-1880) : duc du Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg.
FREDERIC-GUILLAUME IV (1795-1861) : roi de Prusse.

FRITZSCHE Friedrich (1825-1905) : ouvrier du tabac, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands. Rédacteur du journal *Der Botschafter* (L'Annonceur), organe des ouvriers allemands du tabac. Membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord en 1868, puis du Reichstag allemand de 1877 à 1881. Émigra en Amérique en 1881.
FROHME Karl (1850-1933) : social-démocrate, avant 1875 membre de l'Association générale des travailleurs allemands ; après 1890, rédacteur en chef du *Hamburger Echo*. De 1881 à 1924, membre du Reichstag.

GALILEI Galileo (Galilée) (1564-1642) : physicien et astronome italien, défendit le système de Copernic et fut persécuté par l'Inquisition.
GARIBALDI Giuseppe (1807-1882) : dirigeant du mouvement national italien et général d'une armée de volontaires, les Chemises rouges, pour l'indépendance de l'Italie.
GEFFCKEN Heinrich (1830-1896) : juriste, conseiller du prince régent Frédéric-Guillaume. Professeur à l'université de Strasbourg.
GEHRET Michael : commissaire de police à Munich.
GEIB August (1842-1879) : social-démocrate, eisenachien avant 1875. Membre du Reichstag entre 1874 et 1876.
GEISER Bruno (1846-1898) : journaliste social-démocrate ; gendre de Wilhelm Liebknecht, rédacteur du magazine *Le Nouveau Monde*. Membre du Reichstag de 1881 à 188, de tendance réformiste.
GEORG V (1819-1878) : roi de Hanovre entre 1855 et 1866.
GERLACH Ernst (von) (1795-1877) : juriste prussien et homme politique ; cofondateur du Parti conservateur.
GEYER Friedrich (1853-1937) : ouvrier cigarier de Grossenhain ; social-démocrate, rédacteur de la feuille *les Ouvriers du tabac* et de la *Leipziger Volkszeitung*. Membre du Reichstag entre 1886 et1887, puis de 1890 à 1924. En 1918-1919, ministre des Finances saxon.
GLADSTONE William (1809-1898) : homme d'État britannique, tory. Premier ministre entre 1868 et 1874.
GNEIST Heinrich (von) (1816-1895) : juriste et homme politique bourgeois. Membre de la Chambre des députés prussienne et du Reichstag.
GODAU : maître-serrurier à Königsberg. Social-démocrate.
GOETHE Johann Wolfgang (von) (1749-1832) : un grand nom de la littérature allemande. Poète, dramaturge, romancier.
GOETZ Albert (1821-1898) : propriétaire d'une fonderie ; cofondateur de l'Association d'éducation ouvrière de Leipzig en 1861. Plus tard député au Reichstag du Parti national-libéral.
GOETZ Ferdinand (1826-1915) : médecin, participa à la révolution de 1848. Dirigeant d'un mouvement bourgeois de gymnastique. Député au Reichstag du Parti populaire saxon de 1867 à 1871. Devint national-libéral.
GOVONE Giuseppe (1825-1872) : général italien ; ministre de la Guerre en 1869-1870.
GRABOW Wilhelm (1802-1874) : maire de Prinzlau, en 1848, membre de l'Assemblée nationale prussienne. De 1862 à 1866, président de la Chambre des députés prussienne.
GRALLE : charpentier à Brunswick. Eisenachien.
GRAU August : charpentier à Berlin ; membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
GREULICH Hermann (1841-1925) : social-démocrate suisse.
GRILLENBERGER Karl : (1848-1897) : social-démocrate ; rédacteur du *Sozial-Demokrat* de Nuremberg. Membre du Reichstag de 1881 à 1897.

GRIMPE Hermann (mort en 1907) : social-démocrate. Dans les années 1880, vivait à Paris, ensuite s'installa à Elberfeld.
GROTTKAU Paul : maçon à Berlin, social-démocrate. Avant 1875, membre du parti lassallien. Rédacteur de la *Berliner Freie Presse*.
GRÜWEL : trésorier de l'Association générale des travailleurs allemands.
GUIZOT François (1787-1874) : homme d'État français ; orléaniste. De 1840 à 1848 à la tête de la politique intérieure et extérieure de la France. Représentait les intérêts de la grande bourgeoisie financière.

HAASE : employé chez Borsig. Partisan du Parti du Progrès.
HAENLE : avocat.
HAHN Ludwig (1820-1888) : historien et homme politique bourgeois ; rédacteur du *Provincialkorrespondenz* et, jusqu'en 1884, directeur de la presse gouvernementale.
HALES John (né en 1839) : ouvrier anglais membre des trade-unions ; membre du conseil général de la I^re^ Internationale entre 1866 et 1872.
HÄNEL Albert (1833-1918) : juriste et homme politique. Un des dirigeants du Parti du Progrès. Membre de la Chambre des députés prussienne, puis membre du Reichstag.
HANSEMANN David (1790-1864) : grand capitaliste, l'un des dirigeants de la bourgeoisie libérale rhénane. En 1848 député de l'Assemblée nationale prussienne et de mars à septembre ministre des Finances prussien. Pratiqua une politique de compromis avec les forces contre-révolutionnaires.
HARKORT Friedrich (1793-1880) : industriel rhénan ; en 1848, membre de l'Assemblée nationale prussienne. Membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord, puis du Reichstag allemand pour le Parti du Progrès.
HARM Friedrich (1844-1905) : tisserand, plus tard commerçant à Elberfeld ; social-démocrate. Avant 1875, membre du parti lassalien. Membre du Reichstag entre 1884 et 1898.
HARTMANN Eduard (von) (1842-1906) : philosophe allemand, métaphysicien et idéaliste.
HARTMANN Georg (1842-1909) : social-démocrate ; avant 1875, membre du parti lassallien ; ensuite, avec Hasenclever, un des deux présidents du comité de direction du parti. Membre du Reichstag en 1880-1881. Se retira ensuite du mouvement ouvrier.
HASENCLEVER Wilhelm (1837-1889) : social-démocrate, lassallien avant 1875. En 1871 président de l'Association générale des travailleurs allemands ; membre du Reichstag de 1874- à 1878 et de 1879 à 1888.
HASSELMANN Wilhelm (né en 1844) : un des dirigeants du parti lassallien avant 1875. Membre du Reichstag de 1874 à 1876 et de 1878 à 1881. Exclu du Parti social-démocrate en 1880.
HATZFELDT Sophie (comtesse de) (1805-1881) : amie et partisane de Lassalle.
HAUPT : agent à la solde de la police à Genève.
HAUSTEIN : ouvrier sur métaux à Offenbach ; membre du parti lassalien.
HEGEL Georg (1770-1831) : philosophe allemand.
HEILBRONNER : banquier à Stuttgart. Il fut assassiné par un anarchiste en 1883.
HEINE August (né en 1842) : chapelier à Halberstadt, social-démocrate. Membre du Reichstag de 1884 à 1887 et de 1890 à 1983.
HEINRICH IV (1050-1106) : empereur germanique. Il se rendit dans la petite ville italienne de Canossa pour solliciter son pardon du pape Grégoire VII qui l'avait excommunié. Cet événement a donné naissance à l'expression « aller à Canossa », c'est-à-dire s'humilier devant son adversaire.
HEINRICH : aubergiste à Zurich, agent allemand à la solde de la police.

HEINSCH August (1847-1878) : typographe à Berlin ; eisenachien.
HEINZEL : social-démocrate ; accusé au procès de Freiberg en 1866.
HEINZEN Karl (1809-1880) : publiciste radical, démocrate petit-bourgeois. Adversaire de Marx et Engels ; en 1849 prit part au soulèvement de Bade-Palatinat. Émigra ensuite en Suisse, puis en Angleterre et enfin en Amérique.
HELD Adolf (1844-1880) : économiste bourgeois allemand ; socialiste de la chaire.
HELD Friedrich (1813-1872) : publiciste, en 1831 lieutenant prussien, ensuite acteur, plus tard éditeur et rédacteur de revues radicales.
HELLDORFF Otto (von) 1833-1908) : grand propriétaire foncier ; cofondateur du Parti conservateur allemand en 1876. Membre du Reichstag à plusieurs reprises entre 1871 et 1893.
HELVÉTIUS Claude-Adrien (1715-1771) : philosophe français, représentant du matérialisme mécanique, athée. Un des inspirateurs de la bourgeoisie révolutionnaire française.
HENSEL Paul (1856-1887) : serrurier à Berlin. Social-démocrate.
HEPNER Adolf (1846-1923) : social-démocrate. Avant 1875 eisenachien, membre de la rédaction du *Volksstaat*. Accusé dans un procès pour haute trahison à Leipzig en 1872. Émigra en Amérique.
HERMES Otto (1838-1910) : directeur de l'Aquarium de Berlin ; entre 1873 et 1903 conseiller municipal à Berlin. Membre du Reichstag de 1881 à 1884 et de 1887 à 1910 représentant du Parti conservateur.
HERRFURTH Ernst (1830-1900) : fonctionnaire gouvernemental prussien ; de 1888 à 1892, ministre de l'Intérieur.
HERTER August : social-démocrate suisse ; cofondateur du *Zürischer Sozialdemokrat*.
HERWEGH Georg (1817-1875).
HESS Moses (1812-1875) : publiciste allemand, cofondateur et collaborateur de la *Rheinische Zeitung* ; au milieu des années 1840 représentant principal du socialisme « vrai ». Plus tard devint lassallien.
HEUTS : cordonnier à Berlin ; membre du parti lassallien.
HEYMANN : menuisier à Francfort-sur-le-Main ; cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
HICKEL Charles (né en 1848) : menuisier, plus tard épicier ; social-démocrate. Membre du Reichstag entre 1890 et 1893.
HILLMANN Hugo (1823-1898) : brasseur ; participa au soulèvement de mai 1849 à Elberfeld. Cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands. Plus tard passa chez les eisenachiens. Délégué au congrès de Wyden du Parti social-démocrate en 1880.
HILLMANN Karl : typographe à Hambourg, social-démocrate, eisenachien avant 1875. Se retira du mouvement ouvrier dans les années 1880.
HINZPETER Georg (1827-1907) : précepteur de Guillaume II. Pendant le règne de celui-ci, devint son conseiller.
HIRSCH J. M. : membre dirigeant de l'Association générale des travailleurs allemands à Erfurt ; plus tard eisenachien.
HIRSCH Karl (1841-1900) : social-démocrate, cofondateur du parti d'Eisenach ; jusqu'en 1871, rédacteur de différents journaux du parti, ensuite correspondant de presse social-démocrate à Paris. En 1878-1879, édita le journal *Die Laterne* à Bruxelles et à Londres.
HIRSCH Max (1832-1905) : économiste, un des fondateurs de l'association de métier Hirsch-Duncker. Membre du Reichstag de 1869 à 1893.
HLUBECK : fonctionnaire de police viennois ; fut assassiné par les anarchistes en 1883.

HOBRECHT Arthur (1824-1878) : ministre des Finances prussien. Un des dirigeants du Parti national-libéral. Membre du Reichstag de 1884 à 1886 et de 1886 à 1890.
HÖCHBERG Karl (1853-1885) : journaliste, sympathisa avec le mouvement social-démocrate. Finança une série de journaux et de revues sociales-démocrates et les édita.
HÖDEL Emil (1857-1878) : fomenta le 11 mai 1878 un attentat contre Guillaume I^er^. Il fut exécuté le 16 août 1878.
HOFSTETTEN Johann Baptist (von) (mort en 1887) : ancien officier, lassallien. Cofondateur et corédacteur avec Schweitzer du *Social-Demokrat*.
HOLLMANN : juge d'instruction à Berlin.
HOLTORP E.G. : secrétaire correspondant pour la Pologne de la I^re^ Internationale.
HORSCH : tailleur à Francfort-sur-le-Main. Agent à la solde de la police.
HOTZE : anarchiste autrichien.
HOWELL George (né en 1833) : depuis 1859 participant actif des trade-unions. En 1861, secrétaire de la Ligue de la réforme. Membre du conseil général de la I^re^ Internationale.
HUBER Victor- Aimé (1800-1869) : publiciste conservateur et professeur ; un des fondateurs du socialisme chrétien allemand.
HÜLSMANN : dans les années 1860, maire d'Iserlohn.
HUTTEN Ulrich (von) (1488-1523) : humaniste, poète, représentant de la petite noblesse vassale allemande lors de la révolte des chevaliers en 1522-1523.

IBSEN : social-démocrate à Francfort-sur-le-Main.
IHRING : agent à la solde de la police, provocateur qui s'infiltra dans les associations ouvrières berlinoises sous le nom de Mahlow et fut démasqué en février 1886.
ITZENPLITZ Heinrich (comte de) (1799-1883) : dans les années 1840, président du gouvernement prussien. Ministre du Commerce, membre conservateur du Reichstag de l'Allemagne du Nord entre 1867 et 1870.

JACOBY Johann (1805-1877) : médecin à Königsberg, publiciste et homme politique. En 1848, membre du Préparlement et dirigeant de l'aile gauche de l'Assemblée nationale prussienne. En 1849, membre de l'Assemblée nationale de Francfort. Plus tard adversaire de la politique de Bismarck ; à partir de 1872, membre du Parti social-démocrate.
JACOBY Leopold (1840-1895) : écrivain, composa des poèmes de tendance socialiste.
JANNASCH : professeur à Magdebourg ; délégué au congrès de Bâle de la I^re^ Internationale en 1869.
JOHNSON Samuel (1709-1784) : écrivain anglais.
JÖST Franz (né en 1851) : fabricant à Mayence ; social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1896.
JUNG Georg (1814-1886) : publiciste démocrate, jeune hégélien ; en 1842, coéditeur de la *Rheinische Zeitung*, en 1848 dirigeant de la gauche dans l'Assemblée nationale prussienne. Il devint plus tard national-libéral.
JUNG Hermann (1830-1901) : ouvrier suisse, membre de la I^re^ Internationale de 1864 à 1872 ; secrétaire de la section suisse. En 1872, il s'opposa aux résolutions de La Haye et au conseil général.

KALTENBACH : inspecteur de police à Mulhouse.
KAMMERER : relieur autrichien ; anarchiste.
KAMPFFMEYER Paul (1864-1945) : social-démocrate ; en 1890, un des dirigeants de l'opposition des Jeunes dans le parti.
KAMPTZ Karl (von) (1769-1849) : ministre de la Justice prussien entre 1832 et 1842, mena la chasse aux « démagogues ».
KANT Emmanuel (1742-1804) : philosophe allemand.

KAPELL August (né en 1854) : charpentier à Hambourg, social-démocrate ; avant 1875, membre de l'Association générale des travailleurs allemands. Membre du Reichstag en 1877-1878. Se retira du mouvement ouvrier dans les années 1880 et partit pendant un temps en Amérique.
KAPELL Otto (mort en 1896) : charpentier à Hambourg, frère du précédent. Avant 1875 membre de l'Association générale des travailleurs allemands. Se retira du mouvement ouvrier dans les années 1880.
KARDORFF Wilhelm (von) (1828-1907) : grand industriel allemand, fondateur de l'Association centrale des industriels allemands. Un des fondateurs et dirigeants du Parti du Reich. Membre du Reichstag entre 1886 et 1906.
KAUFMANN : mécanicien. Mouchard allemand de la police en Suisse.
KAYSER Max (1853-1888) : écrivain, social-démocrate à Dresde, faisait partie de l'aile droite du groupe parlementaire au Reichstag entre 1878 et 1887.
KEGEL Max (1850-1902) : typographe, social-démocrate, avant 1875 eisenachien. En 1871 il fonda le journal satirique *Le Casse-noix* et en 1822 *Le Postillon de l'Allemagne du Sud*, ensuite rédacteur du *Wahre Jacob*. Il écrivit d'innombrables poèmes.
KESSLER Gustav (1832-1904) : architecte à Berlin ; eut un rôle dirigeant dans l'organisation syndicale des artisans du bâtiment.
KETTELER Wilhelm (baron de) (1811-1877) : évêque de Mayence.
KICHNIAWY : typographe à Düsseldorf, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
KINKEL Gottfried (1815-1882) : poète et publiciste démocrate ; participa au soulèvement de Bade-Palatinat de 1849 et fut condamné à la forteresse à vie par le tribunal prussien, s'enfuit de prison et émigra en Angleterre. Un des dirigeants de l'émigration à Londres. Combattit Marx et Engels.
KIRCHNER : membre de l'Association générale des travailleurs allemands à Hildesheim.
KLEIN : ouvrier de fabrique à Elberfeld ; membre du présidium d'un syndicat ouvrier.
KLINGS Karl : ouvrier à Solingen, membre dirigeant de l'Association générale des travailleurs allemands.
KLOSS Karl (1847-1908) : social-démocrate, dans les années 1880, dirigeant du syndicat des menuisiers à Stuttgart ; membre du Reichstag entre 1898 et 1903.
KNIPPERDOLLING Bernhard (exécuté en 1536) : drapier, dirigeant et prophète des anabaptistes à Munster.
KNÖFEL : cordonnier, président de l'association d'éducation ouvrière de Dresde.
KOCH : procureur à Brunswick.
KÖHL Karl (1846-1926) : député du Parti populaire au Reichstag entre 1881 et 1884.
KOKOSKY Samuel (1838-1899) : social-démocrate ; eisenachien avant 1875. Rédacteur de *l'Ami du peuple* de Brunswick, plus tard du *Vorwärts*.
KOLK : dans les années 1860, juge au tribunal de Berlin.
KOLPING Adolf (1813-1865) : prêtre catholique à Elberfeld, plus tard à Cologne ; dans les années 1840, fondateur des premières associations catholiques d'apprentis.
KÖLSCH : cordonnier à Mayence, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
KÖRNER : maçon à Berlin, social-démocrate. Dans les années 1880, se rallia à Stoecker et Bismarck.
KOTZEBUE August (von) (1761-1819) : écrivain de théâtre allemand, agent du tzar. Ennemi du mouvement libéral, fut assassiné par Karl Ludwig Sand, membre d'une association d'étudiants.
KRÄCKER Julius (1839-1888) : sellier à Breslau, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, plus tard eisenachien ; membre du Reichstag de 1881 à 1888.

KRÜGER : préfet de police à Berlin.
KÜCHLER : typographe à Elberfeld ; participa à un attentat contre Guillaume Ier en 1884.
KÜCKELHAHN : ouvrier cigarier à Altona, social-démocrate.
KÜHN August (1846-1916) : tailleur et éditeur de journaux à Ober-Langenbielau, social-démocrate, membre du Reichstag de 1889 à 1890 et de 1893 à 1898.
KÜHN Johann (né en 1829) : tailleur à Brunswick, eisenachien. Accusé dans le procès de haute trahison en 1871.
KUMICZ : ébéniste autrichien ; anarchiste.
KUNERT Fritz (1850-1931) : écrivain ; social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1893, de 1896 à 1906, et de 1909 à 1924. Secrétaire de rédaction du *Vorwärts* entre 1917 à 1922.

LAAF : vicaire catholique à Aix-la-Chapelle.
LACHMANN Otto (1862-1887) : mouleur à Berlin.
LADENDORF August (né en 1814) : démocrate bourgeois dans les années révolutionnaires, longtemps président d'une association populaire à Berlin ; en 1853 condamné pour haute trahison à plusieurs années de prison par la cour d'appel prussienne, plus tard membre du Parti populaire allemand.
LANG Otto : suisse, fonctionnaire.
LANGE Albert (1828-1875) : publiciste, réformateur social.
LASKER Eduard (1829-1884) : avocat et homme politique, cofondateur du Parti national-libéral. Membre du Reichstag entre 1867 et 1884.
LÄSSIG : cordonnier à Dresde ; cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
LAVANT Rudolf (pseudonyme de Richard Cramer) (né en 1844) : écrivain social-démocrate, collabora au *Wahre Jakob*.
LAW Harrriette : membre du conseil général de la Ire Internationale depuis 1867.
LEICKHARDT : menuisier, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands à Hambourg et Stuttgart.
LE LUBEZ Victor (né en 1834) : émigrant français à Londres, exclu de l'Internationale en 1866 à cause de ses intrigues et de ses calomnies à l'égard du conseil général.
LEON XIII (1810-1903) : pape de 1878 à 1903.
LEONARDT Adolf (1815-1880) : ministre de la Justice prussien.
LESSING Gothold (1729-1781) : écrivain philosophe des Lumières allemand.
LESSNER Friedrich (1825-1910) : tailleur à Weimar, membre de la Ligue de communistes : au procès des communistes en 1852 fut condamné à trois ans de forteresse, en 1876 émigra à Londres, membre du conseil général de la Ire Internationale, ami de Marx et Engels.
LEVIEN J. : membre dirigeant de l'Association générale des travailleurs allemands à Hambourg.
LEVY Gustav : commerçant à Düsseldorf, membre de la Ligue des communistes, ami et partisan de Lassalle.
LEVY H. : employé de banque, social-démocrate, à la fin des années 1870 collaborateur au *Vorwärts*.
LIEBISCH : tailleur, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands en Saxe.
LIENHARD : pharmacien à Stuttgart ; assassiné en 1883 par les anarchistes.
LIESKE : apprenti cordonnier à Francfort-sur-le-Main ; accusé du meurtre du préfet de police Rumpf en 1885, il fut exécuté.
LINDAU Paul (1839-1919) : écrivain, critique et directeur de théâtre.

LITZINGER : vicaire à Aix-la-Chapelle.
LOCHNER Georg (1824-1910) : ouvrier allemand, membre de la Ligue des communistes et du conseil général de la Ire Internationale, partisan et ami de Marx et Engels.
LOEWE Ludwig (1837-1886) : fondateur d'une fabrique d'armes. En 1876, membre de la Chambre des députés prussienne en tant que progressiste : de1878 à 1886, membre du Reichstag.
LOHMANN : conseiller privé au ministère du Commerce prussien.
LOTZ : ouvrier à Elberfeld, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
LÖWE Wilhelm (1814-1886) : médecin à Calbe, en 1848 membre de l'Assemblée nationale de Francfort, en 1849 membre du Parlement croupion, vécut dans l'émigration jusqu'en 1861. Au Parti du Progrès fut membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord, puis du Reichstag allemand. Après 1884 au Parti national-libéral.
LÖWENSTEIN Gabriel (1825-1911) : passementier à Nuremberg, président de l'association ouvrière de Fürth ; social-démocrate, eisenachien avant 1775.
LÜBKERT Gustav : membre de l'Association générale des travailleurs allemands, fonda à Berlin le syndicat de charpentiers.
LUCIUS-BALLHAUSEN Robert (baron de) (1835-1914) : grand propriétaire foncier, officier de l'armée, membre du Reichstag de 1870 à 1881. Ministre prussien de l'Agriculture entre 1879 et 1890, étroit collaborateur de Bismarck.
LUCRAFT Benjamin (1809-1897) : trade-unioniste anglais, membre du conseil général de la Ire Internationale : en 1871, quitte l'Internationale, plus tard devint un libéral.
LÜDERS Jürgen : membre dirigeant de l'association d'éducation ouvrière de Hambourg.
LOUIS II (1845-1886) : roi de Bavière de 1864 à 1886.
LOUIS XIV (1638-1715) : roi de France de 1643 à 1715.
LOUIS XVI (1754-1793) : roi de France décapité au cours de la Révolution française.
LUISE (1776-1810) : reine de Prusse, femme de Frédéric-Guillaume III.
LUTZ : tailleur à Bâle, social-démocrate.

MACAULAY Thomas (lord) (1800-1859) : historien anglais, homme d'État, libéral.
MADAI Guido (von) (1810-1892) : préfet de police à Berlin de 1872 à 1885.
MALTHUS Thomas (1766-1834) : économiste anglais auteur de la théorie selon laquelle c'est la surpopulation sur la terre qui est la cause de la misère des ouvriers, justifiant ainsi le système capitaliste.
MANTEUFFEL Otto (baron de) (1805-1882) : homme d'État prussien, représentant de la bureaucratie, aristocrate, ministre de l'Intérieur de 1848 à 1850. En 1849 député de la Chambre-Haute, ministre-président et ministre des Affaires étrangères.
MARAT Jean-Paul (1744-1793) : pendant la Révolution française, un des dirigeants du club des Jacobins ; rédacteur de *l'Ami du peuple*. Assassiné par Charlotte Corday.
MARRAST Armand (1801-1852) : républicain du Gouvernement provisoire.
MARTIN : bonnetier à Asch ; membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
MARTINY : avocat à Kaukehmen, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands ; rompit vite avec le mouvement ouvrier.
MARX Jenny (née von Westphalen) : femme et collaboratrice de Karl Marx.
MAURICE : trade-unioniste, membre du conseil général de la Ire Internationale.
MAYBACH Albert (von) (1822-1904) : ministre prussien du Commerce en 1878 et ministre des Travaux publics de 1879 à 1891). Membre de la Chambre des députés prussienne, conservateur.
MAZZINI Giuseppe (1805-1872) : révolutionnaire italien, un des dirigeants du mouvement de libération nationale. En 1849 chef du gouvernement provisoire de la République

romaine, en 1850 un des organisateurs du comité central de la Démocratie européenne à Londres.

MEISTER Heinrich (1542-1906) : après 1866 fabricant de cigares à Hanovre ; social-démocrate, membre du Reichstag de 1884 à 1906.

MEMMINGER Anton (1846-1824) : écrivain, membre éphémère du parti eisenachien.

MENDE Fritz (mort en 1879) : président de l'Association lassallienne générale des travailleurs allemands, fondée par la comtesse Hatzfeldt.

MERSTALLINGER : fabricant de chaussures viennois.

METTERNICH Clemens (duc de) (1773-1859) : homme d'État et diplomate autrichien, ministre des Affaires étrangères de 1809 à 1821, ensuite chancelier d'État de 1821 à 1848. Chef de file de la réaction en Europe. À la tête de la Sainte-Alliance pour le retour à l'ordre monarchique.

METZGER Friedrich (1848-1914) : ferblantier, plus tard rédacteur à Hambourg, social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1914.

METZNER Theodor (1830-1902) : cordonnier, membre du comité directeur de l'Association générale des travailleurs allemands, cofondateur du parti d'Eisenach. Combattant actif contre les lois d'exception.

MEYER : commissaire de police à Francfort-sur-le-Main.

MEYER Rudolf (1839-1899) : économiste, partisan de Rodbertus, rédacteur du journal viennois *La patrie*.

MICHAELIS Otto (1826-1890) : avec Julius Faucher, éditeur de la *Revue semestrielle pour l'économie, la politique et l'histoire de la civilisation*.

MIELKE : social-démocrate allemand à Londres.

MILL John Stuart (1806-1873) : économiste anglais et partisan du libre-échange. Philosophe et épigone de l'école classique bourgeoise de l'économie politique.

MILNER George : ouvrier irlandais, chartiste entre 1868 et 1872, membre du conseil général de la I^re^ Internationale.

MIQUEL Johannes (von) (1828-1901) : banquier prussien national-libéral. Dans sa jeunesse membre de la Ligue de communistes, membre du Reichstag puis ministre prussien des Finances 1890-1901.

MIRABEAU Honoré (comte de) (1749-1791) : homme politique français, dirigeant de la noblesse oppositionnelle et de la grande bourgeoisie pendant la Révolution française.

MITTELSTÄDT : conseiller de justice, dirigea le procès pour haute trahison intenté aux anarchistes Dave et Neve, en 1887.

MOLKENBUHR Hermann (1851-1927) : ouvrier cigarier, social-démocrate ; en 1890 rédacteur du *Hamburger Echo*. Membre du Reichstag de 1890 à 1924.

MOLL : rémouleur à Solingen, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.

MOLTKE Helmuth (comte de) (1800-1891) : général prussien, chef du grand état-major (1857-1891).

MOMMSEN Theodor (1817-1903) : historien allemand nationaliste (pangermaniste).

MOOK Kurt (1847-1900 environ) : écrivain, un temps membre du parti d'Eisenach.

MORE sir Thomas (1478-1535) : homme politique anglais, lord-chancelier (1529-1532) ; écrivain humaniste, représentant du communisme utopique.

MORGAN Lewis (1818-1881) : ethnologue américain ; étudia et décrivit les sociétés primitives.

MORIER sir Robert (1826-1893) : diplomate anglais. Entre 1866 et 1876, chargé d'affaires à Darmstadt, Stuttgart et Munich, était en étroite relation avec le libéralisme allemand.

MOST Johann (1846-1906) : social-démocrate, membre du Reichstag entre 1874 et 1878, plus tard anarchiste, exclu du Parti social-démocrate au congrès de Wyden. Publia à Londres puis à New-York le journal *Freiheit* (Liberté).
MOTTELER Julius (1838-1907) : un des fondateurs du parti d'Eisenach, organisateur du transport illégal de la presse du Parti social-démocrate à partir de la Suisse en direction de l'Allemagne et appelé à ce titre le « maître de la poste aux armées rouge ». Membre du Reichstag de 1874 à 1878 puis de 1903 à 1907.
MOUFANG Franz (1817-1890) : chanoine de la cathédrale de Mayence. Membre du Reichstag de 1871-1890 pour le Zentrum.
MÜCKE (von) : directeur du tribunal de district de Leipzig ; présida le procès pour haute trahison intenté à Liebknecht, Bebel et Hepner en 1872.
MÜHLER Heinrich (von) (1813-1874) : ministre prussien des Cultes et de l'Instruction publique entre 1862 et 1872.
MÜLBERGER Arthur (1847-1907) : médecin, publiciste proudhonien.
MÜLLER : social-démocrate, accusé dans le procès de Freiberg en 1886.
MÜLLER Hans (né en 1867) : journaliste et écrivain ; social-démocrate, membre de la tendance des Jeunes dans les années 1890.
MÜLLER Theodor (mort en 1865) : dirigeant de l'association d'éducation ouvrière de Francfort.
MUNCKEL : avocat dans le procès de Freiberg en 1886.

NACHTIGAL Gustav (1834-1885) : chercheur en charge de l'Afrique ; en 1884 occupa le Togo et le Cameroun pour le compte de l'Empire allemand.
NAPORRA : fonctionnaire de police à Berlin ; en 1888 fut démasqué comme provocateur contre la social-démocratie.
NAUEN Robert (1858-1887) : ceinturier à Berlin, social-démocrate.
NEBEL Hermann : libraire à Leipzig, agent à la solde de la police.
NEFF : typographe à Munich, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
NEISSER Max : social-démocrate, plus tard rédacteur du *Vorwärts*.
NEUMANN : médecin à Berlin, partisan de Lassalle.
NEUMANN : menuisier à Hambourg, agent à la solde de la police.
NEVE : menuisier dans le Holstein ; anarchiste, en 1887 condamné à quinze ans de réclusion.
NIEDERLEY : cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands à Leipzig.
NIETZSCHE Friedrich (1844-1900) : philosophe allemande ; un des idéologues des cercles les plus réactionnaires et les plus agressifs de l'impérialisme allemand.
NOBILING Karl (1848-1878) : se réclamait de l'anarchisme lorsqu'il commit un attentat contre Guillaume I^er^, le 2 juin 1878.
NONNE Heinrich : agent prussien à la solde de la police à Paris au début des années 1880.
NOSTIZ-WALLWITZ Hermann (von) (1826-1906) : ministre de l'Intérieur en Saxe (1866-1891) et ministre des Affaires étrangères de 1876 à 1882.
NOTHJUNG Peter (1821-1866) : tailleur, en 1848 membre de la Ligue des communistes à Cologne et du comité des associations ouvrières de Cologne ; participa au soulèvement de mai 1849 à Elberfeld, emprisonné en 1851 comme émissaire de la Ligue des communistes, condamné à six ans de prison au procès des communistes en 1852. Plus tard devint lassallien.

OBERWINDER Heinrich : écrivain, partisan de Lassalle, plus tard agent à la solde de la police allemande à Paris.

ODGER George (1820-1877) : ouvrier anglais, un des dirigeants des trade-unions ; membre du conseil général de la Ire Internationale et son président entre 1864 et 1867 ; exclu de l'Internationale en 1871.
ÖHLSCHLÄGER Heinrich : inspecteur de police à Altona.
OLDENBURG Heinrich : typographe à Rendsburg, social-démocrate, rédacteur au *Journal de la Justice* de Hambourg (1879-1881). Plus tard se retira du mouvement ouvrier.
OLEARIUS : dans les années 1860, sous-préfet à Reichenheim.
OPPENHEIM : maison bancaire.
OPPENHEIM Heinrich Bernhard (1819-1880) : écrivain et journaliste, édita de 1861 à 1864 les *Deutschen Jahresbücher* (Annales allemandes de politique et littérature) ; entre 1874 et 1877, député national-libéral au Reichstag.
OTTO-WALSTER August (1834-1898) : journaliste et écrivain, social-démocrate. En 1876 partit pour l'Amérique, revint en Allemagne quelques années avant sa mort.
OWEN Robert (1771-1858) : socialiste utopique anglais.

PALM : tisserand, agent à la solde de la police.
PANSE : cordonnier, dirigeant de l'Association des artisans fondée en 1862.
PARVUS (pseudonyme de Helphand) (1869-1924) : social-démocrate russe, dans les rangs de la social-démocratie allemande depuis les années 1890. Plus tard social-chauvin.
PAUL : commissaire de police de Dresde.
PAUL Florian : tisserand silésien, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, à la tête d'une délégation venue demander de l'aide au roi en 1864.
PERL August : cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands ; en 1866-1867 président et principal représentant de l'Association d'éducation ouvrière de Hambourg.
PETERSEN Niels : compagnon pelletier danois, partisan de Weitling en Suisse.
PEUKERT : mouchard dans le mouvement anarchiste.
PFÄNDER Carl (1818-1876) : peintre miniaturiste, membre de la Ligue des Justes, membre actif de l'Association d'éducation ouvrière de Londres, membre du comité central de la Ligue des communistes ; plus tard membre du conseil général de la Ire Internationale, partisan et ami de Marx et Engels.
PFANNKUCH Wilhelm (1841-1923) : menuisier à Kassel, social-démocrate, membre de l'Association générale des travailleurs allemands avant 1875. Membre du Reichstag de 1884 à 1887, de 1898 à 1907 et de 1912 à 1918.
PFAU Ludwig (1821-1894) : poète lyrique et critique d'art, violemment opposé à la Prusse et à Bismarck.
PFEIFFER Eduard : industriel de Stuttgart.
PIELCHEN : dans les années 1860, juge au tribunal de Berlin.
PILOTY Carl (von) (1826-1886) : peintre.
PRAAST : cordonnier à Hambourg, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, plus tard eisenachien.
PREUSSE Karl : ouvrier berlinois, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
PRINCE-SMITH John (1809-1874) : économiste bourgeois, fondateur du Parti du libre échange, membre de la Chambre des députés prussienne et plus tard du Reichstag.
PROUDHON Pierre-Joseph (1809-1865) : un des fondateurs de l'anarchisme. En 1848 député de l'Assemblée nationale constituante.
PUTTKAMER Robert (von) (1828-1900) : ministre du Culte et de l'Instruction publique de 1879 à 1881, ministre de l'Intérieur de 1881 à 1888. Pendant la période des lois contre les socialistes, l'un des principaux organisateurs de la chasse contre les sociaux-démocrates.

PUTTRICH Ludwig (mort en 1908) : avocat à Zwickau, social-démocrate, député au Landtag saxon.

RACKOW Heinrich : libraire à Berlin, social-démocrate, membre de l'Association générale des travailleurs allemands avant 1875, dans les années 1860 vécut à Londres.
RATIBOR Victor (duc et prince de Corvey) (1818-1893) : grand propriétaire foncier silésien, membre de la Chambre-Haute prussienne, du Reichstag de l'Allemagne du Nord, puis du Reichstag allemand. De 1867 à 1890, membre du Parti du Reich allemand.
RAU Karl (1792-1870) : économiste bourgeois, professeur des hautes écoles à Erlangen et Heidelberg. Il publia entre 1826 et 1832 un *Traité d'économie politique*.
REDWITZ Oskar (baron de) (1823-1891 : poète romantique catholique.
REICHENHEIM Leonor : fabricant en Silésie, un des dirigeants du Parti du Progrès.
REICHENSPERGER Peter (1810-1892) : fonctionnaire de justice, homme politique catholique ; en 1848 membre du Préparlement et député de l'Assemblée nationale prussienne (aile droite), plus tard dirigeant du parti du Zentrum.
REIMER Otto (1841-1892) : ouvrier cigarier à Altona, social-démocrate. Avant 1875, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, membre du Reichstag de 1874 à 1876.
REINCKE Peter (1818-1887) : conseiller du service de santé à Berlin, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, député au Reichstag de l'Allemagne du Nord jusqu'en 1886.
REINDERS Klaas (1847-1879) : menuisier à Breslau, social-démocrate, avant 1878 membre de l'Association générale des travailleurs allemands ; membre du Reichstag en 1878-1879.
REINSDORF August : typographe à Elberfeld, anarchiste.
REITENBACH John : démocrate venu de Plicken en Prusse-Orientale.
REULEAUX Franz (1829-1905) : ingénieur allemand, membre du jury des expositions universelles de Paris en 1867, Vienne en 1873 et Philadelphie en 1876.
REUSS : chanteur, dans les années 1880 agent à la solde de la police à Londres.
RICARDO David (1772-1823) : économiste anglais, représentant de l'économie politique classique bourgeoise..
RICHTER Eugen (1838-1906) : homme politique bourgeois, dirigeant du Parti du Progrès allemand, combattit l'indépendance politique de la classe ouvrière.
RICHTHOFEN Bernard (baron de) (1836-1895) : après 1885, préfet de police à Berlin.
RITTINGHAUSEN Moritz (1814-1890) : publiciste et homme politique démocrate. En 1848, membre de la Société démocratique et du comité de salut public à Cologne ; collaborateur de la *Neue Rheinische Zeitung*. Plus tard, membre de la I^re^ Internationale et du Parti social-démocrate.
ROBESPIERRE Maximilien (1758-1794) : homme politique de la Révolution française, dirigeant des Jacobins et à la tête du gouvernement révolutionnaire de 1793 à 1794.
ROCHEFORT Henri (comte de) (1831-1913) : journaliste français, fonda en 1868 l'hebdomadaire *La Lanterne*, dans lequel il combattait le Second Empire, en 1870 en prison. En 1880 il fonda *l'Intransigeant*.
RODBERTUS-JAGETZOW Johann (1805-1875) : grand propriétaire foncier prussien et économiste. En 1848, dirigeant du Zentrum (aile gauche) dans l'Assemblée nationale prussienne.
RÖDIGER Carl (né en 1850) : sculpteur sur bois à Gera, social-démocrate, membre du Reichstag de 1884 à 1887. Plus tard émigra en Amérique.
ROESER Peter (1814-1865) : cigarier à Cologne. En 1848-1849, vice-président de l'association ouvrière de Cologne ; éditeur du journal *Liberté, fraternité et travail* ; membre de la

Ligue des communistes en 1850. En 1852, un des principaux accusés dans le procès des communistes à Cologne ; plus tard lassallien.
ROLLER : sténographe, secrétaire de l'Association générale des travailleurs allemands de 1867 à 1869.
ROON Albrecht (comte de) (1803-1879) : feld-maréchal prussien, ministre de la Guerre, mena la réforme de l'armée prussienne.
ROSCHER Wilhelm (1817-1894) : économiste allemand.
ROSSMÄSSLER Emil (1806-1876) : scientifique et écrivain, démocrate. En 1848-1849 membre de l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche), après 1850 à Leipzig en contact étroit avec le mouvement ouvrier.
ROTHSCHILD Karl (1820-1886) : après 1855, dirigea avec son frère la banque Rothschild de Francfort ; membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord et de la Chambre-Haute prussienne.
RÜDER : directeur général de la police à Leipzig.
RUGE Arnold (1802-1880) : publiciste radical, jeune hégélien, démocrate. En 1844, en collaboration avec Marx, éditeur des *Annales franco-allemandes*. En 1848, membre de l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche). Dans les années 1850, un des dirigeants de l'émigration allemande en Angleterre, après 1866 national-libéral.
RUMPF : préfet de police à Francfort, assassiné en 1885.
RUNGE : conseiller municipal à Berlin.
RUPSCH : sellier à Elberfeld, participa à l'attentat manqué contre Guillaume Ier en 1884.
RÜSTOW Wilhelm (1821-1878): écrivain, militaire, démocrate, prit part à l'expédition de Garibaldi en tant que chef d'état-major.

SABOR Adolf (1841-1907) : professeur de Francfort-sur-le-Main, social-démocrate, membre du Reichstag de 1884 à 1890.
SACHS : écrivain, dans les années 1880, agent allemand à la solde de la police à Londres.
SAINT-SIMON Claude-Henri (comte de) (1760-1825) : socialiste utopiste français.
SAX Emmanuel (1859-1896) : écrivain social, professeur dans une haute école à Vienne, écrivit aussi des poèmes.
SAY Jean-Baptiste (1767-1832) : économiste bourgeois français.
SCHÄFFLE Albert (1831-1903) : homme d'État autrichien, économiste.
SCHELLING Friedrich (von) (1775-1854) : philosophe allemand, représentant de l'idéalisme allemand.
SCHELLING Hermann (von) (1824-1908) : fils du précédent, juriste et fonctionnaire d'État prussien ; avocat à la cour de Berlin, ministre de la Justice prussien de 1879 à 1889.
SCHEPPLER : horloger à Mayence, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands, plus tard progressiste.
SCHERM : membre du parti d'Eisenach, à Nuremberg.
SCHILDBACH : progressiste, dans les années 1860 en activité dans les associations ouvrières de Leipzig.
SCHILL Ferdinand (von) (1776-1809) : officier prussien, dirigeant d'un corps franc contre la domination napoléonienne.
SCHILLER Friedrich (von) (1759-1805) : à côté de Goethe, grand écrivain allemand, auteur de nombreux drames historiques.
SCHIPPEL Max (1859-1928) : publiciste social-démocrate, appartint à la tendance des Jeunes ; plus tard un des théoriciens du réformisme. 1886-1887, rédacteur du *Berliner Volksblatt*, 1887-1890, éditeur de la *Berliner Volkstribüne*, membre du Reichstag de 1890 à 1905.

SCHLINGMANN Reinhold : libraire, éditeur, membre du comité directeur de l'Association générale des travailleurs allemands.
SCHLÜTER Friedrich (1851-1919) : social-démocrate, émigra aux USA où il participa au mouvement social-démocrate, revint en Allemagne en 1876 et participa activement à la lutte contre les lois d'exception ; rédigea une série de travaux sur le mouvement ouvrier anglais et américain.
SCHMIDT : mouchard contre la social-démocratie en Suisse.
SCHMIDT Albert (1858-1904) : social-démocrate, rédacteur de la *Volkstimme* de Magdebourg ; membre du Reichstag de 1890 à 1899, condamné en 1899 à trois ans de prison pour offense à Sa Majesté.
SCHMIDT Conrad (1863-1932) : social-démocrate, un de fondateurs de la revue *Sozialistische Monatshefte* (tendance révisionniste).
SCHMIDT Julian (1818-1886) : journaliste, historien de la littérature, dirigea avec Gustav Freytag la revue *Grenzbote* (1848-1860), en 1862-1863 rédacteur de la *Berliner Allgemeine Zeitung*.
SCHMIDT Wilhelm (1851-1907) : lithographe à Francfort-sur-le-Main, social-démocrate, membre du Reichstag 1890-1907.
SCHMOLLER Gustav (1838-1917) : socialiste de la chaire, professeur à l'université de Berlin ; en 1872, cofondateur de l'Association pour la politique sociale.
SCHNABEL Heinrich : tisserand silésien, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
SCHNAPPER-ARNDT Gottlieb (1846-1904) : statisticien ; après 1901, maître de conférence à l'Académie du commerce et des sciences sociales à Francfort-sur-le-Main.
SCHNEIDT Karl : ami de Hasselmann.
SCHNITZER : banqueroutier ; agent à la solde de la police.
SCHOB : membre de l'Association générale des travailleurs allemands en Rhénanie ; fonda le syndicat des tailleurs.
SCHOENLANK Bruno (1859-1901) : rédacteur de plusieurs journaux sociaux-démocrates, membre de la rédaction du *Vorwärts* et rédacteur en chef de la *Volkszeitung* de Leipzig (1894-1901) ; membre du Reichstag de 1893 à 1901.
SCHOPENHAUER Arthur (1788-1860) : philosophe allemand. Théoricien du pessimisme intégral.
SCHRAMM Carl : écrivain libéral, ensuite social-démocrate ; économiste, collaborateur du *Sozialdemokrat* de Zurich, plus tard prit ses distances avec la social-démocratie.
SCHRAPS : avocat, démocrate ; député du Reichstag de l'Allemagne du Nord.
SCHRÖDER Ludwig (1849-1914) : social-démocrate, un des dirigeants de la grève des mineurs de Westphalie en 1889.
SCHRÖDER-BRENNWALD Karl : menuisier à Riesbach-Zurich, agent allemand à la solde de la police.
SCHUHMANN : cordonnier à Berlin ; en 1868-1869, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
SCHULTZE Karl (1858-1897) : aubergiste à Königsberg, social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1897.
SCHULZE-DELITZSCH Franz (1808-1883) : économiste et homme politique, en 1848 député à l'Assemblée nationale prussienne (centre gauche) ; fondateur des coopératives allemandes, propagea la création de coopératives de production sur la base des dépôts des caisses d'épargne ouvrières. Dans les années 1880, un des chefs du Parti du Progrès.
SCHUMACHER Georg (1844-1917) : peaussier à Solingen, social-démocrate, membre du Reichstag de 1884 à 1898, passa au libéralisme en 1898 et fut exclu du Parlement.

SCHUMANN Richard (mort en 1887) : menuisier à Leipzig, social-démocrate, interdit de séjour, condamné à quatre ans de forteresse pour appel à la rébellion.
SCHWARTZ Johann (1841-1922) : social-démocrate, avant 1875 membre de l'Association générale des travailleurs allemands ; administrateur du *Volksbote* (Le Messager du peuple) de Lubeck. Membre du Reichstag de 1890 à 1893 et de 1898 à 1918.
SCHWEICHEL Robert (1821-1907) : social-démocrate, nouvelliste et romancier, ami de Wilhelm Liebknecht.
SCHWEIGERT : capitaine dans l'armée de Garibaldi.
SCHWEITZER Jean-Baptiste (von) (1834-1875) : avocat de Francfort-sur-le-Main entre 1867 et 1871, succéda à Lassalle pour diriger l'Association générale des travailleurs allemands, éditeur et rédacteur du *Social-Demokrat*, membre du Reichstag de l'Allemagne du Nord sous l'ère Bismarck. Désavoué à la tête de l'Association, il se retira de la vie politique après avoir quitté l'Association.
SCHWENNHAGEN : écrivain à Magdebourg ; agent à la solde de la police.
SEIFERT Heinrich (1848-1909) : cordonnier, plus tard employé dans une coopérative de consommation à Zwickau, membre du Reichstag de 1890 à 1903.
SHAKESPEARE William (1564 1616) : dramaturge anglais.
SHAW George Bernard (1856-1950) : écrivain satirique irlandais et auteur dramatique ; il était membre de la Société des Fabiens.
SHELLEY Percy (1792-1822) : poète anglais, représentant du romantisme révolutionnaire, athée.
SIEBDRAHT : commissaire de police à Chemnitz.
SIEGEL August (né en 1856) : mineur, social-démocrate, émigra en Angleterre.
SIEGLE Gustav (1840-1905) : propriétaire de la Fabrique d'aniline et soda de Bade (BASF) ; membre du Reichstag de 1887 à 1898, national-libéral.
SIEVERS : propriétaire d'une imprimerie à Brunswick.
SIMSON Eduard (von) (1810-1899) : homme politique et juriste prussien ; en 1848-1849 membre et président de l'Assemblée nationale de Francfort, centre droit. Député de la deuxième Chambre et président du Reichstag de 1867 à 1873.
SINGER Paul (1844-1911) : social-démocrate, depuis 1885 membre de la direction du parti, depuis le congrès de Halle en 1890 un des deux présidents du parti. Membre du Reichstag de 1884 à 1911.
SISMONDI Jean-Charles (de) (1773-1842) : économiste et historien suisse, il critiqua le capitalisme du point de vue petit-bourgeois et idéalisa la petite production.
SMITH Adam (1723-1790) : économiste anglais, représentant de l'économie politique bourgeoise classique.
SONNEMANN Leopold (1831-1909) : démocrate bourgeois, rédacteur de la *Frankfurter Zeitung*, membre du Reichstag de 1871 à 1876 et de 1878 à 1884.
SPARIG : national-libéral de Leipzig.
SPIER Samuel (1838-1906) : professeur à Wolfenbüttel, social-démocrate, vice-président du comité de Brunswick en 1869. Accusé dans le procès pour haute trahison de Brunswick en 1871.
STADTHAGEN Arthur (1857-1917) : écrivain et avocat, social-démocrate, après 1893 rédacteur du *Vorwärts*. Membre du Reichstag de 1890 à 1917.
STEINER Kilian : industriel de Stuttgart.
STEINERT : dirigeant de la communauté de Leipzig de l'Association générale des travailleurs allemands.
STELLMACHER : cordonnier silésien, anarchiste, rédacteur de la *Freiheit*.
STEPHANY Friedrich : président de l'Association des artisans des faubourgs de Berlin, plus tard journaliste bourgeois.

STERN Jakob (1843-1911) : rabbin, passa à la social-démocratie pendant les lois d'exception contre les socialistes. Corédacteur du programme d'Erfurt. Il publia de nombreux ouvrages et articles sur la philosophie.
STETTENHEIM Julius (1831-1916) : satiriste bourgeois, fonda le journal satirique *Berliner Wespe* (La Guêpe berlinoise).
STIEBER Wilhelm (1818-1882) : préfet de police, dirigeant de la police politique prussienne et un des organisateurs du procès des communistes de Cologne en 1852. En collaboration avec Wermuth rédigea le livre *La conspiration communiste du 19e siècle*.
STILLFRIED (comte de) : commissaire de police berlinois.
STIRNER Max (pseudonyme de Johann Caspar Schmidt) (1806-1856) : philosophe et écrivain, idéologue de l'individualisme bourgeois, écrivit le livre *L'individu et sa singularité*.
STOECKER Adolf (1835-1909) : prédicateur de cour à Berlin, antisémite, fonda en 1878 avec Wagner le Parti social-chrétien ; membre du Reichstag de 1881 à 1883 et de 1898 à 1908.
STOLBERG-WERNIGERODE Udo (comte de) 1840-1910) : grand propriétaire terrien, conservateur, membre du Reichstag de 1877 à 1881, de 1884 à 1893, et de 1895 à 1910 ; membre de la Société panallemande.
STOLLE Karl Wilhelm (1842-1918) : aubergiste et jardinier à Gesau, près de Glauchau, coéditeur du journal *Crimmitschauer Bürger und Bauernfreund* (L'Ami des bourgeois et des paysans de Crimmitschau) (1870-1878) ; membre du Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918.
STRAFFORD Thomas Wentworth (comte de) (1593-1641) : homme d'État anglais sous le règne de Charles Ier.
STRAUSS : marchand de cigarettes à Francfort-sur-le-Main, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands.
STRAUSS David (1808-1874) : publiciste et philosophe, auteur de *la Vie de Jésus*. Jeune hégélien, après 1886 national-libéral.
STRECKFUSS Adolf (1823-1895) : écrivain, participa au mouvement démocratique en 1848, en 1851 accusé de haute trahison à cause de son livre *La Grande Révolution française*, il fut cependant déclaré non coupable.
STREIT Fedor (1820-1904) : avocat, révolutionnaire de 1848, cofondateur de l'Union nationale et éditeur de la *Allgemeine deutsche Arbeiterzeitung* à Cobourg (1863-1866).
STROUSBERG Bethel (1823-1870) : capitaliste de la finance et spéculateur, le « roi des chemins de fer », grand propriétaire foncier, conservateur.
STRUVE Gustav (von) (1805-1870) : avocat et publiciste, démocrate et républicain fédéraliste, en 1848 membre du Préparlement, un des dirigeants du soulèvement de Bade en 1848 et du soulèvement de Bade-Palatinat en 1849. Émigra en Angleterre et plus tard aux États-Unis, prit part à la guerre de Sécession dans le camp des Nordistes.
STUMM-HALBERG Karl (comte de) (1836-1901) : grand magnat de l'industrie de l'acier en Sarre, un des fondateurs et des dirigeants du Parti du Reich, membre du Reichstag de 1867 à 1881 et de 1889 à 1901.
SYBEL Heinrich (von) (1817-1895) : homme politique bourgeois et historien.

TAUSCHER Leonard : typographe à Augsbourg, agitateur de l'Association générale des travailleurs allemands. Travailla au *Sozialdemokrat* à Zurich.
TESSENDORF Hermann (1831-1895) : avocat à Berlin sous la loi contre les socialistes, organisateur des poursuites contre les sociaux-démocrates.
TODT Rudolf : pasteur dans la Marche de Brandebourg, cofondateur du mouvement social-chrétien.

TOLAIN Henri-Louis (1828-1897) : ouvrier français, un des fondateurs de la section française de la Ire Internationale, proudhonien ; pendant la Commune de Paris passa aux versaillais ; plus tard sénateur.
TÖLCKE Karl Wilhelm (1817-1893) : participant de la révolution de 1848, lassallien, en 1866 fut pour une courte durée président de l'Association générale des travailleurs allemands, plus tard social-démocrate.
TOUSSENEL Alphonse (1803-1885) : publiciste français, fouriériste.
TRAUTNER : écrivain, agent allemand à la solde de la police à Paris.
TREITSCHKE Heinrich (von) (1834-1896) : historien bourgeois, député national-libéral au Reichstag ; éditeur des *Annales prussiennes*, ennemi haineux du mouvement ouvrier, rédacteur de brochures réactionnaires incendiaires.
TRETTENBACH (né en 1810 environ) : médecin de Munich.
TUTZAUER Franz (1852-1908) : maître ébéniste à Berlin, social-démocrate, conseiller municipal (1884-1892), rédacteur du *Berliner Volksblatt* (1885-1888) ; membre du Reichstag 1890-1907.
TWESTEN Karl (1820-1870) : après 1845, conseiller de justice municipal à Berlin, après 1861 membre de l'Assemblée nationale prussienne pour le Parti du Progrès.
TZSCHOPPE : aux environs de 1835, à la tête du conseil supérieur de la censure.

UHLAND Ludwig (1787-1862) : poète romantique.
UHLICH : prédicateur, dans les années 1860, actif dans l'association d'éducation ouvrière de Magdebourg.
UJEST Hugo (comte, prince de Hohenlohe-Öringen) (1816-1897) : grand propriétaire foncier prussien, général en1870-1875, membre du Reichstag pour le Parti du Reich allemand.
ULRICH Carl (1853-1933) : constructeur de machines, plus tard rédacteur et propriétaire d'une imprimerie à Offenbach, social-démocrate, membre du Reichstag de 1890 à 1903 et de 1907 à1930. De 1919 à 1928, président de l'État libre de Hesse.
UNRUH Hans Victor (1806-1886) : ingénieur et homme politique, libéral modéré ; en 1848, un des dirigeants du centre droit dans l'Assemblée nationale prussienne, président de celle-ci à partir d'octobre. Plus tard, un des fondateurs du Parti du Progrès, ensuite national-libéral.

VAHLTEICH Karl Julius (1839-1915) : social-démocrate, un des fondateurs de l'Association générale des travailleurs allemands, après 1869 passa aux eisenachiens. En 1875 prépara l'unification des deux fractions ; membre du Reichstag de 1874 à 1876 et de 1878 à 1881. Émigra en Amérique en 1881.
VALENTIN Hermann (né en 1812) :1844-1866 , avocat et notaire à la cour d'appel de Berlin. Membre du Reichstag de 1871 à 1878 (national-libéral).
VARLIN Louis-Eugène (1839-1871) : relieur, un des représentants les plus éminents du mouvement ouvrier français des années 1860. Membre du conseil fédéral de la section parisienne de la Ire Internationale, participa activement à la Commune, fusillé par les versaillais.
VENEDEY Jakob (1805-1871) : publiciste radical et homme politique, démocrate. En 1848 membre du Préparlement et de l'Assemblée nationale de Francfort-sur-le-Main, aile gauche, plus tard libéral.
VIERECK Louis (1851-1922) : social-démocrate, éditeur de la *Südeutsche Post* à Munich. Membre du Reichstag de 1884 à 1887, émigra plus tard en Amérique.
VIKTORIA (1841-1901) : épouse de Guillaume Ier, fille de la reine d'Angleterre Victoria, impératrice allemande et reine de Prusse.

VINCKE Georg (baron de) (1811-1875) : homme politique prussien libéral, en 1848 un des dirigeants de l'aile droite à l'Assemblée nationale de Francfort-sur-le-Main, plus tard vieux-libéral.
VIRCHOW Rudolf (1821-1902) : éminent pathologiste et physiologiste, ennemi de la théorie de l'évolution de Darwin, membre du Parti du Progrès, député au Reichstag de 1880 à 1893.
VOGEL : pharmacien à Berlin, lassallien, en 1869 cofondateur du parti d'Eisenach.
VOGEL von FALCKENSSTEIN Eduard (1797-1885) : général de l'armée prussienne, en 1866 général en chef de l'armée du Main, plus tard gouverneur général de Bohême. De1867 à 1871, député au Reichstag du Parti conservateur.
VOGT August (environ 1830-1883) : cordonnier, faisait partie du groupe oppositionnel berlinois au sein de l'Association générale des travailleurs allemands ; membre de la Ire Internationale.
VOGT Karl (1817-1895) : professeur de lycée à Giessen, naturaliste, appartenait au courant du matérialisme vulgaire, démocrate. En 1848, membre du Préparlement et de l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche). En 1849, membre de la régence du Reich. Émigra en Suisse, où il exerça à Genève. Adversaire acharné du mouvement communiste et prolétarien, il devint un agent payé par Napoléon III.
VOLLMAR Georg (von) (1850-1922) : ancien officier, social-démocrate, membre du Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918. Au début des années 1890, devint un idéologue du réformisme.

WACKERNAGEL Wilhelm (1806-1869) : germaniste d'Elberfeld, plus tard professeur à Bâle, publia en 1863 une *Lettre ouverte d'un électeur de troisième classe, non « ouvrier », à M. Ferdinand Lassalle*.
WAGENER Hermann (1815-1889) : publiciste allemand partisan de Bismarck.
WAGNER Adolph (1835-1917) : économiste, en 1878 fonda le Parti social-chrétien, partisan de la politique de Bismarck.
WAHL (mort en 1866) : apprenti tondeur de drap à Augsbourg, membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
WALDECK Benedict (1802-1870) : conseiller au tribunal supérieur de Berlin, démocrate. En 1848, un des dirigeants de l'aile gauche, vice-président de l'Assemblée nationale prussienne ; en 1849 député de la deuxième Chambre, plus tard membre du Parti du Progrès.
WALDERSEE Alfred (comte de) (1832-1904) : ami très proche de Guillaume II, chef d'état-major de l'armée allemande (1888-1891), maréchal en 1900, commandant suprême des troupes des forces européennes pour réprimer la révolte des Boxers en Chine (1900-1901).
WALTON A. : architecte, président le la Ligue de la réforme et membre du conseil général de la Ire Internationale à partir de 1867.
WARTENSLEBEN Alexander (comte de) (1807-1883) : propriétaire en Poméranie. En 1848, membre de l'Assemblée nationale de Francfort, représentant le Zentrum.
WEDDE Johannes (1843-1890) : cofondateur et éditeur du journal social-démocrate la *Bürgerzeitung* (Le Journal du citoyen) (1881-1887), expulsé de Hambourg en 1887.
WEISS : plombier de Dresde, mouchard allemand en suisse.
WEISS Guido (1822-1899) : publiciste démocrate, rédacteur en chef de la *Berliner Reform* et de la *Waage*.
WEITLING Christian (1808-1871) : tailleur, théoricien du communisme égalitaire, communiste utopique.
WELCKER : ouvrier du cuir à Francfort-sur-le-Main, partisan de Lassalle.

WELLER : conseiller d'assises à Dresde.
WENDT Gustav (1848-1933) : professeur à Hambourg ; dans les années 1880, député au Reichstag du Parti du Progrès.
WERNER : prote à Leipzig, anarchiste.
WERNER : typographe à Berlin, social-démocrate ; exclu du parti en 1891.
WESTON John : ouvrier anglais, partisan de Robert Owen, membre de la Ire Internationale.
WISCHMANN : t²einturier à Altona, agent à la solde de la police dans les milieux anarchistes allemands.
WIEDE Franz (né en 1857) : éditeur de la revue mensuelle *Neue Gesellschaft* (Nouvelle société) à Zurich, de 1877 à 1880.
WIEMER Philipp (1849-1925) : commerçant à Nuremberg, social-démocrate, membre du Reichstag de 1878 à 1881 et de 1884 à 1887.
WILDBERGER Karl : tapissier à Berlin, social-démocrate, appartenait à la tendance des Jeunes, exclu en 1891.
WILLE Bruno (1860-1928) : écrivain, fonda en 1890 la *Freie Volksbühne* (La Scène populaire libre) à Berlin.
WILLIAMS : eut un rôle dirigeant dans les sociétés coopératives anglaises. Membre du conseil général de la Ire Internationale.
WILLICH August (1810-1878) : lieutenant prussien, qui quitta l'armée en raison des ses convictions politiques, membre de la Ligue des communistes. En 1848, chef d'un corps franc dans le soulèvement de Bade, en 1850, à la tête d'une fraction opposée à Marx. Émigra aux États-Unis en 1853, participa comme général à la guerre de Sécession dans les armées nordistes.
WILLMS Eduard : secrétaire de l'Association générale des travailleurs allemands.
WINDTHORST Ludwig (1812-1891) : homme politique conservateur, ministre de la Justice au Hanovre de 1851 à 1853 et de 1862 à 1865, chef du parti catholique du Centre ; membre du Reichstag, il était contre l'unification de l'Allemagne et combattit Bismarck pour cela.
WINTER : avocat, cofondateur de l'association d'éducation ouvrière de Leipzig (1861).
WIRTH Max (1822-1900) : économiste allemand, protectionniste modéré, partisan de l'économiste américain Carey, farouche défenseur du protectionnisme.
WOHLGEMUTH August : inspecteur de police à Mulhouse.
WOLFF : agent à la solde de la police infiltré dans le milieu anarchiste de Most-Hasselmann.
WOLFF Ferdinand (1812-1895) : journaliste, en 1846-1847, membre du comité de correspondance communiste de Bruxelles ; en 1848-1849, un des rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane*, ensuite émigra à Paris et à Londres. En 1850, au moment de la scission de la Ligue de communiste, se rangea aux côtés de Marx. Plus tard se retira de la vie politique.
WÖRLEIN Hans : éditeur à Nuremberg, social-démocrate, avant 1875 eisenachien.
WULFFEN : dans les années 1860 juge au tribunal de Berlin.
WÜRKERT Ludwig (1800-1876) : prédicateur, démocrate radical, condamné à quatre ans de réclusion pour sa participation au soulèvement de Mai 1849. Membre de l'Association générale des travailleurs allemands.
WURM Emanuel (1857-1920) : écrivain, social-démocrate, de 1902-1917 rédacteur de la *Neue Zeit* (Temps nouveaux). Membre du Reichstag de 1890 à 1906, de 1912 à 1918 et de l'Assemblée nationale en 1919 (USPD).
WUTTKE Heinrich (1818-1876) : historien bourgeois, cofondateur du Parti grand-allemand.

YORCK Theodor (1830-1875) : menuisier, social-démocrate, cofondateur de l'Association générale des travailleurs allemands, plus tard passa au parti d'Eisenach, opposant à une politique syndicale révolutionnaire.

ZIEGLER Franz (1803-1876) : maire de Brandebourg à partir de 1840 ; en 1848, député de l'Assemblée nationale prussienne (centre-gauche) ; mis en accusation à cause de son soutien à la motion du refus de payer les impôts, il fut destitué de son poste et envoyé en forteresse ; à partir de 1865, à nouveau député en Prusse et plus tard au Reichstag.
ZIELOWSKY : social-démocrate ; avant 1869, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, ensuite eisenachien.
ZWANZIGER : fabricant de toile à Peterswaldau en Silésie dans les années 1840.

Index

A

Abeken: p. 647
Adelung: p. 155
Adickes: p. 477
Albrecht: p. 57, 732, 744
Alexi: p. 135, 199
Andreack: p. 380
Applegarth: p. 372
Arndt: p. 111, 134, 598
Audorf: p. 44, 59, 89, 108, 110, 111, 140, 167, 200, 240, 260, 280, 281, 283, 284, 285, 287, 289, 684
Auer: p. 431, 467, 469, 472, 486, 488, 490, 491, 492, 535, 536, 537, 556, 561, 562, 569, 584, 618, 619, 636, 638, 655, 676, 679, 691, 701
Augusta: p. 141

B

Babeuf: p. 501
Bakounine: p. 195, 372, 373, 437, 438, 439, 440, 513, 574, 731
Balzer: p. 59, 60
Bamberger: p. 414, 422, 456, 527, 584, 616, 617, 653, 659
Bardisius: p. 650
Bassler: p. 490
Bastiat: p. 49, 67, 79, 82, 157, 158, 159, 161, 162, 178, 179, 234, 236, 310, 314
Bauer: p. 508
Baumbach: p. 636
Baumgarten: p. 232
Bebel: p. 22, 27, 28, 29, 53, 54, 64, 116, 144, 202, 253, 255, 256, 257, 273, 284, 291, 296, 333, 334, 345, 346, 347, 350, 352, 353, 354, 355, 357, 358, 360, 361, 363, 364, 366, 368, 370, 371, 375, 376, 381, 385, 387, 389, 395, 399, 403, 405, 406, 409, 411, 412, 422, 451, 454, 456, 467, 469, 472, 490, 491, 500, 507, 524, 528, 541, 545, 551, 554, 556, 562, 567, 572, 573, 584, 587, 613, 618, 619, 638, 648, 651, 655, 662, 664, 667, 670, 671, 689, 691, 698, 699, 700, 701, 733, 741
Becker: p. 103, 108, 110, 116, 124, 132, 169, 171, 181, 183, 199, 203, 204, 209, 210, 211, 215, 216, 218, 222, 225, 228, 229, 230, 231, 240, 241, 242, 243, 276, 315, 372, 394, 436, 444
Beesly: p. 189, 191
Benedek: p. 265
Bennigsen: p. 45, 99, 128, 250, 424, 459, 477, 505, 506, 511, 515, 516, 697
Berndt: p. 649
Bernstein: p. 29, 126, 467, 545, 570, 588, 600, 601, 602, 674
Beseler: p. 516
Beust: p. 138, 253, 255, 256, 257, 296, 297, 319, 353, 409, 428, 446
Birk: p. 691, 692
Bismarck: p. 5, 17, 18, 19, 22, 28, 43, 54, 55, 56, 93, 112, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 155, 177, 178, 179, 180, 183, 188, 199, 206, 212, 213, 219, 227, 230, 232, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 259, 262, 265, 266, 267, 268, 271, 278, 279, 283, 285, 286, 293, 296, 297, 298, 299, 300, 309, 319, 347, 348, 362, 368, 373, 377, 393, 394, 395, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 407, 409, 410, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 424, 432, 433, 435, 447, 453, 454, 457, 458, 459, 461, 462, 463, 476, 478, 479, 480, 481, 483, 484, 485, 495, 496, 499, 500, 505, 506, 510, 511, 512, 515, 516, 517, 518, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 534, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 552, 553, 554, 558, 561, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 571, 572, 574, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 591, 592, 593, 598, 599, 605, 606, 608, 611, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 622, 633, 634, 635, 636, 638, 639, 641, 644, 646, 647, 648, 649, 651, 652, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 668, 669, 670, 671, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 682, 685, 686, 687, 688, 689, 692, 699, 703, 704, 705, 706, 710, 728, 729, 730, 731, 732, 737, 738, 739, 743, 746, 749, 750
Blanc: p. 80, 85, 86, 93, 94, 159, 161
Blanqui: p. 438, 574
Bleichröder: p. 268, 416, 417, 421, 564, 617, 636
Blind: p. 112, 216
Blöch: p. 610
Blos: p. 444, 491, 561, 562, 573, 584, 588, 620, 683, 684, 691
Blum: p. 428
Bluntschli: p. 417
Bock: p. 467, 592, 620, 691
Böhm: p. 283
Böhmert: p. 445
Bonaparte: p. 6, 7, 138, 144, 146, 147, 188, 189, 246, 247, 252, 265, 266, 267, 269, 296, 297, 319, 373, 393, 394, 395, 396, 398, 403, 409, 564, 660, 678
Bonhorst: p. 349, 358, 367, 374, 381, 398, 400, 410
Born: p. 214
Borsig: p. 95, 345, 734
Bracke: p. 239, 240, 260, 289, 292, 320, 321, 322, 324, 356, 358, 367, 374, 376, 394, 396, 398, 399, 410, 441, 442, 444, 449, 469, 491, 498, 521, 529, 541, 545, 557
Brasch: p. 488
Brass: p. 135, 136
Bräuer: p. 405, 452, 453
Braun: p. 360, 362, 422
Brentano: p. 339, 340, 423, 431, 460
Brockhaus: p. 102
Bronnenmayer: p. 375
Brousse: p. 667
Brüel: p. 621
Bruhn: p. 112
Bruhns: p. 691, 692
Bucher: p. 84, 88, 94, 96, 97, 125, 156, 159, 183, 199, 249, 254, 515, 523
Buchez: p. 80, 85, 86, 159
Büchner: p. 47, 97, 98, 100, 102, 103, 104, 251, 290
Buckle: p. 440
Buckley: p. 197
Bührer: p. 579
Bülow: p. 113
Bunte: p. 682
Bürgers: p. 90, 228, 295
Bürkli: p. 372
Byron: p. 501

C

Cabet: p. 507
Camphausen: p. 294, 480, 505
Caprivi: p. 705
Cavour: p. 552
Christensen: p. 649, 669
Classen-Kappelmann: p. 231, 232, 268
Cohn: p. 197
Conzett: p. 588, 674
Copeland: p. 197
Cowell: p. 197, 372
Cromwell: p. 142
Cronenberg: p. 509
Czarlinski: p. 586

D

Dalwigk: p. 253
Dammer: p. 56, 58, 60, 64, 108, 111, 115, 155, 168, 171, 180, 181, 203
Danton: p. 114
Darwin: p. 219, 440, 462, 749
Dave: p. 574, 575, 576, 577, 578, 679, 741
David: p. 314, 508, 591, 735, 744, 747
Davout: p. 166
Deckwitz: p. 167, 260, 281
Delbrück: p. 401, 403, 414, 480, 481
Dell: p. 197
Demmler: p. 60, 354, 491
Dentler: p. 494
Derossi: p. 443, 472, 488
Devens: p. 294
Dietz: p. 561, 562, 573, 601, 619, 638, 640, 645, 655, 662, 684, 691, 731
Dietzgen: p. 316, 441, 445, 469
Disraeli: p. 144, 564
Dittmann: p. 95, 147, 224

Doktor : p. 417
Dolge : p. 56, 88, 89
Dönniges : p. 182, 183
Dreesbach : p. 455, 490, 623, 691
Dühring : p. 249, 250, 347, 495, 500, 501, 502, 503, 598, 600, 602, 731
Dulk : p. 482
Duncker : p. 30, 49, 736
Dürr : p. 170

E

Eccarius : p. 190, 276, 290, 334, 372, 373, 445
Eckardt : p. 232, 251
Ehlers : p. 398
Ehrenberg : p. 670
Ehrhart : p. 455, 625
Eichler : p. 51, 54, 55, 56, 96
Eisert : p. 610
Eisner : p. 96, 135
Ellner : p. 169, 202, 210, 280, 358, 367
Engel : p. 154, 558, 561
Engel (Ernst) : p. 445
Engels : p. 16, 17, 22, 28, 49, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 159, 164, 183, 184, 196, 206, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 222, 229, 298, 316, 320, 335, 363, 436, 437, 439, 441, 495, 499, 502, 503, 541, 543, 544, 545, 554, 570, 571, 588, 597, 598, 600, 601, 602, 697, 700, 711, 719, 727, 728, 731, 735, 738, 739, 743
Ernst : p. 698
Eulenburg : p. 483, 484, 528, 534, 537, 652
Ewald : p. 403, 592, 605
Ewers : p. 266

F

Fahl : p. 562
Falckenstein : p. 398, 399, 400, 401, 409, 410, 732
Falk : p. 542
Faucher : p. 202, 224, 225, 226, 233, 508, 741
Fein : p. 116
Feistel : p. 287
Fichte : p. 85, 129, 597, 725
Finn : p. 558
Firmian : p. 538
Fischer : p. 482, 588, 594, 670, 671, 699
Forckenbeck : p. 283, 285, 286, 456, 529
Förster : p. 691, 692
Försterling : p. 168, 182, 210, 242, 256, 260, 280, 281, 290, 295, 296, 300
Fould : p. 421
Fourier : p. 85, 197
Frankel : p. 323, 363
Franz : p. 350, 380, 445, 751
Frédéric-Guillaume I : p. 401
Frédéric-Guillaume IV : p. 149
Frédéric II : p. 39, 213, 319
Freese : p. 375
Frehse : p. 634
Fremy : p. 421
Freytag : p. 273, 417, 547, 745
Friedenthal : p. 403
Fritzsche : p. 44, 53, 54, 55, 56, 58, 108, 168, 201, 202, 207, 210, 240, 241, 242, 256, 257, 283, 324, 327, 331, 332, 333, 338, 339, 340, 342, 348, 358, 359, 361, 365, 395, 403, 430, 473, 490, 497, 524, 536, 537, 540, 555, 569
Frohme : p. 376, 446, 447, 573, 592, 619, 643, 655, 662, 684, 691

G

Galilée : p. 396
Garibaldi : p. 100, 265, 744, 746
Geffcken : p. 673, 674, 678, 679
Gehret : p. 628
Geib : p. 293, 356, 358, 359, 368, 376, 399, 400, 443, 454, 465, 467, 469, 472, 488, 493, 494, 535, 545, 557, 684
Geiser : p. 444, 573, 619, 664
Gerlach : p. 178
Geyer : p. 482, 661, 691
Gladstone : p. 191
Gneist : p. 119, 224, 230, 286, 516, 648
Godau : p. 624
Goethe : p. 126, 141, 274, 397, 584, 684, 745
Goetz : p. 295, 296
Govone : p. 247
Grabow : p. 231
Grimpe : p. 667
Grottkau : p. 431, 443
Grüwel : p. 443
Guizot : p. 636

H

Haase : p. 95
Haenle : p. 182
Hales : p. 197
Hänel : p. 484, 586, 613, 614
Hansemann : p. 146, 421, 636
Harkort : p. 294, 295
Harm : p. 376, 620, 663, 691
Hartmann : p. 446, 467, 472, 488, 508, 535, 557, 562, 612
Hasenclever : p. 132, 222, 241, 258, 261, 271, 283, 293, 295, 324, 348, 358, 361, 384, 385, 395, 403, 406, 407, 443, 451, 454, 455, 463, 464, 467, 472, 487, 488, 490, 491, 523, 543, 548, 549, 567, 572, 573, 584, 588, 592, 613, 615, 618, 620, 643, 662, 682, 684, 735
Hasselmann : p. 325, 348, 405, 440, 441, 443, 448, 451, 454, 457, 459, 465, 467, 471, 487, 495, 497, 524, 540, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 574, 745, 750
Hatzfeldt : p. 96, 124, 143, 144, 180, 182, 184, 199, 204, 205, 209, 210, 215, 229, 250, 258, 259, 260, 261, 275, 280, 281, 282, 283, 284, 288, 289, 345, 352, 354, 366, 367, 368, 381, 383, 453, 733, 740
Haupt : p. 670, 671
Haustein : p. 349, 352
Hegel : p. 85, 148, 612, 706
Heilbronner : p. 610
Heine : p. 482, 620, 691
Heinrich : p. 82, 169, 283, 561, 670, 729, 730, 732, 734, 737, 740, 741, 742, 743, 745, 746, 748, 751
Heinsch : p. 462, 463, 494
Heinzel : p. 655
Heinzen : p. 112
Held : p. 321, 422
Helldorff : p. 687, 688
Helvétius : p. 463
Hepner : p. 362, 368, 404, 411, 444, 733, 741
Hermes : p. 614
Herrfurth : p. 678
Herter : p. 549
Herwegh : p. 113, 116, 117, 200, 211, 215, 217, 229
Hess : p. 113, 166, 211, 214, 215, 216, 218, 281, 372
Heuts : p. 134
Heymann : p. 100, 106, 108, 169
Hickel : p. 691, 692
Hillmann : p. 44, 90, 108, 111, 166, 171, 210, 222, 228, 242, 243, 259, 260, 261, 280, 282, 283, 368, 388, 442, 446, 490, 561, 562
Hinzpeter : p. 677
Hirsch : p. 50, 116, 261, 281, 289, 291, 334, 339, 340, 344, 345, 358, 362, 368, 370, 382, 385, 387, 389, 472, 538, 539, 545, 548, 736
Hlubeck : p. 610
Hobrecht : p. 506
Höchberg : p. 499, 500, 544, 545, 549, 598, 600, 601, 602, 645
Hödel : p. 512, 513, 514, 515, 517, 528, 551, 601, 621, 754
Hofstetten : p. 179, 206, 210, 233, 240, 323, 324, 325, 356, 359, 450
Hollmann : p. 576, 577
Holtorp : p. 190
Horsch : p. 576, 577, 578, 584
Howell : p. 197
Huber : p. 40, 65, 112, 113
Hülsmann : p. 223, 259
Hutten : p. 128, 416

I

Ibsen : p. 549
Ihring : p. 649, 650, 652, 663, 669
Itzenplitz : p. 227

J

Jacoby : p. 27, 141, 208, 268, 270, 320, 321, 322, 335, 362, 363, 384, 385, 399, 454, 455, 533, 624, 684
Jannasch : p. 372
Jöst : p. 691, 692
Jung : p. 82, 190, 276, 372

K

Kaltenbach: p. 551, 590, 610
Kammerer: p. 609, 610, 621
Kampffmeyer: p. 698, 700, 701
Kamptz: p. 563
Kant: p. 49
Kapell: p. 376, 431, 443, 467, 491, 495, 506, 562
Kardoff: p. 417, 421
Kaufmann: p. 609, 635
Kautsky: p. 29, 30, 601, 602, 603, 645, 683, 701
Kayser: p. 482, 524, 543, 669, 682
Kegel: p. 684
Kessler: p. 669
Ketteler: p. 177
Kichniawy: p. 111
Kinkel: p. 112, 354
Kirchner: p. 334
Klein: p. 342, 365
Klings: p. 111, 166, 210
Kloss: p. 643
Knipperdolling: p. 226
Knöfel: p. 255, 256, 273
Köhl: p. 585
Kokosky: p. 444
Kolk: p. 153
Kolping: p. 41
Kölsch: p. 349, 352
Körner: p. 558
Kotzebue: p. 563, 670
Kräcker: p. 388, 540, 646, 662, 682
Krüger: p. 577, 594
Küchler: p. 634
Kückelhahn: p. 647
Kühn: p. 398, 410, 482, 683
Kumicz: p. 609, 610
Kunert: p. 691, 692

L

Laaf: p. 509
Lachmann: p. 661
Ladendorf: p. 117, 251, 290, 334, 354
Lang: p. 674
Lange: p. 48, 49, 75, 76, 77, 85, 130, 131, 132, 165, 202, 208, 213, 219, 220, 221, 222, 226, 233, 239, 242, 243, 253, 258, 290, 333, 335, 353, 460, 461, 499, 601, 607
Lasker: p. 360, 365, 404, 412, 424, 432, 456, 457, 459, 477, 526, 527, 528, 538, 555
Lassalle: p. 5, 6, 16, 22, 27, 28, 29, 30, 37, 39, 49, 50, 56, 58, 59, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 193, 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 229, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 243, 249, 250, 254, 258, 260, 274, 280, 281, 288, 289, 290, 296, 310, 319, 320, 323, 325, 326, 327, 332, 333, 337, 338, 343, 345, 348, 349, 366, 367, 370, 371, 373, 375, 378, 422, 423, 433, 441, 444, 445, 447, 448, 470, 471, 473, 500, 501, 502, 503, 528, 534, 554, 578, 582, 631, 645, 670, 681, 684, 700, 702, 703, 711, 712, 724, 727, 729, 731, 732, 733, 735, 739, 742, 746, 749, 750
Lässig: p. 108, 111
Law: p. 197
Leickhardt: p. 352, 386
Le Lubez: p. 190
Leonhardt: p. 520
Lessing: p. 47, 319, 478, 597, 719
Lessner: p. 190, 290, 372
Levien: p. 261
Levy: p. 88, 90, 92, 108, 111, 123, 210, 242
Levy (H.): p. 498
Liebisch: p. 349, 352, 354
Liebknecht: p. 16, 17, 20, 22, 27, 28, 29, 30, 135, 136, 144, 203, 206, 207, 208, 211, 214, 215, 216, 229, 231, 255, 256, 257, 273, 284, 295, 296, 297, 298, 300, 316, 333, 337, 338, 339, 340, 345, 346, 347, 352, 354, 355, 357, 358, 360, 362, 363, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 375, 376, 388, 389, 395, 396, 398, 399, 403, 406, 411, 412, 422, 440, 444, 451, 453, 454, 456, 457, 465, 467, 469, 471, 487, 490, 492, 493, 498, 516, 521, 541, 543, 547, 548, 565, 567, 572, 573, 587, 613, 615, 618, 620, 621, 638, 644, 645, 662, 667, 682, 689, 691, 700, 701, 733, 734, 741, 746
Lienhard: p. 610
Lieske: p. 634
Lindau: p. 417, 594
Litzinger: p. 509
Lochner: p. 190
Loewe: p. 58, 64, 90, 96, 538, 636
Lotz: p. 172
Löwe-Kalbe: p. 295
Löwenstein: p. 350, 368, 444
Lübkert: p. 327, 359, 364, 365, 380, 383, 431
Lucius: p. 506
Lucraft: p. 197, 372
Lüders: p. 167
Luther: p. 54, 87, 88, 126, 128, 511, 564
Lutz: p. 678

M

Macaulay: p. 47, 554
Madai: p. 533, 536, 679
Malthus: p. 76, 77, 220, 470
Manteuffel: p. 432, 462, 463, 516, 526, 657
Marat: p. 501
Marrast: p. 230
Martin: p. 169, 189, 194, 195, 196, 740
Martiny: p. 111, 113, 229, 283
Marx: p. 16, 17, 22, 28, 29, 30, 49, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 85, 100, 129, 138, 139, 140, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 171, 183, 184, 187, 190, 191, 192, 195, 196, 197, 198, 206, 208, 211, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 222, 227, 229, 236, 240, 249, 254, 303, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 320, 325, 327, 330, 335, 338, 342, 343, 344, 345, 353, 361, 363, 374, 375, 397, 398, 408, 417, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 460, 469, 470, 471, 473, 499, 500, 501, 502, 506, 523, 543, 544, 545, 554, 582, 597, 598, 599, 600, 602, 645, 648, 649, 706, 711, 712, 718, 719, 720, 727, 728, 731, 735, 738, 739, 740, 743, 744, 750, 751
Maurice: p. 197
Maybach: p. 519
Mazzini: p. 190, 191
Meister: p. 376, 620, 621, 622, 662, 663, 689, 691
Metternich: p. 15, 476, 563, 678
Metzger: p. 691, 692
Metzner: p. 111, 134, 203, 210, 368
Meyer: p. 420, 421, 422, 452, 508, 509, 510, 511, 512, 583, 646, 647, 723
Michaelis: p. 233, 295
Mielke: p. 541
Mill: p. 94
Milner: p. 197
Miquel: p. 361, 401, 416, 421
Mirabeau: p. 99
Molkenbuhr: p. 482, 691
Moll: p. 172
Moltke: p. 515, 553, 574
Mommsen: p. 498, 614
More: p. 159, 683
Morgan: p. 597
Morier: p. 678
Most: p. 428, 454, 462, 463, 490, 497, 498, 503, 511, 512, 538, 539, 541, 542, 543, 545, 548, 550, 554, 558, 559, 560, 574, 575, 576, 578, 585, 588, 601, 603, 609, 634, 649, 750
Motteler: p. 291, 353, 368, 372, 429, 431, 454, 457, 467, 490, 588, 674
Moufang: p. 433
Mücke: p. 411
Mülberger: p. 441, 499, 500
Müller: p. 47, 48, 98, 103, 106, 169, 698, 700
Munckel: p. 655

N

Nachtigal: p. 616
Napoléon: p. 53, 140, 166, 188, 297, 395, 404, 476, 729, 731, 733, 749
Napoléon III: p. 53, 188
NapolŽon: p. 6, 7, 8, 19
Naporra: p. 650
Nauen: p. 661
Nebel: p. 670
Neff: p. 350
Neisser: p. 444, 503
Neumann: p. 135, 558, 574, 575
Neve: p. 609, 635, 666, 670, 679, 741
Nietzsche: p. 724
Nobiling: p. 516, 517, 520, 526, 551, 621, 666
Nonne: p. 670
Nostiz-Wallwitz: p. 568

O

Oberwinder: p. 169, 202, 670
Odger: p. 189, 276
Olearius: p. 146, 147, 148, 282
Oppenheim: p. 156, 421
Owen: p. 197, 750

P

Palm: p. 611
Panse: p. 40
Parvus: p. 714
Paul: p. 146, 147, 280, 362, 417, 590, 700, 729, 731, 732, 734, 735, 737, 739, 740, 747
Perl: p. 59, 60, 89, 108, 111, 140, 167, 171, 210, 259, 260, 261, 268, 280, 281, 283, 288, 331, 332, 358
Petersen: p. 323
Peukert: p. 666
Pfänder: p. 190, 445
Pfannkuch: p. 376, 383, 620
Pfau: p. 251
Pfeiffer: p. 349
Pielchen: p. 153
Piloty: p. 519
Praast: p. 337, 562
Preusse: p. 147
Prince-Smith: p. 233
Proudhon: p. 159, 188, 214, 437, 574, 711, 731
Puttkamer: p. 563, 567, 575, 578, 584, 585, 586, 605, 613, 614, 615, 619, 633, 634, 648, 649, 650, 652, 653, 664, 668, 669, 670, 671, 674, 675, 678, 679
Puttrich: p. 547, 548

R

Rackow: p. 487, 497, 667
Ratibor: p. 421
Redwitz: p. 417
Reichenheim: p. 146, 148, 226, 521, 742
Reichensperger: p. 672
Reimer: p. 376, 454, 562
Reincke: p. 283, 294, 295, 296, 300, 324
Reinders: p. 376, 467, 524, 543
Reinsdorf: p. 610, 611, 634
Reitenbach-Pflicken: p. 208
Reuleaux: p. 480
Reuss: p. 454, 488, 491, 521, 522, 571, 573, 620, 621, 662, 666, 670, 690, 691
Ricardo: p. 93, 94, 162, 313, 314
Richter: p. 105, 116, 120, 233, 234, 268, 295, 418, 479, 480, 506, 510, 516, 519, 528, 544, 586, 587, 614, 615, 617, 621, 636, 642, 662, 665
Richthofen: p. 679
Rittinghausen: p. 90, 283, 372, 491, 573, 642
Robespierre: p. 114, 731
Rochefort: p. 538
Rodbertus: p. 75, 81, 83, 84, 93, 94, 95, 101, 104, 106, 159, 175, 249, 419, 420, 421, 422, 423, 509, 583, 599, 645, 741
Rödiger: p. 482, 620
Roller: p. 289, 324, 356, 359
Roon: p. 230
Roscher: p. 94, 159, 314
Rossmässler: p. 47, 48, 49, 57, 58, 59, 60, 64, 88, 89, 92, 116, 273, 274
Rothschild: p. 287, 421, 744
Rüder: p. 428, 567
Rumpf: p. 576, 577, 578, 584, 610, 634, 739
Runge: p. 384
Rupsch: p. 611, 634
Rüstow: p. 99, 100, 116, 182, 211, 215, 216, 217, 229

S

Sabor: p. 482, 620, 663
Sachs: p. 670
Saint-Simon: p. 80, 85, 159, 197, 730
Sax: p. 598
Say: p. 94
Schäffle: p. 460, 461, 534, 544, 645
Schelling: p. 152, 153, 155
Scheppler: p. 100, 108, 111, 169
Scherm: p. 444
Schildbach: p. 89
Schill: p. 404
Schiller: p. 113, 260, 517, 550, 650, 663
Schippel: p. 599, 683, 691, 692
Schlingmann: p. 135
Schlüter: p. 588, 598, 674
Schmidt: p. 126, 157, 590, 599, 691, 692, 747
Schmoller: p. 423
Schnabel: p. 283
Schnapper-Arndt: p. 598
Schneidt: p. 558
Schnitzer: p. 576
Schob: p. 283, 327
Schoenlank: p. 602, 645, 683
Schopenhauer: p. 114
Schramm: p. 440, 499, 500, 545, 645
Schraps: p. 273, 284, 296, 403, 406, 412
Schröder: p. 579, 609, 670, 671, 682
Schröder-Brennwald: p. 579, 609
Schuhmann: p. 349, 352, 354, 359
Schultze: p. 691
Schulze: p. 41, 45, 46, 49, 55, 57, 60, 61, 64, 66, 68, 79, 80, 81, 82, 90, 91, 92, 93, 95, 101, 105, 106, 112, 115, 128, 133, 134, 146, 147, 150, 157, 158, 159, 161, 162, 165, 171, 177, 178, 179, 201, 202, 220, 222, 224, 225, 226, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 239, 310, 324, 340, 344, 345, 349, 362, 375, 378, 406, 455
Schumacher: p. 620, 663
Schumann: p. 656
Schwartz: p. 482, 691
Schweichel: p. 685
Schweigert: p. 100
Schweitzer: p. 113, 114, 115, 163, 169, 179, 181, 203, 204, 205, 206, 207, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 241, 243, 250, 254, 260, 262, 263, 264, 271, 273, 279, 281, 282, 283, 285, 286, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 316, 318, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 330, 331, 332, 333, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 345, 347, 348, 350, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 376, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 387, 388, 389, 390, 394, 395, 401, 403, 405, 406, 441, 442, 443, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 456, 554, 700, 736
Schwennhagen: p. 670
Seifert: p. 691, 692
Shakespeare: p. 47, 632
Shaw: p. 197
Shelley: p. 113, 501
Siebdraht: p. 548
Siegel: p. 682
Siegle: p. 349
Sievers: p. 398, 400
Simson: p. 119, 300, 412, 456
Singer: p. 29, 362, 619, 649, 662, 667, 670, 671, 689, 691
Sismondi: p. 249
Smith: p. 94, 233, 307, 313, 314
Sonnemann: p. 27, 28, 49, 97, 98, 100, 101, 103, 115, 116, 117, 169, 201, 202, 215, 221, 227, 232, 251, 276, 291, 321, 333, 334, 374, 453, 456, 622
Sparig: p. 513
Spier: p. 372, 374, 398, 406, 410
Stadthagen: p. 691, 692
Steiner: p. 349
Steinert: p. 256
Stellmacher: p. 609, 610, 621
Stephany: p. 50, 234
Stern: p. 179, 683
Stettenheim: p. 538
Stieber: p. 404
Stillfried: p. 576
Stoecker: p. 510, 511, 512, 513, 558, 564, 565, 572, 582, 583, 586, 592, 593,

600, 619, 673, 677, 738
Stolberg-Wernigerode: p. 506
Stolle: p. 570, 573, 619, 691
Strauss: p. 111, 169, 508
Streckfuss: p. 52, 55, 58, 88, 90
Streit: p. 61
Strousberg: p. 421, 508
Struve: p. 61
Stumm: p. 361
Sybel: p. 119, 285

T

Tauscher: p. 350, 351, 352, 380, 381, 588, 674
Tessendorf: p. 453, 462, 463, 464, 465, 472, 485, 493, 519, 526
Todt: p. 510, 511
Tolain: p. 189
Tölcke: p. 242, 259, 261, 325, 348, 355, 358, 359, 367, 368, 369, 370, 377, 378, 379, 380, 384, 448, 449, 451, 471
Toussenel: p. 159
Trautner: p. 666, 670
Treitschke: p. 414, 461, 462, 480, 516, 519
Trettenbach: p. 519
Tutzauer: p. 482, 691
Twesten: p. 250, 286, 295, 463
Tzschoppe: p. 563

U

Uhland: p. 47
Uhlich: p. 50, 291
Ujest: p. 421
Ulrich: p. 416, 482, 655, 691, 736
Unruh: p. 51, 55, 56, 92, 230, 498

V

Vahlteich: p. 44, 53, 54, 55, 56, 58, 60, 61, 62, 64, 108, 111, 117, 118, 130, 134, 167, 168, 173, 174, 180, 181, 182, 199, 203, 210, 243, 368, 454, 467, 503, 524, 548, 555, 569
Valentin: p. 491
Varlin: p. 372
Viereck: p. 482, 549, 569, 602, 619, 625, 644, 645, 646, 655, 664
Vincke: p. 93
Virschow: p. 416, 514
Vogt: p. 134, 216, 385
Vollmar: p. 482, 492, 544, 573, 584, 585, 587, 620, 628, 629, 632, 638, 647, 655, 691, 699, 700

W

Wackernagel: p. 104, 112
Wagener: p. 54, 147, 178, 179, 227, 249, 267, 296, 300, 301, 347, 361, 420, 423, 424, 500, 509, 510
Wagner: p. 352, 373, 423, 460, 568, 572, 582, 583, 600, 619, 747
Wahl: p. 239
Waldeck: p. 138, 252, 268, 405
Waldersee: p. 680
Walster: p. 283
Walton: p. 197
Wartensleben: p. 238
Wedde: p. 444, 562
Weiss: p. 27, 215, 230, 321, 363, 417, 458, 462, 518, 610, 635
Weitling: p. 44, 93, 323, 437, 445, 507, 743
Welcker: p. 257
Weller: p. 590
Wendt: p. 585, 586
Werner: p. 513, 699, 700
Wichmann: p. 558, 575, 577, 578, 670
Wiemer: p. 482, 524, 548, 620
Wildberger: p. 700, 701
Wille: p. 698, 700
Williams: p. 197
Willms: p. 111, 166, 173, 182, 183, 199, 209, 210, 258, 260, 261
Windthorst: p. 415, 555, 586, 587, 613, 653, 658, 750
Winter: p. 57, 88
Wirth: p. 49, 97, 98, 100, 103, 104, 201, 202
Wohlgemuth: p. 678
Wolff: p. 190, 191, 575, 577
Wörlein: p. 444
Würkert: p. 200, 283
Wurm: p. 691, 692
Wuttke: p. 94, 168, 211, 215, 233, 256

Y

Yorck: p. 58, 59, 64, 108, 110, 111, 140, 167, 174, 203, 210, 240, 260, 283, 288, 348, 356, 358, 367, 376, 388, 399, 431, 439, 443, 465, 467

Z

Zetkin: p. 683
Ziegler: p. 27, 88, 108, 159, 230, 250, 252, 259, 268
Zielowsky: p. 487
Zwanziger: p. 146

Table des matières

Introduction 5

Biographie de Franz Mehring 27

Institutions et partis en Allemagne 31
- Les institutions 31
- Les partis 32
- Les partis bourgeois libéraux et démocrates 33
- Le parti catholique et les conservateurs 34
- Les partis ouvriers 34

Troisième livre
L'agitation de Lassalle 37

Chapitre Ier
Lassalle et le comité central de Leipzig 39
1. Le prolétariat allemand autour de 1863 39
2. La politique ouvrière du Parti du Progrès 44
3. Premiers mouvements indépendants du prolétariat 51
4. Le comité central de Leipzig 56
5. *Lettre ouverte* de Lassalle 65
6. Le plan de bataille de Lassalle 74
7. Premiers succès et insuccès 88
8. L'assemblée de Francfort 97
9. L'Association générale des travailleurs allemands 107

Chapitre II
Tournant tactique de Lassalle 119
1. La revue des troupes en Rhénanie et l'assaut de Berlin 125
2. Lassalle et Bismarck 137
3. Lassalle face à justice et police 150
4. *Bastiat-Schulze* 157
5. Lassalle et les ouvriers 164

Chapitre III
La fin de Lassalle 175

Quatrième livre
La lutte des fractions 185

Chapitre Ier
L'Association internationale ouvrière 187

Chapitre II
Les héritiers de Lassalle 199
1. Les contradictions présentes 204
2. La lutte des opinions 209
3. Les travailleurs tranchent 222
4. Tactique et organisation 230

Chapitre III
La révolution par en haut 245
1. Le conflit Habsbourg-Hohenzollern 245
2. La classe ouvrière avant la guerre allemande 252
3. La classe ouvrière après la guerre allemande 265
4. Le premier test du suffrage universel 278
5. Les débuts parlementaires de la social-démocratie 293

Chapitre IV
L'œuvre maîtresse du communisme scientifique 303

Chapitre V
Les syndicats allemands 317
1. *Demokratische Wochenblatt* et *Social-Demokrat* 318
2. L'assemblée générale de Hambourg et le congrès des associations de Nuremberg 322
3. L'éclatement du mouvement syndical 337

Chapitre VI
Le Parti ouvrier social-democrate 347
1. Campagnes d'agitation en Allemagne du Sud et en Saxe 349
2. Le congrès d'Eisenach 355
3. Les premières luttes de fractions 372

Cinquième livre
L'unification du parti 391

Chapitre I[er]
La fondation du Reich et la social-démocratie 393
1. Sedan, Lötzen, Versailles 396
2. La révélation de Bismarck 407

Chapitre II
Le flot des milliards 413
1. Vertiges de la spéculation et Kulturkampf 413
2. Socialisme agraire et socialisme de la chaire 418

Chapitre III
Lassaliens et eisenachiens 425
1. Le prolétariat sous la pluie des milliards 425

2. Le congrès de La Haye 435
3. Les dernières luttes de fractions 440
4. L'ère Tessendorf 453

Chapitre IV
Le congrès d'unification de Gotha 467

Chapitre V
Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne 475
1. Début de banqueroute du Reich 475
2. Succès pratiques de l'agitation 482
3. Incertitude théorique. Engels contre Dühring 495

Chapitre VI
La loi contre les socialistes 505
1. L'agitation sociale-chrétienne 506
2. Les attentats et la terreur blanche 512
3. La classe ouvrière est privée de ses droits 520

Sixième livre
Sous la loi contre les socialistes 531

Chapitre Ier
Une année de confusion 533

Chapitre II
Le nouveau déploiement des forces 547
1. Revue des troupes au château de Wyden 547
2. La bataille décisive 561
3. Le fantôme anarchiste 573

Chapitre III
Question et réponse 581
1. Le message de l'empereur 581
2. Le congrès de Copenhague 587

Chapitre IV
Récolte scientifique 597

Chapitre V
Bâton et carotte 605
1. Assistance publique et mouchardages 606
2. Le parti du prince héritier et sa faillite 611
3. Victoires électorales sociales-démocrates 618
4. La conquête de la Bavière 624

Chapitre VI
Le commencement de la fin 633
1. Paroles et actes 633
2. Groupe parlementaire et parti 636
3. La désillusion de Bismarck 646

Chapitre VII
Les convulsions d'agonie
de la loi contre les socialistes 651
1. Décret antigrève et procès pour constitution de société secrète 652
2. Les élections de carnaval 657
3. Le congrès de Saint-Gall 663
4. La loi de proscription 668

Chapitre VIII
Les quatre-vingt-dix-neuf jours 673

Chapitre IX
L'effondrement 677
1. Plus rien ne marche ! 677
2. Le 20 février 680

Chapitre X
La liquidation 693
1. Le bilan de la loi contre les socialistes 693
2. Les Vieux et les Jeunes 695
3. Les congrès de Halle et d'Erfurt 698
4. Le programme d'Erfurt 701

Chapitre XI

D'un million et demi à trois millions de voix 703
1. La politique mondiale capitaliste et socialiste 704
2. La décennie des syndicats 711
3. Le révisionnisme 718

Chapitre XII
Rétrospectives et perspectives 723

Notices biographiques 727

Index 751

Au catalogue des Bons caractères

Collection Romans

Ici, sous l'Étoile polaire (tome I)
Väinö LInna 20,30 €

Les gardes rouges de Tempere
Ici, sous l'Étoile polaire (tome II)
Väinö LInna 21,30 €

Réconciliation
Ici, sous l'Étoile polaire (tome III)
Väinö LInna 22 €

Les Croisés
Stefan Heym 29,50 €

Émeute au Transvaal
Harry Bloom 17,30 €

Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel
Moïse Twersky - André Billy 17,30 €

Les Damnés de la Terre
Henry Poulaille 19,30 €

La Paix
Ernst Glaeser 14,20 €

Collection Histoire

De l'Oncle Tom aux Panthères noires
Daniel Guérin 15,30 €

1917, la révolte des soldats russes en France
Rémi Adam 13,70 €

La Révolution russe
François-Xavier Coquin 7,10 €

Juin 36
Jacques Danos et Marcel Gibelin 14,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Collection Témoignages

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

Maman Jones
Autobiographie 12 €

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 2,60 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale
dans le mouvement ouvrier en France(1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

Imprimé par IMS - 93500 PANTIN
01 48 10 05 55 - www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr